

Henri-Christian Giraud

DE GAULLE ET LES COMMUNISTES

PERRIN

Henri-Christian Giraud

DE GAULLE ET LES COMMUNISTES

L'histoire secrète
Juin 1941-octobre 1944

PERRIN

PERRIN

DU MÊME AUTEUR

1914-1918. La Grande Guerre du général Giraud, Le Rocher, 2014.
Chronologie d'une tragédie gaullienne. Algérie : 13 mai 1958-5 juillet 1962, Michalon, 2012 (prix Algérianiste).
Camus (collectif), Éditions Le Figaro, 2010.
Vive Henri IV (collectif), Éditions Le Figaro, 2010.
L'Accord secret de Baden-Baden, Le Rocher, 2008. Réédition 2018.
Le Printemps en octobre. Une histoire de la révolution hongroise, Le Rocher, 2006. Réédition 2016.
Réplique à l'amiral de Gaulle (dir.), Le Rocher, 2004.
Terres de Mafia, J.-C. Lattès, 1993.
« Les relations de Gaulle-Staline pendant la guerre » *in* Stéphane Courtois et Marc Lazar (dir.), *50 ans d'une passion française. De Gaulle et les communistes*, Balland, 1992.
De Gaulle et les communistes, Albin Michel, 1988 et 1989, t. I, *L'Alliance* (juin 1941-mai 1943), t. II, *Le Piège* (mai 1943-janvier 1946).

© Perrin, un département de Place des Éditeurs, 2020
92, avenue de France
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 08 00

EAN : 978-2-262-08621-3

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

À Christian

« N’acceptez rien *a priori* si vous pouvez le vérifier. »

Rudyard KIPLING

Sommaire

Titre

Du même auteur

Copyright

Dédicace

Préface pour la présente édition

1 - L'union sacrée
- Churchill et Roosevelt volent au secours de Staline
- « Tous les ennemis de l'Allemagne sont nos amis »
- De Damas, de Gaulle donne ses consignes
- Churchill refuse tout accord politique avec l'URSS
- Maïski et Cassin se sont connus à la SDN
- Les gaullistes invoquent les « dispositions pacifiques » du Kremlin
- Staline rend hommage à Churchill
- Staline demande l'ouverture d'un second front en France
- De Gaulle ne veut avoir aucun rapport avec Thorez ou d'autres
- Staline se prononce pour une Tchécoslovaquie souveraine et indépendante
- Le PCF opère son grand virage

2 - L'alliance secrète
- « Parlez-moi de la Russie… »
- De Gaulle propose une alliance secrète à Staline
- Les raisons de l'alliance
- Des précédents peu encourageants
- Les silences de De Gaulle
- De Gaulle relance le Kremlin
- Moscou pose ses conditions

L'URSS est prête à reconnaître la France libre
Les communistes français passent à la lutte armée
L'Humanité appelle à la formation d'un gouvernement d'union
Le bras de fer de Gaulle-Duclos

3 - Les projets de Staline

« L'Armée rouge apporte la certitude de la Libération »
« La France nouvelle liera son sort à la Russie nouvelle »
« Staline est un homme affable et sympathique »
De Gaulle cherche un homme pour établir le contact avec le PCF
Dejean demande l'aide du Kremlin pour « démocratiser » la France libre
De Gaulle préfère aider l'URSS que l'Angleterre
Staline jette le masque

4 - L'énigme Moulin

Une jeunesse française
Un fidèle de Pierre Cot
Les contradictions du préfet rouge
Le face-à-face de Gaulle-Moulin
Le gaulliste inconditionnel
L'homme du parti communiste ?
Frenay sous le feu des critiques
Les confidences de Trepper
Le grand recrutement
Moulin fait changer de Gaulle d'avis
La double mission de Jean Moulin

5 - Les exigences de Moscou

« La France combattante est l'alliée désignée de la Russie nouvelle »
Moscou compte sur de Gaulle pour obtenir le second front à l'Ouest
L'action secrète de Jean Moulin
Les consignes de Moscou aux gaullistes
Garreau révèle à Molotov les projets de De Gaulle
De Gaulle fait marche arrière
Le CNF ambitionne le statut de gouvernement provisoire
François Faure transmet à Londres l'adhésion des FTP

6 - Libération = insurrection

Les Soviétiques font du charme aux gaullistes
La « géniale prévoyance du grand Staline »
De Gaulle vante l'insurrection nationale
« Le peuple s'unit pour une révolution »
Une rencontre tant attendue
Molotov fixe les règles du jeu gaullo-soviétique

Frenay se pose des questions
La France ne fera pas partie des Grands
De Gaulle défend le projet du second front en France

7 - Rencontre au sommet
« Tous les Français doivent se regrouper autour du CNF »
« Rien en Europe ne contrebalancera la Russie »
De Gaulle envisage de s'installer en URSS
Les reniements de Cachin
Le chef de guerre devient chef politique
Les « coups en douce » du tandem Moulin-Copeau
Avantage au BCRA
De Gaulle se rendrait volontiers à Moscou

8 - Le cadeau de Staline
Le face-à-face du Kremlin
Marty se met à la disposition de Garreau
Le messager du Kremlin
Les communistes fixent le rôle de De Gaulle
Brossolette est favorable à une « dictature gaulliste provisoire »
L'étrange visiteur soviétique de Billotte
« Les mouvements de résistance signent leur arrêt de mort »
De Gaulle colle aux communistes et renforce les pouvoirs de Moulin
Dans une lettre à Roosevelt, de Gaulle évoque le péril communiste

9 - La réponse du PCF
Staline approuve la carte Darlan
Les nouvelles consignes du Komintern aux PC européens
Rémy fait le siège de Beaufils

10 - Le protocole caché
Tillon pose les FTP en seul et unique mouvement de résistance
Un protocole d'accord en dix-huit points
L'engagement décisif de De Gaulle
La gauche et l'extrême gauche se rallient à de Gaulle
Garreau définit la conception gaulliste de l'union
Pour représenter le PCF à Londres, Duclos choisit Grenier
Par son silence, de Gaulle avalise les contre-vérités communistes
Grenier passe immédiatement à l'action

11 - La querelle des généraux
Giraud et de Gaulle s'affrontent…
Poniatowski prend l'initiative des conversations
À Carlton Gardens, l'ambiance est au plus bas

Churchill fait le siège de Giraud
De Gaulle monte son piège contre Giraud
Garreau et Schmittlein accablent Giraud
À Alger, gaullistes et communistes travaillent main dans la main

12 - L'alliance privilégiée
Léon Blum calme la colère des socialistes
Les communistes reprennent leur campagne en faveur de l'épuration
De Gaulle ressuscite les anciens partis
Les communistes fixent leurs conditions pour participer au CNR
Giraud pratique l'ouverture
De Gaulle souhaite une voiture découverte
Les communistes se placent
Les gaullistes avalisent le principe de l'action immédiate
Catroux demande aux Anglo-Saxons de faire pression sur Giraud
Les cartes de De Gaulle

13 - La promesse de De Gaulle
Catroux en appelle au CNF contre de Gaulle
De Gaulle attaque Giraud
De Gaulle adhère au projet d'application de la loi Tréveneuc
De Gaulle resserre son alliance avec le Kremlin
Un seul but : le pouvoir
Le faux-vrai message de Jean Moulin
Churchill veut lâcher de Gaulle

14 - Les desseins de Roosevelt
Staline crée la surprise
Churchill tente d'imposer un plan à Roosevelt
Roosevelt offre l'Europe orientale à Staline
Dayet lance un avertissement
Une « délégation cent pour cent prosoviétique »
Churchill ruse et gagne

15 - La sommation de Staline
Bogomolov confirme à de Gaulle le soutien du Kremlin
De Gaulle réclame des têtes à Giraud
Les gaullistes montent l'« affaire Peyrouton »
Giraud parle de « revanche », de Gaulle de « vengeance »
Une nouvelle fois, de Gaulle brandit sa démission
Staline fait du charme aux Occidentaux
Staline engage de Gaulle à éliminer Giraud
La vraie raison de l'offensive soviétique contre Giraud

16 - La réponse de De Gaulle

De Gaulle profite de l'absence de Giraud pour pousser l'épuration
Le CNR est « un instrument du pouvoir gaulliste destiné à fonder sa légitimité »
Les communistes bénéficient d'une série de « hasards »
De Gaulle fait savoir à Staline qu'il a compris son message concernant Giraud

17 - Les manœuvres du PCF

Georges presse de Gaulle de riposter aux communistes
Les parlementaires de Londres saisis par la fièvre épuratrice
De Gaulle lance personnellement l'« affaire Pucheu »
Pour Alexis Léger, de Gaulle est un « satellite des Soviets »
La vraie mission d'Avalov
Palewski encore et toujours à la manœuvre
De Gaulle fait une exception pour les communistes
Nouvelle rencontre au sommet
De Gaulle fait donner sa garde rouge
Les Anglo-Saxons jouent un mauvais tour à Giraud

18 - Le tête-à-tête avec Moscou

« C'est de la folie ! Ce sera un bain de sang ! »
Staline rappelle à de Gaulle son hostilité à une offensive dans les Balkans
De Gaulle accuse Giraud d'avoir fait le jeu des communistes
Les communistes élaborent leur stratégie de rupture
De Gaulle définit les grandes lignes de sa politique extérieure
Américains et Soviétiques font front commun contre les Anglais
Les communistes profitent de l'indécision gaulliste
De Gaulle met de l'eau dans son vin rouge

19 - Le Brumaire de De Gaulle

De Gaulle porte le coup de grâce à la III^{e} République
« Notre premier mot d'ordre : Épuration, Épuration ! »
De Gaulle réussit son « Brumaire »
Les communistes font monter la pression
De Gaulle se heurte à la détermination communiste
Les parlementaires réclament la tête de Pucheu
Devant Vychinski, de Gaulle se plaint des Anglo-Saxons
La bienveillance soviétique a ses limites
Giraud reprend sa démission

20 - Le glas de Téhéran

Roosevelt et Staline s'entendent pour piéger l'Europe
Roosevelt vole une nouvelle fois au secours de Staline
Churchill tente de s'opposer au morcellement de l'Europe

De Gaulle baisse le ton à l'égard de Vichy
Les gaullistes soutiennent sans relâche l'idée du débarquement en France

21 - Le sang de l'alliance
Staline lance un avertissement à de Gaulle
Thorez offre sa « loyale collaboration » au CFLN
Staline accentue sa pression sur de Gaulle
Le Kremlin ne veut pas de Palewski
Légitimité « populaire » contre légitimité gaulliste
« Le procès de Pucheu est l'œuvre directe du parti communiste »
Les Soviétiques interviennent en renfort des communistes
De Gaulle donne Pucheu aux communistes

22 - L'élimination de Giraud
Le Kremlin fait le compte des dettes de la France libre
La promotion de Grenier et de Billoux efface le passé
De Gaulle élimine Giraud au moment décisif
Chez Giraud, les plans de l'offensive danubienne sont prêts depuis 1943
Moscou manifeste sa satisfaction
« En matière économique nous avons beaucoup à apprendre de l'URSS »
Bogomolov rappelle à de Gaulle ses engagements du 11 mai 1943
Pierre Cot loue la sagesse de Staline et plaide la cause de Thorez
Les communistes font campagne pour le retour de Thorez
« La France veut être une alliée permanente de la chère et puissante Russie »
« Il n'y a pas de pays plus proches l'un de l'autre que l'URSS et les USA »

23 - Le choix décisif
Juin se refuse à admettre l'arrêt de l'armée d'Italie et en appelle à de Gaulle
À l'égard de De Gaulle, les Soviétiques manient le chaud et le froid
Juin s'efforce en vain de convaincre de Gaulle
De Gaulle s'aligne sur Roosevelt et Staline
Le processus d'asservissement de l'Europe centrale est en marche
« L'URSS est le pays qui a le souci de l'homme à chaque instant »
Pour plaire à Staline, de Gaulle vante la « bonne vieille amitié franco-américaine »
De Gaulle accuse Grenier d'exploiter les cadavres
Le Kremlin remercie le GPRF de lui avoir préparé le terrain au Liban et en Syrie
Le Kremlin excite le peuple soviétique à l'extermination de l'ennemi

24 - De Gaulle sous surveillance
Staline empêche les Anglo-Saxons d'envoyer du secours aux insurgés de Varsovie
De Gaulle donne congé au CNR et ruse avec les FFI
Duclos ne renie rien et fixe les nouveaux objectifs du PCF
Entre de Gaulle et Tillon, le courant passe
« De Gaulle place sa mise sur l'échiquier d'avant-guerre »

Moscou surveille de près l'évolution de la politique gaulliste
Les communistes passent à l'attaque contre de Gaulle
Churchill joue son va-tout

Notes

Sources et bibliographie

Index

Préface pour la présente édition

C’était bien un continent inconnu que la première édition de ce livre appelait à découvrir il y a maintenant une trentaine d’années : les relations entre de Gaulle et le Kremlin durant la guerre (et, en parallèle, les relations entre de Gaulle et les communistes français qui prenaient une autre dimension à la lumière des premières). Sujet alors délaissé par l’histoire officielle quand bien même deux volumes d’archives publiés à Moscou en 1983 en rendaient compte abondamment. Il est vrai qu’ils n’avaient fait l’objet d’aucune traduction dans notre pays. Trente ans après, c’est d’ailleurs toujours le cas.

Que de Gaulle ait joué la carte soviétique est maintenant un fait établi. Mais, depuis, de nouvelles archives sont venues enrichir encore nos connaissances sur le *comment* et le *jusqu’où*. Il en ressort principalement que cette alliance du faible au fort (pour ne pas dire du démuni au tout-puissant) excédait assez largement les avantages de l’alliance de revers ou de contrepoids et s’est payée de gages déterminants tant sur les plans stratégique que politique et culturel.

Autant d’éléments qui nécessitaient une réédition très complétée voire modifiée sur certains points et ouvrant de nouvelles pistes de recherche et d’étude.

En effet, si le gaullo-communisme (la formule est de Raymond Aron) n’est plus méconnu, même s’il est encore peu fréquenté – mythologie gaulliste oblige ! – il réserve à l’évidence bien des surprises, qui complètent la statue d’un de Gaulle sculptée dans le marbre. Mais que le grand homme soit plus complexe que sa légende n’est un étonnement que pour ceux qui veulent ignorer son talent, théorisé très tôt par ses soins, à « progresser par les couverts » ou, plus crûment mais toujours selon sa formule, à « s’avancer derrière un voile épais de tromperie ».

Avis aux thuriféraires béats : voilà donc que sous l'effet d'autres vents singulièrement différents la statue se met à bouger. Attention ! Ce faisant, elle risque d'écraser quelques « godillots » attardés…

Comme il fallait s'y attendre, la réception de cet ouvrage (dont le premier tome a été publié, rappelons-le, avant la chute du mur de Berlin) a été assez mouvementée. Mais il a eu la chance et l'honneur de bénéficier du concours appuyé de la grande historienne Annie Kriegel, spécialiste hors catégorie du phénomène communiste. Ce qui a eu pour effet immédiat de réduire certains jugements partisans à leur militantisme.

Consécration suprême pour un travail de journaliste, l'éminent Pierre Nora l'a même signalé dans le tome III de ses *Lieux de mémoires,* dans son article intitulé « Gaullistes et communistes ». Relevons que ce même article, repris par l'auteur dans ses *Recherches de la France* (Gallimard, 2015), s'est vu cette fois coiffé du titre suivant : « Le moment du gaullo-communisme. » Comme si certaines révélations avaient fini par convaincre celui qui qualifiait déjà les relations gaullo-communistes de « duel-duo compère et complice » que le « duo » primait sur le « duel »…

Aussi quand d'autres grandes figures, non moins éminentes, comme Pierre Vidal Naquet ou Henri Lerner, ont à mon sujet crié au loup, leurs cris ne m'ont pas ému outre mesure…

Ont davantage eu d'échos dans mon panthéon personnel, les multiples signes que m'ont alors envoyés mes grands anciens : Henri Amouroux, Claude Paillat, André Passeron, Jacques Nobécourt, Georges Suffert, Philippe Tesson, Marcel Jullian et bien d'autres, qui tous, bien avant moi, s'étaient risqués sur les chemins passablement abrupts de l'histoire des années noires…

Du côté des politiciens gaullistes (Jacques Chaban Delmas, Alain Griotteray, Alain Peyrefitte, etc.), ou ex-gaullistes (Jacques Soustelle) l'accueil fut assez réservé, mais jamais totalement négatif pour la bonne raison, je crois, qu'ils ont mesuré, devant la masse des documents révélés (et cités intentionnellement *in extenso* car la matière est délicate), l'ignorance dans laquelle de Gaulle avait tenu les siens concernant sa diplomatie secrète avec Moscou. Rares sont ceux, en effet, à en avoir eu – plus ou moins – connaissance : Gaston Palewski, Géraud Jouve, Maurice Dejean, Roger Garreau, Raymond Schmittlein, le général Petit, Emmanuel d'Astier de La Vigerie, Jean Cathala, Léo Hamon.

Plus ou moins, convient-il de préciser, car de Gaulle a toujours opéré parmi ses messagers avec le Kremlin un fractionnement maximal.

Lors d'un colloque à Nanterre consacré au thème : « De Gaulle et les communistes, cinquante ans d'une passion française » organisé en 1991 par Stéphane Courtois et Marc Lazar sous l'égide d'Annie Kriegel, auquel j'ai eu l'honneur de participer parmi la fine fleur de l'université française, Pierre Lefranc, gaulliste historique, m'a dit, reprenant mot pour mot la critique qu'il avait faite de cet ouvrage dans la revue *Espoir* : « Concernant les relations entre de Gaulle et les communistes tant français que soviétiques, il n'y a finalement pas plus dans votre livre qu'il n'y a dans les *Mémoires* du général de Gaulle. » « Donc, lui ai-je répondu, vous avalisez tout ce que je dis ! » Lefranc, charmant homme au demeurant, en a paru un peu décontenancé. Nous en sommes restés là. Chacun est parti de son côté. Lui du sien et moi du mien, mais muni pour ma part de l'étonnement amusé de Géraud Jouve (qui a eu à transmettre à Moscou le message qui ouvrait le bal) devant l'« oubli » par de Gaulle dans ses *Mémoires* d'un certain épisode aussi décisif que fondateur.

Sur le chemin semé d'embûches où je me suis aventuré sans précautions excessives, l'étonnement de Jouve m'a souvent, je dois le dire, servi de viatique.

H.-C.G

1
L’union sacrée

22 juin 1941. « Messieurs, bonjour ! » Jaillissant de son char, le général Heinz Guderian a salué son état-major puis il a gagné le mirador qui se dresse au bord de la rivière Bug, non loin de la route qui, à l’est, file vers Brest-Litovsk.

Il est 3 h 10 du matin. Une minute plus tard, dans la tente de commandement, le téléphone sonne : une voix annonce au lieutenant Bayerlein, premier officier d’état-major, le succès du coup de main sur le poste de garde russe du pont de Koden.

Toute la rapidité de l’attaque en dépendait…

3 h 12. Là-haut, dans le mirador, personne ne quitte plus sa montre des yeux. Le silence est insupportable. 3 h 13. « Avec les aiguilles des montres, écrit Paul Carell, la guerre avance lentement, à chaque instant plus proche, à chaque seconde plus irrévocable, la guerre contre l’Union soviétique qui, en face, repose paisiblement dans l’obscurité profonde. Voici que sur les montres réglées d’avance, les aiguilles, toutes ensemble, marquent 3 h 15. Comme si elles avaient déclenché un contact, au même instant, un gigantesque éclair perce la nuit… De l’autre côté du Bug, c’est soudain une mer écumeuse de flammes et de fumée[1]. »

Aux ordres du maréchal von Brauchitsch, la plus grande armée de tous les temps se rue sur trois mille kilomètres de front à travers les plaines russes qui offrent au blitzkrieg un terrain idéal au déploiement de trois mille chars précédés de deux mille neuf cents avions. Objectifs : Moscou, Leningrad, Kiev et, par-delà, la ligne Arkhangelsk-Astrakhan.

À Moscou, l'édition du jour de la *Pravda* vient de tomber. « Le gouvernement réactionnaire et ploutocratique de Londres, peut-on y lire, se comporte en provocateur. Il ose prétendre qu'Hitler s'apprête à nous attaquer. Or, nous pouvons l'affirmer, jamais nos relations n'ont été meilleures. La preuve : au cours de la dernière semaine, le niveau de livraison de marchandises à l'Allemagne, exécutées en application des accords Molotov-von Ribbentrop, a battu tous les records. »

Staline qui, comme à son habitude, s'est couché tard, dort à Kountsevo. Joukov, le chef d'état-major de l'Armée rouge, ordonne au général Vlassik, chef de la garde personnelle du tsar rouge, de le réveiller.

« C'est la guerre », dit Joukov.

Après avoir écarté, hier, les avertissements (il a fait, dit-on, fusiller la veille un communiste allemand, déserteur de la Wehrmacht, un certain Korpik, venu annoncer au Kremlin l'offensive allemande et son heure), Staline s'obstine à ne pas croire à la trahison d'Hitler.

Selon lui, il ne peut s'agir que d'une action de provocation d'unités allemandes indisciplinées ; il ordonne au chef d'état-major de l'Armée rouge de ne pas faire répondre au tir allemand. « L'URSS, écrit Jean Elleinstein, est une dictature soumise à la volonté d'un seul homme et personne n'ose s'opposer au dictateur. Chacun, militaire ou civil, sait ce qu'il peut lui en coûter. À la différence d'Hitler qui avait préservé son entourage – du moins depuis la Nuit des longs couteaux, le massacre de Röhm et des SA – Staline avait fait massacrer les neuf dixièmes de ses collaborateurs depuis 1935. Des milliers de dirigeants avaient été ainsi fusillés et la peur continuait à tenailler les survivants[2]. »

Joukov n'insiste pas.

À 4 h 30 du matin, pâle, la pipe à la main, Staline dit encore à Molotov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères : « Il faut téléphoner d'urgence à l'ambassade d'Allemagne. » Le fidèle Molotov obéit. Quelques instants plus tard, il revient dans le bureau : « Le gouvernement allemand nous a déclaré la guerre. »

Cette fois, le tsar rouge doit se rendre à l'évidence. Selon Joukov, Staline se laissa aller alors dans son fauteuil et se mit à réfléchir. « Un long et pénible silence suivit », écrit le maréchal soviétique.

Son silence, le tsar rouge va l'emporter dans les sous-sols du Kremlin. Durant près de onze jours, il va se terrer dans son bunker, buvant jusqu'à en perdre conscience et laissant au Comité de défense, réduit après les purges

successives à quatre hommes (Molotov, Vorochilov, Malenkov et Beria), quatre hommes « prosternés, essoufflés, d'intelligence moyenne[3] », le soin de préparer la résistance. Devant la fuite précipitée de son chef, c'est Molotov qui doit annoncer la nouvelle de l'invasion à son peuple. Et à son tour, lors d'une réunion dans l'après-midi, c'est Dimitrov, le patron du Komintern, qui prend l'initiative de donner des directives pour les partis communistes du monde entier : « Les partis communistes des pays capitalistes doivent développer une large campagne pour apporter un appui sans limites à l'Union soviétique. […] En Angleterre, il ne faut pas exiger la mise à l'écart du gouvernement Churchill parce qu'il insiste pour que la guerre se prolonge. En France, il faut avoir la même attitude avec de Gaulle[4]. »

« Je veux que l'opération *Barbarossa* soit le plus grand coup de théâtre de l'histoire », avait dit Hitler. Pour ce qui concerne au moins Staline, le Führer peut être satisfait. Rarement vœu fut aussi pleinement exaucé…

Churchill et Roosevelt volent au secours de Staline

À Londres, à 7 h 30, Sawers, le valet de chambre de Churchill, réveille Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté : « Le Premier ministre vous présente ses compliments et vous annonce que les armées allemandes ont envahi la Russie. »

Sur ces mots, il offre au chef du *Foreign Office* un gros cigare sur un plateau d'argent.

« J'enfilai ma robe de chambre et courus auprès de Churchill, raconte Eden ; je savourai avec lui le soulagement apporté par cette nouvelle – mais pas le cigare à pareille heure – puis nous discutâmes des réactions immédiates[5]. »

Churchill décide qu'il s'adressera le soir même à la nation anglaise ; en attendant, il charge son ministre de recevoir dans la journée l'ambassadeur soviétique, Ivan Maïski.

Au fond de lui-même, Churchill qui, depuis mai 1940, dirige le gouvernement anglais, exulte ; pas seulement parce qu'à partir d'aujourd'hui le gros des forces allemandes va se détourner de son pays épuisé, mais parce que le farouche anticommuniste qu'il est escompte que la guerre affaiblira l'Union soviétique qui, à la fin des hostilités, se trouvera

ainsi dépendre de l'Angleterre et des États-Unis, lesquels, il en est convaincu, finiront tôt ou tard par intervenir dans le conflit.

Le plus dur est donc passé et l'avenir s'annonce presque beau. Cette conviction, le Premier britannique la formulera nettement quelques mois plus tard, dans une lettre (en date du 08/01/1942) à Eden : « Personne ne peut prévoir quel sera le rapport des forces et quelle sera la position des armées victorieuses à la fin des hostilités ; cependant, il apparaît vraisemblable que les États-Unis et l'Empire britannique ne seront pas épuisés, que le bloc qu'ils constituent représentera la plus grande force économique et militaire, jamais vue dans le monde, et que l'État soviétique aura besoin de notre aide pour la reconstruction du pays. »

À la grande surprise d'Eden, Ivan Maïski, habituellement flanqué d'un homme jeune, « probablement l'œil du Kremlin chargé de surveiller l'ambassadeur », se présente seul. Le vieux révolutionnaire reconverti dans la diplomatie semble même serein ce qui n'exclut toutefois pas une certaine véhémence de sa part puisque, d'entrée de jeu, il qualifie l'agression nazie de « banditisme ».

Eden lui rappelle ses propositions d'envoi de missions militaires et économiques en URSS, formulées dans une « note verbale » remise le 18 avril précédent par l'ambassadeur britannique Stafford Cripps à André Vychinski, adjoint au commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Mais le Soviétique a manifestement d'autres sujets de préoccupation ainsi qu'en témoignent les questions dont il accable son interlocuteur : peut-il garantir à son gouvernement que la position et la politique de la Grande-Bretagne demeureront inchangées ? Si l'Allemagne conjugue son attaque de l'URSS avec une offensive de paix auprès des nations occidentales, peut-il donner l'assurance au Kremlin que Londres ne relâchera pas son effort de guerre ?

Eden promet. « Vous pouvez même faire mieux, affirme-t-il au Soviétique ; vous pouvez annoncer que, loin de faiblir, notre effort va s'intensifier. »

Maïski lui confiant alors ses inquiétudes au sujet des États-Unis, Eden lui suggère de voir John Winant (l'ambassadeur américain à Londres). « Une crainte se cachait derrière les questions de l'ambassadeur, note le chef du *Foreign Office*. Le Kremlin avait peur que nous regardions passivement les Russes lutter pour leur vie, comme ils nous avaient regardés défendre la nôtre en 1940. »

En l’occurrence, Maïski s’inquiète à tort. Aussitôt connue l’offensive allemande contre l’URSS, le secrétaire d’État américain, Cordell Hull, a téléphoné au président Roosevelt :

« Nous devons, a-t-il préconisé, apporter toute l’aide possible à la Russie. Nous avons souvent déclaré que nous apporterons une telle aide à tout gouvernement qui s’opposera aux puissances de l’Axe. Il n’y a aucun doute, qu’à l’heure actuelle, la Russie est entrée dans cette catégorie ! »

Malgré l’opposition de Sumner Welles, l’adjoint de Cordell Hull, Roosevelt s’est aussitôt rangé à cet avis. Déjà, le 21 janvier précédent, il avait fait lever l’embargo sur l’envoi de marchandises à destination de l’URSS – embargo décidé après l’attaque de ce pays contre la Finlande –, puis il avait lancé une campagne d’information pour expliquer les raisons du soutien des États-Unis à l’URSS au cas où celle-ci entrerait en conflit avec l’Allemagne.

Certes, Roosevelt n’ignore pas qu’il va au-devant d’oppositions aussi diverses que sérieuses. Elles ne tarderont guère d’ailleurs à se manifester puisque le 23 juin, le sénateur du Missouri, Bennett C. Clark, déclarera que Staline a « autant de sang sur les mains qu’Hitler », et que le journaliste La Folette écrira dans *The Progressive* que le peuple américain oubliera difficilement « les purges en Russie par la Guépéou, la confiscation de la propriété, la persécution de la religion, l’invasion de la Finlande et le rôle joué par Staline dans la capture d’une partie de la Pologne, de toute la Lituanie, de la Lettonie et de l’Estonie »…

Le président américain est cependant confiant dans son pouvoir de persuasion et ses capacités manœuvrières.

Dans la soirée, comme convenu, Churchill s’adresse à la nation :

« Le nazisme et le communisme se valent. Depuis vingt-cinq ans, personne n’a combattu autant que moi le communisme, et je n’ai pas l’intention de retirer un seul mot de ce que j’ai dit. Mais, face au spectacle auquel nous assistons, les crimes, les folies et les tragédies du passé ne sont plus d’actualité. Tout homme ou État qui combat le nazisme aura notre soutien. Voilà notre politique ! nous donnerons à la Russie et au peuple russe toute l’aide que nous pourrons leur apporter. La cause de chaque Russe luttant pour son foyer et sa maison est la cause des hommes libres et des peuples libres de toutes les parties du globe. »

« Tous les ennemis de l’Allemagne sont nos amis »

À Londres, également, mais au 4, Carlton Gardens, quartier général de la France libre, le discours de Churchill provoque une vive agitation. Comble de malchance, le général de Gaulle est en voyage au Proche-Orient. En son absence, c'est à son « conseiller diplomatique », le juriste René Cassin, également secrétaire du Conseil de défense de l'empire, qu'il a confié la direction du mouvement gaulliste. Las ! ce dernier est à la campagne et c'est en réalité Maurice Dejean, le directeur des Affaires politiques, qui, assurant la permanence en ce premier dimanche d'été, prend les choses en main.

Dans une note à l'intention des comités de la France libre à travers le monde, Dejean définit les principaux mobiles qui, selon lui, ont poussé Hitler à déclarer la guerre à l'URSS : d'abord, s'assurer le blé, les pétroles et les métaux non ferreux dont le Reich a besoin pour alimenter sa machine de guerre dont la consommation est supérieure à la production totale des pays européens actuellement sous la domination de l'Allemagne ; ensuite, détruire l'appareil militaire russe avant que la Grande-Bretagne, aidée de l'Amérique, soit en mesure d'intervenir sur le continent ; enfin, jeter le trouble dans les esprits, décourager la volonté de résistance des pays asservis et, si possible, arrêter l'intervention américaine en se présentant de nouveau comme le chef d'une croisade antibolchevique.

« Il faut s'attendre, précise Dejean, à ce que le thème anticommuniste soit de nouveau exploité à fond par la propagande allemande, comme c'était le cas avant la conclusion de l'accord russo-allemand du 23 août 1939, dont le but était de neutraliser la Russie tandis que l'Allemagne attaquait la Pologne et pouvait redouter des complications à l'Ouest. La presse et la radio de Vichy participeront sans doute à cette manœuvre : l'allusion au "péril communiste" dans l'allocution de Pétain du 17 juin en est un premier indice[6]. »

À cette propagande « dont le caractère cynique n'échappera à personne » peuvent être opposés, selon Dejean, les arguments suivants :

1) La politique hitlérienne n'obéit qu'à un seul principe constant : établir la domination de l'Allemagne sur le monde entier. Le III^{e} Reich « adopte ou abandonne telle ou telle idéologie suivant les nécessités militaires de l'heure ».

2) Nul n'est moins qualifié qu'Hitler pour prendre la tête d'un mouvement antibolchevique. « Entre le national-socialisme qui a dégénéré en un militarisme virulent et le bolchevisme qui a évolué vers un

nationalisme de plus en plus accusé, il n'y a que des nuances. » Ce n'est point sur le terrain idéologique, c'est purement sur le terrain national et militaire que s'affrontent à l'heure actuelle le Reich et les Soviets ; la question n'est pas de savoir qui l'emportera, du national-socialisme ou du bolchevisme, mais si la Russie demeurera une nation indépendante ou si elle deviendra un État vassal du Reich, obligé de mettre au service de la machine de guerre hitlérienne les immenses ressources matérielles ainsi que les bases stratégiques qu'elle peut offrir dans la lutte contre l'Empire britannique.

3) « Même si le Reich menait contre la Russie une guerre idéologique – ce qui n'est pas le cas – nous ne pourrions oublier qu'il reste l'ennemi de la France, celui dont la violence perpétuerait l'asservissement de notre pays et signifierait sans doute sa disparition. Dans la situation tragique où elle se trouve, la France doit saluer tous les concours : quiconque lutte contre l'Allemagne combat en même temps pour la libération de la France. C'est la seule considération qui doit guider tout Français digne de ce nom. Nous ne saurions oublier l'exemple du roi Très-Chrétien, Louis XIV, allié du sultan, ni celui de la III^{e} République alliée de la Russie tsariste et qui, grâce à cette alliance, a pu remporter la victoire de la Marne et sauver le pays en 1914. »

Sur la base de cette note, Dejean rédige alors l'allocution suivante – toujours sans attendre l'aval du général de Gaulle – qu'il prononce quelques instants plus tard à la radio[7] :

Le 22 juin 1940, les plénipotentiaires du gouvernement de Bordeaux apposaient leurs signatures au bas d'une Convention d'armistice qui déshonorait la France et la plaçait entièrement à la merci de l'Allemagne alors étroitement liée à la Russie soviétique. Un an plus tard, jour pour jour, l'Allemagne vient de lancer ses armées contre la Russie soviétique, son amie de la veille. Pour justifier cette nouvelle agression, le Reich, aux termes de la déclaration de M. Ribbentrop, prétend vouloir « sauver le monde civilisé du péril mortel du bolchevisme et ouvrir la voie au vrai progrès social en Europe ». Hitler se pare ainsi du masque antibolcheviste qu'il avait déposé le 23 août 1939.

Ce jour-là, Hitler, désireux de s'assurer la neutralité bienveillante de la Russie au moment où il voulait envahir la Pologne, et redoutait des complications à l'Ouest, avait conclu avec le gouvernement de Soviets un pacte de non-agression, de consultation mutuelle et de non-assistance aux tiers. Dès lors, il avait les mains libres pour plonger l'Europe dans la guerre.

Le 1er septembre 1939, jour où les armées du Reich avaient franchi le front polonais, Hitler, dans son discours au Reichstag, a célébré son récent accord germano-russe dans les termes suivants : « Ni l'Allemagne ni la Russie n'ont aucune raison de prendre position l'une contre l'autre. Aussi ont-elles conclu un pacte qui exclut pour toujours tout recours à la violence. Jamais plus il ne peut arriver que la force de ces deux États soit employée l'une contre l'autre. Cette décision marque dans la politique mondiale un tournant d'une importance inouïe et définitive. Pendant la guerre 14-18,

l'Allemagne et la Russie ont lutté l'une contre l'autre et toutes deux ont été les victimes. Cela n'arrivera pas une seconde fois. »

Aujourd'hui, poursuit Dejean, la Russie est victime d'une agression injustifiée comme l'ont été successivement la Pologne le 1er septembre 1939, la Norvège et le Danemark le 13 avril 1940, la Belgique et la Hollande, le 10 mai suivant, la Yougoslavie et la Grèce le 6 avril 1941, pour ne rien dire de la Roumanie, de la Hongrie et de la Bulgarie qui se sont laissé envahir sans résister. Maintenant, le tour de la Russie est venu. Elle connaît, elle aussi, le sort de tous ceux qui ont essayé de composer ou de pactiser avec Hitler. Quel avertissement pour les collaborateurs de Vichy ! En réalité, les considérations idéologiques ne tiennent aucune place dans les décisions d'Hitler. Il poursuit simplement et purement l'application de son plan de domination mondiale. Les raisons véritables de l'attaque contre la Russie sont faciles à discerner :

Hitler veut du blé et du pétrole pour alimenter sa machine de guerre qui consomme plus que l'Europe tout entière ne produit ; il veut détruire l'armée russe avant que le monde anglo-saxon n'ait complété la formidable machine de guerre qu'il forge actuellement ; il veut surtout, en se donnant de nouveau pour l'ennemi du bolchevisme, arrêter le bras américain prêt à l'assommer.

« Voilà, conclut Dejean, l'objectif principal de l'attaque allemande. C'est la crainte de l'Amérique qui a mis en marche les armées d'Hitler contre la Russie. Le peuple américain ne s'y trompe pas[8]. Le peuple de France ne s'y trompera pas non plus. Il ne se laissera pas égarer par les mélodies anticommunistes de Vichy, orchestrées par le Dr Goebbels. Il ne connaît qu'un ennemi : l'Allemagne qui l'opprime, le pille et veut le réduire en esclavage. Tous ceux qui participent à la lutte contre l'Allemagne contribuent à la libération de la France. À ce titre, ils sont les amis du peuple français. »

« Aussitôt connue l'attitude adoptée par M. Churchill à l'égard des Soviets » et « d'accord avec Dejean », Maurice Dayet, chef du service « Afrique, Amérique, Asie, Océanie » à la direction des Affaires politiques, se met en rapport avec l'ambassade soviétique à Londres. Il demande à entrer en relation avec un fonctionnaire pour « une conversation officieuse ». Il lui est répondu qu'il sera reçu le 23 juin, à 11 heures par Mlle Aerys, la secrétaire particulière de l'ambassadeur Ivan Maïski.

Le lendemain, à 11 h 30, Dayet est introduit auprès du premier secrétaire d'ambassade, Mikhaïl Korj. Celui-ci lui fait savoir que l'ambassadeur Ivan Maïski regrette de ne pouvoir le recevoir lui-même en raison de l'arrivée inattendue de l'ambassadeur des États-Unis auquel, naturellement, il a été obligé de donner la priorité.

Dayet exprime à Korj la sympathie des Forces françaises libres pour son pays « en présence de l'agression dont il est victime de la part de notre commun ennemi ». Il attire également l'attention du Soviétique sur

l'allocution prononcée la veille par Dejean et sur la phrase qui la termine : « Tous les ennemis de l'Allemagne sont nos amis. »

« Je vous prie, continue le Français, de demander à M. Maïski s'il pense qu'il serait intéressant pour l'URSS de conserver la liaison avec nous.

— Je ne peux, bien entendu, donner de réponse à votre question sans avoir consulté Moscou, lui répond Korj. »

Les deux hommes en restent là.

Dans la relation qu'il fait de son entretien à Dejean, Dayet précise : « J'ai prié M. Korj, pour terminer, de s'adresser à moi personnellement s'il avait quoi que ce soit à nous faire dire. Le fait que M. Maïski, lui-même, m'aurait reçu alors que je ne l'avais pas demandé, s'il n'en avait pas été empêché par l'arrivée de l'ambassadeur d'Amérique, indique que ma démarche a été la bienvenue et qu'elle n'est pas passée inaperçue. »

En marge de sa note, Dayet ajoute de sa main la précision suivante : « J'ai aussi fait remarquer à M. Korj que le gouvernement de Vichy avait pris dans ses radiodiffusions une attitude violemment antisoviétique[9]. »

Fort de l'accueil réservé à son collaborateur, Maurice Dejean écrit alors à Ivan Maïski :

« En l'absence du général de Gaulle actuellement dans le Proche-Orient, je tiens à vous exprimer les sympathies de la France libre pour le peuple russe à son tour victime d'une ignoble agression. Pleins d'admiration pour le courage avec lequel la Russie se dresse en face de la machine de guerre allemande, nous faisons des vœux pour le succès de vos vaillantes armées. Leur victoire contribuera à la libération de notre pays. Je suis sûr qu'elle est ardemment souhaitée par les Français, aujourd'hui opprimés, qui n'oublieront jamais les immenses sacrifices consentis par la Russie au début de la guerre mondiale et qui ont permis à la France de battre les Allemands sur la Marne[10]. »

Les Français sont-ils, à l'époque, aussi unanimement ardents à penser que la victoire de l'Armée rouge contribuera à la libération de la France ? Rien n'est moins sûr : au-delà des sentiments confus et contradictoires qu'a fait naître l'annonce de l'invasion allemande, une question domine alors les esprits que résume ainsi Henri Frenay, le chef du plus important mouvement de résistance qui prendra bientôt le nom de « Combat » : « Quelle est la valeur de l'Armée rouge qui ne s'est guère couverte de gloire contre la petite Finlande ? Certes, elle paraît innombrable et, de surcroît, fortement armée ; certes, le pays est immense… Napoléon et la

Grande Armée l'ont appris à leurs dépens, mais les grognards de l'Empereur et les blindés d'Hitler ne vont pas à la même vitesse… Peut-être même la population courbée sous le joug de la dictature rouge accueillera-t-elle en libérateurs les soldats allemands[11]… »

De Damas, de Gaulle donne ses consignes

C'est seulement dans la journée du 23 juin, à Damas, alors que les « ouvertures » de la France libre en direction de l'URSS sont en cours depuis la veille, que le général de Gaulle apprend la nouvelle des hostilités entre Russes et Allemands. Il y voit une première confirmation de ses prévisions : « Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays ; cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. » (Appel du 18 Juin.)

Cela vaut bien qu'il tire un trait sur les invectives contre les « mercenaires gaullistes » des « impérialistes anglais » que Radio-Moscou n'a cessé de proférer depuis un an, et qu'il oublie le télégramme de félicitations de Staline à Hitler pour sa victoire sur la France. D'autant que ces manifestations d'hostilité à son endroit et le fait que l'URSS se trouvait du côté d'Hitler ne l'ont pas empêché d'entretenir dès le mois de décembre 1940 des relations discrètes avec Ivan Maïski par l'intermédiaire de Gaston Palewski…

Puis viennent les raisons : « Dans tous les cas pour la France écrasée, écrit-il, le fait que la Russie se trouvait jetée dans la guerre ouvrait les plus grandes espérances […]. Je ne doutais évidemment pas qu'une victoire à laquelle les Soviets auraient pris une part capitale pourrait de leur fait dresser ensuite d'autres périls devant le monde. On devrait en tenir compte tout en luttant à leur côté. Mais je pensais qu'avant de philosopher, il fallait vivre, c'est-à-dire vaincre. La Russie en offrait les possibilités[12]. »

Autre raison et non des moindres : « D'autre part, sa présence [de l'URSS] dans le camp des Alliés apportait à la France combattante, vis-à-vis des Anglo-Saxons, un élément d'équilibre dont je comptais bien me servir. »

Le parti du général de Gaulle est donc pris aussitôt. Il concorde point pour point avec celui de René Cassin et de Maurice Dejean auxquels – après avoir nommé le général Catroux délégué général et plénipotentiaire au Levant – il télégraphie le 24 juin les instructions suivantes :

En ce qui concerne le conflit Allemagne-Russie, nous devons prendre une attitude déterminée. Sans accepter de discuter actuellement les vices et même les crimes du régime soviétique, nous devons proclamer comme M. Churchill que nous sommes très franchement avec les Russes puisqu'ils combattent les Allemands. Ce ne sont pas les Russes qui écrasent la France, occupent Paris, Reims, Bordeaux, Strasbourg, pillant et démoralisant notre pays, utilisant Vichy pour faire combattre en Syrie des Français contre des Français ; les avions, les chars et les soldats allemands que les Russes détruisent et détruiront ne seront plus là pour nous empêcher de libérer la France. Je vous prie de donner immédiatement ce ton à notre propagande[13].

René Cassin exulte. « Ces directives, écrit-il, étaient conformes à la fois à mes vœux et à mes prévisions[14]. »

De Gaulle prescrit également à son « conseiller diplomatique » de faire « lui-même » une démarche « discrète mais nette » auprès d'Ivan Maïski afin de lui exprimer en son nom que le peuple français est avec les Russes contre l'Allemagne et qu'il souhaite en conséquence organiser avec Moscou des relations militaires. Il lui demande en outre de mettre le *Foreign Office* au courant de cette démarche.

Télégramme capital, car il révèle que de Gaulle n'ignore rien non seulement des « vices » mais aussi des « crimes » du régime soviétique et qu'il les connaît depuis longtemps puisque, en 1936 déjà, justifiant le pacte franco-soviétique signé par Staline et Laval, il écrivait à sa mère : « Nous n'avons pas les moyens de refuser le concours des Russes, quelque horreur que nous ayons pour leur régime[15]. »

Il n'est donc pas de ceux en Occident qui, malgré le massacre des koulaks, le servage des ouvriers, l'élimination des compagnons de Lénine et les fameux procès de Moscou, refusent de voir la « politique de terreur » de Staline pour ce qu'elle est. Il est vrai qu'il a quelques raisons d'être plus sensible que d'autres au terrorisme stalinien : son ancien camarade de captivité du fort IX d'Ingolstadt (Bavière) durant la Grande Guerre, Mikhaïl Toukhatchevski, devenu depuis maréchal et commissaire adjoint du peuple à la Défense, en a été lui aussi la victime. Toukhatchevski (aux côtés duquel il a dîné quelques mois avant son exécution lors d'une visite du maréchal en France) a été fusillé « pour trahison » en même temps que deux autres maréchaux (soit trois maréchaux fusillés sur cinq), quatorze généraux d'armée (sur seize), huit amiraux (sur huit), soixante généraux de corps d'armée (sur soixante-sept), cent trente-six généraux de division (sur cent quatre-vingt-dix-neuf), deux cent trente et un généraux de brigade (sur trois cent quatre-vingt-dix-sept), trente-cinq mille officiers (sur soixante-dix-sept

mille), onze vice-commissaires à la Défense ainsi que soixante-quinze des quatre-vingts membres du Soviet militaire suprême…

« Jamais une guerre si meurtrière soit-elle, n'aurait pu atteindre un résultat aussi décisif », écrit André Brissaud qui ajoute : « Le démantèlement de l'Armée rouge permettra à Hitler d'agir à l'Ouest sans crainte. Et, l'opération *Barbarossa* venue, les effets de cette purge militaire sans précédent se feront cruellement sentir dans la très médiocre efficacité de beaucoup d'unités et surtout du commandement soviétique pratiquement jusqu'en 1943[16]. »

C'est donc en homme « averti » des réalités du régime communiste, que de Gaulle encourage les siens à poursuivre leurs avances aux Soviétiques, plaçant ainsi, compte tenu de leur faiblesse, les Forces françaises libres en position de demandeur vis-à-vis de Staline, dont il n'ignore ni les buts, ni les méthodes, ni la parfaite absence de scrupule. Mais il n'a pas le choix…

Son télégramme croise celui de René Cassin qui l'engage à envoyer personnellement un télégramme à Maïski afin de « marquer la solidarité de fait entre la cause de la France libre et celle de la Russie ».

« Vous pourriez en même temps, précise Cassin, lui exprimer des vœux pour la victoire des armes de son pays, qui contribuera à la libération de notre pays, et évoquer le rôle de l'armée russe au moment de la bataille de la Marne. Une pareille démarche paraît plus indiquée encore à la suite de l'offre faite hier par le gouvernement polonais au gouvernement soviétique d'un retour au traité de Riga de 1921[17]. Des sondages effectués à l'ambassade des Soviets nous permettent de penser qu'une telle démarche serait très bien accueillie. »

Pendant ce temps, Dayet rédige note sur note à l'intention de ses chefs :

24 juin :

Au matin du troisième jour du conflit germano-soviétique, la situation diplomatique peut être résumée de la façon suivante : la Grande-Bretagne a promis son concours à l'URSS qui l'a accepté, les États-Unis se sont rangés du côté des Soviets et sont en train d'envisager les meilleurs moyens de lui venir en aide ; le Japon reste indécis et paraît surpris par l'attaque allemande ; la Finlande prétend rester neutre quoique son territoire serve de base de départ à une attaque allemande ; le gouvernement polonais a fait savoir par voie de presse qu'il était prêt à oublier le passé et qu'il se joignait au gouvernement britannique pour se ranger du côté de l'URSS. L'attitude des FFL reste à définir ; toutefois, il semble bien, en raison de la ligne d'action prise par Churchill et Roosevelt et surtout par le général Sikorski[18] qu'il soit de l'intérêt bien compris des FFL d'imiter résolument leur conduite. Le meilleur moyen pour le faire paraît, à notre avis, de prier le général de Gaulle d'adresser sans retard un télégramme de sympathie et d'encouragement au président de la République des Soviets et un autre à Staline lui-même. Nous nous permettons d'insister sur l'urgence d'une décision en la

matière afin de ne pas paraître nous laisser distancer par les événements ni agir sous la pression des autres puissances.

25 juin : « Il est intéressant de savoir que les Russes blancs réfugiés en Angleterre ont pris une attitude dictée uniquement par leur souci patriotique en présence du conflit germano-soviétique. D'après les notes et correspondances diverses publiées ce matin par la presse anglaise, ils endossent, sans restriction en ce qui les concerne, la politique d'aide à l'URSS de Winston Churchill. »

Pour appuyer ses dires, Dayet cite deux lettres publiées dans le *Times* : l'une est du prince Vaevolode, petit-fils du grand-duc Constantin et prince héritier de la couronne impériale russe ; l'autre est de Sabline, ancien chargé d'affaires du gouvernement tsariste à Londres.

Mais deux hirondelles ne font pas le printemps et Dayet corrigera son affirmation quelques jours plus tard (5 juillet) après un déjeuner avec Sabline qui lui apprendra que 40 % des émigrés russes et la totalité des officiers tsaristes sont « partisans d'Hitler ». Le Russe lui confiera même : « Les choses en sont à un tel point, que je ne peux même plus parler à certains généraux de mes amis réfugiés à Londres et qui ne peuvent comprendre que j'invite tous les Russes émigrés à soutenir le gouvernement soviétique ! »

Sabline ne cachera pas non plus à Dayet ses craintes de voir la plupart des Russes émigrés se rallier à l'Allemagne si celle-ci sait jouer la carte tsariste, soit dans la personne du prétendant Cyrille, soit encore dans celle de sa sœur Kyra dont le mari est un Hohenzollern.

Churchill refuse tout accord politique avec l'URSS

« Votre attitude à l'égard du conflit germano-russe, télégraphie le 26 juin René Cassin à de Gaulle, a été fixée dès la soirée du 23 juin par broadcast de Dejean et par consignes aux comités dont l'idée directrice est : quiconque combat l'Allemagne contribue à la libération de la France. Indications complémentaires précisées dans votre télégramme seront utilisées par Londres et Brazzaville. Rendez-vous avec personne en question a été demandé pour demain. »

Une note accompagne ce télégramme. Elle précise que « d'après renseignements recueillis de source sérieuse » :

1) Hitler était personnellement opposé à l'entreprise russe mais qu'il s'est laissé forcer la main par ses généraux qui estiment pouvoir détruire l'armée russe dans un délai de deux à trois mois ; « c'est la première fois que l'état-major se montre plus audacieux que le Führer. »

2) Staline est d'accord avec les militaires pour ne rien céder à l'intimidation et pour résister à outrance en cas d'attaque. « Dès son arrivée à Londres, Stafford Cripps[19] a été très catégorique à cet égard. »

3) Dans les milieux officiels britanniques il y avait jusqu'ici deux tendances au sujet de la guerre germano-russe : les uns s'en félicitaient, les autres redoutaient qu'une rapide victoire ne procurât au Reich de nouvelles ressources ; « À l'heure actuelle, c'est la première tendance qui l'emporte. »

Cette tendance l'emporte en effet puisque, le lendemain 27, Stafford Cripps rencontre Molotov à la tête d'une mission spéciale militaire et économique et lui déclare :

« Le gouvernement britannique est prêt à tout faire pour que la collaboration entre les deux États commence immédiatement. Je ne vois pas de raisons qui limiteraient l'ampleur de l'aide économique que nous pourrons vous apporter, pas plus que je ne vois de limites à toute action commune, indispensable à l'obtention de l'objectif des deux nations. »

Mais les Soviétiques ont une autre idée des choses. Molotov le précise sans ambages : « Une telle aide économique et militaire, affirme-t-il, doit être nécessairement basée sur un accord politique précis. »

Or Churchill ne veut surtout pas d'un accord de ce type. Signer un accord politique avec l'URSS reviendrait en effet à légitimer *de facto*, non seulement la trahison du pacte germano-soviétique qui a permis à Hitler d'affronter en toute sécurité l'Angleterre et la France, mais aussi toutes les conquêtes soviétiques qui ont suivi : mainmise sur une partie de la Pologne et de la Finlande, sur les États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), la Bessarabie et la Bucovine du Nord. Ce serait enfin légitimer le principe de l'impérialisme stalinien et donc toutes les annexions futures. Il n'en est absolument pas question. Le 18 avril précédent, dans la « note verbale » remise par Stafford Cripps à André Vychinski, il était d'ailleurs bien spécifié que « le maintien dans son intégralité de l'Union soviétique n'est pas un objectif prioritaire pour le gouvernement britannique qui, par contre, met au premier plan le maintien des frontières de la France et de quelques autres nations européennes »… C'est-à-dire, entre autres : la Pologne.

Cripps, donc, se défile : « Le gouvernement britannique, dit-il, n'est pas encore prêt à conclure un tel accord politique avec l'URSS. »

Molotov ne se tient pas pour battu et revient à la charge. En vain. Il n'est pire sourd qu'un Anglais qui ne veut pas entendre…

Maïski et Cassin se sont connus à la SDN

Le 28 juin, René Cassin et Maurice Dejean sont reçus par Maïski qui « s'était empressé de leur accorder le rendez-vous demandé après leur avoir répondu une lettre où il les remerciait de leurs vœux et leur exprimait sa foi dans la victoire soviétique ». L'ambassadeur accueille les deux représentants français avec « beaucoup d'amabilité ».

Il est vrai que Cassin et Maïski sont de vieilles connaissances. Leurs relations remontent aux dernières années de la Société des Nations où, écrit Cassin[20], « Maïski s'efforçait de maintenir de bons rapports avec les puissances occidentales ». Le conseiller diplomatique de De Gaulle ajoute :

> Il n'ignorait pas que j'avais été l'un des plus fermes partisans de l'entrée de l'URSS dans la SDN, réalisée en 1934 avec l'appui de Barthou ; j'avais même, dans un article remontant à 1925, prédit cette entrée comme inévitable dans un délai d'environ dix années. Il savait également mon hostilité profonde à la politique qui avait été menée à Munich. C'est pourquoi, sans échanger de visites moralement impossibles pendant l'année 1940-1941, nous continuions à nous saluer avec courtoisie. Ainsi, le fait que la démarche des Français libres était accomplie par une personne dont il connaissait les sentiments ne l'a-t-il pas laissé indifférent.

Maïski marque qu'il est très sensible au geste du général de Gaulle « dont il informera Moscou ». Mais il rappelle cependant que le gouvernement soviétique ayant encore à ce moment-là une ambassade à Vichy, les conversations entre l'ambassadeur soviétique et les représentants de la France libre « ne pourront avoir provisoirement qu'un caractère privé[21] ».

« En ce qui concerne l'établissement de relations militaires, télégraphie Cassin à de Gaulle, Maïski a indiqué qu'il allait en référer à son gouvernement. À cet égard, en plus d'une liaison entre votre état-major et l'ambassade soviétique à Londres, nous pourrions peut-être, si vous en êtes d'accord, proposer au gouvernement britannique l'adjonction d'officiers français à la mission militaire anglaise en Russie. Sur ce point, nous attendons vos instructions. »

Les gaullistes semblent donc se satisfaire de cette « amabilité » soviétique qui, pour l'heure, c'est le moins que l'on puisse dire, apparaît comme une réponse bien prudente à leur offensive de charme, car, devant cette manifestation dont Cassin n'hésite pas à dire qu'elle a « le caractère d'une déclaration d'alliance dans la meilleure tradition de la politique française[22] », les Soviétiques restent réservés et distants. Et nous sommes loin de cet « extrême désarroi » qui, selon de Gaulle dans ses *Mémoires*, « fit se retourner l'attitude des dirigeants du Kremlin immédiatement et sans réserve ». Du moins à l'égard des gaullistes, car nous l'avons vu à l'égard des Anglo-Saxons, et notamment des Britanniques, les Soviétiques font montre d'une grande impatience.

> Le 30 juin, écrit Eden, Maïski me demanda de lui définir la portée de la collaboration anglo-russe. Notre association serait-elle uniquement militaire ou militaire et économique ou militaire, économique et politique ? Je répondis que le Premier ministre dans son discours du 22 juin, et moi-même le 24 aux Communes, avions clairement déclaré que la Grande-Bretagne fournirait toute l'aide militaire et économique possible. La collaboration politique était une autre question. Le gouvernement soviétique désirait-il une alliance ou un accord de moindre envergure ? Maïski répondit que le Kremlin voudrait probablement étudier l'harmonisation des politiques britannique et russe dans les régions telles que le Moyen-Orient où les deux pays avaient des intérêts. Je déclarai n'y voir aucune difficulté et rappelai que j'avais suggéré des échanges de vue de cette espèce bien avant l'invasion allemande[23].

Les gaullistes invoquent les « dispositions pacifiques » du Kremlin

Ce même 30 juin, huit jours seulement après le déclenchement de l'opération *Barbarossa*, Alexandre Bogomolov, ambassadeur soviétique en France, se voit signifier par le gouvernement de Vichy (qui a « acquis la certitude que les agents diplomatiques et consulaires soviétiques exerçaient une action attentatoire à l'ordre public et à la sécurité de l'État ») la rupture des relations diplomatiques entre l'URSS et la France[24].

La nouvelle comble d'aise les gaullistes. Les réserves formulées par Ivan Maïski n'ayant désormais plus d'objet, ils peuvent maintenant espérer que leurs avances répétées trouveront récompense. Mais cela ne va pas sans risque car Vichy peut sortir renforcé de sa rupture avec Moscou. En effet, les premiers succès de l'armée allemande en URSS ne font pas seulement le bonheur des collaborationnistes qui laissent éclater une joie bruyante ; ils satisfont aussi – plus discrètement peut-être, mais non moins profondément – une grande partie des Français aux yeux de qui l'anticommunisme doit rester une priorité. Le pacte germano-soviétique, le

sabotage dans les usines de guerre par les militants du PCF et le coup de poignard dans le dos donné à la Pologne par l'Armée rouge sont encore dans toutes les mémoires… Il y a donc urgence pour les gaullistes à prendre les devants.

Dans une circulaire en date du 1er juillet, la direction des Affaires politiques de la France libre dresse à l'intention des divers comités gaullistes un argumentaire visant à « combattre la propagande qui tend à présenter l'attaque allemande contre la Russie comme une croisade antibolchevique ». Il tient en cinq points :

– L'Allemagne excelle à manier l'arme psychologique. Elle réussit toujours à tirer le meilleur parti possible d'une situation donnée. Lorsqu'il s'agissait d'abattre la France, elle s'est servie de son accord avec Moscou pour diviser l'opinion ouvrière française et discréditer les communistes français. Aujourd'hui, elle profite de sa rupture avec la Russie soviétique pour attirer à elle les éléments conservateurs et catholiques en France et décourager les velléités de résistance.

– Les soi-disant réalistes de Vichy feraient bien de s'inspirer de l'exemple de l'Allemagne ; celle-ci ne s'embarrasse d'aucune contradiction. Championne de l'idée raciale, l'Allemagne n'en est pas moins l'alliée du Japon qui proclame la volonté d'éliminer la race blanche de l'Asie. Alors qu'à l'intérieur, il persécute la religion, Hitler annonce son intention de rétablir la liberté des cultes en Russie.

– Pourquoi une France conservatrice serait-elle forcément l'adversaire de la Russie soviétique ? La République, elle, n'avait pas hésité à s'allier avec la Russie tsariste ; aujourd'hui comme alors, les Français ne devraient avoir qu'un seul objectif : empêcher l'Allemagne d'établir son hégémonie sur l'Europe. Pour cela la Russie, quel que soit son régime, est leur allié naturel.

– Il est naturel que l'Allemagne face appel à toutes les forces qui peuvent l'aider dans sa lutte contre la puissance russe. En même temps qu'elle encourage les éléments séparatistes, elle se prononce contre le communisme qui s'identifie en Russie avec le pouvoir central. Les Français, eux, n'ont aucune raison de se joindre à la croisade anticommuniste.

– Vis-à-vis de l'opinion ouvrière française et particulièrement auprès des communistes, l'exemple de la Russie devrait être invoqué pour encourager l'esprit de résistance. La Russie soviétique a donné des preuves multiples de ses dispositions pacifiques ; elle a consenti à toute une série d'abandons pour conserver l'amitié allemande. Malgré cela, elle a été attaquée tout comme l'avaient été avant elle les pays démocratiques de l'Europe. Cela montre bien que l'on ne peut composer avec l'Allemagne[25].

Sans doute, l'intérêt bien compris des gaullistes passe-t-il par une collaboration étroite avec le Kremlin, mais affirmer comme ils le font dans cette note que l'Union soviétique a « consenti à toute une série d'abandons pour conserver l'amitié allemande », malgré les annexions territoriales brutales qui ont marqué le temps de l'alliance germano-russe, et qui n'ont été possibles que grâce à cette alliance, semble pour le moins surprenant. D'autant qu'il est de notoriété publique que toute l'action de Staline obéit

d’évidence à une priorité : établir un nouvel empire colonial socialiste en avançant sous le drapeau de l’anti-impérialisme.

L’objectif communiste est clair ; le dictateur résolu. Les gaullistes ne peuvent donc pas l’ignorer. Force est donc de considérer l’argument des « dispositions pacifiques » de l’URSS comme de pure opportunité. Il témoigne de la part des gaullistes d’une volonté de bienveillance systématique à l’égard du Kremlin. Bienveillance qui annonce de la part de De Gaulle quelques initiatives diplomatiques fondamentales sinon spectaculaires…

Staline rend hommage à Churchill

Devant l’avance foudroyante des armées allemandes en Biélorussie, Staline finit par sortir de son silence. Le 3 juillet, à 6 h 30 du matin, d’une voix lente et marquée par ce fort accent géorgien dont il n’a jamais pu se débarrasser, il en appelle à la Russie éternelle :

> Camarades ! citoyens ! frères et sœurs ! combattants de notre armée et de notre flotte, je m’adresse à vous, mes amis !
>
> Notre guerre pour la liberté de notre patrie se confondra avec la lutte des peuples d’Europe et d’Amérique pour leur indépendance, pour les libertés démocratiques. Ce sera le front unique des peuples qui s’affirment pour la liberté contre l’asservissement et la menace d’asservissement de la part des armées fascistes d’Hitler […]. Il nous faut organiser une lutte implacable contre les désorganisateurs de l’arrière, les déserteurs, les semeurs de panique, les propagateurs de bruits de toutes sortes, anéantir les espions, les agents de diversion, les parachutistes ennemis, en apportant ainsi un concours rapide à nos bataillons de chasse… Il faut immédiatement traduire devant le tribunal militaire, sans égard aux personnalités, tous ceux qui, semant la panique et faisant œuvre de poltronnerie, entravent l’œuvre de défense.

Staline, qui vient de vivre près de deux semaines terré dans son bunker, tente-t-il de s’exhorter lui-même au courage en menaçant ceux qui ont failli ou risquent de faillir ? Il exhorte également tous les peuples occupés par l’Allemagne et tous les partis communistes d’Europe à lutter aux côtés de l’Union soviétique. Enfin, il rend un hommage remarqué à la Grande-Bretagne :

« Le discours historique prononcé par Winston Churchill sur l’aide à prêter à l’Union soviétique ne peut susciter qu’un sentiment de reconnaissance dans le cœur des peuples de l’Union soviétique. »

Le discours de Staline reçoit aussitôt un large écho dans la capitale britannique. Dayet fait état (6 juillet) d’une éclosion, dans la presse

anglaise, d'articles demandant une action plus énergique pour soutenir la Russie. Le mot d'ordre général semble être : la marine et surtout l'aviation britanniques sont engagées dans leur plus grande offensive contre le Reich et, pendant ce temps, l'armée de terre ne fait rien. Le moment n'est-il pas venu pour elle de passer à l'offensive sur le continent afin de soulager les Soviets et de rendre effective la menace de guerre sur deux fronts qu'Hitler craint si vivement ?

Profitant habilement de ces bonnes dispositions de l'opinion publique anglaise – réaction probablement orientée par le Komintern – l'ancien commissaire aux Affaires étrangères soviétique, Maxime Litvinov, lance le 8 juillet un vibrant appel pour l'union de la Grande-Bretagne et de l'URSS afin qu'elles frappent ensemble Hitler « maintenant sans répit, sans arrêt » :

« Il ne faut pas laisser à Hitler l'espoir d'obtenir une espèce de trêve à l'Ouest. Tandis que Hitler voudrait frapper d'abord un adversaire et ensuite l'autre, notre but à nous devrait être de frapper ensemble, simultanément, sans répit, sans relâche. Chaque coup porté maintenant aura dix fois plus d'effets et entraînera infiniment moins de dépenses et de sacrifices que s'il était frappé plus tard lorsque l'un des deux adversaires sera affaibli. »

Litvinov n'est pas à un compliment près : il décrit la déclaration faite par Churchill comme « pleine de cette compréhension de la raison d'État qui le caractérise ».

Selon Dayet, la réapparition de Litvinov (qui avait été exclu du Comité central du parti bolchevique le 20 février 1941 et à qui Staline avait retiré la direction des Affaires étrangères quand il avait entamé son mouvement en direction d'Hitler – il lui sacrifiait un juif !) est due à la nécessité dans laquelle Staline « se voit aujourd'hui de jeter du lest et de se rapprocher des puissances démocratiques qui sont les seules à pouvoir lui procurer une aide efficace ».

« Plus qu'aucun autre, prévient cependant Dayet, le gouvernement soviétique ne tient compte que de la balance des forces en présence. »

Staline demande l'ouverture d'un second front en France

Deux semaines après l'invasion allemande, Staline n'a qu'une certitude : malgré la pression de certains dirigeants anglais favorables à la paix avec Hitler, Churchill a choisi le parti de la guerre à outrance contre le Reich et le prouve en assurant l'URSS de son aide économique et militaire. C'est déjà beaucoup, mais ce n'est évidemment pas suffisant pour le

« réaliste » Staline qui, malgré la situation critique dans laquelle se trouve son pays, songe déjà à l'après-guerre. Or, dans ce domaine, la situation reste bloquée puisqu'il n'a pu obtenir du Premier ministre britannique l'accord politique qui entérinerait les conquêtes est-européennes de l'URSS et l'extension de sa sphère d'influence en Europe centrale.

Ce qu'il ne parvient pas à obtenir par la diplomatie, le tsar rouge va donc tenter de l'obtenir par d'autres voies. Dans son premier message à Churchill (18 juillet), il fait valoir des exigences militaires aboutissant au résultat politique qu'il recherche :

> La situation militaire de l'Union soviétique, comme celle de la Grande-Bretagne, serait sensiblement améliorée si l'on créait un second front contre Hitler à l'Ouest (France du Nord) et au Nord (Arctique) ; un front dans le nord de la France pourrait y attirer des forces qu'Hitler prélèverait dans l'Est, mais aussi rendrait impossible une invasion d'Hitler en Grande-Bretagne […]. Je me représente les difficultés que rencontrerait la création d'un tel front, mais il me semble que, malgré tout, il conviendrait de l'ouvrir non seulement pour servir notre tâche commune mais également dans l'intérêt de l'Angleterre elle-même.

L'argument est habile. En outre, il a toutes les apparences de la logique, mais Churchill y répond par un « non » catégorique. S'il est d'accord sur le principe d'une intervention britannique en Europe, en revanche, il ne l'est pas sur le point d'application de cette intervention.

Staline ne renonce pas pour autant. Arrivée à Londres au début de juillet, la mission militaire soviétique que dirige le général Golikov, le chef du GRU, le service de renseignement militaire, s'emploie à « vendre » à Anthony Eden et à son adjoint, Alexander Cadogan, le plan stalinien. Lequel comprend trois types d'opérations :

Opération 1 : établissement d'un front anglo-soviétique dans le nord de l'Europe et conquête de l'île du Spitzberg et de l'île aux Ours, de façon à protéger les communications maritimes entre l'URSS et les États-Unis.

Opération 2 : ouverture d'un second front dans le nord de la France ; « Le gouvernement soviétique, écrit Valentin Beriejkov, conseiller de Molotov et interprète de Staline, avait chargé sa mission d'informer le gouvernement anglais qu'il considérait l'opération française comme essentielle. »

Opération 3 : des opérations militaires menées par les troupes britanniques dans les Balkans, « mais la date et l'importance de cette opération ne devaient être fixées qu'ultérieurement[26] ».

« Toutefois, ajoute Beriejkov, Eden ne prit pas position sur ces points ; il proposa que la mission examine toutes les questions avec les chefs des états-majors des forces armées anglaises […]. Visiblement, les Anglais ne voulaient pas parvenir à un accord précis ; ils ne croyaient pas au succès du combat mené par le peuple soviétique. »

Que les Anglais fassent la sourde oreille aux projets militaires soviétiques (comme ils l'ont fait, déjà, au projet d'accord politique) c'est l'évidence, mais ce n'est certainement pas, comme le prétend Beriejkov, parce qu'ils ne croient pas à la victoire de l'Armée rouge. Au contraire ! Leur grande crainte est précisément que la puissance de ladite Armée rouge soit telle à la fin de la guerre qu'elle fasse régner la *pax sovietica* sur une partie de l'Europe. Un second front, soit ; mais si Staline – parce qu'il a tout à y gagner – le voit le plus à l'ouest possible (dans le nord de la France, par exemple), Churchill, lui, ne le conçoit que dans la région des Balkans, le « ventre mou de l'Europe » selon sa propre expression, afin de limiter autant que faire se peut l'avance de l'Armée rouge à travers le continent.

Toute la politique de Churchill, qui connaît son Staline, va s'appuyer sur un principe simple : faire en sorte que le second front constitue, dans un premier temps, un soulagement pour l'URSS que l'Angleterre a intérêt à voir tenir le plus longtemps possible sous peine d'avoir de nouveau à affronter seule l'Allemagne et, dans un second temps, faire en sorte que ce second front constitue un obstacle à l'impérialisme soviétique.

Sous le couvert de la collaboration la plus étroite et la plus spectaculaire, c'est en réalité un bras de fer gigantesque qui s'engage entre les deux alliés-adversaires.

À malin, malin et demi : dans le cadre de l'aide militaire anglaise à l'URSS, les Soviétiques vont jusqu'à réclamer les 700 chasseurs Tomahawk que les Britanniques possèdent au Caire, ce qui bien sûr, affaiblirait d'autant les forces britanniques dans la région des Balkans et les empêcherait d'y tenter un débarquement. Il n'y a pas de petites garanties…

Churchill refuse bien entendu de se dessaisir de ses avions. En ce mois de juillet 1941, c'est encore lui le plus fort. Le 12 du mois, l'« accord entre les gouvernements de l'URSS et de la Grande-Bretagne en vue d'actions communes dans la guerre contre l'Allemagne, ne comporte donc que les deux points suivants :

– Les deux gouvernements s'engagent à s'aider et à se soutenir mutuellement de toutes les manières possibles au cours de la

présente guerre contre l'Allemagne hitlérienne.

– De plus, pour toute la durée de la guerre, ils s'engagent à ne conduire aucun pourparlers et à ne conclure aucun armistice ni même un accord de paix sans leur consentement mutuel ».

De Gaulle ne veut avoir aucun rapport avec Thorez ou d'autres

Dayet se dépense beaucoup. Ses conversations avec les représentants des gouvernements polonais et tchécoslovaque en exil à Londres lui permettent de penser que ni l'un ni l'autre n'ont encore entrepris de démarches pour être reconnus par l'URSS, mais que le gouvernement tchécoslovaque n'a jamais cessé d'entretenir en sous-main des relations avec l'ambassade soviétique à Londres. Quant au gouvernement polonais, après avoir tout à fait rompu avec les Soviets, il est en train de négocier officiellement avec eux, grâce aux bons offices du gouvernement britannique, pour obtenir la libération des quelque deux cent mille Polonais, prisonniers de guerre en URSS.

Si ces tractations aboutissent, indique Dayet, il devrait en résulter, semble-t-il, comme conséquence naturelle, au moins une reconnaissance *de facto* du gouvernement polonais par l'URSS et, par la suite, une autre reconnaissance *de facto* du gouvernement tchécoslovaque. M. Czerny doit me tenir au courant par avance de toute démarche qui serait envisagée du côté tchécoslovaque pour obtenir la reconnaissance par les Soviets du gouvernement tchécoslovaque soit seul, soit parallèlement aux Polonais. Les FFL ont en effet un intérêt primordial – malgré la différence de situation qui résulte de l'existence du gouvernement de Vichy – à suivre de très près la reconnaissance éventuelle des gouvernements polonais et tchécoslovaque par l'URSS.

Dayet fait également savoir qu'il a reçu la visite de M. Stei Gerhof, du ministère tchécoslovaque des Affaires étrangères, venu lui demander quelle position les FFL avaient prise par rapport à l'Union soviétique à la suite de l'agression allemande contre cette dernière.

J'ai répondu à M. Gerhof, dit Dayet, que je n'avais aucune raison de lui cacher ce qui avait été fait de notre côté puisque toutes les démarches avaient été rendues publiques par les Soviets eux-mêmes : une visite officieuse, suivie d'une lettre officielle de sympathie à laquelle M. Maïski avait répondu par l'expression de ses remerciements. Nous en étions là. M. Stei Gerhof, dit encore Dayet, a insisté sur l'intérêt de la Tchécoslovaquie aussi bien que des FFL à obtenir leur reconnaissance par les Soviets. Je lui ai fait remarquer que, dans cette voie, nous ne saurions être trop prudents. Il savait combien les Russes avaient tendance à se mettre en position de recul dès qu'on leur faisait des avances. La parole était maintenant à l'URSS. Nous n'avions qu'à attendre ses propositions, si elle était disposée à en faire, afin de ne pas provoquer de sa part des exigences exagérées[27].

Cette soudaine prudence des milieux gaullistes est due à une suggestion « venue de Russie » selon laquelle Maurice Thorez et d'autres communistes français (Raymond Guyot et André Marty) « veulent bien entrer en contact avec de Gaulle, fonder dans les colonies un grand corps d'armée et susciter en France un large mouvement contre le gouvernement de Pétain ». Sollicité par Dimitrov, Molotov a même posé la question à la mission anglaise concernant leur transport en Angleterre puis en France[28].

Mais de Gaulle a répondu à cette suggestion de la manière la plus nette : « Je ne veux avoir, a-t-il dit, aucun rapport avec les personnes mentionnées. » Ce qui en langage diplomatique est devenu : le gouvernement britannique et de Gaulle « ne trouvent pas rationnel de mener des pourparlers avec les dirigeants du PCF[29] ».

Staline se prononce pour une Tchécoslovaquie souveraine et indépendante

Le 18 juillet, Jan Masaryk, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, remet à la délégation de la France libre à Londres une lettre adressée au général de Gaulle dans laquelle il l'informe de la signature d'un accord conclu entre les gouvernements soviétique et tchécoslovaque. « M. Masaryk, télégraphie Cassin à de Gaulle, a tenu à ce que cette lettre vous soit remise avant la signature de l'accord en question. » Cet accord comporte trois clauses essentielles :

– Établissement immédiat des relations diplomatiques « qui seront réputées n'avoir jamais cessé ».

– Engagement d'assistance mutuelle durant la présente guerre contre l'Allemagne hitlérienne.

– Constitution d'unités militaires tchécoslovaques en territoire soviétique ; unités qui dépendront politiquement du gouvernement tchèque et, militairement, du haut commandement soviétique.

Les négociations qui ont abouti à l'accord, précise Cassin, ont commencé le 8 juillet et ont été menées très rapidement entre MM. Benes et Maïski. Le gouvernement soviétique a fait connaître que son programme politique comportait le rétablissement d'une Tchécoslovaquie souveraine et indépendante. Il n'a pas été question des frontières, sauf en ce qui concerne la Russie subcarpatique. M. Maïski a indiqué qu'il comprenait très bien le désir de M. Benes de voir cette région faire retour à la Tchécoslovaquie. M. Benes a indiqué qu'il poursuivrait des négociations avec la Pologne pour l'établissement d'une confédération polono-tchécoslovaque à la seule condition que la Pologne s'entende également avec la Russie. M. Maïski, qui avait pris l'initiative des négociations, a fait des avances analogues aux gouvernements polonais et yougoslave. Il a l'intention d'approcher tous les autres États qui sont en guerre avec l'Allemagne[30].

Les choses ont le mérite d'être claires : Staline cherche par tous les moyens à se gagner les services de toutes les forces antihitlériennes à travers le monde, si faibles soient-elles, abandonnant soudain toute prévention à l'égard de tel type de régime ou de tel responsable politique qu'il dénonçait depuis deux ans. C'est si vrai que l'accord russo-polonais qui présentait de nombreuses difficultés sera, lui aussi, finalement signé le 30 juillet entre Ivan Maïski et le général Sikorski, président du Conseil polonais. Accord qui dit expressément que les clauses territoriales du pacte germano-soviétique ne sont plus valables et que l'URSS s'engage à libérer tous les citoyens polonais prisonniers en URSS.

Le PCF opère son grand virage

Le changement, au moins apparent, de Staline en entraîne immédiatement un autre : celui du parti communiste français. Avec la même ardeur qu'il avait mise à pousser à la fraternisation avec l'occupant allemand lorsque celui-ci était l'allié de l'URSS, le PCF part maintenant en guerre contre lui. *L'Humanité* spéciale de juillet proclame : « La situation exige la formation d'un gouvernement populaire qui prendrait en main la direction du combat contre l'oppression nationale qui, avec une main de fer et s'appuyant sur le peuple, serait capable d'épurer la France de tous les éléments traîtres et capitulards, en même temps qu'il serait capable de créer les conditions indispensables au relèvement de la France dans la liberté et l'indépendance. »

Parler de « virage à 180° » dans l'attitude du parti communiste français ne rend que très imparfaitement compte de la réalité, même si l'on se contente de ne rappeler que ces quelques textes :

L'Humanité du 1er juillet 1940 : « Le général de Gaulle et autres agents de la finance anglaise voudraient faire battre les Français pour la City, et ils s'efforcent d'entraîner les peuples coloniaux dans la guerre. Les Français répondront le mot de Cambronne. »

L'Humanité du 4 juillet 1940 : « Le peuple de France veut la paix. Il demande d'énergiques mesures contre tous ceux qui, par ordre de l'Angleterre impérialiste, voudraient entraîner à nouveau les Français dans la guerre… Il demande la conclusion d'un pacte franco-soviétique qui compléterait le pacte germano-soviétique, qui serait la garantie de la paix en Europe. » Ou encore : « Il est particulièrement réconfortant en ces temps de

malheur de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec des soldats allemands, soit dans la rue, soit au bistro du coin… Bravo camarades, continuez, même si ça ne plaît pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants. »

L'Humanité du 1er mai 1941 : « Nous savons que dans certaines villes de France, quand les ouvriers ont lutté pour l'augmentation des salaires, les ouvriers allemands travaillant avec eux ont, eux aussi, revendiqué. Bravo. Nous sommes avec les prolétaires allemands, nos frères. »

Manifeste pour le salut du peuple de France : « Nous réclamons l'établissement de rapports fraternels entre le peuple français et le peuple allemand en rappelant l'action menée par les communistes et le peuple français contre le traité de Versailles. »

Après (journal des comités populaires d'anciens combattants) du 1er mai 1941 : « Nous réclamons la signature immédiate du traité de paix avec l'Allemagne, traité de paix qui mettra notre pays en dehors de la continuation du conflit. »

Jeunesse de France de septembre 1940 : « De même que nous ne pensons pas qu'il fût nécessaire d'adhérer au nazisme pour pratiquer une politique de collaboration franco-allemande, de même nous n'avons jamais cru que l'existence d'un régime déterminé en Allemagne dût constituer un obstacle entre la France et l'Allemagne… Nous proclamons dès lors sans réticence que si nous avions dirigé les destinées de la France en 1940, nous aurions signé la paix comme les bolcheviks l'ont signée en 1918[31]. »

En bref, les communistes français n'ont cessé de désigner les « impérialistes » français et anglais comme des fauteurs de guerre, des agresseurs et, parallèlement, de présenter l'Allemagne comme une force de paix. Et cela même et y compris après la déclaration de guerre du 3 septembre 1939. (Ainsi, le 1er octobre les députés Florimond Bonte et Arthur Ramette ont envoyé une lettre au président de la Chambre, Édouard Herriot, dans laquelle ils accusent leur propre pays – alors en guerre – d'être responsable du conflit et demandent la signature immédiate de la paix avec l'Allemagne. On retrouve la même accusation et la même exigence dans le numéro de la revue l'*Internationale communiste* du même mois sous la plume d'André Marty alors réfugié à Moscou après avoir déserté son unité.)

On assiste alors à la montée aux extrêmes : le 26 septembre 1939, le gouvernement Daladier dissout le parti communiste et toutes ses

organisations affiliées. Le 19 janvier suivant, il proclame la déchéance des députés communistes. Enfin, par décrets des 27 janvier et 17 février, il déchoit Marty et Thorez de la nationalité française. Les communistes ripostent en créant le Groupe ouvrier et paysan français. « *L'Humanité*, écrit Stéphane Courtois, reprend la classique propagande révolutionnaire et défaitiste qu'elle orchestrait à grand bruit dans les années 1920[32]. » Le 31 octobre 1939, dans un discours devant le Soviet suprême, Molotov annonce une « nouvelle thèse qui sera reprise sur tous les tons par la propagande de l'Internationale et qui préfigure singulièrement la situation et les thèses que connaîtra l'immédiat après-guerre : l'Armée rouge apporte le socialisme aux peuples opprimés. Elle repose évidemment sur deux postulats : le premier, c'est que l'URSS n'est pas un pays impérialiste et ne peut pas poursuivre de buts impérialistes. Le second consiste à avancer que les intérêts de l'URSS coïncident avec les intérêts de tous les travailleurs […]. Molotov assimile purement et simplement l'internationalisme prolétarien avec la défense inconditionnelle de la politique soviétique et réciproquement[33] ». Les autres thèmes du discours de Molotov sont l'amitié avec l'Allemagne et la lutte pour la paix, c'est le coup d'envoi à une formidable campagne reprise par l'Internationale communiste et les partis communistes « pour la paix immédiate contre la guerre impérialiste ».

À la propagande défaitiste succèdent les appels au sabotage. Six ouvriers, tous communistes, sont arrêtés pour avoir saboté des moteurs d'avions aux usines Farman. Trois d'entre eux sont passés par les armes. Le 20 mars 1940, s'ouvre le procès des quarante-quatre députés communistes inculpés de reconstitution d'organisation dissoute. Au nom de ses camarades, François Billoux, seul membre du bureau politique, revendique tout : Oui, le PC lutte contre la guerre impérialiste et pour la paix immédiate. Oui, seul le PCF a osé appeler à renverser le gouvernement Daladier qui n'est qu'un gouvernement de guerre, de réaction et de fascisme. Oui, les communistes aspirent à le remplacer par un gouvernement populaire. Oui, les communistes sont des staliniens, fiers de l'être et totalement solidaires du grand pays du socialisme contre qui les belligérants cherchent à organiser une croisade. Oui, la révolution mondiale est à l'ordre du jour et le PCF fera tout pour accélérer le mouvement. Les inculpés sont condamnés à cinq ans de prison et à la perte de leurs droits civils et politiques pendant cinq ans. Plus tard, ils seront déportés en Algérie.

Le 10 avril 1940, le décret Sérol assimile l'activité communiste à une activité de trahison passible de la peine de mort.

Le 25 avril, de Moscou, Thorez appelle à la création d'un gouvernement « assurant la collaboration avec l'Union soviétique pour le rétablissement de la paix générale ». « Le parti communiste, écrit Stéphane Courtois, semble croire que la voie est ouverte en France par le processus de soviétisation mis en œuvre par Staline dans les pays baltes et en Pologne orientale dès l'hiver 1939-1940. Il définit ainsi un inquiétant modèle d'accession au socialisme, conçu essentiellement comme un effet du recul du monde non communiste devant la puissance soviétique et, à terme, comme un élargissement territorial de l'URSS[34]. »

Le 16 mai 1940, alors que les panzers se ruent sur la France, le manifeste du PCF, intitulé « Nous accusons », appelle les communistes français à « dénoncer ceux qui, par leur politique impérialiste et réactionnaire, ont pavé le chemin des envahisseurs ». Tout indique qu'alors le PCF est passé de la lutte contre la guerre à la lutte pour la conquête du pouvoir à la faveur de la défaite. D'ailleurs, le 18 juin, à peine celle-ci advenue, et alors que de Gaulle, de Londres, lance son appel, deux militantes, Denise Ginollin et Jeanne Schrodt, entrent en contact avec le service de presse de la Kommandantur et obtiennent des Allemands l'autorisation de faire reparaître légalement *L'Humanité*. Mais le 20 au soir, alors que la copie est prête à partir pour l'imprimerie, la police française arrête les deux militantes et le responsable de l'opération, Maurice Tréand dit « le Gros ». Internés à la Santé, les trois communistes sont libérés sur l'intervention de la police allemande. Aussitôt, Tréand – qui agit sur ordre personnel de Jacques Duclos – engage une nouvelle démarche auprès des Allemands. Une fois encore, ce sont les autorités françaises qui font capoter l'affaire.

Profitant de ses bonnes relations avec l'occupant, la direction du parti ne cache pas qu'elle compte sur lui pour s'emparer du pouvoir, s'inspirant en cela de l'exemple bolchevique de 1917. *L'Humanité* du 24 juin va jusqu'à écrire : « Pour négocier la paix, il faut pouvoir parler au nom du peuple. Seul sera digne de négocier une paix équitable le gouvernement qui rendra au prolétariat ses droits et sa liberté. » *L'Humanité* du mois de juillet lance la campagne de la « fraternisation ». En ce début d'occupation, les communistes français agissent à ciel ouvert tentant, même, dans un certain nombre de municipalités, de se saisir d'une « parcelle de pouvoir ». « Ces

risques que prennent les communistes pour retrouver leur légalité, écrit Stéphane Courtois, peuvent aujourd'hui paraître exorbitants. Ils ne font pourtant que se situer à la hauteur des ambitions du parti à ce moment-là. Et ces ambitions sont très élevées. S'inspirant de l'exemple des bolcheviks russes de 1917, le PCF de l'été 1940 ne vise pas moins de deux objectifs majeurs : s'emparer du pouvoir et conclure la paix avec le Reich. »

Le PCF ne réserve ses coups alors qu'au seul Pétain que Thorez, dans un article intitulé « Les vrais traîtres », qualifie alternativement de « loup assoiffé de sang » et de responsable de « la désertion nationale ». Il est vrai que la police de Vichy ne chôme pas puisque, début octobre, un coup de filet gigantesque s'abat sur la région parisienne : trois cents personnes, parmi lesquelles deux responsables politiques (Fernand Grenier et Léon Mauvais) et soixante-trois responsables syndicaux sont arrêtés.

Cette répression ayant été approuvée par les Allemands, *L'Humanité* opère un fléchissement antiallemand assez net, mais la cible principale reste Vichy et l'objectif final demeure la révolution socialiste. Il faut toutefois noter que cette répression, dont le PCF est victime de la part de la police de Vichy, n'empêche pas François Billoux, au nom des députés communistes emprisonnés par Daladier et toujours internés, d'écrire le 19 décembre 1940 au maréchal Pétain pour solliciter leur comparution devant la Cour suprême de Riom comme témoins à charge contre tous ceux (présidents du Conseil, ministres, députés et sénateurs) qui ont « soutenu la politique de guerre de Daladier-Reynaud ».

Après le 22 juin 1941, en l'espace de quelques jours, la guerre « inter-impérialiste » devient donc une guerre « juste » et la « Libération nationale » remplace la « révolution socialiste »…

Pour mettre en œuvre cette nouvelle politique, le parti communiste va s'employer à constituer sous la direction de Georges Marrane un « Front national pour l'indépendance de la France » dont il avait jeté les bases le 15 mai, et pratiquer une politique d'alliance « tous azimuts », du moins en paroles. Ainsi, dès la fin de juillet, les *Cahiers du bolchevisme* reconnaissent une convergence de fait entre l'activité des résistants gaullistes et des communistes : « Notre parti avait lancé le mot d'ordre de manifester le 14 Juillet et d'arborer les couleurs nationales ; les gaullistes avaient, eux aussi, donné des directives analogues […]. Le peuple de France comprend la nécessité de s'unir contre l'envahisseur hitlérien et, désormais, communistes et gaullistes, athées et croyants, ouvriers et

paysans, intellectuels et gens de toutes conditions décidés à libérer la France ont pour devoir de lutter côte à côte. »

Benoît Frachon dit à Martha Desrumeaux, responsable communiste du Nord : « Il faut que nous arrivions à faire l'union avec les gaullistes contre l'envahisseur. »

« Il m'a fallu deux jours, se souvient la militante, pour me convaincre qu'il fallait travailler avec les gaullistes ; moi, je ne voulais pas, j'avais une dent contre eux… »

À cette époque, il n'est encore nullement question pour la direction du PCF de s'allier avec le général de Gaulle, avec son mouvement et avec la politique qu'il poursuit à Londres depuis un an. L'alliance n'est envisagée que sur le terrain.

En d'autres termes, le PCF cherche à briser son isolement en suscitant l'unanimité nationale mais il ne propose pas à ses nouveaux partenaires « une alliance politique en bonne et due forme, qui aurait respecté la spécificité de chaque courant de la Résistance tout en aboutissant à une position stratégique et tactique commune, une sorte de programme commun de la Résistance comme le sera en partie le programme du CNR[35]. Non, le PCF invite ses partenaires à s'unir à lui, mais en tant qu'individus, et au sein du FN[36], organisation placée sous direction communiste. Survenant à un moment où la plupart des résistants ne considéraient qu'avec méfiance, non seulement les hommes providentiels, y compris de Gaulle mais, plus encore, tout ce qui rappelait d'une manière ou d'une autre la politique politicienne de la III^{e} République, et avaient été tous choqués par l'attitude du PCF depuis août 1939, une telle proposition d'union ne pouvait enregistrer qu'un refus unanime[37] ».

La grande majorité des résistants sont alors en effet dans la même disposition d'esprit qu'Henri Frenay, qui n'avait pu admettre qu'en 1935, deux ans après la prise du pouvoir par Hitler, Maurice Thorez à la Chambre des députés s'écrie : « Pas un sou pour le service militaire ! » Et que trois ans plus tard, après l'Anschluss et l'invasion de la Tchécoslovaquie, le même Thorez déclare : « Défendre la France contre Hitler comporte une signification très précise pour la classe ouvrière : c'est défendre la liberté, c'est défendre la paix. » « Le pacte germano-russe est signé en 1939, supprimant pour Hitler la hantise de la guerre sur deux fronts et

condamnant à mort la Pologne. La France mobilise, son armée part aux frontières – mais le même Maurice Thorez déserte[38] », écrit Frenay.

Le contentieux est donc lourd entre la Résistance et les communistes et ce ne sont pas les déraillements de train de matériel organisés par les communistes – comme celui près d'Épinay dans la nuit du 16 juillet – qui sont de nature à changer quoi que ce soit. D'autant que les communistes eux-mêmes semblent sur la réserve lorsqu'il s'agit de réaliser concrètement l'union. « Pineau et ses amis, écrit Henri Noguères, ont espéré au lendemain de l'offensive soviétique pouvoir mener avec les syndicalistes communistes une action commune ; Louis Saillant a été chargé en conséquence de prendre contact avec Benoît Frachon ; mais cette initiative ne donnera pas les résultats escomptés. La seule chose positive est qu'en attendant de collaborer, résistants et communistes ont pour l'heure cessé de se combattre[39]… »

En ce mois de juillet 1941, la Résistance tourne alors autour de deux pôles :

– Les officiers résistants de l'armée d'armistice : CDM du colonel Mollard spécialisé dans le camouflage de matériel, et « Travaux ruraux » du commandant Paul Paillole qui, avec ses quatre cent vingt-neuf agents et honorables correspondants surveille quatre mille trois cents individus suspects pour leurs sympathies hitlériennes. « Les premiers actes de résistance, écrit de Gaulle dans ses *Mémoires*, étaient venus des militaires […]. Ainsi, l'armée, malgré la captivité ou la mort de la plupart et souvent des meilleurs se trouvait spontanément disposée à encadrer la résistance nationale. »

– Les mouvements : les plus importants d'entre eux sont, en zone sud, le Mouvement de libération nationale (qui deviendra Combat après sa fusion avec Liberté) que dirige Henri Frenay et en zone nord, l'Organisation civile et militaire (OCM) que dirige Jacques Arthuys et le colonel Touny. À noter également Libération, dirigé par Emmanuel d'Astier de La Vigerie, « résolument axé à gauche »[40], et Libération-Nord, rassemblement d'hommes de gauche – syndicalistes et socialistes – que dirige Christian Pineau.

À cette époque, la Résistance est encore peu de chose : les résistants actifs ne sont pas légion. Selon Henri Noguères, « ils ne constituaient même pas, en termes de statistiques, une minorité appréciable sur l'ensemble de la population française ; et, ce qui est plus grave, les résistants même passifs

ne sont guère nombreux : dans leur très grande majorité, les Français se montraient plus soucieux de ne plus revoir les horreurs de la guerre, de pallier les insuffisances du ravitaillement et d'accueillir leurs prisonniers que de poursuivre la lutte aux côtés des Alliés[41] ».

En outre, aucun de ces mouvements de résistance n'a de contact avec la France libre qui ne dispose en France que d'agents, dont certains comme Rémy commencent à monter leur réseau. Frenay qui tente au cours de cette seconde moitié de l'année 1941 de regrouper tous les résistants autour du « symbole de Gaulle » constate que ses interlocuteurs « ne ressentent nullement le besoin de se rassembler autour de De Gaulle » et que « la question ne les a même pas effleurés ». Aussi lorsque, bien après la guerre, le livre de Jacques Soustelle : *Envers et contre tout (de Londres à Alger),* lui est tombé entre les mains, le patron de Combat n'a-t-il pas manqué d'être surpris en lisant : « … Il n'existait qu'un principe d'unification : le nom et l'appel du général de Gaulle. La Résistance spontanée fut spontanément gaulliste. » (p. 307) « Étrange affirmation, exprimée il est vrai par un homme qui, en 1941, n'était pas en France, écrit Frenay. S'il y avait été, il aurait constaté que l'appel du 18 Juin était inconnu de neuf Français sur dix et que la Résistance, un an après sa naissance, ignorait l'autorité, fût-elle seulement morale, du général de Gaulle. Elle refusait, ou pour le moins hésitait fort, à se placer sous sa bannière. Soustelle était mal informé mais il était sincère. Il n'était pas le seul à Londres à penser ainsi. Grave incompréhension qui aura de funestes conséquences[42]. »

2
L’alliance secrète

21 juillet 1941. « Esprit progressiste dont la flamme consume le corps[1] », Harry Hopkins est le conseiller le plus intime du président Roosevelt, « un de ces pères Joseph qui pèsent sur l’histoire plus que les assemblées, les partis, les gouvernements[2] ». Le choix de ce confident comme émissaire auprès de Staline indique bien l’importance que le président américain assigne à cette mission.

Avant de se rendre directement de Londres – où il séjourne depuis quelque temps – à Moscou, Hopkins, en compagnie de John Winant, ambassadeur américain en Grande-Bretagne, s’emploie à convaincre Anthony Eden de se montrer de la plus extrême prudence dans ses négociations avec les Soviétiques et, surtout, de ne prendre aucun engagement en ce qui concerne les frontières d’aucun pays avant le traité de paix.

« Les États-Unis, dit en substance Hopkins, entreront dans la guerre un de ces jours et ils ne veulent pas s’apercevoir après coup que la Grande-Bretagne a souscrit toutes sortes d’engagements à son insu. Roosevelt m’a prié d’insister auprès de vous sur cette affaire, car Winston [Churchill] ne s’intéresse pas à l’organisation de la paix.

— Je suis aussi désireux que n’importe qui de garder les mains libres », réplique Eden.

« Mais, écrit-il dans ses *Mémoires*, qu’un président américain parle sans plus de façon des frontières européennes, cela m’a rappelé Wilson[3] et m’a fait froid dans le dos. »

« Parlez-moi de la Russie… »

Au moment où se tient à Londres cette discussion, à Beyrouth, de Gaulle reçoit Géraud Jouve, délégué de la France libre pour la Turquie et les Balkans depuis 1940.

Auvergnat au ton rugueux, Géraud Jouve a quarante ans, une silhouette longue et une « gueule » d'acteur américain. Ce littéraire agrégé d'allemand a permuté au début des années 1930 du ministère de l'Éducation nationale à l'agence Havas, dont il fut le correspondant à Budapest, à Berlin, à Amsterdam et à Bucarest. Il a approché tous les « grands » de l'époque et notamment Goering à qui il doit de ne pas avoir été expulsé d'Allemagne comme le voulaient Ribbentrop et Goebbels et qui, le soir même de la signature de l'accord de Munich à l'hôtel des Quatre-Saisons, lui a confié ses grands desseins : « Une Europe germano-française qui dominerait le monde et imposerait enfin la paix[4]. »

En poste à Istanbul pour la Turquie et les Balkans lors du début du conflit, Jouve a été l'un des premiers à rallier la France libre. Avec quelques volontaires, il a mis sur pied une organisation clandestine qui rayonne sur la région et collecte des renseignements militaires pour le compte des Anglais.

De Gaulle, qui n'aura pas à l'égard de Jouve les habituelles réticences qu'il manifeste à l'encontre des journalistes, le nommera en janvier 1943 à la direction du poste de Radio-Brazzaville, « temple de l'intransigeance gaulliste », qui n'épargnera personne, pas même le chef de la France libre. « Pour un peu, reconnaît Jouve, le Grand Charles qui ne passe pas pour accommodant ferait figure à nos yeux de pantin aux mains des Alliés… » Cette intransigeance provoquera d'ailleurs une pluie de protestations de la part des Américains et des Anglais mais aussi du général Catroux et de certains membres de l'Assemblée consultative d'Alger.

Il est vrai que Jouve manie la provocation avec délice. Et souvent avec humour : « Savez-vous ce qu'est l'Amgot ? dira-t-il un jour à l'antenne, c'est l'abréviation du nom d'un nouvel organisme allié : Gouvernement militaire allié pour les territoires occupés. Que veut dire cela ? Cela veut dire que les envahisseurs et leurs victimes, lors de la Libération, seront traités sur le même pied. Les Français ne comprennent pas cette confusion, mais les Allemands n'ont pas été longs à en tirer parti. Jusqu'ici, ils portaient sur leur ceinturon la devise impériale *Gott mit uns* – Dieu avec nous – maintenant, ils l'ont remplacée par *Amgot mit uns !* »

Et une autre fois, vantant l'allant soviétique par rapport à la prudence anglo-saxonne : « Savez-vous pourquoi les Russes se battent bien ? Parce qu'ils n'ont pas peur du bolchevisme… »

Les insolences de Radio-Brazzaville choqueront même certains gaullistes. Les responsables du comité exécutif du mouvement de résistance Combat iront jusqu'à transmettre au général de Gaulle un télégramme exprimant le « souhait que Radio-Brazzaville, poste d'émission de la France combattante, substitue à des polémiques personnelles contre les hauts fonctionnaires du gouvernement général de l'Algérie la critique des actes accomplis par eux depuis juin 1940 ». Pour sa part, le général Giraud, commandant en chef civil et militaire, protestera à plusieurs reprises contre les émissions qui ne cessent de traîner dans la boue les dirigeants d'Alger. « La plainte, écrit le diplomate gaulliste Guy Girard de Charbonnières, était, hélas ! tout à fait fondée car le poste de la France combattante faisait preuve d'une totale irresponsabilité. Censurés à la BBC, les services d'information de Carlton Gardens se défoulaient à Brazzaville. Chaque occasion, particulièrement depuis le débarquement en AFN, déchaînait un torrent d'invectives contre les Alliés […]. À l'égard des dirigeants d'Alger, c'était bien pire encore. Quotidiennement des tombereaux d'injures étaient déversés sur eux[5]. »

En mars 1944, de Gaulle nommera Jouve directeur de l'Agence France-Presse, née de la fusion de l'Agence française indépendante et de l'Agence France-Afrique dirigées respectivement par Pierre Bourdan et Paul-Louis Bret. Mais les deux hommes ne cacheront pas à Jouve qu'ils le tiennent pour « l'âme damnée » de De Gaulle et ils choisiront de démissionner. Non sans raison d'ailleurs, puisque l'AFP sera aux ordres : le 10 mai 1944, Gaston Palewski, directeur de cabinet de De Gaulle, donnera en effet la consigne de ne rien passer à l'agence ou à la radio sans le visa du Général.

Directeur des services politiques de l'AFP, Jouve finira lui aussi par démissionner non sans avoir indiqué à de Gaulle qu'il devait choisir entre une AFP « libre » et un bureau de presse gouvernemental, c'est-à-dire un office de propagande. De Gaulle décidera alors de le nommer à la tête du journal *Le Monde* mais l'entourage, en l'occurrence Gaston Palewski, enterrera promptement l'affaire.

Collaborateur du journal progressiste *Démocratie combattante*, Jouve sera élu député du Cantal en 1946 et membre du groupe SFIO avant de

devenir ministre plénipotentiaire puis ambassadeur en Finlande de 1955 à 1960.

Pour l'heure, en ce 21 juillet 1941, c'est la première fois que Jouve rencontre le chef de la France libre. Afin de dissimuler son émotion devant le Général qui le reçoit en uniforme, il se lance ingénument dans le récit des exploits quotidiens de la petite cohorte des Français libres de Turquie et des Balkans. Soudain, de Gaulle, qui n'a cessé de tirer machinalement sur sa cigarette anglaise, l'écrase dans le cendrier et laisse tomber « négligemment » : « Tout cela ne m'intéresse pas. Parlez-moi de la Russie. »

Cet intérêt pour la Russie, le chef de la France libre l'a manifesté publiquement pour la première fois quelques jours plus tôt (11 juillet), dans un discours à la radio de Brazzaville. Mais il ne s'agissait alors que d'un intérêt strictement militaire : « Le monde entier constate que, dans cette guerre, la balance des forces qui, jusqu'à présent, pouvait paraître pencher vers l'ennemi, est en train de se renverser. En Russie, les armées allemandes sont engagées depuis vingt jours dans une lutte de plus en plus dure. Cette campagne, dont l'ennemi s'imaginait qu'elle serait facile et rapide, prend au contraire l'allure d'un de ces romans russes qu'on croit à chaque chapitre sur le point de finir et qui recommence toujours. »

C'est donc sur un ton presque plaisant que de Gaulle a évoqué la vaillance de l'Armée rouge. Comparativement, c'est sur un ton beaucoup plus solennel qu'il s'adressait quelques jours plus tard (14 juillet) au peuple américain :

« Voici que les hommes libres du monde entier unissent leurs justes colères. Comptant leur nombre et mesurant leurs forces, ils discernent que, suivant le mot du président Roosevelt "les succès de la tyrannie n'ont tenu qu'à leurs divisions", qu'il leur suffit de se lever et de marcher ensemble, les plus forts soutenant les plus faibles, les valides redressant les blessés, pour précipiter Hitler et son système dans l'abîme des malédictions. Aujourd'hui, 14 juillet, soyez sûrs que cette pensée d'espoir où vous autres Américains entrez pour une très large part, remplit les âmes des Français. »

Plus interloqué que peiné[6], Jouve s'exécute. La Russie, il connaît ! Après l'avoir laissé parler un moment, de Gaulle l'interrompt. Mais, cette fois, c'est pour lui poser une série de questions : « Connaissez-vous l'ambassadeur soviétique à Ankara ? Pensez-vous qu'il accepterait de

transmettre un message de moi à son gouvernement ? Pouvez-vous le sonder sans trop me découvrir ? »

Encore sous le coup de son premier choc, Jouve répond de son mieux. « Affirmativement, en gros. » L'audience est terminée. Il en sort « comme un homme ivre ». De Gaulle lui a donné rendez-vous pour le lendemain…

De Gaulle propose une alliance secrète à Staline

Le 22 juillet, de Gaulle dicte à Jouve une communication « en deux parties » qu'il le charge de faire à Serge Vinogradov une fois qu'il aura acquis l'assurance que l'ambassadeur soviétique est disposé à la transmettre à son gouvernement, mais il laisse son délégué dans l'ignorance des contacts pris à Londres par Dejean et Cassin avec Maïski.

Il lui recommande en outre « expressément » de garder le secret envers les Britanniques et, en cas de réponse de Moscou, de l'apporter lui-même à Beyrouth « afin de ne pas la confier au chiffre britannique[7] ».

Parallèlement, de Gaulle télégraphie à Cassin (23 juillet) : « Tout en conservant le contact avec l'ambassade russe à Londres, il ne me paraît pas actuellement nécessaire de proposer d'adjoindre des officiers français à la mission militaire britannique puisque nous ne pouvons accorder aucune aide directe à la guerre de la Russie contre l'Allemagne. Mais, dans l'éventualité où des opérations alliées à celles des Russes devraient être mises en concordance, nous serions heureux d'envoyer des officiers de liaison auprès du commandement militaire russe. »

L'« opération Jouve » lancée secrètement de Beyrouth – en marge de celle lancée officiellement de Londres par l'intermédiaire de Cassin et de Dejean au vu et au su des Anglais qu'il avait demandé de prévenir (télégramme du 24 juin) – indique que de Gaulle entend avoir les mains totalement libres dans ses rapports avec Moscou. En d'autres termes, qu'il entend agir en secret non seulement du gouvernement britannique, mais aussi de ses propres services.

Pourquoi ? Pour une raison simple : si les relations officielles engagées par Cassin et Dejean ne concernent encore que l'échange de délégués militaires, en revanche, les relations officieuses engagées par l'intermédiaire de Jouve sont, elles, d'une tout autre nature.

Le 25 juillet, en effet, Jouve dit à Vinogradov : « Le général de Gaulle m'a entretenu de son désir de nouer des relations directes avec le

gouvernement soviétique. Il estime que dans la conduite de la guerre, pour le présent et à l'avenir, cela peut être utile. Il m'a chargé de vous demander si, au cas où le gouvernement soviétique accepterait l'établissement de ces relations directes, pouvant d'ailleurs rester officieuses pour le moment, vous vous chargeriez d'obtenir de votre gouvernement et du gouvernement turc les visas nécessaires pour deux ou trois délégués de la France libre qui se rendraient à Moscou à partir de Beyrouth. »

Cette expression « relations directes » et le fait que lesdites relations s'ajoutent secrètement à celles du Comité national français avec Maïski montrent qu'il s'agit bien de diplomatie parallèle. Et en effet, cette communication étant faite, « le général de Gaulle, écrit Jouve, m'avait recommandé, au cas où elle serait favorablement accueillie, de présenter quelques commentaires dont j'avais d'ailleurs pris note sous sa dictée et auxquels il semblait particulièrement tenir[8] ».

Ces commentaires, les voici :

> Le général de Gaulle estime que la France et la Russie, qui ont entretenu des relations amicales à travers les siècles et qui ont davantage le sens des réalités européennes, peuvent collaborer utilement lors de la paix.
>
> Le général de Gaulle est convaincu que la victoire est assurée et que la participation à la guerre de l'Union soviétique hâtera le terme de la guerre. Il est évident que la Russie et la France, puissances continentales, n'ont pas forcément les mêmes buts et visées de guerre que les puissances anglo-saxonnes essentiellement maritimes.
>
> Entre la France libre et la Russie, la question des régimes politiques ne doit pas se poser. Au surplus, qui ne voit que cette guerre est une véritable révolution…

Tirant argument de ce que les intérêts des puissances continentales (France et Russie) sont différents de ceux des puissances maritimes (Angleterre et États-Unis) et du fait que, en tant que puissances européennes les premières savent mieux que les thalassocraties ce qui convient à l'Europe, de Gaulle propose donc à Staline, en ce mois de juillet 1941, une alliance secrète, un « front commun » de leurs deux pays face aux projets des Anglo-Saxons en Europe après la guerre. Mais de Gaulle ne se contente pas d'indiquer à Staline dans quel camp il se range. Pour appuyer sa proposition d'alliance, il l'assortit d'une affirmation et d'un constat.

L'affirmation, d'abord : à ses yeux à lui, de Gaulle, la différence des régimes politiques de la France et de la Russie ne constitue en aucune façon un obstacle à l'alliance des deux pays (il faut noter qu'en l'occurrence, de

Gaulle emploie le terme de « Russie » lorsqu'il s'agit de l'organisation de la paix et d'« Union soviétique » lorsqu'il s'agit de participation à la guerre ; cette distinction certainement délibérée entre Russie et Union soviétique, Staline y est-il sensible ?).

Le constat ensuite : de Gaulle assimile la guerre à une « révolution », mot particulièrement équivoque[9], mais propre à tinter agréablement aux oreilles de Staline…

Les raisons de l'alliance

Outre l'intérêt immédiat que trouvent et sa personne et son entreprise dans le soutien du Kremlin, au moins quatre raisons supérieures peuvent pousser de Gaulle à se lier ainsi à Staline dès juillet 1941 :

1) La solidarité franco-russe est « conforme à l'ordre naturel des choses » parce que la France et la Russie sont toutes deux confrontées à la menace allemande. Analysant les « rapports franco-soviétiques dans la conception du général de Gaulle », Léo Hamon écrit dans *Espoir*[10] :

> La formation de militaire et d'historien du général de Gaulle lui fait apparaître la sécurité française vis-à-vis de l'Allemagne, notre voisine orientale immédiate, comme une question essentielle : « Le problème majeur de notre défense nationale est celle de Paris… Les premiers pas en avant de l'adversaire (à partir de la frontière du Nord-Est) le portent sur la Seine, l'Aube, la Marne, l'Aisne ou l'Oise dont il n'a plus dès lors, qu'à descendre le cours facile pour atteindre la France au cœur – à Paris, leur confluent… Un seul revers aux sources de l'Oise, voilà le Louvre à portée de canon. » Ces considérations dominent les premières pages de *Vers l'armée de métier*. Mais ce n'est pas seulement à la France que l'Allemagne pose des problèmes ; elle en pose aussi à la Russie – qui ne sont pas sans analogie avec les nôtres ; ils sont en quelque manière symétriques. Il y a donc entre les deux voisins de l'Allemagne une rencontre d'intérêts essentielle, et cette rencontre est indépendante des régimes particuliers que se donnent l'un ou l'autre de nos deux pays. Pour l'un comme pour l'autre la menace est lourde et constante et la menace contre l'un ne peut laisser l'autre indifférent.

Sans doute.

Sans doute également, ainsi que de Gaulle le rappellera dans un discours du 21 décembre 1944, devant l'Assemblée consultative permanente : « En 1870, étant seuls, nous avions succombé mais, dès 1875, l'intervention diplomatique de la Russie avait détourné l'Allemagne de se ruer sur nous. L'alliance conclue dès 1892 put contenir pendant vingt-deux ans à la fois les ambitions occidentales et le *drang nach Osten* du pangermanisme. »

Sans doute, enfin, l'histoire témoigne-t-elle que l'alliance germano-russe n'est guère durable. Mais cela permet-il d'affirmer que l'alliance franco-russe, et plus particulièrement l'alliance franco-soviétique, est « conforme à la nature des choses » ? L'histoire, là aussi, est éloquente : en moins d'un quart de siècle, le Kremlin a trahi deux fois ses alliés : une première fois, le 3 mars 1918, par le traité de Brest-Litovsk, une seconde fois, le 23 août 1939, par le traité germano-soviétique. Et il faut noter que les deux fois ce fut au profit de l'Allemagne…

En outre, en ce mois de juillet 1941, quoique convaincu que l'Allemagne a d'ores et déjà perdu la guerre (Jouve *dixit*), de Gaulle persiste à penser qu'elle constituera toujours pour la France le danger principal dans l'avenir. Pourquoi cette contradiction ?

2) De Gaulle voit le monde en géopoliticien. « On sentait, écrit René Cassin, qu'Européen continental, il était plus près de raisonner – surtout militairement – comme les Russes que comme les insulaires et les navigateurs britanniques[11]. » S'il est évident que des puissances continentales n'ont pas forcément les mêmes buts et visées de guerre que des puissances maritimes, il est cependant tout aussi évident que des puissances continentales n'ont pas forcément entre elles les mêmes buts et visées de guerre et que leurs vues du monde peuvent être radicalement antagonistes…

Ce réalisme géopolitique, dont fait preuve de Gaulle, couvre-t-il toute la réalité soviétique ?

Dans son discours du 22 juin, Churchill a déclaré : « L'Angleterre soutient la Russie parce qu'elle représente une puissance qui, par la force des choses, est opposée au nazisme et qui, à ce titre seulement, est devenue son alliée. » En d'autres termes : c'est par son combat contraint et forcé contre le nazisme, que la Russie est devenue une alliée que nous allons aider parce que sa présence à nos côtés change la donne militaire, mais, compte tenu de sa nature soviétique, ce n'est qu'une alliée provisoire. Et une fois le nazisme vaincu, elle redeviendra notre ennemie aussi faudra-t-il, le moment venu, veiller à ne pas favoriser sa puissance.

Bien sûr, de Gaulle est sur la même longueur d'onde concernant le bouleversement bénéfique de la donne militaire qu'entraîne l'implication de l'URSS dans le conflit, mais pour le reste, il est à mille lieues de penser comme Churchill : pour sa part, il tient pour principe que ce n'est pas à

l'Union soviétique qu'il a affaire mais à la Russie qui « supporte le bolchevisme pour s'en servir comme d'un instrument ». Tout au plus, dans son esprit, l'URSS n'est qu'au service d'ambitions impériales russes permanentes. En bref, il nie ou veut nier le facteur révolutionnaire spécifique que représente l'URSS. Et à l'en croire, il compte donc pouvoir l'utiliser comme un « contrepoids » pour échapper à la prépotence anglo-saxonne. Cette logique qu'il met en œuvre dès ce moment l'entraîne inexorablement dans une aventure à haut risque tant pour lui que pour la France libre.

Même si l'on ne voit que la Russie éternelle sous le masque de l'URSS, envisager de l'utiliser quand on connaît le poids de la vocation impériale russe dans le cours de l'histoire ne manque déjà pas d'audace. Mais pouvoir envisager d'« utiliser » Staline dont il ne peut pas ignorer, en tant qu'ami de Toukhatchevski, la malignité hors normes relève d'un pari d'autant plus fou que le dictateur du Kremlin, pour qui l'allié, le « gouvernement ami », ne peut être que soumis, dispose avec le parti communiste français le plus stalinien d'Europe d'une armée à ses ordres sur le territoire même de la France. Dans son alliance avec le Grand Turc, François 1er n'avait, lui, rien à craindre d'un parti mahométan sur le sol national.

En ce mois de juillet 1941, de Gaulle veut ignorer (ou, du moins, fait comme si) que l'URSS présente la double particularité d'être panslaviste par nature et impérialiste par idéologie ; ces deux forces s'articulant l'une sur l'autre pour former une puissance redoutable. Mais les faits sont têtus et ils le contraindront plus tard, bien plus tard, à une révision brutale. Alors, il donnera l'impression de découvrir cette combinaison du panslavisme et du marxisme-léninisme. Il est vrai qu'il ne pouvait plus ne pas voir qu'« en fait, les deux tiers du continent se trouvent dominés par Moscou[12] »… Dans ce discours à Rennes du 27 juillet 1947, il tonnera contre l'Union soviétique qui, « combinant sa pression militaire et économique avec l'action intérieure d'hommes qui lui sont entièrement soumis, […] a établi déjà, ou s'emploie à faire établir par personnes interposées, sur certains pays alliés : Pologne, Yougoslavie, Albanie, ou sur certains pays vaincus : Prusse, Saxe, Roumanie, Hongrie, Bulgarie, un régime de dictature totalitaire qui n'est que la dépendance ou l'émanation du sien ». Et il conclura : « Par des moyens analogues elle tient à sa discrétion la Tchécoslovaquie, la Finlande et pèse lourdement sur l'Autriche. En outre, elle s'est directement annexé les États baltes, ainsi que de larges territoires prélevés sur la Prusse, la

Finlande, la Roumanie et la Pologne. Au total, et dans le moment même où elle affecte de tenir pour une menace tout accord qui serait librement conclu entre des nations européennes de l'Occident, la Russie soviétique organise autour d'elle, par la contrainte, un redoutable groupement d'États, dont il serait vraiment dérisoire de prétendre qu'aucun d'eux soit indépendant[13]. »

Cette soudaine prise de conscience aura toutefois ses limites puisque, cherchant à justifier les relations du temps de guerre entre la France libre et Moscou, de Gaulle dira dans ce même discours que « la Russie n'avait pas encore commencé à suivre une autre voie que celle des peuples libres ».

Laisser entendre que l'impérialisme stalinien ne s'était pas encore manifesté en juillet 1941, c'était, pour le moins, faire peu de cas de l'« annexion » des États baltes, de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord, des « prélèvements » de vastes territoires sur la Finlande et de l'amputation du tiers de la Pologne…

3) Pour de Gaulle, comme on l'a dit, la Russie finira par digérer le bolchevisme qui n'est qu'un « accident » et un accident peut-être heureux car il a contribué à hâter l'évolution de ce pays vers l'Occident[14]. Et il ne voit pas non plus dans l'Union soviétique une « réalité fondamentalement neuve[15] ».

> Ce n'était pas, écrit Annie Kriegel, par coquetterie de langage mais pour faire délibérément sens que le général de Gaulle s'obstinait à parler de la Russie – la Russie éternelle, la Sainte Russie – et non pas l'Union soviétique. Pour le Général, pas de doute possible : l'Union soviétique n'était qu'un masque au-dessous duquel l'Empire russe continuait de vivre de sa vie habituelle, en fonction des besoins qui, de tout temps, avaient été les siens et notamment du besoin d'être en Europe l'allié de la France contre la menace que faisaient peser sur lui les appétits des puissances centrales, en particulier de l'Allemagne. Fort de sa conviction qu'il n'y avait dans le monde des relations internationales que des nations, d'ailleurs en nombre limité et défini, dont procédaient des États, eux aussi dans la pleine acception du terme, en nombre limité et défini, le général de Gaulle était par là conduit à n'accorder qu'un statut instrumental ou mystificateur ou précaire aux idéologies dont il faisait au mieux d'humbles servantes de l'intérêt national[16].

Cette façon de raisonner, de Gaulle la doit à sa formation : il a été élevé avant 1914 « au plus haut du monde des nations » ; à son tempérament : plus mystique qu'idéologue, il raisonne naturellement à l'aide de grandes catégories métaphoriques (d'ailleurs, ne fonde-t-il pas sa propre action sur la distinction qu'il introduit entre la France éternelle qu'il incarne et l'État français qu'il combat ?) ; à son sens de la realpolitik : les intérêts des

peuples transcendent les régimes politiques et dessinent une possible communauté de destin entre des pays provisoirement séparés par l'idéologie.

Le 12 avril 1939, dans un discours à la salle Pleyel, Georges Cogniot, le représentant du PCF auprès de l'Internationale communiste à Moscou au cours des années 1936-1937, avait pourtant prévenu : « Les travailleurs appuieront éventuellement toute guerre qui accélère la victoire du prolétariat mondial dont les intérêts coïncident entièrement avec ceux de l'Union soviétique, pays du socialisme vainqueur, patrie de tous les travailleurs. »

C'était pour la première fois, et en une phrase, ainsi que le remarque Stéphane Courtois, lancer l'idée que dans la nouvelle conjoncture internationale, le communisme pourrait progresser grâce à la force militaire de l'URSS au cours d'une guerre. Quelques mois plus tard, l'idée devait trouver une concrétisation brutale avec l'annexion d'un certain nombre de pays (États baltes, etc.).

En juillet 1941, malgré cet avertissement et malgré le changement de régime que subit inévitablement un pays occupé par les Soviétiques, de Gaulle continue donc à voir dans l'Union soviétique une Russie qui a seulement changé de nom et non, comme le dit Raymond Aron, un « autre projet dont l'essence n'est d'ordre ni rationnel ni étatique ». Les prétentions expansionnistes que Staline formulera encore plus ouvertement à partir de 1942 n'amèneront pas de Gaulle à changer sa conception des choses avant, nous l'avons vu, juillet 1947.

Ce machiavélien qui sait d'instinct que la politique est rapport de force reste-t-il un homme du XIX^{e} siècle en ce qu'il ignore ou veut ignorer – malgré ses manifestations aussi évidentes que brutales (Allemagne nazie, Russie communiste, Italie fasciste, etc.) – l'irruption de l'idéologie dans l'histoire ?

À Paris et à Londres, écrit Alfred Fabre-Luce, on n'a jamais réussi à admettre l'existence en Russie stalinienne d'une réalité essentiellement différente de la réalité politique occidentale. À Moscou, l'État était construit autour du Parti. Des appellations, qui, chez nous, désignaient des personnages considérables et relativement autonomes ne désignaient en Russie que des marionnettes sans importance […]. Incapables de concevoir le règne absolu d'un parti et d'un homme sur ce parti, les Occidentaux ne concevaient pas davantage qu'une politique pût être résolument « objective », c'est-à-dire parfaitement cynique. Leur propre machiavélisme était tempéré par toute une civilisation juridique, morale, chrétienne. Ils croyaient à leur vocabulaire démocratique. Staline ne faisait que s'en servir (par moments). Le mot « socialiste » avait dans leur histoire des résonances libérales dont

ils faisaient bénéficier le premier pays collectiviste. Ils refusaient de voir que le socialisme de l'Est n'est pas « à gauche » mais « au-dehors » de leur éventail politique[17].

4) Enfin l'alliance avec le Kremlin est un moyen d'obtenir le ralliement des communistes français au gaullisme. De même qu'il néglige le fait que l'impérialisme soviétique ajoute au panslavisme russe ces deux traits fondamentaux que sont des objectifs illimités et la guerre permanente, de Gaulle s'interdit de voir que le fait soviétique est en réalité « une simple pièce, une pièce certes première, primordiale, centrale, motrice, mais une pièce d'un système qui compte beaucoup d'autres pièces, à savoir le système communiste mondial. Un système qui, en lui-même, n'est pas exclusivement territorial et bien moins encore purement étatique. Mais un système qui se déploie dans une pluralité de champs : le champ théorique, le champ stratégique, le champ politique et le champ institutionnel[18] ». On pourrait ajouter : le champ culturel.

De Gaulle ignore-t-il le système communiste mondial ? Certainement pas. En tout cas, il en connaît les traits les plus saillants ; il n'est d'ailleurs pas besoin d'être un fin politique pour s'être aperçu de l'absolue discipline des dirigeants du parti communiste français à l'égard de l'URSS après la signature du pacte germano-soviétique et pour ne pas en avoir tiré la conclusion que cette discipline ne s'explique que parce qu'elle est la condition même de survie du PCF qui n'est d'ailleurs – c'est alors son titre – que la Section française de l'Internationale communiste…

Alors ? Connaissant ce lien espère-t-il cependant pouvoir jouer du PCF contre l'URSS, ou vice versa, et grâce à ses capacités manœuvrières dissocier ces deux forces indissolublement liées ? Ou bien compte-t-il que l'alliance qu'il contracte avec le Kremlin sera suffisamment solide, suffisamment étroite, pour que le PCF ne cherche pas à lui nuire ?

Dans les deux cas, le jeu est particulièrement dangereux. En effet, toute question d'idéologie mise à part, quelles ont été jusqu'ici en matière de relations internationales les initiatives de Staline à qui de Gaulle propose une alliance secrète en ce jour de juillet 1941 ?

Essentiellement deux pactes : le pacte franco-soviétique de 1935 et le pacte germano-soviétique de 1939.

Des précédents peu encourageants

Le 2 mai 1935, à 18 h 30, dans le salon de l'Horloge au Quai d'Orsay, Pierre Laval et l'ambassadeur Vladimir Potiemkine ont signé un accord franco-soviétique d'assistance mutuelle valable pour cinq ans et renouvelable par tacite reconduction. La signature du pacte a été suivie d'échanges de missions d'observateurs militaires. Très vite cependant, les Soviétiques ont montré qu'ils avaient une conception bien particulière de l'alliance. Une série d'indices alertent les milieux dirigeants français :

– En juillet 1935, le ministre de la Guerre, le colonel Fabry, s'entend dire par l'ambassadeur Potiemkine : « Pourquoi la guerre nous effraierait-elle ? La Russie des Soviets est sortie de la dernière guerre, l'Europe des Soviets sortira de la prochaine. »

– Après la condamnation par la SDN de l'Italie pour son invasion de l'Éthiopie (1935), l'URSS affirme sa liberté d'action en fournissant à l'Italie les matières premières stratégiques dont les sanctions économiques décidées à Genève visaient à la priver.

– Au lendemain de la remilitarisation de la Rhénanie (1936), Molotov, désavouant publiquement Litvinov, son ministre des Affaires étrangères, qui présente ce coup de force d'Hitler comme la marque d'une volonté hégémonique de l'Allemagne, déclare : « La tendance dominante déterminant la politique du gouvernement soviétique permet de penser qu'une amélioration des relations germano-soviétiques est possible. »

– En juin 1938, Litvinov pose tout à trac la question suivante à l'ambassadeur Robert Coulondre : « Que ferait la France, alliée de la Pologne, au cas où celle-ci, ayant attaqué la Tchécoslovaquie pour lui reprendre Teschen, se trouvait à son tour attaquée par l'URSS ? » « Poser la question, c'est la résoudre », répond prudemment Coulondre qui comprend alors que l'URSS n'exclut pas une attaque contre la Pologne. Or comment pourrait-elle le faire sans une entente préalable avec l'Allemagne ?

Cette entente, ce sera, un an plus tard, la signature du pacte germano-soviétique du 23 août 1939, lequel pacte (que Fabre-Luce décrit comme « la chasse en commun de deux loups ») introduit, selon Maxime Mourin, « dans la conjoncture internationale un élément de soudaine brutalité, de "réalisme" impitoyable, une absence de scrupules à l'égard des sentiments des peuples[19] ».

L'article 2 du traité germano-soviétique dit : « Au cas où l'une des parties contractantes serait l'objet d'un acte de guerre de la part d'une autre puissance, l'autre partie n'assistera sous aucune forme cette tierce

puissance » ; et l’article 4 : « Les deux parties contractantes s’engagent à ne participer à aucun groupement de puissances dirigé directement ou indirectement contre l’autre partie. »

« Ainsi, explique Mourin, se trouvait exclue toute possibilité d’assistance mutuelle avec participation de l’URSS contre l’agresseur allemand. L’Union soviétique renonçait à la sécurité collective dont elle s’était faite la récente et véhémente championne. Mais la façon abrupte avec laquelle ce traité avait été rendu publique laissait entendre qu’il était assorti de compléments secrets dont on ne tarderait pas à connaître l’emploi. »

En effet : moins d’un mois plus tard, le 17 septembre, violant les promesses de soutien contenues dans les accords russo-polonais (notamment celui du 28 novembre 1938), l’Armée rouge pénétrait à son tour en Pologne.

> La France, écrit Mourin, avait déclaré la guerre à l’Allemagne parce que celle-ci avait attaqué et envahi la Pologne alliée de la France. Allait-elle déclarer la guerre à l’URSS ? C’eût été dans la logique de son traité avec Varsovie. Mais en vérité, personne n’y songeait, pas plus à Paris qu’à Londres. Il suffisait aux démocraties d’avoir le Reich sur les bras […]. Il n’en restait pas moins que l’URSS s’était livrée à une agression contre la Pologne au moment où celle-ci se trouvait aux prises avec la Wehrmacht, qu’avec la complicité d’Hitler elle rétablissait ses frontières sur la ligne Curzon, satisfaisant ainsi ses principales revendications territoriales à l’Ouest, qu’elle s’apprêtait, grâce aux accords conclus avec le Reich, à reprendre possession des États baltes. Il s’agissait incontestablement d’un acte prémédité à des fins de conquête, perpétré avec la collaboration de l’Allemagne hitlérienne[20].

Le 29 septembre, la Pologne étant rayée de la carte, Staline n’avait pas hésité non plus à lancer conjointement avec Hitler une proclamation affirmant le désir de mettre fin à la guerre et à déclarer que « si les démocraties s’y refusaient, elles seraient responsables de la poursuite des hostilités ».

Il ne suffisait donc pas à Staline de trahir ses alliés, il fallait aussi qu’il les narguât…

Il devait y avoir encore de nouvelles étapes dans l’escalade : non content d’apporter son aide à Hitler, Staline entreprenait de saper la défense de la France en lançant le PCF dans une double action de défaitisme et de sabotage dans les usines de guerre. Aux ordres, comme nous l’avons vu, le PCF s’était rué dans une agitation générale, ce qui avait amené le gouvernement français à le dissoudre le 26 septembre 1939.

Le 30 novembre de la même année, « avec le consentement plus ou moins forcé du Reich », Staline montrait spectaculairement à ceux qui en doutaient encore qu'il ne visait qu'à s'assurer des avantages territoriaux à la faveur de la crise internationale, en lançant l'Armée rouge sur la Finlande. Après une héroïque résistance de quatre mois, le gouvernement d'Helsinki était contraint d'accepter les conditions soviétiques et de signer le 12 mars 1940 un traité de paix donnant à l'URSS les satisfactions attendues.

De la droite à la gauche, l'indignation était générale. « Pour ma part, j'estime capital de casser les reins à l'URSS en Finlande ou ailleurs », écrivait Weygand à Gamelin le 21 février. *Le Temps* proclamait le 28 mars : « Amis de nos ennemis, l'URSS est, qu'on le veuille ou non, notre ennemie. Envisager enfin les relations franco-russes et anglo-russes, comme la Russie les envisage elle-même, ne sera pas donner à l'Entente une ennemie que l'Entente a déjà, ce sera tout simplement combattre cette ennemie, c'est-à-dire faire la guerre à Hitler et, tout simplement, faire la guerre tout court. Qu'on s'y décide et qu'on s'y décide vite ; il n'y a plus rien à perdre et l'on ne peut qu'y gagner. »

Même Léon Blum appelait à la résistance dans *Le Populaire* du 7 avril : « Ce n'est pas aux Alliés de prendre l'initiative d'une guerre avec qui que ce soit, mais il ne faut pas que les Soviets puissent infléchir les actions et les décisions des Alliés. L'événement devra être pris comme il viendra, il ne devra être ni recherché ni évité. »

Pendant ce temps, la collaboration économique entre l'URSS et l'Allemagne s'intensifiait ; les livraisons russes de céréales, de matières premières et de produits pétroliers rendaient presque inefficace le blocus de l'Allemagne pratiqué par la France et l'Angleterre. Les relations entre les deux dictateurs étaient si étroites[21] que le 18 juin 1940, quelques jours à peine après que Paris eut été déclaré « ville ouverte » et presque au moment où de Gaulle lançait son « appel », Staline – comme nous l'avons vu – adressait au Führer ses vives félicitations à l'occasion de la victoire allemande sur la France. Et il expulsait les représentants à Moscou des petits pays occupés par Hitler. Puis, en avril 1941, il se précipitait à la gare pour serrer sur son cœur l'attaché militaire allemand en lui disant : « Nous resterons vos amis contre vents et marées ! » Enfin, il profitait de la mise hors jeu de la France et du repli de l'Angleterre sur son île pour annexer les États baltes (30 août), la Bessarabie et la Bucovine du Nord (2 juillet 1940).

Si le Staline idéologue reste peut-être indéfinissable aux yeux des Occidentaux, le Staline « impérialiste », lui, est parfaitement reconnaissable : sa volonté d'expansion est en effet aussi patente que sa manière de procéder est cynique. Roosevelt, Churchill et de Gaulle savent donc parfaitement à quoi s'en tenir.

La précipitation des uns et des autres, après l'invasion de l'URSS, à rechercher l'alliance avec le tsar rouge se justifie pleinement sur le plan stratégique. À condition toutefois de ne pas oublier que ce n'est pas par sa propre volonté mais par celle d'Hitler que Staline se trouve maintenant dans le camp des adversaires du Reich et, qu'en conséquence, cette solidarité de fait n'est pas un gage pour l'avenir. En outre, si les Anglo-Saxons peuvent sans grands risques, en raison de leur puissance, s'allier à Staline, il n'en va pas de même pour de Gaulle qui ne dispose que des faibles moyens obligeamment offerts par la Grande-Bretagne et qui ne peut donc en aucun cas traiter d'égal à égal avec le maître du Kremlin. Staline est en position de demandeur vis-à-vis des Anglo-Saxons ; de Gaulle, lui, est en position de demandeur à la fois vis-à-vis des Anglo-Saxons et vis-à-vis des Soviétiques : de cette double faiblesse, sans doute entend-il faire une force en jouant les uns contre les autres. Projet ambitieux.

Nommé par Vichy ambassadeur à Moscou, Gaston Bergery, ancien député radical-indépendant et ex-époux de la fille du premier ambassadeur de Russie soviétique à Paris, Krassine, avait déclaré en mai 1941 à Molotov et à Kalinine que la France désirait s'intégrer dans le nouvel « ordre européen pacifique » et souhaitait que la Russie fît de même « parce qu'elle appartient effectivement à l'Europe et qu'elle doit tenir sa place dans l'ordre nouveau où la France ne veut admettre l'hégémonie d'aucun État et qui n'est dirigé contre personne ». Tout comme Laval « veut sauver la France en la faisant entrer dans le bloc continental européen grâce à une collaboration loyale avec l'Allemagne et l'Italie », de Gaulle envisage donc lui aussi de la sauver mais en la faisant entrer dans le bloc continental grâce à l'alliance avec l'URSS.

Les silences de De Gaulle

Serge Vinogradov rendra compte à Staline de l'offre d'alliance secrète de De Gaulle dans un télégramme en date du 10 août dont voici l'essentiel :

À ma question sur ce qui avait suscité le désir chez le général de Gaulle d'établir un contact direct avec le gouvernement soviétique, Jouve a dit : « Le général de Gaulle considère que ce serait utile compte tenu du fait que l'Union soviétique et la France sont des puissances continentales et qu'elles ont d'autres buts et tâches que ceux des États anglo-saxons qui sont en premier lieu des puissances maritimes. » J'ai fait remarquer que, d'après moi, nous avons déjà un but commun : la victoire sur l'Allemagne hitlérienne et que je ne pense pas que les pays anglo-saxons n'ont pas compris la tâche qui se pose à nous tous. Jouve répondit : « Cela est tout à fait exact, mais il faut penser que la victoire qui marquera la fin de la guerre posera indiscutablement à nos pays continentaux des problèmes que ne pourront pas toujours comprendre et prendre en considération les pays anglo-saxons. C'est pourquoi, selon le général de Gaulle, il serait très important que la France et l'Union soviétique aient des contacts directs. »[22]

Est-ce le fait de Jouve et de Vinogradov ? Toujours est-il que cette version diffère sur un point de la « dictée » du général de Gaulle en ce sens qu'elle fait de l'Union soviétique, et non plus seulement de la Russie, une puissance continentale au même titre que la France. Cette confusion du régime et du pays peut avoir eu pour conséquence d'accélérer la prise en compte de l'offre d'alliance gaulliste par le Kremlin.

Un fait apporte un éclairage précis sur les motivations profondes qui poussèrent de Gaulle à engager ces négociations avec le Kremlin. Géraud Jouve écrit en effet en mai 1979 dans *Les Années 40* :

Pour le chroniqueur, un point d'histoire reste obscur : dans ses *Mémoires de guerre*, de Gaulle ne mentionne que les démarches effectuées à Londres auprès de l'ambassadeur Maïski. Les Soviétiques reprennent par contre dans leur Livre blanc sur les relations entre la France libre et l'Union soviétique, *in extenso*, le texte du message qui m'avait été dicté par le général de Gaulle à Beyrouth et c'est précisément le passage de ce Livre blanc où apparaît l'opposition entre les puissances continentales et les puissances anglo-saxonnes, essentiellement maritimes, qui sera publié en feuilleton par la *Pravda* le 29 juillet 1959. Le général de Gaulle est revenu au pouvoir en 1958 et vient d'achever le premier tome de ses *Mémoires de guerre*. Les dirigeants soviétiques entendent-ils lui rafraîchir la mémoire ? On peut en avoir l'impression en lisant ce commentaire du Livre blanc repris par la *Pravda* : « On ne saurait omettre de rappeler que, durant la guerre, de Gaulle cherchait à créer des conditions devant interdire à tout jamais à l'Allemagne de reprendre les armes contre les pays démocratiques. Actuellement, de Gaulle, devenu président en France, contribue lui-même à mettre les armes entre les mains des pires ennemis de la France : les militaristes allemands. En poursuivant une orientation de la politique extérieure de la France vers une collaboration avec l'Allemagne de Bonn assoiffée de revanche, collaboration amorcée déjà avant son avènement, de Gaulle a déclaré qu'il s'agit pour la France d'une « nouvelle orientation ». Faut-il cependant rappeler que la « collaboration » franco-allemande durant la guerre eut une fin logique : la transformation de la France en colonie allemande.

Rappelons que ce texte de la *Pravda*, est publié en 1959.

Si l'interprétation de Jouve est exacte, c'est-à-dire si les Soviétiques visent en révélant en 1959 ces anciennes négociations secrètes entre le chef

de la France libre et Staline, à gêner de Gaulle, c'est, bien entendu, pour l'empêcher de réaliser son grand projet d'alors : l'union franco-allemande, base indispensable de l'Europe future dont les Soviétiques ne veulent à aucun prix.

Mais cela, toutefois, n'explique pas pourquoi de Gaulle a dissimulé dans ses *Mémoires* l'existence de ces négociations secrètes. En quoi peuvent-elles donc le gêner ? En d'autres termes, en quoi sont-elles « scandaleuses » ?

Deux réponses sont possibles. Elles sont d'ailleurs complémentaires :

Soit, lorsqu'il rédige ses *Mémoires*, de Gaulle se voit de nouveau « aux affaires » et juge que de telles révélations seraient de nature à nuire à son action future (désengagement de la France de l'OTAN, politique de détente) en accréditant la thèse des « atlantistes » selon lesquels il fait le jeu des Soviétiques.

Soit de Gaulle sait que cette négociation secrète de juillet 1941 sent le soufre, car c'est réellement qu'il a misé alors sur une communauté de destin entre l'Union soviétique et la France, communauté de destin rendue possible par le fait qu'étant « révolutionnaire » (le mot pris cette fois dans son acception politique et sociale), la guerre concourrait à l'instauration d'un régime communisant en France. Ce qui fait que la question des régimes politiques ne se posait évidemment plus…

Au fond, tout revient à savoir ce que le chef de la France libre, en juillet 1941, entend exactement par ce mot « révolution ».

On en est réduit aux hypothèses aussi nombreuses que variées. Limitons-nous aux trois suivantes :

– Le mot « révolution » éveillant alors des « harmoniques aussi vastes et profondes que le mot Providence au temps où l'Europe était encore la chrétienté[23] », de Gaulle l'utilise pour traduire cette aspiration confuse mais réelle des premiers résistants à liquider définitivement les méthodes, formations et hommes politiques du régime de la III^{e} République balayés par la défaite et à fonder une République « pure et dure » qui, selon les termes d'Henri Frenay, le chef du mouvement Combat, soit la « synthèse du socialisme et de la liberté » ; bref, une sorte de « travaillisme » avant la lettre. C'est de la même façon que les hommes de Vichy amèneront le Maréchal à parler de « Révolution nationale ».

– Le mot « révolution » n'a qu'une valeur instrumentale aux yeux de De Gaulle, pour mobiliser au service de la cause qu'il défend des hommes

qui ne sont en fait que des éléments dans son jeu.

– De Gaulle rêve, comme le dit Jean Pierre-Bloch[24] « d'être pour la France ce que Tito devait être pour la Yougoslavie et de construire le socialisme pourvu qu'il garde le pouvoir ». Et l'ancien ministre socialiste conclut : « Bien des gens autour de lui pensent encore à ce rêve : Louis Vallon, par exemple. » Ce qui plaide en faveur de cette dernière hypothèse c'est, d'une part, qu'il est difficile de penser que de Gaulle puisse envisager d'employer « gratuitement » le mot révolution sans que cela puisse constituer un engagement lorsqu'il s'adresse à Staline et, d'autre part, la rapidité avec laquelle les relations gaullo-soviétiques se sont concrétisées. Selon les propres termes de De Gaulle, la France libre est « parvenue d'un bond à nouer avec Moscou des relations d'alliance ».

Tout en s'empressant auprès de Staline, les Anglo-Saxons font montre de plus de prudence dans leurs rapports avec les Soviétiques. Le 28 juillet au soir, Harry Hopkins n'offre qu'une coopération à son hôte du Kremlin : « Ma mission, le prévient-il après les formalités d'usage, n'a pas de caractère diplomatique, je n'ai aucun pouvoir pour conclure quelque accord que ce soit ; je suis uniquement chargé d'exprimer la conviction du président Roosevelt que le plus important maintenant est de vaincre Hitler et l'hitlérisme. Le président et le gouvernement des États-Unis ont la ferme volonté d'aider l'Union soviétique dans toute la mesure du possible et le plus rapidement possible. »

Staline joue les vertueux ; il parle de « la nécessité d'un dénominateur commun entre toutes les nations en matière de morale »… « Les chefs de l'Allemagne, déclare-t-il en substance, méconnaissent la nécessité d'un semblable dénominateur commun et, par conséquent, ils représentent une force antisociale dans le monde moderne. »

« Commencer par la morale, note Jean Elleinstein, c'était évidemment très habile pour une première discussion avec les États-Unis. Hopkins ne pouvait qu'en être rassuré. Il s'agissait de faire oublier la terreur de masse, les camps de concentration, les millions de morts et le NKVD. Hopkins écrira plus tard à propos du NKVD qui l'avait accueilli à Arkhangelsk : "Ceux-ci avaient visiblement l'air de ce qu'ils étaient, ni plus ni moins que les habituels policiers en civil américains." L'air peut-être, mais pas la chanson ! On aperçoit là le puits sans fond des illusions américaines qui devait aboutir à la conférence de Yalta et à ses résultats si catastrophiques pour le monde contemporain[25]. »

Hopkins propose à Staline d'étudier d'abord les « besoins urgents » de l'URSS, puis ses « besoins en cas d'hostilité prolongée ». Le maître du Kremlin répond immédiatement et précisément : des canons antiaériens de moyen calibre avec leurs munitions, des mitrailleuses lourdes, des fusils, des bombardiers à faible rayon d'action, de l'essence à haut indice d'octane, de l'aluminium, etc.

Hopkins est fasciné. Rendant compte de ses entretiens à Roosevelt, il écrira de Staline :

> Pas une fois il ne se répéta ; il parlait net et fort comme il sait que frappent ses troupes ; il m'accueillit en quelques mots rapides en langue russe : pas de vaines paroles, pas de gestes inutiles, aucune affectation. On aurait cru parler à une machine parfaitement réglée, à une machine intelligente. Joseph Staline savait ce qu'il voulait, ce que la Russie voulait, et supposait que vous le saviez… Ses réponses étaient promptes et précises, comme s'il les avait tenues prêtes depuis des années… Nul n'aurait pu oublier l'image du dictateur de la Russie tandis qu'il me regardait partir : silhouette austère, rude, résolue, avec des bottes qui luisaient comme des miroirs, un gros pantalon bouffant et une veste bien ajustée ; il ne portait aucun insigne ni militaire ni civil. Il est trapu, râblé, comme le rêverait un entraîneur de football pour son gardien de but ; il mesure à peu près un mètre soixante-cinq, il doit peser dans les quatre-vingts kilos… s'il est toujours tel que je l'ai observé ; il ne gaspille jamais une syllabe ; il ne cherche pas à plaire ; il semble n'avoir aucune inquiétude ; il m'a offert une de ses cigarettes et pris une des miennes ; c'est un fumeur enragé. Sans doute est-ce à cela qu'il faut attribuer sa voix rauque dont il surveille attentivement la rudesse ; il rit assez souvent mais d'un rire bref et sardonique[26].

Hopkins clôt cependant ce portrait par une remarque plus amère : « Avant même que mes trois jours à Téhéran se fussent écoulés, la différence entre la démocratie et la dictature m'apparut plus clairement qu'à travers les propos d'un philosophe, d'un historien ou d'un journaliste. »

Staline charge son interlocuteur de dire à Roosevelt qu'il « accueillerait les troupes américaines sur n'importe quel point du front russe où elles relèveraient uniquement du commandement de l'armée américaine ». Faut-il que la situation soit grave pour que le tsar rouge envisage jusqu'à l'éventualité de voir stationner des troupes étrangères en URSS et sous la seule responsabilité du commandement de ces troupes !

Staline fait décidément beaucoup d'efforts pour séduire les Américains…

De Gaulle relance le Kremlin

Une semaine seulement après l'entretien Jouve-Vinogradov, de Gaulle reprend l'initiative des négociations mais, cette fois, il utilise la filière

officielle. Le 2 août, sans le prévenir de sa propre démarche auprès du Kremlin, il invite par télégramme René Cassin à aborder avec Ivan Maïski (que, selon Cassin, il continue à appeler « l'ambassadeur de Russie »), des « conversations officieuses, absolument secrètes » portant sur les points suivants :

> Primo. La Russie serait-elle disposée à entretenir des relations directes avec nous ? Dans l'affirmative, sous quelles formes pourraient-elles être établies ?
>
> Secundo. La Russie envisagerait-elle, maintenant ou plus tard, de nous adresser une déclaration au sujet de son intention d'aider à restaurer l'indépendance et la grandeur de la France, soit dans les mêmes termes que la déclaration Churchill, soit dans d'autres termes ? Nous aimerions naturellement que la Russie ajoute « intégrité » à « indépendance » et à « grandeur ».
>
> Tertio. En échange de telles déclarations, quel engagement la Russie souhaiterait-elle recevoir de notre part[27] ?

Pour donner une chance supplémentaire à ses demandes, quelques jours plus tard, le 5 août, de Gaulle salue publiquement la « magnifique résistance des armées et du peuple russes ».

Commentant ces directives du chef de la France libre, Cassin note qu'il s'agit de « questions importantes ». En effet : dans son télégramme du 24 juin, de Gaulle l'encourageait, lui et Dejean, à poursuivre leurs avances auprès des Soviétiques mais ce nouveau télégramme marque une nouvelle et décisive étape puisque – passant outre les conseils de prudence de Dayet invitant ses chefs à « attendre les propositions de l'URSS afin de ne pas provoquer de sa part des exigences exagérées » – il va jusqu'à se dire prêt à payer le prix du soutien de l'URSS et, plus encore, jusqu'à laisser aux Soviétiques le soin d'en fixer le montant (« en échange de telles déclarations, quel engagement la Russie souhaiterait-elle recevoir de notre part ? »).

De Gaulle s'impatiente-t-il de ne voir rien venir de Moscou après sa proposition d'alliance[28] ? Dans ce cas, force est de constater qu'il manifeste un empressement qui risque de le soumettre aux exigences du machiavélisme stalinien car, ainsi que le remarque Stéphane Courtois, « en alliance, les Soviétiques réclament toujours à leurs partenaires beaucoup plus que ceux-ci ne peuvent donner[29] ».

Mais ce télégramme de De Gaulle à Cassin a peut-être aussi un autre but : celui de dissimuler aux yeux de l'entourage du chef de la France libre son véritable jeu avec Staline. En effet : ce prix, cet engagement dont il attend que les Soviétiques en établissent officiellement le montant, lui-

même l'a déjà, de son propre chef et officieusement, fixé à Vinogradov. Cet engagement, ce prix, est énorme, mais il est secret. Et de Gaulle peut compter sur Staline, habitué des diplomaties parallèles et qui flanque chacun de ses ambassadeurs d'un « surveillant », pour garder le silence sur cette clause secrète de leurs relations officielles. Les choses ont été dites. Staline sait à quoi s'en tenir. Lorsqu'il prodiguera ses faveurs à la France libre, celles-ci ne seront accompagnées d'aucune exigence apparente susceptible de provoquer des réactions du côté des Anglo-Saxons et des crises de conscience chez les adjoints directs de De Gaulle.

Quoi qu'il en soit, six jours plus tard, René Cassin et Maurice Dejean sont reçus par Maïski. L'ambassadeur soviétique accueille les représentants de la France libre avec une « grande cordialité ». Il a « dépouillé la réserve dont son attitude était demeurée empreinte lors de notre visite du 28 juin », notent les deux Français. Cassin qui, semble-t-il, ignore tout des initiatives secrètes de son chef, attribue la chaleur de cet accueil à l'heureuse évolution des événements : « D'une part les armées soviétiques s'étaient ressaisies et sans avoir réussi à enrayer l'avance allemande avaient durci leur résistance, d'autre part, la rupture attendue entre Vichy et Moscou s'était produite sur l'injonction d'Hitler[30]. »

Les deux Français félicitent l'ambassadeur de la belle résistance des troupes russes et lui marquent combien ils sont sensibles à la propagande de Radio-Moscou en faveur de la France libre et de son chef. Ils l'assurent également de l'attention avec laquelle ils suivent la politique diplomatique de l'URSS sur le continent européen, notamment en faveur des puissances victimes de l'Allemagne.

Après avoir évoqué la rupture entre Vichy et Moscou, on en vient à l'objet de la visite : les représentants de De Gaulle demandent en son nom à Ivan Maïski si le gouvernement soviétique « n'estimerait pas opportun l'établissement de liens officiels entre l'URSS et la France libre ». « Sous quelle forme ? » réplique Maïski.

Les gaullistes suggèrent comme première étape une reconnaissance « calquée sur les actes par lesquels le gouvernement britannique a successivement reconnu le chef des Français libres et le Conseil de défense de l'empire ». Cassin et Dejean notent que cette suggestion « paraît intéresser » le Soviétique, qui leur pose de nombreuses questions sur la composition et les attributions du Conseil de défense, mais aussi sur les territoires, sur les effectifs, sur les ralliements en Syrie, sur le rôle respectif

de Brazzaville et de Londres dans l'organisation de la France libre, et sur la date du retour du général de Gaulle à Londres.

Nous avons été amenés, écrivent Cassin et Dejean à de Gaulle, à lui parler de la grande répercussion que les événements de Russie avaient sur la volonté de résistance française dont les manifestations se multipliaient. Nous avons également souligné l'influence considérable qu'un geste de Moscou au profit de la France libre ne pourrait manquer d'avoir sur l'ensemble du peuple français, pour qui le nom de De Gaulle était le symbole du patriotisme, et sur les éléments susceptibles de participer activement à la libération de leur pays. Au cours de la conversation, M. Maïski nous a manifesté beaucoup de compréhension. Il ne pouvait nous donner aucune réponse, mais il ne manquerait pas d'en référer à Moscou et de nous faire connaître l'attitude qui serait prise. Nous avons eu le sentiment très net que, personnellement, M. Maïski avait accueilli nos propositions avec sympathie et que son rapport à Moscou serait favorable[31].

Moscou pose ses conditions

Le 14 août, alors que Churchill et Roosevelt signent la charte de l'Atlantique et que, en France, hauts fonctionnaires, magistrats et militaires doivent prêter serment au chef de l'État, Molotov écrit à Vinogradov : « Le 13 août, nous avons informé Maïski que nous étions d'accord pour établir des relations officielles avec le général de Gaulle sur la même base que sont établies les relations entre l'Angleterre et le général de Gaulle et nous sommes d'accord pour un échange de représentants dans un avenir proche. Pour votre information, cela ne signifie pas la reconnaissance de la France libre au sujet de laquelle le général de Gaulle, lui-même, n'a pas posé la question, mais cela signifie l'établissement d'un contact officiel avec le général de Gaulle en tant que représentant des Français qui se battent contre le fascisme allemand[32]. »

Vis-à-vis de ses interlocuteurs français, Maïski va cependant affecter de ne rien connaître des intentions du Kremlin puisqu'une note de Dayet en date du 18 août sur ses contacts avec Korj et Zinchenko de l'ambassade soviétique à Londres, nous apprend que la conversation ayant porté sur l'établissement de relations officielles entre les Soviets et le général de Gaulle, il lui a été répondu que l'ambassade n'avait encore reçu à ce sujet aucune nouvelle de Moscou mais qu'elle estimait toutefois qu'une réponse parviendrait bientôt.

La raison de l'attitude soviétique est parfaitement claire : il s'agit de faire comprendre aux gaullistes que les faveurs de Moscou se méritent et qu'il n'y a qu'une façon de les mériter. Laquelle ? On l'apprend par Dayet qui précise que la conversation a ensuite porté sur les « encouragements à

apporter aux travailleurs français pour maintenir leur résistance et leur patriotisme[33] ». Le conseil des Soviétiques au chef de la France libre est donc net : il doit prendre en considération le PCF, s'il veut espérer quelque chose du Kremlin… Au même moment, à Moscou, le colonel Pierre Billotte (qui fait partie d'un contingent de Français qui se sont évadés d'un camp allemand vers la Russie et sont depuis de nombreux mois prisonniers dans ce pays) s'entend d'ailleurs proposer par André Vychinski, commissaire adjoint aux Affaires étrangères, de ramener Maurice Thorez avec lui à Londres auprès du général de Gaulle. Le Français se tire comme il peut – et plutôt bien – de cette situation délicate. Précisant qu'il donne une réponse « purement personnelle » puisqu'il n'a évidemment pas consulté le Général, il brosse un sombre tableau de la division de l'opinion publique française et de l'unité à refaire pour la libération de la France.

> Or, précise-t-il à son interlocuteur, il ne faut pas que je vous le dissimule, cette unité sera très difficile à réaliser tant le fossé est profond entre la France libre et Vichy. Ajouter à cette difficulté pourrait retarder sinon éloigner définitivement le résultat que nous cherchons. Vous admettrez, j'en suis convaincu, que si le geste accompli par M. Maurice Thorez, après les mesures prises contre le parti communiste par le gouvernement de M. Daladier, peut avoir été compris par un certain nombre de ses compatriotes, il est de fait que la majorité des Français n'a pas admis son… départ. Il n'est pas exclu qu'à une date ultérieure, impossible à fixer aujourd'hui, la présence de M. Thorez en France soit utile à mon pays. Je la crois inopportune à la France libre[34].

Vychinski a le bon goût de ne pas insister. Plus tard, à Londres, lorsque Billotte racontera l'anecdote au général de Gaulle, celui-ci approuvera sa réaction, mais en ajoutant : « Ne croyez-vous pas qu'après la formidable erreur psychologique que Thorez a commise en se comportant en communiste stalinien, ce que les trois quarts des Français n'accepteront jamais, il sera plus facile de traiter avec lui qu'avec un autre communiste ? S'il s'était laissé mettre en prison par Daladier, il aurait été infiniment plus influent et par conséquent plus difficile[35]. »

Les gaullistes sont donc toujours prévenus : les intérêts du PCF sont ceux de l'Union soviétique qui, par l'intermédiaire de Georges Dimitrov, le patron de la III^{e} Internationale (Komintern), a donné l'ordre aux dirigeants communistes des pays occupés par l'Allemagne de déclencher partout l'insurrection[36] dans le but de desserrer l'étau allemand à l'Est[37].

Le 29 juillet, *L'Humanité* a proclamé : « Que faut-il pour aider l'URSS et la Grande-Bretagne à écraser Hitler ? Pour hâter l'heure de la libération

de la France ? Du sabotage, encore du sabotage, toujours du sabotage ! » Et le 15 août, le journal communiste a appelé encore plus clairement à la « lutte armée » : « Francs tireurs de 1941, debout pour chasser l'ennemi du sol sacré de la patrie ! C'est le moment, car nos frères de l'Armée rouge retiennent en URSS l'essentiel des forces hitlériennes. »

Les « encouragements » que les gaullistes sont invités par les Soviétiques à apporter aux « travailleurs français pour maintenir leur résistance et leur patriotisme » ont donc une traduction concrète : déclenchement de l'insurrection nationale. La récompense suivra. Dayet poursuit en effet : Korj et Zinchenko « estiment qu'il sera possible, aussitôt que des relations normales auront été établies entre les Soviets et la France libre, de mettre au point une déclaration conjointe qui pourrait être lue à la radio à l'adresse du peuple français. Les termes devraient être rédigés de façon à montrer que les Soviets entendent ne pas intervenir dans les affaires intérieures de la France[38] ».

« Mes interlocuteurs, conclut Dayet, semblaient assez nerveux et m'ont paru assez inquiets de la tournure prise par les événements militaires sur le front oriental. »

Les Soviétiques ont en effet quelques raisons d'être inquiets. Le lendemain 19 août, les Allemands s'emparent de Kiev et de toute l'Ukraine. En France, ce même jour, deux jeunes communistes arrêtés à la suite d'une manifestation sont fusillés par les occupants.

L'URSS est prête à reconnaître la France libre

Pour faire connaître sa réponse à de Gaulle, Staline va utiliser à la fois la filière officielle et la filière secrète.

Le 20 août, au moment même où Vinogradov convoque Jouve[39], Maïski convoque Dejean. L'ambassadeur soviétique à Londres fait savoir au directeur des Affaires politiques de la France libre qu'il a reçu les directives de Moscou : le gouvernement soviétique est prêt à reconnaître la France libre « dans toute la mesure où elle est reconnue par le gouvernement britannique ». Maïski est chargé d'arrêter les modalités de cette reconnaissance avec les gaullistes. Il envisage un échange de lettres qui pourrait avoir lieu dès le début de la semaine suivante. Conformément aux instructions de De Gaulle, Dejean suggère que « dans ces lettres soit mentionnée à la charge du gouvernement soviétique la promesse de

contribuer à la restauration de la grandeur et de l'indépendance de la France », tandis que la France libre s'engagerait à « continuer la lutte aux côtés des Alliés et de l'Union soviétique jusqu'à la victoire ».

Précipitation ou prudence ? Toujours est-il que Dejean « oublie » de mentionner le terme « intégrité » que le général de Gaulle avait souhaité voir figurer aux côtés de ceux de « grandeur » et d'« indépendance »…

Maïski accueille favorablement la suggestion de Dejean. Il demande communication des divers documents publics établissant les rapports politiques, économiques et militaires de la France libre avec la Grande-Bretagne afin de s'en inspirer pour rédiger le texte qu'il proposera bientôt aux FFL. Il tient à s'assurer que, d'ici là, la personne qui sera désignée par le général de Gaulle au nom de la France libre, reçoive de ce dernier l'autorisation nécessaire. Dejean lui indique que cette personne sera probablement le professeur Cassin en sa qualité de secrétaire permanent du Conseil de défense.

« Du point de vue de la politique générale et de la propagande, télégraphie aussitôt Dejean à de Gaulle, il y aurait certainement avantage à ce que la lettre à Maïski fût signée par vous personnellement. D'un autre côté, il importe de profiter des bonnes dispositions des Russes qui paraissent désireux d'aboutir rapidement. Cette considération doit, semble-t-il, l'emporter. M. Maïski ayant parlé du début de la semaine prochaine, il serait bon que vous donniez par télégramme à votre représentant, une procuration dont il aurait fait état dans un échange de lettres[40]. »

Les communistes français passent à la lutte armée

Le lendemain 21 août, pour venger l'exécution des deux militants communistes, Tyszelmann Szmul et Henry Gautherot, Pierre Georges qui deviendra célèbre sous le nom de « colonel Fabien » et qui, malgré son jeune âge, est un « ancien » des Brigades internationales, abat de deux coups de son revolver 6,35 un militaire allemand à la station de métro Barbès. C'est le premier attentat à Paris contre les forces d'occupation. Les Allemands ripostent le 27 par l'exécution de cinq militants communistes et le 29 par celle de trois « gaullistes », dont le lieutenant Honoré d'Estienne d'Orves envoyé en mission en France par le BCRA, les services secrets de la France libre.

C’est le début de ce que l’on appellera la « politique des otages », et c’est ce qu’attendait la direction communiste.

En suscitant le cycle provocation-répression, écrit Stéphane Courtois, le parti cherche à créer un choc psychologique chez tous les Français, à réveiller en eux la vieille haine nationaliste du « Boche », à creuser définitivement le fossé entre Français et occupant, en appelant à la haine sacrée contre l’envahisseur. Mais si, au début, la campagne terroriste est censée correspondre aux nécessités de la lutte de libération nationale, elle nous semble, en août 1941, relever avant tout du devoir pour la direction communiste française de prouver en actes, même symboliques, sa fidélité à Staline et sa solidarité avec l’URSS en guerre[41].

C’est bien ainsi que la majorité des Français comprennent alors la tactique communiste. La politique allemande des otages se retourne pour finir contre le PC dont l’isolement s’accroît et dont les divisions, au sein même de l’appareil, s’intensifient.

C’est avec une sombre fierté, écrit de Gaulle dans ses *Mémoires,* que nous apprenions ces actes de guerre individuellement accomplis, moyennant des risques immenses contre l’armée de l’occupant. Mais, pour d’élémentaires raisons de tactique guerrière, nous estimions que la lutte devait être dirigée et que, d’ailleurs, le moment n’était pas venu d’entamer le combat au grand jour dans la métropole. Le harcèlement de l’ennemi, puis l’engagement en des points choisis de nos forces de l’intérieur, enfin le soulèvement national que nous voulions obtenir un jour auraient une efficacité puissante à condition de former un tout et d’être conjuguées avec l’action de l’armée de libération.

Argument très réel que celui de l’efficacité militaire pour condamner les actes de terrorisme (en outre, de Gaulle sait ce que réservent les lois de la guerre à ceux qui combattent sans uniforme), mais, fut-il le seul à inspirer l’attitude négative qu’eut par la suite le général de Gaulle à l’égard de tels actes ? En réalité, la « sombre fierté » qu’éprouve alors le chef de la France libre à l’annonce des actes de « terrorisme » commis par les communistes s’accompagne d’une légitime inquiétude de se voir déposséder d’une partie de son prestige : en passant du symbolique qu’il incarne, lui, de Gaulle depuis juin 1940, au concret que les communistes prétendent désormais assumer, la Résistance ne risque-t-elle pas aujourd’hui de lui échapper ?

Condamner le terrorisme risque toutefois, de Gaulle le sait depuis l’entretien Dayet-Korj-Zinchenko du 18 août, de freiner le processus en cours entre la France libre et l’Union soviétique, car l’ordre de « lutte armée » vient de Moscou. L’Internationale communiste (Komintern) a en effet diffusé à tous les pays occupés les consignes suivantes :

L’heure a sonné où les communistes doivent engager un combat ouvert avec le peuple contre l’envahisseur. Sans perdre un instant, organisez des détachements de partisans et commencez une guerre de partisans derrière les lignes ennemies. Mettez le feu aux usines de guerre, aux munitions, aux stocks de carburants, aux aérodromes. Attaquez et détruisez les chemins de fer, le réseau téléphonique et télégraphique ; interdisez les transports de troupes et de munitions ou de tout autre matériel de guerre. Organisez les paysans pour qu’ils cachent leur grain et mènent leur bétail dans les bois. Il est absolument essentiel d’utiliser tous les moyens possibles pour terroriser l’ennemi et lui faire sentir qu’il est assiégé[42].

Que faire alors ?

D’abord laisser croire aux communistes que leur action terroriste est bien vue de Londres. Mais le leur laisser croire seulement. Pour cela, le génie gaullien de l’ambiguïté trouve la formule appropriée. Le 18 septembre, à la radio de Londres, dans un discours au ton général très dur contre « l’ennemi et les traîtres de Vichy en lutte ouverte contre le peuple français », de Gaulle proclamera : « La France, toute la France, se redresse dans la Résistance en attendant qu’elle le fasse dans la vengeance organisée ! »

Ainsi de Gaulle fait savoir officiellement qu’il approuve la « vengeance » (mot particulièrement sensible aux oreilles des communistes qui viennent de perdre sept des leurs), mais précise, en même temps, qu’il convient de l’« organiser »…

Que faire encore ? Gagner du temps jusqu’à la reconnaissance définitive de la France libre par l’URSS. Si, dans ses *Mémoires*, de Gaulle, comme on l’a vu, assortit ses louanges du terrorisme d’un blâme immédiat, il en fut autrement dans la réalité : son blâme du terrorisme ne surviendra en fait que deux mois plus tard : le 23 octobre exactement.

Le 23 août, Maurice Dejean adresse à Ivan Maïski un exemplaire des principaux documents qui règlent les rapports entre le gouvernement britannique et le chef des Français libres et du Conseil de défense. À savoir :

– Le communiqué du 28 juin, annonçant que le gouvernement britannique reconnaît le général de Gaulle comme chef des Français libres.

– L’échange des lettres en date du 7 août 1940 entre Winston Churchill et le général de Gaulle.

– L’accord du 7 août 1940 concernant la constitution et l’emploi des Forces françaises libres (FFL).

– L’ordonnance du 27 octobre 1940 instituant le Conseil de défense de l’empire pour « exercer dans tous les domaines la conduite générale de la

guerre ».

– L’accord économique et financier du 19 mars 1941.

Nous serions heureux, précise en conclusion Dejean, que la reconnaissance que le gouvernement soviétique est disposé à nous accorder portât sur le général de Gaulle comme chef des Français libres ainsi que sur le Conseil de défense de l’empire. Nous attacherions également un grand prix à ce que le gouvernement soviétique voulût bien, comme l’a déjà fait le gouvernement britannique, promettre de contribuer à « assurer la restauration intégrale[43] de l’indépendance et de la grandeur de la France ». De notre côté, nous sommes disposés à contracter, au nom de la France libre, l’engagement de continuer la lutte aux côtés de la Russie soviétique et de ses alliés jusqu’à la victoire contre l’ennemi commun et de travailler à cette victoire par tous les moyens ou commodités à notre disposition. À cet égard, je crois devoir mentionner l’utilisation éventuelle des territoires sous notre contrôle pour le passage du matériel de guerre américain, en particulier des avions qui pourraient transiter par l’Afrique et le Proche-Orient à destination de la Russie.

Officiellement donc, le prix que la France libre paie à l’URSS pour sa reconnaissance se limite à deux choses : la promesse de continuer la lutte à ses côtés jusqu’à la victoire contre l’ennemi commun, et la possibilité d’utiliser les territoires contrôlés par les gaullistes pour faciliter les fournitures de matériel américain aux Soviétiques. Et, pas plus que les Alliés, l’entourage du général de Gaulle ne connaîtra l’offre d’alliance secrète à Staline pour régler de conserve les problèmes européens après la guerre.

L’Humanité ***appelle à la formation d’un gouvernement d’union***

En France, en ce début septembre, la tension monte brusquement. L’action y est surtout menée par les groupes armés de la Résistance communiste. « Elle se poursuit, précise Henri Noguères, sur un double terrain : les attentats individuels contre les soldats allemands et les sabotages visant à réduire le potentiel militaire de l’occupant en détruisant l’infrastructure dont il se sert[44]. » Conséquence : les exécutions d’otages se multiplient.

Le 4, alors que le premier contingent de la LVF part pour la Pologne, *L’Humanité* clandestine lance un appel chaleureux aux gaullistes après l’attentat contre Déat et Laval commis la semaine précédente par Paul Collette, qualifié de « jeune patriote gaulliste ». Le jour suivant, Marcel Gitton (ancien dirigeant communiste qui a suivi Doriot au PPF) est assassiné.

Début septembre, se souvient Henri Frenay, Henri Bollier m'a apporté un tract contre Vichy et l'occupant. Il est signé « Le Front national pour la Libération, la Renaissance et l'Indépendance de la France ». Voilà donc un nouveau mouvement… encore un ! C'est le deuxième après « Libération » dont le titre veut donner à croire qu'il parle au nom de toute la Résistance. Mais que représente-t-il ? que regroupe-t-il ? Pour le moment, aucune région ne m'a signalé son existence. Ronéotyper un tract est une chose, créer un mouvement en est une autre… Depuis plus d'un an, nous en faisons l'expérience, mais le style, la façon de parler de l'Armée rouge, prouvent que l'inspiration est communiste. L'évidence m'apparaît. Cette organisation nouvelle vise à être ce que, à l'école des cadres du parti, à Bobigny, on appelle une « courroie de transmission », c'est-à-dire un groupement qui, en dissimulant son obédience communiste, rassemble, autour d'un thème sensible à tous les Français, des hommes et des femmes de toutes conditions. La direction de ce groupement restant aux mains du parti, il peut, à travers lui, étendre sa propagande à des milieux que le PC ordinairement n'atteint pas et le faire ainsi servir à ses propres fins.

Frenay juge cette tentative naissante dangereuse. Faut-il la passer sous silence ou la dévoiler ? Finalement, il opte pour la deuxième solution et dans *Vérités* du 25 septembre il fait paraître un article sur le Front national :

« … Le front antiallemand que Moscou veut constituer, nous l'avons pratiquement réalisé. Dans nos rangs sont mêlés des hommes de tous les anciens partis pour qui la défaite a été un examen de conscience sincère. Il en est qui viennent de l'Action française, d'autres du parti communiste. Quand il s'est agi de défendre notre sol, Thorez a déserté et sa propagande rejoignait celle du Dr Goebbels pour tenter de démoraliser la France. Cela, nous ne l'oublions pas : sa tentative d'aujourd'hui consiste à exploiter le plus pur patriotisme pour le plus grand bien des Soviets[45]. »

À Londres aussi, le général de Gaulle suit la progression de la violence qui sera marquée le 16 septembre par un nouvel attentat à Paris et, le 20, par l'exécution de douze otages par les Allemands. Entre-temps, les relations entre la France libre et les communistes français prennent un tour nouveau avec la parution, le 11 septembre dans *L'Humanité*, d'un article intitulé : « Place à un gouvernement d'union nationale ». Ce qui signifie l'abandon par le PC de l'idée de « gouvernement populaire » lancée quelques semaines plus tôt et sa volonté de faire pièce à de Gaulle sur le territoire métropolitain…

En ce qui concerne l'Union soviétique, certains gaullistes redoutent qu'elle affiche trop vite et trop publiquement son soutien à la France libre. Ainsi, le général Catroux télégraphie le 9 septembre à Cassin : « Le gouvernement de l'URSS est d'accord pour échanger prochainement des représentants. J'attire votre attention sur le fait qu'il envisagerait avantage à voir des observateurs civils et militaires en Russie : l'administration de

Vichy n’y est plus représentée et il ne faut pas laisser place vide. Il y aurait de graves inconvénients, par contre, à ce que les Soviets soient le premier pays à nous reconnaître officiellement[46]. »

Il n’est pas sûr que de Gaulle, lui, y voie un inconvénient : le 18 septembre, pour la première fois, il parle de « démocratie » : « Et quand les démocraties devront refaire le monde sur les bases sacrées de la liberté humaine, de la souveraineté des peuples et de la coopération des nations, alors on pourra voir aussi ce qu’est et ce que veut la France. » Une réponse à sa façon à l’invitation des Soviétiques de prendre en compte les « travailleurs » français ? Sans doute, mais aussi l’intention de rassembler large autour d’un même enjeu.

D’autres font moins dans la nuance et ont même plutôt tendance à pousser à la roue. C’est notamment le cas de Dejean qui, le 21 septembre, ordonne au haut-commissaire à Brazzaville et à Beyrouth :

> Veuillez radiodiffuser le commentaire suivant de Radio-Moscou : « La politique militaire russe ne consiste pas à conserver des territoires mais à infliger le maximum de pertes à l’ennemi et à détruire ainsi systématiquement l’armée allemande. Une ville perdue peut être reconquise mais les Allemands tués ne ressusciteront pas. Dans cette guerre, ce sont les réserves qui emporteront la décision ; si les Russes poursuivent leur tactique, les réserves allemandes seront rapidement épuisées ; en revanche, les réserves et les ressources de la Russie soviétique, de l’Empire britannique et des États-Unis sont inépuisables. La prochaine conférence de Moscou entre ces trois puissances fixera le meilleur usage de ces ressources et de ces réserves. »

Le bras de fer de Gaulle-Duclos

Inquiet de la volonté affirmée des communistes français de créer un gouvernement d’union nationale qui siégerait sous leur égide, de Gaulle décide de riposter par la création d’une sorte de gouvernement. Le 23 septembre, il annonce la constitution du Comité national français (CNF) :

> Il faut que la France libre s’organise de manière à pouvoir exprimer la volonté de la France à faire valoir ses intérêts, à rassembler toutes les résistances françaises au-dedans et au-dehors, et à se préparer au devoir qui lui incombe en France même et dans l’empire à mesure de la Libération. C’est pour cette raison que se constitue ici, demain, un Comité national, équipe d’hommes déjà éprouvés dans la lutte pour la patrie, hommes de diverses origines et opinions, et qui font abstraction de toutes leurs préférences au profit de l’union nationale. Ce comité, présidé par moi-même, sera associé avec moi aux responsabilités du pouvoir. Nous y gardons d’avance une place à d’autres Français actuellement en France, c’est-à-dire détenus par l’ennemi et par ses collaborateurs et dont nous savons que dans la mesure de leurs moyens ils s’efforcent, avec nous, d’organiser la Résistance française.

De Gaulle oppose donc aux communistes des arguments radicaux puisqu'il considère qu'il n'existe pas en ce moment de représentant légitime de la nation et que seule peut exister une « autorité de fait, gérant provisoire du patrimoine national, délégation intérimaire de la nation ». D'autre part, il revendique le privilège de l'antériorité pour présider à cette délégation de pouvoirs (« équipe d'hommes déjà éprouvés dans la lutte pour la patrie »). « Les divergences sont donc totales avec le PCF quand elles ne sont pas vexatoires à son égard, écrit Stéphane Courtois. Le Général possédait un sens très aigu des rapports de force… Dès ce moment, la lutte pour l'hégémonie dans la Résistance française est ouverte entre de Gaulle et les communistes. Elle débute par un premier échec des communistes… »

Sans doute s'agit-il d'un échec pour les communistes mais, pour de Gaulle, ce n'est guère qu'une demi-victoire, car l'isolement du PCF et sa faiblesse physique ne donnaient guère de chances à son initiative. En outre, cette demi-victoire peut être grosse de dangers pour de Gaulle s'il croit dès lors pouvoir manœuvrer les communistes à sa guise.

Évoquant la lutte qui vient de s'ouvrir entre le chef de la France libre et la direction communiste, Stéphane Courtois admet que « d'aucuns pourraient conclure à l'irréalité de ce jeu politique du fait de l'absence de contact direct entre des partenaires qui s'adressent l'un à l'autre à l'aveuglette », par l'intermédiaire de la BBC et des journaux clandestins et que les combattants à la base ont ignoré ces controverses et leurs enjeux. Mais il se dit persuadé « qu'au sommet, réduit à un seul homme de chaque côté, de Gaulle et Duclos, les tenants et les aboutissants politiques et stratégiques de la controverse étaient au centre des préoccupations des deux hommes : l'un, servi par ses dons d'analyse et de prévisions, sa foi dans sa mission personnelle, le second fort bien renseigné et orienté par les instructions et rapports radio-télégraphiques de Moscou ».

À l'isolement politique, s'ajoute pour le PCF la répression féroce des Allemands ; répression soutenue par Vichy, isolement malgré tout relatif puisque, sur le plan international, l'URSS adhère le 24 septembre à la charte de l'Atlantique et précise même, à l'occasion, sa conception du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

« L'Union soviétique, proclame Ivan Maïski, a toujours observé, comme elle continue à le faire dans sa politique étrangère, le plus profond respect à l'endroit de la souveraineté des peuples et elle s'en remet toujours au principe de l'autodétermination. Elle défend donc le droit des peuples à

leur indépendance nationale et leur intangibilité territoriale, comme elle soutient leur droit à se donner le régime social et la forme de gouvernement que chacun d'entre eux considère comme le meilleur pour assurer sa prospérité économique et son développement culturel. »

« C'étaient là de bonnes paroles qui, remarque Elleinstein, ne furent guère suivies d'effets dans les années à venir, mais, pour l'heure, elles satisfirent Churchill et Roosevelt. »

L'on pourrait ajouter : et de Gaulle.

3
Les projets de Staline

26 septembre 1941. Le général de Gaulle procède à un échange de lettres avec Ivan Maïski. En vertu de ces documents, le gouvernement de l'URSS reconnaît le général de Gaulle « comme chef de tous les Français libres, où qu'ils soient, qui se rallient à lui pour défendre la cause alliée », et déclare qu'il est prêt à « entrer en relation avec le Conseil de défense de l'empire pour toutes les questions relatives à la collaboration avec les territoires français d'outre-mer qui se placent sous l'autorité du général de Gaulle ». Il s'engage également à « prêter aide et assistance aux Français libres dans la lutte commune contre l'Allemagne hitlérienne et ses alliés ». Il exprime enfin sa ferme résolution d'« assurer la pleine et entière restauration de la France lorsque nous aurons remporté ensemble la victoire sur l'ennemi commun[1] ».

À quelques détails près, le Kremlin reconnaît donc la France libre dans les conditions où elle est reconnue par le gouvernement britannique.

De Gaulle espérait davantage : « Les Soviets – pas plus que la Grande-Bretagne n'avait fait dans l'accord du 7 août 1940 – ne parlaient de notre intégrité », note-t-il dans ses *Mémoires*. Mais, nous l'avons vu, jamais Dejean n'a mentionné le mot « intégrité ». Il s'est contenté dans sa lettre à Maïski de souhaiter que le « gouvernement soviétique voulût bien promettre de contribuer à assurer la restauration intégrale de l'indépendance et de la grandeur de la France ».

De son côté, de Gaulle s'engage au nom des Français libres à « combattre aux côtés de l'URSS et de ses alliés jusqu'à la victoire finale

sur l’ennemi commun et à prêter à l’URSS aide et assistance dans cette lutte par tous les moyens dont il dispose ».

Dans ces documents officiels, pas un mot donc des propositions secrètes de De Gaulle à Staline…

Rien, même, qui puisse laisser soupçonner qu’elles ont été formulées. Les choses ont été dites cependant, et Staline sait à quoi s’en tenir quant aux bonnes dispositions de De Gaulle à son égard. On peut cependant supposer que sa méfiance naturelle ne se contente pas de mots. N’étant pas dans la situation de « demandeur », il attend sans doute des preuves. Celles-ci ne tardent pas : les propos que de Gaulle tient sur les Anglais mais surtout la liberté de ton avec laquelle il en parle à Maïski au cours de la discussion qui suit l’échange de lettres sont en effet de nature à convaincre le tsar rouge de la loyauté du Français à son égard :

« J’ai demandé à de Gaulle, écrit le 27 septembre Maïski à Molotov, son opinion sur les possibilités d’ouverture d’un second front en France. De Gaulle a répondu qu’il voudrait bien un second front mais qu’il pensait que les Anglais n’étaient pas prêts à cela. Ensuite, il a fait toutes sortes de remarques virulentes sur le fait que les Anglais ne sont jamais prêts à faire la guerre, qu’ils improvisent toujours avec l’armée après le commencement de la guerre, qu’ils sont toujours en retard, qu’ils n’aiment pas prendre de risques, etc.[2] »

De Gaulle, on le voit, n’hésite pas à livrer aux Soviétiques ses sentiments profonds… Il est vrai qu’il a quelques raisons d’en vouloir aux Anglais qui profitent de la guerre pour empiéter sur l’empire colonial français, notamment en Syrie dont ils défendent l’« indépendance » contre les Français. Mais le fait qu’il accable sans retenue ses hôtes devant un Soviétique témoigne de sa part d’une confiance – voire d’une connivence – qu’il ne manifeste qu’exceptionnellement.

« L’Armée rouge apporte la certitude de la Libération »

Dans la lettre qu’il adresse le 27 à Staline, le chef de la France libre use d’une formule qui, aux yeux d’un interlocuteur averti, peut passer pour une allusion à ses propositions secrètes : « Au moment où la France libre devient l’alliée de la Russie soviétique dans la lutte contre l’ennemi commun, je tiens à vous exprimer mon admiration pour la résistance indomptable du peuple russe ainsi que pour le courage et la valeur de ses

armées et de leurs chefs. En se dressant avec toute sa puissance contre l'agresseur, l'URSS apporte aux peuples aujourd'hui opprimés la certitude de la Libération. Je suis sûr que, grâce à l'héroïsme des armées soviétiques, la victoire couronnera les efforts communs des Alliés et que les nouveaux liens tissés entre le peuple russe et le peuple français seront un élément capital de la reconstruction du monde. » Pour de Gaulle, donc, l'Armée rouge ne saurait être que « libératrice »… Propos diplomatiques ? Ou bien les circonstances lui ont-elles fait oublier ce que les armées soviétiques apportent aussi avec elles ?

Quant à Maurice Dejean, devenu commissaire national aux Affaires étrangères du Comité national français après la mise à l'écart de Dayet jugé trop antisoviétique, il proclame :

> La journée d'hier a été marquée par un événement d'une importance historique. La Russie soviétique a assumé les engagements déjà pris par le gouvernement britannique à l'égard de la France libre et de la France. C'est, forte de cette double alliance et de cette double promesse, que la France libre, émanation de la nation française, gérant du patrimoine national, continue la lutte contre le tyran hitlérien et ses complices. Derrière cette double garantie, que la France libre conserve comme un dépôt sacré, se trouvent les deux empires les plus puissants du monde. Un bloc de huit cents millions d'hommes, une armée qui, en trois mois, a détruit le tiers de l'armée allemande, une marine qui affirme de plus en plus nettement sa maîtrise des mers, des forces aériennes qui, réunies, sont supérieures à la Luftwaffe. L'alliance avec la Russie et la Grande-Bretagne, c'est pour la France la certitude de la délivrance. C'est aussi le plus puissant encouragement dans la lutte héroïque que le peuple français mène contre les nazis de Berlin et de Vichy et qui lui vaut dès maintenant l'admiration du monde entier[3].

Le général de Gaulle décide de déléguer le général Petit à Moscou. Le général Ernest Petit, qui sera bientôt chef de la mission militaire de la France libre en Union soviétique, est né en 1888. Professeur de tactique à l'École de liaison et transmission de 1936 à 1938, puis chef de mission militaire au Paraguay, il a rejoint le général de Gaulle à Londres et y est devenu son chef d'état-major. Camarades de promotion, les deux hommes sont amis de longue date et se tutoient ainsi qu'en témoigne cette lettre que de Gaulle lui adressera le 22 octobre 1942 : « Veuille écouter ton dévouement et non ta susceptibilité. Je compte que tu es outillé maintenant pour jouer le rôle que je t'ai destiné en te confiant ta mission. J'attends beaucoup de toi à ce poste tout en ayant l'intention de te donner un jour un commandement. » De Gaulle répond là à une lettre en date du 19 octobre 1942 dans laquelle son ami se plaint qu'un service de la France combattante

lui ait envoyé un télégramme « contenant des insinuations sur son compte »…

Quelles insinuations ? Ce qui transparaît à la lumière du livre de Jean Cathala[4] qui appartint à la mission civile de la France libre en URSS, en tant que chef du service de presse, c'est que le général Petit n'y a pas manifesté une activité débordante, qu'il y a même « sommeillé ». « Sans ce groupe de chasse [Normandie-Niémen], écrit Cathala, Petit aurait coulé des jours heureux dans son joli hôtel particulier au bord de la Moskova. » Et encore ! Petit ne semble guère s'être soucié de la mise sur pied de l'escadrille. C'est Roger Garreau, le chef de la délégation civile en URSS, qui a dû accélérer la négociation de l'envoi de l'escadrille : « Petit, qui en était chargé, a paru trop mou[5]. » Petit ne paraît guère non plus s'être préoccupé des multiples difficultés que rencontrait l'escadrille dont les effectifs fondaient à vue d'œil et dont le chef, le commandant Pouyade, fut réduit à s'adresser à la mission civile pour obtenir satisfaction. L'indifférence de Petit au sort de ses camarades de combat atteignit un tel degré que, lors de la mort accidentelle à Toula de quatre pilotes (le sous-lieutenant Joire, l'aspirant Bourdieu, les lieutenants Fourcaud et Lefèvre) il ne daigna même pas organiser de veillée funèbre et ce furent les « pékins » de la délégation qui, sur ordre de Garreau, durent veiller les corps qu'aucun drapeau ne recouvrait. « Le patron [Garreau], juge Cathala, n'a évidemment pas obéi à des mobiles très purs, mais la hargne l'a heureusement inspiré. »

Garreau et Petit se détestaient en effet cordialement au point de s'accuser de saboter leur travail respectif. Leurs querelles remonteront souvent jusqu'à Londres. « Je vous rappelle, télégraphiera l'adjoint de Garreau, Raymond Schmittlein, à Londres le 20 août 1943, que le général Petit se considérait comme le chef de la mission militaire française en URSS et, comme tel, indépendant du chef de poste [Garreau]. Ce point de vue, qui ne me paraît pas justifié en droit, est à l'origine des différends entre Garreau et lui. Comme leur dispute est devenue publique par la suite, je crois qu'il y aurait intérêt à ne pas laisser subsister d'équivoque. »

Londres confirmera aussitôt (05/09/1943) Petit dans ses fonctions (« Votre désignation comme chef de la mission militaire est définitive »), mais évitera de trancher la question de l'« indépendance » de Petit par rapport à Garreau.

Pourquoi ce silence ?

Quelques semaines plus tard, le 21 novembre 1943, de Gaulle écrira à Petit : « Il est inadmissible que vous ayez assisté à une cérémonie militaire susceptible de comporter une interprétation politique sans avoir préalablement sollicité mon agrément et sans avoir avisé M. Garreau. » Ce soudain vouvoiement à l'adresse de son ami manifeste une prise de distance de la part du chef de la France libre, qui en donne d'ailleurs l'explication dans ses *Mémoires*. Évoquant l'arrivée du général Petit à Moscou, de Gaulle écrit en effet : « Les Soviets lui marquent tout de suite un parti pris de bonnes grâces et de considération. Mais j'eus à me demander par la suite si le but de leurs avances à Petit n'était que professionnel. »

Bien entendu, le but des avances soviétiques à Petit n'était pas uniquement « professionnel », et de Gaulle n'en ignore plus rien lorsqu'il rédige ses *Mémoires*. Car, depuis, les choses sont claires. Pour qui sait lire entre les lignes, le témoignage d'Ilya Ehrenbourg est éloquent : « Dès notre première rencontre, rapporte l'écrivain soviétique, le général Petit me plut par sa sincérité, sa droiture et sa grande modestie. Témoin de la lutte que menait le peuple russe, il le comprit et l'aima. Il me dit une fois que son séjour en URSS avait fait de lui un homme nouveau. »

Après la Libération, en effet, Petit devait montrer son « nouveau » visage puisqu'il sera en 1947 directeur du cabinet militaire de François Billoux, ministre communiste de la Défense nationale, puis en 1948, sénateur « progressiste » de la Seine apparenté au groupe communiste du Sénat. Son engagement s'accompagnera de multiples activités : il sera à la fois, directeur général de la revue mensuelle et stalinienne *L'Armée française*, président des organisations militaires para-communistes « La Fédération des officiers de réserve des armées de la République », vice-président de la Confédération nationale des réserves et vice-président de l'Association France-URSS, la plus connue et la plus ancienne de ces associations d'« amitié » bilatérale entre deux pays – un socialiste et un libre – dont les communistes ont fait autant d'instruments de pénétration dans les milieux intellectuels attirés par la culture traditionnelle des pays tombés sous le joug communiste.

En pleine guerre d'Indochine, Petit deviendra membre du comité directeur de France-Viêt-nam et « à ce titre, complice direct d'Hô Chi Minh contre l'armée française » (*dixit* Boris Souvarine), membre de la commission permanente du Mouvement de la paix, membre du comité d'honneur des FTP communistes camouflés en Association nationale des

anciens combattants de la Résistance, etc. Il devait être, en outre, décoré de l'ordre du Drapeau rouge, distinction soviétique particulièrement élevée.

Dans le même temps où de Gaulle décide de déléguer son ami Petit à Moscou, le Kremlin délègue Alexandre Bogomolov (jusque-là, rappelons-le, ambassadeur d'Union soviétique auprès du gouvernement de Vichy) comme ambassadeur d'URSS auprès des gouvernements alliés à Londres.

« La France nouvelle liera son sort à la Russie nouvelle »

« En septembre 1941, écrit le général Pierre Billotte, qui a remplacé le général Petit comme chef d'état-major de De Gaulle, les États-Unis qui s'approchaient de la guerre et qui le savaient, n'avaient alors que de la sympathie pour la France libre et lui accordaient les premiers prêts en application des accords du *lend-lease* qu'ils avaient conçus et montés au bénéfice des Anglais et de leurs alliés. Aucune divergence d'intérêts n'existant alors entre Washington et le Comité français, les relations étaient un rêve[6]. »

Ce témoignage d'un proche du chef de la France libre montre que l'offre d'alliance de ce dernier à Staline n'est en aucun cas une réaction à des désaccords, qui n'interviendront que plus tard (notamment à cause de l'affaire de Saint-Pierre et Miquelon) entre Roosevelt et de Gaulle, mais un choix délibéré de celui-ci. Et c'est certainement pour préserver ce climat de « rêve » que le 29 septembre – alors qu'en France Vichy institue le Conseil de justice politique et que le journal *Libération-Nord*, d'obédience socialiste, dans un article intitulé « Pas d'actes inutiles », condamne l'assassinat de soldats allemands et se prononce uniquement pour le sabotage et l'exécution des traîtres à la Résistance –, le général de Gaulle envoie successivement à l'ambassadeur de Sa Majesté à Washington et à René Pleven (délégué de la France libre aux États-Unis) la lettre suivante :

> L'échange de lettres auquel le général de Gaulle a procédé le 26 septembre avec M. Maïski est le résultat de négociations qui ont été entamées dès l'agression allemande contre la Russie. Dès le début, bien que l'URSS conservât son ambassadeur à Vichy, M. Maïski a fait preuve à l'égard de la France libre de beaucoup de compréhension […]. L'accord intervenu n'implique de notre part aucune autre obligation que celle qui résulte des textes publics. À savoir : continuation de la lutte jusqu'à la victoire finale par tous les moyens à notre disposition. Au cours des négociations, M. Maïski a montré un intérêt particulier pour les facilités de passage à travers l'Afrique française libre en direction du Proche-Orient et du Caucase. Vous pourrez éventuellement vous servir des indications ci-dessus au cours de l'entretien que vous devez avoir prochainement avec M. Sumner Welles[7].

Pourquoi de Gaulle se croit-il tenu de préciser que l'accord intervenu entre l'URSS et la France libre « n'implique de notre part aucune autre obligation que celle qui résulte des textes publics » ?

Pour se dédouaner aux yeux de son entourage d'avoir fait demander par Cassin et Dejean « quel engagement l'URSS souhaiterait recevoir en échange de son geste » ? Sans doute, mais peut-être aussi pour tenter de désamorcer les rumeurs qui courent depuis l'affaire Duchesne…

Selon Jacques Duchesne (de son vrai nom Michel de Saint-Denis), directeur des services français de la BBC et responsable de la célèbre émission « Les Français parlent aux Français », l'un des premiers discours que de Gaulle adresse aux Français à son retour à Londres n'a en effet que peu à voir avec le texte initial.

Vers 5 heures du soir, écrit le journaliste[8], je reçus le texte du discours que de Gaulle devait adresser aux Français le soir même. J'y lus entre autres lignes qui m'étonnèrent, le texte suivant : « La France nouvelle liera son sort à celui de la Russie nouvelle. » Je ne pouvais pas en croire mes yeux. Je réunis aussitôt mes amis. Malgré la diversité des réactions premières, l'opinion du groupe se formule aussitôt : si j'objectais à tel ou tel passage du discours, il était de mon devoir de le dire au Général. Une demi-heure plus tard, j'arrivais à Carlton Gardens où se trouvait l'état-major. Je fus aussitôt introduit dans le bureau du Général qui me dit d'un ton goguenard : « Duchesne, il paraît que vous objectez à certaines phrases de mon discours. Lesquelles ? » Je dus faire effort pour rassembler mes esprits et mon courage car, en semblables circonstances, je suis timide jusqu'au balbutiement. J'obtins trois changements au texte original. J'aurais voulu en obtenir davantage[9].

La phrase : « La France nouvelle liera son sort à la Russie nouvelle » fut modifiée de telle sorte qu'elle est méconnaissable dans le texte officiel des discours qui est aujourd'hui en circulation, poursuit Duchesne. Je sortis de chez de Gaulle heureux et consterné ; j'avais, à mon avis, contribué à l'unité française en évitant une division de l'opinion au moment où la guerre s'engageait entre les deux puissances qui, jusque-là, avaient maintenu une entente scandaleuse. Mais pourquoi avais-je pu si facilement convaincre le Général ? Comment avait-il pu laisser passer le texte original ? Était-ce à moi de lui dire que la France ne pouvait « lier son sort » à celui d'aucune autre puissance ? Et je jure bien que je ne cherchais nullement à mettre en garde le Général contre une entente possible avec la Russie soviétique dont je me rendais compte, dès ce moment, que la faculté de résistance, sinon la victoire, était inséparable du succès de nos armes.

Mais la lettre de De Gaulle à Pleven et à l'ambassadeur d'Angleterre aux États-Unis a manifestement pour but principal de rassurer les Anglo-Saxons qui sont bien placés pour savoir que Staline n'est pas homme à donner quoi que ce soit. Et encore moins, pour rien. Et qu'il est un spécialiste des clauses secrètes comme l'ont amplement démontré hier le pacte germano-soviétique, et aujourd'hui les négociations anglo-soviétiques. Non seulement Staline ne donne rien, mais il ne cesse de réclamer. À ce sujet, Eden est formel : « Tout au long de cette période, les

Russes nous compliquèrent la vie en croyant ou en feignant de croire que nous pouvions créer une diversion importante, par le débarquement en Europe de forces assez importantes pour détourner de leur front une partie des forces allemandes – ou encore que nous pouvions leur envoyer 25 divisions. Nous répétions fréquemment à Maïski les raisons pour lesquelles il nous était impossible de lancer une opération sur le continent européen, mais le Kremlin faisait la sourde oreille[10]. »

Quelles que soient les raisons profondes qui poussent de Gaulle à assurer aux Anglo-Saxons qu'il n'y a entre lui et Staline aucune « clause secrète », nous savons par le témoignage de Jouve que le chef de la France libre dissimule la vérité : l'accord est intervenu *après* la proposition d'alliance secrète au tsar rouge.

Les Allemands ont pris Kiev et font le siège de Leningrad. Dans ces circonstances dramatiques, de Gaulle n'est, pour l'heure, d'aucune utilité pour Staline. Ce n'est certes pas lui qui ne dispose que de maigres troupes et vit aux frais du Trésor britannique qui peut lui apporter l'aide dont il a besoin. Son « utilité » ne peut être que future, mais elle peut être alors importante. « C'est une caractéristique de la méthode de Staline que de préparer longtemps à l'avance les voies de l'avenir[11] », écrit Elleinstein.

Les réactions à la reconnaissance de la France libre par Moscou sont vives et diverses.

Le 30 septembre, à Radio-Moscou, l'écrivain communiste français Jean-Richard Bloch s'en réjouit :

> Mes compatriotes, cet acte est un grand événement. Ce geste marque un très important pas en avant dans la lutte de notre patrie crucifiée par la trahison. Certes, les Français ne doutaient pas des sentiments et des intentions des dirigeants de l'État soviétique. Mais l'histoire et la diplomatie ne se font pas qu'avec des sentiments et, comme dit notre proverbe : « Si ça va sans dire, ça ira encore mieux en le disant. » Or, voici que les choses sont mises en noir sur blanc. Les actes n'ont pas traîné […]. L'URSS, en dépit des charges énormes qui pèsent sur elle du fait qu'elle assume seule[12], par son armée, la tâche de battre le fascisme et d'anéantir sa barbarie et sa tyrannie, a en outre assumé cette immense responsabilité envers notre pays battu, trahi, humilié mais toujours vivant.

Autre ton, bien sûr, à Radio-Paris :

> Les lettres entre Maïski et de Gaulle, y entend-on, signifient clairement que ce dernier, non content de se placer entre les mains de la Grande-Bretagne, afin de restaurer, dit-il, la grandeur et l'indépendance de la France, s'est aussi confié à la nation qui nous a trahis régulièrement. Le représentant de Staline n'a pas hésité à promettre le rétablissement de la grandeur et de l'indépendance de la France. De Gaulle a accepté cette promesse sans hésiter et a exprimé sa

gratitude à Maïski. De Gaulle fait toute confiance à la Russie soviétique. Il a oublié ses efforts au cours des vingt-deux dernières années pour retourner contre nous les peuples de notre empire. Il a aussi oublié les campagnes antimilitaristes et antinationales du PC. Il se déclare défenseur du prolétariat persécuté par la dictature étrangère. En d'autres termes, il est partisan de la perte de la France et entend y coopérer.

Écho semblable de la part du *Volkstimme* de Linz-sur-le-Danube qui accuse de Gaulle de se faire le propagateur du communisme : « C'est de façon très significative que de Gaulle, l'agent de Churchill contre la France, a obtenu, pour son contre-gouvernement de Londres intitulé Comité national, d'emblée, auprès du gouvernement soviétique la reconnaissance tant désirée », écrit le journal allemand.

Curieusement, du côté des communistes français c'est le silence complet. Duclos a-t-il censuré cette information de son propre chef ? En a-t-il reçu l'ordre du Kremlin ? Quelle que soit l'origine de la censure, on a du mal à en déceler la cause. Cette information n'est-elle pas de nature à servir l'union de la Résistance ? Union réclamée à la fois par les communistes et par les gaullistes…

Le 2 octobre, en effet, *L'Humanité* écrit : « Ce qu'il faut, c'est l'union et l'action du peuple français aux côtés des autres peuples asservis, au côté des Anglais, au côté des troupes de De Gaulle, au côté des héroïques soldats de l'Armée rouge. » « C'est la première fois, note Courtois, que le général de Gaulle et les forces armées dont il dispose à l'étranger sont cités à titre d'alliés potentiels. »

En réalité, cet appel à l'union est une sorte d'appel au secours du PCF qui, contraint d'obéir aux instances réitérées de Staline (les Allemands sont à cent kilomètres de Moscou), se lance avec des forces dérisoires – la moyenne des effectifs armés actifs du PC n'a pas dépassé la centaine d'octobre 1941 à février 1942 – dans la lutte armée[13].

Dirigée par un Conseil militaire national (CMN) ayant à sa tête Charles Tillon, Eugène Hénaff, Georges Beaufils dit « Dumont », Albert Ouzoulias, et Georges Beyer, l'OS (l'Organisation spéciale) passe à l'attaque : dans son livre *On chantait rouge*, Tillon revendique cent cinquante-six actions de type militaire de juin à décembre 1941[14].

Ce même 2 octobre, lors d'un déjeuner offert à la presse internationale, embrayant sur l'enjeu global évoqué dans son discours du 18 septembre, de Gaulle définit l'élément qui suscite et garantit cette union des forces matérielles – si différentes par leur puissance, leur caractère et leurs

intérêts – contre la « malfaisance chronique du germanisme » comme un « élément moral » qui « non seulement garantit la victoire, mais donne à la guerre son sens supérieur » : « L'élément moral qui lie entre eux tous les peuples opprimés ou menacés de l'être, affirme-t-il, c'est d'assurer la victoire d'une civilisation fondée sur la liberté, la dignité et la sécurité des hommes contre un système dont le principe même est l'abolition des droits de l'individu. »

En quelques mots, le chef de la France libre vient de réintégrer l'Union soviétique dans le front des peuples qui luttent en commun pour une même « civilisation ». Lavant ainsi l'URSS du péché de tyrannie. Cette onction dans la bouche d'un représentant de la patrie des droits de l'homme a de quoi trouver une oreille attentive du côté du Kremlin, d'autant que le soin avec lequel de Gaulle parle du « parti de la liberté » et met à ne parler systématiquement que de Russie et jamais d'Union soviétique – du moins quand il s'adresse aux Français – ne peut que contribuer au blanchiment de celle-ci.

« Staline est un homme affable et sympathique »

Le 10 octobre, après le rapport de la mission Averell Harriman-lord Beaverbrook à Moscou, la Chambre des représentants vote l'extension de la loi prêt-bail à l'URSS. Les deux diplomates anglo-saxons ne tarissent pas d'éloges sur le dictateur soviétique : « Nous en étions venus à le trouver très sympathique, c'est un homme affable », précise lord Beaverbrook ; quant à Harriman, il indique : « Je partis persuadé qu'il avait été franc avec nous, que nous nous en étions bien tirés, comme nous l'espérions, et que si nous parvenions à rendre durables les relations personnelles avec Staline, la méfiance entre les Soviets et nos deux gouvernements pourrait fort bien se dissiper. »

Attitude bien naïve, selon Elleinstein, qui remarque qu'Harriman se trompait totalement sur la possibilité de dissiper la méfiance de Staline en rendant durables des relations personnelles avec lui.

Cette erreur fut celle de Roosevelt et, dans une moindre mesure, celle de Churchill, écrit-il. Staline entendait en fait sauver l'État soviétique et, une fois la guerre remportée, accroître son empire en perpétuant le même système politique. Il était simplement arrivé à ses fins en convainquant ses interlocuteurs de sa bonne volonté, de sa bonne foi, de ses bonnes intentions, et il ne leur avait fait que des concessions de pure forme sans aucune importance à ses yeux. Il avait expérimenté, au cours

de cette conférence de Moscou, la technique qu'il utilisera avec bonheur jusqu'à la conférence de Potsdam en 1945[15] .

Mais le vote de la loi prêt-bail n'arrive-t-il pas trop tard ?

Le 16 octobre, les Allemands s'emparent d'Odessa et, le lendemain, le gouvernement soviétique quitte Moscou pour Kouïbychev.

En France aussi, la situation empire brusquement : après l'assassinat du lieutenant-colonel Hotz, chef de la Kommandantur de Nantes, et celui de l'officier d'état-major Reimer à Bordeaux, les Allemands, en représailles, fusillent vingt-sept otages à Châteaubriant.

Le 23 octobre, après quelques précautions de style, de Gaulle condamne le terrorisme à la radio de Londres :

> Il est absolument normal, il est absolument justifié que les Allemands soient tués par les Français. Si les Allemands ne voulaient pas recevoir la mort de nos mains, ils n'avaient qu'à rester chez eux et ne pas nous faire la guerre. Tôt ou tard, d'ailleurs, ils sont tous destinés à être abattus soit par nous, soit par nos alliés […]. Mais il y a une tactique à la guerre. La guerre des Français doit être conduite par ceux qui en ont la charge, c'est-à-dire par moi-même et par le Comité national. Il faut que tous les combattants, ceux du dedans comme ceux du dehors, observent exactement la consigne, or, actuellement, la consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est de ne pas y tuer ouvertement d'Allemands. Cela pour une seule et très bonne raison. C'est qu'il est en ce moment trop facile à l'ennemi de riposter par le massacre de nos combattants momentanément désarmés.

Selon Henri Noguères, cet appel conduit à deux constatations : « D'une part, le général de Gaulle […] fait savoir aux combattants de l'intérieur qu'il se considère comme leur chef et en conséquence, leur donne des ordres ; d'autre part, sur le fond même du problème, le général de Gaulle définit très précisément, très clairement, et préconise une tactique à laquelle les résistants de l'intérieur donneront bientôt un nom : l'attentisme. Sur le premier point, il faut bien reconnaître que le chef des Français libres, en affirmant ainsi son autorité sur la Résistance intérieure se livre à une de ses anticipations optimistes dont il a le secret. » En effet, en ce mois d'octobre 1941, « si le prestige de la France libre et de son chef est certain, si parmi les Français qui résistent à l'occupant et à Vichy, il en est beaucoup qui ont le regard tourné vers Londres, il est par contre bien peu de groupes, de mouvements, de réseaux qui, dès maintenant, se considèrent comme tenus d'obéir au général de Gaulle. C'est un fait[16] ».

Le colonel Passy, le chef du BCRA, ne dit pas autre chose lorsqu'il écrit : « Ce ne fut qu'au printemps de l'année 1942 que nous commençâmes […] à avoir avec eux [les mouvements de résistance] des liens de plus en

plus solides. Le général de Gaulle commençait à avoir du prestige à leurs yeux, mais il n'influait pas encore sur leurs actes. C'est ainsi que lorsque le 31 octobre, il commanda un "garde-à-vous" général, il ne fut guère obéi. »

Le 7 novembre 1941, à l'occasion d'un déjeuner de la presse étrangère, de Gaulle évoque Staline et d'emblée le maître du Kremlin est présenté, côte à côte avec Churchill et Roosevelt, sous les traits d'un « serviteur de la liberté du monde » (Robert Belot) : « Les hommes à qui incombe la charge de diriger l'effort des démocraties dans ce conflit décisif ont fixé catégoriquement le but et la volonté de tous ceux qui combattent pour la liberté du monde, déclare-t-il. M. W. Churchill disant : "Nous avons proclamé notre détermination de ne pas faire la paix jusqu'au moment où les pays ravagés et esclaves seraient libérés et où la domination nazie serait enfin brisée" ; M. Staline criant : "C'est une question de liberté ou d'esclavage, de vie ou de mort" ; M. Roosevelt affirmant : "Le danger est là, présent ; il provient d'un ennemi dépourvu de toute loi, de toute moralité, de toute liberté, de toute religion […]". »

Conscient toutefois que ce constat rooseveltien sur le système nazi peut s'appliquer en tout point à son jumeau soviétique qu'il vise par ailleurs à dédouaner, l'orateur s'emploie à légitimer son propre soutien à la « Russie » en décrétant que les trois dirigeants sont « inflexiblement d'accord » pour mener la lutte à son terme.

Son entreprise de banalisation d'un système aussi honni que le système nazi, devenant de discours en discours de plus en plus évidente, les collaborateurs de Paris et d'ailleurs ont tout loisir de l'accuser des pires maux, mais des rumeurs circulent y compris parmi ses compagnons. Aussi, devant la montée en puissance d'une possible contestation, décide-t-il de la désamorcer par l'ironie. Le 15 novembre, dans son discours prononcé à l'Albert Hall à la manifestation des « Français de Grande-Bretagne », il déclare : « […] Il est plaisant d'observer que les Français libres sont jugés, le même jour, à la même heure, comme inclinant vers le fascisme, ou préparant la restauration d'une monarchie constitutionnelle, ou poursuivant le rétablissement intégral de la République, ou visant à remettre au pouvoir les hommes politiques d'avant-guerre, spécialement ceux qui sont de race juive ou d'obédience maçonnique, ou enfin poussant au triomphe de la doctrine communiste[17]. »

Ce qui ne l'empêche pas d'évoquer pour la première fois « nos alliés russes » et de louer leur « héroïque résistance ».

Suit une proclamation sur son souhait d'un « vaste renouvellement » politique après la victoire, son ralliement à la trinité républicaine et sa fidélité aux « principes démocratiques que nos ancêtres ont tirés du génie de notre race et qui sont l'enjeu de cette guerre pour la vie et la mort ».

Avec ce discours du 15 novembre, le mouvement gaulliste sort donc de sa seule position militaire pour devenir officiellement un mouvement politique. Et il est intéressant de noter que cette mue intervient principalement sous l'effet de sa relation d'alliance avec le Kremlin. Ce qui explique qu'il sera amené, comme on le verra, à accepter sans broncher de recevoir des « conseils » en démocratie de la part des Soviétiques. Le vocabulaire change insensiblement dans l'évolution de l'emploi par l'orateur du mot « révolution » jusque-là associé au seul domaine militaire. « Dès lors, constate Robert Belot, de Gaulle ne va cesser de souligner la nécessité d'une révolution pour la France[18]. »

De Gaulle cherche un homme pour établir le contact avec le PCF

Le diplomate Roger Garreau, que de Gaulle désire envoyer en Union soviétique comme délégué de la France libre, confirme également cette absence de liens entre le CNF et la Résistance intérieure à Alexandre Bogomolov lors de la visite qu'il lui rend le 14 novembre. D'entrée de jeu, Garreau propose au Soviétique d'avoir une « conversation de caractère privé ». Ce dernier accepte et en rend compte ainsi à Molotov[19] :

Pour le moment, dans le mouvement de De Gaulle, m'a dit Garreau, il y a peu de gens ayant des conceptions vraiment réactionnaires. Certains d'entre eux sont des cagoulards. La liaison avec les représentants de l'URSS est indispensable, non seulement pour régulariser les questions en cours, mais aussi pour préciser les questions de politique extérieure et intérieure de la France future. Maintenant, en France, seuls les communistes sont bien organisés. Les partisans de De Gaulle sont une foule sans liens avec de Gaulle. Ils n'ont même pas une liaison radio. Beaucoup discutent, mais peu sont organisés. Garreau déclare tout net qu'ils veulent apprendre auprès de nous à s'organiser. De la discussion, conclut Bogomolov, il apparaît que Garreau est un vieux diplomate français : en 1923, il était conseiller de l'ambassade de France à Pékin et sur les ordres du gouvernement de Poincaré, il s'est occupé des questions de chemin de fer de la Chine orientale. Après le départ de Poincaré et la reconnaissance de l'URSS, Garreau, entre 1925 et 1927, a travaillé à l'ambassade de France à Moscou. Il a été très chaleureux pour Yourenev et Karakhan[20] avec qui il était déjà lié à Pékin. Beaucoup plus tard, il a travaillé dans divers postes diplomatiques et administratifs en Europe, au Proche-Orient et en Thaïlande. Récemment, il avait été nommé par le gouvernement de Vichy consul

général à Batavia mais, en chemin, il s'est enfui pour rejoindre le général de Gaulle avec qui il avait des liens anciens. D'après ce qu'il affirme, il a longtemps travaillé en Suisse à étudier l'Allemagne.

De ce compte rendu, il ressort que de Gaulle et Garreau se connaissent de longue date ; que les accusations de « cagoulards » portées contre certains membres de l'entourage de De Gaulle (accusations dont le colonel Passy fera les frais) y trouvent leur confirmation sinon leur origine. Mais il faut noter également le « coup de chapeau » de Garreau aux communistes français (en réalité alors en pleine désorganisation) et, parallèlement, la description peu flatteuse des partisans de De Gaulle en France occupée, dont la principale activité semble être de « discuter »… alors que, précisément, les mouvements sont en plein essor[21].

Sur le fond, ce qui est bien entendu à retenir, c'est le souhait de Garreau de voir s'établir une liaison indispensable entre représentants de l'URSS et du CNF pour « régulariser les questions en cours », mais aussi pour « préciser les questions de politique intérieure et extérieure de la France future ».

Qu'est-ce à dire exactement ?

Nul doute que Garreau rencontre Bogomolov sur ordre de De Gaulle. Aussi, même s'il ignore tout de l'offre d'alliance secrète de ce dernier à Staline, la régularisation des questions en cours tant en ce qui concerne la politique extérieure que la politique intérieure de la France future s'inscrit naturellement dans ce sens. Et pour ce qui est de celle-ci, il ne peut s'agir que des rapports entre la France libre et le PCF. Rapports que les gaullistes espèrent bien normaliser au plus vite comme en témoigne la visite que rend le commissaire aux Affaires étrangères du CNF à Bogomolov.

Le 20 novembre, Dejean, en compagnie d'un de ses collaborateurs dont Bogomolov ne cite pas le nom, confie en effet sans ambages au Soviétique que de Gaulle « voudrait établir des relations très étroites avec l'URSS », qu'il informait ses dirigeants qu'il « était prêt, déjà, à faire un travail régulier pour créer son organisation en France mais qu'il avait peu de résultat pour le moment » et qu'il « fallait confier à quelqu'un le soin d'établir le contact avec les communistes[22] ».

On ne saurait être plus franc, mais aussi moins prudent. Et le Soviétique ne manque pas cette occasion qui lui est offerte de faire la leçon à ses interlocuteurs.

« Je lui ai répondu, écrit Bogomolov à Molotov, qu'ils n'utilisaient pas assez les grandes réserves potentielles qu'il y avait en France et que leur mouvement spontané et inorganisé ne donnerait pas de résultats durables. Que c'est seulement sur la base d'un mouvement largement démocratique et patriotique qu'ils pourraient soulever le peuple contre les Allemands et sauver la France. Dejean a dit qu'ils essayaient de le faire mais qu'apparemment ils ne savaient pas comment s'y prendre. »

On retrouve donc là, le souci de De Gaulle (déjà exprimé par Garreau) d'apprendre auprès des Soviétiques à s'organiser en France et à y établir, grâce à eux, des relations avec les communistes français. On comprend mal toutefois à qui revient la charge de « confier à quelqu'un le soin d'établir le contact avec lesdits communistes français »… À l'URSS ou au CNF ? Quoi qu'il en soit, Bogomolov ne refuse pas ce rôle de mentor. Rendant compte d'une autre discussion avec Dejean, il écrira à Molotov le 25 novembre[23] :

« J'ai discuté avec lui du mouvement des Français libres. Il m'a dit qu'ils avaient en France des stations radio et quelques organisations clandestines. Ils utilisent les liaisons anglaises. J'ai répondu que mon opinion est qu'il faut avant tout démocratiser leur mouvement. Dejean m'a dit que de Gaulle le comprend et que son dernier discours en témoigne. Dejean a dit aussi que la France libre désire énormément un rapprochement avec l'URSS, dans un premier temps en y envoyant deux ou trois personnes pour les liaisons. À la fin de la discussion, Dejean a proposé de me faire connaître le général de Gaulle[24]. »

Les choses sont donc claires de part et d'autre : les gaullistes demandent aux Soviétiques leur aide pour implanter leur mouvement en France grâce à l'appui du parti communiste ; quant aux Soviétiques, ils posent comme condition à leur aide que les gaullistes se « démocratisent ».

Or, dans son discours du 15 novembre à l'Albert Hall, de Gaulle a déjà été très net :

> Quant aux bases de l'édifice futur des institutions françaises, a-t-il déclaré, nous prétendons pouvoir les définir par conjonction des trois devises qui sont celles des Français libres. Nous disons : « Honneur et patrie », entendant par là que la nation ne pourra revivre que dans l'air de la victoire et subsister que dans le cadre de sa propre grandeur. Nous disons : « Liberté, Égalité, Fraternité », parce que notre volonté est de demeurer fidèles aux principes démocratiques que nos ancêtres ont tirés du génie de notre race et qui sont l'enjeu de cette guerre pour la vie ou la mort. Nous disons : « Libération » et nous disons cela dans la plus large acception du terme, car si l'effort ne doit pas se terminer avant la défaite et le châtiment de l'ennemi, il est d'autre part nécessaire qu'il ait comme

aboutissement, pour chacun des Français, une condition telle qu'il lui soit possible de vivre, de penser, de travailler, d'agir, dans la dignité et la sécurité.

Dans ce même très long discours-programme, de Gaulle a également rappelé :

– Sa volonté de « résistance pour la vengeance et de redressement pour la grandeur ».

– Son vœu de pouvoir « apporter un concours – aussi modeste qu'il soit d'abord – à l'héroïque résistance de nos alliés russes ».

– Son souci de donner « la plus grande extension et la plus grande puissance possibles à l'effort français dans le conflit ».

– Sa dénonciation d'une « poignée de malheureux et d'une chambrée de misérables qui, par panique, folie ou intérêt, ont spéculé sur la défaite de la patrie ».

– Sa prédiction que « de la crise terrible qu'elle traverse, sortira pour la nation française un vaste renouvellement ».

– Sa volonté de « rendre la parole au peuple ».

Cette proclamation démocrate ne suffit pas, semble-t-il, aux Soviétiques. Que veulent-ils donc de plus ?

Le compte rendu que fait Dejean de son entretien du 22 novembre avec Bogomolov permet de le préciser. Selon le commissaire aux Affaires étrangères du CNF, le Soviétique, évoquant la situation intérieure en France, a exprimé deux avis :

– Les Français libres doivent « de plus en plus chercher non seulement à gagner, mais à organiser la grande masse du peuple français et reprendre à leur compte les traditions révolutionnaires qui au XVIII^{e} siècle avaient permis à la France de s'affirmer en face de l'Europe entière ».

– Compte tenu de l'immense désir de liberté qui anime à l'heure actuelle le peuple français, c'est « à la fois contre l'ennemi intérieur et contre le fascisme importé par l'envahisseur que l'on peut plus facilement mobiliser la nation française ».

Le message du Soviétique se résume à ceci : d'accord pour des liens étroits entre le CNF et Moscou, mais à deux conditions : d'abord que la France libre cherche à se rallier la classe ouvrière, c'est-à-dire dans la pensée communiste le PCF, et pour cela il faut qu'elle proclame sa volonté révolutionnaire ; ensuite, qu'elle mène le combat autant contre le régime de Vichy que contre l'Allemagne[25].

Bref, que la France libre s'aligne sur le parti communiste. Ce que ce dernier exige d'ailleurs à sa façon puisque *L'Humanité* du 7 novembre appelle à la constitution d'un « front unique antihitlérien » ; et celle du 14, commentant la grève du 31 octobre destinée à protester contre les assassinats d'otages, écrit : « Les travailleurs ont suivi le mot d'ordre avec ensemble, prenant place ainsi au premier rang de l'immense masse des patriotes français. »

Dejean demande l'aide du Kremlin pour « démocratiser » la France libre

Le 20 novembre, le jour même où le général Weygand est, sous la pression allemande, relevé de ses fonctions de délégué général en Afrique du Nord, la Wehrmacht arrive aux portes de Moscou mais, dans la nuit, le « général Hiver » surgit : le thermomètre tombe brusquement à -20 °C ; il tombera bientôt à -50 °C. Le 21, *L'Humanité* proclame : « Par une lutte patriotique de chaque jour, le peuple français doit travailler comme les soldats rouges et hâter l'heure de la délivrance de la patrie, l'heure du règlement des comptes, l'heure de la marche en avant vers le véritable socialisme. »

En d'autres termes, ainsi que le remarque Stéphane Courtois, le PCF demande que l'on reconnaisse « la classe ouvrière et donc le PCF, comme force dirigeante de la nation » et que l'on admette « que la guerre a plus un caractère antifasciste (et donc procommuniste et prosoviétique) qu'antiallemand ». En d'autres termes encore, le PCF revendique la direction de la Résistance en métropole et définit le but de la guerre comme une marche vers le socialisme.

De Gaulle peut-il admettre cette prétention et accepter ces buts de la guerre ?

Comme convenu, il rencontre Bogomolov. Pour savoir ce que se sont dit les deux hommes, qui se voient alors pour la première fois, nous ne disposons que du compte rendu soviétique[26] :

Au cours de sa conversation avec moi, écrit Bogomolov à Molotov, de Gaulle a déclaré que la guerre en URSS contre l'Allemagne déciderait aujourd'hui le destin du monde et qu'il voulait, avant tout, que les Français combattent contre les Allemands aux côtés des troupes soviétiques. De Gaulle a dit aussi qu'il voudrait envoyer en URSS des gens chargés d'établir la liaison, car il considère cela comme indispensable pour renforcer les relations de la France future et de la Russie d'après-guerre. Il a défini son programme politique de la façon suivante : se battre pour la libération de la France et, après la guerre, proposer au peuple français de choisir lui-même son destin. Le peuple choisira la

République. Quelle République ce sera ? On ne le sait pas encore, mais ce ne sera pas la répétition de la III^{e} République.

Lorsque j'ai dit à de Gaulle : « Je lis votre revue *France*[27] », il m'a répondu vivement et fièrement : « Ce n'est pas ma revue ; c'est une revue anglaise. Les rédacteurs sont liés au ministère anglais de la propagande. » Au cours de la discussion, j'ai précisé à de Gaulle que, pour l'instant, mon gouvernement ne m'avait pas donné les pleins pouvoirs pour établir des relations officielles avec lui et son mouvement. De Gaulle a répondu qu'il était heureux de profiter de cette occasion pour me demander d'éclaircir à Moscou, d'une façon privée, si le gouvernement soviétique était prêt à recevoir, comme agents de liaison, deux de ses diplomates et un officier. S'il semblait que Moscou accueille favorablement cette demande, alors il en ferait la demande officielle par l'intermédiaire de Maïski.

Bogomolov conclut en affirmant que Dejean (qui assiste à l'entretien) lui a dit que « la France libre peut coordonner avec nous sa propagande que les dirigeants gaullistes font actuellement pour démocratiser leur mouvement et se rapprocher du peuple et qu'ils sont prêts à nous aider de tous leurs modestes moyens ».

À en juger par ce rapport soviétique (dont on peut penser qu'il rapporte fidèlement les propos de De Gaulle car il ne fait que confirmer ce que nous savons déjà), les gaullistes ne cessent de faire la démonstration de leurs bonnes intentions et de la plus grande disponibilité : ne vont-ils pas, en effet, jusqu'à demander aux Soviétiques de soutenir la propagande qu'ils font pour « démocratiser leur mouvement et se rapprocher du peuple » ? C'est-à-dire de favoriser leurs efforts en direction du parti communiste français… Or les communistes continuent de plus belle leurs actions terroristes que de Gaulle a condamnées. Aux yeux des Soviétiques, de Gaulle, malgré ce qu'il en dit officiellement, semble donc accepter le PCF tel qu'il est.

Dans ses *Mémoires*, le chef de la France libre révèle qu'il « vit souvent » Bogomolov et il en trace un portrait plutôt flatteur : « Dans toute la mesure où l'écrasant conformisme qui lui était imposé lui permettait de se montrer humain, il le faisait dans ses démarches et ses propos. » Il voit même en lui un « homme de réelle culture » capable d'humour dans ses jugements sur les gens et les choses.

L'amiral Leahy, ambassadeur des États-Unis auprès du gouvernement de Vichy et qui, de ce fait, a bien connu Bogomolov, en trace un portrait plus cru mais, somme toute, aussi favorable : « Il mentait probablement avec facilité puisque c'était un diplomate russe, mais il était réellement très intelligent en comparaison de certains autres membres de son ambassade. »

Son visage ovale, ses lunettes et sa façon de parler ordinairement concise et posée donnent à Alexandre Bogomolov une allure de professeur. Le journaliste américain procommuniste, Edmund Stevens, lui prête une érudition encyclopédique et un esprit de logique redoutable. Géraud Jouve, lui, le qualifie plus durement de « sentencieux ». Contrairement à Maxime Litvinov ou Ivan Maïski, Bogomolov est un « jeune » : il n'a connu ni Lénine ni Trotski et n'a pas de passé politique prérévolutionnaire. Ce n'est qu'un produit du régime. Sa carrière diplomatique a été brillante : nommé en 1932 ambassadeur d'URSS en Chine, il s'y est maintenu à travers les années critiques de l'expansion japonaise en Mandchourie et en Mongolie intérieure. En 1939, il a succédé à Potiemkine à l'ambassade d'URSS en France et, après l'armistice de juin 1940, il a suivi le gouvernement à Vichy. De Gaulle précise dans ses *Mémoires* que jamais il n'entendit de sa bouche aucun propos malveillant à l'égard du Maréchal ou de ses ministres.

Par quel miracle Bogomolov a-t-il pu échapper aux purges de 1936-1938 qui ont fait des hécatombes dans les rangs de ses collègues ? Nul ne le sait. Et ce n'est sûrement pas son nom qui, traduit mot à mot, signifie « priez Dieu » (ce qui laisserait entendre qu'il a des dévots chrétiens parmi ses ancêtres), qui pourrait constituer une explication… Son autonomie est toutefois relative. Comme Maïski, en effet, il est « sous surveillance ». Dans la chambre d'hôtel où il le rencontrera à Alger en 1943, Edmund Stevens remarquera la présence d'un jeune homme « à carrure sportive » que Bogomolov appelle une ou deux fois « Micha ». « Tant que dura notre conversation, écrit l'Américain, Micha resta étendu sur un divan, ne soufflant mot mais écoutant attentivement chacune de nos paroles[28]. »

Au cours de cette conversation, deux points retiendront l'attention du journaliste américain : d'abord la conviction de Bogomolov que les puissances occidentales trouveraient profit du point de vue économique à entretenir de bonnes relations avec l'URSS et à coopérer à la création d'un « système de sécurité collective solide après la guerre ». Ensuite, son inquiétude à constater la présence à Alger d'un « grand nombre d'anciens cagoulards et autres Messieurs qui, en France, n'avaient jamais dissimulé leurs sympathies fascistes », et son souhait que les Alliés comprennent que des « demi-mesures ne suffiraient pas à débarrasser le monde de la menace fasciste et nazie ».

« Une paix stable ne pourra régner après cette guerre qu'au prix d'un nettoyage complet », lui dira-t-il.

Ce professeur est du genre inquisiteur. Il est aussi un partisan déclaré de l'alliance gaullo-soviétique et il s'en fait l'artisan acharné. Edmund Stevens écrit à ce sujet : « En cimentant ainsi ses bonnes relations entre de Gaulle et les Français combattants, Bogomolov, à n'en pas douter, n'agissait pas de sa propre initiative […]. Son arrivée à Alger établit un lien direct entre le gouvernement soviétique et le CFLN[29] ; les relations entre les Russes et les Français combattants n'en devinrent que meilleures. Le regain de l'influence soviétique à Alger eut des répercussions tangibles. Les grains du pacte franco-soviétique que de Gaulle a signé à Moscou (en décembre 1944), Bogomolov les cultivait déjà soigneusement lors de ma visite à Alger. »

De Gaulle préfère aider l'URSS que l'Angleterre

Le 7 décembre, les Japonais attaquent Pearl Harbor. De Gaulle en apprend la nouvelle au retour d'une longue promenade dans la campagne anglaise avec Passy. À ce que raconte ce dernier, de Gaulle coupa alors le contact et se plongea dans une méditation profonde puis, après un temps interminable, se mit à parler et dit à peu près ceci : « Maintenant, la guerre est définitivement gagnée ! Et l'avenir nous prépare deux phases : la première sera le sauvetage de l'Allemagne par les Alliés ; quant à la seconde, je crains que ce ne soit une grande guerre entre les Russes et les Américains… et cette guerre-là, les Américains risquent bien de la perdre s'ils ne savent pas prendre à temps les mesures nécessaires. »

Passy prend la peine de préciser que la « bombe atomique n'existait pas à l'époque ».

Selon Billotte, c'est lui qui aurait appris à de Gaulle la nouvelle de Pearl Harbor.

> Je me précipite chez de Gaulle à qui j'avais indiqué la veille qu'il aurait intérêt à ne pas s'éloigner du Connaught [l'hôtel du Général à Londres]. Je lui fais part de la communication du Premier britannique transmise par son chef d'état-major. Le général de Gaulle demeure un instant silencieux. Puis : « Eh bien, cette guerre est finie », me dit-il. Et comme j'exprime ma surprise : « Bien sûr, il y aura encore des opérations, des batailles et des combats, mais la guerre est finie puisque l'issue en est dorénavant connue. Dans cette guerre industrielle, rien ne peut résister à la puissance de l'industrie américaine. » Et de Gaulle décidément en verve me lance cette prophétie : « Maintenant, l'Occident va commettre suffisamment d'erreurs politiques pour qu'à l'issue de ce conflit soient réunies toutes les conditions d'un autre conflit… avec la Russie. »

Quel que soit le confident de De Gaulle au moment de Pearl Harbor, le jugement du Général est donc le même : la guerre est finie et une autre guerre risque de commencer entre les Russes et les Américains et ceci par la faute de l'Occident…

Cette perspective n'empêche pas de Gaulle de persévérer dans son attitude à l'égard de l'Union soviétique.

Deux jours plus tard, Bogomolov rend visite au chef de la France libre qui le félicite pour les victoires de l'Armée rouge dans la région de Rostov et souligne « l'importance capitale pour l'Europe et pour le monde de la manifestation de la puissance russe telle qu'elle est apparue depuis le début de la guerre entre la Russie et l'Allemagne ». Bonne manière pour bonne manière, Bogomolov annonce que son gouvernement est prêt à accueillir pour une mission de liaison un groupe de trois Français (deux civils et un militaire). De Gaulle précise alors que si les Soviétiques n'y sont pas opposés, le chef de cette Troïka sera Roger Garreau.

Parlant des défaites anglaises en Libye, écrit Bogomolov à Molotov, de Gaulle pense que le commandement anglais n'utilise pas les combinaisons mécanisées dans la tactique actuelle de la guerre et que c'est seulement maintenant qu'ils commencent à étudier cette tactique dans la pratique. Il a dit que seule l'URSS peut vaincre l'Allemagne et que les Anglais n'y arriveront jamais. En raison de sa politique personnelle et pour un certain nombre de raisons militaires, il préfère aider l'URSS avec ses modestes moyens. Si les Anglais avaient avancé vers Tunis, il serait allé les aider pour rapprocher ses divisions vers la Tunisie française, mais les Anglais se sont embourbés et pour longtemps[30]…

Au cours de cet entretien, de Gaulle propose à son interlocuteur d'envoyer en URSS une division française qui « serait placée à la disposition du haut commandement soviétique, mais participerait aux opérations comme unité française ». Bogomolov s'informe alors de savoir si cette division est armée et il précise qu'il ne voit, en ce qui le concerne, aucun inconvénient à ce qu'elle comprenne 40 % de Sénégalais.

« À partir de février, indique-t-il, le temps au Caucase et dans le Sud conviendrait à ces troupes noires. »

Dans ses *Mémoires*, de Gaulle souligne que ce projet « enchanta » les Russes[31].

Si les relations gaullo-soviétiques se font chaque jour plus cordiales, en revanche, les relations anglo-soviétiques, elles, connaissent une passe difficile. À en croire Eden, cela est dû aux réserves des Britanniques face à l'insistance de Staline pour signer au plus vite un traité d'alliance, qui

légitimerait les annexions soviétiques de la période 1939-1941 et reconnaîtrait à l'Union soviétique un certain nombre de sphères d'influence en Europe.

Churchill restant inébranlable, Staline emploie les grands moyens. « Le moment n'était peut-être pas propice pour une telle demande, écrit Elleinstein, mais Staline fit alors peser sur l'alliance anglo-soviétique la menace d'une paix séparée. Certes, il s'était engagé à ne pas en signer, mais que valaient les traités pour Staline ? Tant que cet accord ainsi que celui sur la date d'ouverture du second front, ne serait pas conclu, ajoutait Staline, non seulement il n'y aurait pas "de clarté dans les relations anglo-soviétiques", mais "pour parler avec une entière franchise, la confiance réciproque ne serait pas garantie". »

Selon le chef du *Foreign Office*, les Britanniques n'allaient devenir que trop familiers de la rudesse du ton des lettres adressées par Staline au Premier ministre, mais quand parvint le premier message désagréable, le Cabinet de guerre fut très surpris.

> Winston [Churchill], raconte Eden, a pleinement conscience de la valeur de nos atouts pour jouer contre Staline ; le Russe a besoin de nous, plus que nous de lui. Je ne dois pas aller à Moscou, dit-il, à moins que les Soviets ne mettent les petits plats dans les grands pour me recevoir, etc. Notre position est très forte. Mais, ajoute Eden, il fallait aussi compter avec l'aversion du Premier ministre pour les problèmes de l'après-guerre – état d'esprit facile à comprendre chez l'homme qui portait plus que tout autre le fardeau de la conduite de la guerre, mais position de plus en plus difficile à défendre vis-à-vis des Américains ou des Russes qui s'intéressaient très vivement au contraire aux problèmes de la paix.

Churchill finit par se laisser convaincre d'envoyer Eden à Moscou où Harry Hopkins, le conseiller de Roosevelt, l'a précédé. Hopkins, qui ne s'est pas contenté de faire accepter par le Congrès la fourniture de matériel de guerre à l'URSS pour un milliard de dollars au titre de la loi prêt-bail, mais qui a également accédé à certaines demandes de Staline concernant notamment la dissolution du mouvement de droite « America first » qui s'était permis de faire des réserves sur la politique soviétique… Hopkins a convoqué les directeurs des grands journaux et leur a transmis les doléances de Staline selon lesquelles on ne présentait pas l'Union soviétique sous un jour assez favorable dans les magazines américains…

« Dans les écoles de l'URSS, a même déclaré Hopkins, on apprend mieux ce qu'est la liberté aux enfants que dans celles des USA. »

Les propos de Hopkins ont un résultat aussi immédiat que spectaculaire puisque le grand éditeur Henry Luce consacre quatre-vingt-seize pages d'un numéro de *Life* à la gloire de la Russie démocratique. Une véritable marée de propagande submerge le pays.

C'est dans un tel climat volontairement créé par quelques hommes, au nombre desquels Roosevelt occupe la première place, que l'Amérique en se jouant décida du sort de l'Europe, écrit Jean Maze. Staline ne trompe que ceux qui veulent être trompés. Pourquoi et comment romprait-il avec tout son passé ? […] Staline, qui n'était entré dans le conflit que contraint et forcé par l'agression d'Hitler, après lui avoir fourni les moyens de gagner la première manche de la guerre contre la France, devait-il être baptisé « démocrate » sous prétexte que le dictateur brun avait rompu avec le dictateur rouge ? Que les Anglo-Saxons cherchassent à tirer profit du heurt entre les deux totalitarismes rien de plus normal, mais pourquoi diable introduire l'idéologie là où elle n'avait que faire ? Quand François I^er^ s'allia au Grand Turc, il ne proclama pas pour autant qu'il le considérait comme un bon chrétien. C'est cette ridicule identification entre les nécessités stratégiques et tout le chapelet des abstractions menteuses : communauté de vues et de but de la coalition, union des grandes démocraties contre le fascisme, guerre de libération, etc., qui sont à l'origine du conformisme verbal et mental de 1944, de la victorieuse poussée du stalinisme et de l'éclosion, là de régimes directement contrôlés par lui, ici d'un système boiteux, inorganique, sans institutions, sans foi et sans force[32].

Parmi les dirigeants américains, seuls Cordell Hull, le secrétaire d'État, et son adjoint, Sumner Welles, gardent la tête froide devant ce raz-de-marée philosoviétique qui secoue l'*establishment*. Cordell Hull qui semble n'avoir qu'une confiance limitée en Anthony Eden lui a envoyé le 5 décembre – soit deux jours avant Pearl Harbor – le télégramme suivant :

En ce qui concerne les problèmes qui se poseront après la guerre, nous avons indiqué qu'ils se trouveraient clairement définis dans la charte de l'Atlantique qui représente les points de vue aussi bien de la Grande-Bretagne que de l'Union soviétique. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il serait tragique que l'un des trois gouvernements exprime le désir de passer des accords individuels quels qu'ils soient concernant ces problèmes. Aucun pays ne doit signer à titre individuel, pendant toute la durée de la guerre, un accord quelle qu'en soit la nature, ce qui risquerait de rendre difficile l'établissement d'une paix longue et juste pour tous lors de la conférence sur la paix. Surtout, il ne doit pas y avoir d'accord secret.

Avant de partir pour Moscou, Eden rédige un mémorandum qu'il a l'intention de remettre lui-même à Staline et qui, explique-t-il à ses collègues du Cabinet de guerre, cherche à calmer certaines méfiances du maréchal russe. Lequel craint, par exemple, que les Anglo-Saxons préparent l'organisation de l'Europe d'après-guerre sans le consulter, qu'ils négligent les intérêts soviétiques dans les traités de paix et qu'ils ne soient pas

disposés à prendre des mesures assez radicales pour rendre l'Allemagne inoffensive après la victoire. « Je suggérai, écrit Eden, de calmer ces craintes par une déclaration commune anglo-américaine proclamant notre volonté de collaborer avec la Russie, non seulement pour établir des traités de paix, mais aussi pour les faire respecter[33]. »

Si, malgré cela, Staline soulevait la question des frontières occidentales de l'URSS, il était convenu de ne pas aller au-delà des deux premières clauses de la charte de l'Atlantique. Or la seconde soulignait que les États-Unis et la Grande-Bretagne ne consentiraient « à aucun changement territorial qui ne soit en accord avec le désir librement exprimé des peuples intéressés »…

Il y avait là de quoi inquiéter Staline s'il prenait cette clause au pied de la lettre, mais il suffisait après tout d'organiser de façon « intelligente » le désir « librement exprimé » des peuples intéressés, commente Elleinstein. Dans leurs rapports avec Staline, les Occidentaux étaient prisonniers de leur propre idéologie. Ils pensaient que les mots et les concepts avaient une certaine importance, or ce n'était pas le cas pour Staline ; pour lui, les actes seuls comptaient. Staline était d'autant plus redoutable qu'il avait une idée très précise des objectifs qu'il voulait atteindre et qu'il ne la perdait jamais de vue, à travers toutes les péripéties de l'histoire, même les plus dramatiques[34].

Staline jette le masque

Accompagné du secrétaire permanent du *Foreign Office*, Alexander Cadogan, Eden arrive à Moscou le 16 décembre 1941[35]. À 19 heures, ce jour-là, il a sa première entrevue avec Staline. Après le thé et les gâteaux auxquels personne n'a touché sauf Stafford Cripps, on apporte de l'eau-de-vie, des zakouski et du champagne. Nombreux toasts. « Atmosphère cordiale, note Eden dans son journal. Le dictateur est calme, à sa manière ; pas de cris ni de grands gestes si bien qu'on ne peut deviner ce qu'il pense ni même le sujet dont il parle avant la traduction. »

À la fin de l'entretien, Staline remet à Eden les projets de deux traités : l'un relatif à une alliance militaire pour le temps de guerre, l'autre concernant une « communauté d'action pour la résolution des problèmes d'après-guerre en Europe » et pour prévenir le renouvellement de toute agression par l'Allemagne. Les deux traités doivent être rendus publics, mais le second comporte un protocole secret sur le tracé détaillé de certaines frontières…

Les idées soviétiques étaient déjà fort rigidement déterminées et ne changèrent guère d'ailleurs au cours des trois années suivantes, remarque Eden. La Russie cherchait à obtenir les garanties matérielles les plus tangibles pour sa sécurité future. Staline proposait une expansion de la Pologne vers l'ouest aux dépens de l'Allemagne ; les autres pays occupés retrouvaient leurs anciennes frontières ; l'Autriche était reconstituée ; l'Allemagne perdait le pays rhénan, et peut-être la Bavière. L'URSS reprenait ses frontières de 1941 avec la Finlande et la Roumanie et absorbait les États baltes. La ligne Curzon[36] servait de base pour la détermination de la frontière russo-polonaise. Staline désirait aussi avoir le droit d'implanter des bases en Finlande et en Roumanie et recevoir des garanties relatives aux débouchés sur la Baltique. Il ne s'opposerait pas à la création de bases britanniques en Norvège et au Danemark.

Staline jette donc carrément le masque, si tant est qu'il en ait jamais porté ! Non seulement il entend voir légitimer par les Anglais toutes les annexions soviétiques de la période 1939-1941, mais encore il entend faire admettre le principe de sa pleine et entière liberté de manœuvre en Europe centrale. En échange, il accepte l'implantation de bases britanniques en Europe du Nord.

On ne saurait être plus franc. Et plus retors lorsque l'on sait qu'à peine un mois plus tôt il donnait l'ordre à Beria de s'adresser à l'ambassadeur de Bulgarie à Moscou, Stotenov, pour sonder Berlin en vue d'une paix séparée au prix d'une cession à l'Allemagne des États baltes, de la Biélorussie et d'une partie de l'Ukraine « à n'importe quelles conditions ».

Eden répond à Staline qu'il approuve bon nombre de ses idées sur l'Europe d'après-guerre. Le gouvernement britannique ne voit en effet aucune objection de principe ni au démantèlement de l'Allemagne ni à l'indépendance de la Bavière et du pays rhénan et il est partisan d'une renaissance de l'Autriche. Eden explique toutefois à son interlocuteur qu'il ne peut approuver le protocole secret sans en référer d'abord au Cabinet de guerre et à Roosevelt qui, dit-il, « nous a demandé de ne pas accepter d'ententes secrètes au sujet de la réorganisation de l'Europe après la guerre sans l'avoir d'abord consulté ».

Le télégramme de Cordell Hull, on s'en souvient, est autrement plus catégorique : ce « sans l'avoir d'abord consulté » atténue singulièrement la fermeté américaine et laisse entrevoir une possibilité d'arrangement… D'autant que le Britannique ajoute : « Ceci n'interdit pas à nos deux pays de discuter d'une base pour l'établissement de la paix. »

Staline en profite aussitôt :

« Mais, dit-il, il y a bien des questions relatives à la sécurité de nos deux pays qui peuvent être discutées entre nous. »

Eden fait alors marche arrière :

« Nous pouvons en discuter entre nous mais, en dernier ressort, pour établir le traité de paix, l'URSS, la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique doivent se réunir et s'entendre sur les principaux problèmes d'intérêt mondial. »

Staline opine silencieusement.

Des textes sont alors préparés et, semble-t-il, approuvés « sous réserve, confie toutefois Maïski à Eden, d'une ou deux corrections de caractère mineur ». L'ambassadeur soviétique à Londres pense cependant que « tout ira bien ».

Lors de la reprise des négociations, très vite, tout va mal. « Le ton jusqu'alors très doux changea soudain, écrit Eden. Staline montra ses griffes. Il ouvrit la séance en demandant que nous reconnaissions immédiatement que les frontières de l'Union soviétique à inclure dans le traité de paix seraient celles de la Russie de 1941. »

Le Britannique fait front :

« L'Angleterre est entrée en guerre le 3 septembre 1939 pour défendre l'indépendance et l'intégrité de la Pologne face à Hitler !

— Je croyais que la charte de l'Atlantique était dirigée contre ceux qui tentaient d'imposer leur domination au monde, mais il semble maintenant qu'elle soit dirigée contre l'Union soviétique, réplique cyniquement Staline qui ajoute que, dans ce cas, il préfère renoncer à tout accord. »

C'est l'impasse.

Deux jours plus tard, les Soviétiques sont toujours aussi intransigeants.

« Tant que ne sera pas réglée la question de la frontière, déclara Molotov à Cripps, les relations entre la Grande-Bretagne et l'URSS manqueront d'une base saine. »

Le 20 au soir, la veille de son départ, Eden télégraphie à Churchill : « Avons dissipé partie au moins de la méfiance primitive. Staline désire sincèrement accords militaires, mais ne veut pas les signer avant avoir obtenu notre reconnaissance de ses frontières. Devons-nous attendre à incessantes relances à ce sujet. Position Grande-Bretagne et États-Unis entièrement sauve. »

Eden se trompe sur un point : il est impossible de dissiper la méfiance de Staline, car c'est chez lui une attitude et un principe méthodologique. Pour le reste, il n'avait pas bougé d'un pouce sur ses revendications.

En ce 21 décembre, jour de son soixante-deuxième anniversaire, Staline est sans doute furieux contre les Anglo-Saxons qui restent sourds à ses exigences, mais il connaît trop l'état de dépendance de son pays sur le plan militaire pour se permettre d'envenimer des relations qui, malgré tout, commencent à porter leurs fruits. Et puis, comme le souligne Elleinstein, l'essentiel pour lui est de ne signer aucun texte remettant en cause les frontières de 1941 : « À défaut de les voir reconnaître par les Occidentaux, il entendait avoir les mains libres pour l'avenir […]. Avec la victoire, le temps viendrait où il pourrait faire prévaloir la loi du vainqueur[37]. » Tous les espoirs lui sont permis, en effet, car le « front » occidental est déjà plein de fissures.

Du côté américain, s'il compte certains adversaires plus ou moins déterminés (comme Cordell Hull, Sumner Welles et l'amiral Leahy), il dispose d'alliés de poids en la personne de Roosevelt et de Hopkins. Du côté anglais, il sait également pouvoir compter sur la bienveillance de Cripps mais aussi d'Eden qui lui a promis d'intercéder en sa faveur auprès du président américain et qui s'en explique ainsi dans ses *Mémoires* : « Il paraît inévitable que si Hitler est battu, les armées russes finiront la guerre enfoncées beaucoup plus profondément en Europe qu'elles ne l'étaient au début de l'année 1941. Aussi, il apparaît raisonnable de lier le gouvernement soviétique par un accord à ce sujet, et cela aussitôt que possible. » Eden croit donc à l'utilité de la diplomatie avec un Staline qui, lui, ne croit qu'aux rapports de force et ne s'en cache d'ailleurs nullement. N'a-t-il pas répliqué au chef du *Foreign Office* qui évoquait devant lui les futures opérations sur le front germano-soviétique et les difficultés de la lutte contre les Allemands :

« Et alors ? Les Russes sont déjà allés deux fois à Berlin (en 1760 et en 1813), ils y retourneront une troisième fois ! »

Berlin ne semble bien d'ailleurs n'être qu'une étape dans l'esprit de Staline puisque Averell Harriman, croyant le complimenter en lui disant : « Pour vous, après tout ce dont votre pays a souffert, il doit être agréable de vous trouver à Berlin », s'entendra répondre lors de la conférence de Potsdam : « Le tsar Alexandre est allé jusqu'à Paris… » Outre ces appuis officiels, dans les gouvernements anglo-saxons, le tsar rouge dispose également d'une pléiade d'agents haut placés tant à la Maison Blanche avec Alger Hiss et Michael Whitney Straight (tous deux conseillers de

Roosevelt) que dans les services secrets britanniques avec Kim Philby, Anthony Blunt, Donald Maclean et Guy Burgess et quelques autres.

Du côté français, enfin, Staline dispose d'un allié en la personne de De Gaulle qui ne pèse guère à l'heure présente, mais a quelque chance de compter dans l'avenir. De Gaulle vient d'ailleurs très opportunément de se rappeler à lui en lui exprimant à l'occasion de son anniversaire « l'admiration et la sympathie de tous les Français qui continuent la lutte en union étroite avec l'URSS ».

Lors de la conférence d'Arcadie qui se tiendra à Washington le jour de Noël, Churchill, qui ne semble pas partager les sentiments de son ministre des Affaires étrangères pour Staline, informera les Américains de l'existence d'un plan *Gymnast* en vue d'un débarquement en Algérie et mettra en avant ce « projet d'Afrique du Nord comme une mesure destinée à boucler et à resserrer l'encerclement de l'Allemagne ». Roosevelt se montrera favorable au projet. « Il n'avait pas été long à voir les avantages politiques qu'il représentait dans le domaine de la haute stratégie », écrit l'historien Liddell Hart.

4
L’énigme Moulin

2 janvier 1942. Sur la paroi de l’avion, la petite lampe rouge s’est allumée. C’est le signal : le largueur ouvre la trappe ronde percée dans le plancher et le plus âgé des passagers « équipés comme des Esquimaux[1] » se met alors en position de saut, les pieds dans le trou, les mains appuyées sur le rebord. Cinq cents mètres plus bas, il peut voir défiler le paysage nocturne de la Provence : les villages et les hameaux endormis et, même, le long d’une route, cinq ou six personnes qui regardent en l’air. Soudain, la lampe vire au vert. Suivi de ses deux compagnons, le premier parachutiste plonge dans le vide. Pour Jean Moulin, l’aventure commence. Elle le conduira jusqu’au sacrifice suprême dix-huit mois plus tard.

Lorsqu’il atterrit dans l’étang glacé de Fontvieille d’où il va mettre plus d’une heure à s’extraire, Jean Moulin, selon de Gaulle, est porteur d’un ordre de mission de sa part ainsi formulé : « Je désigne M. J. Moulin préfet, comme mon représentant et comme délégué du Comité national, pour la zone non directement occupée de la métropole. M. Moulin a pour mission de réaliser dans cette zone l’unité d’action de tous les éléments qui résistent à l’ennemi et à ses collaborateurs. M. Moulin me rendra compte directement de l’exécution de sa mission[2]. » Mais ne s’agit-il pas là d’une histoire revue et corrigée par le mémorialiste ? En effet, il est exclu, pour des raisons de sécurité évidentes, comme le remarque Daniel Cordier, « que, dans cet ordre de mission, à plus forte raison sur l’exemplaire qu’il emporta, l’ancien préfet ait été désigné sous son vrai nom […]. [Et l’]on pourrait à la limite, se demander si cet ordre de mission a bien existé[3] ». Du moins sous cette forme. On peut d’autant plus se poser la question,

renchérit Jacques Baynac, qu'à ce jour personne n'a jamais vu le document, pas plus l'original qu'une copie ou un brouillon. « Rien de tel ne figure d'ailleurs dans aucune archive publique ni privée, pas même dans celle de De Gaulle[4]. »

De plus, ce que de Gaulle dit de la mission de Rex dans le corps de ses *Mémoires* diffère – sur un point capital – de l'ordre de mission qu'il cite à l'appui de ses dires. Qu'on en juge :

> [Jean Moulin] emportait mon ordre de mission l'instituant comme mon délégué pour la zone non occupée de la France métropolitaine et le chargeant d'y assurer l'unité d'action des mouvements de résistance. De ce fait son autorité ne serait pas, en principe, contestée. Mais il aurait à l'exercer et moi j'aurais à le soutenir. Aussi était-il entendu que c'est lui qui serait, en France, le centre de nos communications d'abord avec la zone sud et, dès que possible avec la zone nord ; qu'il aurait sous sa coupe les moyens de transmission ; que nos chargés de mission lui seraient rattachés ; qu'il serait tenu au courant des mouvements de personnel, de matériel, de courrier effectués pour notre compte d'Angleterre en France et réciproquement ; enfin, qu'il recevrait et distribuerait les fonds que nous adresserions à différentes organisations opérant dans la métropole[5].

Que faut-il croire : le résumé de la mission de Rex qui reflète ce qu'elle deviendra plus tard, mais pas ce qu'elle est au commencement (et dans ce cas cela peut apparaître comme une régularisation *a posteriori* opérée par de Gaulle pour faire valoir l'idée qu'il a contrôlé Moulin dès le début) ou le document précité mais introuvable ?

« Par là même, conclut Jacques Baynac, on est parfaitement fondé à s'interroger sur la nature exacte de la mission de Moulin. Non seulement parce que beaucoup d'autres détails sont flous, discutables ou appuyés par des dires incontrôlables, mais aussi parce que trop de documents convergent pour montrer que les choses sont loin de s'être passées à Londres comme on l'a raconté. De plus, apparues publiquement il y a peu, de nouvelles informations autorisent à se demander si une autre mission n'aurait pas été confiée à Moulin par de Gaulle[6]. »

En effet : dans son célèbre *C'était de Gaulle*, au terme d'un échange assez vif qui, le 20 mai 1962, voit de Gaulle défendre l'idée que les communistes, parce qu'ils se « battaient sérieusement » après l'invasion de l'Union soviétique, « méritaient bien qu'on leur accorde une présomption de patriotisme », Alain Peyrefitte rapporte cette réponse énervée de l'ancien chef de la France libre à la question de savoir si Moulin l'a aidé à contenir la poussée des communistes ou au contraire l'a accentuée : « Voyons ! Mais il l'a contenue ! Justement parce qu'il avait la réputation d'être un préfet de

gauche, et même proche des communistes, justement parce qu'il avait été directeur du cabinet de Pierre Cot, il ne pouvait pas être récusé par eux. Sa mission était de les réintégrer dans la communauté nationale. Il était le meilleur pour ça. Il a été droit comme un I. Ce n'est pas un préfet de droite comme Bollaert qui aurait pu réussir cette tâche. C'est Moulin plus que tout autre, qui a permis de faire entrer les communistes dans l'organisation de la France combattante et donc de les contrôler[7]. »

Publiée la première fois en 1994, l'information n'a guère été reprise dans la polémique née autour de Jean Moulin à partir des années quatre-vingt-dix et quand elle l'a été, notamment par Jacques Baynac dans son incontournable *Présumé Jean Moulin* (Grasset, 2006), on ne peut que constater qu'elle a été « ignorée » par Daniel Cordier et les autres historiens dans leur philippique contre ceux qui, à la suite des travaux d'Henri Frenay, s'interrogeaient légitimement sur les intentions et l'action du fondateur et premier président du CNR. En raison, précisément, de son parcours politique qui lui a valu avant-guerre le surnom de « préfet rouge » (voire de « Moulin rouge ») et qui l'a vu alors préfet et directeur de cabinet du ministère de l'Air, lever le poing le 5 juillet 1936, lors de la fête de la FSGT (Fédération sportive et gymnique du travail). Mais aussi et surtout en raison de son intimité avec le très discuté Pierre Cot, laudateur éperdu de Staline, et de son entourage mêlant des communistes bon teint (Meunier, Chambeiron) ou « hors cartes » (Manhès, Labarthe), des kominterniens (Dolivet) et peut-être même des agents soviétiques de première grandeur (Trepper, Robinson).

Il s'agit pourtant d'une information capitale que cette reconnaissance tardive par de Gaulle soi-même de la proximité de Moulin avec les communistes. Un élément de portrait pour le moins inédit par rapport à celui brossé dix ans plus tôt dans les *Mémoires de guerre* et qui amène nécessairement l'observateur à attribuer à l'« homme de foi et de calcul, ne doutant de rien et se défiant de tout, apôtre en même temps que ministre » une dimension partisane qui modifie de fait son statut univoque de haut fonctionnaire, serviteur de l'État ! D'autant que de Gaulle précise ce qu'il faut entendre par « proche » puisqu'il définit cette proximité de Moulin avec les communistes par le fait qu'elle était telle qu'il ne pouvait pas être récusé par eux ! Pour qui connaît la perception communiste du monde politique fondée sur le critère décisif de l'ennemi de classe, surtout à l'époque du stalinisme triomphant, Moulin n'appartenait manifestement pas

à cette catégorie honnie. Il faut donc croire que les communistes le considéraient comme un des leurs. Ce qui expliquerait d'ailleurs qu'ils l'ont toujours défendu (sans pouvoir le revendiquer).

Le chef de la France libre connaît-il dès le début cette proximité de Moulin avec les communistes ? Cela ne fait aucun doute. Au point que son gendre, le général de Boissieu, n'hésite pas à assurer qu'il « connaissait toute la vie de Jean Moulin de A à Z [*sic*] ».

> Vous imaginez bien, précise-t-il, qu'avant d'en faire son délégué en France, le général de Gaulle s'était informé du passé de Jean Moulin. Je servais à l'état-major particulier à Londres à cette époque et sachant que ma famille habitait Chartres, le Général m'avait parlé de Jean Moulin, sans me dire pourquoi. J'avais été surpris de voir qu'il connaissait parfaitement la carrière de Jean Moulin, non seulement son attitude très courageuse au moment de l'arrivée des Allemands mais aussi son séjour au cabinet de Pierre Cot et son adhésion à de nombreuses ligues antifascistes. Il savait qu'il s'entendait très bien avec son évêque, Mgr Harscouët, qui n'était pas un homme de gauche. Avant même que Jean Moulin vienne à Londres, le général de Gaulle connaissait le passé de ce haut fonctionnaire[8].

Si c'est donc en parfaite connaissance de l'homme politiquement engagé que de Gaulle fait de Jean Moulin son « représentant unique (en France) pour tout ce qui concerne l'action aussi bien militaire et politique » (Colonel Passy), c'est que l'ancien protégé de Cot (qu'il a repoussé brutalement parce que « trop marqué » un an plus tôt) correspond à ce moment précis de l'entreprise gaulliste à une orientation nouvelle déterminée par sa relation d'alliance secrète avec le Kremlin.

Enfin, concernant la mission proprement dite, c'est-à-dire la mission confiée par lui à Moulin (à l'insu même du chef du BCRA donc dans le secret le plus absolu), de faire entrer les communistes dans la France combattante et, de là, dans la communauté nationale dont ils ont été exclus en septembre 1939 par Daladier pour cause de défaitisme et de sabotage, il s'agit là encore d'une information déterminante en ce qu'elle implique que Moulin s'est déclaré disposé et apte à la remplir, et en ce qu'elle tend à valider le résumé de la mission fait par le mémorialiste par rapport au fameux « ordre de mission », car la possibilité de prise de contact avec les communistes et notamment avec la direction clandestine du parti n'a de sens que si elle peut s'étendre aux deux zones. Et, parce que la création du CNR en fut l'objectif et le résultat final, tout laisse penser que cette mission confiée à Moulin fut l'axe prioritaire autour duquel devait s'articuler son action globale : fédérer les activités administratives et la propagande des

résistants de l'intérieur ; obtenir leur allégeance à l'autorité politique du Comité national français ; unifier leurs forces paramilitaires et les soumettre au commandement du chef de la France libre. Aussi est-ce à la lumière de la confidence de De Gaulle à Peyrefitte qu'il faut relire ces événements.

Pour l'heure, en tout cas, en ce mois de janvier 1942, Frenay et son adjoint Chevance-Bertin sont à mille lieues d'imaginer ces perspectives londoniennes. Dans la solitude et le dénuement où ils se trouvent depuis dix-huit mois, ils ne voient que ces mots qui leur viennent d'Angleterre dans une boîte d'allumettes que Moulin a tirée de sa poche : « Mes chers amis, Rien ne peut plus diviser les Français. Ils n'ont qu'une volonté : sauver leur pays par la victoire. Rien ne compte pour eux, sinon la haine de l'ennemi ; la fidélité envers leurs alliés, la fraternité nationale. Je sais ce que vous faites. Je sais ce que vous valez. Je connais votre grand courage et vos immenses difficultés. En dépit de tout, il faut poursuivre et vous étendre. Nous qui avons la chance de pouvoir encore combattre par les armes, nous avons besoin de vous pour le présent et pour l'avenir. Soyons fiers et confiants ! La France gagnera la guerre et elle nous enterrera tous. De tout mon cœur[9]. »

Moulin leur transmet d'autre part les directives militaires élaborées par le BCRA à l'intention des chefs de mouvements. Consignes d'organisation visant principalement la séparation, pour raison de sécurité, des secteurs politique et militaire. Mais qui, de fait, resteront lettres mortes car ainsi que l'observe Frenay, des hommes, sans connaissance de l'action clandestine, ont prétendu depuis Londres statuer à une unité près sur ce que devait être l'action paramilitaire et ne se sont posé la question de savoir si ces consignes, peut-être théoriquement justes, étaient applicables dans les conditions de la clandestinité[10].

Mais Moulin apporte également des fonds et la promesse de liaisons régulières avec Londres et de moyens de transmissions.

Avant de se rendre en Angleterre où il est arrivé le 20 octobre, Moulin avait, selon de Gaulle, « pris de nombreux contacts avec chacun des mouvements de résistance et, d'autre part, sondé divers milieux politiques, économiques et administratifs ».

« Il connaissait le terrain sur lequel, de prime abord, je projetais de l'employer », affirme le mémorialiste[11]. Or, lors de sa rencontre avec Henri

Frenay, à la toute fin du mois de juillet 1941, Moulin avait dit au patron de Libération nationale qui prendra bientôt le nom de Combat :

« J'aimerais apporter au Général le maximum d'informations sur la France. J'ai rencontré beaucoup d'opposants au régime mais personne des mouvements de résistance ; c'est pourquoi j'ai tenu à vous voir puisque vous êtes, m'a-t-on dit, le mieux placé pour m'en parler[12]. »

Entre la fin de juillet et le 9 septembre (date de son départ de Marseille pour le Portugal où il a dû attendre son embarquement pour l'Angleterre pendant plus d'un mois), Moulin a-t-il pris contact avec chacun des mouvements de résistance ainsi que l'affirme de Gaulle ? Si c'était le cas, cela apparaîtrait clairement dans son « Rapport sur les activités, les plans, les besoins des groupes formés en France en vue de l'éventuelle libération du pays ». Or, de l'avis des historiens de la Résistance (Henri Noguères, Henri Michel, etc.), sa connaissance du terrain à l'époque est singulièrement limitée :

> Il est certain, écrit Henri Michel, que ses vues sur la Résistance naissante sont incomplètes. Non seulement Jean Moulin ne sait rien de ce qui se passe en zone nord (il écrit que les trois principaux mouvements de zone sud ont des antennes en zone occupée, ce qui n'est vrai que pour celui d'Henri Frenay), mais il ignore totalement l'action des réseaux d'évasion et de renseignements ainsi que les équipes montées et équipées par les Britanniques. Il parle de Libération plus par ouï-dire que par connaissance réelle, puisqu'il distingue le mouvement de son chef, Emmanuel d'Astier de La Vigerie ; il ne connaît pas non plus Franc-Tireur qui commence à s'organiser à ce moment, etc.[13].

Henri Frenay est encore plus catégorique : « En réalité […] les seuls renseignements qu'il [Moulin] possède sur l'organisation de la Résistance sont ceux que je lui ai fournis lors de notre entrevue à la fin du mois de juillet à Marseille[14]. »

Moulin se présente donc à de Gaulle avec un rapport sur l'état de la Résistance intérieure dont, selon Frenay, « presque chaque ligne appellerait un commentaire, parfois une réfutation ». Toutefois, malgré ses lacunes et ses erreurs, ainsi que le souligne Henri Noguères, c'est le « premier tableau d'envergure de la Résistance clandestine qui est brossé devant le général de Gaulle », lequel n'est pas en mesure de juger de sa véracité car il ignore tout du sujet et qu'il continuera de l'ignorer longtemps encore puisque Christian Pineau, chef du mouvement Libération-Nord, relatant sa conversation avec de Gaulle en février 1942, écrit : « Je constate que comme Passy, il [de Gaulle] ignore presque tout de la Résistance… Quand

je lui affirme que la Résistance active est composée d'une minorité, il dissimule à peine sa déception[15]. »

Mais lorsqu'il écrit ses *Mémoires* en 1953, de Gaulle n'ignore évidemment pas que Moulin connaissait mal à l'époque le terrain sur lequel il projetait de l'envoyer. Il faut donc croire qu'il tente comme il peut de justifier *a posteriori* son choix de Moulin comme représentant du Comité national français auprès de la Résistance intérieure.

Il ne se contente d'ailleurs pas de justifier son choix, il célèbre le héros « pétri de la même pâte que mes meilleurs compagnons [et] rempli jusqu'au bord de l'âme de la passion de la France » et qui « devait, en dix-huit mois, accomplir une tâche capitale. La Résistance dans la métropole, où ne se dessinait encore qu'une unité symbolique, il allait l'amener à l'unité pratique ».

Hommage qui cautionne spectaculairement toute l'action de Jean Moulin et en garantit la stricte orthodoxie gaulliste.

Ce qui constitue, comme on le verra, sinon une pierre dans le jardin de Passy, du moins le signal de mettre une sourdine à ses critiques du fondateur du CNR. Bref une sorte d'avertissement.

Une jeunesse française

« Jean Moulin, chargé de mission de première classe, sous-officier de l'armée française, préfet de la République, organisateur et unificateur de la Résistance, exemple d'indomptable courage, modèle rayonnant de sagesse et de cœur, inspirateur exaltant d'espérance, a commandé en chef devant l'ennemi qui l'a torturé et assassiné. Chevalier de la Légion d'honneur, fait Compagnon de la Libération sous le nom de caporal Mercier, appartient désormais à l'histoire et à la vénération de son pays sous son vrai nom de Jean Moulin. »

On pouvait penser que tout était dit dans cette citation à l'ordre de la nation. Mais il n'en était rien : l'un des derniers ouvrages en date le concernant, à savoir l'album que lui ont consacré Christine Levisse-Touzé et Dominique Veillon, révèle les étonnantes facettes – largement insoupçonnées – d'un homme qui sous le pseudonyme (un de plus !) de Romanin déclinait son amour de la vie, de ses plaisirs et de ses peines, par de multiples talents artistiques : dessinateur dans la veine des caricaturistes Hansi et Poulbot, ou peintre d'eaux-fortes (destinées notamment à illustrer

Armor de Tristan Corbière), son trait pouvait aussi bien rendre la frivolité des scènes de bistrot parisien que la noirceur des silhouettes de la misère et du chômage[16].

Ce portrait de « Rex » en artiste qu'accompagnent toute une série de documents intimes qui jalonnent sa brève existence sur fond de tragédie finale, touche au cœur. Désormais, quand on parle de lui, il faut compter aussi avec ce personnage-là surgi de sa statue officielle tout frémissant de vie. Peut-il aider l'historien à le saisir dans toute sa vérité ? Il faut l'espérer car, c'est un fait, rarement héros aura, comme Jean Moulin, fait l'objet d'autant de portraits contradictoires.

Et le film *Alias Caracalla, au cœur de la Résistance*, réalisé par Alain Tasma d'après les Mémoires de Daniel Cordier, l'ancien secrétaire de Rex sous l'Occupation[17], illustre avec efficacité la version officielle sans pour autant faire oublier les autres.

Né à Béziers le 20 juin 1899, Jean Moulin est le fils d'un professeur de lettres radical-socialiste, franc-maçon, et président de la section locale de la Ligue des droits de l'homme, mais aussi adjoint au maire puis conseiller général de l'Hérault et vice-président de l'Assemblée départementale de Béziers. D'un militantisme ardent, il a, selon Laure la sœur de Jean et sa première biographe, « marqué son fils, par son seul exemple, d'une empreinte indélébile ».

En effet, étudiant, le jeune Jean milite « à gauche » : il s'inscrit aux Jeunesses laïques et républicaines proches du parti radical alors tout-puissant et en 1917, grâce à l'appui paternel, il intègre la préfecture de l'Hérault comme attaché au cabinet du préfet. Mobilisé en avril 1918, il ne connaît pas l'épreuve du feu et, après l'armistice, reprend son poste et ses études. En 1921, il passe sa licence en droit et en 1922, il est nommé à Chambéry, chef de cabinet de M. Mounier, préfet de la Savoie. C'est là qu'il fait la connaissance de Pierre Cot, alors jeune avocat. Une rencontre qui va marquer et orienter toute sa vie. Le 26 septembre 1925, Jean Moulin est nommé à vingt-six ans sous-préfet à Albertville. Il est le plus jeune sous-préfet de France. C'est le début d'une carrière foudroyante puisqu'il sera également le plus jeune préfet de France. Entre-temps, il s'est marié avec Mlle Marguerite Cerruty, mais le mariage n'a pas été une réussite et le divorce est prononcé moins de deux ans après.

Programmée avec méthode et détermination, son ascension est entrecoupée d'expériences ministérielles auprès de Cot.

Lors des élections législatives de 1928 où celui-ci se présente dans la circonscription de Chambéry-Nord sous les couleurs du cartel des Gauches, Jean Moulin soutient son ami en publiant dans la presse locale des caricatures qu'il signe comme on l'a vu du nom de Romanin. Devoir de réserve oblige ! Au début des années 1930, Jean Moulin est nommé sous-préfet de deuxième classe à Châteaulin, en Bretagne, où il va rester trois ans tout en soignant ses relations parisiennes, notamment avec Pierre Cot qui, en décembre 1932, devient sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le gouvernement Paul-Boncour et appelle auprès de lui Moulin en qualité de chef adjoint de son cabinet. C'est l'époque où, en Allemagne, Hitler accède au pouvoir. Daladier succède à Paul-Boncour et offre à Pierre Cot le ministère de l'Air. Moulin, promu chef de cabinet, l'y accompagne. Il sera plus précisément chargé de la liaison avec le Parlement et, semble-t-il, des affaires « délicates »…

En janvier 1937, Moulin est nommé préfet de l'Aveyron et en février 1939 préfet d'Eure-et-Loir. Sa réputation d'efficacité n'est plus à faire puisque le 17 juin 1940, Charles Pomaret, ministre de l'Intérieur du maréchal Pétain, pensera à lui pour le poste de directeur de la Sûreté générale… Et bien qu'étant « relevé de ses fonctions » depuis le 2 novembre 1940, Laval, détail piquant, lui proposera en 1942 un poste de superpréfet !

On note aussi que son premier geste de « démissionné » est de se fabriquer par ses propres soins et pendant qu'il en a encore les moyens une fausse carte d'identité au nom de Joseph Mercier, professeur à l'Institut international à New York. Ce qui, à tout le moins, indique un homme armé pour la clandestinité. Une clandestinité qu'il a sans doute acquise en tant qu'« homme de l'ombre » durant la guerre d'Espagne, au cours de laquelle il a été chargé par un Pierre Cot de superviser l'approvisionnement clandestin des républicains en armement. Bref, de quoi brouiller quelques lignes et d'expliquer ce jugement de l'historien Henri Michel, son premier biographe officiel : « Tout portrait de Jean Moulin clandestin comporte une bonne marge d'obscurité et laisse une part à l'hypothèse[18]. »

À ce stade, une chose est sûre : Jean Moulin est un homme de réseau et, sur le plan idéologique, nettement plus à gauche que son père. Enfin, sous un physique de jeune premier, c'est un caractère indomptable.

Ce côté guerrier, il le prouve d'ailleurs très vite face à l'occupant en refusant, le 17 juin 1940, de céder aux sommations de deux officiers allemands de signer un document accusant à tort des tirailleurs sénégalais de l'armée française du massacre de femmes et d'enfants : en réalité, il s'agit, puisque nous sommes encore en guerre à cette date, d'un authentique fait d'armes. Et qui plus est victorieux, puisque les supérieurs des officiers responsables de sa séquestration et de sa tentative de suicide en seront réduits à évoquer un « malentendu ». Du jamais-vu ! Et l'on comprend mieux à la lumière de cet exploit pourquoi *praefectus* (« placé en tête ») désignait dans l'Antiquité les chefs militaires.

Un fidèle de Pierre Cot

En octobre 1941, lorsque de Gaulle apprend par le major Piquet-Wicks la présence à Lisbonne de Jean Moulin, ce dernier, on l'a vu, est loin d'être pour lui un inconnu. Sans compter Boissieu, Georges Boris, ancien conseiller de Léon Blum, ou André Diethelm, ancien fonctionnaire des Finances et qui a fait partie du cabinet de Georges Mandel au ministère de l'Intérieur en 1940, ont fréquenté Moulin avant la guerre et ont pu lui donner toutes les précisions voulues sur la personnalité de l'ancien préfet de Chartres.

Mais il est également possible que de Gaulle connaisse personnellement Moulin – au moins de nom et de réputation – depuis l'avant-guerre ; en effet, Jean Moulin a été le chef de cabinet de Pierre Cot, ministre de l'Air de 1933 à 1934, puis de 1936 à 1938. Or, durant presque toute cette période, de Gaulle est le chef de la 3^{e} section du secrétariat général de la Défense nationale, chargée plus particulièrement des questions générales de défense nationale et de l'élaboration du texte de loi sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre.

En septembre 1933, Pierre Cot, qui n'est pas encore la cible des milieux de droite (qui l'accuseront à partir de 1937 de saboter l'effort d'armement aérien français), effectue une mission en URSS à la tête d'une délégation d'experts civils et militaires de son ministère. Au cours de manœuvres destinées à impressionner le ministre français, les Soviétiques déploient le grand jeu : bombardements en piqué, intervention d'unités parachutistes, etc., toutes méthodes encore ignorées de notre état-major. Cot revient ébranlé par cet emploi de l'aviation et le fait savoir ; or, de Gaulle n'a pu

manquer de voir l'intérêt d'entrer en relations avec un homme politique plus susceptible qu'aucun autre d'être sensible aux idées qu'il tente sans succès de faire partager à tous les dirigeants politiques, de droite comme de gauche. En outre, Cot a tout pour séduire l'auteur du *Fil de l'épée* : engagé à dix-neuf ans en 1914, il a eu une conduite exemplaire au feu ; blessé, gazé, il a terminé la guerre avec la Légion d'honneur et cinq citations. Agrégé de droit et docteur ès sciences politiques et économiques, il a une réputation de brillante intelligence. Il s'est fait également le champion du pacte franco-soviétique dont, nous l'avons vu, de Gaulle, dans une lettre à sa mère, a applaudi la signature en 1935.

Il ne semble pas cependant que de Gaulle ait jamais pris langue avec Pierre Cot. Ni au cours de cette période, ni plus tard en 1936, Pierre Cot étant toujours ministre de l'Air (mais cette fois du Front populaire) et de Gaulle étant toujours au secrétariat de la Défense nationale (mais, cette fois, protégé de Paul Reynaud). Est-ce parce que Cot est de gauche ? Non. En effet, même « protégé » d'un homme de droite, de Gaulle, devant le danger grandissant que représente l'Allemagne hitlérienne, ne renonce pas à sa croisade auprès des hommes qui comptent, et cela sans distinction d'étiquette puisqu'il va jusqu'à solliciter une audience de Léon Blum, alors chef du gouvernement de la coalition de gauche, audience qui lui est accordée le 14 octobre 1936. Or Blum est de ceux qui ont critiqué *Vers l'armée de métier* avec véhémence…

Pourquoi donc cette absence de relations entre de Gaulle et Cot ? Plus encore : pourquoi, lorsque Pierre Cot vient à Londres en juin 1940 lui proposer ses services (« même pour balayer l'escalier, s'il le faut », insiste l'ancien ministre), de Gaulle décline-t-il son offre et l'éconduit-il sèchement ? Il ne l'aurait, dit-on, même pas invité à s'asseoir… Oui pourquoi cette intransigeance brutale alors qu'en juin 1940 de Gaulle cherche encore activement à attirer auprès de lui des personnalités de premier plan, leur offrant même de s'effacer derrière elles ? Selon certains, dont Frenay, c'est parce que la présence de l'ancien ministre à ses côtés aurait, sans contrepartie positive, alimenté la propagande de Vichy contre le « général félon entouré de francs-maçons, de juifs et de politiciens »… Il est vrai que Cot est frappé plus que beaucoup d'autres du discrédit qui touche tout le personnel de la III^{e} République. Selon d'autres, dont Jean Lacouture, c'est parce que de Gaulle trouvait Cot trop « marqué » à gauche. Ce qu'explique Noguères à sa manière lorsqu'il précise que le Général

s’était encore « mal affranchi de ses origines maurrassiennes ». Sans doute… Mais si quelqu’un était bien « marqué » à gauche c’était Léon Blum, et pourtant de Gaulle était favorable à sa venue à Londres, de même qu’il n’a pas hésité à accueillir des gens de gauche en grand nombre dans son entourage.

En réalité, s’il s’est toujours gardé de prendre contact avec Cot et s’il n’a pas hésité un instant à l’éconduire, c’est peut-être que ce dernier est un cas particulier. Après avoir milité au cours de sa jeunesse dans les milieux catholiques de droite, il a parcouru un chemin qui l’a mené dans les rangs du parti radical, puis vers l’extrême gauche. Cot n’est pas un radical comme les autres :

> De février 1934 à juin 1936, écrit Henri Frenay, Pierre Cot a beaucoup réfléchi ; ses options politiques se sont précisées. La confiance qu’il nourrissait pour l’Armée rouge depuis son voyage en URSS n’a pas varié ; l’admiration qu’il portait au régime et à sa doctrine capables de déployer une telle puissance, n’a fait que croître. Il a continué à rencontrer son ami Litvinov et les hommes de son entourage qui, sans doute, ont favorisé son évolution. Bientôt, mais comment fixer exactement la date, le communisme lui apparaît comme une doctrine qui, certes, n’emporte pas son entière adhésion, mais est mieux adaptée au monde moderne que le libéralisme traditionnel, celui de son propre parti[19]…

La fidélité de Pierre Cot à la politique de l’Union soviétique est partie de là. Sans doute, dès ce moment-là, aurait-il pu dire ce qu’il confiera le 16 juin 1951 à *Paris-Presse* : « Je ne suis pas communiste, mais je considère que le communisme est un mouvement irrésistible. Il faut éviter les révolutions sanglantes comme celle de 1789 qui vit mourir beaucoup de prêtres ou la révolution russe de 1917. Notre devoir est de préparer une révolution politique pacifique comme en connaissent les démocraties populaires. Tel est le rôle du progressisme. »

En bref, entre 1936 et août 1939, c’est-à-dire jusqu’à la date du pacte germano-soviétique, Pierre Cot s’affiche ouvertement avec les communistes : il préside à la fois la section française du Rassemblement universel pour la paix (RUP), fondé par le kominternien Willy Munzenberg et les communistes français Francis Jourdain et Henri Chauvet, et le Cercle des nations, une filiale du RUP. Cet engagement, Cot le reconnaîtra d’ailleurs plus tard publiquement, le 3 décembre 1947, à la tribune de l’Assemblée nationale : « Je suis fier d’avoir été et d’être parmi les apparentés du groupe communiste », déclarera-t-il, allant même jusqu’à renier sa condamnation du pacte germano-soviétique en ces termes dénués

d’équivoque : « Sur ce point, nos collègues communistes avaient vu clair avant la guerre, moi j’ai vu clair depuis ! »

Exclu du parti radical socialiste en raison de ses idées, Pierre Cot fondera alors le Regroupement des radicaux et résistants de gauche puis, avec des sympathisants communistes, l’Union progressiste. En 1951, il se fera réélire député du Rhône sur une liste composée de communistes et de résistants, puis il dirigera la revue du Conseil mondial de la paix. Pour sa fidélité à la politique de l’Union soviétique, mais pas seulement – on apprendra plus tard, grâce au décryptage Venona, que Cot sous le pseudonyme de Daedalus était aussi un « honorable correspondant » des services secrets soviétiques – le Kremlin lui décernera en 1952 la plus haute récompense qu’il puisse accorder : le prix Staline.

Les contradictions du préfet rouge

« Au mois d’octobre 1941, écrit de Gaulle, j’appris la présence à Lisbonne de Jean Moulin […]. Je demandai donc aux services britanniques que cet homme de qualité fût dirigé sur l’Angleterre […]. Grâce à une lettre pressante adressée à M. Eden, j’obtins que le loyal voyageur parvînt à destination. » Daniel Cordier doute de l’existence de cette lettre. « Il ne semble pas, écrit-il, que de Gaulle ait été spécialement intéressé par l’arrivée de Moulin[20]. »

Le témoignage du général de Boissieu montre le contraire. Et ce détail est évidemment décisif car son intervention personnelle (lettre ou pas) auprès du *Foreign Office* pour faire transporter d’urgence l’ancien préfet de Chartres en Angleterre prouve que de Gaulle attache à sa venue une grande importance. Et d’après ce que l’on sait, pas seulement parce que la France libre manque cruellement de hauts fonctionnaires mais pour une raison bien précise. Quant à Jean Moulin, pourquoi fait-il le voyage de Londres ?

« Il est à Londres, explique son biographe Henri Calef, non pour se présenter en tenant d’un pouvoir, fût-il constitué par des regroupements d’hommes décidés à se battre pour recouvrer leur liberté et pour refaire régner le droit et la justice. Il est là pour défendre une cause et pour tenter d’établir un lien continu entre deux forces combattant pour l’instant en ordre dispersé[21]. »

Cette réponse n’épuise cependant pas la question, car Moulin a au moins trois raisons de ne pas rejoindre la France libre :

– Son patron et ami Pierre Cot a reçu un camouflet de la part du général de Gaulle, or Moulin n'est pas homme à laisser passer une offense à l'endroit de son ancien chef. Ainsi, Henri Michel raconte que le journal local de Rodez, *L'Union catholique*, ayant publié, en octobre 1938, un entrefilet assez venimeux contre Pierre Cot, le préfet Jean Moulin demanda avec vigueur, contre l'avis de son chef de cabinet plus prudent, l'insertion d'une lettre rectificative, car il entendait bien « ne permettre à quiconque de porter atteinte au patriotisme et au courage de son ancien chef ».

– Son ami André Labarthe, lui aussi intime de Pierre Cot et ancien membre de son cabinet, ancien membre également du RUP et du Cercle des nations, est à Londres un opposant acharné (après en avoir été un partisan tout aussi acharné) du chef de la France libre dont il clame sur tous les tons qu'il est un « apprenti dictateur » et que son service de renseignement, le fameux BCRA, est truffé de cagoulards.

– À une ou deux exceptions près, les socialistes français de Londres qui ont constitué le groupe Jaurès ont refusé de se rallier à de Gaulle.

Fidèle de Pierre Cot qui a essuyé un camouflet de la part de De Gaulle, ami de Labarthe, qui traite de Gaulle de dictateur, homme de gauche sensible aux avis de ses camarades d'opinion, Jean Moulin fait malgré tout le voyage de Londres. Cette série de contradictions justifie au moins deux autres questions : Moulin rallie-t-il ou rejoint-il de Gaulle ? Moulin agit-il de sa propre initiative ou sur ordre ?

Ses premiers biographes qui n'ont donc pas manqué de s'interroger ont tourné autour du problème sans trancher…

« Une chose est certaine, écrit Henri Michel, Jean Moulin n'était ni communiste ni communisant. » L'historien ajoute cependant : « Mais on ne saurait dire si, comme beaucoup d'autres résistants, il ne se serait pas, dans les derniers temps de la clandestinité et les premiers de la Libération, rapproché d'un parti communiste dont la force et la continuité – en dépit de virages tactiques – s'étaient révélées à lui comme à beaucoup de Français. »

Ce correctif a son importance. D'autant que Henri Michel n'hésite pas à le répéter en conclusion de son ouvrage : « Il [Moulin] n'était pas communiste, mais comment savoir si comme tant d'autres, il n'aurait pas été séduit par le dynamisme du parti[22] ? »

Avancer l'hypothèse que Moulin aurait pu, s'il avait vécu, céder à l'attrait du parti communiste, c'est pour le moins reconnaître que ses convictions politico-philosophiques pouvaient l'entraîner vers le

communisme. Et, de fait, même s'il le dit « dépourvu de sectarisme » et s'il le définit comme « républicain humaniste », Henri Calef reconnaît que Jean Moulin est radical-socialiste mais qu'il appartient à la tendance « dure » du mouvement : celle qui veut l'alliance avec les communistes. Ce type de radical-socialisme apparaît d'ailleurs assez séduisant à Maurice Thorez puisque ce dernier – à ce que rapporte Henri Calef – fait des avances à son leader le 3 avril 1935 en ces termes : « La tradition jacobine c'est le contact avec les masses profondes du pays. Aussi, nous, communistes, renouvelant la tradition jacobine, nous serions prêts à apporter notre appui, monsieur le président Herriot, si vous, ou tout autre chef de votre parti, vouliez prendre la direction d'un gouvernement radical qui appliquerait la politique du parti radical ! »

« Est-ce le parti radical qui glisse au communisme ou bien le parti communiste qui cherche une voie d'accès au pouvoir par le truchement du radicalisme ? » se demande à juste titre Henri Calef. Toujours est-il que si Herriot « ne succombe pas au charme thorézien, il n'en est pas de même pour d'autres membres influents du parti valoisien »… Au premier rang de ces « autres membres influents » il y a précisément Pierre Cot et, derrière lui, entre autres, Jean Moulin qui, chaque fois qu'il en a l'occasion dans l'exercice de sa tâche de préfet, n'hésite pas à définir ses options politiques et sociales. Ce qui lui vaut d'ailleurs ainsi que sa sœur Laure le rappelle[23] le surnom de « préfet rouge »…

Le face-à-face de Gaulle-Moulin

Le matin du 25 octobre 1941, le fait mérite d'être souligné, ce n'est pas dans le bureau de De Gaulle au 4 Carlton Gardens que Passy introduit Moulin, mais sans doute dans l'appartement que le chef de la France libre occupe à l'hôtel Connaught, car l'on sait par Bouchinet-Serreulles, que Moulin n'a pas mis les pieds au siège de la France libre cette année-là. Une discrétion lourde de sens. D'autant que, « contrairement à son habitude, écrit Henri Calef, le Général fait comprendre son désir de rester seul avec son visiteur[24] ».

« Je savais qui il était… », écrit de Gaulle dans ses *Mémoires*. Une affirmation à mettre au regard non seulement de ce qu'affirme son gendre, mais aussi et surtout de ce qu'il a révélé vingt ans plus tard à Peyrefitte. Et

qu’ignore manifestement le chef du BCRA qui écrit de son côté de Moulin : « Nous ne savions de lui que ce qu’il nous en a dit. »

D’après ce qu’il a confié à sa sœur Laure, Moulin s’est livré sans fard à de Gaulle : « Mon frère, écrit-elle, ne cacha pas au Général qu’il était un homme de gauche, profondément attaché au régime républicain et aux institutions démocratiques. Il avait été directeur de cabinet de Pierre Cot au ministère de l’Air. Il justifia son ancien patron des calomnies qui avaient abondamment couru contre lui. »

De Gaulle s’est-il laissé convaincre par cette plaidoirie en faveur d’un homme qu’il a éconduit brutalement un an plus tôt ? Peut-il avoir oublié les accusations dont les milieux de droite, tant militaires que civils, accablaient le ministre de l’Air ? Le 26 janvier 1937, c’est d’ailleurs Paul Reynaud (dont il était le conseiller militaire et Gaston Palewski le directeur de cabinet) qui a lancé l’offensive, reprise et développée par Pierre Dignac, ancien sous-secrétaire d’État à la Marine militaire et vice-président de la Chambre des députés. Un réquisitoire accablant et qui couvrait tous les domaines : la désorganisation du commandement, la non-compétitivité des nouveaux appareils, le manque de pièces de rechange, les méfaits de la nationalisation des industries aéronautiques, l’épuration du personnel, enfin et surtout l’absence d’avions malgré les sommes considérables (plus de six milliards) accordées dans les budgets de 1936 et de 1937 au département de l’Air.

Pierre Cot a fait front, affirmant que « la France, après la Russie, avait la première aviation du monde ». Mais des documents sont publiés. Entre autres, cette circulaire du ministère de l’Air du 21 janvier 1937 ainsi conçue : « Les avions maintenus équipés ayant atteint les limites de fonctionnement ne devront en aucun cas être utilisés en vol ; néanmoins, ces avions devront figurer comme disponibles sur la situation hebdomadaire. » Et puis surtout, il y a l’échec retentissant de la course Istres-Damas en août 1937, dont Moulin s’est occupé personnellement. « Je ne sais qui, au ministère de l’Air, eut l’idée d’organiser cette compétition. Si c’est mon frère, je ne reconnais pas là sa clarté de vues habituelle », écrit Laure Moulin. Enfin, il y a eu la sanction sans appel de la défaite… Entre autres exemples, de Gaulle sait parfaitement qu’au moment de la mobilisation de septembre 1939 la défense de Paris n’était assurée que par 96 avions de chasse, dont seulement… 24 étaient capables de sortir, et qu’aux premiers jours de février 1940, c’est-à-dire trois mois avant

l’offensive allemande, sur le front du GA 2 qui constituait en principe 60 % de nos moyens aéronautiques, il y avait exactement 84 avions susceptibles de franchir les lignes dont 67 chasseurs.

Mais, surtout, Moulin est-il allé plus avant dans le détail de son action auprès de Pierre Cot ? Action en partie secrète puisque, malgré le ralliement du gouvernement du Front populaire à la politique de non-intervention, le ministère de l’Air, sous la direction de Moulin qui fut « le seul à mener l’action de bout en bout[25] », a continué les livraisons d’avions aux Républicains espagnols. « En mettant tout son cœur et toute sa foi à cette tâche, écrit sa sœur, Moulin faisait l’apprentissage de la clandestinité. » Selon les estimations, le nombre d’appareils fournis évolue entre 250 et 400. Sous couvert de contrats commerciaux, Moulin et Cusin ont fait transiter une partie de ces avions par la Tchécoslovaquie, le Mexique et la Lituanie tandis que l’URSS a demandé et obtenu le transit par la France d’une partie du matériel qu’elle envoyait aux rouges.

C’est certainement à cette occasion-là que Moulin est entré en relation avec des agents soviétiques parmi lesquels le fameux Henri Robinson dit « Harry », le résident du GRU en France, dont Philippe Robrieux a écrit qu’« il a probablement joué un rôle extrêmement important dans l’entourage de Jean Moulin[26] ».

Le tandem Moulin-Cusin ne s’est pas contenté de fournir du matériel aux Républicains espagnols ; il leur a aussi fourni des pilotes (une quinzaine) qui, sous les ordres des capitaines Ronzet et Véniel et engagés à des salaires considérables (50 000 francs de l’époque) constituèrent en Espagne un « Comité exécutif populaire ». À en croire Jacques Duclos dans ses Mémoires, c’est encore grâce au ministère de l’Air, donc principalement à Jean Moulin, chargé de l’« affaire espagnole », que le dirigeant communiste accompagné de Jean Ziromski et d’Eugène Hénaff a pu s’envoler fin août 1936 pour l’Espagne « à bord d’un avion qui ne reviendrait pas en France ».

Chose assez inhabituelle dans la haute fonction publique, dans le courant de l’année 1937 alors même qu’il est préfet de l’Aveyron, Moulin accompagne régulièrement Cot dans les congrès nationaux du parti radical où ce dernier défend contre Camille Chautemps et Yvon Delbos l’alliance avec les communistes. Et un peu plus tard, pourtant tenu au devoir de réserve, il participe lui aussi à l’aventure du RUP et du Cercle des nations dont il devient même membre du conseil de direction aux côtés de Louis

Dolivet, de Pierre Meunier, d'André Labarthe, de Guy Menant et de Joliot-Curie. Libéré de ses fonctions auprès de Pierre Cot le 1er juin 1938 après la chute du cabinet Chautemps, Moulin rejoint Rodez.

Le 22 février 1939, il est nommé préfet de Chartres, grâce à l'intervention de Pierre Cot.

Le gaulliste inconditionnel

« Je savais qui il voulait servir », écrit encore de Gaulle sans autre précision.

D'une manière générale, les travaux universitaires immortalisent le « Jean Moulin gaulliste » sur la base de cette affirmation de Daniel Cordier évoquant la rencontre entre le chef de la France libre et l'ancien préfet de Chartres : « Il est donc certain que (au moins sur le plan humain et celui de la conception et de la conduite de la guerre) ce fut entre les deux hommes une sorte de coup de foudre réciproque[27]. »

Bien qu'apportant certaines nuances à cette assertion (ce n'est que progressivement que le « républicain de gauche » serait devenu un « gaullien inconditionnel »), les auteures de *Jean Moulin, artiste, préfet, résistant*, préfacé par Jean-Pierre Azéma, auteur lui-même d'une biographie de Jean Moulin[28], ont largement de quoi soutenir la thèse d'un Moulin tout entier acquis au général de Gaulle : bravant les périls, les rivalités et les oppositions de toutes sortes, en dix-huit mois, de la création du comité de coordination des Mouvements de zone sud (27 novembre 1942) jusqu'à la création du Conseil national de la Résistance (27 mai 1943), en passant par la mise sur pied du Comité directeur des MUR (Mouvements unis de résistance) et de l'AS (Armée secrète), Jean Moulin s'est fait, avec autorité voire une certaine tendance à l'autoritarisme, le pionnier du ralliement de la Résistance intérieure à la France libre. Réussissant *in extremis* à faire reconnaître son chef comme le chef politique de la Résistance – au moment crucial de sa rivalité avec le général Giraud, auréolé par la victoire de Tunisie. Et donc comme le futur dirigeant de la France libérée puisque son message du 7 mai 1943, reçu à Londres le 14 et aussitôt communiqué *urbi et orbi* par le service de propagande de Carlton Gardens demandait textuellement : « L'installation à Alger d'un gouvernement provisoire, sous la présidence du général de Gaulle ; le général Giraud devant être le chef militaire. » Ce sera d'abord le CFLN (Comité français de la Libération

nationale) que les deux généraux créeront ensemble le 3 juin suivant et dont ils assureront durant quelques mois la coprésidence.

Ce portrait d'un Moulin « artisan orthodoxe du gaullisme gaullien » selon la formule coulée dans le bronze de Jean-Pierre Azéma, entend ne plus guère laisser de place à la moindre question, hormis, reconnaît l'historien, qu'il pourrait être légitime néanmoins de se demander pourquoi le préfet de Chartres, après le refus, au péril de sa vie, de se soumettre au diktat de l'occupant, a décidé de demeurer à son poste sous Vichy, d'y appliquer les « lois liberticides » et d'attendre d'être « relevé de ses fonctions » le 2 novembre 1940. Et pourquoi dans le rapport qu'il a adressé aux Britanniques et à la France libre en octobre 1941, avant de gagner Londres, il a bien fait état des poursuites engagées contre le personnel de la III^{e} République, mais n'a pas dit un mot sur les mesures antijuives.

Il est sûr que les réponses apportées jusqu'à présent à ces interrogations sont peu convaincantes[29].

Dans la même veine, on pourrait aussi se demander pourquoi Moulin, de même qu'il a attendu d'être relevé de ses fonctions par Vichy en novembre 1940, a attendu la fin du mois de juillet 1941 – donc après l'entrée en guerre de l'URSS – pour prendre contact avec Frenay afin de se renseigner sur les mouvements de résistance. Et l'on notera à ce sujet que Daniel Cordier, qui a commencé par contester cette date, semble la reconnaître aujourd'hui pour exacte. Dont acte. Ce qui laisse donc pertinente la question concernant l'éventualité pour Moulin d'un passage à l'acte sur consigne ou sur ordre.

L'homme du parti communiste ?

À côté du portrait officiel d'un Jean Moulin qui, pour René Hostache, s'est révélé être un adversaire du PCF en réussissant à convaincre les représentants des Mouvements d'accepter la présence des autres formations politiques au sein du CNR (?), qui, pour Henri Calef, ne saurait en aucun cas avoir été communiste et qui, pour Henri Michel, il est certain qu'il ne l'a pas été mais qu'il aurait pu le devenir, pour Henri Frenay, en revanche, Moulin n'était pas seulement « proche des communistes », comme de Gaulle lui-même l'a reconnu, mais bel et bien communisant voire communiste.

L’affaire remonte à 1951. En ouverture du troisième tome de ses *Mémoires*, le colonel Passy, l’ex-chef du BCRA, prévient le lecteur en ces termes : « M. Henri Frenay, chef du mouvement Combat, étant à plusieurs reprises mis en cause dans ce livre, en particulier dans des documents émanant de Jean Moulin, premier président du Conseil national de la Résistance, j’ai jugé de mon devoir de lui soumettre le manuscrit avant sa parution. Il a bien voulu me communiquer une mise au point qui est publiée à l’annexe XXIV. La réponse que je lui ai adressée fait l’objet de l’annexe XXV[30]. »

Puis, dans son avant-propos, l’ancien chef des services secrets de la France libre laisse plus que pointer le bout de l’oreille en dénonçant la mise en place « grâce à la complicité de quelques aventuriers [d’]une structure pernicieuse dominée par un parti qui était loin d’être au service exclusif de la France, structure qui devait paralyser les efforts du gouvernement provisoire au lendemain de la Libération et qui, de bien peu, risqua de nous mener d’un esclavage brutal à un autre, encore plus sanglant, plus arbitraire et plus féroce ».

Dans cette « structure pernicieuse », chacun peut reconnaître le CNR, dont Moulin fut l’artisan principal.

Un Moulin qui, de plus, ne sort pas grandi d’une scène le mettant aux prises avec Brossolette que Passy raconte avec force détails dans le chapitre IV de son livre (p. 179-182). Il en fait un hystérique (« Pal et moi regardions cette scène avec stupéfaction et épouvante ») « fortement endoctriné par ses adjoints Meunier et Chambeiron » et révèle que dès son retour à Londres il a fait part de ses craintes à de Gaulle et insisté sur le risque qu’il y avait à « laisser seul en France, avec des pouvoirs pratiquement illimités, et sans aucun contrôle, un homme dont l’absolu loyalisme à son égard et à l’égard du Comité national ne saurait être mis en doute, mais dont les jugements ou les décisions pouvaient être soumis, du fait de son étrange entourage, à d’inquiétantes pressions ». Il dit aussi avoir suggéré au Général d’envoyer à Rex comme adjoints des « personnalités sûres » qui étofferaient la délégation du Comité national en France et lui donneraient une physionomie moins « dictatoriale [*sic*] ».

En conclusion de sa longue lettre très argumentée couvrant pas moins de vingt-cinq pages, Frenay porte ce jugement : « Jean Moulin, selon moi, a été l’homme du parti communiste. » (p. 414)

Et Frenay précise que Passy « fut si peu choqué par mon jugement sur Moulin qu'il ne le releva pas, fût-ce d'un mot, dans sa réponse ». Or non seulement Passy ne s'est pas montré particulièrement choqué par ce jugement de Frenay sur Moulin, mais il lui répond même, toujours dans ses Mémoires, que c'est « avec grand plaisir » qu'il publie sa lettre. Puis, concernant les partis politiques et la création du CNR, il annonce la publication du quatrième tome de ses Mémoires intitulé *Le Dessous des cartes* dont il dit à Frenay qu'il contiendra des documents qui « montrent que vous avez probablement raison. » Et il s'associe aux sentiments attristés de son interlocuteur en ces termes dénués d'ambiguïté : « Comme vous, je suis passé par l'amère voie de la déception… j'allais écrire celle de la désespérance[31] ! »

Difficile de ne pas voir dans cet étalage d'indices concordants et d'amertume affichée une invitation à Frenay d'aller plus loin dans la polémique.

Il est également intéressant de noter que, Passy ayant envoyé son ouvrage dédicacé à de Gaulle, ce dernier n'a pas réagi. Du moins officiellement. Reste cependant que le livre annoncé ne verra jamais le jour et que paraîtra deux ans plus tard le premier tome des *Mémoires de guerre* comportant l'hommage à Moulin que l'on sait[32].

Mais le relais de la polémique est assuré, car en conclusion de son propre livre *La nuit finira* paru en 1973, Frenay, après avoir fait état des « graves différends » qui l'ont opposé à Jean Moulin et d'un certain nombre de décisions qui lui paraissaient alors incompréhensibles sinon nuisibles pour la Résistance, écrit : « Il m'avait fallu un certain recul pour comprendre que les faits qui nous avaient opposés, loin d'être sans rapport entre eux, s'inscrivaient au contraire dans une stratégie globale visant à des buts précis et d'ordre strictement politique. Quelle explication satisfaisante pouvait-on trouver au comportement vis-à-vis de la Résistance de cet homme intelligent, réfléchi et obstiné qu'était Jean Moulin ? Quel était le fil conducteur permettant de répondre à toutes ces questions qu'à un moment ou à un autre, mes camarades et moi-même nous étions posées à son sujet[33] ? »

Des questions auxquelles Daniel Cordier apportera plus tard des réponses détaillées et pour certaines très convaincantes mais sur la base

d’archives qu’ignorait Frenay, ce qui ne laisse pas d’étonner ! Et bien après la mort de ce dernier, ce qui interdit toute contestation[34].

À toutes ces questions, poursuit Frenay (qui n’a donc pas connu les mises au point de Cordier), on ne peut apporter de réponse satisfaisante à moins de faire cette hypothèse qui, pour moi, correspond à une conviction profonde : Jean Moulin était en fait l’homme du parti communiste. Oh ! je ne veux pas dire qu’il ait eu dans sa poche la carte du Parti, mais simplement qu’il en a fait le jeu, que toutes ses actions du moins celles que j’ai connues, ont directement ou indirectement servi le Parti. […] Jean Moulin cryptocommuniste ?… C’est une réponse satisfaisante à toutes mes questions et alors tout s’éclaire. Après avoir patiemment, pendant l’année 1942, réduit à son profit l’importance des mouvements, Jean Moulin, en créant le CNR, faisait d’une pierre deux coups : d’abord au bénéfice des formations de l’avant-guerre il parachevait l’abaissement des mouvements, ensuite il offrait au parti communiste une chance exceptionnelle. Celui-ci, tenu en suspicion légitime et isolé en raison de son attitude antérieure au 21 juin 1941, ne pouvait étendre largement son influence dans le pays. Actif, organisé, discipliné, il trouvait au contraire dans le CNR un terrain de choix pour développer ses manœuvres et noyauter profondément toute la Résistance française. Aussi les communistes n’ont-ils cessé de glorifier Jean Moulin, d’honorer sa mémoire, hommages dont ils sont remarquablement avares quand il ne s’agit pas de l’un des leurs.

Et Henri Frenay conclut : « Peut-on même exclure l’hypothèse qu’en 1941, il [Moulin] soit parti pour Londres avec le plein accord du parti communiste[35] ? » L’affaire, cause un vif émoi parmi les survivants des FFL, des réseaux du BCRA et des compagnons de la Libération. Moulin est l’un des leurs, l’un des meilleurs, peut-être le plus grand. Il était au service de De Gaulle, donc de l’État. « Pour eux et comme eux, remarque Frenay, il était un fidèle, au sens le plus noble du terme. Exprimer publiquement ma conviction qu’il avait fait le jeu du parti communiste était une monstruosité où l’absurde le disputait à l’odieux. Beaucoup le pensèrent, un certain nombre le dirent ou l’écrivirent. » Les injures dont il est l’objet laissent Frenay d’autant plus indifférent qu’elles émanent souvent de gens qui n’ont pas connu Jean Moulin. « Au surplus, observe-t-il, des imprécations ne tiennent lieu ni d’argument ni de témoignage. »

Sommé par Claude Bouchinet-Serreulles de « redresser ses erreurs », Frenay ne se dérobe pas et décide d’entreprendre une étude minutieuse de la question. En 1977, paraît *L’Énigme Jean Moulin*. Une enquête au terme de laquelle l’ancien patron de Combat se prononce pour l’hypothèse selon laquelle Jean Moulin était un « compagnon de route » du parti communiste, sans toutefois exclure comme on le verra qu’il ait pu être un « agent » soviétique.

Henri Frenay cite également ce témoignage de Pierre Cot qui voyait en Moulin « le plus sûr des amis et le meilleur des conseillers ». Il écrira même

à Laure Moulin : « Je n'ai jamais senti de différence entre nos opinions. » Tout laisse donc supposer, indique Frenay, que Moulin a reçu pour mission de son chef de « coller à de Gaulle, mais le contrôler ». Le travail aurait pu être réparti ainsi entre les membres de l'ancienne équipe du boulevard Victor (siège du ministère de l'Air à Paris) : Pierre Cot aux États-Unis, près de l'équipe Roosevelt fort réservée vis-à-vis de De Gaulle ; Jean Moulin aussi proche que possible du chef de la France libre ; et André Labarthe à Londres parmi ses opposants puis à Alger auprès de Giraud.

En somme, un homme dans chaque camp…

Frenay sous le feu des critiques

Parmi les nombreuses critiques adressées à Frenay, deux présentent un intérêt d'autant plus grand qu'elles proviennent toutes les deux de son ancien adjoint à Combat, Claude Bourdet :

– Les communistes étaient partisans de l'action immédiate, alors que Moulin a toujours défendu le point de vue « attentiste » de Londres.

– Si Moulin avait été à un titre quelconque l'homme du parti, cela se saurait nécessairement car sur le grand nombre de dirigeants du parti qui après 1945 ont quitté le PC et sont, depuis, devenus violemment anticommunistes, l'un d'eux, au moins, aurait révélé le pot aux roses, ce que nul n'a jamais fait.

Ces arguments sont-ils imparables ? Pas tout à fait : l'intérêt bien compris du PCF n'est-il pas, à l'époque, d'être la seule organisation de résistance à mener la lutte armée ? Cette entrée fracassante dans la Résistance lui offre en effet le double avantage de faire oublier son attitude collaborationniste passée et de pouvoir bientôt parler haut et fort parmi la communauté résistante complexée par son attitude « attentiste ». Plus que toute autre formation, le PC sait la nécessité de donner à l'action politique une dimension mythologique, et, comme toute formation totalitaire, il est prêt à en payer le prix : pour symboliser la Résistance, il lui faut une auréole de martyr ; l'héroïsme de ses militants, envoyés souvent froidement au sacrifice, la lui donnera. Plus tard, le « parti des soixante-quinze mille fusillés » pourra alors revendiquer toute la place qu'il souhaite dans un système fondé sur la Résistance.

Le PCF aurait-il pu mener cette politique à bien si la Résistance non communiste avait mené, elle aussi, comme elle le désirait, la lutte armée ? Certainement pas. Mais les mouvements, disciplinés, ont obéi aux ordres

« attentistes » transmis par Jean Moulin qui a ainsi, objectivement, pu faire le jeu du parti communiste.

Pour ce qui concerne le deuxième argument, nous savons aujourd'hui que, durant la guerre, la direction clandestine du parti se limitait à deux personnes : Jacques Duclos et le dirigeant officieux du PCF, Michel Feintuch, *alias* Jean Jérôme. Les deux hommes ont pu monter l'« opération Moulin » sans en avertir jamais personne.

Claude Bourdet juge sévèrement l'hypothèse d'un Jean Moulin cryptocommuniste : « … la thèse de Frenay, exposée dans *La nuit finira*, et selon laquelle une des raisons de la création du CNR par Moulin est qu'il pensait ainsi servir le parti communiste, est proprement aberrante[36]. »

C'est pourtant le même Bourdet qui écrivait à Frenay le 8 février 1944 : « La folle politique de politisation de la Résistance commencée par Max en créant le CNR sous la forme de la reconstitution des partis, continuée par Sophie (Serreulles)… continue d'être chaque jour davantage une catastrophe[37]… »

Le 9 juin 1983, lors d'une journée d'études sur le thème : « Jean Moulin et le Conseil national de la Résistance », organisée par l'Institut d'histoire du temps présent à la Sorbonne, Daniel Cordier, l'ancien secrétaire de Jean Moulin, affirme que Jean Moulin avait pris position contre le Front national, « émanation du PCF ». Ce qui, aux dires de certains participants, notamment Daniel Mayer, remet fondamentalement en cause la thèse de Frenay. Jean-Pierre Azéma ayant demandé à Cordier d'apporter « des preuves formelles » de ce qu'il affirme, l'ancien secrétaire de Jean Moulin répond :

> Je connais évidemment ce que Jean Moulin pensait du Front national, mais mon témoignage n'a aucune valeur particulière. Par conséquent, il faut se référer aux documents. Le rapport de Brossolette du 17 février 1943 est à cet égard le plus intéressant si on considère les relations entre les deux hommes. Ce rapport est le second rédigé par Brossolette. Il était revenu en France au début de l'année 1943 et avait rencontré Moulin à Lyon, au début du mois de février. « En ce qui concerne le Front national évoqué ci-dessus, affirme Brossolette, Rex [Moulin] m'a dit à Lyon qu'il avait systématiquement, et avec succès, refusé d'entrer en contact avec lui. Il travaille directement avec les communistes, dont il a vu plusieurs fois le représentant en zone non occupée […]. Mais il ne veut absolument pas se prêter à la manœuvre de noyautage que constitue le Front national. Pour lui, il n'y a de Front national que la Résistance organisée, et en zone non occupée la question du Front national ne semble pas devoir se poser avec acuité. Vous savez qu'en zone occupée, il en va malheureusement différemment, mais les adjoints de Manhès [l'adjoint de Moulin en zone occupée] ont à l'égard du Front national en zone occupée exactement la même attitude que Moulin en zone non occupée.

L'OCM est tout à fait dans les mêmes sentiments, et il faudra obtenir absolument des communistes que le Front national se dissolve ou se résolve au sein du Comité national [c'est-à-dire du Conseil national de la Résistance] à constituer en zone occupée. Il me semble nécessaire qu'André Philip agisse en ce sens auprès de Grenier, et que Brumaire et Arquebuse [Brossolette et Passy] soient munis d'instructions précises à ce sujet. »[38]

En somme : Moulin « proche des communistes » (de Gaulle *dixit*) prétend donc devant Brossolette tenir à distance le Front national que Brossolette, anticommuniste déclaré, impose au comité de coordination de la zone occupée. Mais il l'intègre néanmoins au sein du CNR parce qu'il ne peut pas ou ne veut pas contredire un délégué de De Gaulle…

Compte tenu de ce que l'on sait du caractère autoritaire de Moulin, l'argument n'est guère convaincant.

Et puis, surtout, comment comprendre cette charge du communiste Robert Chambeiron, soixante-dix ans après : « Dans l'entourage de De Gaulle il y avait le BCRA dont l'un des éléments les plus néfastes pour moi, était Brossolette […]. Le premier accrochage sérieux entre Brossolette, Meunier et moi a eu lieu en mars 1943. Il nous a alors tenu un discours incroyable : un véritable sabotage de la mission de Moulin. Il voulait constituer un Conseil national à sa manière, sans les communistes, avec la droite, sans les partis politiques[39]. »

Ce rapport de Brossolette confirme par ailleurs le contact « direct » et suivi de Moulin avec le parti communiste puisqu'il a vu « plusieurs fois » son représentant en zone non occupée, Georges Marrane, ancien membre du Comité central et du Bureau politique, décédé en 1976, qui, de son côté, n'en a jamais rien dit. Comment se fait-il qu'aucun mémorialiste ou historien communiste n'ait jamais parlé de ses contacts « directs » du parti avec Jean Moulin ? Même Philippe Robrieux, qui révèle que Marrane « assure d'innombrables liaisons et missions de confiance pour le compte de la direction du parti » semble les avoir ignorés ! Pourquoi cette dissimulation ?

On ne voit qu'une réponse à cette question : si les communistes acceptaient de reconnaître Moulin comme un des leurs, toute son action apparaîtrait alors clairement comme une entreprise favorable au communisme et l'enquête de Frenay s'en trouverait validée.

D'après ce rapport encore, Moulin se serait donc systématiquement refusé à entrer en contact avec le Front national pour la raison que celui-ci

constitue une manœuvre de « noyautage » de la Résistance. Mais lui-même, Moulin, ne contribue-t-il pas au noyautage de la Résistance en zone nord en y nommant son ami Manhès, un communiste hors carte, dont il fait, par la vertu de son seul pouvoir, une sorte de délégué bis du Comité national français ? Et cela sans en référer à Londres… Qui plus est, ne donne-t-il pas davantage de chance à cette opération de noyautage en nommant auprès de Manhès deux autres communistes : Meunier et Chambeiron ?

À la lumière de ces « nominations » et de la dissimulation dont elles s'accompagnent à l'égard de Londres, comment croire que Moulin est réservé à l'endroit du FN, surtout lorsque l'on apprend par ce même rapport que Chambeiron et Meunier partagent cette réserve… En outre, si Moulin avait vraiment voulu s'opposer efficacement aux visées du FN, il n'aurait pas manqué de s'appuyer sur l'OCM – l'équivalent de Combat en zone nord. Or, selon Frenay, il n'a cessé de manifester son hostilité à ce mouvement, faisant ainsi, au moins objectivement, le jeu des communistes pour qui l'OCM représentait le principal concurrent. L'OCM que soutenait au contraire ardemment Brossolette.

Enfin, si Moulin est hostile, entre autres choses, à la participation du FN au comité de coordination de zone nord, pourquoi nomme-t-il le « fidèle » Meunier à la présidence dudit comité lorsque Brossolette l'aura créé ? « Mis devant le fait accompli, Jean Moulin accepta le Comité de coordination des mouvements de zone nord, dont il me confia d'ailleurs la présidence lors de ses absences », révèle en effet, Pierre Meunier au cours de ce même colloque.

Difficile d'admettre que le meilleur moyen d'empêcher le noyautage communiste d'une organisation est de nommer un communiste à sa tête !

Autres détails pour le moins curieux : dans ce rapport du 17 février, Brossolette semble avoir admis la création du CNR dont on sait pourtant qu'il est violemment contre et, chose encore plus troublante, qu'il l'a admise avant même que cette création soit effective puisque de Gaulle ne signera l'ordre de créer le CNR que le… 21 février. Que penser de ce rapport ? Question d'autant plus importante que Christian Pineau qui, à deux reprises au cours du débat à la Sorbonne conteste des propos de Daniel Cordier lui attribuant des actions qu'il nie avoir faites, proteste en ces termes auprès de René Rémond : « Monsieur le président, ce qui me paraît le plus grave dans la déclaration de Daniel Cordier, c'est qu'il puisse exister quelque part des archives inconnues […]. Ce qui importe pour les

historiens, ce n'est pas la discussion entre Cordier et moi, mais c'est de savoir quelle est la valeur des archives sur lesquelles ils vont travailler. Et quand on me cite un télégramme que j'aurais envoyé à une époque où je n'avais pas de radio, je suis bien obligé de me demander qui a fait ce télégramme et comment il est venu là ! »

Les confidences de Trepper

Concernant Jean Moulin, Henri Frenay, on le sait, évoque aussi l'hypothèse de l'« agent », et pour la fonder, il s'appuie sur une déclaration de Philippe Bernert, rédacteur en chef de *L'Aurore*, qu'il rapporte ainsi : « En Scandinavie, où il s'était rendu en 1972 pour interviewer Trepper, le patron de l'Orchestre rouge, celui-ci lui aurait dit que, lui, Trepper et ses hommes avaient mis en rapport Moulin avec le PC français clandestin. Si l'information donnée par Trepper est exacte, il serait capital de savoir comment et pourquoi dès 1941, Moulin était en rapport avec l'Orchestre rouge, service de renseignement soviétique, dont les postes radio étaient utilisés par la direction du PC français pour correspondre avec Moscou[40]. »

Et en conclusion de son livre (p. 220), reprenant cette hypothèse de l'« agent », Frenay écrit : « *A priori*, elle devrait être repoussée. Cependant, s'il était prouvé que, dès le printemps 1941, Moulin a été en contact avec l'Orchestre rouge comme le prétend Trepper, elle ne pourrait être écartée car pourquoi n'en aurait-il pas parlé à de Gaulle et à Passy à son arrivée à Londres ? […] Trepper a-t-il menti ? Quel intérêt avait-il à le faire ? Je ne le vois pas. Cependant, son passé, certaines de ses déclarations ne permettent pas d'accorder foi sans de grandes réserves à sa confidence. »

Évoquant ces propos de Frenay, Daniel Cordier lui impute deux contre-vérités :

« Il (Trepper) n'a jamais cité le nom de Moulin ni impliqué l'Orchestre rouge. D'autre part, il a précisé que cette rencontre avait eu lieu "à l'automne 1942", contredisant ainsi la thèse de Frenay selon laquelle Moulin se serait rendu à Londres à l'instigation du PCF ou des Soviétiques. Frenay bouleverse la chronologie – l'automne 1942 devient le printemps 1941[41]. »

Qu'en est-il exactement ?

Il y a clairement de part et d'autre confusion entre deux témoignages.

Le premier témoignage, c'est cette confidence de Trepper à Philippe Bernert, alors rédacteur en chef de *L'Aurore*, et publiée le 22/10/1974 : « Un envoyé de la France libre est entré un jour en rapport avec moi. Au nom de De Gaulle, il cherchait le contact avec le Comité central du PC qui se cachait tellement bien qu'il en devenait intouchable. » Puis Bernert complète de son propre chef sur la base de ce que lui précise Trepper, mais aussi on peut le penser sur sa connaissance des événements ultérieurs : « Trepper établit la liaison ultrasecrète. Il est informé des tractations qui se déroulent. Londres demande au PC clandestin de lui déléguer l'un de ses dirigeants. Le choix tombe sur Fernand Grenier qui sera le premier homme des communistes dans l'entourage de De Gaulle. Un des hommes clés de cette négociation secrète Londres-Trepper-PC fut semble-t-il Jean Moulin. »

À ce sujet, je dois apporter la précision suivante : certes Trepper n'a pas cité le nom de Moulin, mais recevant sa confidence, Philippe Bernert, journaliste sérieux et spécialiste par ailleurs des services secrets (il est notamment le coauteur des Mémoires de Wybot, l'ancien patron de la DST), a eu la certitude que l'envoyé de la France libre dont l'espion soviétique lui parlait était Jean Moulin. Toutefois, devant le caractère explosif de cette révélation, il a cru devoir écrire à l'époque que c'était « semble-t-il » Jean Moulin. C'est donc Bernert qui, le premier, sans être sollicité par quiconque, a mentionné le nom de Moulin dans *L'Aurore* puis dit à Frenay sa certitude qu'il s'agissait de Moulin. Il m'a autorisé à faire état de cette certitude dans la première édition de mon *De Gaulle et les communistes*. Ce que j'ai fait sans être désavoué. Quant à l'implication de l'Orchestre rouge, elle paraît assez évidente à travers l'expression « Trepper et ses hommes ».

Le deuxième témoignage est tiré du propre livre de Trepper, paru en avril 1975 :

> Un jour, à l'automne 1942, il [Harry Robinson] me fit avertir qu'il voulait me voir de toute urgence. Un rendez-vous fut fixé. Ce qu'il avait à m'apprendre était en effet important…
>
> « … Tu sais que je suis en relation avec Londres, me dit-il… Un représentant de De Gaulle est ici et souhaite rencontrer la direction du parti communiste…
>
> — Dans quel but ? Es-tu au courant ?
>
> — Parce que de Gaulle voudrait que le parti lui envoie un émissaire. La direction du PC est tellement bien camouflée que, depuis trois semaines, notre homme n'a pas réussi à prendre le moindre contact… »

Je promis à Harry de m'en occuper. Comme j'avais la possibilité de joindre en deux jours Michel, le représentant du parti communiste, je lui exposai les faits. Il fixa le rendez-vous un peu plus tard. C'est ainsi que, pour la première fois, Londres prit contact avec la direction clandestine du parti communiste[42].

Selon le premier témoignage, le représentant de De Gaulle « entre en rapport » avec Trepper ; selon le second témoignage, Trepper répond à la demande de Robinson d'avertir la direction du PCF qu'un envoyé de la France libre désire entrer en contact avec elle. La différence est suffisamment importante pour être soulignée. Et si Frenay parle de « printemps 1941 » c'est qu'il relie immédiatement le premier témoignage de Trepper (et non le second !) à l'information donnée par Pierre Meunier dans *L'Humanité* du 4 octobre 1946 : « Il (Moulin) connaissait l'action courageuse des communistes et des premiers groupes FTP et dès mai 1941, chercha à entrer en relation avec eux… » Reste, c'est vrai, l'expression employée par Trepper : « un envoyé de la France libre » ; or, au printemps 1941, Moulin n'est pas encore le délégué de De Gaulle, mais vu rétrospectivement en 1974 ça peut passer pour une façon de parler. D'autant qu'on ne voit pas très bien à quoi correspond cette demande d'automne 1942. En effet, dès le mois de mai 1942, Rémy est en relation suivie avec Georges Beaufils, dit Joseph, qui est l'adjoint du fameux Michel (Jean Jérôme) dont parle Trepper dans son second témoignage. Pourquoi dans ce cas, faire appel à Trepper ? Et qui plus est, faire appel à l'espion soviétique par l'intermédiaire de Harry Robinson qui n'est autre que le résident du GRU en France… D'ailleurs, jamais Rémy n'a évoqué cette intervention de Trepper ni même mentionné le nom de Robinson dans aucun de ses nombreux livres. En revanche, il a bien reconnu avoir rencontré une fois Jean Jérôme.

Le grand recrutement

Quelles que soient les interrogations que suscitent ces témoignages, et les réponses plus ou moins argumentées qu'on peut y apporter, l'introduction inattendue dans l'épopée gaulliste d'acteurs tels que Léopold Trepper, le chef du fameux Orchestre rouge, et Harry Robinson, le chef du GRU, le service de renseignements militaire soviétique pour l'Europe occidentale, provoque inévitablement stupeur et scandale. Et donc des réactions particulièrement vives. Elles ne sont pas près de s'éteindre, car, à

la suite de l'enquête de Frenay, d'allusions répétées de Philippe Robrieux dans son *Histoire intérieure du parti communiste*, et des perspectives ouvertes sur l'alliance entre de Gaulle et Staline par la première édition de ce *De Gaulle et les communistes*[43], dans le cadre d'une enquête très informée – et reconnue pour telle – sur la pénétration soviétique en France au cours des années 1930, Thierry Wolton, s'appuyant notamment sur de nouvelles déclarations de Léopold Trepper, l'ancien chef de l'Orchestre rouge, décèle des connexions entre Jean Moulin et Henri Robinson, dit « Harry », le résident du GRU (le service de renseignement de l'Armée rouge) dans notre pays. *Via* un certain Maurice Panier, le principal agent de liaison de Robinson avec les « taupes » françaises. L'ouvrage, *Le Grand Recrutement*[44], fait grand bruit et le simple fait d'en rendre compte provoque une tempête. Annie Kriegel, l'historienne reconnue du système communiste international, et l'auteur de ces lignes, en savent quelque chose[45].

La bataille met aux prises des historiens de renom (François Furet, Pierre Vidal-Naquet, etc.) et tourne principalement autour de la validité des documents. En 2003, pour Jean-Pierre Azéma, auteur d'une biographie très lisse de Jean Moulin, la cause est entendue : la « mémoire savante », tranche-t-il, a réduit à rien les « attaques de Frenay habillant Moulin en cryptocommuniste ».

À chacun d'en juger.

Surgit alors un troisième portrait du héros, sensiblement différent mais parfois complémentaire du Moulin de Frenay : celui que dresse Jacques Baynac d'abord dans *Les Secrets de l'affaire Jean Moulin*[46] puis, surtout, dans *Présumé Jean Moulin*[47], une enquête d'investigation d'une ampleur impressionnante fondée sur des archives inédites provenant notamment du SOE (Special Operations Executive, le service « action » britannique du temps de guerre), qui introduit une problématique nouvelle visant à faire de Jean Moulin une sorte de socialiste révolutionnaire. Tout en prenant en compte son passé d'extrême-gauche et ses liens avec Harry Robinson, avec nombre de détails qui viennent en appui de l'ouvrage précurseur de Thierry Wolton, l'auteur, et c'est ce qui fait l'originalité de sa démonstration, voit dans un Jean Moulin, définitivement vacciné par le pacte germano-soviétique, le champion obstiné de la Résistance intérieure face… au gaullisme londonien !

Au départ, Baynac, qui ne dissimule pas une admiration élective pour le héros, s'emploie à montrer que rien n'atteste la théorie du « coup de foudre » entre de Gaulle et Moulin et il remet en cause comme on l'a vu, l'existence même du fameux ordre de mission publié par de Gaulle en annexe de ses *Mémoires*. Et il soutient *in fine* que Moulin s'apprêtait peu avant son arrestation à prendre définitivement ses distances avec de Gaulle en prenant langue avec les services américains. Enfin, décidément iconoclaste jusqu'au bout, il n'hésite pas non plus à balayer la thèse d'une trahison à Caluire. Pour lui, et il est particulièrement convaincant, le piège qui s'est refermé sur le président du CNR peut très bien avoir été le résultat de l'étendue des informations policières allemandes sur les organisations clandestines. En bref l'ouvrage de Baynac, dont certaines interprétations donnent parfois le tournis est incontournable : il y a un avant et un après cette somme qui, d'ailleurs, dépasse le cas Moulin pour esquisser une nouvelle histoire de la Résistance[48].

Gaulliste orthodoxe, cryptocommuniste, agent soviétique, ou champion de la Résistance intérieure face au gaullisme londonien, mais à coup sûr héros et martyr, Jean Moulin, soixante-dix ans après sa disparition, garde donc encore une part de mystère. Annie Kriegel disait que plus on l'étudie plus on découvre qu'il est complexe. Ce qui apparemment ne nuit aucunement à sa gloire : dans un sondage réalisé en avril 2 000 pour la revue *L'Histoire*, 36 % des personnes interrogées le plaçaient au premier rang des personnages les plus sympathiques : ce qui le rangeait derrière Marie Curie, mais devant Jeanne d'Arc.

Moulin fait changer de Gaulle d'avis

À en croire Daniel Cordier, lorsque Jean Moulin arrive en Angleterre, de Gaulle est alors sur le point d'abandonner tout projet d'action militaire en France. Proposé par Passy dès juillet 1940, ce projet n'a eu en effet, faute de moyens, que des résultats insignifiants. « Les Français libres, explique l'ancien secrétaire de Moulin, étaient administrativement aussi dépendants des Britanniques que Vichy l'était des Allemands… » De Gaulle envisage alors de lancer une vaste opération politique, sur le plan de la propagande, auprès des syndicats, des partis politiques et des catégories professionnelles, etc., et d'organiser un réseau de personnalités importantes

recrutées sur place. Son expérience politique et sa carrière de haut fonctionnaire font de Moulin l'homme idoine pour une telle entreprise, « mais pour lui, écrit Cordier, la libération de la France doit être d'abord militaire » et, « ce n'est pas le moindre paradoxe de leur rencontre que ce préfet rebelle convainquant un général qui se voulait chef d'État et de gouvernement qu'une action militaire d'envergure était possible en France à partir des organisations paramilitaires que les chefs de mouvements envisageaient de créer ».

Il n'a pas dû être facile à Moulin de faire revenir le chef de la France libre sur sa décision, de même qu'il n'a pas dû être évident à un général « conservateur » de choisir un « préfet du Front populaire pour accomplir une mission militaire à laquelle rien ne le préparait (sauf son grade de sergent aviateur de réserve) ». Cependant, ainsi que le précise encore Cordier, « telle était la situation misérable de la France libre, qu'elle exigeait que personne ne serve selon sa compétence, mais que la foi patriotique permette d'accomplir n'importe quoi. L'homme de Pierre Cot et l'homme de Paul Reynaud s'étaient reconnus comme deux serviteurs de l'État et de la patrie pour qui, dans les circonstances lamentables et l'abaissement de leur pays, rien ne devait être épargné pour que la France soit présente dans la guerre, pour être présente à la victoire ».

On peut cependant être surpris que Moulin ait commencé par s'opposer à une opération de type politique pour laquelle son expérience pouvait le servir et qu'il se soit prononcé pour une opération de type militaire que sa « connaissance superficielle des mouvements » (*dixit* Cordier) rendait pour le moins problématique…

Mais on notera que pour Baynac également à l'automne 1941, l'« idée de la lutte armée clandestine, civile et à vocation de masse » est au cœur de la pensée de Moulin.

Après, écrit-il, avoir distingué « le sabotage contre l'appareil de guerre ennemi et dans les usines françaises travaillant pour lui » qui relève à ses yeux de la propagande et frôle ainsi la théorie spécifique à l'anarcho-syndicaliste de Fernand Pelloutier, il part d'un argument qualifié par lui de « moral » : « Si la France doit pouvoir compter sur l'appui infiniment puissant et précieux de la Grande-Bretagne, il appartient aux Français d'essayer avant tout de se sauver eux-mêmes, ou – à tout le moins – de contribuer à leur sauvetage. » Sur cette base, « il s'agit avant tout d'intensifier la propagande et d'organiser une action collective à longue échéance[49] » (souligné par Moulin). Ce qui peut certes s'opposer à l'activisme communiste, mais aussi entrer dans la perspective d'un PCF dont l'intérêt bien compris à l'époque est précisément de se situer sur le terrain militaire pour conquérir un statut de résistant qu'il ne peut espérer obtenir aussi facilement par la voie politique.

Toujours est-il que Moulin parvient, et dans un temps très court, à faire prévaloir ses vues sur celles de son interlocuteur puisque, le 5 novembre, soit onze jours après leur première rencontre, de Gaulle signe l'ordre de mission suivant :

Mission M. (REX).

I) Monsieur M. sera reçu par l'agent DOK de l'action militaire.

II) Dès l'arrivée de Monsieur M. en France, une liaison sera établie entre lui-même et DOK.

III) Monsieur M. reprendra contact avec les trois mouvements par l'intermédiaire de « libération nationale ».

IV) Monsieur M. rendra compte de son voyage à ces mouvements et leur exposera l'idée du général de Gaulle, c'est-à-dire la division à maintenir aux échelons élevés entre l'organisation proprement politique et l'organisation militaire.

V) – A) En ce qui concerne l'organisation militaire, il y a lieu pour la branche militaire spéciale de chaque mouvement :

1) De recruter et d'organiser des éléments sur la plus grande étendue de territoire possible, l'élément de base étant la cellule d'environ sept hommes, tout chef, grand ou petit, ayant désigné d'avance un suppléant.

2) D'envoyer à Londres des agents de liaison pour les problèmes militaires aux fins d'unification dans les diverses parties des territoires et de désignation des chefs militaires correspondant aux divisions territoriales, etc.

3) La centralisation et la coordination se feront à Londres.

B) Dès à présent, les FFL assureront par envoi d'agents venus de Londres des liaisons entre l'extérieur et les organisations militaires, des liaisons intérieures solides seront établies d'urgence par les organisations militaires.

C) Chaque organisation militaire devra comprendre :

1) Avant tout, des troupes commandées, formées essentiellement par centralisation et groupement des cellules.

2) Des groupes de choc (suppression d'individus, etc.).

3) Des saboteurs bien placés.

4) Une organisation de renseignements et de contre-espionnage (urgente).

D) Buts de l'action militaire :

1) Opérations d’ensemble en cas de débarquement venu d’Angleterre.

2) Opérations locales réalisées en conjonction avec des éléments venus d’Angleterre.

3) Opérations locales réalisées avec des éléments pris sur place (matériel et moniteurs envoyés de Londres).

4) Utilisation forces militaires pour prise de possession des pouvoirs civils.

Toutes ces opérations se déclenchent sur l’ordre personnel du général de Gaulle.

VI) Budget : à étudier par la suite, suivant les besoins. Une somme de 1 500 000 francs est remise à Monsieur M. pour couvrir les besoins urgents des trois mouvements.

VII) Matériel : question à étudier par la suite suivant les besoins correspondant aux forces qui pourront être organisées (contrôle de Londres). Le 5 novembre. Le général de Gaulle[50].

Est-ce de Gaulle qui a eu l’idée de confier la tâche d’unifier militairement les mouvements à celui qui s’en faisait l’avocat ou est-ce ce dernier qui s’est proposé pour la remplir ?

À lire de Gaulle, l’idée viendrait de lui, mais à lire Passy, elle vient de Moulin : « … Après plusieurs conversations avec le Général, écrit en effet le chef du BCRA, Moulin lui proposa de retourner en France pour tenter de reconstituer en zone libre une fédération des mouvements de résistance et d’établir entre eux et la France libre des liens solides. » La grande question est donc de savoir pourquoi Moulin défend ce projet d’unification militaire des mouvements de résistance et pourquoi il s’en fait attribuer la responsabilité. C’est là que l’affirmation de Frenay, Moulin « homme du parti communiste », prend toute sa signification.

La priorité donnée par le PC à sa fidélité à l’URSS sur sa fidélité à la patrie, en fait son obéissance aveugle à Staline, l’avait retranché de la nation et cantonné dans un total isolement, écrit Frenay. Aussi, lorsque l’invasion par Hitler de l’Union soviétique le précipita dans cette guerre à laquelle jusque-là il s’était refusé, était-elle longue et rude la pente qu’il fallait remonter pour que le parti retrouve droit de cité dans les esprits et dans les cœurs, même auprès d’un grand nombre de ses militants. Pendant ce temps nous avions commencé à nous organiser. Contrairement aux feuilles communistes, nos journaux clandestins naissants appelaient à la résistance. En zone libre comme en zone occupée, nos sizaines et nos trentaines étaient nées en plusieurs régions. Dans le domaine de l’organisation, et plus encore dans l’ordre moral, nous avions pris sur les communistes une sérieuse avance. Rattraper le « peloton », s’y intégrer et si possible le dépasser, tel était le but vers lequel le

PC de tous ses efforts devait tendre. Il nous semble évident que l'action de Jean Moulin a grandement favorisé la marche des communistes vers l'objectif qu'ils s'étaient fixé.

Comment ? En freinant, voire en diminuant « par tous les moyens l'importance des mouvements de résistance les plus actifs et les mieux organisés ». Accusation terrible, mais qu'Henri Michel reprend à son compte lorsqu'il écrit que la « politique constante » de Moulin fut de « battre en brèche l'influence des mouvements les plus importants[51] ».

La double mission de Jean Moulin

Après avoir obtenu du chef de la France libre le titre de délégué militaire du CNF, Jean Moulin suit un stage d'entraînement parachutiste intensif au camp de Ringway (Suffolk), mais il revient à Londres au cours du mois de décembre. De Gaulle nous apprend dans ses *Mémoires* qu'ils ont eu ensemble de « longues discussions »… Que se disent les deux hommes ? Nul ne le sait puisque aucun des deux ne l'a jamais révélé… Que Moulin n'en ait rien dit à sa sœur, cela se comprend, mais comment expliquer le silence de De Gaulle ? Toujours est-il que ces discussions auraient abouti au nouvel ordre de mission, daté du 24 décembre 1941 promouvant Moulin – alors qu'il n'a pas signé d'acte d'engagement dans les rangs de la France libre – à la fois délégué politique et délégué militaire du Comité national français.

Énumérant les raisons qui ont pu pousser de Gaulle à investir Moulin d'une telle mission, Lacouture note que la première a trait aux fonctions anciennes exercées par le visiteur ; de Gaulle voyant d'abord en Moulin le représentant de l'État, de l'ordre républicain : principe autour duquel il veut organiser la Résistance. Seconde vertu de Moulin à ses yeux : l'ancienneté de son entrée dans la lutte.

Mais, précise l'historien, le comportement de Jean Moulin le séduit aussi pour une autre raison : son refus à l'occupant. Sitôt accompli le geste héroïque, il a voulu d'emblée lui donner forme et durée en rejoignant Londres. Remis sur pied et révoqué par Vichy, couvrant ses premiers contacts d'une activité de marchand de tableaux sur la Côte d'Azur, il n'a qu'une pensée : la France libre. D'autres ont créé un mouvement, ronéoté une petite feuille. Lui n'a eu qu'un point de ralliement, en dépit de l'avanie infligée à son ami Cot auquel il reste totalement fidèle : Londres. Comment de Gaulle ne serait-il pas frappé par cette aimantation ?

Mais selon Lacouture le point fort de leur accord total vient de ce que l'un et l'autre n'ont qu'un mot à la bouche : l'unité. « Là encore, la

convergence est irrésistible. Moulin aurait pu parler d'enthousiasme, d'audace, d'efficacité : de Gaulle l'en eût loué. Mais il a mis spontanément l'accent sur ce qui pouvait retenir plus fortement l'attention du chef des Français libres : le rassemblement de cette myriade de mouvements, organisations, partis, syndicats. » Il s'agit là – pour certaines – de bonnes raisons… Mais Lacouture, tout acquis qu'il est à la version officielle, ne s'interroge pas moins : « Pourquoi le général de Gaulle, confronté à l'immense "inconnue" de la Résistance et décidant de s'en faire une arme unifiée, fixa-t-il son choix, pour accomplir cette tâche capitale, sur l'ancien chef de cabinet de Pierre Cot dont il avait refusé le concours dix-huit mois plus tôt, le trouvant trop "marqué" à gauche ? Moulin ne différait en rien sur ce point de son ancien patron – et il se trouvera toujours des gens comme Henri Frenay pour dénoncer en lui un cryptocommuniste[52]. »

Pourquoi, en effet ? Eh bien, tout simplement, parce qu'à la lumière de la confidence tardive de De Gaulle à Peyrefitte, il ressort que tout ce qui pouvait apparaître comme autant de handicaps (être de gauche, voire communisant ou communiste, être l'ancien adjoint de Pierre Cot, etc.) sont des atouts pour Moulin. Car de Gaulle a en réalité considérablement évolué depuis ces quatre derniers mois : il a contracté une relation d'alliance avec Staline et il cherche aujourd'hui à s'allier avec le PCF. Son évolution va même l'amener dans moins de cinq mois, le 18 mai 1942 exactement, à écrire une lettre à… Pierre Cot. Et dans cette lettre à l'homme qu'il a éconduit (et qui s'est plaint au Comité national des accusations portées contre lui d'avoir affaibli l'aviation française), il dit :

> Pour couper court à toutes polémiques, je tiens à vous dire qu'à mon avis votre activité est celle d'un bon Français qui se consacre à la lutte contre le nazisme et le fascisme ennemis de la France. Quant à votre rôle comme ministre de l'Air, je répète qu'il n'est pas possible d'en juger actuellement avec l'objectivité et l'impartialité nécessaires, et tout ce qu'on peut en dire ne repose sur rien sinon sur des passions politiques dont j'estime qu'elles sont nuisibles et périmées. Vous pouvez faire de cette lettre l'usage public ou privé qui vous paraîtra utile. Si vous venez à Londres, je vous y verrais bien volontiers et en attendant, je vous demande de croire à mes sentiments les plus distingués[53].

Évolution, avons-nous dit. Le mot « palinodie » serait plus juste.

« Une mission aussi importante, aussi générale que celle confiée à Moulin en cette fin d'année 1941 est la marque évidente de la confiance qu'il a su inspirer à de Gaulle dans le domaine politique », commente

Frenay mort avant de pouvoir connaître la confidence de De Gaulle à Peyrefitte.

La « confiance » qu'inspire Moulin à de Gaulle est-elle la seule raison de cette délégation extraordinaire de pouvoirs ?

Dans l'hebdomadaire *Action* du 15 juin 1945, Pierre Cot écrira : « C'est en 1941 que Jean Moulin se rendit à Londres pour traiter avec le général de Gaulle au nom de la Résistance intérieure… À cette époque, la vague antiparlementaire qui annonce toujours la marée fasciste avait déjà déferlé dans l'entourage du général de Gaulle ; on le poussait à écarter tous les partis politiques, ces vestiges d'un passé abhorré, afin d'organiser autour du chef le parti unique… Jean Moulin se dressa de toutes ses forces contre ces prétentions et les fit échouer. »

L'emploi du verbe « traiter » indique que Moulin a discuté d'égal à égal avec de Gaulle. Est-ce vrai ? Est-ce faux ?

Cot, on l'a vu, n'est pas homme à dissimuler ses engagements (n'a-t-il pas reconnu publiquement à la tribune de l'Assemblée nationale ses liens avec le PCF et appelé à l'instauration pour la France d'une démocratie populaire ?) Mais, au surplus, on ne voit pas très bien en l'occurrence pourquoi il mentirait…

S'il dit vrai, ce statut d'« égal » ne peut être reconnu à Jean Moulin par de Gaulle qu'à la condition qu'il représente effectivement la Résistance intérieure (ce qui n'est évidemment pas le cas à cette date) ou, du moins, une force capable de revendiquer sa direction. Cette force, pour un de Gaulle qui ignore encore tout de ladite Résistance et n'a jamais eu le moindre contact avec l'un de ses mouvements, ce ne peut être que le parti communiste dont le passé garantit la puissance et dont l'action terroriste manifeste la vigueur. (Il n'est d'ailleurs pas interdit de penser que la politique d'attentats individuels dont le coût pour le PCF est si élevé ait eu aussi pour but d'impressionner le chef de la France libre dans la perspective d'apparaître à ses yeux comme le seul interlocuteur valable en France.) Mais dans ce cas, cela signifie que Moulin s'est présenté clairement comme l'envoyé des communistes français, ou à tout le moins comme l'homme disposant du pouvoir de les rallier à de Gaulle.

C'est, en tout cas, ce que laisse entendre André Wurmser qui, lors du transfert des cendres de Moulin au Panthéon, en 1964, écrira dans son éditorial (*L'Humanité* du 19 décembre 1964) :

[…] Un seul point me chiffonne : il est beaucoup question dans la presse officielle et officieuse de Jean Moulin après sa rencontre avec le général de Gaulle à Londres et son retour en France : peu, trop peu, de Jean Moulin, dont l'activité en France amena ce voyage à Londres, et où l'accord de la Résistance, de Jean Moulin à Fernand Grenier, fit du général de Gaulle le président du gouvernement provisoire de la République française. Beaucoup plus question en somme de Jean Moulin mandaté que du Jean Moulin mandatant…

Jean Moulin « mandatant » de Gaulle ?

Ce propos du pamphlétaire communiste est à prendre avec précaution, mais ce qu'il écrit se trouve conforté par les deux faits suivants : le secret absolu qui entoure les nombreux entretiens de Gaulle-Moulin et la surprise de l'entourage de De Gaulle lorsqu'il apprendra plus tard l'ampleur de la mission confiée à Moulin. Ainsi Passy écrira dans ses *Mémoires* : « Car, ô ironie ! il fut décidé que Max [Moulin] serait représentant unique du Général en zone libre pour tout ce qui concernait l'action (aussi bien politique que militaire). »

Ce qui signifie à tout le moins que de Gaulle joue dès le début un jeu personnel avec Moulin puisque même son chef des services secrets l'ignore et l'ignorera longtemps…

Jean Moulin mandatant de Gaulle ? Au nom de qui ? Au nom de quoi ? Si cela est vrai, ce ne peut être qu'au nom d'une puissance telle que le chef de la France libre ne puisse faire autrement que s'incliner tout en escomptant quelque chose de cet acquiescement. Compte tenu de ce que nous savons des opinions de Moulin et des perspectives internationales de De Gaulle, cette puissance ne peut être que l'Union soviétique. « Messager » de la Résistance, Moulin serait-il également, et d'abord, l'envoyé de Moscou, chargé de créer le lien entre la France libre et le PCF ? Souvenons-nous de ce que disait, le 20 novembre, Dejean à Bogomolov : « De Gaulle voudrait établir des relations très étroites avec l'URSS », il informait ses dirigeants qu'« il était prêt, déjà, à faire un travail régulier pour créer son organisation en France mais qu'il avait peu de résultat pour le moment », et qu'il « fallait confier à quelqu'un le soin d'établir le contact avec les communistes[54] »…

Cordier voit dans cette intention telle qu'elle est formulée par Dejean selon Bogomolov la preuve que ce n'est pas de Moulin qu'il s'agit puisque si c'était le cas Moulin étant à Londres depuis un mois et attendant son départ il n'y avait pas lieu d'en parler à l'ambassadeur qui aurait été parfaitement informé de ce voyage et du rôle assigné à Moulin auprès du

Général. Mais c'est prêter à Dejean une connaissance qu'il n'a pas. En réalité, on a pu s'en apercevoir jusqu'ici, Dejean ignore l'essentiel de la diplomatie secrète de De Gaulle avec Moscou et *a fortiori* ce qu'il a pu décider dans ses tête-à-tête avec Moulin.

D'ailleurs, dans son *De Gaulle*, Éric Roussel est plus direct encore puisqu'il rapporte (mais sans citer sa référence) qu'Alexandre Bogomolov, l'ambassadeur soviétique à Londres, « a souligné, dès novembre 1941, le désir du Général d'entamer un dialogue avec le parti communiste : "De Gaulle a demandé à quelqu'un d'entrer en contact avec les communistes français."[55] » Le nom du messager n'est pas indiqué, mais il y a tout lieu de penser qu'il s'agit de celui que de Gaulle a, personnellement, donné des années plus tard à Alain Peyrefitte : Jean Moulin.

Devant les demandes d'aide émises à plusieurs reprises par les gaullistes, les Soviétiques, on l'a vu, ont posé une condition : la « démocratisation » du mouvement gaulliste. Jouer Moulin, c'est pour de Gaulle afficher clairement cette volonté de démocratisation. Et c'est l'afficher d'autant plus qu'il n'hésite pas à confier à l'ancien préfet de Chartres une mission considérable, puisqu'il décide seul, sans prendre l'avis d'aucun chef de mouvement, sans écouter plus tard leurs observations et leurs critiques, de donner à un homme, à un seul homme, l'« entière responsabilité de la liaison avec la Résistance ». D'agir et de parler en son nom à lui, de Gaulle ! Ce n'est pas tout : il fait aussi de cet homme l'unique dispensateur de l'argent et des armes, qui constituent dans la vie clandestine les seuls leviers du pouvoir.

Organisation, mauvaise en soi, et même dangereuse, indépendamment de l'homme choisi pour l'animer, car, ainsi que le souligne Frenay, « l'étendue des pouvoirs et des moyens à lui conférés faisait de cet homme le maître absolu de la Résistance. Au lieu de multiplier les canaux par où s'établiraient les contacts, de Gaulle installait de ses propres mains entre cette résistance innombrable, multiforme, ardente et lui-même, un goulot d'étranglement. Nos messages, nos appels, nos suggestions, selon le bon plaisir de son représentant, pouvaient être transmis, modifiés, déformés, retenus ou même stoppés […]. De Gaulle, et par conséquent ses services, se condamnaient donc à ne voir et à n'entendre que par les yeux et les oreilles de l'homme qu'ils choisiraient et sur lequel, une fois qu'il serait en France, aucun contrôle pratiquement ne pourrait plus s'exercer[56] ».

Cet homme, c'est Jean Moulin. Comment peut-on penser que de Gaulle puisse donner une telle mission et de tels pouvoirs à un inconnu ? Comment peut-on penser que c'est par ignorance des contraintes de la guerre de l'ombre que de Gaulle instaure un système qui fait de Moulin, homme de gauche notoire, le « maître absolu de la Résistance intérieure » ? N'est-ce pas plutôt parce qu'il sait qui est Jean Moulin qu'il lui taille une mission et des pouvoirs sur mesure ?

Hypothèse iconoclaste ?

Elle s'inscrit dans la logique de l'offre d'alliance gaulliste à Staline de juillet 1941. Elle s'inscrit dans la logique des demandes réitérées des gaullistes aux Soviétiques de leur donner le contact avec les communistes français. Elle s'inscrit dans la logique des conseils des Soviétiques aux gaullistes de « démocratiser » leur mouvement. Elle s'inscrit enfin dans la logique de la volonté gaulliste d'instaurer un « pouvoir nouveau » (Manifeste de Brazzaville du 27 octobre 1940).

Frenay affirme sa conviction que Moulin « ne fut jamais un gaulliste au sens politique du terme » et il soutient que de Gaulle se trompe, quand il affirme dans ses *Mémoires* que Moulin « était convaincu que le gaullisme devait être […] le moteur de toute une rénovation ».

Il est vrai que le fondateur du CNR n'a fait l'objet d'aucune attention particulière de la part du pouvoir gaulliste après la guerre et même juste après le retour de De Gaulle en 1958[57].

Mais Frenay qui, par ailleurs, affirme encore dans l'édition posthume de *L'Énigme Jean Moulin* que de Gaulle ne savait pas qui était Jean Moulin (qu'aurait-il pensé s'il avait connu le témoignage de Boissieu !) ne se montre-t-il pas, malgré tout, plus gaulliste que de Gaulle ? Et de Gaulle n'est-il pas le meilleur juge du « gaullisme » des autres ? Frenay n'a-t-il pas une conception « de droite » du gaullisme, contraire à celle que s'en fait alors de Gaulle qui, selon Jean-Raymond Tournoux, aurait dit que le « gaullisme était une politique de gauche avec des manières de droite » !

Et si c'était Pierre-Bloch qui avait raison lorsqu'il écrit qu'à l'époque « de Gaulle rêve d'être pour la France ce que Tito devait être pour la Yougoslavie et de construire le socialisme pourvu qu'il garde le pouvoir[58]… »

Il y a en effet des coïncidences troublantes : le 3 janvier 1942, le jour même où Moulin atterrit sur le sol de France, arguant que les Anglo-Saxons

en général et l'Amérique principalement voudraient gagner la guerre mais qu'« ils ne se décident pas à le faire réellement, c'est-à-dire à assumer les grands risques que cela comporte », de Gaulle écrit à Catroux : « La Russie au contraire fait la guerre sans restriction. C'est pourquoi nous sommes actuellement plus près d'elle que d'aucune autre puissance et j'espère que nous le montrerons bientôt par des actes diplomatiques et même militaires[59]. »

5
Les exigences de Moscou

3 janvier 1942. Sur la foi d'une note confidentielle « de source très sûre » lui révélant que des négociations secrètes sont en cours entre le Kremlin et le Vatican, en vue d'établir des relations entre les deux États (le réaliste Staline ne dédaigne décidément aucun concours) et qu'une des raisons pour lesquelles l'Union soviétique est pressée de voir la délégation de la France libre arriver à Moscou est qu'elle désire utiliser jusqu'à un certain degré la France libre dans ces négociations[1], de Gaulle signe l'ordre suivant :

Le CNF et le gouvernement de l'URSS se sont mis d'accord sur l'envoi à Moscou d'une mission de liaison auprès du gouvernement soviétique. Cette mission aura à sa tête M. Roger Garreau, ministre plénipotentiaire. Elle comprendra : le général de brigade Petit, chargé de représenter les FFL auprès des armées soviétiques, qui relèvera directement du général de Gaulle et qui correspondra avec lui (état-major particulier) par l'intermédiaire du chef de la mission française de liaison auprès du gouvernement de l'URSS ; M. Schmittlein, adjoint au chef de la mission. Le service du chiffre et de la chancellerie, ainsi que la direction du personnel auxiliaire de la mission seront assurés par M. Delcourt, vice-consul de France. M. Garreau et le général Petit ainsi que le personnel de la mission regroupé en Grande-Bretagne se mettront en route par la voie maritime à destination de Mourmansk ou Arkhangelsk dans le plus bref délai. MM. Schmittlein et Delcourt rejoindront Moscou par la voie du Caucase[3].

Une instruction « personnelle et secrète » définit ainsi les missions essentielles du général Petit :

– S'informer du développement des opérations militaires sur les théâtres d'opérations soviétiques, les procédés tactiques employés, les matériels techniques nouveaux employés.

– Recueillir, en liaison avec les autorités soviétiques qualifiées, des informations sur la situation en France et dans les parties de l'empire non encore libérées.

– Régler, d'accord et en liaison avec les autorités militaires soviétiques, les questions relatives à l'envoi éventuel en Russie du Sud d'un corps expéditionnaire français, vis-à-vis duquel le général Petit exercera les fonctions de commandement suprême.

– Informer le haut commandement soviétique sur toute question militaire concernant les Forces françaises libres[2].

Quant à l'objectif général de la mission diplomatique française en URSS, Maurice Dejean, lors d'un entretien avec Ivan Maïski, le 12 janvier, en développe ainsi les grandes lignes :

– Coordonner notre campagne en France, notamment auprès des classes ouvrières aussi bien en ce qui concerne la radio que l'activité des agents.

– Collaboration dans le domaine militaire.

– Consolider et développer les rapports entre le CNF et l'URSS, non seulement pour la coopération dans la guerre mais en vue de la reconstruction politique et économique de l'Europe d'après-guerre. « On pourrait envisager, propose même Dejean, la conclusion d'un accord qui reprendra l'essentiel du pacte de 1935, et comporterait un engagement mutuel de consultation sur les problèmes intéressant la sécurité des deux pays ainsi que la réorganisation européenne[4].

Le premier point confirme ce que nous savions déjà : à savoir que les gaullistes comptent sur le Kremlin pour leur faciliter l'approche du PCF. Quant au troisième point, il reprend en l'amplifiant la proposition d'alliance entre puissances continentales exposée par Jouve à Vinogradov. Au total, cette proposition de Dejean, trois mois après la reconnaissance de la France libre par Moscou, montre que les gaullistes sont décidés à aller très loin, très vite, dans l'alliance avec un régime dont tous connaissent la nature. Manifestement aussi, ils disent aux Soviétiques ce que ceux-ci désirent entendre car, précise Dejean, « Maïski approuve ce programme ».

Comment pourrait-il ne pas l'approuver ?

Surtout lorsqu'on apprend par un télégramme de Maïski à Molotov en date du 13 janvier, comment le commissaire aux Affaires étrangères de la France libre lui a présenté les choses :

Dejean, écrit l'ambassadeur soviétique, m'a expliqué la conception de De Gaulle sur la nécessité d'un gouvernement provisoire. Ensuite, à la première occasion, il faut qu'il y ait des élections démocratiques à l'Assemblée constituante qui décide aussi de la question de la future Constitution de la France. Dejean suppose personnellement que cette Constitution et le gouvernement issu du noyau de l'Assemblée constituante seront entièrement de gauche ; de même que, ayant fait l'expérience des Allemands et de Pétain, les Français auront de la haine à l'égard de tout ce qui touche le fascisme. De plus, presque tous les représentants des « deux cents familles » soit ont fui la France, soit font partie des personnes ayant collaboré avec les Allemands. Après la défaite de l'Allemagne, ils seront coulés et les fabriques et les usines seront sans maîtres. Évidemment, il faudra

nationaliser. Cela créera les nouvelles formes de l'économie française. J'ai demandé à Dejean si, comme il l'affirmait, les conceptions de De Gaulle étaient plus progressistes que ne le disaient les rumeurs et les discours, pourquoi le Général ne parlait-il jamais de cela ouvertement ? Il me semble que l'exposé public de ses buts politiques et de ses désirs favoriserait l'éclaircissement de l'atmosphère vis-à-vis du mouvement qu'il dirige et, en particulier, le changement de l'attitude des USA à son égard. Dejean a trouvé mon idée « très intéressante » et a déclaré qu'il en parlerait à de Gaulle. En ce qui concerne la mission française pour l'URSS, Dejean a dit qu'elle partait pour une durée indéterminée, que Garreau se préparait à discuter avec Lozovski de la coordination des méthodes françaises et soviétiques de propagande en France. […] Dejean a dit que de Gaulle voulait étendre l'accord existant avec l'URSS en raison de la formation du Conseil national. Il a dit aussi que de Gaulle voudrait en revenir au pacte franco-soviétique sur l'entraide de 1935[5].

On comprend que Maïski ne puisse qu'être intéressé par cette perspective de socialisation générale (tant politique qu'économique) de la France à la Libération…

« Il serait heureux, indique Dejean dans le compte rendu de son entretien au général de Gaulle, que je présente à Maïski une esquisse de l'accord éventuel à réaliser. » Et, rapportant les propos de l'ambassadeur soviétique, il ajoute : « La conclusion d'un tel accord sera d'autant plus facile que le gouvernement soviétique se convaincra de plus en plus du caractère représentatif de la France libre et du rôle qu'elle est appelée à jouer dans la France de demain. Le gouvernement soviétique est pour sa part tout disposé à épauler le Comité national, toute question d'ordre idéologique devant être laissée de côté[6]. »

En somme, Maïski ne fait que répéter ce qu'a dit Bogomolov : le gouvernement soviétique soutiendra la France libre dans la mesure où elle se « démocratisera ». Ou, plus précisément, en termes marxistes-léninistes : dans la mesure où elle épousera les intérêts de la classe ouvrière, c'est-à-dire, du PCF qui en est l'« avant-garde », et si elle contribue à faire sa place à celui-ci dans la France de demain. La phrase « toute question d'ordre idéologique devant être laissée de côté » étant certainement une réponse à l'affirmation de De Gaulle du 26 juillet, « la question des régimes politiques ne doit pas se poser », le chef de la France libre est fondé à voir dans cette assurance que Moscou est prêt à traiter avec lui, à charge pour lui de redonner vie au PCF que ses trahisons passées handicapent.

Cette transmission par Moscou du « relais révolutionnaire » à la France libre provoquera d'ailleurs un malaise au sein du PCF. François Billoux s'en fait l'écho quand il écrit : « Un problème nouveau était posé, ou plus exactement surgit dans toute son acuité : l'Union soviétique avait reconnu le Comité national français du général de Gaulle à Londres comme l'organe

directeur de la France combattante ayant seul qualité pour organiser la participation des citoyens et territoires français à la guerre[7]. »

Le PCF va manifester (ou feindre de manifester) sa mauvaise humeur durant cinq mois. Il faudra attendre en effet mai 1942 pour relire le terme « gaulliste » dans *L'Humanité*…

« La France combattante est l'alliée désignée de la Russie nouvelle »

De Gaulle s'accorde une semaine de réflexion avant de répondre à l'invite soviétique. Il en mesure le danger : être coincé entre l'URSS et le PCF comme entre le marteau et l'enclume. Mais l'offre de Moscou lui donne, pense-t-il sans doute, les moyens d'imposer son autorité au PCF dont le ralliement, même s'il se paye de concessions idéologiques, lui confère un début de légitimité concrète ; et cela seul compte à ses yeux en ce début de l'année 1942.

Le 20 janvier, de Gaulle a choisi. Dans un discours retentissant à la radio de Londres, il déclare :

« Il n'est pas un bon Français qui n'acclame la victoire de la Russie […]. Tandis que chancellent la force et le prestige allemands, on voit monter au zénith l'astre de la puissance russe. Le monde constate que ce peuple de cent soixante-quinze millions d'hommes est digne d'être grand parce qu'il sait combattre, c'est-à-dire souffrir et frapper, qu'il s'est levé, armé, organisé lui-même et que les pires épreuves n'ébranlent pas sa cohésion. C'est avec enthousiasme que le peuple français salue les succès et l'ascension du peuple russe. Car la Libération et la vengeance deviennent de ce coup pour la France de douces probabilités. »

Puis, après avoir salué le rétablissement militaire de l'URSS, il en vient au principal :

> Dans l'ordre politique, l'apparition certaine de la Russie au premier rang des vainqueurs de demain apporte à l'Europe et au monde une garantie d'équilibre, dont aucune puissance n'a autant que la France de bonnes raisons de se féliciter. Pour le malheur général, trop souvent depuis des siècles, l'alliance franco-russe fut empêchée ou contrecarrée par l'intrigue ou l'incompréhension. Elle n'en demeure pas moins une nécessité que l'on voit apparaître à chaque tournant de l'histoire. Voilà pourquoi la France qui combat va lier son effort renaissant à l'effort de l'Union soviétique. Il va de soi qu'une telle coopération ne nuira aucunement, bien au contraire, à l'action qu'elle mène en commun avec ses autres alliés, mais dans l'année décisive qui vient de s'ouvrir, la France combattante prouvera sur les champs de bataille actifs et passifs de cette guerre, qu'elle est, malgré son malheur provisoire, l'alliée désignée de la Russie nouvelle.

Cette formule retentissante étant destinée à provoquer bien des rumeurs, l'orateur préfère prendre les devants en ajoutant :

> Bien entendu, dans ce domaine, la France n'attend des traîtres et des lâches qui l'ont livrée à l'ennemi rien autre chose que leur fureur. Ces gens-là ne manqueront pas de crier que notre victoire, au côté de la Russie, entraînerait chez nous ce bouleversement social dont ils ont peur par-dessus tout. La nation française méprise cette insulte supplémentaire. Elle se connaît assez bien pour savoir que le choix de son propre régime ne sera jamais que sa propre affaire. Et d'ailleurs elle n'a payé que trop cher l'alliance honteuse des privilèges et l'internationale des académies. La France qui souffre est avec la Russie qui souffre. La France qui combat est avec la Russie qui combat. La France sombrée au désespoir est avec la Russie qui sut remonter des ténèbres de l'abîme jusqu'au soleil de la grandeur.

Plusieurs points de ce discours méritent attention : d'abord, il n'attribue les échecs de l'alliance franco-soviétique dans le passé qu'à l'« intrigue » et à l'« incompréhension », ce qui est réduire à peu de chose les trahisons soviétiques les plus récentes : le traité de Brest-Litovsk et le pacte germano-soviétique, sans oublier le télégramme de félicitations de Staline à Hitler pour sa victoire sur la France ; ensuite, de Gaulle parle d'une « Russie nouvelle »… Qu'a-t-elle donc de « nouvelle » cette Russie dont, voici peu, il dénonçait encore les vices et les crimes ? Staline n'est-il plus le même depuis l'accord du 26 septembre ou est-ce de Gaulle qui a changé ? Se laisse-t-il gagner par l'idée qui se répand alors progressivement parmi les élites occidentales que la guerre, ainsi que le relève Robert Belot, « transforme la Russie et a pour effet de la nationaliser, comme si les invariants de la géopolitique et de l'identité russe étaient les plus sûrs dissolvants de l'idéologie » ou bien son évolution l'amène au point de ne plus considérer avec la même hostilité les conceptions révolutionnaires ? Sans doute est-ce cette dernière hypothèse qui est la bonne, car la phrase-clé de ce discours c'est, bien sûr, la dénonciation de l'« alliance honteuse des privilèges » et de « l'internationale des académies » que la France n'« a payé que trop cher » ! La métaphore est ambiguë par son imprécision même, mais elle apparaît à ceux auxquels elle s'adresse, c'est-à-dire au gouvernement soviétique et aux hommes de gauche et d'extrême-gauche français, comme une volonté de changement social que tous peuvent interpréter en termes révolutionnaires.

C'est la première manifestation idéologique officielle de De Gaulle nouvelle manière.

Moscou compte sur de Gaulle pour obtenir le second front à l'Ouest

La réponse des Soviétiques ne tarde pas : le 27 janvier, Maïski invite le chef de la France libre à déjeuner à l'ambassade soviétique. En préambule, l'ambassadeur annonce que « lui-même et son gouvernement s'intéressent vivement au CNF[8] » puis, abordant la question de Saint-Pierre et Miquelon, il demande quelle est dans cette affaire l'attitude de De Gaulle.

« Le *State Department*, explique celui-ci, continue à poursuivre la chimère de Vichy. Il voudrait empêcher le gouvernement de Pétain de commettre les dernières infamies en livrant la flotte et les bases de l'AFN. C'est pourquoi il tient essentiellement à conserver des relations avec Vichy, fût-ce au prix d'une neutralisation complète de l'Empire français. Le gouvernement britannique n'a pas les mêmes illusions, mais il lui est difficile de contrecarrer la politique américaine. Il la subit ou la suit plus ou moins bien, bon gré mal gré. C'est ce que l'on a constaté en particulier dans l'affaire de Saint-Pierre et Miquelon. »

À ce point de sa réponse, de Gaulle renvoie la question au Soviétique :

« Quelle est dans tous ces démêlés l'opinion du gouvernement russe ?

— Le gouvernement de l'Union soviétique, répète Maïski, a beaucoup de sympathie pour la France libre et il est très désireux que vous réussissiez. Les Soviets considèrent en effet que Vichy a voulu la victoire allemande, qu'il est condamné à mort et qu'il sera infailliblement balayé. Mon gouvernement s'intéresse d'autant plus à la France libre qu'il n'a pas renoncé à créer un second front à l'Ouest et que, pour cela, la collaboration de la France est nécessaire. »

En d'autres termes, l'intérêt que Moscou porte à la France libre est directement proportionnel aux efforts qu'elle déploiera pour convaincre les Anglo-Saxons d'ouvrir un second front à l'Ouest et, très précisément, dans le nord de la France comme l'a indiqué Golikov.

Maïski demande ensuite à de Gaulle comment il conçoit l'avenir de son mouvement.

Le CNF, répond en substance le Général, se considère comme une autorité provisoire. Après la libération du territoire, l'une de ses premières tâches sera la réunion d'une Assemblée constituante qui décidera du sort de la France. Le maintien du régime démocratique est hors de question[9]. La base de départ sera la Constitution et la législation françaises telles qu'elles existaient avant l'armistice. Il est probable que le peuple français souhaitera y introduire quelques changements. Il est clair cependant que ce qui intéressera avant tout le peuple français, c'est le régime social. Il est très peu probable que le peuple français s'oriente vers le communisme, contraire à sa structure sociale et à son

esprit individualiste. Il rejettera tout régime inspiré du fascisme et du nazisme, mais il voudra des transformations profondes. Il exigera la disparition de la féodalité sociale qui, durant cette guerre, s'est dressée contre la nation française et l'a forcée à la capitulation et à la collaboration avec l'ennemi. Il envisagera sans doute la socialisation des principaux moyens de production (fer, charbon, acier, électricité, transport maritime) et il exigera en tout cas que le régime social ait pour base la sécurité minimum pour chaque individu.

Maïski marque un très vif intérêt pour toutes ces indications. Répétant ce qu'il a dit à Dejean, il fait savoir toutefois à son interlocuteur son regret de ne pas voir ces conceptions suffisamment connues. Selon lui, il y aurait intérêt à ce qu'elles fussent mises au point dans un document qui serait publié et qui constituerait le programme du CNF. De Gaulle répond qu'il n'est nullement opposé à un tel projet.

« Chaque chose, dit-il, viendra en son temps. »

Le déjeuner touche à sa fin. Maïski félicite de Gaulle de son allocution du 20 janvier à la radio.

« Je n'ai fait qu'exprimer le sentiment de la très grande majorité du peuple français pour laquelle la Russie a été dans cette guerre une révélation », répond le chef de la France libre[10].

Le compte rendu que Maïski adresse le 29 janvier à Molotov présente une interprétation passablement confuse des desseins politiques de De Gaulle :

De Gaulle, peut-on y lire, suppose que le futur régime de la France devra reposer sur deux idées fondamentales : a) Un pouvoir exécutif fort. b) Une attention concentrée non pas sur les questions politiques, mais sur les questions sociales et économiques. Lorsque je me suis intéressé à la façon dont de Gaulle voyait les choses concrètement, il m'a semblé que le Général voyait un « Parlement corporatif » composé de plusieurs couches : les paysans, les ouvriers de l'industrie, les travailleurs intellectuels, etc. Le Parlement corporatif s'occuperait des problèmes de l'économie et du régime social ; les questions militaires et politiques devront être réglées par le gouvernement dont il m'a semblé que de Gaulle n'avait pas une idée claire quant au moyen de le former, mais dont les droits devaient être infiniment plus grands que ceux du gouvernement de la III^{e} République.

Dans le domaine socio-économique, de Gaulle est pour la nationalisation de la grande industrie ou, en tout cas, des branches les plus importantes, pour un salaire minimum, la solution des conflits par arbitrage gouvernemental, etc. Ainsi, dans ce programme on trouve beaucoup d'éléments du fascisme à la manière italienne ; il ne serait pas juste cependant de considérer de Gaulle comme ayant un programme bien défini, bien arrêté. Lorsque, par exemple, je lui ai demandé si, d'après lui, il était juste que le « Parlement corporatif » s'occupe de la question de l'ordre national, de Gaulle a réfléchi un instant et ensuite répondu : « Eh bien quoi, on pourrait ajouter au Parlement corporatif quelques députés des milieux électoraux [*sic*]. » Je n'ai pas cherché à approfondir cette question. La discussion avec de Gaulle n'a fait que confirmer ce que j'avais souvent entendu à son propos auparavant. Bien que les conceptions politiques générales de De Gaulle refusent fermement les tendances du bonapartisme modernisé, il n'a pas de conceptions politiques affirmées[11].

Si l’interprétation des propos du chef de la France libre par Maïski leur donne un tour assez suspect, en revanche les propres propos que l’ambassadeur soviétique a tenus au cours du déjeuner sont, eux, dépourvus d’ambiguïté. Ils tiennent en deux points :

– Le Kremlin soutient de Gaulle mais le soutiendra davantage encore s’il s’engage à déployer tous ses efforts pour obtenir des Anglo-Saxons l’ouverture d’un second front à l’Ouest et, très précisément, dans le nord de la France.

– Le Kremlin souhaite que de Gaulle annonce publiquement son programme économico-social dont certains éléments ne peuvent avoir que sa sympathie puisqu’il prévoit un début de socialisation de l’appareil productif.

Les Soviétiques ont d’ailleurs d’autres raisons d’être satisfaits. Au moins deux : tout en soulignant qu’il est très peu probable que le peuple français s’oriente vers le communisme, de Gaulle n’en exclut pas la possibilité, et lui-même se garde en tout cas de condamner expressément le communisme ; ensuite, en utilisant intentionnellement l’expression de « féodalité sociale » (expression par laquelle les communistes avant-guerre désignaient la droite), de Gaulle montre clairement dans quel camp il se situe ; enfin il charge ladite droite du double péché de capitulation et de collaboration et annonce son élimination.

Deux jours plus tard, Maurice Dejean transmet à de Gaulle une note datée du 5 janvier dans laquelle Géraud Jouve résume les déclarations de Brillat, attaché commercial de Vichy à Moscou :

– Les Russes vont leur chemin sans se soucier des Américains et des Anglais auxquels ils demandent seulement de fournir tanks et avions.

– Le moral russe est parfait.

– Les Russes affirment que si les Allemands ne raccourcissent pas immédiatement leur front en se retirant sur la ligne Riga-Minsk-Dniepr, on assistera à une catastrophe sans précédent. Ils disent aussi que le froid vient seulement de commencer et que les jours deviendront plus longs en janvier permettant des attaques plus soutenues de leur part.

– On calcule que les Allemands perdent douze mille hommes par jour par suite du froid.

– Brillat dit savoir que les Allemands ont perdu dans la première phase de la bataille pour la ligne Staline la presque totalité des deux cents divisions engagées.

Ce même 29 janvier, de Gaulle, engagé dans son alliance avec l’URSS, adresse un télégramme à Adrien Tixier, délégué de la France libre à Washington. Ce télégramme, qu’il lui demande de transmettre à Cordell Hull « à toutes fins qui pourront être utiles », se veut à la fois un appel au bon sens et une mise en garde aux Américains.

Rien n’est propre, y dit de Gaulle, à détourner le peuple français de faire la guerre autant que l’attitude actuelle prise à son égard par une puissance moralement aussi considérée que les États-Unis d’Amérique. Les égards accordés par les États-Unis à celles des autorités françaises, dont la raison d’être est d’empêcher la France de combattre, constituent un élément très dangereux de démoralisation. Un tel élément est d’autant plus nocif qu’il s’oppose à l’attitude, tout au moins disgracieuse du gouvernement des États-Unis vis-à-vis des seuls Français qui continuent la guerre aux côtés des Alliés […]. L’attitude des États-Unis semble aux Français d’autant plus décourageante que l’esprit de logique naturel à leur race leur rend cette attitude incompréhensible. Le Français combattant ne comprend pas les subtilités qui amènent un allié de fait à ne connaître que pour les morigéner des hommes dont les armes et les territoires aident directement et notablement l’effort et la sécurité de cet allié[12].

Après l’appel au bon sens, l’avertissement :

Si la nation française ne doit pas avoir l’impression qu’elle aura, au total, combattu, souffert, et remporté la victoire avec ses alliés anglo-saxons et pour la même cause, il est extrêmement probable qu’elle sera portée à séparer son destin de leur destin. L’état d’humiliation et de colère qui est déjà et qui sera celui du peuple français, tout au moins de sa partie la plus vivante et la plus agissante, ne l’entraînera vraisemblablement pas du côté des États qui auraient joué sur ceux qui ont trahi sa valeur et sa grandeur. Quelque ordre que la victoire éventuelle des démocraties puisse donner au monde de demain, il n’y manquera pas de gens qui, plus tôt ou plus tard, rêveront de tout autre chose. Il serait infiniment dangereux que ces tendances subversives, qu’elles soient nationales ou sociales ou les deux à la fois, rencontrent l’orgueil blessé et la déception irritée de la France.

Cette France où, précisément, Jean Moulin commence son aventure. À Marseille, dans un petit deux-pièces au 103 de la rue Kléber, il rencontre les dirigeants de Combat : Frenay et Chevance-Bertin.

« Je connais l’état de votre mouvement puisque vous me l’avez expliqué, leur dit-il. Il est certain que vous ne pourrez pas déboucher avec toute l’ampleur voulue faute de moyens. Il est donc évident que vous ne pouvez livrer votre combat seul ; vous devez être en liaison avec de Gaulle. Je viens de Londres. J’ai vu les gens qui peuvent s’occuper de vous. Vous devez modifier votre action, vous rattacher à de Gaulle et l’avoir pour chef. Voici ce que je peux vous apporter : d’abord une aide financière et des

liaisons, ensuite des moyens aussi importants que ceux que vous pourrez solliciter. »

Les dirigeants de Combat demandent à réfléchir.

Parti pour Londres en messager de la Résistance, Moulin en revient en chef ; ce changement est trop inattendu pour être accepté sans réserve par des hommes qui œuvrent depuis longtemps dans l'ombre. D'autant que Moulin fixe une consigne rigoureuse : pour des raisons de sécurité, les mouvements sont priés de séparer leurs activités militaires de toutes les autres…

« C'est, dit Moulin, la condition *sine qua non* pour recevoir des armes. »

Les résistants font valoir que la consigne est difficilement applicable, notamment au niveau de la commune où les hommes en trop petit nombre remplissent des tâches de toute nature. Moulin répond qu'il s'agit d'un ordre que, lui, délégué de Londres, ne peut enfreindre.

« Il s'est trouvé à Londres, écrit Frenay, un ou plusieurs hommes, sans connaissance de l'action clandestine, pour statuer à une unité près sur ce que devait être l'action paramilitaire. Jamais probablement ces hommes ne se sont posé la question de savoir si ces consignes, peut-être théoriquement justes, étaient applicables dans les conditions de notre vie. Jamais ils n'ont pensé, avant d'"ordonner" à nous demander, à nous les responsables, notre avis sur les consignes qu'ils envisageaient d'appliquer[13]. »

Max a sorti « de sa poche revolver » une liasse de billets : 250 000 francs qu'il remet à Frenay. Une aubaine pour Combat…

« Vous pourrez aussi, affirme Moulin, avoir la liaison avec le Général et ses services par mon intermédiaire. J'ai un code qui assure la sécurité de mes transmissions. »

L'ordre de mission signé de Gaulle, l'argent, les liaisons radio… Bien que Moulin ne soit pas encore l'homme légendaire qu'il est devenu depuis, voilà des arguments décisifs pour des hommes démunis de tout, forts de leur seul courage. Frenay et Chevance-Bertin acceptent de tenter d'appliquer la consigne de séparation du civil et du militaire. Toutefois, quand ils quittent Moulin, s'ils sont heureux, ils sont aussi perplexes.

À Londres, selon Frenay[14], on a cru, ou du moins on a fait mine de croire que c'est à l'appel du 18 Juin 1940 que s'étaient levés les hommes qui assumèrent en premier la responsabilité de la direction de la Résistance.

Ce qui devait entraîner une obéissance militaire mais aussi politique des résistants au chef de la France libre.

> En fait, dit Frenay, les choses se sont passées autrement […]. Ici et là quelques hommes sans lien les uns avec les autres, ignorant jusqu'au nom même de De Gaulle, ont eu le même sursaut et entrepris la même action. Cela, d'ailleurs, n'est-il pas mieux pour la France ? Pendant des mois, c'est-à-dire jusqu'en janvier 1942, nous avons vécu sans contact avec Londres […]. Entre nous s'était créée une solidarité profonde, une confiance née de l'action commune, une discipline particulière sans rapport avec le sentiment qu'ordinairement recouvre ce mot. C'est à ce moment que Jean Moulin arriva de Londres et que commença le drame.

Le « drame » débute donc par l'acceptation de cette première consigne sur la séparation du militaire et du civil. Il semble bien que l'ordre soit de De Gaulle lui-même pour satisfaire aux exigences britanniques. Moulin aurait peut-être pu l'en dissuader puisque nous avons vu qu'il avait réussi à faire prévaloir ses vues sur celles du chef de la France libre. Des vues qui avaient précisément pour but de promouvoir l'action militaire en France… Était-ce le meilleur moyen d'y parvenir que de risquer de briser la « fragile hiérarchie »[15] de la Résistance intérieure ? En la désorganisant, ne laisse-t-il pas le temps au parti communiste de se reconstituer et ne sert-il pas « objectivement » les FTP qui, eux, refuseront toujours de se plier à la règle commune en versant leurs troupes à la future Armée secrète ?

Cette première initiative de Moulin est à rapprocher de l'extension immédiate (si ce n'est à sa seule initiative) de sa mission à la zone nord. S'il suffisait de prendre des contacts avec les mouvements de cette zone, il pouvait demander aux dirigeants de Combat (mouvement implanté en zone occupée) de l'aider à entrer en relation avec l'OCM et Libération-Nord. Or il ne l'a pas fait et qui plus est, il l'a cachée aux dirigeants de la Résistance. En outre, comme on l'a vu, il a choisi comme émissaire un communiste hors carte : Henri-Frédéric Manhès.

Lequel, en zone occupée, va avoir des contacts avec plusieurs mouvements de résistance (Ceux de la Résistance, Ceux de Libération, La Voix du Nord et Lorraine), mais va également fonder le réseau Frédéric.

« Mais au fait, demande Frenay, avec qui le réseau Manhès correspondait-il à Londres pendant toute l'année 1942 puisque le BCRA ne savait rien de son activité ? Eut-il avec les communistes en zone occupée des contacts de haut niveau ? Je n'en ai trouvé nulle part. Ils ont évidemment existé puisqu'à Buchenwald où il sera déporté, Marcel Paul avait en Manhès une confiance suffisante pour le désigner comme patron du

“collectif français”, responsabilité que les communistes ne donnaient qu’à ceux dont ils étaient politiquement sûrs[16] ? »

Coïncidence ? l’arrivée de Manhès en zone occupée correspond exactement à une opération promotionnelle de la Résistance communiste par Jean-Richard Bloch qui consacre son émission du 15 février à Radio-Moscou aux partisans soviétiques et français (avec un appel particulier aux Francs-Tireurs de France), et par *L’Humanité spéciale* du même mois, qui écrit : « À l’arrière de l’ennemi, l’Armée rouge est complétée par des détachements de partisans dont les prouesses stimulent l’ardeur de nombreux patriotes français. Eux aussi veulent multiplier en France les groupes de partisans et de francs-tireurs. Inspirés par l’héroïque exemple de l’Armée rouge, tous les Français doivent se préparer aux combats d’où sortira la libération du pays. »

« Pour la première fois, le terme “partisan” repris des Soviétiques est appliqué aux forces armées du PCF, remarque Stéphane Courtois. Pour la première fois, le parti assimile la lutte armée en France à l’action des partisans soviétiques. Pour la première fois enfin, les termes “partisans” et “francs-tireurs” sont accolés, préfigurant ainsi la dénomination de “francs-tireurs et partisans” FTP. Ainsi, peu à peu, les communistes dévoilent le rôle qu’ils ont dévolu à la lutte armée[17]. »

Les consignes de Moscou aux gaullistes

Après son déjeuner avec Maïski et la chaleureuse réception de l’ambassadeur, le général de Gaulle est en droit de se croire *persona grata* auprès des Soviétiques. Il est également en droit de penser qu’il a été assez loin, d’autant qu’une note de ses experts l’incite à une certaine prudence. Intitulée « Aperçu sur la situation politique en Russie », cette note précise :

> Le gouvernement soviétique fait la guerre mais veut avant tout assurer la défaite de l’Allemagne, défaite finale et décisive qui ne lui permettra plus jamais de se relever ; mais le Komintern, d’autre part, fait la révolution mondiale, ayant enfin atteint le moment où un conflit englobant la presque totalité de l’univers lui donne l’atmosphère spéciale nécessaire à la réalisation de ce but […]. Les divergences entre le gouvernement et le Komintern touchent à des questions de détails. Il n’y a pas de divergences sur le but final […]. Le Komintern entend conduire simultanément la guerre militaire et la guerre idéologique et s’assurer d’une révolution mondiale, sinon avant, du moins en même temps que d’une victoire[18].

Mais, nous l'avons vu, les Soviétiques sont toujours très exigeants à l'égard de leurs nouveaux alliés. Ils ne se contentent pas longtemps de bonnes intentions et le font savoir à leur manière, qui est brutale : le 16 février, le lendemain de l'appel de Jean-Richard Bloch aux Francs-Tireurs de France, Bogomolov adresse aux dirigeants gaullistes une déclaration en six points qui ont valeur d'avertissement et de consignes :

1) En ce moment, dans la coalition, la Russie est seule à faire la guerre. Elle doit être aidée par ses alliés. Seuls ceux qui l'aideront auront le droit de prendre place parmi les vainqueurs.

2) La Grande-Bretagne doit créer un nouveau front au printemps à l'ouest de l'Europe. La France doit l'aider. En 1812, c'est grâce aux guérillas espagnoles que les Russes ont battu Napoléon.

3) Dans la campagne décisive de 1942, la France doit jouer le rôle joué par l'Espagne en 1812. La Yougoslavie, déjà, lui donne l'exemple. Si elle ne le fait pas, elle sera rayée de la carte des grandes puissances.

4) Nous savons que les Français libres n'ont pas suffisamment préparé le terrain en France. Vous devriez avoir dans chaque ville de France une cellule gaulliste reliée aux autres cellules pour recevoir et transmettre les ordres du jour de l'action.

5) Ralliez les Français plutôt avec le drapeau tricolore qu'avec la croix de Lorraine. Un ouvrier communiste ne portera jamais une croix, fût-elle de Lorraine.

6) Staline n'entend pas inciter les Français à adopter un régime communiste. Nous ne demandons qu'à nous appuyer sur les gaullistes, mais il faut que ceux-ci préparent maintenant le travail à accomplir[19].

Cette déclaration comminatoire ne provoque aucune réaction de la part de De Gaulle d'ordinaire si prompt à brandir le drapeau de l'indépendance… L'ingérence soviétique dans les affaires intérieures de la France libre serait-elle désormais un fait admis ?

Le ton général de la déclaration de Bogomolov annonce le discours que Staline prononce le 23 février : « Notre guerre, dit le tsar rouge, est une guerre nationale de libération et non une guerre d'agression impérialiste ! » Il ajoute que la victoire « est possible en 1942 », et il prêche l'insurrection armée contre l'envahisseur et les gouvernements à leurs ordres. En d'autres termes, tous les pays occupés doivent, ainsi que l'a dit Bogomolov, « jouer en 1942, le rôle joué par l'Espagne en 1812 ».

Le même jour, soit une semaine après la semonce de Bogomolov, de Gaulle, décidément peu susceptible, adresse ce télégramme d'hommage à Staline : « À l'occasion du vingt-quatrième anniversaire de la formation de l'Armée rouge, je vous serais reconnaissant de transmettre aux glorieux soldats russes le salut de leurs camarades français. Après avoir superbement résisté aux assauts furieux des hordes nazies, l'armée soviétique, faisant preuve d'un magnifique esprit offensif, repousse sans trêve les envahisseurs

hors du territoire soviétique. Dirigée par vous, commandée par des chefs éminents, l'Armée rouge constitue un des principaux instruments de la libération des peuples asservis[20]. »

Staline peut être satisfait, son message est passé : pour de Gaulle, l'Armée rouge est, une fois pour toutes, une armée de libération et, en aucun cas, une armée d'agression et d'occupation.

Ces bonnes dispositions gaullistes à l'égard de Staline font toutefois l'objet de commentaires divers. Répondant, toujours ce même 23 février, au journaliste mexicain Gonzales Montesinos qui évoque les bruits que la propagande allemande fait courir à son sujet en Amérique du Sud, le chef de la France libre réplique :

> La propagande dont vous parlez prétend alternativement ou bien que les Français libres sont soumis à l'Angleterre, ou bien qu'ils sont anglophobes. Quant à nos buts intérieurs, la même propagande affirme un jour que nous voulons établir en France une monarchie catholique, le lendemain que nous visons à ramener au pouvoir les francs-maçons et les juifs, le surlendemain que nous poussons au triomphe du bolchevisme. Le caractère contradictoire et la fureur des allégations de l'ennemi prouvent que nous sommes dans la bonne voie en n'acceptant de connaître que les seuls intérêts de la France et en laissant au peuple français le soin de fixer librement son régime dès que nous lui en aurons rendu la possibilité. Je ne nierai pas que notre attitude intégralement nationale ait entraîné quelques difficultés avec nos alliés eux-mêmes dans une coalition où tant d'intérêts se trouvent enchevêtrés[21].

Les relations gaullo-soviétiques ne passent pas inaperçues non plus des autorités nazies qui en suivent attentivement les étapes. La *Volkstimme* du 13 mars écrit : « De Gaulle s'accroche à Moscou. Les généraux Petit et Garreau sont arrivés à Moscou comme représentants spéciaux du général félon français. »

Garreau révèle à Molotov les projets de De Gaulle

Ce même 13 mars, à 16 heures, Molotov reçoit Roger Garreau qui se voit donc gratifier du grade de « général » par la presse allemande : « Je pensais devoir me rendre immédiatement à Kouïbychev où m'attendait le commissaire aux Affaires étrangères, écrira le ministre plenipotentiaire à de Gaulle, mais M. Molotov, passant outre aux formalités normales d'introduction, m'a spontanément donné audience au Kremlin. Cette dérogation aux usages a produit une favorable impression dans les milieux diplomatiques[22]. » Au cours de cet entretien qui dure plus d'une heure, Molotov exprime en termes chaleureux les sentiments du peuple de l'URSS

envers la France qui « a lutté tant de siècles pour la liberté et pour la justice sociale ». Il lui dit aussi sa conviction personnelle que la France est destinée à « poursuivre victorieusement sa mission », et la volonté de son pays de lui apporter « toute assistance en vue de sa restauration intégrale ». Il fait part enfin de la « haute estime et de la confiance de son gouvernement envers le général de Gaulle ».

À son tour, Garreau exprime le « vif espoir » du Comité national français de voir cette coopération dans la guerre actuelle développer une entente durable entre la France et l'URSS, « entente indispensable à la sécurité et à la paix de l'Europe ». Molotov se déclare convaincu de cette nécessité.

« Les Français comme les Russes, poursuit-il, ont fait l'expérience des barbares fascistes et les deux peuples ont le même fort désir de détruire Hitler et sa bande et aussi de travailler ensemble, non seulement dans l'immédiat mais également après la guerre. Je connais un peu l'histoire de la France, je ne doute pas que le peuple français retrouve sa grandeur. En tout cas, les peuples de l'Union soviétique y croient et y aideront.

— Nous pensons, répond Garreau, que toute l'histoire de la France depuis la grande Révolution française, et même pendant les siècles qui l'ont précédée, montre que le peuple français a ouvert la voie à l'émancipation sociale. La France a été le pays dont le peuple a compris mieux que les autres les efforts soviétiques et les grandes transformations sociales en URSS. La grande Révolution d'Octobre est le prolongement de la Révolution française et la réalisation totale de ses tâches. »

Ayant ainsi lié idéologiquement la France et l'URSS par le passé, Garreau parle du présent :

« Les intérêts communs des peuples français et soviétiques en Europe, poursuit-il, ne s'opposent en rien les uns aux autres. »

Puis, sur sa lancée, il prédit le futur qu'il voit grandiose et fraternel :

« La coopération entre nos deux pays doit contribuer à réorganiser non seulement l'Europe, mais aussi le monde entier après la guerre pour que tous les peuples obtiennent la liberté et la justice sociale pour tous. »

Nous sommes loin des « vices » et des « crimes » du régime soviétique que relevait de Gaulle en juin 1941… Revenant au présent, Garreau conclut :

« Les partisans de la France libre mènent actuellement en France une lutte contre toutes les forces réactionnaires qui ont collaboré avec l'Allemagne hitlérienne. Les partisans de la France libre apprécient hautement la compréhension mutuelle totale avec l'Union soviétique qui emploie toutes ses forces à la lutte générale pour la liberté des peuples du monde entier. La question de la libération de la France se décide sur les champs de bataille russes. Les cœurs de toute la nation française battent à l'unisson avec les cœurs des peuples de l'URSS. »

Si Garreau ne cache pas ses sentiments, Molotov, lui, n'a pas la réputation de les montrer. Il a écouté le monologue enflammé du Français en silence. Et s'il a souri de se voir gratifier du titre de « libérateur des peuples », lui qui a lancé l'Armée rouge contre la Pologne et la Finlande, entre autres, après avoir signé personnellement le pacte du 23 août 1939 avec la « bande d'Hitler » et qui suivra toujours aveuglément Staline, s'il a souri donc, c'est intérieurement.

Je pense, finit-il par dire, que le général de Gaulle et le Comité national de la France libre remplissent une tâche historique importante et trouveront un écho très vivant et le soutien du peuple français. La France a été dans une situation difficile, lorsque le gouvernement français a refusé de défendre son honneur. Le gouvernement de Vichy ne peut satisfaire le peuple français. Lorsque de Gaulle et le Comité national pourront unir le peuple français, alors leur force sera énorme et jouera son rôle dans la restauration de la grandeur de la France. L'URSS est de toute son âme aux côtés de votre pays ; elle l'a aidé et l'aidera. L'exécution de ses tâches par le Comité national dépend de ses possibilités de réussir à étendre son appui dans des larges couches du peuple français. Cependant, ces difficultés sont tout à fait surmontables ; si le Comité peut trouver le bon accès pour atteindre ces couches du peuple français qui veulent lutter contre l'Allemagne hitlérienne, il vaincra.

Une fois de plus, le conseil est parfaitement clair. Le fait qu'il tourne à l'antienne prouve, s'il en était besoin, qu'il s'agit d'une insistance programmée. Cette insistance ne semble d'ailleurs pas gêner Garreau qui, après avoir rapidement évoqué la relative difficulté d'établir un lien entre le Comité national et le territoire métropolitain, saisit la balle au bond :

Tous les observateurs neutres qui arrivent de France témoignent que 90 % de la population sont en position de résistance morale face à l'Allemagne fasciste et contre toute politique de coopération. Tous les partis démocratiques se sont unis dans cette résistance intérieure. Un rôle particulier est joué par le parti communiste qui est le parti le plus organisé de France et qui se trouve à l'avant-garde de la lutte antihitlérienne. Le Comité national apprécie énormément le rôle positif que joue ce parti dans la lutte commune. Son rôle est d'autant plus remarquable qu'aussi bien les Allemands que le gouvernement de Vichy lui ont fait porter tout le poids de leur répression. La participation active du parti communiste aura une certaine influence sur la réorganisation de la France après la victoire des Alliés. Le Comité national pense que cela est particulièrement nécessaire pour stabiliser non

seulement la France, mais aussi toute l'Europe. Le Comité national considère que l'union actuelle de toutes les couches de la population française doit exister même après la victoire sur l'Allemagne. Elle doit servir de fondement à la renaissance et à la réorganisation de la France. Nous espérons que le gouvernement soviétique aidera le Comité national à obtenir ces résultats. Le gouvernement soviétique peut compter sur la coopération et sur l'amitié véritablement sincère du Comité national français[23].

Jamais encore, depuis juin 1941, un responsable gaulliste n'avait tenu, officiellement du moins, des propos aussi élogieux pour le PCF. D'autant que cet éloge s'accompagne d'un préambule majeur de la part de Garreau : la réintégration d'office du PCF dans le camp des partis « démocrates ». Mais, pour spectaculaire qu'il soit, ce coup de chapeau qui gomme la résistance des mouvements non communistes pourtant bien antérieure n'est important que parce qu'il annonce le retour du parti communiste sur la scène politique en raison de son rôle « stabilisateur » dans l'organisation de la France et de l'Europe.

Cet avenir que Garreau brosse pour le PCF devant Molotov est-il dû à sa seule imagination ou bien traduit-il la pensée du général de Gaulle ? Bref, Garreau a-t-il mission de dire ce qu'il dit ?

Le choix de Garreau par de Gaulle et l'ancienneté de leur relation (du moins à ce que prétend le premier) suffiraient à indiquer qu'en la matière, Garreau n'est que l'interprète du chef de la France libre. Un autre élément semble plus décisif encore : c'est le choix du verbe « stabiliser » dont l'ambiguïté même relève du génie gaullien.

Stabiliser ? Qu'est-ce à dire ? « Mettre dans un état durable », dit le dictionnaire. Certes, mais dans quel état ?

Le reste de l'entretien est consacré à la proposition du Comité national d'envoyer une division française sur le front russe.

« Je vous serais reconnaissant, dit à ce sujet Garreau, d'étudier avec bienveillance cette question et d'accepter la participation symbolique du peuple français à la lutte héroïque de son allié russe. Une division, bien sûr, c'est peu. Ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan, mais les cœurs de toute la nation française seront avec nos soldats qui combattent aux côtés de nos frères russes. Cette fraternité sur les champs de bataille aurait une grande signification, non seulement pour la France, mais aussi pour l'Europe. »

Le commissaire du peuple aux Affaires étrangères répond que, comme il l'a déjà déclaré, le gouvernement soviétique est favorable à ce projet.

« Je n’ai pas cru devoir, dès ce premier entretien, écrit Garreau à de Gaulle, évoquer la question de votre visite éventuelle à Moscou. »

Le lendemain, 14 mars, Garreau rend visite à Lozovski, porte-parole et commissaire adjoint du peuple aux Affaires étrangères.

À ma question de savoir comment il explique une si rapide défaite de l’armée française, écrit ce dernier dans son compte rendu à Molotov, Garreau a exposé largement la situation en France depuis 1934 jusqu’au milieu de 1940. Après le putsch de 1934 contre le Parlement, la France s’est divisée en deux parties. Au gouvernement, dans le corps des officiers généraux, au Parlement, au Sénat, dans tous les partis politiques et dans les masses populaires, il y a eu une scission très profonde. En fait, la France a vécu dans l’état d’une guerre civile morale. La situation s’est encore compliquée avec la guerre civile espagnole et le Front populaire en France. D’après Garreau, l’opinion générale dans le pays était : accepter toutes les concessions pour ne pas se battre. En 1937, lorsqu’il travaillait au Caire, le général Weygand est venu leur faire un discours. Il a déclaré que la France ne pouvait se permettre le luxe de faire la guerre tous les vingt ou vingt-cinq ans et de perdre des millions de gens. Ce serait la destruction physique du peuple français. La tâche de la France, a dit Weygand, consiste à faire toutes les concessions possibles à l’Allemagne et à l’Italie et à orienter l’énergie expansionniste de ces deux pays vers l’est. Ces paroles de Weygand reflétaient l’opinion des membres influents de la société française et du commandement de l’armée et de la flotte. Après le début de la guerre, la propagande allemande, ainsi que les partisans d’un accord avec l’Allemagne, ont répandu dans l’armée et le pays le bruit que si les troupes françaises ne passaient pas la frontière, l’armée allemande ne ferait aucun acte d’hostilité envers la France. Huit mois d’inaction de l’armée, la propagande corruptrice des Allemands et des partisans d’un accord avec l’Allemagne avaient totalement démoralisé non seulement l’arrière, mais aussi le front. Ensuite, Garreau raconta en détail l’opinion des autorités militaires, soulignant sans cesse l’aspect particulièrement réactionnaire du commandement de la flotte.

À ma question sur la façon dont il explique que la flotte ait pu avoir une telle quantité de gens favorables à la collaboration avec les Allemands, Garreau répondit qu’il l’expliquait par deux raisons : 1) L’attaque par la flotte anglaise de la flotte française à Dakar avait causé une grande peine chez les marins français. 2) Les officiers de la marine, particulièrement le haut commandement, sont, en grande majorité, des monarchistes qui ont toujours été hostiles à la République. Ces deux raisons expliquent que Darlan ait encore une influence sur les officiers de la marine et que le gouvernement de Vichy ait attribué à plusieurs officiers de cette arme des fonctions gouvernementales. Le mouvement des Français libres, a dit encore Garreau, ne doit pas être apprécié seulement du point de vue du nombre des gens réunis par le général de Gaulle en Angleterre, dans les colonies africaines et en Syrie. 90 % de la population française sont pour de Gaulle et contre Vichy. La grande majorité des fonctionnaires au ministère des Affaires étrangères du gouvernement de Vichy est pour de Gaulle[24].

Après son entretien avec Lozovski, Garreau insiste auprès de Londres sur l’intérêt qu’il y aurait à lui fournir comme convenu des informations lui permettant de consacrer une large place au courrier de la France libre dans la presse et à la radio soviétiques.

Quant à de Gaulle, il exploite aussitôt sur le terrain diplomatique l’avantage que lui donnent ses bonnes relations avec l’URSS. Le 17 mars, le CNF attire l’attention des comités d’Ottawa, de Washington, de

Montevideo, de Mexico et de New York sur la nécessité de diffuser dans la presse et à la radio l'information Reuter concernant la rencontre Molotov-Garreau.

En France, quelques jours plus tard (28 mars), *La Vie ouvrière* appelle au sabotage généralisé. Dans le droit fil de l'appel des *Cahiers du bolchevisme* à la levée en masse du peuple français pour délivrer la patrie. Levée en masse qui, dit la revue communiste, « entraînerait forcément l'arrivée à notre aide des soldats anglais, américains et des soldats de la France libre du général de Gaulle ».

De Gaulle fait marche arrière

Les relations gaullo-soviétiques se bonifient chaque jour.

Le 30 mars, Garreau fait savoir au CNF : « M. Ilya Ehrenbourg s'est mis à ma disposition pour faire passer dans la presse soviétique, en particulier dans *L'Étoile rouge*, organe de l'armée, toute information favorable à la France libre. » Le même jour cependant, de Gaulle invite Petit et Garreau « à ne pas donner aux autorités soviétiques l'impression que l'envoi d'une division légère en Russie va être réalisée à bref délai, ni celle que nous nous sommes engagés par une promesse […]. Notre désir de contribuer aux opérations de Russie, écrit-il, ne peut être contesté, mais nous avons des charges et des servitudes immédiates. Par contre, nous sommes prêts à envoyer en Russie un nombre important de bons aviateurs de chasse[25] ».

Ce contrordre provoque quelques remous au sein de la délégation française en Union soviétique.

> Je me conformerai à vos directives concernant la division légère, lui répond Petit. Je dois cependant attirer votre attention sur la situation extrêmement favorable dont jouit la France libre, marquée à notre égard par des attentions extrêmement rares. L'ambiance rude et austère dans laquelle nous vivons nous permet d'en apprécier et de vous indiquer la haute portée. La confiance et l'amitié témoignées, dont je ne mets pas en doute la sincérité, ont pour base non seulement votre ligne politique future expliquée à Bogomolov et dans votre allocution du 20 janvier, mais aussi la conviction que vous marquerez la confiance et l'amitié réciproques par l'envoi en Russie d'effectifs maximums et au moins de ceux que vous avez signalés à Bogomolov. Je m'autorise de ce que je constate et de ma conviction profonde pour être pressant et pour vous demander, pour la position de la France libre et pour le destin de la France, que le maximum d'efforts soit fourni et les difficultés vaincues afin d'envoyer en URSS le maximum de troupes dont vous pourrez disposer[26].

Le général Petit fait savoir dans le même courrier que, d'après ses informations, le gouvernement des Soviets a été amené, en présence de la position des États-Unis et de son incidence sur l'attitude britannique, à se contenter d'une formule[27] moins explicite que celle à laquelle il avait d'abord songé.

Le CNF ambitionne le statut de gouvernement provisoire

Le 1er avril, dans un discours prononcé devant le *National Defense Public Interest Committee* à Londres, de Gaulle presse les Alliés de rejeter une fois pour toutes le régime de Vichy « condamné à végéter dans le trouble, la honte et la police ». Fort de ses relations privilégiées avec Moscou, il se permet même de menacer :

« La France combattante entend marcher avec ses alliés sous la réserve formelle que ses alliés marchent avec elle. »

Puis il ajoute :

> Comment pourrait-on admettre que, dans leur attitude vis-à-vis de la France combattante, les démocraties céderaient à un snobisme dérisoire et se laisseraient influencer par leur regret de n'y pas voir beaucoup de noms naguère consacrés ? Il y aurait là, d'abord, une cruelle injustice à l'égard de tant d'hommes illustres qui, en France et hors de France, ne vivent que pour notre victoire. Il y aurait là, aussi, l'oubli de la captivité complète dans laquelle l'ennemi et les traîtres ont placé mon malheureux pays, mais il y aurait là, surtout, la méconnaissance grave d'un fait qui domine aujourd'hui toute la question française et qui s'appelle la « révolution », car c'est une révolution, la plus grande de son histoire que la France, trahie par ses élites dirigeantes et par ses privilégiés, a commencé d'accomplir…

Le 3 avril, *L'Humanité* qualifie les Francs-Tireurs et Partisans d'« avant-garde de la nation dans la lutte pour chasser l'envahisseur du sol de la patrie ». Stéphane Courtois note : « Le parti semble s'orienter vers une véritable lutte de guérilla. Or la situation ne s'y prête nullement. La population est encore abattue par la défaite, l'occupant ne pratique pas les méthodes de domination employées à l'Est, le débarquement allié sur les côtes de France n'est alors que l'espoir chimérique de quelques-uns[28]. »

Le 7 avril, le CNF adresse un certain nombre de consignes à Garreau :

> Nous avons particulièrement apprécié les paroles de Molotov à l'adresse du général de Gaulle et le fait que le gouvernement soviétique considère le CNF comme l'« expression principale de la volonté de libération du peuple français ». Veuillez le marquer à Molotov dès que vous en aurez la possibilité. Vous ajouterez à titre d'indication que le CNF ne néglige rien pour multiplier les liens matériels avec la masse du peuple français dont il incarne les sentiments et qu'une attention

particulière est accordée aux masses laborieuses qui sont le principal facteur de la résistance à l'ennemi et à ses complices. Tout récemment, les organisations communistes et syndicales de France nous ont fait savoir qu'elles suivraient nos consignes jusqu'à la libération du territoire. En même temps, une grande activité est déployée pour mettre la France en mesure d'apporter le moment venu un concours militaire appréciable aux Alliés.

Cet étalage de bonnes dispositions de la France libre qui, en l'occurrence, n'hésite pas à « courtis[er] presque le bolchevisme de Moscou » (l'expression est de François Lévêque) a évidemment pour but de présenter une demande très précise comme l'indique clairement la suite :

Il est certain que notre puissance d'attraction sur les masses françaises et le travail d'organisation et de coordination des divers éléments de la Résistance seraient grandement facilités si le statut de la France libre était plus nettement défini et si nous étions à tous égards traités comme une puissance alliée ainsi que, d'ailleurs, le croit faussement, la grande majorité des Français. Sur l'initiative du gouvernement britannique, des négociations vont être entreprises avec le *Foreign Office* en vue d'ajuster les accords Churchill-de Gaulle du 7 août 1940 à la situation nouvelle, acquise depuis lors sur le plan national et international par la France libre, notamment depuis la création du CNF. Notre but est l'établissement d'un statut semblable à celui des autres gouvernements alliés. Il ne s'agit pas d'obtenir des satisfactions de pure vanité. Il s'agit, à un tournant de la guerre, d'affirmer que la France, malgré la trahison de quelques individus, demeure dans le camp des Alliés.

Veuillez explorer habilement jusqu'où le gouvernement soviétique serait disposé à s'avancer dans cette voie et, en particulier, s'il envisagerait une formule de gouvernement provisoire. Un prétexte à de telles conversations pourrait vous être fourni par le fait que l'échange de lettres entre le général de Gaulle et M. Maïski est antérieur lui aussi à la formation du CNF.

Si vous avez l'impression que le gouvernement soviétique entre dans ces vues, vous pourriez laisser entrevoir que nous serions disposés à conclure un nouvel accord sur les bases suivantes qui vous ont été indiquées lors de votre départ :

– Engagement d'assistance mutuelle jusqu'à la fin de la guerre.

– Promesse de restauration de la grandeur et de l'intégrité de la France et de ses possessions.

– Engagement de consultation mutuelle au sujet de la reconstitution politique et économique de l'Europe et d'appui réciproque pour les revendications concernant la sécurité des deux pays.

– Promesse mutuelle de conformer après la guerre l'activité des deux pays à l'esprit du pacte franco-soviétique de 1935 qui devrait être complété par une convention d'assistance militaire.

Il ne s'agit là, conclut la note, que de directives. Nous vous laissons toute latitude pour apprécier les meilleures conditions dans lesquelles ces conversations peuvent être entamées et poursuivies. Vous comprendrez que nous y attachons beaucoup de prix et que si, comme nous l'espérons, elles devaient prendre une tournure favorable, nos négociations avec le gouvernement britannique ainsi que nos tractations toujours assez pénibles avec le gouvernement américain s'en trouveraient grandement facilitées[29].

Parallèlement à ce message à Garreau, un télégramme au général Petit fait savoir à ce dernier que le CNF a pris toutes mesures utiles pour l'envoi de troupes d'aviation et qu'il ne tient plus qu'au haut commandement soviétique de donner maintenant son accord.

L’information importante de ce message du CNF à Garreau, c’est bien entendu celle qui révèle que « tout récemment, les organisations communistes et syndicales de France ont fait savoir à la France libre qu’elles suivraient ses consignes jusqu’à la libération du territoire »…

Pour ce qui est des organisations syndicales, le message fait sans doute allusion au voyage de Christian Pineau, directeur du journal *Libération-Nord*, que Pierre Brossolette a poussé à rencontrer le général de Gaulle.

Les avis des différents chefs de la Résistance intérieure sont partagés, mais le principe du voyage est finalement accepté. Tous insistent sur la « nécessité d’expliquer au général de Gaulle la nécessité de prendre des positions politiques, de se prononcer fermement pour la démocratie, de donner aux Français des perspectives d’avenir opposées à celles de Vichy ». Ils lui demandent aussi de rapporter un manifeste de De Gaulle. Manifeste qu’il obtiendra d’ailleurs du chef de la France libre après quelques péripéties.

François Faure transmet à Londres l’adhésion des FTP

Christian Pineau qui, selon Jean Jérôme, désirait alors adhérer au parti communiste, est certes syndicaliste, mais il vient à Londres d’abord en tant que représentant de la Résistance intérieure, et faire de son voyage en Grande-Bretagne un ralliement des organisations syndicales à la France libre serait pour le moins abusif. D’autant que lorsqu’il rentrera en France le 28 avril, force lui sera de constater, écrit Noguères, qu’une « certaine réserve – pour ne pas dire froideur – répond à son enthousiasme. Les syndicalistes Charles Laurent, Neumeyer, Saillant, Tessier, Bouladoux n’envisagent pas sans de sérieuses réticences une atteinte quelconque à leur indépendance[30] ».

Qu’en est-il maintenant du PC ? À en croire le message du CNF à Garreau, le contact que les gaullistes cherchent désespérément (au point de faire appel pour cela aux Soviétiques) avec les communistes français a enfin été établi officiellement. Comment ? Par hasard ou presque…

François Faure, dit Paco, l’adjoint de Rémy, a retrouvé son camarade de captivité, Marcel Prenant, professeur à la Sorbonne. Libéré en décembre 1941, celui-ci a été contacté par des amis communistes (parmi lesquels Jacques Salomon) qui l’ont mis en rapport avec la Résistance universitaire. « En février 1942, raconte Marcel Prenant à Henri Noguères, on me donnait

l'ordre de rompre les relations avec celle-ci [la résistance universitaire] bien que j'eusse repris mes fonctions à la Sorbonne ; cette coupure était affaire de prudence, car j'allais être affecté à la lutte armée, au Comité national des francs-tireurs et partisans français, organisation armée du Front national. C'est vers cette date que des relais d'agents de liaison m'emmenèrent à Charles Tillon qui devenait mon chef[31]. » C'est par l'intermédiaire de Prenant que Faure rencontre un responsable des FTP (par ailleurs, membre du Comité central) : Georges Beaufils, lequel le charge d'apporter à Londres l'« adhésion des FTP jusqu'à la victoire finale » en échange d'une aide matérielle et « sous la seule réserve » que les FTP resteront libres de pratiquer leur tactique offensive.

C'est tout, c'est peu ; d'abord parce que les FTP, bien qu'organisation communiste, ne sont pas le PCF ; ensuite parce que l'on peut voir dans cette démarche – ainsi que le note Stéphane Courtois – une manœuvre du PCF (qui cherche avant tout à obtenir des armes et des explosifs) pour « mener avec des moyens procurés par de Gaulle la politique de lutte armée condamnée par le même de Gaulle ». Mais il semble que François Faure ait aussi rencontré Jean Jérôme, du moins à ce qu'affirme ce dernier qui écrit : « Informé de son départ pour Londres, je lui demandai de se charger d'une démarche auprès du général de Gaulle de la part de la direction du PCF. Je le priai notamment de communiquer au Général la volonté du parti d'adhérer à l'organisation de la France libre sous sa direction et de l'assurer que nous étions prêts à débattre avec la personne qu'il désignerait, les formes de notre collaboration[32] . »

Ce que fait Faure parvenu à Londres le 28 mars. Il y est le bienvenu et une note du 1er avril adressée aux services britanniques révèle ce que le BCRA attend de ces contacts avec les communistes :

> M. Franck (Faure) a été mandaté par l'organisation Centrale communiste pour transmettre l'expression du désir de celle-ci de prendre contact directement avec nous et de mettre à notre disposition : 1) Leur réseau de renseignements. 2) Leur réseau d'action clandestine permettant d'envisager dans un avenir immédiat le sabotage d'objectifs intéressant l'état-major britannique et de paralyser les transports et l'envoi de matériel à destination du front Russe.
>
> Il semble donc du plus haut intérêt d'organiser la mise sur pied d'une action de sabotage comportant la rupture des voies de communication, la mise hors d'état du matériel roulant, l'interruption simultanée en plusieurs points centraux de transmissions ennemies, c'est-à-dire en somme le jeu d'une action de guérilla étroitement liée dans le temps et l'espace à une opération britannique de débarquement.
>
> Dans l'état actuel des choses, la transmission du courrier se ferait par l'intermédiaire de Franck qui se mettrait lui-même dès son retour en rapport avec les susdites organisations en vue de leur

expliquer clairement ce que nous désirons.

Il devra prévoir :

1) L'envoi en Angleterre d'une personnalité pleinement qualifiée et revêtue des mandats nécessaires pour traiter avec les autorités compétentes.

2) La réception en France d'un instructeur envoyé par nous, pour exposer les méthodes de sabotage et l'utilisation adéquate des moyens qui leur seront fournis.

3) La réception en France d'un opérateur radio rendant l'organisation indépendante de tout rapport avec Franck[33].

Le colonel K. Clarke fait connaître aussitôt l'approbation des services anglais y compris pour l'envoi en Angleterre d'une personnalité ayant la « pleine autorité de l'organisation Centrale communiste », et la priorité des renseignements sur la France occupée portant sur : « a) Le plan de bataille – forces de terre et de l'air de l'ennemi. b) Les activités navales de l'ennemi dans les différents ports. »

Il s'agit donc d'une liaison militaire sans aucune implication politique. Rien ne dit même que Faure lors de son séjour à Londres ait vu personnellement de Gaulle pour lui transmettre l'offre de collaboration des FTP « jusqu'à la victoire finale ».

Marcel Prenant, dont le rôle à l'état-major des FTP est essentiellement militaire, précise toutefois à Henri Noguères que les « conversations engagées en mars 1942 entre les communistes et les milieux gaullistes de Londres » se situaient « sur un plan plus politique qui lui échappait ».

Fait-il seulement allusion à l'offre de collaboration de Jean Jérôme ou y aurait-il en mars 1942, en marge des relations d'ordre militaire, des conversations politiques entre gaullistes et communistes ? Par quel canal ? Moulin ? Est-ce la raison pour laquelle il a envoyé Manhès en zone occupée ?

Dans le troisième tome de ses *Mémoires*, paru en 1951, Passy est catégorique : « […] Rex, écrit-il, avait été désigné par le général de Gaulle, en janvier 1942, comme son délégué en zone libre, et aucune mission ne lui avait été confiée en ce qui concernait la zone occupée ; bien au contraire, pour éviter les croisements de lignes, on lui avait demandé de nous signaler les contacts qui eussent pu, éventuellement, nous servir dans cette zone, en se gardant bien de les prendre lui-même. » Or nous l'avons vu, dans ses *Mémoires* écrits après la parution du livre du chef du BCRA, de Gaulle se garde de « condamner » Moulin pour sa désobéissance. Tout se passe même comme s'il dédouanait ce dernier puisqu'il écrit : « Nous étions convenus qu'il agirait d'abord sur les mouvements de la zone sud pour les déterminer

à former sous sa présidence un organisme commun […]. Cela fait, il aborderait la zone nord et tâcherait d'instituer pour l'ensemble du territoire un conseil de toute la Résistance attaché à la France libre. »

Évoquant ce passage des *Mémoires de guerre*, Noguères le commente ainsi : « Il n'est pas rare de voir le mémorialiste, écrivant longtemps après les événements qu'il relate, attribuer aux ordres qu'il croit avoir donnés les faits dont il sait comment ils se sont déroulés. » Certes. Mais lorsque l'on connaît les efforts quasi désespérés des gaullistes pour approcher les communistes français, lorsque l'on sait aussi que de Gaulle n'a pas hésité à mettre ses proches (notamment Passy) devant le fait accompli en confiant à Jean Moulin une mission aussi importante et qu'en février 1943, il ira jusqu'à leur dissimuler (sauf si Passy ment délibérément sur ce point) la nouvelle et ô combien importante mission qu'il lui donnera (la création du CNR), est-il illogique de penser qu'il est parfaitement au courant de l'initiative de Moulin, voire qu'il en est à l'origine ?

6
Libération = insurrection

13 avril 1942. Recevant Roger Garreau, André Vychinski, vice-commissaire des Affaires étrangères, lui renouvelle les assurances que lui a déjà données Molotov et lui exprime toute la valeur que le peuple de l'URSS attache à l'amitié de la France libre « représentant la nation française tout entière ». Il lui dit aussi la volonté de son gouvernement de rétablir la France dans l'« intégrité et la puissance nécessaires à la stabilité et à la paix du monde ». S'inspirant des directives de Londres, Garreau, à son tour, expose en détail la position de la France libre sur le plan national et international ainsi que sur le plan militaire, l'amélioration constante des relations entre la France libre avec le gouvernement américain qui a fait connaître clairement que sa sympathie lui était acquise, mais que des raisons d'ordre tactique l'inclinaient à maintenir provisoirement ses relations diplomatiques avec Vichy.

Garreau fait également état de l'offre spontanée du gouvernement britannique d'« ajuster » l'accord du 7 août 1940 et de l'intérêt qu'il y aurait à « ajuster » dans le même esprit les rapports entre la France libre et l'Union soviétique.

Le compte rendu de Vychinski à Molotov apporte des précisions supplémentaires. En ce qui concerne les négociations de la France libre avec les États-Unis et avec la Grande-Bretagne, voici les propos de Garreau :

> Bien que jusqu'à présent il ne reconnaisse pas le Comité national comme gouvernement provisoire de la France libre et continue d'entretenir des relations diplomatiques avec le gouvernement de Vichy, le gouvernement des États-Unis, comme l'a déclaré récemment Cordell Hull au représentant du CNF à Washington, est totalement d'accord sur la nécessité de reconnaître le

Comité national français comme gouvernement français provisoire ; pour prouver qu'il n'entretient des relations diplomatiques avec Pétain que pour des considérations tactiques et pour affirmer sa sympathie envers le Comité national, le gouvernement américain a ouvert son consulat général à Brazzaville qui se trouve sous le contrôle de la France libre.

Jusqu'à une date récente, les approches entre le CNF et le *Foreign Office* avaient été gênées par les cercles financiers influents de France, partisans de la politique de Munich et qui essayaient de toutes leurs forces d'empêcher une rupture définitive des relations diplomatiques entre l'Angleterre et Vichy. Mais, maintenant, l'influence de ces cercles a beaucoup diminué, ce qui a eu pour résultat l'accord du gouvernement anglais pour reconnaître le Comité national comme gouvernement provisoire de la France libre. Garreau déclara sans ambages qu'il était mandaté par le Comité national pour poser au gouvernement soviétique la question de sa reconnaissance comme gouvernement provisoire, ce que le comité est de fait, non seulement parce qu'il dirige le mouvement des Français libres à l'étranger et sur le territoire français, mais aussi parce qu'il a sous son contrôle une partie considérable des possessions coloniales françaises.

« J'ai répondu que cette question de la reconnaissance du Comité national français comme gouvernement provisoire demandait une étude préalable », conclut sobrement Vychinski.

Garreau, lui, est plus lyrique dans son message à de Gaulle : « M. Vychinski a paru comprendre parfaitement le bien-fondé et la valeur de notre argumentation. Il m'a promis de soumettre immédiatement la question à l'examen de la direction politique, c'est-à-dire en haut lieu. La négociation se trouve ainsi déjà engagée dans une atmosphère des plus favorables[1]. »

En l'occurrence, Garreau a tout lieu d'être optimiste car les Soviétiques sont en veine d'amabilité. Dès le lendemain, il est convoqué à un entretien avec Lozovski, porte-parole officiel des Affaires étrangères.

Solomon Abramovich, *alias* Dridzo, *alias* Lozovski, est un des derniers bolcheviks historiques. Né en 1878, d'une famille pauvre et juive, vendeur de citrons et d'allumettes à huit ans, apprenti boucher à dix, apprenti forgeron à quatorze, il a découvert le socialisme sur le tard, au cours de son service militaire. Membre du comité du parti à Kazan, en 1901, il a milité l'année suivante parmi les cheminots de Lozovaïa. En 1903, à Saint-Pétersbourg, première arrestation suivie d'exil à Kazan où il participe à la révolution de 1905. De nouveau arrêté puis relâché, il retourne à Saint-Pétersbourg. Arrêté une fois encore, condamné à la déportation à Irkoutsk, il s'évade en cours de route et file à l'étranger. En 1909, il est à Paris. Il va y rester jusqu'en 1917 et y devenir adhérent de la SFIO et secrétaire du syndicat des casquettiers et de la coopération des boulangers. Il parle donc couramment le français, un « français bon enfant où des inflexions parigotes percent sous l'accent russe ».

De retour en Russie pendant la révolution de 1917, Lozovski, qui a pris d'emblée une place éminente dans le mouvement syndical, est élu secrétaire de la CGT russe. À partir de 1921, il a travaillé au Komintern mais surtout au Profintern (les syndicats rouges) dont il a été le vrai fondateur et le leader. Pressentant la fortune de Staline, il s'est rallié à lui pour survivre aux sanglantes épurations des années 1930. On l'improvise diplomate pendant la guerre. Il faut en effet combler les vides, puisque tous les autres diplomates ont été fusillés…

Lorsqu'il rencontre ce personnage trapu, à chevelure abondante et barbe discrètement soixante-huitarde, le communiste qu'est alors Jean Cathala, chef du service de presse de la délégation gaulliste en URSS, exulte : il a devant lui un « revenant de la révolution, un vétéran du bolchevisme qui appartenait aussi à notre histoire puisqu'il avait été, avant l'autre guerre, un militant de la CGT ; l'intraitable qui s'était opposé à Lénine au nom de la classe ouvrière, l'agitateur honni du bourgeois qui avait dirigé l'internationale des syndicats rouges » !

Au cours de cette même réception du 11 novembre, Cathala l'entend dire à Schmittlein :

« Ça vous étonne que les deux cents familles travaillent à sauver Vichy ? C'est le contraire qui serait surprenant. Mais quelle importance cela a-t-il que ce Darlan se soit trouvé à Alger et à propos ? Aucune, pourvu que votre général ait la nation avec lui. Ça ira, croyez-moi, comme on chantait en 93… Tant qu'il y aura des réverbères à Paris… »

Lozovski, lui, n'avait rien à craindre des réverbères, mais tout des tabourets dont il subira le supplice… Dénoncé comme « sioniste » par son propre ami, juif lui aussi, Ilya Ehrenbourg, le dernier des Mohicans bolcheviques finira, torturé à mort, dans une cave de la Loubianka comme un vulgaire « ennemi du peuple »… Certains témoins raconteront son agonie au correspondant du *Daily Mail,* Bernard Turner : « Il avait le bras cassé et son visage n'était plus qu'une plaie béante… » En 1950, lorsque paraîtra le tome II du Dictionnaire diplomatique, le nom de Lozovski (qui en avait été l'un des rédacteurs principaux) n'y figurera même pas.

Garreau, donc, s'entend demander par Lozovski diverses précisions sur les circonstances de la création du CNF, sur sa composition et son fonctionnement ainsi que sur son fondement juridique et l'état pratique de ses rapports avec les gouvernements alliés. « L'empressement avec lequel j'ai été invité à cette conversation, vingt-quatre heures après l'audience du

commissaire Vychinski, témoigne de l'intérêt que le gouvernement soviétique attache à la question de la reconnaissance éventuelle du Comité national comme gouvernement provisoire de la France », écrit aussitôt Garreau à de Gaulle. Et il ajoute : « M. Lozovski a spontanément remarqué que, non seulement divers gouvernements alliés tels que les gouvernements polonais, tchécoslovaque et yougoslave n'avaient pas été établis régulièrement d'après les lois constitutionnelles, mais qu'ils ne disposaient plus d'aucune partie de leur territoire national tandis que le CNF exerce effectivement son autorité sur de vastes portions de l'Empire français et constitue bien, par conséquent, déjà un gouvernement de fait[2]. »

Les Soviétiques font du charme aux gaullistes

Les bonnes dispositions de Lozovski poussent Garreau à lui demander sans plus attendre l'autorisation d'utiliser le poste radio de Kouïbychev pour organiser des émissions régulières de la France libre. La réponse des Soviétiques est immédiate : le lendemain, Garreau est invité à se rendre au commissariat des Affaires étrangères où M. Palgounov, chef du service de presse, lui fait savoir qu'il parlera dorénavant chaque samedi pendant un quart d'heure. Ce même 15 avril, Garreau télégraphie à Dejean : « Le moral du pays est magnifique et la guerre totale est conduite par Staline avec une rigueur impitoyable. Mais on s'inquiète et on s'impatiente beaucoup ici de la lenteur et de la passivité britanniques[3]. »

Ces reproches de « lenteur » et de « passivité » que les Soviétiques adressent aux Britanniques cachent en réalité bien autre chose : l'intensification de l'opposition entre Churchill et Staline sur la conduite de la guerre. Et plus précisément sur le lieu d'ouverture d'un second front.

Dans cette querelle, Staline peut désormais compter sur l'appui de la France libre. Pierre Billotte écrit : « [Mes] conversations journalières avec Passy, la lecture approfondie de tous les documents de la lutte clandestine qui me parvenaient de France, les contacts que j'avais à leur passage à Londres avec tous les dirigeants des réseaux, les agents importants ou les chefs de la Résistance, m'avaient permis de me faire une idée exacte des possibilités de la Résistance intérieure. Dès le printemps 1942, je les estimais très valables et susceptibles de se développer encore avec l'aide extérieure contrairement à ce que croyaient ou feignaient de croire les chefs

des services anglo-saxons. Ils ne manquaient jamais de m'exprimer leur scepticisme[4]. »

Qui a raison des Anglo-Saxons ou des gaullistes ?

« Si c'était nous, écrit Billotte, la libération de la France et de l'Europe pouvait être envisagée dès 1943 comme les Russes qui supportaient alors tout le poids de la guerre terrestre nous y poussaient et comme nous le désirions de toutes nos forces. »

« Poussés par les Russes », les dirigeants de la France libre tentent donc de convaincre les Anglo-Saxons de la capacité de la Résistance intérieure « dûment approvisionnée et armée » a, dès 1943, « perturber la contre-manœuvre allemande qui tenterait de s'opposer aux premières forces alliées de débarquement »…

Pour de Gaulle, Billotte et Passy, il ne fait aucun doute que la Résistance « pourrait participer efficacement au ralentissement des renforts allemands venus au secours des forces côtières du Mur de l'Atlantique jusqu'à l'installation par les Alliés d'une vaste tête de pont d'où déboucheraient au moment voulu l'ensemble des forces expéditionnaires ». Il n'est donc pas besoin, pensent-ils, d'« attendre la disproportion classiquement prévue par les experts militaires entre les forces aériennes ennemies et les nôtres ni un aussi grand nombre d'unités parachutistes puisque les forces de la Résistance intérieure pourraient prendre une notable partie de leurs missions à leur charge ».

Sur la base de cette certitude, l'état-major particulier de De Gaulle établit un projet de plan de débarquement d'une cinquantaine de divisions dont deux françaises, entre le Pas-de-Calais et le Cotentin. En avril 1942, le plan est au point. Billotte et de Gaulle se partagent les rôles : le premier le défend devant le général sir Alan Brooke, chef d'état-major impérial ; le second devant le Premier ministre britannique, Harry Hopkins et le général Marshall, principal conseiller militaire de Roosevelt et président du « Joint Chief of Staff ».

« Marshall, affirme Billotte, fut immédiatement séduit par ces propositions que de Gaulle lui présenta avec toute la force de sa conviction et pendant quelque temps il nous apparut que la libération de la France pourrait commencer en 1943, tant nous savions que Roosevelt suivait toujours les avis militaires de Marshall et tant nous savions que Churchill devrait s'incliner. » Mais, précisément, Churchill refuse de s'incliner. Et pas seulement parce que Brooke ne croit pas aux capacités de la Résistance

française[5]. Son refus a, nous le savons, une motivation bien plus déterminante : prévoyant l'extension de la zone d'influence soviétique après la guerre, il défend l'idée stratégique d'une attaque de l'Allemagne par le sud à partir de l'Italie et des Balkans, seule solution capable, à ses yeux, d'éviter une trop forte avance de l'Armée rouge vers l'ouest. Plutôt qu'un débarquement en France qui ne peut, selon lui, que servir les visées expansionnistes de Staline, Churchill soutient donc l'idée d'un débarquement en Afrique du Nord, base indispensable de l'offensive dans « le ventre mou de l'Europe ».

La « géniale prévoyance du grand Staline »

Les Soviétiques sont de parole. Le samedi 20 avril, Roger Garreau parlera à Radio-Moscou ; il déclarera :

> Français libres, c'est du cœur de la Russie que la France libre est heureuse de pouvoir vous appeler ce soir pour la première fois. Cette voix, vous l'entendrez régulièrement désormais, mêlée à l'immense rumeur de bataille implacable que livrent depuis dix mois à la sauvagerie hitlérienne les peuples de l'Union soviétique. La faculté qui nous est ainsi accordée par le gouvernement de Moscou d'exprimer en toute indépendance les sentiments, les espoirs et les volontés de la nation que j'ai l'honneur de représenter auprès de lui, est un nouveau et précieux témoignage de la sympathie et de la confiance qu'inspirent à nos splendides alliés du front oriental ceux des Français qui, à l'heure la plus tragique de notre histoire, n'ont jamais désespéré de la patrie, n'ont jamais songé à renier quoi que ce soit de ce qui fit, au cours de tant de siècles, l'impérissable grandeur du peuple français dont le sentiment passionné de droit, de justice et de liberté pour chacun, ainsi que tous les efforts inlassables vers l'émancipation de la personne humaine et l'affranchissement des peuples opprimés les guident vers une humanité meilleure d'où seraient bannies la violence et l'iniquité.
>
> L'armée française, poignardée dans le dos, trahie et livrée au moment où elle s'apprêtait à opposer à la masse écrasante de l'envahisseur une résistance aussi désespérée que l'avait été celle de la Marne et de Verdun, l'armée française meurt de faim aujourd'hui dans les geôles allemandes, cependant qu'un immonde maquignon aux yeux torves, Pierre Laval, s'en revient prêter main-forte au général Bazaine pour juguler la révolte qui gronde dans les profondeurs de notre patrie bâillonnée, ligotée, affamée. Mais nulle part et plus vite que dans l'Union soviétique n'a été comprise cette vérité […] : c'est que le peuple français n'est pas responsable de sa défaite momentanée ni des défaillances antérieures qui amenèrent l'abandon à Munich de nos fidèles alliés et amis tchécoslovaques ni des trahisons perpétrées à Vichy par ceux qui prétendent agir en son nom. Et c'est pourquoi, dès le 26 septembre de l'année dernière, Maïski, ambassadeur de l'Union soviétique à Londres, faisait connaître officiellement au général de Gaulle en sa qualité de chef de tous les Français libres, la « ferme résolution du gouvernement soviétique d'assurer la pleine et entière restauration de l'indépendance et de la grandeur de la France, lorsque nous aurons remporté ensemble la victoire sur l'ennemi commun ». La victoire, que ceux qui sont encore tentés de la mettre en doute viennent voir ce qu'est l'Union soviétique en guerre !
>
> Dès mon débarquement dans un port du Nord à la fin de février dernier, poursuit Garreau, j'avais été profondément frappé par l'atmosphère calme et froide de confiance dans laquelle la population de plus de cent mille habitants travaille sans relâche nuit et jour par un froid intense pour assurer le ravitaillement de l'Armée rouge en matériel et en munitions arrivant de Grande-Bretagne et

d'Amérique. J'y ai vu une équipe de dockers continuant le déchargement d'un bateau toute la nuit. Voilà l'héroïsme simple, sans phrase, qui anime tout le peuple de ce pays, hommes, femmes, enfants, face à la terrible épreuve que lui imposent au cours de ce long hiver les plus dures privations. À Arkhangelsk, Moscou, Kouïbychev, même spectacle impressionnant. Un peuple tendu vers ce but unique : libérer le sol national des hordes ennemies et les poursuivre ensuite jusque dans leurs repaires pour y exterminer ces bêtes féroces qui déchaînèrent sur l'Europe et le monde la plus effroyable catastrophe que l'humanité ait jamais subie.

Quant à l'Armée rouge, est-il besoin de vous en parler ? Ses victoires, chaque jour, vous apprirent à mesurer son courage, sa résolution, la valeur de ses cadres, la qualité de son armement. Et sachez bien, Français ! que derrière le rideau de fer de ces divisions en ligne, qui sans répit martèlent les positions allemandes et tuent le Boche par milliers, alors que d'innombrables bandes de partisans sèment la destruction, la terreur et le chaos dans les arrières de l'ennemi, d'immenses armées nouvelles complètent leur formation et leur entraînement dans l'Oural, la Sibérie, le Turkestan. Sachez que la plus grande partie des industries de guerre des régions occupées par l'adversaire ont pu être transportées fort loin à l'intérieur et ces usines reconstituées travaillent de nouveau à plein rendement. D'ailleurs, la production des grands centres métallurgiques que le grand Staline avait eus, dès l'établissement du premier plan quinquennal, la géniale prévoyance de créer au cœur de l'immense territoire soviétique, hors de toute atteinte ennemie, enregistre au cours des derniers mois une gigantesque progression. Tout cela, les Allemands et leurs complices le savent bien. Ils savent que la victoire leur a échappé et que l'heure du châtiment approche[6].

En URSS depuis deux mois à peine, Garreau n'a guère mis de temps, on le voit, à adopter les qualificatifs de la propagande officielle en l'honneur du « petit père des peuples ». Propos pour le moins insolites de la part d'un « ambassadeur »… Mais les dirigeants de la France libre ne s'en formalisent pas, bien au contraire ! « Je vous félicite de votre allocution radiodiffusée qui vient à une heure particulièrement opportune, lui télégraphie Dejean. Il était essentiel d'établir que le peuple français ne peut être tenu pour responsable de l'indignité de ses dirigeants du moment. Vous l'avez fait d'une manière qui ne peut manquer d'impressionner l'opinion aussi bien en France qu'en URSS. L'émission a pu être captée et plusieurs journaux en ont donné des extraits substantiels[7]. »

Certes, mais quel est l'impact véritable des attaques contre Pétain ? Henri Frenay note qu'à la même époque le « prestige du vieux maréchal, en dépit de tout, reste grand », et qu'il le « restera longtemps encore ». « On le verra bien à Paris même au printemps 1944, ajoute-t-il, quand il sera acclamé à Notre-Dame par une foule innombrable. C'était quatre mois à peine avant que de Gaulle n'y vienne à son tour pour y entonner un *Te Deum* d'action de grâces[8]. »

De Gaulle vante l'insurrection nationale

Entre-temps, le 17 avril, le jour même où l'amiral Leahy, ambassadeur des États-Unis à Vichy, est rappelé à Washington, le général Giraud s'évade de la forteresse de Königstein (Basse Saxe) où il était détenu depuis mai 1940.

Cette évasion spectaculaire « va mettre sur les dents à peu près tous les services de renseignements aussi bien allemands qu'alliés[9] ». De Gaulle n'est pas en reste. Il connaît bien Giraud sous les ordres de qui il a servi, lorsque ce dernier était gouverneur de Metz. Cet exploit ajoute encore au prestige de son ancien chef qui fut l'un des seuls commandants d'armée à se battre avec quelque succès en 1940. Sa célébrité en ferait une recrue idéale pour le gaullisme, aussi de Gaulle demande-t-il à l'Intelligence Service de « bien vouloir faire le nécessaire pour que le général Giraud évadé d'Allemagne que l'on pense arrivé en Suisse soit acheminé vers l'Angleterre le plus rapidement possible[10] ».

Mais le chef de la France libre y tient-il tant que cela ?

« Supposez, lui demande Cassin au cours d'un déjeuner, supposez que le général Giraud, s'inspirant de l'exemple du général Catroux, se rallie à la France libre, que croyez-vous que, dans ce cas, vous devriez faire ? » Première réponse : « Je suis d'avance certain que Giraud ne se ralliera pas à nous. » « Mais encore ? » insiste Cassin. « Si un tel cas se produisait, répond de Gaulle, il faudrait que le général ait un commandement. » Un silence. « Un grand commandement. » Nouveau silence. « Le commandement. » « Je compris, note Cassin, qu'il s'agissait du commandement militaire et non de l'autre[11]. »

L'évasion de Giraud est un coup dur pour Laval qui, imposé par les Allemands à Pétain, revient au pouvoir le 18.

C'est ce jour-là que de Gaulle a choisi pour créer l'événement. À la radio de Londres, il déclare : « Le devoir de chaque Français, le devoir de chaque Française est de lutter activement par tous les moyens en son pouvoir à la fois contre l'ennemi lui-même et contre les gens de Vichy qui sont les complices de l'ennemi. À ces gens-là comme à l'ennemi, les Français ne doivent rien, excepté de les chasser et, en attendant, de saboter leurs ordres et de haïr leurs figures. » Et il conclut distinctement et fermement : « La libération nationale ne peut être séparée de l'insurrection nationale. »

Cette dernière phrase va connaître une fortune immense car les communistes s'en emparent aussitôt. Il est vrai que sa facture est de nature

à leur plaire. Mieux : elle ne peut que les servir puisqu'elle va dans leur sens. À la BBC, des gaullistes comme André Gillois ne cesseront de faire l'exégèse de l'expression « insurrection nationale » pour expliquer que de Gaulle n'y voit qu'« un soulèvement organisé n'ayant d'autre sens que d'apporter une aide aux troupes de débarquement ». En vain : les communistes s'emploieront à faire savoir dans leur prose que le Général préconise une action révolutionnaire ayant pour but la prise du pouvoir.

S'agit-il, comme certains le pensent, d'une maladresse de De Gaulle ? Nullement. La formule est ambiguë, certes, mais son ambiguïté est intentionnelle.

Pour Jean Maze[12], de Gaulle ne s'est certainement jamais fait d'illusion sur l'interprétation proprement militaire de cette formule. En effet, ce n'est pas l'homme qui, dès le 22 juin 1940 affirmait au micro de Londres : « Les mêmes conditions de la guerre qui nous ont fait battre par 5 000 avions et 6 000 chars peuvent donner demain la victoire par 20 000 avions et 20 000 chars » ; ce n'est pas celui qui dans une usine de chars d'assaut déclarait le 21 octobre 1941 : « Notre époque est celle des machines. Les batailles de notre époque sont et seront gagnées par les machines de guerre » ; ce n'est pas le théoricien de l'arme blindée qui, à d'innombrables reprises, exprima cette même idée, ce n'est pas le chantre de « la force, berceau des idées, sceptre des empires, fossoyeur des décadences », ce n'est pas ce soldat, lecteur de Clausewitz qui, l'espace d'une seconde, aurait pu soutenir qu'une insurrection de partisans serait susceptible de mettre en échec la machine de guerre allemande. Non, de Gaulle ne pouvait pas commettre une telle erreur, affirme Jean Maze, il savait parfaitement que, dans le cas le plus favorable, la résistance métropolitaine ne disposerait que d'armements très légers. Et, qu'à l'heure H, les groupes effectivement armés de cette façon seraient nécessairement peu nombreux. En conséquence, dans son esprit, le mot magique « insurrection » avait essentiellement un sens, un prolongement de nature politique[13].

Les conséquences inscrites dans la formule « la libération nationale ne peut être séparée de l'insurrection nationale » sont, selon Jean Maze, les suivantes :

– Insurrection ne signifie pas seulement rejet de la légalité de Vichy mais bel et bien rejet de toute légalité autre qu'insurrectionnelle (ce fait souligne du reste une autre contradiction : comment peut-on accuser quotidiennement Pétain d'avoir « violé la Constitution et les lois de la

République » si le premier objectif ne consiste pas précisément à restaurer cette Constitution et ces lois ?)[14].

– Déclencher une insurrection sans avoir le contrôle de tous les éléments insurrectionnels, c'est jouer à l'apprenti sorcier. L'action du PCF est-elle contrôlable au sein de la Résistance ? Sera-t-elle contrôlée ?

– Dans l'insurrection, le rôle dirigeant appartient non aux meilleurs mais aux plus violents, or la violence ouvre toujours la porte au pire.

– Choisir la forme insurrectionnelle de libération, c'est exclure du rassemblement nécessaire une foule de Français en désaccord formel avec ce mot d'ordre. Par voie de conséquence, c'est permettre la dénonciation, la mise en accusation de ces Français pour crime de non-vouloir insurrectionnel, baptisé trahison. C'est admettre que les Français les plus partisans de l'insurrection, c'est-à-dire les communistes, doivent être considérés comme les meilleurs. Fiche d'infamie pour les premiers ; certificat de patriotisme pour les seconds.

– L'ultime issue de la Libération en mode insurrectionnel, c'est dans l'immédiat, sinon le communisme, tout au moins un régime transitoire, faible, miné du dedans, qui a toutes les chances d'aboutir au communisme. C'est donc, dans la mesure seulement où l'insurrection est moins bien réussie, qu'une chance de liberté subsiste…

Mais cela, c'est encore l'avenir. Pour l'heure, une chose est sûre : de Gaulle vient de changer de statut.

« Le peuple s'unit pour une révolution »

De simple général français qui tentait de « reprendre en main les tronçons du glaive », le voilà qui s'affiche soudain « leader d'une révolution insurrectionnelle[15] ».

Pour liée qu'elle soit aux circonstances, et, peut-être, très précisément, à l'offre de collaboration « jusqu'à la victoire finale » que vient de lui transmettre le PCF par la voix de Jean Jérôme (ce qui expliquerait l'allusion de Marcel Prenant concernant les « conversations politiques » de mars 1942), la formule vient cependant de loin : du 27 octobre 1940, exactement, date du fameux manifeste de Brazzaville. De Gaulle avait alors déclaré : « Il n'existe plus de gouvernement proprement français. L'organisme sis à Vichy et qui prétend porter ce nom est inconstitutionnel et soumis à l'envahisseur […]. Il faut donc qu'un pouvoir nouveau assume la charge de

diriger l'effort français dans la guerre. Les événements m'imposent ce devoir sacré, je n'y faillirai pas. »

Ce 18 avril 1942, de Gaulle vient donc seulement de définir ce qu'il entend par « pouvoir nouveau ». Il s'agit d'un pouvoir insurrectionnel.

Pourtant, après le manifeste de Brazzaville, il avait paru faire marche arrière et se contenter du rôle plus modeste de dépositaire intérimaire de la légalité républicaine. Il est vrai qu'ayant voulu correspondre avec Winston Churchill par le truchement d'ambassadeurs mutuellement accrédités, il s'était alors entendu répondre par le *Foreign Office* : « Bien que le gouvernement de Sa Majesté désire continuer à être représenté auprès des Français libres, il lui est impossible d'accréditer un représentant diplomatique auprès de vous ou de recevoir un représentant diplomatique accrédité par vous, étant donné que cela impliquerait votre reconnaissance comme État souverain. »

Devant cette fin de non-recevoir, de Gaulle avait alors nuancé son propos. Le 9 janvier 1941, parlant au Foyle's Literary Luncheon, il avait proclamé : « Les Français libres se gardent de prétendre rien usurper. Ce n'est pas eux qui déchirent les droits et les libertés sous prétexte d'accomplir une prétendue révolution nationale en vue d'un ordre européen dont l'ennemi dicte les règles. Ils déclarent que c'est à la France, à la France seule, de décider quand elle pourra le faire de son régime et de ses institutions. »

Le 2 avril 1941, une conférence de presse au Caire lui avait donné l'occasion de préciser sa position : « Nous ne voulons pas modifier nous-mêmes les institutions françaises, aussi ne jugeons-nous pas qu'il nous soit nécessaire de prendre le titre de gouvernement pour exercer l'autorité dont nous avons besoin. Nous sommes les gérants provisoires et résolus du patrimoine français. »

Ce revirement qu'annonce la formule « la libération nationale ne peut être séparée de l'insurrection nationale », de Gaulle le radicalisera encore par une déclaration qui sera publiée en juin dans les journaux clandestins et qui condamne au même titre la III^{e} République et Vichy : « Un régime moral, social, politique, économique, a abdiqué dans la défaite, après s'être lui-même paralysé dans la licence. Un autre, sorti d'une criminelle capitulation, s'exalte en pouvoir personnel. Le peuple français les condamne tous les deux. Tandis qu'il s'unit pour la victoire, il s'assemble pour une révolution[16]. »

En avril 1942, de Gaulle peut se croire légitimement soutenu par la Résistance. Une série de rapports de Jean Moulin, où celui-ci se donne un rôle décisif dans certaines affaires[17], indique en effet que la Résistance est unie derrière lui. Malgré l'association gaulliste « libération-insurrection », seul le parti communiste fait encore bande à part mais, semble-t-il, pour des raisons de forme plus que de fond à en croire cette note datée du 22 avril 1942, sans signature, arrivée à Moscou :

> Le parti est en contact avec les gaullistes. La collaboration avec eux prend des formes de plus en plus amples. Le parti essaie de développer les actions gaullistes et, par les slogans conformes, de tracer les perspectives politiques. Et pourtant pour le parti la situation n'est pas claire ; de quelle façon faut-il réaliser la collaboration en pratique ? Comment le parti doit-il en marchant bras dessus bras dessous avec les gaullistes et en appuyant leur mouvement, conserver et élargir son influence dans les masses et assurer la direction idéologique de ce mouvement ? Autrement dit, pour le parti, il existe un danger, dans un moment crucial, à rester à la queue du mouvement. Il ne faut pas oublier qu'aux gaullistes se sont ralliés les ennemis du mouvement ouvrier. Chez ces hommes le calcul est net : utiliser les ouvriers et le mouvement ouvrier dans la lutte contre les occupants, et après – on verra[18].

Quoi qu'il en soit, le chef de la France libre n'hésite pas à s'avancer encore dans sa direction. Douze jours plus tard, le 30 avril exactement, dans un discours en l'honneur du 1er mai, « fête nationale » que « tous les Français et toutes les Françaises acclament de tout leur cœur, parce qu'elle est par excellence la fête des travailleurs », de Gaulle s'emploie très précisément à définir ceux qui, à ses yeux ont droit au nom de « travailleurs » : « […] Ceux qui de leurs mains, remuent la bonne vieille terre de France […], ceux qui de leurs mains, la fouillent pour en tirer métaux et charbon […], ceux dont les mains fabriquent à l'usine ou à l'atelier, tout ce qui rend meilleure la vie des autres. »

Pas un mot de ces « autres » que le chef de la France libre ignore superbement…

Mais de Gaulle ne se contente pas de reprendre le terme de « travailleurs » dans son acception communiste. De même que Marx assignait au prolétariat la mission de sauver l'humanité, il reconnaît dans l'« esprit de sacrifice, de courage, de patriotisme des classes laborieuses françaises » la « source pure » dans laquelle la nation trouva toujours son « éternelle grandeur » et la mission de sauver la France : « Dans les pires drames de notre histoire, déclare-t-il, c'est du peuple laborieux que se levèrent toujours les grandes vagues profondes dont la patrie sortit sauvée,

libérée, renouvelée […]. Aujourd'hui, malgré la faim, l'oppression, l'infâme propagande, ce sont les travailleurs français, ceux de la terre, ceux des usines, ceux des transports, qui donnent, au milieu des ennemis et des traîtres qui les servent, l'exemple de la Résistance, qui forment les troupes et arment les navires de la France combattante et qui, par tant de sacrifices, dont les plus obscurs sont aussi les plus grands, maintiennent malgré tout l'honneur, la gloire, la majesté du peuple français. »

Comment rester insensible à tant de fleurs ? Comment rester sourd à pareils compliments ? Mais, surtout, pourquoi laisser passer la chance unique de recouvrer une dignité nationale que les campagnes de défaitisme et de sabotage, puis les appels à la fraternisation avec l'occupant avaient sérieusement entamée ?

Cette fois, le PCF va réagir aux avances de De Gaulle, et immédiatement : *L'Humanité* du lendemain relance la politique de front national « des gaullistes aux communistes » et reconnaît officiellement les soldats du général de Gaulle comme « des représentants de la France en guerre sur les champs de bataille ».

C'est la réponse que Londres attendait. François Faure gagne la France aussitôt avec la consigne « d'entrer en rapport avec les FTP et, à travers eux, avec le PCF ». « Peu après, écrit Jean Jérôme, François Faure nous apporta une réponse positive et arrangea un rendez-vous avec celui qui me fut présenté comme le représentant direct du général de Gaulle en zone occupée : le colonel Rémy. » Ce que ce dernier, comme on le verra, contestera arguant qu'il n'a eu affaire qu'à un certain Joseph.

Une rencontre tant attendue

Début mai donc, avenue Foch, Faure présente Rémy à… Joseph. L'agent secret de la France libre ne voit dans son interlocuteur qu'un « garçon d'une trentaine d'années, blond, trapu, au visage ouvert, aux yeux souriants derrière des lunettes de simili-écaille, l'air d'un ingénieur qui se serait fait lui-même en suivant les cours du soir ». Mais Joseph, *alias* Marceau, *alias* colonel Dumont, et de son vrai nom Georges Beaufils, est en réalité bien plus mystérieux que ne le laisse deviner une apparence un peu lunaire dont il sait jouer à merveille. Beaufils est en effet un militant « hors cadre », c'est-à-dire un militant qui, pour des raisons d'efficacité, ne doit pas être inscrit dans une cellule normale du parti ni jamais faire état de son appartenance.

Membre de l'appareil clandestin du parti (troisième niveau de l'édifice après l'appareil officiel et l'appareil financier), c'est un professionnel de l'action révolutionnaire clandestine. Il a d'abord exercé ses talents comme adjoint d'Arthur Dallidet, le responsable de la section des cadres du parti, avec lequel il transcrit en code pendant la « drôle de guerre » les coordonnées et les indications biographiques de tous les Français qui se sont portés volontaires trois ans plus tôt pour la guerre d'Espagne et qui constituent de ce fait un réservoir de militants actifs.

Mobilisé, fait prisonnier, Beaufils s'est aussitôt évadé pour rejoindre Dallidet et recréer l'Organisation spéciale. Composée de militants sûrs, l'OS a une double mission : assurer la sécurité des cadres importants du parti et exécuter les basses œuvres (élimination des traîtres, des déviationnistes ou, tout simplement de ceux qui en savent trop). Peu après l'invasion de l'URSS, Beaufils a rejoint Michel Feintuch, *alias* Jean Jérôme, à la direction des FTP pour s'occuper des explosifs et de la constitution du réseau radio nécessaire aux liaisons avec l'URSS. Puis, quand le parti a décidé de créer son propre service de renseignements (Service B), il en a pris la responsabilité. Discret, méthodique, l'homme est aussi courageux que déterminé. Les variations de la ligne qu'impose le Kremlin aux partis communistes d'Europe ne provoquent en lui aucun état d'âme. Sorte de moine-guerrier doublé d'un inquisiteur, il a donné son âme à Staline une fois pour toutes.

Après la guerre, quand l'ordre sera donné aux FTP les plus brillants de faire carrière dans l'armée pour la noyauter, Beaufils entrera dans l'armée française avec le grade de commandant. Il suivra les cours de l'École de guerre avant de servir à l'état-major de la l^re^ Région militaire. Il prendra ensuite le commandement en second du 4^e^ régiment de zouaves. Considéré comme « dangereux » au moment de la guerre froide, il sera affecté à Versailles en compagnie de quatre-vingts autres officiers. Privé de tout commandement, il mettra à profit cette semi-retraite pour monter avec Rol Tanguy un réseau clandestin destiné à aider le Viêtminh. Mais alors que Rol Tanguy n'est qu'un militant discipliné du PCF, Beaufils, lui, est un homme de Moscou et des services de renseignements militaires soviétiques, le célèbre CRU. Il constituera donc son propre réseau à l'intérieur de l'armée sans que le parti soit apparemment au courant.

En 1949, Beaufils sera interrogé par la DST dans le cadre d'une affaire d'espionnage en relation avec un secrétaire de l'ambassade d'URSS à Paris,

mais il sera mis hors de cause. En 1967, il quittera l'armée pour entrer au service du Berim puis de la Cifal, deux entreprises du secteur commercial et financier du PCF que dirige Jean Jérôme. Il y poursuivra sa mission révolutionnaire. Arrêté en 1977 par la DST, il sera condamné le 1er juillet 1978 à huit ans de réclusion criminelle pour espionnage au profit de l'Union soviétique. Après son élection à la présidence de la République, François Mitterrand le graciera.

« Tout bon communiste, disait Lénine, doit être un bon tchékiste. » L'homme que rencontre Rémy en ce jour de mai 1942 est un tchékiste exemplaire. Au cours d'une promenade dans les bois, Joseph expose les besoins des FTP : « Il nous faut d'urgence, dit-il, des armes, des explosifs et des cadres spécialisés. »

Rémy lui demandant pourquoi les FTP s'obstinent à tuer des officiers et des soldats allemands isolés, il répond :

« Pour avoir leurs armes.

— Mais ces attentats, rétorque Rémy, se traduisent par des représailles de plus en plus lourdes. Or parmi les otages fusillés se trouve une bonne proportion de communistes ?

— C'est exact.

— Eh bien ! interroge alors Rémy, vous trouvez que c'est "payant" de faire fusiller cinq ou dix des vôtres contre la prise d'un revolver ou d'un mousqueton ?

— Oui, répond Joseph, car à l'annonce que cinq ou six des nôtres ont été fusillés, nous enregistrons cinquante ou cent adhésions nouvelles dans les FTP. »

Ébranlé par cette détermination, Rémy promet qu'il va demander des armes à Londres.

Passy charge alors René-Georges Weill (dit « Mec »), ancien secrétaire de la conférence des avocats qui s'est engagé dès les premiers jours aux FFL sous le nom de capitaine Georges, et qui est depuis l'adjoint du capitaine Bergé, patron de la première compagnie de parachutistes, de relayer Rémy auprès des FTP. Son départ est prévu pour la fin du mois de mai.

Pourquoi René-Georges Weill qui relève d'un accident assez grave ?

« Il me dit un jour, raconte Passy, que son frère était un militant communiste important et, comme je lui parlais de la nécessité où j'étais de trouver rapidement un officier de liaison capable d'entretenir des relations

sûres et solides avec les dirigeants FTP, il me pria avec insistance de lui confier cette mission. Je finis donc par accepter[19]. »

À en croire Passy, l'appartenance du frère de Weill au parti communiste aurait donc été l'élément déterminant de la désignation de celui-ci par Londres. Quant à la hâte du chef du BCRA de procéder à cette désignation, elle est sans doute liée au rapport de Jean Moulin rendant compte de la manifestation du 1er mai, organisée par le Mouvement ouvrier français :

> C'est la première manifestation concertée au sein de la Résistance […] organisée par le mouvement ouvrier ; c'est-à-dire par l'union des éléments de l'ex-CGT et des syndicats chrétiens. Elle a reçu le concours des trois mouvements de zone libre : Libération, Combat et Franc-Tireur, et de la SFIO. Elle a marqué nettement la communion d'idées et la volonté d'action de la Résistance derrière de Gaulle que tous ont revendiqué comme chef et symbole. Si elle n'a pas eu partout le même succès, elle a eu un effet considérable sur les militants qui sentent pour la première fois le synchronisme entre Londres et les chefs locaux[20].

On comprend donc la hâte de Passy : il n'y a en effet pas une minute à perdre si Londres veut profiter de ce qui ressemble de la part du Parti à une « ouverture ».

C'est d'ailleurs ainsi que de Gaulle voit les choses puisque le 16 mai, dans un télégramme à Catroux, Éboué, Larminat, Savary et d'Argenlieu, il confie :

> Nous avons maintenant avec la France métropolitaine de multiples contacts qui tous concordent à prouver que le rassemblement national se fait réellement autour de nous. Le plus récent et saillant de ces témoignages est le manifeste qui nous a été apporté par les mandataires de tout ce qui est syndicaliste, y compris les syndicalistes chrétiens ; manifeste dont vous connaissez le texte. Mais beaucoup d'autres preuves nous arrivent de partout. J'ajoute qu'après un long et dur effort de nos services d'action en France, nous avons maintenant une organisation efficace pour recevoir les communications et transmettre les consignes. Nos alliés sont au courant de cet état d'esprit en France. Ils le notent souvent sans bonne grâce parce que leur intérêt pourrait les conduire à désirer une France plus malléable que ne le serait la France rassemblée autour de nous. Mais ils doivent le prendre comme un fait et ce fait leur interdit d'envisager notre liquidation. De sorte que tout en ne nous épargnant pas les obstacles, ils n'oseront jamais aller aux extrémités […]. Un élément favorable et nouveau de cette affaire est l'attitude de la Russie. Les Soviets sont bien renseignés sur l'état d'esprit en France, irrités chroniquement par les hésitations anglo-saxonnes et très disposés à nous soutenir diplomatiquement parce que la reconstitution d'une France grande et forte est essentielle à leur politique future. L'action de la diplomatie russe commence à se manifester en notre faveur à Londres et à Washington depuis que nous avons à Kouïbychev une représentation active.

Pour justifier auprès de ses principaux lieutenants les relations privilégiées de la France libre avec le Kremlin, de Gaulle avance donc l'argument selon lequel les Soviétiques ont un besoin essentiel d'une France

grande et forte pour leur politique future. Il est vrai que les Soviétiques ne cessent de le lui laisser entendre… mais les croit-il vraiment ou feint-il seulement de les croire ?

Sans doute faut-il penser qu'il les croit, car les relations gaullo-soviétiques sont telles que de Gaulle s'épanche sans retenue auprès de Bogomolov et Maïski des difficultés qu'il a avec les Anglo-Saxons. Il le fait d'ailleurs parfois avec une telle violence que les Soviétiques eux-mêmes s'en émeuvent. « La conversation a laissé une impression pénible, écrit le 20 avril Bogomolov à Molotov. De Gaulle, visiblement, veut s'appuyer sur nous contre les Anglais et si nous ne voulons pas alors il se réserve l'Allemagne pour le futur. Est-ce seulement pour le futur[21] ? »

Comme si ses complaintes auprès des ambassadeurs soviétiques ne suffisaient pas, de Gaulle charge Garreau d'alerter directement les dirigeants du Kremlin sur ses discordes avec les Anglo-Saxons. Ce que le délégué de la France libre en URSS s'emploie aussitôt à faire, le 9 mai, auprès de Vychinski avec sa fougue habituelle :

> Je considère, dit-il, et je peux en cela parler au nom des 90 % de Français qui luttent pour la libération de la France, que l'attitude de l'Angleterre est inadmissible et déloyale. Le gouvernement anglais explique son refus de laisser les troupes de De Gaulle occuper Madagascar par le fait qu'il ne veut pas, soi-disant, donner au gouvernement de Vichy quelque prétexte que ce soit pour livrer la flotte française à l'Allemagne, qu'il ne veut pas donner au gouvernement de Vichy la possibilité de déclarer qu'on l'a attaqué ! Mais s'il en était réellement ainsi, les Anglais auraient laissé les mains libres à la France libre et auraient autorisé ses forces armées à occuper l'île car cela n'aurait pas paru être une attaque contre la France ; alors que, maintenant, les Anglais ont attaqué la France et, dans les faits, ont entamé une guerre contre le gouvernement de Vichy ! Aussi leur explication est-elle fallacieuse… La véritable raison de l'attitude de l'Angleterre tient à ce que le gouvernement britannique et certains courants politiques soutiennent le gouvernement de Vichy, non avec Laval à sa tête, mais avec certains éléments qui ont déclaré qu'ils ne souhaitaient pas coopérer avec l'Allemagne, mais qu'ils étaient contraints de subir cette collaboration. Le gouvernement britannique préférera ce gouvernement au Comité national français.

Garreau profite de cet entretien pour demander des nouvelles du réexamen de la formule de reconnaissance du CNF par l'URSS : « Je comprends que cette question exige un examen minutieux, insiste-t-il, mais je voudrais seulement vous demander de tenir compte du fait, qu'à l'heure actuelle, alors que Laval est revenu au pouvoir, la reconnaissance du Comité national français comme gouvernement représentant provisoirement les intérêts de tout le peuple français a acquis une importance accrue, notamment du point de vue de l'autorité du comité. »

Ce à quoi Vychinski répond par la formule désormais habituelle : « En ce qui concerne l'autorité du Comité national, elle dépend, à mon avis, de la façon dont le comité saura unifier les masses populaires sous sa direction, de la base élargie sur laquelle il s'appuiera[22]. »

On comprend dès lors cette poursuite quasi désespérée des gaullistes après les communistes qui se dérobent encore…

Molotov fixe les règles du jeu gaullo-soviétique

Dans l'affaire de Madagascar, Dejean, lui aussi, s'est vu charger par de Gaulle de monter au créneau. Mais il le fait de façon plus diplomatique que son chef. Le 12 mai, dans un télégramme à Garreau, il fait état d'une visite à Maïski pour lui dire « combien nous apprécions la compréhension du gouvernement soviétique pour le rôle du général de Gaulle et du Comité national dans la Résistance en France ainsi que la sympathie témoignée à la France combattante ».

Nous avons ensuite abordé, écrit Dejean, la question des rapports de la France libre et des pays anglo-saxons. J'ai naturellement évité de formuler le moindre grief à l'égard de l'Angleterre. J'ai toutefois indiqué que le gouvernement russe, étant sans doute le mieux informé, se rendait plus exactement compte que les gouvernements britannique et américain, de la position du général de Gaulle en France et du rôle joué par la France combattante dans l'attitude courageuse du peuple français. Je n'ai pas dissimulé qu'à Washington on était mal informé à ce sujet et que c'était l'origine véritable du peu de bonne volonté que nous avions rencontré jusqu'ici de la part des États-Unis. J'ai particulièrement souligné les graves inconvénients de la politique de neutralisation par morceaux de l'Empire français qui, jusqu'ici, semble être celle de Washington. Une telle politique tend à priver la France de ses derniers moyens de combat. Elle ne peut aboutir en effet qu'à une dislocation de l'Empire français qui contiendrait les germes d'un démembrement. Elle empêche la France combattante d'augmenter la participation française dans la guerre. Elle prête le flanc à la propagande de Berlin et de Vichy contre un prétendu impérialisme anglo-saxon. Elle risque de démoraliser le peuple français dont la résistance est, à l'heure actuelle, une des activités les plus importantes des Alliés. Enfin, elle compromettrait gravement l'avenir de notre pays en discréditant la France combattante, seul facteur d'union concevable entre tous les Français. J'ai particulièrement souligné les liens étroits entre la Résistance intérieure française et l'attitude des Alliés à l'égard de la France combattante.

Au cours de l'entretien, conclut Dejean, j'ai eu l'impression que l'ambassadeur des Soviets comprenait fort bien notre désir d'augmenter autant que possible notre participation à la guerre et de rassembler dans ce but, sous une même direction, toutes les forces et tous les territoires français pouvant être affranchis des servitudes de l'armistice. Il me semble que M. Maïski, dont on connaît les excellentes relations avec M. Eden, était assez disposé à nous appuyer auprès du gouvernement britannique. Il serait cependant utile que vous sondiez à ce sujet le gouvernement soviétique et que, le cas échéant, vous lui demandiez de nous seconder sur le plan diplomatique et de donner des instructions dans ce sens à son ambassadeur à Londres et éventuellement à Washington[23].

Comment les Soviétiques réagissent-ils à ces multiples manifestations de sympathie de la part de gaullistes et à leurs appels à l'aide contre les Anglo-Saxons ? Une lettre de Molotov à Maïski en date du 14 mai dévoile le jeu soviétique à l'égard de De Gaulle :

Nous connaissons bien les particularités de De Gaulle et de son entourage, écrit Molotov. Cependant, il faut avant tout tenir compte du fait que le nom de De Gaulle est devenu, en un certain sens, le symbole de la lutte de la France qui ne veut pas se soumettre à la domination des envahisseurs-oppresseurs hitlériens. Pour estimer à leur juste mesure les relations de De Gaulle et des Anglais, il faut tenir compte du fait que son aspiration à ne pas se trouver en complète dépendance et soumission vis-à-vis d'un gouvernement étranger est, de notre point de vue, l'aspect positif de De Gaulle. C'est pourquoi il faut vous abstenir de participer à cette tentative de « dompter » de Gaulle. D'autant que ces tentatives peuvent cacher, et parfois même révéler non pas l'aspiration à lutter contre l'environnement réactionnaire de De Gaulle, mais d'autres aspirations étrangères à nos buts.

Pour votre orientation, nous vous informons que nous ne considérons pas du tout comme obligatoire de vous aligner sur l'Angleterre ou les États-Unis en ce qui concerne la question de la non-reconnaissance du Comité national comme gouvernement provisoire de la France et qu'il peut arriver un moment où nous parviendrons à cette reconnaissance avant même que l'Angleterre et les États-Unis n'en prennent le chemin. Cependant, pour l'instant, dans vos conversations avec de Gaulle et ses gens, vous devez vous limiter à des renvois au fait que le gouvernement soviétique étudie cette question avec beaucoup de sérieux. De plus, vous devez vous informer plus complètement sur cette question et nous tenir au courant de ce que vous apprendrez dans les milieux anglais des facteurs et des motifs qui existent en Angleterre « pour » ou « contre » cette reconnaissance.

À ce sujet vous devez fermement expliquer à de Gaulle et son entourage que le mouvement des Français libres ne peut remporter de succès que dans la mesure où il s'appuiera réellement sur tous les courants antihitlériens en France et si, ainsi, il devient un mouvement national ; et que, d'un autre côté, les groupuscules et les personnalités françaises fascistes ne peuvent pas être des alliés dans la lutte pour libérer la France des envahisseurs et occupants hitlériens. Vous devez pousser de Gaulle à l'idée que, plus vite il libérera son entourage des éléments fascisants, et plus actif sera notre soutien pour la libération de la France. Comme vous le voyez, notre position diffère des estimations connues de Eden et elle sera la base du développement futur de nos relations avec le mouvement de De Gaulle[24].

Le jeu soviétique à l'égard de De Gaulle tient donc en deux points essentiels :

– Interdiction à Maïski de participer à toute tentative anglo-saxonne de « domptage » de De Gaulle, d'abord parce que son indépendance et son insoumission à l'égard des Anglo-Saxons sont la condition même de la validité de l'alliance contre ces mêmes Anglo-Saxons proposée par de Gaulle à Staline en juillet 1941 ; ensuite, parce que les intentions anglaises peuvent être contraires, voire opposées à celles des Soviétiques (référence implicite au conflit qui oppose Churchill et Staline sur le lieu d'ouverture du second front).

– Utiliser la question de la reconnaissance du comité par l'URSS comme moyen de pression pour amener de Gaulle à s'aligner en parole et en action sur les éléments d'extrême gauche de la Résistance française et, parallèlement, à se débarrasser des « fascistes » – c'est-à-dire, en termes communistes, des anticommunistes (à quelque camp – droite ou gauche – qu'ils appartiennent), même s'ils participent à la lutte pour la libération de la France.

Frenay se pose des questions

Ce dernier avertissement des Soviétiques à de Gaulle est déterminant sur le plan des relations que le chef de la France libre doit désormais entretenir avec les personnalités ou les mouvements de résistance non communistes. Coïncidence ? D'Astier de La Vigerie, le chef de Libération, lié aux communistes, décide en ce mois de mai 1941, après avoir rencontré Moulin à l'insu des autres chefs de mouvement, et sans les en avertir, de faire le voyage de Londres.

Coïncidence encore ? Après avoir eu des relations excellentes avec Jean Moulin « pendant les six ou huit premiers mois de l'année 1942 », les dirigeants de Combat, entre autres, enregistrent leur dégradation. Tout commence par l'affaire de la fusion des mouvements dont Frenay se fait l'infatigable avocat auprès de Jean-Pierre Lévy, le patron de Franc-Tireur, et d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie, le patron de Libération, qui redoutent d'être absorbés par plus fort qu'eux…

> Je m'étais attendu, écrit Frenay, à ce que Max [Moulin] prît vigoureusement position pour ma thèse. La fusion n'était-elle pas le meilleur moyen de « réaliser l'unité d'action de tous les éléments qui résistent à l'ennemi et à ses collaborateurs », seul objet de sa mission ? À maintes reprises, il s'en déclara très partisan. Dans les faits, il ne fit rien pour en accélérer la réalisation. Sans doute n'était-il pas facile de surmonter ou d'écarter les objections de Libération et de Franc-Tireur […] mais il aurait pu avec diplomatie faire jouer l'autorité morale que nous lui reconnaissions […]. Si contre toute logique il a préféré rester neutre dans notre débat et le laisser s'enliser, c'est que nos divergences, nos oppositions qu'on appelait à Londres nos rivalités, tant qu'elles existaient justifiaient la pérennité de sa mission. Pendant ce temps, il forgera les instruments de son propre pouvoir hors des mouvements et ne dépendant que de lui[25].

C'est une explication. Mais on peut penser que Frenay en avancerait une autre plus conforme à ses accusations d'après-guerre s'il connaissait le télégramme de Molotov à Maïski et la mise en demeure qu'il contient à l'adresse de De Gaulle d'éliminer de son entourage les « fascistes » et

autres anticommunistes ! Nul doute que la question qu'il se poserait alors serait de savoir si, dans sa volonté de réduire les mouvements de résistance non communistes, Jean Moulin agissait de sa propre initiative ou sur ordre du chef de la France libre…

Jean Moulin avait été parachuté avec deux compagnons, Raymond Fassin et Hervé Monjaret, que le colonel Passy avait affectés respectivement comme officier de liaison et comme opérateur radio auprès de Combat. Or, Frenay affirme n'avoir jamais eu en propre un officier de liaison et un opérateur radio, et cela, même lorsque, au début du printemps 1942, deux officiers supplémentaires furent envoyés de Londres (le premier affecté au mouvement Franc-Tireur, le second à Libération). « Les officiers dits de liaison restèrent strictement sous l'autorité de Max, écrit-il […]. Quant aux opérateurs, ils ne dépendirent pas de chaque mouvement, mais de Moulin seul. Ainsi, disposait-il du monopole de la radio. C'est donc par lui que nous étions obligés de passer : nous ignorions à cette époque qu'une telle pratique était contraire aux consignes qu'il avait reçues du BCRA. » En juillet 1942, Moulin de sa propre autorité soustraira l'enseigne de vaisseau Ayral et son opérateur radio, envoyés par le BCRA pour « renforcer le personnel de la zone libre », et les enverra en zone occupée auprès du commandant Manhès « dont le BCRA continue d'ignorer l'existence et la tâche que Moulin lui a confiée ». « Toutes mesures qui, note Noguères, lorsqu'elles seront connues à Londres – après coup – ne seront pas accueillies sans quelques mouvements d'humeur[26]… »

Il y a plus grave : « Le service des liaisons radio (WT), dit Frenay, fut toujours pour nous d'une efficacité douteuse, ce qui m'amena à écrire : "[…] de Londres, nous n'avons jamais de réponse, ni même d'accusé de réception. C'est déprimant ; j'ai parfois l'impression, fausse sans doute, que nos messages disparaissent comme une pierre dans la mer". » Le chef de Combat cite même ce chiffre : « Neuf fois sur dix il ne nous était pas répondu. » Les messages pour Londres partaient-ils ?

La France ne fera pas partie des Grands

L'insistance des Soviétiques auprès des gaullistes pour que ces derniers s'allient au PCF et ce qu'il faut bien appeler la dérobade de ce dernier aux avances gaullistes a également quelque chose de si troublant, que l'on peut y voir de toute évidence une manœuvre du Kremlin à l'égard de De Gaulle :

Moscou interdisant aux communistes français de répondre pour l'instant aux invites gaullistes, bref de « faire les difficiles », afin de faire monter les enchères dont tout prouve jusqu'à présent que de Gaulle est prêt à les « suivre », ainsi qu'en témoigne sa fameuse phrase du 18 avril : « La libération nationale ne peut être séparée de l'insurrection nationale. »

L'URSS et le PCF gagnent tous les deux à ce jeu.

L'Union soviétique est alors dans une phase tragique de son histoire. L'offensive du maréchal von Manstein en Crimée démantèle les forces russes, provoquant une véritable panique dans tout le pays. Or le Kremlin ne peut compter sur l'aide de l'Amérique dont les forces du Pacifique connaissent revers sur revers[27]. Seule l'intensification de la guérilla dans les pays occupés d'Europe peut donc, aux yeux de Staline, contribuer à desserrer l'étau allemand sur son pays. Quant au PCF, il a tant à se faire pardonner pour sa conduite passée qu'il ne peut souhaiter négocier en position de faiblesse avec de Gaulle. Il ne perd donc rien à attendre et à gagner ses galons de résistant par des actions aussi spectaculaires qu'héroïques. Joseph l'a dit à Rémy : « Pour cinq ou six des nôtres qui tombent, nous avons cinquante à cent adhésions nouvelles dans les FTP. » Au rythme de cette comptabilité tragique, le PCF devrait donc devenir bientôt le premier mouvement de résistance en France. Alors il sera en position de négocier.

Le 20 mai, à 15 h 30, c'est un Garreau déchaîné que Vychinski reçoit dans son bureau. Le délégué de la France libre vient lui faire part d'une déclaration de Eden à de Gaulle selon laquelle la réorganisation future du monde sera l'œuvre de quatre puissances : l'Amérique, la Grande-Bretagne, l'URSS et la Chine.

Eden, affirme Garreau, n'a pas dit un mot du rôle futur de la France libre et ses propos ont causé une vive inquiétude dans les milieux gaullistes. Certes, Churchill a publiquement promis que la Grande-Bretagne était fermement décidée à assurer le rétablissement de la France dans sa grandeur et de son intégrité territoriale, que l'opération de Madagascar n'avait pour but que d'empêcher une invasion japonaise de l'île et que la France combattante serait amenée à jouer un grand rôle dans sa direction. Mais, dans la pratique, cela ne s'est pas réalisé. Le *Foreign Office* n'a même pas informé le Comité national d'un accord militaire secret conclu entre les forces maritimes anglaises et les autorités militaires de Madagascar qui représentent le gouvernement de Vichy !

Après s'être plaint des Anglais, Garreau se plaint des Américains :

C'est une question encore plus importante que la première, dit le délégué français. Il s'agit des entretiens entre le gouvernement des États-Unis et l'amiral Robert, haut-commissaire [vichyste] aux

Antilles. Déjà, en octobre 1941, avant l'entrée en guerre des États-Unis, il y avait eu un accord secret entre le gouvernement américain et Vichy au sujet des possessions françaises en Amérique. Maintenant, les USA posent au gouvernement de Vichy les revendications suivantes :

– Le transfert des navires militaires et commerciaux aux États-Unis, ou bien leur mise en location dans un État neutre (par exemple, le Vénézuela ou Panama), afin que les puissances alliées puissent les utiliser.

– La création de bases militaires dans les colonies françaises ; le Comité national ne connaît pas encore la réponse officielle du gouvernement de Vichy mais, d'après les renseignements qu'il a pu obtenir, plusieurs navires auraient déjà été remis aux USA et, apparemment, Vichy serait d'accord avec les exigences de Washington. Sans aucun doute Laval obéit aux exigences américaines sans accord préalable avec Berlin. En fait, cela montre qu'il y a un accord indirect entre Berlin et Washington. Voilà pourquoi les États-Unis ne désirent pas que le Comité national participe aux discussions !

Profitant du silence, Vychinski demande alors : « Comment expliquez-vous une telle attitude de la part de Laval ? »

Garreau ne se laisse pas démonter :

Il suffit, dit-il, de se rapporter à la déclaration de Laval disant que son but principal est d'entretenir les relations avec l'Allemagne tout en maintenant les relations avec les USA. Cela montre que Laval établit le « pont » entre Berlin et Washington en préparant le terrain pour conclure la paix. En contrepartie, les USA garantissent au gouvernement de Vichy le maintien de son administration sur les îles. Le gouvernement américain est décidé à soutenir le gouvernement de Vichy comme gouvernement légal de la France. C'est le désir de certains milieux capitalistes américains et aussi de l'Angleterre. Ils font la paix momentanément avec le gouvernement de Laval pour le remplacer ensuite par un gouvernement qui leur serait bénéfique. Le Comité national est devant un fait créant une situation grave. Toute protestation publique pourrait servir à la propagande de l'Allemagne et du gouvernement de Laval. Le Comité national reçoit énormément de lettres de Français exprimant leur inquiétude et leur émotion et il prend toutes les mesures pour rassurer le peuple français mais, malheureusement, cela ne réussit pas toujours.

Garreau poursuit : « Le Comité national ne veut pas demander au gouvernement soviétique une aide directe, car il veut sortir de la situation présente par ses propres moyens et sans y mêler d'autres puissances. Mais il tient toutefois à informer le gouvernement de l'URSS de la situation dans laquelle il se trouve et lui demande d'étudier la question de savoir dans quelle mesure il peut user de son influence sur les Alliés dans les intérêts de la France libre. »

Garreau, précise Vychinski à Molotov, a alors souligné la signification particulière que peut avoir l'accord de Moscou à la venue d'aviateurs français de Syrie et à la présence d'une division pour participer à la lutte commune contre l'Allemagne fasciste car ce geste aurait un rôle énorme pour la France libre dans les circonstances actuelles. J'ai dit à Garreau que je transmettrais son information. Pour ce qui concerne la déclaration de Eden sur la participation de quatre puissances seulement à la réorganisation future du monde, je lui ai rappelé que le Comité national connaît bien la position du

gouvernement soviétique à l'égard de la France et que nous ne nous chargerons pas de la réorganisation du monde sans la participation de la France. En ce qui concerne les bruits sur les transactions entre Laval, les USA et l'Allemagne, j'ai fait remarquer que cela, indiscutablement, était fait pour tenter de semer des désaccords et une scission dans le camp des Alliés, ou qu'il s'agissait d'une « attaque pacifique » allemande. Je ne doute pas que cela finisse en fin de compte par un krach. Pour la question de l'influence à exercer par le gouvernement soviétique sur les gouvernements alliés dans les intérêts de la France libre, j'ai démontré à Garreau que le meilleur témoignage de notre attitude à l'égard de la France libre est notre bienveillance quant à la venue d'aviateurs français en URSS[28].

De Gaulle défend le projet du second front en France

La tournure des relations gaullo-soviétiques inquiète-t-elle certains gaullistes ? Toujours est-il que le même jour où de Gaulle adressait son télégramme à ses principaux lieutenants, l'un d'eux, l'amiral Thierry d'Argenlieu, haut-commissaire à Nouméa, lui écrivait : « Je partage vos sentiments en ce qui concerne l'ingérence américaine et les fâcheux résultats qu'elle a entraînés. Toutefois, il est indispensable et conforme à l'intérêt national que vous vous rapprochiez maintenant des Américains, et spécialement du général Patch, malgré leurs torts[29]. »

Moins d'une semaine plus tard, le 21 mai, de Gaulle rencontre John Winant, l'ambassadeur des États-Unis à Londres, pour une longue conversation. Winant prie son interlocuteur de lui faire connaître son avis sur la question de l'ouverture d'un second front à l'Ouest.

« Ce front, déclare en substance de Gaulle, devrait être créé aussitôt que possible. C'est à partir du mois d'août qu'il faudrait envisager une opération de débarquement en France. Cette zone de débarquement devrait se situer entre le cap Gris-Nez et le Cotentin.

— Croyez-vous, demande Winant, que si un second front était constitué à l'Ouest, et que la guerre ne fût pas terminée à l'automne, les chances de reprise des opérations seraient bonnes au printemps ?

— Certes, répond son interlocuteur, mais au cas où un second front se trouverait constitué à l'automne, les Allemands n'envisageraient peut-être pas de poursuivre la guerre. Ce sont de bons stratèges, les meilleurs du monde. Considérant que la partie est perdue, ils pourraient renoncer à la lutte et écarter Hitler d'une manière ou d'une autre. Un gouvernement du genre Brüning serait constitué et les Allemands demanderaient la paix. De toute manière, il ne faut pas laisser les Russes faire la guerre tout seuls. S'ils gagnaient la guerre seuls, ils seraient les maîtres de l'Europe et ceci coûterait cher, non seulement aux Européens, mais également aux États-

Unis. Si les Russes la perdaient seuls, la guerre actuelle serait terminée et une nouvelle guerre commencerait, savoir : la guerre entre l'Allemagne et les États-Unis, ceux-ci privés du concours de la Russie, de la France et de l'Angleterre. »

Winant paraissant approuver ce point de vue, de Gaulle poursuit :

« Cette guerre n'est pas une seule guerre. Contre l'Allemagne il y a la guerre de la Russie, la guerre de la France, la guerre de l'Angleterre. Il y a aussi maintenant la guerre des États-Unis. Tout aurait tout de suite été très bien, tout irait très bien aujourd'hui, s'il n'y avait qu'une seule guerre[30]. »

Le 22 mai, alors que le CNF télégraphie à Garreau son accord sur l'emploi de l'expression « Gouvernement de la France combattante », *L'Humanité* tend la main aux catholiques et aux syndicalistes. Ce n'est qu'un prélude : le numéro de juin du journal communiste élargira encore le champ de l'alliance. Après avoir salué la « lutte héroïque des soldats de la France libre, là-bas dans le désert de Libye », *L'Humanité* appellera tous les patriotes à s'unir et à lutter, qu'ils aient appartenu hier au parti radical, au parti socialiste, à la Fédération républicaine, au parti démocrate populaire, qu'ils soient catholiques, protestants, juifs ou athées, qu'ils soient communistes, gaullistes, qu'ils aient été partisans ou adversaires du Front populaire. Cet appel s'étendra même aux… « patriotes de la Légion », la Légion des (anciens) combattants, l'un des piliers du régime de Vichy ! Cette politique de l'union obéit bien entendu à une raison majeure : l'offensive de la Wehrmacht en URSS. Politique d'union à l'œuvre en URSS même, puisque Garreau fait savoir que le père Braun, qu'il avait présenté à Ehrenbourg, s'est vu demander par ce dernier un appel religieux à la Légion slovaque, actuellement sur le front russe, en lui laissant entendre que cet appel serait très important et apprécié et que les Soviétiques en « sauraient gré » à l'Église catholique. « Le père Braun, précise Garreau, s'est exécuté sans marchandage. Il y aurait intérêt à faire part de cette information au Vatican[31]. »

Le 23 mai, dans son allocution, le délégué de la France libre en URSS s'attaque cette fois à Pétain :

> Les défaitistes, ils avaient déjà trouvé en ce critique printemps de 1918 un complice inespéré en la personne d'un généralissime d'armée français qui ne voulait plus se battre parce qu'il se refusait à croire, ou feignait de ne plus croire en la possibilité de la victoire, qui pressait le gouvernement de la République de négocier avec l'adversaire aux abois une paix de compromis, une paix qui eut sauvé l'Allemagne impériale avec ses junkers : ce généralissime, c'était Pétain. Hautain, plein de morgue et

de fatuité, envieux, sournois, borné, ce petit paysan d'Artois avait gravi péniblement, sans éclat, les échelons de la carrière d'officier subalterne. À quarante-cinq ans passés, il était encore capitaine et ne s'était jusqu'alors distingué qu'aux yeux des dames de sous-préfecture par sa prestance avantageuse. La guerre venant, une soudaine paradoxale fantaisie du destin avait porté en quelques mois aux plus hautes charges de l'armée, ce chef médiocre, sans foi ni élan, que ses supérieurs avaient noté après un stage à l'École de guerre comme « incapable de faire un général ». Mais Pétain avait su se faire valoir dans les milieux bien-pensants par son hostilité cauteleuse envers la République. Cette République trop bienveillante, trop indulgente, trop confiante, dont il fut comblé d'honneurs et que ce tartuffe si féru de morale a étranglée dans un guet-apens en la couvrant d'outrages !

Garreau invite alors les Français qui se sont « laissé trop longtemps duper par les homélies et les pantalonnades du Père-la-Défaite, du fantoche gâteux », à relire les Mémoires de ceux qui furent les grands artisans de la victoire (Clemenceau, Foch, Joffre) et où la « vraie nature du maréchal Pétain est jugée avec une objectivité et une clairvoyance que les événements de ces dernières années n'ont que trop cruellement démontrées »…

Lorsque vers l'automne 1917, conclut Garreau, le front des stoïques soldats russes s'effondrant dans la pourriture impériale, l'action prudente et camouflée de nos défaitistes avait cru pouvoir s'affirmer au grand jour, un vieux jacobin s'était dressé contre l'infamie. Clemenceau, le Vendéen, était l'incarnation de la patrie en danger, de ce peuple de France dont jamais le courage n'avait fléchi devant l'invasion […]. Pendant que le général Pétain, le futur Père-la-Défaite, murmurait déjà « Faisons la paix », la paix honteuse sur les tombes d'un million de héros, Clemenceau, le Père-la-Victoire, clamait : « Je fais la guerre ! », comme il avait un jour clamé, face aux droites furieuses : « La Révolution est un bloc ! » Oui, Pétain ! La Révolution est un bloc que tes mains tremblantes ne briseront pas et qui t'écrasera de toute sa masse, toi et tous tes misérables complices de Vichy[32] !

7
Rencontre au sommet

24 mai 1942. Toutes les précautions ont été prises pour que l'entretien demeure « rigoureusement secret », ainsi que les Soviétiques l'ont exigé. Il est 20 heures, la nuit est maintenant tombée sur Londres. De Gaulle pénètre dans l'ambassade soviétique et se dirige vers le bureau de Bogomolov où l'attend en personne Molotov, venu signer en Grande-Bretagne un communiqué « stipulant l'engagement de conversations en vue de la nécessaire constitution d'un second front en Europe en 1942 »…

De Gaulle voit en Molotov un « rouage parfaitement agencé d'une impitoyable mécanique, une complète réussite du système totalitaire ». « J'en ai salué la grandeur, dit-il, mais quoi qu'on ait pu me cacher de ce qui était au fond des choses, j'en ai saisi la mélancolie[1]. »

La mélancolie ?

Molotov, le seul membre du Politburo que Staline tutoie, a une réputation d'impassibilité. « Ce n'était pas seulement ses pensées qui étaient impénétrables, écrit Milovan Djilas, mais le processus selon lequel elles prenaient naissance. Parallèlement, son esprit demeurait fermé, insondable… » Churchill, lui aussi, a qualifié le commissaire aux Affaires étrangères de l'Union soviétique de « robot moderne » mais, toujours selon Djilas, ce n'est là qu'un seul aspect, superficiel, de sa personnalité. « On avait l'impression, écrit-il, que Molotov considérait toutes choses – même le communisme et ses buts finals – comme relatives, comme quelque chose auquel il lui fallait, plutôt qu'il ne devait, subordonner son propre destin. C'était comme s'il n'existait pour lui rien de permanent mais seulement une

réalité transitoire qui se présentait différemment chaque jour et à laquelle il s'offrait en même temps que sa vie entière[2]. »

« Maintenu au secrétariat du Comité central derrière Staline qui y fait son entrée et ses débuts de secrétaire général, étroitement lié à ce dernier qu'il soutient durant toute la lutte pour la succession de Lénine, Molotov, note Robrieux, fut […] l'un des collaborateurs les plus proches de Staline » et, à ce titre « accusé lors du XXII^{e} congrès d'avoir été personnellement mêlé à certains des aspects les plus odieux de la répression stalinienne[3] ». Tous les observateurs ont en effet noté la complicité du couple Staline-Molotov. Ce dernier avec son relativisme, son habileté à traiter dans le détail la routine quotidienne, et Staline avec son dogmatisme fanatique et, simultanément, ses horizons plus larges, sa recherche permanente des possibilités futures… « Il me semble, conclut Djilas, que ces deux hommes-là se complétaient idéalement l'un l'autre. Molotov, bien qu'impuissant sans les directives de Staline, était indispensable à celui-ci à bien des égards. Et bien qu'ils aient manqué tous deux de scrupules dans leurs méthodes, il me semble que Staline choisissait ses méthodes soigneusement et en fonction des circonstances, tandis que Molotov les tenait d'avance comme accidentelles et sans importance[4]. »

« Tous les Français doivent se regrouper autour du CNF »

D'après ce qu'en dit de Gaulle dans une lettre à Garreau en date du 13 juin, Molotov se félicite d'avoir en face de lui des représentants de la « vraie France » :

« Le gouvernement soviétique, déclare-t-il sans ambages, est résolu à contribuer par tous les moyens en son pouvoir à la restauration d'une France libre et forte et il est désireux de collaborer étroitement avec elle. Cela d'autant plus qu'entre la France et la Russie il n'existe pas le moindre sujet de contestation possible ni politique ni économique. »

La conversation porte ensuite sur les divergences entre le CNF et les puissances anglo-saxonnes telles que les ont notamment mises en lumière les affaires de Madagascar et de la Martinique, ainsi que les inquiétudes que peuvent susciter les « tendances impérialistes se faisant jour en Amérique ». Molotov manifeste la « plus grande compréhension pour le point de vue de la France libre et promet que le gouvernement soviétique s'emploiera

auprès du gouvernement britannique pour que soit confiée au Comité national l'administration de tous les territoires français libérés.

« La Russie, dit-il, est l'alliée de la Grande-Bretagne et de l'Amérique. Pour la guerre, il est important qu'elle collabore avec ces deux puissances, mais avec la France le gouvernement de l'URSS désire avoir une alliance indépendante. »

En ce qui concerne le Comité national, le gouvernement soviétique, par la voix de Molotov, se dit convaincu « qu'il représente les aspirations dominantes du peuple français ». Il a pleinement conscience du rôle que le comité « joue dans l'organisation de la Résistance française et de la rentrée progressive de la nation française dans la guerre ». Il est résolu à l'appuyer et à l'aider notamment sur le plan diplomatique.

« Présentement, affirme le Soviétique, le gouvernement de l'URSS doit soutenir lui-même une guerre très dure mais, dès maintenant, il fera son possible pour le comité. Par la suite, ses possibilités se développeront. Le gouvernement soviétique estime, en effet, que c'est autour du comité que doivent se regrouper tous les Français pour le redressement de la France. »

Les questions que pose Molotov fournissent à ses interlocuteurs l'occasion de parler des assises « toujours plus larges » du mouvement gaulliste en France et de mentionner en particulier « les progrès accomplis dans les couches populaires ainsi que les liaisons qui sont établies entre le Comité national et les organisations de résistance en France ».

Molotov rappelle alors l'importance que le gouvernement soviétique attacherait à la présence de troupes françaises en Russie. Le général de Gaulle lui répond que les troupes de terre dont il aurait pu disposer sont à l'heure actuelle indispensables dans le Proche-Orient, mais, affirme-t-il, dès que la situation militaire s'éclaircira dans cette région, la question sera examinée de nouveau.

« En ce qui concerne la Syrie, précise encore le chef de la France libre, nous avons suggéré l'envoi à Beyrouth d'un consul général soviétique. »

Cette suggestion, note de Gaulle, « paraît » intéresser Molotov.

Après avoir exprimé sa conviction que Vichy ne survivrait pas un instant à la défaite de l'Allemagne, Molotov demande au général de Gaulle comment il conçoit l'évolution politique intérieure de la France après la guerre. « La Russie n'ayant, spécifie le Soviétique, aucune intention de s'immiscer dans ce domaine. »

« Le peuple français, répond en substance de Gaulle, sera certainement hostile à tout fascisme. Il reviendra à un régime démocratique, mais il ne retournera pas purement et simplement au régime parlementaire tel qu'il fonctionnait avant la guerre dans des conditions faussées. Il souhaitera plus de force et de stabilité dans l'exécutif. Les préoccupations d'ordre social joueront un rôle plus grand que les questions purement politiques. Dès maintenant, les événements de Russie exercent sur une partie des masses françaises une attraction que l'on ne saurait négliger. »

Derrière l'ambiguïté du terme « événements », le chef de la France libre fait donc savoir à son interlocuteur qu'il prend acte de l'influence communiste sur les Français. Et il en est lui-même convaincu puisqu'il confiera, le 28, à Étienne Boegner que les Soviets « sont les seuls à comprendre » et que c'est « avec eux » qu'il rebâtira « la France et l'Europe[5] ».

Dans le bilan de l'entretien qu'il dresse à l'intention de Garreau, de Gaulle note :

– Le gouvernement soviétique estime indispensable la restauration d'une France forte alliée à la Russie.

– Il sait que cette France ne peut être celle de Vichy et il considère comme certaine la disparition du régime Pétain.

– Il souhaite que toute la France se groupe pour la lutte commune autour du Comité national et que celui-ci oriente les destinées de la France de demain.

– Il est prêt à nous aider dans toute la mesure où le lui permettront les nécessités de sa collaboration dans la guerre avec les pays anglo-saxons[6].

La version soviétique de l'entretien de Gaulle-Molotov du 24 mai ne diffère pas fondamentalement de la version française, à une réserve près, mais elle est capitale, qu'elle mentionne une discussion entre les deux hommes sur la question du second front.

De Gaulle, peut-on y lire, a souligné que lui-même et la majorité du peuple français avaient conscience qu'il fallait soutenir les efforts militaires de l'Armée rouge et que les gaullistes doivent organiser de grandes actions militaires qui pourront faciliter l'installation des troupes anglo-saxonnes en France et ouvrir un second front. Le commissaire du peuple aux Affaires étrangères a donné un bref aperçu des deux tendances qui existent en Angleterre au sujet du second front et il a souligné que, partant des intérêts nationaux bien compris, les Anglais devaient aboutir à cette ouverture dès cette année pour terminer rapidement la guerre. De Gaulle a dit que, personnellement, lors de tous ses entretiens avec les Anglais et les Américains, il défendait cette idée de l'ouverture d'un second front[7].

Les deux hommes ont bien parlé du second front. De Gaulle le confirme dans le corps de ses *Mémoires* : « Au cours de notre entretien, écrit-il, Molotov et moi tombâmes d'accord sur ce que, dans l'immédiat, son gouvernement et le Comité national pouvaient faire l'un pour l'autre. La France libre pousserait les Alliés à ouvrir au plus tôt un second front en Europe. Et elle concourrait par son attitude diplomatique et publique à faire cesser l'isolement dans lequel la Russie soviétique s'était vue longtemps reléguée. De son côté, celle-ci nous appuierait à Washington et à Londres dans notre effort pour rétablir en combattant l'unité de l'empire et l'unité nationale[8]. »

Première question : pourquoi de Gaulle a-t-il censuré le compte rendu de l'entretien qu'il adresse à Garreau ? Bien sûr parce qu'il comportait un détail qu'il ne tenait pas, à l'époque, à y voir figurer : l'assurance donnée par lui-même à Molotov de tout faire pour pousser les Alliés à un débarquement en France, et non pas seulement « en Europe » comme il le dit elliptiquement dans ses *Mémoires*, et sans doute pour tenter de dissimuler après guerre à ses lecteurs que le véritable motif du soutien de l'URSS à sa personne était le choix de la France comme zone idéale pour ouvrir le second front… Or, sur ce point, l'introduction du recueil des documents soviétiques (SFO, t. I, p. 16) est catégorique : « L'importante prémisse à la consolidation de la collaboration franco-soviétique était la convergence de vues du gouvernement soviétique et des dirigeants de la France combattante sur la question du second front dans le nord de la France. »

Deuxième question : de Gaulle parle de l'« isolement » dans lequel la Russie se serait vue longtemps reléguée. Qu'en est-il au juste de cet isolement ? Malgré la trahison de Brest-Litovsk qui a libéré les armées allemandes engagées en Russie et la répudiation par les bolchevistes des dettes contractées par la Russie tsariste auprès de la France et de la Grande-Bretagne (pour la France seule, le montant de la dette atteignait une douzaine de milliards de francs de 1914), dès mars 1921, un accord commercial anglo-russe entraîne *de facto* la reconnaissance du gouvernement soviétique : l'Allemagne, l'Italie, la Norvège et d'autres États européens signent à leur tour des accords de ce type. La France reste en arrière de la main mais, lors de la famine de 1921, la Chambre vote dans un but humanitaire un important crédit spécial. En janvier 1922, l'URSS est invitée à participer à la conférence de Gênes chargée d'envisager la

reconstruction économique du continent. En avril 1922, l'URSS et l'Allemagne signent le traité de Rapallo ; en juin 1922, la conférence de La Haye et, en octobre de la même année, celle de Lausanne, consacrent la rentrée de l'URSS dans le concert des nations européennes. Dès 1924, c'est la course de tous les pays à la reconnaissance de l'URSS. En 1932 est signé un pacte franco-soviétique de non-agression et les visites succèdent aux visites. Le 18 septembre 1934, l'URSS est admise à la SDN. En 1935, nouveau traité franco-soviétique, tandis que, parallèlement, l'URSS consolide ses relations avec le Reich. Si l'URSS s'est « isolée » des démocraties par le pacte germano-soviétique, elle en porte donc la responsabilité… Enfin, peut-on parler d'« isolement » pour une URSS alliée au Reich ? Isolée l'URSS ? Alors qu'elle a bénéficié successivement, mais aussi, souvent, *à la fois* de l'alliance franco-anglaise et de l'alliance allemande, laquelle lui a permis de s'annexer les États baltes, la Bessarabie, la Bucovine du Nord, la moitié de la Pologne et une partie de la Finlande… Isolée, l'URSS ? Alors que dès juin 1941, gaullistes, Anglais et Américains se sont précipités au-devant de Moscou avec une ardeur bien oublieuse des insultes d'hier…

Ce fameux « isolement » dont l'URSS aurait été victime est une fiction. Pourquoi de Gaulle, qui connaît son histoire mieux que personne, contribue-t-il donc à propager cette fable, sinon pour présenter ses négociations avec Molotov comme un marché ? Il semble qu'il y ait bien eu marché, en effet, mais pas aux termes que laisse entendre de Gaulle. En réalité, ce 24 mai 1942, de Gaulle ne s'engage pas devant Molotov à aider à sortir de son « isolement » une Russie nullement isolée, mais à faire pression sur les Alliés pour obtenir le débarquement en France. En échange de cette aide, de Gaulle attend de Moscou la promesse de ne pas « détourner les mouvements de résistance de l'obédience du général de Gaulle ». En d'autres termes : de donner l'ordre aux communistes français de s'allier sinon de se rallier à lui. « C'est, écrit Henri de Foucaucourt, un ordre explicite donné au PCF dont Alexis Léger souligne la portée : "De Gaulle prétend savoir que Moscou manipule les communistes français et que grâce à sa politique prosoviétique il s'assurera le contrôle de la France"[9]. »

Manifestement, de Gaulle ne paraît guère – malgré ce qu'il écrit dans ses *Mémoires* – penser à ce moment-là aux « autres périls » que les Soviets, la guerre terminée, « pourraient, de leur fait, dresser ensuite devant le monde »… Alors que les Britanniques, eux, s'inquiètent déjà à l'époque de

la divergence des intérêts anglais et soviétiques après la guerre et de la mainmise du Kremlin sur l'Europe et que, on l'a vu, Churchill ne cesse pour cette raison de plaider pour un débarquement dans les Balkans.

« Rien en Europe ne contrebalancera la Russie »

Dès son retour de Moscou, Eden rédige un mémorandum à l'intention du Cabinet de guerre.

« Si, peut-on y lire, nous supposons l'Allemagne battue, la puissance militaire allemande détruite, et la France affaiblie, tout au moins pour longtemps, rien en Europe ne contrebalancera la Russie… L'URSS occupera sur le continent européen une position imprenable. Le prestige russe sera suffisamment grand pour faciliter l'instauration de gouvernements communistes dans la majorité des pays d'Europe et, naturellement, le gouvernement soviétique sera tenté de travailler dans ce sens[10]. »

Staline ne va pas tarder, avertit Eden, à rappeler sa question sur les frontières de 1941 et mieux vaudrait lui répondre en accord avec les États-Unis.

Pour la frontière russo-polonaise, explique-t-il, personne n'hésitait : nous ne pouvions accepter aucune reconnaissance des limites ouest de l'URSS intéressant le territoire polonais. Pour la zone des États baltes, la situation était plus délicate. Nous ne désirions reconnaître aucun droit aux Soviets sur ces États, mais nous ne pouvions éviter que, le jour de la victoire, l'Armée rouge terminât la guerre en Europe beaucoup plus à l'Ouest qu'elle ne l'avait commencée et nous savions que la Russie victorieuse n'accepterait jamais des frontières plus étroites que celles du 22 juin 1941. C'était fâcheux mais certain, quoique Roosevelt ne parût pas y croire. Le président se montrait sensible aux arguments des Soviets sur leur sécurité et, loin de comprendre que nous devions lier Moscou dès que possible par des accords, il adoptait une attitude d'autant plus tolérante vis-à-vis des exigences du Kremlin que les victoires russes se multipliaient. Nous devions cependant nous attendre à un accroissement correspondant de l'appétit de Staline.

Le mémorandum d'Eden se terminait par ces mots : « La politique soviétique est amorale ; la politique américaine est exagérément morale, tout au moins lorsqu'il s'agit d'intérêts non américains. »

Chapitré par Cordell Hull, Roosevelt fait apparemment marche arrière. En mars, il déclare à l'ambassadeur soviétique, Litvinov, qu'il ne peut souscrire à aucun traité, secret ou non, avant que la guerre soit gagnée mais qu'il est entièrement acquis à l'idée d'accroître la sécurité de l'URSS pour l'avenir. Staline, bien sûr, refuse de se le tenir pour dit. À un projet

britannique dont une clause exclut expressément toute promesse de retour à la frontière russo-polonaise de 1941, il répond par une contre-proposition omettant cette clause et contenant une demande d'approbation de pactes entre l'URSS, la Finlande et la Roumanie.

« Comment voulez-vous que nous poursuivions les négociations avec un gouvernement qui élève invariablement ses prix à chaque discussion ! » dit Eden à Maïski.

Face à la surenchère soviétique, Eden croit trouver la parade, en préparant un projet de traité différent dont l'objet se limite à offrir au Kremlin une alliance défensive contre l'Allemagne d'après-guerre. « Le traité ne mentionnant plus aucune frontière, écrit-il à ses collègues, la position polonaise n'est plus en danger et nous n'avons plus besoin de rassurer nos alliés d'Europe orientale. »

À Londres, Molotov a annoncé d'entrée de jeu qu'« il est venu discuter deux questions, mais que l'une, le second front, revêt beaucoup plus d'importance que l'autre, le traité anglo-soviétique, et que mieux vaut remettre à plus tard l'étude dudit traité si les Anglais refusent d'accepter les conditions minima déjà exposées par les Soviétiques […] ».

« Mon gouvernement, affirme-t-il, tient à récupérer les zones envahies par Hitler et ne transigera en rien là-dessus. Mais une simple récupération des territoires ayant appartenu à l'URSS avant-guerre ne suffit pas : nous voulons consolider nos frontières nord-ouest et sud-ouest. En conséquence, aucune république de l'Union soviétique n'approuvera un traité qui ne serait pas assorti des garanties proposées dans les pactes offerts à la Roumanie et à la Finlande. »

C'est donc l'impasse. Eden sort alors son deuxième projet qu'à sa grande surprise, Molotov finit par signer le 26.

« On voit assez mal pourquoi les Russes acceptèrent de signer notre texte nouveau, qui ne mentionnait pas les frontières, après s'être battus avec tant d'opiniâtreté pour obtenir la reconnaissance de leurs conditions "minima", écrit le Britannique. Le principal but recherché par les Soviets dans ces négociations était l'ouverture d'un second front en Europe dès que possible : probablement, Molotov comprit-il qu'il n'obtiendrait pas satisfaction sur les frontières et pensa-t-il plus avantageux pour l'URSS d'accepter, sur le plan militaire, nos offres nouvelles et de partir pour Washington traité en poche que de provoquer l'échec des négociations. » Molotov revient à Londres le 9 juin, porteur d'un message explosif : il a

amené les Américains à accepter un communiqué proclamant « une entente parfaite sur la pressante nécessité d'ouvrir un second front en Europe en 1942 ». Eden commente : « Nous n'avions pas été consultés sur ce texte que nous n'aurions pu approuver car il contenait un engagement explicite : la promesse du second front, dont nous estimions l'ouverture impossible dans l'année ; toutefois, pour ne pas donner à Hitler la satisfaction de lire deux communiqués contradictoires, Londres s'aligna sur Washington tout en signalant à Molotov les difficultés d'une opération dont le poids retomberait surtout sur les épaules britanniques. »

L'entretien secret de Gaulle-Molotov a-t-il joué un rôle dans le revirement soviétique ? C'est possible : le Kremlin, sachant qu'il peut compter sur l'appui gaulliste sur la question des frontières, décide de faire traîner les choses tout en faisant ce qu'il faut pour que son allié secret gagne un poids qui lui sera utile dans la balance des forces le jour venu.

Dans un télégramme à Garreau en date du 21 juin, de Gaulle écrira en effet :

> Il ne vous a certainement pas échappé que l'article 5 du traité anglo-soviétique du 26 mai laisse en suspens la question des frontières orientales de la Pologne. D'après nos informations, le gouvernement des Soviets a été amené, en présence de la position des États-Unis et de son incidence sur l'attitude britannique, à se contenter à cet égard d'une formule moins explicite que celle à laquelle il avait d'abord songé. Il a fait preuve ainsi de sagesse politique. Dans notre entretien avec M. Molotov, celui-ci ne nous a posé aucune question concernant la Pologne. En revanche, M. Bogomolov s'est enquis de nos sentiments à cet égard ; nous avons adopté l'attitude suivante qui nous paraît la seule conforme aux intérêts généraux de la Pologne aussi bien qu'à ceux de l'Europe. La Pologne a manifesté au cours des épreuves qui se sont abattues sur elle depuis trois ans une vitalité qui la qualifie pour être et demeurer une nation indépendante. Mais l'existence d'une nation polonaise indépendante n'est possible, à notre avis, que sur la base d'un accord avec la Russie. Nous souhaitons vivement que cet accord se réalise et nous entendons bien ne pas nous immiscer dans les contestations qui peuvent s'élever entre les deux pays. En revanche, nous sommes disposés à appuyer dans la plus large mesure les revendications territoriales que la Pologne pourrait faire valoir contre l'Allemagne, soit au nom de sa sécurité militaire, soit en invoquant les nécessités d'ordre économique. Nous ne verrions, en ce qui nous concerne, que des avantages à ce que la Pologne se vît attribuer la Prusse orientale et telle partie de la Silésie qu'elle jugerait indispensable à son industrie. Tel est également le langage que nous tenons ici au gouvernement polonais, lequel a d'ailleurs une certaine tendance à prendre ombrage de nos rapports avec la Russie soviétique[11].

Depuis le 28 janvier précédent en effet, Sikorski et de Gaulle qui avaient jusque-là des « rapports constants et suivis » (*dixit* de Gaulle) sont en froid. Le Polonais, qui mettait en garde le Français contre une politique trop aventureuse avec les Soviétiques, n'a pas trouvé alors l'attention qu'il escomptait et s'est même entendu répondre par son interlocuteur qu'il

refusait de « se déclarer en faveur des prétentions [*sic*] de la Pologne à l'Est ». Une manière détournée de se dire favorable au maintien de la frontière de 1939[12]…

Le gouvernement polonais a donc quelques raisons de « prendre ombrage » de la position gaulliste qui se démarque radicalement de celle des Anglo-Saxons. Qu'apparaît-il en effet à la lecture du télégramme de De Gaulle à Garreau ? D'abord que le chef de la France libre reprend la proposition soviétique de donner à la Pologne une extension à l'ouest ; or, cette proposition n'est pas gratuite dans l'esprit de Staline : elle ne vise qu'à « compenser » ce qu'il arrachera à la Pologne à l'est. Soutenir ce point de vue, c'est, donc admettre *de facto* l'amputation de la Pologne. De Gaulle ne peut pas l'ignorer, pas plus qu'il ne peut ignorer qu'en refusant de s'« immiscer dans les contestations qui peuvent s'élever entre les deux pays », il abandonne en réalité la Pologne à elle-même face à l'ogre russe, rompant ainsi l'alliance séculaire franco-polonaise (alliance dont il fut l'un des acteurs militaires lorsque, en 1920, sous les ordres de Weygand, il participa à la défense de Varsovie contre les troupes de Toukhatchevski) et faisant fi également du protocole confidentiel signé le 27 octobre 1941 entre la France libre et le gouvernement polonais en exil à Londres, établissant entre autres choses que les deux parties contractantes « sont d'accord pour s'assurer réciproquement l'aide et l'appui les plus efficaces en vue de rétablir la liberté et la grandeur de la France et de la Pologne, et s'engagent à soutenir et à faire valoir mutuellement leurs buts de guerre légitimes[13] ».

Et puis, que signifie : « L'existence d'une nation polonaise indépendante, à notre avis, n'est possible que sur la base d'un accord avec la Russie » ? Pour prendre des rapports de force correspondants, cela signifie-t-il que dans l'esprit de De Gaulle, l'existence d'une nation belge ou suisse indépendante n'est possible par exemple que sur la base d'un accord avec la France ?

Et puis encore : à la lumière de ce que fut entre 1939 et 1941 l'expansionnisme soviétique, ce visionnaire qu'est de Gaulle ne voit-il pas que donner la Prusse à la Pologne c'est selon toutes probabilités la donner aussi à Staline ? En réalité, il le voit très bien et il y a un signe qui ne trompe pas : dans son télégramme, de Gaulle parle d'« indépendance » de la Pologne, mais il se garde bien de parler de son « intégrité ». Or nous savons quelle importance il attache à ce mot…

N’est-ce pas précisément le prix de cette « omission » que les Soviétiques acceptent de payer en « souhaitant que toute la France se groupe pour la lutte commune autour du Comité national et que celui-ci oriente les destinées de la France de demain » ?

« Ainsi, écrit Stéphane Courtois, semble écarté par les Russes eux-mêmes, le spectre de la révolution bolchevique en France. Le Général voit sa légitimité renforcée aux yeux mêmes des communistes français, ses principaux adversaires en France, qui se tiennent à l’écart de tous les mouvements de résistance et n’ont encore noué aucune relation avec la France libre[14]. »

De Gaulle ne néglige personnellement aucun détail pour prévenir tout incident avec les Soviétiques. Le 27 mai, soit trois jours après son entretien avec Molotov, il écrit à Catroux : « Il m’est rapporté que vous auriez accepté l’engagement du colonel Rodzianko, Russe blanc, actuellement sujet britannique. Je m’oppose absolument à l’engagement de Rodzianko qui nous attirerait des incidents avec le gouvernement des Soviets très bien informé. Je vous prie de me renseigner d’urgence sur cette affaire[15]. »

Rapporté par qui ? Manifestement par les Soviétiques eux-mêmes…

Le Kremlin a donc maintenant un droit de regard sur les engagements dans les rangs de la France libre !

Parallèlement à ce type de précautions envers un allié particulièrement susceptible, de Gaulle, pour renforcer ses chances d’un contact avec les communistes français, durcit le ton contre Vichy. Le 25 mai, dans un discours à la radio de Londres, il déclare :

> Ainsi, malgré le désastre et le soi-disant armistice, malgré l’oppression écrasante de l’envahisseur, malgré la trahison inlassable des hommes qui ont usurpé les attributs du gouvernement, malgré la propagande acharnée de ces gens et de l’ennemi qui monopolisent pour les empoisonner toutes les sources de l’information publique, malgré les exécutions, les détentions, les représailles, la France, au pire moment de cette troisième année de guerre, la France combat toujours […]. Elle méprise infiniment les vociférations de l’ennemi qui l’accuse de servir l’étranger. Oui, certes, elle est probritannique, prorusse, proaméricaine pour cette raison que la victoire des Britanniques, des Russes, des Américains doit être en même temps sa victoire. Elle demeure dans leur camp malgré ce que cela lui coûte pour que dans leur camp soient servis, défendus, représentés par elle, l’âme, l’honneur, les intérêts de la France.

L’offensive contre Vichy n’en est qu’à ses débuts. Le 11 juin, de Gaulle menacera : « L’ennemi et les traîtres auront beau, quelque jour, chercher à

fuir le châtiment en reniant leurs propres crimes, l'ennemi et les traîtres paieront ! »

En même temps qu'il tonne contre Vichy, de Gaulle, fort sans doute de l'appui des « masses », dénonce avec vigueur ses concurrents éventuels. Le 27 mai, au cours d'une conférence de presse, il déclare : « La France a été naturellement bouleversée jusque dans ses profondeurs par le désastre et par les conséquences du désastre. À cause de cela, beaucoup d'hommes qui paraissent encore à l'étranger représenter réellement une fraction importante du peuple français, en réalité ne la représentent plus, parce que dans sa douleur, croyez-moi, le peuple français a fait une révolution. »

Le 11 juin, même antienne contre les anciens hommes politiques : « La France avait été plongée dans une crise de régime où fleurissaient parmi ses dirigeants politiques et militaires la médiocrité, la routine et l'abus. »

Entre-temps, les relations avec les FTP ont connu une interruption brutale avec la capture de René-Georges Weill le lendemain même de son parachutage. Arrêté par la Gestapo, le capitaine s'est suicidé. Une série d'arrestations, dont celle de François Faure, ont au même moment dévasté le réseau Confrérie Notre-Dame. Ne disposant d'aucun autre agent en zone occupée (Rémy est à Londres) susceptible de renouer le contact avec les troupes communistes, le BCRA télégraphie à Moulin le 9 juin : « Savons que groupes action Parti Communiste sont prêts à coopérer en ZO – Sommes décidés leur fournir moyens liaison radio et explosifs – avons perdu contact ; Vous demandons si vous pouvez nous signaler moyen reprendre ce contact […].

« Considérant dangereux envoyer un de nos représentants, sommes prêts recevoir leur mandataire à qui faciliterons voyage à Londres – Extrême prudence recommandée[16]. »

Faute de personnel adéquat, le BCRA change donc son fusil d'épaule : il souhaite maintenant que ce soient les FTP qui envoient une équipe (un officier de liaison et un radio) à Londres. Mais, précise Baynac, le BCRA est très clair : Moulin doit seulement dire s'il connaît un moyen de renouer. On ne lui demande pas du tout de rétablir personnellement la liaison. Pourtant, le 20, Moulin annonce son prochain départ pour la zone occupée vers le 2 juillet « pour avoir ou reprendre certains contacts », et il récidive le 28 en affectant de ne pas avoir compris la demande de Londres : « Objet envoi d'un mandataire communiste Londres – Ai possibilité contact avec

dirigeants com. ZNO (zone non occupée) mais siège Action étant ZO (zone occupée) compte profiter mon séjour ZO pour faire proposition[17]. »

Entre-temps, selon Cordier, Moulin aurait obtenu grâce au mouvement Combat la liaison avec Marrane, le représentant du PC en zone libre, qui lui aurait donné cette possibilité de contacter à Paris la direction du PC. Ce que conteste toutefois Baynac pour des raisons de date : le patron de Combat, Frenay, fixant sa première rencontre avec Marrane fin 1942 voire début 1943…

Quoi qu'il en soit, le BCRA réagit dès le 1er juillet au télégramme de Moulin pour lui « interdire formellement de prendre contact avec les communistes dans la zone occupée, parce que c'est trop dangereux du point de vue de la sécurité ; d'ailleurs, le contact est en train d'être renoué ». Et le 3 juillet, Londres réitère son interdiction : « Il (Moulin) doit seulement travailler en zone occupée par l'intermédiaire d'un agent de liaison. »

Mais Moulin n'en fait qu'à sa tête (ce qui illustre la thèse de Baynac d'une prise de distance progressive de Moulin par rapport au gaullisme) et gagne Paris où il va rester du 2 au 19 juillet. Le 22 juillet, de retour en zone libre, il adresse trois télégrammes au BCRA :

Compte rendu voyage ZO nombreux contacts pris ou repris.
1) Pour constitution groupe para[militaire] – organisation touche dès à présent 7 départements et Paris.
2) Avec parti communiste a/s [au sujet] mission m'avez confiée – aurai réponse prochaine – Vous demande de ne pas agir ailleurs pour ne pas gêner mon action – à suivre.
Suite du 44 du 22 juillet
3) Avec Services secrets russes.
4) Avec Grand Conseil Maçonnique reconstitué.
5) Avec personnalités politiques, administratives et policières.
6) Pour tous ces contacts ai mis agents personnels en place et organisé liaisons régulières ZO-ZNO[18].

Le traitement de cet épisode par les historiens gaullistes ne manque pas d'intérêt :

Pour Crémieux-Brilhac qui a pourtant eu accès aux fameux télégrammes, il n'y a rien à en dire : « On ne voit pas, écrit-il, que Jean Moulin, qui n'a passé que dix-sept jours de 1942 à Paris, en juillet, ait joué aucun rôle dans ce rapprochement (de la France libre) avec le PCF[19]. »

Pour Cordier, Moulin avait « prévu depuis plusieurs semaines d'effectuer un court séjour en zone occupée ». Mais, rétorque Baynac : 1)

Cordier ne précise pas qu'à l'origine ce voyage ne concernait en rien le parti communiste, 2) Ce déplacement était demeuré inconnu du BCRA, 3) Il (Cordier) ne cite pas les télégrammes du BCRA interdisant à Moulin de se rendre à Paris.

« Les trous dans la documentation de Daniel Cordier, conclut Baynac, l'ont autorisé à proclamer en 1999 : "Ces télégrammes (ceux de juin qu'il a cités) sont la preuve que, non seulement tous les contacts de Moulin (à Paris) ne se firent pas à l'insu de la France libre, mais qu'ils étaient officiels et entraient dans le cadre de sa mission." Encore plus catégorique en 1989, il n'avait pas craint de soutenir : "C'est le BCRA qui demanda à Jean Moulin de prendre contact avec les communistes" ; ou encore : "à propos de cette mission que lui avait confiée le BCRA […]" ; ou aussi : "C'est seulement à la demande de BCRA qu'il prit contact avec le parti communiste"[20]. »

Si on peut estimer justes les réserves de Baynac, on peut cependant aussi estimer qu'il y a une part de vérité dans ce qualificatif d'« officiels » brandi par Cordier, car si Moulin n'a pas hésité à braver le BCRA, c'est évidemment qu'il se savait couvert.

Et cela confirme bien que de Gaulle lui a donné dès le début, et à l'insu du BCRA, les deux zones comme champ d'action, condition *sine qua non* pour mener à bien sa mission d'« intégrer les communistes dans l'organisation de la France combattante ». Ce qui (Moulin *dixit*) s'est traduit, avec hommes et moyens à la clé, par la mise en place d'une liaison durable, y compris entre les deux zones.

Reste deux inconnues : comment Moulin a-t-il pris contact avec la direction clandestine du PC et, plus fort encore, avec le chef des services secrets soviétiques en France ?

On peut trouver un début de réponse dans cette affirmation de Trepper lors de son interrogatoire par le NKVD à Moscou, le 19 novembre 1946 : « Pendant l'Occupation en France, Moulin (MYJEH) était délégué du mouvement gaulliste et il séjournait illégalement à Paris. En 1942, *via* Harry (Robinson) et moi-même, il a organisé une rencontre avec un représentant du Comité central du parti communiste français pour négocier l'envoi d'un délégué du parti communiste à Londres pour résoudre les questions du mouvement de résistance en France […][21]. »

Baynac précise à ce sujet que Trepper confond sans doute ici l'envoi de Grenier à Londres en janvier 1943 avec le « mandataire » communiste

réclamé en juin par Passy.

Reste encore à savoir comment Moulin a pu contacter assez facilement en cette période particulièrement dangereuse pour les clandestins – et quel ! – le chef du Service secret soviétique en France, Harry Robinson.

On ne peut qu'imaginer qu'il le connaissait d'avant-guerre. Ce qui renvoie une fois encore au livre de Wolton.

Reste enfin à savoir quel a bien pu être l'objet de leur entretien, ce qui peut relancer certaines spéculations et contribuer à nourrir l'« énigme » Moulin.

De Gaulle envisage de s'installer en URSS

Tandis que Moulin fait feu de tout bois sur le territoire français, tant en zone libre qu'occupée, la présence à Londres de Pierre Brossolette n'est pas étrangère à un regain de pugnacité gaulliste. En effet, Brossolette est venu renforcer le clan Passy avec lequel il se découvre une identité de vues à peu près complète sur tous les problèmes qu'il juge essentiels : adhésion sans réserve au « gaullisme », condamnation sans appel de la III^{e} République et des « vieux » partis – sans excepter la SFIO dans les rangs de laquelle Brossolette avait milité pourtant jusqu'à la guerre –, rôle du BCRA.

En ce qui concerne les vieux partis, Brossolette et Passy s'accordent cependant avec le commissaire à l'Intérieur, André Diethelm, sur l'« intérêt qu'il peut y avoir, en dehors de tout mandat donné par leurs partis, à attirer à Londres un certain nombre de personnalités politiques représentatives ». C'est à Philippe Roques, ancien collaborateur de Georges Mandel, qu'est confié le soin de grouper ces parlementaires résistants dont certains, comme Félix Gouin, manifestent quelque réserve à l'égard de la France combattante. Il n'est d'ailleurs pas le seul : lors d'une visite à Bourrassol où Léon Blum est détenu, il s'entend dire par le dirigeant socialiste :

> Je suis plein d'inquiétude sur ce qui se passe à Londres. Je reçois de là-bas des lettres, des messages tantôt débordants d'enthousiasme, tantôt pleins d'amères critiques ; vous savez que nombre de nos amis ont rallié dès le premier jour le général de Gaulle, tels Georges Boris et Maurice Schumann ; d'autres, par contre, Marthe et Louis Lévy, Georges Gombault sont plus que réticents et sont sur la réserve ; je n'arrive pas dans ces conditions à y voir clair et, cependant, il serait tragique pour la France que la désunion en vienne à briser l'admirable élan qui dresse les patriotes contre l'ennemi et la domesticité qui l'entoure. Pour nous, socialistes, le devoir est net : y manquer serait déshonorant. Nous avons rallié de Gaulle librement, loyalement ; il faut sceller autour de lui un bloc infrangible. Je crois qu'il y a urgence à avoir auprès de De Gaulle quelqu'un qui ait ma confiance et qui sera pour moi un observateur impartial ; il faut que je puisse voir clair dans le jeu qui se mène à

Londres, aussi bien dans l'entourage du Général que dans les rangs de ceux de nos amis qui s'en tiennent à l'écart[22].

Il est donc décidé que Gouin se rendra à Londres mais, pour déjouer la curiosité de Passy, il est prévu qu'il informera son chef par le canal du premier secrétaire de l'ambassade américaine à Londres, M. Matthews, un « ami fidèle » de Blum.

Certes, écrit Noguères, ces précautions révèlent de la part des dirigeants socialistes une certaine prudence à l'égard des gaullistes. Néanmoins, le départ pour Londres d'un envoyé « officiel » du parti socialiste clandestin, dûment mandaté par Léon Blum comme son représentant personnel, peut être considéré par Jean Moulin comme une nouvelle étape vers le ralliement à la France libre de toutes les « familles » de la Résistance. […] Jean Moulin va donc pouvoir s'attaquer maintenant – poursuivant cette centralisation des moyens qui lui donnera barre sur les mouvements – à la réorganisation, ou plutôt à l'organisation des liaisons aériennes : le jour où il tiendra entre ses mains la radio, les atterrissages et les parachutages, tous ses autres objectifs, qu'ils soient militaires ou politiques, deviendront accessibles[23].

En ce mois de juin 1942, la situation de la France libre s'améliore donc tant sur le plan intérieur, où elle enregistre une influence grandissante, que sur le plan international. En effet, si les relations gaullo-soviétiques sont ce que nous savons, les relations entre le Comité national et le *State Department* paraissent brusquement se détendre.

Le 1er juin, de Gaulle rencontre de nouveau John Winant pour une « longue et satisfaisante conversation ». Anthony Eden assiste à l'entretien. C'est lui, d'ailleurs, qui l'a provoqué. Les trois hommes s'expliquent « franchement » sur la position du mouvement gaulliste par rapport à ses alliés, et plus spécialement par rapport au gouvernement des États-Unis. « Tous les éléments des difficultés existant entre nous et Washington ont été examinés, écrira de Gaulle à Adrien Tixier le 3 juin. Je suis persuadé que Winant avait des instructions du *State Department*. »

De Gaulle tire trois conclusions de cet entretien pour le délégué de la France libre à Washington :

– Cordell Hull et Sumner Welles commencent à comprendre que leur attitude à l'égard de la France libre est devenue insoutenable, tant en ce qui concerne l'opinion mondiale que vis-à-vis des autres Alliés.

– Le gouvernement des États-Unis se rend compte, « quoique d'assez mauvais gré », que le rassemblement national s'effectue en France autour

du gaullisme et que le redressement de la France dans la guerre n'est concevable que par la France libre.

– Une fois la détente accomplie, il y aurait intérêt à ce que lui, de Gaulle, se rende aux États-Unis pour une explication « directe et personnelle » avec Cordell Hull.

Pourtant, le 6 juin, trois jours à peine après ce télégramme à Tixier, tout est remis en question. De Gaulle demande à voir Bogomolov.

De Gaulle, écrit ce dernier à Molotov, a commencé comme d'habitude par se plaindre de ses difficultés avec les Anglo-Saxons. D'après ses informations, il y aurait eu un accord entre les Américains et les Anglais aboutissant à la prise de Dakar par les premiers et à celle de la région du fleuve Niger par les seconds. Ces informations lui sont parvenues directement d'Afrique par ses représentants. Il y a peu, il a demandé au gouvernement anglais de lui donner la possibilité d'aller inspecter les troupes françaises en Afrique et Eden le lui a refusé sous le prétexte qu'il y allait avoir bientôt des conférences sur la question du second front à Londres et que sa présence était indispensable. De Gaulle pense que ce refus – bien qu'adressé de façon très aimable – est lié aux opérations en préparation à Dakar et dans la région du fleuve Niger. Il s'agit là, considère-t-il, d'un exemple flagrant de l'impérialisme américain qui a la prétention de jouer le rôle de dirigeant et de chef suprême des États européens. À ce sujet, il m'a donné une information de l'agence Reuter sur le discours à Philadelphie du secrétaire du « Comité des amis américains », Clarence Pickett, qui confirme que, de la même façon que l'Allemagne impose aux pays occupés et semi-dépendants le statut de gouvernement qu'elle désire, de même les USA devront s'ingérer après la guerre dans la question du statut des gouvernements européens. Évidemment, les USA défendront des candidatures démocratiques[24]. Pour être encore plus convaincant, de Gaulle m'a transmis une note imprimée sur rotative contenant des informations sur la politique internationale d'un certain « Comité anglais-étranger sur l'information ». Dans cette note, l'impérialisme américain est clairement exprimé[25]. M'ayant lu ce passage, de Gaulle a dit qu'il considère ce point de vue juste et il a ajouté que parmi les gens rassemblant ce genre d'informations il y a des gens liés au *Foreign Office*. En tout cas, a dit de Gaulle, les Américains veulent s'emparer de Dakar et les Anglais de la région du fleuve Niger. Du point de vue militaire, c'est tout à fait compréhensible. Les USA et l'Angleterre ont perdu leurs colonies en Orient et veulent les compenser en Afrique, mais est-il possible de le faire en ignorant la France à qui appartiennent ces colonies ? J'ai demandé à de Gaulle s'il pensait que, dans le cas présent, il y avait eu un accord avec le gouvernement de Vichy. « Certainement pas », a-t-il répondu. C'est une aventure purement américaine. À Dakar, il faut s'attendre à de grands affrontements entre Américains et Français. Suite à ces affrontements, Dakar sera peut-être obtenu par les Américains comme base militaire mais, politiquement, c'est Pétain, Laval et les Allemands qui gagneront. Pétain dit toujours que de Gaulle est un agent anglais qui a vendu la France aux Anglais […]. Si les Américains prennent Dakar et les Anglais le Niger, alors le peuple de France dira : « De Gaulle ne défend pas la France, il l'a vendue aux Anglais. Il ne les empêche pas de voler l'empire français. » De Gaulle a dit très fermement que cette situation est insupportable pour lui et que, dans le cas où les Américains et les Anglais parviendraient à s'emparer des colonies françaises sans accord avec lui, alors il refuserait publiquement toute collaboration avec l'Angleterre. « C'est ma dernière carte, a-t-il conclu, je ne peux pas attendre ! »

Je lui ai dit que je comprenais parfaitement la difficulté de sa situation et je lui ai rappelé que le gouvernement soviétique lui a promis de le soutenir en tant que chef du mouvement s'appuyant sur les forces antihitlériennes, sur les forces antifascistes de France. En même temps, je lui ai dit que le gouvernement de l'URSS, non seulement mène cette guerre dans la solitude, mais encore est seul à

prendre des initiatives en vue d'organiser toutes les forces qui peuvent accélérer la victoire. Parmi ces forces en Occident, nous aimerions voir non seulement les USA et l'Angleterre, mais aussi la France que nous voudrions voir rétablie dans tout son éclat et dans toute sa grandeur. De Gaulle a fait remarquer avec tristesse que l'Angleterre et les USA, qui préparent le débarquement des troupes en France, l'ignoraient.

À la fin de l'entretien, de Gaulle m'a demandé sous forme d'hypothèse : « En cas de rupture totale avec les Américains et les Anglais, est-ce que le gouvernement de l'URSS serait prêt à m'accueillir moi, mes gens et mes troupes sur son territoire ? Bien sûr, c'est le dernier pas. Les Anglais ne me donneront même pas un avion avec un équipage de cinq hommes et j'ai ici dix-huit mille hommes et parmi eux cinq mille marins, personnalités militaires et civiles. »

J'ai répondu qu'il s'agissait d'une question sérieuse et que je la soumettrais à mon gouvernement. […] Je lui ai demandé de ne pas se presser pour prendre une décision extrême[26].

« Cette démarche, remarque Jean-Baptiste Duroselle, permet de mesurer le degré de la tension entre Français et Britanniques[27]. » Certes. Mais de Gaulle pouvant, comme il l'avait d'ailleurs déjà envisagé, choisir de se retirer à Brazzaville, terre française ralliée à la France libre, cette démarche permet aussi de mesurer le degré de la confiance qu'il éprouve à l'égard des Soviétiques…

À Londres, d'ailleurs, la soviétophilie est de rigueur dans les rangs du Comité national comme en témoigne cette note sur l'Union soviétique signée par Jacques-Camille Paris, l'un des collaborateurs de Dejean :

L'évolution naturelle d'une humanité ayant comme idéal le bien-être général des masses ne peut avoir lieu que dans des cadres suffisamment élastiques lui permettant de s'adapter sans à-coups à toutes nouvelles conceptions (scientifique, économique, etc.) provoquées par des progrès incessants. Les Soviets l'ont compris. Si on étudie de près les systèmes appliqués par différents États, on s'aperçoit que certains d'entre eux, étant par trop rigides, sont voués tôt ou tard à une paralysie capable d'hypothéquer le futur. Un tel état de choses peut avoir des répercussions imprévues et malheureuses. Comme illustration, prenons les exemples de deux systèmes connus : le système Taylor et le système Stakhanov. Tous deux ont en vue l'obtention d'un rendement industriel toujours plus grand. Le système Taylor qui, en Amérique, a été le responsable d'un développement inouï, porte en lui son germe de mort. En effet, il se base sur l'idée que l'homme est né paresseux, que ce sont les meilleurs travailleurs, partant les plus jeunes, les mieux doués physiquement, qui doivent établir les barèmes de production. Le résultat mathématique est que les moins favorisés, les plus âgés, deviennent inutiles ou sont mis dans l'obligation de travailler dans des conditions dangereuses, parfois inhumaines (l'auteur de ces notes l'a constaté en Amérique lorsqu'il étudiait la question travail[28]). En Russie, au contraire, le système Stakhanov ne demande pas à tout un chacun d'accomplir un effort au-dessus de ses forces : il n'exige du travailleur qu'un effort intelligent dans l'exécution de la tâche qui lui est confiée. Ce système est basé sur une harmonieuse combinaison mentale et manuelle. Le système Taylor abaisse l'homme au rang de la machine, le système Stakhanov, lui, relègue au contraire la machine à sa juste place. Le premier de ces systèmes ne peut qu'engendrer fatalement du mécontentement avec toutes ses conséquences. Le deuxième, de par sa flexibilité, ne peut, comme il a déjà été prouvé, qu'être une source d'amélioration constante. Conclusion : le Français est né individualiste. Cependant, bien que cela puisse sembler paradoxal,

son pouvoir analytique, de synthèse, de logique, lui permettront de profiter de l'expérience russe qui n'est pas, n'en déplaise à ses détracteurs, le communisme de guerre du début. La paix régnera sur notre planète lorsque la France arrivera avec toutes les autres nations à ériger en doctrine qu'il faut empêcher à tout prix l'exploitation de l'homme par l'homme[29].

Cette soviétophilie des milieux gaullistes – soviétophilie, qui va jusqu'à emprunter au marxisme-léninisme sa philosophie, ses slogans et son messianisme – est telle que, le 23 juin, lorsque Vychinski demandera à Garreau d'apporter un changement au texte du communiqué commun sur l'entrevue de Gaulle-Molotov, le délégué du CNF l'acceptera sans difficulté. Il ne s'agira certes que d'ajouter deux mots à la phrase « voir la France libre et capable de nouveau d'occuper en Europe et dans le monde sa place de grande puissance » qui deviendra ainsi : « voir la France libre et capable de nouveau d'occuper en France et dans le monde sa place de grande puissance *démocratique*, *antihitlérienne* »…

Aussitôt ce sera le scandale dans les milieux dirigeants anglo-saxons (scandale dont Bogomolov se fera l'écho dans une lettre adressée le 15 octobre suivant à Molotov), parfaitement au fait de l'usage systématique que les communistes font du terme « démocratique » et qui soupçonnent à juste titre le gouvernement soviétique d'en être l'auteur… Et la toute récente considération dont jouissait alors de Gaulle auprès du département d'État et notamment auprès de l'équipe Cordell Hull-Sumner Welles s'évanouira complètement pour cause de servilité idéologique. De quel poids a pesé ce mot dans la décision de Roosevelt d'écarter de Gaulle des préparatifs du débarquement en AFN ? Nul ne le sait avec exactitude. Mais il est certain qu'il a pesé lourd.

Les reniements de Cachin

« On m'a demandé si j'approuvais les attentats individuels contre la vie des soldats de l'armée allemande ? Je réponds que les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai ni préconisés ni suscités. J'en ai toujours détourné mes camarades. »

L'auteur de ces propos que publie le journal *La Gerbe* dans son numéro du 11 juin n'est autre que le vieux leader communiste Marcel Cachin.

Par la voix de Cachin, le parti communiste vient-il de signer son ralliement au général de Gaulle ? Ce dernier a quelque raison de le penser :

Cachin ne lui a-t-il pas adressé une lettre personnelle au cours de l'hiver 1941-1942 par l'intermédiaire d'un jeune résistant, Claude Robinet[30] ?

En outre, citant pour la première fois depuis longtemps le nom de De Gaulle, *L'Humanité* du lendemain (12 juin) lui rend hommage en écrivant : « Que les ouvriers s'unissent pour agir et que les militants dont naguère le général de Gaulle exaltait le patriotisme, s'unissent avec les communistes pour la lutte libératrice. »

De Gaulle est donc en droit de penser que ses efforts pour établir le contact avec les dirigeants du PCF ont fini par payer…

Il n'en est rien cependant, comme le montrera la réaction du PCF aux propos de Cachin. En septembre de la même année, en effet, la direction du PCF décidera d'enlever le vieux leader et de le mettre hors circuit. « Tout autre que Cachin, dit Courtois, eût sans doute été exécuté comme traître pour un tel désaveu public de la politique du parti, mais il est membre du PCF, il a rencontré Lénine, il est le lien vivant entre le mouvement ouvrier et les socialistes d'avant 14 et le jeune mouvement communiste français ; il est le symbole de la continuité révolutionnaire qui court de la Révolution française à 1848, la Commune, 1920 et 1936[31]. »

Cachin ne s'est jamais expliqué publiquement sur les circonstances qui ont entouré sa déclaration du 11 juin. Certains affirment que ce passage est détaché d'une grande lettre de Cachin aux autorités allemandes et dans laquelle il déclarait qu'il avait toujours été partisan d'un rapprochement franco-allemand. Ils affirment également que c'est grâce à ce désaveu de la politique de son parti que Cachin recouvra la liberté et la fit recouvrer à certains membres de sa famille. Quoi qu'il en soit, l'attitude de Cachin sera rapidement et sévèrement « jugée » par ses camarades. En juillet 1942, sous le titre « Cachin a trahi », *La Vie ouvrière* écrira : « Le vieux Cachin, qui pendant des dizaines d'années fut un militant révolutionnaire compétent et un hardi défenseur du prolétariat, vient de trahir pour sauver sa peau. Arrêté, il n'a pas hésité, pour recouvrer sa liberté et retourner tranquillement vivre dans son castel breton, à faire des dépositions qui ont permis l'arrestation d'un certain nombre de nos camarades. La classe ouvrière vomira ce vieillard sénile qui a trahi comme beaucoup d'autres. »

C'est Benoît Frachon, directeur de *La Vie ouvrière* qui est sans aucun doute l'auteur de ces lignes ; c'est pourtant lui qui adressera le 2 mai 1946 une lettre au journal *L'Époque* qui a mis en cause Marcel Cachin. Fait curieux : la lettre de Frachon ne conteste pas la déclaration de Cachin, mais

conteste en revanche la citation de *La Vie ouvrière* stigmatisant la conduite du sénateur communiste… Frachon affirme – sans en apporter la preuve – que le numéro de *La Vie ouvrière* condamnant la forfaiture de Cachin est un faux numéro imprimé par les doriotistes…

> Cet incident, écrira Marcel Ceyrat après la guerre, permet de saisir sur le vif l'étrange conception que les communistes ont de la morale. Pour tout le monde, ce qu'il y a de scandaleux dans la conduite de Cachin, c'est qu'après avoir renié ses amis et acquis sa tranquillité au prix de ce reniement qu'on ne peut contester, il vienne aujourd'hui se faire le champion de l'héroïsme et tancer les tièdes dans les colonnes de *L'Humanité* dont il a repris la direction. Pour tout le monde, c'est là qu'est le scandale. Mais pour Benoît Frachon communiste, le scandale ce n'est pas le reniement de Cachin, dont il ne souffle mot ; ce qui lui paraît scandaleux par contre, c'est qu'on puisse croire que *La Vie ouvrière* a désavoué la lâcheté du vieux militant communiste[32].

Après ce moment de « défaillance » et une fois sa personne à l'abri, Marcel Cachin se ressaisit. En avril 1943, *L'Humanité* publiera de lui un appel où cette fois, sur le mode lyrique, il invite aux actes de terrorisme :

> Que pas un coin de territoire ne se dérobe au devoir. « Organisons l'effrayante bataille de la patrie », nous crie Victor Hugo. « O, francs-tireurs, allez, traversez les halliers, passez les torrents, profitez de l'ombre et du crépuscule, arpentez dans les ravines, glissez-vous, rampez, ajustez, tirez, exterminez l'ennemi. » Pour moi, ma place est marquée au milieu de mes compagnons de lutte. Elle est marquée toujours dans le parti communiste qu'aucun emprisonnement, aucun chantage, aucune menace n'a jamais pu me faire renier. Ce sera l'éternel honneur du parti communiste français de s'être toujours placé à la pointe du combat contre les ennemis de la France et de la liberté. Ses militants se sont levés avant le jour pour lutter contre le fascisme. Aujourd'hui plus que jamais, ils veulent se lier avec tous les patriotes français qui considèrent, comme le général de Gaulle, que la libération de la France est inséparable de l'insurrection nationale. J'entends rester solidaire de ces lutteurs et de ces victimes de la répression. C'est à leurs côtés que je garde ma place jusqu'à mon dernier souffle[33].

Un autre dirigeant du parti communiste, Racamond, sera également cloué au pilori par ses anciens camarades. Vers la mi 1943, un tract ayant pour titre « Parmi tant de héros, un lâche », déclarera : « La poignée de traîtres au service de l'ennemi se réjouit de ce que… un lâche se soit abaissé à payer sa liberté d'un reniement et d'une trahison. Racamond a été libéré par les Boches après avoir signé une déclaration condamnant les patriotes qui luttent pour la libération de la France. Cette déclaration dictée par les Allemands eux-mêmes, dénonce ce que les traîtres appellent "les actes de terrorisme contre les troupes allemandes". Ils ont pensé que la signature d'un homme qui fut un militant et qui n'est plus qu'un personnage

avili et déshonoré par son acte influencerait les ouvriers qui eurent confiance en lui et les détournerait de leur devoir de patriotes… »

Ce tract signé « le parti communiste français » précisera ce que *La Vie ouvrière* avait, quelques semaines plus tôt, laissé entendre : « Nous avons appris que Racamond était sorti de prison. Nous ignorons les circonstances de sa libération. Nous nous bornons pour l'instant à rappeler que, pour nous comme pour tous les Français dignes de ce nom, la résistance à l'ennemi est un devoir sacré et que tout homme, quel que soit son passé, qui cède à la pression ou à la menace de l'envahisseur et le sert sous quelque forme que ce soit n'est plus digne que du mépris de la classe ouvrière. »

S'agit-il cette fois encore d'un faux tract ou d'un faux numéro de *La Vie ouvrière* ?

Racamond ne s'est, lui non plus, jamais expliqué sur ces accusations ni sur son emprisonnement ni, surtout, sur les circonstances qui ont entouré son élargissement. Mais, à l'exemple de Cachin, sa conduite ne l'empêchera pas de reprendre sa place au comité central du PCF dès la Libération et de siéger au bureau de la CGT en qualité de secrétaire confédéral. Le 15 août 1944, dans le rapport qu'il présentera au comité central, Jacques Duclos fera allusion au texte de Marcel Cachin ainsi qu'à la trahison de Racamond. Rappelant les attentats perpétrés contre les officiers allemands, il déclarera : « C'est alors que dans nos rangs, certains éléments essayèrent de combattre théoriquement notre politique et parlèrent d'actes individuels ; en vérité, ils reculèrent devant le combat » ; Marcel Cachin et Racamond étaient présents. « On jugera d'après ce détail, note Maurice Ceyrat, du mépris dont sont l'objet le "vénéré" camarade Cachin et Racamond de la part des autres membres du parti. Mépris justifié d'ailleurs, si l'on songe que quelques jours plus tard, au meeting du Vel' d'Hiv, Cachin et Racamond applaudissaient ostensiblement quand les orateurs condamnaient la lâcheté de certains éléments qui n'étaient autres qu'eux-mêmes ! »

Le chef de guerre devient chef politique

Ce mois de juin 1942 est décidément celui des déclarations puisque le 15, le Comité d'action socialiste proclame : « Pour nous, le général de Gaulle est le symbole naturel et nécessaire de la Résistance et de la Libération. »

Ce même jour, Dejean dit à Bogomolov que de Gaulle a exagéré le différend franco-anglais et qu'une négociation est en cours pour la

reconnaissance par la Grande-Bretagne du Comité national comme représentant de la France combattante[34]. Sur sa lancée, Dejean demande aux Soviétiques, qu'à défaut de considérer la France combattante comme le gouvernement légitime de la France, l'URSS suive la position britannique. Les Soviétiques, à qui de Gaulle avait demandé de l'accueillir à Moscou le cas échéant, ne se formalisent pas de la volte-face du chef de la France libre. Toute la presse soviétique du 23 publiera même le télégramme de De Gaulle à Staline le félicitant de la résistance du peuple russe et lui exprimant son admiration et sa confiance dans la victoire commune. Le texte figure en première page des journaux, « intercalé intentionnellement, précise Garreau, entre le télégramme de Winston Churchill et celui de Cordell Hull alors que les messages coutumiers des autres gouvernements alliés ne seront publiés qu'en quatrième page[35] ».

Il est vrai qu'entre-temps il y aura eu deux autres déclarations d'importance.

La première de Laval, le 22, qui, invitant les travailleurs français à se rendre volontairement en Allemagne, a prononcé la phrase fameuse : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que sans elle, le bolchevisme demain s'installerait partout. »

La seconde de De Gaulle qui, le lendemain, a déclaré dans un message publié par la Résistance :

> Les derniers voiles sous lesquels l'ennemi et la trahison opéraient contre la France sont désormais déchirés. L'enjeu de cette guerre est clair pour tous les Français : c'est l'indépendance ou l'esclavage. Chacun a le devoir sacré de faire tout pour contribuer à libérer la patrie par l'écrasement de l'envahisseur. Il n'y a d'issue et d'avenir que par la victoire : mais cette épreuve gigantesque a révélé à la nation que le danger qui menace son existence n'est pas venu seulement du dehors et qu'une victoire qui n'entraînerait pas un courageux et profond renouvellement intérieur ne serait pas la victoire. Un régime, social, moral, politique, économique, a abdiqué dans la défaite, après s'être lui-même paralysé dans la licence. Un autre, sorti d'une criminelle capitulation, s'exalte en pouvoir personnel. Le peuple français les condamne tous les deux. Tandis qu'il s'unit pour la victoire, il s'assemble pour une révolution.

Révolution. Une fois de plus, le grand mot est lâché, marqué, comme toujours chez de Gaulle, du sceau de l'ambiguïté.

Chacun, d'ailleurs, y met aussitôt ce qu'il veut. Selon Charles Tillon, le chef des FTP, les communistes jugent la déclaration d'« esprit républicain » et la trouvent « rassurante pour les organisations démocratiques ». Quant aux socialistes, ils écrivent dans *Le Populaire* du 15 juillet : « Si nous en

croyons quelques commentaires officieux, le général de Gaulle dénonce dans cette “licence” les nombres énormes de chômeurs, les autodafés de blé, les destructions de stocks au moment où les populations du monde manquaient de tout et auraient pu se partager les richesses insoupçonnées du globe. Cette critique du monde bourgeois sous une telle plume serait le plus bel hommage que l’on pourrait nous rendre. Si le sens de ces propos est bien celui-là, alors nous nous associons sans réserve au texte publié […]. »

Si pour la gauche et l’extrême gauche, les choses sont claires, il semble qu’elles le sont tout autant pour les milieux de la Résistance non communiste, et même violemment « anti ». Il y a donc fort à parier que ce consensus purement artificiel éclatera lorsque les mots se préciseront. « En réalité, écrira plus tard Frenay, il [le message de De Gaulle] marquait un grand tournant dans l’idée que le chef de la France libre se faisait de son rôle. En effet, de Gaulle, jusque-là, c’est-à-dire pendant deux ans, avait été un chef de guerre dont le seul objectif, d’ailleurs grandiose, était de maintenir la France dans le camp des Alliés pour lui permettre d’être présente à la victoire. Ce jour-là, le 24 juin 1942[36], date du message qu’il nous adresse, il cesse d’être seulement un porte-drapeau dans le combat, il devient aussi un chef politique dont l’horizon s’étend bien au-delà de la guerre[37]. »

Jean Moulin est-il pour quelque chose dans cette soudaine unanimité ?

« Ce serait, en tout cas, écrit Noguères, bien dans son rôle de délégué du général de Gaulle de veiller à ce qu’il y ait du côté de la Résistance le moins de fausses notes possibles à l’égard du gaullisme. En effet, pour quiconque se tient informé, il n’est pas douteux que de Gaulle ne tardera pas à avoir, en la personne du général Giraud – quels que soient les termes dans lesquels celui-ci a fait acte d’allégeance à Pétain – un challenger sérieux[38]. »

Giraud, dont Laval a stigmatisé dans son discours du 22 mai l’« évasion retentissante », a eu une conversation de deux heures en tête à tête avec Pétain le 29 avril, à l’hôtel du Parc.

Je le documente de façon aussi précise que possible car je m’attendais à ce questionnaire, écrit Giraud. L’Allemagne ne peut plus être victorieuse, c’est le résumé de mon exposé. Elle peut encore avoir des succès. Elle en aura cette année 1942 en Russie, mais elle ne mettra pas la Russie hors de combat. Elle n’atteindra même pas ses objectifs au Caucase. Il s’agit donc d’être prêt à rentrer en ligne quand la courbe commencera à descendre, car je suppose bien que la période actuelle n’est

qu’une période d’attente, et que le Maréchal n’a jamais cru à la collaboration. Comme nous sommes incapables, seuls, de nous relever, il faut nous appuyer sur l’Amérique qui, avec son potentiel énorme, pourra et saura nous équiper le moment venu, et nous continuera son aide après la victoire […]. Le Maréchal m’a écouté sans m’interrompre. À dessein j’ai donné des précisions et évoqué des chiffres. Effectifs, matériel, approvisionnement en essence, longueur du front, longueur des lignes de communication. Le remarquable tacticien qui a mené la bataille de Verdun a compris ces données tactiques, mieux peut-être qu’il ne comprend les élucubrations de haute ou basse politique de son président du Conseil[39].

« Vous avez pleinement raison, répond Pétain. L’Allemagne ne peut pas gagner la guerre. Il faut en tirer pour nous les conséquences qui s’imposent. Votre conception de l’aide américaine est juste. Je suis d’ailleurs resté en excellents termes avec l’Amérique. L’amiral Leahy était un ami pour moi, et son successeur est très convenable. C’est à cette porte-là qu’il faut frapper le moment venu. Tout ce que vous venez de me dire intéressera beaucoup le président du Conseil, il faut que vous alliez voir Laval.

— Monsieur le Maréchal, je ne tiens nullement à aller voir M. Laval, réplique Giraud. Je ne le connais pas et je présume qu’il ne me comprendra pas. »

Pétain insiste. Giraud cède.

« Aimable, empressé », Laval plaide pendant une heure pour sa cause. À son tour Giraud, qui l’a écouté sans l’interrompre, plaide pour la sienne.

Un peu nerveux alors que tout à l’heure, il était parfaitement calme, le président du Conseil me déclare qu’il ne partage nullement mon avis, écrit Giraud. Je crois à la défaite allemande. Il est sûr, lui, de la victoire allemande. Je n’ai pas le monopole des renseignements vrais. Il est aussi bien renseigné que moi, quoiqu’il ne parle pas allemand, et n’a pas à discuter sur des hypothèses de victoire russe parfaitement improbable. En conséquence, et c’est à cela qu’il voulait en venir, mon évasion le gêne. Elle gêne sa politique de collaboration franco-allemande. Certes, un prisonnier a le droit de s’évader, mais je ne suis pas un prisonnier comme un autre. Ma notoriété, mon prestige, même auprès des Allemands, parfaitement, font que mon retour en France, ma présence à Vichy aujourd’hui sont des événements fâcheux. Il serait donc bon que j’envisage de rentrer volontairement en Allemagne et de me reconstituer prisonnier.

Giraud, estomaqué, regarde Laval et lui demande s’il a bien conscience de l’énormité de sa proposition. Le président du Conseil répond que c’est tout à fait sérieux, d’autant que les Allemands prétendent avoir une promesse de lui de ne jamais s’évader.

« Je le prie de faire démentir immédiatement par l’autorité allemande une pareille allégation, écrit Giraud ; je me suis évadé le plus régulièrement du monde, si l’on peut dire, sans avoir jamais fait la moindre promesse et je

refuse de rentrer en Allemagne. Je n'ai pas, jusqu'à nouvel ordre, à juger la politique actuelle de la France. Je sais que l'Allemagne un jour ou l'autre sera battue, je veux que mon pays puisse, quand il le voudra, rentrer dans la lutte. La Prusse a été battue en 1806, elle a été victorieuse en 1814. Prenons modèle[40]. »

Les jours suivants, Laval ne cesse de revenir à la charge avec l'argument suivant : l'évasion de Giraud va gêner sinon suspendre le rapatriement en cours des prisonniers. Durant une semaine, la pression s'accentue sur le général. Darlan et Brinon viennent en renfort et Laval fait intervenir Abetz, l'ambassadeur d'Allemagne. L'entrevue a lieu à Moulins en présence de Darlan et Laval.

« Au début, note Giraud, la conversation est presque courtoise. Quand l'ambassadeur a terminé son exposé sur ses sentiments francophiles, sur la collaboration, sur l'intérêt de la France et de l'Allemagne à travailler ensemble, sur les dangers du bolchevisme, je réponds d'un ton doucereux que véritablement, tout bien réfléchi, je vais me décider à rentrer en Allemagne, à une condition toutefois. Visiblement surpris – et ravi – Abetz s'empresse, que je dise ce que je désire. Il se fait fort de l'obtenir du Führer.

« Je consentirais à rentrer en Allemagne volontairement, dit Giraud, après libération immédiate de tous les prisonniers français mariés, officiers d'activé compris.

— Combien y en a-t-il ? demande Abetz.

— De quatre à cinq cent mille », dit Giraud de sa voix la plus naturelle.

Abetz s'étrangle et injurie Giraud qui le prie de rester « poli ». Lui-même reste calme. Le moindre mot un peu vif serait interprété comme une insulte à l'Allemagne ou à l'armée allemande et le sauf-conduit ne jouerait plus. On l'arrêterait comme un criminel de droit commun…

« Il y a des généraux qui sont utiles à leur patrie, d'autres qui lui sont néfastes ! » lance Abetz.

« Je le regarde bien en face sans broncher, commente Giraud. Nous prenons nos chapeaux. L'ambassadeur serre la main à Laval et à Darlan qui s'incline avec déférence, et me fait le salut hitlérien. J'ai, par hasard, la main droite dans ma poche. Je la sors pour serrer la main du General-Leutnant[41] qui m'a tendu son unique bras : il a laissé l'autre en Russie. »

Selon Abetz, l'« affaire Giraud » fut à l'origine de sa disgrâce car le général Keitel saisit cette occasion pour l'accuser auprès d'Hitler de s'être opposé à l'arrestation de l'évadé à Moulins et d'avoir conseillé aux soldats

qui gardaient la ligne de démarcation de le laisser passer en dépit des consignes qui leur avait été données.

Le 3 mai, écrit Abetz, Hitler exigea du ministre des Affaires étrangères du Reich un rapport au sujet de la « pression exercée par moi dans ce sens ». Mon attitude dans cette affaire fut d'autant plus critiquée au quartier général du Führer que, par la suite, Giraud montra moins de scrupules. Il ne tint pas la promesse solennelle qu'il avait faite à Moulins et renia l'engagement d'honneur de s'abstenir de toute action hostile envers l'Allemagne qu'il avait, par écrit et verbalement, donné au maréchal Pétain. Lorsque le 10 novembre, après le débarquement en Afrique, je fus appelé au quartier général, Hitler me reçut par ces mots : « Pourquoi avez-vous laissé courir Giraud, ce général vaut trente divisions ! »[42]

Contrairement à ce qu'affirme Abetz, Giraud n'a fait aucune promesse à Moulins. En revanche, il est vrai qu'il signera le 4 mai une déclaration de loyalisme au Maréchal[43] à condition qu'il n'y ait pas de nouvelles attaques contre lui. « Autrement, précise-t-il, je reprends ma pleine et entière liberté. Le Maréchal connaît mes idées et les approuve en ce qui concerne la suite de la guerre. Je sais que nous pensons de même ; qu'il ne se laisse pas manœuvrer par Laval ! »

Mais Pétain va se laisser manœuvrer par Laval puisque, par deux fois, il délègue auprès de Giraud son chef de cabinet militaire, le général Campet, pour annoncer au général que l'Allemagne adresse à Vichy ultimatum sur ultimatum. Le 21 mai, en présence de Pierre Laval et du docteur Rahn, ministre plénipotentiaire à l'ambassade d'Allemagne, Pétain intervient personnellement auprès de Giraud. « Il parle en termes pathétiques de son âge, de son désir de conclure la paix, et me fait bien comprendre, sans le dire expressément bien entendu, note Giraud, qu'il est de mon devoir de Français de me rendre volontairement en Allemagne. Je refuse. Nous nous quittons, le Maréchal et moi, très froidement. Je ne l'ai jamais revu. »

Giraud se retire alors à La Verpillères où il entend le discours de Laval proclamant sa foi en la victoire de l'Allemagne et stigmatisant son « évasion retentissante ». « Dès ce jour, écrit Giraud, j'étais dégagé de toute promesse au Maréchal, puisqu'il autorisait de pareilles proclamations. »

Contraint de changer une fois de plus de résidence pour échapper à la surveillance de la police de Vichy, le général se retire à Saint-Didier-au-Mont-d'Or, au nord de Lyon. C'est là qu'un jeune fonctionnaire de la Croix-Rouge américaine, Léon de Rosen, le met en relation avec Constance Harvey, vice-consul des États-Unis à Lyon et collaboratrice d'Allen Dulles,

le chef de l'antenne de l'OSS basée à Berne. La liaison avec Washington est désormais établie.

Début juillet, un attaché de l'ambassade des États-Unis, Pinckney Tuck, lui fait passer le message suivant : « Le général Giraud est-il disposé à travailler avec le président Roosevelt à la libération de la France et à quelles conditions ? »

Réponse immédiate de l'intéressé :

> Le général Giraud accepte la proposition du président sous les conditions suivantes :
>
> 1) La France sera rétablie dans son intégrité territoriale du 1er septembre 1939, dans la métropole et en dehors de la métropole.
>
> 2) La souveraineté française sera entière en territoire français, partout où les troupes françaises combattront à côté de troupes américaines.
>
> 3) Le général Giraud aura le commandement en chef des forces alliées sur le théâtre d'opérations où combattront des troupes françaises.
>
> 4) Le taux du franc par rapport au dollar sera équivalent au taux consenti par l'Angleterre au général de Gaulle pour le taux du franc par rapport à la livre sterling.

Fin juillet, Giraud reçoit la réponse de Roosevelt : « Conditions acceptées. »

Dès lors, entouré d'une équipe composée notamment des futurs généraux Beaufre et Baurès, Giraud se consacre à la mise au point d'un plan de débarquement allié en France à l'horizon du printemps 1943. Mais au contraire des Américains (mémorandum Marshall) pour qui la ligne droite est le b.a.-ba stratégique et de De Gaulle qui, obéissant à une stratégie frontale coïncidant aux vues du Kremlin, visent la zone nord aux mains des occupants (d'où la désastreuse opération *Sledgehammer*), le plan de l'évadé de Königstein, expert de la stratégie indirecte, privilégie la côte provençale libre d'occupation.

La Résistance, qui a salué son évasion, s'intéresse aussi à Giraud. Claude Bourdet le rencontre à Cannes et rapporte ainsi sa conversation à Frenay : « De toute évidence, Giraud prépare une action de grande envergure dirigée contre l'Allemagne. Il doit disposer d'appuis importants, probablement américains, qui lui donnent beaucoup d'assurance. Il a une autorité morale sur l'armée d'armistice et il compte s'en servir. De la Résistance, il connaît peu de choses. Je lui en ai parlé longuement. J'ai fait allusion à la Résistance dans les autres pays d'Europe et il m'a répondu par cette phrase stupéfiante : "Ce sont là des éléments dans mon jeu." Enfin, il

ne désire pas avoir le contact avec de Gaulle dont les Alliés, m'a-t-il dit, ne veulent pas entendre parler[44]. »

Ce refus de Giraud de prendre langue avec de Gaulle obéit à deux raisons principales.

La première est d'ordre politique : contrairement à de Gaulle, Giraud, quoique profondément légaliste, est également disposé à devenir à son tour un « dissident », c'est-à-dire à rompre avec la légalité représentée par le gouvernement de Vichy que dirige Pierre Laval qu'il a, par ailleurs, toute raison de mépriser. Mais, fort de ce qu'il croit être la vraie pensée du Maréchal concernant la reprise du combat au moment opportun, il n'entend pas rompre avec la légitimité incarnée par le chef de l'État, Philippe Pétain.

La seconde est d'ordre militaire : Giraud sait que les États-Unis ne sont plus disposés à traiter avec de Gaulle. Se lier à ce dernier, ce serait donc pour lui faire une croix sur l'aide américaine qui constitue la seule chance de remettre la France dans la guerre. Voilà pourquoi il répond laconiquement à Frenay qui entreprend de le convaincre que « le Comité national de Londres présidé par le général de Gaulle est reconnu *de jure* et *de facto* par toutes les Nations unies, c'est-à-dire par tous nos alliés » : « Je vous remercie de votre lettre et des informations qu'elle contient. L'heure des décisions n'a pas sonné. Quand elle viendra, c'est en toute indépendance que je les prendrai. »

Les « coups en douce » du tandem Moulin-Copeau

L'échec qu'il enregistre avec Giraud s'ajoute pour le chef de Combat à ses difficultés grandissantes avec Moulin. Le délégué de la France libre s'emploie en effet à créer des organismes tels que le BIP (Bulletin d'information et de presse) ou le CGE (Comité général des experts) qui ne dépendent que de lui et « doublent » des organismes précédemment créés par les mouvements. En outre, Moulin s'oppose à ce que Frenay devienne le chef de l'Armée secrète constituée des éléments militaires des trois mouvements. « Moulin, écrit Noguères, estimait – et sans doute ne se trompait-il pas – que sa propre autorité sur l'Armée secrète s'exercerait plus aisément si Frenay n'en était pas le chef[45]. » Mais il est notoire aussi que les autres chefs de mouvements (d'Astier, Levy) n'y tenaient pas particulièrement.

Frenay accusera aussi Moulin d'avoir dispensé des fonds à des formations récentes (comme le Mouvement ouvrier français) au lieu de pousser ces dernières à s'intégrer dans des structures déjà existantes et il relèvera dans les comptes de Moulin, qu'il est également question de l'OS et donc de l'Organisation spéciale du PCF, mais Cordier a répondu sur certains de ces points de façon détaillées et assez convaincantes. Il est vrai, après la mort de Frenay et sur la base d'archives inconnues de ce dernier…

Si les dirigeants communistes semblent vouloir faire monter les enchères face à un gaullisme très demandeur, ce n'est pas faute des efforts de Rémy qui affiche une hostilité féroce à l'égard de Vichy et dit partout qu'il ne réclame qu'une seule faveur : faire partie du peloton d'exécution qui fusillera Pétain. Rémy ne cesse également de répéter qu'« il n'y a que le parti communiste dans la Résistance »… « Sans doute, écrit Pierre-Bloch, était-il intoxiqué par ses fréquentations. » C'est une explication, mais elle est peu convaincante en ce qui concerne le premier agent de la France libre. Catholique pratiquant, homme de droite convaincu, Rémy a avoué que lorsqu'en mai 1940 il a appris que le Maréchal acceptait « la charge de vice-président d'un gouvernement aux abois qui sans son soutien se serait effondré sous les huées », il est « tombé à genoux pour remercier Dieu ». Progressivement cependant, les émissions de Londres l'ont amené à « détester l'image du Maréchal avec d'autant plus de rancune que je le vénérais naguère ». Il passe alors chez de Gaulle et mène une action proprement légendaire. Mais après la guerre, cet homme dont le courage n'a d'égal que la probité prendra soudain la défense du Maréchal. Il ira même sur ce point jusqu'à défier de Gaulle.

Force est donc de se demander si au cours de cette année 1942, lorsqu'il n'a que louanges pour le PCF, Rémy n'obéit pas à une consigne générale. Proclamer alors, contre toute évidence, qu'« il n'y a que le PCF dans la Résistance », n'est-ce pas une manœuvre pour séduire les communistes et les amener à s'allier à Londres[46] ? Après la guerre, au moment où les communistes tiendront le haut du pavé, son combat en faveur de Pétain « le bouclier » ne viserait alors qu'à remettre les choses à leur place…

Pendant ce temps, malgré ses déboires[47], le PCF entreprend le noyautage de la Résistance. Dans le courant de l'été 1942, l'équipe dirigeante de Libération, le mouvement de d'Astier de La Vigerie, se renforce d'un certain nombre d'hommes et de femmes : Pierre Hervé et sa femme Annie, Raymond et Lucie Aubrac, Maurice Kriegel (dit Valrimont),

Malleret, Victor Leduc, Serge Asher (dit Ravanel), Pascal Copeau. Tous communistes ou communisants. « Comment et par qui ces hommes et ces femmes étaient-ils entrés à la même époque à Libération ? écrit Frenay. Je ne pense pas que ce fût par l'entremise de Jean Moulin. Je ne pense pas non plus qu'une irruption aussi massive de militants du PC et tous camouflés ait été purement accidentelle[48]. » N'est-ce pas là la vraie raison du refus opposé par d'Astier, cryptocommuniste, à la fusion des mouvements ? La fusion étant prématurée car l'emprise communiste n'en est encore qu'à ses débuts…

Quelle est la part de Jean Moulin dans ce jeu ? Moulin qui, on le sait, s'est gardé de soutenir la thèse de la fusion défendue par Frenay. « Je peux bien l'avouer aujourd'hui, a révélé Pascal Copeau à Noguères, j'ai fait des coups assez en douce avec Max [Moulin] parce que je considérais Frenay comme impossible. Pour tout dire, nous avons beaucoup comploté avec Max et d'ailleurs avec ses successeurs pour éliminer les chefs "historiques" de la Résistance[49]. »

L'entrisme communiste au sein des mouvements et le refus de la fusion comptent-ils parmi les « coups » montés par Copeau et Moulin ?

Avantage au BCRA

Le 14 juillet 1942, qui est marqué à travers toute la France par des manifestations considérables, la France libre devient la France combattante. Les États-Unis puis la Grande-Bretagne reconnaissent bientôt ce nouveau titre, mais avec quelque différence : la formule américaine limite la France combattante à un mouvement patriotique sans qualité d'autorité légale ou légitime et la formule anglaise, plus large, y voit le « symbole de la résistance à l'Axe de tous les ressortissants français ». Pour sa part, l'URSS se fait attendre. « En transformant la France libre en France combattante, écrit Noguères, le général de Gaulle n'a pas seulement voulu, comme il l'écrira plus tard, "déployer la bannière aux abords du champ de bataille" ; il a surtout tenu à traduire dans les mots, avant même qu'elle ne soit totale dans les faits, l'intégration de la Résistance intérieure à la France libre. L'arrivée d'André Philip, le 25 juillet, va permettre d'aller un peu plus loin dans cette même voie[50]. »

La venue d'André Philip à Londres est une opération politique montée par Passy et par Brossolette, visant à remplacer le commissaire à l'Intérieur,

Diethelm, et à renforcer les pouvoirs du BCRA. Dans une lettre que Passy remet à Philip dès son arrivée, Brossolette ne lui cèle pas la vérité :

> [Diethelm] ne manque pas de certaines qualités mais, d'une part, il a l'esprit infiniment trop administratif et trop peu politique pour diriger la politique intérieure de la France libre et, d'autre part, il a voulu se charger de l'action et du renseignement politique en France en les enlevant au BCRA. Le résultat de cette prétention a été désastreux […]. Sauf erreur, de Gaulle va vous proposer de prendre le commissariat à l'Intérieur à la place de Diethelm qui passera aux Finances. Il faut accepter sans discuter. C'est capital pour toute l'affaire. En même temps qu'elle vous placera à la tête de différents services importants, cette désignation vous mettra en main, sous l'inspiration de De Gaulle, la détermination et la direction de toute l'action politique sur la France. Et elle permettra de réaliser enfin la réorganisation pratique sur laquelle tout le monde est d'accord, mais que l'obstination de Diethelm n'a pas encore permis de faire aboutir : la centralisation de toute l'action en France, politique aussi bien que militaire, entre les mains du remarquable service secret qu'est le BCRA qui sera chargé désormais d'exécuter les ordres politiques donnés par le commissariat à l'Intérieur, comme il exécute déjà à la perfection les ordres militaires donnés par l'état-major du général de Gaulle. Je vous signale à ce propos qu'avant mon départ, ayant montré au Général que la dualité des services qui existe actuellement par suite des prétentions du commissariat à l'Intérieur est une erreur criminelle qui nous expose en France, et en particulier en France occupée, à des risques mortels. J'ai obtenu de lui la promesse que, huit jours après votre arrivée, la réforme serait faite. N'hésitez pas : votre installation au commissariat à l'Intérieur est la cheville ouvrière de toute l'œuvre à accomplir[51].

Le 29 juillet, comme prévu, de Gaulle remanie le Comité national : Soustelle devient commissaire à l'Information, Philip commissaire à l'Intérieur, Diethelm passe aux Finances. Et le BCRA voit grandir spectaculairement ses attributions. Le grand vainqueur de l'opération est bien entendu Passy, qui devient ainsi le meneur de jeu de l'action politique en France. Le grand vaincu n'étant autre que Moulin que de Gaulle avait chargé de cette action politique, tout au moins pour la zone sud. Pourquoi de Gaulle a-t-il consenti à réduire les pouvoirs de son représentant en France ? Se méfierait-il soudain de lui ? Ou bien douterait-il de ses possibilités de lui amener les communistes ?

Cette fin de juillet apporte toutefois une série de bonnes nouvelles à Londres : les Soviétiques font connaître que toutes les difficultés techniques concernant la composition de l'escadrille sont aplanies et que le projet d'accord définitif sera prêt incessamment. Quant à Benes, le président tchécoslovaque, en relation étroite avec le Kremlin, il fait savoir, le 6 août, à Maurice Dejean qu'il considère le CNF sous la direction du général de Gaulle comme le « véritable gouvernement de la France » et qu'il a pris l'initiative d'une démarche auprès du gouvernement soviétique en faveur du Comité national.

J’ai fait dire à Moscou, précise Benes, qu’étant donné l’évolution de la situation en France, l’affermissement du Comité national et la perspective du second front, il était d’une importance essentielle de donner sur le plan international toute l’autorité possible au comité présidé par le général de Gaulle, et qu’il était devenu nécessaire de le reconnaître comme le gouvernement de la France. […] Moscou m’a répondu qu’il était d’accord en principe et qu’il était disposé à faire le geste demandé dès que le moment lui paraîtrait opportun. Mais, qu’à l’heure actuelle, il avait un besoin urgent de l’aide militaire de la Grande-Bretagne et des États-Unis, et ne voulait donc pas leur forcer la main sur un point déterminé. Dans l’esprit des dirigeants soviétiques, la question pourrait être tranchée lors de l’ouverture d’un second front.

Le 5 août, de Gaulle quitte Londres pour un voyage d’inspection des territoires et des troupes de la France combattante au Levant avec l’idée de profiter, une fois en Égypte, de la proximité avec la Russie pour faire un saut à Moscou et y rencontrer enfin Staline. Mais pour cela il lui faut s’y faire inviter et il met Dejean à contribution. Ce dernier se rend deux jours plus tard auprès de Bogomolov pour aller aux nouvelles et en rend compte aussitôt à de Gaulle qui vient d’arriver au Caire :

Le voyage de M. Churchill est encore tenu secret. Les journaux parlent d’une conférence au sujet du second front. Bogomolov que j’ai vu ce matin, ne m’a pas paru autrement alarmé. Il ne m’a cependant pas dissimulé que l’avance allemande au Caucase, si elle ne pouvait être enrayée, affaiblirait considérablement la Russie. « L’établissement d’un second front, m’a-t-il dit, est peut-être difficile à l’heure actuelle, mais il le serait bien davantage encore le jour où les Allemands pourraient ramener du front est cinquante à soixante divisions. » Bogomolov a fait une vague allusion à des projets américains sur l’AFN. Selon lui, la solution n’est pas là, elle est en France. Il a souligné la tendance actuelle de l’Allemagne à grossir les forces maintenues dans ce pays. D’après l’état-major soviétique, il n’y a pas 25 divisions en France. Le dernier télégramme de Garreau en indique 17, dont 10 de Landwehr et 7 de Landschutz[52].

Connaissant l’ombrageuse susceptibilité de son chef, Dejean lui dit avoir parlé à Bogomolov de son éventuel voyage à Moscou, mais précise avoir « laissé à cette démarche le caractère d’une initiative personnelle ». Il indique aussi qu’il en a informé Garreau.

Lequel, ce même 7 août, fait état de l’arrivée à Moscou du général Bradley, chargé d’un message personnel de Roosevelt à Staline, et des ambassadeurs des États-Unis et de Grande-Bretagne.

Le gouvernement soviétique, commente Garreau, s’inquiète de plus en plus des motifs réels qui retardent une diversion alliée en Occident. La presse fait une large place aux manifestations en Grande-Bretagne et aux États-Unis en faveur de la constitution d’un second front. Il ne semble pas que l’envoyé de Roosevelt apporte autre chose à Staline que les promesses renouvelées de bon vouloir et d’assistance, sous forme d’envoi de matériel. Ce qui ne suffit plus dans la situation critique résultant de l’avance allemande au Caucase et dans la direction de la Volga. Un correspondant de presse croit savoir que Bradley aurait aussi pour mission de convaincre le gouvernement soviétique

de l'imminence d'une agression japonaise en prévision de laquelle il lui propose d'établir un plan de collaboration militaire en Sibérie orientale. Cette offre ne pourra que renforcer la méfiance et l'irritation des Soviétiques qui veulent absolument être soulagés d'une partie de la force allemande par une sérieuse offensive alliée à l'ouest de l'Europe et ne pas avoir à supporter en Extrême-Orient le poids supplémentaire d'un second front[53].

De Gaulle se rendrait volontiers à Moscou

Ce télégramme de Garreau croise celui de Dejean lui annonçant que Churchill a quitté Londres depuis trois jours et qu'il fait actuellement route vers Moscou.

Nous attacherions beaucoup de prix, dit Dejean, à être renseignés par vous sur les conversations qui vont se dérouler. D'après ce qui nous est indiqué de source confidentielle, elles porteraient principalement sur les points suivants :

– Besoin de la Russie en ravitaillement, notamment en blé.
– Situation militaire véritable, nécessité et possibilité d'aide immédiate.
– Question du second front, actuellement ou plus tard.

Selon Dejean, les Soviétiques auraient l'impression que l'Allemagne grossit systématiquement les forces stationnées en France ainsi que les travaux le long des côtes et que les Alliés sont dans une certaine mesure victimes de cet artifice.

À mon avis, précise-t-il, la situation n'est pas sans analogie avec le bluff déployé par l'Allemagne avec la ligne Siegfried au cours des semaines qui ont précédé Munich… Il est sans doute utile de le rappeler. À titre confidentiel, je crois devoir vous indiquer que s'il était invité par le gouvernement soviétique, le général de Gaulle ferait volontiers le voyage de Moscou pour y rencontrer M. Staline. À une allusion que m'a faite ce matin Bogomolov au sujet de la présence du général de Gaulle dans le Proche-Orient, j'ai cru comprendre qu'à Moscou une telle idée ne rencontrerait pas un accueil défavorable[54].

Les archives soviétiques font état de deux télégrammes datés du même 8 août. Le premier de Dejean, destiné à Bogomolov : « Si le gouvernement soviétique veut inviter de Gaulle à Moscou pour une entrevue personnelle, il serait heureux d'accepter une telle proposition. Il pourrait utiliser son séjour au Proche-Orient pour une visite en URSS » ; le second, de Garreau, est adressé à Dekanosov : « Le général de Gaulle se trouve maintenant au Caire. Il est prêt, si le gouvernement soviétique l'estimait souhaitable, à venir à Moscou pour deux ou trois jours[55]. »

Une telle synchronisation indique que Dejean et Garreau ont rivalisé l'un et l'autre d'ardeur pour obtenir satisfaction. Mais pour l'heure, le

Kremlin reste muet.

Se fiant à certaines rumeurs véhiculées par la presse britannique selon lesquelles Garreau a eu l'autorisation de quitter Kouïbychev pour se rendre à Moscou, Dejean lui écrit aussitôt :

D'après l'information des journaux anglais, il est possible que vous soyez amené à prendre part aux conversations qui vont se dérouler à Moscou entre Alliés. En ce qui concerne l'établissement d'un second front, notre attitude s'inspirera, le cas échéant, des considérations suivantes :

1) Nous ne possédons pas tous les éléments du problème parce que nous ne sommes pas renseignés sur les moyens de combat et de transport dont pourraient présentement disposer les Alliés.

2) À l'heure actuelle, nos troupes sont engagées au Proche-Orient et nous n'avons pas en Angleterre de contingent important qui puisse prendre part aux opérations. Dans les conditions présentes, notre participation au combat ne pourrait être que symbolique. Du point de vue militaire, ce facteur n'est que d'une importance secondaire. Nos troupes pourraient arriver par la suite.

3) En revanche, nous pouvons et nous devons prendre une part importante à la conception du plan et à la conduite des opérations. En outre, nous avons seuls qualité pour préparer, diriger et développer sur place la contribution de la population française, notamment celle des éléments mobilisables dans les territoires éventuellement libérés.

4) En ce qui concerne l'opération à prévoir sur le continent, il peut s'agir soit d'une puissante diversion, soit de l'établissement d'un front quelle qu'en soit l'étendue. La première solution est un pis-aller ; nous ne pouvons nous dissimuler les graves répercussions que pourrait avoir, sur le moral français et sur les organisations intérieures de résistance et d'action militaire, une opération qui risquerait de se terminer par un réembarquement difficile. Si cependant une telle opération apparaissait indispensable pour alléger la situation des Russes sur le front est, nous ne pourrions faire opposition, mais nous devrions être prévenus afin d'arrêter en conséquence les consignes à donner en France.

5) Nos préférences vont naturellement à la seconde solution ; nous sommes prêts à y apporter notre concours dans les conditions dont les gouvernements soviétique, britannique et américain ont déjà été informés[56].

Les conditions dont parle Dejean figurent dans une note en date du 21 juillet précédent. En voici l'essentiel : dans l'hypothèse où les Alliés ouvriraient un second front à l'Ouest, le concours français revêtirait une importance capitale. Le général de Gaulle et le CNF sont résolus à donner à ce concours toute l'extension possible. Ils savent combien ce concours comporte de difficultés et quels sacrifices il risque de coûter au peuple français dans les conditions actuelles. Ils sont prêts à en assumer les responsabilités aux conditions suivantes :

a) Participation aux opérations de toutes les forces françaises libres disponibles.

b) Intégration de toutes les actions de destruction et de harcèlement à mener par les groupes francs ainsi que de l'activité des réseaux de renseignements dans le plan général d'opérations. Dès maintenant, dotation

plus large en moyens techniques indispensables pour intensifier et développer la préparation de la contribution française.

c) Constitution de stocks d'armes qui permettront d'équiper graduellement les contingents français que le Comité national entend mobiliser dans les territoires français de façon à reconstituer progressivement l'armée française et à la faire rentrer dans la guerre.

d) Association du commandement français aux plans et décisions concernant une action alliée à l'Ouest.

En remettant cette note à Bogomolov, Dejean l'avait accompagnée du commentaire suivant : « Notre participation à une opération à l'Ouest se compose essentiellement de trois éléments : la participation personnelle que le général de Gaulle, dont les talents militaires sont reconnus, pourrait prendre à la conception du plan et à la conduite des opérations ; la contribution de la nation française (population, groupes de résistants et d'actions, réseaux de renseignements) et la participation des forces françaises combattantes. Le troisième facteur serait, au début du moins, peu important mais il se développerait au fur et à mesure que progresserait la libération du territoire français[57]. »

8
Le cadeau de Staline

8 août 1942. Malgré l'offensive de charme de Garreau, Skobolev reste de marbre. Le secrétaire général adjoint du commissariat aux Affaires étrangères ne veut rien dire et ne dira rien de la conférence en cours. Mais s'il se tait obstinément, il n'en écoute pas moins avec attention l'explication du délégué du Comité national.

« La France combattante, précise ce dernier, souhaite aussi ardemment que l'URSS une intervention immédiate des Alliés à l'Ouest et elle est prête à y apporter son concours. Les groupements de résistance en France qui ont reconnu l'autorité du général de Gaulle n'attendent qu'un ordre de lui pour soulever le pays. »

Des propos qui ne peuvent que réconforter un Soviétique au moment où l'offensive de la Wehrmacht en direction de Stalingrad et du Caucase semble irrésistible.

Garreau poursuit :

> Les Allemands alertés par le tapage fait trop tôt autour de l'ouverture imminente d'un second front (tapage dont ils n'ont d'ailleurs pas été dupes puisqu'ils ont transporté récemment en Russie la majeure partie des forces d'occupation stationnées en France, en Belgique et en Hollande) se sont hâtés de prendre, avec l'appui total des autorités de Vichy, les mesures les plus énergiques afin d'étouffer toute possibilité de révolte. Des arrestations en masse, spécialement des éléments communistes et syndicalistes, les déportations et condamnations à mort ont pris ces dernières semaines une proportion telle que le Front national s'en trouvera gravement affaibli au moment où son action insurrectionnelle sera appelée à porter les plus précieux appuis à une opération de débarquement… Le général de Gaulle est tout disposé à venir prendre contact avec le gouvernement soviétique si celui-ci estime cette visite utile[1].

Cette courte entrevue qui n'a pratiquement donné lieu qu'à un monologue de Garreau ne va pas cependant rester sans effet. Il est vrai que le Français s'est montré habile en laissant entendre que la France combattante (qui n'a pas encore été reconnue comme telle par Moscou) était prête à aider un débarquement allié en déclenchant une action insurrectionnelle. En outre, il n'a pas hésité à évoquer le Front national… Comment rester sourd devant une pareille manifestation de bonne volonté ?

Une heure à peine après son entrevue avec Skobolev, Garreau est convoqué par Dekanosov, commissaire adjoint aux Affaires étrangères. Cette fois, l'entretien dure deux heures. Garreau fait appel à toutes les ressources de son éloquence. Il expose la situation de la France combattante et vante l'appui matériel et moral qu'elle est en mesure, déjà, d'apporter à l'Union soviétique dans la crise présente. Il parle aussi longuement de la Résistance et de l'effet désastreux qu'a sur elle le retard du débarquement.

Actuellement, dit-il, les Allemands prennent des mesures draconiennes pour détruire toutes les organisations progressistes avec l'aide des autorités de Vichy. D'après mes informations, on fusille des centaines de patriotes et on en envoie des milliers dans des camps de concentration. Aux yeux des Allemands, les plus dangereux d'entre eux sont envoyés dans les régions soviétiques occupées par les Allemands. Ce sont les communistes qui subissent la plus forte répression et cela a un effet important sur la Résistance française, car les communistes sont à la tête de nombreuses organisations et sont les plus disciplinés et les plus courageux des patriotes français. D'où l'urgence du second front pour que les Allemands n'aient pas le temps de décapiter totalement les organisations patriotiques françaises. Le Comité national dispose maintenant d'un lien solide avec les organisations intérieures et, à son appel, toutes se dresseront contre l'occupant. Cependant, l'appel ne peut être lancé que lorsque le second front sera ouvert…

Dekanosov prend la parole à son tour, mais c'est pour laisser entendre sans nuances excessives que si le peuple français demeure fidèle à sa glorieuse tradition de courage et d'irréductible patriotisme, il ne doit pas attendre l'arrivée d'un secours extérieur proche ou encore lointain pour engager la lutte contre l'oppresseur.

Pour bien se faire comprendre, Dekanosov précise sa pensée :

Si l'esprit public est tel que vous me l'avez indiqué en France, dit-il, votre peuple, malgré le manque d'armes, devrait être d'ores et déjà en mesure de se soulever contre les forces ennemies réduites à l'extrême et mettre l'Allemagne dans une situation critique. Le commencement d'une insurrection générale en France serait le signal d'un soulèvement de l'Europe asservie et hâterait l'intervention souhaitée des forces anglaises et américaines. Ne comptant que sur son propre courage, le peuple yougoslave n'a pas hésité à engager, dans des conditions d'inégalité en moyens et en forces, une lutte inexpiable contre l'envahisseur. Le peuple français se devrait à lui-même de sortir de son attitude « attentiste » et ne pas confiner sa lutte armée au désert de Libye[2]…

Vladimir Georgievich Dekanosov n'a manifestement pas l'intention de se montrer aimable. Le voudrait-il d'ailleurs, qu'il n'aurait guère de chance d'y parvenir. Cette « brute courtaude au crâne rasé[3] » n'a de diplomate que la fonction puisqu'il est en réalité un membre éminent de la police politique et de la sorte la plus redoutable. Homme à tout faire de Staline, et surtout des basses œuvres, ce fils de diacre a été ambassadeur à Berlin durant les années du pacte germano-soviétique, puis envoyé spécial du *Vojd* en Lituanie en juillet 1940 pour former le nouveau gouvernement lituanien, l'un des gouvernements fantoches installés dans les pays baltes et qui allaient permettre aux Soviets d'expérimenter pour la première fois leur technique de prise du pouvoir hors des frontières russes. Il a alors résumé en une phrase pour les responsables de ce pays toute sa philosophie : « Vous me parlez de l'indépendance de la Lituanie : regardez les tanks et les troupes soviétiques. Ces tanks prouvent que la Lituanie ne peut plus être indépendante. Elle est maintenant libérée. Là où arrivent nos tanks, arrive aussi la liberté. » Au commissariat des Affaires étrangères, Dekanosov fait régner la terreur. Pour lui avoir répliqué, un de ses subordonnés, Barkov, a fait dix-huit ans de Sibérie. Plus tard, Dekanosov s'emploiera à évincer son camarade Lozovski et il y parviendra. En 1944, il dirigera un Institut pour la formation du personnel diplomatique, mais finira comme Beria, abattu par les sbires de Klougof.

Face à une attaque aussi directe, Garreau se défend comme il peut :

« Le cas de la Yougoslavie, répond-il, n'est pas exactement comparable à celui de la France. Notre pays comporte une zone non occupée avec une manière de gouvernement soi-disant national et libre, encore reconnu malheureusement comme tel par un de nos plus puissants alliés, et aussi, dans une certaine mesure, par le gouvernement britannique lui-même, et une zone occupée sous le régime de l'armistice et où les forces d'occupation ont pratiqué pendant plusieurs mois une politique de modération destinée à chloroformer l'esprit de résistance des populations. »

En dépit de cette argumentation dont il n'a pas nié la valeur, écrit Garreau à Dejean, Dekanosov a maintenu et affirmé de nouveau son point de vue qui se retrouve dans le dernier article d'Ehrenbourg à *La Marseillaise* ainsi que dans les appels fanatiques à l'insurrection armée lancés depuis peu par Radio-France (poste soi-disant clandestin en France, mais fonctionnant en fait à Moscou). Il est évident qu'à défaut d'une offensive immédiate des forces alliées à l'Ouest, le gouvernement soviétique, qui doit contenir à tout prix la formidable pression allemande pendant trois mois encore avant le secours de l'hiver, désire ardemment le soulèvement général des pays occupés qui entraverait grandement la puissance offensive de l'ennemi. M. Dekanosov m'a donné à entendre,

sans préjuger de la décision qui serait prise en haut lieu, qu'une prochaine visite à Moscou du général de Gaulle, qui « jouit d'une grande popularité en URSS », serait certainement bienvenue. Une réponse me sera rapidement donnée à ce sujet[4].

En somme, comme le remarque Stéphane Courtois, Staline « qui n'a jamais été avare des insurrections populaires dont il ne payait pas les frais du moment qu'elles servaient si peu que ce soit sa politique (Canton 1927, Varsovie 1944), propose à de Gaulle de suivre la politique préconisée depuis plusieurs mois en France par le PCF sur ordre de Moscou[5] ».

Deux jours plus tard, le 10 août, un adjoint du général Panfilov rappelle au général Petit l'« intérêt capital » qu'attache le commandement soviétique à la réception à plus bref délai de renseignements tels que ceux concernant les 17e et 26e divisions cuirassées allemandes. Tous les préparatifs allemands en vue de l'envoi sur le front russe sont, dit l'officier, à signaler « immédiatement avec toutes les précisions possibles ». « Je vous recommande, précise Petit à Dejean, de faire le maximum pour donner entière satisfaction au commandement soviétique et marquer ainsi notre bonne volonté de lui fournir toute l'aide compatible avec nos possibilités[6]. »

Le ton soviétique à l'égard de son allié gaulliste se durcit donc. On en est maintenant aux mises en demeure… « Invité » à parler le lendemain soir à 20 h 30 GMT à Radio-Moscou (« cette démarche est significative », écrira-t-il à Dejean), Garreau tient immédiatement compte des desiderata soviétiques. Il appelle le peuple français (« trahi par des chefs incapables et félons », l'« immonde Laval », le « misérable Maréchal, ce maniaque de la défaite qui lui rappelle chaque matin qu'il faut s'aplatir devant le maître teuton »), au redressement national, condition de la libération prochaine.

« L'espoir existe, dit Garreau, car depuis plus d'une année, l'Armée rouge étreint son adversaire et le saigne à blanc. Des milliers de ces brutes arrogantes que vous avez vues se goinfrer dans nos villes et dans nos campagnes pourrissent dans la terre russe. Aujourd'hui, battant le rappel de ses dernières réserves, Hitler épouvanté, haletant, s'est encore rué comme un sanglier traqué contre l'obstacle ! »

Donnant en exemple la Résistance yougoslave à ses compatriotes, le délégué de la France combattante leur adresse également quelques directives de l'« action minima » qu'il est urgent d'engager partout et par tous les moyens :

1) Abattre les traîtres, grands et petits. Tous ceux qui collaborent avec l'ennemi sont hors la loi ; ils doivent être et seront impitoyablement supprimés. En attendant, leur existence doit être rendue intenable.

2) Ne rien produire, ne pas travailler pour l'ennemi.

3) Organiser plus méthodiquement le sabotage sous toutes ses formes.

4) Refuser ou, du moins, s'abstenir de tous services à l'occupant.

Et Garreau conclut :

> Votre devoir est de refuser obéissance au pseudo-gouvernement de Vichy qui s'est emparé illégalement du pouvoir à la faveur d'une trahison et dont tous les membres se sont mis eux-mêmes hors la loi. Tous ceux d'entre vous qui, aux postes de responsabilité, continueront désormais à travailler avec lui, c'est-à-dire avec l'ennemi, auront à répondre du crime de lèse-patrie devant les tribunaux de libération Français, ralliez-vous tous sans plus tarder aux organisations de résistance et de combat. Préparez-vous de toute votre âme et de toutes vos forces, à la lutte décisive qui approche, j'entends cette fois la lutte, l'insurrection ouverte dont le signal vous sera donné en temps voulu par le général de Gaulle et le gouvernement de la France combattante en accord avec nos alliés[7] !

Mais les Soviétiques, qui voulaient un appel à la lutte plus incisif, ont demandé à l'orateur de remplacer ce morceau de phrase : « dont le signal vous sera donné en temps voulu », par cette formule plus précise : « … l'insurrection ouverte organisée par le général de Gaulle… »

Ce discours provoquera quelque émoi à Londres et une réaction – modérée – du commissaire à l'Intérieur, André Philip, qui écrira à Dejean :

> Je me permets de vous signaler une question que soulève le dernier et remarquable discours de M. Garreau à la radio. Dans son ensemble, ce discours m'a paru tout à fait excellent […] mais il serait indispensable que M. Garreau, avant de donner des mots d'ordre d'action aux Français de l'intérieur, s'assure qu'il est bien d'accord avec les directives que nous avons envoyées et qui sont acceptées par l'unanimité du mouvement de résistance du pays. À ce sujet, dans son discours radiodiffusé j'ai pu relever deux petites discordances : a) Il déclare que le gouvernement actuel est hors la loi et que tous les Français doivent lui refuser obéissance. Or vous savez que c'est une déclaration solennelle que je voudrais voir faire par le Comité national à la première occasion possible. Il est maladroit au point de vue radio d'user à l'avance une propagande que nous comptons lancer massivement le moment venu ; b) Il fait également appel ouvertement à certains actes individuels de sabotage et d'agression, alors que je crois assez dangereuses les initiatives anarchiques dans ces matières et que notre politique est de ne pousser qu'à des actes accomplis par des équipes dépendant de nos services, agissant secrètement et dans un but précis. Je vous serais reconnaissant de faire connaître ces observations à M. Garreau afin que dans ses discours ultérieurs à la radio, que je souhaite aussi nombreux que possible, il coordonne son action avec les directives que nous donnons ici[8].

Réaction modérée donc et qui évite soigneusement de poser le problème de fond, à savoir l'ingérence de l'Union soviétique dans les affaires du

mouvement gaulliste. Ingérence qui s'accompagne aussi de censure puisque le comité supérieur de la radiodiffusion interdit à Garreau de parler du général Mihaïlovitch[9].

Le face-à-face du Kremlin

C'est la première fois que Churchill, qui fut dès l'installation du régime des Soviets le « champion de la croisade antibolchevique », va rencontrer Staline. « Je réfléchissais, écrit-il, à la mission qui m'amenait dans ce célèbre et lugubre État totalitaire. Jadis, j'avais essayé de toutes mes forces de l'étrangler à sa naissance et jusqu'à l'apparition d'Hitler je l'avais considéré comme l'ennemi mortel de la liberté et de la civilisation. »

Le Premier britannique va à la rencontre du tsar rouge comme Achille va à la rencontre d'Agamemnon. Ce qu'il a à lui dire tient en quelques mots : pas de second front en France en 1942. Il est vrai qu'il se sent fort de l'appui de Roosevelt. C'est par un télégramme en date du 8 juillet qu'il est parvenu à convaincre le président américain : « Il n'y a pas un seul général britannique, pas un amiral, pas un maréchal de l'Air, conscient de ses responsabilités, écrivait-il alors, qui considère que le débarquement au nord de la France puisse être entrepris au cours de l'année 1942. Personnellement, je suis persuadé que l'occupation de l'AFN française est le meilleur moyen d'améliorer la situation sur le front russe pendant cette même année. » Au cours d'une réunion à Londres de représentants anglais et américains, Hopkins a bien tenté de résister mais, vaincu, il s'est alors retourné vers Roosevelt qui, à son tour, a capitulé…

« J'arrivai au Kremlin, raconte Churchill, et me trouvai pour la première fois en présence du grand chef révolutionnaire, du stratège, de l'homme d'État profond avec lequel je devais entretenir au cours des trois années suivantes des relations étroites, difficiles, mais toujours d'un intérêt palpitant, et même cordiales à certains moments. »

Le match commence le 12 août au soir, à 19 heures. Le premier round va durer quatre heures. « Les deux premières heures, se souvient Churchill, furent mornes et sombres. »

Le Britannique commence par s'enquérir des nouvelles du front soviéto-allemand. Il lui est répondu que la situation est calme autour de Moscou mais tendue sur le front sud ; l'offensive allemande en direction de Bakou et de Stalingrad est d'une ampleur inattendue. Sur certains points, le

front de l’Armée rouge est enfoncé… Staline avoue même ne pas comprendre comment Hitler est parvenu à rassembler autant de troupes et de chars en un seul secteur.

« Je pense, conclut-il, qu’Hitler a déjà conquis en Europe tout ce qui était à sa portée. »

Sous-entendu : Hitler ayant les mains libres à l’ouest de l’Europe en raison de l’inaction anglo-saxonne, il est en mesure de concentrer toutes ses forces contre l’URSS.

L’attaque de Staline place d’entrée de jeu Churchill en position d’accusé, mais ce dernier ne se laisse pas démonter. Il se défend « au sentiment » :

« En ce qui concerne le deuxième front, dit-il, je compte parler franchement et j’aimerais vous voir user de la même franchise. Je ne serais pas venu à Moscou si je n’avais pas été sûr de pouvoir discuter sur des faits positifs. J’avais dit à M. Molotov, lors de sa visite à Londres, que nous essayions d’établir des plans en vue de créer une diversion en France. »

Staline ne relève pas le mot « diversion » ; il reste de marbre. Churchill continue :

« J’avais déclaré sans ambiguïté à M. Molotov que je ne pouvais faire aucune promesse pour 1942 et lui avais remis un mémorandum à ce sujet ; depuis, la question a été étudiée à fond par les Anglais et les Américains ; les gouvernements des deux pays ne se sentent pas capables d’entreprendre une grande opération en septembre, dernier mois où l’on peut compter sur un temps favorable. Mais, comme vous le savez, nous préparons une action de très grande envergure pour 1943. »

Staline restant toujours muet, Churchill décrit avec une abondance de mots la concentration des forces anglaises et américaines et la constitution des réserves de munitions et de matériel de guerre sur les îles britanniques. Ensuite, il parle des réserves considérables des forces allemandes stationnées en France.

Cette fois, Staline réagit :

« Il n’y a pas en France une seule division de valeur !

— Il y en a vingt-cinq, dont cinq de première qualité, riposte l’Anglais.

— J’ai une autre conception de la guerre ! contre-attaque le Soviétique. On ne peut la gagner si l’on ne consent pas à courir de risques… Pourquoi avez-vous si peur des Allemands ? »

« Une vive discussion s'ensuivit, note Beriejkov ; Staline souligna qu'il ne pouvait accepter la déclaration de Churchill bien qu'il se sût incapable d'obliger le gouvernement britannique à agir autrement[10]. »

Aux invectives lancées de part et d'autre, succède un silence pesant. Pour alléger l'atmosphère, Churchill aborde alors un sujet qui « donne satisfaction à tout le monde » : le bombardement de l'Allemagne.

« Il faut atteindre le moral de la population ! » lance Staline.

Jugeant que l'intermède a assez duré, le Premier britannique passe alors à l'explication du plan du débarquement en AFN (l'« opération *Torch* »), puis expose les avantages militaires que procure un « dégagement de la Méditerranée » ; la possession de l'AFN permettant de menacer l'Europe d'Hitler « au ventre »…

Dans ses *Mémoires,* Churchill prétend avoir convaincu Staline qui se serait même écrié : « Que Dieu favorise cette entreprise ! » Pourquoi cette affabulation ? Outre que l'on voit mal Staline invoquer Dieu, on sait par Valentin Beriejkov qu'il n'en fut rien : « Churchill, écrit le conseiller-interprète de Molotov, souligna plusieurs fois l'importance d'une opération dans les Balkans, laquelle ne serait possible qu'après la réussite du débarquement en AFN. L'échange de vues se termina tardivement sans que Churchill eût obtenu le consentement soviétique au report du débarquement en Normandie au-delà de l'année 1942. »

Deux autres faits rapportés par Churchill lui-même prouvent d'ailleurs qu'il n'a pas convaincu le tsar rouge : le lendemain, lors d'une visite à Molotov précédant un second entretien avec Staline, Churchill dit en effet au commissaire du peuple aux Affaires étrangères :

« Staline commettrait une grave erreur en nous rudoyant alors que nous sommes venus de si loin. »

Ce à quoi Molotov répond :

« Staline est un homme infiniment avisé ; vous pouvez être certain, quelles que soient ses objections, qu'il comprend tout. Je lui rapporterai vos paroles. »

Avisé ou pas, Staline accueille les émissaires britanniques l'injure à la bouche : il les accuse pêle-mêle d'avoir trahi leur promesse de débarquement en France, d'avoir peur des Allemands, d'avoir manqué à leurs engagements en ce qui concerne la livraison de matériels de guerre, etc.

Je lui expliquai alors que son attitude n'était pas celle d'un vrai compagnon d'armes, raconte Churchill ; j'avais accompli un très long voyage pour établir entre nous des relations favorables à notre collaboration. Nous avions fait tout ce qui était en notre pouvoir pour aider la Russie et nous continuerions à le faire. Je lui rappelai que nous étions restés complètement isolés pendant un an en face de l'Allemagne et de l'Italie. Maintenant que les trois grandes puissances étaient devenues des alliées, la victoire était certaine à condition que nous restions bien unis. Et ainsi de suite. Je m'échauffai un peu en disant cela et avant que mes paroles eussent pu être traduites, Staline déclara que ce ton lui plaisait. La conversation reprit ensuite dans une atmosphère un peu moins tendue[11].

Le 14 août, Garreau fait savoir que rien ne transpire encore des conversations du Kremlin. Au grand dam de Dejean qui ne cesse de le relancer :

D'après des indications dont il nous est impossible de contrôler la valeur, le gouvernement soviétique, réalisant qu'avant l'hiver les Alliés ne pourraient plus entreprendre sur le continent d'action militaire assez vaste pour soulager le front russe, auraient, au début d'août, fait connaître à Londres et à Washington qu'il fallait absolument fournir à l'URSS l'appui indispensable, notamment en vivres et armement et peut-être en hommes, pour continuer la lutte. C'est dans ces conditions qu'aurait été décidé le voyage de Churchill et des représentants américains. Nous attacherions beaucoup de prix à connaître votre avis sur cette version dans laquelle il entre peut-être une large part d'imagination[12].

Le 15 août, l'ambassadeur de Grande-Bretagne convoque les journalistes. Mais c'est seulement pour leur préciser que la visite de Churchill a pour but de s'« entretenir entre alliés de la situation et de coordonner les efforts en vue de la résistance commune ». Le lendemain, à l'aube, Churchill quittera Moscou pour Le Caire, après avoir envoyé au président Roosevelt et au cabinet de guerre un télégramme dans lequel il affirme :

Tout compte fait, je reviens nettement réconforté de cette visite à Moscou. Les nouvelles décevantes que j'apportais n'auraient pu être communiquées, j'en ai la conviction, que par moi personnellement sans quoi elles auraient provoqué de très sérieux dissentiments. C'était mon devoir de faire ce voyage. À présent, les Russes savent le pire et, leurs protestations dûment exprimées, ils sont tout à fait amicaux bien que la période actuelle soit pour eux la plus angoissante et la plus atroce qu'ils aient connue. En outre, Staline est pleinement convaincu des grands avantages que présente *Torch* et compte bien que l'on pousse les préparatifs de cette opération des deux côtés de l'Atlantique avec une énergie surhumaine.

La raison de ce mensonge de Churchill apparaît clairement : en prétendant avoir obtenu l'accord de Staline sur la nécessité d'un débarquement en AFN plutôt qu'en France[13], le Premier britannique cherche à dissuader définitivement Roosevelt, et certains membres de son

propre cabinet de guerre (comme Eden, par exemple), de revenir sur leur décision. Décision dont la portée est double à ses yeux puisqu'elle ne vise pas moins qu'à préserver les intérêts de l'Empire britannique de l'anticolonialisme déterminé de Roosevelt et les intérêts de l'Europe de l'impérialisme de Staline. On peut même supposer que, pleinement conscient de ce double danger, Churchill a décidé de faire le voyage à Moscou uniquement dans le but de « verrouiller » la décision de lancer l'opération *Torch*, rendue en outre indispensable après les revers britanniques en Cyrénaïque…

Marty se met à la disposition de Garreau

Ce même 15 août, Garreau reçoit la visite d'André Marty. L'ancien mutin de la mer Noire, connu sous le nom de « boucher d'Albacete », est à Moscou depuis août 1939 et travaille alors à la direction du Komintern, dont il est un pilier depuis les années 1930. Représentant du parti communiste français auprès de l'exécutif du Komintern de 1931 à 1934, désigné en 1935 au VII^{e} congrès de l'IC, membre du praesidium et du secrétariat de l'Internationale, c'est à ce titre qu'il a été envoyé en Espagne au début de la guerre civile pour y exercer les fonctions d'inspecteur général des Brigades internationales. Stalinien convaincu et fanatique, Marty, qui a à son actif une dégradation militaire et plusieurs condamnations (dont une à vingt ans de travaux forcés), se veut, selon Philippe Robrieux, un « grand révolutionnaire, un grand bolchevik, le Robespierre du prolétariat, l'homme à la trempe d'acier, Marty l'indomptable »… Selon l'historien, cependant, s'il approuva et justifia fanatiquement les crimes staliniens, il était surtout un emporté et un fanatique quelque peu mythomane. Envoyé à Alger en octobre 1943 pour prendre la tête de la délégation du Comité central du PCF et pour représenter celui-ci auprès du gouvernement provisoire du général de Gaulle, il siégera à l'Assemblée consultative. Numéro trois du PCF derrière Maurice Thorez et Jacques Duclos à la Libération, il interviendra devant le Comité central en 1947 pour appeler le parti à ne pas relâcher sa vigilance et sa lutte contre « de Gaulle, domestique des Américains ». Victime de la jalousie de Thorez, il sera progressivement exclu du parti à partir de 1952. Ce sera alors la retentissante affaire Marty-Tillon.

Pour l'heure, c'est la première des trois visites que le leader communiste fera au délégué de la France libre entre la mi-août et le 1er septembre. Jusqu'à cette date, les communistes français résidant en URSS avaient, selon Garreau, « semblé être tenus d'éviter tout contact avec les gaullistes »… Marty confie que, venu en mission à Moscou à la veille de la signature du pacte germano-soviétique, il a été « péniblement surpris et très désorienté » par ledit pacte. Depuis trois ans, il ronge son frein en Union soviétique où il est membre du praesidium du Komintern et seul représentant qualifié du PCF. Mais il n'a pas, dit-il à Garreau, d'autres informations sur la France que celles que lui apportent la presse soviétique et la radio. Cette affirmation paraît d'ailleurs « sincère » à Garreau, car son visiteur se jette avec empressement sur tous les documents qu'il peut lui fournir. Toujours selon le délégué de la France libre, Marty lui laisse entendre avec « une amertume mal réprimée » que les membres du Komintern, complètement isolés à Oufa, se morfondent dans une fâcheuse inaction…

Entre deux plaintes, Marty trouve le temps de prononcer un vif éloge du général de Gaulle dont, à l'en croire, il a, comme vice-président de la commission de l'armée à la Chambre des députés, soutenu de son mieux les vues sur la motorisation des forces armées. En opposition d'ailleurs sur cette question, tient-il à préciser, avec son collègue Maurice Thorez qui « doutait, tout comme le général pacifiste Bineau, de l'efficacité des divisions cuirassées »…

Marty fait savoir à Garreau qu'il se met à son entière disposition pour l'aider à développer la propagande de la France combattante en URSS, mais ses moyens, prévient-il, sont très limités. Il fait également savoir avec insistance qu'il souhaiterait beaucoup pouvoir rentrer clandestinement en France avec sa femme pour participer à l'organisation de la Résistance. « Il m'a demandé, écrit Garreau à Dejean, si le Comité national français consentirait à lui faciliter son retour. Je vous serais reconnaissant de me mettre à même de répondre à cette question. » Garreau n'est pas dupe cependant : « Il n'est pas douteux, continue-t-il, que M. Marty n'a pu prendre contact avec moi qu'avec l'assentiment du Politburo. Cette démarche marque évidemment une évolution d'importance capitale du parti communiste français suivant des instructions du Kremlin, dans le sens du ralliement de toutes les forces françaises résistantes autour du général de Gaulle et du Comité national[14]. »

De son côté, Marty rapporte fidèlement à Dimitrov ce que Garreau lui a dit concernant la situation intérieure du CNF. Ceci notamment : avoir appelé personnellement l'attention du Général sur la « nécessité de prendre une position politique et de ne pas rester entre les mains de royalistes dont on ne peut pas dire s'ils ont rompu ou non avec l'Action française ». Ce à quoi le Général lui a répondu qu'il y pensait. Et il a d'ailleurs peu à peu précisé sa politique dans le sens suivant : le peuple français élira librement à sa libération une Assemblée constituante qui comportera « incontestablement » 150 députés communistes et 200 députés socialistes[15].

Depuis le matin, la Wehrmacht est arrivée devant Stalingrad… La situation militaire est dramatique mais, de plus, l'empire qui se dissimule sous le nom d'Union est tout entier menacé de désintégration. Le général polonais Anders qui, après avoir été interné en URSS, est l'un des chefs de la Légion polonaise qui combat sous les ordres des Soviétiques sur le front oriental, confie à Garreau que si la masse russe a jusqu'ici fait corps avec le régime, il n'en est pas de même des populations allogènes et, en particulier, des populations musulmanes qui ont mal supporté les atteintes à leur foi et à leurs pratiques religieuses. Selon l'officier polonais, les Tatars de Crimée ont déjà fraternisé avec les Allemands et, au Turkestan, les masses fanatiques, dont la résistance au bolchevisme dure depuis des années, ne dissimulent plus leur haine traditionnelle de l'oppresseur russe. Une notable partie des hommes mobilisés se sont même enfuis dans la steppe ou la montagne. Quant aux Tatars du Caucase et à la grande majorité de la population géorgienne, malgré Staline, ils ne sont pas sûrs[16].

Depuis l'Égypte jusqu'à l'Afghanistan, le Proche-Orient musulman est un volcan qui sommeille et si les Allemands parviennent à briser la barrière du Caucase, la situation des Alliés dans cette région du monde sera des plus critiques. Que fera alors la Turquie ? Mourmansk rendu inutilisable et Arkhangelsk bloqué par les glaces dans trois mois : reste le golfe Persique et le transiranien… Si les Allemands dominent la mer Caspienne, la Russie sera totalement isolée du monde extérieur. Tels sont les aspects inquiétants de la situation actuelle que le gouvernement soviétique a dû, selon Anders, exposer à Churchill.

Ce même 15 août encore, Dejean écrit à de Gaulle en voyage au Caire : « Depuis l'accord du 9 juillet, nous avons l'impression d'un mouvement de rétractation de la part du *State Department*. La véritable raison de cette

attitude serait la remise sur le chantier des plans concernant l'AFN. À la base de ces plans persiste l'idée que le travail de la diplomatie américaine dans cette région a porté ses fruits et que le terrain est préparé pour l'arrivée des libérateurs américains. On se promet de rallier les chefs par l'assurance qu'ils seront traités comme de nouvelles autorités locales de l'Empire français[17]. »

Si les relations américano-gaullistes se détériorent donc encore une fois, en revanche, les relations gaullo-soviétiques franchissent de nouvelles étapes. En effet, le gouvernement soviétique, séduit par la fougue de Garreau, lui demande, le 19 août, d'assurer l'émission régulière de la France combattante à la radio de Moscou chaque jeudi à 20 h 30. L'émission du samedi à Kouïbychev étant, bien sûr, maintenue.

Pour sa part, ce même jour, au sortir de son deuxième rendez-vous avec Garreau, Marty rapporte en vrac à Dimitrov : que les relations du CNF avec les États-Unis et l'Angleterre sont « inamicales et tendues, du moins en ce qui concerne le général de Gaulle » ; que « les troupes et les indigènes sont antihitlériens et sympathisants de De Gaulle et que le CNF a proposé un débarquement en AFN qui aurait fait sauter immédiatement toute l'Afrique du Nord et aurait mis Rommel en très mauvaise posture » ; qu'« en général, de Gaulle n'est jamais consulté même pour une opération en France et qu'à la suite des opérations de Saint-Nazaire effectuées sans prendre son avis, il est entré dans une violente colère… » ; que « les Britanniques et les Américains veulent conserver au pouvoir Pétain ou un homme analogue. Ainsi à la conférence de la paix ils en feront ce qu'ils voudront. Avec leurs troupes d'occupation, ils veulent tenir la France ».

À la suite de la nomination de Molotov comme vice-président du Conseil des commissaires du peuple, le bruit court à Moscou que Maxime Litvinov, alors ambassadeur aux États-Unis, serait rappelé dans la capitale soviétique pour reprendre le poste de commissaire du peuple aux Affaires étrangères ; « Cette mesure, précise Garreau, signifierait le renforcement de la coopération de la solidarité alliée. »

Le 21, de Gaulle apprend que le projet de l'inviter à Moscou « est encore en considération », mais, petite consolation, Géraud Jouve lui annonce deux jours plus tard que le Kremlin est d'accord pour établir des relations avec la France combattante sur la même base que les relations anglo-gaullistes…

Ce même 23 août, le général von Paulus atteint la Volga.

Le messager du Kremlin

Le 27 août, de Gaulle écrit à Pleven et à Dejean : « J'ai la conviction, étayée par beaucoup d'indices, que les États-Unis ont maintenant pris la décision de débarquer des troupes en AFN. L'opération serait déclenchée en conjugaison avec une offensive très prochaine des Britanniques en Égypte. Les Américains avaient d'abord cru qu'il leur serait possible d'ouvrir un second front en France cette année (date prévue : 9 juillet 1942), c'est pourquoi, ayant besoin de nous, ils étaient entrés dans la voie définie par leur mémorandum. Maintenant, leur plan a changé et, du même coup, nous les voyons reprendre leurs réserves vis-à-vis du Comité national. »

À cette rétractation américaine s'ajoutent pour de Gaulle des difficultés avec les Anglais à propos du Liban, de Madagascar et de la Syrie. Courtois écrit : « De Gaulle, selon son habitude, est tout prêt à renforcer son alliance russe à un moment où la pression des Alliés lui semble excessive. Une nouvelle fois et objectivement les intérêts de Staline et de De Gaulle coïncident[18]. »

Ils coïncident si bien que cette « conviction » chez de Gaulle que les Américains ont mis en œuvre un débarquement en AFN ne tient pas seulement qu'à des indices mais, de toute évidence, à un renseignement de source sûre. En effet, si le tsar rouge n'a manifestement pas l'intention de compliquer ses propres relations avec les États-Unis et la Grande-Bretagne en invitant le chef de la France combattante à Moscou, il n'en reste pas moins que sa quête renouvelée d'une visite en URSS, tentative qui témoigne pour le moins de son empressement à vouloir resserrer sa « relation d'alliance » (Marina Arzakanian) avec Moscou, ne demeure pas sans écho du côté du Kremlin. Mais Staline entend y répondre à sa façon. Comment ? En dépêchant à Beyrouth auprès du quémandeur un émissaire très spécial : le colonel du NKVD Ivan Ivanovitch Avalov, le « résident » à Téhéran.

Qui est Avalov, d'où vient-il et que représente-t-il ?

De son vrai nom, Ivan Ivanovitch Agayants, né le 28 août 1911 à Elizavetpol (Azerbaïdjan), Ivan Avalov est le troisième fils de Hovhanes Agayants, prêtre de l'Église apostolique arménienne.

On sait peu de choses de sa jeunesse sinon qu'il a dû suivre en tant qu'élève le « club des pionniers », brandir des banderoles où se lisait « À bas les popes et les impérialistes ! » et plancher sur la *Bible pour les croyants et les incroyants* de Jaroslevski, où se trouvait réuni tout ce qui dans la légende chrétienne est de l'ordre de l'incroyable. Plus ou moins contraint, son père a, d'ailleurs, abandonné l'exercice de son ministère au cours de l'année 1924. Enfant intelligent et doué pour les langues, Ivan, bien que de santé fragile en raison d'une tuberculose chronique, est également servi par un physique avenant : grand et mince, la lèvre supérieure ornée d'une fine moustache, il ressemble à David Niven et ses yeux comme ceux de l'acteur britannique trahissent un esprit subtil.

Son adolescence est marquée par le triomphe de la révolution bolchevique à laquelle, nourri de la « science de Marx-Engels-Lénine-Staline » exposée dans l'*Abrégé de l'histoire du parti communiste de Staline*, (surtout le 4e chapitre consacré au « matérialisme dialectique » écrit par Staline lui-même), il adhère pleinement et même avec une sorte de fougue puisqu'en 1930, à tout juste 19 ans, à la suite de ses deux frères aînés, il intègre la police politique : la Guépéou (GPU : « Direction politique de l'État »), successeur de la Tchéka fondée par Lénine le 20 décembre 1917, un mois à peine après l'installation de son pouvoir, et dirigée d'une main de fer par Félix Dzerjinski, un Polonais ascétique et implacable, surnommé pour cette raison par ses pairs « Félix de Fer » et célébré par la propagande de la Nomenklatura comme le « chevalier sans peur de la Révolution ». La mission originelle de la Tchéka était la chasse à « l'ennemi de l'intérieur » (contre-révolutionnaires, spéculateurs et autres saboteurs) mais, dès 1918, elle a condamné et exécuté sans en référer aux tribunaux révolutionnaires, installé les premiers camps de concentration et s'est vue habilitée à dénoncer les membres du parti eux-mêmes.

« La Tchéka, précise Soljenitsyne, seul organe répressif dans l'histoire de l'humanité à avoir concentré entre ses mains : la filature, l'arrestation, l'instruction, la représentation du ministère public, le jugement et l'exécution de la sentence[19]. » Le mode d'exécution privilégié est la balle dans la nuque, car ainsi que le professe Dzerjinski, « le meilleur moyen de faire taire un homme est de lui mettre une balle dans la tête ». C'est aussi la meilleure méthode pour rendre méconnaissable la figure du supplicié. Mille épisodes tous plus épouvantables les uns que les autres sur les tortures

infligées aux malheureux généralement tenus dans l'ignorance de leur crime courent alors dans le pays.

À sa mort, le 20 juillet 1926, Dzerjinski est remplacé par Genrikh Iagoda. Avec lui, Staline va pouvoir utiliser la Guépéou comme instrument de son propre pouvoir. En bref, comme moyen d'éliminer ses rivaux.

Criminel hors norme dont le règne va atteindre les sommets de l'horreur, semant partout la terreur y compris dans les rangs communistes, Iagoda recourt systématiquement à l'infiltration et à la provocation visant à établir une « complicité entre les trotskistes et les gardes-blancs » du général Wrangel afin d'isoler Trotski contraint de s'exiler. À partir de 1928, la Guépéou se spécialise dans la chasse aux trotskistes (nom global donné à l'opposition) et ces derniers sont potentiellement légion avec les débuts de la campagne d'industrialisation à outrance et de collectivisation forcée qui provoque des révoltes dans tout le pays. Mais c'est certainement la collectivisation engagée en avril 1929 sans préparation et avec violence contre la grande majorité des paysans attachés à leurs terres qui, entraînant des centaines de révoltes, va bouleverser le pays. Pour les mâter, ne pouvant pas utiliser l'armée composée en majorité de fils de paysans, Staline fait appel aux troupes de la Guépéou qui vont également assurer les déportations qui prennent bientôt un caractère de masse, ce qui a pour conséquence le développement croissant des troupes de l'organisation. Suit en 1930 la mise sur pied d'une administration centralisée des camps placée sous la direction de la police secrète : le Goulag.

Depuis décembre 1917, entre les « tchékistes » (c'est ainsi que continueront de se désigner entre eux les membres de la police politique sous tous ses noms successifs : OGPU, NKVD, MGB, MVD, KGB) et la population, un mur de haine et d'effroi s'est élevé et grandit de jour en jour.

Ses deux frères l'y ayant précédé, c'est donc en toute connaissance de cause que le jeune Ivan Agayants rejoint volontairement en 1930 une formidable machine répressive, qui prend tout un peuple dans ses serres. Volontairement et, apparemment, particulièrement déterminé.

Appartenir aux « organes » à 19 ans témoigne à tout le moins d'un parcours sans faute au sein des Pionniers puis des Komsomol (jeunesses communistes) et d'un engagement exemplaire au sein du parti, pour qui le bolchevisme est une guerre perpétuelle, le parti de Lénine fonctionnant en termes de fronts dans tous les secteurs : « front du blé », « front idéologique », « front de la reconstruction », etc. Mais devenir un

« tchékiste », c’est, pour un jeune homme aussi ardent qu’ambitieux, participer au premier rang à l’aventure exaltante de la naissance de la nation soviétique. C’est aussi s’intégrer dans une hiérarchie de type militaire puisque les grades y sont équivalents à ceux de l’armée et enfin accéder à la Nomenklatura et donc bénéficier d’un certain nombre d’avantages interdits au peuple.

Polyglotte (il maîtrise parfaitement le turc, le persan, le français, l’espagnol et l’anglais), le jeune Ivan Agayants commence par intégrer à Moscou le département économique de la Guépéou. Son travail n’est évidemment pas celui d’un économiste, mais celui d’un surveillant chargé de vérifier le strict respect par les ouvriers des normes de production draconiennes dans l’industrialisation ou la mise en place accélérée du système collectiviste dans l’agriculture. Ou encore de stabiliser les finances soviétiques en supervisant l’extorsion de l’or, des bijoux et des devises étrangères que la Guépéou pratique sur des membres de l’ancienne bourgeoisie. Dans une organisation sociale fondée sur le contrôle de tout et de tous, il y fait ses preuves de « surveillant ». Peut-être même se fait-il la main en aidant à la répression des paysans : en trois mois, de janvier à mars 1930, le nombre d’exploitations agricoles transformées en kolkhozes passe de 4 à 14 millions.

En 1932, lorsque la collectivisation s’achève, la production agricole est réduite de 25 % et la famine, délibérément organisée par Staline, a causé la mort de 5 millions de personnes en Ukraine. Ordre est alors donné à la Guépéou de rechercher des « saboteurs » sur qui faire retomber la faute. « Il faut tous les fusiller ! » a écrit une fois pour toutes, le 13 septembre 1930, Staline à Molotov. Ce qui nécessite de nombreux « fusilleurs » et ne semble pas plus émouvoir le jeune Ivan que lorsqu’en 1933, la police politique retrouve naturellement les privilèges de l’état de guerre (notamment le droit d’ordonner les exécutions) et, en outre, le droit de prendre des otages.

Le 10 juillet 1934, la GPU devient le NKVD : le commissariat du peuple aux Affaires intérieures. Comme son nouveau nom l’indique, la police politique absorbe donc les Affaires intérieures. Les choses ont le mérite d’être claires. Le NKVD cumule alors plusieurs fonctions : il est à la fois la police politique, le corps d’élite et le service d’espionnage soviétique. Soit pour prendre la référence parlante de Thierry Wolton : « Un mixte de la Gestapo, de la SS et de l’Abwehr[20]. »

Le pouvoir de chacun de ses membres augmente en proportion. D'autant que l'assassinat, le 1er décembre 1934, de Kirov, secrétaire du Parti de Léningrad et rival potentiel de Staline, est pour celui-ci le prétexte d'un renforcement des moyens de la police politique, qui se livre après la découverte d'une « grande organisation terroriste de gardes blancs », accusée opportunément de l'assassinat, à l'arrestation et à l'exécution dans un temps record d'une centaine de personnes. C'est le point de départ de la fameuse « ère des purges » dont les victimes seront cette fois des anciens dirigeants de la Révolution d'Octobre. Parmi eux : Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Boukharine, Piatakov, Radek ou Sokolnikov. Mais pas plus les méthodes staliniennes – qu'il est bien placé pour connaître et qui coûtent la vie à Ossip Pianitski, secrétaire de l'Internationale communiste, qui a osé s'y opposer – que le fait que les accusés de crimes plus stupéfiants les uns que les autres, soient d'anciens compagnons de Lénine et des gloires du régime ne troublent Ivan Agayants, dont la foi communiste comme celle de ses pairs est imperméable à toute interrogation. Y compris lorsqu'en avril 1935, Staline étend la peine de mort et l'exécution aux enfants âgés de plus de douze ans ! « Cette disposition avait pour objet, écrit Ronald Hingley, de fournir au NKVD une nouvelle forme de contrainte contre les pères de famille pendant les interrogatoires, puisqu'ils risquaient de se voir accompagnés de leurs enfants au banc des accusés pour répondre des mêmes "crimes"[21]. »

La forge stalinienne, dont Ivan Agayants est un produit type, fabrique des êtres sans questionnement autre que celui de la plus grande efficacité possible dans un système impitoyable.

En septembre 1936, Staline élimine Iagoda « incapable de démasquer le bloc trotskiste-zinoviéviste » et le remplace à la tête du NKVD par Nicolas Ejov, dit le « nain sanglant » (il mesure 1,54). L'humanisme n'y gagne guère au dire même de Khrouchtchev pourtant peu suspect d'avoir la main légère en matière de massacre et qui écrit : « Après que Ejov eut été chargé du NKVD en 1936, la répression se fit plus lourde que jamais ! Ce fut littéralement un carnage et des masses de gens furent frappées par le hachoir[22]. »

Pour ce faire, le nouveau chef d'Ivan Agayants remplace les vieux tchékistes par de « jeunes bourreaux incultes pour qui la guerre civile appartient à un passé révolu et qui cognent sans hésitation, scepticisme ou

répugnance sur tous les “espions” trotskistes, japonais, allemands, anglais, français… qu’on soumet à leurs interrogatoires[23] ».

Inculte, Ivan ne l’est pas, mais pour le reste…

Avec Ejov commence donc les « grands procès de Moscou » ; s’ouvre alors une période terrible (dite la *ejovchtchina*) au cours de laquelle, conformément à la directive secrète de Staline, la torture est systématiquement pratiquée pour obtenir des aveux. « Ainsi alimentée d’aveux se multipliant les uns les autres, précise Edgar Morin, la machine à enfermer, retorturer, exécuter, s’emballe et ne s’arrête qu’avec l’exécution des maîtres-bourreaux par le tyran-maître[24]. »

Iagoda sera en effet exécuté en 1938. Ejov en 1939. Personne n’est à l’abri du « hachoir » du tsar rouge…

Car pour orchestrer la terreur, Staline, adepte du système des poupées russes, crée un service chargé de surveiller la police politique elle-même et dont il confie la direction au chef de son secrétariat particulier, Alexandre Poskrebychev, qui va tenir l’emploi de « gardien chef des gardiens de Staline » (Ronald Hingley).

Les purges staliniennes ne déciment pas seulement les anciens compagnons de Lénine, mais elles frappent également dans les rangs de la police politique (Ejov affirmera avoir épuré 14 000 tchékistes) afin de la mettre totalement à la main du maître du Kremlin, qui veut en faire l’instrument de sa politique étrangère. Il lui faut donc des hommes sûrs et obéissants. Ce qui lui permet, lors des différentes commissions appelées à décider du sort des suspects, d’apparaître comme un modéré (entre ceux qui veulent « juger et fusiller » et ceux qui se rangent derrière la motion « juger mais non fusiller »), en proposant systématiquement de « transmettre le dossier au NKVD ».

Dans la perspective stalinienne, le NKVD a pour objectif de prendre en main l’appareil diplomatique dans deux domaines : l’épuration des cadres et le contrôle de la circulation entre l’URSS et l’étranger[25]. En bref, ce sont les responsables du NKVD qui constituent les dossiers d’inculpation des personnes arrêtées, préparant pour ceux qui vont passer en procès les témoignages et les aveux des accusés.

À la même époque, bénéficiant du vide ainsi créé par les purges, mais sûrement aussi de l’efficacité de son travail, Ivan Ivanovitch est muté au département « Espionnage » du NKVD : l’INO (*Inostranny otdel*), créé le 20 décembre 1920 par Dzerjinski et dont le chef est depuis 1934 Abraham

Sloutski, qui mourra officiellement d'une crise cardiaque en 1938, en réalité d'un empoisonnement. Liquidé comme ses prédécesseurs : Trilisser et Artouzov.

Sous sa direction, l'INO étend son réseau à l'étranger, accordant une attention particulière aux différents groupes politiques de Russes émigrés. Il a pour tâches spécifiques : le contre-espionnage actif (c'est-à-dire l'infiltration des services d'espionnage étrangers) ; l'espionnage ; la propagande secrète et l'activité visant à créer une situation politique favorable au développement du communisme ; la surveillance des citoyens soviétiques à l'étranger. Il est flanqué d'un groupe surnommé « Iacha » en l'honneur de son chef Iakov Serebrianski, qui a son réseau d'agents à l'étranger et son propre laboratoire de fabrication de poisons.

À la même époque, l'INO se distingue plus particulièrement en Espagne, au cours de la guerre civile. Deux de ses meilleurs éléments, Alexandre Orlov et son adjoint Leonid Eitingon, venus pourtant prêter main-forte au camp républicain, y mènent en réalité une guerre impitoyable contre les anarchistes du POUM et sont à l'origine de la liquidation de son leader, Andreu Nin, dont le corps sera dissous dans l'acide sulfurique.

En intégrant l'INO, Ivan Agayants prend le pseudonyme d'Avalov, couverture destinée à l'étranger à le faire passer aux yeux de ses relations occidentales pour un parent du prince géorgien Mikhaïl Avalov, père adoptif du général russe blanc, Pavel Bermondt-Avalov, récipiendaire de l'ordre de Sainte-Anne, qui s'est précisément distingué contre les bolcheviks en 1918, a été contraint à l'exil en 1921 et s'est réfugié aux États-Unis où il décédera en janvier 1974.

Le 11 juin 1937, le maréchal Toukhatchevski, le compagnon de captivité au fort n^{o} 9 d'Ingolstadt (Bavière) du capitaine de Gaulle pendant la Grande Guerre, est fusillé en compagnie de 7 officiers généraux. Première fournée d'une série d'autres, qui vont voir disparaître 3 maréchaux sur 5, 8 amiraux sur 9, 14 commandants d'armée sur 16, 60 commandants de corps sur 67, 136 généraux de division sur 199 et 40 000 officiers de tous grades, soit 40 % des effectifs de l'encadrement. Que pense Avalov de cette hécatombe lui qui, comme ses pairs de la police politique, connaît les coulisses des procès et la mascarade des procédures montées de toutes pièces par le NKVD ? Force est de constater qu'elle ne semble pas l'avoir troublé outre mesure ; il est vrai que chaque inquisiteur du NKVD sait qu'il se bat aussi pour sa peau puisqu'un échec ou un manque de

vigilance de sa part risque de le ravaler au rang de sa victime… Ce qui suffit à stimuler les tortionnaires ! Il est vrai aussi que pour ce qui le concerne la distance amortit peut-être les chocs : en effet, de 1937 à 1940, sous le « toit » (c'est l'expression consacrée) de troisième secrétaire ou d'attaché commercial, Ivan fait ses premières armes d'espion à l'étranger : en l'occurrence comme adjoint du « résident » du NKVD à l'ambassade soviétique à Paris que dirige depuis la fin de 1934 Vladimir Potiemkine alors en instance de départ pour Moscou[26].

Dans un régime où la méfiance est non seulement la règle mais confine à la paranoïa ne sont envoyés à l'étranger que les hommes sûrs. Et pour y être muté en 1937, sommet de la terreur, qui plus est à Paris, « base importante aux opérations extérieures du NKVD avant-guerre[27] », il a donc fallu qu'Ivan montre « patte rouge », c'est-à-dire vierge de la plus infime tache susceptible de retenir l'attention de l'homme des dossiers, l'impitoyable Korjenko, responsable du département des cadres après une carrière sans faille dans la Tchéka et l'OGPU, et antenne particulièrement efficace d'Ejov puis de Beria pour « organiser de l'intérieur l'épuration de la machine diplomatique » (Sabine Dullin). Ce qui témoigne, compte tenu du caractère infernal de ces sept années qui ont vu s'imposer la machinerie stalinienne, la haute valeur du rouage Avalov, qui a également réussi son examen de passage devant la commission du Comité central sur les missions à l'étranger composées en avril 1937, sous la direction d'Andreïev, secrétaire du Comité central, de Poskrebychev, le secrétaire particulier de Staline, d'Agranov, responsable du NKVD, et d'un membre de l'état-major de l'Armée rouge, Uritski. « Chaque Soviétique envoyé à l'étranger devait passer devant la commission, précise Sabine Dullin. Celle-ci donnait des instructions sur la manière de se comporter à l'étranger et l'impétrant devait faire le serment de s'y tenir[28]. »

Le traité Laval-Staline de 1935 impliquait (au moins dans les termes) l'absence d'ingérence dans les affaires intérieures de l'autre État. Une sorte d'accommodement, qui permettait à Litvinov, le commissaire aux Affaires étrangères, de plaider le « caractère particulier des relations franco-soviétiques » pour adoucir certaines prises de position du Kremlin. Mais dans le contexte d'hypercentralisation du pouvoir enclenchée depuis 1936 (à partir de l'absence de réaction française à la réoccupation de la Rhénanie), et formalisée le 14 avril 1937 par la création, en marge du Bureau politique, d'une commission permanente (composée de Staline,

Molotov, Vorochilov, Kaganovitch et Ejov), le choix d'Avalov pour le poste d'adjoint au « résident » de Paris est, à son niveau, caractéristique du tournant de la politique stalinienne : la « ligne Litvinov » est condamnée au profit de la « ligne Molotov », c'est-à-dire au profit de la voie qui mène au pacte germano-soviétique. En d'autres termes, la mutation du (capitaine ?) Avalov s'inscrit dans une orientation offensive de la part du Kremlin : tant sur le plan intérieur (la première vague des purges staliniennes dans les rangs des diplomates soviétiques proches de Litvinov démarre en juin 1937 avec l'arrestation de son adjoint Nikolaï Krestinski) que sur le plan extérieur : il s'agit de prendre ses distances avec l'alliance franco-britannique (d'où des accusations d'espionnage contre les diplomates et industriels français lors des différents procès) et, concrètement, de nuire aux intérêts français.

La « résidence » parisienne du NKVD où s'est illustré le couple Zaroubine de 1929 à 1933 compte alors une dizaine de personnes (treize dans celle de New York). Ainsi que le souligne Alexandre Feklissov, l'ancien agent traitant de Julius Rosenberg, malgré les purges qui ont décimé le renseignement extérieur soviétique, cette décennie des années 1930 sera fructueuse puisque l'INO et le GRU (le service de renseignement militaire) parviendront à implanter en Europe, en Amérique et au Japon un immense réseau illégal, fort de plus de trois cents sources d'information.

Les archives diplomatiques consultées sont muettes sur l'arrivée d'Avalov en France. Pourquoi ? Sous quelle couverture se dissimule-t-il ? Celle de représentant commercial prétend Najestkine. Si c'est le cas, il est étonnant qu'il ne figure même pas sur les listes du service du protocole qui, il est vrai, en ignore beaucoup d'autres. Sauf à imaginer qu'il est venu en France sans visa, et qu'il y a vécu pendant trois ans tout à fait clandestinement, force est de se demander : a-t-on volontairement effacé son nom des rôles ? On verra que la suite légitime cette question, car on connaît le détail des autres affectations à l'ambassade au cours de l'année 1937.

À Paris, Avalov ne fait pas que perfectionner son français puisqu'il y est l'adjoint de Chaïm Bieliski (*alias* Bieletski) qui a comme couverture une haute position officielle dans la mission commerciale soviétique[29], et qui se distingue par son zèle dans la traque meurtrière des traîtres et des Russes blancs. L'année 1937, qui a d'ailleurs commencé avec l'assassinat dans le

bois de Boulogne du banquier Navatchine, qui avait refusé de regagner Moscou, est fertile en opérations de ce genre et il est difficile de penser que le n° 2 du NKVD en France n'est absolument pour rien dans le guet-apens qui, grâce à la trahison du général russe blanc Nikolaï Skobline et de son épouse, la Plevitzkaya, aboutit le mercredi 22 septembre 1937 à l'enlèvement en plein Paris, à l'angle de la rue Jasmin et de la rue Raffet, vers 12 h 30, du général Evgueni Miller, patron de l'Union militaire générale de Russie, le plus important des mouvements d'émigrés antibolcheviques.

Miller est le successeur du général Alexandre Koutiepov, qui a lui-même été kidnappé quelques années plus tôt, aussi l'« affaire Miller » défraye-t-elle la chronique mais, sous le gouvernement Daladier qui s'inscrit dans la suite du Front populaire, les circonstances sont tout autres que sous le gouvernement Tardieu très anticommuniste et, en plus, la France est alors liée à l'URSS par un pacte d'assistance mutuelle dans lequel le haut commandement français met encore beaucoup d'espoir. Pour ces raisons idéologiques et aussi pour des raisons d'opportunité politique, il existe en France un fort courant d'opinion décidé à agir de manière à épargner aux alliés soviétiques les soucis inutiles. Agissant selon les instructions du ministre de l'Intérieur, Max Dormoy, la police française s'emploie donc à causer aussi peu de difficulté que possible au nouvel ambassadeur, Souritz, très introduit dans les hautes sphères socialistes. Pourtant l'enquête avance rapidement grâce à la ténacité du commissaire de police du Hâvre, Chauvineau, qui fait savoir dans l'après-midi du 24 à ses supérieurs à Paris, qu'un vaisseau soviétique, la *Maria Ulianova,* a pris la mer la nuit précédente dans des conditions mystérieuses, après avoir chargé à bord une grande caisse de bois transportée dans un fourgon gris, un huit cylindres Ford de 21 CV servant, entre autres usages, de voiture de transport pour les enfants soviétiques allant à l'école de l'ambassade, boulevard Montmorency. Dans son rapport, le consciencieux Chauvineau note que deux hommes, dont l'un est clairement identifié comme étant le vice-consul soviétique Kislov, fiché comme membre du NKVD à l'ambassade, et l'autre un « représentant de la mission commerciale soviétique à Paris », ont sauté du fourgon et se sont hâtés de monter à bord pour redescendre quelque temps plus tard en compagnie de plusieurs hommes d'équipage afin de hisser à bord la fameuse caisse sous la surveillance d'un diplomate soviétique et l'un des chauffeurs de

l'ambassade, qui restaient assis dans le camion. Ivan Avalov a-t-il quelque chose à voir avec ce « représentant de la mission commerciale »[30] ?

De même, il n'est guère imaginable qu'Ivan puisse être totalement étranger à l'opération qui a abouti à l'assassinat déguisé du fils de Trotski, Léon Sedov, dans une clinique du 16e arrondissement, ou encore à la liquidation à Lauzanne d'un transfuge de la Guépéou, Ignace Reiss, par deux agents soviétiques venus de France et que le gouvernement français, au grand dam de la Sûreté, laisse volontairement filer pour ne pas envenimer ses relations avec le Kremlin. Avalov intervient-il pour leur exfiltration ? C'est lui en tout cas qui, le 24 mai 1938, est chargé de récupérer Pavel Soudoplatov, l'homme des « missions spéciales » qui vient, sur ordre de Staline, de tuer le leader nationaliste ukrainien Yevhen Konovalets à Rotterdam, et lui permet, après l'avoir hébergé dans une planque en banlieue parisienne, de regagner l'URSS *via* Barcelone.

En pleine guerre d'Espagne et compte tenu du rôle que jouent les organes soviétiques, *via* le PCF mais aussi grâce à Gaston Cusin et son adjoint pour la circonstance Jean Moulin, dans l'aide militaire au camp républicain, il est certain également qu'Avalov tient sa place dans cette vaste organisation. En juin 1938, preuve qu'il y a été mêlé de près, il signale au Centre que, selon ses informations, tout l'or espagnol, les métaux précieux et les diamants amassés par le NKVD pendant la guerre civile n'ont pas été envoyés à Moscou : une partie non négligeable de ce trésor aurait, dit-il, été détournée par le gouvernement républicain et le parti communiste espagnol… « La nouvelle, précise Soudapatov, fut rapportée à Staline et Molotov qui pressèrent Beria d'ouvrir immédiatement une enquête. Pourtant, lorsque nous interrogeâmes Eitingon pour éclaircir l'affaire et obtenir des détails sur les transactions, il répondit par un câble indigné et avec des mots orduriers. Insistant sur le fait qu'il n'était ni comptable ni employé de bureau, il déclara que l'or et les autres objets précieux avaient été sortis clandestinement d'Espagne avec l'aide pleine et entière de Dolorès Ibarruri[31]. »

Cet impair ne nuit manifestement pas à Avalov aux yeux de Lavrenti Beria pour qui mieux vaut être soupçonneux à tort vis-à-vis des siens que ne pas l'être…

En effet, à partir du 8 décembre 1938, le NKVD a pour nouveau chef le redoutable et redouté géorgien. Avec lui, la traque aux opposants (dont le

plus beau résultat sera l'assassinat de Trotski le 20 août 1940), et l'espionnage de la société s'accompagnent d'une gestion plus rigoureuse du goulag. La répression prend un tour économique.

À la tête de l'INO, Beria nomme d'abord Vladimir Dekanosov (qui sera successivement ambassadeur à Berlin pendant la durée du pacte germano-soviétique, puis jusqu'à la fin de la guerre l'un des principaux interlocuteurs des membres de la délégation gaulliste en URSS), puis en mai 1939, Pavel Fitine. Ce dernier va rester à la tête de l'INO jusqu'en 1946. Un record de longévité sous le stalinisme, mais l'enjeu à l'époque justifiera cette anomalie puisqu'il s'agira ni plus ni moins de pénétrer les arcanes du « projet Manhattan »…

À Paris, enfin, Avalov est certainement en relation personnelle avec Jacques Duclos, kominternien dès les années 1920, qui chapeaute, pour le compte des Soviétiques, l'ensemble des activités illégales du parti et qui s'occupe plus particulièrement de la « chasse aux traîtres », c'est-à-dire de l'élimination de tous les militants du PCF soupçonnés d'anti-stalinisme et, comme le souligne Wolton, il faut croire que l'ancien petit pâtissier s'acquitte fort bien de sa tâche puisque c'est à lui qu'échoira – sur ordre de Moscou après l'exfiltration de Thorez – la direction du parti dans la clandestinité sous l'Occupation.

Peut-être Avalov est-il aussi en relation avec le superviseur du PCF, Michel Feintuch, arrivé en France en 1929 (et en contact avec un certain Redens, haut responsable du NKVD), qui, bien que fiché comme activiste communiste depuis le milieu des années 1930, réussit à se faire embaucher fin 1939, après la déclaration de guerre, dans une fabrique d'armes travaillant pour l'armée française ! Coïncidence ? À la même époque, Trepper installe à Paris son réseau de renseignement pour l'Armée rouge.

Le 29 mars 1940, en pleine « drôle de guerre », l'ambassadeur Souritz regagne l'URSS.

Avalov le suit-il à cette occasion ? C'est possible. En l'absence d'indications précises, on en est réduit aux conjectures. Peut-être l'y a-t-il précédé pour participer à la mise sous surveillance des 23 millions d'individus supplémentaires dus à la série d'annexions (Pologne orientale, États baltes, Bessarabie, Bucovine, Carélie), consécutives au pacte germano-soviétique ? Mais peut-être est-il encore présent à Paris lorsque le 19 septembre suivant, Ivanov, le chargé d'affaires de l'ambassade, fait

savoir au gouvernement de Vichy, en place depuis le 10 juillet précédent, que le général-major Jean Sousloparov, attaché militaire, exercera dorénavant en même temps les fonctions d'attaché de l'Air auprès de cette ambassade, et encore lorsque le 11 novembre 1940, Alexandre Bogomolov informe Laval qu'il est arrivé en France et qu'il assume les fonctions de chargé d'affaires de l'URSS et qu'outre sa femme Lidiia, de nouveaux fonctionnaires viennent d'arriver à Vichy : Dmitri Petrov, 2e secrétaire d'ambassade et chef du service consulaire, Alexandre Koubychkine, attaché d'ambassade, Nikolaï Skobelev, attaché d'ambassade et sa femme Anna, Gratcheva Zinaida, épouse de l'attaché militaire adjoint.

Sous l'occupation allemande, l'ambassade semble même en plein essor puisqu'il n'est pas fait mention de départs d'anciens diplomates restés à Paris et qu'au contraire le 2 janvier 1941, il est fait savoir que le colonel Belov est nommé attaché militaire adjoint pour les questions aéronautiques et qu'il arrivera bientôt à Vichy. Et, surtout, puisque le 25 avril 1941, à midi, le maréchal Pétain, chef de l'État français, reçoit en audience officielle au pavillon Sévigné Bogomolov, élevé à la dignité d'ambassadeur le 18 mars précédent, venu lui présenter ses lettres de créance.

Né en 1900, professeur d'histoire et de philosophie de 1922 à 1930, titulaire d'une chaire à l'Institut technique de Moscou, Bogomolov a été directeur de la section occidentale au commissariat des Affaires étrangères à partir de 1939, et désigné en octobre 1940 comme chargé d'affaires de l'URSS en France. Il dispose sur place à Vichy de Jacoubovski comme 1er secrétaire et le 4 juin 1941, Semen Makarov sera nommé attaché d'ambassade.

À son retour en Union soviétique, après trois années passées en France, dans quel état d'esprit Ivan Avalov est-il en retrouvant les siens ? En tant que pur produit du système bolchevique et pion utilisable à loisir sur l'échiquier de la terreur, il n'est pas sûr qu'il soit particulièrement sensible à cette défiance mutuelle généralisée que la terreur a semée dans tout le pays. Même si la police politique elle-même, qui est le principal outil de gouvernement du tsar rouge est aussi, à voir le sort de ses chefs successifs, l'une de ses principales victimes… Mais une chose est sûre : le zélé Avalov regagne l'Union soviétique muni d'une bonne connaissance des us et coutumes du monde politicien français, et de quelques leviers possibles

pour le manipuler. Ce qui lui sera d'une particulière utilité après la guerre quand il reviendra en France en 1945, mais cette fois comme « résident ».

À partir de l'invasion de l'URSS, l'INO passe du rang de département à celui de direction et devient l'INU (*Inostrannoe Upravlenie*). En Union soviétique et dans toutes ses annexions, le NKVD gagne encore en puissance et règne sur tous les domaines civils et militaires. Bénéficiant des avantages de l'alliance germano-soviétique, les espions de Moscou qui proliféraient en France presque à découvert, plongent brusquement dans la clandestinité. Sous la férule de Harry Robinson, le représentant du GRU (le SR de l'Armée rouge), la France reste totalement maillée par la police politique soviétique.

En URSS, le 22 octobre 1941, après le désastre d'Ouman, une nouvelle génération arrive aux commandes : les maréchaux Vorochilov et Boudienny abandonnent leurs postes de commandement au profit des généraux Chapochnikov, Joukov, Voronov, Novikof, Tolboukine, Govorov, etc.

Le 20 novembre 1941, à 29 ans seulement, Avalov est nommé « résident » en Iran et embarque pour Téhéran avec sa femme, Helena Ilyinichna, enceinte, et Kolya, le fils de cette dernière, né d'un premier lit, à bord d'un vieux bombardier, qui au-dessus du Caucase essuie sans grand dommage toutefois un tir ennemi. « Le premier mois, raconte Helena, nous avons habité chez Andreï Andreïevitch Smirnov, l'ambassadeur soviétique à Téhéran. Nous vivions dans une sorte de hall sombre, meublé d'un vieux lit. C'est là qu'est née notre fille, Acha. Faute de place et de meubles, Ivan et Kolya dormaient à même le sol. » Précision : Helena est comme Ivan membre du NKVD. Officier opérationnel, elle terminera sa carrière avec le grade de colonel des services.

En Iran, Avalov a sous ses ordres Semienovitch Solod, futur ambassadeur et membre du NKVD.

De tempérament actif, Avalov commence par une étude détaillée de la situation locale et en arrive très vite à proposer à ses supérieurs une réévaluation fondamentale du travail de la « résidence ». « Notre appareil, écrit-il dans son rapport au Centre, est paralysé par le travail, les moyens, et des agents incapables d'avoir la moindre lumière sur ce que doit être le renseignement politique et qui ne peuvent donc répondre aux besoins quotidiens de notre travail diplomatique et politique dans ce pays. Aucune information sur un événement politique interne ou externe ni l'étude de cette information ne sont le souci de l'activité de ce bureau. Ici nous ne

sommes prioritairement préoccupés que par des questions de sécurité et de contre-espionnage qui relèvent plutôt de la tâche de nos services internes[32]. » Avalov accorde également une attention particulière à la mise en place d'un réseau d'agents fiables dans les plus hauts échelons de la hiérarchie militaire iranienne. « Nous ne pouvons ni ne devons nous contenter d'informateurs, dit-il aux membres de son staff. Il est important de disposer de personnalités clés qui, en plus d'être source d'informations pour nous, auront aussi une influence déterminante dans l'armée et le corps des officiers et se montreront courageuses et décisives dans l'action pratique. » Galvanisés par leur nouveau chef, les tchékistes se démènent et les résultats suivent : bientôt, ils disposent de « leurs hommes » dans l'entourage du ministre de la Guerre, parmi les dirigeants du SR de l'armée iranienne et d'autres services spéciaux, et même parmi les conseillers du Shah. S'ensuivent dès ce moment des informations sérieuses concernant non seulement les plans et les intentions du gouvernement iranien, mais également des renseignements permettant d'assurer la sécurité des cargaisons de matériaux stratégiques (étain, caoutchouc, etc.) à destination de l'Union soviétique à partir du golfe Persique à travers les ports de Dampertshah, Busher et Quar. Un contrôle fiable est alors établi sur tous les nœuds importants des frontières de l'Iran avec l'Union soviétique, la Turquie et l'Afghanistan[33].

De Téhéran, et c'est certainement l'une des raisons de sa mutation en Iran compte tenu de ses multiples aptitudes linguistiques, Avalov rayonne sur cette partie du Proche-Orient qui, à l'initiative du chef de la France libre, vient en juin précédent de connaître le dur affrontement de Syrie entre les forces anglo-gaullistes et les forces françaises aux ordres de Vichy. Et nul doute qu'une partie de son travail consiste à renseigner le Centre sur la mainmise progressive à cette occasion des Britanniques sur l'Empire français à laquelle de Gaulle, furieux, tente de s'opposer sans grand succès. D'où son voyage sur place en ce mois d'août 1942.

Après un séjour au Caire du 7 août au 12 durant lequel il a rencontré notamment Churchill, Smuts et Richard Casey, de Gaulle a rejoint Beyrouth d'où il a adressé, le 14 août, une lettre de protestation à Churchill contre les ingérences britanniques dans les États du Levant sous mandat français puis il a entrepris à partir du 17 un voyage « très rempli à Soueïda, Palmyre, Deir-ez-Or, Alep, Hama, Homs, Lattaquié[34] ».

Il est de retour au Liban le 23 pour y trouver, qui l'attend, une réponse de Churchill. Mais jugeant que le Premier britannique a répondu d'une manière évasive à sa protestation formelle, de Gaulle, furieux, décide d'informer les gouvernements soviétique et américain de la situation.

Le 24 de Beyrouth où il va rester (apparemment sans en bouger) jusqu'au 13 septembre, il télégraphie à Pleven pour l'informer de son périple et lui faire part de la suite du différend qui l'oppose aux Anglais : « L'acceptation réelle et loyale par les Britanniques de notre prépondérance dans les États du Levant est la pierre de touche de leur sincérité dans l'alliance. Nous nous devons d'obtenir cette acceptation dans l'intérêt des Nations unies aussi bien que dans l'intérêt national. » De Gaulle fait état du soutien américain dans cette affaire (« Je suis assuré que Washington s'applique et s'appliquera à amener un changement d'attitude des Anglais, ce qui est devenu absolument nécessaire. ») *In fine*, de Gaulle dit souhaiter informer le Kremlin du conflit qui l'oppose à Londres, et il demande à Pleven d'en avertir Bogomolov.

La réaction du Kremlin est immédiate : ordre est donné à Avalov de prendre langue avec le chef de la France combattante. La rencontre n'a pas lieu en Iran (comme le dit à tort mais peut-être intentionnellement) l'historien du KGB, O.N. Najestkine, puisque de Gaulle n'y a, à l'époque, pas mis les pieds (du moins officiellement), mais très certainement à Beyrouth. Et à une date située entre le 25 et le 30 août 1942.

Najestkine décrit le jeune Ivan Avalov, il n'a que 30 ans, comme un « membre talentueux des services de renseignements ». Éloges rares à l'appui : « Homme de grand charisme, d'une large érudition et d'une éducation sans faille, est-il dit, il savait travailler activement et intelligemment, avec inventivité et inspiration, mais aussi former ses collaborateurs à en faire autant[35]. »

Faut-il qu'il ait brillé aux yeux du Kremlin dans ses deux postes d'adjoint au « résident » de Paris et de chef du renseignement extérieur en Iran, un « poste clé », pour mériter ces compliments ! Incontestablement, le colonel Ivan Avalov est dès cette époque un de ces éléments que les services secrets soviétiques ont produits de plus performant. Et il prouvera son excellence par la suite : en tant que correspondant de De Gaulle à Alger en août-septembre 1943, en tant que superviseur chargé de la sécurité des trois Grands lors de la conférence de Téhéran en novembre-décembre 1943 (opération Long Jump), en tant que « résident » à l'ambassade de Paris à

partir de septembre 1945 jusqu'en 1950 (il sera notamment l'officier traitant de Georges Pâques et fera ses preuves de recruteur hors pair y compris parmi les dirigeants du Sdece), en tant que conseiller de Chelepine en 1950 pour la réforme du KGB, et enfin sous son vrai nom d'Agayants et son grade de général, le fondateur et le premier dirigeant du fameux département de la Désinformation du KGB où il se signalera personnellement par un certain nombre de « mesures actives » dont le montage de l'opération anti-Pie XII et de l'opération « croix gammée » en Allemagne de l'Ouest visant en 1959 à faire croire à la résurrection d'un danger nazi pour, entre autres, torpiller le rapprochement franco-allemand et accessoirement diffamer Franz Josef Strauss. Mort en 1968, le général Agayants repose au cimetière de Novodevitchi.

Voilà donc l'homme que Staline envoie auprès du chef de la France combattante en cette fin août 1942.

Comment l'agent du NKVD entre-t-il en contact avec de Gaulle ? Mystère. Mais manifestement sans grande difficulté.

« Agayants, précise Najestkine, ne s'est évidemment pas présenté à de Gaulle en qualité d'agent du renseignement, mais en tant que diplomate et sous le nom d'Avalov. » Nul doute cependant qu'à l'allure du Soviétique de Gaulle décèle en Avalov un officier plutôt qu'un « diplotame », comme il aime à désigner le personnel des ambassades.

Avalov parlant français, il n'est nul besoin d'interprète entre les deux hommes qui se voient donc sans témoins. Son efficience immédiatement décelable pour un œil averti et sa distinction naturelle opèrent sur son interlocuteur, qui saisit certainement l'importance du personnage sans savoir précisément qu'il appartient aux « organes », mais son français parfait doit peut-être lui mettre la puce à l'oreille et il comprend en tout cas qu'il tient là, comme la suite le montrera, un contact direct avec Staline.

De quoi les deux hommes ont-ils parlé ?

Puisque c'est à la fois la raison du rendez-vous et le sujet du jour, on peut être sûr qu'ils ont évoqué le différend avec l'Angleterre et que de Gaulle a remis au Soviétique une copie du mémorandum concernant l'affaire qu'il a adressé au consul américain Gwynn quelques jours plus tôt. Mais leur conversation s'inscrivant naturellement dans le prolongement de la conversation entre de Gaulle et Molotov le 24 mai précédent à Londres,

on peut supposer qu'il a été question de la proposition de De Gaulle d'envoyer à Beyrouth un consul général soviétique puisque, on l'a vu, cette suggestion, au dire même de De Gaulle, « a paru intéresser M. Molotov ». Dès le lendemain, en effet, ce dernier lui a fait demander des « renseignements sur les diverses représentations diplomatiques et consulaires dans les pays du Levant ». Et l'affaire a, depuis, suivi si bien son cours que, le 1er août 1944, Dekanosov remerciera Garreau en termes chaleureux :

> Nous sommes particulièrement reconnaissants (à la France) de ce qu'en maintes circonstances depuis plus d'une année vous nous avez donné d'utiles indications sur les pays du Proche-Orient, dont l'évolution n'avait été observée que de fort loin par l'URSS, et marqué l'intérêt qu'il y aurait à ce que celle-ci reprenne contact avec eux. Vous avez très heureusement préparé le terrain aussi bien en Syrie et au Liban qu'ici même pour faciliter l'établissement de relations diplomatiques entre nos deux gouvernements et ces deux républiques. Nous avions d'abord envisagé, comme je vous en avais fait part, d'ouvrir à Damas et Beyrouth des consulats dont la tâche eût été d'assurer la garde des biens appartenant à l'URSS. À la suite de notre premier échange de vues à ce sujet, mon gouvernement a tenu compte de vos indications et décidé de proposer à la Syrie et au Liban l'établissement de relations diplomatiques et l'envoi d'un ministre plénipotentiaire accrédité auprès de ces deux États[36].

L'entretien de Gaulle-Avalov de cette fin août 1942 a-t-il joué le rôle de déclencheur du retour de l'URSS au Proche-Orient ? Il se trouve que Daniel Semeniovitch Solod qui, comme on l'a vu, est alors auprès d'Avalov à Téhéran, est aussi, selon le général Henri Jacquin, chef du fameux BEL (Bureau Études et Liaisons) de 1959 à 1961, « l'homme qui a implanté l'URSS au Levant en 1942 puis au Caire », puis, en 1955, en tant que chef de la section « Afrique du Nord française » du commissariat soviétique aux Affaires étrangères, « l'homme spécialisé dans la destruction de l'influence française en Afrique qu'on retrouvera ambassadeur à Konakry en 1960 après que la Guinée a choisi de rompre avec la France, acceptant de devenir le PC des opérations secrètes soviétiques en Afrique noire[37] ».

Par ailleurs, ce qui indique qu'Avalov a bien confirmé à son interlocuteur l'information concernant le débarquement américain en AFN, c'est que dans sa lettre à Pleven et Dejean, datée du 27 août, de Gaulle avance comme « indice » l'ayant amené à cette « conviction », la « réserve soudaine de Washington à l'égard de la France combattante ». Or l'argument est peu probant, car de Gaulle lui-même soulignait quelques jours plus tôt, on l'a vu, l'attitude favorable des Américains vis-à-vis de la position de la France combattante dans ses démêlés avec la Grande-

Bretagne. Et puis Najestkine écrit : « Le 12 août 1942, lors de sa rencontre avec Churchill et Harriman, Staline s'est spécialement renseigné sur l'état d'avancement de la préparation de l'opération de débarquement en Afrique du Nord et a demandé si de Gaulle en était informé. Ayant reçu une réponse négative, il fit état de sa surprise en annonçant que cette opération stratégique était insuffisamment préparée politiquement, et que, à son avis, il serait souhaitable de la conduire avec la participation de De Gaulle. » Que le tsar rouge, furieux du report de *Roundup*, se soit plu à jeter une pierre dans le jardin des Anglo-Saxons, est hautement probable.

Pour le reste de l'entretien, on doit se contenter de la conclusion brève mais instructive de Najestkine puisqu'elle précise qu'Avalov « parvint à établir des relations de confiance et de compréhension mutuelle » avec de Gaulle. Ce qui ne va pas de soi compte tenu de ce que l'on sait du caractère naturellement distant et méfiant du Français. S'il a suffi pour cela de quelques heures d'entretien seulement, elles ont donc dû être particulièrement denses et surtout prometteuses comme on pourra d'ailleurs le vérifier un an plus tard[38].

Andreï Smirnov, l'ambassadeur soviétique en Iran, ou tout autre diplomate de son entourage, pouvait servir d'interlocuteur de De Gaulle. Que signifie donc concrètement, dans une perspective bolchevique, le choix d'Avalov pour cette mission ?

Outre qu'elle est un bon exemple de l'utilisation de la police politique secrète par le *Vojd* dans la mise en œuvre de sa politique étrangère, cette initiative stalinienne a de toute évidence pour but de placer la relation gaullo-soviétique à un niveau autre que seulement diplomatique. Il s'agit bien d'établir un lien nouveau destiné à permettre une communication directe et sans fard. Et nul doute que, conformément à sa logique professionnelle, le « redoutable Avalov » (John Barron) s'est rendu à son rendez-vous avec une mentalité d'officier traitant.

Pour de Gaulle, l'initiative stalinienne présente l'avantage de maintenir dans le plus grand secret vis-à-vis de son entourage immédiat (mêlé d'une manière ou d'une autre au développement de ses relations avec le Kremlin), le lien inauguré par sa démarche d'Ankara en juillet 1941. Hormis Jouve témoin et acteur de ce premier message véritablement fondateur. Mais, précisément, le 29 août, dans un télégramme confidentiel à Londres pour Pleven, Dejean et Billotte, de Gaulle annonce : « Jouve que j'ai vu ici

quittera bientôt Istanbul. […] Il faudra quelqu'un de bien pour remplacer Jouve. Le remplaçant doit être un militaire dépendant de mon état-major particulier, car il n'est pas possible actuellement d'exercer à Istanbul une action diplomatique. Il ne s'agit que de renseignements. Veuillez désigner d'urgence un officier qualifié et l'envoyer ici sans délai[39]. » En d'autres termes, il met Jouve à l'écart du circuit qu'il avait personnellement contribué à établir. Ce dernier prendra la direction de Radio-Brazzaville en janvier suivant…

Compte tenu de la suite, on ne peut s'empêcher de penser que cette mutation correspond chez de Gaulle au souci de fractionner au maximum ses intermédiaires avec le Kremlin afin que chacun en sache le moins possible sur le développement de sa stratégie d'alliance. Plus précisément : afin qu'aucun ne puisse s'en faire une idée globale.

D'ailleurs, concernant son entretien avec Avalov, même Garreau en ignorera tout puisque le 4 septembre, celui-ci se plaindra auprès de Marty de n'avoir eu aucune réponse à sa demande : « C'est un fait unique dans mes 30 ans de carrière, que depuis le 7 août je n'ai reçu aucune réponse à la demande formulée à Dekanosov. J'aurai compris qu'on m'expose que la situation n'est pas favorable. Mais que va penser le général du fait que je ne donne aucune réponse à sa demande… »

Grâce à l'initiative soviétique, il existe donc désormais un canal direct de Gaulle-Staline qui au moment décisif – et ce sera le cas un an plus tard exactement – pourra fonctionner en toute discrétion.

Pour l'heure, une chose est sûre : après ce rendez-vous de Gaulle-Avalov, les relations de Gaulle-Staline sont au mieux comme le montre le souci du Français de prévenir tout risque de friction avec le Kremlin. C'est le sens du télégramme qu'il adresse le 30 août à Pleven, Dejean, et Billotte à Londres pour s'opposer fermement au choix du capitaine Girard comme adjoint à Moscou au général Petit, ceci, dit-il, « pour des raisons qui tiennent à sa personnalité, à son goût excessif pour l'information secrète et aux opinions qu'il professe sur la Russie actuelle[40] ». En d'autres termes : parce que Girard professe des opinions anticommunistes. La question se pose de savoir si de Gaulle avait personnellement connaissance de cette disposition du susdit ou si le nom de ce dernier lui a été signalé par Avalov, car pour Bogomolov (on le sait puisqu'il s'en vantera devant Macmillan) le mouvement gaulliste n'a guère de secret.

Parallèlement, dans un télégramme daté de Moscou du 1er septembre, Roger Garreau fait savoir à de Gaulle que les communistes français qui avaient semblé jusqu'ici « être tenus [*sic*] » d'éviter tout contact avec la délégation de la France combattante, lui ont, en la personne d'André Marty, membre du Comité central du Komintern et seul représentant qualifié du PCF, rendu visite à plusieurs reprises : « Il m'a fait, écrit Garreau, un vif éloge du général de Gaulle » et « il s'est mis à mon entière disposition pour aider à développer notre propagande en URSS ». Et Garreau conclut : « Il n'est pas douteux que M. Marty n'a pu prendre contact avec moi qu'avec l'assentiment du politburo. Cette démarche marque, évidemment, une évolution d'importance capitale du PCF, suivant les instructions du Kremlin, dans le sens du ralliement de toutes les forces françaises résistantes autour du général de Gaulle et du Comité national[41]. »

Les communistes fixent le rôle de De Gaulle

Ce n'est donc pas une simple coïncidence si *L'Humanité* du 28 août reprend à son compte la formule : « La libération nationale ne peut être séparée de l'insurrection nationale. » Et si, parallèlement, *La Vie du Parti* du même mois développe la nécessité impérieuse d'ouvrir un deuxième front à l'Ouest. Toutefois les journaux communistes manifestent leur hésitation sur la bonne façon d'obtenir ce second front. Le dilemme se pose en ces termes : l'insurrection nationale doit-elle provoquer une intervention anglo-américaine ou, au contraire, cette intervention va-t-elle être le signal de l'insurrection nationale ? Finalement, la direction communiste semble trancher : « Nous devons développer une lutte tellement aiguë, écrit *La Vie du Parti*, qu'elle aura pour conséquence de contribuer à déterminer nos alliés à regarder du côté de la France et à tirer des événements se déroulant dans notre pays, la conclusion que l'heure du second front a sonné. Ainsi donc, le peuple français peut être d'un poids décisif dans la préparation du second front s'il redouble d'activité dans la lutte contre l'oppresseur. »

La bataille d'El-Alamein est l'occasion d'une nouvelle citation du nom de De Gaulle par les communistes. Le 4 septembre, *L'Humanité* écrit : « Les soldats du général de Gaulle qui se sont battus à Bir Hakeim et qui ont pris part au coup de main de Dieppe, ainsi que les FTP qui sont sur le sol de la patrie l'avant-garde armée de la France combattante, donnent

l’exemple à tous les Français. » Cependant, les gaullistes auraient tort de se réjouir trop vite : il s’agit d’une manœuvre, ainsi que l’indique l’habile utilisation de l’expression « France combattante »… « Déjà, remarque Courtois, s’esquisse la volonté communiste de désigner de Gaulle comme dirigeant de la Résistance extérieure et le PCF comme dirigeant de la Résistance intérieure. »

Cette prétention peut prêter à sourire, mais voilà qu’elle reçoit un secours décisif avec la promulgation par Laval des lois instituant le « Service du travail obligatoire ». Pour échapper au STO, des milliers de jeunes gens s’apprêtent à prendre le maquis et le PCF voit avec juste raison dans ce potentiel humain l’occasion de se refaire des forces après la terrible répression qui s’est abattue sur lui. Répression qui ne freine en rien son ardeur comme en témoigne *La Vie du Parti* qui écrit en septembre : « [Le] deuxième front doit être constitué sans qu’on se laisse arrêter par la question du prix qu’il faudrait payer pour cette opération. » Le PCF est donc sur le point d’appeler à l’insurrection nationale et affirme posément qu’il ne faut pas regarder sur le prix à payer. D’ailleurs, dans *L’Humanité* du 25 septembre, il engage contre l’« attentisme » une violente campagne qui ne « vise plus seulement les militants du parti, mais toutes les formations de résistance qui considèrent comme prématurée la lutte armée et, à plus forte raison, une insurrection nationale[42] ».

Il est vrai que le PCF ne fait qu’obéir à l’appel pathétique que la radio soviétique a lancé le 6 septembre aux combattants : « Désormais, plus question de reculer ! Ce sera la lutte à mort sur la Volga ! » En écho, à Radio-Levant, de Gaulle a tonné le 8 septembre :

> Jamais encore depuis que la trahison conclut avec Hitler l’armistice qu’elle disait honorable, il n’y eut autant qu’aujourd’hui de persécutions, de délations, d’exécutions sur le sol de la patrie […]. Il n’y a plus moyen de nier que le salut soit uniquement dans la guerre et dans la victoire. C’est pourquoi la France n’attend que la possibilité physique de reprendre la lutte active avec ceux de ses fils qui ne l’ont jamais cessée. C’est pourquoi la France maudit, en attendant qu’elle les châtie, les misérables qui la maintiennent sous le tampon de leur chloroforme. C’est pourquoi la France tient pour faux amis certaines gens qui, dans le monde, s’accommodent de la défaite et cultivent ceux qui l’ont trahie au lieu de lui crier la seule chose qui puisse la sauver : « Debout, voici des armes ! »

Cette formule choc concluant un violent réquisitoire contre Vichy, les communistes la saluent à leur manière dans *L’Humanité* du 11 septembre : « Les Français saluent les soldats du général de Gaulle et les FTP qui luttent les armes à la main montrant le chemin de la liberté. » Coïncidence ? Le

même jour, Bogomolov vient dire à Dejean que son gouvernement est « disposé à aider la France combattante, suivant ses moyens » dans la querelle qui oppose le général de Gaulle à Churchill à propos de la Syrie et du Liban. Mais on peut supposer qu'Avalov l'a déjà fait avant lui. Du côté américain, en revanche, c'est le silence…

« Sumner Welles, écrit Eden, éprouvait des inquiétudes au sujet du général de Gaulle. Il pensait que nous devrions rompre bientôt notre association avec le chef de la France libre […]. Si de Gaulle rentrait en France avec les armées d'occupation et établissait un gouvernement provisoire, personne ne pourrait plus l'en déloger. Ne partageant pas ces opinions, j'écrivis dans un mémorandum destiné à notre ambassade à Washington que, si de Gaulle accompagnait les troupes de libération de la France, il devrait tenter sa chance auprès des Français[43]. »

De Gaulle connaît les sentiments des uns et des autres à son égard. Le 13 septembre, à Radio-Levant, il prononce un discours qui se veut à la fois une leçon d'alliance aux Anglais et aux Américains, coupables de créer une « possibilité de discorde » entre alliés et donc d'offrir à l'ennemi un atout décisif dans un jeu qui n'en comporte plus beaucoup, mais également une réponse au soutien soviétique en laissant entendre au Kremlin qu'il peut avoir toute confiance dans la France combattante qui ne les trompera jamais[44].

Le 17 septembre, Géraud Jouve fait savoir que des fonctionnaires de l'ambassade soviétique à Ankara lui ont posé à plusieurs reprises des questions concernant le statut juridique de la France combattante au Levant pour l'éventualité de l'envoi d'un représentant soviétique dans cette région. Tarasov, l'un de ces fonctionnaires, deuxième secrétaire de l'ambassade, faisant état de la nombreuse colonie de Russes blancs dans ces États, lui a même demandé auprès de qui devrait être accrédité un représentant soviétique éventuel et quelle serait, à son avis, la réaction anglaise. Le lendemain, Garreau s'envole *via* Téhéran pour Le Caire où il doit rencontrer de Gaulle pour s'entretenir avec lui de la situation en URSS et des rapports gaullo-soviétiques. Et des moyens d'accélérer aussi les pourparlers en cours entre Dejean et Maïski pour la reconnaissance de la France combattante par l'URSS.

Fort de l'appui manifeste du Kremlin et des actes d'allégeance répétés des dirigeants communistes en exil en URSS, le 21 septembre à la radio de Brazzaville, dans un discours au style « très PCF »[45], de Gaulle lance un

appel à peine déguisé aux communistes français pour qu'ils acceptent de se rallier à lui. S'adressant aux Français qui veulent « chasser l'ennemi de chez eux et châtier les traîtres », le chef de la France libre prêche l'union :

« Les origines sociales, les opinions politiques, les préférences quant aux personnes n'ont rien à voir dans la Libération qui ne sera pas obtenue à moins d'être l'œuvre commune. Il est tout à fait naturel que les Français jugent le passé et envisagent l'avenir avec des vues différentes, mais il est vital qu'ils embrassent le présent d'une seule et unique étreinte. Français, le moment est venu de vous unir d'un seul élan autour de votre Comité national : suivez ses directives et ne suivez que celles-là ! »

Le même jour, Dejean envoie un télégramme à Garreau pour lui dire combien le CNF « apprécie la clarté et la sûreté de ses exposés et d'une façon plus générale l'efficacité de son action en Russie » où il a su assurer à la France une « place digne d'elle ». « Ayant rencontré aujourd'hui Bogomolov, poursuit Dejean, je lui ai parlé de votre venue possible ici pour quelques jours. Il verrait lui-même grand avantage à vous rencontrer. Il m'a renouvelé l'assurance de la volonté de son gouvernement de soutenir le CNF et de contribuer de tout son pouvoir à la restauration d'une France forte[46]. »

Son télégramme ne peut qu'encourager un Garreau déjà au mieux de sa forme à en croire le résumé que Marty fait de leur entretien du jour à Dimitrov : « Le général de Gaulle a une grande confiance dans le général Giraud » ; « L'arrivée d'André Philip a immédiatement amené un changement de toute une partie de la presse anglaise en faveur du général de Gaulle. C'est ainsi que le *Tribune* qui accusait de Gaulle d'être un fasciste a aussitôt changé dès la nomination d'André Philip » ; « Gouin, c'est une canaille » ; Labarthe est un antifasciste militant. Il considère le général de Gaulle comme une « brute militaire ».

Brossolette est favorable à une « dictature gaulliste provisoire »

Le 25 septembre, à son retour à Londres, de Gaulle trouve une lettre d'un certain Guérin, secrétaire général du Centre syndical français à Londres qui, au nom des membres dudit comité, s'insurge contre l'accueil réservé à Charles Vallin.

C'est le début de l'« affaire Vallin ».

Député de Paris, vice-président du parti social français (PSF), Croix-de-Feu, Vallin a été l'adjoint du colonel de La Rocque. C'est Brossolette qui « avec l'assentiment du général de Gaulle » l'a fait venir à Londres, pour « faire équilibre » à André Philip, un des « meilleurs éléments du socialisme ».

J'ai eu beaucoup de mal, racontera plus tard Brossolette à André Gillois, mais j'ai pu le décider à venir. Je considère cela comme une victoire, car il a beaucoup d'importance dans le mouvement ex-Croix-de-Feu dont il avait en main toute la propagande. Il représente la partie vivante, le côté populaire des Croix-de-Feu, par opposition à La Rocque qui en incarne le côté purement réactionnaire et désuettement salonard[47]. Vallin se sépare ouvertement de La Rocque auquel il a envoyé avant de quitter la France une lettre qui est une gifle ; son geste et son passage en Angleterre vont rallier à la cause antiallemande un nombre considérable de militants Croix-de-Feu.

L'idée de Brossolette est claire, il l'explique sans ambages à Gillois :

« Je voudrais que pour donner le temps à la France de remettre ses affaires en ordre quand elle sera débarrassée des Allemands, il y ait une dictature gaulliste pendant quelque temps. Le pays ne pourra se relever que si les éléments sains des anciens partis s'unissent pour former le régime de demain[48]. »

L'opération Vallin montée par Brossolette se révèle « payante ». Elle plonge Vichy dans l'embarras et provoque de sérieux remous, notamment chez les légionnaires. « C'est un coup dur pour le Maréchal », note Pierre Limagne. Mais dans les milieux gaullistes de Londres et d'ailleurs, et plus spécialement – pour parler comme Passy – dans « la bande de sectaires endurcis qui ne perdaient pas une occasion de se présenter comme les seuls authentiques et farouches défenseurs de la République, de la démocratie, de la liberté… et que sais-je encore[49] ? », le ralliement de Vallin fait aussitôt l'effet d'un coup de tonnerre. Les éléments de gauche et d'extrême gauche font le siège de De Gaulle pour l'amener à se débarrasser de l'ancien vice-président du PSF.

Dans un premier temps, de Gaulle fait face, non sans se couvrir cependant du côté des Soviets.

En ce qui concerne l'affaire Vallin, écrit Bogomolov à Molotov le 26 septembre, de Gaulle m'a dit qu'il ne fallait pas accorder d'attention aux journaux anglais. Vallin a fait une déclaration pour condamner La Rocque et Vichy, stigmatiser l'erreur qui consiste à soutenir Vichy. Son ralliement aux gaullistes est un engagement à lutter ouvertement contre l'Allemagne. « Je considère, m'a dit de Gaulle, que la politique des Croix-de-Feu est perfide, mais je ne suis pas étonné des propos de Vallin à la presse et à la radio. Si demain un chef du parti communiste français se ralliait à moi avec

l'unique intention de lutter avec moi contre les Allemands, je l'accepterais, car je veux unir tous les Français qui veulent se battre contre l'Allemagne. Les Anglais ne sont pas contents parce que j'ai accepté Vallin, mais ils ne le seraient pas davantage si j'acceptais un communiste et ils publieraient aussitôt des articles contre moi. Les Anglais ne seront contents de moi que si je les écoute, mais alors, je ne serais que le chef d'un groupe de partisans ; j'aurais beaucoup d'invitations à déjeuner à Londres mais aucune autorité en France. »

De Gaulle, poursuit Bogomolov, m'a dit que Vallin lui avait transmis une lettre de Herriot dans laquelle celui-ci écrit que, bien qu'il soit vieux, il est toujours prêt à prendre part à la lutte contre l'Allemagne à ses côtés. De Gaulle dit qu'il est content de cette lettre, mais que les Anglais ont monté une intrigue pour l'opposer à Herriot. Il a fait remarquer avec agacement que les Anglais tentent sans cesse de le renverser en utilisant tantôt ceux-ci, tantôt ceux-là, que notre communiqué est pour lui un grand soutien et que s'il peut faire quelque chose de pratique pour participer aux combats sur le front soviétique, il le fera. À propos du deuxième front, il dit que les Anglais ont tenu une conférence d'experts militaires, mais qu'elle a abouti à une conclusion négative sur sa possibilité d'ouverture en Europe. S'ils l'ont écarté lui, de Gaulle, de cette conférence c'est parce qu'il aurait donné une conclusion positive. De Gaulle a remarqué que les généraux anglais et américains sont toujours pour l'inaction[50].

En présentant aux Soviétiques l'« affaire Vallin » comme un épisode de la lutte sourde et permanente qui l'oppose aux Anglais en particulier et aux Anglo-Saxons en général, alors qu'il s'agit d'abord et surtout d'un conflit interne à la France libre, de Gaulle fait preuve d'habileté. Mais cela ne suffit pas pour autant à lui assurer la tranquillité. Bientôt il capitule devant les éléments de gauche de son entourage et charge Vallin d'une « mission temporaire dans l'Empire français libéré, en particulier sur le front français du Tchad ». Mission destinée à préparer les fonctions que le Comité national envisage de confier ultérieurement à… Charles Vallin.

Ce revers du général de Gaulle est significatif du nouveau rapport de force au sein du mouvement gaulliste. La gauche y est désormais prépondérante. En tout cas, suffisamment forte pour faire plier son chef. Et ce dernier aura beau écrire le 7 octobre à Guérin : « Vous le savez, c'est dans l'union que la France trouvera sa force et c'est de cette union, union contre l'ennemi que M. Vallin nous apporte une nouvelle preuve », la cabale contre Vallin se poursuivra. Au point que de Gaulle sera contraint d'écrire à Adrien Tixier, délégué de la France libre à Washington, le 15 octobre :

Voici des indications qui vous permettront d'éclairer notre attitude à propos du ralliement de Charles Vallin :

– La question des opinions politiques professées par Charles Vallin avant la catastrophe de juin 1940 ne doit pas être prise en considération en la matière. Tout Français a le devoir de combattre pour la France. Nous n'avons pas, nous, le droit de lui en refuser la possibilité du moment qu'il est sincère.

– L’adhésion de Vallin au régime de Vichy est une autre question que je lui ai posée personnellement. Vallin a, comme beaucoup d’autres, chez nous et à l’étranger, été trompé par le Maréchal : il a fini par s’en apercevoir et décidé de se ranger parmi nous sans aucune réserve et sans aucune condition. Il m’a demandé instamment de servir en sa qualité d’officier de réserve d’infanterie, ce que j’ai accepté. En outre, il a publiquement déclaré qu’il avait été induit en erreur et qu’il condamnait Vichy, ce qui a eu en France un retentissement considérable et favorable.

– J’ajoute que les Croix-de-Feu ont été très secoués par le ralliement de Vallin qui correspond à l’évolution de la plupart et de la meilleure part de leurs membres. Pétain perd de ce fait un de ses principaux appuis ; cela n’est pas à négliger[51].

L’« affaire Vallin », qui donne une idée de l’atmosphère d’intolérance – dont beaucoup de gaullistes se plaindront – qui règne à Londres, est pour de Gaulle l’occasion de définir les motifs qui doivent guider les dirigeants du Comité national à l’égard des personnalités ayant servi Vichy. Ces motifs sont les suivants :

a) Les hommes qui collaborent avec l’envahisseur à des postes de commande sont justiciables des conseils de guerre pour intelligence avec l’ennemi (ceci s’applique en particulier à tous les membres du gouvernement de Pétain).

b) Ceux qui ont simplement servi Vichy comme fonctionnaires ou militaires sont utilisés par la France combattante à mesure qu’ils se rallient « sauf, précise de Gaulle, si leur attitude ou leurs actes personnels ont revêtu un caractère scandaleux à l’égard de la défense nationale ou, ce qui revient au même, à notre égard ».

c) Comme les fonctionnaires ou les militaires qui ont simplement servi Vichy, les hommes publics eux aussi sont utilisés par la France combattante « étant entendu, précise encore de Gaulle, que dans leur cas, l’opportunité joue naturellement un rôle dans notre décision et qu’en principe c’est à titre militaire que nous voulons les employer ».

« Il ne semble pas, dit Noguères, que l’“affaire Vallin” ait eu sur l’orientation politique de la France libre des conséquences aussi immédiates et aussi importantes que celles déplorées par Passy. » Aussi « immédiates », peut-être : en effet, comme le souligne l’historien, André Philip avait déjà accepté pour devenir commissaire national de ne pas être le représentant officiel de son parti à Londres et Félix Gouin qui tient avant tout à demeurer le mandataire officiel de ce même parti ne s’est pas vu offrir un poste de commissaire national. En revanche, l’affaire a eu à plus long terme une importance décisive : ce qui est en jeu dans cette affaire, c’est la politisation de la France libre et de la Résistance – dont Noguères note, par ailleurs,

qu’elle fut l’un des deux problèmes également importants pour l’avenir de la Résistance et, au-delà de celle-ci, pour l’avenir du pays – et qui plus est, sa politisation dans le sens de la gauche, voire de l’extrême gauche…

« Brossolette se montra absolument écœuré de la survivance des méthodes qui ne pouvaient que discréditer et diminuer la France aux yeux de l’étranger », écrit Passy. Brossolette n’est pas seulement écœuré, il est aussi furieux et il se « défoule » dans un article intitulé « Renouveau politique en France » que *La Marseillaise*, le journal gaulliste dirigé par Quilici, publiera le 27 septembre : « Il est donc probable, peut-on y lire, qu’en opposition au mouvement général de rénovation nationale nous assisterons à des tentatives partielles de reconstitution des anciens partis politiques […]. Tous les Français de France […] pensent sans doute comme moi que rien ne pourra être plus lamentable […]. Une chose par contre est certaine : c’est qu’une telle tentative est vouée à l’échec. »

L’article éclate comme une bombe. Brossolette se fait traiter de « néofasciste ».

Il y avait parmi les Français de Londres, tous unis contre l’Allemagne et contre Vichy, des antigaullistes, se souvient Jean Pierre-Bloch. Ils voyaient sous de Gaulle percer un nouveau Boulanger et s’en méfiaient ; […] pour [ces] opposants l’article de *La Marseillaise* était la preuve que de Gaulle après la guerre voulait créer un parti unique. Brossolette ne voyait pas ainsi. Homme de gauche aussi convaincu que je l’étais moi-même, il avait confiance dans la parole du Général. D’autre part, si l’entourage de celui-ci n’était pas sans le décevoir parfois – il me l’a souvent dit – Brossolette pensait que toute velléité de faire du gaullisme, après la Libération, un nouveau bonapartisme, serait balayée. Mais en même temps, l’éclatement des partis au moment de la défaite, l’abandon des Chambres devant Pétain, la trahison de quelques-uns, la veulerie de beaucoup l’avaient écœuré. Ce qu’il cherchait, ce qu’il rêvait, c’était une solution neuve qui appuierait la démocratie sur la Résistance où la France était en train de se retremper.

Ce besoin d’une rénovation des mœurs politiques, Jean Pierre-Bloch l’imagine « passant par les partis reforgés dans la Résistance », tandis que Brossolette rêve, lui, d’une autre voie qui prolonge l’esprit de la Résistance. Pendant ce temps « de Gaulle avançait ses pions et attendait l’heure où il pourrait, de la mystique du gaullisme, passer à la politique[52] ».

Quelques jours après la publication de l’article de Brossolette, Félix Gouin indique au cours d’une réunion du groupe Jean-Jaurès qu’il n’approuve à aucun degré une thèse semblable, d’abord parce qu’elle est contraire à la réalité, ensuite parce qu’il n’y a pas de démocratie sans partis organisés. Selon Gouin, cette prise de position l’a fait alors considérer comme un esprit subversif ou, à tout le moins, « comme un naïf ayant le tort

de prendre au sérieux, très au sérieux, la façade démocratique que l'on a peu à peu substituée dans la maison à la façade semi-fascisante qui était la sienne jusqu'en 1941 ».

L'« affaire Vallin » n'est donc pas seulement une victoire du clan des gaullistes de gauche ; elle remet en cause toute la politique de De Gaulle à l'égard des personnalités politiques : jusque-là, leurs adhésions à la France libre devaient être des adhésions individuelles. À partir de maintenant, même s'il refuse encore de le reconnaître publiquement, le ralliement des personnalités politiques implique pour de Gaulle la reconnaissance des anciens partis dont ces personnalités se réclament. La tendance ira en s'accentuant et c'est de là qu'il faut dater l'origine du divorce entre le gaullisme et les idéaux de la Résistance. C'est à Jean Moulin que Frenay fera plus tard le grief d'avoir « poussé » le général de Gaulle à « oublier » le principe qu'il s'était fixé à lui-même. En l'occurrence, s'il n'a pas tout à fait tort, Frenay n'a pas tout à fait raison non plus : s'il est exact que Moulin se fait le chantre du retour des anciens partis (thèse qu'il a peut-être défendue déjà avec vigueur lors de son premier voyage à Londres), il est également exact que la responsabilité de cette nouvelle orientation politique revient aussi à de Gaulle qui, d'ailleurs, le revendique.

L'étrange visiteur soviétique de Billotte

Dès son retour du Levant, et avant d'affronter le « cas Vallin », de Gaulle avait dit à Billotte : « Puisque vous avez de bonnes relations avec les Russes, resserrez vos contacts, tout en vous gardant. »

« Par une étonnante coïncidence qui pourrait être une transmission de pensée [*sic*], se souvient Billotte, je reçois l'après-midi même la visite d'un haut fonctionnaire soviétique de l'ambassadeur Maïski. Il s'agit d'un homme fort aimable que j'ai rencontré à Moscou et dont Kisselev[53] m'avait signalé qu'il occupait un poste important au Comité central du parti. Mon jovial interlocuteur, après avoir tourné quelque temps autour du pot, me dit alors en confidence et à ma stupéfaction qu'il vient d'arriver à Londres d'ordre de Staline, pour contrôler en quelque sorte l'action de Maïski et de Bogomolov[54]. »

Ce Soviétique, dont Billotte, trente ans après, évite de citer le nom, n'est autre que le conseiller d'ambassade Kirill Vassilievitch Novikov qui, sous son statut de diplomate, est en réalité un agent du NKVD et pas

n’importe lequel puisqu’il sera jusqu’en 1947 le chef du 2e département européen du NKVD. Anthony Eden ne s’y trompe pas qui l’appelle « le chien de garde du Kremlin ». L’« étonnante coïncidence » dont parle Billotte (qui n’est manifestement pas dupe) n’en est évidemment pas une : c’est sur ordre que Novikov entre à ce moment-là en contact avec lui. Sa visite s’inscrit dans le sillage de la rencontre de Gaulle-Avalov et obéit au même principe de connivence puisque le Soviétique va jusqu’à lui confier, à lui, un officier étranger, qu’il a reçu pour mission de « surveiller » deux compatriotes, et quels ! deux ambassadeurs, dont Staline ne goûte guère le manque d’efficacité pour l’ouverture du second front… Une mission qui révèle clairement son appartenance à la police politique, d’autant que Novikov propose tout de go au chef d’état-major de De Gaulle d’établir avec lui de jour et de nuit des relations téléphoniques sur son numéro personnel, ignoré de l’ambassade… « J’accepte », dit Billotte. C’est le moment, on s’en souvient, où la France combattante reconnue par les Anglo-Saxons ne l’est toujours pas par le Kremlin. Et ce n’est pas faute que Garreau et Massigli, chacun de son côté, s’y emploient activement.

« Notre commissaire national aux Affaires étrangères en est bien évidemment chargé, précise d’ailleurs Billotte. Mais de Gaulle, prévenu de mon contact secret, me dit : “C’est le moment de vérifier vos possibilités de ce côté-là.” J’appelle mon correspondant. Réponse : “Vous avez fort bien fait de vous adresser à moi. Par Bogomolov et Maïski, vous auriez attendu longtemps et la réponse n’aurait peut-être pas été celle que vous souhaitez. Par moi, vous aurez la réponse de Staline avant trois jours et elle sera bonne[55]”. »

Faut-il que Novikov ait l’oreille du Kremlin pour être aussi sûr de lui ! Mais on peut également supposer que l’affaire y a été montée de façon à faire comprendre une fois pour toutes aux dirigeants gaullistes l’importance de privilégier certains circuits – et donc certains liens – plutôt que d’autres.

D’ailleurs, la réponse de Moscou arrive au bout de deux jours exactement (ce qui indique qu’elle était prête) et elle est « entièrement positive [*sic*] ». C’est le moins que l’on puisse dire en effet puisque Billotte écrit comme si cela allait de soi : « Staline laissait à de Gaulle le soin de fixer lui-même la nature de la reconnaissance qu’il souhaitait, jusques et y compris la reconnaissance complète et *de jure* d’un gouvernement. » Information qu’il commente ainsi : « C’était évidemment irréaliste ; de Gaulle évitera bien entendu le piège de cet excès d’amour. Il se contentera

d’une reconnaissance diplomatique légèrement supérieure à celle des Anglo-Saxons. De cette aventure, je retiendrai que Staline n’a pas oublié les leçons de Louis XV et le Secret du roi. De Gaulle pas davantage. »

Certes. Mais que Staline pas plus que de Gaulle n’ait oublié le Secret du roi n’est, on en conviendra, un secret pour personne. L’essentiel, à travers cette délégation de Staline à de Gaulle pour parler en son nom, c’est l’enjeu que révèle ce geste sans précédent dans l’histoire de la diplomatie soviétique et *a fortiori* stalinienne : à savoir l’urgence de l’ouverture du second front le plus à l’ouest possible. Pierre de touche de l’alliance gaullo-soviétique que Staline, par ce geste hors norme, incite de Gaulle à renforcer – voire à sauver – par une attitude déterminée face aux projets anglo-saxons.

Ignorant les dessous de l’affaire, l’entourage londonien va voir principalement dans la reconnaissance de la France combattante par le Kremlin un sacré « cadeau » à de Gaulle. Non sans malaise parfois. Ainsi, dans un rapport destiné à Léon Blum, pour l’éclairer sur ce qui se passe à Londres et sur le personnage de De Gaulle, Félix Gouin écrit : « Côté russe : de ce côté, les relations officielles, les seules du reste qui peuvent exister avec eux[56], sont en tout point excellentes. J’avoue que cela me cause quelque appréhension, car je me demande quelle est la part de sincérité qu’il faut accorder, à travers cette grande cordialité, au personnel dirigeant des Soviets. »

Pour sauver les apparences, Dejean fait savoir que le Comité national est « unanime à approuver le texte du communiqué proposé dont il apprécie la haute portée […]. Le CNF et le général de Gaulle, dit-il à Maïski, se sont montrés particulièrement sensibles aux mobiles qui ont inspiré la décision du gouvernement soviétique. Ils sont convaincus que le communiqué en question marque une étape importante dans l’évolution qui doit unir toujours davantage la France et la Russie soviétique dans la même volonté d’abattre l’agression et le fascisme et de travailler ensemble à la reconstruction du monde dans la sécurité politique et la prospérité économique ».

Le texte de l’accord gaullo-soviétique est le suivant :

Le Comité national français a fait savoir au gouvernement soviétique son désir d’appeler désormais France combattante le mouvement des Français où qu’ils se trouvent, qui n’acceptent pas la capitulation devant l’Allemagne hitlérienne et qui luttent contre celle-ci pour la libération de la France. Le gouvernement soviétique est allé à la rencontre de ce désir du Comité national français,

désir qui exprime la volonté des patriotes français de contribuer par tous les moyens à leur disposition à la victoire commune contre l'Allemagne hitlérienne et ses complices en Europe. Le gouvernement soviétique s'est mis d'accord avec le Comité national français sur les définitions suivantes :

– « France combattante » : Ensemble des citoyens et des territoires français qui n'acceptent pas la capitulation et qui par tous les moyens à leur disposition contribuent où qu'ils se trouvent à la libération de la France par la victoire commune des Alliés contre l'Allemagne hitlérienne et ses complices en Europe.

– « Comité national français » : Organe directeur de la France combattante ayant seul qualité pour organiser la participation des citoyens et des territoires français à la guerre et représenter auprès du gouvernement de l'URSS les intérêts français notamment dans la mesure où ceux-ci sont affectés par la conduite de la guerre.

Jean-Baptiste Duroselle note : « Il y avait lieu d'être satisfait : les Anglais avaient dit : le comité "organise la participation à la guerre". L'URSS précisait : "ayant seul qualité pour organiser". Les Russes ne voulaient pas irriter leurs grands alliés en allant plus loin, mais sur la voie de la reconnaissance, ils étaient évidemment en flèche[57]. »

Dans une lettre en date du 30 septembre aux comités gaullistes, Dejean n'hésite pas à se montrer d'un lyrisme qui témoigne de l'exaltation des dirigeants gaullistes :

Par rapport aux accords déjà intervenus avec les différents gouvernements alliés, précise-t-il, le communiqué arrêté en commun par le gouvernement soviétique et le CNF présente essentiellement les améliorations que je vous indique :

1) La France combattante constitue désormais une unité homogène. Elle devient la synthèse de la Résistance et de la lutte active de la France dans la guerre, sans qu'aucune distinction soit faite sur les motifs qui poussent les Français à poursuivre la lutte. Antérieurement, la France combattante, basée sur le principe du volontariat, était dans l'opinion des gouvernements alliés limitée à ceux qui avaient ouvertement manifesté leur volonté de se joindre au général de Gaulle pour la poursuite de la lutte. Aux termes de l'accord du 28 septembre, au contraire, la France combattante est l'Union de tous les Français et de tous les territoires qui contribuent à la libération de la France, même de ceux qui n'ont pas manifesté officiellement et ouvertement leur intention de s'unir à cet effet au général de Gaulle. Pour le gouvernement de Moscou, tous les Français qui n'acceptent pas la capitulation et contribuent à la libération de la France, font, *de facto* partie de la France combattante. De même, tous les territoires français qui, à un titre quelconque, servent la cause des Alliés font partie *ipso facto* de la France combattante.

2) Le CNF est reconnu comme étant seul qualifié pour organiser la participation à la guerre de tous les territoires nationaux français quelles que soient les conditions dans lesquelles ces territoires et ces individus participent à la guerre et quelles que soient les circonstances à la suite desquelles ils sont entrés dans la lutte. Ceux-ci doivent être considérés comme étant sous le contrôle du CNF qui est le seul organe avec lequel le gouvernement de l'URSS traitera désormais des questions relatives à leur participation à la guerre. L'importance de cette stipulation vient de ce qu'elle s'appliquera aux territoires français qui pourront ultérieurement reprendre la lutte, même si les autorités locales ne manifestent pas ouvertement leur intention de se ranger sous l'autorité du CNF. Du seul fait de leur participation à la lutte contre l'Axe, ils seront considérés comme tombant sous le contrôle du CNF par le gouvernement de l'URSS et la Russie ne traitera des questions les concernant qu'avec le CNF.

3) Le CNF est considéré comme seul qualifié pour représenter les intérêts français auprès du gouvernement soviétique. Il ne s'agit donc plus seulement des intérêts des Français qui ont décidé de se joindre au général de Gaulle, mais de tous les intérêts français quels qu'ils soient et quelle que soit l'attitude présente des personnes physiques auxquelles ces intérêts sont rattachés. Puisque le CNF est seul qualifié pour représenter les intérêts français en général, c'est donc qu'il est seul qualifié pour représenter la France en général. Le gouvernement soviétique indique ainsi qu'il ne considère plus Vichy comme le gouvernement de la France[58].

L'exégèse de Maurice Dejean peut paraître un peu audacieuse, mais il est vrai qu'il est bien placé auprès des Soviétiques pour connaître leur pensée. Du moins ce qu'ils veulent qu'on en connaisse !

« Le général de Gaulle, remarque Courtois, a remporté là une belle victoire, mais il est obligé de verser une contrepartie, sous forme de discours il est vrai, pour rassurer ses partenaires soviétiques[59]. »

Pour les rassurer ou pour les remercier ?

De Gaulle déclare le 30 septembre, à la radio de Londres : « Hier, au nom de la France, le Comité national rejetait l'acte de Munich comme l'avait fait il y a quelques semaines le gouvernement britannique […]. Munich avait été sur le terrain politique le grand succès par quoi Hitler préparait ses succès stratégiques. Ayant un instant trouvé unies devant ses exigences, la France, l'Angleterre et la Russie, Hitler avait par Munich réussi à les séparer en même temps qu'il écrasait préventivement un adversaire. La France combattante, qui est la France nouvelle […] condamne toute transaction avec le mal, c'est-à-dire qu'elle condamne Munich[60]. »

« Les mouvements de résistance signent leur arrêt de mort »

Le 2 octobre, le journaliste Walter Lippmann qui, depuis le début, a pris fait et cause pour de Gaulle contre son propre gouvernement, consacre son éditorial du *New York Herald Tribune* à la reconnaissance du CNF par Moscou : « Cette mesure est intéressante, car elle place la Russie en tête des principales Nations unies à rendre hommage à l'organisme qui représente la France de l'avenir », déclare en préambule le journaliste américain qui montre ensuite que les Russes ne se sont pas embarrassés du fait que le CNF n'est pas un gouvernement et qu'ils ont trouvé une solution qui a « le mérite suprême du bon sens ». Selon lui, l'initiative soviétique « suggère aussi dans quelle mesure les USA peuvent effriter leur potentiel d'influence sur le peuple français en maintenant leurs relations avec Vichy qui n'a qu'une apparence de normalité ». L'URSS a tiré avantage de sa rupture avec Vichy en faisant une distinction nette entre le peuple français et ses chefs, et en donnant tout l'appui possible à la France combattante, allant même au-delà des Britanniques dans cette voie. « Le Français moyen, conclut Lippmann, sait que les Russes font ce qu'il voudrait faire, c'est-à-dire tuer les Allemands en masse. Il sait aussi que les Russes traitent les Français qui tuent les Allemands avec la courtoisie que l'on doit à un allié. Étant donné que les États-Unis ne font ni l'un ni l'autre, que doivent penser les Français ? »

Malgré cet article signé par un journaliste qui fait autorité, Adrien Tixier annonce le 10 octobre que la nouvelle de la reconnaissance du CNF par l'URSS « provoque peu de bruit » à Washington. « Elle est interprétée de bonne foi ou non, précise-t-il, comme une tentative de notre part de faire pièce à l'Angleterre et aux États-Unis. D'autre part, les précédents différends qui marquent les rapports entre Washington et Moscou, tant au point de vue politique que militaire, ont joué contre nous. Certains de nos

opposants ont vu une occasion d'étendre à la France libre la méfiance profonde qui subsiste ici à l'égard du communisme ; d'autres n'hésitent pas à dénoncer l'accord comme une entente de deux régimes de dictatures déguisées. À l'heure actuelle, une dangereuse campagne de propagande perlée s'exerce contre nous dans ce sens[61]. »

Méfiance qui ne pourrait que croître et se renforcer dans ces milieux antigaullistes s'ils connaissaient le sens que le gouvernement soviétique attache à la reconnaissance de la France combattante tel que l'expose au cours d'un séjour à Londres, le 11 octobre, Garreau à Philip :

> 1) Très au courant de la situation en France, le Kremlin sait que la quasi-totalité du peuple français se rassemble autour du général de Gaulle et du Comité national qu'il considère comme ses représentants dans le camp des Nations unies.
>
> 2) L'URSS sait que les hommes de Vichy ne sont en définitive que des agents du Reich et que la poursuite d'une guerre qui exige l'engagement de la totalité des forces matérielles et morales requiert de tous les Alliés une politique claire ne pouvant prêter à aucune équivoque.
>
> 3) Partant du principe qu'il n'est pas possible d'établir en Europe un régime de sécurité sans une France forte, le gouvernement soviétique a compris que ce but ne serait pas atteint si la volonté des patriotes français de contribuer à la victoire commune était systématiquement ignorée et si l'union de tous les Français ne se faisait pas autour de ceux qui poursuivent la lutte[62].

À en croire Garreau, Philip « semble frappé » par ses explications. Il y a de quoi : soutenir en octobre 1942 que la « totalité du peuple français se rassemble autour du général de Gaulle » est soit une vue de l'esprit, soit un souhait, mais nullement une réalité et Philip le sait mieux que tout autre, lui qui arrive de France… Toutefois, un événement inattendu va apporter un début de crédit à cette thèse : c'est, le 16 octobre, la diffusion d'un tract dénonçant comme crime de trahison le départ volontaire pour l'Allemagne ou le fait de ne pas résister aux trahisons et aux menaces. Ce tract auquel la BBC rend hommage le 17, est signé en commun par les grands mouvements de résistance de zone sud (Combat, Libération, Franc-Tireur), mais aussi par le PCF et le Front national…

Dans quelles conditions ce tract « antirelève » a-t-il été signé ? Les historiens ne le savent pas encore avec précision. Mais une chose est certaine : cette initiative provoque la colère du BCRA et de Frenay alors en voyage à Londres. Ce tract introduit, selon Passy, le « germe désormais indestructible de la politisation de la Résistance par la seule signature du PCF », lequel « apparaît comme le seul parti d'avant-guerre engagé dans la Résistance ». Ceci étant encore souligné par une phrase du texte précisant

que « les organisations qui signent cet appel représentent tout le peuple français en lutte contre l'occupant ». Ce qui exclut d'office tout autre mouvement ou parti… Passy dit sa conviction plus brutalement encore puisqu'il affirme qu'en acceptant de voir figurer la signature du PCF à côté de la leur, les mouvements de résistance ont signé « leur arrêt de mort politique pour l'avenir ».

La publication de ce tract a lieu, comme par hasard, durant l'absence de Frenay et de D'Astier de La Vigerie. Cette opération est-elle l'un de ces « coups » de Jean Moulin et de Pascal Copeau contre les chefs historiques de la Résistance ? Elle vise en tout cas à obtenir que le parti communiste en tant que tel, et non à travers le FN, soit considéré grâce à ses troupes de choc non comme un parti politique, mais bien comme un mouvement de résistance, de façon à faire accepter plus facilement sa représentation dans un CNR première formule d'où seraient bannis les partis politiques[63].

Ce tract soulève également le problème politique au sein de la Résistance comme l'affaire Vallin l'a soulevé au sein de la France combattante… C'est un coup dur pour les mouvements et notamment pour Frenay, qui connaît au cours de cette même période d'autres déboires, puisque cette politisation de la Résistance dans le sens de l'extrême gauche s'accompagne de sa mise en tutelle par les gaullistes. Mise en tutelle facilitée, il est vrai, par les divergences de vues entre d'Astier et Frenay dont le seul point d'accord est de se plaindre de Jean Moulin, ce « petit fonctionnaire appointé » dont ils contestent le goût de l'autorité et la volonté de s'introduire dans la vie des mouvements…

> La présence de Jean Moulin en France, écrit Noguères, sa mission, la centralisation entre ses mains de moyens essentiels, c'est bien là en effet que gît le véritable problème. Et, de la décision qui sera prise à Londres dépend, semble-t-il, toute l'orientation future de la Résistance intérieure hier encore totalement indépendante de la France libre, aujourd'hui ralliée à la France combattante et demain purement et simplement rattachée à celle-ci. On comprend que les chefs de Combat et de Libération se soient trouvés d'accord pour préserver l'indépendance politique de leurs mouvements sans remettre en cause le ralliement au symbole […] mais on comprend aussi que le « symbole » se soit montré peu disposé à se contenter du rôle… symbolique qui lui était reconnu justement dans le domaine qui lui tenait le plus à cœur : le domaine politique. C'est donc de Gaulle en personne qui s'est chargé d'en terminer avec le baroud d'honneur de D'Astier et de Frenay sur le cas Moulin[64].

Frenay lui en offrira l'occasion le 16 novembre :

« Que se passera-t-il si nous n'étions pas d'accord ? demandera-t-il au Général ? Eh bien ! lui sera-t-il répondu, la France choisira entre vous et

moi. »

Pour avoir accepté la tutelle gaulliste, les mouvements vont-ils être payés en retour ? Pas même. Au contraire, cette tutelle gaulliste s'impose par le biais d'un Comité de coordination qui en matière politique présente ses suggestions au CNF dont il applique les directives – après avoir été préalablement consulté – mais sous le contrôle de celui-ci. Ce Comité de coordination est présidé par le représentant du CNF qui, en cas de partage, dispose d'une voix prépondérante. Ce président n'est autre que Jean Moulin. Frenay se voit en outre refuser le poste de commandant de l'Armée secrète au profit du général Delestraint. Au « verrouillage » et à la vexation s'ajoute donc une sorte de dépossession… Lorsque l'on sait par Pierre-Bloch que « les agents envoyés de Londres avaient pour mission d'établir des contacts avec les réseaux communistes même au prix de concessions qui lésaient d'autres réseaux », lorsque l'on sait que certains agents gaullistes comme Rémy se font alors les chantres de la Résistance communiste, lorsque l'on sait enfin que de Gaulle accorde au bureau directeur de Libération (contrôlé par les communistes) de conserver le contrôle des cellules professionnelles destinées à se livrer aux actes de sabotage économique et industriel et à la neutralisation des centres vitaux de l'économie du pays, la grande question qui se pose est de savoir si cet affaiblissement de Combat qui, par son dynamisme et son importance, constitue à la fois l'épine dorsale et le fer de lance de la Résistance non communiste, ne vise pas à affaiblir cette dernière afin de la contraindre à suivre une orientation politique bien précise… C'est d'ailleurs à cette époque que Moulin va pratiquer à l'égard de Combat et de l'OCM une politique de discrimination systématique.

De Gaulle colle aux communistes et renforce les pouvoirs de Moulin

De Gaulle l'ignore – et à lire le portrait sans complaisance qu'il dresse de lui dans ses *Mémoires* il l'ignorera toujours –, mais il a en Bogomolov un allié indéfectible et qui sait trouver les mots pour soigner son image aux yeux du Kremlin. Dans un rapport daté du 15 octobre, l'ambassadeur soviétique auprès des gouvernements alliés à Londres souligne à l'envi les chausse-trappes que les Anglo-Saxons, mus par le seul souci de réduire la France après la guerre à une « puissance de second rang sans potentiel militaire et économique », ne cessent de glisser sous les pas du chef de la France combattante. Et il invite à prendre en compte les aspects importants

de la politique étrangère gaulliste fondée sur le fait que de Gaulle « voit dans l'URSS un soutien dans sa politique de lutte pour le rétablissement d'une France puissante et indépendante » qui fait du Français le garant d'une politique d'alliance franco-soviétique en Europe qui engloberait l'URSS, la Tchécoslovaquie et les États balkaniques, principalement la Yougoslavie, la Roumanie et peut-être la Bulgarie[65].

Une petite musique propre à tinter agréablement aux oreilles de Staline.

Le 18 octobre, un communiqué annonce la modification de la composition du CNF. Il est précisé qu'un poste diplomatique important est réservé à Maurice Dejean qui abandonne ses fonctions de commissaire national aux Affaires étrangères au profit de René Massigli.

En réalité, Dejean est proprement « débarqué ». De Gaulle lui en veut d'avoir recherché avec le *Foreign Office* une solution de compromis dans l'affaire du Levant qui oppose les gaullistes aux Anglais. Géraud Jouve, qui rencontrera Dejean le 26, se souvient :

> Je tombe sur Dejean. Ulcéré, il démolit tout, le Général et l'entourage. Ces derniers sont des « *yes men* », des bénis oui-oui sans courage qui approuvent tout quand le Général consent à les consulter. Et il ne les consulte que lorsqu'il a besoin de se couvrir. Il a insulté gratuitement Churchill, le 30 septembre. C'est un vaniteux ! Lorsque les volontaires arrivent de France, sa seule question, sa seule préoccupation sont : « Que dit-on de moi en France ? » Il ne pense qu'à lui-même et se désintéresse du sort de ceux qui l'ont suivi. Lorsque, lors de l'affaire Muselier, il se retira à la campagne, il a emporté 10 000 livres sterling en disant : « Avec ça, j'attendrai ! » Ce dernier trait dans la bouche de Dejean me paraît tellement incongru que tout le reste se trouve dévalorisé. Dejean affirme encore que les Anglais ont connaissance de l'ordre qui a été donné par de Gaulle d'interner tous les citoyens britanniques en Afrique équatoriale française. Dans l'entourage, la panique règne. On croit dur comme fer à l'internement du général de Gaulle dans l'île de Wight et déjà plusieurs mameluks ont préparé leurs valises[66]…

Pendant ce temps-là, en France, les manifestations ouvrières contre le STO se multiplient. De Gaulle se doit de les récupérer s'il ne veut pas se laisser distancer par les communistes, vis-à-vis desquels il éprouve malgré tout quelques inquiétudes… Si sûr qu'il soit de lui, il doit lui arriver de se demander s'ils ne se serviront pas de lui alors qu'il entend se servir d'eux. Le 20 octobre, à la radio de Londres, il présente la résistance au STO comme un combat :

> La conduite de la nation française dans l'affaire des cent trente-trois mille ouvriers spécialistes réclamés par M. Hitler prouve au monde tout entier que notre peuple est engagé dans le combat actuellement le plus nécessaire, je veux dire dans la révolte contre les chefs de trahison. Oui ! C'est le combat le plus nécessaire, et aussi le plus efficace dans les circonstances d'aujourd'hui, en attendant

qu'il soit possible d'abattre l'ennemi directement. Ce combat dispute à Hitler l'appoint de main-d'œuvre qualifiée qui lui est indispensable pour fabriquer le matériel de ses dernières armées. Ce combat reclasse la France à son rang parmi les nations en guerre contre l'abominable Allemagne, l'insolente Italie et le Japon barbare.

En assimilant le refus de la relève à un combat, de Gaulle apporte de l'eau au moulin du PCF qui en tire parti aussitôt en rappelant dans *L'Humanité* du 23 que de Gaulle a souligné l'importance que revêt l'action des masses populaires en France pour hâter la formation du deuxième front.

Parallèlement, de Gaulle écrit à Léon Jouhaux, ancien secrétaire général de la CGT : « Tout ce que vous nous ferez dire sera précieux pour nous qui en tiendrons, je puis vous l'assurer, le plus grand compte. De notre côté, nous sommes prêts à mettre à votre disposition les moyens qui vous sont indispensables pour votre action. Pour nous, la résistance de la classe ouvrière est un élément essentiel et exemplaire de la Résistance française. Prenons-nous tels que nous sommes et marchons ensemble à la libération totale. »

Offensive de charme tous azimuts, donc, envers la « classe ouvrière[67] »…

Le 22 octobre, de Gaulle adresse la lettre suivante à Jean Moulin :

Mon cher ami, la présence simultanée à Londres de Bernard [d'Astier de La Vigerie] et de Charvet [Frenay] a permis d'établir l'entente entre leurs deux mouvements de résistance et de fixer les conditions de leur activité sous l'autorité du Comité national […]. Je pense que les dispositions qui ont été arrêtées faciliteront l'exécution de la mission qui vous est confiée. Vous aurez à assurer la présidence du Comité de coordination au sein duquel seront représentés les trois principaux mouvements de résistance : Combat, Franc-Tireur, Libération. Vous continuerez d'autre part, comme représentant du Comité national en zone occupée, à prendre tous les contacts politiques que vous jugerez opportuns. Vous pourrez y employer certains de nos agents qui vous sont directement subordonnés. Toutes organisations de résistance, quel que soit leur caractère, autres que les trois grands mouvements groupés par le comité de coordination, devront être invitées à affilier leurs adhérents à l'un de ces mouvements et à verser leurs groupes d'action dans les unités de l'Armée secrète en cours de constitution. Il convient, en effet, d'éviter la prolifération de multiples petites organisations qui risqueraient de se gêner mutuellement, de susciter des rivalités et de créer la confusion. Je tiens à vous dire que vous avez toute mon entière confiance et je vous adresse toutes mes amitiés.

Dans une lettre à Roosevelt, de Gaulle évoque le péril communiste

Le projet d'un débarquement en AFN dont il serait tenu écarté inquiète de Gaulle[68]. L'isolement qu'il sent grandir autour de lui l'incite à accepter

ou à rechercher des concours. Répondant à un message de sympathie de Pierre Van Passen, président du comité pour une armée juive aux États-Unis, il lui écrit le 24 octobre : « La révolte de la conscience française devant les mesures imposées par l'ennemi et ses conquêtes contre vos coreligionnaires apporte une preuve nouvelle et irréfutable que la France reste elle-même. Pour assurer la victoire des peuples libres, le Comité national est convaincu de la nécessité de rassembler et d'utiliser tous les hommes de bonne volonté. »

De Gaulle fait cependant montre de prudence puisqu'il confie la remise de ce message à son destinataire à la délégation de la France combattante à Washington qui doit auparavant s'informer de la position du gouvernement américain à l'égard du comité pour une armée juive. Cette prudence aussi insolite que soudaine à l'égard du *State Department* annonce de la part de De Gaulle une initiative importante. En effet, il charge André Philip de remettre une lettre en main propre au président des États-Unis :

> Il faut, y écrit notamment le chef de la France combattante, qu'avant la fin de la guerre, la France reprenne sa place dans le combat et qu'en attendant, elle n'ait pas l'impression qu'elle l'ait entièrement abandonnée. Il faut qu'elle ait conscience d'être l'un des pays dont l'effort aura amené la victoire. Ceci est important pour la guerre et essentiel pour l'après-guerre. Si la France, fût-elle libérée par la victoire des démocraties, se faisait à elle-même l'effet d'une nation vaincue, il serait fort à craindre que son amertume, son humiliation, ses divisions, loin de l'orienter vers les démocraties, l'inciteraient à s'ouvrir à d'autres influences. Vous savez lesquelles. Ce n'est pas là un péril imaginaire, car la structure sociale de notre pays va se trouver plus ou moins ébranlée par les privations et les spoliations […]. Quelque inspiration qu'accepte une France qui serait jetée dans une situation révolutionnaire, la reconstruction européenne et même l'organisation mondiale de la paix s'en trouveraient dangereusement faussées. Il faut donc que la victoire réconcilie la France avec elle-même et avec ses amis, ce qui n'est pas possible si elle n'y participe pas.

La menace communiste est ici évoquée sans fard. Même si son évocation est destinée à rassurer les Américains, on ne peut pas croire qu'elle n'exprime pas la pensée profonde du Général. Mais le jeu qu'il a choisi de mener l'amène à toujours faire plus de concessions aux Soviétiques et, à cause d'eux, aux communistes français…

Après ce préambule, de Gaulle parle de lui :

> J'ai entrepris l'action qui me semble nécessaire pour que la France n'abandonnât pas la lutte et pour appeler, en France et hors de France, tous les Français à continuer le combat. Est-ce à dire que mes compagnons et moi nous soyons posés, a aucun moment, comme le gouvernement de la France ? En aucune manière. Nous nous sommes tenus et proclamés comme une autorité essentiellement provisoire, responsable devant la future représentation nationale et appliquant les lois de la

III^e^ République […]. On nous dit que nous n'avons pas à faire de politique. Si l'on entend par là qu'il ne nous appartient pas de prendre parti dans les luttes partisanes de jadis ou de dicter un jour les institutions du pays, nous n'avons nul besoin de telles recommandations, car c'est notre principe même de nous abstenir de telles prétentions. Mais nous ne reculons pas devant le mot « politique » s'il s'agit de rassembler, non point seulement quelques troupes, mais bien la nation française dans la guerre, ou s'il s'agit de traiter avec nos alliés des intérêts de la France en même temps que nous les défendons pour la France contre l'ennemi. Il est d'ailleurs remarquable que nous ne soyons taxés par personne en France d'aspirer à la dictature. Je ne fais pas seulement allusion au fait que des hommes tels que M. Jouhaux, président de la Confédération générale du travail, M. Édouard Herriot, chef du parti radical, M. Léon Blum, chef du parti socialiste, les chefs mêmes du parti communiste se sont mis à notre disposition et nous ont fait savoir que nous pouvions compter sur eux dans notre effort, dont ils approuvent sans réserve la tendance et les buts. Mais chez nos adversaires mêmes […], nous n'avons été à aucun moment accusés de viser à la dictature. Ils nous reprochent d'être des mercenaires à la solde des démocraties. Ils ne nous ont jamais reproché de vouloir instaurer en France un pouvoir personnel et antidémocratique.

À notre connaissance, seuls Marcel Cachin – à titre personnel –, certains dirigeants communistes en exil à Moscou et Beaufils *alias* « Joseph » pour les FTP ont alors pris langue avec le général de Gaulle. Qu'est-ce qui pousse donc de Gaulle à affirmer qu'il a le soutien des communistes ? Sans doute en raison de ses relations avec l'URSS le tient-il pour acquis, sans doute aussi ne lui déplaît-il pas de faire un petit chantage à Roosevelt en lui laissant entendre que si l'appui de l'Amérique lui fait défaut, il devra se rabattre sur celui des communistes avec tous les risques que cela comporte… Si telle est son intention il se trompe : Roosevelt ne prendra même pas la peine de lui répondre. Roosevelt n'a pas oublié l'affaire du communiqué de la rencontre de Gaulle-Molotov. Pressentant à certains signes le jeu dangereux de De Gaulle avec les Soviétiques, le président américain ne peut que prendre mal ce chantage d'un homme qu'il considère, à en croire Churchill, comme un mégalomane. Pour éviter tout risque communiste en France, il préfère ménager Vichy dont il espère peut-être encore, sinon un retournement du moins une neutralité propice à ses projets militaires, et miser dans l'avenir sur Giraud. Ce faisant, il renvoie de Gaulle dans le camp soviétique… Mais n'est-ce pas au fond ce qu'il souhaite afin de discréditer définitivement le chef de la France libre[69] ?

« Le subtil jeu de bascule du Général entre Soviétiques et Anglo-Saxons, remarque Courtois, s'il ne lui permet pas d'enregistrer dans l'immédiat des succès décisifs auprès de ces derniers, lui aura au moins acquis un point décisif du côté soviétique : la neutralité puis l'alliance du PCF[70]. » Pour le moment, cependant, il ne s'agit encore que de neutralité,

mais il est vrai que quelque chose bouge du côté du PCF. Le 6 novembre, alors que de Gaulle adresse un nouveau télégramme de félicitations à Staline[71], *L'Humanité* écrit : « Les Français veulent libérer la patrie et tous les Français s'unissent sous le signe de la France combattante que préside le général de Gaulle et du Front national qui lutte pour l'indépendance de la France. » En mettant sur le même plan la France combattante et le Front national, le PCF annonce la couleur : la Résistance a deux têtes auxquelles doivent obéir les patriotes. Mais, ainsi que le note Courtois, il n'est nullement précisé « si ces directions sont unifiées, si elles collaborent, si l'une est soumise à l'autre […]. *L'Humanité* se contente de constater un fait patent : l'existence depuis deux ans d'un mouvement communiste et d'un mouvement gaulliste. Du même coup, *L'Humanité* bipolarise la Résistance sans tenir compte des nombreux groupes, la majorité, qui ne se rallient ni à l'un ni à l'autre. *L'Humanité* aspire en réalité à ce que chacun se détermine pour l'une ou pour l'autre direction afin que puisse débuter un réel jeu politique avec ce nouveau partenaire. Or la Résistance est précisément ce phénomène original qui voit surgir une multitude de groupes locaux dans les milieux les plus divers ».

Le message du PCF est donc parfaitement clair. Il tient en trois points :

1) Il ne saurait être question d'un « ralliement » du PCF à de Gaulle.

2) Les relations entre les deux mouvements ne peuvent se concevoir qu'en termes d'alliance.

3) La condition fondamentale de cette alliance est l'engagement de De Gaulle de ne considérer comme force de Résistance intérieure que les seuls communistes[72].

Ce même 6 novembre, lors de la séance solennelle du Soviet de Moscou en présence des dirigeants du parti et des syndicats, Staline déclare : « Nos alliés ne peuvent pas ne pas comprendre qu'après que la France a abandonné les rangs, l'absence d'un second front contre l'Allemagne fasciste peut tourner mal pour tous les pays attachés à la liberté, y compris les Alliés eux-mêmes. »

Puis il définit le programme d'action de la coalition anglo-soviéto-américaine : « Abolir l'exclusivisme racial, instituer l'égalité en droits des nations et l'inviolabilité de leur territoire ; affranchir les nations asservies et établir leurs droits souverains, assurer à chaque nation le droit d'organiser sa vie comme elle l'entend ; prêter une assistance économique aux nations

victimes de l’agression et les aider à assurer leur bien-être matériel ; rétablir les libertés démocratiques ; anéantir l’ennemi commun. »

Comme le remarque Elleinstein, « autant de principes que toute l’action de Staline avait tendu, tendait et tendrait jusqu’à sa mort à violer[73] ».

9
La réponse du PCF

8 novembre 1942. Convoqué à 1 heure du matin chez le général Pugh Ismay, Pierre Billotte s'entend annoncer par le chef d'état-major de Churchill que « dans trois heures, les forces britanniques et américaines débarqueront en Afrique du Nord depuis les côtes marocaines jusqu'à l'Algérois et le Constantinois ». De Gaulle ayant horreur des réveils trop matinaux, Billotte décide d'attendre 7 heures pour lui annoncer la nouvelle… En robe de chambre sur un pyjama blanc, le Général ne décolère pas :

« J'espère, dit-il, que ces gens de Vichy vont les jeter à la mer. On ne pénètre pas en France par effraction[1] ! »

« L'entretien commence encore plus mal que je ne l'avais prévu », note Billotte qui s'emploie de son mieux à calmer son chef. Pendant deux heures, de Gaulle lui répète la « scène à tout casser » qu'il se réjouit déjà de faire à Churchill. Au bout de deux heures, fatigué de servir de bouc émissaire, Billotte prend respectueusement congé. Sans doute ces défoulements ont-ils eu un effet cathartique car, dans l'après-midi, après avoir vu le Premier britannique, de Gaulle, dans un discours aussi grand que noble, appelle les chefs français, les soldats, les marins, les aviateurs, les fonctionnaires, les colons français d'AFN à se lever :

> Aidez nos alliés, leur lance-t-il. Joignez-vous à eux sans réserve ! La France vous en adjure. Ne vous souciez pas des noms ni des formules, une seule chose compte : le salut de la patrie. Tous ceux qui ont le courage de se remettre debout malgré l'ennemi et la trahison sont d'avance approuvés, accueillis, acclamés par tous les Français combattants. Méprisez les cris des traîtres qui voudraient vous persuader que nos alliés veulent prendre pour eux notre empire. Allons ! Voici le grand moment ! Voici l'heure du bon sens et du courage. Partout l'ennemi chancelle et fléchit ; Français de

l’Afrique du Nord ! que par vous nous rentrions en ligne d’un bout à l’autre de la Méditerranée, et voilà la guerre gagnée grâce à la France !

Les mots volent comme des flèches. Mais ils s’envolent aussi… Restent alors la peine et, chez tous les gaullistes, un sentiment d’injustice qui ne tarde pas à exploser.

L’affolement est à son comble dans la fourmilière de Carlton Gardens, se souvient Géraud Jouve. Les gardiens du sérail voudraient que le Grand Charles, ignominieusement négligé par les Alliés, s’enfermât dans sa tour d’ivoire. D’autres craignent à juste titre que Darlan ou Giraud, forts des gros bataillons qu’ils peuvent utiliser aux côtés des Alliés, ne l’emportent bientôt sur de Gaulle et le pressent de faire un geste, de s’accorder avec ses rivaux. D’autres, semble-t-il, et qui ont l’oreille des Anglais, laissent entendre que de Gaulle se grandirait en rentrant dans le rang ou en prenant le commandement d’une formation sur les champs de bataille futurs sous les ordres de Darlan ou de Giraud. Le flot discordant de ces objurgations vient battre les portes du bureau où le général de Gaulle s’est enfermé pour méditer après son déjeuner en tête à tête avec Winston Churchill[2].

Dans le silence de son cabinet, fumant cigarette sur cigarette, les yeux au plafond, de Gaulle fait ses comptes. Ils sont maigres. Déjà, il le sait, dans le « sérail ravagé par le doute », les plus ambitieux tournent leur regard vers les vainqueurs du jour… Mais au fond de son désarroi, il garde la certitude que nul mieux que lui ne sait faire d’une faiblesse une force. Cette disposition d’esprit va l’amener à tirer de l’événement un parti inattendu : lui qui dépend pour tout (argent, transport, radio, etc.) des Anglais et que la presse de Vichy fait apparaître comme un fantoche, un mercenaire à la solde de ses protecteurs, une sorte de « Quiesling des Alliés[3] », voilà que l’occasion lui est donnée de se refaire une image. La nouvelle avanie que lui infligent les Alliés a en effet un avantage immense : elle le lave de l’accusation portée si souvent contre lui, y compris par les résistants de l’intérieur, d’être l’homme lige des Anglo-Saxons. Aujourd’hui cette accusation est devenue sans portée, mais il en connaît la redoutable efficacité et il est bien décidé à s’en servir à son tour contre ses rivaux…

C’est de nouveau un de Gaulle combatif, le « sourcil froncé », les « mâchoires serrées » qui à 18 heures reçoit Frenay venu lui proposer de se rendre à Alger pour « jeter un pont » entre Giraud et la France combattante. L’idée est de sir Charles Hambro, le chef des Services spéciaux britanniques :

« Naturellement, mon général, je ne partirai qu’avec votre accord », précise le chef de Combat.

De Gaulle réfléchit un moment, allume une cigarette, et répond :

« Il ne peut être question que vous partiez seul à Alger. Il convient de montrer à Giraud que la France combattante forme un front uni, que la Résistance et les FFL marchent d'un même pas sous l'impulsion du CNF et de De Gaulle. […] Vous partirez accompagné du lieutenant-colonel Billotte et de Gaston Palewski. »

Frenay fait alors valoir le « danger » qu'il y aurait à envoyer à Giraud une « délégation dont le caractère officiel est évident », dans la mesure où elle ne serait pas reçue ou échouerait…

« Cet échec ou cette rebuffade, commente-t-il, sera essuyé par votre délégation, c'est-à-dire par vous-même. En me rendant à Alger, je prends ce risque personnellement, mais il ne vous touche pas.

— Les deux formules présentent des risques mais, tout compte fait, je préfère la mienne », lui répond de Gaulle.

Frenay ne partira pourtant pas pour Alger. Au dernier moment, de Gaulle s'y opposera. « Pourquoi de Gaulle s'est-il opposé à ce voyage solitaire et aux résultats incertains ? se demande Frenay dans ses *Mémoires*. Je suis réduit aux hypothèses. La plus plausible est qu'il n'a pas souhaité voir la Résistance s'interposer en médiateur entre Giraud et lui. Mais sa mémoire sera infidèle quand, dans ses *Mémoires de guerre*, il rapportera cette anecdote. Ce n'est pas lui mais les Services secrets anglais qui avaient songé à une démarche à Alger auprès de Giraud. Non seulement il ne l'a pas imaginée comme il l'a écrit, mais il l'a fait échouer[4]. »

De Gaulle a-t-il eu peur de voir la Résistance s'interposer en médiateur entre Giraud et lui ? C'est possible. Ce n'est pourtant pas la seule explication. Dans sa solitude, de Gaulle, en effet, peut compter sur un homme. Cet homme, c'est Jean Moulin, qui rédige le 9 novembre un télégramme de félicitations qu'il adresse le 17 aux Américains et aux Anglais ; télégramme qu'il fait avaliser « pour être crédible[5] » par les mouvements de zone libre et les partis politiques :

> Combat, Libération, Franc-Tireur, le Mouvement ouvrier français (groupant la CGT et la CFTC), le Comité d'action socialiste, les différents partis politiques adressent leurs chaleureuses félicitations aux gouvernements américain et anglais pour action libératrice en AFN. Sont de cœur avec combattants alliés et attendent impatiemment jour où pourront lutter contre ennemis communs armes à la main. Saluent avec reconnaissance le général Giraud et tous les Français qui spontanément se sont joints au général de Gaulle, chef incontesté de la Résistance qui groupe plus que jamais tout le pays derrière lui. Demandent que ralliement responsable trahison politique et militaire ne soit pas considéré comme excuses crimes passés. Demandent instamment que destinée nouvelle AFN libérée soit remise au plus tôt entre les mains du général de Gaulle.

Le « responsable trahison politique et militaire » n'est autre, bien entendu, que l'amiral Darlan présent en Algérie lors du débarquement anglo-saxon et avec lequel le général Eisenhower s'apprête à traiter pour mettre fin à la résistance de l'armée d'armistice. Le « spectaculaire retournement de vareuse » de l'amiral explique, selon Noguères, la « stupeur puis la colère de la très grande majorité des résistants et la manifestation immédiate de leur préférence pour la France combattante, même si nombre d'entre eux ne s'étaient pas privés d'exprimer jusqu'alors plus que des réserves. […] Il ne s'agira cependant, poursuit Noguères, que d'une majorité et non de l'unanimité souhaitée par le général de Gaulle. Et ceci en raison des espoirs que font naître chez ceux des résistants qui se refusent encore à rallier la France combattante la personnalité du général Giraud et le rôle que lui attribuent dans leurs plans politiques plus encore que dans leurs plans militaires les Américains[6] ».

Le télégramme de Jean Moulin constitue l'amorce de ce qui va être « dans l'ordre politique et moral le grand tournant de la Résistance », selon l'expression de Frenay. En seront modifiés irréversiblement, toujours selon le chef de Combat, le « visage de la Résistance jusqu'à la Libération mais encore, dans une large mesure, le visage politique de la France dans les années qui suivirent ». L'importance capitale de ce télégramme tient à ceci : ayant eu besoin de leur signature pour cautionner de Gaulle auprès des Alliés, Moulin introduit les anciens partis, les « sépulcres blanchis », dans le jeu et leur reconnaît *de facto* le droit à la parole, mais aussi et surtout leur place dans la Résistance sur un pied d'égalité avec les mouvements. C'est un coup de maître ! Dès lors, malgré l'opposition des mouvements, l'idée du Conseil national de la Résistance va faire son chemin. Et elle va le faire très vite : réduisant de sa propre autorité la mission du Comité de coordination nouvellement créé, et faisant fi, d'une part, des instructions du commissariat à l'Intérieur lui précisant qu'« il n'appartient pas à la France combattante d'intervenir dans la reconstitution des partis politiques » et, d'autre part, des consignes de De Gaulle visant pour éviter la « prolifération de multiples petites organisations » à inviter ces dernières, « quel que soit leur caractère », à « affilier leurs adhérents à l'un des trois grands mouvements et à verser leurs groupes d'action dans les unités de l'Armée secrète en cours de constitution », Moulin, dès la mi-décembre proposera à Londres par télégramme la création d'un Comité politique. Ce Comité politique, « représentation étendue des activités françaises de la Résistance

ainsi que le souhaitent de nombreux militants politiques, notamment le CAS » (Comité d'action socialiste) ne devant cependant, selon Moulin, constituer « en aucune manière une délégation de partis »…

« Ainsi, remarque Frenay, à la fin de l'année 1942, selon ce télégramme, Moulin préconise un organisme représentatif de la Résistance où les partis ne délégueraient pas les leurs et n'auraient rien à voir avec l'action ? Six semaines plus tard, sa position sera diamétralement opposée […]. Est-ce la marque d'une évolution de sa pensée, comme on l'a prétendu ? L'hypothèse ne peut être écartée, mais elle semble bien peu probable. N'est-il pas plus vraisemblable que, connaissant à ce sujet l'opinion de De Gaulle, du BCRA, il n'a pas voulu, dans un premier temps, les heurter de front, mais par des étapes soigneusement calculées les amener progressivement au but qu'il s'était fixé[7] ? » C'est cette deuxième hypothèse que conforte en tout cas l'interview accordée par Pierre Meunier le 4 octobre 1946 à *L'Humanité* : « Il [Moulin] mena à Londres une véritable lutte de persuasion contre les influences néfastes de l'entourage du général de Gaulle pour faire admettre l'intégration des partis au sein des organismes officiels représentant la Résistance française. »

Si l'origine du CNR reste encore floue pour les historiens[8], il est en revanche certain que le PCF s'y montre aussitôt plus que favorable. Il revendiquera d'ailleurs plus tard la paternité de l'idée et il est vrai qu'il en a peut-être le droit puisque Christian Pineau a rédigé, en collaboration avec un représentant du Comité central du PCF, un appel au peuple français visant à la création d'un organisme fédérateur sous le nom de « Rassemblement national pour la France et pour la Liberté », qui peut être considéré comme l'une des ébauches du CNR. Mais, qu'il soit ou non le « père » de l'idée du CNR, le PCF va tout faire pour convaincre de Gaulle de la nécessité de « réaliser l'union sur le sol national en constituant en France même un Conseil national de la Résistance dans lequel chaque parti ou groupement participant à la Résistance aurait son représentant ». Pousser à la création d'un organisme officialisant le retour des anciens partis, c'est en effet pour le PCF la possibilité de réintégrer la communauté nationale dont Daladier, cédant à la poussée de l'opinion quasi unanime, l'a exclu en 1939…

Que la création du CNR soit une opération politique communiste menée avec l'aide de Moulin, trois faits semblent l'indiquer :

1) Pour aller plaider la cause du CNR, Moulin décide de se rendre à Londres, accompagné d'Henri-Frédéric Manhès, son adjoint et communiste camouflé, à qui il a confié depuis janvier 1942, en secret vis-à-vis de Londres, le soin de réaliser l'unification de la Résistance en zone nord.

2) Cette décision de voyage à Londres de Moulin et de Manhès coïncide avec la décision du PCF de dépêcher un représentant du Comité central auprès de De Gaulle pour le pousser à la création d'un « Comité national de la France combattante ».

3) L'« endoctrinement » d'André Manuel, l'adjoint de Passy. Parachuté dans la nuit du 22 novembre, Manuel a pour mission d'étudier les possibilités réelles des réseaux de renseignements et d'action. Mission qu'il remplira complètement mais dont le compte rendu qu'il fera à son retour prendra une tout autre dimension puisqu'il traitera abondamment « des grandes questions qui troublent la France », ce qui ne lui avait pas été demandé… Se fondant sur le fait que les conclusions du rapport de Manuel « épousent très complètement et très précisément les vues de Jean Moulin », Passy accuse ce dernier d'avoir « endoctriné » son adjoint.

Il est vrai que Moulin a vu fréquemment Manuel au cours de la mission de celui-ci et qu'il l'a « orienté » vers certains interlocuteurs dont Jean Jérôme et Jacques Sadoul qui, précise Passy, « ne se cache pas d'avoir été en quelque sorte l'ambassadeur personnel de Staline en France ». Jacques Sadoul est, en effet, comme Marcel Cachin, un communiste « historique » : avocat, officier durant la Grande Guerre, il fut délégué à Moscou au titre du Deuxième Bureau par Clemenceau en 1917. Il s'y est lié avec Lénine et les militaires soviétiques ; de retour en France, il est devenu correspondant des *Izvestia* et conseiller juridique de l'ambassade soviétique à Paris ; ce n'est, semble-t-il, qu'une couverture car, à en croire l'ancien chef des FTP, Charles Tillon, Sadoul était devenu « un agent de liaison de l'ambassade, déjà chargé de démarches par Staline avant la signature du pacte franco-soviétique de 1935[9] ».

Manuel, dont les opinions sont à gauche, est réceptif aux arguments de Jérôme et de Sadoul et la manœuvre de Moulin réussit pleinement : à son retour à Londres, l'adjoint de Passy plaidera lui aussi pour l'extension des pouvoirs de Moulin à l'ensemble de la France et pour la création d'un comité de direction présidé par ce dernier et composé des chefs des mouvements de résistance et des représentants des partis politiques. Selon

Cordier lui-même, la mission de Manuel eut « une action déterminante dans la genèse du Conseil de la Résistance[10] ».

Moulin, Manhès, Manuel : autant d'actions d'encerclement dans une offensive dont le PCF portera l'attaque principale avec, comme on l'a vu, l'envoi à Londres du député de Saint-Denis, Fernand Grenier qui, à peine arrivé, envisage de constituer un organisme directeur de la Résistance français qu'il propose d'appeler « Comité national de la France combattante[11] ».

Staline approuve la carte Darlan

Le 10 novembre, de Gaulle écrit à Catroux, Éboué et Leclerc :

> Les Américains ont annexé Giraud avec l'idée que l'annonce de son nom ferait tomber les murs de Jéricho. Giraud n'a pris aucun contact avec moi. Je pense qu'il y a sous cette affaire le désir de certains militaires de Vichy de se voir assurer par un vieux camarade une issue honorable dans le présent et dans l'avenir. C'est pour cela que le départ de France de Giraud a été si facile. Si j'estime ses qualités militaires, je le crois insuffisant pour la tâche très délicate qu'il prétend assumer, d'autant qu'il a accepté que ses pouvoirs lui soient donnés par les Américains ; ce qui pour les Français vichystes et gaullistes est inadmissible[12]. Conclusion : nous gardons pour le moment l'expectative en ce qui concerne Giraud. J'ajoute que le gouvernement britannique et naturellement les Russes voient les choses comme nous-mêmes et nous appuieront certainement le moment venu pour empêcher une division de la France combattante.

Ce « naturellement les Russes » indique que de Gaulle ne doute pas une seconde du soutien de Staline. N'est-ce pas pécher par optimisme ? Certes, les relations gaullo-soviétiques sont sans nuages ; certes, la prévenance du Kremlin à l'égard des gaullistes s'exerce parfois jusque dans les plus petits détails[13] ; certes, enfin, de Gaulle ne manque jamais une occasion de conforter ses liens avec Moscou[14]. Mais Staline est un réaliste. Ses alliances, il l'a abondamment prouvé, sont aussi successives que ses intérêts immédiats sont variables, même si l'objectif principal reste toujours le même. D'ailleurs, le 12 novembre, dans une interview au journaliste américain Cassidy, il approuve la « darlanisation » :

« La campagne déclenchée en Afrique, déclare-t-il, tire la France de sa torpeur ; elle alerte les forces antihitlériennes de la France et assigne une base à l'organisation d'une armée française dirigée contre Hitler. »

« Staline, remarque Stéphane Courtois, confirme ainsi : d'une part, le niveau encore faible de la mobilisation en France (et donc l'échec de la

politique communiste en 1942) ; d'autre part, il désigne sans fard ce qu'il attend des Français : la mise sur pied au plus vite d'une armée. Il implique donc que la nouvelle armée sera dirigée par le personnel de Vichy en AFN et laisse publiquement de côté la question de l'accord des Américains avec Darlan[15]. »

De Gaulle ne peut pas ne pas constater ce réalisme stalinien. Et d'ailleurs il le constate suffisamment pour s'en inquiéter en privé comme le révèle son empressement à venir le 13 novembre s'entretenir avec Bogomolov, signe qui montre, selon l'ambassadeur soviétique, « combien il était intéressé à savoir si notre attitude envers lui (avait) changé[16] ».

Va-t-il en tenir compte pour l'avenir ?

Les nouvelles consignes du Komintern aux PC européens

Les événements se précipitent : le 11 novembre, Darlan a ordonné le cessez-le-feu en Algérie et au Maroc et la Wehrmacht a envahi la zone libre ; le 13, le général Noguès, résident général au Maroc, se rallie à Darlan[17] ; le 14, Pétain télégraphie officiellement à Darlan : « Vous deviez défendre l'AFN contre l'agression américaine […]. Je donne l'ordre à l'armée d'Afrique de n'exercer aucune action […] contre les forces de l'Axe. » Ce à quoi Darlan répond : « Le Maréchal n'est plus en mesure de faire prévaloir sa volonté. »

Le 14 novembre, à la radio de Kouïbychev, Garreau déclare :

> L'anniversaire de l'armistice de la victoire se doublera à l'avenir d'un autre anniversaire : celui de la fin d'un armistice de honte. Certes, ce n'est pas le cœur léger que nous avons appris la nouvelle de l'Occupation par l'armée allemande des bribes de territoires français épargnés jusqu'ici ; mais cependant, cette manière bien boche de célébrer le 11 novembre nous emplit le cœur de joie… C'en est fini de l'armistice honteux ; le mythe d'un État de Vichy indépendant s'est dissipé et il n'y a plus de place aujourd'hui pour deux France. Il n'y a plus qu'une France : la France souffrante et militante qui sera bientôt la France triomphante. Les traîtres se voient arracher leurs masques. L'infâme Pétain qui donne le 8 novembre l'ordre de tirer sur les Américains et qui, le 11 novembre, fête l'armistice en accueillant les Boches par des pelotons d'honneur, apparaît aujourd'hui aux yeux mêmes des plus réfractaires dans toute son ignoble laideur. Comme le voyou qui livre à la prostitution la femme qu'il a d'abord violentée, le sinistre et lubrique vieillard livre à la bestialité hitlérienne la France qu'il a violée et qu'il tient bâillonnée depuis deux ans !

Mais Pétain n'est pas le seul à faire les frais de la verve de Garreau :

> Le répugnant amiral Darlan qui après avoir pendant deux ans tenu les mains de la France qu'outrageait Pétain, après s'être fait le laquais d'Hitler, aujourd'hui, tel le rat qui abandonne le

bateau en perdition, essaye frauduleusement de se faufiler parmi les vainqueurs. L'amiral naufrageur pas plus que le Père-la-Défaite, ne peuvent espérer de nous autre chose que la justice ; et si vous demandez quelle sera cette justice, rappelez-vous la note collective en date du 24 juillet au sujet des criminels de guerre et la réponse soviétique du 15 août avec la proposition implacable de Staline : traduction immédiate devant une Cour internationale et châtiment sévère de tout criminel qui, même au cours de la guerre, tomberait au pouvoir des pays qui luttaient contre l'Allemagne hitlérienne[18].

Ce même 14 novembre, sous le titre « Rivalités entre traîtres », le *Volkstimme* ironise : « Pour ce qui est de savoir à qui sera attribuée la palme de la trahison, il y a encore des divergences entre les Anglais et les Américains. Du côté nord-américain, on met en avant l'ex-général Giraud, pour lequel il est fait remarquer qu'il a un rang militaire plus élevé que de Gaulle. Les Anglais s'en tiennent à de Gaulle. Ces divergences d'opinions se répercutent dans la presse anglo-américaine où le *Daily Mail* plaide pour de Gaulle, tandis que le *Chicago Tribune* chante les louanges de Giraud. »

Le 15 novembre, Giraud devient commandant en chef des troupes françaises de terre et de l'air en AFN. Le même jour, on lit dans *Libération* : « Au moment où nous accueillons avec reconnaissance tous les concours nouveaux à l'œuvre de la Libération, nous ne laisserons pas oublier que seul le général de Gaulle renie l'armistice et donne toutes garanties quant au rétablissement des libertés démocratiques, sans lesquelles il n'y a pas de France. »

Le 16 novembre, en riposte aux accords Darlan-Clark et à la proclamation de l'amiral demandant aux forces françaises en Afrique de lui obéir en tant que représentant du maréchal Pétain, la France combattante publie la déclaration suivante : « Le général de Gaulle et le Comité national français proclament qu'ils ne prennent aucune part et n'assument aucune responsabilité dans les négociations en Afrique du Nord avec les délégués de Vichy. Si ces négociations devaient conduire à des dispositions qui auraient pour effet de consacrer le régime de Vichy en AFN, ceci ne pourrait évidemment être accepté par la France combattante. »

Dans un télégramme adressé aux délégations gaullistes, de Gaulle écrit :

Le général Giraud s'est malheureusement compromis avec Darlan. D'après les informations, l'armée et l'administration attendent les événements sans prendre réellement parti. La marine est exaspérée contre Darlan qui l'a trahie en la faisant combattre les Alliés, tandis que lui-même trafiquait avec les Américains. Giraud est mal vu des deux côtés parce qu'il a violé sa parole donnée au Maréchal et parce qu'il n'a pas fait acte d'adhésion à la France combattante[19]. Mon sentiment est que tout cela pour le moment a pour effet de rehausser l'autorité du Maréchal lui-même chez les

partisans de Vichy au détriment de Darlan et Giraud et d'exaspérer nos partisans contre ces mêmes personnages.

Le même jour a lieu une entrevue orageuse entre Churchill et de Gaulle :

« Si, lance ce dernier, la France devait un jour constater que, du fait des Anglo-Saxons, sa libération c'est Darlan, vous pourriez peut-être gagner la guerre du point de vue militaire, vous la perdriez moralement et, en définitive, il n'y aurait qu'un seul vainqueur : Staline ! »

Le 20 novembre, Roosevelt reçoit André Philip et Adrien Tixier. Le président américain invite de Gaulle à se rendre aux États-Unis. Le même jour, Weygand, Reynaud et Mandel sont transférés en Allemagne.

Le 21 novembre, dans un discours radiodiffusé par les postes de Brazzaville, de Beyrouth et de Douala mais non retransmis par la BBC, de Gaulle attaque Darlan :

> La nation française prévoyait que, malgré l'arrivée de ses alliés, la liquidation de Vichy en Afrique du Nord n'irait pas sans délai ni sans péripéties mais, au fond de son cachot, la nation française a ressenti de la stupeur en apprenant que les délais seraient tels et que les péripéties prendraient un tel caractère. La nation au fond de son cachot entend savoir de quoi il retourne. Un grand territoire français est occupé par les armées alliées avec le consentement et l'enthousiasme des populations. La nation se demande si oui ou non le régime et l'esprit de Vichy y demeureront en vigueur, si oui ou non les grands féodaux de Vichy y seront maintenus en place, si oui ou non cette partie de l'Empire français pourra s'unir à celle qui avait déjà repris la guerre sous le signe de l'honneur ; si oui ou non la libération nationale à partir de l'empire libéré devra être déshonorée par un quarteron de coupables camouflés pour la circonstance sous un parjure supplémentaire.

Le 23 novembre, un article de Pertinax dans le journal *France* révèle la volonté de négociation des Allemands avec les Soviets, *via* Payard, ancien chargé d'affaires de France à Moscou.

Le 24 novembre, de Gaulle écrit à Leclerc : « Je réponds à votre proposition concernant contact avec Giraud. Il faut que vous sachiez que Giraud n'est nullement le maître. L'autorité est exercée par Darlan. Le commandement allié en AFN ne veut faire nulle peine à Darlan parce que la situation militaire en Tunisie oblige à ménager infiniment ce personnage. » Le même jour, le gouverneur général Boisson se rallie à Darlan.

Après la visite de Churchill à Moscou, visite qui a sonné le glas de l'ouverture d'un second front en Europe dans l'immédiat, Staline a de nouveau ordonné aux PC européens d'organiser l'insurrection dans leur

pays, dernière et mince chance aux yeux des dirigeants moscovites de desserrer l'étau allemand sur le front est.

Depuis le débarquement en AFN cependant, Staline sait qu'il peut faire confiance aux Anglo-Saxons. En outre, il a mesuré le poids stratégique des armées alliées, en regard duquel le soulèvement des peuples opprimés compte peu. « Sa nouvelle politique, note Courtois, va donc être que les PC servent la seule politique qui vaille la peine : pousser chaque jour davantage les Anglo-Américains dans une guerre active contre Hitler. Ce sont les communistes qui vont servir de monnaie d'échange. Ce n'est qu'à ce prix que le deuxième front en France pourra être ouvert et écarter définitivement le spectre d'une victoire hitlérienne à l'Est[20]. » Ordre est donc donné par Dimitrov, secrétaire général de l'Internationale communiste, à tous les partis européens de s'engager dans une politique d'alliance avec les forces de résistance reconnues par les Anglo-Américains et « si nécessaire se placer sous leur obédience »…

Dolorès Ibarruri, la « Pasionaria », et Anton, dirigeants du PC espagnol, en exil à Moscou, n'ont pas le choix : ils transmettent aussitôt l'ordre de cesser la propagande antifranquiste et de mettre un terme à la guérilla communiste (il s'agit en effet de tout faire pour éviter de pousser Franco dans le camp d'Hitler). Pour le PCF, l'ordre de Dimitrov est de « développer la coopération avec de Gaulle et ses partisans[21] ». Mais Jacques Duclos qui, de sa cache de la vallée de Chevreuse est en contact radio permanent avec Moscou et dirige d'une main de fer son parti, connaît le danger que représente l'union sacrée pour son parti décimé. Ce danger, c'est l'absorption pure et simple des forces communistes (FN, FTP) dans l'Armée secrète. Et aucun léniniste ne peut accepter une absorption de ce genre.

Mais il s'agit également d'obéir aux directives de Staline… Duclos comprend vite cependant que la situation créée en AFN lui offre une marge de manœuvre inespérée. En effet, le nouveau pouvoir surgi en Afrique du Nord porte un coup très dur, peut-être fatal, à de Gaulle et « remet fondamentalement en cause la légitimité du mouvement de la France combattante[22] ». Militairement d'abord, parce que l'armée d'Afrique constitue un potentiel très largement supérieur aux faibles effectifs gaullistes ; symboliquement ensuite, parce que le nouveau pouvoir siège en terre française alors que le Comité national français est toujours en terre étrangère, dépendant pour tout du bon vouloir des Anglais ; politiquement,

enfin, parce que les Américains suivis par les Britanniques et les Soviétiques jouent à fond la carte Darlan.

De Gaulle déstabilisé, de Gaulle en position de faiblesse, de Gaulle dont le seul et dernier atout réside dans le soutien proclamé de la Résistance intérieure[23], c'est le moment idéal pour négocier avec lui les termes d'une alliance éventuelle… Ces termes tiennent en deux propositions : de Gaulle représente la Résistance extérieure, le PCF, la Résistance intérieure. Le pari est audacieux, mais il est tenable : le noyautage de la Résistance par le canal de Libération est bien avancé… Évidemment, il ne s'agit pas de faire figure de « demandeur ». Il faut donc solliciter la demande… Comment ?

Le 20 novembre, commentant le soutien apporté par la Résistance à la France combattante, *L'Humanité* écrit : « Le général de Gaulle a nettement signifié le sentiment de la France combattante en désapprouvant toutes les tractations et opérations qui auraient pour but de maintenir sous une forme quelconque, sur un terrain quelconque de la France, l'autorité des traîtres. » Le Général apparaît donc comme le « porte-parole autorisé de la France combattante », mais de celle-ci seulement et celle-ci n'est pas toute la Résistance… Ce principe étant posé, l'ouverture suit, discrète : *L'Humanité* reproduit la réponse de Staline à Cassidy mais en l'amputant de la phrase évoquant la constitution d'une nouvelle armée française en AFN (donc sous direction de Darlan et de Giraud avec des cadres vichyssois). Il y a des omissions qui ont valeur de signe…

Mais, parallèlement, profitant de la déstabilisation de De Gaulle, Duclos entend œuvrer à la création d'un organisme officialisant le retour des anciens partis parmi lesquels le parti communiste, seul parti vraiment opérationnel, pourra s'imposer par sa vigueur et sa surenchère aux côtés des mouvements de résistance.

Rémy fait le siège de Beaufils

Depuis mai, date de leur première rencontre, Rémy entretient des relations suivies avec Beaufils, *alias* « Joseph ». Entre les deux hommes, l'entente est parfaite. Ils ont déjà leurs habitudes : ils se rencontrent habituellement à la sortie de la gare de La Muette, puis gagnent côte à côte le bois tout proche pour y discuter en toute tranquillité. Grâce à ces contacts, un certain nombre d'opérations ont pu être menées à bien ; en juin, Londres a changé un millier de livres sterling usagées appartenant au parti

communiste et, en juillet, le BCRA a fait parvenir au FTP une cargaison d'armes par voie maritime. Un jour de novembre, l'agent de la France libre passe à l'offensive : il fait savoir à son interlocuteur que plus vont les choses, plus il lui apparaît indispensable qu'un représentant qualifié du parti aille à Londres, car ce n'est qu'à cette condition que le général de Gaulle sera suffisamment éclairé sur la politique du parti, sur sa contribution à la lutte commune contre l'ennemi, sur ses besoins, notamment pour l'équipement des troupes FTP. « Joseph convient que j'ai raison, raconte Rémy, mais il ne peut mieux faire que transmettre ma proposition officieuse au Comité central du parti ; ce comité fantôme s'entoure de telles sauvegardes qu'il lui faut au moins quinze jours pour répondre à la moindre de mes questions[24]. »

À ce que Rémy laisse croire dans ses *Mémoires*, l'idée de faire partir un représentant du PCF auprès de De Gaulle est de lui. Il est difficile d'admettre cependant qu'une opération d'une telle importance politique n'ait pas été décidée par de Gaulle lui-même. Malgré son audace naturelle, Rémy ne se serait pas autorisé à placer le Général devant le fait accompli. L'ordre lui a bel et bien été donné par Londres de tout faire pour séduire les dirigeants communistes, même et y compris de leur proposer, *via* Joseph, la création « à bref délai », d'un réseau dépendant du Front national dont la Confrérie Notre-Dame, le réseau de Rémy, assurerait la trésorerie…

Cette proposition rencontrera d'ailleurs un accord de principe presque immédiat de la part des communistes. Le réseau sera baptisé « Fana » par les services de Passy. « Il m'apportera toujours des informations de premier ordre dont l'utilisation sera toujours compromise par l'extrême lenteur de leur transmission due au cloisonnement exagéré du parti communiste », se souvient Rémy.

Au cours d'une nouvelle rencontre, Joseph fait savoir à l'agent gaulliste que mille ouvriers sont sur le point d'être déportés en Allemagne au titre de la relève…

« Que pouvons-nous faire ? demande Rémy.

— Si nous avions le moyen de leur donner une avance qui assurerait la subsistance de leur famille, répond Joseph, nous les répartirions dans les formations FTP.

— Vous aurez un million demain », dit aussitôt Rémy qui en profite pour insister : « Je suis convaincu que le général de Gaulle approuvera mon initiative, mais l'argent dont je dispose doit aller au réseau et je n'ai pas le

droit de compromettre le fonctionnement de celui-ci… Je ne vois pas, par ailleurs, le moyen d'expliquer votre affaire par courrier et encore moins par radio. Je vais aller à Londres plaider votre cause mais vos chances seraient décuplées si un représentant de votre Comité central m'accompagnait. »

Cette fois, Rémy sera enfin entendu. Le 28 novembre, Joseph lui apprend qu'un membre du Comité central est prêt à le recevoir.

« Quand ? demande Rémy qui n'y croyait plus.

— Immédiatement », répond Joseph.

Il n'aura pas fallu aux gaullistes moins de seize mois et cent preuves de leur bonne volonté pour entrer en contact officiellement avec les dirigeants communistes français.

10
Le protocole caché

28 novembre 1942. Il fait presque nuit lorsque Rémy et la jeune femme brune qui lui sert de guide depuis la gare de La Muette s'arrêtent devant un modeste pavillon quelque part en banlieue. La jeune femme ouvre la porte et introduit celui qui sera plus tard le plus célèbre des agents secrets de la France libre dans une salle à manger meublée « dans le style Henri II révisé par Dufayel ». Un homme est là, debout, grand et maigre, le visage osseux. Les yeux, profondément enfoncés dans leurs orbites, scrutent Rémy. C'est Fernand Grenier, député communiste de Saint-Denis, évadé de Châteaubriant, traqué par la police de Vichy et la Gestapo…

Les deux hommes s'asseyent et Rémy expose qu'il est anormal à son sens que « dans la lutte commune contre l'ennemi un élément aussi important que le parti communiste ne soit pas encore représenté auprès du général de Gaulle. Grenier hoche la tête mais garde le silence[1] ».

« Je suppose, dit Rémy, que les FTP se considèrent comme des Français combattants ?

— Certes, répond le député de Saint-Denis.

— Eh bien ! dans ce cas, reprend Rémy, ils reconnaissent le général de Gaulle comme leur chef suprême. Comment pourrions-nous leur passer des consignes, leur faire régulièrement parvenir l'argent et le matériel dont ils ont besoin s'ils ne sont pas représentés à Londres ? J'ai pris sur moi de remettre des fonds à Joseph et je suis sûr de l'approbation du Général, mais ces fonds, bien qu'ils soient insuffisants, grèvent lourdement un budget qui n'est pas prévu pour autre chose que pour le renseignement. Pour la préparation de l'insurrection, il faut des sommes beaucoup plus

considérables que je suis hors d'état de verser. Et des crédits qui ne pourront être consentis qu'une fois que le Général aura vu le mandataire des FTP qui, d'ailleurs, peut être le même que celui du parti communiste.

— Je ne sais pas, répond Grenier, si le parti sera d'accord, mais je suis content de vous avoir rencontré. Je rendrai compte de notre conversation et notre camarade Joseph vous donnera la réponse. »

Selon les *Mémoires* de Grenier[2], les propos de Rémy auraient été légèrement différents. L'agent de la France libre lui aurait en effet déclaré que si dans la zone sud des organisations de résistance se réclamant de la France combattante (Combat, Libération, Franc-Tireur) agissent efficacement, en revanche, dans la zone occupée, le parti communiste et le Front national sont les seuls éléments qui comptent véritablement. « Il y a bien, aurait dit Rémy, quelques groupes d'hommes qui se réunissent, discutent, font des études pour l'avenir, mais la masse des combattants, c'est votre parti qui les fournit. »

Il y a tout lieu de croire que ces propos rapportés par Grenier sont exacts, car Rémy ne les a jamais contestés, et dans un autre de ses ouvrages, *Le Livre du courage et de la peur* écrit en 1946, il formule la même opinion : « Le parti communiste français a longtemps représenté sous l'occupation ennemie la seule organisation politique cohérente, disposant d'un excellent appareil mis en place de longue date, d'une stricte discipline chez tous ses membres et, par-dessus tout, d'une foi profonde chez ceux-ci. Tous ces avantages lui ont permis de porter des coups redoutables à l'envahisseur. »

Profitant habilement des compliments de Rémy à l'endroit des communistes, Grenier dit avoir expliqué que ses camarades feraient bien plus encore s'ils avaient des armes, du matériel de sabotage, des fonds et si leur action était soutenue par la radio de Londres.

« Je fais aussi, raconte Grenier, la critique la plus vive des émissions de Londres qui enveloppent de silence les actions armées, prêchent l'inaction, conseillent l'attente. Je lui démontre que l'insurrection nationale dont parle si souvent le général de Gaulle ne se déclenchera pas par un coup de baguette magique, mais seulement si elle a été préparée par de multiples actions de francs-tireurs forgeant et durcissant les cadres. Rémy se déclare d'accord. L'entretien a duré deux heures, empreint de la plus grande cordialité… Dès le lendemain, je rends compte à mon chef. »

Il faut noter que le terme « insurrection » est revenu dans les propos du gaulliste comme du communiste. Avec le souci chez ce dernier d'en attribuer la responsabilité sinon la paternité à de Gaulle, sans provoquer de la part de son interlocuteur la moindre réaction ou mise au point sur la définition à donner au mot… Ce qui peut laisser penser que Rémy l'a employé intentionnellement, et peut-être même sur ordre, pour appâter les communistes…

Quelques jours plus tard, Joseph remet à Rémy deux documents tapés à la machine et libellés l'un et l'autre à l'adresse du général de Gaulle. En bas du second texte figurent les initiales : M. T. « Maurice Thorez », dit Joseph avec respect.

« S'il est vrai, commente Rémy dans ses *Mémoires*, que le leader communiste a authentifié de ses mains ce procès-verbal, Thorez serait donc revenu d'URSS. La nouvelle serait d'importance, mais je crois plutôt qu'on aura signé par procuration. Gardant mes réflexions pour moi, je me dispose à sceller l'enveloppe où j'ai remis les deux pièces, quand Joseph m'arrête dans mon geste : "En témoignage de confiance à votre égard, le Comité central vous prie d'en prendre lecture." »

Tillon pose les FTP en seul et unique mouvement de résistance

Le premier document est une lettre de Charles Tillon, chef des FTP, adressée à « Monsieur le général de Gaulle chef de la France combattante ».

> Les FTP, peut-on y lire en conclusion, se battent, font la guerre et savent mourir avec un courage et un cœur de soldat. C'est pourquoi ils demandent au grand soldat que vous êtes de ne pas laisser ignorer qu'ils font aussi partie de la France combattante. Le plus ardent désir de ces soldats obscurs, inconnus, confondus dans la foule ardente des patriotes afin de pouvoir mieux frapper l'ennemi, est de voir se former à l'appel de la France combattante et sur tout le territoire français, l'armée française de la Libération pour en finir avec l'ignoble occupant dont la France entière est souillée. Le seul droit auquel prétendent les Francs-Tireurs et Partisans de France sera d'y prendre leur place pour se battre avec discipline.

Si ces dernières lignes, le ton modeste de l'exposé technique présentant les buts, l'organisation et l'action des FTP ainsi que la formulation d'un certain nombre de demandes peuvent faire penser à un acte d'allégeance du Comité militaire national des FTP au général de Gaulle, une lecture attentive du document prouve qu'il n'en est rien. Bien au contraire ! Que dit en effet Charles Tillon ? Ceci d'abord et d'emblée : l'organisation des FTP a « son origine dans les premiers mouvements de résistance qui prirent

naissance en France au début de l'Occupation, en particulier parmi les travailleurs qui se livrèrent aux premières actions de grève et de sabotage contre les fabrications allemandes en France occupée ». Ainsi, il est affirmé avec une assurance aussi tranquille qu'habile que les FTP remontent à juin 1940. Toute une année de collaboration, voire de fraternisation avec l'occupant allemand se trouve donc rayée d'un trait de plume[3]…

Tillon présente ensuite comme allant de soi le caractère terroriste de l'action des FTP à celui qui a précisément condamné ce type d'action dans son discours du 23 octobre 1941, et il le fait avec un aplomb tel qu'il exclut toute conformité future aux ordres du chef de la France libre. Il est même précisé explicitement que le modèle des FTP est celui des partisans yougoslaves du général Mihaïlovitch ou celui des « innombrables partisans soviétiques ». La présentation de cette action « terroriste » s'accompagne en outre d'une attaque contre « certaines voix françaises à une radio amie » qui condamnent « l'action armée des patriotes en France »…

Après une contre-vérité et ce qu'il faut bien appeler un camouflet poli, mais un camouflet tout de même, la lettre de Tillon tend ensuite à faire des FTP les seuls résistants de France, par omission délibérée des autres mouvements de résistance à l'exception d'un seul… le Front national ; et une véritable armée dont l'objectif est de « prendre l'ennemi à revers » par « une action armée de diversion organisée selon un plan étudié » et dont le rôle est d'effectuer la « levée en masse du peuple tout entier ». En d'autres termes, d'appeler à la mobilisation.

Au passage, on trouve également : un conseil (celui de faire bombarder par la RAF les usines et les mines d'aluminium qui alimentent l'Allemagne et l'Italie), une certitude (celle de « pouvoir fournir déjà des dizaines de milliers de parachutistes mieux adaptés à leurs missions que des parachutistes qui tomberaient du ciel ») et une proposition (celle d'« envisager les meilleurs moyens de faire coïncider » l'action des FTP avec celle des Alliés au moment du second front).

Ce n'est qu'une fois qu'il a posé les FTP en seul et unique mouvement de résistance, que Tillon formule ses demandes. Elles sont de quatre ordres :

– De l'argent pour amplifier le recrutement des FTP.

– Un appel de De Gaulle à tous les patriotes français en faveur de la solidarité et de l'aide aux FTP et à tous les patriotes combattant les armes à la main.

– Le soutien de la BBC à l'action des FTP.

– Un appel de De Gaulle aux officiers et sous-officiers de réserve et de l'armée d'armistice pour « seconder » les efforts des FTP.

Toutes demandes qui ont donc pour but de développer une action que de Gaulle a solennellement condamnée… On ne saurait être plus désinvolte. Toutefois c'est sur le plan politique que cette lettre a le plus d'importance, car elle vise ni plus ni moins qu'à faire entériner par de Gaulle deux choses : la bipolarisation de la Résistance (les FTP seuls représentants de la Résistance intérieure, la France combattante, représentant de la France auprès des Alliés) et la constitution autour des FTP de l'« armée française de la Libération », armée dont il est demandé qu'elle se forme à… l'appel de la France combattante.

La lettre de Tillon se termine par un souhait : que le général de Gaulle « ne laisse pas ignorer plus longtemps que les FTP font aussi partie de la France combattante ».

Sous cette apparente imploration se dissimule en réalité une ruse suprême : obtenir l'intégration du PCF dans la communauté de la Résistance, première étape vers la réintégration du PCF dans la communauté nationale.

Un protocole d'accord en dix-huit points

Le second document remis par Grenier à Rémy est encore plus considérable : il émane directement du Comité central du PCF et porte en outre les initiales de Maurice Thorez qui – fausses ou vraies – doivent servir à l'authentifier dans l'esprit des dirigeants communistes. Il s'intitule : « Procès-verbal d'une entrevue qui a eu lieu le 28 novembre 1942 entre un représentant des Forces françaises combattantes et un délégué du Comité central du parti communiste français. »

Ce document comporte deux parties précédées de ce préambule : « Un représentant des FFC et un délégué du CC du PCF […] après avoir souligné la cordialité des rapports entre les FFC et le CC du PCE, ont proclamé leur complète identité de vue sur les points suivants[4]… »

Suivent douze points d'accord sur la situation à long terme et six points d'accord sur la situation immédiate résultant du débarquement en AFN. Le procès-verbal de l'entrevue du 28 novembre entre Rémy et Grenier est l'œuvre du parti communiste, mais Rémy n'en a jamais contesté la véracité.

Voici les douze premiers points d'accord :

a) Nécessité de renforcer l’action du peuple français contre les envahisseurs et contre les traîtres de Vichy.

b) Rôle éminent joué, pour la libération de la patrie, par les soldats des FFC en Afrique ainsi que par les Francs-Tireurs et Partisans en France.

c) Les soldats des FFC en Afrique et les Francs-Tireurs et Partisans en France sont des camarades de combat, les Francs-Tireurs et Partisans se considèrent comme l’avant-garde des FFC en France.

d) Rejet de la qualification de « terroristes » appliquée aux Francs-Tireurs et Partisans qui mènent une action patriotique que tout Français digne de ce nom ne peut qu’approuver et soutenir.

e) Nécessité pour l’armée d’armistice de ne pas se laisser désarmer, de ne pas laisser tomber ses stocks d’armes et de munitions entre les mains de l’ennemi, de s’inspirer du glorieux exemple du général Mihaïlovitch pour développer la guerre de guérilla contre l’envahisseur.

f) Nécessité pour les officiers et les marins patriotes de Toulon de ne reculer devant rien pour passer avec leurs bateaux dans le camp des alliés de la France pour empêcher, en tout état de cause, que la flotte de Toulon tombe aux mains de l’ennemi.

g) Nécessité d’une large union de tous les patriotes dans l’œuvre commune de libération nationale ; nécessité de ne tolérer demain qu’aucune parcelle quelconque de l’autorité des traîtres de Vichy soit maintenue sur un territoire quelconque de France.

h) Droit absolu du peuple français d’être appelé à fixer son destin en toute indépendance, quand la patrie sera libérée.

i) Nécessité, comme l’a proclamé le général de Gaulle, de ne pas séparer l’insurrection nationale de la libération nationale, ce qui nous fait un devoir de préparer le peuple de France à cette grande tâche de l’insurrection nationale qui sonnera demain au cadran de l’histoire.

j) Cette insurrection nationale sera préparée en collaboration étroite entre le PCF et les FFC selon les accords qu’il appartiendra au général de Gaulle et au délégué du PCF de prendre dès que les circonstances leur permettront de se rencontrer.

k) D’ici que cette rencontre ait lieu, le PCF assure le représentant des FFC de sa meilleure collaboration sur les plans qui seront définis par des accords spéciaux, lesquels fixeront les conditions de l’aide réciproque que doivent se prêter les deux organisations pour mener à bien la lutte commune

contre l'ennemi commun. Le représentant des FFC assure d'autre part le PCF en son nom et sous sa responsabilité personnelle qu'il fera de son mieux pour aider les FTP à résoudre les divers problèmes qui se présentent devant eux dans l'organisation de la lutte commune contre l'ennemi.

l) L'intervention spontanée du représentant des FFC a déjà eu pour résultat de permettre aux Francs-Tireurs et Partisans de retenir en France des éléments précieux pour la guerre de libération.

Entre le communiste Grenier et le gaulliste Rémy, il y a donc accord sur la lutte de libération nationale contre l'occupant et contre Vichy (a), sur l'insurrection nationale (i et j), sur la lutte armée et la condamnation de l'« attentisme » (d et e), sur l'égalité entre le PCF et la France combattante (b, j et k), sur la bipolarisation de la Résistance (c et j).

D'emblée, le PCF se présente donc non seulement en partenaire de même nature que la France combattante, mais aussi comme seul partenaire de la France combattante. Bref, il entreprend de monopoliser la représentation de la Résistance métropolitaine. Comble d'insolence ! Nulle part, le texte ne fait allusion à quelque autre mouvement que ce soit, y compris les mouvements plus ou moins contrôlés par de Gaulle et par son délégué Jean Moulin. « Dans la mesure où, note Stéphane Courtois, Rémy a approuvé ces déclarations, lui, l'extraordinaire organisateur de réseaux, n'a pas manifesté un grand sens politique ; le PCF lui a fait adopter ses propres propositions sans la moindre concession. Et ce n'est pas le plus fort. La seconde moitié du texte est en effet encore plus défavorable aux positions gaullistes[5]. »

C'est le moins que l'on puisse dire. En effet, on trouve au début du texte : « Les délégués des FFC et du PCF ont pris acte des déclarations faites par le président Roosevelt et d'après lesquelles les accords conclus par le commandement américain en AFN avec l'amiral Darlan sont d'un caractère strictement provisoire et n'ont été dictés que par des considérations d'ordre militaire. » Le deuxième point surenchérit : « Le peuple de France se réserve et se garde le droit de juger par la suite les actes de trahison des traîtres de Vichy. Pour l'instant, ce qui compte pour les Français c'est de consolider au maximum les positions des Alliés en Afrique du Nord pour faciliter les opérations contre les ennemis de la France. »

Or, ainsi que le souligne Courtois dont nous suivons l'analyse, nous sommes le 28 novembre : depuis le 15, les accords Darlan-Clark sont signés, les combats ont cessé et le 20 novembre, de Gaulle a porté une violente attaque contre Darlan… Mais c'est la veille, le 27, que Staline a adressé à Churchill un message approuvant la « darlanisation ». Rémy vient donc d'entériner la position même des Soviétiques qui sont prêts à sacrifier de Gaulle si les nécessités militaires l'exigent…

Les deux paragraphes suivants apportent, il est vrai, mais « sans éclat » un soutien à de Gaulle : « Les délégués regrettent toutefois que les noms des FFC et du général de Gaulle n'aient pas été prononcés par le gouvernement américain » et « Ils attirent l'attention de ce gouvernement sur le danger grave que la prolongation de cette équivoque pourrait faire courir à l'union des Français et à l'action patriotique en France ». Or à peine une semaine plus tard, la situation en AFN ne paraissait pas « équivoque » au général de Gaulle qui déclarait : « Par-delà des combinaisons, dites d'opportunité, c'est le sort de la France qui se joue » ; la différence de ton est notable, de la simple requête respectueuse du PCF à la déclaration furieuse et péremptoire du Général. Enfin : « Le PCF affirme son entière volonté de collaboration avec les forces françaises combattantes. » Nous sommes loin de la véhémence avec laquelle, le 19 novembre, la Résistance française, à l'exception du PCF, avait soutenu le général de Gaulle contre Darlan[6].

Quant aux deux derniers points, toujours selon l'historien, ils sont tout à fait « symptomatiques ». Le PCF demande la mise hors d'état de nuire de la « Cinquième colonne » en AFN et la libération des députés communistes détenus en Algérie depuis 1941. « Les termes utilisés (Cinquième colonne) et le rapprochement entre ces deux propositions n'est pas fortuit. Alors qu'en 1939 le gouvernement Daladier désignait les communistes favorables au pacte germano-soviétique comme la Cinquième colonne, le PCF tient à prendre ses distances avec la politique de 1939-1940, devenue fâcheuse en cette fin 1942, et donc à désigner clairement la Cinquième colonne, c'est-à-dire le régime de Vichy en AFN, et du même coup à blanchir de toute accusation défaitiste et antipatriotique ses députés arrêtés en 1939 et jugés en mars 1940, préparant ainsi un éventuel retour de Maurice Thorez dans la nouvelle arène politique française. »

Le PCF va même dans le dernier paragraphe jusqu'à contester implicitement la représentativité de la France combattante puisque les deux seules tâches qu'il fixe aux patriotes d'AFN sont d'abord d'« apporter leur concours à la consolidation des positions des Alliés » (ce qui justifie d'avance toute manipulation politique que les Américains jugeront utiles en AFN, en particulier poursuivre l'expérience Darlan), ensuite, de « soutenir la grande tâche patriotique d'une armée française antihitlérienne destinée à combattre les ennemis de la patrie, à l'exemple des troupes du général de Gaulle en Libye et des soldats français en Tunisie ». Ces simples « soldats français en Tunisie » remettent du même coup dans la course toute une partie de l'armée de Vichy dénoncée six lignes plus haut comme Cinquième colonne ; et, surtout, le PCF justifie à l'avance le plan américain qui se limite à confier à Darlan la continuité de l'administration et à Giraud la constitution et le commandement d'une grande force armée française qui combattrait aux côtés des Alliés, ce qui correspond bien entendu au souhait le plus ardent des Soviétiques.

Et Courtois conclut : « Ainsi, le malheureux Rémy a entériné un texte dont on ne peut douter que le PCF l'ait longuement mûri et soigneusement rédigé tant les allusions y affleurent, tant les nuances y sont subtiles. Ce qui ne saurait nous étonner car autant la propagande du parti peut être parfois grossière, autant la direction est rompue aux finesses des textes de congrès staliniens et à la dialectique politicienne des congrès radicaux[7]. »

À cette remarquable analyse, il ne convient d'ajouter qu'une chose, mais d'importance : l'accord des gaullistes et des communistes sur l'épuration, tel qu'il ressort du paragraphe 2 (« Le peuple de France se réserve et garde le droit de juger par la suite les actes de trahison des traîtres de Vichy ») et surtout du paragraphe 5 (« Les délégués des FFC et de PCF considèrent que la Cinquième colonne hitlérienne, qui a de fortes ramifications dans l'administration vichyssoise de l'Afrique du Nord, doit être mise dans l'impossibilité de se livrer à une action de sabotage et de division entre Français et indigènes. Le maintien de l'équivoque de Vichy en AFN ne peut que favoriser les menées de ces éléments suspects »).

L'engagement décisif de De Gaulle

Ce programme global d'accords sur l'égalité du PCF et de la France combattante, sur la bipolarisation de la Résistance, sur la lutte armée,

l’insurrection nationale et l’épuration, Rémy l’a-t-il conservé par-devers lui pour le remettre en mains propres au général de Gaulle lors d’un prochain et toujours hypothétique – compte tenu des circonstances – voyage en Angleterre ? C’est peu probable. Le contexte international particulièrement défavorable à de Gaulle en ce mois de novembre 1942 et l’importance que revêt depuis si longtemps aux yeux du chef de la France libre le contact avec la direction du PCF plaident fortement pour la transmission immédiate des documents à Londres. Et si la réaction de De Gaulle avait été négative, l’offre gaulliste d’accueillir un représentant du PCF à Londres aurait été aussitôt annulée. D’autant que, au grand dam des socialistes qui occupaient de nombreux postes de direction à Londres, ce sera la première fois qu’un ancien parti politique collaborera publiquement à la France combattante et s’exprimera en tant que tel à la radio de Londres…

Force est donc de constater que, au moins par son silence, le chef de la France combattante paraît alors avaliser le programme d’accords entre son agent et les communistes. S’il en était autrement, ces derniers, toujours méfiants, se seraient bien gardés de publier dans *L’Humanité* du 18 décembre l’information selon laquelle « notre grand parti […] collabore avec le général de Gaulle, chef de la France combattante ». Cette affirmation de l’alliance gaullo-communiste (dont Cordier voit l’origine dans la rencontre Molotov-de Gaulle du 24 mai 1942) s’appuie, il est vrai, sur un nouvel engagement de De Gaulle auprès des Soviétiques…

Cet engagement d’une portée aussi considérable que décisive est pris le 4 décembre. Ce jour-là, après avoir entendu la nouvelle annonçant que Darlan assume les fonctions de chef de l’État français en AFN assisté d’un Conseil impérial composé des généraux Giraud, Noguès, Bergeret et des gouverneurs généraux Chatel et Boisson, de Gaulle se rend précipitamment à l’ambassade soviétique au 13, Kensington Palace Gardens.

« Je constate, dit-il en substance à Maïski, que la politique américaine en AFN ne se réclame plus seulement de la nécessité militaire. Elle reflète aujourd’hui plus clairement les vues d’un certain groupe qui au département d’État a inspiré et continue à inspirer une politique fondée en ce qui concerne la France sur la collaboration avec le gouvernement de Vichy[8]. »

Maïski laisse passer l’orage. Il sait que Staline lui aussi s’est rallié à la politique américaine en AFN. Il sait aussi que de Gaulle le sait… Quel argument le chef de la France libre va-t-il donc développer qui puisse faire évoluer la politique soviétique sur ce point sans heurter de front le

Kremlin ? L'ambassadeur n'a pas longtemps à attendre. De Gaulle poursuit, véhément :

> Au cours de l'entretien que Roosevelt a eu avec André Philip, le président des États-Unis a indiqué que le choix des moyens importait peu et que, de même qu'il s'était servi de l'amiral Darlan pour s'installer aux moindres frais en AFN, il était prêt à répéter cette tactique en Europe et n'hésiterait pas à s'entendre même avec Laval si cette collaboration était favorable aux Alliés. D'autre part, le président Roosevelt a observé que, sur le continent même, les autorités militaires américaines entendaient se réserver le droit de traiter avec les autorités locales en fonction au moment de leur arrivée, ainsi qu'elles l'avaient fait au cours de la dernière guerre.

Traiter avec Darlan, passe encore aux yeux des Soviétiques : guerre oblige… Mais traiter avec Laval, l'homme qui a déclaré qu'il souhaitait la victoire de l'Allemagne « parce que, sans elle, le bolchevisme s'installerait partout », cela est inacceptable. Et puis il y a aussi cet autre argument dont de Gaulle a déjà entretenu Bogomolov : la menace de l'AMGOT. Cette fois, Maïski, qui a écouté sans l'interrompre la tirade de son interlocuteur, se décide à intervenir :

« Quelles sont, demande-t-il, les dernières réactions du gouvernement britannique vis-à-vis de la politique américaine ?

— J'ai vu quatre fois Churchill depuis le déclenchement de l'opération d'AFN, répond de Gaulle. Lors de la première entrevue, le Premier ministre britannique a été extrêmement formel dans sa condamnation de Darlan, mais lors de chaque entretien postérieur, j'ai eu l'impression d'une accoutumance de plus en plus grande à l'état de choses créé en AFN et lors de notre dernière entrevue qui a eu lieu aux Chequers, le Premier ministre britannique a même déclaré que l'on se trouvait en face d'une situation de fait dont on était bien obligé de tenir compte. »

Maïski jouant l'étonnement devant cette évolution – qu'il sait être aussi celle du Kremlin –, de Gaulle, lui aussi parfaitement au courant, demande alors à l'ambassadeur de lui faire savoir si le gouvernement soviétique a pris une position définie en face de la darlanisation…

Maïski a encore en tête les termes exacts du télégramme de Molotov en date du 30 novembre lui précisant :

« Répondant à votre question au sujet de Darlan, voici notre point de vue : nous estimons que les Américains ont agi de manière juste en se servant de Darlan. Si Darlan veut conduire avec nous le combat contre Hitler, ce qu'il fait déjà[9], alors ce sera un "plus" pour la coalition anglo-russo-américaine. Notre décision envers Darlan et les gens qui lui sont

semblables se déterminent en fonction de leur dépendance vis-à-vis des forces de l'Axe.

— Mon gouvernement, répond au bout d'un moment le Soviétique, n'a pas fait connaître jusqu'à présent son attitude vis-à-vis de l'opération américaine. Il a seulement fait savoir qu'il était intéressé et qu'il l'est toujours par l'opération de l'AFN, comme il l'est pour tout ce qui touche à l'avenir de la France. Et l'opération américaine a une répercussion certaine sur l'avenir de la France… mais je rendrai compte à mon gouvernement des indications que vous m'avez fournies. »

L'entretien est terminé. Mais de Gaulle se lance cette fois dans une tirade sur l'avenir de la France combattante marquée du plus noir pessimisme : « Si cela continue ainsi, lâche-t-il, bientôt viendra le moment où la France combattante en arrivera à faire la même chose que la flotte française à Toulon, elle se suicidera. Dans une telle extrémité, je voudrais savoir quelle serait la position du gouvernement soviétique ? Puis-je compter sur le soutien de l'Union soviétique ? »

Devant un tel appel au secours, Maïski ne peut que répondre qu'il convient avant tout « de ne pas perdre la tête et de ne pas tirer de conclusions trop hâtives ». Puis il ne craint pas d'administrer une leçon à son vis-à-vis : « La guerre et la politique, dit-il, exigent de la retenue et du sang-froid. » Mais comme la leçon ne porte pas il s'emploie à le rassurer d'un : « Le gouvernement soviétique reste également, suivant son principe général, fidèle aux engagements pris[10]. »

La tension régnante baisse soudain de plusieurs degrés et c'est un de Gaulle apparemment rasséréné que Maïski raccompagne jusqu'au seuil de l'ambassade.

En prenant congé de son hôte, sachant qu'il n'a plus rien à perdre, de Gaulle, regardant son Maïski droit dans les yeux, soudain se livre : « J'espère, dit-il, que les Russes seront à Berlin avant les Américains[11]. »

En dépit de la maîtrise légendaire du Général et du soin qu'il apporte à chacun de ses gestes, à chacune de ses paroles, Jean-Baptiste Duroselle ne voit dans cette phrase qu'une « curieuse conclusion de la conversation », mais il est vrai qu'il a publié son livre en 1982 et n'avait donc pas connaissance des archives soviétiques qui lui donnent son véritable sens : plus encore qu'un « signe fort » (Éric Roussel), il s'agit en réalité d'un message qui constitue le dernier terme de la logique inaugurée par la proposition d'alliance secrète du 25 juillet 1941 à Staline, confirmée ensuite

par la défense, en avril 1942, du projet soviétique de débarquement anglo-saxon dans le nord de la France (contre celui de Churchill d'une attaque de l'Allemagne par le sud), et poursuivie enfin par un commencement d'abandon de la Pologne aux appétits soviétiques tel que le révèle le télégramme du 21 juin 1942 à Roger Garreau[12].

Sans aller jusqu'à déceler dans cette attitude le signe d'une adhésion de De Gaulle aux projets expansionnistes du Kremlin, projets qu'il connaît mieux que quiconque pour les avoir combattus en Pologne dans les années 1920, il est difficile de le créditer d'une extraordinaire lucidité et, dans le même temps, de le juger incapable de saisir la nature réelle de l'URSS. En bref : comment croire que ce visionnaire qu'est de Gaulle ne « voit » pas que « les Russes à Berlin AVANT les Américains » cela signifie :

1) Militairement : la reconnaissance des conquêtes staliniennes de la période 1939-1941, l'occupation de l'Europe centrale et orientale et les chars soviétiques « à deux étapes du Tour de France[13] ».

2) Politiquement : l'instauration du communisme dans cette région. Mais aussi, au mieux : l'acceptation d'une coexistence entre une Europe de l'Ouest (dont les frontières restent cependant à définir) et une Europe soviétisée ; au pire : l'acceptation d'une soviétisation de l'Europe entière[14].

En décembre 1942, par quoi cet « espoir » de De Gaulle : voir les Russes à Berlin « avant » les Américains, peut-il se traduire concrètement ?

Sur le plan international, par une aide diplomatique et militaire secrète[15] à l'Union soviétique. Compte tenu de la faiblesse et de l'isolement du mouvement gaulliste, cet « espoir » ne peut rester pour le moment qu'un vœu pieux[16]. Mais pour le moment seulement…

Sur le plan national, par une alliance « privilégiée » (qui est précisément en train de se nouer) entre la France combattante et le PCF, c'est-à-dire une alliance qui donne aux communistes français les moyens (qu'ils ne possèdent pas en propre) qui feront d'eux une – voire « la » – composante essentielle de la vie politique française d'après-guerre.

Est-ce ainsi qu'à Moscou on interprète ce fameux message ? Toujours est-il que le 8 décembre, à peine quatre jours plus tard, Duclos reçoit le télégramme chiffré suivant : « Étant donné situation nouvelle, estimons nécessaire que vous envoyiez représentant à Londres auprès de De Gaulle. Paul, Stern et André[17]. »

Le feu vert de Moscou s'accompagnera cependant de cette mise en garde du tandem Dimitrov-Marty le 31 décembre : « L'entourage militaire et civil de De Gaulle, même les gradés supérieurs, est presque entièrement suspect sur tous les plans… Conseillons votre délégué auprès de De Gaulle être extrêmement prudent à tous les points de vue : politique, de l'organisation, des liaisons avec la France et avec vous-même. Choisissez un délégué intelligent et ferme. Une fois arrivé, il doit voir le représentant soviétique auprès de De Gaulle, Bogomolov, qui lui donnera les conseils utiles[18]. »

La gauche et l'extrême gauche se rallient à de Gaulle

Le 7 décembre, de Gaulle réplique à la nomination de Darlan par un discours diffusé sur les ondes de Radio-Brazzaville et de Radio-Levant :

« La nation n'admet pas qu'un quarteron d'hommes qui symbolisent la capitulation, la collaboration, l'usurpation et qui ayant usé et abusé contre les libérateurs de la discipline des autres en usent et en abusent maintenant pour singer l'honneur et le devoir. La nation n'admet pas que ces hommes, ayant failli dans la guerre étrangère et se sentant condamnés, puissent ménager leur destinée en créant des conditions d'où sortira la guerre civile. La nation n'admet pas leur pouvoir supposé de droit divin mais tiré d'une parodie. »

Si la nation, au nom de laquelle de Gaulle prétend parler, se tait, la Résistance intérieure, en revanche, se manifeste. Du moins certains éléments de la Résistance qui avaient quelques raisons de marquer une certaine réserve à l'égard de la France combattante décident de le soutenir. Ces éléments, ce sont les « communistes, les socialistes, les syndicalistes et les parlementaires demeurés fidèles à d'anciennes formations politiques ou à des institutions pour lesquelles de Gaulle, jusqu'alors, n'avait pas trouvé de mots assez durs, de formules assez méprisantes ». Et Noguères précise :

> Ce ralliement massif de la gauche et de l'extrême gauche au gaullisme restera peut-être, avec le recul du temps, la conséquence la plus importante – du point de vue français – des événements de novembre 1942 […]. Il est même intéressant de noter que quelques jours à peine avant que les intrigues conjuguées de Giraud, Murphy, Darlan et Juin aient ainsi conduit les hommes qui gardaient la nostalgie du Front populaire à faire acte d'allégeance au général de Gaulle, le plus gaulliste […] de ceux qui les avaient précédés dans cette voie venaient justement pour la première fois d'exprimer au général de Gaulle des critiques révélatrices d'une déception amère[19].

Ce gaulliste déçu, c'est Pierre Brossolette. Dans une lettre en date du 2 novembre, il a écrit à de Gaulle :

> Il entre dans votre système de nier la critique, d'en nier la valeur, d'en nier la réalité même. Cette critique, il faut pourtant que vous sachiez qu'elle est à peu près générale et que, dans la mesure où vous en repoussez ce qu'elle peut avoir d'utile et de bien-fondé, vous diminuez la force avec laquelle nous combattons, chaque jour, âprement, ce qu'elle a d'absurde, de mensonger et de haineux […]. Il y a des sujets sur lesquels vous ne tolérez aucune contradiction, aucun débat même. Ce sont d'ailleurs, d'une façon générale, ceux sur lesquels votre position est le plus exclusivement affective, c'est-à-dire ceux précisément à propos desquels elle aurait le plus grand intérêt à s'éprouver elle-même aux réactions d'autrui. Dans ce cas, votre ton fait comprendre à vos interlocuteurs qu'à vos yeux leur dissentiment ne peut provenir que d'une sorte d'infirmité de la pensée ou du patriotisme. Dans ce quelque chose d'impérieux qui distingue aussi votre manière et qui amène trop de vos collaborateurs à n'entrer dans votre bureau qu'avec timidité pour ne pas dire davantage, il y a probablement de la grandeur. Mais il s'y trouve, soyez-en sûr, plus de péril encore. Le premier effet en est que, dans votre entourage, les moins bons n'abondent que dans votre sens ; que les pires se font une politique de vous flagorner ; et que les meilleurs cessent de se prêter volontiers à votre entretien[20]. Vous en arrivez ainsi à la situation, reposante au milieu de vos tracas quotidiens, où vous ne rencontrez plus qu'un assentiment flatteur. Mais vous savez aussi bien que moi où cette voie a mené d'autres que vous dans l'histoire, et où elle risque de vous mener vous-même.

Ainsi que l'indique Noguères, c'est paradoxalement, quelques jours à peine après avoir reçu cette « volée de bois vert » que de Gaulle va recueillir l'« adhésion de tous ceux qui en France métropolitaine et en AFN seraient naturellement portés par leurs origines et leur formation, à partager l'inquiétude de Brossolette s'ils étaient aussi bien placés que lui pour exercer leur esprit critique[21] »…

La Résistance qui se réclame de la France combattante et « refuse ouvertement toute compromission avec la succursale algérienne de l'État français » est celle que contrôle Jean Moulin grâce à un certain nombre de moyens : les armes, les liaisons, les fonds, « sans parler de la présidence du Comité de coordination, rendant l'ensemble de la Résistance tributaire du délégué national[22] ».

Est-ce à dire que l'harmonie règne au sein de la résistance gaulliste ? Non, à en croire Jean-Pierre Lévy, le patron de Franc-Tireur, dont le comité est d'« une manière générale orienté à gauche » : « Après avoir essayé de convaincre tant Frenay que d'Astier de La Vigerie de la nécessité de l'union entre nous[23], mais aussi de la faire sous l'égide du général de Gaulle, dit-il, il fallait également convaincre mes camarades de Franc-Tireur qui étaient loin d'être chauds pour cet accord. »

En bref, à l'époque, de Gaulle est plus volontiers « suivi » qu'« obéi » par les résistants de l'intérieur. Quand ils suivent ! Ce qui n'est pas le cas des communistes qui, tout en acceptant de se rassembler autour de la France combattante, refusent de « verser » leurs adhérents à l'un des trois grands mouvements groupés par le comité de coordination comme les y invite le général de Gaulle, hormis ceux à qui ils ont donné mission d'entreprendre la conquête des organes directeurs des mouvements non communistes.

En outre, face à cette résistance gaulliste se développe une résistance « giraudiste » avec les réseaux Alliance et Maurice et ce qui va bientôt devenir l'ORA, l'Organisation de résistance de l'armée. Certains gaullistes sont même tentés de basculer. C'est notamment le cas de Philippe Viannay, le chef du mouvement Défense de la France. « Pour Viannay, en effet, écrit Noguères, le gaullisme n'a été jusqu'ici qu'une des formes de la Résistance militaire et il devrait le rester. Bien mieux, dès lors qu'un général de plus haut rang que de Gaulle est maintenant en mesure de faire entrer toute l'armée française d'Afrique du Nord dans la guerre aux côtés des Alliés, ne serait-il pas "tout à l'honneur de De Gaulle de rallier ses troupes sous le commandement de son ancien"[24] ? »

Jusqu'aux communistes corses qui acceptent de travailler avec les services secrets de Giraud : ainsi, le 12 décembre, ce dernier envoie dans l'île une mission de renseignements dirigée par le commandant de Saulle. C'est le début de l'« opération *Pearl Harbor* » où s'illustrera, une fois de plus, le *Casabianca* du commandant Lherminier.

« La France renaît », dit ce dernier, ce jour-là, à l'un de ses proches. Il n'est pas seul à penser ainsi : de nombreux officiers résistants de l'ex-armée d'armistice – notamment les officiers spécialistes du renseignement – affluent en Algérie, ce qui va avoir pour conséquence immédiate l'établissement de liaisons clandestines entre Alger et la métropole[25].

« En cette fin d'année 1942, constate Noguères, gaullistes et giraudistes se partagent donc – assez inégalement – la majeure partie des forces de résistance agissant en France métropolitaine. »

Ce « partage » ne fait pas l'affaire de De Gaulle dont la Résistance intérieure est désormais le seul atout. En outre, il lui faut procéder avec prudence à l'égard de certains de ses proches qui, comme Leclerc, connaissent bien Giraud et poussent le chef de la France libre à traiter avec lui. Le 4 décembre, il a écrit à Catroux, à d'Argenlieu, à Leclerc et à Éboué pour leur dire ses intentions devant la « situation très difficile et très pénible

pour tous les Français qui est créée par le marché monstrueux conclu entre Darlan et les Américains » :

1) Nous avons toujours voulu, et nous voulons plus que jamais le rassemblement de l'empire dans un même effort de guerre.
2) La première condition nécessaire est l'éloignement de certains hommes qui sont symboliques de la capitulation, de la collaboration et de l'usurpation. Je parle de Darlan avant tout. Je parle aussi de Boisson. Si nous traitions avec eux, nous perdrions tout crédit en France, à l'étranger, et même parmi les Français ; par contre, nous ne considérons pas du tout comme exclus des hommes comme Giraud, Barré, Juin, etc. Ceux-là ont pu se tromper mais ils n'ont commis aucun crime ; nous sommes tout prêts à nous entendre avec eux.
3) Si Darlan et Boisson étaient écartés, nous serions disposés à entrer immédiatement en contact avec les autorités en AFN et en AOF.

Afin de consolider son camp, de Gaulle utilise « ses » hommes de gauche sur tous les fronts. Puisque le département d'État lui bat froid, il décide de conquérir la gauche américaine avec une mission composée de Hauck, de Morandat et d'un syndicaliste de la CGT.

La mission syndicale, précise Tixier le 11 décembre, devra rester aux États-Unis au moins un mois et travailler non seulement à New York mais dans les grands centres ouvriers. Il sera excellent qu'elle soit accompagnée par John Price et qu'elle soit aussi accréditée auprès de la Confédération américaine du travail et du Comité d'organisation industrielle. Il vous appartient de faire que Hauck puisse avoir des conversations avec certains éléments politiques de gauche qui affectent systématiquement de douter de l'adhésion de travailleurs français à la France libre et qui disposent de quelques quotidiens et hebdomadaires possédant une large influence[26].

Malgré les réserves de Washington, l'Amérique n'est pas une terre hostile à de Gaulle. Bien au contraire ! Nulle part, dans aucun pays, il ne possède autant de clubs et d'associations. Un certain nombre de personnalités tant françaises (comme Henry Torrès, Henri Bernstein)[27] qu'américaines (comme Walter Lippmann) y plaident sa cause avec talent.

De Gaulle pousse aussi les feux en direction de Moscou. Il ne tient nullement rigueur à Staline d'avoir pris fait et cause pour la « darlanisation » et répond même à ce camouflet par un message de félicitations aux dirigeants du Kremlin, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'instauration du pouvoir soviétique. De son côté, Maurice Dejean ne cesse de relancer la délégation française pour savoir quelles assurances les gouvernements anglo-saxons ont données à Staline au sujet de Darlan. Le 15 décembre, il invite Garreau à rencontrer Bogomolov alors

de retour à Moscou. « Vous auriez tout intérêt à le voir, lui écrit-il, étant donné les relations confiantes que nous entretenons avec lui[28]. »

Le 18 décembre, Roger Garreau et son adjoint, Raymond Schmittlein, se relaient auprès de Vychinski pour lui exposer le point de vue du Comité national sur les événements en AFN.

Schmittlein a dit, écrit Vychinski à Molotov, que ces événements créaient deux problèmes pour le Comité national français : un militaire et un politique. Le problème militaire est tout à fait clair : la France veut et est prête à poursuivre la lutte contre l'Allemagne hitlérienne. Actuellement, en Afrique, on peut créer une armée d'un million et demi d'hommes. En ce qui concerne le problème politique, la position du CNF à l'égard de Darlan est catégoriquement négative. La France combattante ne peut pas reconnaître, même de façon préliminaire, Darlan. Elle ne peut pas collaborer avec un traître. Elle souhaite son arrestation et son jugement. Darlan lui-même n'est pas dangereux pour la France combattante, mais le danger réside dans les combinaisons que peuvent créer les Américains à ce sujet. À ce propos, Schmittlein a évoqué le voyage à Washington du représentant du Comité national, André Philip. Selon Philip, le président des États-Unis a une attitude négative à l'égard de la France combattante, du Comité national et de De Gaulle […].

Roosevelt, Hull et les autres personnalités gouvernementales ont dit que la création d'un gouvernement provisoire est une idée qui leur est étrangère, car les États-Unis ne désirent pas pour le moment étudier la question de la création d'un quelconque gouvernement provisoire en France. En ce qui concerne la lutte des Français en France même, les Américains saluent dans le principe la participation du peuple français à la lutte commune, mais considèrent cette participation comme non obligatoire du fait que les Nations unies s'acquittent de leur tâche et sans cette participation. En cas de débarquement américain en France, Washington prévoit de s'appuyer d'abord dans un premier temps sur les préfets, les maires ainsi que sur les experts militaires français et américains, puis d'organiser des élections qui permettront la création d'un gouvernement légal en France.

Schmittlein a fait remarquer que, de toute évidence, parmi les Français au service des Américains il y aurait des gens qui joueraient un grand rôle dans ce gouvernement tel Camille Chautemps, ancien Premier ministre, traître ayant signé la capitulation de Bordeaux, homme très dangereux pour la France, dont de Gaulle a refusé la collaboration un an auparavant, lorsque les Américains lui ont chaudement conseillé de le prendre comme membre du Comité national. La ligne principale des Américains à l'égard de la France combattante est de l'empêcher de prendre part à la guerre actuelle en tant que grande puissance. Cette participation n'est acceptée par les Américains qu'à petite échelle et sur des points précis […].

Schmittlein, poursuit Vychinski, a dit que les informations de Philip, socialiste ayant rencontré en Amérique d'anciens amis socialistes qui l'ont peut-être mal orienté, semblent exagérées, presque fantastiques, mais que la situation n'en est pas moins sérieuse. La position des Américains à l'égard de la France reste tout à fait incompréhensible. Les Français mettent tous leurs espoirs dans le prochain voyage de De Gaulle, officiellement confirmé maintenant.

Passant de la position des Américains aux conceptions du CNF, Schmittlein a dit que, d'après le comité, Darlan devrait être révoqué sans retard. Ensuite, sans doute, on créera en AFN une direction militaire à la tête de laquelle pourrait être placé le général Giraud, un soldat honnête avec lequel on peut traiter bien que le Comité national n'ait pas pris encore de décision officielle à ce sujet[29].

À Garreau, le même jour, Vychinski indique que son gouvernement n'a reçu d'assurances de Washington en ce qui concerne Darlan que sur le

caractère essentiellement provisoire de l'accord.

« Je ne trouve rien à redire, affirme Vychinski, à l'emploi de Darlan pour faciliter les opérations militaires. Le Comité national estime-t-il possible de collaborer avec Giraud ?

— Nous séparons totalement Giraud de Darlan, répond Garreau. Nous serions heureux de collaborer avec lui sous réserve de certaines garanties quant à ses intentions politiques. »

En conclusion, le Soviétique précise à son interlocuteur que le voyage du général de Gaulle aux États-Unis permettra certainement d'éclairer les intentions américaines et d'aplanir le différend qui sépare actuellement la France combattante de l'Amérique.

« En tout cas, précise Vychinski, l'URSS a clairement défini sa politique à l'égard de la France combattante et les relations entre le gouvernement soviétique et le CNF sont excellentes. La France entrera dans la guerre et la terminera comme grande puissance[30]. »

Garreau définit la conception gaulliste de l'union

Le 24 décembre, Darlan est assassiné.

Dès le lendemain, de Gaulle propose à Giraud nommé par le Conseil impérial haut-commissaire et commandant en chef en AFN de le rencontrer immédiatement en territoire français, dans le but d'étudier par quels moyens peut être établi un pouvoir central français. « Je n'ai pas précisé autre chose à Giraud, écrit-il deux jours plus tard à Catroux, mais vous savez que dans mon esprit ce pouvoir devrait être soit un Comité national élargi autour de nous, soit un gouvernement provisoire. Vous devriez alors devenir haut-commissaire en AFN. Giraud aurait le commandement de la première armée d'opération. D'Astier[31] a vu beaucoup de monde, notamment Giraud. Ses conclusions étaient assez optimistes. Elles le sont davantage après la fin de Darlan. »

De Gaulle se laisse gagner par l'optimisme. Le 28 décembre, pour hâter à son avantage un dénouement qu'il sent proche, il n'hésite pas à saluer les troupes d'AFN dont il connaît les sentiments antigaullistes :

Une bataille s'est engagée en Tunisie. Un chef militaire renommé, dont, je puis en témoigner[32], le gouvernement de la République déplorait aux pires moments de la bataille de France qu'il ne pût être nommé généralissime puisqu'il était tombé aux mains de l'ennemi, a commencé d'entraîner au combat une partie des troupes d'Afrique du Nord. Déjà ces troupes ont obtenu des succès glorieux et

qui vont s’accroissant. Leurs camarades qui, sur terre, sur mer et dans les airs ont pu reprendre le combat à des dates antérieures sur d’autres théâtres d’opérations acclament leur concours et leur gloire et souhaitent que tous ceux qui portent les armes de la France se confondent comme il se doit dans une seule armée, dans une seule marine, dans une seule aviation française.

Malgré cet appel du pied, Giraud fait savoir à de Gaulle le 29 que considérant l’« atmosphère défavorable » à un entretien personnel entre eux, il préfère recevoir à Alger un représentant du chef de la France combattante.

Giraud a au moins deux raisons de procéder ainsi :

1) L’assassinat de Darlan apparaît à tous, et notamment aux cadres de l’armée, comme ayant été téléguidé par la France libre, ce qui ne peut que renforcer leur hostilité pour les gaullistes « à la solde » des Anglais qui portent la faute de l’attentat de Mers el-Kébir et coupables d’avoir fait couler le sang français à Dakar et en Syrie. Or cette armée d’Afrique engagée sans moyens en Tunisie contre les troupes de von Arnim, Giraud ne veut pas risquer de la troubler.

2) L’intolérance de Londres à l’égard de ceux qui ne se sont pas ralliés à la France libre. Ce « péché » n’est d’ailleurs pas le seul lot des vichystes puisque, lors de son entretien avec Lozovski, le 30 décembre, Garreau est parfaitement net à ce sujet en ce qui concerne Giraud :

Nous sommes pour l’union, mais nous ne sommes pas contents de voir que beaucoup de partisans de Vichy l’abandonnent, déclare le délégué de la France libre en URSS. Le général Giraud, lui-même, bien qu’il n’ait jamais collaboré avec Vichy, n’a pas rejoint la France combattante après son évasion mais il s’est rendu à Vichy et l’on sait maintenant qu’il y a rencontré non seulement Pétain, mais aussi Laval et l’ambassadeur Abetz. De Gaulle et Philip ont récemment confirmé la volonté du Comité national d’éliminer tous ceux qui se sont compromis en collaborant avec les Allemands et de liquider totalement la législation de Vichy d’abord en AFN, puis en France même. Beaucoup d’organisations de résistance et pas seulement les communistes, sont hostiles à cette union avec le général Giraud[33].

Tout entier à sa passion épuratrice, Garreau joue à sa guise avec la réalité. En effet, tout indique alors, comme l’affirme Courtois, que Giraud « est reconnu par la Résistance comme un des siens et qu’elle verrait d’un bon œil une alliance de Gaulle-Giraud ». Les multiples articles qui ont salué son évasion dans la presse de la Résistance et les nombreux contacts qui l’ont suivie le prouvent d’ailleurs abondamment… Quant aux communistes, l’analyse des documents du 28 novembre montre, comme on l’a vu, que, fidèles en cela aux propos de Staline en faveur de la « darlanisation », ils

appellent tous les patriotes à soutenir « la grande tâche patriotique d'une armée française antihitlérienne destinée à combattre les ennemis de la patrie, à l'exemple […] des soldats de la Tunisie »… Une manière d'applaudir Giraud tout entier attaché à la « constitution et au commandement d'une grande force armée française qui combattrait aux côtés des Alliés[34] ».

En avançant l'idée d'une hostilité des communistes à l'union Giraud-de Gaulle, Garreau tente évidemment de desservir le commandant en chef aux yeux des Soviétiques au profit du chef de la France combattante : si les communistes français sont avec nous, les communistes soviétiques sont tenus aussi d'être avec nous, laisse-t-il entendre sans le dire expressément.

Il est vrai que sans être contre l'union Giraud-de Gaulle, les communistes français ont choisi d'être avec de Gaulle…

Pour représenter le PCF à Londres,
Duclos choisit Grenier

À la mi-décembre, Fernand Grenier conduit par Raymond Dallidet, l'organisateur des liaisons avec la direction du parti, s'est rendu dans la cache de Jacques Duclos, « très médecin de campagne style 1900 » avec sa barbe et son embonpoint, et de Benoît Frachon. « Nous nous donnons l'accolade, raconte Grenier, et nous demeurons sans parler. Jacques et Benoît sont frappés de ma maigreur, de mon visage sans couleur. Moi, je n'ai plus de voix, la gorge serrée. Je suis en face des deux hommes auxquels aboutissent en définitive tous les fils de la vaste organisation tissée de Dunkerque à Marseille, de la Bretagne à l'Alsace, grâce à laquelle tant d'hommes et de femmes continuent inlassablement la lutte[35]. »

Les trois hommes font le point sur la situation : le débarquement en AFN permet raisonnablement d'espérer l'ouverture au printemps prochain du second front en Europe. La nécessité de coordonner l'action de la Résistance et de l'amplifier apparaît donc urgente. Il y a d'abord ces « groupements divers » qui existent en France même et s'ignorent, qui devraient mieux conjuguer leur action et sortir, pour certains d'entre eux, de leur « attentisme ». Il y a ensuite les Français qui se trouvent en Angleterre sous les ordres de De Gaulle. Les trois communistes sont d'accord pour penser que, non seulement la France combattante ne fait pas assez pour appeler les Français à la lutte, mais encore qu'il y a des émissions de Radio-

Londres qui « freinent, semant ainsi la confusion, développant l'attentisme ». Il y a enfin les Français en AFN et, parmi eux, cinq cents communistes (dont vingt-sept députés emprisonnés depuis 1941 à Maison-Carrée).

« Français de France, Français de Grande-Bretagne, Français d'Afrique du Nord, tout cela doit être coordonné, dit Duclos. C'est pourquoi le parti a pris la décision d'envoyer un représentant à Londres avec une mission précise : travailler de toutes ses forces à l'union de la Résistance, tout faire pour l'aider à la développer afin de hâter l'heure de l'insurrection nationale. »

Grenier se dit un peu effrayé par l'ampleur de la mission qui lui est demandée :

« Tout seul pour prendre à Londres de telles initiatives engageant le parti ? Si nous étions seulement deux, nous pourrions échanger nos vues, confronter nos opinions…

— Nous vivons en des temps où chacun prend sur lui de graves décisions, répond Duclos ; au surplus nous avons demandé au représentant de De Gaulle d'agir pour que sur les vingt-sept députés libérés à Alger, deux viennent te rejoindre à Londres : Ambroise Croizat et Waldeck-Rochet. »

Dans ses *Mémoires*, Rémy reste parfaitement muet sur ce type de tractations. Il raconte seulement que la nouvelle de l'envoi d'un représentant du Comité central auprès de De Gaulle lui a été annoncée par Joseph et qu'il a aussitôt commandé du champagne pour « arroser ça ». Geste qui manifeste la joie d'avoir mené à bien une mission de la plus haute importance et qu'il désespérait de conclure…

La désignation de Grenier par Duclos n'est pas gratuite. Il s'agit même d'un choix hautement symbolique : pour le représenter, le PCF envoie en effet auprès de De Gaulle l'un des quatre députés (les trois autres sont Guyot, Michels et Mercier) qui, le 9 janvier 1940, ont refusé de se lever malgré les injonctions des autres députés, lorsque le doyen d'âge Lévy Alphandéry a adressé aux « armées de la République, qui avec tant de calme et fière résolution se sont levées en masse à l'appel de la patrie en danger, le salut plein d'émotion et d'affection de cette assemblée » et qui, après une bagarre mémorable ont été expulsés de la Chambre par leurs collègues…

La manœuvre communiste est claire, et de Gaulle ne peut pas ne pas l'avoir vue : accepter le député de Saint-Denis comme délégué du PCF auprès de soi, c'est le « laver » et, par là même, « laver » le parti communiste de sa conduite antinationale. Pourtant, de Gaulle accepte. Mais peut-il faire autrement ? Grenier est particulièrement bien vu du Kremlin et dispose de son entière confiance depuis qu'il s'est rendu à Moscou au début des années 1930 en tant que responsable de l'Association des amis de la Russie nouvelle. Refuser Grenier ce serait infliger un camouflet aux Soviétiques… Sous un abord sociable et bon vivant, cet amateur de chansons à boire et de banquets est en réalité un de ces hommes qui se sont donnés corps et âme à leur cause et qu'aucune circonstance, aucune révélation, ne fait dévier. Adhérent de la première heure, militant dévoué et courageux, Fernand Grenier s'est d'abord distingué par son travail antimilitariste alors qu'il était soldat lors de l'occupation de la Ruhr ; « croyant » indéfectible, il a mené ensuite avec détermination et véhémence la campagne du PCF justifiant les procès de Moscou, tonnant contre les hérétiques et les sceptiques. « Prosoviétique aussi inconditionnel que sentimental[36] », Grenier sera membre de l'Assemblée consultative d'Alger en octobre 1943, commissaire à l'Air d'avril à septembre 1944, puis il continuera une carrière de parlementaire jusqu'en 1968.

Le départ du député communiste et de l'agent de la France libre a lieu le 4 janvier 1943.

Le même jour, Roger Garreau annonce que les vœux de De Gaulle à Staline ont été publiés dans la *Pravda* sur la largeur de deux colonnes alors que les messages britannique et américain n'ont eu droit qu'à une colonne. « Il est permis de conclure de cette indication, précise Garreau, que le gouvernement soviétique, après avoir été mis en méfiance à l'égard de la France combattante par le ton des émissions de la radio de Londres vers le milieu de décembre, s'est senti rassuré par la fermeté et la clarté des proclamations du général de Gaulle et de Philip et recommence à faire confiance au Comité national[37]. »

C'est un début d'explication, mais il faut le compléter : compte tenu de l'aide qu'apportent les Alliés à l'Union soviétique en comparaison de celle que lui apporte la France combattante, cet heureux sort réservé aux vœux de De Gaulle à Staline est en réalité un encouragement spectaculaire (bien que secret) à poursuivre l'alliance si bien commencée entre la France

combattante et le PCF. Et peut-être aussi un remerciement après son engagement du 4 décembre…

Cette « attention » de la part des Soviétiques vient en tout cas à point pour réconforter un de Gaulle que la réponse négative de Giraud relègue dans une situation marginale.

Deux jours plus tôt, le 2 janvier 1943, de Gaulle s'est attaché à souligner la confusion qui, selon lui, « ne cesse de s'accroître en Afrique du Nord et en Afrique occidentale française », confusion due à l'absence de la grande force nationale d'ardeur, de cohésion et d'expérience que constitue la France combattante »… Parlant au nom de la Résistance dans la métropole, il a évoqué la « stupeur du peuple français, bouleversé dans sa misère par le sort étrange fait à la partie de son empire la plus récemment libérée », et il a conclu :

« Le remède à cette situation est l'établissement d'un pouvoir central, provisoire et élargi, et ayant pour fondement l'union nationale, pour inspiration l'esprit de guerre et de libération, pour lois les lois de la République jusqu'à ce que la nation ait fait connaître sa volonté. Telle est la tradition de la démocratie française. »

Dans ce même discours, de Gaulle a fait savoir publiquement que le 25 décembre, d'accord avec le Comité national et le Conseil de défense de l'empire, il a proposé au général Giraud de le rencontrer immédiatement.

Par son silence,
de Gaulle avalise les contre-vérités communistes

Le 4 janvier au soir, Rémy et Grenier se retrouvent donc dans un bistrot près de la gare Montparnasse. Les deux hommes prennent ensuite le train de nuit à destination de Quimper ; c'est le début d'un voyage difficile où alternent le cocasse et le tragique. Rémy s'est en effet mis dans l'idée de rapporter une azalée – une « torpille d'un mètre quatre-vingts de haut » – à Mme de Gaulle. Ahurissement de Grenier qui a du mal à taire sa désapprobation. Le lendemain, dans le car qui les emmène à Pontaven, le député de Saint-Denis est pris d'un tel malaise que Rémy le croit mort. Une fois arrivé, ce dernier doit enfin convaincre Alex, le patron des *Deux-Anges* (le bateau qui doit les transporter en haute mer où un patrouilleur anglais viendra les prendre), d'embarquer non pas un, mais deux passagers.

« Sous prétexte d'accompagner Alex jusqu'au portail, raconte Rémy, je vais avec lui dans le jardin.

« L’homme qui m’accompagne, lui dis-je à mi-voix, est un délégué du parti communiste.

— Ah ! grogne Alex.

— Il est indispensable qu’il parte pour Londres.

— Vous croyez que ce sera bon ?

— Je le crois. »

Alex finit par accepter et les deux voyageurs embarquent le 6 au matin, mais ils doivent faire demi-tour en raison du mauvais temps, malgré les semonces de Rémy au pilote. « Patron, écoutez-moi ! Le monsieur qui est avec moi doit être après-demain en Angleterre. C’est très important, il le faut ! »

Ce n’est que le 7 au soir que les deux voyageurs atteignent Falmouth. Ils sont à Londres le 11.

L’Humanité du 15 janvier confirmera l’arrivée à Londres du délégué du Comité central et mettra implicitement en parallèle le rapprochement gaullo-communiste « avec les bons rapports que la France combattante entretient avec les Soviétiques ». Quant à la *Pravda*, elle publiera un grand article qui, dit Cathala, « met d’encore plus gros points sur les *i* » : elle précise que le PC a confié à ce membre de son Comité central la mission de transmettre au général de Gaulle ainsi qu’au Comité national une déclaration formelle d’adhésion à la France libre. « Serait-ce sa façon de nous aider ? se demande Cathala. Réflexe bien rapide pour les usages locaux[38]. »

Le 11 janvier, en fin d’après-midi, à Carlton Gardens, le lieutenant-colonel Billotte introduit Grenier auprès du général de Gaulle.

Selon ce que Grenier raconte dans ses *Mémoires*, son exposé porte essentiellement sur trois points :

1) Son arrivée à Londres est « conforme à la politique suivie par le parti communiste français qui, dès mai 1941, a lancé l’appel à la constitution d’un Front national groupant les patriotes sans distinction d’opinion ».

2) L’insurrection nationale « dont de Gaulle se déclare partisan ne se déclenchera pas d’un coup de baguette magique et doit se préparer dès maintenant en aidant beaucoup plus les patriotes qui se battent les armes à la main ».

3) L’ennemi déporte en Allemagne des milliers d’ouvriers, dont beaucoup préféreraient rester en France et prendre part à la lutte ; « mais on ne fait pas assez à Radio-Londres pour les inciter à ne pas partir ; on ne fait

pas assez pour multiplier les envois d'armes et d'argent qui permettraient à la Résistance d'organiser davantage de détachements armés et d'assurer le pain quotidien aux familles de combattants ».

De Gaulle qui a écouté ce discours en silence se contente d'un « Vous verrez cela avec Passy », avec un accent, précise Grenier, qui semble dire « assez sur ce sujet »…

Le député communiste raconte :

> De Gaulle me pose alors deux questions : « Et Giraud, qu'en pensez-vous ? Que se passera-t-il après la Libération[39] ? » Je lui réponds qu'à notre avis il faut mettre fin le plus vite possible à la dualité du pouvoir qui existe entre Alger et Londres. Pour cela, constituer à Alger un gouvernement provisoire de Gaulle-Giraud. Quant à ce qui se passera à la Libération de la France, ce n'est pas la question du moment. Pour l'instant, il faut libérer le pays, après c'est le peuple lui-même qui se prononcera sur les institutions qu'il désire. Il choisira lui-même les hommes qu'il voudra voir porter à la direction du pays.
>
> « Vous pensez donc que la France sera communiste ? demande alors de Gaulle.
>
> — Une chose est claire, mon général : sur les listes de fusillés, on voit souvent des noms suivis de la mention "communiste", ces noms sont ceux de métallurgistes, de cheminots, d'instituteurs, jamais ceux d'industriels et de banquiers. Ce rôle décisif de la classe ouvrière aura des répercussions sur l'avenir. La République de demain devra donc, à notre avis, apporter de profondes réformes politiques et sociales mais notre opinion est que les patriotes qui se seront unis pour libérer le pays devront le demeurer pour le reconstruire sur de nouvelles bases. »

« De Gaulle ne répond rien, il a plutôt l'air étonné », note Grenier.

Puis, après un moment :

« Que comptez-vous faire à Londres ?

— Je suis le délégué du parti à la France combattante. Je représente également ici le Comité national des Francs-Tireurs et Partisans. J'aimerais avoir les facilités de faire comprendre aussi bien à vos services qu'à ceux des Anglais que la chose la plus importante c'est d'aider massivement la Résistance armée… »

À la fin de leur entretien, les deux hommes mettent au point la rédaction de ce communiqué qui sera publié le 12 janvier : « Fernand Grenier, député de Saint-Denis, membre du Comité central du PCF, est arrivé à Londres venant de Paris. Grenier a reçu du Comité central de son parti la mission d'apporter au général de Gaulle et au Comité national français l'adhésion du PCF dans le combat pour la libération de la France. Cette adhésion vient compléter le groupement autour du général de Gaulle et du Comité national, de toutes les forces françaises qui, sans distinction d'opinion publique, luttent aujourd'hui fraternellement contre l'ennemi et les traîtres. »

L’histoire ne dit pas à quelles difficultés a donné lieu l’élaboration de ce texte, mais on peut légitimement penser que de Gaulle a marqué un point en obtenant que l’adhésion du PCF « complète » seulement le groupement qui s’effectue autour de sa personne, et que Grenier en a marqué un à son tour en obtenant l’expression « autour du » général de Gaulle et non « sous les ordres du ». Reste à savoir lequel des deux partenaires y a le plus gagné…

Selon les historiens communistes, l’accord conclu entre de Gaulle et le PCF sur un programme d’action commune comporte deux points essentiels : la nécessité de l’insurrection pour libérer la France et le droit absolu pour le peuple français de décider de son sort après la victoire. Mais est-ce bien tout ? L’étude de l’entretien tel que le rapporte Grenier montre en effet :

– Que de Gaulle ne prend pas la peine de réfuter l’affirmation du PCF selon laquelle la Résistance intérieure, c’est le Front national.

– Que de Gaulle ne relève pas l’expression « insurrection nationale » et ne conteste pas non plus en être partisan.

– Que de Gaulle ne réagit que modérément aux attaques portées par le PCF contre l’inefficacité de Radio-Londres et des services de la France combattante.

– Que de Gaulle ne parle pas de la Résistance, comme si cela ne le préoccupait pas, ou comme s’il ne voulait pas la disputer aux communistes.

Une remarque s’impose tout d’abord : le compte rendu de Grenier souffre d’une absence de taille ; nulle part en effet n’est fait mention du fameux procès-verbal du 28 novembre. Ce peut-il que les deux hommes n’en aient pas parlé ? Bien évidemment non. Alors, pourquoi ce silence de la part de l’un comme de l’autre ? N’est-ce pas parce qu’il constitue, de fait, le protocole secret de l’alliance gaullo-communiste ?

Quoi qu’il en soit, la question qui se pose est de savoir si le compte rendu (même amputé d’un élément essentiel) de l’entretien tel que le rapporte Grenier, est fidèle à la vérité historique… Un certain nombre de faits confirment qu’il est exact.

1) Dans ses *Mémoires*, de Gaulle passe complètement sous silence cet entretien. Pour quelles raisons le mémorialiste a-t-il choisi de taire un événement qui concrétise des mois et des mois de démarches du meilleur agent de la France libre et qui se révélera si important pour l’avenir du mouvement gaulliste, sinon pour cacher précisément qu’il n’est pas à son avantage…

2) De Gaulle n’a pas contesté la version de Grenier lorsque le livre de ce dernier est paru en 1959.

3) Grenier reprend l’essentiel des arguments du document du 28 novembre. Pourquoi, d’ailleurs, aurait-il rompu à cette occasion avec la méthode communiste qui consiste à lire un texte ou à le répéter fidèlement ? N’avoue-t-il pas, lui-même, avoir été « un peu effrayé par l’ampleur de sa mission » ? Il paraît donc logique qu’il se soit gardé de toute improvisation.

Dernier argument, encore plus déterminant : dans sa conférence de presse du 14 janvier, Grenier va publiquement plus loin que ce qu’il affirme avoir dit en privé à de Gaulle. Que dit-il en effet ? Ceci : « Le parti communiste est le seul qui n’ait jamais cessé d’exister et qui, le premier, a organisé la Résistance. Le premier numéro de *L’Humanité*, organe officiel du PCF, a paru un mois après l’armistice. Cette Résistance était dirigée d’abord contre les Boches sans faire de distinction entre Allemands et nazis, ensuite contre les théories de la collaboration équivalant à la colonisation de la France par l’Allemagne. Il n’y a pas de place en France pour un compromis : celui qui est pour Vichy est pour les Allemands ; celui qui est pour de Gaulle est pour les Alliés et pour la continuation de la lutte. 95 % des gens posent le problème de cette manière[40]. »

De cette déclaration dont chaque mot compte, il ressort que :

– La dissolution du PCF par Daladier est nulle et non avenue, ce qui signifie concrètement que les raisons qui ont motivé les décisions de Daladier le sont aussi.

– Le PCF est le seul parti à avoir survécu dans la tourmente ; ce qui signifie que tous les autres partis sont morts et que tout renouveau de la vie politique passe obligatoirement par lui.

– Le PCF a été résistant dès le début ; ce qui signifie que les appels de *L’Humanité* à « fraterniser » avec l’occupant n’ont jamais existé durant le pacte germano-soviétique.

– Le PCF est l’organisateur de la Résistance intérieure ; ce qui signifie qu’il en est le chef et entend être reconnu pour tel.

– Le PCF ne reconnaît à de Gaulle qu’un rôle militaire en liaison avec les Alliés.

Rarement autant de choses auront été dites en aussi peu de mots.

La conférence de presse de Grenier n’entraîne aucune rectification de la part des gaullistes, qui avalisent ainsi par leur silence un certain nombre de contre-vérités flagrantes. Les ténors de la collaboration ont alors beau jeu

de développer une campagne sur le double thème de la « bolchevisation du mouvement gaulliste » et du gaullisme comme « perspective bolchevique pour la France ».

Dans *Le Cri du peuple*, Jacques Doriot ironise : le « ralliement du PCF à la cause du général félon appointé par l'or des juifs n'a rien pour nous surprendre ». Et Philippe Henriot tonne sur les ondes le 17 janvier :

> On savait déjà que, devant les rivalités qui divisent les traîtres d'Afrique du Nord, Moscou avait réclamé le droit de dire son mot. Ce mot, c'est par M. Grenier qu'elle l'a fait dire. Et M. Grenier a solidarisé le parti communiste avec le gaullisme. Ainsi, Staline a pris par le truchement d'un de ses employés position contre les Giraud, les Bergeret, les Boisson, les Chatel et autres généraux ou gouverneurs en disponibilité. M. Grenier ne veut pas de ces gens-là. Il n'a aucune confiance dans leur parole d'honneur – en quoi on ne saurait lui reprocher de manquer de clairvoyance. M. Grenier donne l'investiture officielle de son parti à de Gaulle. Il a constaté en lui un esprit vraiment démocratique et il a décidé de l'appuyer. On pense bien que l'appui personnel de M. Grenier ne représente exactement rien. Mais derrière cet échappé de prison, il y a le parti. Or le parti est pour de Gaulle. De Gaulle doit être fier. Depuis Herriot, c'est le premier cosaque d'honneur investi par Moscou […]. Au moment où le président Laval s'employait de toutes ses forces à limiter les périls que pouvait faire courir à la paix le pacte franco-soviétique élaboré par Barthou, le colonel Fabry, ministre de la Guerre, s'efforçait de son côté dans ses négociations avec l'ambassadeur Potiemkine d'éviter l'introduction dans le pacte de toute clause qui pourrait en faire un instrument dangereux pour la paix. « Monsieur l'ambassadeur, répétait-il, la France tient avant tout à la paix. Vous me proposez des additions qui la mettraient en danger. On dirait vraiment que vous ne redoutez pas la guerre. » Et Potiemkine, rompant pour la première fois avec sa prudence rusée et cauteleuse devant un interlocuteur si direct, lui répondait avec un inquiétant sourire : « Pourquoi en aurions-nous peur ? La Russie soviétique est sortie de la dernière guerre ; l'Europe soviétique sortira de la prochaine. »

Et le pamphlétaire conclut : « Voilà le plan ; il n'a ni varié ni évolué. M. Grenier, à la conférence de Londres, l'avoue et le confirme. L'Angleterre, en offrant une tribune à l'ex-député communiste et en l'autorisant à lancer ses exclusives, reconnaît qu'elle ne saurait s'y opposer. M. de Gaulle, en acceptant de tels protecteurs, donne au gaullisme son véritable visage. Une guerre pour soviétiser l'Europe […], c'est à quoi songe Staline avec une constance que rien n'a ébranlée. C'est à cette besogne-là que les Anglo-Saxons prêtent leurs concours. C'est pour cette cause-là que travaille de Gaulle[41] ! »

Le talent « dévoyé »[42] d'Henriot fait mouche. Y compris sur de nombreux résistants aux yeux de qui le PCF s'est politiquement condamné par ses trahisons passées…

Ils sont nombreux à penser que cette main tendue par de Gaulle aux communistes sauve *in extremis* un parti que la désertion de ses militants, le retournement de certains de ses cadres et la répression conduisaient à

l’agonie ; ils sont aussi nombreux à regretter qu’elle puisse réintroduire dans la vie nationale un parti qui s’en était exclu de lui-même. Le PCF étant le plus stalinien de tous les PC d’Europe, celui dont l’inféodation à Moscou est la plus poussée, ils savent qu’il constitue de ce fait une hypothèque dangereuse pour l’établissement de ce régime nouveau que la Résistance intérieure appelle de ses vœux.

Le PCF lui, paye sa dette. Le 21 janvier, *L’Humanité* saluera en de Gaulle « le premier qui leva l’étendard de la Résistance ». Louanges précieuses aux oreilles de celui qui n’était hier encore qu’« un agent de la finance anglaise qui veut faire battre les Français pour la City », l’« allié du gouvernement réactionnaire anglais, des lords et des banquiers », ou encore le « fuyard jusqu’au-boutiste de Londres », le « traîneur de sabre » ou le « traître »…

Pendant ce temps, à Kouïbichev, depuis la mort de Darlan, Garreau s’emploie avec constance devant ses différents interlocuteurs soviétiques et principalement Lozovski, notamment le 13 janvier, à minimiser l’action militaire de Giraud arguant, en vrac, que la population de l’AFN, qui totalise seize millions d’habitants, permettrait de lever une armée d’un demi-million d’hommes, mais qu’aucune mobilisation n’a encore été lancée et que les Américains s’emploient à « freiner les opérations militaires » en Tunisie[43].

Garreau agit-il ainsi de sa propre initiative ou obéit-il à un mot d’ordre venu de Londres ?

En réalité, le commandant en chef français a donné l’ordre de mobilisation dès le 15 novembre et son taux atteint les 16,4 % : du jamais vu puisqu’il excède de plus d’un point celui de la Grande Guerre ! Quant à l’entrée en guerre de l’armée française, elle date exactement du 19 novembre, à 18 heures, lorsque Giraud a donné l’ordre au général Barré, arc-bouté sur la dorsale tunisienne, de répondre par les armes à l’ultimatum de Kesselring. Et depuis, dans cette campagne qui se révèle aussi dure qu’éprouvante, les Français pauvrement armés ont réussi à couvrir le déploiement des forces anglo-saxonnes avec un courage et une efficacité qui arrachent des cris d’admiration de la part de leurs reporters de guerre. Quant à Eisenhower, même si le remarquable logisticien qu’il est prend parfois le pas sur le guerrier qu’il n’a, il est vrai, dans sa carrière, jamais eu vraiment l’occasion d’être, il se donne les moyens de riposter à la

foudroyante réplique allemande. Et jamais, à aucun moment il ne cherche ou n'a cherché à empêcher cette France combattante-là, dont les effectifs sont au moins vingt fois supérieurs au FFL, de reprendre la guerre aux côtés des Alliés. Le ferait-il ou aurait-il eu l'intention de le faire que ses troupes inexpérimentées, mais qui apprennent vite, ne tiendraient pas le choc. Au contraire, il forme avec Giraud un tandem dont les relations ne souffrent aucune bassesse.

À Londres, le 18, c'est au tour de Dejean d'entretenir Bogomolov d'un projet britannique visant à organiser en AFN un pouvoir français mixant le CNF et l'Administration française d'AFN « dans l'esprit de réconciliation avec les Américains ». Des personnalités comme Roger Cambon, ancien ambassadeur à Londres, Jean Monnet et Maurice Couve de Murville en feraient partie et le premier y tiendrait une place éminente. Bogomolov note que Dejean rend un hommage particulier à Catroux laissant entendre que son autorité ne le cède en rien à celle de De Gaulle… et qu'il rapporte sans nuance particulière que Churchill ne fait pas confiance à de Gaulle et l'estime incapable politiquement de diriger un mouvement représentant tous les Français… Et que pour ce qui le concerne, lui, Dejean, la solution envisagée par Churchill « mettrait d'accord les gaullistes et les Français d'AFN et créerait une situation favorable à la formation d'une grande armée française en AFN ». Bogomolov conclut son compte rendu par ce commentaire : « Il est possible que les Anglais, à travers Dejean, veulent nous sonder sur la question d'un compromis avec les Américains au sujet du développement ultérieur du mouvement de la France combattante[44]. »

Pour l'ambassadeur soviétique, l'attitude et les propos de Dejean témoignent manifestement d'âpres discussions au sein du CNF voire d'une tentative de remise en cause de l'autorité de De Gaulle. Ce qui ne fait pas l'affaire du Kremlin : obsédé par la question du second front, et d'un second front répondant à ses conditions de lieu et de temps, Staline mise sur le maintien de De Gaulle. Toute autre combinaison risquerait de favoriser cette stratégie méditerranéenne dont il ne veut à aucun prix. À la date du 16 janvier, Maïski a résumé ainsi dans son journal la position de son pays : « Moscou ne veut pas être impliquée dans les combinaisons des généraux, ne recommande pas de faire des déclarations au gouvernement britannique, mais elle préfère de Gaulle à Giraud[45]. »

Pour plus ample information, Bogomolov rencontre de Gaulle le 20. Celui-ci l'informe de l'invitation forcée de Churchill et de Roosevelt à

participer à la conférence d'Anfa où l'attend également Giraud. De Gaulle ne décolère pas contre le Premier britannique qu'il accuse de « chantage », ce dernier ayant menacé de lui couper les vivres s'il persistait dans son refus de venir. Et, dans la foulée, il vitupère aussi contre les Américains qui ont favorisé le transfert de Peyrouton d'Argentine en Algérie selon le souhait de Darlan qui voulait faire de l'ancien ministre de l'Intérieur de Vichy le gouverneur général de l'Algérie. Ce qui, dit-il, est « reconnaître aux pétainistes du genre de Peyrouton le droit de représenter la France dans cette guerre ». Oubliant opportunément que ledit Peyrouton fut aussi le tombeur de Laval, un certain 13 décembre 1940 et, depuis le retour de ce dernier, démissionnaire et en exil à Buenos Aires.

Devant ce déferlement de colère, l'ambassadeur soviétique assure son interlocuteur de la fidélité de l'URSS à son égard. Et, derechef, alerte Moscou devant le danger que fait courir selon lui la politique de Washington dans cette affaire africaine : « En avançant Peyrouton, les États-Unis menacent de prendre complètement tous les postes de commande en AFN et de déployer une ligne politique qui correspond au fond à la ligne Pétain[46]. » Un argument pour le moins contestable, mais qui ne peut que faire mouche du côté du Kremlin où l'on peut réduire le problème à une équation simple : Pétain = LVF, de Gaulle = Normandie-Niemen. Pour le reste, encore une fois, une seule chose intéresse Staline : après l'opération *Torch* quelle sera l'orientation de la stratégie alliée ?

Grenier passe immédiatement à l'action

De Gaulle a-t-il cru que les communistes lui sauraient gré de les avoir sortis de leur ghetto et qu'ils limiteraient ensuite leurs ambitions à lui apporter leur concours ? Si c'est le cas, il s'est trompé : par la voix de Grenier, le PCF, à peine rétabli, parle haut et fort. De Gaulle est prévenu : le prix de l'alliance avec les communistes sera élevé[47]. En s'abstenant de toute réaction après la conférence de Grenier, le chef de la France combattante vient de perdre en réalité le contrôle de la situation[48] : laisser passer l'occasion – unique – de faire comprendre à son partenaire qu'il doit montrer un peu plus de pudeur et qu'il lui reste encore beaucoup à prouver en matière de patriotisme pour se faire pardonner ses trahisons passées et mériter de figurer en bonne place dans la Résistance, c'est donner d'ores et

déjà l'impression à ce partenaire qu'il est disposé à lui passer toutes ses exigences.

Peut-être de Gaulle se croit-il suffisamment sûr de son habileté déjà redoutable pour mener en définitive les choses à sa guise ; pourtant l'action de Grenier en Grande-Bretagne aurait dû lui servir d'avertissement… Le député communiste – qui vit avec un traitement que lui alloue la France combattante – y déploie tout de suite une activité en tous sens. Il multiplie les conférences à travers le pays ; publie articles et brochures (dont l'une à la gloire des FTP à cinq mille exemplaires), accorde des interviews et constitue une organisation communiste officieuse qui se réunit un après-midi de chaque mois.

Évoquant dans ses *Mémoires* l'activité du député communiste à Londres, de Gaulle écrit : « Fernand Grenier amené par Rémy à la demande des communistes […] s'employait à la propagande en affichant un "gaullisme" rigoureux. »

Ce « à la demande des communistes » ne manque pas de saveur lorsque l'on se souvient qu'il n'a pas fallu moins de sept mois à Rémy, malgré son insistance, pour rencontrer un membre de la direction communiste et obtenir l'envoi d'un délégué du Comité central à Londres. Quant au « gaullisme rigoureux » de Grenier, à en croire l'intéressé lui-même, mais également bien des gaullistes bon teint, on a du mal à le déceler dans la conduite du communiste… à moins, là encore – comme dans le cas de Jean Moulin – que la conception de De Gaulle de ce qu'est le gaullisme s'accorde avec la conception qu'en ont les hommes de gauche voire d'extrême gauche…

Dès son arrivée à Londres en tout cas, Grenier part en guerre contre le mot d'ordre gaulliste concernant les déportations : « Si vous partez en Allemagne, vous formerez une cinquième colonne », et lui substitue le mot d'ordre : « La vie dans le combat et non la mort dans la servitude. »

Commentant le mot d'ordre gaulliste, Grenier écrit : « C'était admettre qu'on ne pouvait pas lutter pour empêcher les départs et qu'après tout ce ne serait pas si grave puisque les partants pourraient agir en Allemagne pour saboter le travail là où ils seraient employés. » Grenier prépare donc une émission intitulée « Contre les déportations », prenant ainsi le contre-pied des directives lancées par Radio-Londres : « En cette heure décisive où se prépare la libération des pays occupés, écrit-il notamment, le devoir sacré est de tout faire pour demeurer sur le sol de France. Oui ! tout faire pour

demeurer sur le sol de la patrie. » Et il salue tous les « refus collectifs de partir », les « grèves contre les déportations », les « actes de sabotage des locomotives et des wagons destinés à la soi-disant relève ». « Là, conclut-il, sont les bonnes méthodes, là sont les seules qui soient capables de battre en brèche le plan nazi conçu pour dépeupler la France et détruire notre peuple. Et quel admirable courage, quel héroïsme chez ces centaines d'ouvriers désignés pour les bagnes d'outre-Rhin et qui ont préféré rejoindre les rangs des Francs-Tireurs et Partisans qui se multiplient et continueront à se développer sur tout le territoire ! »

Est-ce là faire preuve d'un « gaullisme rigoureux » ? Ne sont-ce pas plutôt les gaullistes qui finiront par adopter la « ligne » communiste en satisfaisant, provisoirement certes, les desiderata du député de Saint-Denis ? En effet, selon Grenier, le texte de son émission fut retenu trois semaines à la censure puis amputé du passage relatif aux requis qui préféraient rejoindre les FTP. Enfin, il passa à une heure de mauvaise écoute… Mais Grenier ne se laisse pas faire : il intervient auprès de Philip et de Schumann, et les gaullistes finissent par céder. Une campagne plus énergique sur le mot d'ordre « tout faire pour demeurer en France » s'engage alors et se poursuit pendant plusieurs semaines. « Tout changea, précise Grenier, avec l'arrivée d'un nommé Guigui qui se présenta comme délégué de la CGT et déclara au comité de propagande dont je faisais partie : "Contre la relève, c'est terrible, nous sommes impuissants, les ouvriers sont impuissants." Venant de France, son opinion prévalut sur la mienne et les émissions sur les déportations perdirent de leur force. Je fus seulement autorisé à parler à l'émission ouvrière de 6 h 30 du matin sur la grève de Firminy mais pas le soir à l'heure de la plus grande écoute[49]. »

Quant aux démêlés de Grenier avec Passy et Soustelle, ils furent si fréquents que le député communiste écrit : « Un livre entier ne suffirait pas pour relever tous les obstacles accumulés pour rendre ma mission plus difficile[50]. »

Il n'est pas possible que de Gaulle ait pu oublier tous ces conflits dont il fut souvent l'arbitre…

11
La querelle des généraux

17 janvier 1943. L'avion, un Glen, se pose en douceur sur le petit terrain de Madiouna. À une vingtaine de kilomètres de là, Casablanca, que surplombe la colline d'Anfa, resplendit sous le soleil. Giraud vient rejoindre Churchill et Roosevelt arrivés la veille. Quelques jours auparavant, à l'hôtel Saint-Georges dont il a fait son quartier général, Eisenhower lui a demandé s'il acceptait de rencontrer de Gaulle au Maroc et de jeter avec lui les bases d'un accord pour l'union de tous les Français dans la guerre.

Je n'hésite pas une seconde, écrit Giraud. D'abord, il est essentiel pour la France de rentrer officiellement dans les délibérations stratégiques concernant aussi bien la guerre dans le Pacifique qu'en Europe. C'est la première conférence interalliée dans laquelle un Français soit invité. Je dois y aller. En ce qui concerne l'accord entre le général de Gaulle et moi, compte tenu des renseignements de Washington, je n'y vois que des avantages à condition que le Comité national de Londres ne veuille pas prendre une place hors de proportion avec ses mérites et ses effectifs. Je sais quelles sont ses prétentions pour ne pas dire ses appétits et aussi ses rancunes contre certains de mes collègues. Je n'ai pas envie de sacrifier des gens que j'estime de bons Français à la haine et la vengeance d'émigrés sectaires qui s'estiment seuls détenteurs de la vérité[1].

Giraud est accompagné du lieutenant-colonel de Linarès, chef de son cabinet militaire, du capitaine Beaufre et d'André Poniatowski[2].

Le commandant en chef arrive à Anfa avec deux préoccupations majeures : le réarmement et le rééquipement de l'armée française, d'une part, la fixation raisonnable du taux du dollar, d'autre part. « Nous ne vaudrons, précise-t-il, que par une armée qui reprendra sa place sur les champs de bataille de demain. Nous ne relèverons notre économie qu'avec un change honnête qui tienne compte non seulement des possibilités

présentes mais des chances de l'avenir. » Giraud tente d'en convaincre Roosevelt lors de leur premier entretien :

« Nous avons été battus en 1940, lui dit-il, parce que nous n'avions pas d'armement. Que les États-Unis donnent à l'armée d'Afrique les mêmes armements que celui des divisions américaines, qu'ils nous fournissent l'habillement et l'équipement qui nous manquent, qu'ils fassent parvenir aux Français de l'intérieur les armes nécessaires pour mener la guérilla et l'on peut être sûr du résultat. Avec les ressources existant dans l'empire, nous pouvons mettre sur pied un corps expéditionnaire de trois cent mille hommes. Je demande l'armement de ces trois cent mille hommes. »

Giraud demande également que le dollar soit ramené à 43,50 francs ou, à l'extrême rigueur, à 50 francs. Le président américain se montre attentif. Il charge son conseiller, Harry Hopkins, d'examiner la question du change avec les financiers compétents, et promet à son interlocuteur de discuter avec le général Marshall des possibilités de réarmement de l'armée française. « Puis, écrit Giraud, il me dit attendre avec impatience l'arrivée du général de Gaulle qu'il ne connaît pas personnellement mais avec lequel il désire vivement que je m'entende pour présenter un front français uni, en face du parti de Vichy soudoyé par les Allemands. »

Un peu plus tard, Giraud rencontre Churchill. Les deux hommes se connaissent de longue date. Le Premier ministre britannique ne cache pas son désappointement :

« J'ai donné à de Gaulle tous les moyens pour venir, il fait la mauvaise tête comme par hasard. Il n'est pas commode votre camarade de Gaulle ! Vous le connaissez ?

— Je l'ai eu sous mes ordres à Metz, répond Giraud.

— Vous êtes bien ensemble ?

— Pas mal. »

Sautant d'un sujet à l'autre, Churchill s'emporte soudain contre l'escadre d'Alexandrie[3] :

« Vous savez, dit-il, elle m'embête ! Je n'ai pas envie de continuer à l'entretenir ainsi ! Je vais brusquer les choses…

— Pas de hâte ! monsieur le Premier ministre, réplique Giraud, ne recommençons pas les erreurs de Mers el-Kébir !

— Vous ne pouvez pas parler de Mers el-Kébir, vous étiez prisonnier à ce moment-là ! Vous ne saviez pas quelles étaient les intentions de Darlan, répond vivement Churchill.

— Je sais, monsieur le Premier ministre, qu'il eût été préférable pour vous et pour nous que les cuirassés anglais ne coulent pas des cuirassés français au mouillage et que des avions anglais ne mitraillent pas des soldats français rescapés du combat !

— Laissons cela, voulez-vous, le passé est le passé, passons à l'avenir », dit Churchill, gêné.

Les deux hommes parlent ensuite stratégie. Churchill demande son avis à Giraud. Comment battre l'Allemagne ?

« Primo, libérer l'Afrique, répond Giraud. C'est en bonne voie. Ce doit être terminé au printemps de cette année. Ensuite, sans perdre une seconde, occuper les trois grandes îles : Sicile, Sardaigne et Corse. Préparer là une base sérieuse, aérienne surtout, pour l'attaque de l'Europe. Dès qu'on sera prêt, débarquer sur la côte italienne entre Livourne et Gênes, s'emparer de la vallée du Pô, nettoyer le reste de péninsule italienne et préparer le débouché en Europe sur l'axe Udine-Vienne, appuyé par une aviation basée sur toute l'Italie. D'un seul coup on atteint ainsi l'Allemagne en pleine vallée du Danube. On isole les Balkans à droite, la France à gauche et on devance les Russes à Vienne, ce qui n'est pas négligeable[4].

— Intéressant », dit Churchill.

Le plan d'offensive de Giraud dans la plaine du Danube intéresse d'autant plus le Britannique qu'il s'accorde à son idée d'offensive dans le « ventre mou de l'Europe ». Au nom de la même préoccupation : empêcher une trop forte avancée de l'Armée rouge vers l'ouest. En outre, la clé de Berlin est à Vienne. La victoire italienne, c'est la perspective d'aborder le bassin allemand par sa face sud, c'est-à-dire la plus vulnérable parce que la moins naturellement protégée.

Sur les conseils insistants de Churchill, Giraud parle de son plan au maréchal sir John Dill et au général sir Alan Brooke lors de la réunion du Conseil de guerre impérial. Aux côtés de Brooke, qui préside, et devant les généraux Marshall, Patton, Alexander, Eisenhower, les amiraux Mountbatten et King et les hauts représentants des armées de mer, de terre et de l'air alliés, le commandant en chef fait ensuite le bilan de la situation militaire française « sans, écrit-il, masquer aucune des déficiences, sans sous-estimer les difficultés, mais en mettant en lumière la valeur des cadres que nous possédons et les qualités guerrières de nos indigènes ». Tous calculs faits, Giraud estime possible la constitution d'un corps expéditionnaire de douze divisions (dont trois blindées sur le type américain

avec les éléments d'armée et de corps d'armée correspondants), d'une flotte de cinq cents avions (dont deux cent cinquante chasseurs, une centaine de bombardiers légers et le reste en avions de transport gros porteurs indispensables pour les déplacements stratégiques à effectuer désormais), enfin la modernisation des navires existants et la livraison de quelques bateaux neufs de petit tonnage.

« Moyennant quoi, conclut Giraud, l'armée française qui se bat actuellement en Tunisie avec le pauvre armement laissé par les commissions d'armistice et qui, tout de même, a pu couvrir toute la concentration anglo-américaine, sera capable d'entrer en ligne dans une guerre moderne avec une efficacité certaine. Nous sommes au début de 1943, la guerre ne finira pas avant 1944. À ce moment-là, il faudra la mener comme les Allemands nous l'ont montré en Pologne et en France, à toute allure, avec une aviation nettement supérieure et une capacité de mouvement insoupçonnée jusqu'ici. »

Giraud demande beaucoup et il le sait. D'autant que les Français arrivent en énième position – loin derrière l'Angleterre, l'URSS et la Chine – sur la liste des demandeurs auxquels l'Amérique doit fournir tout ce qui leur manque… Il sait aussi que si l'état-major américain accorde une place de priorité aux Français ce sera au détriment d'autres nations et même au détriment de grandes unités américaines…

Les jours suivants, face aux généraux Marshall et Somervell, Giraud renouvelle son effort.

« Quels sont les meilleurs soldats, capables de mieux utiliser le matériel qu'on leur donne ? leur dit-il. Si les Chinois sont supérieurs aux Français, qu'on serve d'abord les Chinois. Est-ce l'avis de l'état-major américain ? »

L'argument porte.

Giraud et de Gaulle s'affrontent…

Lors d'un nouvel entretien Roosevelt-Giraud, Churchill fait une entrée remarquée. « J'ai le sentiment que le scénario a été préparé », écrit le commandant en chef. Le Britannique jette son chapeau sur le canapé et, maugréant, annonce que, puisque de Gaulle fait des difficultés pour venir, il va télégraphier à Londres qu'« il n'admet pas une pareille attitude et que le général de Gaulle doit choisir entre sa venue ici et les subsides que le Trésor anglais verse au Comité national[5] ».

« S’il refuse de se rendre à Casablanca, l’accord initial passé en 1940 entre lui et le gouvernement de Sa Majesté sera annulé », affirme même Churchill.

Roosevelt approuve cette attitude.

Je n’interviens pas et je n’ai pas à intervenir dans cette discussion, note Giraud. Je n’ai aucune objection à faire à un accord entre le général de Gaulle et moi, bien au contraire ! […] Sur de multiples points nous avons les mêmes idées. Par contre, je ne puis admettre le personnel dont il s’est entouré et qui rappelle trop les excités de 1936 auxquels j’attribue une grande part dans la catastrophe française. Avec le général de Gaulle et les militaires convaincus de la première heure, tout ce que l’on voudra. Avec ceux qui sont avant tout venus mettre à l’abri à Londres ou en Amérique leur personne et leurs capitaux, toute réserve[6].

De Gaulle finit par arriver dans la matinée du 22. À en croire ses *Mémoires*, il a admis que « la situation de la guerre et l’état où se trouvait provisoirement la France ne [lui] permettaient pas de refuser de rencontrer le président des États-Unis et le Premier ministre de Sa Majesté britannique ». À en croire Billotte, il a dû également céder aux « objurgations unanimes » des membres du Comité national… Le chef de la France combattante est accompagné du général Catroux, de l’amiral d’Argenlieu, de Gaston Palewski et du commandant de Boislambert. Giraud décide de les faire chercher à leur descente d’avion par le colonel de Linarès et les invite à déjeuner pour le lendemain.

Je retrouve mon commandant du 507e régiment de Char à Metz, tel que je l’ai laissé en 1940, écrit le commandant en chef. Grand, pâle, le même menton, la même démarche. Il parle peut-être avec un peu plus d’assurance. Il fume autant de cigarettes. Catroux a vieilli ; toujours aussi soigné, il est devenu plus affecté, plus précieux. Il choisit ses mots, ses expressions. Sa pensée est plus enveloppée, plus subtile que jamais. Il vient manifestement jouer le rôle de conciliateur entre les protagonistes. Palewski est resté le personnage ondoyant et divers que j’ai connu auprès de Paul Reynaud, il est onctueux, insinuant, toujours de votre avis, toujours prêt à s’entremettre pour n’importe quelle commission, admirablement souple, remarquablement intelligent[7].

Giraud ne connaissait ni Boislambert ni d’Argenlieu. Il les découvre : le premier, officier de réserve, fait prisonnier par le gouverneur général Boisson lors de l’affaire de Dakar, livré à Vichy et interné, voue une haine solide aux gens de la Révolution nationale et surtout à Boisson dont il s’est juré d’« avoir la peau ». Le second, homme d’Église [d’Argenlieu est supérieur d’un couvent des Carmes déchaussés] est un partisan des « solutions radicales et coupantes au propre comme au figuré ».

« Les premiers mots que j'adressai au général Giraud, raconte de Gaulle, manquèrent […] d'aménité. "Eh quoi ? lui dis-je, je vous ai par quatre fois, proposé de nous voir et c'est dans cette enceinte de fil de fer, au milieu des étrangers, qu'il me faut vous rencontrer ? Ne sentez-vous pas ce que cela a d'odieux au point de vue national ?" »

De l'aveu même de De Gaulle, le clan gaulliste passe donc d'entrée de jeu à l'attaque contre le clan giraudiste.

Ils nous accusent, dit André Poniatowski[8], d'être les successeurs de Darlan, de Vichy, etc. Nous sommes donc des traîtres, des profiteurs ; nous usurpons un droit, le sien (celui du clan gaulliste) à diriger la guerre pour les Français. Le repas est annoncé, mais l'ambiance est détestable. Les gaullistes passent en revue tous les crimes de Vichy que nous continuons à couvrir. Dans un moment d'accalmie, d'Argenlieu prononce cette phrase : « Cette honte doit être lavée dans le sang des traîtres. Il faudra édifier un échafaud sur chaque place de village ! » Giraud répond : « Tout plutôt qu'une révolution ; il faut éviter, de verser inutilement le sang. » De Gaulle dit : « Vous avez l'appui des Américains, la sympathie des Anglais, mais les Russes ne vous reconnaissent pas, tandis qu'ils discuteront avec moi. » En réponse à Giraud qui se félicite de l'accord allié pour l'équipement des divisions françaises, de Gaulle dit encore : « Il est inutile de faire couler une seule goutte de sang français pour libérer la France, laissez donc les Américains et les Anglais se faire tuer. Seule la question politique est importante. »

Certains de ses collaborateurs (Bergeret, Boisson, Peyrouton)[9] étant l'objet de vives attaques de la part des gaullistes, Giraud s'emploie à « rectifier des appréciations définitives ». Il a beau jeu de faire remarquer que les « vichystes » d'Alger ne sont pas plus indignes que les communistes de Londres, qu'ils ont eu hier le mérite de préparer clandestinement l'armée française à reprendre sa place au combat et, aujourd'hui, d'être utiles à l'effort de guerre…

« Je ne voulais pas venir, dit alors de Gaulle. Je n'admets pas ces procédés de carte forcée. Vous auriez dû venir à Londres dès votre évasion. Nous nous serions parfaitement entendus car, au fond, nous pensons la même chose. Mais vous ne m'avez même pas donné un coup de chapeau alors que moi, le 19 mai 1940, le jour où vous avez été fait prisonnier, je proposais à Reynaud de vous nommer commandant en chef. C'est vous qui deviez avoir la place de Weygand. Je suis sûr que c'eût été autre chose !

— Laissons cela je vous prie, répond Giraud. Il s'agit maintenant de gagner la guerre. Vous êtes à Londres, je suis à Alger. Tâchons de la gagner ensemble ou bien agissons chacun de notre côté. Vous pensez bien que je n'ai pas provoqué votre venue ici et que je ne suis pas plus désireux que vous d'être sous l'égide de qui que ce soit. »

Il avait été prévu, raconte André Poniatowski, qu'à la fin du repas le général Giraud entraînerait de Gaulle dans son cabinet particulier pour un premier entretien, mais étant donné le climat défavorable du moment, le projet fut remis au lendemain. De Gaulle voulait du reste voir certains de ses amis anglais et également Churchill. Dans le courant de l'après-midi, Catroux revint à la villa et s'entretint longuement avec Giraud. J'ignore ce qu'ils se dirent, mais le général Giraud nous fit comprendre que Catroux estimait de Gaulle insupportable et aurait garanti son ralliement si aucun accord n'avait pu se faire. Le général [Giraud] fit cette remarque : « C'est un coup de poker, mais je tiens les bonnes cartes. »

Le lendemain, Giraud et de Gaulle sont seuls, face à face. Dans la version de Giraud, de Gaulle lui réitère ses regrets qu'il n'ait pas eu une attention pour lui après son évasion et qu'il ait combiné avec les Américains le débarquement en AFN sans l'en prévenir. Cela, dit-il, l'a placé dans une situation difficile et délicate. Actuellement, il a mis sur pied un gouvernement qui fonctionne depuis plus de deux ans, qui contrôle toutes les colonies hors d'AFN et d'AOF, qui a son armée, sa marine, son aviation et auquel il est normal que se rattache l'organisme d'Alger.

Giraud s'étonne qu'on puisse lui reprocher de ne pas s'être tourné vers Londres après son évasion « alors que Londres n'a rien fait pour cette évasion »… Quant au potentiel que représente le Comité d'Alger par rapport au Comité de Londres, de Gaulle sait pertinemment que le rapport des forces est tout à l'avantage d'Alger et qu'il n'a, lui, Giraud, aucune raison, à part le droit d'antériorité, de se subordonner au Comité de Londres. « J'estimais comme lui, écrit-il, qu'il fallait avant tout battre le Boche. Pour cela, nous n'étions pas trop de tous les Français ; j'entends, de tous ceux qui n'avaient pas sciemment collaboré avec l'ennemi. Plus tard, on pourrait jeter les exclusives. Pour l'instant, il s'agissait d'utiliser toutes les compétences d'où qu'elles viennent. L'union entre nous était désirable, mais elle ne devait comporter nullement une subordination des gens d'Alger aux gens de Londres. Formule à trouver pour laquelle j'étais tout disposé à travailler. »

Toujours selon Giraud, de Gaulle manifeste alors un peu d'énervement, se lève et présente à son vis-à-vis une copie de la lettre que Giraud a écrite au maréchal Pétain et dans laquelle il approuve sa politique.

« Vous reconnaissez avoir écrit cette lettre ? demande de Gaulle.

— Parfaitement. Je ne sais si ce sont les termes exacts, mais c'en est certainement l'esprit. Je viens de parler avec le Maréchal. Il m'a exposé sa politique d'attente et sa conviction de la défaite allemande avec l'aide de l'Amérique. Je ne puis que l'approuver. Mais puisque vos agents se

procurent si facilement mes lettres, vous devez avoir celle que j'ai fait remettre au Maréchal le 8 novembre au matin et qui annule celle-ci[10].

— Non, je ne l'ai pas, dit de Gaulle un peu gêné.

— Alors, voyez-vous, reprend Giraud, il vaut mieux ne pas engager de polémique indigne de vous et de moi avec un dossier incomplet. Vous avez vos mérites, j'ai les miens. Nous avons fait chacun ce que nous avons cru devoir faire. Une chose nous unit : la haine du Boche. Une passion nous anime : la libération de la patrie, de nos familles, de nos prisonniers et le rétablissement de la France à sa place. Ensemble, nous pouvons tout ; chacun de notre côté, nous pouvons quelque chose. Pour l'instant, je suis attaché à la libération de l'AFN. Je vais continuer à mener à bien ma tâche. Si vous voulez vous y associer, libre à vous. Si vous croyez devoir faire bande à part, je n'y vois pas d'inconvénients ; nous reprendrons nos tractations plus tard, voilà tout. »

Selon la version de De Gaulle, Giraud lui expose son plan « qui était en somme celui de MM. Roosevelt et Churchill »…

À la tête, nous serions trois : lui, le premier, moi le second, comme troisième, le général Georges que les Anglais iraient chercher en France. Pour qu'il y eût équivalence on me nommerait général d'armée. Mais Giraud se réservait entièrement la direction du domaine militaire. Il serait commandant en chef des forces françaises, y compris celles de la France libre et des éléments armés de la Résistance et, à ce titre, ne dépendrait que du seul Eisenhower. Les proconsuls resteraient en place. Seul Bergeret pourrait être écarté. Un Conseil impérial comprenant Noguès, Boisson et Peyrouton et auquel serait adjoint Catroux et peut-être Éboué ainsi que quelques secrétaires coordonnerait l'administration des territoires de l'empire sans exercer toutefois aucune action politique.

De Gaulle réplique alors à Giraud :

« Ce que vous imaginez consiste à vous attribuer la réalité du pouvoir sous la protection de Roosevelt en instituant à vos côtés une figuration plus ou moins impressionnante. En somme, c'est le consulat à la discrétion de l'étranger. »

Puis de Gaulle expose à son tour son plan :

Les événements ont voulu que la France combattante symbolisât la Résistance contre l'ennemi, le maintien de la République, la rénovation nationale. C'est naturellement vers elle que se tourne le sentiment général au moment où se dissout l'illusion que fut Vichy. D'autre part, beaucoup vous estiment fort en tant que chef militaire, je vous tiens moi-même à cet égard comme un élément du capital français que je déplorerai de perdre. La solution de bon sens consiste donc en ceci : que de Gaulle forme à Alger un gouvernement de guerre qui deviendra au moment voulu celui de la République. Que Giraud reçoive de ce gouvernement le commandement de l'armée de la Libération.

À la rigueur, si une transition devait paraître nécessaire, formons ensemble le pouvoir central. Mais que celui-ci, dès l'abord, condamne Vichy, proclame que l'armistice fut toujours nul et non avenu, se rattache à la République et s'identifie vis-à-vis du monde avec l'indépendance de la France.

Cet entretien n'a pas eu de témoin et de Gaulle ayant publié ses mémoires après la mort de Giraud, on ne peut que se contenter de ses dires, mais, d'une certaine manière, les deux versions se confirment l'une l'autre en ce qu'elles font de la question de la prééminence de l'un ou de l'autre la raison principale de l'opposition entre les deux hommes. Elles se confirment également en ce qu'elles escamotent le fond du débat. Quel est-il en effet ?

Poniatowski prend l'initiative des conversations

Le témoignage d'André Poniatowski, de l'équipe Giraud, peut aider à y voir plus clair :

J'avais été impressionné, écrit-il, par l'atmosphère peu propice à une entente « entre amis », aussi je proposai au général Giraud de m'autoriser à voir Palewski, à lui expliquer les intentions du général et, en échange, il m'informait de celles de son chef. Cet échange devait permettre à mes yeux, à nos chefs respectifs, de connaître à l'avance ce sur quoi la discussion roulerait le lendemain. Le général accepta et je vis Palewski le soir même. Je lui exposai donc les propositions du général Giraud. Elles étaient les suivantes :

1) La France en guerre serait dirigée par un triumvirat : Giraud, de Gaulle et Catroux (peut-être). Giraud, président, se chargerait des questions militaires ; de Gaulle, vice-président, des affaires civiles ; Catroux, des affaires coloniales.

2) Un gouvernement dont les membres seraient choisis de part et d'autre, en fonction de ce que « chaque groupe », apporterait à cette communauté française.

3) Une seule armée française.

Ce projet volontairement schématique, poursuit Poniatowski, devait ouvrir la voie à des discussions amiables ; c'était une question de bonne volonté et constituait un maximum en faveur des gaullistes encore peu aimés en AFN. Palewski me donna alors les exigences du général de Gaulle :

1) Retour immédiat aux lois de la III^{e} République, donc abrogation de tout ce qui avait été fait par Vichy.

2) Mise à la porte de tous les hauts fonctionnaires de haut rang nommés par Vichy.

3) Création d'un tribunal d'exception pour juger toutes les personnes ayant depuis 1940 une attitude antigaulliste (il n'était pas question d'une attitude antialliée !)

4) Égalité de poste entre Giraud et de Gaulle. Au premier le militaire, au second, le civil.

J'ai fait remarquer à Palewski que ce programme était irréalisable dans les circonstances présentes :

1) La suppression de tous les fonctionnaires de Vichy serait un désastre administratif, car nous n'avions pas les équipes de remplacement.

2) Pour ce qui était de l'avenir, le limogeage des chefs risquait d'avoir des répercussions désastreuses au front, car s'il ne le savait pas, je pouvais lui dire que le front tunisien était tenu par 60 % de Français contre seulement 40 % d'Alliés.

3) Enfin que l'agitation qui résulterait serait nuisible à l'effort de guerre qui commençait seulement à naître en AFN.

4) Et que les Alliés s'opposeraient à un changement aussi radical.

Palewski me répondit qu'il ne niait pas le bien-fondé de mes observations, mais que le général de Gaulle ne pouvait pas « trahir l'espoir et la confiance de millions de Français », et que telles étaient les conditions du général de Gaulle. J'ajoutai, pour terminer, que je venais de France et que les Français étaient surtout antiallemands et souhaitaient être libérés ; le côté politique était accessoire. Palewski ajouta : « Nous pouvons attendre. » Je rentrai à la villa du général Giraud bien convaincu de l'échec de l'entretien du lendemain. Les Alliés furent cruellement déçus de l'attitude du général de Gaulle. Ils avaient cru assez naïvement que les deux généraux se donneraient l'accolade et que nous établirions une ère nouvelle au bénéfice de la France en guerre[11].

À la lumière de ce témoignage de Poniatowski, il apparaît clairement que la véritable raison du divorce entre les deux généraux n'est pas la question de la prééminence, ni celle du gouvernement, ni celle du partage des tâches puisque l'un et l'autre sont d'accord pour s'occuper, Giraud des affaires militaires, de Gaulle des affaires civiles. La véritable raison est une différence d'objectifs : Giraud se bat d'abord contre l'Allemagne, de Gaulle se bat d'abord contre Vichy. L'historien Chamine remarque :

Londres a les yeux fixés sur Vichy. Alger a les yeux fixés sur l'Allemagne. N'ont-ils donc pas le même ennemi ? Les mêmes mots dans les deux camps rendent un son différent […]. Tous deux (de Gaulle et Giraud) ne songent qu'à abattre l'adversaire, mais, pour le premier, l'adversaire c'est essentiellement le régime de l'Armistice ; pour le second, l'adversaire c'est essentiellement le régime hitlérien. À Londres comme à Alger, on s'accorde mutuellement sur la nécessité de l'épuration et de l'union des Français. Mais les uns songent surtout à l'union et les autres à l'épuration. À Londres comme à Alger on estime qu'il faut tirer les leçons de la défaite et que la France doit renouveler ses institutions. Mais, à Londres, on estime que la Résistance a le droit d'assurer (certains disent d'imposer) ce renouvellement ; à Alger, on estime que ce renouvellement doit être l'œuvre de tous les Français. Au début, il n'y a là, semble-t-il, que des nuances ; mais, bientôt, on s'apercevra que le différend est beaucoup plus profond. En fait, il n'a cessé d'être le thème essentiel de toute la politique française depuis la Libération[12].

Malgré tout ce qui les sépare, les deux généraux peuvent-ils s'entendre en ce mois de janvier 1943 ?

Arrivant à Alger, venant de France *via* l'Espagne, Gibraltar et Londres, écrit André Poniatowski, je fus reçu (le 12 janvier) par le général Giraud à qui je rendis compte de mes conversations à Londres sur la question de la fusion Giraud-de Gaulle. Mais le général Giraud avait déjà un point de vue, une ligne de conduite toute tracée : offrir au général de Gaulle de pénétrer le Conseil d'empire comme représentant des territoires coloniaux qu'il apporterait à la communauté française en guerre. Ce qui, je le lui dis, était une situation inacceptable car elle ne tenait pas compte de la personnalité de De Gaulle, de son action depuis deux ans, de ses ambitions, etc.

Pourquoi Giraud a-t-il cette opinion avant Anfa ? Sans doute est-ce à la suite d'une lettre du 14 décembre 1942 du colonel de Linarès qui lui écrit de Londres qu'il ne décèle « aucune aspiration personnelle chez de Gaulle », qui a réussi « grâce à la couverture d'homme d'État qu'il a dû prendre un peu malgré lui, à sauvegarder les intérêts français[13] ». Giraud est donc fondé à croire que de Gaulle acceptera de se rallier au Conseil d'empire. Après avoir entendu Poniatowski, il va cependant tenir compte de son avertissement puisque, à Anfa, il propose à de Gaulle les affaires civiles et non plus les affaires coloniales réservées à Catroux. Mais là s'arrêtent ses concessions. Non seulement il n'envisage pas une seconde de se subordonner à de Gaulle, mais encore, raisonnant en soldat du temps de guerre, conscient de sa valeur militaire et de celle de l'armée d'Afrique qui fait ses preuves en Tunisie, il ne conçoit qu'un gouvernement de guerre, seule opération politique légitime à ses yeux tant que la France ne peut pas se prononcer librement. « Ma politique, c'est la guerre », a-t-il coutume de répéter comme Clemenceau. Seul compte donc à ses yeux, dans l'immédiat, de refaire une armée forte, car seule une armée forte pourra redonner à la France son rang de grande puissance.

De Gaulle, au contraire, ainsi qu'il l'a confié à Billotte et à Passy, estime que la guerre est d'ores et déjà gagnée. Ce n'est donc plus tant la question militaire que la question politique qui est pour lui à l'ordre du jour. Et, bien entendu, porté à la fois par la conscience qu'il a d'être devenu un symbole et par la forme politique qu'il a donnée à son mouvement en le transformant en embryon de gouvernement, il nourrit l'ambition d'en être l'acteur principal. Et puis, il a ses alliances secrètes : celle qu'il a contractée avec les communistes français qui a pour article de base l'épuration et celle avec le Kremlin qui a pour objectif l'ouverture du second front dans le nord de la France le plus vite possible avec, bien sûr, pour corollaire la question des frontières, sujet déjà de vives tensions entre le Kremlin et le gouvernement polonais de Londres comme Pleven en a informé Garreau au début de février[14].

Giraud, qui ignore tout de ces alliances difficilement concevables pour un homme de son espèce, et dont il ne peut à l'évidence soupçonner l'un de ses pairs qu'il a bien connu par ailleurs pour l'avoir eu sous ses ordres, ne peut qu'être étonné par l'intolérance des gaullistes. Surtout quand elle est le fait d'un religieux :

L’amiral d’Argenlieu, raconte-t-il, demande à me voir. J’y consens volontiers. Il me parle d’abord de son frère, de sa belle-sœur que j’ai vue près de Vichy, de ses neveux et nièces. Puis, naturellement, il en arrive à la question du jour. Il faut que je comprenne bien l’état d’esprit de tous ceux qui ont rejoint le général de Gaulle en 1940. Ils ont souffert moralement et physiquement. Il a vu Boislambert capturé en tenant un drapeau blanc. Il a eu des camarades emprisonnés, torturés par la Gestapo ou la police de Vichy. Il ne peut oublier tout cela ; des hommes comme Bergeret, Peyrouton, Boisson sont des traîtres ; il ne peut pas les accepter à un poste quelconque, même eussent-ils, par ailleurs, rendu d’éminents services. Autre chose même : il a reçu une lettre de Lemaigre-Dubreuil, dont le fils a été son élève à Fontainebleau, demandant un rendez-vous. Il refuse de le recevoir. Les hommes du 8 novembre qui n’ont pas associé le général de Gaulle à leur opération sont des traîtres. Je lui montre l’exagération d’une pareille attitude, les conséquences tragiques que cela peut avoir au moment de la rentrée en France. Il n’en disconvient pas. Ce sont beaucoup d’exécutions en perspective. Le salut de la patrie l’exige. J’avoue être stupéfait d’une pareille intransigeance, d’un pareil sectarisme. Je le lui dis sans ambages. Il comprend mon étonnement mais n’abandonne pas un atome de ses convictions. L’avenir nous départagera[15].

À Carlton Gardens, l’ambiance est au plus bas

Après leur entretien, de Gaulle et Giraud sont aussitôt l’objet de multiples interventions de la part de Roosevelt et de Churchill. L’Américain et le Britannique tentent, chacun, de raisonner son « enfant terrible » selon l’expression de Roosevelt. En vain. Les deux généraux, si différents par ailleurs, se ressemblent au moins sur un point : leur entêtement. À bout d’arguments, Roosevelt propose aux deux Français de ne pas perdre le contact. Ils y consentent et conviennent de confier au général Catroux le soin d’assurer la liaison entre Londres et Alger.

« Accepteriez-vous tout au moins, demande ensuite Roosevelt à de Gaulle, d’être photographié à mes côtés et aux côtés du Premier ministre britannique en même temps que le général Giraud ?

— Bien volontiers, répond de Gaulle, car j’ai la plus haute estime pour ce grand soldat.

— Iriez-vous, s’écrie le président américain, jusqu’à serrer la main du général Giraud en notre présence et devant l’objectif ?

— *I shall do that for you*, répond de Gaulle. »

Au moment convenu, les deux généraux se lèvent et se font face. Giraud tend la main sans réticence. De Gaulle, moins facilement qu’il ne l’a tendue quelques jours plus tôt à Fernand Grenier…

Les obturateurs cliquettent, les caméras ronronnent. La photo fera le tour du monde.

Giraud et de Gaulle rédigent ensemble un communiqué : « Nous nous sommes vus. Nous avons causé. Nous avons constaté notre accord complet sur le but à atteindre qui est la libération de la France et le triomphe des libertés humaines par la défaite totale de l'ennemi. Ce but sera atteint par l'union dans la guerre de tous les Français luttant côte à côte avec tous leurs alliés. »

De Gaulle note dans ses *Mémoires* : « À la demande de Giraud, l'expression "libertés humaines" avait dans le texte pris la place des mots "principes démocratiques" que j'y avais d'abord fait figurer. »

Le 26 janvier, de Gaulle repart d'Anfa comme il y était arrivé, « las et désabusé », selon le général Beaufre[16] qui avait été l'accueillir à l'avion. Le chef de la France combattante se trouve contraint de regagner son exil londonien. L'ambiance y est sombre et tendue. Le diplomate Guy Girard de Charbonnières qui vient d'arriver au « troisième étage » de Carlton Gardens, occupé par les bureaux du commissariat aux Affaires étrangères que dirige René Pleven, en fait la douloureuse expérience. Il est frappé de constater le « détachement assaisonné de nombreuses critiques » avec lequel ses commensaux parlent de l'organisation à laquelle ils se sont pourtant ralliés. Il écrit :

> Ayant tous délibérément fait ce choix, ayant été pour cela révoqués par Vichy, ils n'en manifestaient pas moins toutes sortes de réserves à l'égard des dirigeants de la France combattante et du général de Gaulle lui-même. À ma stupeur, je n'entendis guère de leur part que critiques et railleries à l'égard des hommes de Carlton Gardens. C'étaient des excités, des sectaires, attachés au succès de leur propre entreprise et stigmatisant quiconque ne pensait pas exactement comme eux. De là des difficultés incessantes avec les Anglais qui n'avaient pas toujours tous les torts et de là, maintenant, une haine violente pour les autorités françaises d'Afrique du Nord qui, chez les plus extrêmes, allait jusqu'à leur faire refuser d'envisager avec elles un accord d'union dont la nécessité était pourtant impérative.

Et il ajoute : « Je devais entendre presque chaque jour du mois que je passai à Londres des propos semblables de la part de mes collègues du "troisième étage" mais, au cours de ce premier dîner, j'en fus particulièrement ému[17]. »

Le diplomate a très vite l'occasion de vérifier que ses collègues du « troisième étage » disent vrai : le 4 février, au cours d'un déjeuner auquel de Gaulle l'a convié dans une salle à manger privée du Connaught Hotel en compagnie de quelques membres de l'entourage (entre autres Palewski et Pleven), il assiste à un « véritable festival d'attaques et d'insultes envers les

Alliés » ainsi qu'envers Giraud et tous ceux qui se sont placés sous son autorité. N'entendant à l'égard de ceux-ci que des paroles de haine, il se demande comment, dans ces conditions, il sera jamais possible de réaliser avec les gens d'Alger l'union à laquelle il faudra bien tout de même parvenir un jour…

Tout en entretenant par de brèves sentences ce « débordement d'invectives », de Gaulle attache néanmoins la plus grande importance à l'envoi d'une mission de la France combattante à Alger. « D'une part, écrit Charbonnières, cela permettrait à celle-ci de prendre enfin officiellement pied en Afrique du Nord ; d'autre part, cela réaliserait le dialogue direct avec le général Giraud que le général de Gaulle cherchait vainement à établir depuis le 25 décembre. Cette importance fut mise en relief par la désignation pour prendre la tête de la mission, du général Catroux[18]. »

Si la nécessité de l'union devient évidente aux yeux de tous les gaullistes, les opinions diffèrent cependant quant à ses modalités. « Certains, écrit le diplomate, envisageaient bien une véritable fusion de la France combattante et de l'Afrique du Nord, les autorités de l'une et de l'autre s'associant pour la direction de cet ensemble. Mais tous les purs et tous les durs de Carlton Gardens, proclament que les dirigeants d'Alger n'étaient que des Vichystes mal repentis, assignaient à la "Mission Catroux" le seul rôle de machiner leur éviction. » Cette éviction de Giraud, les gaullistes sont cependant conscients qu'ils ne l'obtiendront pas par « une quelconque opération de force contre lui » ; il leur faut donc ruser en passant « par une étape intermédiaire qui permettrait au général de Gaulle de s'installer paisiblement à Alger et d'éliminer ensuite progressivement ses rivaux »…

Churchill fait le siège de Giraud

Pour l'heure, cependant, cette éviction de Giraud reste du domaine du rêve car le commandant en chef revient de la conférence d'Anfa plus fort et plus populaire que jamais. Dans tous les domaines, il a obtenu un succès complet.

Sur le plan militaire, le programme de réarmement concerne trois divisions blindées, huit divisions motorisées, cinq cents chasseurs, trois cents bombardiers, deux cents avions de transport. Dans les toutes prochaines semaines, une première tranche de livraison comportera quatre

cents camions, l'équipement de deux régiments blindés, de trois régiments de reconnaissance, de trois régiments de tanks destroyers et de trois divisions motorisées. Le ravitaillement doit atteindre soixante-cinq mille tonnes par mois. « Giraud, écrit Beaufre, obtenait là ce que personne d'autre que lui n'aurait pu obtenir[19]. »

Sur le plan financier, le dollar est ramené à 50 francs. Les comptes prêt et bail calculés sur cette base permettront de payer le réarmement de l'armée française par les prestations, transferts et réquisitions des armes alliées d'Afrique du Nord. Ce qui se traduira même par un bénéfice à la fin de la guerre…

Mais c'est sur le plan politique que le succès est le plus grand : le mémorandum préparé par l'équipe Giraud, revu et corrigé par Lemaigre-Dubreuil, a été signé par Roosevelt. Or il stipule dans son article 3 : « Dans l'intérêt du peuple français, pour la sauvegarde de son passé, de son présent et de son avenir, le gouvernement des États-Unis et le gouvernement de la Grande-Bretagne reconnaissent au général en chef français siégeant à Alger le droit et le devoir de préserver sur le plan militaire, économique, financier et moral tous les intérêts français. Ils s'engagent à l'y aider par tous les moyens en leur pouvoir jusqu'au jour où, en toute liberté, le peuple et la nation française auront pu désigner leur gouvernement régulier. »

Ainsi, les Français sont des alliés « à part entière[20] ». Giraud, le militaire, a obtenu en une semaine une reconnaissance internationale que de Gaulle, le politique, s'acharne en vain depuis seize mois à obtenir…

Las ! le mémorandum qui engage les États-Unis et la Grande-Bretagne n'est signé que par Roosevelt, et Churchill se précipite à Alger le 5 février pour tenter d'en réduire la portée. Il fait le siège de Giraud. « Arguant de ses difficultés avec de Gaulle, écrit Beaufre, il lui extorqua – sans difficulté d'ailleurs – une modification de l'article 3 du mémorandum. » La modification est de taille : le droit reconnu au commandant en chef de « préserver tous les intérêts français » est limité aux « territoires d'AFN et d'AOF »… « C'est, dit Beaufre, la perte de la reconnaissance internationale qui ne sera obtenue que deux ans plus tard. »

Giraud a cédé à Churchill pour préserver la possibilité d'une entente avec de Gaulle mais, pour louable que soit cette raison, le commandant en chef, en lâchant prise sur ce point essentiel, vient de commettre une faute majeure sur le plan international. Poussé par Lemaigre-Dubreuil effondré, il s'efforce de rattraper sa faute. En vain ; par une note en date du 19 février,

Murphy confirmera au nom de Roosevelt que le président des États-Unis dénonce sur ce point le protocole signé de sa main à Anfa.

Churchill a-t-il agi de son propre chef ou bien, sur l'intervention de De Gaulle, comme le laissent entendre Beaufre (« arguant de ses difficultés avec de Gaulle »), et Crusoe (« par l'intermédiaire du *Foreign Office* et de M. Churchill, le général de Gaulle […] croyait en effet enlever à son concurrent d'Alger ce droit à la défense de tous les intérêts français, mais c'est lui-même qu'il privait indirectement de cette reconnaissance par les États-Unis puisqu'il devait prendre le pouvoir quelques semaines plus tard »[21]) ?

Certes, ces deux considérations proviennent de deux membres du clan Giraud (Crusoe est le pseudonyme de Lemaigre-Dubreuil) mais en quoi, si Churchill a agi sur sa seule initiative, cette reconnaissance *de jure* risquait-elle de nuire à la Grande-Bretagne ? De son côté, de Gaulle, dans ses *Mémoires*, passe soigneusement sous silence le mémorandum non modifié alors qu'il s'agit d'un document historiquement capital. À quoi est due cette omission ? À une secrète gêne d'avoir un instant fait passer ses intérêts personnels avant tout ? S'il en était autrement, on peut être certain que de Gaulle, particulièrement apte à saisir les fautes de ses adversaires, n'aurait pas manqué en effet d'exploiter publicitairement cette erreur de celui qu'il considère comme son rival…

En tout cas, une chose est sûre : de Gaulle ne s'est opposé ni avant ni après à la démarche de Churchill et ne lui fait à ce sujet aucune de ces scènes fameuses auxquelles les deux hommes avaient coutume de se livrer. Aveuglément incompréhensible, car si le mémorandum d'Anfa reconnaît au commandant en chef le droit et le devoir de préserver « tous les intérêts français », il ne le nomme pas. Tout commandant en chef, quel qu'il soit, siégeant à Alger, peut donc tirer de ces accords s'il en a la ferme volonté le maximum d'avantages pour son pays. En réalité, on assiste peut-être, dans cette affaire, à une surenchère dans l'absurde des deux généraux. Ce qui explique et justifie ce jugement de Lemaigre-Dubreuil, qui, tout en reconnaissant les mérites de chacun d'eux, écrit : « Mais la satisfaction que purent ressentir le général de Gaulle et son entourage lorsqu'ils virent supprimer à Alger ce qui ne leur avait pas été accordé à Londres, ne fut-elle pas de courte durée ? Et la France ne fit-elle pas une fois de plus les frais d'une décision funeste issue d'une rivalité qu'il est préférable de ne pas qualifier ? Il y a bien souvent dans les actes de certains militaires, leur

attitude, leur comportement, une sorte d'enfantillage tragique qui, tour à tour, les rend glorieux ou odieux[22]. »

Jugeant le second mémorandum (c'est-à-dire le mémorandum modifié), de Gaulle écrit : « Ainsi l'Amérique et l'Angleterre, se faisant les juges de l'intérêt du peuple français, traitaient ensemble avec le seul Giraud lequel, sous le prétexte de ne pas faire de politique, acceptait leur autorité. »

Ce jugement appelle au moins deux commentaires :

1) Pour limitée qu'elle soit par rapport à sa première version, cette reconnaissance n'est pas inférieure aux diverses reconnaissances dont le Comité national français est le bénéficiaire ; en outre, par définition, une reconnaissance fait de ceux qui « reconnaissent » les « juges de l'intérêt » de celui qui demande à être reconnu et qui, de ce fait et quoi qu'il en dise, accepte, leur « autorité »… Cela est vrai pour de Gaulle comme pour Giraud !

2) Une reconnaissance limitée reste malgré tout une reconnaissance, et l'on voit mal que de Gaulle puisse reprocher à Giraud d'obtenir ce que lui, de Gaulle, ne cesse de réclamer aux Alliés avec un acharnement qui – notamment pour ce qui concerne l'URSS – manque parfois de cette « hauteur » dont il entend marquer son action…

Tout cela, de Gaulle le sait. La sévérité du jugement qu'il porte sur la reconnaissance obtenue par Giraud obéit donc à un objectif précis : faire de Giraud l'« homme des Américains », en même temps d'ailleurs que le « prisonnier d'une équipe qui veut lui faire jouer un rôle politique analogue à celui de Franco » et « des grands féodaux de Vichy qui lui accordent des honneurs et l'utilisent comme une façade honorable[23] ».

De Gaulle monte son piège contre Giraud

Cette thèse, de Gaulle va la développer patiemment auprès de son entourage, d'abord par sa lettre du 28 janvier à Leclerc, d'Argenlieu, Éboué et tous les délégués de la France combattante auprès des gouvernements étrangers ; ensuite par son rapport au CNF sur la conférence d'Anfa ; enfin par sa lettre au commandant Loys Tochon. C'est dans ce dernier document, plus connu sous le nom de « testament d'Anfa », que de Gaulle développe le plus complètement sa pensée.

Évoquant pour commencer l'« enceinte » d'Anfa qui, dit-il, « rappelle celle de Berchtesgaden », de Gaulle accuse les Américains d'« établir en

AFN et si possible dans tout l'empire, en attendant qu'ils l'établissent en France, un pouvoir français qui ne tienne que grâce à eux et n'ait par conséquent rien à leur refuser » ; l'Angleterre, et « surtout son Premier ministre », de se prêter à cette politique « non de très bon gré mais par force, car la pression exercée dans tous les domaines par Washington sur Londres atteint une intensité et revêt un caractère littéralement incroyables ». Et le chef de la France libre conclut : « Le résultat pour ce qui nous concerne est que l'Angleterre nous soutient peu ou pas du tout. »

Que l'idéalisme rooseveltien soit le paravent d'un impérialisme qui, pour être « doux », n'en est pas moins redoutable, c'est un fait[24]. Mais pourquoi de Gaulle lui réserve-t-il ses seuls coups ? Sa vigilance a d'étranges défaillances… D'autant que, parallèlement, dans son discours du 4 février, il va jusqu'à décerner un brevet de démocratie à l'URSS…

Quant au « lâchage » de l'Angleterre, il ne s'est pas vérifié le 5 février lorsque Churchill a volé auprès de Giraud au secours de son « poulain »… Enfin, à en croire de Gaulle lui-même, les Alliés n'ont pas cherché à le subordonner à Giraud : « Le Premier ministre, écrit-il, m'expliqua qu'il s'était mis d'accord avec le président sur un projet de solution du problème de l'Empire français. Les généraux Giraud et de Gaulle seraient placés conjointement à la présidence d'un comité dirigeant où eux-mêmes, ainsi que tous les autres membres, seraient égaux à tous égards. » La seule condition posée par les Alliés étant que Giraud « exercerait le commandement militaire suprême puisque les États-Unis n'entendaient régler la question qu'avec lui ».

Ce ne sont donc pas les Anglo-Saxons mais Giraud qui (ainsi que le confirment d'ailleurs les témoignages d'André Poniatowski et de Beaufre) a décidé d'établir une hiérarchie au sein d'un directoire dont lui-même serait président et le chef de la France combattante vice-président.

Il est vrai qu'attribuer aux Américains un projet dont Giraud a la paternité sert fortement la thèse d'un Giraud « homme des Américains ». D'autant que dans le « testament d'Anfa », de Gaulle apporte également la « preuve » de la manipulation de Giraud par Washington : « J'ai vu ici le général Giraud à qui j'avais télégraphié quatre fois depuis Noël pour lui demander de me rencontrer en territoire français, en terre française. Je sais pourquoi ses réponses étaient évasives. On lui faisait attendre la conférence actuelle afin que nos négociations aient lieu non point dignement et librement, mais au milieu et sous le contrôle des Anglo-Saxons. »

Que vaut cette preuve ? De Gaulle a bien écrit quatre fois à Giraud : le 25 décembre 1942 puis les 1er, 7 et 17 janvier 1943. Giraud n'a fait de réponses « évasives » qu'aux deux premières lettres de De Gaulle : or ces réponses datées du 29 décembre et du 5 janvier sont antérieures au 10 janvier, date à laquelle le commandant en chef a appris de la bouche d'Eisenhower la tenue de la conférence d'Anfa. Il est difficile d'admettre que les Américains lui auraient fait attendre une conférence qu'ils ne lui avaient pas encore annoncée…

Fort de cette « preuve », de Gaulle porte l'estocade finale à Giraud : « Quoi qu'il en soit, je trouve en Giraud un homme dont la stature et le ton peuvent impressionner, mais qui me fait un peu l'effet, militairement et politiquement parlant, d'un revenant de 1939. Il n'aperçoit ni le fait que la France est en pleine révolution, précisément contre le système et les hommes de Vichy, ni le danger qu'il fait courir lui-même à la souveraineté française dans l'empire et demain à l'indépendance nationale en se mettant dans la main des Américains. »

Giraud « militairement » un revenant de 1939 ? De Gaulle « oublie » opportunément que, lors de la débâcle de mai 1940, il a lui-même proposé à Reynaud de nommer Giraud commandant en chef ; il « oublie » également les multiples témoignages d'estime qu'il a publiquement rendus aux qualités militaires de son rival ; de même il « ignore » qu'en Tunisie Giraud, « dont le jugement militaire est sans défaut », écrit Beaufre, « juge en opérationnel, avec un coup d'œil et une audace remarquables » tandis qu'Eisenhower « raisonne en logisticien »[25]. Par deux fois, en Tunisie et en Italie, il va d'ailleurs sauver la mise des Alliés. Enfin, dans quelques mois, il libérera la Corse avec une maestria qui stupéfiera les experts anglo-saxons… La question générale qui se pose est d'ailleurs de savoir si de Gaulle, qui n'a jamais commandé d'armées devant l'ennemi est bon juge – autrement qu'en théoricien – des qualités ou des défauts militaires de Giraud ou d'un autre…

Giraud « politiquement » un revenant de 1939 ? Dans la mesure où il fait de la politique, le commandant en chef affiche des idées de droite et un catholicisme rigoureux d'où découle un refus des idéologies de gauche et d'extrême gauche. Cela suffit-il à en faire un « revenant » ? Malgré les difficultés de la guerre, son gouvernement de l'AFN et de l'AOF est en tout cas suffisamment efficace pour faire de cette partie de l'empire la base de la résurrection française. Enfin, sur le plan diplomatique, même s'il a commis

la faute de céder à Churchill, il a néanmoins obtenu à Anfa une reconnaissance internationale que de Gaulle recherche en vain depuis deux ans et demi. Quant à la reconnaissance dont il doit se contenter, par sa faute, depuis le 5 février, elle est au moins comparable à celle dont bénéficie de Gaulle.

Giraud « dans la main des Américains » ? Le commandant en chef qui dispose des ressources de l'Empire français doit moins aux États-Unis que de Gaulle, qui émarge au Trésor britannique, ne doit à la Grande-Bretagne. En outre, les accords Giraud-Murphy stipulent la « restauration de la France en sa pleine indépendance, dans toute l'étendue et dans toute la grandeur qu'elle possédait avant la guerre, aussi bien en Europe qu'outremer », et le rétablissement de la souveraineté française « aussitôt que possible sur tous les territoires, métropolitains et coloniaux sur lesquels flottait en 1939 le drapeau français ». Les accords Giraud-Murphy déclarent également : « Le gouvernement des États-Unis considère la nation française comme une alliée et la traitera comme telle… » L'impérialisme rooseveltien a, certes, tendance à pratiquer des accrocs dans ce contrat mais, pour le moment, l'essentiel n'est pas remis en question et Giraud y veille. À peine avait-il succédé à Darlan qu'il disait à Eisenhower :

« Cessez de traiter l'Afrique du Nord comme un territoire conquis ; traitez-la davantage comme l'alliée qu'elle est en train de devenir[26]. »

Cette offensive visant à faire de Giraud l'« homme des Américains », de Gaulle la développe avec d'autant plus d'ardeur que lui-même, après avoir été taxé de « mercenaire » des Anglais qui lui fournissent argent, radio, asile et moyens de transport[27], se voit maintenant soupçonné d'avoir partie liée avec les Soviétiques. Se faisant l'écho des propos que l'on prête alors au chef de la France combattante (« Vous serez le chef des Français maintenant que Roosevelt et Churchill me lâchent, a-t-il dit à Giraud. Mais cela me rapprochera des Russes et, comme il y aura forcément une révolution en France, c'est moi que les Français appelleront ! »), Paul-Louis Bret, directeur de l'Agence France-Afrique, remarque : « Si ce propos a véritablement été tenu, sa portée intérieure et extérieure pourra être immense. Il est hors de doute que le succès des offensives au Caucase et à Stalingrad donne actuellement aux Soviets une auréole de grands vainqueurs[28]. »

À quelques nuances près, ce propos a réellement été tenu. De Gaulle, dans le « testament d'Anfa », le confirme : « La Russie […] reconnaît le

Comité national, mais ne reconnaîtra pas Giraud. » D'où tient-il cette assurance ? De Staline lui-même qui a confié le 27 janvier à Garreau que « jamais il ne reconnaîtrait une autre France que celle qu'il a déjà reconnue, c'est-à-dire la France combattante[29] ». Il est vrai qu'en défendant la stratégie danubienne, apportant ainsi son concours à Churchill, Giraud vient de se griller irrémédiablement aux yeux du maître du Kremlin parfaitement renseigné.

Et ce n'est pas le compte rendu de l'entretien que Garreau a eu le 14 janvier avec Lozovski, qui peut améliorer le cas de l'évadé de Königstein.

Garreau, rapporte Lozovski à Molotov, a ensuite abordé la question de l'attitude du gouvernement américain vis-à-vis de l'union Giraud-de Gaulle. Le représentant de la France combattante aux USA, Tixier, a eu à ce sujet un entretien avec Sumner Welles qui a accueilli négativement la proposition de la création d'un gouvernement provisoire unifié et a catégoriquement refusé d'examiner les problèmes sur un plan politique et constitutionnel. Welles a déclaré que, de l'avis du gouvernement américain, il n'était aucunement nécessaire de créer un gouvernement provisoire unifié. Selon les Américains, toutes les forces armées françaises doivent être réunies sous le commandement du général Giraud et le Conseil d'empire, composé de cinq membres (Noguès, Boisson, Chatel, Bergeret et Giraud), doit être maintenu en AFN. Cela signifie, a commenté Garreau, que les USA souhaitent maintenir au pouvoir en AFN des gens qui se sont durant deux ans compromis en soutenant Pétain et en collaborant politiquement avec l'Allemagne.

La situation en AFN, a poursuivi Garreau, est loin d'être brillante […]. Les opérations ont été arrêtées, les armées alliées n'avancent pas. Les Américains ne tiennent pas leurs promesses quant aux prisonniers et au rétablissement des organes d'administration autonome locale. La population d'AFN exige la libération des personnes appréhendées, plus de cinquante mille, parmi lesquelles une majorité de Français. Parmi ces personnes, il y a également des membres des Brigades internationales en Espagne, des Polonais, des républicains espagnols, etc. Malgré les assurances de Roosevelt qui remontent au 17 novembre, les détenus n'ont toujours pas été relaxés. Dernièrement, le général Giraud a été contraint de reconnaître qu'à l'heure actuelle on en était encore à dresser et à vérifier les listes de détenus. De plus, après l'assassinat de Darlan, on a dû procéder à d'innombrables arrestations de partisans de De Gaulle en AFN afin de « maintenir l'ordre ». En ce qui concerne le rétablissement des organes d'administration locale abrogés par les créatures de Vichy, les Américains n'ont absolument rien fait en dépit de leurs promesses.

Le premier devoir du général Eisenhower aurait dû être de convoquer les conseils généraux des départements d'Oran, d'Alger et de Constantine, et ensuite de restaurer les municipalités dispersées à une époque et remplacées par des commissions favorablement disposées à la coopération avec l'Allemagne. Lui, Garreau, vient juste de recevoir des informations selon lesquelles les conseils généraux des trois départements d'Algérie ont déjà présenté une demande officielle à Darlan dans laquelle ils exigent qu'en l'absence d'un gouvernement de droit que leur octroyait la Constitution, un gouvernement provisoire soit formé pour réunir toutes les forces nationales en AFN. L'amiral Darlan n'avait pas répondu à cette exigence et, visiblement, le général Giraud ne s'apprête pas à y répondre.

Garreau, poursuit Lozovski dans sa communication à Molotov, est persuadé que le général Eisenhower agit en pleine conformité avec des plans conçus à l'avance par le gouvernement américain. Il est tout à fait remarquable qu'en Afrique française, où peut être levée une armée d'un million et demi d'hommes, aucune mobilisation n'a lieu présentement. Il pense que les éléments de Vichy et les agents directs de la Gestapo dans l'appareil de l'Afrique française sabotent toutes les mesures dirigées contre l'Allemagne et que les Américains, non contents de fermer les yeux,

encouragent même une administration réactionnaire. Le résultat est là : les forces germano-italiennes en AFN atteignent actuellement près de cinquante-cinq mille soldats, dont seulement quatre divisions allemandes.

Les Alliés disposent d'une armée de deux cent mille hommes et Giraud de cent cinquante mille hommes. Seuls trente mille d'entre eux participent aux combats contre les Allemands, les autres restent sciemment passifs. L'armée anglo-américaine ne fait rien non plus. De ce fait, durant plusieurs mois, les Allemands ont réussi à se maintenir sur les points qu'ils occupaient et, ces derniers temps, ils ont même repoussé les troupes américaines le long de la frontière tunisienne et occupent pratiquement tout le territoire de la Tunisie. C'est l'armée Leclerc qui est allée le plus loin en dehors de l'Afrique équatoriale, jusqu'en Tripolitaine, mais cette armée est pieds et poings liés par la passivité de l'armée américaine et l'inaction de l'armée placée sous le commandement du général Giraud. Garreau pense que la passivité militaire est le résultat de combinaisons politiques, d'un imbroglio et de la confusion de la situation en Afrique où la population et l'armée veulent combattre les Allemands, mais où les généraux et les fonctionnaires d'humeur pro-fasciste mis en place par Vichy et par les Allemands manifestent à cet égard une opposition organisée.

Garreau en conclut que l'attitude du gouvernement américain est en contradiction avec les conditions de la charte de l'Atlantique et qu'elle est destinée à paralyser les faits et gestes des forces armées de la France combattante et à freiner les opérations militaires en AFN.

Puis Garreau est passé à la position de la Grande-Bretagne. Le gouvernement anglais encourage dans le principe les actions du Comité national français et soutient la France combattante, mais il ne souhaite pas compliquer ses relations avec le gouvernement américain ; c'est pourquoi il agit dans un esprit de conciliation en conseillant à de Gaulle de ne pas se dresser contre la ligne des USA, c'est-à-dire de se mettre aux ordres de Giraud.

Garreau a déclaré ensuite que le Comité national français s'opposerait à cette politique. Il ne faisait absolument aucun doute que, si le général de Gaulle acceptait un compromis, une grande partie de l'armée et du peuple français ne le suivrait pas. La France combattante ne cédera pas sur ses exigences : éliminer du pouvoir tous les éléments compromis par une collaboration avec les Allemands.

En conclusion, Garreau, se référant à l'importance de la libération des prisonniers en AFN, demande que le gouvernement soviétique contribue à résoudre favorablement cette question et déclare que la France combattante serait extrêmement reconnaissante pour l'aide apportée dans cette affaire.

Au cours de son exposé de la situation en Afrique, conclut Lozovski, Garreau a parlé avec une secrète émotion. Il se contenait avec peine en jugeant la politique des Américains et a parlé des Anglais sans irritation mais aussi sans espoir[30].

Peut-être faut-il mettre au compte de cette « secrète émotion » de Garreau un certain nombre d'inexactitudes concernant le chiffre des prisonniers. Mais il est difficile, toutefois, d'imputer à cette « secrète émotion » la volonté délibérée de prétendre qu'il y a absence de mobilisation en AFN, inaction de l'armée en Tunisie, sabotage de l'effort de guerre par l'administration et les généraux, freinage des opérations militaires en AFN par Giraud et par les Américains, etc. Toutes choses, bien sûr, qui ont de quoi révolter les Soviétiques qui, en pleine bataille de Stalingrad, pouvaient espérer de leurs alliés qu'ils combattent avec ardeur pour gêner les Allemands sur leurs arrières, mais qui sont fausses.

Que faut-il penser aussi de la demande faite par la France combattante aux Soviétiques d'intervenir dans l'affaire franco-française des arrestations de partisans de De Gaulle après l'assassinat de Darlan ? D'autant que ces « innombrables » arrestations atteignent exactement le chiffre de douze…

Le portrait qu'il brosse d'un Giraud militairement inactif et politiquement réactionnaire, le délégué de la France combattante en URSS va le répéter le 1er février devant Vychinski. Mais en l'enrichissant de quelques précisions supplémentaires…

Rapportant ces propos, Vychinski écrit à Molotov :

Après avoir échangé avec moi quelques considérations d'ordre général sur son désir de se rendre à Moscou et sur les derniers événements du front, Garreau a déclaré qu'il désirait me communiquer la dernière information qu'il avait reçue concernant la conférence de Casablanca.

Les pourparlers entre de Gaulle et Giraud n'ont débouché sur aucun résultat pratique. Giraud a catégoriquement refusé de discuter d'une collaboration politique, liée à la nécessité de rétablir un régime républicain et des lois républicaines en Afrique du Nord, bien que de Gaulle lui ait proposé le commandement suprême des forces unifiées de l'Empire français. L'affaire en est restée à un accord provisoire sur une affectation conjointe d'officiers de liaison pour coordonner les efforts militaires et économiques.

De Gaulle reconnaît tout le danger de cette liaison militaire qui revient à reconnaître de façon détournée l'existence d'un gouvernement autre que le Comité national français. De Gaulle note que les dirigeants d'AFN favorables à Vichy sentent derrière eux le soutien puissant du département d'État. Le gouvernement britannique se sent mal à l'aise mais ne se résout pas à entrer en conflit avec le département d'État et s'efforce par conséquent de jouer un rôle de médiateur.

Parlant de la situation interne en AFN, Garreau a fait remarquer que, malgré la promesse de Roosevelt, il n'avait pas été libéré jusqu'à présent le dixième des éléments démocratiques. Bien au contraire, de nombreux partisans des Nations unies, qui avaient activement contribué au débarquement des troupes anglo-américaines, ont été arrêtés et envoyés au Sahara.

Il y a en AFN de nombreux partisans de la France combattante sincèrement opposés à Vichy et à ses éléments. Une guerre civile peut aisément y éclater. Si le CNF donnait l'ordre d'un soulèvement au grand jour, cette guerre civile se déclarerait immédiatement ; le Comité national ne le fait pas pour ne pas entraver les efforts de guerre communs ; cependant, de l'avis de Garreau qui en est convaincu, les éléments favorables à Vichy en AFN freinent déjà les efforts de guerre des Alliés, par exemple en ne déclarant pas la mobilisation, etc., et constituent une Cinquième colonne potentielle en cas d'une possible offensive allemande ayant pour but de masquer les échecs à l'Est […].

Selon Garreau, poursuit Vychinski, le département d'État contribue depuis longtemps à maintenir en France le régime de Vichy de façon à pouvoir trouver après la guerre des interlocuteurs avec lesquels il soit facile de se mettre d'accord. Le département d'État est sous l'influence de tout un groupe de conservateurs, de partisans d'une coopération pacifique avec les Allemands. L'impression qui en ressort est que le gouvernement des USA a l'intention de maintenir en France le régime de Vichy (le régime de Pétain, mais non celui de Laval), toute sa machine administrative, militaire et de propagande, après l'avoir fait passer entre les mains du général Giraud qui, le premier, avec son armée, devra débarquer en France et s'emparer de tout l'appareil gouvernemental avec le soutien des États-Unis afin de faire obstacle à une libre expression de la volonté du peuple français. Garreau considère que l'attitude négative du département d'État envers le Comité national français s'explique également par les relations amicales que le Comité national entretient avec l'URSS.

Quand je lui ai demandé sur quelles sources il se fondait pour envisager ainsi le déroulement ultérieur des événements, Garreau s'est référé à des entretiens qu'il avait eus avec des Américains bien informés ainsi qu'à des déclarations de la presse américaine […].

Je lui ai demandé ensuite quelle tactique de Gaulle avait l'intention de suivre, étant donné les circonstances. Garreau m'a répondu que le général de Gaulle était persuadé qu'il fallait actuellement agir avec circonspection, sans aucune action inconsidérée. Cependant, de Gaulle a très fermement déclaré à Roosevelt et à Churchill qu'il refusait tout compromis avec les gens de Vichy. Garreau a souligné à ce propos que le général Giraud avait eu une réaction très vive.

À ce moment de l'entretien, j'ai demandé à Garreau comment expliquer que le colonel Schmittlein m'a dit, tout récemment encore, que Giraud était un soldat français honnête et que l'on pouvait trouver un accord avec lui. Garreau a répondu qu'au moment de l'arrivée de Giraud en AFN, de Gaulle espérait que Giraud rallierait la France combattante. À l'heure actuelle, la situation et l'attitude à l'égard de Giraud a bien entendu brusquement changé. Entre de Gaulle et Giraud, aucune collaboration n'est possible. Toutes les organisations locales de la France combattante s'élèvent contre l'idée d'une collaboration avec Giraud.

Garreau a souligné ensuite les circonstances tout à fait suspectes de l'évasion de Giraud du camp de prisonniers allemand, son séjour en France comme invité de Pétain, ses rencontres avec Laval et Abetz, sa lettre d'encouragement de la politique de collaboration franco-allemande. Actuellement, la rencontre de Casablanca ayant montré qu'un accord avec Giraud est impossible, le Comité national français pense à mener une campagne contre Giraud pour éviter que l'on en fasse un nouveau Pétain.

À ce propos, Garreau a dit qu'il est nécessaire de rétablir aussi rapidement que possible le régime républicain en AFN. Mais, selon Garreau, ce n'est pas tout. Le Comité national espère que le gouvernement soviétique pourra amicalement influer, dans cet esprit, sur les gouvernements des États-Unis et de Grande-Bretagne […].

Garreau m'a dit qu'il comprenait bien entendu nos relations avec les USA et la Grande-Bretagne et qu'il ne demandait pas d'appui particulier, mais il a demandé néanmoins la possibilité de faire insérer dans la presse soviétique, même sans commentaire, des extraits de la presse anglo-américaine critiquant la situation en AFN[31].

De cet entretien il faut donc retenir que, selon les gaullistes :

1. 1) Le refus de Giraud d'envisager, comme le souhaite de Gaulle, la création d'un gouvernement provisoire s'explique par son refus de rétablir la légalité républicaine en AFN et sa volonté de s'emparer de l'appareil gouvernemental en France, après la Libération, avec l'aide des Américains afin d'empêcher le peuple français de décider librement de son avenir…
2. 2) Les éléments gaullistes d'AFN sont suffisamment nombreux pour y déclencher à l'appel de Londres une guerre civile, mais de Gaulle se refuse à cet appel pour ne pas gêner l'effort de guerre allié.
3. 3) Roosevelt joue à terme Pétain « sauvé » par Giraud.
4. 4) Le département d'État est inquiet des relations gaullo-soviétiques.

5. 5) De Gaulle compte sur Staline pour insister auprès des Anglo-Saxons sur le rétablissement d'un régime républicain en AFN.

Pour ce qui concerne plus précisément Giraud, ce texte révèle le coup d'envoi d'une campagne gaulliste contre le commandant en chef ; campagne qui ne se bornera pas à faire de Giraud « l'homme des Américains », ainsi que s'y emploie déjà de Gaulle. Cette campagne qui, à en juger par ce que dit Garreau, s'annonce impitoyable, doit viser non seulement à discréditer l'action présente du commandant en chef en l'accusant des plus noirs desseins (entre autres : avoir écrit une lettre d'encouragement de la collaboration franco-allemande, tout faire pour « freiner » l'effort de guerre allié, vouloir instaurer une dictature en France à la faveur de la Libération), mais aussi à déshonorer l'homme en jetant la suspicion sur son évasion[32]…

Garreau et Schmittlein accablent Giraud

Cette campagne gaulliste contre Giraud, à laquelle la France combattante n'hésite pas à mêler l'Union soviétique, va se développer à un rythme soutenu et crescendo au cours des mois suivants.

Le 19 février, évoquant devant Lozovski les « deux défaites » subies par les troupes alliées en Tunisie, Garreau l'expliquera par le fait que « seulement trente mille Français » (sur les cent cinquante mille hommes que compte l'armée d'Afrique) participent au combat et que les autres « restent passifs grâce à la traîtresse tactique attentiste des officiers de Vichy[33] ».

Au passage, Garreau s'inscrit en faux contre le chiffre de deux cent cinquante mille Allemands en AFN (chiffre donné par Winston Churchill aux Communes), au profit du chiffre de cent mille, affirme que les Américains « n'ont aucune expérience militaire et ne savent pas faire la guerre » (« il faudrait que vous leur envoyiez des conseillers », dit-il à Lozovski) et impute les échecs des Anglo-Saxons au fait que l'armée américaine est « beaucoup plus occupée à se protéger des coups de poignard dans le dos de la part des armées de Vichy qu'à mener des opérations de combat ». Il va même, au dire de Lozovski, jusqu'à faire une « allusion non déguisée à un accord entre l'Allemagne et les Anglo-Saxons »…

Garreau n’est pas seul à monter en ligne. Son adjoint, Schmittlein, le relaie auprès du même Lozovski, le 8 mars, évoque le « désordre » qui règne dans l’armée d’Afrique et les « choses étonnantes » qui s’y produisent ; ainsi, dit-il, le général de Monsabert qui a manifesté la volonté de se rallier à de Gaulle s’en est vu empêché. Il dénonce également le décret pris par Giraud, un « décret qui incite à de sérieuses réflexions » à l’égard de la légion des anciens combattants, « une organisation tout à fait comparable à la SS et à la SA[34] »…

> Lorsque je lui ai demandé qui était le général Giraud dans le passé, écrit Lozovski à Molotov, Schmittlein m’a répondu que Giraud avait passé de nombreuses années dans l’armée du Maroc et qu’il est l’un des meilleurs et des plus braves officiers français [mais] qu’en ce qui concerne son profil politique, dès 1938, Daladier avait dit de lui : « C’est un fasciste. » Schmittlein a ensuite parlé de la dure situation financière en AFN, où les Américains ont instauré leur rapport entre le dollar et le franc en sous-estimant encore plus le franc français. Il a dit également que l’administration fasciste mise en place par Pétain se maintenait, que l’activité des royalistes reprenait […]. Il m’a démontré longuement le caractère anticonstitutionnel des actions de Giraud et de ses généraux.
>
> Quand je lui ai répondu que, si le droit était du côté de la France combattante, ce n’était pas actuellement le droit mais la force qui décidait, Schmittlein a dit que si l’Allemagne remportait la victoire il ne saurait plus être question de droit ; mais, étant donné que la victoire sera remportée par les Alliés on pourra, une fois les Allemands chassés, rétablir la Constitution républicaine. La France combattante ne souhaite pas que les généraux réactionnaires entrent en France à la tête d’une armée de trois cent mille Arabes, Berbères et Noirs, et imposent leur volonté au peuple français. Schmittlein a fait cette déclaration avec une grande émotion et une profonde tristesse, sans cacher son attitude négative envers la politique des États-Unis à Vichy et en AFN. Schmittlein considère que, s’il n’y avait pas les Américains, on aurait déjà pu depuis longtemps se débarrasser de tous les généraux réactionnaires et des administrateurs fascistes. À ce propos, il a souligné que toutes les affectations en AFN sont entre les mains des pétainistes fascisants, que toute la police est profasciste et que si on ne nettoie pas l’administration d’AFN, si on n’écarte pas de l’armée tous les partisans de Vichy et des Allemands, la confusion et le chaos ne feront que grandir. Giraud n’est pas un politicien, mais un militaire qui pense que l’administration idéale est l’administration militaire. Lui, Schmittlein, prévoit des difficultés et des complications grandissantes[35].

Le 18 mars, toujours devant Lozovski, évoquant le discours du 14 mars par lequel Giraud annonce précisément le rétablissement de la législation républicaine en AFN, Garreau remarquera que « Giraud a été contraint sous l’action des forces publiques de renoncer à son projet d’instaurer le régime de Vichy en AFN » et que l’invitation de Giraud à de Gaulle de venir en Algérie n’est pas de son seul fait, mais est due à l’intervention des représentants américains[36]…

Le 26 mars, mais cette fois devant Molotov, Garreau revient à la charge :

Giraud et ses partisans, hauts fonctionnaires d'Afrique du Nord, veulent combattre l'Allemagne tout en maintenant le régime de Vichy à l'intérieur de la France.

Après la mort de Darlan, Giraud est entré en contact avec le prétendant au trône de France, le comte de Paris, à qui il a promis son pouvoir et son influence au service de la restauration de la monarchie en France.

Giraud n'est pas tombé d'accord avec de Gaulle et il a, par là même, rendu impossible l'unification des Français.

En AFN, la majorité des populations française et arabe, sans parler même de l'innombrable population juive, est hostile à la politique de Giraud.

Il n'y a pas eu jusqu'à présent de mobilisation générale en AFN et si le Comité national avait la direction de l'Afrique, cette mobilisation aurait déjà eu lieu depuis longtemps.

La politique des éléments de Vichy au pouvoir en AFN gêne l'organisation d'une véritable armée française.

En complément de ce tableau d'un Giraud « fasciste, réactionnaire, royaliste, vichyste », qui se dépense sans compter pour empêcher la création d'une armée française et pour freiner l'effort de guerre allié et qui, en prime, se trouve en butte à l'hostilité générale de la population d'AFN, Garreau se livre à une profession de foi gaulliste en faveur de l'URSS qui ne peut que ravir le commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Déclaration en deux points : un, le Comité national « insiste constamment sur l'ouverture d'un second front en France » ; deux, les dirigeants de la France combattante « considèrent que de bonnes relations avec l'Union soviétique sont un élément important de leur politique », qu'il est « extrêmement important que le Comité national ait choisi la voie d'un accord avec l'Union soviétique », que « la popularité de l'Armée rouge en France est énorme » et que « les sentiments du peuple français envers l'Armée rouge jouent un grand rôle non seulement dans la guerre, mais aussi dans le futur examen des conditions de la paix », que l'URSS « pourra être assurée de l'aide du peuple français quand ce dernier pourra exprimer librement sa volonté » et que ce n'est pas là « assurance de pure politesse mais l'expression sincère de l'opinion des Français ».

À quoi Molotov répond qu'à son sens, Garreau « exprime avec justesse les sentiments des Français et qu'il a une juste estimation des intérêts communs de la France et de l'URSS dans le présent et dans l'avenir », et que lui, Molotov, « forme des vœux pour le succès des activités du Comité national français et de De Gaulle ainsi que pour tous les Français qui luttent pour la libération et la restauration d'une France grande et indépendante dans tous ses droits et ses aspirations à une vie meilleure[37] ».

Cette campagne gaulliste contre Giraud se déploie au même moment aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en AFN où Giraud se verra bientôt accuser d'avoir livré secrètement les ports, les terrains d'aviation, les chemins de fer d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et d'AOF aux Américains. Il s'agit d'une campagne programmée par le Comité national et par de Gaulle lui-même[38]. De Gaulle qui, le 4 février, saluant la victoire de Stalingrad, s'est écrié :

« Comment pourraient-ils [l'Allemagne et ses alliés] maintenant imaginer la victoire ? Et quant aux serments des orateurs de Berlin jurant que l'Allemagne ne capitulera jamais, l'expérience nous a appris que le courage du désespoir, noble expression littéraire, n'est pas une réalité guerrière. Est-ce à dire que nos ennemis en soient là ? Certes non ! La force et la ruse des dictatures ont encore assez de ressources pour balancer le destin. »

Profitant de ce que l'URSS est dans le camp des démocraties – même si elle n'y est que par la volonté d'Hitler – de Gaulle la disculpe habilement du péché de dictature. Mais, pour assurer sa mise, il fait plus : revenant sur ses proclamations précédentes, il condamne ces « crimes qui s'appellent la trahison et l'attentisme » donnant ainsi publiquement raison aux communistes français et satisfaction à Bogomolov[39], et il salue « nos braves et bonnes phalanges organisées sur le territoire en attendant qu'au bon moment l'insurrection générale le nettoie de l'envahisseur en déroute et des traîtres en déconfiture ». Il conclut sur le même ton :

« Le peuple français entend rebâtir sa maison nette et propre en balayant tous les échafaudages de privilèges bien combinés et de pouvoirs artificiels édifiés sur ses malheurs par les prébendiers du désastre. »

À Alger, gaullistes et communistes travaillent main dans la main

Le lendemain 5 février, à Alger, le général Giraud libère les 27 députés communistes condamnés pour, dit l'historien communiste Alain Guérin, « avoir défendu la cause de la paix »… Le 11 janvier, les communistes avaient adressé une lettre collective au commandant en chef et deux d'entre eux, Billoux et Midol, étaient venus le voir, le 27, à son retour d'Anfa[40].

Une fois libérés, les parlementaires communistes se sont rendus au monument aux morts pour se recueillir et y lire un « salut à la liberté » rédigé par Florimond Bonte. Ils s'y engagent « à tout mettre en œuvre

jusqu'à ce que l'AFN devienne une base décisive pour la libération de la France et de l'Europe ». La cérémonie terminée, ils rencontrent les dirigeants clandestins du PC algérien alors illégal, ainsi que les représentants du PC auprès de ce dernier, avec lesquels ils fonderont l'hebdomadaire *Liberté* et la revue *France nouvelle*. Mais les députés communistes ne se contentent pas de ces contacts intercommunistes. Ils entrent bientôt en liaison avec le groupe gaulliste Combat que dirigent René Capitant et le général Tubert. Ensemble, communistes et gaullistes vont créer une « France combattante » dont Waldeck-Rochet – le futur leader du PCF – devient le secrétaire général adjoint.

Ce même 5 février, décidément fertile en événements, *L'Humanité* paraît avec un « appel » intitulé : « S'unir, s'armer, se battre ». Jacques Duclos y exhorte les Français : à s'armer « en s'emparant des dépôts et des armes de l'ennemi » ; à se battre « sans attendre que la Libération vienne de l'extérieur et par tous les moyens » ; à s'unir « en constituant partout des comités de Front national englobant tous les patriotes et en demandant que de l'accord conclu entre de Gaulle et Giraud [à Anfa] sortent des décisions concrètes relatives à la constitution d'une direction unique de toutes les forces françaises se battant contre Hitler hors de la métropole ».

Ce « hors de la métropole » est significatif : fort de la victoire de l'Armée rouge à Stalingrad (dont la gloire rejaillit sur les communistes du monde entier), fort de la reconnaissance par de Gaulle du bien-fondé de l'action « terroriste », fort aussi de cette légitimité que lui confère la caution morale du chef de la France combattante, le PCF qui ne compte guère plus de deux mille militants à cette époque dans tout le pays, revendique haut et fort la direction de la Résistance intérieure. Revendication qui s'inscrit dans la droite ligne du procès-verbal du 28 novembre et de la conférence de Grenier à Londres. En bref, de son alliance avec de Gaulle…

Pendant trois jours, celui-ci se tait. Il médite. Sans doute prend-il l'exacte mesure de cet appel qui leur enjoint, à lui et à Giraud, de mettre sur pied en commun une seule et unique armée française de l'extérieur, mais qui leur dénie toute autorité sur la Résistance intérieure, et qui ne leur reconnaît qu'un rôle militaire. En outre, cet appel les place, lui et son rival, sur le même plan…

Ce qui remet globalement en cause toute son action depuis le 18 juin. Que faire ?

Réagir avec hauteur pour tuer dans l'œuf cette prétention des communistes à marcher sur ses brisées et à lui dicter sa conduite ? Ou s'inscrire dans le courant du fleuve pour tenter d'en orienter le cours ? Mais le coup de force est-il possible ? Mal vu de Roosevelt après l'échec d'Anfa, soutenu par Churchill avec autant de prudence que de constance, séparé de Giraud auquel seule la « mission Catroux » le rattache encore, contesté par certains mouvements de résistance qu'inquiètent sa main tendue aux communistes et sa volonté de ressusciter les anciens partis, de Gaulle n'a peut-être jamais été aussi isolé…

Sa seule assurance, au fond de cette solitude, c'est son alliance avec Staline qui, à en croire ce qu'affirment les représentants de ce dernier, reste indéfectible. Mais cette alliance, bien sûr, a son revers : de Gaulle ne peut plus se permettre une réaction brutale à l'égard du PCF ; lequel PCF a le mérite d'ailleurs de lui manifester publiquement de la considération comme en témoigne la brochure d'André Marty *L'heure de la France a sonné* que Fernand Grenier vient de publier à Londres aux frais du PC britannique. Au prix de quelques contre-vérités historiques sur l'action du PCF, Marty y fait somme toute la part belle à de Gaulle puisqu'il clame, en substance, que les communistes français ont toujours collaboré avec lui depuis juillet 1940 et qu'il poursuit cette collaboration. Marty va jusqu'à emprunter des citations à l'éditorial du journal gaulliste *La Marseillaise* où de Gaulle se présentait comme un « Français qui ne sert que la France » et qui « reconnaît le droit de la nation française, aussitôt qu'elle sera à même de le faire, de déterminer par le suffrage universel et en toute indépendance son régime et d'élire son gouvernement ».

De Gaulle voit bien la signification de cette falsification de l'attitude du PCF à son égard : comme le souligne Courtois, elle signifie « une volonté politique et l'importance que le PCF doit accorder à cette nouvelle alliance, tout en essayant de rattraper le temps perdu sur le plan patriotique entre 1939 et 1941 ».

Certes, la volonté hégémonique du PCF au sein de la Résistance intérieure conteste la sienne mais, du moins, les communistes le reconnaissent-ils comme partenaire… Or le danger existe qu'ils choisissent un autre partenaire : Giraud, par exemple. Il vient de libérer les vingt-sept députés communistes emprisonnés à Maison-Carrée et, le 27 janvier, à son retour d'Anfa, s'est engagé auprès de Billoux et Midol à libérer les prisonniers incarcérés par Vichy. Une chose est sûre : le PCF choisira le

partenaire qui lui donnera le plus. Quitte, pour obtenir ce qu'il désire, à pratiquer, selon la formule de Courtois, le « jeu de bascule » entre les deux généraux. C'est-à-dire à soutenir un général contre l'autre au mieux de ses intérêts…

Ce « jeu de bascule », deux faits l'annoncent :

– Le 12 janvier 1943, au moment même où Grenier arrivait à Londres, Manuel, l'adjoint de Passy, rencontrait à Paris un responsable du PCF qui lui a dit que son parti ne reconnaissait pas le Comité national de Londres comme organisme dirigeant la Résistance. Il lui reprochait, en effet, de ne pas comporter de représentants de toutes les tendances françaises, en particulier du grand capital, de la haute bourgeoisie, de la grande industrie, et surtout de l'armée « nuance Giraud »… « Par cette déclaration, note Courtois, le parti visait à l'évidence […] à intimider de Gaulle en le menaçant du spectre de Giraud, enfin et surtout, à s'affirmer comme le seul capable de mener une politique répondant aux intérêts du peuple français pris dans l'ensemble de ses couches sociales. Le lieu de ce rassemblement politique était le Front national dont la direction s'occupait très activement depuis la fin 1942 et qui commençait à recruter dans la haute bourgeoisie, les milieux catholiques et dans les milieux de la droite nationale d'avant 1939[41]. » Cette contestation de la légitimité et de la représentativité de la France combattante révèle clairement l'intention finale des communistes : s'attribuer cette légitimité et cette représentativité au niveau de la Résistance intérieure.

– *L'Humanité* du 21 janvier a affirmé sa confiance « en le général de Gaulle qui, le premier, leva l'étendard de la Résistance », mais aussi « en le général Giraud commandant en chef des armées d'Afrique »…

Pour de Gaulle, deux choix sont encore possibles en ce début de février 1943 : soit faire bloc avec Giraud et la Résistance intérieure non communiste et contraindre le PCF à suivre le mouvement ; soit faire bloc avec les communistes. Mais ces derniers ne lui accorderont leur appui contre Giraud – il en est prévenu, depuis le procès-verbal du 28 novembre 1942 – que s'il reconnaît le monopole du PCF sur la Résistance intérieure…

Résistance intérieure que Moulin complète de structures nouvelles (dont le Comité général des experts) pour, ainsi que le note Noguères, « renforcer l'appareil qui doit assurer en fait sa mainmise sur les mouvements[42] »…

Évoquant les activités de Moulin, Claude Bourdet remarque que le délégué du général de Gaulle « suivait méthodiquement un parcours préétabli », dont Frenay avoue n'avoir pris conscience que bien plus tard… À la fin de cette première décade de février, cependant, les choses s'accélèrent et s'éclaircissent. Comme s'il savait d'avance que de Gaulle finira par reconnaître le monopole du PCF sur la Résistance intérieure, Moulin passe à l'offensive. Sur trois plans :

a) D'abord, il défend l'idée de création d'un organisme représentatif de l'opinion française où siégeraient côte à côte représentants des mouvements, des partis et des syndicats, et se montre sourd aux réactions parfois violentes des chefs des mouvements qui n'hésitent pas à l'accuser de commettre une « mauvaise action » contre la Résistance.

b) Ensuite, il s'oppose à la volonté des chefs de mouvements d'aider les maquis sous le prétexte qu'il faut auparavant obtenir des précisions sur la localisation de chaque maquis et sur son importance. Raison parfaitement logique mais Frenay insiste :

« L'aide aux maquis est une nécessité vitale. Ne pas la fournir serait détruire la confiance qu'ils témoignent dans la Résistance. Allons-nous contraindre ces hommes à descendre de leurs montagnes et à partir en Allemagne ? Il nous faut des moyens supplémentaires, et tout d'abord de l'argent !

— Je suis désolé de ne pouvoir vous donner satisfaction, répond Moulin, mais les moyens dont je dispose ne me permettent pas de faire face à tous les besoins. »

Frenay insiste encore :

« Dites-le à Londres, on le comprendra j'en suis sûr ! »

Frenay dit avoir appris plus tard que Moulin, loin de défendre l'aide aux maquis, s'y opposera en faisant valoir le danger qu'« avec les maquis, les dirigeants des mouvements essayent de reconstituer une autre Armée secrète ». La véritable raison est différente car, au moment même où Moulin refuse d'aider les maquis, il en finance au moins un secrètement : celui du Vercors, dont l'instigateur est un homme étroitement lié aux communistes, Yves Farge.

c) Dernier coup enfin pour réduire la Résistance non communiste : Moulin annonce à Frenay qu'il va réduire son budget.

« Je pense que vous plaisantez, réplique celui-ci.

— Pas le moins du monde. Je ne pourrai en mars remettre à Combat que 3 millions environ.

— Mais ce mois-ci nous avons eu du mal à nous en tirer avec 5 millions ! Il est impossible, sans danger grave pour tout notre mouvement, de subir une telle amputation de nos ressources. Vous n'y pensez pas ! »

Moulin campe sur ses positions. Frenay domine sa colère et répond d'une voix ferme :

« Écoutez-moi bien, Max, l'argent dont nous avons besoin pour vivre et pour combattre, jusque-là vous nous l'avez donné. Je souhaite qu'il en soit encore ainsi demain. Si pour des raisons que je n'arrive pas à comprendre, vous nous le refusez, nous nous le procurerons quand même ! Sans vous et si nécessaire contre vous… »

Après la guerre, Frenay constatera que le budget de Moulin était en mars 1943 inférieur à celui de février, mais que certaines « parties prenantes », inconnues des mouvements comme du BCRA, émargeaient à ce budget et que, comme Libération, elles conservaient les allocations du mois précédent…

De toutes ces mesures prises par Moulin pour « affaiblir » la Résistance intérieure non communiste, ce sera bien entendu la création du CNR qui sera la plus décisive. C'est elle aussi qui a donné lieu aux réunions les plus mouvementées. Évoquant l'une d'elles, Frenay raconte :

> En nous séparant ce jour-là, Jean Moulin me demande de rentrer à Lyon avec lui. J'essaye une fois encore de lui montrer les graves inconvénients de son projet. Faire coiffer la Résistance par les partis politiques défunts est pour moi inacceptable. Le ton monte. Je reprends les arguments que j'ai développés devant de Gaulle à Londres et je termine ainsi : « Si contre notre avis vous réussissez, vous aurez favorisé la reconstitution des vieilles formations politiques de la III^{e} République, vous aurez étouffé la force révolutionnaire que nos mouvements portent en eux. Vous aurez été le fossoyeur de la Résistance. – J'espère, me dit-il, que vos propos ont dépassé votre pensée. Je crois à la vertu de ce projet. Le général de Gaulle partage, semble-t-il, mon point de vue. En tout cas, dans quelques jours, puisque je serai auprès de lui, je lui demanderai de trancher. » Et Frenay conclut : « À Londres, il aura facilement gain de cause et recevra le mandat de créer le Conseil national de la Résistance. Ce jour-là, par la volonté du général de Gaulle, inspiré par Jean Moulin, la Résistance prendra un tournant fatal. La politique, au plus mauvais sens du terme, reprendra tous ses droits. La IV^{e} République avec ses tares et ses faiblesses se profilait déjà à l'horizon. […] Pourquoi donc Jean Moulin, seul contre tous et fort des pouvoirs exorbitants que de Gaulle lui a confiés, a-t-il suggéré au Général qui l'a imposée la création du CNR ? Je n'ai compris que quelques années après la guerre. Pour des raisons politiques qui lui étaient personnelles […] Moulin méthodiquement et habilement a tout fait pour réduire les mouvements de résistance et pratiquement les tenir à sa merci[43].

Sans doute Frenay a-t-il raison d'insister sur la responsabilité de Moulin. Mais de Gaulle a fait plus que « couvrir » cette opération. À ce qu'il laisse entendre dans ses *Mémoires*, il semble même qu'il en ait été l'un des initiateurs ; mais son jeu, il est vrai, est assez trouble…

En effet, de Gaulle a signé le 24 janvier un ordre de mission pour Brossolette (Brumaire) qui fait pratiquement de celui-ci l'équivalent de Jean Moulin en zone nord. André Manuel, qui revient au même moment de sa mission en France, fait aussitôt le reproche à Passy d'avoir laissé partir Brossolette. Certes, Manuel « haïssait Brossolette » qu'il tenait pour le « mauvais génie » du chef du BCRA, mais cela n'explique pas cette colère. N'est-il pas infiniment probable, note Frenay, que le mécontentement de Manuel, en voyant Brossolette débarquer en France, répond à la crainte que la mission Brumaire vienne contrecarrer, et peut-être faire échouer, les plans arrêtés par Moulin ? Pour leur laisser leur chance, il est urgent pour Manuel de les présenter à de Gaulle. Que préconise-t-il essentiellement ?

- L'extension à l'ensemble de la France des pouvoirs de Moulin, représentant le général de Gaulle.
- Un comité de coordination en zone nord semblable à celui de la zone sud.
- Un comité de direction présidé par Max, composé des chefs des mouvements de Résistance, et des représentants des partis politiques et des organisations syndicales.

Ces suggestions, il va les présenter au Général, d'abord verbalement, puis par écrit le 8 février. Celui-ci a déjà reçu Manhès qui lui a tenu le même langage[44]. Or, si l'on en croit Laure Moulin, le 9 février, de Gaulle signe la lettre suivante destinée à son frère :

« Le rapport que m'a fait parvenir le commandant Manuel, les entretiens que j'ai eus avec votre adjoint 20[45], et l'ensemble de mes informations me confirment, s'il en était besoin, dans l'opinion que votre immense tâche est en excellente voie. Le même messager vous apportera des instructions qui élargissent vos pouvoirs et précisent mes intentions. Je suis sûr qu'une autorité accrue vous permettra de développer encore plus votre action. Vous avez toute ma confiance. Nous approchons du but. Voici l'heure des plus durs efforts. »

« Cette lettre est étonnante à plus d'un titre, commente Frenay. Vingt-quatre heures au plus après avoir reçu le rapport de Manuel, de Gaulle aurait eu le temps de l'étudier, de s'en entretenir avec les services intéressés

(commissariat à l'Intérieur d'André Philip et BCRA de Passy), de faire rédiger des instructions qui "élargissent ses pouvoirs". Cela semble plus que douteux. En outre, pourquoi aurait-il écrit à Max le 9 février alors qu'il sait que celui-ci devrait déjà être à Londres et qu'il y est attendu ? »

Ce même 9 février encore, de Gaulle signe l'ordre de mission suivant, que Passy sous le nom d'Arquebuse va remplir en France en compagnie de Brumaire (Brossolette) déjà à pied d'œuvre :

> Le chef de la mission Arquebuse est chargé, tant en ce qui concerne le problème militaire que le problème civil, de faire connaître les directives du général de Gaulle en zone occupée. À cet effet, en collaboration avec le chef de la mission Brumaire et Rex : a) Il décidera des mesures à prendre en ce qui concerne la rationalisation du fonctionnement des différents réseaux de renseignement ; b) Il entrera en contact avec tous les groupements de Résistance de ZO [zone occupée] afin de réaliser la coordination de l'action militaire en ZO et la coordination de cette même action entre les deux zones ; c) Il étudiera les conditions dans lesquelles il pourrait être procédé à la constitution d'un comité directeur central chargé de mettre au point toutes les questions civiles. Il rendra compte de sa mission directement au général de Gaulle.

Ainsi que le remarque Frenay, cet ordre de mission ne comporte pas une seule allusion aux partis politiques et à leur participation à la Résistance, pas plus qu'il ne comporte une seule allusion à l'extension des pouvoirs de Jean Moulin annoncée dans la lettre qu'il lui a adressée le même jour… Bien plus : Passy a sans doute le devoir de collaborer avec Rex et Brumaire, mais c'est à lui que revient la charge de « décider », d'« entrer en contact », d'« étudier » et de « rendre compte ».

La question qui se pose est donc de savoir pourquoi de Gaulle a signé le même jour deux textes contradictoires…

Frenay élimine « l'hypothèse d'un jeu machiavélique imaginé par de Gaulle lui-même », pour ne retenir que l'indécision dans laquelle se trouvait alors le chef de la France combattante sur l'action à mener en France et sur la participation à cette action des partis politiques et des syndicats… Mais cette explication se trouve contredite par un fait majeur : ce même 9 février, de Gaulle sort en effet de son silence pour une conférence de presse qu'il a provoquée. Il y répond à de nombreuses questions dont la plupart tournent autour de ses conversations avec Giraud, mais l'ensemble des réponses présente l'unité organique d'un discours et il en possède donc la force d'impact.

Premier mouvement : de Gaulle désigne l'adversaire sans le définir précisément ; il ne nomme pas le Conseil impérial mais parle de

« l’organisation qui existe en Afrique du Nord française ». Chaque mot compte : le terme « organisation » indique qu’il s’agit d’un corps plus ou moins étranger dont le verbe « existe » accentue le côté anachronique ; quant à l’adjectif « française » pour qualifier l’AFN (adjectif parfaitement inutile car il n’y a pas d’autre AFN que la française), il est là pour souligner l’étrangeté de l’« organisation ». Cette organisation, précise-t-il ensuite, est « artificielle » (et elle l’est d’autant plus qu’elle n’a pas de nom, innommable au sens propre), car « il n’existe que deux légitimités : l’une qui est un semblant de légitimité, c’est la base coupable de Vichy ; l’autre c’est la République ». La force mythologique de Vichy (le Mal) et de la République (le Bien) fait passer la radicalité de l’affirmation selon laquelle il ne peut y avoir de troisième légitimité et accentue encore le caractère artificiel de l’« organisation ».

Deuxième mouvement : en regard de l’inexistence de l’organisation, de Gaulle évoque l’absence en AFN de « la grande force morale et matérielle que représente la France qui combat ». C’est le tournant du discours. C’est aussi le moment le plus délicat, car il s’agit pour l’orateur de faire passer l’idée que la « France qui combat », ce n’est pas celle qui se bat alors en Tunisie mais la France de Londres, et que cette dernière représente une force morale et matérielle (le premier qualificatif est là pour faire admettre le second) supérieure à celle de l’armée d’Afrique… Ce double gommage, parce qu’il est excessif, heurte le bon sens et donne par ricochet une réalité à l’organisation d’Alger. De Gaulle attaque alors : il accuse celle-ci de bafouer les lois de la République et d’interdire « la liberté personnelle, la liberté de réunion, la liberté d’opinion ». D’artificielle, l’organisation apparaît progressivement comme une sorte de monstre…

De Gaulle fait ensuite remarquer que ces diverses censures (que rien ne peut justifier puisqu’il a soigneusement tu que l’AFN était un pays en guerre) sont « l’obstacle à l’union avec le Comité national ». Ce qui montre bien que ce dernier est républicain… Caractère que de Gaulle souligne aussitôt en y associant un éloge appuyé du démocrate Roosevelt, un « très grand homme d’État qui a le but le plus élevé et, j’ajoute, un homme qui est un peu mystique, ce que je considère comme une grande qualité pour conduire la guerre d’idéals que nous menons ».

La mystique gaulliste sort grandie de cette comparaison et l’« idéal », outre qu’il fait du chef de la France combattante une sorte de chevalier des temps modernes, est là pour compenser l’absence de forces matérielles.

L’éloge de Roosevelt a également pour but d’effacer tout soupçon de querelle entre de Gaulle et le président des États-Unis[46].

Troisième et dernier mouvement : le tableau d’une AFN dictatoriale permet à de Gaulle de dessiner en contrepoint un avenir plus radieux où les communistes ont leur place. De Gaulle le leur dit avec une de ces formules choc dont il a le secret, en indiquant que, selon lui, le règlement des quinze mille dossiers de Français emprisonnés pour activités antivichyssoises (« Je ne réponds pas de l’exactitude du chiffre », précise-t-il prudemment), que la commission d’Alger étudie, doit être « fait par le feu ». Quant aux hommes politiques de la III^{e}, ils ne sont pas non plus oubliés puisqu’il est prévu qu’ils retrouveront leurs fauteuils : « À défaut d’avoir un parlement, déclare en effet de Gaulle, il est facile de constituer à Alger un conseil national consultatif comprenant tout ce qu’il y a d’élus du peuple dans le monde qui sont encore libres. »

Le discours s’achève par un hymne à la France qui aura « ce qui lui revient dans cette affaire qui la concerne, c’est-à-dire le dernier mot ».

Ce « discours » prouve donc que la politique générale de De Gaulle en ce qui concerne la création du CNR, l’extension des pouvoirs de Moulin, la résurrection des anciens partis et l’introduction du parti communiste dans l’organisation directrice de la Résistance est arrêtée avant le récent voyage de Moulin à Londres. Elle est définie en fait depuis le 28 novembre, date de l’alliance avec le PCF. Mais de Gaulle a décidé l’alliance avec le PCF comme il a décidé l’alliance avec Staline : à l’insu de la majorité de son entourage.

Ce même 9 février, enfin, Garreau fait état d’une polémique qui s’est engagée entre la *Pravda* et le *Washington Star* dont un journaliste a parlé des « revendications territoriales de l’URSS » ; ce qui n’a pas plu à Zaslavski, l’un des directeurs du journal soviétique qui a répliqué : « Le généreux journaliste fait don à l’URSS après la guerre de la Bulgarie, de la Bohême-Moravie, et d’un débouché sur la Méditerranée par la Yougoslavie. Dans sa générosité irrésistible, ce journaliste prétend que l’influence de Moscou s’étendra à travers la Perse jusqu’au golfe Persique. Gentiment, on nous donne aussi la Bessarabie. »

Et sans doute pour donner plus de poids à sa protestation, Zaslavski a rappelé la profession de foi de Staline du 6 décembre 1941 :

Nous n’avons pas, nous ne pouvons pas avoir pour but de nous emparer de territoires d’autrui, ni de soumettre des peuples étrangers ; qu’il s’agisse de peuples et de territoires d’Europe ou de peuples et de territoires d’Asie, y compris l’Iran. Notre premier but est de libérer nos territoires et nos peuples du joug des fascistes allemands. Nous n’avons pas, nous ne pouvons pas avoir pour but d’imposer notre volonté et notre régime à des peuples européens asservis, slaves ou autres qui attendent notre aide. Notre but est d’aider ces peuples dans leur lutte pour la libération de la tyrannie hitlérienne et, plus tard, de les laisser librement régler leur sort dans leur propre pays. Pas d’immixtion dans les affaires intérieures des autres peuples[47] !

De Gaulle se souvient-il de cette proclamation de Staline et y prête-t-il foi lui-même ? Peut-être. En tout cas, quand le télégramme de Garreau parviendra à Londres, il aura déjà sauté le pas…

12
L’alliance privilégiée

10 février 1943. De Gaulle a définitivement arrêté sa décision. Dans le silence de son bureau du 3 Carlton Gardens, il met la dernière main à la lettre qu’il adressera le jour même aux « membres du Comité central du parti communiste français » :

L’arrivée de Fernand Grenier, l’adhésion du parti communiste au Comité national qu’il m’a apportée en votre nom, la mise à ma disposition, en tant que commandant en chef des Forces françaises combattantes, des vaillantes formations de francs-tireurs que vous avez constituées et animées, voilà autant de manifestations de l’unité française, voilà une nouvelle preuve de votre volonté de contribuer à la Libération et à la grandeur de notre pays. Convaincu que votre décision apporte une contribution importante à l’intérêt national, je vous en remercie sincèrement.

De grands efforts, de grands sacrifices vous seront demandés après tous ceux que les membres de votre parti ont déjà consentis au service de la France.

Vous savez comme moi qu’une coordination efficace des organisations de résistance est indispensable au but que nous poursuivons en commun : la libération de la France aussi tôt que possible avec la participation active et efficace des Français. Je suis certain que les représentants que j’ai désignés trouveront chez les responsables du parti communiste français une volonté de coopération poussée jusqu’à l’esprit de sacrifice et la même loyale discipline qui existe déjà à l’intérieur de vos organisations. Mes représentants vous feront part des décisions prises ici et auxquelles Fernand Grenier a participé.

Vous aurez su que, dès sa réception, j’ai acheminé sur l’Afrique du Nord la lettre destinée aux députés communistes emprisonnés. Je regrette que, malgré nos démarches répétées, leur élargissement n’ait pris place qu’au début de février. La mission de liaison de la France combattante qui doit se rendre prochainement en Afrique du Nord portera à vos camarades un message de Grenier.

L’heure des plus durs efforts approche. Au moment où, sous les coups des vaillantes armées russes, la puissance militaire allemande chancelle, il importe que les Français patriotes prennent leur part, aux côtés de nos alliés russes et anglo-saxons, à la libération du territoire national. Je sais que la France combattante peut compter sur le parti communiste français[1].

Outre – référence obligatoire – l'hommage aux Soviétiques (deux fois cités), de Gaulle rend un double hommage au PCF : le premier sur son action présente et future, le second sur son action passée. C'est évidemment le second qui est le plus important, car cet hommage rendu par le « Symbole » de la Résistance blanchit les communistes de leur trahison et de leurs crimes d'hier, même s'il ne s'agit encore que d'un blanchiment moral, et les intègre dans la communauté de la Résistance, première étape vers la réintégration dans la communauté nationale.

Aux yeux des communistes, cela vaut bien une… messe : accepter provisoirement que de Gaulle se donne le rôle de chef. Surtout qu'il ne s'agit, en réalité, que d'une petite messe puisque de Gaulle n'« exige » du PCF qu'« une volonté de coopération poussée jusqu'à l'esprit de sacrifice et la même loyale discipline qui existe déjà à l'intérieur » des organisations communistes. C'est, après l'hommage, la reconnaissance de la spécificité du PCF. De Gaulle admet, en effet, comme le souligne Jean Maze, que « le PCF au sein de la Résistance garde son caractère de bloc compact, de corps étranger, lié sans doute par le haut à l'action générale entamée depuis Londres et Alger, mais menant jalousement cette action sur tout le territoire métropolitain suivant ses directives, ses décisions propres[2] ».

Conséquences : dans le droit fil de l'alliance de fait fondée sur le document du 28 novembre 1942, cette reconnaissance consacre la « bipolarisation » de la Résistance, jusque-là symboliquement « une », et fait du PCF un partenaire à part entière de la France combattante. En d'autres termes : un égal.

Cet hommage et cette reconnaissance s'accompagnent enfin d'une désignation implicite du commun ennemi aux deux nouveaux alliés : Giraud, qui n'a libéré les députés communistes que tardivement, malgré les « démarches répétées » des gaullistes. De Gaulle annonce même qu'il est prêt à faire davantage encore : la France combattante peut, s'il le faut, servir de messagère entre communistes séparés…

Pour prix de ce qu'il offre aux communistes français, de Gaulle n'attend concrètement qu'une chose dans son combat contre Giraud : que la France combattante puisse compter sur le PCF. Ce sont les derniers mots de la lettre, et de Gaulle les formule comme une certitude : « Je sais que… »

Le chef de la France combattante a donc, comme il l'a lui-même reconnu plus tard, joué le jeu « carrément » avec les communistes. Pour s'en convaincre, il n'est d'ailleurs que de lire la lettre, bien prudente par

comparaison, qu'il adresse ce même 10 février à Daniel Mayer, secrétaire général du Comité d'action socialiste : « Je comprends fort bien votre ambition légitime quant à l'avenir de votre parti. Ainsi que je viens de l'écrire au plus éminent de vos amis [Léon Blum], il est normal et même souhaitable que la Résistance, tout en demeurant unie et cohérente, se teinte et se nuance des tendances politiques traditionnelles et diverses. La nouvelle formule adoptée et qui vous sera communiquée vous donnera, je pense, satisfaction. » Aux communistes, donc, le cadeau de la bipolarisation ; aux socialistes, le droit d'être représentés dans la direction de la Résistance…

La dernière phrase de la lettre aux socialistes indique également – point capital – que de Gaulle n'a pas attendu le voyage de Moulin à Londres (il n'y arrivera que le 13 février) pour décider de la création du CNR.

Outre le fait qu'au seuil de ce dîner avec le diable, il compte sur son génie personnel pour lui servir de « longue cuiller », quelles raisons le déterminent donc à courir le risque d'une alliance « privilégiée » avec les communistes ?

Le mémorialiste ne s'est jamais véritablement expliqué sur ce sujet. On en est donc réduit aux hypothèses. En voici quelques-unes :

1) Il n'y a pas de danger d'insurrection nationale, car la politique d'alliance imposée au PCF par Staline exclut toute tentative de prise du pouvoir lors de la bataille de la Libération.

2) Les relations entre le Kremlin et la CNF sont suffisamment solides pour que de Gaulle puisse compter sur Staline en cas de problèmes avec les dirigeants communistes français.

3) Le PCF est, à l'époque, une force plus symbolique que réelle puisqu'il ne compte guère plus de deux mille militants dont une centaine de « terroristes », la plupart étrangers.

4) La création du CNR peut calmer l'appétit politique du PCF.

5) L'adhésion du PCF à la France combattante peut permettre de parler au nom de toute la Résistance intérieure.

Chacune de ces raisons a bien entendu son revers : si le danger d'insurrection n'existe pas, pourquoi accorder au PCF un statut privilégié ? Si l'on compte sur Staline pour calmer les communistes français, c'est que l'enjeu stratégique de l'alliance gaullo-soviétique intéresse infiniment plus Staline que l'enjeu tactique de la prise du pouvoir en France… Si le PCF est d'abord une force symbolique, il peut aussi devenir rapidement une force

réelle, maintenant que la création de la Milice le 30 janvier et celle du STO le 16 février ont provoqué une réaction de refus contre Vichy. Si l'on peut tenter d'encadrer le PCF par une institution, on peut s'attendre aussi à ce qu'il la noyaute et s'en empare de l'intérieur, etc.

Quant à la dernière raison, les communistes peuvent la retourner à leur profit par un chantage permanent.

Mais de tout cela, en ce mois de février 1943, de Gaulle n'a cure. Négligeant le fait que selon le jugement même de l'historien communiste Alain Guérin, « lorsqu'il s'agit de défendre le pays des Soviets, l'intransigeance est pour les communistes la règle » et que « pour la respecter, ils n'ont pas hésité à se placer un temps à contre-courant de la majorité du peuple français[3] », de Gaulle ne veut voir dans le parti communiste français qu'un parti comme les autres[4] et ce n'est que bien plus tard, en 1947, qu'il dénoncera « sur notre sol, au milieu de nous, des hommes [qui] ont fait vœu d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de domination, dirigée par les maîtres d'une grande puissance slave.

« [Ils] ont pour but, dira-t-il alors, de parvenir à la dictature chez nous, comme leurs semblables ont pu réussir à le faire ailleurs avec l'appui de cette puissance. Pour eux, qui invoquent à grands cris la justice sociale et l'affranchissement des masses, il s'agit, en réalité, de plier notre beau pays à un régime de servitude totalitaire, où chaque Français ne disposerait plus ni de son corps ni de son âme, et par lequel la France elle-même deviendrait l'auxiliaire soumise d'une colossale hégémonie. Pour atteindre leurs fins, il n'y a pas de moyens que ces hommes n'emploient. »

Léon Blum calme la colère des socialistes

Les communistes, hier encore « hors nation », ont tout lieu d'être satisfaits par la lettre de De Gaulle. Non seulement la bipolarisation de la Résistance les consacre comme partenaire égal à la France combattante, mais elle leur permet aussi de contrôler la Résistance non communiste. En effet, depuis le 26 janvier, les principaux mouvements de résistance ont fusionné pour former les Mouvements de résistance unis, les MUR, organisation à la tête de laquelle se trouve un comité directeur – le directoire – de quatre membres : Jean Moulin, lié aux communistes, avec voix prépondérante, Emmanuel d'Astier, cryptocommuniste, Henri Frenay

et Jean-Pierre Lévy. D'entrée de jeu, les communistes sont donc assurés de la majorité… Ce qui est capital, puisque cette nouvelle organisation dépossède les anciens comités directeurs des mouvements de leurs dernières prérogatives et ne laisse plus rien subsister des contreparties offertes par Libération aux militants de l'ex-SFIO et de l'ex-CGT lors de l'adhésion massive de ces derniers. À ceci s'ajoute le fait que les communistes noyautent avec succès la direction de Libération. Aussi, quand les socialistes voudront demander, en compensation de leur perte de pouvoir, la représentation de leurs groupes d'action (les groupes Vény), au directoire des MUR, se verront-ils opposer un refus, refus d'ailleurs appuyé par Passy, hostile au retour des anciens partis politiques.

« Le mépris dans lequel [les partis politiques] sont tenus par certains chefs de mouvements, écrit Daniel Mayer, comporte toutefois une exception : le parti communiste. Notre surprise est grande vers la fin de février 1943 d'apprendre qu'un protocole d'accord est intervenu entre celui-ci et ceux-là. Nous sommes durant quelques jours désorientés. On parle de quitter les mouvements, d'organiser à notre tour nos propres forces armées. » Quant à Gaston Defferre, dans une longue lettre à Félix Gouin, il accuse le directoire de « tendance autoritaire pour ne pas dire fasciste ». « Les dirigeants des mouvements de résistance, écrit-il, ont parlé d'un vaste mouvement politique dirigé par les mouvements de résistance où toutes les tendances seraient représentées ; de là au parti unique et à la dictature, il n'y a pas un long chemin à parcourir[5]. »

La fronde se développe. Va-t-elle conduire les dirigeants des partis socialistes et autres à « vider de leurs effectifs » les mouvements de résistance ? Non. Tout en constatant cette « rupture morale et politique », Léon Blum fait pression sur ses amis pour éviter « tout geste susceptible d'affaiblir la Résistance en la divisant ». Mais, mettant le doigt sur l'aspect le plus dangereux de l'entente avec le PCF, rappelant les démarches socialistes auprès du comité de Londres et se faisant l'écho de la surprise attristée de ses amis, il écrit à de Gaulle : « Les socialistes jugent inadmissible, et je les comprends, que le fait d'être entrés en masse dans les rangs des organisations de résistance proprement dites, tandis que les communistes constituaient jalousement leurs groupes d'actions distincts, les expose aujourd'hui à passer sous les ordres d'un commandement où le parti communiste figure à part égale et d'où leur parti se trouve exclu[6]. »

Les communistes reprennent leur campagne en faveur de l'épuration

L'opposition de De Gaulle à Giraud, telle que la révèle la lettre du chef de la France combattante au Comité central du PCF, permet aux communistes de passer à l'offensive sur ce qui va devenir leur champ de bataille prioritaire : l'épuration.

Annonçant qu'elle ne voit dans la libération par Giraud des 27 députés communistes qu'« un geste de justice et de réparation », *L'Humanité* du 12 février attaque avec virulence le « sinistre Peyrouton toujours en place » et le préfet « fasciste » Temple. « On répète sans cesse dans certains milieux qu'on ne fait pas de politique en Afrique du Nord, écrit le journal communiste, mais c'est faire de la politique et de la pire que de placer des fascistes aux postes responsables, alors que l'intérêt national exige que la Cinquième colonne soit anéantie et que des patriotes soient placés à la tête de l'administration, de la police et de l'armée. »

Cette attaque des communistes contre Giraud – la première – est une indication pour de Gaulle : elle signifie que les communistes sont prêts à le soutenir contre son rival s'il s'engage lui-même sur l'épuration qui constitue d'ailleurs l'élément clé de leur alliance. La haine des gaullistes à l'égard des vichystes devrait suffire à pousser les gaullistes à se rallier à cette campagne, mais le PC ne laisse rien au hasard. Il va doubler cette opération d'une seconde. C'est Marcel Cachin qui en est chargé. Dans le numéro du 20 février de *L'Humanité*, le vieux leader qui s'était déconsidéré aux yeux des siens en appelant à l'arrêt des actions terroristes et qui avait également pris un contact épistolaire avec le chef de la France libre au cours de l'hiver 1941-1942, écrit : « Pour moi, ma place est au milieu de mes compagnons de lutte. Elle est marquée toujours dans le parti communiste qu'aucun emprisonnement, aucun chantage, aucune menace n'a jamais pu me faire renier. Ce sera l'éternel honneur du parti communiste français de s'être toujours placé à la pointe du combat contre les ennemis de la France et de la liberté. Ses militants se sont levés avant le jour pour lutter contre le fascisme. Aujourd'hui, plus que jamais, ils veulent se lier à tous les patriotes français qui considèrent comme le général de Gaulle que la libération de la France est inséparable de l'insurrection nationale. »

L'hommage se double comme toujours avec les communistes d'un rappel qui a la valeur d'une mise en garde…

Est-ce pour se protéger de cette « envahissante » présence que de Gaulle éprouve le besoin d'assurer ses arrières ? Toujours est-il que trois

jours plus tard, le 22 février, il adressera à Garreau ce télégramme « très secret » : « L'Armée rouge vient de célébrer dans la victoire son vingt-cinquième anniversaire. Je serais désireux d'attribuer la croix de la Libération à la ville de Stalingrad et la croix de guerre à des militaires russes de différents grades. Je vous serais obligé de vous mettre en rapport à ce sujet avec le gouvernement des Soviets. S'il est d'accord, vous voudrez bien m'adresser d'urgence les noms des militaires à décorer. J'ajoute que je serais heureux de décerner la croix de la Libération à un ou deux grands chefs russes qui seraient désignés par le gouvernement russe[7]. »

On ne saurait être plus amène… Mais l'amabilité gaulliste à l'égard de l'URSS va plus loin encore ; le 15 mars, de Gaulle rédigera cette note de service : « Le commissaire national des Affaires étrangères est chargé de centraliser tous les renseignements autres que les renseignements militaires susceptibles d'intéresser le gouvernement soviétique et d'en assurer la transmission à M. Bogomolov en tant qu'ambassadeur accrédité auprès de la France combattante. Parmi les renseignements dont il s'agit, il faut comprendre particulièrement les informations concernant la situation en France et dans les territoires français d'outre-mer, la Résistance, etc.[8] »

De Gaulle peut être rassuré : les Soviétiques n'ignoreront pas ces différents gestes. Lors d'un entretien qu'il accordera à Garreau le 18 mars, Dekanosov lui dira :

« Le gouvernement et les peuples unis soviétiques se souviennent que c'est aux heures les plus critiques de la lutte contre l'agresseur que l'URSS a vu le Comité national témoigner de son désir d'établir des relations d'étroite et sincère amitié[9]. »

Et, le 30 mars, Bogomolov évoquera de nouveau la possibilité d'un voyage du général de Gaulle à Moscou, un « voyage du Général pouvant constituer une occasion propice pour ce déplacement »… Il est vrai qu'en raison de l'arrêt, le 26 mars, des convois anglo-américains vers Mourmansk, arrêt dû à l'intensification de la guerre navale allemande, les Soviétiques se sentiront alors fort isolés.

De Gaulle ressuscite les anciens partis

Mais entre-temps, il se sera passé un événement capital : le 21 février, cinq jours avant le départ de Passy pour la France, mais en cachette du chef du BCRA (à ce que prétend ce dernier), de Gaulle signe un document qui

donne à Moulin, fraîchement arrivé à Londres, les pouvoirs les plus étendus et lui ordonne de créer le CNR.

Titre I

1) Rex, déjà le délégué du général de Gaulle en zone non occupée, devient dorénavant le seul représentant permanent du général de Gaulle et du Comité national pour l'ensemble du territoire métropolitain.
2) Sous sa responsabilité, il pourra déléguer, à titre temporaire, certains de ses pouvoirs à des personnes choisies par lui et responsables devant lui.
3) Pour l'immédiat et notamment pour mener à bien l'établissement du Conseil de la Résistance prévu au titre II ci-après, la charge des négociations et de leur conclusion incombe conjointement à Rex (Moulin), Arquebuse (Passy) et Brumaire (Brossolette) dans la mesure où ils se trouvent sur le territoire métropolitain en état d'agir et chacun dans le domaine de sa mission.

Titre II

4) Il doit être créé dans les plus courts délais possible un Conseil de la Résistance unique pour l'ensemble du territoire métropolitain et présidé par Rex représentant du général de Gaulle.
5) Ce Conseil de la Résistance assurera la représentation des groupements de Résistance, des formations politiques résistantes et des syndicats ouvriers résistants qui acceptent que le rassemblement s'effectue autour des principes suivants :
– Contre les Allemands, leurs alliés et leurs complices, par tous les moyens et particulièrement les armes à la main.
– Contre toutes les dictatures et notamment celle de Vichy quel que soit le visage dont elles se parent.
– Pour la liberté.
– Avec de Gaulle dans le combat qu'il mène pour libérer le territoire et redonner la parole au peuple français.
6) Le Conseil de la Résistance a pour tâche d'arrêter dans leurs grandes lignes les directives à donner aux formations représentées,

en application des instructions du général de Gaulle et du Comité national […].

8) Le Conseil de la Résistance forme l'embryon d'une représentation nationale réduite, conseil politique du général de Gaulle à son arrivée en France. À ce moment, ce conseil sera grossi d'éléments représentatifs supplémentaires, les uns choisis dans le Comité national, les autres parmi les forces vives du pays dont la représentation n'aurait pas encore été complète au sein du Conseil de la Résistance […].

De Gaulle ajoute à ces instructions, qui témoignent de son accord total avec Moulin, deux manifestations supplémentaires de confiance et d'estime. La première de ces manifestations, c'est la remise de la croix de la Libération à Jean Moulin, la seconde c'est sa nomination comme commissaire national. Moulin a désormais rang de ministre. En ce début du mois de mars 1943, Jean Moulin est donc, après de Gaulle, l'homme le plus important de la Résistance : il est devenu à la fois le représentant de l'exécutif en France occupée, le chef direct des principaux services communs à la clandestinité, le président chargé d'exprimer l'opinion de la Résistance. En bref, pour reprendre l'expression d'Henri Michel, il « s'est vu attribuer un véritable monopole de l'action politique en France ».

Au-delà de la personne même de Jean Moulin, Noguères voit dans cet ensemble de décisions individuelles et de mesures de caractère général une volonté d'ouverture qui constitue un véritable tournant de la politique de De Gaulle.

En l'occurrence, le mot « tournant » est un euphémisme puisque de Gaulle fait publiquement « marche arrière toute », en décidant de ressusciter les anciens partis (que jusque-là il condamnait avec des mots et des formules que n'aurait pas désavoués un Maurras), et claironnait leur disparition certaine. « On entendait dans les couloirs du BCRA et dans ceux de Carlton Gardens à peu près les mêmes mots que l'on entendait à Vichy contre les partis politiques chargés de tous les péchés d'Israël », affirme Pierre-Bloch[10].

Les chefs de la Résistance intérieure sont effondrés : de Gaulle ne tient-il donc plus « pour nécessaire qu'une vague grondante et salubre se lève du fond de la nation et balaie les causes du désastre » puisqu'il remet en selle indistinctement les formations politiques – de Marin à Thorez, selon la formule de 1936 – qui l'ont provoqué ? A-t-il bien mesuré toutes les

conséquences de sa décision ? Son orgueil l'incline-t-il à croire que son intelligence, son autorité et son prestige contrebalanceront l'influence de ceux qu'il sort du néant ?

Si de Gaulle le croit, il a tort. Plus tard, le 16 juin 1946, dans un discours prononcé à Bayeux, après avoir évoqué son retrait de la scène « pour ne point engager dans la lutte des partis ce qu'en vertu des événements nous pouvons symboliser », il reconnaîtra :

> La situation actuelle du monde où, derrière les idéologies opposées, se confrontent des puissances entre lesquelles nous sommes placés, ne laisse pas d'introduire dans nos luttes politiques un facteur de trouble passionné. Bref, la rivalité des partis revêt chez nous un caractère fondamental, qui met toujours tout en question et sous lesquels s'estompent trop souvent les intérêts supérieurs du pays. Il y a là un fait patent qui tient au tempérament national, aux péripéties de l'histoire et aux ébranlements du présent, mais dont il est indispensable à l'avenir du pays et de la démocratie que nos institutions tiennent compte et se gardent, afin de préserver le crédit des lois, la cohésion des gouvernements, l'efficience des administrations, le prestige et l'autorité de l'État.

Mais ces paroles se heurteront alors en vain au mur du système inauguré par le même de Gaulle les 10 et 21 février 1943…

Les communistes fixent leurs conditions pour participer au CNR

Pour lancer l'opération « résurrection des anciens partis politiques », de Gaulle profite donc de l'absence de Brossolette, son plus talentueux adversaire en la matière, de même qu'il semble n'en avoir rien dit à Passy alors sur le point de partir en mission. Ce voyage du chef des services secrets de la France combattante ne laisse pas d'étonner : certes, Passy est plus que volontaire pour cette mission en France, mais comment de Gaulle peut-il accepter de laisser courir un tel risque à l'un de ses principaux adjoints, détenteur de tant de secrets ? Churchill, lui-même, s'oppose à l'envoi « *in the field* » d'un homme « qui sait trop de choses ». De Gaulle ne voit-il pas dans ce voyage l'occasion, précisément, d'avoir les mains libres pour régler définitivement avec Moulin la question des partis politiques ? Le fait qu'il dissimule à Passy un événement qui modifie la nature même de sa mission et de celle de Brossolette serait aussi incompréhensible qu'incroyable s'il n'y avait pas une raison précise…

Le 25 février, par l'intermédiaire de Girard de Charbonnières de la « mission Catroux » à Alger, le Comité national adresse à Giraud un mémorandum qui note « avec satisfaction » qu'au cours de leur entrevue d'Anfa les généraux de Gaulle et Giraud ont pu constater leur accord sur le

but à atteindre (la libération de la France et le triomphe des libertés humaines par la défaite totale de l'ennemi), et précise que l'unification de toutes les forces combattantes et résistantes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, implique l'unité sur la base d'une même législation et la direction des efforts par un seul et même organisme, et fixe les conditions de cette unification :

1) Tenir officiellement comme nul et non avenu le « soi-disant armistice conclu contre la volonté de la France par un pseudo-gouvernement ».
2) Exclure « des principaux postes de direction des hommes qui ont pris une large responsabilité personnelle dans la capitulation et la collaboration avec l'ennemi ».
3) Restaurer les libertés fondamentales dans tous les territoires français libérés « sous la seule réserve des restrictions imposées réellement par l'état de guerre » : liberté de pensée et d'association, liberté syndicale, égalité de tous les citoyens devant la loi et « garantie contre tout arbitraire en matière de justice et de police[11] ».
4) Tenir pour nulles la transformation de la République en État français et les mesures « prétendues législatives inspirées par l'idéologie fasciste ou nazie et imposée par un pouvoir usurpé ».
5) Ne laisser subsister aucun doute « quant à la volonté de contribuer à assurer, dès la Libération, la libre expression de la liberté populaire par l'élection au suffrage universel de la représentation nationale ».

Le titre III du mémorandum précise en outre : « En attendant la libération totale du territoire, il sera utile, dès qu'aura été constitué un pouvoir central provisoire où les diverses opinions et activités seront représentées, de créer, auprès de ce pouvoir, un Conseil consultatif de la Résistance française. »

Dans la nuit du 26 février, Passy est parachuté près de Lyons-la-Forêt. Le lendemain, à Paris, dans un appartement de la rue de La Faisanderie, il retrouve un Brossolette fort irrité contre Manuel qui vient de lui faire parvenir un câble rédigé en termes assez abrupts : « Aussi, note Passy, en profita-t-il pour exhaler une fois de plus auprès de moi sa rancœur contre mon indésirable adjoint[12]. » Le 28, les deux hommes reçoivent de Londres le texte instituant le CNR[13].

Dans ses *Mémoires*, Passy ne dit mot de leurs réactions mais, compte tenu du tempérament de Brossolette, on peut penser qu'elles furent vives :

la nouvelle politique gaulliste consacre en effet la victoire éclatante de la « ligne Moulin ».

« Brossolette et Passy, remarque Henri Noguères, quels que soient leurs sentiments personnels, sauront l'un comme l'autre s'incliner devant les ordres reçus ; parce que ces ordres sont donnés par de Gaulle en personne et que la fidélité personnelle – la foi pourrait-on dire – que Brossolette manifeste à l'égard du chef de la France combattante, même s'il critique ses méthodes, rejoint la discipline intellectuelle que Passy doit à sa formation militaire. » Sans doute… Mais le chef du BCRA et son adjoint ont fait preuve d'une si rapide efficacité dans l'exercice de leur nouvelle mission qu'il est permis de penser qu'ils ont profité de ce qu'ils avaient les mains libres en l'absence de Moulin, alors à Londres, pour abattre le plus de besogne possible et contraindre ce dernier à entériner purement et simplement des solutions et des accords présentant un caractère irréversible. C'est en tout cas ainsi que le comprendra Moulin à son retour d'Angleterre.

Sans perdre un instant, en effet, Passy et Brossolette entament un véritable marathon dans la capitale d'abord, puis à travers la zone nord. Au cours de leurs entretiens, les deux hommes agissent le plus souvent de concert, le premier se réservant les questions militaires, le second les questions politiques. « Suivant le sujet traité, se souvient Passy, l'un de nous prenait la parole tandis que l'autre restait dans l'ombre se contentant d'écouter et d'essayer de jauger nos interlocuteurs[14]. » Toutefois à la demande de certains représentants de la Résistance, Passy se rend seul au rendez-vous. C'est notamment le cas, le 1er mars, pour la rencontre avec Tillier (l'adjoint de Rémy, alors à Londres), au sujet duquel Brossolette a eu « quelques mots désagréables »… « Il est certain, écrit Passy, que Brossolette était connu pour avoir la dent dure et pour lancer facilement des boutades sur les uns et sur les autres, mais ses traits étaient presque toujours plus spirituels que méchants […]. Brossolette avait une telle personnalité qu'il ne laissait indifférent aucun de ceux qu'il rencontrait. Il soulevait derrière lui des courants d'enthousiasme débordant ou de haine farouche, et dressait pour ou contre lui des conjugaisons d'hommes qui, sans ce dénominateur commun, n'eussent jamais songé à se fédérer. »

Le même jour, d'ailleurs, lors d'un déjeuner au restaurant du Progrès, à Neuilly, le commandant Manhès et son adjoint Meunier attaquent violemment Brossolette. Cette fois, Brossolette aurait tenu « certains propos désobligeants relatifs à Rex et à son ambition dévorante »… Passy s'efforce

de calmer le jeu, mais cette discussion lui laisse l'impression que Meunier est « l'homme qui, en coulisse, et précise-t-il, pour des raisons que je distinguais mal à l'époque, s'amusait à jeter de l'huile sur le feu. […] Ce Meunier était un homme de trente-cinq ans environ, grand, mince, voûté, au regard chafouin : dès l'abord il me fut profondément antipathique et je m'étonnai que Rex ait pu faire confiance à un tel individu dont les propos cassants, brutaux étaient empreints d'un tel sectarisme et privés de toute notion des nuances[15] ».

Passy fait cependant part à Meunier et à Manhès des instructions du général de Gaulle en ce qui concerne le CNR. Les deux hommes, sans doute déjà prévenus depuis huit jours par Moulin, demandent à réfléchir mais, le lendemain, Meunier fait savoir qu'il se montre favorable à l'introduction des partis au sein de ce Conseil. Manhès, lui, se montre plus réservé, mais laisse entendre, « montrant ainsi le bout de l'oreille », que « les mouvements de résistance de zone occupée recevront sans difficulté des directives et même des ordres des collaborateurs de Rex [*sic*] ».

Passy et Brossolette poursuivent leurs consultations au rythme de deux ou trois par jour ! Ce même 1er mars encore, Passy rencontre Berthelot, le chef du Deuxième Bureau de l'OCM puis, le 2, il fait la connaissance du colonel Touny, le chef de l'OCM qui, dit-il, avait gardé de son ancien état d'officier de cavalerie « une certaine raideur militaire dans son attitude, même quand il allait de façon débonnaire promener son chien aux alentours du bois de Boulogne ». Le 5 mars, il rencontre Alex du CND, puis Joseph des FTP à qui il fera remettre quelques jours plus tard un million de francs sans obtenir toutefois l'envoi à Londres d'un opérateur radio pour organiser les transmissions de secours du réseau Fana. « Je n'ai jamais su, écrit Passy, s'il s'agissait là d'une politique des dirigeants communistes ou si réellement la densité de leurs transmissions avec Moscou était telle qu'ils ne pouvaient distraire un seul opérateur pour le faire travailler avec nous. »

Le 6 mars, Passy rencontrera Lecomte-Boinet de Ceux de la Libération, puis Gérard, l'adjoint de Cavaillès, chef de Libération-Nord. Mais la rencontre la plus importante a eu lieu le 4 mars.

Ce jour-là, Passy et Brossolette ont rendez-vous dans un café de la place du Trocadéro avec un « représentant qualifié » du parti communiste : André Mercier, un homme de quarante-cinq ans environ, petit, solide et même « assez jovial ». Passy précise dans ses *Mémoires* que lui-même et Brossolette étaient « bien avertis des variations successives du parti

communiste » et aussi des « grandes lignes de sa politique de l'heure » que le chef du BCRA résume en quatre points :

- Pousser en avant le Front national et essayer de créer derrière lui une fédération de la résistance métropolitaine.
- Affirmer que bien que de Gaulle fût « aux yeux de l'étranger » le représentant « actuel » de la France, les communistes détenaient seuls dans la métropole les forces actives de la Résistance.
- Faire admettre son programme de sabotage et d'attentats comme le principe fondamental de l'action clandestine.
- Amener le général de Gaulle à se rapprocher du Kremlin.

Tout cela est fort bien vu de la part du chef du BCRA, mais se peut-il qu'en ce mois de mars de la troisième année de guerre, Passy ignore que ce programme est déjà largement réalisé par la volonté même de De Gaulle et, sur certains points, à son initiative ? Le chef de la France combattante n'a guère eu besoin du PCF pour se « rapprocher » du Kremlin avec lequel il entretient depuis juillet 1941 des relations étroites à la fois officielles et officieuses ; plus encore : ce n'est pas par l'intermédiaire du PCF que de Gaulle est entré en relation avec le Kremlin, mais c'est grâce à l'intervention du Kremlin qu'il est entré en relation avec la direction du PCF… Passy ignore-t-il, de même, la dénonciation de l'« attentisme » par de Gaulle ? La lettre du 10 février aux membres du Comité central du PCF reconnaissant la bipolarisation de la Résistance ? etc.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, peut-être est-il vrai que Passy et Brossolette ignorent l'activité diplomatique secrète de De Gaulle[16]…

Quoi qu'il en soit, c'est Brossolette qui prend la parole devant Mercier pour lui expliquer la constitution du CNR et lui demander « quelle serait la réaction du PCF devant ce projet, en particulier devant l'introduction de divers partis au sein du CNR ». En attendant, les trois hommes évoquent successivement la situation en AFN et la « relève ». À ce sujet, Mercier fait savoir que son parti souhaite que la BBC prenne un ton « plus vigoureux et encourage davantage les requis à rejoindre les camps des réfractaires en s'engageant dans les groupes de combat clandestins ».

Nouveau rendez-vous le 10 mars. Mercier annonce deux choses : le Comité central du PCF considère que le Front national doit servir de cadre à toute l'organisation de la Résistance en France ; le Comité central est d'accord pour désigner un représentant au CNR.

Passy et Brossolette lui ayant fait remarquer que d'autres organisations existent aussi, qu'elles revêtent également un caractère d'unanimité nationale et que chacune d'entre elles, à un moment ou à un autre, a cru ou prétendu absorber la totalité de la Résistance française, Mercier leur propose alors une rencontre avec le bureau du Front national. Ils s'empressent d'accepter. En ce qui concerne le CNR, les agents de De Gaulle ont droit à un petit couplet sur les partis politiques. « Cela sent toujours mauvais quand on exhume les cadavres », dit Mercier, qui, selon Passy, affiche une position « d'indifférence méprisante quant aux dosages politiques que le Comité national de Londres entendait réaliser au sein du CNR… »

Le PCF met trois conditions à son acceptation : d'abord, que le texte tienne compte de ce que la lutte contre l'ennemi est engagée depuis longtemps sur le territoire métropolitain, « notamment par les Francs-Tireurs et Partisans » ; ensuite, que le mot « dictature » ne puisse passer en aucun cas pour viser le régime soviétique ; enfin, « quoique persuadé que la France est gaulliste », il estime indispensable, « pour bien marquer la volonté de réaliser l'union nationale de ne pas ignorer l'existence du général Giraud ».

Un certain nombre de rencontres sont alors nécessaires pour mettre au point un nouveau texte que le PCF finira par accepter le 22 mars. Les gaullistes ont cédé sur les deux premiers points : ils ont accepté la formule « poursuivre la lutte contre les Allemands, etc. », et sont convenus d'écrire « toutes les dictatures, celle de Vichy comme celle de Rome et de Berlin »[17]. « Le dernier point, écrit Passy, était le plus difficile à fixer étant donné les graves divergences qui séparaient alors de Gaulle et Giraud, mais comme Mercier avait reconnu que la France était gaulliste, Brossolette le persuada qu'on reconnaîtrait suffisamment l'existence de Giraud en exprimant que tous faisaient "entièrement confiance au général de Gaulle et au Comité national français pour réaliser l'union de tous les Français de la métropole et de l'empire". »

Le refus gaulliste d'introduire le nom de Giraud ne se réduit évidemment pas, comme Passy veut le faire croire, aux divergences qui séparent les deux généraux. La vérité, c'est que toute l'« opération CNR » est précisément montée par de Gaulle pour lui donner, face à Giraud, l'atout que constitue le soutien de la Résistance intérieure. Réintroduire le nom de ce dernier serait donc faire capoter toute l'opération…

Stéphane Courtois voit dans l'acceptation du CNR par le PCF une renonciation de ce dernier à faire du Front national le « cadre, le moule, de toute l'organisation de la Résistance en France » et l'historien décèle plusieurs types de raisons à ce changement d'attitude :

– Raison logique d'abord : la politique d'alliance dans laquelle s'est engagée le PCF à la fin de l'année 1942 « possède sa propre logique politique qui le contraint à accepter l'offre de participer au CNR ». Il est clair que, dans ce cas, « la volonté stalinienne d'alliance limite la marge de manœuvre du parti qui, après avoir envoyé un représentant auprès de De Gaulle, peut difficilement refuser de s'associer à une initiative aussi importante que le regroupement de la Résistance, même sous obédience gaulliste ».

– Raison tactique, ensuite : sa participation au CNR donne au PCF la possibilité de « réintégrer officiellement en tant que PCF une communauté nationale (celle de la Résistance face à celle de Vichy) » alors que sa politique d'août 1939 à juin 1941 « lui avait aliéné une bonne partie de la population et de tous les mouvements de résistance naissants ». Cette caution politique du premier résistant est d'autant plus importante qu'elle intervient au moment où les Allemands, pour semer la confusion, révèlent les tractations qu'ils ont eues avec les dirigeants communistes en juin et juillet 1940 concernant notamment la reparution de *L'Humanité*.

– Raison stratégique enfin : le parti sait qu'il est le plus puissant des partis politiques retenus par le CNR, le mieux implanté, le plus discipliné : « Il peut donc envisager avec optimisme le rapport des forces qu'il établira avec les autres partis […]. Le parti apprécie aussi que le poids des mouvements au sein de la Résistance soit contrebalancé par l'arrivée des partis et des syndicats » (ces derniers étant sa « chasse gardée » et le biais par lequel les « masses » sont directement représentées au sein de la Résistance).

Et Courtois conclut : « S'il est conscient d'appuyer de Gaulle dans la querelle qui l'oppose aux mouvements depuis plusieurs mois, il envisage sans aucun doute de pouvoir, si nécessaire, s'allier aux mouvements et transformer le CNR en machine de guerre contre de Gaulle (ce qui ne manquera pas d'arriver). Ainsi le PCF accepte l'organisme du CNR tout en multipliant les restrictions mentales sur l'usage que de Gaulle lui destinait. Il ne le perçoit que comme un futur centre de pouvoir auquel il est

important de participer à toutes fins utiles. Selon la vieille méthode stalinienne, le PCF a saisi tous les avantages immédiats qu'il pouvait en retirer tout en gardant sa réserve sur le fond[18]. »

L'analyse de Courtois sur les avantages que le PCF retire de son entrée au CNR semble parfaitement juste, à ces réserves près que l'idée du CNR peut avoir été une idée communiste, et que le blanchiment du PCF par de Gaulle est antérieur à l'institution du CNR…

Plus contestable, en revanche, apparaît la conclusion de l'historien, à savoir que le fait de reconnaître le CNR et d'y participer est pour le PCF en contradiction avec sa volonté de promouvoir le Front national au rang de cadre de la Résistance. En effet, le texte instituant le CNR précise : « Avec de Gaulle dans le combat qu'il mène pour libérer le territoire et redonner la parole au peuple français. » Or, par la voix de ses principaux leaders, Blum notamment, le parti socialiste a fait savoir qu'il se plaçait « sous les ordres de De Gaulle ». La formule « avec de Gaulle », retenue par le chef de la France combattante, s'adresse donc principalement au parti communiste. De Gaulle entendant mettre toutes les chances de son côté… Cet « avec » tempère donc beaucoup l'obligation de soumission des communistes aux gens de Londres.

Giraud pratique l'ouverture

L'alliance gaullo-communiste laisse espérer au PCF bien des bénéfices. Il fait d'ailleurs ce qu'il faut pour la renforcer. C'est dans cet esprit que Grenier publiera le 21 mars dans le journal gaulliste *La Marseillaise* un article tonitruant contre les gens d'Alger :

> Alger, écrit le député communiste, a maintenu au pouvoir les opportunistes indignes, les tournevestes dont le Français a la nausée, et on a mis quatre mois avant de libérer quelques centaines seulement des milliers de patriotes emprisonnés. Toute la honte de Vichy – ses lois raciales, ses décrets antiouvriers, ses méthodes de dictature policière – subsiste ou se camoufle. Par contre, tout a été fait pour minimiser la France combattante. Cette politique heurtait à ce point notre peuple qu'aucune radio alliée n'a osé la défendre et que les Français de France en ont été réduits, pour la première fois depuis juin 1940, à écouter les émissions boches pour essayer de voir clair à travers les événements d'AFN. Ainsi est né le malaise qui n'a fait que s'aggraver. Voilà ce qu'on a gagné en préférant l'ombre à la lumière et en écoutant les conseils sans grandeur et sans flamme des froides créatures des trusts plutôt que la voix pure, vibrante, chaude et catégorique de notre magnifique peuple. Les résultats sont douloureux, les conséquences tragiques – et rien ne servirait de le cacher. Toute la France est aujourd'hui persuadée que le général Giraud et ses conseillers ne veulent entrer dans Metz délivrée que pour maintenir en France l'abominable régime de Vichy, ce régime qui fait que chaque Français a aujourd'hui un parent ou un ami en prison[19]…

Fait significatif : cet article est publié sept jours après le discours du 14 mars dans lequel Giraud annonce précisément le retour à la légalité républicaine en AFN et dans la France libérée, et rend hommage aux Forces françaises libres… Par la voix de Grenier, le parti communiste indique donc clairement que Giraud, quoi qu'il fasse, quoi qu'il dise, est l'homme à abattre, et que de Gaulle peut compter sur les communistes pour y parvenir. En bref, que l'alliance de Gaulle-PCF est infrangible. De Gaulle saura s'en souvenir.

Giraud ne s'était d'ailleurs pas contenté de rendre hommage aux FFL ; dès le 15 mars, il avait adressé à Catroux la lettre suivante : « Il ne subsiste aucune équivoque entre nous. Le moment de l'union de tous les Français de bonne volonté est venu. Je suis prêt à accueillir le général de Gaulle afin de donner à cette union une forme concrète. Je vous demande de lui en faire part. »

Le 16 mars, le Comité national publie un communiqué annonçant qu'« il apparaît au Comité national que l'union de l'empire et le déploiement de son effort de guerre, en liaison avec la Résistance française, et dans des conditions conformes à la volonté et à la dignité nationales, sont désormais en bonne voie », et que « si l'heureuse évolution qui est commencée en Afrique du Nord se précise, le général de Gaulle compte se rendre prochainement à Alger ».

De Gaulle souhaite une voiture découverte

La situation semble donc se débloquer. Catroux y contribue. Le 19 mars, il écrit à de Gaulle :

> Sans doute avez-vous raison d'attribuer à l'influence de l'opinion ambiante l'évolution que marque Giraud, évolution dont Murphy et Macmillan ressentent aussi les effets. Je le crois cependant sincère et j'incline à lui en laisser le bénéfice ainsi que me le fait penser le télégramme fort amical qu'il vous adresse par mon intermédiaire. Giraud est sensible aux bons procédés et, s'il a de l'orgueil, il a de la loyauté et de la générosité et il est accessible à la raison. Il est vraisemblable qu'il a un projet à vous présenter dans lequel il s'assignera un rôle directeur. C'est un point à discuter. Il est probable aussi qu'il marquera de l'éloignement pour le Comité national auquel il reproche d'être doctrinaire et de se donner l'apparence d'un gouvernement. Il faudra lui expliquer la signification de cet organe et j'estime qu'il l'accepterait plus facilement s'il était remanié. Tout cela est à voir avec lui sans passion. En tout état de cause, je pense que nous ne nous entendrons jamais si nous ne bannissons pas de nos esprits nos mutuelles préventions et si nous ne cherchons pas à les dissiper.
>
> Je ne prête pas pour ma part à Giraud le dessein de nous absorber. Il a pu le nourrir naguère, mais il l'a abandonné depuis que l'état de l'opinion l'a mieux instruit. Il désire seulement notre aide dont il sent qu'il ne peut pas se passer et recherche notre collaboration et non notre annexion. Nous aurions tort de nous montrer injustes à l'égard de Giraud car, considéré son point de départ, j'estime

qu'il a fait un très grand pas vers nous et jeté les bases sinon d'un accord, du moins de la concorde. Le renvoi de Bergeret et de Rigault est significatif et forme un gage de sincérité. En définitive, mon sentiment est qu'il s'est engagé sur la voie qui conduit à l'union et que, comme il le dit, rien ne nous sépare de lui. Dès lors, l'intérêt de la France nous commande de lui faire crédit et d'aller vers lui[20].

Cette « sérénité voisine du détachement » dont fait preuve Catroux peut-elle rassurer un de Gaulle « nerveux, tourmenté, prisonnier de complexes parfois contradictoires, passionné mais lucide, orgueilleux mais calculateur, hautain mais mal assuré[21] » ?

Ce n'est pas sûr. Pire : elle peut même avoir l'effet inverse sur un homme qui n'est véritablement à l'aise que dans le drame.

En tout cas, de Gaulle fait brusquement volte-face. Dénonçant dans l'invitation de Giraud une reprise « sous une nouvelle forme [de] la manœuvre de Casablanca », le chef de la France combattante écrit à Catroux le 20 mars : « J'entends me rendre à Alger, mais je ne veux le faire que quand j'y verrai clair. » Suivent trois conditions : que Giraud réponde au mémorandum du 23 février, qu'il donne l'assurance qu'il a modifié la position qu'il avait prise à Anfa et qu'il ait lui, de Gaulle, la certitude d'avoir en AFN la totale liberté de ses faits, gestes et actes.

L'argument invoqué (menace d'une reprise de la manœuvre d'Anfa) apparaît pour ce qu'il est, un faux prétexte, à la lumière d'un télégramme en date du 19 adressé à Marchal (l'un des adjoints de Catroux) qui renseigne parfaitement sur les véritables préoccupations de De Gaulle :

Je désirerais avoir de vous d'urgence un rapport télégraphique un peu explicite sur les points suivants :

1) Quel est à votre avis le sentiment du général Giraud en ce qui concerne l'union ? Comment l'envisage-t-il actuellement ? Dans quelle intention réelle me demande-t-il d'aller à Alger ?

2) Si je vais à Alger, quelle atmosphère vais-je y trouver ? Y a-t-il des chances pour que ma présence soulève un puissant mouvement d'opinion dans le sens de la France combattante ? Croyez-vous que les autorités actuelles d'Alger cherchent à empêcher ou à dévoyer les manifestations favorables de l'opinion ? Si ces manifestations se produisent néanmoins, quels effets peuvent-elles entraîner ?

3) Si je vais à Alger, mon intention formelle est d'y avoir la pleine et entière liberté de mes faits, gestes et discours. En particulier, j'entends avoir une installation complètement indépendante de toute personnalité actuellement en place en Afrique du Nord. Je parlerai certainement en public et à la radio. D'autre part, je compte être accompagné par trois commissaires nationaux. En l'absence du général Catroux, je vous prie de faire tout de suite le nécessaire du point de vue installation et voiture. Il y aurait grand avantage à trouver au moins une voiture découverte.

4) Mon voyage doit être préparé à fond au point de vue de l'opinion sur place. Tous mes amis, notamment Combat, ont à s'en occuper sans délai et très activement. Vous comprenez certainement très bien que le choc psychologique et ses manifestations publiques seront essentiels aux yeux de tous, en particulier des Alliés.

5) J'apprécie que j'arriverai éventuellement à Alger dans deux ou trois semaines. Mais il n'y a pas lieu de faire état de cela pour le moment[22].

Marchal fait lire aussitôt ce télégramme au colonel Pechkoff et à Charbonnières.

Nous en fûmes bouleversés, sentant qu'il portait atteinte à l'image de notre chef que nous portions en nous, écrit le diplomate. Ce qui en ressortait, en effet, c'était que, pour le général de Gaulle, l'objet essentiel de son voyage à Alger devait être non pas une franche discussion avec le général Giraud de tous les problèmes en suspens, mais le déclenchement de pressions populaires irrésistibles sur ce dernier ainsi que sur les Alliés. En bref, tandis qu'il accréditait auprès du commandant en chef civil et militaire une mission dirigée par une personnalité aussi haute que le général Catroux et qui prétendait négocier avec lui, lui-même se préoccupait de l'étrangler. Certes, nous savions qu'une telle méthode était ouvertement et bruyamment préconisée à Carlton Gardens, mais qu'elle fût adoptée par le général de Gaulle…

Les trois gaullistes sont profondément choqués.

Ne s'agissait-il pas, tout bien considéré, de fomenter les désordres et les agitations que le général Giraud avait soupçonnés et contre lesquels il nous avait mis en garde, le colonel Pechkoff et moi, lorsqu'il nous avait reçus le lendemain de notre arrivée à Alger ? Contre ces accusations, j'avais protesté avec une indignation sincère et voilà qu'elles se trouvaient justifiées. […] Ni le général Giraud ni, d'ailleurs, les Alliés ne permettraient qu'au moment où leurs troupes se battaient en Tunisie, des manifestations pouvant porter atteinte à l'ordre public fussent délibérément organisées sur leurs arrières. Le général de Gaulle ne le comprenait-il pas et pouvait-il, en pleine guerre, envisager de telles manifestations ? […] Quant à la voiture découverte[23]…

Ce souci du détail et cette préoccupation de soi au moment où meurent des soldats français sur le front tunisien sont en effet de nature à choquer même les gaullistes les plus inconditionnels…

Marchal répond le 23 mars par un long télégramme où il déclare qu'à son avis Giraud veut vraiment l'unité et que personne ne considère plus que cette unité puisse consister dans le ralliement de la France combattante au commandant en chef : « En vue de l'unité, précise-t-il, je crois que Giraud est prêt à aborder avec vous dans des conversations directes tout ce que vous jugerez nécessaire pourvu que lui-même ne perde pas la face. » Il y joint aussi cet avertissement : « Si l'unité ne se faisait pas rapidement, il faudrait s'accommoder d'une administration alliée sous une forme plus ou moins camouflée. »

Marchal a-t-il convaincu son chef ?

Le 26 mars, dans un discours à la radio de Londres, de Gaulle appelle à l'unité : « Rassemblons-nous ! ou bien, à l'ennemi qui nous écrase et au monde qui nous regarde, nous n'aurons plus à montrer que l'agonie d'une grande nation. »

Et il annonce son voyage à Alger :

> J'irai très prochainement en Afrique du Nord. Au nom de tous ceux qui, dans notre peuple, ont publiquement ou secrètement attaché leur âme à la France combattante, et pénétré des graves devoirs que cette confiance m'a imposés, j'y verrai, en Français, les autres Français ; j'y verrai les populations indigènes qui, fidèlement, lièrent leur sort au nôtre. Tout d'abord, j'y verrai le général Giraud, grand soldat et noble figure. Tous ensemble, loyalement, amicalement, nous chercherons et nous trouverons les moyens de faire en sorte que l'Empire français ne soit qu'un empire, que la force française ne soit qu'une force, que la voix des Français qui luttent ne soit dans le monde qu'une voix, par-dessus tout, que cet empire, que cette force, que cette voix soient tels que le veut la nation.

Et il conclut superbement : « Voici venue l'une des plus grandes heures de notre longue et dure histoire. Qu'elle s'élève, la flamme des aïeux, qui toujours, au bord des abîmes, a ranimé notre race ! Qu'elle dévore ce qui peut rester de nos doutes et de nos rancœurs ! Qu'elle nous lie les uns aux autres, encore une fois, pour le meilleur et pour le pire ! Le devoir, c'est l'union nationale, recours de nos suprêmes efforts, source de nos éternelles grandeurs. »

L'« union nationale », ce « devoir », de Gaulle ne la conçoit cependant qu'autour de sa personne. À Catroux qui, le 28 mars, après une longue discussion avec Giraud, adresse à Londres un projet de répartition des pouvoirs entre les deux généraux (de Gaulle président d'un organisme exécutif et législatif de l'empire, Giraud sorte de chef constitutionnel de la France combattante avec le titre de lieutenant-général de la République qui exercerait le commandement des armées et promulguerait des lois), de Gaulle réplique aussitôt : « Ce système reviendrait essentiellement à placer l'empire et, demain, la France elle-même sous l'autorité personnelle d'un homme que rien ne qualifie pour l'exercer. En outre, la personnalité du général Giraud, les opinions fondamentales qu'on lui connaît et son attitude depuis novembre, ont suscité à son égard, en France, une méfiance presque générale. »

« Cette appréciation, note Charbonnières, montrait que le général de Gaulle confondait l'opinion de la France avec celle de ses correspondants. Pour la masse des Français, Giraud était en effet une personnalité estimable dont on aurait parfaitement compris qu'une haute fonction honorifique lui

fût confiée dans l'organisme prenant en charge les intérêts de la France et préparant sa libération. Ce qu'il y avait de plus grave était que, par ces quelques lignes, le général de Gaulle émettait une sorte d'exclusive contre le général Giraud[24]. »

Catroux ne s'y trompe d'ailleurs pas qui laisse tomber ce commentaire devant le diplomate : « Si c'est là ce que pense le général de Gaulle, la négociation que j'essaie de mener à bien est sans objet et je me demande ce que je fais ici. Que le général de Gaulle invite M. Capitant à passer à l'insurrection ! »

Le 1er avril, coup de théâtre : de Gaulle annonce à Catroux son désir formel de se rendre à Alger immédiatement et sans délai, et lui fait savoir qu'il a demandé au Premier ministre britannique de bien vouloir mettre à sa disposition les moyens de transport nécessaires…

Ce revirement complet inquiète Catroux qui, tout en ayant parfaitement conscience de la nécessité de l'union, craint qu'un excès de précipitation ne nuise au succès final. Bien des divergences restent encore à aplanir… Cela exige un peu de temps. Si on ne le prend pas, compte tenu du caractère des deux généraux, leur face-à-face risque de conduire à la catastrophe. Avec l'accord de Macmillan et de Murphy, Catroux imagine alors tout un stratagème pour retarder le voyage de De Gaulle : Eisenhower écrira un message personnel au chef de la France combattante pour lui demander de bien vouloir retarder son départ « jusqu'à ce qu'il ait le sentiment que la base d'un accord a été posée d'une façon suffisamment ferme pour assurer sa réalisation rapide » ; avec cette raison à l'appui : « Étant donné que la bataille de Tunisie approche rapidement d'une phase cruciale, il serait très fâcheux que se produisît en même temps une crise politique prolongée. »

De Gaulle, bien sûr, cherchera à dresser l'opinion contre cette immixtion intolérable des Américains dans une affaire intérieure française et le Comité national publiera un communiqué vengeur où seront répertoriées « toutes les vexations imposées à la France combattante par ses alliés sous les espèces de refus des moyens de transport aérien qui leur étaient demandés[25] ».

Les communistes se placent

Ce 1er avril, encore, commentant le futur voyage de De Gaulle à Alger, *L'Humanité* écrit : « Les Français dans leur immense majorité attendent que

de ce voyage sorte la constitution d'un gouvernement de la République française qui aurait pour chef le général de Gaulle et qui siégerait en terre française et dont l'autorité s'étendra à tous les territoires français libérés. Ils attendent que les troupes françaises soient placées sous le commandement du général Giraud. La France cesserait ainsi d'être légalement absente de la coalition des Nations unies et acquerrait le droit de figurer demain comme une grande puissance dans le camp des vainqueurs. »

Ce texte constitue une évolution considérable du PCF puisqu'il reconnaît aux généraux rivaux ce qu'il leur déniait jusqu'ici : le droit de faire de la politique pour constituer un gouvernement de la République… En outre, son intérêt étant de coller à de Gaulle et de faire en sorte que celui-ci l'emporte sur Giraud, il attribue publiquement au chef de la France combattante la prééminence politique sur son rival…

Certes, l'autorité de ce gouvernement que le PCF appelle de ses vœux se limite encore aux territoires libérés, mais *L'Humanité* du 9 avril va plus loin puisqu'elle n'hésite pas à annoncer : « Tous les Français attendent que des prochaines discussions entre les généraux Giraud et de Gaulle sorte un gouvernement français qui sera reconnu par tous les groupements patriotiques luttant sur la terre de France et dont l'autorité s'étendra à tous les territoires libérés. »

S'il n'est pas dit explicitement que le nouveau gouvernement aura autorité sur la métropole, la formulation est cependant assez habile pour le laisser entendre… Une telle évolution de la part du PCF ne s'explique que par la perspective d'en tirer profit : en d'autres termes, de participer au futur gouvernement. Or, le conflit Giraud-de Gaulle lui donne quelques chances de parvenir à ses fins : autant une alliance des deux généraux aurait fermé le jeu, autant leur division lui offre la possibilité d'y entrer et peut-être même – qui sait ? – de jouer le rôle du troisième larron…

En ce début avril 1943, comment se présente en effet la situation pour le PCF ?

Dans le combat commun contre l'ennemi, Giraud fait une place aux communistes comme il l'a faite aux vichystes ; la volonté d'union du commandant en chef l'amène naturellement à traiter militairement avec le PCF[26] ; lequel bénéficie par ailleurs d'un traitement politique privilégié de la part de De Gaulle : les dirigeants communistes ont donc jusqu'à présent profité des bonnes dispositions des deux généraux et gagné sur les deux tableaux (le militaire et le politique), même s'il est vrai que leur mise sur le

chef de la France combattante leur a rapporté incomparablement plus. Mais rien n'est complètement joué et, malgré son alliance étroite avec de Gaulle, le PCF sait qu'il a encore tout intérêt à se ménager des ouvertures dans les deux camps. Pour ce faire, il a le choix : s'intégrer de force dans le duo des généraux ou donner le ton. Il va faire l'un et l'autre en commençant par se présenter comme un parti responsable, un parti de gouvernement précisément. Notons que le PCF parle au nom de « tous les Français » et qu'il ne prend pas parti publiquement dans la querelle des généraux, se conférant ainsi une sorte d'autorité morale, de magistère, du haut duquel il enjoint aux rivaux de se réunir pour le bien commun. Cette hauteur s'accompagnant d'un discret et habile jeu de bascule destiné à leur faire comprendre qu'ils ont intérêt à le traiter le plus favorablement possible s'ils veulent le compter à leurs côtés. Enfin, pour conforter sa position sur les deux bords, le PCF va tout mettre en œuvre pour promouvoir – puisque de Gaulle lui en a offert l'opportunité – une légitimité populaire, au besoin contre les légitimités gaulliste et giraudiste. Comment ? En pratiquant la surenchère résistancialiste, dont Grenier donne déjà à Londres quelques exemples.

Sur ce point, les communistes ont d'ailleurs le mérite de ne pas cacher leur jeu : le 25 mars, lors d'une réunion avec le comité directeur du Front national, Villon déclare sans ambages à Passy :

« De deux choses l'une : ou bien le général de Gaulle saura au moment de la Libération regrouper et maintenir unis les 70 à 75 % de Français qui seront derrière lui, laissant de côté les 5 % d'éléments d'extrême droite inassimilables et ceux qui se seront compromis avec l'ennemi et alors nous, les communistes, qui représentons 20 % du pays nous le suivrons tout en gardant nos disciplines [*sic*] ; ou bien il ne saura ou ne pourra le faire et, dans ce cas, c'est nous qui tirerons les marrons du feu[27]. »

Si la création du CNR n'a guère posé que des problèmes de forme avec le parti communiste, il en va autrement avec les mouvements qui estiment que la III^e^ République changera peut-être de numéro, mais que les hommes, ces « parlementaires pour qui la fonction consistait à assister à des banquets, à donner des poignées de main, à faire de la politique un marchepied pour leurs ambitions » (*La Voix du Nord* du 3 juin 1942), eux, ne changeront pas.

Le 26 mars, au cours d'une séance plénière, Passy et Brossolette doivent subir les assauts des principaux représentants de la Résistance de

zone nord. Dans ses *Mémoires*, le chef du BCRA se montre particulièrement elliptique sur cette affaire et il est difficile de savoir si son compagnon et lui ont défendu avec toute l'ardeur souhaitée par le général de Gaulle un projet qui ne les satisfaisait pas… « Vu l'opposition de la majorité des chefs de mouvements à la renaissance des partis, se contente-t-il de remarquer, une transaction fut proposée et acceptée par tous. Cette transaction était la représentation dans le CNR, non d'une miniature de parlement de 1939, mais des nuances de l'esprit français résistant (communisme, socialisme, libre pensée, catholicisme, nationalisme). »

C'est de ce « projet » dont les deux agents gaullistes entretiennent Jean Moulin, le 31 mars, au cours d'une promenade dans le bois de Boulogne. Mal leur en prend. À peine Brossolette a-t-il fait part des objections présentées par les mouvements à l'introduction des délégués des partis au sein du CNR et de la préférence de la majorité pour la représentation des « tendances fondamentales » de la pensée française, que Moulin se met dans une violente colère. Les accusations pleuvent, mais l'une d'elles revient, toujours la même : Brossolette aurait tenu à son endroit des propos désobligeants. Il l'a appris « de source sûre »…

Brossolette demande à être confronté à ses accusateurs. Le lendemain, dans un appartement de l'avenue des Ternes, Moulin arrive accompagné de Meunier et de Chambeiron.

> Meunier, raconte Passy, soutint une fois de plus que Brossolette avait déclaré à je ne sais plus qui que Rex était un ambitieux. Brossolette répondit que la forme et le fond de ses paroles avaient été dénaturés. Rex se mit alors à hurler. Il voyait clair, dit-il, dans le jeu de Brossolette. Celui-ci n'avait cessé de le contrer : il avait essayé d'empêcher le général de Gaulle de lui confier sa représentation en zone nord car il désirait en être chargé. C'était donc lui l'ambitieux. « Mais, poursuit Moulin, j'ai triomphé, car je reviens de Londres où j'ai été secrètement nommé membre du Comité national ! »[28]

Passy tente d'intervenir. En vain. Moulin continue de « vociférer ». Le chef du BCRA regarde cette scène « avec stupéfaction et épouvante ». En effet, le ton est si violent que les cris peuvent attirer les voisins, voire les Allemands qui logent dans un appartement voisin…

Un peu plus tard, remontant les Champs-Élysées en compagnie de Moulin, Passy tente de raisonner ce dernier « complètement calmé, mais plein d'une haine froide contre Brossolette ». Malgré les arguments du chef du BCRA, Moulin ne cesse de répéter : « Brossolette est un ambitieux.

Manuel qui le connaît depuis longtemps me l'a dit, et vous, vous êtes un jouet entre ses mains ! »

De cet incident, Passy retire la certitude morale que Moulin est « fortement endoctriné par ses adjoints, Meunier et Chambeiron », qui lui apparaissent comme « de curieux personnages ne perdant jamais une occasion de jeter de l'huile sur le feu sans que l'on pût clairement comprendre le mobile qui les poussait ».

Comme on l'a vu, de retour en Angleterre, Passy exprimera ses craintes à de Gaulle sur le risque qu'il y a à laisser seul en France avec des pouvoirs pratiquement illimités et sans aucun contrôle un homme dont les jugements et les décisions peuvent être soumis « du fait de son étrange entourage » à d'inquiétantes pressions. Froide, la haine de Moulin à l'égard de Brossolette n'en sera que plus tenace, et lui non plus ne restera pas inactif. Dans un rapport en date du 7 mai 1943, soit plus d'un mois après son altercation avec Brossolette, il exposera à de Gaulle et à André Philip sa version des faits et ses commentaires personnels « sans que ceux-ci, précise Passy, leur parvinssent par l'intermédiaire du BCRA où, fatalement, ils tomberaient sous les yeux de celui qu'il considérait comme son trop ambitieux rival ». Moulin, en effet, confiera son rapport à Closon qui, à sa demande, écourtera pour ce faire sa mission en France. Ce rapport constitue un acte d'accusation en règle. D'entrée de jeu, Moulin déclare avoir trouvé à son arrivée à Paris ses collaborateurs « très amertumés de la façon dont Brumaire [Brossolette] avait agi à leur égard et plus encore de la campagne qu'il avait menée » contre la désignation éventuelle de Moulin comme représentant du Comité national français en zone nord. « De cette campagne, précise Moulin, j'ai eu, hélas ! de nombreux échos. »

Moulin dénonce également la « partialité » dont Brossolette a fait preuve en faveur de l'OCM (qu'il accuse, entre autres, de s'être abusivement approprié le journal *Résistance* et d'avoir « parlé et agi pendant des mois au nom de De Gaulle »). « Ceci est d'autant plus fâcheux, écrit Moulin à de Gaulle, que nul n'ignorait ici la fonction politique de l'OCM[29]. Il est vrai que Brumaire a déclaré n'avoir pas de projet de constitution de l'OCM alors qu'il se trouvait en plusieurs exemplaires au BCRA depuis des mois… Si j'insiste sur l'OCM, c'est moins pour dénoncer ces méthodes bien connues ici que pour noter combien vos services [le BCRA] ont agi avec légèreté en essayant de faire de cet organisme l'élément principal de la Résistance en zone nord auquel

devaient se subordonner les autres formations. » Il accuse enfin Brossolette d'avoir écarté du comité de coordination des groupements très importants (Résistance, Cercle, Défense de la France, Rabelais, Lorraine) et conclut : « Une fois de plus je suis amené à appeler votre attention sur le danger qu'il y a à faire régler par une mission d'un mois ou deux des problèmes complexes demandant une longue habitude du milieu. Je suis sûr que, de très bonne foi, Arquebuse et Brumaire ont cru avoir définitivement réglé les questions qui se présentaient à eux. Or il est de fait que les premières difficultés sont apparues au lendemain même de leur départ. »

Ce reproche d'incompétence adressé à Brossolette et à Passy est-il là pour modérer les diverses et sévères accusations précédentes ? On peut en douter. Ce rapport donne toutefois une idée de l'état d'esprit de Moulin à son retour de Londres.

Les gaullistes avalisent le principe de l'action immédiate

Le 3 avril a lieu la première séance du comité de coordination de zone nord. Y assistent, sous la présidence de Moulin, Passy et Brossolette. À la grande surprise de ces derniers, Moulin adopte la thèse qu'avait tenté de lui expliquer Brossolette et déclare que « plutôt que les anciens partis eux-mêmes, ce seraient les secteurs d'opinion que les membres politiques du Conseil national seraient appelés à représenter. Cette assurance lui permit, sinon d'enlever l'adhésion des chefs de mouvements, du moins d'obtenir qu'ils ne s'opposassent pas à la constitution du CNR et qu'ils y apportassent leur collaboration ».

Ce n'est donc pas l'enthousiasme qui préside à la naissance de cette institution voulue par de Gaulle, Jean Moulin et les communistes…

Il est décidé que le CNR comprendra seize membres représentant : Libération, Combat, Franc-Tireur, Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance, l'OCM, Libération-Nord, le Front national, la CGT, la CFTC, le parti communiste, le parti socialiste, les radicaux-socialistes, les démocrates populaires, l'Alliance démocratique et la Fédération républicaine.

Les chefs des mouvements ont l'impression de s'être laissé forcer la main mais ils se consolent en pensant que le CNR sera un « organisme fantôme » et que son rôle sera « sinon nul, du moins fort modeste ».

Le 18 avril se tient une seconde réunion officielle, cette fois, en présence du général Delestraint. Le commandant en chef de l'Armée secrète commence par remercier les chefs de mouvements pour leur « bon esprit

d’entente constructive ». Il leur fait connaître la décision du chef de la France combattante de lui confier le commandement de l’AS pour l’ensemble du territoire et leur rend compte des discussions qu’il a eues avec sir Alan Brooke, le chef d’état-major impérial britannique, et l’amiral Stark concernant précisément la constitution de cette Armée secrète. Se fondant sur les promesses des milieux militaires anglo-saxons, Delestraint affirme qu’il entend procéder à l’armement d’une première tranche de cinquante mille combattants, puis d’une seconde de cent mille.

« Cette armée, déclare-t-il en substance, doit être le noyau de l’armée française de demain. Elle doit se préparer à intervenir au jour J sur les objectifs désignés par l’état-major allié, mais elle doit éviter de se livrer actuellement à des attaques de personnel ou même de matériel ennemis, ce qui ne pourrait qu’inciter les Allemands à renforcer leur dispositif militaire en France et donc à entraver le débarquement. »

À ces mots, Joseph et ses camarades des FTP réagissent vivement déclarant que lorsqu’ils ont donné leur accord pour mettre leurs groupes aux ordres de l’AS, ce n’était pas pour les mettre dans des « casernes clandestines ».

Selon la version de Passy, Moulin intervient alors pour dire que « puisque les FTP ont accepté de verser leurs groupes d’action à l’AS, ceux-ci deviennent des unités militaires soumises à la discipline générale et qu’ils n’ont donc qu’à “claquer des talons” et obéir »…

La situation risquant de mal tourner, Brossolette propose, à titre de compromis, que les FTP mettent à la disposition de l’AS toute la fraction de leurs troupes constituée par le personnel régional fixé dans les localités et qu’ils gardent comme véritables francs-tireurs, pour les « actions immédiates », leur personnel mobile. Étant bien entendu que ces actions seraient entreprises conformément à un plan d’ensemble accepté par l’état-major interallié.

Selon d’autres témoignages, notamment celui de l’Anglais Yeo Thomas qui assistait à la réunion, Moulin ne se serait pas montré aussi cassant que le dépeint Passy et il aurait même manifesté sa volonté de compromis « proposant de demander au QG allié une liste d’installations pouvant faire l’objet d’attaques par des groupes d’action communistes ».

Qui a raison ? Qui a tort ? Une chose semble acquise : les gaullistes, que ce soit Brossolette, Passy ou Moulin paraissent avoir définitivement renoncé à s’opposer aux communistes sur le problème de l’action

immédiate. La seule question qui se pose est alors de savoir si les agents de De Gaulle ont, d'eux-mêmes, tiré la conclusion de la condamnation de l'attentisme exprimée par le chef de la France libre dans son discours du 4 février précédent ou bien s'ils en ont reçu l'ordre secret pour éliminer tout sujet de friction entre le Comité national et le parti communiste…

Le 8 avril, au cours d'un entretien avec le Commander Kittredge, René Massigli, nouveau commissaire aux Affaires étrangères du Comité national, s'entend exposer sans détour les préoccupations de l'amiral Stark sur l'état des relations entre les États-Unis et la France combattante.

« Une série de malentendus se sont produits, créant une situation inquiétante, dit Kittredge. Tant ici qu'à Washington, on voit apparaître chez les Français combattants un état d'esprit d'hostilité et d'aigreur envers l'Amérique ; à Delphin Square [siège de la délégation de la FC à Washington] on entend parfois des propos nettement antiaméricains et le ton de *La Marseillaise* est caractéristique[30]… »

Le Commander explique ensuite qu'en Amérique « on s'est toujours placé du point de vue exclusif de l'effort de guerre ». Dès le mois de décembre, militaires et marins espéraient que l'union des Français se réaliserait pour cet effort ; d'ailleurs, dans le courant du même mois le général Béthouart et l'amiral Fénard (les représentants de Giraud à Washington) ont écrit, tant au général de Gaulle qu'à l'amiral Auboyneau, des lettres demandant une entente concernant le matériel à commander aux États-Unis.

« Ces démarches, conclut l'Américain, n'ont pas rencontré l'accueil qu'on pouvait espérer et leur échec, à son tour, a eu des répercussions sur l'état d'esprit du département d'État[31]. »

Si Kittredge dit vrai, l'accusation contre le CNF est particulièrement grave : pour des raisons strictement partisanes, les gaullistes négligent donc délibérément toute occasion d'agir en commun avec les giraudistes pour rééquiper l'armée française au moment même où celle-ci se bat avec un armement désuet en Tunisie ! Pour Massigli, cette déception s'ajoute à toutes celles qu'il a enregistrées depuis son arrivée à Londres ; nombre de commissaires nationaux, et notamment Soustelle, lui vouent en effet une haine et un mépris féroces depuis le moment où, « accablé par la révélation de la discorde qui existait entre le général de Gaulle et les Alliés ainsi que des réticences de nombreux Français de Londres, patriotes pourtant, envers

le Général, il a demandé à ce dernier, qui lui réitérait son offre du commissariat aux Affaires étrangères, un délai de réflexion[32]… ».

Kittredge ne le mentionne pas, mais pour Cordell Hull et Sumner Welles les relations de Gaulle-Staline constituent certainement un sujet de friction entre la France combattante et les États-Unis, s'il faut en croire ce que, de retour d'Amérique, Eden a dit la veille à Massigli :

« Les Américains, a précisé en effet le chef du *Foreign Office*, sont certainement moins bien disposés que nous à l'égard des Russes. Ils en ont peur et puis la question électorale joue. Roosevelt ne peut se désintéresser de l'opinion des Slaves d'Amérique[33]. »

Pour sa part, lui, Eden, garde toute sa confiance dans les possibilités de collaboration avec Staline, d'esprit « beaucoup plus ouvert que d'autres éléments de son gouvernement »… « Staline, a-t-il même affirmé à Massigli, est un opportuniste qui évolue dans un sens satisfaisant, mais il y a encore au Kremlin des doctrinaires communistes. »

Massigli sait que Churchill ne partage pas cette opinion pour le moins optimiste de son ministre. Le Premier britannique ne cache pas que ce serait « un immense désastre si la barbarie russe recouvrait la culture et l'indépendance des vieux États ». Aussi préconise-t-il comme solution que les vieux États européens « s'unissent dans un conseil de l'Europe, sorte d'États-Uniens d'Europe, dans lequel chaque État conserverait son individualité propre ; ce conseil, disposant d'une force de police internationale, serait chargé de maintenir l'Allemagne désarmée ».

Cette idée d'un conseil de l'Europe, Churchill l'a d'ailleurs reprise au mois de mars précédent dans une allocution radiodiffusée fort mal accueillie à Washington. « Anthony Eden défendit-il très énergiquement la thèse de son chef ? » se demande Massigli dans ses Mémoires, avant de répondre : « D'après les notes américaines, il se serait très vite rallié à l'idée d'organiser les Nations unies sur une base mondiale[34]. »

Cette idée d'un Staline « opportuniste qui évolue dans un sens satisfaisant », Eden la gardera longtemps encore, et ce en dépit des évidences. En effet, le 10 novembre 1943, de retour de Moscou où les Soviétiques lui auront une nouvelle fois affirmé leurs « prétentions territoriales » sur les États baltes, les territoires polonais à l'est de la ligne Curzon et la Bessarabie, le chef du *Foreign Office* affirmera toujours à Massigli qu'« il ne croit pas que Staline cherche à pousser à l'application d'un programme impérialiste[35] ».

Cette conviction qu'Eden s'emploie à faire partager en toutes occasions à ses interlocuteurs gaullistes a-t-elle contribué à propager la soviétophilie qui règne au sein de la France combattante ? C'est possible, car Eden présente un double avantage aux yeux de De Gaulle : d'abord il connaît personnellement Staline, ensuite il est l'un des plus ardents supporters de la France combattante au sein du gouvernement de Sa Majesté. Pourquoi lui mentirait-il donc s'il lui affirme, comme à Massigli, que le tsar rouge n'a plus rien d'un doctrinaire communiste ?

Catroux demande aux Anglo-Saxons de faire pression sur Giraud

C'est dans ce climat de querelles intestines[36] et de difficultés extérieures que de Gaulle reçoit des mains de Catroux le mémorandum de Giraud daté du 1er avril.

Prenant acte de ce que la souveraineté du peuple français a été suspendue du fait de l'occupation du territoire et qu'il ne saurait donc exister en France un gouvernement qui puisse être l'expression de la volonté générale et posant comme principe que le gouvernement légitime de la France pourra seulement être constitué, selon les lois de la République en vigueur le 22 juin 1940, lorsque la souveraineté du peuple aura été rétablie aussitôt après la Libération, Giraud propose de constituer « pour la période qui précède la libération du territoire, un Conseil qui gère les ressources des territoires d'outre-mer, assure la poursuite de la guerre aux côtés des Nations unies et maintienne l'unité d'efforts avec la Résistance en France ». Ce Conseil devant se transporter en France dès que le progrès des armées alliées le permettra, « assurera provisoirement l'administration du territoire partiellement libéré avec le concours des conseils généraux convoqués conformément à la législation en vigueur antérieurement au 22 juin 1940 ».

Au jour de la libération totale du territoire, poursuit le mémorandum, ce Conseil fera remise de ses pouvoirs au gouvernement provisoire constitué en vertu de la loi de la République du 15 février 1872[37]. Ce gouvernement provisoire représentera la France dans les Conseils de la paix et fixera la date des élections à l'Assemblée nationale constituante.

Ainsi seront empêchées les tentatives, que les circonstances pourraient encourager, de prise de pouvoir personnel ou d'établissement de gouvernement insurrectionnel. Pour parer à ce danger, il est nécessaire que tout serment, public ou secret, prêté à une personne, soit déclaré désormais sans valeur. Seules, les lois de la France conditionnent les actes de chaque individu. Tout engagement d'une autre nature doit être annulé.

Composé de personnalités représentatives, des commissaires responsables de l'administration, des gouverneurs de territoires et des résidents généraux, ce Conseil exercerait la souveraineté nationale dans tous les territoires libérés et déléguerait à un comité exécutif restreint la conduite des affaires.

Le mémorandum conclut :

> Dès que la totalité des départements de la France métropolitaine sera libérée de l'ennemi, il sera constitué conformément à la loi du 15 février 1872, dite loi Tréveneuc, une assemblée composée de délégués élus en comité secret par chaque Conseil général. C'est l'application de cette loi qui permettra de donner à la France, dès sa libération, l'autorité politique légitime indispensable. Le premier acte de cette assemblée sera de désigner un gouvernement provisoire qui aura autorité sur le commandant en chef et auquel le Conseil et le comité remettront leurs pouvoirs. Ce gouvernement provisoire représentera la France dans les Conseils alliés. L'assemblée des délégués des Conseils généraux fixera la date des élections générales à l'Assemblée nationale qui aura, entre autres, pour mission de se prononcer sur la Constitution de la France. Cette date devra être choisie de telle sorte que les prisonniers de guerre et les ouvriers travaillant en Allemagne aient pu rentrer en France, que les libertés françaises aient été intégralement rétablies. Cette première consultation populaire doit, en effet, s'effectuer dans une atmosphère calme et pleine de confiance en l'avenir[38].

Les deux généraux sont donc d'accord sur la nécessité de créer un pouvoir central, mais Giraud en limite le rôle à la « fixation de notre contribution à la lutte commune et à la participation aux travaux préparatoires de la paix ». Il s'agit donc, à ses yeux, d'un organe administratif et non politique. Bref, Giraud en reste à sa conception première : c'est à la France une fois libérée et à elle seule de se prononcer sur son avenir politique.

Cette proposition n'est évidemment pas du goût de De Gaulle aux yeux de qui l'organe central doit se constituer immédiatement en gouvernement provisoire sous sa direction. Il réagit violemment devant Catroux qui garde un calme imperturbable et lui fait remarquer qu'il ne lui a pas fait espérer mieux, et que l'écart entre les positions respectives de Londres et d'Alger démontre qu'il faut négocier…

« Négocier ! s'écrie de Gaulle, vous n'avez que ce mot à la bouche. Mais à quoi croyez-vous arriver avec vos négociations ? À mettre la France combattante aux ordres de Giraud[39] ? »

Devant son chef et le Comité national réuni au grand complet, Catroux campe sur ses positions : il n'y a pas d'autre solution qu'un accord avec Giraud ; faute de cet accord, c'est une armée française commandée par

Giraud qui libérera la France et la France combattante ne pourra y rentrer qu'au prix d'une guerre civile.

« À Londres, racontera plus tard Catroux à Charbonnières, seule l'opinion de la France compte, et cette opinion est tout entière pour de Gaulle. Pourquoi donc faire des grâces à Giraud ? Il s'écroulera fatalement de lui-même et, s'il prétendait rentrer en France aux lieu et place de De Gaulle, il verrait bien comment il est reçu… Voilà ce que pensent plusieurs commissaires nationaux et ce que pense instinctivement le général de Gaulle lui-même. »

Et Catroux indiquera que c'est seulement quand il montre que, d'ici quelques mois, Giraud disposera d'une armée de trois cent mille hommes bien entraînés, bien encadrés, bien armés, et que c'est cette armée-là que les Alliés feront participer aux opérations de libération tandis qu'ils laisseront les forces à croix de Lorraine « croupir dans quelque désert », qu'alors, à ce moment-là, les commissaires militaires dressent l'oreille et que les autres commencent à se poser des questions[40].

Ébranlés, le Comité national et son chef donnent tout pouvoir à Catroux pour poursuivre la négociation. Un nouveau mémorandum est établi le 15 avril. Aux yeux de Catroux, il n'a qu'un intérêt : celui de montrer à Giraud que les gaullistes sont toujours disposés à négocier. Mais le chef de la mission gaulliste en AFN a son plan : pousser de Gaulle à « feindre »[41] d'accepter la loi Treveneuc et faire admettre à Giraud le principe de la double présidence. Pour ce qui concerne le deuxième point, Catroux n'hésite pas à mêler l'étranger à cette affaire franco-française et, avec l'aval de De Gaulle, il décide de demander aux Alliés de faire pression sur le commandant en chef.

Il prend langue aussitôt avec John Winant, Harold Macmillan et Robert Murphy. Anglais et Américains, tous acceptent de l'appuyer. Jean Monnet, l'envoyé de Roosevelt auprès de Giraud, se met également de la partie. Ce qui compta, selon Charbonnières, « ce fut l'action qu'appuyé par Harold Macmillan et parfois Robert Murphy, il [Monnet] exerça quotidiennement sur le général Giraud et qui finit par amener celui-ci à présenter des propositions acceptables pour le général de Gaulle[42] ».

Catroux rend également visite à Eisenhower pour le mettre dans son camp. Mais, tout en manifestant son intérêt pour l'union qu'il souhaite, le général américain ne se croit pas autorisé à accepter. Et il le dit :

« Les modalités de l'union constituent un problème politique qui, au surplus, se pose entre Français. Je n'ai donc pas à intervenir[43]. »

Catroux est furieux : « C'est un Boche, et un Boche mal élevé[44] ! » dira-t-il de l'Américain un peu plus tard.

Le 23 avril, Catroux rend compte à de Gaulle de l'état de ses démarches auprès des Alliés.

Secret le plus absolu. Personnel du général Catroux au général de Gaulle. Je n'ai pas eu de nouveaux entretiens avec le général Giraud qui est à l'avant et ne revient que samedi, mais j'ai mis à profit son absence pour pressentir Macmillan, Murphy, le général Eisenhower et Monnet en vue d'une intervention amicale auprès de lui destinée à lui faire accepter la formule que voici :

L'exercice du pouvoir serait assuré par un conseil ou comité de plusieurs membres ayant les attributions d'un organe délibératif et arrêtant les décisions collectivement dont vous-même et le général Giraud seriez les présidents sur un pied d'égalité. En présentant cette solution, j'ai insisté sur son esprit conciliant ainsi que sur la garantie qu'elle présente. J'ai ajouté qu'il était indispensable et urgent d'aboutir et que, si les actuelles négociations échouaient, les responsabilités encourues au regard du peuple français par tous ceux qui y sont impliqués seraient si graves que je ne pourrais personnellement que renoncer à toute activité. Le général Eisenhower a déclaré que la formule d'accord lui était indifférente car il ne s'intéressait pas à la politique[45], que seule comptait à ses yeux la réalisation de l'union et que, dès que le principe de cette union serait acquis, le général de Gaulle serait le bienvenu en Afrique du Nord. Macmillan a accepté la solution et fera une démarche auprès de Giraud. Il a l'accord d'Eden de qui il tient du reste que Winant, après m'avoir entendu à Londres, lui a déclaré que ma solution était possible. Murphy s'est prononcé dans le même esprit. Il en référera à Washington mais fera, sans attendre d'y être autorisé par son gouvernement, une intervention auprès de Giraud. Monnet recommandera à Giraud d'accepter. Je verrai Peyrouton demain et Giraud sans doute dimanche.

Les perspectives me semblent pour le moment assez favorables et l'ambiance de l'opinion par les Conseils généraux pousse à l'union[46].

D'habitude si prompt à dénoncer l'ingérence anglo-saxonne dans les affaires françaises, de Gaulle y applaudit quand elle le sert. Il est vrai qu'il est fragile : il ne tient, en effet, sa légitimité que de lui-même, du Comité national français dont… il a nommé les membres, et de la partie encore infime de la population française qui constitue la Résistance. Et encore celle-ci est-elle partagée entre lui et Giraud. Enfin, même celle qui lui est acquise entend conserver son indépendance politique.

Au seuil de cette partie de bras de fer qu'il engage avec son rival d'Alger, le chef de la France combattante compte ses forces : outre son prestige personnel et l'appareil du Comité national français, il sait qu'il peut s'appuyer sur le parti socialiste dont les chefs se sont mis à ses ordres[47] et dans une certaine mesure, sur le parti communiste. Dans une certaine mesure seulement car, aussitôt remis en selle par ses soins, le PCF a

clairement montré qu'il entendait n'en faire qu'à sa tête et mener sa politique propre, même si celle-ci devait s'opposer à celle de son bienfaiteur. N'ayant, grâce à de Gaulle, rien eu à céder sur l'essentiel, c'est-à-dire sa spécificité et son autonomie, pour retrouver un statut moral et obtenir une place dans la Résistance officielle, le PC s'attache maintenant avec son ardeur coutumière à pousser ses avantages :

– Sur le plan militaire, d'abord : malgré la création du Comité de coordination auquel il a donné son aval, il affirme avec force la spécificité et l'autonomie des FTP dont il proclame par la voix de *L'Humanité* des 9 et 15 avril qu'ils sont le « noyau de l'armée, populaire de libération », et il va même jusqu'à publier ses « directives générales pour la préparation de l'insurrection[48] », n'hésitant pas ainsi à braver ouvertement les consignes venues de Londres.

– Sur le plan politique, ensuite : malgré la mise en place progressive du CNR auquel il a également donné son aval, il entreprend toujours de développer le Front national en tentant – avec succès – d'y intégrer « tous les Français voulant lutter effectivement contre Hitler quelle qu'ait pu être antérieurement leur position politique », afin d'en faire « une organisation nationale regroupant tous les patriotes et donc à tendance hégémonique au sein de la Résistance[49] ». Bref, le parti ne se cache pas de continuer son entreprise de bipolarisation de la Résistance française. Mais pourquoi s'en cacherait-il puisqu'elle est l'une des bases, avec l'épuration, de l'alliance qu'il a conclue avec de Gaulle ?

– Sur le plan syndical, enfin : il multiplie les contacts avec les confédérés de la CGT (dont les communistes avaient été exclus lors du pacte germano-soviétique) pour reconstituer à son profit la centrale syndicale. Engagées dès janvier, les négociations ont abouti, le 17 avril, aux accords dits « du Perreux » qui consacrent la réunification de principe de la CGT. Le retour à la stratégie d'action de masse réside, selon Courtois, « dans la vision que, dès ce moment, le parti élabore de la libération de la France et de ses lendemains ; au cœur de cette vision réside "l'analyse de classe", le rôle du prolétariat, et plus précisément de la classe ouvrière ». Promue « élément moteur » du combat pour la libération nationale, celle-ci « devient la classe dirigeante, sans laquelle rien ne peut se faire et que toute la nation doit suivre ». Et l'historien conclut : « Comme en principe la

classe ouvrière est elle-même dirigée par le PCF, vous m'avez compris[50]… »

Redevenu une force, le PCF entend également avoir son mot à dire sur le plan moral. Dans un article intitulé « Vive la Commune ! Le patriotisme populaire contre la trahison des gouvernants », paru dans *L'Humanité* du 15 mars, le parti a défini d'un mot ce que doivent être le patriotisme et la légitimité : le patriotisme et la légitimité sont « populaires ». C'est donc à un parti en pleine résurrection qui affiche son ambition de représenter et de diriger la Résistance métropolitaine et qui « oppose à Vichy mais aussi à de Gaulle et à Giraud sa propre légitimité, celle du patriotisme populaire » que de Gaulle a à faire en cette fin d'avril 1943. Comment espérer, sinon l'arrimer à sa personne, du moins le maintenir à ses côtés ? Tout simplement en lui donnant ce que Giraud ne lui donne pas. Et, en la matière, de Gaulle dispose de quelques cartes.

Les cartes de De Gaulle

Lors de la réunion des parlementaires présents à Londres qui s'est tenue le 14 avril, Fernand Grenier a fait un exposé devant ses collègues, les socialistes Félix Gouin et Pierre-Bloch, les radicaux André Maroselli et Pierre Mendès France, le néosocialiste Max Hymans et le « paysan » Paul Antier. Au nom du parti communiste, Grenier a condamné Giraud d'avoir fixé à juin 1940 le rétablissement de la législation républicaine car, ce faisant, Giraud continue de déclarer « valable » le décret de Daladier datant du 26 septembre 1939 et portant dissolution du PCF, lequel demeure donc, de ce fait, illégal. Grenier a proposé de choisir la date du… 3 septembre 1939 afin « d'annuler automatiquement tous les décrets antidémocratiques pris aussi bien pendant la "drôle de guerre" que par le gouvernement de Vichy ». Les parlementaires ayant adopté cette proposition, il suffira à de Gaulle de donner l'assurance à Grenier que le blanchiment légal du PCF suivra automatiquement le blanchiment moral qu'il a accordé dans sa lettre du 10 février au Comité central.

L'autre carte de De Gaulle, c'est l'épuration. Au cours de la même réunion, Grenier a déclaré qu'il fallait éliminer des postes de direction en AFN les gens nommés par Vichy. Là encore, il suffira à de Gaulle de reprendre cette proposition dans l'avenir et avec toute la véhémence voulue.

Dernière carte : puisque le PCF n'est pas disposé à renoncer à la lutte armée et qu'il a indiqué le 15 avril à ses militants que « ses directives doivent être appliquées avec courage, un vigoureux esprit offensif et une discipline de fer », il suffira à de Gaulle de s'aligner publiquement sur cette politique.

Ces trois « arguments » devraient, compte tenu de leur importance et de leurs conséquences (retour du PCF sur la scène politique et élimination massive des anticommunistes), maintenir au moins pour un temps les communistes autour de sa personne et freiner leur politique de « jeu de bascule » entre les deux généraux. De Gaulle sait en effet qu'au cours de la même réunion, Grenier s'est intentionnellement prononcé pour l'union de Gaulle-Giraud. À Londres, dans les milieux de la France combattante, union ne peut signifier qu'une chose : élimination de Giraud. User de ce terme d'« union » dans son acception première c'est, bien sûr, une provocation délibérée…

De Gaulle note d'ailleurs que seuls Gouin, Maroselli, Antier et Hymans ont suivi sur ce point le député de Saint-Denis qui écrit : « Par contre, Mendès France voulait une affirmation très nette de gaullisme – celle que défendaient alors tous les ultras qui ne voulaient pas entendre parler d'un accord avec Giraud […]. Nous pensions que la position aussi tranchée du leader radical frapperait de partialité toutes les interventions publiques du groupe et n'irait pas dans le sens de l'union. Le communiqué de presse fut laborieux à établir, mais reflétait le point de vue de la majorité[51]. »

Il est significatif aux yeux de De Gaulle que les opposants à Giraud soient principalement Mendès France et Pierre-Bloch, deux personnalités d'origine juive dont l'hostilité radicale au commandant en chef tient, entre autres choses, à ce qu'il n'a pas rétabli en AFN le décret Crémieux aboli par Vichy[52]. Il y a là, pour de Gaulle, un combat « humanitaire » à mener qui ne peut que rencontrer un écho favorable dans les démocraties anglo-saxonnes. Il inscrit dans le mémorandum du 15 avril l'exigence d'une abolition « intégrale » de la législation de Vichy et le 19 avril, jour du soulèvement du ghetto de Varsovie, dans son message à l'Amérique latine[53] lu à la radio de Londres, il déclare qu'il place son action sous le triple signe de « la chrétienté, des droits de l'homme et du souci de sauvegarder l'individu au milieu de la société moderne ».

Mais c'est à l'égard de la Résistance métropolitaine que de Gaulle a décidé de frapper un grand coup. Cette Résistance où la polémique soulevée

par la création du CNR fait rage, ainsi qu'en témoigne une lettre à Moulin en date du 8 avril, dans laquelle Frenay l'accuse successivement de « formalisme administratif », de « méconnaissance grave du travail réel » et d'« erreur préjudiciable à la cause de la Résistance ». À sa manière qui, pour être abrupte n'en est pas moins habile, Frenay rappelle ensuite que le général de Gaulle et les Forces françaises combattantes « retirent leur force principale de la Résistance française organisée ou non »…

> Les mouvements de résistance, poursuit-il, se sont spontanément ralliés au Général et c'est la spontanéité de leur adhésion qui en fait tout le poids. Ces mouvements expriment sans contrainte leurs sentiments et c'est la concordance entre les thèses qu'ils soutiennent et celles des FFC qui donnent à ceux-ci le droit de parler au nom du peuple français résistant. La liberté, la liberté d'organisation des mouvements doivent donc être farouchement sauvegardées. Si les Nations unies venaient à croire que les dirigeants de la Résistance ne sont que des adjoints appointés du Comité national, leur opinion n'aurait plus aucune force et le gaullisme perdrait l'essentiel de son influence. Or nous assistons en ce moment même, et un peu du fait des agents de Londres, à une tentative de fonctionnarisation de la Résistance ; alors que nous nous sommes créés librement, que nous nous sommes développés en tenant compte des facteurs antérieurs, dont nous sommes les meilleurs juges, vous-mêmes et vos collègues avez tendance à faire de nous les exécuteurs fidèles de vos consignes données par le Comité national.

Frenay précise à Moulin qu'il avait fait part de son point de vue à de Gaulle et que celui-ci « avait bien voulu partager sa façon de voir »…

Le chef de Combat semble pour une fois victime de ses illusions… Si Moulin « fonctionnarise » la Résistance, c'est qu'il en a reçu l'ordre… Cette fonctionnarisation qui sert à la fois les communistes et le chef de la France combattante est inscrite dans la bipolarisation de la Résistance, laquelle est une des conditions de l'alliance entre de Gaulle et le PCF. On l'a vu, le procès-verbal du 28 novembre ignore totalement les mouvements de résistance ; quant à la différence de traitement dont le PCF et les mouvements de résistance sont l'objet de la part de De Gaulle elle est spectaculaire : de Gaulle s'allie dans les règles, diplomatiquement pourrait-on dire, avec les communistes tandis qu'il se rallie d'autorité les mouvements. Ici, nulle diplomatie mais un véritable coup de force.

En cette troisième semaine d'avril 1943, de Gaulle ne peut cependant pas se permettre de laisser se développer une polémique qui risque de tourner à la fronde contre Londres. Il lui faut donc séduire la Résistance. Pour cela, il doit ruser… Dans un discours-programme retentissant, chef-d'œuvre d'habilité oratoire, il va lui laisser entendre – malgré sa volonté

déjà à l'œuvre de ressusciter les « sépulcres blanchis » – que c'est elle qui aura la charge de conduire demain les destinées du pays…

Il déclare en préambule que le peuple français « se sait et se sent assez riche d'idées, d'expérience et de force, pour rebâtir comme il l'entend l'édifice de son avenir » et que cet édifice « sera neuf ». Puis il ajoute :

> La masse immense des Français a décidé, qu'à peine reparu le soleil de la liberté, elle marchera par une route nouvelle vers des horizons nouveaux […]. Pour animer et conduire demain cette nation renouvelée, il faudra des cadres nouveaux. La faillite des Corps qui se disaient dirigeants ne fut que trop claire et trop ruineuse. Tout ce qu'elle a subi, la France ne l'aura pas subi pour reblanchir les sépulcres. C'est dans la Résistance et c'est dans le combat qu'en ce moment se révèlent les hommes que notre peuple jugera dignes et capables de diriger ses activités. De ces jeunes hommes vaillants, trempés par le danger et élevés au-dessus d'eux-mêmes par la confiance des autres, la patrie peut attendre demain, le dévouement, l'initiative, le caractère, qu'ils prodiguent héroïquement pour la servir dans la guerre.

Cette mission qu'il assigne oralement à la Résistance, de Gaulle l'accompagne d'un tableau propre à exalter les imaginations : il évoque « une démocratie réelle où ni jeux de professionnels ni marécages d'intrigants ne troublent le fonctionnement de la représentation nationale » et où « un pouvoir qui aura reçu du peuple la charge de le gouverner, dispose organiquement d'assez de force et de durée pour s'acquitter de ses devoirs d'une manière digne de la France », enfin « un régime économique et social tel qu'aucun monopole et aucune coalition ne puissent peser sur l'État ni régir le sort des individus où, par conséquent, les principales sources de la richesse commune soient ou bien administrées ou tout au moins contrôlées par la nation, où chaque Français ait, à tout moment, la possibilité de travailler suivant ses aptitudes, dans une condition susceptible d'assurer une existence digne, à lui-même et à sa famille, où les libres groupements de travailleurs et de techniciens soient associés organiquement à la marche des entreprises ».

De Gaulle se garde de parler de « gouvernement provisoire ». Il se montre même particulièrement prudent puisqu'il reconnaît que « la nation, qui ne connaît d'autre souverain qu'elle-même, exige qu'à mesure de sa libération soient remises en vigueur les lois qu'elle s'est naguère données ». Il se contente d'affirmer qu'elle « n'en a pas moins condamné l'impuissance politique, le déséquilibre social et l'affaiblissement moral qui paralysèrent le système confondu avec son désastre ».

Belle promesse verbale de la part d'un homme qui vient précisément de redonner une chance à ce système qu'il condamne. Mais quel résistant traqué pourrait, au fond de sa nuit, rester insensible à une telle fresque ? Quel résistant solitaire pourrait refuser cette reconnaissance publique du droit de la Résistance, un droit qu'il défend chaque jour au péril de sa vie, à diriger son pays dans l'avenir ? Quel résistant, enfin, pourrait refuser – quand la voix qui vient de là-bas le lui demandera – de légitimer le gouvernement « provisoire » qui se fixe pour seule tâche d'établir le « gouvernement de la Résistance » ?

La magie du verbe gaulliste emporte tout.

13
La promesse de De Gaulle

28 avril 1943. La dignité naturelle de l'homme ne parvient pas à dissimuler totalement le malheur qui l'accable. Casimir Morawski, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères du gouvernement polonais vient, à sa demande, informer René Massigli des derniers développements de ce que l'on appelle déjà le « massacre de Katyn » depuis que le 13 avril, à 9 h 15 du matin (heure de New York), la radio allemande a diffusé cette extraordinaire nouvelle :

> Nous avons reçu une dépêche de Smolensk nous informant que les habitants du pays ont indiqué aux autorités allemandes un endroit où les bolcheviks avaient organisé des exécutions massives et où dix mille officiers polonais avaient été assassinés par la Guepeou. Les autorités allemandes se sont donc rendues à un endroit appelé Kosigory, une station climatique située à dix kilomètres à l'ouest de Smolensk, où une découverte atroce a été faite. Il a été trouvé un fossé de 28 mètres sur 16 dans lequel étaient empilés, en douze couches, les cadavres de trois mille officiers polonais ; ces officiers étaient vêtus de leurs uniformes, certains étaient ligotés, tous avaient des blessures par balle dans la nuque. Il n'y aura aucune difficulté à identifier ces cadavres car, grâce à la nature du terrain, ils sont complètement momifiés et les Russes ont laissé sur eux tous leurs papiers personnels. Il a été établi, dès aujourd'hui, que le cadavre du général Smorawinski, de Lublin, a été découvert parmi ceux d'autres officiers assassinés. Ces officiers se trouvaient précédemment dans un camp à Kozielsk, près d'Orel. En février et en mars 1940, ils avaient été amenés dans des wagons à bestiaux jusqu'à Smolensk ; de là, ils avaient été transportés en camion à Kosigory où ils furent assassinés par les bolcheviks. La recherche d'autres charniers se poursuit. De nouvelles couches de cadavres se trouvent encore sous celles déjà découvertes. On pense que le nombre total d'officiers assassinés s'élève à dix mille, ce qui représenterait l'ensemble des officiers polonais faits prisonniers par les Russes.

Un charnier de dix mille cadavres ! À Washington, à Londres et dans les capitales des pays neutres, l'émotion est à son comble. Elle se double

d’une incertitude : les Allemands accusent les Soviétiques, mais cette accusation est-elle fondée ?

Le 15 avril, à 7 h 15, Radio-Moscou a riposté :

> Depuis deux ou trois jours, les spécialistes de la calomnie de Goebbels diffusent de viles inventions, prétendant que les autorités soviétiques auraient procédé à une exécution massive d’officiers polonais dans la région de Smolensk au printemps 1940. En lançant ces monstrueuses calomnies, les canailles germano-fascistes n’ont pas reculé devant les mensonges les plus bas et les plus éhontés, dans leur tentative de masquer des crimes commis, comme il est maintenant devenu évident, par eux-mêmes […]. Il ne fait aucun doute maintenant que les diffamateurs au service de Goebbels essaient maintenant par des mensonges et des calomnies de masquer les crimes sanglants des gangsters hitlériens.

« La consigne officielle à Washington, écrit Henri de Montfort, était, depuis la fin de 1942, de ne rien faire qui pût mécontenter Staline. Admettre le bien-fondé de l’accusation que l’Allemagne venait de porter officiellement contre la Russie, ne serait-ce pas offenser, et exaspérer même le gouvernement soviétique et risquer de porter Staline à chercher une nouvelle formule d’entente avec Hitler[1] ? »

Roosevelt et Churchill se réfugient donc dans un silence prudent. Mais le gouvernement polonais, lui, ne peut adopter la réserve des Anglo-Saxons et il a de sérieuses raisons de se demander si les Russes ne sont pas réellement les auteurs du massacre…

Déjà mauvaises[2], les relations soviéto-polonaises ont atteint un niveau de crise d’une ampleur extraordinaire.

« Ampleur qu’explique en partie une erreur technique de notre part, reconnaît Morawski. Le gouvernement polonais avait décidé de saisir en même temps le gouvernement soviétique et le Comité international de la Croix-Rouge, mais la communication à la Croix-Rouge a été envoyée le 17 avril alors que c’est le 20 seulement que le comte Raczynski a signé la note adressée à Bogomolov… Moscou est donc parfaitement fondé à se plaindre du procédé… »

Sans doute. Mais qu’en est-il au fond ? Morawski ne se fait pas prier pour fournir des précisions : d’abord, l’affaire est ancienne. En effet, depuis la reprise des relations soviéto-polonaises, elle a fait l’objet de nombreuses notes (au moins sept !) et de conversations. Le gouvernement polonais n’a jamais cessé de réclamer aux Soviétiques des informations sur les officiers, au nombre d’environ douze mille, faits prisonniers en 1939 par l’Armée rouge et dont l’immense majorité n’a pas reparu en 1941, lorsque les

Soviétiques ont remis en liberté les prisonniers polonais. Et c'est vainement que le général Anders qui, après l'accord russo-polonais du 30 juillet 1941, a organisé l'armée polonaise de Russie, a réclamé à Moscou ces officiers, dont certains appartenaient à son état-major. Ces disparus appartenaient aussi bien à l'active qu'à la réserve et, parmi ces derniers, il y avait un grand nombre de médecins et de professeurs. Leur disparition est une grande perte pour les cadres de la future Pologne.

Mais les Soviétiques n'ont-ils pas dénoncé une machination germano-polonaise ?

Morawski manifeste une indignation accablée :

« En réalité, dit-il, ce ne sont pas des Allemands qui ont découvert les cadavres ; ce sont des Polonais travaillant pour l'organisation Todt au système de fortification autour de Smolensk… La nouvelle s'est immédiatement répandue dans la population et y a causé une profonde émotion. Il était impossible que le gouvernement gardât le silence… »

Morawski se tait un moment, en proie lui aussi à cette émotion qui étreint son peuple depuis deux semaines, puis il reprend :

« Je ne conteste pas que, par certains côtés, l'affaire demeure assez mystérieuse… Il y a, en particulier, une singulière contradiction entre l'insouciance avec laquelle les Soviétiques auraient rassemblé les cadavres, en laissant dans les poches des uniformes des papiers qui ont permis de les identifier (documents officiels, lettres privées, etc.), et le fait que les fosses communes avaient été camouflées et que des arbres y avaient même été plantés qui les dissimulaient complètement… »

Pour sa part, le général Anders qui, depuis, a gagné l'Égypte pour se joindre aux troupes anglaises luttant contre Rommel, est convaincu de la culpabilité soviétique. Dès le 13 avril, il a adressé le télégramme suivant à son gouvernement :

Dès ma libération de prison [la prison de la Loubianka] j'ai essayé de retrouver mes soldats de Starobielsk, Kozielsk et Ostachkov. J'ai toujours reçu des réponses évasives des autorités soviétiques ; le commandant en chef, le général Sikorski, au cours de sa visite à Moscou le 3 décembre 1942, en appela directement à Staline ; il lui fut répondu que les prisonniers polonais avaient dû s'évader. Pour ma part, pendant tout le temps de mon séjour en URSS j'ai fait pour découvrir quelques informations sur leur sort, les plus grands efforts auprès des autorités soviétiques et auprès de Staline lui-même. J'ai envoyé des gens à leur recherche dans toutes les directions. Au cours d'entretiens privés, des hauts fonctionnaires soviétiques déclarèrent qu'« une erreur fatale » avait été commise dans cette affaire. Nous reçûmes l'information selon laquelle certains de nos officiers avaient été volontairement noyés dans l'océan Arctique. Mais il est très probable que ceux qui ont été emmenés de Kozielsk aient été assassinés près de Smolensk. Un certain nombre de noms

donnés par la radio allemande figurent dans mes dossiers. C'est un fait que pas un seul des huit mille trois cents officiers des camps de Kozielsk et de Starobielsk ainsi que les mille sous-officiers et policiers civils et militaires du camp d'Ostachkov n'a rejoint notre armée. Malgré nos très grands efforts, nous n'avons reçu aucune nouvelle à leur sujet. Depuis longtemps nous avons la conviction profonde qu'aucun d'entre eux n'est vivant et qu'ils ont été assassinés de propos délibéré […]. Je tiens pour nécessaire une intervention du gouvernement dans cette affaire dans le but d'obtenir des explications officielles des Soviets, d'autant plus que nos soldats sont persuadés que ceux des nôtres qui restent en URSS seront également exterminés[3].

Depuis cette lettre d'Anders, d'autres faits sont intervenus : on a appris successivement que les charniers de la forêt de Katyn se trouvaient aux abords d'une « maison de repos » du NKVD, qu'elle avait servi avant la guerre de lieu d'exécution de dissidents à la police politique soviétique, que le mode d'exécution (une balle dans la nuque) était celui qu'employait la police de sûreté politique russe dès le début de la révolution d'Octobre. Deux faits majeurs accusent les Soviétiques : 1) Le 18 avril, le gouvernement soviétique est intervenu auprès du Comité international de la Croix-Rouge pour tenter d'« ajourner » l'envoi d'une commission spéciale sur place ; 2) Selon des sources bien informées, la commission internationale des représentants des instituts de médecine légale est convaincue que les exécutions se sont produites au cours des mois de mars à mai 1940, c'est-à-dire plus d'un an avant l'entrée des troupes allemandes en URSS[4]…

« En l'état actuel des choses, demande alors Massigli, que compte faire le gouvernement polonais ?

— Mon gouvernement, répond Morawski, n'a aucun désir de compliquer la situation ni, surtout, de fournir des arguments à la propagande allemande. Il serait disposé à ne pas insister sur la demande d'enquête et l'affaire serait classée… En échange, le gouvernement soviétique devrait s'engager à faire enfin droit aux multiples requêtes polonaises de laisser sortir du territoire soviétique tous les citoyens polonais qui s'y trouvent encore. »

Massigli ne sait que penser. À Kouïbychev, la délégation française est catégorique : personne ne croit à un crime russe. « Dès l'instant que Berlin accuse l'URSS du massacre, se souvient Cathala, ce ne peut être qu'un mensonge[5]. » Cependant, le commissaire des Affaires étrangères a l'intention d'en savoir davantage puisque le lendemain 29, il se rend chez Bogomolov.

Dès les premiers mots, le Français note que son interlocuteur « prend la parole avec le désir manifeste de ne pas laisser dévier la conversation ». Il glisse sur les faits qui sont à la base de l'« incident » [*sic*] ; ce qui importe à ses yeux, ce sont les causes et, pour les définir, il reprend l'énumération des griefs soviétiques contre le gouvernement polonais[6]. Entre autres : la décision de retirer l'armée polonaise d'URSS, ce qui « enlevait aux Polonais toute chance de participer eux-mêmes à la libération de leur territoire ». Il y a aussi le ton des journaux polonais à Londres, en particulier, l'officieux *Dziennik Polski*, mais Bogomolov en revient à son obsession : le refus des Polonais de coopérer militairement avec l'URSS…

« Ils avaient, s'emporte-t-il, une chance unique d'établir sur des bases nouvelles leurs rapports avec l'Union soviétique. Pourquoi n'ont-ils pas fait sur une grande échelle ce que Tchèques et Français libres ont fait sur une petite ? Manifestement, ils voulaient réserver leurs troupes pour pouvoir les employer un jour contre l'URSS ! »

Devant l'énormité de l'accusation, Massigli juge préférable de se taire. Il se contente de marquer à Bogomolov l'espoir de la France combattante que puisse s'apaiser un conflit qui ne peut que profiter à l'Allemagne.

« Mais il s'agit précisément d'abattre l'Allemagne et ses amis ! s'écrie Bogomolov. Les Polonais ont eu l'audace d'accuser les Soviétiques de faire le jeu de l'hitlérisme ! C'est le contraire qui est vrai[7] ! »

Tandis que le Soviétique vitupère, Massigli a le regard attiré par une carte de l'Europe accrochée au mur du bureau. Elle est datée de 1941 et l'URSS y figure avec les frontières résultant de l'accord germano-soviétique : le territoire russe confine à la Carpato-Russie, laquelle demeure partie intégrante de la Tchécoslovaquie et celle-ci est représentée avec ses frontières d'avant Munich. Aucun doute n'est donc possible : la carte est postérieure à la rupture germano-soviétique. Massigli comprend que, pour Moscou, le sort de la Pologne est d'ores et déjà réglé… C'est donc sans grand espoir qu'il tente d'amener Bogomolov à se prononcer sur la suggestion polonaise tendant à obtenir en échange du « classement » de l'affaire de Katyn, la sortie du territoire soviétique de tous les ressortissants polonais qui s'y trouvent encore.

« De quels Polonais s'agit-il ? Russes blancs et Ukrainiens ne sauraient être compris sous ce nom ! » tonne Bogomolov.

Massigli n'a plus qu'à prendre congé.

« Il faut détruire la Cinquième colonne ! » clame encore le Soviétique.

« C’est ainsi que Bogomolov résume la politique soviétique dans l’affaire », note Massigli[8].

La politique américaine se résume presque aussi brièvement : Roosevelt écrira en effet à Staline : « Sikorski a commis une erreur en portant l’affaire devant la Croix-Rouge internationale[9]. »

Le nouveau commissaire aux Affaires étrangères du CNF se faisait-il des illusions sur la façon de voir et de faire des Soviétiques ? La veille de son entretien avec Morawski, Molotov a avisé l’ambassadeur de Pologne à Moscou que le gouvernement soviétique « interrompait » ses relations avec le gouvernement Sikorski… L’exploitation immédiate et brutale de Katyn révèle, à l’évidence, que l’Union soviétique est résolue à se tailler une Pologne sur mesure. Mais s’il se montre impitoyable avec ses ennemis, le Kremlin ne s’embarrasse guère de précautions avec ses alliés. Massigli et de Gaulle sont bien placés pour le savoir. Quelques jours plus tôt, à l’occasion du 1er mai, alors que le CNF voulait se contenter d’ordonner aux Français de manifester par deux ou trois minutes de silence, le PCF a aussitôt protesté par la voix de Grenier : il fallait donner plus d’ampleur à cette manifestation ; il fallait que Radio-Londres conseille aux ouvriers de revendiquer des augmentations de salaires, etc. Grenier se conformait ainsi aux directives lancées le 21 avril, à 20 h 35, par le poste soviétique Radio-France de cesser complètement le travail le 1er mai et d’organiser un vaste mouvement de sabotage sur tout le territoire…

> Nous estimons, avait télégraphié Massigli à Garreau le 23 avril, que ce serait une folie dont le seul résultat serait de faire déporter immédiatement en Allemagne tous ceux qui suivraient ce mot d’ordre et de priver ainsi la classe ouvrière française de son élite. Dans cet esprit, le Comité national, d’accord avec la Résistance française, demande, pour le 1er mai à 11 heures, trois minutes de silence respectées par chacun, là où il se trouve et sans interruption de travail. Cette manifestation silencieuse affirmera la solidarité et la communion nationales sans comporter les dangers inutiles d’un geste inconsidéré. Veuillez apprécier si nous pouvons sans inconvénients majeurs faire connaître aux autorités soviétiques que nous n’ignorons pas la véritable identité du poste dont il s’agit. Si vous l’estimez possible, vous attirerez l’attention du service soviétique compétent sur les graves et inutiles dangers que le mot d’ordre lancé par Radio-France comporte pour les ouvriers français. Vous insisterez pour qu’il soit annulé et pour que le poste donne les mêmes consignes que le Comité national[10].

Le moins que l’on puisse dire est que les précautions oratoires dont Massigli entoure ses reproches aux Soviétiques atténuent largement leur vigueur. Les dirigeants gaullistes auraient-ils usé de telles précautions de

style s'il se fût agi, dans une affaire semblable, des Anglo-Saxons au lieu des Soviétiques ?

Quatre jours plus tard, le 27 avril, Massigli a d'ailleurs envoyé un contrordre à Garreau : « Après nouvel examen de la situation, il a été reconnu que, dans les circonstances présentes, mieux valait s'abstenir d'élaborer une consigne générale quelconque. Toute initiative est laissée aux organisations locales de résistance pour donner, en vue du 1er mai, les consignes appropriées dans chaque cas ; si vous avez cru devoir donner suite à nos instructions antérieures, veuillez donc procéder d'urgence à la mise au point nécessaire[11]. »

Las ! Garreau a déjà fait part à Lozovski de la décision prise par le Comité national de limiter la manifestation de solidarité du 1er mai à trois minutes de silence sans une interruption de travail qui exposerait les meilleurs éléments de la résistance ouvrière à de dures représailles.

J'ai attiré son attention, a écrit Garreau le 27 avril, sur les inconvénients qu'il y aurait en pareil cas à lancer de divers côtés à la population française des consignes contradictoires. Le poste Radio-France étant clandestin, soi-disant installé en France même et ne pouvant au surplus se réclamer d'une obédience au PCF ou au Komintern, je ne pouvais qu'indiquer discrètement à M. Lozovski que si, comme on le croyait à tort ou à raison dans certains milieux, ce poste était en Russie, le gouvernement soviétique pourrait peut-être amener ses organisations à se rallier à notre manière de voir et à radiodiffuser les mêmes consignes que le Comité national. M. Lozovski m'a dit qu'il n'est pas renseigné sur le poste en question et il a paru comprendre la valeur de nos arguments bien que, d'une manière générale, le gouvernement soviétique désapprouve les tactiques d'attentisme et préconise partout l'insurrection armée, la cessation du travail et le sabotage. En vue de hâter par tous les moyens la désintégration de la défense allemande, il n'hésite pas à exposer à l'extinction les PC qui, en dépit des risques, exécutent, stoïques et résolus, les ordres reçus dans tous les pays occupés. Dans l'état actuel, il convient de ne pas exagérer l'importance et la portée du poste Radio-France qui manque de liaison avec les organisations communistes de France[12].

L'imprécision de la rédaction de ce télégramme ne permet pas de déterminer clairement si Garreau rend justice à Lozovski d'avoir fait l'effort de comprendre les arguments du CNF ou si Lozovski se paie le luxe de donner une leçon de résistance aux gaullistes. Dans le premier cas, il s'agirait d'une troublante indulgence ; dans le second, d'une tranquille impudence. Dans les deux cas, il s'agit d'une singulière conception des rapports entre Alliés…

Cette désinvolture avec laquelle les Soviétiques traitent les gaullistes, deux faits sont encore venus l'illustrer en cette fin avril :

1) Le 20, lors d'un entretien avec le même Lozovski, Garreau a abordé une fois de plus la question des Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande, prisonniers des Soviétiques, et dont le CNF réclame en vain la libération. « Lozovski, a écrit Garreau à Massigli, s'est d'abord retranché derrière la spécieuse argumentation que vous connaissez déjà puis, devant mon insistance, m'a fait entendre que son gouvernement continuerait à examiner vos suggestions en toute sympathie[13]… »

2) Le 22, à la suite de celles de la Tchécoslovaquie, de la Norvège et de la Yougoslavie, les légations de Belgique et de Grèce ont été, à leur tour, élevées au rang d'ambassade. La légation française, elle, a été oubliée… Il est vrai que la France, alors, n'est pas une, mais trois (Vichy, Londres, Alger) ; il est vrai aussi que l'URSS a trop besoin de l'Amérique pour risquer de heurter le département d'État qu'elle sait réservé à l'égard de De Gaulle. Il n'en reste pas moins que le Kremlin montre tout d'un coup une certaine réserve à l'égard de la France combattante… Serait-ce que de Gaulle lui paraît moins utile depuis qu'il a blanchi le parti communiste français, ou les consignes d'attentisme de Londres l'agaceraient-elles ?

En tout cas, les gaullistes font comme s'ils ignoraient ces couleuvres et l'affaire de Katyn ne ralentit pas leurs efforts de rapprochement avec le Kremlin, comme en témoigne la demande de Garreau à Lozovski, le 17 avril, d'autoriser la publication d'un hebdomadaire de la France combattante à Moscou[14].

Catroux en appelle au CNF contre de Gaulle

Au cours de ce même entretien du 17 avril, Lozovski a demandé à Garreau des informations sur les derniers développements des négociations Giraud-de Gaulle et l'a questionné « avec insistance sur la nature des divergences partielles de vues que laissait apparaître la confrontation des deux mémorandums ». Selon le compte rendu de Lozovski, « Garreau a répondu que, pour autant qu'il sache, les principales divergences entre de Gaulle et Giraud portaient sur un point essentiel, à savoir le gouvernement provisoire qui devra être formé sur le territoire français tant que le peuple français n'aura pas élu son véritable gouvernement. Sur cette question, Giraud et ceux qui se trouvent derrière lui veulent gagner du temps et imposer un gouvernement réactionnaire. Cependant, Giraud est dans une

situation telle que le puissant courant grandissant de l'opinion publique l'obligera soit à se soumettre soit à partir[15] ».

Les explications de Garreau ont toujours le mérite de la simplicité. Ainsi, la volonté de Giraud de laisser le peuple français libre de décider de son régime politique après la Libération devient dans la bouche du représentant du général de Gaulle en URSS, volonté d'instaurer un « gouvernement réactionnaire »[16]…

La réalité est un peu plus complexe ; en outre, les choses ont évolué puisque, le 27 avril, Giraud a fait connaître à Catroux qu'il acceptait « un Conseil ou comité délibératif avec pouvoirs de décision collective et double présidence ». En acceptant l'égalité entre de Gaulle et lui, le commandant en chef vient de faire une nouvelle concession d'importance à son rival, s'engageant ainsi dans un processus qui lui sera fatal. À la lecture du télégramme que Catroux adresse le même jour à de Gaulle, Giraud manifeste des réserves sur trois points :

1) Il conçoit ce comité « dans l'esprit d'un comité de guerre constitué au sein d'une formation plus large englobant les chefs de territoire ».
2) Il refuse d'inclure dans la catégorie des personnalités à éliminer Peyrouton, Noguès et Boisson.
3) Il « invoque les circonstances exceptionnelles dans lesquelles, dit-il, nous nous trouvons pour revendiquer en sa faveur le cumul des fonctions de membre du gouvernement avec celles de généralissime ».

Cette position est jugée suffisamment positive par Catroux pour que ce dernier écrive à son chef :

> Puisque l'accord est acquis quant aux pouvoirs et ce que doit être l'essence du gouvernement et pour la question de la double présidence, je juge nécessaire que le résultat soit sanctionné dans une rencontre entre vous et Giraud où les questions demeurées en suspens seront vidées. D'accord avec moi, Giraud vous la propose, à partir du 5 mai, soit à Marrakech, soit à Biskra […]. Giraud exprime le désir que vous soyez seulement accompagné de Massigli, Billotte et moi-même. J'estime opportun, dans l'intérêt des négociations, de lui donner satisfaction[17].

La situation se présente donc pour de Gaulle sous un meilleur jour. D'autant que cette demi-victoire s'accompagne bientôt d'une bonne surprise : Édouard Herriot lui fait parvenir un télégramme où le président de la Chambre (qui, le 10 juillet 1940, avait exhorté ses collègues à voter l'investiture du maréchal Pétain) se dit « prêt à entrer à n'importe quel

moment dans un gouvernement présidé par le général de Gaulle que je considère, affirme-t-il, comme le seul homme susceptible de réaliser l'union de l'immense majorité des Français pour le relèvement de la France ; à mes yeux, le général Giraud n'a pas de caractère politique et est un militaire ».

Est-ce parce qu'il se sent soudain renforcé par ce ralliement qui a valeur d'investiture et par l'arrivée à Londres d'Henri Queuille, de Jules Moch et de Pierre Viénot (qu'il nomme avec quelques autres parlementaires membres d'une commission de la réforme de l'État que préside René Cassin) ? Toujours est-il que de Gaulle, estimant sans doute que le temps joue pour lui, décide de faire traîner les choses. Le 28, il télégraphie à Catroux : « Je ne puis comprendre les atermoiements de Giraud dans une affaire qui est réglée d'avance dans l'esprit de l'immense majorité des Français, même en Afrique du Nord… Je n'accepte pas d'entrevue en catimini à Marrakech, à Biskra ou ailleurs. J'entends aller à Alger en plein jour et en pleine dignité. Je vous prie d'appeler l'attention de Giraud sur les graves inconvénients de son attitude… J'attends sa réponse, positive ou négative, mais claire et nette, d'ici au 3 mai[18]. » À quoi Catroux lui répond le 29 :

> Offroy est parti ce matin et sera vraisemblablement à Londres samedi. La lecture des documents dont il est porteur vous montrera, je pense, que Giraud n'a pas d'atermoiements. Sa lettre à vous adressée, se termine en effet comme suit : « Nous avons maintenant échangé nos vues sur l'essentiel. Je considère que, dès maintenant, nous devons achever notre accord par des entretiens directs. Ce travail se fera rapidement dans le calme. Je vous propose que nous nous rencontrions dès qu'il vous sera possible à partir du 5 mai à Marrakech ou à Biskra. Notre accord conclu explicitement, nous nous rendrons ensemble à Alger et nous commencerons à travailler sans retard ni arrière-pensée. Afin de conserver à nos conversations le caractère qu'elles doivent avoir, je vous suggère que nous ne soyons accompagnés chacun que des collaborateurs indispensables, deux ou trois au maximum. » Ces propositions et cette procédure, précise Catroux à son chef, me paraissent raisonnables et de nature à sauvegarder votre dignité. Quel que soit votre sentiment à ce sujet, vous le ferez céder, j'en suis sûr, devant la nécessité de saisir l'occasion de réaliser l'union dans des conditions honorables pour nous et conformes à la volonté et aux intérêts de la France[19].

Pourtant de Gaulle s'obstine. Le 30 avril, il écrit à Catroux : « Il n'appartient pas à Giraud de m'inviter, je dis m'inviter, d'aller en Afrique du Nord. L'Afrique du Nord ne lui appartient pas, non plus qu'à moi-même. D'ailleurs, j'y ai des troupes à moi. […] Je répète que c'est à Alger que je veux aller. Sa proposition de nous voir à Biskra ou ailleurs est une manœuvre[20]. »

Il est incontestable que l'Afrique du Nord appartient à la France tout comme Madagascar, lui répond Catroux, mais le général Giraud est ici l'autorité actuelle de fait. Pouvez-vous, dès ce moment, lui contester la prérogative de vous y inviter comme vous l'avez invité au Tchad ? Et pouvez-vous vous en froisser ? En vérité, je ne le crois pas. Vous estimez que la proposition de vous rencontrer hors d'Alger est une manœuvre du général Giraud. Ceci peut être supposé, de même que votre insistance à réclamer Alger comme lieu de votre conversation peut donner lieu à la même interprétation. Mais, d'un point de vue purement objectif, l'idée de régler les questions qui restent à élucider en dehors de la capitale apparaît tout à fait normale et sans pointe dirigée contre vous. […] Vous avez des partisans à Alger, d'ailleurs assez turbulents, mais Alger n'est pas toute l'Afrique du Nord. Et si l'union est généralement souhaitée, l'opinion la conçoit dans l'ordre et la modération et sans contrainte […].

Et Catroux conclut : « Si, en conclusion, vous maintenez les termes de votre télégramme, communiquez votre décision au général Bouscat car, pour moi, j'estimerais agir contre vos intérêts et ceux de la France en en donnant communication au général Giraud. Je répète que, pour moi, l'heure est à l'apaisement et à la conciliation. »

L'exaspération de Catroux monte d'un cran. Le 1er mai, il télégraphie à de Gaulle :

Au cours d'un entretien qu'il m'a demandé le 30, Giraud m'a fait part de la communication que vous avez faite à Bouscat et pour laquelle vous requériez une réponse avant le 3 mai. Il s'est montré à la fois surpris et mortifié de cette mise en demeure ainsi que de votre menace de rappeler le chef de la mission placée auprès de lui. Je n'ai pu que lui répondre que j'ignorais le fait.

Rapprochant vos déclarations à Bouscat des agissements tant d'un des membres de la mission que du groupement Combat, Giraud en est venu à mettre en doute la sincérité de votre volonté d'union et à se demander quel était votre dessein. Il m'a dit ne pas pouvoir admettre et moins encore considérer comme un acte amical que Pelabon[21] ait fait déserter un officier de l'armée d'active, le capitaine Raynal, alors qu'il était entendu que toute demande de passage d'une force à une autre du personnel militaire serait soumise à l'agrément du commandement intéressé.

Il a déclaré ne pas pouvoir tolérer davantage la mise en circulation par le groupement Combat d'une feuille d'adhésion à une pétition – dont il m'a montré un exemplaire – réclamant la constitution d'un gouvernement provisoire sous la présidence du général de Gaulle, conformément à la volonté du peuple français. Et, rappelant enfin que la Tunisie était sous son autorité, il a protesté contre le recrutement auquel le général Leclerc procède parmi les hommes légalement astreints au service militaire. Il a voulu voir une connexion entre tous ces faits qui engendrent la confusion, risquent de provoquer le désordre et atteignent son autorité. Et il s'est déclaré décidé à sévir et à se faire respecter.

La conclusion de Giraud ne m'a pas surpris car elle était fatale et j'ai eu de la peine à la combattre puisqu'elle est difficilement réfutable. Il m'a été d'autant moins agréable d'avoir à l'entendre que j'ai toujours été opposé à ces manœuvres qui, à l'heure où je négocie, font suspecter ma loyauté par le général Giraud et par les Alliés et qui, finalement, désuniront au lieu de rassembler.

À moins que l'on ne cherche la rupture, je ne crois pas habile, dans la phase actuelle, de fournir des griefs au général Giraud en éveillant sa méfiance et d'évoquer ceux qu'on peut avoir contre lui, car on ne peut espérer aboutir dans une atmosphère de suspicion et d'irritation. Je vous pose donc la question que voici : votre intention est-elle de vous accorder avec le général Giraud ? Dans l'affirmative, il faut créer un climat favorable. Dans la négative, dites-le-moi. Dans l'une et l'autre

hypothèse, une attitude claire s'impose ; c'est du moins la seule qu'en ce qui me concerne j'accepterai, cela par simple respect de moi-même et de la cause que je représente.

Étant donné la gravité de l'objet qui nous occupe, je vous serais reconnaissant de communiquer ce télégramme au Comité national[22].

Cette mise en demeure à son chef d'en référer au Comité national indique bien que l'exaspération de Catroux est à son comble.

Dans cette guerre d'usure qu'il mène contre Giraud, de Gaulle éprouve-t-il le besoin de resserrer ses alliances ?

Le 1er mai, en lequel il voit « un jour solennel de la Résistance nationale », il adresse un message aux « travailleurs français ». Comme en 1942, le chef de la France combattante fait, là encore, un usage sélectif du terme de « travailleurs », catégorie dans laquelle il ne range que les ouvriers, les artisans et les paysans. Outre cet « alignement » sur leur vocabulaire, les communistes français et soviétiques ne peuvent que se réjouir d'entendre de Gaulle assurer que « les travailleurs français sont aujourd'hui groupés dans la lutte », que l'« unité ouvrière se cimente dans le combat et la résistance contre l'ennemi, son système et ses amis », que, la victoire venue, « la patrie reconnaissante devra et saura faire [aux travailleurs] la place qui leur revient dans la gestion des grands intérêts communs », et enfin que « les cadres de la résistance ouvrière se révèlent comme investis de la confiance des travailleurs », et « qu'ils seront au premier rang de cette élite sur laquelle compte la France pour conduire l'œuvre immense et fraternelle de la rénovation ».

Ce message aussi bref que dense comporte trois indications à longue portée :

1) De Gaulle reconnaît une fois de plus l'existence d'une « Résistance ouvrière », ce qui signifie que la Résistance n'est plus « une », et donc que sa bipolarisation est à ses yeux un fait acquis.
2) De Gaulle reconnaît aux cadres de la « Résistance ouvrière », c'est-à-dire aux communistes, le droit de parler au nom des travailleurs puisque ceux-ci les ont investis de leur confiance.
3) De Gaulle annonce que ces cadres participeront demain au premier rang de l'élite chargée de rénover le pays ; en d'autres termes : qu'ils feront partie du gouvernement.

Alors que dans ce discours aux Français il ne s'adresse qu'aux travailleurs, manifestant par l'usage qu'il fait de ce mot une souveraine indifférence pour les autres catégories sociales, le lendemain, 2 mai, dans

un message à la « Belgique en guerre », il exalte au contraire l'union d'un peuple dont « toutes les classes sont unies pour s'entraider dans leur misère et dans leur lutte ».

« Oui, ce n'est pas en vain, déclare-t-il aux Belges, que […] vos industriels, vos techniciens, vos artisans, vos paysans sont d'accord pour nuire à l'ennemi, que votre clergé n'hésite pas à élever la voix pour condamner, au nom de la religion, l'abus de la force et le mensonge du néopaganisme, que vos universités, qu'elles soient wallonnes ou flamandes, s'acharnent à maintenir ardente la flamme de l'esprit national. Car tant d'efforts et tant de mérites assurent à la Belgique la certitude de survivre et de retrouver, dans le monde de demain, la place qui revient de droit aux nations vaillantes et rassemblées. »

De Gaulle attaque Giraud

À ce discours de « rassemblement » aux Belges succède presque immédiatement un discours polémique aux Français dont la cible principale est Giraud…

Le 4 mai, en effet, à Grosvenor House, devant des compatriotes récemment arrivés à Londres, il dresse de la situation un tableau en noir et blanc. Côté noir : la France que l'« infirmité de ses dirigeants puis l'indignité des usurpateurs ont conduite successivement au désastre militaire puis à une servitude odieuse » ; côté blanc : la France combattante qui « n'a pas cessé un seul jour d'être fidèle à l'effort, à l'honneur et aux alliances, qui a remis dans la guerre une grande partie de l'empire, qui prodigue sur tous les champs de bataille le courage de ses soldats, de ses marins, de ses aviateurs, qui sert d'inspiratrice et de guide à la résistance nationale, qui entretient des relations suivies avec toutes les Nations unies et qui même, j'ose le dire, contribue à animer l'esprit de guerre dans tout le camp de la liberté ».

L'orateur clôt cette première description par une affirmation d'ordre spirituel :

« Il nous a toujours paru que dans le drame d'aujourd'hui, les grandes nations ne peuvent aboutir qu'appuyées sur une grande mystique. Or, il n'y a actuellement que deux mystiques parmi les Français : la croix de Lorraine pour presque tous, le vieux Maréchal pour quelques-uns. »

Deuxième tableau : celui-ci n'est ni noir ni blanc, mais gris ; c'est celui de l'AFN où s'est établi « cet état de choses étonnant où l'autorité, privée

de l'une et de l'autre des deux bases imaginables – Vichy ou la France combattante –, se trouvait condamnée à des mesures contradictoires, où paraissaient ordres et décrets généralement de bon aloi, mais que quelque sortilège empêchait toujours d'être appliqués, où les meilleures déclarations démocratiques et républicaines étaient affichées sous le portrait du Maréchal, où l'on prescrivait de libérer les hommes prisonniers pour délit d'espérance sans, toutefois, qu'ils sortissent de prison, où l'on condamnait solennellement les lois racistes tout en rendant plus rigoureux le régime appliqué aux Juifs, où l'on reniait les lois de Pétain cependant que les journaux officiels continuaient à les promulguer, où la mobilisation générale amenait dans les dépôts des foules d'hommes pour lesquels n'existaient ni uniformes ni équipements ni armes, où l'on affirmait subordonner tout à la guerre et au combat, pendant qu'une partie des cadres militaires supérieurs délibéraient inlassablement sur le point de savoir si l'on devait aller à la rencontre de l'ennemi et dans quel but et dans quelles conditions ? »

L'emploi de l'imparfait pour décrire la situation en AFN est particulièrement habile pour créer le sentiment de flou, donc de confusion : on ne sait plus en effet si les faits que dénonce l'orateur sont anciens ou actuels, mais, surtout, il permet de faire passer un certain nombre de contre-vérités flagrantes concernant, entre autres, le sort des Juifs ou les hésitations des cadres militaires supérieurs à se battre[23]…

Le dernier tableau que brosse de Gaulle n'est en fait ni noir ni gris ni blanc ; il est lumineux. L'orateur évoque le Comité national français qui dirige, guide et inspire la France combattante et qui, parce qu'il a réussi cette œuvre, peut et doit débarrasser l'AFN des « sortilèges » en y faisant régner les « vraies et justes lois » qui « elles-mêmes comportent le fonctionnement d'institutions de nature démocratique, conseils généraux, conseils municipaux, syndicats libres, chambres élues de commerce et d'agriculture, et aussi l'usage de libertés : libertés individuelles, liberté de la presse, liberté de réunion et d'association par quoi peut se manifester même en temps de guerre, le sentiment du peuple, hors duquel on ne bâtit que des fictions ou figurations ».

Et de Gaulle conclut :

« Tout est prêt pour que l'unité de l'empire soit demain un fait accompli. Il reste à la consacrer et à la rendre féconde en installant au grand jour, à Alger, le pouvoir ferme, homogène, populaire qui, seul, peut être en

mesure de diriger les efforts, avec qui, seul, les nations étrangères peuvent discuter provisoirement des grands intérêts communs à elles-mêmes et à notre pays et que, seule, la France captive, mais attentive, est disposée à approuver en attendant qu'elle désigne elle-même son gouvernement proprement dit. […] Nous sommes prêts à nous rendre à Alger immédiatement et sans délai, pourvu que nous en soit laissée la possibilité physique. »

Le pathétisme de cette dernière note s'inscrit dans ce mysticisme dont de Gaulle, à plusieurs reprises, a loué la nécessité : nous sommes la lumière, mais nous sommes encore captifs ; il faut libérer la lumière !

Jacques Soustelle raconte qu'à la sortie de Grosvenor House, Massigli, « les traits décomposés et le teint plus bilieux que jamais », lui lança d'une voix tremblante de colère : « Alors, vous êtes content ! Maintenant tout est fichu[24] ! » Massigli n'est pas le seul à s'émouvoir dans les rangs gaullistes. Catroux rédige à l'intention de De Gaulle une note sans complaisance où il dit notamment :

> Je désirerais me tromper, mais le réquisitoire sans ménagement et sans équité, ce qui ne veut pas dire sans habileté, que vous dressez contre le régime dont Giraud est le chef responsable équivaut dans mon esprit à une prise de position contre lui et à une déclaration de forclusion à son adresse. C'est sous ce jour qu'il apparaîtra aux initiés, en particulier à l'intéressé lui-même et aux gouvernements étrangers. Ceci n'est pas sans présenter de graves inconvénients et je n'en augure aucun profit pour la réalisation de l'unité française. Et je redoute en plus que ce discours, survenant à l'improviste dans le moment que les milieux politiques vous savaient engagé dans une négociation avec Giraud, ne suscite contre vous de graves préventions. On concevra mal que, tandis que vous échangez des notes avec un interlocuteur, vous rompiez avec les usages établis en l'accablant publiquement et on pensera que votre intention n'est pas de vous unir avec lui par voie de conciliation, mais de l'éliminer ou de l'absorber. Certaines assimilations et certaines réminiscences que vous devinez naîtront dans les esprits et on vous accusera d'appliquer les méthodes de ce que l'on appelle la technique de la prise de pouvoir.
>
> Sur le plan des réalisations pratiques, je n'aperçois pas les avantages que procurera à l'union, seul et vital but de nos efforts, votre prise de position car vous ne pourrez venir en Afrique du Nord qu'avec l'agrément de Giraud, à moins, bien entendu, que vous ne procédiez par coup de force. Or vous n'obtiendrez le consentement du général Giraud qu'en ménageant ses légitimes susceptibilités et en abandonnant la méthode des mises en demeure ainsi que celle du blâme public.

Catroux ne s'en tient pas là. En rupture avec le clan gaulliste et son intolérance de principe, il brosse un rapide portrait de Giraud avec une indépendance d'esprit que son chef ne peut ressentir que comme une insolence :

Je ne dois pas vous dissimuler que votre discours a profondément – et j'ajoute, justement – ulcéré le général Giraud qui a le sentiment d'avoir agi courtoisement et honnêtement à votre égard et, par ses concessions, de vous avoir prouvé son esprit de conciliation. Il en a en outre conçu de l'inquiétude quant à l'avenir de votre collaboration au sein d'un même conseil. Ces réactions étaient fatales chez un homme qui, quoi qu'on pense, est fidèle aux principes de son discours du 14 mars et recherche l'union.

On a tort de lui reprocher de n'avoir rien bouleversé car, me trouvant au contact des réalités du pays et de l'armée, je puis témoigner qu'en procédant radicalement il eût accru la confusion. Il a opéré par paliers et, en dépit des critiques qui sont l'inévitable rançon du pouvoir, il a imprimé aux choses une évolution heureuse. Quant à l'imputation qui lui prête le dessein d'aspirer à la dictature et de préparer une armée prétorienne, elle vaut ce que vaut l'accusation dont on vous charge d'ambitionner le pouvoir personnel. Giraud est certainement avide de gloire militaire et il veut être, par l'armée, le libérateur de son pays mais il est sans ambition politique car, s'il en était animé, il n'insisterait pas comme il le fait sur le retour à la légalité républicaine par le moyen d'une des lois de la République[25].

Giraud va-t-il mettre un terme aux négociations ainsi que l'y pousse son entourage ? Non. Il ne se sent pas le droit de suivre de Gaulle dans son intransigeance, se condamnant ainsi à combattre à armes inégales. Il s'est décidé pour l'union et il s'y tient. Le lendemain, il reçoit Catroux qui télégraphie à de Gaulle la teneur de leur entretien :

Giraud précise que dans son invitation du 15 mars, il n'a nullement été spécifié que la rencontre dût avoir lieu à Alger. Il a toujours pensé et pense plus encore aujourd'hui, qu'ainsi qu'il a été indiqué dans sa lettre du 27 avril, les conversations qui doivent précéder l'accord devraient avoir lieu dans une atmosphère de calme et de dignité et que c'est seulement après conclusion de cet accord que devrait avoir lieu votre visite à Alger. Partant de ce point de vue, il juge qu'Alger ne se prête pas à des conférences objectives et franches, en premier lieu, parce que, depuis plusieurs semaines, et, en particulier, depuis quelques jours, certains éléments locaux et des personnes venues du dehors ont développé une propagande violemment dirigée contre lui et qui a tendu, non point à faciliter l'union, mais au contraire à accentuer, exagérer et même déformer les divergences entre les conceptions des parties. […] Giraud rappelle à ce propos qu'il a la responsabilité de l'ordre et qu'il doit impérieusement l'assurer pendant qu'on se bat en Tunisie. Il rappelle en outre qu'Alger est le siège du quartier général allié et la résidence de nombreux étrangers et que, de ce fait, un accord conclu sur l'unité risquerait d'apparaître à certains esprits malveillants comme ayant été négocié sous des influences non françaises. Or, il entend que le règlement à intervenir soit, de fait et d'apparence, un règlement français. Il signale enfin qu'on s'expose à Alger, où séjournent tous les correspondants de la presse, à tous les risques d'une publicité intempestive et tendancieuse qui énerverait l'opinion et troublerait les négociations. […] Giraud ne doute pas que vous ne vous rendiez à ces raisons. Il ne peut supposer que vous suspectiez sa bonne foi pas plus qu'il ne suspecte la vôtre. Il vous prête la volonté d'aboutir et affirme la sienne. Il comprend que vous répugniez à vous rendre à Marrakech qui est terre marocaine et propose Biskra ou Bou Saada[26].

Dans ce télégramme, Catroux fait également savoir que Giraud « désire être formellement assuré, comme il l'a marqué dans sa lettre du 27 avril, que le comité est pleinement d'accord sur la procédure à suivre par

l’adoption de la loi Tréveneuc pour opérer le retour à la légalité républicaine » et qu’il souhaite être éclairé sans tarder sur ce point capital…

Dans sa réponse du 7 mai de Gaulle reconnaît :

> Il est vrai que le message du 15 mars de Giraud ne spécifiait pas que notre entrevue devait avoir lieu à Alger. Mais cela a paru évident au monde entier […]. Je vous répète qu’isolés de tous, à Biskra ou Bou Saada… nous perdrions notre force essentielle pour faire entrer Giraud dans une voie acceptable. Nous pourrions même être amenés à nous voir rembarqués pour Londres. C’est alors que nous perdrions la face. Je ne veux pas cela.
>
> Vous invoquez l’intérêt du pays pour m’amener à céder. Je ne crois pas avoir besoin de dire que, depuis assez longtemps, je n’ai pas d’autre préoccupation. Mais, précisément, l’intérêt du pays ne me paraît nullement commander l’équivoque dans l’unité. Vous savez très bien qu’il n’existe, même en Afrique du Nord, rien qui puisse gouverner réellement et diriger la guerre sinon la France combattante. Giraud a joué un rôle qui fut nuisible. Peut-être l’a-t-il fait de bonne foi. Nous l’avons, quoi que vous sembliez penser, beaucoup ménagé. Je suis tout disposé à le ménager encore. Mais ces ménagements ne doivent pas compromettre l’œuvre que nous avons à accomplir.
>
> Je ne crois pas du tout que le temps doive travailler contre nous. Chaque jour qui passe fera ressortir plus clairement que nous sommes l’unique solution possible en Afrique du Nord comme ailleurs. Plus Giraud nous fera attendre, plus il perdra pied. Je ne souhaite aucunement son effondrement parce que, tel qu’il est, il peut encore constituer un actif pour la France. Pour d’autres raisons d’ailleurs, j’ai hâte d’aboutir, même en lui faisant cette très large concession et en acceptant ce grave embarras de l’introduire au premier rang dans le pouvoir dirigeant. Mais il doit me faciliter les choses et prendre conscience des profondes réalités. […] Je réponds aujourd’hui dans une forme aimable à la lettre de Giraud du 27 avril. Ma lettre sera remise à Bouscat. Mais le texte vous en sera télégraphié dès ce soir. Je vous envoie mes amitiés et vous demande d’exprimer à Giraud mes meilleurs sentiments. S’il entre dans une voie qui nous soit acceptable, je puis l’assurer qu’il pourra me faire confiance pour le reste[27].

Il est clair, commente Charbonnières, que la « forme aimable de ce télégramme comme celle de la lettre adressée le même jour au général Giraud montre que le général de Gaulle s’était rendu compte qu’il avait été trop loin et qu’il était temps de rétablir l’affaire ».

De Gaulle adhère au projet d’application de la loi Tréveneuc

Il y a autre chose cependant. De Gaulle, ainsi qu’il le dit lui-même, a « hâte d’aboutir pour d’autres raisons »… Lesquelles ? N’est-ce pas que la gloire de la victoire de Tunisie qui va rejaillir sur Giraud risque de renforcer considérablement le commandant en chef et va provoquer quelques désaffections spectaculaires dans le clan gaulliste écarté de l’histoire depuis le 8 novembre ? C’est tout l’édifice de la France combattante qui se trouverait alors menacé d’écroulement…

Il y a aussi, et surtout, les communistes qui risquent de l'abandonner s'ils trouvent en Giraud un meilleur partenaire…

Dans sa lettre à Giraud, de Gaulle procède par petites touches :

> En ce qui concerne le pouvoir central […] nous considérons comme nécessaire que les haut-commissaires, résidents généraux, gouverneurs, ainsi que le ou les commandant(s) en chef effectif(s) des armées ne fassent pas, en principe, partie du pouvoir central dont ils ont précisément à recevoir ordres et instructions… C'est là un principe immuable et traditionnel de l'organisation des pouvoirs publics français […]. Si les haut-commissaires, résidents généraux, gouverneurs, ne doivent pas en principe, faire partie du pouvoir central, il est normal et utile qu'ils soient, néanmoins, consultés dans des matières qui intéressent les territoires confiés à leur charge. Un Conseil consultatif de l'empire, constitué par ces fonctionnaires et par quelques autres personnalités d'une compétence notoire, peut être, avec avantage, l'organe de cette consultation. Il convient d'observer toutefois, que la réunion des gouverneurs, répartis, comme les territoires de l'Empire français, dans les cinq parties du monde, présente d'extrêmes difficultés pratiques.

Ce « en principe », dit et répété, laisse entendre que l'on peut s'arranger ; que l'on n'en fait pas, à Londres une affaire « de principe » précisément. En outre, de Gaulle affirme souhaiter la création d'un Conseil national consultatif « destiné à fournir au pouvoir central une expression de l'opinion des Français pour autant qu'ils puissent la donner ».

> Sans doute, précise-t-il, un tel conseil ne saurait aucunement être considéré comme l'expression de la souveraineté nationale, laquelle ne réside que dans la nation elle-même et, par voie de conséquence, dans l'assemblée qu'elle aura élue. Mais les avis du Conseil national consultatif sont susceptibles d'éclairer le pouvoir central sur le sentiment général et de lui fournir, le cas échéant, vis-à-vis de l'extérieur, un recours des plus utiles. Pour pouvoir jouer ce rôle, il est nécessaire que le Conseil national consultatif soit composé essentiellement de membres qui ont été ou qui sont investis, publiquement et, si possible par élection, de la confiance de certaines catégories de leurs concitoyens. Les conseillers généraux et municipaux actuellement libres, les délégués des organisations de résistance en France, les parlementaires échappés au pouvoir de l'ennemi et, pourvu qu'ils ne soient pas disqualifiés par la « collaboration », les membres des chambres de commerce et d'agriculture, des syndicats libres, des délégations financières, des universités, etc. sont qualifiés pour désigner, dans des conditions à préciser, les éléments divers du Conseil national consultatif.

Et de Gaulle d'affirmer solennellement : « Il va de soi que le Conseil national consultatif, comme le pouvoir central provisoire lui-même, disparaîtra dès que la nation disposera de sa représentation élue par elle-même, laquelle choisira le gouvernement. »

« Dès que la nation disposera de sa représentation élue par elle-même… » Comme l'a écrit Catroux à de Gaulle le 5 mai, Giraud « ne peut supposer que vous suspectiez sa bonne foi, pas plus qu'il ne suspecte la vôtre ». Sa conception de l'honneur interdit au commandant en chef de

douter de la parole du chef de la France combattante qui est, bien que moins gradé, l'un de ses pairs. Mais Giraud est d'autant moins fondé à douter de la parole de son ancien subordonné que celui-ci répond positivement – ou plutôt « feint » de répondre positivement, comme le lui a conseillé Catroux[28] – à la question de l'application de la loi Tréveneuc :

La mise en application de la loi Tréveneuc peut être susceptible d'assurer au pays une représentation provisoire aussitôt qu'une partie suffisante du territoire national aura été libérée et pourvu que les éléments visés par la loi Tréveneuc comme pouvant faire partie de l'Assemblée provisoire, en particulier les délégués des conseils généraux, soient à ce moment dans la mesure d'y participer. Depuis longtemps le Comité national a envisagé une telle solution. Toutefois, ce serait compromettre gravement la sécurité des personnes intéressées qui se trouvent presque toutes au pouvoir de l'ennemi et de Vichy que de livrer ce projet à la publicité. Le Comité national demande donc fermement qu'aucun projet officiel d'application de cette loi ne soit publié actuellement et en particulier que la présente « note » reste secrète, même si le texte de cette lettre était livré à la publicité[29].

Giraud enregistre donc l'adhésion de De Gaulle à son projet. L'application de la loi Tréveneuc. C'est pour lui le point essentiel. Tout le reste est maintenant secondaire à ses yeux et il est même prêt à accéder à la demande de De Gaulle de venir directement à Alger. D'autant que cette demande est formulée de manière particulièrement « aimable » :

Dans votre lettre du 27 avril, lui écrit son rival, vous voulez bien me proposer de réaliser l'unité dans une rencontre, soit à Biskra soit à Marrakech. Je dois vous avouer franchement qu'une telle conférence, nécessairement très restreinte, qui aurait lieu en un emplacement aussi isolé, ne me paraît pas répondre aux conditions nécessaires. Je ne me sens personnellement pas le droit de prendre – pour ainsi dire dans l'abstrait – des décisions aussi importantes que celles qui s'imposent, sans avoir la possibilité d'apprécier les éléments de la situation en Afrique du Nord et d'y consulter ceux que j'ai besoin de voir. D'autre part, une expérience antérieure m'a fait mesurer les inconvénients graves que présenterait pour la France combattante le fait que son chef se trouverait privé de tous moyens propres de déplacement et de transmission et coupé du Comité national et de ses subordonnés, tandis que la radio et la presse de l'étranger répandraient, à son insu, des « informations » sur des entretiens qui, cependant, comporteraient pour lui, vis-à-vis du pays et de l'empire, les plus lourdes responsabilités.

Je n'ignore pas que vous appréhendez que l'arrivée du général de Gaulle à Alger provoque dans la capitale de l'empire un grand mouvement d'opinion. Si ce mouvement devait être favorable à la France combattante, je ne puis douter que vous seriez le premier à vous en réjouir, comme je me félicite moi-même de tous les témoignages de confiance et d'estime que recueille le général Giraud. Cependant, désirant, autant que vous-mêmes, que la grande affaire de l'unité de l'empire soit traitée dans l'ordre et la dignité qui s'imposent, je suis résolu à faire en temps voulu, le nécessaire pour que tous ceux qui, à Alger, dépendent moralement de la France combattante, s'abstiennent de toute manifestation déplacée. Quant aux autres, je suis convaincu que l'autorité locale dispose de tous les moyens voulus pour leur imposer la même attitude.

Veuillez agréer mon cher général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

De Gaulle resserre son alliance avec le Kremlin

Lorsque Giraud reçoit cette lettre, il est tout à la joie de la libération de Tunis. Les restes de l'Afrika Korps encerclés au cap Bon ne vont pas tarder à capituler. La campagne de Tunisie aura duré sept mois. Une campagne dure, éprouvante, mais où l'armée française s'est refait une âme… Le lendemain 9 mai, le commandant en chef préside à Alger un défilé militaire pour célébrer la fête de Jeanne d'Arc. Quand, à la fin de la parade, Giraud quitte la tribune pour regagner le Palais d'Été, une immense ovation l'accompagne tout au long du parcours. Aucun des émissaires de Catroux dispersés dans la foule n'a entendu un seul « Vive de Gaulle[30] ! »

Catroux, lucide, en tire la leçon. Elle tient en quelques mots : certains racontent à de Gaulle que l'autorité de Giraud s'effrite davantage chaque jour, qu'il lui suffit de se montrer ferme et patient et que toute l'Afrique du Nord lui tombera dans les mains… Eh bien, voilà la réponse ! Giraud n'est pas sourd, il a entendu les acclamations dont il est l'objet et n'a pas manqué d'en tirer les conclusions.

Et précisant ses vues, le général gaulliste conclut :

> C'est pourquoi je répète qu'il faut au plus vite faire l'union. Comment de Gaulle ne le comprend-il pas ? Dans son dernier télégramme, il remet en fait tout en question. Ne voit-il donc pas que le bon marchand de l'affaire, ce ne sera pas Giraud, quelles que puissent être les apparences, ce sera lui ? Giraud est maintenant d'accord pour que le nouveau comité ait une responsabilité collective. Cela veut dire que toutes les décisions importantes devront être prises par ce comité et, éventuellement, à la simple majorité de ses membres. Giraud peut penser que cette disposition constitue une protection contre les initiatives intempestives de De Gaulle. Mais c'est surtout contre lui qu'elle jouera, car de Gaulle pourra compter sur les hommes nommés par lui, mais Giraud ?… Qui va-t-il désigner ? Jean Monnet, sans doute, qui a de l'estime pour lui ; mais c'est un démocrate sincère et un réaliste. Cela l'amènera nécessairement de notre côté. Et après ? Peut-être Couve de Murville… Celui-là reconnaîtra vite où souffle le vent. Soyez sûr que, le cas échéant, il n'y aura pas plus gaulliste que lui. De Gaulle peut donc être bien tranquille. Au sein du nouveau comité, c'est lui qui, toujours, l'emportera[31].

Pour l'heure, cependant, de Gaulle, même s'il envisage à terme cette stratégie dans son combat contre Giraud, estime plus urgent de resserrer d'abord ses alliances privilégiées. Comme s'il pressentait de ce côté-là un certain relâchement…

Le 11 mai, il rencontre Bogomolov. Le Soviétique lui ayant demandé s'il est vrai que les « frictions internes » entre Giraud et lui sont aplanies et s'il faut s'attendre dans les prochains jours au départ du Comité national pour Alger, de Gaulle répond que « personnellement, il considère qu'il

demeure entre Giraud et lui de nombreuses questions non résolues ». Et il indique trois « désaccords[32] ».

Le premier porte sur la question de la formation d'un gouvernement français ayant pleins pouvoirs, « qui pourrait aussitôt apparaître comme le gouvernement national de la France, disposant du pouvoir sur les territoires et les citoyens de France ».

« Seul un gouvernement, affirme de Gaulle, pourrait déclarer que la France est à égalité avec les autres alliés dans cette guerre. À l'inverse de cette position qui est la mienne et celle du Comité national, Giraud soutient totalement la ligne du gouvernement américain qui souhaite ajourner aussi longtemps que possible la formation d'un tel gouvernement national. Ainsi Giraud ne veut pas donner à l'administration française la possibilité de parler au nom du peuple français et de défendre les intérêts de la France en tant que grande puissance. Mes désaccords avec Giraud tiennent aux divergences de positions de la France et des États-Unis[33].

« Quelle est la position des Anglais dans ces désaccords ? demande Bogomolov.

— Comme vous le savez, répond de Gaulle, les Anglais manifestent à mon égard une certaine incrédulité mais, en même temps, ils me soutiennent, espérant ainsi gagner quelque chose pour l'Angleterre dans le cas de mon retour en France[34]. »

Le deuxième désaccord porte sur la question de la division du pouvoir entre les deux généraux.

« Giraud, dit de Gaulle, a donné son accord pour une présidence alternée du directoire, c'est-à-dire qu'il a consenti au partage du pouvoir politique sur une base paritaire. Cependant, il continue d'insister sur le fait que l'ensemble du pouvoir militaire doit lui revenir. Cet arrangement ne me satisfait pas car, dans ce cas, étant donné l'état de guerre, le pouvoir effectif reste entre les mains de Giraud. »

Le troisième désaccord porte sur l'attitude de Giraud envers Vichy.

« Giraud, dit de Gaulle, est entouré de fonctionnaires de Vichy et sa ligne politique est en toute conformité avec les intentions réactionnaires de ses conseillers américains. En été dernier, il a été tenté de préparer la restauration de la monarchie en France car il est lui-même un monarchiste convaincu. En parfait accord avec les partisans du comte de Paris, les cléricaux et certains conseillers américains, il a marché dans cette direction mais il a subi un échec. Actuellement, il consent à faire certaines

concessions dans le domaine de la politique, mais cela ne veut absolument pas dire qu'il a rompu avec le régime de Vichy[35]. »

J'ai dit, écrit Bogomolov à Molotov ce même 11 mai, que je comprenais parfaitement les difficultés de la position du Comité national envers lequel l'Union soviétique éprouvait une sympathie qui s'exprimait ne serait-ce que dans la formulation de la reconnaissance du Comité national par le gouvernement soviétique [mais que], d'autre part, la politique de l'URSS est de soutenir et de considérer avec sympathie toutes les forces antihitlériennes qui, sous une forme ou sous une autre, participent activement à la lutte contre l'Allemagne hitlérienne.

De Gaulle a réagi à ma réponse qui, visiblement, ne lui a pas plu, en faisant remarquer que si Giraud concentrait tout le pouvoir et l'influence en France entre ses mains, la France deviendrait un instrument entre les mains des cercles réactionnaires américains et des personnages de Vichy à l'intérieur de la France elle-même, ce qui ne serait d'aucun profit pour la Russie.

J'ai répondu à cela que, comme il le savait, le gouvernement et la presse soviétiques n'avaient jamais manifesté envers Giraud autant d'attention qu'envers lui ; j'ai ajouté que, sans l'unification des forces antihitlériennes, même si elles étaient en désaccord, on ne pourrait créer un puissant front allié dans cette grande guerre. De Gaulle a été d'accord avec moi, mais il a quand même fait remarquer qu'outre les intérêts du jour même, il existait des intérêts d'un futur plus lointain et que, dans cet esprit, des gens comme Giraud ne pouvaient intéresser le gouvernement soviétique.

Et Bogomolov poursuit :

« J'ai ensuite demandé à de Gaulle ce qu'il pensait de la situation actuelle en Afrique. Il a mentionné, de façon mesurée, les succès des Anglais et des Américains et a dit d'un ton de reproche que ni l'Angleterre, ni l'Amérique, ni personne d'autre n'avaient mentionné la participation de ses troupes à l'opération de Tunis. Je lui ai demandé combien de Français avaient participé à cette opération. Il m'a répondu que les troupes de Giraud s'élevaient à environ cinquante mille[36] et les siennes à environ trente mille. »

Et Bogomolov conclut :

« Quand je lui ai demandé ce qu'il pensait du conflit soviéto-polonais dans les conditions actuelles, de Gaulle a répondu ce qui suit : d'une part, la France est intéressée à ce qu'il existe une Pologne libre et indépendante mais, d'autre part, la France est également intéressée à ce que la Russie ait, à l'Ouest et bien sûr sur la Baltique, les frontières stratégiques les meilleures pour elle. De Gaulle donna alors à entendre que, s'il venait au pouvoir, la France, sans aucun doute, soutiendrait la Russie sur la question de la frontière [russo-polonaise] dans l'esprit de la ligne Curzon. Mais toute l'affaire, ajouta-t-il, consiste en ce que, pour l'instant, la France elle-même et les défenseurs de ses intérêts se trouvent dans une situation extrêmement difficile. »

Trois remarques prioritaires s'imposent à la lecture de ce document capital :

– La position gaulliste en mai 1943 s'inscrit toujours et plus que jamais dans le droit fil de la stratégie politique inaugurée par la proposition d'alliance secrète du 25 juillet 1941 à Staline et poursuivie : par la défense en avril 1942 du projet soviétique de débarquement anglo-saxon dans le nord de la France (contre le plan Churchill d'une attaque de l'Allemagne par le sud, plan développé à son tour par Giraud à Anfa) ; par la prise de distance gaulliste à l'égard de la Pologne comme le révèle le télégramme du 21 juin 1942 à Roger Garreau ; par la fameuse phrase-message « J'espère que les Russes seront à Berlin avant les Américains », délivrée à Maïski le 4 décembre 1942.

De Gaulle, donc, persiste et signe. Il fait plus encore, puisqu'il franchit un palier supplémentaire en indiquant l'« intérêt » que trouve la France à ce que l'URSS ait à l'Ouest et sur la Baltique « les frontières stratégiques les meilleures pour elles » : ce qui signifie concrètement l'acceptation des conquêtes soviétiques de la période 39-41 (les trois États baltes, la Bessarabie, la Bucovine du Nord, le tiers – 170 000 km^2 – de la Pologne et la Carélie finlandaise tant occidentale qu'orientale) ; en affirmant, en outre, qu'il est prêt à soutenir la Russie sur la question de la frontière russo-polonaise « dans l'esprit de la ligne Curzon », de Gaulle se présente ouvertement devant le Kremlin comme le champion des intérêts soviétiques. L'importance de cette prise de position tient notamment à ce qu'elle se situe moins d'un mois à peine après le début de l'« affaire de Katyn » et quelques jours seulement après que Moscou, prenant prétexte de la demande d'enquête du gouvernement polonais à la Croix-Rouge, a rompu unilatéralement ses relations diplomatiques avec ce gouvernement, dans le but d'en promouvoir un autre entièrement soumis à l'URSS. Elle tient aussi au fait que de Gaulle n'hésite pas à rompre la traditionnelle et séculaire alliance franco-polonaise au nom de laquelle la France s'était résolue à déclarer la guerre à l'Allemagne.

Une stratégie d'alliance, surtout en matière de politique étrangère, n'implique certes pas une adhésion idéologique ; mais, dans le cas présent, et compte tenu de la nature même du régime soviétique où l'idéologie réactive le panslavisme, force est de constater que la diplomatie gaulliste semble bien faire le jeu du communisme international.

– Dans son combat contre Giraud (ainsi que l'a révélé le télégramme de Catroux en date du 23 avril), de Gaulle n'a pas hésité à « couvrir » la demande de Catroux aux Anglais et aux Américains de faire pression sur le commandant en chef pour qu'il fasse une place à son rival en AFN ; maintenant, il n'hésite pas davantage à faire appel aux Soviétiques. Le chef de la France combattante mêle donc délibérément l'étranger à une affaire franco-française, renouant ainsi avec une constante de la III^{e} République finissante. Pratique qu'il dénonce pourtant lui-même dans ses discours… Et le moins qu'on puisse dire est qu'il dispose d'un relai adéquat en URSS en la personne de Garreau qui en appelle ouvertement au Kremlin pour nettoyer Alger de tout ce qui peut freiner d'une manière ou d'une autre l'ascension de son chef. Et il le fait avec ses mots à lui. En parallèle à l'affaire polonaise dans laquelle Staline vient de montrer sa fermeté à l'occasion de la réunion du Comité panslave à Moscou, évoquant l'aide bienveillante que les dirigeants soviétiques n'ont cessé jusque-là d'apporter à la France combattante, il n'hésite pas à prédire : « À chacun son tour : le Comité national peut être assuré que les Quisling de l'Afrique du Nord ne perdront pas pour avoir attendu. Même s'il y a lieu de croire que la manœuvre des dirigeants soviétiques s'étendra à tous ceux qui, innocents de toute collaboration présente ou passée avec l'hitlérisme et son succédané vichyste lui paraissent trop enclins à jouer, consciemment ou inconsciemment, le jeu des forces obscures qui s'obstinent à sauver la construction politique d'Alger. C'est à la lumière de cette évidence que la décision du parti communiste français du 1er avril, dont vous m'aviez tenu au courant, prend toute sa signification[37]. »

De lui-même, Garreau relie donc l'appel du PCF du 1er avril en faveur de la constitution d'un gouvernement de la République française présidé par de Gaulle à un ordre venu de Moscou. Ce qui va sans dire, et, précisément, que Massigli aurait préféré qu'on ne dise pas. Surtout, sur ce ton triomphant…

– Pour ce qui concerne plus particulièrement la personne de Giraud, de Gaulle poursuit la campagne gaulliste visant à faire du commandant en chef, à la fois une sorte de « Franco français », l'« homme de Vichy », celui des Américains et celui du comte de Paris. Cette attaque de type « politicien » contre un concitoyen (qui fut l'un de ses chefs, qui est actuellement l'un de ses pairs et qui se trouve engagé physiquement dans le même combat pour la libération du pays) change de nature du fait même

qu’elle est portée devant un étranger (et qui plus est, en tant que Soviétique, un révolutionnaire professionnel). Elle devient l’expression d’une sorte de solidarité « internationaliste ».

Quant au « désaccord » sur le pouvoir central, aux dires mêmes de Catroux, il est réglé au moins en ce qui concerne les attributions dudit pouvoir ; reste, peut-être, la question de son titre ; Giraud penchant pour celui de Conseil national et de Gaulle pour celui du pouvoir central. Mais l’expression « gouvernement provisoire » (même si c’est ce que de Gaulle souhaite au fond de lui-même) ne figure pas plus dans le mémorandum du Comité national du 23 février que dans la lettre de De Gaulle à Giraud en date du 6 mai[38]. En tout cas, une chose est sûre : de Gaulle n’a jamais parlé de « gouvernement national » comme il le fait devant Bogomolov ce 11 mai…

Reste, enfin, la question du « partage du pouvoir militaire », mais il est à remarquer qu’elle n’a jamais fait, sous cette forme du moins, l’objet de discussions particulières entre Londres et Alger : le problème qui se pose est celui du cumul des fonctions de coprésident et de commandant en chef que souhaite garder Giraud. Cette question du « pouvoir militaire » que de Gaulle soulève en la dramatisant au point d’en faire devant Bogomolov un « désaccord » fondamental entre Londres et Alger a, sans doute, dans son esprit, un autre objet : celui d’inquiéter les Soviétiques sur les plans stratégiques de Giraud qui concordent avec ceux de Churchill et s’opposent donc aux leurs.

Dernier point : la manière plutôt brutale avec laquelle de Gaulle lie sa « volonté de pouvoir » aux services qu’il peut rendre aux Soviétiques sur la question de la frontière russo-polonaise apparaît concrètement comme un appel au Kremlin et, à travers lui au PCF, à le soutenir sans réserve. Quelle sorte d’ambition nationale peut donc se déployer sur un pouvoir acquis au prix d’un marchandage de ce type ? De Gaulle ne se ferme-t-il pas, d’entrée de jeu, l’espace nécessaire à ses rêves de grandeur ?

Un seul but : le pouvoir

Le 12 mai, au lendemain de son entrevue avec Bogomolov, de Gaulle célèbre la victoire de Tunisie :

> À la phase suprême, à la phase victorieuse de la campagne d’Afrique, la France, enfin, vient de prendre une part importante et glorieuse. Plusieurs de ses divisions, initialement pourvues d’armes

périmées au milieu du torrent des forces alliées et de leur matériel moderne, ont su se lever, marcher à l'ennemi, mener les plus durs combats, subir les plus lourdes pertes. D'autres, trempées celles-là, par toutes les épreuves et par tous les sacrifices qu'elles avaient, depuis trois ans, partout cherchés et partout trouvés, sont venues en combattant qui de Syrie, qui du Nil et qui du centre de l'Afrique, en franchissant les pires déserts du monde, jusqu'à ces champs de Tunisie où la gloire vient, une fois encore, de réunir nos drapeaux déchirés.

Les mots ne recouvrent cependant pas la réalité : la gloire ne réunit pas « nos » drapeaux déchirés. Le 20 mai, à Tunis, lors du défilé de la victoire présidé par Einsenhower et Giraud[39], le général de Larminat, gaulliste intransigeant – à la surprise douloureuse de tous les combattants français –, refuse de faire défiler ses hommes avec les troupes de l'armée d'Afrique et préfère les amalgamer au contingent britannique[40].

Larminat a-t-il agi de sa propre initiative ou a-t-il obéi à un ordre de De Gaulle ?

Alors que sa lettre du 6 mai à Giraud laissait supposer que les négociations allaient bientôt trouver une fin heureuse, le chef de la France combattante semble faire une nouvelle fois marche arrière. Sans doute les nouvelles de France y sont-elles pour quelque chose…

Dans un rapport en date du 7 mai, parvenu à Londres le 14, Moulin écrit à de Gaulle : « Les plus fervents apôtres de l'obédience envers vous et envers le Comité national français sont maintenant les tenants des partis politiques. Que ce soient les communistes, les socialistes, les radicaux que j'ai longuement vus ces jours derniers, ils se déclarent résolus à intervenir auprès de leurs amis politiques, membres des mouvements de résistance au cas où l'équivoque se prolongerait. Les chefs cégétistes […] m'ont tenu le même propos. »

Moulin annonce également que « toutes les réticences ont été vaincues auprès des mouvements » et que le Conseil de la Résistance est constitué.

Il s'agit donc de deux bonnes nouvelles. Mais de Gaulle sait que la Résistance reste très divisée. Division qui transparaît cruellement à travers l'attaque que Moulin porte dans ce même rapport contre Brossolette, mais aussi contre Frenay et d'Astier.

Je tiens, lui écrit Moulin, à appeler votre attention sur les griefs qui sont faits à nouveau contre Nef [Frenay] dans de nombreux milieux. On reprend contre lui de vieux arguments contre lesquels je n'ai cessé personnellement de m'élever : ambition personnelle, relations avec le Deuxième Bureau de Vichy et avec Giraud, attitude politique équivoque, activité brouillonne, manque de sang-froid… Tous arguments qui ont contribué à diminuer très sérieusement sa position, non seulement auprès de ses anciens amis, mais encore dans la masse de ses troupes. Il n'a, en vérité, pour le défendre

âprement, que les permanents qu'il a très habilement placés et appointés au sein de l'organisation (collaborateurs immédiats, chefs de régions, etc.).

Les critiques qui sont reprises contre lui, poursuit Moulin, s'étayent sur un certain nombre de faits qui ne manquent pas d'être exploités. Au moment où il cherche à prendre en main tous les leviers de commande, et alors qu'il négocie avec les Américains[41] et, par la fatalité des choses avec Giraud, les tenants de Combat entreprennent une campagne non déguisée contre les communistes, voire contre les socialistes. C'est ainsi qu'un tract signé Combat a été récemment diffusé à des milliers d'exemplaires, invitant les candidats à la déportation à lutter « contre l'hitlérisme et contre le marxisme », ce qui n'a pas manqué de soulever les protestations des communistes et des socialistes. Enfin, alors que les Mouvements unis avaient décidé de mettre en manchette des trois journaux clandestins : « Un seul chef : de Gaulle, un seul combat : pour la Libération », certaines éditions de *Combat* ont délibérément supprimé les deux formules pour les remplacer par la suivante : « Un seul combat : pour la patrie » (*Combat*, édition régionale, n° 6 avril).

Quant à Merlin [d'Astier] on lui reproche grandement et dans son propre comité de s'être, après avoir défendu âprement le particularisme de « Libé », solidarisé brusquement avec Nef au point d'écarter de toute délibération ses anciens amis politiques. Et cela en vue de maintenir une situation personnelle prédominante.

Toutes ces critiques que je ne fais pas miennes ont sérieusement affaibli la position de ces deux chefs, comme aussi le désir d'indépendance qu'ils ne manquent pas d'affecter, en dehors de leurs journaux bien entendu, car ils savent fort bien qu'ils ne seraient pas suivis […]. Vous êtes le chef militaire des Français sans réserves ni restrictions, aussi est-il pénible à nombre d'entre nous d'entendre Nef, comme il l'a fait au cours d'un des derniers CD, déclarer en propres termes : « Le Général a agi avec légèreté et a commis une erreur en nommant Mars [Delestraint] commandant en chef sans restrictions ni réserves. »

Au point de vue politique, dit encore Jean Moulin, je pense qu'il faut dissiper une équivoque.

Nef, à plusieurs reprises, défendant la thèse de l'indépendance absolue des Mouvements, m'a déclaré qu'il se considérait dans la position d'un chef de parti à l'égard du chef de gouvernement.

Tel n'est pas mon avis. Qu'il en soit un jour ainsi lorsque vous serez réellement à la tête des destinées de la France, c'est possible. Mais à l'heure actuelle, j'estime que vous devez vous considérer bien plus comme un chef de parti que comme un chef de gouvernement.

De quoi s'agit-il, en dehors de la libération du territoire ? Il s'agit pour vous de prendre le pouvoir contre les Allemands, contre Vichy, contre Giraud et peut-être contre les Alliés.

Dans ces conditions, ceux que l'on appelle très justement les gaullistes ne doivent avoir et n'ont en fait qu'un chef politique, c'est vous.

Commentant ce rapport, Henri Noguères dit qu'il révèle « plus encore qu'une dialectique subtile, une parfaite connaissance de la psychologie du destinataire – le général de Gaulle –, et en dépit de quelques formules qui peuvent passer pour bienveillantes ou indulgentes à l'égard des enfants terribles des MUR, une exploitation féroce, impitoyable de tout ce qui peut le mieux desservir Henri Frenay auprès du "Symbole" ».

On aura noté, précise l'historien, l'insistance avec laquelle Moulin présente par deux fois Frenay comme un suppôt du général Giraud, voire du Deuxième Bureau de Vichy, alors qu'il sait fort bien à quoi s'en tenir sur ces deux points. Il était difficile également de ne pas relever au passage la formule – assez basse il faut bien le reconnaître – par laquelle, en insinuant qu'ils sont « appointés », Moulin s'efforce de jeter par avance le discrédit sur les responsables des MUR qui soutiendraient

Frenay. Et qui pouvait douter – connaissant de Gaulle – de ses réactions en apprenant que son nom n'avait pas figuré sur une manchette de *Combat* ou, pis encore, que Frenay en plein comité l'avait taxé, lui, de Gaulle, de « légèreté » et l'avait cru capable de commettre une erreur[42] ?

Ce texte révèle aussi :

- L'extraordinaire complicité entre le chef de la France combattante et son représentant auprès de la Résistance intérieure : le fait que Moulin puisse développer contre Frenay des arguments de nature aussi « basse » prouve que les deux hommes peuvent tout se dire et de la manière la plus brutale.
- L'« inconditionnalité » de Moulin à l'égard de De Gaulle. Cette inconditionnalité est-elle fondée uniquement sur la confiance qu'ont les deux hommes l'un pour l'autre ? Si c'est le cas, cette confiance devrait logiquement être mise à mal par les accusations de « tendances dictatoriales » que porte Passy contre Moulin, tendances qui, en raison des pouvoirs de Moulin, peuvent représenter un danger pour le chef de la France combattante, méfiant de nature et prompt à déceler les trahisons. Or ce n'est pas le cas : la confiance de De Gaulle en son représentant semble imperméable à tous les avertissements et, pour tout dire, absolue… L'inconditionnalité de Moulin à l'égard de De Gaulle a donc un autre ciment. Compte tenu de ce que nous savons des deux hommes, ce ne peut être – entre autres choses – qu'une volonté commune d'accorder aux communistes, appoint indispensable pour l'ascension gaulliste, des soins prioritaires.

Dans un rapport en date du 10 mai, Frenay, de son côté, ne cache pas son opposition à Moulin. Mais sur un autre ton et à un tout autre niveau que ceux sur lesquels Moulin a construit sa polémique.

Ici, aucune attaque *ad hominem*, mais une remise en cause argumentée de certains principes et, notamment, celui de la double casquette de Moulin, à la fois représentant du CNF et président de la Résistance. Quand il y a divergences d'opinions entre le CNF et le comité directeur des MUR, dit Frenay, l'expérience prouve que, dans ce cas, Moulin « défend toujours le point de vue du premier et jamais celui de la Résistance ». Frenay précise cependant :

On ne saurait lui en faire grief, car en cela il reste fidèle à sa mission essentielle, mais cela fait sauter aux yeux l'antagonisme qui existe entre les deux fonctions qu'il cumule. Cet antagonisme est

aggravé encore par un événement récent. Max [Moulin] ayant rencontré auprès des trois membres du CD une opposition unanime[43] sur certains principes, il tenta d'imposer sa volonté par des procédés que personnellement je condamne, car ils mettent en cause l'autorité du comité directeur lui-même. Il fit appel des décisions prises auprès des comités directeurs des anciens mouvements, lesquels, en raison de la fusion, n'avaient plus été réunis, du moins en ce qui concerne Franc-Tireur et Combat. Ce procédé me paraît doublement blâmable : il sape l'autorité du CD et entrave son action ; d'autre part, il met en lumière la volonté de Max de faire triompher ses thèses, même si le CD des Mouvements unis et les régions les condamnent unanimement.

Et Frenay propose un certain nombre de remèdes pour rétablir l'union actuellement menacée, permettre à la Résistance de faire entendre librement sa voix, au comité directeur d'exercer la direction et le contrôle des organes qu'il a créés et au Comité national français de maintenir la plénitude de son autorité. Étant bien entendu, précise Frenay, que le CNF est l'« organe supérieur de la Résistance française et qu'à ce titre c'est lui qui détermine les buts qui sont assignés aux Mouvements unis dans leur mission de libération ».

Quoi qu'en dise Moulin, Frenay se montre donc parfaitement loyal à l'égard de De Gaulle. Mais, précisément, de Gaulle tient-il à ce que la Résistance puisse faire entendre une autre voix que celle de Moulin ? Il a choisi Jean Moulin et lui réitère à tous moments sa confiance ; il n'ignore nullement les « agissements » de Moulin – comme le croit ou veut le croire Frenay – puisque toute l'activité de ce dernier s'inscrit dans la logique de la création du CNR voulue par Londres. Or, qu'est-ce que le CNR, sinon une opération politique qui vise d'abord et surtout à conférer officiellement à de Gaulle le titre de chef – et de chef politique – de la Résistance intérieure afin de le placer en position de force vis-à-vis de Giraud qui, lui, dispose de l'armée…

Le faux-vrai message de Jean Moulin

Dans son rapport du 7 mai qui annonce que l'accord pour la constitution du CNR s'est finalement réalisé, Moulin le confirme d'ailleurs sans détour : « J'espère pouvoir réunir cette assemblée [l'assemblée qui doit créer le CNR] avant la fin de ce mois afin qu'elle puisse prendre nettement position au sujet des affaires d'Afrique du Nord. »

Ce rapport du 7 mai qui, rappelons-le, n'arrive à Londres que le 14 au soir est accompagné du message suivant envoyé également par Moulin :

Tous les mouvements et partis de la Résistance de la zone nord et de la zone sud, à la veille du départ pour l'Algérie du général de Gaulle, lui renouvellent, ainsi qu'au Comité national français, l'assurance de leur attachement total aux principes qu'ils incarnent et dont ils ne sauraient, sans heurter violemment l'opinion française, abandonner une parcelle. Tous les mouvements et partis de la Résistance tiennent à déclarer formellement que la rencontre prévue doit avoir lieu au siège du gouvernement général de l'Algérie, au grand jour et entre Français. Ils déclarent en outre :

1) Que les problèmes politiques ne sauraient être exclus des conversations.

2) Que le peuple de France n'admettra jamais la subordination du général de Gaulle au général Giraud et demande l'installation rapide à Alger d'un gouvernement provisoire, sous la présidence du général de Gaulle ; le général Giraud devant être le chef militaire.

3) Que le général de Gaulle demeurera le seul chef de la Résistance française quelle que soit l'issue des négociations.

Ce texte, inspiré à l'évidence par de Gaulle, semble prouver que la Résistance intérieure a plébiscité de Gaulle à l'unanimité (« Tous les mouvements et partis de la Résistance », etc.) et qu'elle le suit aveuglément ; il reprend sous la forme d'une mise en demeure solennelle à Giraud toutes les exigences du chef de la France combattante (l'arrivée directe à Alger et la nécessité de donner au combat de la Libération un caractère politique), mais aussi quelques autres : instauration non pas d'un Conseil ou d'un pouvoir central mais d'un « gouvernement provisoire » et prééminence de De Gaulle sur Giraud.

Mais le dernier point ne manque pas non plus d'intérêt puisqu'il garantit à de Gaulle qu'il restera le « seul chef de la Résistance » en cas d'échec des négociations avec Giraud… garantie que le triomphe de Giraud en Tunisie rend particulièrement opportune…

« Cette nouvelle, écrit Jacques Soustelle alors commissaire à l'Information, nous arrivait au plus épais des difficultés et des intrigues. Le régime d'Alger, repoussé dans ses derniers retranchements, s'efforçait encore de retarder l'arrivée du général de Gaulle en Afrique du Nord. La pression étrangère était prodigieuse. Chez nous, même certains s'affaiblissaient et prêchaient les concessions. Je m'empressai de publier les nouvelles concernant le CNR qui ne pouvaient que renforcer notre position[44]. »

Mais les choses ne sont pas aussi simples…

« On connaît par de Gaulle et Soustelle "l'effet décisif" produit par ce message (qui était une fausse nouvelle) mais qui apportait la preuve que l'unité de la Résistance française s'était définitivement faite autour du général de Gaulle », écrit Daniel Cordier qui ajoute : « En France, les seize membres qui avaient donné leur accord pour participer à la première

réunion du Conseil de la Résistance furent scandalisés d'entendre la radio donner le compte rendu d'une réunion qui ne s'était pas encore tenue et citer une motion qu'ils n'avaient pas votée et dont ils ne connaissaient même pas le texte. Moulin, mécontent de cette fausse manœuvre qui risquait de tout compromettre à la dernière minute, signalait à Londres l'erreur que l'on commettait en traitant légèrement des hommes dont de Gaulle aurait de plus en plus besoin[45]. »

Reste, même s'il est furieux de la publication du texte, que c'est Moulin qui l'a rédigé et qui, de sa seule initiative, fait, sans leur demander leur avis, avaliser par « tous les mouvements et partis de la Résistance de zone nord et de zone sud », les exigences de De Gaulle, y compris celle de rester leur chef en cas d'échec des négociations ! Procédé pour le moins douteux, même si les contraintes de la vie clandestine expliquent bien des choses… Daniel Cordier voit dans ce message à de Gaulle une « fausse nouvelle ». Des esprits plus juridiques peuvent y voir un « faux ».

Ce même 15 mai, de Gaulle écrit à Catroux :

> Le CNR vient de se constituer en France. Ce conseil compte des délégués de toutes les organisations de résistance dans les deux zones et des délégués de toutes les organisations politiques représentant les anciens partis de la droite à l'extrême gauche, avec l'approbation expresse de Louis Marin, Herriot, Blum, Jouhaux et du Comité central du parti communiste. Notre commissaire national en France préside ce conseil. […] Bien que le CNR ait pris parti catégoriquement quant aux attributions respectives de Giraud et de moi-même, et que cette opinion me paraisse toujours être celle du bon sens, je ne retire rien de la proposition que j'ai faite à Giraud quant à la double présidence du Comité national, étant naturellement entendu qu'une telle présidence ne peut se cumuler avec le commandement des armées[46].

Catroux adresse par retour du courrier un télégramme particulièrement sec à de Gaulle. Il constate d'abord avec un vif regret qu'il n'a pas réussi à le convaincre que Giraud « ne nourrit pas de perfides desseins » à son égard quand il insiste sur un premier lieu de rencontre loin d'Alger. Puis il s'élève contre la soi-disant manipulation de Giraud par les Américains : « En ces lieux, écrit-il, vous n'auriez, quoi que vous en pensiez, pas d'Américains devant vous ou dans la coulisse. Je le dis parce que j'en suis sûr ; mes conversations avec Giraud m'ont convaincu qu'il ne tiendrait pas devant vous un langage inspiré par qui vous craignez. Je sais quels conseils il entend volontiers et j'en connais l'esprit qui peut être en opposition avec votre propre conception, mais qui est un esprit français. En d'autres termes, j'ai confiance en l'honnêteté de Giraud et en son patriotisme. »

Enfin, et tout en affirmant qu'il va tenter d'amener Giraud « à un compromis honorable sur la question d'Alger », Catroux dénonce les propagandes menées en Tunisie en faveur de De Gaulle au moyen de tracts et d'effigie, les débauchages et les incorporations auxquelles se livrent Larminat et Leclerc. « Puisque la propagande est menée de Londres, écrit-il, puisque je n'ai plus qualité pour donner des ordres au général de Larminat, je vous prie de faire cesser ces agissements dont je porte aux yeux de tous la responsabilité et qui sont incompatibles avec ma dignité et celle des négociations que je conduis. »

Revenant enfin sur la question des pressions américaines, il conclut : « Mon sentiment sur l'attitude de l'Amérique à l'égard de l'union est qu'elle ne s'y opposera pas si, comme je vous l'ai déjà dit, le général Giraud y détient un rang égal au vôtre et si l'organisation de l'organe gouvernemental à créer est conforme à l'esprit démocratique, dont l'essence exclut le risque de frayer la voie à l'exercice du pouvoir personnel. Cette conception est d'ailleurs celle de tous les Français ; elle est la mienne et elle est la vôtre, et, par suite, ne prête pas à discussion[47]. »

Ce même 17 mai, Giraud adresse cette lettre à de Gaulle :

Mon général,

Je vous remercie de votre lettre du 6 mai qui répond à ma lettre et à mon mémorandum du 27 avril.

Ce nouvel échange de vues me convainc que nos discussions préliminaires sont closes et que l'heure de l'action et de nos responsabilités communes est venue. Le temps presse : entre autres questions, la fusion rapide de toutes les forces françaises en une seule armée de la victoire est urgente.

Je vous propose que nous passions à l'action et établissions immédiatement notre union. Le moyen est simple et peut être rapide.

Il suffit que nous formions immédiatement le Comité exécutif central, en même temps que nous confirmerons notre entente sur des bases essentielles, à savoir que sa responsabilité doit être collective et que sa durée doit être limitée. Nous nous conformerons ainsi à la tradition et aux lois de la République.

Ceci acquis, le Comité exécutif se réunirait aussitôt à Alger.

LA FORMATION DU COMITÉ EXÉCUTIF. Il est le pouvoir central. Il a la direction générale et la responsabilité de toutes les affaires relevant

actuellement du Comité national et du commandant en chef civil et militaire à Alger. Il délibère de toutes les autres questions qui ont fait l'objet de nos échanges de vues, en se fondant sur les notes que nous avons échangées. Notamment, il organise le Conseil national consultatif et le Comité de Résistance, nomme les commissaires, fixe leurs attributions, etc.

LA RESPONSABILITÉ DU COMITÉ EXÉCUTIF DOIT ÊTRE COLLECTIVE. Toutes les décisions essentielles seront délibérées et prises en commun par le Comité exécutif. Selon la proposition faite par le général Catroux, vous et moi assurerons à tour de rôle sa présidence ; nos responsabilités seront fondues dans la responsabilité collective du Comité exécutif ; avec le ou les commissaires responsables, nous signerons ensemble les arrêtés ou ordonnances qui seront délibérés et arrêtés en comité.

LA DURÉE DES FONCTIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF DOIT ÊTRE LIMITÉE. Dans notre action présente, nous sommes convaincus d'agir selon les vœux du peuple français. Toutefois, nous ne pouvons ignorer que notre autorité provient d'une situation de fait. Nous ne sommes pas et nous ne pouvons pas être le gouvernement de la France.

Le Comité exécutif, dès son entrée en fonction, devra solennellement faire connaître au peuple français qu'il remettra ses pouvoirs au gouvernement provisoire qui, dès la libération du pays, sera constitué en France selon la loi du 15 février 1872. L'application de cette loi est prévue lorsque les Assemblées législatives ont cessé de fonctionner, ce qui est le cas aujourd'hui ; elle pourra être adaptée par l'appel à d'autres corps élus, sur les avis du Conseil national consultatif et du Conseil de législation, en tenant compte des changements apportés par l'action de l'ennemi ou par le développement ouvrier en France.

Si j'ai bien représenté l'essentiel des vues exprimées par le Comité national et par moi-même sur ce sujet, je vous prie de me donner sur ces points un accord qui est essentiel pour l'établissement de notre union. En même temps, nous pouvons nous entendre rapidement sur la composition du comité. Celui-ci, sous sa première forme, comportera deux membres proposés par vous et deux membres proposés par moi, ce qui portera à six le nombre des premiers membres du Comité exécutif. Je suggère que trois sièges soient laissés vacants afin que le Comité exécutif y pourvoie ultérieurement.

Je vous prie de croire, mon général, à l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Dans ses *Mémoires*, de Gaulle écrit que le message de la Résistance du 15 mai « produisit un effet décisif, non seulement en raison de ce qu'il affirmait, mais aussi et surtout parce qu'il donnait la preuve que la Résistance française avait su faire son unité ». Il écrit : « La voix de cette France écrasée, mais grondante et assurée, couvrait soudain le chuchotement des intrigues et les palabres des combinaisons. J'en fus à l'instant même plus fort. » Et il ajoute : « Le 17 mai, le général Giraud me demandait "de venir immédiatement à Alger pour former avec lui le pouvoir central français". »

On cherche en vain cette dernière phrase dans la lettre de Giraud qui, tout en proposant que les deux hommes passent à l'action et établissent immédiatement l'union, demande expressément au chef de la France combattante qu'il donne « sur ces points un accord qui est essentiel pour l'établissement » de ladite union… Pourquoi cette invention de De Gaulle ? Parce qu'il lui plaît, bien entendu, de faire de l'invitation de Giraud une conséquence de l'appel de la Résistance. À ce coup de bluff, il gagne, à la fois, une légitimation supplémentaire et d'apparaître comme une sorte de vainqueur « à l'arraché » dans cette compétition avec son rival. Mais en réalité – et en supposant que Giraud se contente maintenant d'un accord sans qu'il soit besoin d'une négociation préalable et donc d'une rencontre préalable hors d'Alger – c'est de Gaulle qui cède en écrivant le 21 à Catroux : « Je reçois le texte de la lettre de Giraud tel que vous me l'avez photographié… Il y a des points discutables, mais je ne crois pas à première vue que nous soyons désormais séparés par rien d'essentiel. Je vous prie de le dire de ma part au général Giraud en ajoutant que je compte aborder notre collaboration directe pour le service de la France dans un sentiment très sincère de haute estime pour sa personne[48]. »

Le dernier mot dans la négociation reste donc finalement à Giraud : c'est lui qui a décidé quelle serait la composition du futur comité, quelles en seraient les attributions et quelle en serait la durée.

Dans sa lettre du 25 mai à Giraud, de Gaulle le reconnaîtra implicitement : « Nous sommes entièrement d'accord avec vous pour que la responsabilité de cet organisme soit collective et pour que la durée de ses fonctions soit limitée au plus tard à la date à laquelle la loi du 15 février 1872 – appliquée au moins dans son esprit – permettra d'assurer à la nation une représentation provisoire et de constituer un gouvernement. Quant à la composition même de l'organisme à constituer pour exercer, dès à présent,

le pouvoir central commun et aux autres questions qu'il reste à mettre au point, il est entendu que nous en discuterons à Alger vous et moi ainsi que deux personnalités proposées par vous et deux proposées par le Comité national. »

« Ainsi, écrit Charbonnières, le général de Gaulle avait-il accepté les deux conditions mises par le général Giraud à une réunion immédiate du Comité exécutif à Alger. Il avait même accepté, tout au moins dans son esprit, la loi Tréveneuc dont tout Carlton Gardens se gaussait quelques semaines plus tôt[49] ! »

La thèse de la capitulation de Giraud a permis aux mémorialistes gaullistes, et à de Gaulle tout le premier, de parler sans grand risque d'une « vague montante de l'opinion » en faveur d'un mouvement gaulliste alors au sommet de sa forme… C'est le contraire qui est vrai : aux déchirements de la Résistance intérieure (tels que les révèlent les rapports de Moulin et de Frenay) et au désarroi des gaullistes d'Afrique du Nord assistant au triomphe de Giraud à l'occasion du défilé de la victoire de Tunisie, s'ajoutent le désespoir et la solitude des membres du Comité national, ainsi qu'ils apparaissent dans ce témoignage de Claude de Boislambert, l'un des compagnons de la première heure du général de Gaulle, à Charbonnières, le 18 mai :

« Alger prend figure de terre promise et chacun aspire passionnément à s'y installer. Mais – voilà le paradoxe – ceux qui éprouvent ce sentiment avec le plus d'acuité, qui en sont torturés et qui transposent cela en une véritable haine contre les Anglais, sont ceux-là mêmes qui prétendent poser à l'union des conditions qui la rendent problématique et qui, s'ils étaient écoutés, se condamneraient à ne jamais mettre les pieds sur le sol algérien. Je suis certain cependant que cette situation ne peut pas se prolonger. À mon avis, la perspective ouverte par la lettre de Giraud, dont vous venez de me parler, va éblouir les membres du Comité national et, pour enfin quitter Londres, ils accepteront n'importe quoi[50]. »

Pour sauver son mouvement de Gaulle a-t-il « accepté n'importe quoi » ?

Coïncidence : sa soudaine hâte à transiger succède immédiatement à son entretien avec Bogomolov à qui il a proposé, entre autres choses, de soutenir les revendications territoriales russes en échange de l'aide du Kremlin pour son accession au pouvoir, et au compte rendu d'un entretien entre Garreau et Lozovski. Le 12, son représentant en URSS a fait savoir à

de Gaulle que, lors d'une entrevue, la veille, avec le diplomate soviétique, celui-ci lui a exprimé « à deux reprises et avec toute la netteté possible » l'entière approbation du Kremlin « quant à la position de principe et de fait prise par le Comité national dans la négociation menée avec le général Giraud ».

« En faisant siennes les aspirations et la volonté de l'immense majorité des Français, a notamment déclaré Lozovski, la France combattante s'est placée sur un terrain solide où elle est assurée d'obtenir en fin de compte une victoire complète. Qu'elle se maintienne dans la voie ainsi fixée : la force de l'opinion publique l'aidera à emporter tous les obstacles. »

Garreau lui ayant demandé pourquoi Staline, dans ses télégrammes de félicitations du 8 courant au président Roosevelt et à Winston Churchill n'avait fait mention que des forces britanniques et américaines, Lozovski lui a répondu :

« Nous savons parfaitement le rôle glorieux joué par les troupes françaises dans la campagne de Tunisie, mais nous ne pouvions adresser ces félicitations au général de Gaulle sans en adresser également au général Giraud. »

Et, commentant les propos du diplomate soviétique, Garreau a conclu :

> Le Comité national peut être assuré que les Quisling d'AFN ne perdront rien pour avoir attendu. Même s'il y a lieu de croire que la manœuvre des dirigeants soviétiques s'étendra à tous ceux qui, innocents de toute collaboration présente ou passée avec l'hitlérisme et son succédané vichyste, lui paraissent trop enclins à jouer consciemment ou inconsciemment le jeu des forces obscures qui s'obstinent à sauver la construction politique d'Alger. C'est à la lumière de cette évidence que la décision du PCF du 1er avril[51], dont vous m'aviez tenu au courant, prend toute sa signification. Le gouvernement soviétique attend lui aussi que du prochain voyage du général de Gaulle à Alger sorte la constitution d'un gouvernement de la République française qui aurait pour chef le général de Gaulle, le commandant en chef des troupes pourrait être, dans ce cas, confié sans inconvénient au général Giraud[52].

Cette confirmation du soutien soviétique à de Gaulle s'est accompagnée, le 18 mai, de celui des communistes français qui, par la voix de Grenier, ont fait savoir que la constitution d'un Conseil national de la Résistance « est l'événement politique le plus important depuis juin 1940 » ; le député communiste a ensuite vigoureusement dénoncé l'« attitude d'Alger » et affirmé que « la France martyrisée ne comprend surtout pas qu'une œuvre d'épuration ne soit pas vigoureusement réalisée,

que certains discours aient pu être impunément tenus et que ni Pucheu ni l'amiral Esteva ne soient encore mis en accusation[53] »…

En indiquant ainsi clairement à de Gaulle qu'il reste dans son camp, le PCF n'en montre pas moins que cette alliance est conditionnée par la volonté d'épuration que les gaullistes manifesteront dans l'avenir. Mais il semble qu'ils n'aient pas de souci à se faire à ce sujet. Une note en date du 20 mai de la mission Giraud en Grande-Bretagne précise en effet : « Cette conférence de presse [celle de Grenier] n'apporte aucun élément nouveau. Il convient toutefois de noter que la question de l'épuration devient l'argument dominant de Carlton Gardens et paraît trouver écho même hors des milieux gaullistes[54]. »

Dans l'immédiat, cependant, de Gaulle se doit de faire un geste. Et il le fait : le 21 mai, dans une instruction personnelle et secrète au général Delestraint, il indique qu'il admet le « principe de la nécessité des actions immédiates », revenant ainsi sur son discours du 23 octobre 1941 condamnant ces mêmes actions… Le PCF peut être satisfait. Il a gagné et sans céder sur rien, ainsi qu'en témoigne un rapport de Delestraint en date du 10 mai, qui précise dans sa quatrième partie que « le Front national et les formations communistes tout en se mettant à la disposition du général de Gaulle et du général commandant l'Armée secrète tiennent à conserver le commandement de leurs groupes francs », qu'ils « verseront ultérieurement des formations paramilitaires à l'AS » et qu'ils « ne veulent pas entrer dans la composition des unités territoriales ».

Commentant ce rapport, Henri Noguères écrit : « Le général Delestraint – tout en refusant d'admettre que des actions locales puissent échapper aux ordres du commandant de l'AS – montre déjà, dans son rapport du 10 mai, qu'il a cédé devant toutes les exigences de ses interlocuteurs communistes[55]. » De Gaulle aussi.

Churchill veut lâcher de Gaulle

Les relations gaullo-communistes ne passent pas inaperçues à Washington et Roosevelt y trouve un aliment supplémentaire à son hostilité contre le chef de la France combattante. Le président américain ne se prive pas de transmettre à Churchill toute une série de documents discriminants, dont un rapport de l'ambassadeur américain à Londres, John Winant, révélant que le général Cochet, récemment arrivé de France, aurait confié à

Roger Cambon et à Pierre Comert qu'« il avait été stupéfait d'entendre le Général lui dire en privé qu'il n'avait plus confiance dans les Anglo-Saxons et, qu'à l'avenir, sa politique s'appuierait sur la Russie »…

Par une coïncidence troublante, le jour même où de Gaulle avertit Delestraint qu'il admet le principe de la nécessité des actions immédiates, Churchill envoie de Washington à Eden le télégramme suivant :

> […] De Gaulle a complètement laissé passer sa chance en Afrique du Nord. D'après moi, il ne s'intéresse qu'à sa propre carrière, qui est basée sur sa vaine prétention de s'ériger en juge de la conduite de chaque Français à la suite de la défaite militaire. Je demande à mes collègues d'examiner d'urgence la question de savoir si nous ne devrions pas, dès maintenant, éliminer de Gaulle en tant que force politique et nous en expliquer devant le Parlement et devant la France. Nous dirions dans ce cas au Comité national français que nous cesserons d'avoir des relations avec lui ou de lui donner de l'argent aussi longtemps que de Gaulle en fera partie. Bien entendu, nous continuerions à rétribuer les soldats et les marins qui servent à l'heure actuelle. Je serais, quant à moi, tout à fait disposé à défendre cette politique devant le Parlement, et à montrer à tout le monde que le mouvement de résistance en France qui est au cœur même de la mystique gaulliste ne s'identifie plus à cet homme vaniteux et malveillant […]. Les autres arguments contre la personne de De Gaulle sont les suivants : il déteste l'Angleterre et s'est répandu en propos anglophobes partout où il est passé. Il ne s'est jamais engagé personnellement dans la bataille depuis qu'il a quitté la France, et a bien pris la précaution d'en faire sortir sa femme au préalable[56], il a maintenant fait alliance avec le mouvement communiste de France alors qu'il prétend être le seul rempart contre ce mouvement. Le président m'a même laissé entendre que Giraud risquait d'être assassiné par les gaullistes. Il est vrai qu'il ne m'a fourni aucune preuve à l'appui de cette assertion. Je vous prie de soumettre tout cela au Cabinet le plus tôt possible[57].

Churchill se trompe au moins sur un point, et il est d'importance : la Résistance intérieure va, sinon s'identifier à de Gaulle, du moins le reconnaître comme son représentant. Le 27 mai, en effet, au 48 de la rue du Four à Paris, après de longues et laborieuses négociations, le Conseil national de la Résistance se réunit pour la première fois sous la présidence de Jean Moulin, commissaire du Comité national français et délégué du général de Gaulle pour l'ensemble de la France.

14
Les desseins de Roosevelt

27 mai 1943. Ils sont seize autour de Jean Moulin : les représentants des huit principaux mouvements de résistance (cinq pour la zone nord, trois pour la zone sud), six représentants des formations politiques et deux des syndicats.

Les démocrates chrétiens sont représentés par Georges Bidault et le parti radical par Marc Rucart. L'Alliance démocratique et la Fédération républicaine, par Joseph Laniel et Jacques Debu-Bridel. L'un et l'autre, selon Henri Michel, furent pratiquement nommés par Jean Moulin.

Commentant la désignation de Debu-Bridel, Frenay écrit : « Est-ce par hasard que le choix de Max s'est porté sur cet homme, théoriquement porte-parole de la traditionaliste droite française, mais qui du jour même de cette désignation jusqu'à maintenant s'est révélé un fidèle "compagnon de route" des communistes[1] ? »

Camouflés ou non, compagnons de route, crypto ou militants déclarés, les communistes et communisants sont nombreux au sein du CNR ; outre Moulin, il y a : Charles Laurent (Libération-Nord), Jacques Debu-Bridel (Fédération républicaine), Pierre Villon (Front national), André Mercier (PCF), Pascal Copeau (Libération-Sud), Louis Saillant (CGT). Soit sept personnes au moins qui sur seize marchent pour ou avec le PCF. Moulin disposant en outre de deux voix en tant que président, cette tendance est donc pratiquement, à elle seule, assurée de la majorité. En outre pour « verrouiller » le système, Moulin a, d'autorité (car le texte officiel ne dit rien de tel), nommé comme secrétaires généraux du CNR deux communistes : ses amis Pierre Meunier et Robert Chambeiron. Secrétariat

dont l'importance sera d'autant plus grande que les assemblées plénières seront plus rares : il n'y en aura en effet que quatre de mai 1943 à août 1944.

Pour les communistes, l'« opération CNR » est un coup de maître et l'on comprend pourquoi Fernand Grenier a solennellement affirmé lors de sa conférence de presse du 18 mai à Londres, qu'il s'agissait de « l'événement politique le plus important depuis juin 1940 »…

Le texte que Moulin a rédigé avec Bidault, texte qui développe le message du 15 mai, est mis en discussion. Moulin l'a d'ailleurs « soumis à l'avance à un certain nombre de futurs membres du CNR sur l'appui desquels il savait pouvoir compter[2] ». Parmi ceux-ci : Pascal Copeau…

Les communistes déclarés, Villon et Mercier, opposent de vives critiques à cette motion en déclarant que, selon eux, le « gouvernement devrait être dirigé simultanément et à égalité par les deux généraux » et préconisent le système de la coprésidence qui contrecarre les projets de De Gaulle. « La motion de Bidault, écrit Stéphane Courtois, fut finalement votée, mais le PCF avait clairement indiqué son jeu. »

En effet : si la motion est votée à l'unanimité il n'en demeure pas moins que le PCF, maintenant en position de force, fait comprendre à de Gaulle qu'il n'est pas disposé à se mettre à sa remorque et qu'il est prêt à tout moment à pratiquer le « jeu de bascule » entre les deux généraux s'il n'obtient pas ce qu'il désire, notamment sur l'épuration.

Le message-programme de De Gaulle, lu au cours de cette séance, décrit le Conseil national de la Résistance comme l'« organe essentiel de la France qui combat ». Cette prééminence donnée au nouvel organisme sur l'armée, et notamment l'armée d'Afrique, par le chef de la France combattante, ne peut que satisfaire les communistes qui, en raison de leur présence massive au CNR, figurent dans la direction de la Résistance et qui peuvent espérer un jour prendre le contrôle de cette direction. Ce qui leur ouvrirait alors la voie royale du pouvoir… De Gaulle n'affirme-t-il pas en effet dans ce même message-programme : « Au moment de la Libération elle-même, le Conseil doit apparaître comme une sorte de première représentation des désirs et des sentiments de tous ceux qui, à l'intérieur, auront participé à la lutte. Ainsi pourra-t-il fournir au Comité national lui-même, l'appui, le concours et, dans une large mesure, l'instrument indispensable pour exercer ses devoirs à l'intérieur et l'aider à faire valoir

sans délai, vis-à-vis des puissances étrangères, les droits et les intérêts de la France. »

Staline crée la surprise

Outre la victoire d'Afrique, dont Churchill juge qu'elle « est comparable par son ampleur à celle de Stalingrad », un autre événement majeur marque ce mois de mai 1943 sur le plan international : le 15 mai, Staline a annoncé la dissolution de la III^{e} Internationale, le célèbre Komintern, effaçant ainsi, du moins officiellement, la réalité du téléguidage des partis communistes « nationaux » par l'Union soviétique et tentant d'accréditer l'idée d'un soi-disant « réformisme stalinien ».

Dissoudre l'Internationale communiste, selon Jean Elleinstein, c'était pour Staline le moyen de satisfaire les Occidentaux sans trop porter préjudice aux intérêts vitaux présents et à venir de l'Union soviétique. « Ce qui comptait pour Staline, écrit-il, c'était, la guerre gagnée, de conserver les frontières de 1941 et de créer un glacis d'États qu'il pourrait contrôler à sa frontière occidentale. » L'Internationale dissoute, il sera toujours temps, si nécessaire, de la reconstituer sous une forme ou sous une autre. En attendant, les liaisons se feront directement entre les partis communistes étrangers et le PC soviétique ou l'État soviétique. Selon le dirigeant communiste italien, Giulio Ceretti, présent à Oufa et ami à la fois de Maurice Thorez et de Palmiro Togliatti, Roosevelt aurait demandé à plusieurs reprises à Staline ce gage de bonne volonté : « Une alliance durable, écrit-il, devait donc se payer. Staline n'était pas homme à s'embarrasser de formules et il dut payer le prix demandé[3]. » Mais c'est Togliatti qui a le mot de la fin : « Bien entendu, dit-il à Ceretti, tout va continuer comme avant : nous devenons l'Institut d'histoire ! »

Cette mascarade du tsar rouge va cependant tourner bien des têtes qui, comme celles de Roosevelt, de Hopkins et de Eden ne demandent, il est vrai, que cela, et rares sont ceux qui, à l'exemple du journaliste Alexandre Werth, n'y voient qu'« un geste destiné à impressionner l'Angleterre et l'Amérique ».

À la BBC, Maurice Schumann, prophétise, lyrique : « Nous pouvons dire maintenant que l'après-guerre commence bien ! »

Le porte-parole de la France libre parle de la dissolution du Komintern comme de l'« acte politique le plus important de la guerre planétaire »,

évoque l'« union entre les pays vainqueurs et l'union à l'intérieur des pays vainqueurs », et conclut : « L'idée de nation vient de remporter une victoire éclatante sur les mythes du XX^e siècle[4]… »

Aux États-Unis, un mois à peine après l'annonce du massacre de Katyn, une vague de soviétophilie submerge l'*establishment* washingtonien. Il faut dire que les diplomates soviétiques jouent la comédie à merveille. Ainsi, lors d'un banquet célébrant le quarantième anniversaire de l'aviation américaine, l'ambassadeur d'Union soviétique se fait annoncer sous le titre d'« ambassadeur de Russie »… Et quand Staline double bientôt la mise en décidant que *L'Internationale* ne sera plus l'hymne soviétique, s'ensuit un délire sur le thème : « Nous vous l'avions bien dit, la Russie éternelle dévorera l'Union soviétique[5] », etc.

À la Maison Blanche, Eleanor Roosevelt et son fils Elliot se dépensent sans compter en faveur du « loyal allié soviétique ». « Naturellement, écrit Jean Maze, pour se faire bien voir dans la maison, il fallait se mettre au diapason. Bien rares ceux qui comme William Bullitt ou l'amiral Leahy eurent le courage de résister au courant. Devant le mirage russe, c'est une sorte d'entraînement collectif, de surenchère passionnée dans le bourrage de crâne. » Le général Arnold, chef des forces aériennes américaines, confiera d'ailleurs après la conférence de Téhéran (novembre 1943) à Jan Ciechanowski, ambassadeur de Pologne à Washington :

« Je ne vois aucune différence notable entre l'idéologie de Staline et celle de Roosevelt et je crois qu'on commet une grande erreur en prenant Staline pour un communiste. »

Quant à Joseph Davies, ancien ambassadeur des USA en URSS, il est alors l'auteur d'un best-seller, *Mission à Moscou*, qui développe ce thème unique : « Mon opinion personnelle et le témoignage des faits concordent pour proclamer que la parole d'honneur du gouvernement soviétique est aussi pure que la Bible. » Dans ce pays essentiellement biblique que sont les États-Unis, le compliment n'est pas mince et, devant un succès aussi facile, Staline ne va pas hésiter à pousser son avantage. Puisque la dissolution du Komintern est prise au sérieux par tous les Alliés confondus, il la présente, *via* Bogomolov, non plus seulement comme « une riposte aux manœuvres des nazis qui, sous couvert d'antibolchevisme cherchent à désagréger la coalition », mais comme « une nouvelle preuve du désir de collaboration loyale donnée par l'URSS aux démocraties occidentales ».

Lors de son entretien du 22 mai avec Dejean[6], l'ambassadeur soviétique auprès des gouvernements alliés en Grande-Bretagne, lui a affirmé avec force :

« Cette collaboration est née pour gagner la guerre ; elle est indispensable aussi pour gagner la paix, pour reconstruire l'Europe et le monde sur une base solide. »

Et, dans la foulée, le Soviétique « exprime l'espoir que les démocraties fassent de leur côté leur possible pour que leurs relations avec l'URSS puissent se développer dans la confiance réciproque… »

« C'est la première fois, rapporte Dejean à de Gaulle, que Bogomolov m'a parlé de l'organisation en commun d'une paix stable ; jusqu'ici, il avait toujours souligné que son gouvernement était exclusivement préoccupé de gagner la guerre[7]. »

Les propos de Bogomolov révèlent les véritables mobiles de Staline, mais le choix de la date à laquelle il a décidé d'annoncer la dissolution du Komintern n'est pas non plus un hasard : si le chef du Kremlin a lancé son offensive de charme dans la foulée de la victoire de Tunisie c'est qu'il y a urgence à ses yeux de désamorcer définitivement les craintes des dirigeants alliés à l'égard de l'impérialisme soviétique au moment où ces derniers vont devoir fixer leur prochain objectif militaire. Quel théâtre d'opérations vont-ils choisir ? Le nord de la France ou le « ventre mou » de l'Europe comme y pousse Churchill ?

Dans un télégramme en date du 9 février, le Premier britannique lui a écrit : « Ce résultat atteint [la victoire de Tunisie], nous avons l'intention de nous emparer de la Sicile en juillet, avant si possible, dans le dessein de dégager la Méditerranée, de provoquer l'effondrement de l'Italie, ce qui aura des répercussions en Grèce et en Yougoslavie, et d'user les forces aériennes allemandes ; une opération en Méditerranée orientale, dirigée probablement contre le Dodécanèse, suivra aussitôt. » À ce télégramme, lui, Staline, a répondu le 15 mars suivant : « Tout en comprenant parfaitement l'importance de la Sicile […] maintenant comme avant, je considère que la tâche essentielle est de hâter l'ouverture du second front en France. »

Entre les deux hommes, le bras de fer continue donc. Churchill, qui sait parfaitement à quoi s'en tenir sur les raisons profondes de la proposition stalinienne de second front en France, commente ainsi le télégramme du 15 mars : « À cette époque […] et c'était évidemment la conséquence du succès remporté par son offensive de printemps contre les Allemands, le

gouvernement russe avait effectué des sondages auprès des ministères des Affaires étrangères de Grande-Bretagne et des États-Unis au sujet des frontières occidentales de la Russie après la guerre ; l'opinion américaine était extrêmement chatouilleuse dès qu'il était question de reconnaître la position soviétique dans les États baltes, et la cause de la Finlande trouvait de nombreux partisans à Washington ; les Russes avaient refusé une offre américaine de médiation entre l'Union soviétique et la Finlande pour essayer de faire sortir cette dernière de la guerre[8]. »

Churchill tente d'imposer un plan à Roosevelt

Au début de mai, avant même la fin de la campagne de Tunisie, Churchill a, sans perdre de temps, lancé les préparatifs de l'opération de Sicile de façon à rendre le projet irréversible. Il a tenu Roosevelt au courant, mais, écrit-il : « […] J'avais de sérieuses raisons pour me rendre en hâte à Washington dès que la victoire en Afrique fut certaine ; qu'allions-nous faire de cette victoire ? Allait-on se contenter d'en cueillir les fruits dans le promontoire tunisien, ou fallait-il obliger l'Italie à sortir de la guerre et y faire entrer la Turquie à nos côtés ? […] Les chefs d'état-major étaient persuadés qu'un débarquement en Italie devait suivre ou même accompagner l'opération de Sicile ; ils proposaient d'établir une tête de pont au bout de la botte italienne, puis d'attaquer le talon pour préluder à une marche sur Naples. Une note exposant cette opinion et les raisons qui m'avaient amené à l'adopter fut rédigée au cours de la traversée et remise aux chefs d'état-major américains dès notre arrivée à Washington pour servir de bases aux discussions[9]. »

Le 12 mai, Churchill et son état-major au complet étaient dans le bureau ovale[10]. La conférence « Trident » commençait. Le Premier britannique a ouvert la discussion :

« L'opération *Torch* est terminée, celle de Sicile va commencer. En unissant nos pensées et nos réflexions nous avons pu faire naître une série d'événements brillants qui ont complètement transformé le déroulement de la guerre. Nous avons acquis l'autorité et le prestige que donne la victoire. Nous avons le devoir de redoubler d'efforts et de cueillir les fruits de nos succès. Les divergences entre les deux états-majors ne portent que sur des questions d'accent et de priorité. Je suis sûr qu'elles peuvent être aplanies. »

Ce préambule terminé, Churchill est entré dans le vif du sujet. En force :

L'effondrement de l'Italie ferait naître une impression d'isolement chez le peuple allemand et pourrait marquer le début de sa ruine. Même si elle n'était pas immédiatement fatale à l'Allemagne, l'élimination de l'Italie aurait des effets très profonds et tout d'abord en Turquie, pays qui a toujours été le rival de l'Italie en Méditerranée. Un moment viendrait où les trois grandes puissances alliées pourraient demander aux Turcs l'autorisation d'utiliser les bases aériennes sur leur territoire afin de bombarder Ploesti et de nettoyer l'Égée. Une telle demande ne pourrait manquer d'être bien accueillie si l'Italie avait été éliminée et si l'on choisissait pour la formuler l'instant où l'Allemagne serait hors d'état d'agir puissamment contre la Turquie. L'élimination de l'Italie aurait aussi de grandes répercussions dans les Balkans où de très importantes forces de l'Axe comprenant au moins vingt-cinq divisions italiennes ont bien de la peine à contenir les attaques des patriotes de diverses nationalités. Si ces forces italiennes se retiraient, l'Allemagne serait dans l'obligation soit de les remplacer en dégarnissant le front russe, soit d'abandonner les Balkans. Il n'y a pas d'autre façon d'apporter aux Russes une aide d'aussi grande envergure au cours de l'année. Un troisième résultat serait l'élimination de la flotte italienne, ce qui libérerait aussitôt une escadre britannique considérable, groupant des cuirassés et des porte-avions ; cette escadre pourrait être envoyée soit dans le golfe du Bengale, soit dans le Pacifique pour agir contre les Japonais.

Cette offre directe des Britanniques de participer à la bataille du Pacifique tombe à plat. Quand il prend à son tour la parole, en effet, Roosevelt prend le contre-pied des propositions churchiliennes :

« Il est indispensable, affirme-t-il en substance, de s'engager contre les Allemands pour soulager les Russes et je me demande si l'occupation de l'Italie est opportune… La meilleure façon de combattre l'Allemagne est de lancer une opération à travers la Manche. »

Churchill est-il surpris de cette évidente manifestation de collusion américano-soviétique si lourde de conséquences pour l'avenir de l'Europe ? Sans doute pas, sinon, il n'aurait pas éprouvé le besoin de faire le voyage de Washington… Il contre-attaque :

La difficulté d'accès des plages à cause des énormes mouvements de marée, la puissance des défenses, le nombre des réserves de l'ennemi, l'excellence de ses lignes de communication sont des éléments qui ne permettent pas de traiter à la légère une opération qui, de l'avis unanime, ne peut avoir lieu avant 1944 ! Il est donc indispensable d'employer nos vastes armées à l'attaque de l'Italie. Nos plus belles troupes et les mieux aguerries se trouvent en Méditerranée. À eux seuls, les Britanniques disposent de treize divisions dans l'Afrique du Nord-Ouest ; en supposant que la conquête de la Sicile soit achevée à la fin août, que feraient ces troupes entre ce moment et celui où l'opération à travers la Manche pourra être montée, c'est-à-dire sept ou huit mois plus tard ? Il est impossible de les laisser dans l'inaction, car une aussi longue période d'oisiveté aurait de fâcheuses répercussions sur la Russie dont le fardeau est si lourd[11]…

La ruse churchillienne porte-t-elle ses fruits ? Roosevelt paraît céder… Le Britannique en profite alors pour pousser son avantage. Le 22 mai, lors d'un déjeuner à l'ambassade de Grande-Bretagne, il a réuni plusieurs personnalités (le vice-président Wallace, le secrétaire d'État à la Guerre, Stimson, le secrétaire d'État à l'Intérieur, Ickes, le sénateur Connally, le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat et Sumner Welles) pour une conversation sur la forme que pourrait prendre le règlement de la paix. Churchill a exposé son point de vue : il envisage la création d'un Conseil mondial suprême composé de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de l'URSS et de la Chine auquel seraient subordonnés trois conseils régionaux : un pour l'hémisphère américain, un pour l'Europe, un troisième pour le Pacifique.

« En ce qui concernait l'Europe, écrit-il, je pensais que le Conseil pourrait être constitué par une douzaine d'États ou de confédérations ; il importait de créer une France forte, car la perspective de n'avoir aucun État puissant entre l'Angleterre et la Russie n'avait rien de séduisant ; de plus, je déclarai qu'il me semblait peu probable que les États-Unis fussent capables de conserver indéfiniment un grand nombre d'hommes en Europe pour y monter la garde. La Grande-Bretagne ne le pourrait pas non plus ; cependant les États-Unis seraient inévitablement amenés à participer d'une manière ou d'une autre au maintien de l'ordre en Europe, de même bien entendu que la Grande-Bretagne. »

Outre une France forte, Churchill, fidèle à sa politique de *containment* de l'URSS, envisage la constitution de plusieurs confédérations dans l'Europe du Sud et notamment une fédération danubienne ayant son centre à Vienne (occupant en quelque sorte la place laissée vide par la disparition de l'Empire austro-hongrois) et une fédération balkanique. Enfin un rapprochement entre la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Aux dires de Churchill, tous les invités américains ont déclaré que leurs réflexions avaient suivi « un cours assez semblable » aux siennes[12].

Roosevelt offre l'Europe orientale à Staline

Churchill a donc de quoi être satisfait. Mais pour l'immédiat seulement, car Roosevelt et Staline ont, dans son dos, d'ores et déjà partie liée pour régler à leur manière le sort – ou le compte – de l'Europe. Et la bombe diplomatique lancée le 15 mai par Staline n'est en quelque sorte qu'un geste

de remerciement au message secret que Roosevelt lui a adressé le 20 février 1943, par l'intermédiaire d'une lettre à Zabrouski et à Weiss, deux personnalités importantes du *National Council of Young Israel* (Conseil national du jeune Israël) alors en visite à Moscou. Cette lettre, la voici *in extenso*[13] :

La Maison Blanche – Washington, le 20 février 1943.

Mon cher Monsieur Zabrouski,

Ainsi que je l'ai dit de vive voix à vous et à M. Weiss, je suis profondément touché par le fait que le *National Council of Young Israel* ait eu l'extrême bonté de s'offrir en tant qu'intermédiaire entre moi et notre ami commun Staline, et cela à un moment si délicat que tout danger de friction au sein des Nations unies – créées au prix de tant de renoncements – aurait des conséquences fatales pour tous, et plus particulièrement pour l'Union soviétique.

Il est par conséquent de votre intérêt et du nôtre d'arrondir les angles, ce qui sera difficile avec Litvinov[14] auquel j'ai dû, à mon grand regret, donner l'avertissement que ceux qui se frottent à l'oncle Sam finissent par en souffrir, avertissement qui vaut autant pour les affaires extérieures que pour les affaires intérieures. Les prétentions soviétiques, quand il s'agit d'activités communistes dans les États de l'Union américaine, sont en effet doublement intolérables.

Timotchenko s'est montré bien plus raisonnable pendant son court mais fructueux séjour ici et je souhaite qu'une nouvelle entrevue avec le Maréchal constitue une étape rapide vers cet échange de vues avec Staline, que je considère parmi les plus urgentes, surtout si je pense à tout le bien qui a résulté de la rencontre Staline-Churchill.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne sont disposés – et cela sans aucune réserve morale – à donner la parité de vote absolue à l'URSS dans la réorganisation du monde d'après-guerre. Elle sera membre – comme le Premier ministre britannique le lui a fait savoir d'Adana en lui remettant son avant-projet – du groupe directeur au sein du Conseil de l'Europe et du Conseil de l'Asie, à quoi lui donnent droit, non seulement la situation étendue intercontinentale de l'URSS, mais aussi et surtout sa magnifique lutte contre le nazisme, qui méritera les louanges des historiens.

Nous souhaitons voir ces conseils continentaux (et je parle au nom de mon grand pays et de l'important empire britannique) composés par tous les États indépendants respectifs, avec, toutefois, une représentation proportionnelle équitable.

Et vous pouvez assurer à Staline, mon cher monsieur Zabrouski, que l'URSS siégera au directoire de ces conseils (Europe et Asie) sur un pied d'égalité et d'égalité de voix avec les États-Unis et l'Angleterre, et fera partie du haut tribunal que l'on devra créer pour résoudre les divergences existant entre les différentes nations ; qu'elle interviendra de même dans la sélection et la préparation des forces internationales, de l'armement et du commandement de ces forces qui, sous les ordres du Conseil continental, agiront à l'intérieur de chaque État afin que les règlements si savamment élaborés pour le maintien de la paix dans l'esprit de l'ancienne Société des Nations ne soient pas violés de nouveau : ces entités entre les États et leurs armées pourront imposer leurs décisions et se faire obéir.

Dans ces conditions, cette situation si élevée dans la direction de la Tétrarchie de l'univers doit satisfaire Staline et ne pas lui faire renouveler des prétentions qui créent des problèmes insolubles ; (le secrétariat, toutefois, est destiné à la France, avec voix consultative, mais pas délibérative, comme récompense de sa résistance et punition de son fléchissement antérieur). Donc, le continent américain restera en dehors de toute propagande soviétique et sous l'influence exclusive des États-Unis, comme nous l'avons promis à nos pays continentaux : la France devra demeurer dans l'orbite anglaise avec, toutefois, une large autonomie et le droit au secrétariat de la Tétrarchie. Sous la protection de l'Angleterre, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la Grèce évolueront vers une civilisation moderne qui les tirera de leur léthargie traditionnelle. On donnera en outre à l'URSS un port en Méditerranée. Nous cédons à ses désirs en ce qui concerne la Finlande et la Baltique en général ; nous exigerons de la Pologne une attitude raisonnable, faite de compréhension et de compromis. Il reste à Staline un vaste champ d'expansion dans les petits pays de l'Europe orientale. Il faut naturellement tenir compte des droits de ces deux nations loyales que sont la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, sans omettre la récupération totale des territoires qui ont été temporairement arrachés à la Grande Russie.

Après avoir démembré le Reich et en avoir rattaché différentes zones à d'autres pays, créant ainsi de nouvelles nationalités, le danger allemand sera

écarté pour l'URSS, l'Europe et le monde entier.

En ce qui concerne la Turquie, Staline doit comprendre les assurances nécessaires que Churchill a données au président Inönü, en son nom et au mien propre. Le port sur la Méditerranée qu'on donne à Staline doit lui suffire.

Pour l'Asie, nous sommes d'accord avec ses demandes, sous réserve de complications ultérieures. Quant à l'Afrique, que voulez-vous ? Il sera nécessaire de donner quelque chose à la France pour compenser ses pertes en Asie, et quelque chose aussi à l'Égypte, comme on l'a promis aux Wafdistes : il faudra bien donner à l'Espagne et au Portugal des compensations pour leurs renonciations et aboutir à un meilleur équilibre mondial. Les États-Unis y prendront également pied, par droit de conquête, et réclameront inévitablement quelque point vital, pour leur zone. Et ce sera justice. Enfin, nous devrons accorder au Brésil la petite expansion coloniale qu'on lui a promise.

Veuillez transmettre à Staline, mon cher monsieur Zabrouski, que, pour le bien général et pour l'anéantissement rapide du Reich – tout cela n'est qu'idées générales soumises à l'étude – il lui faut céder en ce qui concerne la colonisation de l'Afrique et qu'il doit cesser sa propagande en Amérique et mettre un terme à son intervention dans les milieux ouvriers.

Transmettez-lui également l'assurance de mon entière compréhension, de ma sympathie et de mon désir de faciliter la solution de ces problèmes. Pour cela, l'entrevue que je propose présenterait un intérêt pratique.

J'ai lu avec le plus grand plaisir, comme je l'ai déjà dit, les termes généraux du message qui m'a annoncé votre décision de m'offrir au nom du *National Council* un exemplaire de ce qui est le plus grand trésor d'Israël : un rouleau de la Thora. Cette lettre vous prouve mon acceptation. À votre loyauté je réponds par la plus grande confiance.

Veuillez, je vous prie, transmettre à la haute organisation que vous présidez, l'expression de ma gratitude en rappelant le banquet donné à l'occasion de son 31e anniversaire.

Je vous souhaite le plus grand succès.

Très sincèrement vôtre.

Franklin D. ROOSEVELT[15].

Qualifié par son auteur d'« idées générales soumises à l'étude », ce document est, à notre connaissance, l'acte fondateur du condominium américano-soviétique de l'Europe.

Malgré certains pressentiments qui l'ont amené à faire le voyage de Washington, Churchill ignore certainement tout de cette lettre de Roosevelt qui promet à Staline de lui laisser entière liberté en Europe orientale, sous réserve qu'il cesse sa propagande sur le continent américain et mette un terme à son intervention dans les milieux ouvriers… Un fait précis aurait pourtant dû éveiller l'attention du Premier ministre britannique : le 25 mai, veille de son départ pour Alger, il s'est soudain aperçu que seule la question de l'invasion de la Sicile était réglée. « J'étais extrêmement contrarié, écrit-il, qu'aucune recommandation nette n'eût été faite par les chefs d'état-major du Conseil mixte préconisant l'invasion de l'Italie aussitôt après la conquête de la Sicile […]. Le président [Roosevelt] n'avait pas semblé très disposé à presser ses conseillers de donner un avis plus précis au sujet de l'invasion de l'Italie, mais comme c'était surtout dans ce but que j'avais traversé l'Atlantique, je ne pouvais laisser les choses en rester là[16]. »

Le vieux lion est donc reparti en campagne, mais, cette fois, il a pris la précaution de diviser le front américain : il a embarqué avec lui le général Marshall pour Alger où appuyé par son état-major, il l'a soumis, lui et Eisenhower, à un assaut systématique. « Le général Eisenhower se montra fort réservé, écrit-il ; il écouta nos arguments et j'en suis sûr qu'il en approuvait l'objet ; cependant, Marshall demeura silencieux et énigmatique presque jusqu'au tout dernier moment[17]. »

Pourquoi ce silence « énigmatique » de la part du conseiller militaire de Roosevelt ? Parce qu'il sait mieux que tout autre que la logique militaire commande l'attaque par le sud de l'Europe. Sinon, pourquoi avoir entrepris le débarquement en AFN et s'apprêter à envahir la Sicile ?

À quelle raison autre que politique le silence de Marshall pourrait-il être dû ?

Dayet lance un avertissement

Reconnaissance d'un droit de souveraineté soviétique sur les États baltes et sur une partie de la Pologne : par-delà leurs divergences et leur animosité réciproque le président des États-Unis et le chef de la France combattante témoignent donc d'une même volonté de ne faire nulle peine

au Kremlin, voire de se prêter à ses desseins. Volonté qui, pour être secrète d'un côté comme de l'autre, n'en est pas moins rigoureuse. « Toutes proportions gardées, écrit Jean Maze, comme Franklin Delanoe Roosevelt, Charles de Gaulle joue Staline. Mais ses raisons ne sont pas les mêmes. Le premier croit réellement en la bonne foi de l'oncle Joe ; sur cette croyance, il base une politique à l'échelle du monde. Il ne paraît pas que le second ait entretenu une telle confiance vis-à-vis du maître du Kremlin. Les considérations qui le portent vers ce dernier restent absolument contingentes, comme par ailleurs une telle politique, limitée à la France, reste dans son esprit, à tout moment révocable[18]. »

Avec des moyens et des intentions certes divers, l'Américain et le Français s'accordent donc sur le même objectif : voir la route de Berlin ouverte à l'Armée rouge.

Ce ne sera pourtant pas faute d'avoir été prévenus des dangers d'une telle politique. Ainsi, au siège de la France libre, certains gardent la tête froide et tentent de ramer à contre-courant. C'est le cas de Dayet qui, dans une note intitulée « Quelques aspects de la politique soviétique », se livre à une analyse en forme d'avertissement :

> Le gouvernement soviétique n'abandonne jamais complètement une ligne politique. Il en a toujours plusieurs et laisse dormir celles qui ne lui sont pas utiles à un moment donné. Toute politique est à plusieurs fins. Cela dit, je rappelle que Staline, lui-même, a défini publiquement son programme intérieur dans un document auquel on n'a peut-être pas prêté une attention suffisante, intitulé « Lettre au camarade Ivanov » et publié par la presse soviétique en 1938. À l'intérieur, cette lettre consacrait la renaissance du patriotisme russe sous les auspices du Kremlin. À l'extérieur, les préventions de Staline pouvaient se résumer en trois phases :
>
> 1) L'URSS sera attaquée.
>
> 2) La prochaine guerre sera la deuxième et la dernière guerre capitaliste.
>
> 3) Lorsqu'elle sera terminée viendra le règne du communisme mondial.
>
> On s'explique dès lors que le Komintern ait été à partir de 1938 placé en veilleuse aux environs de Moscou, puis exilé un peu plus tard en Sibérie. Mais le Komintern n'a pas été dissous. Il a seulement été mis en réserve, pour reprendre son activité lorsque sera venu le moment favorable. Dans cette attente, les Soviétiques ne pouvaient pas abandonner la politique du cheval de Troie. Celle-ci a continué en sourdine au début de la guerre en France et elle se poursuit encore sous nos yeux en Angleterre où l'extension du communisme commence à inquiéter très fortement les chefs du Labour Party. Cela signifie, par voie de conséquence, que contrairement à ce que l'on pourrait être tenté de croire, Staline n'a pas abandonné l'idée de révolution mondiale. Il la laisse seulement sommeiller.
>
> Nous savons aussi que dans l'esprit de Staline, la crise actuelle n'est pas seulement une lutte entre le capitalisme et le communisme, mais aussi et surtout une guerre entre deux systèmes socialistes différents, entre deux cousins germains, entre deux petits-fils de Karl Marx qui s'appellent le national-socialisme et le bolchevisme russe. Pour Staline, le point le plus intéressant est de savoir

si l'hégémonie mondiale reviendra au national-socialisme ou au bolchevisme, c'est-à-dire à la Russie.

Et Dayet poursuit, sans doute intentionnellement :

Le danger est donc grand pour un homme de se dire qu'il a été « choisi par les Soviets ». Ce choix implique la quasi-certitude que son parti a été assez fortement travaillé conformément à la politique du cheval de Troie, pour que les Soviets aient bon espoir de s'en rendre maîtres et d'exercer une influence décisive dans le pays où existe ce parti.

En ce moment, les Soviets se préparent très nettement aux discussions du traité de paix. Afin de ne pas y arriver les mains vides, ils ont déjà posé quelques jalons importants. Ils ont pris des positions étendues dans les républiques d'Amérique latine et s'apprêtent à jouer l'atout sud-américain contre les États-Unis. En supportant la France combattante, leur intention ne serait-elle pas de s'en servir contre l'Angleterre ?

Ni les États-Unis ni l'Angleterre ne peuvent être dupes de ce jeu et l'on peut se demander jusqu'à quel point la France a intérêt à s'y prêter. Si l'intérêt bien compris de la Russie consiste à avoir comme alliée une France forte mais communiste pour tenir l'Angleterre en échec, il est encore bien plus de l'intérêt de la Grande-Bretagne d'avoir, elle aussi, comme alliée, une France encore plus forte que celle rêvée par les Soviets et dont la pointe ne soit pas dirigée contre un seul pays, mais qui puisse participer au vaste mouvement d'apaisement que préparent après la guerre les puissances anglo-saxonnes[19].

Comme Dayet, Massigli refuse de se laisser prendre au mirage soviétique ainsi qu'en témoignent deux télégrammes à Garreau.

Le 15 mai, il lui a écrit :

Des propos tenus par les ambassadeurs soviétiques [Maïski et Bogomolov], il paraît ressortir que, présentement, la préoccupation dominante de l'URSS est de briser une fois pour toutes le militarisme allemand et d'éliminer définitivement le danger germanique. M. Bogomolov a indiqué que la plus sérieuse garantie contre le péril allemand était une collaboration loyale entre les puissances occidentales et l'URSS. Moscou doit écarter à tout prix tout ce qui pourrait compromettre cette collaboration au profit du Reich et au détriment des Soviets. L'ambassadeur a nettement laissé entendre qu'aux yeux de son gouvernement, le régime que pourrait adopter l'Allemagne de demain ne saurait avoir qu'une influence secondaire sur l'attitude de l'URSS à l'égard du Reich. La distinction habituellement faite à Moscou entre l'Allemagne hitlérienne et le peuple allemand était dictée avant tout par un souci de propagande. Les indications ainsi données au sujet de la politique russe envers Berlin semblaient rejoindre celles de votre télégramme du 8 mai. En tout cas, il devient essentiel de voir clair dans cette politique. Nous ne pouvons tout à fait oublier que c'est avec l'Allemagne de Weimar que Moscou avait conclu le traité de Rapallo et l'insistance mise à attaquer moins l'Allemagne que l'hitlérisme pourrait faire soupçonner des arrière-pensées. Mais le désir d'une véritable collaboration avec les puissances occidentales peut aussi être sincère. Le retour à la politique de Rappalo n'étant envisagé qu'au cas où l'URSS ne parviendrait pas à surmonter les méfiances qu'elle suscite encore à Londres et à Washington. Il y a là un problème fondamental pour l'avenir de l'Europe et je compte sur vous pour relever très soigneusement tout ce qui peut aider à faire la lumière dans ce domaine[20].

Le deuxième télégramme, en date du 21 mai, est encore plus précis. Il constitue en réalité un coup de semonce à l'endroit de Garreau dont la soviétophilie quelque peu excessive paraît inquiéter le commissaire aux Affaires étrangères du Comité national.

Si satisfaisantes que soient les dispositions dont a témoigné M. Lozovski lors de votre entretien avec lui, écrit en effet Massigli, je vous sais gré de lui avoir discrètement marqué que quelque place dans les éloges soviétiques aurait pu être réservée pour les troupes françaises. Il est d'autre part indispensable qu'aucun malentendu ne se crée sur la manière dont nous concevons nos relations avec Moscou. Nous souhaitons que, sur le plan extérieur, notre action puisse se conjuguer. Convaincus qu'au moment de la paix, l'appui diplomatique soviétique peut nous être très précieux, nous avons le devoir, tout en poursuivant l'amélioration de nos relations avec les puissances occidentales, de tenir nous-mêmes un large compte des intérêts russes dans notre politique européenne.

En revanche, il convient d'écarter l'idée que nous aurions à nous ménager le concours soviétique pour des fins de politique intérieure. Le Comité national n'a pas adopté dans l'affaire africaine la position qui a été la sienne en face des Américains, pour inciter Moscou à faire en sa faveur exactement ce que nous reprochons à Washington d'avoir tenté contre nous. C'est entre Français, et entre Français seulement, que doivent se régler nos affaires intérieures. Nous savons trop ce qu'a coûté au pays dans les années qui ont précédé la guerre, l'oubli par trop de politiciens de ce principe essentiel, pour ne pas avoir le souci de le maintenir inflexiblement. Son observation stricte est d'ailleurs la condition même de la permanence des bons rapports franco-soviétiques que nous souhaitons instaurer.

De quelque manière qu'évolue notre politique intérieure, quelque modification que subisse la structure sociale de notre pays, ce serait méconnaître les conditions fondamentales de la vie française que de supposer qu'un régime tel que celui qui a été institué en Russie pourra s'établir chez nous de manière durable et gagner les sympathies de la majorité de nos concitoyens. Identifier une collaboration avec la Russie sur le plan extérieur avec une formule de politique intérieure française serait donc inciter les adversaires de cette dernière formule à rechercher de leur côté d'autres concours extérieurs. Le pays a failli mourir parce que certains milieux ont fait passer leurs intérêts de parti ou de classe avant l'intérêt national : notre souci principal doit être de rendre aux Français le sens d'une politique tout entière subordonnée à cet intérêt. Ce serait aller à l'encontre de ce but essentiel que de reconnaître aux dirigeants soviétiques, comme vous semblez y incliner, le droit de prononcer une exclusive contre telle ou telle personnalité française[21].

La Turquie de Mustapha Kemal s'est fort bien trouvée d'un système qui pratiquait l'alliance avec la Russie et qui, en Anatolie, supprimait le communisme. Il ne s'agit, certes, pour nous de rien de pareil alors que les communistes jouent dans la Résistance française un rôle héroïque, mais il importe de ne pas passer à l'extrême opposé en méconnaissant une exigence fondamentale de notre politique. Vous voudrez donc bien veiller à ne jamais donner par vos propos à vos interlocuteurs soviétiques l'impression que c'est sur un autre plan que celui des incidences à prévoir que vous les appelez à apprécier les affaires françaises. Les dirigeants du Kremlin sont d'ailleurs d'esprit trop positif pour ne pas comprendre nos préoccupations. Dans la mesure même où ils désirent que la France restaurée puisse jouer un rôle en Europe, ils ne sauraient souhaiter que notre nation risque de changer d'orientation selon les fluctuations de nos courants intérieurs[22].

Les Soviétiques souhaitent-ils donc que la France joue un rôle en Europe ? Certes, ils ne cessent de le répéter à leurs interlocuteurs gaullistes.

Mais que vaut la parole de Staline ? Pour le moment, on l'a vu, ce rôle se limite à celui de soutien à l'expansionnisme stalinien sur l'Europe orientale… L'optimisme de Massigli paraît aussi grand que son ignorance des réalités de l'alliance gaullo-soviétique et de la manière dont de Gaulle conçoit ses relations avec Moscou : depuis le début, en effet, le chef de la France libre « ménage le concours soviétique pour des fins de politique intérieure » et « identifie une collaboration avec la Russie sur le plan extérieur avec une formule de politique intérieure française ». Il ne s'en est d'ailleurs jamais caché : n'a-t-il pas successivement évoqué la nécessité d'un « pouvoir nouveau », d'une « révolution » puis d'une « libération qui ne peut être séparée de l'insurrection » ? N'a-t-il pas enfin, lui-même, reconnu aux dirigeants soviétiques le droit de prononcer des exclusives contre certaines personnalités françaises (Giraud, notamment)[23] ?

Certes, de Gaulle ne donne pas à ces mots de « pouvoir nouveau », de « révolution » et d'« insurrection nationale », le même sens que les communistes. Plus exactement, il s'imagine que les communistes, par la force des choses, finiront par se libérer de leur idéologie et par donner à ces mots le même sens que lui. Sans doute s'imagine-t-il également être assez habile pour les mettre dans son jeu sans faire le leur, de s'en servir et non de les servir. Mais il a fait alliance avec des forces qu'il connaît mal – guère mieux que Massigli – et qu'il assimile un peu hâtivement aux révolutionnaires politiques et sociaux dont la France a connu de beaux exemples depuis un siècle et demi et qui, presque tous, ont fini par s'apaiser et se rallier à l'ordre existant. Il croit volontiers que l'image des communistes a été déformée, faussée par les préjugés et les égoïsmes bourgeois qu'il n'est d'ailleurs pas fâché de heurter de front. Ces mêmes préjugés qui forment, en la matière, le fond de la pensée de Massigli.

Sans doute faut-il voir dans ce « déphasage » de Massigli l'origine du mépris dont le poursuivent certains dirigeants du Comité national comme Soustelle. Tard venu à Londres, Massigli n'est manifestement pas de leur camp ou, s'il l'est, c'est par méconnaissance des véritables préoccupations de la France combattante…

Méconnaissance dont témoigne la note jointe à la copie de son télégramme à Garreau qu'il a adressée le 24 mai à la délégation gaulliste de Washington : « Les informations qu'il contient, y indique-t-il, sont antérieures à la dissolution du Komintern. Elles n'en ont toutefois que plus de portée puisque le gouvernement soviétique n'est plus désormais à même

de rejeter sur la III[e] Internationale la responsabilité d'une ingérence quelconque dans la politique intérieure française. Sauf objection, dont vous voudriez bien me faire part, je verrais avantage à ce que vous utilisiez ce télégramme pour rectifier auprès du département d'État les légendes qu'on a cherché à y accréditer sur de prétendues collusions entre le Comité national et Moscou[24]. »

Que penserait d'ailleurs Massigli, s'il savait que Garreau l'a accusé, le 11 mai, devant Lozovski de s'apprêter à trahir de Gaulle ? Le saurait-il, que pourrait-il faire ?

Une « délégation cent pour cent prosoviétique »

Garreau se vante d'être l'ami de De Gaulle (leurs familles seraient liées depuis les années 1920) ; il est donc intouchable… Le chef de la France combattante ne semble pas avoir donné beaucoup de témoignages publics de cette amitié, à l'exception de son choix de Garreau pour un poste dont on sait quel prix il y attache. À l'exception aussi de l'hommage qu'il lui adressera plus tard dans ses *Mémoires* : « Garreau, écrit-il, en effet, devait pendant trois années utilement et intelligemment représenter la France en Russie, y prendre tous les contacts que permettrait le régime et nous tenir bien informés. » Ce n'est pas, on l'a vu, ce que pense de Garreau son ministre de tutelle… Mais Massigli peut-il s'entendre avec un homme qui ne se cache pas d'avoir « le cœur à gauche par atavisme jacobin » et qui, « ami de Léon Blum, demeure un inconditionnel du Front populaire[25] »…

Fils d'officier, Roger Garreau est né en 1891 à Dole, dans le Jura. Cathala le décrit comme un petit homme brun à l'œil globuleux qui porte monocle – mais en cachette – et affectionne les robes de chambre chinoises. Ce goût de l'exotisme n'a cependant que peu à voir avec la mode : licencié en droit, Garreau parle en effet une demi-douzaine de langues extrême-orientales (entre autres : le russe, le chinois, le siamois et le malais). Il a servi un peu partout : à Pékin, à Moscou, à Zagreb, au Caire, à Alexandrette, à Hambourg, à Lausanne, à Zurich, en Angleterre et en Irlande du Nord. Cette existence, il l'a menée davantage en globe-trotter professionnel qu'en diplomate. De l'avis de tous, et même du sien, Garreau n'a pas le style de la carrière. « Je suis fait, a-t-il coutume de répéter, pour les postes de brousse. Quand j'étais adjudant-chef de la Coloniale… »

Deuxième secrétaire d'ambassade à Pékin entre 1922 et 1925, il s'y est lié d'amitié avec Yourenev et Karakhan, deux tchékistes de haut vol. Amitié qu'il exhibe comme un passeport, comme nous l'avons vu, lors de son premier entretien à Londres avec Bogomolov. En 1942, lorsqu'il revient à Moscou comme délégué plénipotentiaire de la France libre, Garreau y est comme chez lui. Il y a en effet déjà séjourné de 1925 à 1927 comme premier secrétaire d'ambassade et se souvient avec nostalgie du « joyeux Moscou des années 1920 »…

Chef de la délégation de la France libre en URSS, Garreau donne le ton. Et celui-ci est uniformément orienté. « Toute la délégation est cent pour cent prosoviétique », écrit Cathala. Ce qui explique pourquoi, toujours selon Cathala, « quoique seule émanation d'un non-gouvernement, la délégation jouissait en effet d'un statut sans commune mesure avec son statut officiel ». La délégation et son chef sont d'ailleurs si « ardemment prosoviétiques » que personne, on l'a vu, quand éclate l'affaire de Katyn, « ne croit à un crime russe : dès l'instant que Berlin accuse l'URSS du massacre, ce ne peut être qu'un mensonge »…

Ce prosoviétisme dont témoignent les comptes rendus envoyés à Londres se manifeste avec d'autant plus d'éclat que les notes diplomatiques de la délégation tiennent davantage du commentaire que de l'analyse. Mais Garreau, on l'a déjà dit, n'a pas le style de la carrière. Et puis, de Gaulle qui le connaît de longue date, l'a-t-il choisi pour faire des analyses ? Il compte sans doute davantage sur sa personnalité très « adjudantesque » et son ardeur prosoviétique pour verrouiller l'alliance gaullo-stalinienne de juillet 1941, base de la future alliance franco-soviétique qu'il ira signer à Moscou en décembre 1944. « Quelles en seraient les clauses ? écrit Cathala, personne ne le voyait fort clairement. Aussi, attribuions-nous à ce futur pacte les vertus d'une potion magique : il assurerait la sécurité de la patrie, il la ramènerait dans le concert des grands, il lui conférerait la prospérité avec la croissance et il lui apporterait entre autres cadeaux… la rive gauche du Rhin. Oui ! […] L'idée venait d'en haut quoique les *Mémoires de guerre* la gomment[26]. »

L'ancien attaché de presse de la délégation gaulliste en URSS précise même que la rupture du gouvernement soviétique avec le gouvernement polonais en exil à Londres ouvrait des perspectives nouvelles. Pourquoi ? Parce que dès l'instant que la Pologne voulue par Moscou devait inclure des territoires prélevés sur l'Allemagne orientale, la reconnaissance de ce

démembrement allait pouvoir se négocier sur la base d'une amputation symétrique à l'ouest. En d'autres termes : frontière de l'Oder contre frontière du Rhin.

« Nous travaillons pour l'histoire », aime à dire alors Garreau qui, plus tard, prendra l'initiative des contacts avec les Polonais communistes qu'il assurera de « la sympathie du CFLN, de l'accord du Général concernant le déplacement des frontières polonaises et de la nécessité de démanteler l'Allemagne pour la mettre hors d'état de nuire ». Cathala, qui accompagnait son chef à cet entretien avec les dirigeants polonais communistes, se souvient que lui-même y est arrivé « acquis d'avance » à la cause des Polonais « communistes », mais qu'il en est reparti « vaguement déprimé par cet entretien crépusculaire ». Garreau, lui, en est sorti « satisfait ». En poste en Pologne de 1945 à 1947, il pourra assister aux premières loges à la soviétisation du pays.

« Accrocheur au-delà de toute bienséance, n'hésitant jamais à réclamer dix fois ce qui lui avait été catégoriquement refusé, ne reculant devant aucune imprudence de langage et enclin par nature aux extrapolations effarantes[27] », Garreau ne s'embarrasse guère de scrupules : il a mené et continue de mener contre Giraud une campagne impitoyable, ne reculant devant aucune calomnie pour salir l'image du commandant en chef. Mais il n'hésite pas non plus à dénoncer devant les Soviétiques certains des siens comme « cagoulards » – assertion dont Passy fera les frais – ou encore le « traître potentiel » Massigli. Mais ces deux hommes étant des anticommunistes notoires, sont-ils précisément des siens ?

Si Garreau a des difficultés avec Massigli pour lequel il « nourrit une haine féroce », il n'a, en revanche, que d'excellents rapports avec Dejean dont le prosoviétisme ne semble le céder en rien au sien. Il lui a écrit le 22 juillet 1942 : « J'aimerais recevoir à la première occasion un mot de vous, de caractère personnel, sur l'activité de notre mission et l'esprit dont elle s'inspire, esprit qui a assuré, je puis dire, le succès complet du Comité national français dans l'opinion des milieux dirigeants soviétiques mais qui a pu susciter quelque mauvaise humeur dans certains milieux de Londres[28]. »

De cette « activité » qui irrite les anticommunistes de Londres mais assure le succès du Comité national auprès du Kremlin, Garreau fait et fera encore le point à plusieurs reprises avec de Gaulle ; lequel s'en montrera satisfait puisqu'il ne le relèvera jamais de son poste (même s'il y pense une

première fois pour le remplacer par Maurice Dejean. « Mais, dit Cathala, les Soviétiques ont donné à entendre que chacun leur convenait mieux à son poste actuel » – et une seconde fois par Gaston Palewski –, nomination à laquelle les Soviétiques s'opposeront brutalement, en raison sans doute des origines juive et polonaise du diplomate). Cette fidélité de De Gaulle à Garreau transcende aussi bien les démentis que les événements infligent aux jugements péremptoires de son représentant en URSS, que sa grande liberté de propos à son égard (« Cet homme [de Gaulle] a malheureusement le génie de mal choisir son entourage », ou : « Il lui faudra encore une sacrée volonté pour se débarrasser des préjugés de sa caste. »)

Elle transcende enfin les querelles parfois violentes qui opposent Garreau à tout le monde, y compris au sein de sa propre équipe comme en témoigne ce télégramme que son adjoint Schmittlein enverra à Londres le 10 août 1943 :

> J'ai fait personnellement une enquête de laquelle il ressort que le commandant Mirlès, qui n'a d'ailleurs pas de statut diplomatique, a assisté à la Dittei non pas à titre officiel mais seulement à titre privé, comme le lieutenant Durran avait assisté aux fêtes des jeunes sportifs. Le colonel Pika a été invité comme le commandant Mirlès à 4 heures du matin par le général de division Joukov ; il m'a raconté qu'il avait envisagé de décliner l'invitation. Cette visite, à laquelle participaient d'ailleurs des journalistes anglais et américains, a été considérée dans le corps diplomatique comme entrant dans le cadre des voyages au front, des visites d'usines, camps, écoles militaires étrangères. Personne, sauf Garreau, n'a songé à lui attribuer une portée politique quelconque. Le même télégramme comportait à la fin une insinuation odieuse sur le commandant Mirlès.
>
> Peu avant son départ de Kouïbychev, M. Garreau, reprenant ces insinuations, s'est répandu contre le commandant Mirlès en injures immondes telles que « fils de Judas », « enfant de salaud », « petit maquereau », « agent double », et autres aménités du même genre. Il jura de lui tordre le cou, de l'écraser, de lui casser la figure, etc. Mes protestations pour l'amener à la raison ne parvinrent qu'à l'exciter davantage. Je lui ai fait remarquer que l'accusation portée contre cet officier français était très grave et qu'il devait être bien sûr de son fait. Il me répondit qu'il en avait les preuves formelles et tenait de plusieurs sources sûres que le commandant Mirlès, ancien agent soviétique, travaille maintenant pour les Américains. Il a naturellement refusé de donner la moindre indication sur ses sources.

Et Schmittlein de conclure :

« Je tiens à vous dire que le commandant Mirlès est un officier de haute valeur intellectuelle et morale qui a su donner à la mission militaire une dignité que ne possède pas la délégation[29]. Je tiens les accusations de Garreau pour des calomnies. Le commandant Mirlès est unanimement respecté et apprécié ici pour sa compétence et sa bonne éducation. Il est un des premiers compagnons du général de Gaulle. J'ajouterai que le

commandant Mirlès a gardé envers Garreau une correction et une discipline exemplaires[30]. »

De son passé d'adjudant-chef de la « Colo », Son Excellence le délégué de la France combattante en URSS a gardé la vigueur et la verdeur du vocabulaire… Cela ne sera pas un handicap pour sa carrière puisqu'il sera élevé à la dignité d'ambassadeur de France [en Pologne] en 1946. Admis à la retraite en 1957, il cumulera les présidences et les vice-présidences : entre autres, celles de l'Union mondiale des intellectuels, du comité d'honneur de la Ligue universelle du bien public, de l'Association pour le respect du maintien des frontières de l'Oder et de la Neisse, et de l'Association des Amis de la Yougoslavie.

Le 24 mai 1943, après avoir reçu le coup de semonce de Massigli, Garreau s'est défendu avec autant d'énergie que d'habileté.

Les principes qui doivent régir nos relations avec le gouvernement soviétique et que vous avez si clairement définis, écrit-il à l'homme qu'il déteste cordialement, sont exactement ceux qui n'ont cessé d'inspirer depuis quinze mois, avec l'accord du Comité national, l'action de cette délégation.

Je peux affirmer pourtant en toute objectivité que, de son côté, le gouvernement soviétique ne s'est jamais départi à l'égard de notre pays d'une attitude parfaitement conforme à ces principes, s'abstenant avec le plus grand soin de toute immixtion dans notre politique intérieure. C'est avec le souci d'éviter tout geste déplacé ou simplement toute manifestation trop marquée de préférence envers tel homme ou tel groupement de Français, qu'il s'est même abstenu, plus que nous ne l'aurions souhaité, de se prononcer ou de laisser écrire dans sa presse un seul mot de critique ou de doute à l'égard des personnalités vichystes qui, après avoir tenté de s'opposer par les armes au débarquement des forces américaines en AFN, se rallient à la cause des Nations unies. Toutes les déclarations officielles ou officieuses qui furent faites à ce sujet, non seulement ne portaient aucune exclusion mais, au contraire, exprimaient le vœu d'un élargissement du front national de la Libération sur lequel se trouveraient placés tous ceux qui sont effectivement prêts à lutter, quelle que soit leur appartenance à tel parti, groupement ou tendance. Cette prudente réserve a été diversement interprétée. Elle a pu causer même quelques déceptions. Pourtant, j'en avais exposé les raisons, il y a déjà un an […]. Il n'en est pas moins vrai que le gouvernement soviétique nourrit une profonde méfiance à l'égard de certains personnages de tel ou tel pays.

Nous étions nous-mêmes en droit, sans prétention, de nous immiscer dans les affaires intérieures allemandes, d'envisager avec appréhension l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933. Il n'est plus possible aujourd'hui, si elle le fut jamais, de tenir pour indépendante l'une de l'autre, la politique intérieure et extérieure des États. En tout cas, l'URSS ne serait pas moins disposée que nous-mêmes à oublier sa sauvegarde ; le souci de sa sécurité lui inspire le vœu qui ne me paraît pas indiscret de voir la France restaurée dans sa pleine indépendance et dans sa force sous la direction d'hommes sincères et désireux d'établir entre nos deux pays des relations amicales et confiantes, indispensables au relèvement et à la paix en Europe. Cette entente nous paraît profitable et elle est possible. J'ai toujours insisté sur le caractère essentiellement réaliste de la politique du Kremlin. Celui-ci, en effet, ne s'intéresse aux fluctuations de la vie intérieure française que dans la mesure où elles sont susceptibles d'agir sur le plan international dans un sens favorable ou défavorable aux intérêts de la Russie […]. Dans les conditions extrêmement délicates et matériellement pénibles où

cette délégation travaille de tout cœur pour la patrie, nous avons plus que jamais besoin de l'appui total et de la confiance sans réserve du Comité national qui sait pouvoir compter sur notre entier dévouement[31].

Compte tenu des rapports entre les deux hommes, cette dernière considération contient une discrète fin de non-recevoir à Massigli. Lui, le nouveau, qu'il laisse donc la délégation accomplir son travail comme elle l'entend, car elle le fait au mieux… Néanmoins, par prudence, Garreau va provisoirement abandonner le commentaire au profit de l'analyse comme le lui commande son ministre.

La décision du praesidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste qui a prononcé le 15 mai la dissolution du Komintern a été publiée dans la *Pravda*, lui a-t-il écrit le 27 mai. Les agences de ce jour ont porté à votre connaissance le texte intégral de cette résolution qui vient corroborer inopinément les indications de mon télégramme 397 et de toute ma correspondance antérieure sur l'état d'esprit dont s'inspire le gouvernement soviétique actuellement dans ses relations avec les États étrangers. Elle est l'aboutissement logique de l'évolution intéressante du PC russe qui, sous la conduite de Staline, s'est peu à peu débarrassé de l'idéologie trotskiste fondée sur le principe de la révolution permanente. Il ne conviendrait certes pas de concevoir naïvement que l'URSS a cessé de s'intéresser à l'activité et au développement des PC à l'étranger et qu'elle renoncera à s'appuyer sur l'un ou l'autre en cas de besoin, mais l'organisation du Komintern dans sa rigidité doctrinale et sa centralisation excessive constituait depuis longtemps une gêne plus qu'une ressource pour la politique extérieure de l'URSS. L'instrument était compromettant ; sa mise en œuvre souvent maladroite avait causé beaucoup de déboires et entraînait la Russie dans des aventures qui auraient pu mal tourner. En particulier, à la suite du pacte de non-agression conclu avec le Reich le 23 août 1939.

Le gouvernement soviétique, moralement responsable vis-à-vis de l'Allemagne de l'attitude du Komintern qui régissait uniformément tous les partis communistes, s'était trouvé dans la pénible nécessité de neutraliser l'action de ce parti dans les pays en guerre contre le Reich alors qu'il aurait, au contraire, souhaité pouvoir, par leur large appui en France, intensifier la lutte contre l'hitlérisme, combattre les effets pernicieux de l'esprit munichois et galvaniser la volonté de lutte des démocraties occidentales en attendant d'avoir lui-même achevé les préparatifs d'une guerre qu'il estimait nécessaire et inévitable. C'est pourquoi le gouvernement soviétique avait, dès le début des hostilités en 1939, mis en veilleuse le Komintern puis l'avait en juin 1941 complètement[32]… et l'on n'entendit plus parler de lui.

Il est toutefois une autre considération, dont on ne souffle mot, qui a peut-être aussi déterminé le gouvernement soviétique à « liquider » le Komintern (cette liquidation vide de sa substance l'accord qui unit le Japon aux puissances de l'Axe), elle facilite par conséquent le rétablissement des relations tout à fait normales entre Tokyo et Moscou.

Résumée sous cet angle, la mesure prise d'une manière si inattendue à la veille de la visite de M. Davies à Moscou, revêt peut-être une signification plus complexe et moins[33]… que celle que la presse mondiale est portée à lui attribuer ; la fureur et l'inquiétude que trahit la radio allemande ne sont, en aucun cas, étrangères à cet aspect de la question[34].

Pour Garreau, donc, le Kremlin a, en mai 1943, abandonné le principe de la révolution permanente…

Le 30 mai, commentant les articles de trois grands journaux soviétiques consacrés à l'anniversaire du pacte d'alliance anglo-soviétique, il écrira encore à Dejean :

> Vous y trouverez, comme votre récent entretien avec Bogomolov vous en a donné l'impression, que le gouvernement soviétique se préoccupe de plus en plus ouvertement de la réorganisation de l'Europe d'après-guerre et c'est pourquoi il ne manque en outre aucune occasion d'affirmer sa foi dans la valeur du pacte de l'alliance qu'il a conclue avec la Grande-Bretagne. Il est évident que le gouvernement soviétique s'efforce discrètement de retenir la Grande-Bretagne dans la voie d'une entente trop étroite et trop exclusive avec Washington dont l'attitude à l'égard du problème de la reconstruction européenne paraît inspirée par des arrière-pensées suspectes. La France pourra exercer une très heureuse influence dans le sens du pacte anglo-soviétique et trouvera éventuellement sa juste place dans ce pacte élargi au pacte tripartite qui constituerait le fondement le plus solide de la paix européenne si, évitant soigneusement de considérer la puissance russe sous l'angle déformé des préoccupations et des préventions de politique intérieure, comme elle a été si longtemps portée à le faire, elle sait mettre à profit et renforcer l'intérêt et la confiance que les dirigeants de l'URSS lui portent dès maintenant. Il est à noter que le passage des articles en question relatifs à l'organisation de la paix ne fait aucune allusion à la charte de l'Atlantique.

L'idée d'un pacte tripartite a-t-elle été soufflée à Garreau par les Soviétiques, ou bien figure-t-elle déjà dans les articles de presse qu'il fait parvenir à Londres ? La rédaction du télégramme ne permet pas de le déterminer avec précision.

Remarquons toutefois que cette idée sera reprise par Staline qui tentera de l'imposer à de Gaulle en décembre 1944, lors des négociations du traité franco-soviétique.

Remarquons aussi que Garreau qualifie de « déformation » la vigilance des dirigeants français à l'égard de l'action subversive que l'URSS a entretenue dans le passé en France par l'intermédiaire du parti communiste.

Remarquons enfin que, pour Garreau, « l'intérêt et la confiance » que les dirigeants du Kremlin portent à la France ne souffrent aucun doute.

Churchill ruse et gagne

À 17 heures, le 29 mai 1943, à Alger, face aux généraux Eisenhower, Marshall et Bedell Smith, Winston Churchill, entouré de Brooke, d'Alexander, de Cunningham, de Tedder, d'Ismay et de leurs collaborateurs, livre en faveur du projet de débarquement en Italie un assaut qu'il espère décisif.

Les Anglais sont en nombre autour de la table. Mais ils disposent aussi de quelques atouts aussi bien symboliques que réels.

Les conditions dans lesquelles nous nous rencontrions, écrit Churchill, étaient favorables aux Britanniques. Nous possédions trois fois plus de troupes, quatre fois plus de navires de guerre et presque autant d'avions disponibles pour les futures opérations, que les Américains. Depuis El Alamein, sans parler des années précédentes, nous avions perdu en Méditerranée huit fois plus d'hommes et trois fois plus de bateaux que nos alliés. Mais ce qui nous garantissait que ces faits si importants recevraient la considération bienveillante et attentive des chefs américains, c'était qu'en dépit de notre immense supériorité numérique, nous avions continué d'accepter le général Eisenhower comme chef suprême et de conserver à toute la campagne un caractère purement américain. Les chefs américains n'aiment pas se laisser vaincre en matière de générosité. Aucun peuple ne réagit aussi spontanément quand on joue franc-jeu avec lui. Si vous le traitez bien, il éprouve toujours le désir de vous traiter mieux encore. Je n'en estimai pas moins que l'argument qui emporta la conviction des Américains avait une force écrasante par lui-même[35].

Qu'est-ce à dire ? Sinon que la générosité américaine ne fut pas le seul élément qui devait faire pencher la balance en faveur des Britanniques. Il y en eut un autre : l'immense supériorité numérique des Britanniques peut légitimement les inciter à refuser désormais le général Eisenhower comme « chef suprême » et à enlever à toute la campagne son « caractère purement américain »… Bref à décider de passer outre les désirs des Américains et à se lancer seuls à l'assaut de la botte italienne.

À la suite de Brooke, qui fait un « exposé complet » des forces alliées en Méditerranée (vingt-sept divisions britanniques, neuf américaines et quatre françaises), Churchill fait circuler des « notes de base » exposant tous les arguments en faveur d'une attaque contre l'Italie avec des tableaux indiquant les forces disponibles.

Il énumère en détail les divisions qui se trouvent dans le secteur méditerranéen : 9 pour les Américains, 3 1/3 pour les Français, 27 2/3 pour les Britanniques. Sur ce total, 7, dont 3 britanniques doivent être transportées en Angleterre pour *Bolero*. Sur les 24 2/3 qui restent, 11 1/3 seulement ont été placées jusque-là sous les ordres du général Eisenhower ou désignées pour la Sicile. Churchill offre alors, avec l'assentiment de Brooke, de faire passer sous le commandement du général Eisenhower, 8 2/3 nouvelles divisions britanniques, ou sous contrôle britannique, ce qui portera la participation anglaise à 20 divisions au total contre 12 1/3 provenant des autres sources réunies.

Cela posé, écrit-il, je poursuivais : le gouvernement de Sa Majesté a le sentiment extrêmement vif que cette force considérable qui comprend ses divisions les meilleures, les plus expérimentées, et constituent la partie principale de son armée, ne doit, en aucun cas, demeurer inactive. Une telle attitude ne pourrait se justifier ni aux yeux du peuple britannique ni aux yeux de nos alliés russes. Nous estimons de notre devoir d'engager l'ennemi d'une manière aussi continue et aussi intense que possible et de détourner le maximum de ses divisions du front tenu par nos alliés russes. On créera de cette façon (parmi d'autres) les conditions les plus favorables au lancement de notre expédition au-delà de la Manche en 1944[36].

Discours suprêmement habile puisqu'il satisfait l'amour-propre du commandant américain en lui offrant huit nouvelles divisions britanniques rapatriées du Moyen-Orient et feint d'admettre le principe du débarquement dans la Manche en 1944 ; enfin, il désamorce la méfiance de Marshall en annonçant qu'il n'est pas question au cours des périodes qui intéressent « actuellement » les Britanniques, d'envisager une opération dans le secteur des Balkans[37]…

Cette fois les Américains capitulent. Le général Marshall donne son accord à l'opération italienne. Il n'y met qu'une réserve de principe : la décision finale sera prise si la campagne de Sicile se passe bien. « Il estimait nécessaire, écrit Churchill, de connaître un peu les réactions allemandes afin de savoir si nous nous heurterions à une résistance sérieuse dans l'Italie méridionale. »

Churchill a donc gagné pour la seconde fois. Mais pour faire passer sa ruse, il a dû admettre le principe du débarquement en Normandie…

15
La sommation de Staline

30 mai 1943. Dans l'avion qui l'emporte vers Alger en compagnie de quelques-uns de ses fidèles (Palewski, Philip, Massigli, Schumann et Charles-Roux), de Gaulle songe-t-il au chemin parcouru depuis ce 16 juin 1940 où il s'envolait pour l'exil dans un avion anglais ? Trois ans déjà, à deux semaines près… Quelle rêverie grandiose hante donc cet esprit accoutumé à fréquenter les géants de l'histoire ? Précisément, à cet instant de sa trajectoire dont les plus lucides pressentent qu'elle n'en est qu'à ses débuts, à quels personnages Charles de Gaulle peut-il bien se comparer ? Sans doute est-ce vers Alexandre, César ou Napoléon que se dirigent le plus volontiers ses pensées. Mais, pour l'heure, aucun de ces destins ne s'accorde avec le sien. Le seul qui présente quelque ressemblance et, parfois même, des coïncidences troublantes, est celui d'un homme dont la postérité n'a guère retenu le nom : Louis XVIII.

Comme lui, en effet, c'est un jour de juin (le 20 juin 1791) que celui qui n'est encore que le comte de Provence s'est enfui de France pour parvenir – après un long périple de plus de vingt ans – à Hartwell House, en Angleterre. Entre-temps, après s'être intitulé, d'autorité, lieutenant-général du royaume, il a envoyé des lettres secrètes exhortant ses partisans à la résistance. Puis il a essayé de se faire reconnaître comme régent par les souverains étrangers, mais n'y est parvenu qu'auprès de Catherine II de Russie[1]. Il a ensuite monté un réseau d'espionnage en France et pris contact avec les Vendéens. Toujours en exil, il a tenu une cour, lancé des proclamations, constitué un ministère et est entré en relation avec des

opposants à Napoléon (Pichegru et des membres des conseils du Directoire).

Gageons cependant que si ce précédent historique, peu propre à enflammer les imaginations, lui revient en mémoire en ce jour de mai 1943, Charles de Gaulle, préférant croire au caractère inédit de sa destinée, n'y accorde qu'une attention amusée.

Contrairement au vieux roi impotent et sans gloire, le chef de la France combattante bénéficie à la fois de la force de l'âge et de l'auréole de premier résistant de France.

Si malgré ses handicaps, le comte de Provence a fini par monter sur le trône, jusqu'où lui-même ne peut-il alors espérer monter ?

Au seuil de cette dernière ligne droite vers le pouvoir, l'homme du 18 Juin n'a, malgré son dénuement, jamais été plus fort. Grâce au CNR, ne peut-il pas prétendre incarner la Résistance intérieure française ?

Certes, à peine constitué, le CNR est victime d'un schisme : en effet, profitant de l'abandon forcé par Jean Moulin de l'idée d'une « commission permanente », les mouvements de résistance se sont aussitôt engouffrés dans la brèche avec l'intention de créer un Comité central de la Résistance auquel ne participeraient que les formations représentées au sein du Comité directeur des MUR en zone sud et du Comité de coordination en zone nord. « Cela, écrit Henri Noguères, reviendrait à constituer en marge d'un CNR de dix-sept membres qu'il sera pratiquement impossible de réunir régulièrement un exécutif de la Résistance dans lequel ne figureraient pas les partis politiques et les syndicats acceptés à contrecœur uniquement pour "aider" de Gaulle dans une conjoncture internationale difficile. En somme, tout allait bientôt être remis en question[2]… »

Bref, le CNR (« instrument du pouvoir gaulliste destiné à fonder sa légitimité[3] », selon Copeau) est un édifice fragile… Cependant, l'important n'est pas là, mais en ce qu'il ait pu voir le jour à temps pour l'investir lui, de Gaulle, du droit de parler au nom du peuple français. Maintenant, il ne s'agit que d'en maintenir coûte que coûte la fiction le plus longtemps possible. Le 27 mai, parlant une dernière fois à la radio de Londres, de Gaulle a de nouveau donné des gages aux résistants : « La catastrophe, a-t-il déclaré, a emporté tout l'appareil conventionnel dans lequel nous avions vécu. Qu'on s'en exalte ou qu'on le déplore, notre peuple qui aura tant souffert et tant combattu a condamné, une fois pour toutes, les vieilles formules, les hiérarchies et les routines qui l'ont conduit à la défaite, puis à

la honte, enfin à l'esclavage. Ceux qui s'efforcent de bloquer la roue en seront tout bonnement écrasés. Oui ! Nous aurons la victoire, mais par des armes rajeunies. »

Quant aux anciennes formations politiques, elles lui sont acquises. Dans son rapport du 7 mai, Jean Moulin le lui a confirmé : que ce soient les communistes, les socialistes ou les radicaux, « les plus fervents apôtres de l'obédience envers vous et le CNF sont maintenant les tenants des anciens partis politiques ». Ces anciens partis politiques pour lesquels il n'a que mépris ! Il est vrai que, grâce à la planche de salut gaulliste, les partis faillis retrouvent une nouvelle jeunesse.

Si le parti communiste poursuit plus ou moins son « jeu de bascule » entre lui et Giraud, le 1er avril, la délégation de ses 27 députés (récemment libérés par Giraud de Maison-Carrée où ils étaient incarcérés depuis 1941) n'en a pas moins exprimé très officiellement, par la voix de Waldeck-Rochet et sur ordre de Moscou, le souhait de lui voir confier les rênes du gouvernement provisoire et à Giraud le commandement de l'armée française ressuscitée. Il y a donc fort à parier que ses contestations sont de pure forme et le resteront. Du moins tant qu'il aura quelque chose à lui donner. Il vient de consentir à « l'action immédiate », mais il lui reste d'autres cartes en réserve : le blanchiment légal du PCF, sa participation éventuelle au gouvernement provisoire et l'épuration. Sur ce dernier point, il a noté que le premier acte d'hommes libres des 27 députés a été de dénoncer dans un tract une « cinquième colonne » de policiers pétainistes. Une définition qu'il peut être amené à élargir au gré des circonstances même si, comme il l'a affirmé dans son discours du 27 mai, « cet édifice moderne, à quoi, au fond de ses douleurs, rêve aujourd'hui la nation tout entière, elle ne pourra le bâtir qu'au prix d'un immense effort ordonné et fraternel ».

Aucun mauvais coup donc à attendre, du moins dans l'immédiat, des dirigeants communistes. D'autant que cette alliance est chapeautée par celle qu'il entretient avec Moscou. Et, de ce côté, il ne peut que se féliciter : Staline se révèle un partenaire fidèle. Les preuves qu'il en donne sont presque quotidiennes.

La dernière date du 22 mai.

Bogomolov confirme à de Gaulle le soutien du Kremlin

Ce jour-là, au cours d'un entretien entre Bogomolov et Dejean, devenu représentant du CFLN auprès des gouvernements alliés à Londres, l'ambassadeur soviétique s'est montré particulièrement net.

Il a d'abord demandé si le Comité exécutif dont la formation était envisagée en AFN serait ou non un gouvernement.

« Sur ce point, a répondu Dejean, la lettre du général Giraud au général de Gaulle est très explicite. En fait, cependant, le nouvel organisme aura les attributs d'un gouvernement. Le Comité national n'a, lui-même, jamais réclamé la formation d'un gouvernement. Il a constamment désigné l'autorité commune sous le nom de "pouvoir central". Il attache plus d'importance aux réalités qu'à la terminologie. »

Bogomolov ayant ensuite demandé si le général Giraud garderait les fonctions de commandant en chef dans la nouvelle organisation, et Dejean lui ayant répondu que ce point « restait à élucider », l'ambassadeur soviétique a déclaré :

« Mon gouvernement a soutenu et soutient encore le général de Gaulle. Il n'a jamais pris position contre le général Giraud. Il comprend la nécessité de l'union et les difficultés de la situation. La politique soviétique est avant tout réaliste. Pour le présent, elle tend au rassemblement de toutes les forces antihitlériennes. Pour l'avenir, elle reste orientée vers la reconstitution sur une base démocratique d'une France grande et forte, mais elle n'entend nullement intervenir dans les affaires françaises[4]. »

Pour qui connaît le dessous des cartes, le message du Kremlin est parfaitement explicite : le commandant en chef est d'ores et déjà de trop. Son projet d'offensive danubienne tel qu'il l'a encore quelques mois plus tôt défini devant Churchill (apportant à celui-ci un appui qui peut être décisif) et tel qu'il y travaille plus que jamais est pour Moscou un *casus belli*.

À bon entendeur salut !

Outre l'Union soviétique, de Gaulle sait pouvoir compter sur l'amitié tumultueuse, mais malgré tout fidèle, de Churchill (lequel a tout de même obtenu de Giraud qu'il renonce à son titre de gérant des intérêts français) et surtout, sur celle du *Foreign Office* à la tête duquel se trouve un partisan prévenant du Comité national : Anthony Eden[5].

Reste, sinon l'Amérique (dont la presse lui est majoritairement favorable), du moins Roosevelt et le *State Department*. Depuis l'affaire de Saint-Pierre et Miquelon au cours de laquelle il estime que de Gaulle s'est

parjuré, le président des États-Unis ne l'aime pas et ne s'en cache pas. En outre, sur la foi de nombreux témoignages de personnalités tant américaines que françaises, il le soupçonne de vouloir instaurer un pouvoir personnel à la faveur de la Libération. Or le président américain veut s'en tenir au principe suivant qu'il a énoncé à de Gaulle lors de leur entrevue à Anfa : « Personne ne peut prétendre représenter le vrai gouvernement de la France. Le peuple français seul est souverain, et il n'a pas la possibilité pour l'instant d'exercer ce privilège. Toute autre conception est indéfendable. » Par ailleurs il s'inquiète aussi des relations que le chef de la France combattante entretient sans garde-fous avec Moscou.

Ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, ancien collaborateur d'Aristide Briand, Alexis Léger (le poète Saint-John Perse), que de Gaulle cherche en vain à se rallier, ne se prive pas de mettre en garde la Maison Blanche contre l'aventurisme du chef de la France combattante et contre son « favoritisme marqué pour l'Union soviétique[6] ».

De Gaulle n'ignore pas que le président américain est prêt à bien des choses contre sa personne, y compris à le faire enfermer dans une oasis du Sud algérien jusqu'à la fin de la guerre… Mais il sait également que son installation en AFN, grâce à Giraud, le rend presque intouchable. Giraud lui a imposé ses conditions, mais pouvait-il les refuser éternellement ? Catroux l'a dit et répété : il ne s'agit pas de mésestimer la Résistance intérieure mais de regarder les choses en face. « Si l'union ne se fait pas, il interviendra fatalement une rupture entre de Gaulle et Giraud. Les Alliés devront alors faire un choix et, comme ce sont les Américains qui décident, ce choix sera Giraud, ce qui veut dire que même les Anglais laisseront tomber de Gaulle[7]. » Ce qui signifierait la coupure des communications avec la France, car elles passent toutes par les Anglais.

De Gaulle réclame des têtes à Giraud

Il est 11 h 50, lorsque de Gaulle débarque à Boufarik. Giraud est là, en personne, entouré de Catroux et d'une pléiade de généraux et de hauts fonctionnaires.

Lors du déjeuner que président les deux généraux[8], malgré les efforts du général Georges, l'ancien commandant en chef des forces françaises du front Nord-Est en 1940, enlevé de France à l'initiative de Churchill, dont il est l'ami, l'atmosphère n'est guère chaleureuse. De Gaulle se montre

hautain et rigide. Une attitude en totale contradiction avec son souhait proclamé de réaliser l'union…

« Deux équipes sont là, écrit-il dans ses *Mémoires*. Entre elles, le rapport apparent des forces est facile à établir. D'un côté tout, de l'autre rien… Pourtant, les attitudes, les propos, les regards de ceux que, depuis deux heures, j'ai rencontrés m'ont révélé déjà où se trouve l'ascendant. Chacun, au fond de lui-même, sait comment finira le débat[9]. »

Du moins s'il y a « débat ».

Or, pour ce qui concerne Giraud, de Gaulle a sa méthode qui, c'est le moins que l'on puisse dire, n'en relève guère. Cette méthode est fondée sur l'analyse de leur situation respective : il s'agit entre eux deux d'un conflit de « logiques » et c'est la raison pour laquelle l'affrontement s'annonce impitoyable.

La « logique » de Giraud, c'est la réalisation de l'union combattante de tous les Français hostiles à l'Allemagne avec pour ultimes préoccupations d'arracher la France au naufrage de Vichy et de permettre – aussitôt la guerre terminée – l'application de la loi Tréveneuc garante de la légitimité républicaine et de redonner la parole au peuple français.

La « logique » de De Gaulle, c'est la réalisation de l'union autour de sa personne. Il s'agit donc davantage d'un rassemblement que d'une union proprement dite, mais c'est aussi, grâce à la symbolique du 18 Juin, à la munificence du verbe et à l'intransigeance brandie comme un drapeau, une mystique visant à l'instauration d'une nouvelle légitimité.

Sa volonté d'unir tous les Français désireux de reprendre leur place au combat et son refus de constituer une nouvelle légitimité avant la Libération contraignent Giraud à l'indulgence et à la conciliation. Sa volonté de créer une nouvelle légitimité autour de sa personne oblige de Gaulle au radicalisme et à l'exclusivisme.

Dans la logique giraudiste, de Gaulle est nécessairement un partenaire. Dans la logique gaulliste, Giraud est inévitablement un adversaire.

Pour réduire ce dernier, l'homme du 18 Juin a donc choisi sa méthode : la surenchère permanente et la crise.

D'autant que, quoi qu'il prétende dans ses *Mémoires* pour se donner le beau rôle de David contre Goliath, Giraud n'a pas « tout » et lui « rien ». S'il doit compter avec l'animosité de Roosevelt, qui le soupçonne de vouloir instaurer un pouvoir personnel mais qui a toutefois fortement contribué à Anfa à le remettre dans le jeu, il dispose de l'appui presque

unanime de la presse américaine et du « lobby juif » mené par Walter Lippmann et habilement monté par ses fidèles contre le commandant en chef à la faveur de la querelle autour du décret Crémieux. Il peut également compter sur l'aide de l'Angleterre qui a misé sur lui et dont il sait qu'elle entend bien récupérer sa mise financière (récupération évidemment tributaire de sa victoire). Enfin Staline, par la voix de Bogomolov, vient de lui confirmer son appui. Un appui certes conditionnel, mais qu'il ne dépend que de lui de rendre pleinement opérationnel. Or, avec le parti communiste, le tsar rouge a le bras long sur la scène intérieure française.

Face à un Giraud, certes auréolé par la victoire de Tunisie et soutenu par le *State Department*, mais sans appareil politique conséquent et de ce fait à la merci de conseillers plus ou moins avisés (et plus ou moins orientés), il s'agit donc d'un dénuement tout relatif.

Vers 16 h 30, devant le monument aux morts d'Alger, le chef de la France combattante prend pour la première fois contact avec une foule française.

Le lendemain 31, au lycée Fromentin, les deux généraux sont face à face : Giraud est assisté de Jean Monnet et du général Georges, de Gaulle de René Massigli et d'André Philip. Mais un septième personnage est également présent : le général Catroux. Or, ainsi que le relève Charbonnières, la présence de ce dernier n'était pas prévue par l'échange de lettres des 17 et 25 mai ayant constitué l'accord. C'est lors de l'audience qu'il a eue avec Giraud le lendemain de son retour de Londres qu'il a obtenu de faire également partie « à titre personnel » du Comité exécutif. « Cette faveur démontre bien la faiblesse, la naïveté, mais aussi la bonne foi du général Giraud, commente le diplomate. En exigeant la responsabilité collective du futur Comité exécutif, il ne pensait pas que celui-ci pût être un champ clos où s'affirmeraient deux clans et où la majorité tenterait de s'imposer. En y admettant sans contrepartie le général Catroux, dont il n'ignorait évidemment pas l'attachement à son rival, il donnait en effet par avance au général de Gaulle la majorité et, par conséquent, la décision[10]. »

Fort de sa position, d'entrée de jeu, et comme il l'avait dit la veille à Giraud dans la voiture, le chef de la France combattante passe à l'offensive et réclame des têtes : celles des gouverneurs généraux Peyrouton et Boisson, celles des généraux Noguès, Prioux et Mendigal, celle de l'amiral Michelier.

Giraud contre-attaque :

« L'union, dit-il, doit être faite pour la libération de la France en dehors de toute idéologie. Certains Français ont cru que leur devoir était de lutter contre l'Allemagne là où le sort les avait placés. Tous ceux qui ne se sont pas ralliés à la France combattante ne sont pas nécessairement des traîtres et peuvent être de bons Français, même s'ils se sont trompés dans leurs jugements. »

Georges intervient à son tour :

« Le gouverneur Boisson, plaide-t-il, a fait une guerre magnifique et il a réussi à empêcher l'Allemagne de mettre la main sur l'AOF et de prendre pied à Dakar. »

Un ange passe… Boisson ne s'est pas seulement opposé à l'Allemagne, mais aussi aux forces anglo-gaullistes. Le rappel de la malheureuse expédition de Dakar le 25 septembre 1940 ne peut qu'envenimer la discussion. Giraud préfère en revenir au présent. Il décrit les difficultés que présente la situation algérienne :

« Aujourd'hui encore en Kabylie, dit-il, la photographie de Pétain se trouve partout chez les indigènes. J'ai voulu maintenir l'ordre à l'arrière pendant que la lutte se poursuivait à l'avant. Il y a eu des jours très durs. Sur 60 000 engagés en Tunisie, il y a eu près de 15 000 hommes de pertes. Malgré cela l'ordre a été maintenu. »

À sa manière, brouillonne, Philip se lance alors dans une diatribe contre Peyrouton, Noguès et Boisson :

« Ce sont des symboles de la collaboration avec l'ennemi ! Il nous est impossible d'accepter une collaboration quelconque avec ces hommes sans être immédiatement désavoués par l'unanimité des organisations de la Résistance française. »

Massigli tente de calmer le jeu :

« Le général Giraud, dit-il, a vécu ici, il connaît les difficultés locales et tend à ménager les transitions. Le général de Gaulle est animé par les sentiments ardents de la France à libérer. Tout ceci doit maintenant être mis en commun, mais en sachant que l'état désespéré de la France métropolitaine résistante doit être dans nos décisions un élément primordial. »

Sur ce, de Gaulle insiste sur le « nettoyage administratif », condition préalable à l'union :

— Le peuple français, explique-t-il en substance, a été opprimé non seulement par l'ennemi mais par les collaborateurs ; il est maintenant dans un état d'esprit véritablement révolutionnaire.

— Je connais bien l'AFN, rétorque Giraud ; ce pays doit servir de tremplin pour mettre sur pied l'armée qui libérera la France ; la disparition des excellents administrateurs comme ceux que l'on discute risque de mettre en danger les conditions mêmes du maintien de l'ordre. En tout cas, il faudrait avoir préalablement pensé aux noms des autres fonctionnaires capables d'assurer le remplacement avant de prendre de telles décisions[11].

De Gaulle ne se faisait évidemment pas d'illusions sur la résistance de Giraud en ce qui concerne l'épuration mais, pour entamer la position de son adversaire, il a choisi de procéder par bonds. Abandonnant soudain sa première attaque, il en lance une seconde dont l'objet est considérable puisqu'il s'agit rien moins que de déstabiliser Giraud. Il y a, lance-t-il, incompatibilité entre les fonctions de commandant en chef et celles de coprésident du Comité exécutif.

En d'autres termes, Giraud doit choisir…

L'« énormité » de cette seconde exigence n'a qu'un but : faire passer la première pour relativement anodine dans l'esprit de Giraud et ainsi l'amener plus facilement à la satisfaire. Certes, le jeu est dangereux car de Gaulle découvre ses intentions profondes, ce qui peut provoquer une réaction brutale de son adversaire. Mais après avoir invité de Gaulle à Alger, Giraud peut-il le renvoyer sans se déjuger ?

De Gaulle bénéficie également de l'effet de la surprise, car Giraud ne s'attendait manifestement pas à ce type d'attaque. Le cumul qu'il détient ne fait-il pas partie des accords conclus entre lui-même et le Comité national ?

Il s'indigne et refuse catégoriquement d'y renoncer. Mais d'ores et déjà, lui, le stratège militaire célèbre pour l'audace de ses manœuvres, il se trouve en position de subir le harcèlement de son adversaire et à s'épuiser à le déjouer…

La controverse se poursuit.

« J'ai pris ces pouvoirs, réplique Giraud, parce qu'ils étaient à prendre dans une circonstance exceptionnelle où nous nous trouvons encore de fait. Ce cumul n'est donc pas inconstitutionnel actuellement, et d'ailleurs les termes de notre accord ne le dénoncent pas[12]. »

Soudain, de Gaulle se lève et, sans un mot, quitte la pièce en refermant la porte avec humeur.

Évoquant l'attitude du chef de la France combattante, Jean Monnet constate :

Cette volonté de figer à son profit une situation qui comportait encore beaucoup d'inconnues et de politiser un effort de réorganisation à peine entrepris dans la lancée des combats m'était difficile à admettre. Elles confirmaient, malheureusement, les craintes que nourrissaient à l'égard de De Gaulle, Churchill et surtout Roosevelt. Ces craintes me paraissaient à vrai dire exagérées : il n'avait pas l'âme d'un dictateur. Mais, candidat au pouvoir, il l'était ouvertement, et son impatience et son intolérance semblaient le prédisposer à certaines formes de pouvoir personnel. Si faible qu'en fût le risque, il fallait l'éviter à la France[13].

Monnet va-t-il chercher concrètement à éviter ce risque ?

Dès le début, la stratégie de crise adoptée par de Gaulle apparaît donc clairement : tant sur le plan des fins que sur celui des moyens, l'homme du 18 Juin indique qu'il tient pour nul et non avenu l'accord établi entre Londres et Alger et qu'il pratiquera la surenchère à outrance.

Giraud lève la séance. Dans l'après-midi, à 15 h 30, de Gaulle lui rend visite au Palais d'Été. Habilement, il se contente de ne formuler que la moins brûlante de ses demandes : le renvoi des « vichystes ». Nouveau refus de Giraud, qui lui oppose que ces derniers n'ont pas plus démérité que les autres. Les communistes, par exemple…

La manœuvre ayant échoué, de Gaulle se retire donc sur l'Aventin. La réunion du Conseil restreint prévue pour l'après-midi est annulée.

Les gaullistes montent l'« affaire Peyrouton »

La force ne donnant rien, de Gaulle décide alors d'essayer la ruse. Mais il s'agit d'abord de se prémunir contre toute accusation de « division ». Comment ? Vis-à-vis des siens restés à Londres, en noircissant Giraud : « Il est difficile de douter de son hostilité fondamentale », écrit-il au CNF le 1er juin. Et vis-à-vis de l'opinion publique, en se présentant comme le champion de l'union. Ce 1er juin, toujours, il donne une conférence de presse aux Glycines :

« Que sommes-nous venus faire à Alger ? déclare-t-il notamment. Vous savez que nous sommes venus avec le désir et la volonté de réaliser l'union de l'Empire français en guerre. C'est là notre but. »

Cette précaution étant prise, l'orateur pose la première banderille :

Le moyen que nous voulons employer pour réaliser cette union est l'établissement, ici, le plus tôt possible, d'un pouvoir central français. […] Ce pouvoir central, nous le voulons avec certains caractères. D'abord nous voulons que ce soit un pouvoir capable de diriger matériellement et moralement l'effort des Français dans la guerre. Je dis moralement, car il importe que les hommes

qui constitueront ce pouvoir soient dignes de diriger les Français dans le combat. On n'a pas le droit de conduire des Français à des combats et à des souffrances quand on n'est pas soi-même qualifié pour le faire. […] Le deuxième caractère de ce pouvoir central, c'est qu'il doit être établi sur la souveraineté réelle et non pas sur une souveraineté fictive de toute la France dans toutes les parties de son empire. […] Le troisième caractère de ce pouvoir central, c'est qu'il doit être établi en accord avec la masse de l'opinion française.

Et il conclut :

« Nous pensons que sur ces trois points, le général Giraud est d'accord avec nous et c'est pourquoi nous avons pleine conscience de réussir. Demain matin, moi-même, le général Catroux, MM. Massigli et Philip aurons avec le général Giraud une entrevue au cours de laquelle nous avons l'espoir de former le pouvoir central envisagé. »

L'énumération délibérée des collaborateurs gaullistes et le silence sur les collaborateurs giraudistes a évidemment pour but de faire passer Giraud pour un homme seul dont l'autoritarisme serait alors, seul, responsable d'un échec éventuel de l'opération « souhaitée par la masse de l'opinion française ». Mais surtout, en affirmant que doit se tenir le lendemain 2 juin une réunion préparatoire à la formation du pouvoir central – alors qu'aucune date n'a été fixée entre les parties après l'échec des deux premières entrevues du 31 mai –, de Gaulle tente de prévenir toute réaction brutale de Giraud après le coup qu'il lui prépare…

Ce coup, c'est ce que l'on appellera plus tard l'« affaire Peyrouton ».

Le 1er juin au soir, vers 20 h 30, Brunel, beau-frère du colonel Jousse, gaulliste algérois, se rend chez Peyrouton et, de la part de De Gaulle, lui demande de remettre sa démission de gouverneur général de l'Algérie dans un but d'apaisement. L'argument finit par porter : le gouverneur rédige deux lettres de démission, l'une à Giraud, l'autre à de Gaulle. Brunel emporte aussitôt la deuxième et revient vers 22 heures avec la réponse de De Gaulle qui accepte ladite démission et affecte le gouverneur en Syrie[14].

Un peu plus tard dans la nuit, Peyrouton apprend que sa lettre de démission et la réponse du général de Gaulle ont été communiquées à la presse par le cabinet du chef de la France combattante. Il fait alors porter immédiatement la lettre destinée à Giraud à ce dernier qui répond sur-le-champ qu'il accepte sa démission mais lui prescrit de conserver provisoirement son poste jusqu'à ce que le Comité exécutif soit créé, après quoi il sera affecté à une unité combattante au Maroc.

La censure bloque la publication des lettres communiquées à la presse. La manœuvre gaulliste est déjouée, mais Alger vit dans une atmosphère de crise, voire de putsch. Giraud donne l'ordre à l'amiral Muselier de maintenir l'ordre, puis il écrit à de Gaulle :

Cette nuit, le gouverneur général de l'Algérie nous a adressé à chacun sa lettre de démission. Sans me consulter et sans que notre comité ait encore été constitué, vous avez cru devoir prescrire à Peyrouton de passer ses fonctions à son secrétaire général et le mobiliser dans l'infanterie coloniale du Levant.

J'ai le droit de m'étonner du procédé.

L'essentiel, dès le début, est de ne laisser subsister entre nous aucune équivoque. La France et nos alliés attendent. Il s'agit de placer le débat en pleine clarté.

Or deux doctrines s'affrontent. Elles semblent, à vrai dire, opposées.

En ce qui me concerne, ma position politique est définie par mon discours du 14 mars. Je n'y reviens pas.

Quant à votre position, les journaux clandestins paraissant en France sous votre patronage, les déclarations prononcées à la radio ou en public par certains membres de votre entourage, semblent établir que votre dessein est d'établir en France, après sa libération, un système politique totalitaire à votre nom ; la consultation populaire n'étant envisagée que longtemps après.

Ces déclarations annoncent même une répression massive en France. Suivant les expressions de certains de vos collaborateurs, « la France doit subir une épuration qu'aucun pays, en aucun temps, n'a connue ».

L'organisation dirigée par le colonel Passy a adopté les méthodes de la Gestapo.

Votre politique extérieure n'est pas moins inquiétante. Les propos qui vous sont prêtés à l'égard des Anglais, votre refus de rendre visite, à votre arrivée à Alger, au général Eisenhower, font également apparaître une manœuvre qui, si elle prépare votre révolution, compromet le salut du pays.

Je ne m'associerai pas à une telle entreprise. Elle équivaudrait purement et simplement à établir en France un régime copié sur le nazisme, appuyé sur des SS et contre lequel luttent toutes les Nations unies.

La France ne veut pas cela.

Je vous demande donc, avant toute discussion, de bien vouloir faire une déclaration publique désavouant ces projets et écarter leurs auteurs qui ne pourraient en aucun cas, occuper un emploi quelconque au Comité exécutif ou dans tout autre poste administratif.

Veuillez croire, je vous prie, à l'assurance de ma haute considération.

Lettre particulièrement dure, voire offensante… Mais le fait d'avoir agi avant même la constitution du Comité exécutif constitue indéniablement une faute de la part de De Gaulle. D'autant que le procédé semble venir confirmer certaines rumeurs concernant le BCRA, qui ne jouit pas d'une excellente réputation depuis l'affaire Dufour, laquelle a fait l'objet d'un dossier intitulé « Les folies de Duke Street » (siège du BCRA) transmis au secrétaire d'État américain, Cordell Hull.

Et puis Giraud, sans la nommer précisément, dénonce presque ouvertement la collusion gaullo-communiste.

La lettre fait mouche sur certains gaullistes. Notamment Catroux qui, après une entrevue orageuse avec de Gaulle, rompt l'entretien et rédige sa lettre de démission de membre du Comité national de la France combattante en la justifiant ainsi : « Giraud était l'autorité de fait que la France combattante avait reconnue puisqu'elle avait négocié avec lui. Elle n'avait pu venir à Alger que sous le couvert d'un accord conclu avec lui. Cet accord pouvait être amendé, il ne pouvait être éludé et j'y avais trop engagé ma personne et ma bonne foi pour pouvoir accepter qu'on l'abandonnât avant même d'avoir tenté de l'appliquer[15]. »

Catroux a un nom. Sa réaction risque d'être contagieuse dans les rangs gaullistes. Déjà Massigli exhale sa mauvaise humeur auprès de qui veut l'entendre : « Le Général est impossible, s'insurge-t-il devant Charbonnières. Tout aurait pu être réglé en cinq minutes et nous avions convenu, avant de quitter Londres, qu'il en serait ainsi. Je l'avais annoncé aux Alliés. De quoi allons-nous avoir l'air vis-à-vis d'eux ? Le Général a fait ses adieux au gouvernement britannique. Il a même écrit au roi Georges VI. Il ne peut donc même plus revenir à Londres. À quoi rime donc tout cela ? C'est démentiel[16] ! »

De Gaulle sent le danger. Il lui faut se couvrir du côté du Comité national. Ce même 2 juin, il écrit à Londres : « L'affaire d'Alger prend rapidement l'allure d'un guet-apens. Giraud vient de m'écrire une lettre me sommant de faire une déclaration publique affirmant que je m'engage à ne pas établir un régime fasciste en France et accusant de fascisme mes collaborateurs. Nous sommes en pleine tragicomédie mais cela peut tourner mal. Il faut ajouter pour ce qui concerne la presse et la radio sous la férule de Labarthe, une mauvaise foi dont vous n'avez pas idée. »

L'allusion à Labarthe, peu aimé des gaullistes de Londres qui ont eu à souffrir de sa plume acerbe, est habile, mais sera-t-elle suffisante pour lui garder toute la fidélité des siens ?

De Gaulle sait que les gaullistes de Carlton Gardens ne se sont pas encore remis d'avoir été exclus du débarquement en AFN. Depuis six mois, ils rongent leur frein à Londres, désespérant de pouvoir prendre pied en terre française. La venue de leur chef à Alger les a ragaillardis, car ils sentent désormais le pouvoir à portée de leurs mains. Mais si une rupture Giraud-de Gaulle intervenait trop vite, leur espoir serait cruellement déçu. Or les hommes sont les hommes…

Giraud parle de « revanche »,
de Gaulle de « vengeance »

Au soir du 2 juin, il semble même que de Gaulle se sente lui aussi désarçonné par la lettre de Giraud puisqu'il va jusqu'à rédiger une lettre de démission qu'il donne à lire à Billotte, qui comprend que « par le fond et la forme de sa lettre de Gaulle s'est coupé de toute autre possibilité que le départ ». Comment le dissuader de donner suite à son projet ?

> De Gaulle, sans aucun doute, a longuement pesé le pour et le contre, écrit Billotte. En conscience, il s'est senti plus nuisible qu'utile à la cause de la France. […] Soudain l'inspiration me vient. Puisque je suis incapable d'exprimer quoi que ce soit d'un peu intelligent et qu'il me faut créer le *drama* comme de Gaulle, en d'autres circonstances, me l'a lui-même appris, je déchire avec un calme apparent le brouillon de sa lettre. Et comme si de rien n'était et du ton le plus neutre : « Bonne nuit mon général, je vous quitte car il se fait tard. Nous allons avoir beaucoup de travail toute la journée. »[17]

L'intervention de Billotte est-elle déterminante ? Toujours est-il que de Gaulle délègue aussitôt un émissaire auprès de Giraud pour lui proposer une réunion des « sept » pour le lendemain. Son entreprise bénéficie du concours des Anglais et des Américains : Macmillan et Murphy font en effet le siège du commandant en chef. Mais l'allié le plus important de De Gaulle est dans la place même de son adversaire : c'est Jean Monnet. L'homme de confiance de Roosevelt.

Giraud finit par céder.

Le 3 juin, « les généraux Giraud et de Gaulle comme présidents, les généraux Catroux et Georges, MM. Massigli, Monnet et Philip comme membres constituent le Comité français de la Libération nationale (CFLN) qui sera ultérieurement complété par l'adjonction d'autres membres ».

Ce comité « dirige l'effort français dans la guerre sous toutes ses formes et en tous lieux ». Il « exerce la souveraineté française sur tous les territoires placés hors du pouvoir de l'ennemi ». Il « assume l'autorité sur les territoires et les forces terrestres, navales et aériennes relevant jusqu'à présent soit du Comité national français, soit du commandant en chef civil et militaire ». Mais il est dit aussi que « conformément aux lettres échangées entre les généraux Giraud et de Gaulle, le comité exercera ses fonctions jusqu'à la date où l'état de libération du territoire permettra la formation conformément aux lois de la République d'un gouvernement

provisoire auquel il remettra ses pouvoirs. Cette date sera, au plus tard, celle de la libération totale du territoire »…

Philip devient commissaire à l'Intérieur, Monnet, commissaire à l'Armement, Massigli commissaire aux Affaires étrangères ; Catroux et Georges deviennent commissaire d'État. Le premier est nommé en outre gouverneur général de l'Algérie en remplacement de Peyrouton, dont la démission est acceptée. Le résident général au Maroc, Noguès, et le commandant des forces aériennes en AFN, Mendigal, sont relevés de leurs fonctions. Il est également décidé que Boisson sera rappelé de Dakar.

Giraud a donc consenti aux exigences de De Gaulle dans un but d'apaisement. Mais ce consentement se concrétise pour le commandant en chef par un affaiblissement sinon une défaite : en effet, non seulement ses partisans sont éliminés, mais encore ils sont remplacés par des gaullistes. Le coprésident se trouve en outre en minorité au sein du comité.

Les Soviétiques ne s'y trompent pas…

Dès le lendemain 4 juin, à Londres, Bogomolov convoque Dejean pour lui faire la déclaration suivante :

> 1) L'organisme français (le CNF) avec lequel le gouvernement de l'URSS avait des relations n'existe plus.
>
> 2) En ce qui concerne l'établissement de rapports avec le comité fondé à Alger et le gouvernement soviétique, il considère qu'il ne s'agit pas d'un simple transfert d'un organisme à l'autre. Il désire être en mesure d'apprécier sur la base d'une déclaration publique la politique générale que le nouveau comité entend suivre ; en outre, la formule de reconnaissance devrait être l'objet d'une négociation qui devrait être assez courte.
>
> 3) Moscou comprend la nécessité et l'intérêt de l'union qui vient d'être réalisée. La politique à l'égard de la France reste la même pour le moment : le rassemblement des forces antihitlériennes. Pour l'avenir, le rétablissement d'une France grande et forte sur une base démocratique.

Dejean conclut à l'adresse de De Gaulle : « Bogomolov demande s'il recevra bientôt une communication concernant la formation du comité français[18]. »

Entre les deux déclarations du 22 mai et celle du 4 juin, il y a un point commun : malgré le souci répété de n'entendre « nullement intervenir dans les affaires intérieures françaises », la volonté non moins marquée du Kremlin de voir le « rétablissement d'une France grande et forte sur une base démocratique ».

Démocratique au sens bolchevique…

La hâte du Kremlin à vouloir reconnaître le CFLN s'explique par l'intérêt qu'il a à conforter le nouvel organisme au sein duquel son allié secret vient d'obtenir *de facto* une place prépondérante. Message entendu et compris puisque, ce même 4 juin, de Gaulle rappelle que l'esprit qui anime la France combattante se caractérise par « la fidélité inébranlable et réciproque vis-à-vis de nos braves alliés » et il appelle le peuple français à « se préparer en secret au triomphe et à la vengeance ».

Quand Giraud parle de « revanche », de Gaulle, lui, parle de « vengeance ». Le mot est lourd de conséquences…

Le 6 juin, à l'hôtel Majestic, de Gaulle a l'occasion de préciser sa pensée lors du congrès de la France combattante qu'il préside. À peine s'est-il assis à la tribune qu'une fraction de l'assistance scande le nom de Waldeck-Rochet. « Il y avait dans la salle un bon nombre de communistes qui ne craignaient pas, pour la première fois, de manifester publiquement », écrit Charbonnières[19]. Mais loin de calmer le jeu, de Gaulle n'hésite pas alors à évoquer pour l'ennemi la « menace de l'insurrection nationale ».

Dans la salle, c'est du délire.

Aux dires de Charbonnières, « cela fit dans Alger un bruit énorme et ne manqua pas d'être exploité par les adversaires du Général ».

S'insurgeant devant le diplomate contre cette « exploitation » de Gaulle « rugit » :

> Voici maintenant que je suis communiste ! […] Enfin Charbonnières, entre nous, vous et moi nous sommes des hommes de droite. Alors, qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Je suis communiste, je suis inféodé aux communistes… tout de même ! Ce n'est pas moi qui me rallie à eux. Ce sont eux qui se rallient à moi. Dois-je les repousser ? Ce que je veux, c'est l'union, l'union de tous les Français pour libérer la France et en ce moment, en France même, les communistes se conduisent comme de bons français. Alors ? Est-ce ma faute si ceux qui m'accusent aujourd'hui d'être l'ami des communistes ont choisi Pétain, ont choisi Darlan, ont choisi Giraud ? Si c'était à moi qu'ils étaient venus je les aurais accueillis avec joie. Mais ils ne sont pas venus. Enfin… bien peu sont venus. Est-ce ma faute encore une fois ? Et puis qu'y puis-je si les communistes préfèrent de Gaulle à Giraud[20] ?

Difficile de croire toutefois que le chef de la France combattante est à ce point naïf qu'il n'imagine pas que si les communistes le préfèrent à Giraud, c'est qu'il convient mieux à leurs intérêts… D'ailleurs n'est-ce pas la raison pour laquelle *L'Humanité* du 1er avril a appelé à lui confier la tête d'un gouvernement provisoire ?

Une nouvelle fois,
de Gaulle brandit sa démission

Le 3 juin, lorsque les deux généraux sont tombés d'accord de Gaulle s'est levé et, venant au-devant de Giraud, lui a donné l'accolade. Bien que connaissant aussi bien que d'autres son « Britannicus », le commandant en chef a pu croire légitimement que la hache de guerre était enterrée et qu'ils allaient maintenant se consacrer à l'œuvre commune selon une répartition des tâches qui lui convenait : à lui, Giraud, les affaires militaires, à de Gaulle les affaires politiques.

La rivalité n'ayant plus ou pas lieu d'être.

Son âge (dix ans de plus que de Gaulle), ses compétences essentiellement militaires et son ambition limitée à conduire la guerre française et à entrer dans Metz délivré n'ont, en effet, guère de quoi faire de l'ombre à l'ambition dévorante de son ancien subordonné. Il peut même imaginer constituer, de fait, le meilleur allié dont celui-ci puisse rêver dans sa course vers le pouvoir. Mais s'il pense ainsi, Giraud a tort. Il est vrai qu'il ignore certaines attaches secrètes, qui sont autant de liens. Voire de chaînes.

Le 7 juin, le CFLN est complété : du côté Giraud par Couve de Murville aux Finances, René Mayer à la Marine marchande et le Dr Jules Abadie à l'Éducation nationale ; du côté de De Gaulle par André Diethelm au Commerce, Pleven aux Colonies, Tixier au Travail et Bonnet à l'Information.

Le rapport des forces s'établit donc ainsi dès le départ : huit commissaires gaullistes contre six giraudistes. Fort de cet avantage, lors de la réunion du 8, de Gaulle porte de nouveau son attaque sur la question de l'organisation du haut commandement. Faisant valoir, au mépris de son accord avec Giraud, qu'il y a incompatibilité dans le cumul des fonctions de commandant en chef et de coprésident, il présente un projet qui ne laisse à Giraud que des attributions militaires sous le contrôle d'un comité de guerre.

Plus habilement – mais il s'agit bien entendu d'une action concertée – Catroux propose un projet donnant à de Gaulle la responsabilité de la Défense nationale, Giraud restant commandant en chef.

Face à ces deux projets identiques quant à leurs fins, Georges en présente un troisième proposant l'unification de toutes les forces françaises

aux ordres de Giraud, ce dernier ayant en outre la direction de la Défense nationale.

La discussion s'enlise.

Une nouvelle fois, de Gaulle recourt à la crise : le 9 juin, dans une lettre aux membres du CFLN, il annonce « qu'il ne peut s'associer plus longtemps aux travaux du comité dans les conditions où il fonctionne et, qu'en conséquence, on ne doit plus le considérer ni comme membre ni comme coprésident ».

Le même jour, il écrit à Cassin et Soustelle restés à Londres :

> Les conditions de fonctionnement du comité d'Alger, la résistance du général Giraud, soutenu par Georges, à toute mesure efficace quelle qu'elle soit, le sabotage de tout par les Muselier, Labarthe, Mengin, Prioux, Rigault et par l'entourage de Giraud, enfin la pression des Alliés pour me neutraliser dans l'impuissance rendent tout gouvernement impossible dans les conditions actuelles. Ne voulant pas procéder à l'anarchie ni me déconsidérer aux yeux du pays, j'ai décidé de me retirer du CFLN. […] De Gaulle ne pouvant pas servir la France au gouvernement étant donné les conditions qui lui sont faites, il désire simplement prendre le commandement d'une unité blindée.

Les Anglo-Saxons neutralisent-ils donc de Gaulle comme ce dernier le prétend ?

C'est oublier qu'à la demande des gaullistes, les diplomates tant anglais qu'américains sont intervenus en mai auprès de Giraud pour l'amener à inviter le chef de la France combattante à Alger, et que le 31 mai, Macmillan et Murphy ont encore fait le siège du commandant en chef pour le pousser à composer avec de Gaulle…

Initiative relayée par Monnet, l'homme de confiance de Roosevelt.

Quant aux Français mis en cause par ce dernier, on voit mal ce qu'il peut leur reprocher, sinon pour ce qui concerne Muselier et Labarthe des querelles anciennes et une animosité certaine mais plus verbale qu'efficiente.

Giraud va-t-il prendre acte de la démission de son rival ? Il y aurait quelque droit puisque de Gaulle n'a, depuis qu'il est en Algérie, tenu aucun des engagements qu'il avait pris à Londres et que les Forces françaises libres procèdent sans vergogne à des tentatives de débauchage des hommes de l'armée d'Afrique[21].

Il y aurait également quelque raison puisque les Américains cette fois prennent son parti par la voix de Roosevelt, offusqué par l'attitude de De Gaulle, qui lui fait savoir le 15 juin que le programme de réarmement de l'armée française sera annulé s'il abandonne ses fonctions de commandant

en chef. Quant à Churchill, il fait connaître que le « gouvernement de Sa Majesté estime extrêmement important que les positions des gouvernements du Royaume-Uni, de l'Union soviétique et des États-Unis à l'égard de la nouvelle administration française en Algérie soient concertées et que les conditions de sa reconnaissance fassent l'objet d'une discussion entre eux ». Le Kremlin y consent. Du moins apparemment.

L'heure est grave. Pour l'armée, objet de tous les soins de Giraud. Mais aussi pour l'empire : plusieurs commentateurs anglo-saxons, se faisant l'écho de rumeurs washingtoniennes, suggèrent en effet que les Alliés « prennent les colonies françaises en tutelle jusqu'à la fin de la guerre »…

Ces menaces se doublent d'une campagne inspirée par la Maison Blanche visant à discréditer de Gaulle aux yeux de l'opinion américaine.

Etablissant le 22 juin une revue de la presse américaine, Henri Hoppenot rapportera les informations suivantes :

– *United Press* dit que « si de Gaulle s'en allait ce serait la plus belle contribution qu'il pourrait apporter à l'effort de guerre allié ».

– Helen Lombard écrit que « Staline a donné 100 millions de francs à de Gaulle pour sa propagande et sa presse[22] ».

– Une chronique de Kingsbury-Smith rapporte « de source irrécusable » que les milieux gaullistes de Londres « emploient des méthodes de la Gestapo pour empêcher leurs adhérents de se rallier aux forces du général Giraud provoquant parmi eux plusieurs suicides et un certain nombre de disparitions[23] ».

Malgré la menace du président américain de cesser le réarmement de l'armée française, Giraud reste cependant fidèle à sa logique d'union. Et à ceux qui dans son entourage le poussent à tirer un trait, il déclare ne pas vouloir donner devant l'étranger et quand l'Allemand occupe Paris le spectacle de deux généraux français qui se déchirent. Une fois de plus, il choisit la conciliation et adresse une lettre en ce sens à de Gaulle, tout en restant ferme cependant sur la question de ses prérogatives militaires.

De son côté, de Gaulle décide de faire marche arrière. Tout en essayant de ne pas perdre la face.

Le 15 juin, il s'en explique ainsi auprès de Cassin et de Soustelle :

Nous sommes toujours au point mort. L'arrivée de Pleven, de Diethelm et de Tixier permet, cependant, de réunir le comité en séance plénière. Pour ma part, j'y suis disposé, car ma lettre de retrait s'appliquait au Comité des sept tel qu'il fonctionnait, mais non au Comité plénier dont je suis prêt à faire l'expérience. La question est de savoir si Giraud et les siens s'y prêteront. S'ils s'y prêtent, le comité pourrait tenter de trancher, en séance plénière, la question militaire. S'ils ne s'y prêtent pas ou si le Comité plénier aboutit à la même impuissance totale que le Comité des sept, il n'y aura plus qu'à constater la carence du système. Alors je ferai une déclaration publique annonçant que la France combattante continue et je m'efforcerai de gagner Brazzaville pour y attendre la suite.

Puis, le même jour, il écrit à Giraud :

Mon général,

Par ma lettre du 9 juin, je vous avais demandé, ainsi qu'aux autres membres du Comité restreint, de ne plus me considérer ni comme président, ni comme membre du comité tel qu'il fonctionnait.

En effet, l'impossibilité m'était apparue de résoudre, à l'intérieur de cet organisme, les problèmes posés par les nécessités de l'action gouvernementale.

Par contre, la présence à Alger de tous les membre du Comité plénier qui est l'organisme gouvernemental, à l'exception d'un seul (M. Henri Bonnet), offre, pour la première fois, la possibilité de le réunir.

Je propose que nous le convoquions aujourd'hui même à 15 heures, au lycée Fromentin, afin qu'il soit mis à même de résoudre les difficultés actuelles qui paralysent le pouvoir central.

Si vous êtes d'accord avec cette proposition, je vous serais reconnaissant de signer avec moi la convocation ci-jointe et de la faire parvenir à tous les commissaires.

Je vous prie de croire, mon général, à mes sentiments les meilleurs.

Staline fait du charme aux Occidentaux

Un revirement que peut expliquer le fait qu'il espère disposer d'une majorité confortable dans le Comité plénier et surtout qu'il peut compter sur l'appui du Kremlin, comme les interventions de Bogomolov des 22 mai et 4 juin auprès de Dejean l'ont montré. D'ailleurs le PCF, par la voix de *L'Humanité* du 11 juin, a commenté la constitution du CFLN d'un catégorique : « Tous les Français voient en lui le gouvernement de la France » et précisé dans son édition du 15 que les communistes français « doivent tout faire pour que se réalise prochainement l'union de toutes les

forces françaises derrière les généraux de Gaulle et Giraud afin d'obtenir une participation plus active de la France aux côtés des Alliés ». Et, accessoirement, afin de conforter ses propres intérêts : comme le CNR l'a intégré dans la communauté résistante, le CFLN peut le réintégrer dans la communauté nationale dont il s'est exclu en septembre 1939. Et qui sait, s'il parvient à y pénétrer, à participer au gouvernement provisoire comme de Gaulle le lui a laissé entendre à mots couverts dans son message du 1er mai…

Il s'agit donc pour le PCF de « coller » le plus possible à ces deux institutions (CNR et CFLN) qui « suscitent une nouvelle force politique à l'avenir encore indéterminé mais appelée à prendre une grande importance[24] », tout en conservant son identité et tout en accroissant sa force, conditions indispensables pour être pris au sérieux par son ou ses partenaires politiques. Comment remplir ces conditions ? En poursuivant avec autant d'ardeur que de ténacité la promotion de cette légitimité populaire que de Gaulle, en acceptant la bipolarisation de la Résistance (c'est-à-dire le partage de la Résistance entre le PCF et lui), a rendue possible.

Avec la nouvelle donne que constitue la création du CNR et du CFLN, le PCF, souligne Courtois, « est loin de se trouver en mauvaise posture » car « il a l'avantage de jouer la partie avec quatre jeux différents ». En effet, aussi bien à Londres qu'à Alger, et à Moscou qu'en France, le PCF fait de la surenchère à la Résistance avec un objectif précis : faire en sorte que les communistes apparaissent plus *résistants* que les autres (et notamment que les gaullistes) de façon que, lorsque le *système de la Résistance* sera en place après la guerre, il puisse en tirer tout le bénéfice.

À Londres, au cœur même du sanctuaire gaulliste, Fernand Grenier s'emploie avec constance à cette surenchère à la Résistance. Le 5 juin, après l'annonce par Laval de l'augmentation des salaires, il enrage : « Grande est mon indignation, écrit-il, de voir que nous venons de perdre une bataille contre Vichy : celle que depuis six semaines j'ai vainement réclamée. » Et il accuse les gaullistes : « Ainsi, il ne s'agissait pas seulement d'hostilité au développement du sabotage, de la lutte armée, des FTP, mais de freiner le développement de la Résistance de masse[25]. »

À Alger, le PCF dispose de ses vingt-sept députés et des cinq cents militants communistes libérés par Giraud. Une force de frappe politique d'autant plus redoutable qu'elle bénéficie de ce qu'il reste des structures du

parti communiste algérien et du relais – épisodique – avec la direction clandestine du PCF. En outre la rivalité des deux généraux permet au PCF de poursuivre son jeu de bascule pour son plus grand profit. D'ailleurs pour renforcer cette capacité de manœuvre, il envisage d'envoyer un délégué, Pourtalet, qui doit être auprès de Giraud ce que Grenier est auprès de De Gaulle. Ce qui lui permet de claironner par la voix de Billoux qu'« il applique en fait fidèlement ses engagements de mai 1941 de soutenir tous ceux dont les efforts seraient orientés dans le sens de la lutte contre l'envahisseur[26] ».

« La délégation de Pourtalet à Alger, précise Billoux, ne signifiait en aucune manière une préférence du PC pour Giraud (puisqu'il) avait agi de la même façon envers de Gaulle par la délégation de Grenier à Londres. » Certes, mais la manœuvre est particulièrement habile : en effet, en acceptant à son tour un délégué du PCF auprès de lui, Giraud contribue, qu'il le veuille ou non, à renforcer le PCF qui a ainsi officiellement un pied dans chaque camp. Il est vrai que de Gaulle ayant intégré les communistes à la Résistance et, de ce fait ayant commencé à les blanchir, Giraud peut difficilement refuser la présence de Pourtalet. Il est vrai aussi qu'il n'entend traiter que « militairement » avec le PCF. Mais il n'empêche : tout ceci sert le PCF qui se voit offrir la coopération politique par l'un et la coopération militaire par l'autre.

À Moscou, le PCF est représenté par André Marty et son secrétaire général Maurice Thorez, c'est-à-dire par ses chefs hiérarchiquement les plus élevés. « Il bénéficie là aussi, juge Courtois, d'une vue excellente sur les relations franco-soviétiques et peut indirectement influer sur le jeu de bascule que de Gaulle entretient lui aussi entre les Anglo-Saxons et les Russes. »

En France, enfin, le PCF dispose d'atouts considérables : le parti refait ses forces, le Front national se développe rapidement, les FTP ainsi que les Jeunesses communistes recrutent et l'ensemble s'appuie sur un « formidable réseau de presse, clandestin, national, homogène dans sa pensée et diversifié dans sa forme[27] ». Les communistes sont également bien placés dans la CGT, dans le CNR et ses divers organismes (comités départementaux de libération, comités locaux, etc.).

En ce mois de juin 1943, il passe à l'offensive avec un triple objectif : contrôler ces trois institutions.

La CGT d'abord : le 7 juin, *La Vie ouvière* demande que les dirigeants syndicalistes « s'attachent à faire disparaître la défiance qui règne chez les ouvriers depuis les exclusions de 1939, en réalisant honnêtement, sans arrière-pensée, l'unité du sommet à la base ». Cette dénonciation des « hommes qui n'ont rien compris et qui se livrent encore au petit jeu de l'anticommunisme dans les syndicats » sera suivie d'une dénonciation de l'« attentisme » identifié à l'anticommunisme (*L'Humanité* du 7 juillet) puis de la disqualification systématique des dirigeants syndicaux non communistes et, parallèlement, de la promotion des dirigeants syndicaux communistes…

La Vie du parti d'août 1943 écrira sans fard : « Il est bien évident que, dans le choix des directions (après la Libération), ce sont les dirigeants qui auront dirigé la classe ouvrière dans la période difficile, qui auront montré l'audace qu'exigent les circonstances, qui auront sa faveur. »

Cet « effort sur le plan syndical » que Garreau avait décelé dans l'éditorial de la revue *La Guerre et la Classe ouvrière* correspond donc bien à la réalité, dès ce mois de juin 1943.

La désorganisation de la Résistance, résultat de l'arrestation le 9 juin du général Delestraint, chef de l'Armée secrète, et surtout de celle de Jean Moulin, le 21 du même mois, à Caluire, va permettre au PCF d'avancer ses pions au sein du CNR. Avec pour objectif de s'en emparer et de le retourner le moment venu contre de Gaulle.

L'affaire des comités départementaux de la Libération illustre bien également les intentions communistes…

Pour préparer la prise du pouvoir au nom de la Résistance dans les départements et les localités, deux conceptions s'affrontent en effet : celle de De Gaulle et celle de la Résistance métropolitaine. Le premier désire utiliser le réseau préfectoral en nommant de nouveaux titulaires et en les supervisant à l'aide de commissaires de la République, sorte de superpréfets régionaux investis des plus larges pouvoirs ; la seconde envisage la création à la tête de chaque département d'un CDL, qui regrouperait les principales personnalités de la Résistance du département.

Le PCF va bien entendu appuyer à fond la « solution CDL » qu'il a sans doute lui-même suscitée parce qu'elle lui était plus profitable.

Le 15 juin, *L'Humanité* écrit : « Les communistes doivent travailler à unir tous les Français en un puissant Front national de lutte, en constituant dans chaque localité des comités de la France combattante. […] En

constituant de tels comités groupant tous les patriotes, les Français répondront à l'appel à l'union et à l'action lancé par le CFLN. »

C'est le début d'une campagne que le PCF poursuivra en juillet, août et septembre.

La manœuvre engagée est très habile, note Stéphane Courtois. Le parti indique d'abord nettement que les comités de la France combattante sont issus de ceux du Front national. Il se pose ainsi en seul rassembleur du peuple, thèse qu'il avait déjà soutenue au printemps 1943 devant Passy et Brossolette. En donnant aux comités du Front national le nom tout à fait gaulliste de France combattante, il opère un habile camouflage. Enfin il se présente avec la caution du CFLN en lui attribuant la paternité du slogan spécifiquement communiste (« union et action »).

Le PCF affiche donc nettement la couleur. Il se pose en concurrent de toutes les autres forces politiques, y compris la force gaulliste, et prouve qu'il entend se battre avec détermination.

À partir de juin 1943, aucun doute n'est plus permis s'il l'a été jamais… Le PCF mène deux stratégies : « La première est officielle et correspond à la dimension nationale traditionnelle du parti, c'est une stratégie d'"union sacrée" ; la seconde s'avance masquée et en pointillé : c'est une stratégie de rupture et de prise du pouvoir qui répond à la dimension communiste du parti[28]. »

Mais cette seconde stratégie est-elle si « en pointillé » que cela ? Mille indices en démontrent la réalité quotidienne. Indices qui s'ajoutent à la connaissance que le tout-venant a de la nature de cette machine de guerre qu'est le parti communiste. L'ignorer ou vouloir l'ignorer est faire preuve d'inconscience politique ou de calcul. Calcul qui, de la part de De Gaulle s'explique, sans doute possible, par son alliance avec Staline sur l'appui duquel il peut en effet compter dans la rivalité qui l'oppose à Giraud.

On retiendra aussi qu'au cours de cette semaine de bouderie gaulliste il s'est passé un événement considérable et particulièrement positif pour de Gaulle : Staline vient de se rappeler à l'attention des Alliés en faisant ce qu'il faut pour accréditer la fable de la dissolution du Komintern, dont Roger Garreau s'est fait aussitôt l'écho auprès de lui par ces télégrammes des 11 et 15 juin :

Une commission de liquidation présidée par Dimitrov assurera la liquidation des organes, des affaires de l'administration, des biens de cette institution. Le bruit court dans certains milieux soviétiques généralement bien informés que le Kremlin envisagerait d'apporter de profondes modifications dans la structure même du régime actuel en vue de réduire l'omnipotence du PC sur

l'appareil gouvernemental et administratif de l'URSS. […] Je vous fais part de cette rumeur sous toute réserve, fondée ou non. Elle révèle en tout cas dans les sphères gouvernementales un état d'esprit nouveau et le souci d'adapter autant que possible l'État soviétique aux besoins de ses relations économiques et politiques avec l'extérieur.

Et le 15 : « Dans certains milieux de Moscou, on paraît attendre les prochains préparatifs et mesures mettant fin à l'intervention du PCUS dans le fonctionnement de la machine gouvernementale, administrative et économique. […] Il est possible que le maréchal Staline se démette de ses fonctions de secrétaire général du parti pour se consacrer entièrement à son rôle de chef de l'État et de commandant suprême de l'armée soviétique[29]. »

Ce vieux routier de Garreau sait évidemment que dans le système soviétique, le parti commande tout. Et que ce parti a un chef tout puissant et plus puissant que jamais : Josef Staline. Et donc que rien ne change que pour la galerie.

Staline engage de Gaulle à éliminer Giraud

La réunion du CFLN a donc lieu le 15 à l'heure dite. « On n'y décida rien mais la porcelaine était recollée », note Charbonnières.

Pour combien de temps ?

Le 16 juin, l'ordre de Moscou tombe. Molotov écrit à Bogomolov :

Nous vous communiquons ceci pour orientation et pour direction au sujet de notre attitude à l'égard du général de Gaulle et du général Giraud. Vous devrez vous tenir aux orientations qui suivent :

Premièrement : Nous donnons la préférence à de Gaulle parce qu'il apparaît implacable vis-à-vis du gouvernement de Vichy et de l'Allemagne hitlérienne alors que le général Giraud manque de cette intransigeance.

Deuxièmement : Nous préférons soutenir de Gaulle parce qu'il défend fermement une politique de reconstruction de la République française avec ses traditions démocratiques, tandis que le général Giraud fait preuve d'hostilité à l'égard des traditions républicaines et démocratiques et à des contacts étroits avec les masses populaires françaises[30].

Les justifications d'ordre idéologique valent évidemment leur pesant d'idéologie totalitaire et sont donc à mesurer à cette aune. Concrètement, seule compte donc la consigne du Kremlin à ses troupes (y compris celles du PCF) de « coller » à de Gaulle.

Jusque-là, tout en soutenant ce dernier, le Kremlin (ainsi que Bogomolov le disait encore le 22 mai à Dejean) observait une sorte de pseudo-neutralité à l'égard de Giraud pour la raison principale que le

commandant en chef représentait une « force antihitlérienne de 300 000 hommes » dont il reconnaissait l'utilité. Moins d'un mois plus tard, comment se fait-il que Giraud ne représente plus aux yeux du Kremlin une « force antihitlérienne » ?

« Son » armée d'Afrique réarmée à l'américaine et portée à 430 000 hommes (dont 30 000 aviateurs et 100 000 marins) n'étant pas militairement plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'était hier lorsqu'elle se battait en Tunisie avec son courage pour seule arme, et sa propre insistance à faire appliquer la loi Tréveneuc qui garantit le retour à la légalité républicaine n'étant pas une manœuvre politique destinée à faire le lit d'une dictature de droite, la raison du changement de pied soviétique à l'égard de Giraud ne peut que se trouver dans le dernier argument du télégramme de Molotov : le commandant en chef « fait preuve d'hostilité à des contacts étroits avec les masses populaires françaises ». En clair : au contraire de De Gaulle, Giraud n'est pas disposé à considérer le PCF comme un interlocuteur politique et à lui donner la place qu'il revendique.

Mais pour autant qu'elle soit valable, s'agit-il d'une raison suffisante aux yeux du « réaliste » Staline ?

Certes, Giraud est notoirement anticommuniste, mais, dans les circonstances présentes, pas au point de ne pas compter le parti comme un allié dans la guerre contre l'occupant. La libération des députés communistes en témoigne. En outre, son élimination peut empêcher le PCF de pratiquer à son avantage le jeu de bascule entre les deux généraux qui lui a particulièrement réussi jusque-là et dont il peut espérer davantage.

Si donc ces considérations n'ont pas dissuadé Staline d'évincer Giraud, c'est qu'il obéit à une raison autrement plus importante : le report par les Anglo-Saxons lors de la conférence Trident (12-25 mai 1943) du débarquement au printemps 1944, et, en attendant, le développement de la stratégie méditerranéenne…

Le télégramme de Molotov à Bogomolov est d'ailleurs le coup d'envoi d'une offensive d'envergure destinée à éliminer totalement Giraud comme on va le voir bientôt à la lecture du compte rendu de l'entretien Viénot-Bogomolov du 20 juin.

S'il n'a pas immédiatement et directement connaissance du formidable soutien du Kremlin à son endroit et, parallèlement, de l'ostracisme qui frappe son rival, de Gaulle pressent assez le cours des choses pour décider

de revenir en course en se présentant à l'opinion publique comme l'unificateur.

Le 18 juin, à l'occasion du troisième anniversaire du Mouvement de la France libre, il déclare :

« On parlait d'union ? L'union la voilà ! »

Et, opposant une nouvelle fois la mystique de la croix de Lorraine à celle de Vichy, il conclut :

> Entre ces deux conceptions, il n'y avait évidemment aucune conciliation possible. Eh bien ! Le débat est clos. Aux lieu et place des mortelles querelles, qui naguère bouleversaient le pays et préparaient son désastre, aux lieu et place des équivoques et des mensonges dont Vichy parvint longtemps à tromper beaucoup de Français, voici qu'a paru dans notre peuple une immense fraternité. […] Or, l'union des Français est un renfort pour les Nations unies et une certitude de coopération entre les alliés d'aujourd'hui pour bâtir la paix de demain.

Ce même 18 juin, Garreau fait état d'un article d'une nouvelle revue, *La Guerre et la Classe ouvrière*, supervisée en propre par Staline, et dont l'éditorial, intitulé « Le moment présent et notre mission », dit notamment : « Des groupes réactionnaires au sein des gouvernements de certains pays occupés par les hitlériens freinent par tous les moyens les formations actives de la Résistance, condamnant ainsi leurs peuples à de nouveaux martyrs. L'exemple le plus affligeant dans ce sens est donné par les réactionnaires polonais[31]. »

Il y a là un message que de Gaulle qui, on l'a vu, a signé le 27 octobre 1941 avec le gouvernement polonais en exil à Londres – c'est-à-dire ces mêmes « réactionnaires polonais » –, un protocole établissant que les deux parties contractantes « sont d'accord pour s'assurer réciproquement l'aide et l'appui les plus efficaces en vue de rétablir la liberté et la grandeur de la France et de la Pologne, et s'engagent à soutenir et à faire valoir mutuellement leurs buts de guerre légitimes » ne peut pas ne pas comprendre.

Le 20 juin, donc, à Londres, Bogomolov a un entretien avec Pierre Viénot.

> Bogomolov est venu me demander des éclaircissements sur ce qui se passait à Alger, écrit aussitôt l'adjoint de Massigli à de Gaulle. Je me suis efforcé de lui en donner, mais sa visite avait en réalité un autre but. Après m'avoir exprimé une grande confiance dans le général de Gaulle, il m'a parlé des inquiétudes qu'inspirait à son gouvernement le général Giraud dont le « gouvernement

soviétique connaît les tendances politiques profondes et la sympathie pour le régime intérieur instauré par le maréchal Pétain ».

J'ai répondu que le Comité de la Libération formait un tout et que je n'avais pas qualité pour répondre à des questions qui se rapportaient à notre politique intérieure. J'ai rappelé les déclarations démocratiques du général Giraud mais Bogomolov m'a répondu que ces déclarations avaient été bien tardives et que, d'ailleurs, l'hostilité du général Giraud à la Russie était bien connue. Il a ajouté qu'un giraudiste, dont il n'a pas précisé l'identité, l'avait entretenu des « tendances à la dictature » du général de Gaulle mais que cette démarche destinée à créer un alibi au général Giraud n'a pas fait aujourd'hui impression sur lui.

J'espère que je n'ai pas manifesté l'impatience que me causaient ces questions. Je me suis efforcé d'orienter la conversation sur la reconnaissance du Comité de la Libération par le gouvernement russe.

Bogomolov m'a répondu que cette reconnaissance était justement liée aux questions qu'il venait de me poser et qu'il désirait des éclaircissements qui permettraient à son gouvernement de prendre sa décision. Il m'a même demandé fort ironiquement si je pouvais lui citer des membres du cabinet fournissant de véritables « garanties démocratiques » ; il m'a demandé aussi si je pouvais lui fournir une liste de personnalités démocratiques actuellement hors de France, en particulier des parlementaires, et il ne cachait pas que le fait qu'aucun d'entre eux n'ait été appelé à participer au Comité national (CFLN) constituait à ses yeux une preuve du bien-fondé des critiques faites par lui contre le Comité national[32].

L'irritation de Viénot devant cette intrusion d'un étranger dans les affaires intérieures françaises est perceptible. Et il y a de quoi. Mais, cependant, l'homme politique averti qu'il est (il fut sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le gouvernement du Front populaire) ne se demande pas ce qui la rend possible. D'autant qu'il ne s'agit pas d'une exception puisqu'il précise que Maïski lui a tenu les mêmes propos quelque temps auparavant, et il conclut :

J'ai demandé à Bogomolov si le gouvernement russe avant de prendre une décision au sujet du Comité national entrait en rapport avec les gouvernements britannique et américain ; il m'a répondu que « la Russie était assez grande pour prendre ses décisions toute seule ». Je crois que ces propos montrent une inquiétude du gouvernement russe quant à l'orientation du comité et quant à sa « correspondance avec les vrais sentiments français ». Bogomolov n'a fait qu'en aggraver l'expression par l'ironie assez lourde qui est dans sa manière habituelle.

Exceptionnel, ce compte rendu l'est à plusieurs titres :

– D'abord par l'usage que fait le soviétique du terme « démocratique » sans s'attirer de la part de son interlocuteur gaulliste la moindre mise au point. Et sans même que ce dernier lorsqu'il rapporte la chose à de Gaulle le fasse au premier degré, sans une once d'esprit critique.

– Que Viénot puisse laisser passer sans réagir l'accusation selon laquelle aucun membre du CFLN ne présente de véritables « garanties démocratiques » signifie qu'il est entendu une fois pour toutes entre les

deux parties, soit que le Kremlin est moralement habilité à décerner des brevets de démocrate, soit que le terme « démocrate » signifie « communiste ». Dans ce dernier cas, il est bien vrai que le CFLN ne compte pour l'heure aucun « démocrate »…

– Ensuite, non seulement par l'absence de réaction gaulliste devant cette ingérence étrangère dans les affaires intérieures françaises, Viénot se contentant de dire qu'il n'a pas « qualité » pour répondre à des questions de ce type… mais pire encore par cette culpabilité avouée d'avoir pu éventuellement manifester un peu d'impatience !

– Enfin et surtout par le chantage qu'il contient à l'adresse de De Gaulle qui se voit sommé d'éliminer Giraud et de faire participer les communistes au CFLN en échange de la reconnaissance dudit CFLN par l'Union soviétique.

Comment Giraud pourrait-il soupçonner derrière la munificence du verbe gaullien une telle connivence avec le Kremlin qui permet à ce dernier de donner des leçons de démocratie aux dirigeants gaullistes voire de parler en maître ! Et accessoirement d'exiger sa tête.

Pour être bien compris, les Soviétiques vont d'ailleurs accentuer leur pression ; ainsi entre le 16 et le 26 juin, Garreau ne sera convoqué pas moins de six fois par Vychinski ou par Lozovski qui l'entretiendront du projet soviétique de reconnaissance du CFLN. Cette reconnaissance n'est pas gratuite. Le 19 juin, Garreau indique qu'il vient d'être appelé par Vychinski, qui lui demande de lui faire savoir le plus tôt possible si le CFLN s'« attendait à ce que sa reconnaissance par le gouvernement soviétique entraînait la désignation et l'établissement d'un représentant de ce gouvernement à Alger par le jeu normal de la réciprocité ». Et Garreau conclut : « J'ai l'impression que la reconnaissance suivra rapidement une réponse affirmative à cette question préalable. La présence à Alger d'un représentant soviétique, avec lequel le comité puisse entretenir des rapports directs et permanents, me paraît d'ailleurs absolument nécessaire[33]. »

En dépit de l'opposition du général Georges, mais cédant encore une fois aux pressions de Jean Monnet qui, concrètement, ne font – sous une rhétorique habile – qu'affaiblir un peu plus sa position, Giraud reconnaît le 21 juin « tenir son pouvoir de commandant en chef du CFLN ». Désormais, il est sur le plan militaire à la merci d'un CFLN à majorité gaulliste qui pourra l'évincer quand il le voudra.

Les Forces françaises libres restent distinctes de l'armée d'Afrique. Un comité militaire permanent composé de Giraud, de De Gaulle et de leurs chefs d'état-major généraux, assurant la liaison entre les deux organisations.

Le 23 au soir, Vychinski convoque Garreau pour lui faire part de la communication confidentielle et personnelle suivante :

> Il y a huit jours, le gouvernement britannique a fait connaître au gouvernement soviétique qu'il avait reçu du CFLN une demande de reconnaissance et que, d'accord avec le gouvernement américain, il avait estimé devoir ajourner cette reconnaissance jusqu'à ce que la situation à Alger fût éclaircie. Il invitait le gouvernement soviétique à vouloir bien ajourner également sa décision jusqu'à ce que les trois gouvernements se fussent mis d'accord pour estimer opportune la reconnaissance du comité. Le gouvernement soviétique vient de répondre au gouvernement britannique qu'il estimait au contraire de l'intérêt des Nations unies de reconnaître sans délai le pouvoir général français d'Alger et que, pour sa part, il avait pris la décision de procéder immédiatement à cette formalité.

Vychinski précise en outre que cette décision sera rendue publique incessamment, sans même attendre la réponse du comité à la question qu'il a posée le 19 juin concernant l'envoi à Alger d'un représentant du gouvernement soviétique. Et il ajoute : « Nous avons estimé qu'il convenait d'encourager par tous les moyens en notre pouvoir l'unification des forces fraternelles unifiées qui ne pouvait que profiter à la France combattante et à son chef le général de Gaulle appuyé sur la grande majorité des Français. »

Et Garreau de souligner : « Étant donné le caractère strictement personnel donné à cette communication en raison, m'a dit Vychinski, de la franchise avec laquelle cette délégation a constamment tenu le gouvernement soviétique informé de l'évolution de la situation politique en AFN, je n'ai pas cru la transmettre sous la forme habituelle au Comité de la Libération. »

Les Soviétiques n'ont, c'est vrai, qu'à se féliciter de Garreau qui se montre l'avocat zélé de l'attitude voire des intérêts de Moscou ; en effet, dans un télégramme en date du 26 juin, le chef de la délégation de la France combattante en URSS n'hésite pas à parler du « bienveillant intérêt que porte le gouvernement soviétique à l'œuvre d'unification nationale entreprise par le Comité de la Libération » et de « son désir d'y aider visiblement manifeste » ; et il conclut par cette exhortation en forme d'avertissement : « Je ne doute pas que le comité réalise le prix et l'immense portée de cette sympathie qui favorise puissamment le

redressement de notre pays si l'on veille attentivement à ne pas le décourager[34]… »

De son côté, en tout cas, Garreau fait ce qu'il faut pour encourager le Kremlin. Ainsi quelques jours auparavant (le 15 juin), il a annoncé à Lozovski que la radio de Brazzaville est dirigée par Géraud Jouve (l'ancien représentant de la France libre à Ankara) qui « a des sympathies pour l'URSS » et qui « utilisera avec beaucoup d'empressement les informations soviétiques dans ses émissions radio, ce qui devrait présenter un certain intérêt pour le Bureau soviétique d'information ». Et au cours de ses divers entretiens, Garreau poursuit avec persévérance son offensive contre le « groupe Giraud-Georges » qu'il traite de « société d'assurances mutuelles des gens de Vichy » et qu'il accuse de vouloir occuper tous les postes militaires dans « le seul but » de rentrer à la tête d'« une armée prétorienne en France ».

Et n'étant pas à une calomnie près, le même Garreau soutenait que Peyrouton a personnellement « interrogé et torturé » le Pr Politzer fusillé par les Allemands.

La vraie raison de l'offensive soviétique contre Giraud

Ce même 26 juin, Bogomolov fait connaître à Viénot par l'intermédiaire de son secrétaire, Prégorny, qu'il a reçu le matin même de son gouvernement « instruction de partir immédiatement pour Alger afin de s'y rendre compte sur place de la situation ». Bogomolov, qui a l'intention de se faire accompagner de ses secrétaires Pregorny et Naboitchenko, est, selon Viénot (télégramme du 27 juin à Massigli), chargé d'une « mission d'information ». Il doit s'entretenir avec les deux coprésidents du CFLN et avec ses membres « et pense que son séjour pourra durer une ou deux semaines ». « Il m'a indiqué par ailleurs, conclut Viénot, que le gouvernement soviétique était favorable à la reconnaissance du Comité de la Libération[35]. »

Or, à cette date, malgré les assurances données à Garreau par Vychinski, le Kremlin, à la demande insistante des Anglo-Saxons, a déjà décidé d'ajourner la reconnaissance du CFLN…

Quel est donc l'objet de cette mission d'information que Bogomolov doit effectuer « immédiatement » à Alger ?

Un télégramme de Molotov de la veille, 25 juin, faisant le point sur le camp allié permet de répondre : après avoir annoncé à Bogomolov que les Anglo-Saxons ont continué à retarder la reconnaissance du CFLN, espérant obtenir la subordination de De Gaulle à Giraud, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères fait état de « rumeurs circulant sur le danger que représenterait la position de De Gaulle à l'égard des opérations militaires prévues par les Anglo-Saxons en Italie ». Et Molotov conclut : « Nous devons éclaircir effectivement sa position à ce sujet et, pour cela, il nous est indispensable de recevoir toutes les informations possibles sur de Gaulle et Giraud, leurs motifs de divergences et leurs intentions[36]. »

Quel « danger » et pour qui représente donc de Gaulle à l'égard de la future campagne d'Italie dont Churchill – malgré l'hostilité de Staline à ce projet – a arraché de haute lutte la décision au président des États-Unis ? Les hypothèses se réduisent à l'alternative suivante : de Gaulle est *pour* ou *contre* la campagne d'Italie. S'il est *pour*, rien n'explique qu'il constitue un « danger » aux yeux des Anglo-Saxons ; en revanche, il en va autrement s'il est *contre*, ce dont témoigne toute son action en faveur d'un débarquement en France depuis deux ans…

Or, d'évidence, une exploitation possible de la victoire d'Italie par une offensive dans la plaine du Danube – selon les plans convergents de Churchill et de Giraud – ne peut que contrarier celui qui espère voir les Russes entrer à Berlin *avant* les Américains.

On comprend donc mieux alors la hâte des Soviétiques à vérifier si de Gaulle est toujours dans les mêmes dispositions que le 4 décembre 1942 et s'ils peuvent toujours compter sur lui pour contrecarrer un projet susceptible de nuire à leurs intérêts.

Coïncidence ? Au même moment, la presse soviétique ne tarit pas d'éloges sur le chef de la France libre. Le 28 juin, Garreau signale la publication d'importants articles glorifiant le rôle joué par le général de Gaulle depuis le 18 juin 1940. Ces articles présentent en outre la particularité d'établir « pour la première fois une comparaison entre Giraud et de Gaulle » l'autorité de celui-ci étant, au contraire de celle de son rival, fondée sur « la primauté de la volonté populaire[37] ».

Omel'Cenko, le rédacteur en chef de *Troud*, l'organe des syndicats, écrit :

Le Comité national français sut se mettre en contact avec le mouvement patriotique en France même […]. De Gaulle trouva l'appui non seulement de tous les patriotes français authentiques de l'émigration, mais de toutes les organisations patriotiques qui luttaient contre l'ennemi en France occupée. C'est ainsi, en particulier, que le Conseil de la Résistance fondé en France a déclaré que c'est de Gaulle qu'il soutenait. L'ampleur de ce soutien assuré par le peuple français au mouvement gaulliste tient à ce que le CNF, fidèle aux traditions de la République démocratique, s'est donné pour tâche fondamentale lors de la libération de la France de restaurer le régime républicain et les libertés démocratiques. Dans le mémorandum remis au général Giraud par le CNF, les principes proclamés étaient justement ceux-là mêmes auxquels de Gaulle doit, parce qu'il les a défendus, d'avoir été soutenu par les masses populaires françaises, d'avoir été reconnu par les nations qui aiment la liberté, d'avoir été reconnu par l'URSS.

Ce n'est pas seulement par l'attitude à l'égard des partisans et des soutiers de l'influence vichyste que de Gaulle et Giraud se distinguent. Ils se distinguent aussi par leur différence d'attitude à l'égard des masses populaires. Ce n'est point par hasard que Giraud ne voulait pas rencontrer de Gaulle à Alger même ; il redoutait des manifestations populaires et eût préféré « quelque lieu secret » dans le genre de Marrakech où ne se fût point fait sentir le souffle de la volonté du peuple. C'est pourquoi Giraud s'opposera également à la transformation de l'armée d'Afrique en véritable armée nationale.

Même écho de la part d'Alexandre Galline dans le numéro 3 de la revue *La Guerre et la Classe ouvrière* : « Comme l'ont fait ressortir les pourparlers d'Afrique, la position du général de Gaulle qui insiste pour une réorganisation radicale de l'armée et l'élimination des officiers et des généraux souillés par leur collaboration avec l'occupant, reflète la volonté des masses démocratiques françaises qui exigent de ceux qui prétendent diriger leur résistance une attitude intransigeante non seulement à l'égard de l'ennemi mais aussi à l'égard de ses complices… et ceci renforce la position du général de Gaulle et de ses partisans. »

Omel'Cenko et Galline ne sont que la voix du Kremlin. Leur insistance, à l'un comme à l'autre, sur la nécessité d'une « réorganisation totale de l'armée française » n'est pas un pur hasard mais bien le signe que le commandant en chef pose au Kremlin un problème militaire.

Comme toujours avec les Soviétiques, il s'agit cependant d'éloges « directifs », c'est-à-dire d'éloges qui indiquent clairement à celui qui en est le bénéficiaire qu'il doit persévérer dans un sens déterminé : en l'occurrence, celui de la « volonté populaire ». Lire : communiste.

D'ailleurs, pour aider de Gaulle à s'améliorer, la presse soviétique n'hésite pas à lui désigner ses défauts :

On trouve auprès du général de Gaulle, écrit par exemple Galline, des gens qui, quoique hostiles à l'hitlérisme et prêts à participer à la Résistance, demeurent éloignés des principes démocratiques, étrangers et parfois hostiles. Il y a dans l'entourage du général de Gaulle bon nombre de gens qui ont eu un sombre passé politique susceptible à chaque minute de se retourner brusquement contre la

démocratie. La position future du général de Gaulle, en qualité de chef de la Résistance du peuple français, la force et le degré de son influence sur le développement ultérieur de ce mouvement, le rôle même et la place qu'il occupera, dépendent de la fermeté avec laquelle de Gaulle prendra appui sur les éléments authentiquement démocratiques avancés de ce mouvement et sur la masse populaire française, dépendent de la constance avec laquelle de Gaulle mènera une politique répondant aux vrais intérêts et aux espoirs du peuple français.

On ne se trompera guère en pensant que, pour Staline, ces fameux « éléments authentiquement démocratiques avancés » sont les communistes français…

Et aussi que de Gaulle est sous surveillance.

Les réserves sur son entourage s'accompagnent naturellement de réserves sur l'autorité du CFLN en raison de la présence de Giraud au sein de cet organisme.

En AFN, poursuit Galline, on trouve des politiciens et des militaires qui affirment vouloir lutter contre l'Allemagne, mais ne veulent pas combattre les créatures françaises de l'Allemagne. C'est un point de vue gros de danger, car ces gens pourraient vouloir continuer le jeu en territoire français. Et le peuple français ne le tolérera pas… d'ailleurs, certaines personnalités africaines s'exagèrent l'importance de leur personne et de leur armée. On dirait qu'ils s'imaginent qu'ils vont libérer la France sans l'aide du peuple français, sans sa participation active à la lutte. Il y en a même qui rêvent de rentrer en France à la tête de troupes noires et de s'en servir pour instaurer un ordre selon leurs vœux ; c'est compter sans son maître. Et il serait difficilement croyable que le CFLN s'engage sur cette voie.

Les accusations de Garreau et de Schmittlein contre Giraud d'être un « Franco français » ont porté leurs fruits…

Mais comment, poursuit Galline, juger la déclaration du 3 juin du CFLN ? Elle porte clairement des traces de compromis et les marques des longs efforts de ses traducteurs pour laisser de côté toutes les questions qui les divisent. La déclaration ne dit pas un mot des coupables de la défaite de la France ; elle ne mentionne même pas Pétain et Laval, elle ne souffle mot de la punition des traîtres. Peut-on fonder un programme de reconstruction de la France sur semblables assises ? N'y a-t-il pas contradiction entre la tâche qu'on se propose et les méthodes qu'on préconise pour l'accomplir ? L'unité nationale patriotique est indispensable pour la victoire.

[…] Si le CFLN sait unifier le peuple français et prendre la tête du mouvement démocratique, il aura vite fait la conquête de l'autorité et de millions de Français ; vite, il surmontera toutes les difficultés et ira vraiment de l'avant, tirant avantage de la totale confiance du peuple pour constituer l'organe dirigeant suprême chargé de la conduite et de la défense de l'ensemble de ses intérêts dans le monde. Mais si le CFLN demeure à l'écart du mouvement populaire démocratique des masses métropolitaines, s'il ne sait pas prendre la tête de la lutte du peuple français contre les occupants hitlériens, si le comité s'en tient à une attitude de pardon général à l'égard des coupables, complices d'Hitler, alors il ne remplira pas sa mission, alors il ne recevra pas le soutien du peuple de France.

Si la feuille de route du CFLN n'était pas assez claire, Garreau se charge de l'explication de texte : « Comme on le voit, commente-t-il, c'est sous l'angle de leur accord ou de leur désaccord avec la volonté et l'opinion populaires que sont successivement discutés le général de Gaulle et le général Giraud, l'entourage de l'un et de l'autre et, finalement, le CFLN. Ce qui confère aux éloges et aux blâmes prononcés un caractère éminemment provisoire et à tout moment révocable. »

Les choses ont donc le mérite d'être précises : loin d'être définitifs, les éloges soviétiques faits à de Gaulle dépendent de son « amélioration »…

Ces textes recommandent une fois de plus au chef de la France combattante, s'il veut bénéficier de l'appui communiste, l'élimination rapide de Giraud et des gens qui, comme lui – même s'ils appartiennent à l'entourage direct de De Gaulle – sont jugés par le Kremlin « antidémocratiques ». Ils poussent donc à l'épuration la plus radicale.

Cela commence par une opération de blanchiment des communistes.

16
La réponse de De Gaulle

1er juillet 1943. Le CFLN publie une ordonnance – signée conjointement par de Gaulle et Giraud – abrogeant le décret-loi du 26 septembre 1939 sous Daladier, qui « portait dissolution des organisations communistes » et l'« acte de l'autorité de fait dite gouvernement de l'État français en date du 14 août 1941 qui réprimait les activités des communistes et des anarchistes ». Ce texte « constitue une mesure générale d'apaisement et s'inspire, en outre, de la nécessité de réviser l'attitude du gouvernement envers les groupements qui ont abondamment fourni la preuve de leur patriotisme ».

Motifs de l'amnistie :

Cette solution était impérieusement exigée pour deux considérations principales :

– La première est que les groupements et organisations communistes qui se sont reconstitués depuis l'armistice l'ont fait essentiellement afin que soit rendue plus efficace l'action entreprise par leurs adhérents pour lutter contre les envahisseurs et leurs complices ; en transgressant la législation existante, les membres du parti communiste ne faisaient donc qu'obéir aux impératifs catégoriques des intérêts nationaux et contribuer à la libération de la France.

– Dans le martyrologe de la Résistance française, les communistes occupent une place d'honneur : plusieurs milliers d'entre eux ont été tués pour avoir participé à la lutte clandestine contre l'ennemi ; particulièrement nombreux sont aussi ceux qui ont été incarcérés ou déportés en Allemagne. Il faut que justice soit rendue à leur patriotisme et à leur esprit de sacrifice : l'ordonnance du 1er juillet y contribuera.

Portée de l'amnistie :

L'abrogation opérée par l'ordonnance du 1er juillet a pour premier effet de rendre licite la reconstitution de regroupements communistes. D'une part elle supprime, pour compter de sa

promulgation, les infractions qui constituaient la poursuite des activités réprimées et la reconstitution des groupements interdits. En conséquence, toutes poursuites en cours sont automatiquement arrêtées et l'exécution de toutes les peines prononcées antérieurement prend automatiquement fin. La cause même des poursuites et des condamnations ayant disparu.

Pour compléter ces mesures et comme l'abrogation pure et simple laissera subsister dans le passé les condamnations et les crimes ou délits qui les ont motivées, l'ordonnance prononce une amnistie qui couvre toutes les condamnations prononcées par application du décret-loi du 26 septembre 1939 et par application de l'acte dit décret du 14 août 1941, c'est-à-dire toutes les condamnations prononcées notamment par les sections spéciales des tribunaux militaires en vertu de l'article 1er du décret du 14 août pour poursuite des activités interdites ou reconstitution des groupements dissous.

Cette amnistie entraîne la libération immédiate de toutes les personnes encore détenues, qu'il s'agisse de condamnés ou d'inculpés en détention préventive ; enfin, elle efface toute trace des condamnations qui cessent même de figurer sur les casiers judiciaires et supprime toutes les pénalisations, causes d'indignité, perte de droits, déchéances, etc., qui sont l'accessoire souvent très gênant de toute condamnation et en prolongent les effets longtemps après que la peine a été purgée.

Telles sont les mesures par lesquelles le Comité de la Libération nationale a commencé son œuvre réparatrice qui sera poursuivie avec constance et avec méthode en faveur de tous les Français qui ont accepté de subir de dures épreuves et de courir de grands risques pour avoir l'honneur de contribuer à la libération de la France.

Cette ordonnance appelle deux remarques d'ordre général :

– Non seulement elle légalise le PCF mais, en outre, elle rend un hommage officiel aux communistes. Hommage rendu au nom du CFLN (c'est-à-dire de la nouvelle légitimité nationale française) qui achève et couronne donc le blanchiment moral du PCF amorcé par la lettre de De Gaulle aux membres du Comité central du PCF, le 10 février 1943.

– Elle est le premier des actes du CFLN qui ne concerne pas sa constitution propre et a, de ce fait, une valeur symbolique : les communistes sont et seront partie prenante du nouveau régime.

L'indulgence que manifeste le CFLN envers les communistes est à mettre en parallèle avec la vigueur épuratrice dont de Gaulle poursuit les pétainistes ou des légalistes qui, comme Boisson, Bergeret, Peyrouton, Noguès et les autres sont passés à la Résistance à partir de novembre 1942 et qui, pour certains, ont la campagne de Tunisie à leur actif.

Cette injustice fondamentale risque donc de frapper désormais de nullité tout appel à l'union mais, surtout, elle inaugure un système politique de castes (avec ses citoyens de 1re et de 2e catégorie) où tout ce qui est communiste a la part belle. Ce qui, compte tenu de la nature « révolutionnaire » du PCF, signifie inévitablement : au mieux, une surenchère politique au profit du communisme (sans doute faut-il voir là la meilleure explication de la faveur dont il jouira après la guerre dans certains

milieux, intellectuel et artistique notamment), au pire, un climat de guerre civile. Mais, dans l'un et l'autre cas, il en résulte une profonde division de la société.

Ignorant comme tous les autres membres du CFLN, l'arrière-plan gaullo-soviétique de cette opération, Giraud, en cosignant cette ordonnance, signe à ses yeux l'intégration des communistes en tant que patriotes dans le combat contre l'ennemi commun, mais il ne peut imaginer qu'il fabrique ainsi le marchepied du PCF vers le pouvoir. Ce faisant, de Gaulle, lui, entraîne à son insu tout le CFLN dans son aventure personnelle qui détermine l'avenir de la France.

Dans son discours de Rennes du 27 juillet 1947, de Gaulle a reconnu avoir joué le jeu « carrément » avec les communistes.

Ce « carrément » signifie que de Gaulle prend le risque, en cette année 1943, de faire du PCF, un parti aux ordres de l'étranger et dont l'objectif – y compris au cours de la guerre – reste l'instauration de la dictature du prolétariat, un parti comme les autres. Ce qu'il n'est pas, car sa nature internationaliste lui interdit de l'être. Et cela, au moment même où la stratégie de rupture, que le PCF mène parallèlement à sa stratégie d'alliance, se confirme chaque jour davantage (investissement de la CGT, du CNR, des CDL et des mouvements de résistance).

De Gaulle profite de l'absence de Giraud pour pousser l'épuration

Faut-il que le chef de la France combattante ait alors beaucoup à rendre aux communistes (tant français que soviétiques) et beaucoup à espérer d'eux pour leur offrir autant !

Et surtout, si rapidement…

Tandis qu'il contestait la légitimité du pouvoir pétainiste dans des termes de plus en plus violents, de Gaulle a commencé par évoquer la nécessité d'un « pouvoir nouveau » et à parler de « révolution », puis il a lié la libération à l'« insurrection », reconnu la bipolarisation de la Résistance et la nécessité de l'épuration, blanchi moralement les communistes, accepté le mot d'ordre d'« action immédiate » (après l'avoir condamné), et enfin blanchi légalement le PCF…

Il ne lui reste plus maintenant qu'à en faire un parti de gouvernement et à satisfaire concrètement son appétit d'épuration, et le protocole d'alliance du 28 novembre 1942 sera alors de sa part scrupuleusement rempli.

Coïncidence ? Ce 1er juillet, *L'Humanité* lui rend un hommage solennel en ces termes : « Heureusement, pour l'honneur de la France, dès le 18 juin 1940, le général de Gaulle lançait un appel à la continuation du combat[1]. »

Coïncidence toujours ? Ce 1er juillet, René Massigli fait savoir à Bogomolov *via* Viénot, que le CFLN considère que sa reconnaissance par le gouvernement soviétique « entraînera l'établissement d'une représentation diplomatique de l'URSS à Alger ». Devançant les événements, un certain Mickiewicz, ancien membre de l'exécutif du Komintern, arrivé le 24 juin à Alger, a d'ailleurs peut-être pour mission d'y préparer la venue de l'ambassadeur Bogomolov…

Une chose est sûre : sa venue à lui, Mickiewicz, ne passe pas inaperçue de l'autre côté de la Méditerranée puisque l'ancien député radical de la Loire, nommé en mars 1942 secrétaire général à la Propagande du régime de Vichy, Paul Creyssel, recenseur pointilleux des relations de Gaulle-Staline, la relève aussitôt à la radio…

Ce 1er juillet 1943, qui voit aussi la parution à Alger du premier numéro du journal communiste *Liberté*, tiré à 25 000 exemplaires, est décidément un jour faste pour les relations gaullo-communistes. Recevant Garreau ce même jour, Lozovski lui demande s'il a des informations sur le prochain voyage de Giraud aux USA.

Garreau, rapporte Lozovski à Molotov, a répondu qu'il avait connaissance de l'intention de Giraud de se rendre bientôt aux USA et qu'il savait que le général de Gaulle serait en son absence seul à présider le CFLN, mais il ne comprenait pas pourquoi Giraud allait à Washington. On avait officiellement communiqué qu'il mènerait des négociations sur des questions d'armement. Cette tâche, de l'avis de Garreau, aurait pu facilement être menée à bien par des spécialistes français et américains sans que Giraud y aille en personne. Cependant, le voyage de Giraud a son bon côté : le général de Gaulle aura la possibilité, ne serait-ce que pendant deux semaines, d'agir sans Giraud.

Toujours selon Lozovski, Garreau a poursuivi :

Le départ à la retraite du gouverneur général Boisson est une nouvelle agréable. L'exigence très ferme de la radio de Brazzaville que Boisson et tous les éléments de Vichy soient écartés des postes de direction en Afrique a contribué très efficacement à son départ hâtif à la retraite. S'adressant directement à Boisson lui-même, la station radio a, de plus, déclaré qu'en tant que partisan du gouvernement de Vichy et de la politique de collaboration avec les Allemands, bourreau ayant prononcé la peine de mort contre des patriotes français, il devait subir un châtiment sévère et qu'il le subirait lorsque viendrait le jour des grands règlements de comptes ; deux jours après cette émission contre lui, Boisson suivait Peyrouton et Noguès. Ainsi, a conclu Garreau, l'épuration dans les rangs de l'administration en AFN continue, même lentement, et elle sera menée à bonne fin[2].

Passablement inquiets devant le développement de l'effervescence communiste en Algérie à la faveur de l'implantation gaulliste, la Maison Blanche s'oppose à l'arrivée de Bogomolov et reste sourde aux diverses relances du Kremlin tant à Moscou où Molotov fait du forcing auprès de l'ambassadeur Stanley que le 5 juillet à Washington où Gromyko entreprend Cordell Hull sur le sujet. Ce dernier fait valoir à son interlocuteur que la venue de Bogomolov à l'heure actuelle « renforcerait l'agitation des gaullistes contre Giraud ». Le secrétaire d'État américain n'hésite pas même à affirmer que « l'arrivée au pouvoir de De Gaulle signifierait du point de vue militaire une grande menace sur les communications en AFN qui s'étendent sur 1 400 miles[3] ». Même écho de la part de Churchill qui, lui, a écrit à Staline le 26 juin, le lendemain même du jour où Molotov faisait état des rumeurs concernant la position de De Gaulle à l'égard des opérations militaires prévues par les Anglo-Saxons en Italie :

> Depuis son arrivée à Alger, le général de Gaulle mène une lutte pour prendre le contrôle effectif sur l'armée française. Le commandement [allié] ne peut être sûr de ce qu'il fera ou de ses sentiments amicaux à notre égard s'il arrivait au pouvoir. Le président Roosevelt et moi-même sommes parfaitement d'accord sur le fait que de Gaulle peut mettre en danger les bases et les communications des armées qui doivent participer à Husky. Nous ne pouvons pas risquer cela puisque cela toucherait la vie de nos soldats et gênerait la conduite de la guerre[4].

Le moins qu'on puisse dire est que la confiance ne règne pas.

Profitant de l'absence de Giraud, parti le 2 juillet pour Washington, de Gaulle intensifie le limogeage des chefs civils et militaires qui ont servi sous Vichy. « Par ces mesures, écrit Robert Aron, il contredit l'attitude d'indulgence manifestée par Giraud au temps où celui-ci était seul ; il réfute sa conviction hautement exprimée qu'il faut travailler avec tout Français quelle qu'ait été son appartenance antérieure, à condition qu'il combatte l'Allemagne[5]. »

De Gaulle lance également une série d'ordonnances et de décrets marquant la rupture complète avec Vichy et portant réparations des préjudices subis par les victimes des mesures d'exception promulguées par l'État français.

La première de ces ordonnances (4 juillet) concerne la réintégration de tout magistrat, fonctionnaire, agent civil ou militaire révoqué par Vichy ; la

seconde (6 juillet) concerne la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France. En même temps, sont publiées deux autres ordonnances (6 juillet) : la première porte dissolution du PPF de Doriot et de ses diverses filiales ; la seconde déclare « indignes d'occuper des emplois supérieurs les membres d'un certain nombre de groupements politiques » (phalanges africaines, milice antibolchevique, légion tricolore, parti franciste, etc.).

Le 7 juillet, le général Bergeret, commandant en chef de l'aviation en AOF et l'amiral Michelier, chef d'état-major de la marine sont mis en disponibilité ; l'amiral Moreau, préfet maritime d'Alger, est mis à la retraite et Georges Hardy, le recteur de l'université d'Alger, limogé.

Le 8 juillet, le CFLN décide qu'il y a lieu de « rajeunir » les cadres de l'armée, de la marine et de l'aviation et invite le comité militaire permanent à lui présenter des propositions à bref délai. Ce projet de réforme ne peut que plaire aux communistes qui y voient le premier pas vers l'armée populaire dont ils réclament la création.

Le 8 juillet encore, le CFLN confirme son assentiment au voyage d'André Marty en Algérie et charge René Massigli de lui demander un visa de transit au gouvernement britannique. En la personne de celui que l'on appelle le « boucher d'Albacete » pour ses tristes exploits en Espagne et qui vient de présider le Komintern à Moscou durant ces dernières années, le PCF se voit donc invité à retrouver une place officielle.

Le 12 juillet, de Gaulle fait dire à Massigli qu'il confirme à Bogomolov les « sentiments de bienvenue » avec lesquels son arrivée est attendue à Alger.

Le 14 juillet, place du forum à Alger, de Gaulle déclare : « Jamais l'insurrection nationale, qui vise à apporter au moment voulu aux armées alliées un concours très important, ne fut préparée avec plus de méthode et de résolution. »

Le 15 juillet, le CFLN charge Tixier de présenter des propositions pour la constitution d'une commission d'épuration.

Sensible à ces divers gestes, *L'Humanité* du 15 juillet publie cette déclaration du PCF : « Le peuple français sait qu'il peut faire confiance au général de Gaulle qui, dès 1940, tandis que Pétain capitulait honteusement, appela le peuple français à la résistance et fit preuve d'un patriotisme lucide et clairvoyant. » Mais, comme les communistes soviétiques, les communistes français pratiquent eux aussi l'éloge « directif ». Et dans ce

même numéro, *L'Humanité* enjoint de Gaulle à faire encore plus : « L'heure est venue pour le CFLN de dire nettement aux Français qu'ils doivent créer, en combattant, les conditions de l'insurrection inséparable de la libération nationale. »

En ce qui concerne l'épuration, certains gaullistes ne sont pas en reste sur les communistes. Ainsi le 17 juillet, au nom de l'état-major des FFL, le général de Larminat adresse à de Gaulle une lettre où il dit de Juin – le principal lieutenant de Giraud – et des autres officiers supérieurs de l'armée d'Afrique qu'il sont « absolument disqualifiés pour exercer un commandement » et qu'ils doivent immédiatement « être mis en disponibilité ».

L'intolérance commence donc de faire des ravages y compris dans les rangs de l'armée. Cette effervescence générale derrière laquelle le vieil adversaire des Soviets qu'il fut et est toujours devine la main de Moscou commence à inquiéter Churchill. Lisant un mémorandum écrit de sa main, il déclare le 21 juillet aux Communes :

« De Gaulle doit tout ce qu'il a à l'appui anglais. Et cependant, il ne peut pas être considéré comme un allié en lequel nous pouvons avoir confiance. […] À certains moments, il s'est posé comme la seule barrière contre le communisme en France et à d'autres comme l'ami des communistes. »

Le 23 juillet, un décret signé par de Gaulle et contresigné par Tixier, Pleven et Abadie institue un tribunal militaire d'armée qu'une ordonnance du 20 octobre 1943 transformera en tribunal militaire d'armée de compétence particulière et dont la compétence, précisément, s'étendra à « tous les crimes et délits contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État, commis par les membres ou anciens membres de l'organisme *de fait* se disant gouvernement de l'État français ainsi qu'à ceux commis par tous ses hauts fonctionnaires, ses généraux ou par les membres des groupements antinationaux ».

Ce tribunal va devenir le principal organisme d'épuration à l'encontre des personnalités de Vichy.

Le CNR est « un instrument du pouvoir gaulliste destiné à fonder sa légitimité »

Période décidément faste pour les communistes.

D’autant qu’en France aussi, le PCF compte les points au sein du CNR qu’il investit chaque jour un peu plus.

Curieusement, de Gaulle semble avoir abandonné à son sort cet organisme privé de son chef depuis l’arrestation de Jean Moulin le 21 juin et dont la « mission primitive, précise Pascal Copeau, est de prendre sous commandement direct de Londres la Résistance unifiée ». « Le CNR, affirme encore Copeau, est un instrument du pouvoir gaulliste destiné à fonder sa légitimité ; c’est dans cette perspective de légitimité que Moulin a enlevé aux mouvements de résistance proprement dits le monopole de la représentativité. »

Détail important à souligner : les mouvements de résistance non communistes.

On ne saurait être plus précis.

Or de Gaulle laisse Claude Serreulles (un ancien officier de son cabinet, délégué intérimaire venu de Londres quelque temps avant la tragédie de Caluire, et qui remplace provisoirement Jean Moulin) sans instruction. « Il (de Gaulle), affirme ce dernier, aurait eu tout loisir au cours du mois de juillet et du mois d’août de me faire connaître ses intentions étant donné que je n’ai procédé à l’installation de Bidault qu’en septembre[6]. »

Serreulles met là le doigt sur une affaire troublante. En effet, devant les charges écrasantes qui pèsent sur lui, il ne cesse d’envoyer message sur message à Londres sans recevoir jamais de réponse. Comment expliquer l’« inexplicable silence » des dirigeants gaullistes ? Le BCRA étant le canal qui réceptionne et envoie les messages, le témoignage de Passy est capital pour répondre à cette question. Or qu’écrit-il ? « Un seul homme aurait pu à mon sens remplacer Rex du jour au lendemain et continuer son œuvre ; cet homme était Pierre Brossolette[7]. » Un seul ordre de De Gaulle aurait donc suffi. Oui, mais il n’était pas sûr que Brossolette, anticommuniste résolu, et qui s’est élevé contre la ligne Moulin visant la réintroduction des anciens partis faillis, aurait « continué » l’œuvre de Moulin dans le même sens.

Son anticommunisme vigilant pouvait être un sérieux obstacle à la politique gaulliste et, compte tenu et de son tempérament et de la lucidité qui lui aurait permis de déceler certaines intentions cachées, il pouvait même décider de la briser.

Alors de Gaulle, qui a déjà empêché Frenay de regagner la France pour affaiblir Combat, a laissé Serreulles se rabattre sur Bidault qui, comme par

hasard, a une secrétaire communiste, et est lui-même adhérent du Front national.

Et puis, en ce début d'été 1943, avançant à grandes enjambées vers le pouvoir qui, comme le lui a rappelé Jean Moulin dans son message du 7 mai est son but prioritaire, il peut estimer que le CNR a déjà rempli son rôle qui était de lui conférer la « légitimité ». L'étape suivante, c'est la création de l'Assemblée consultative qui doit lui conférer la « légalité »[8].

Les communistes bénéficient d'une série de « hasards »

En attendant, les communistes auxquels le CFLN, à l'initiative du chef de la France combattante, vient de refaire opportunément une virginité, vont bénéficier d'une série de « hasards » pour prendre le contrôle du CNR. Devant faire face à la fronde des chefs de mouvements réunis au sein du CCR (Comité central de la Résistance) qui ne veulent concéder aux politiciens honnis aucune parcelle d'autorité sur eux, entendent « empêcher la mainmise des gens de Londres sur la Résistance intérieure » et réduire au strict minimum la participation des communistes aux décisions des instances supérieures de ladite Résistance, Serreulles cherche naturellement appui auprès des communistes. Bien que disposant d'une voix au CCR, ces derniers savent qu'ils ne pourront jamais le manipuler à leur guise, en raison de la méfiance vigilante dont leurs partenaires font montre à leur égard, et ils choisissent de venir en renfort auprès du gaulliste passablement inexpérimenté. Résultat : l'opération anti-CCR est un succès puisque les attributions du nouvel organisme sont limitées à la « coordination de l'action menée jusqu'alors en ordre dispersé dans les deux zones et qu'il est convenu, en plus, que Serreulles (intermédiaire incontournable pour l'argent et les liaisons) en sera le président ; un président sous contrôle communiste, car arrive ce qui doit arriver. « Le délégué du général de Gaulle est littéralement entre nos mains », confiera plus tard Copeau[9].

Pour dessaisir de Gaulle du CNR, les communistes vont procéder par étapes : arguant des difficultés à le réunir au complet (le CNR ne se réunira en tout et pour tout que deux fois : en décembre 1943 et en août 1944), ils commencent par réclamer la création d'un bureau permanent qui devient donc le véritable exécutif du comité. Cet exécutif comprend cinq membres dont un communiste : Pierre Villon, de son vrai nom Roger Ginsburger, le responsable du Front national.

Fils d'un rabbin alsacien, architecte d'avant-garde, Villon est un révolutionnaire professionnel depuis le début des années 1930. Il a fait ses premières armes à la tête de l'Internationale des marins et des dockers, l'un des principaux relais de propagande de l'Internationale communiste à travers le monde. En 1935, il a servi d'abord à la section propagande – sous les ordres de Jacques Duclos, puis à la direction de l'ensemble des maisons d'édition du parti.

Contrairement à beaucoup d'autres, le pacte germano-soviétique ne le désarçonne pas. Villon est un passionné froid.

Il plonge dans la clandestinité et devient le rédacteur en chef de *L'Humanité* clandestine. Arrêté le 8 octobre par la police française, il réussit à communiquer par lettre avec sa femme, Marie-Claude Vaillant-Couturier. « L'antifascisme de ce communiste juif alsacien s'y exprime nettement à travers son antivichysme et son antinazisme, écrit Stéphane Courtois, mais on perçoit tout aussi nettement que, en cet hiver 1940-1941, son antifascisme n'est pas orienté vers la "résistance", vers la libération du territoire, mais vers la révolution et l'instauration d'un pouvoir communiste[10]. » Il écrit ainsi le 13 janvier 1941 :

> Ce qui manque encore à mon avis, c'est un affaiblissement (substantiel) de l'Angleterre et de l'Amérique ; mais il n'est pas indispensable de l'attendre pour soviétiser l'Europe […]. L'URSS, en 1919, avait à combattre plus d'ennemis que l'Europe soviétique de demain. Et quant au gaullisme, il sera balayé et nous servira, si nous donnons la liberté, la paix et le pain (avec du beurre) au pays avant que l'Angleterre n'arrive à le faire. Et je ne la vois pas capable d'assurer un débarquement en France pour libérer le pays avant que les Allemands ne se révoltent. Dans ce cas, nous n'attendrons pas de Gaulle pour instaurer les soviets[11].

L'objectif est donc la soviétisation de l'Europe. En commençant par l'instauration d'un pouvoir communiste en France.

Evadé le 17 janvier 1942, Villon a repris immédiatement le combat à la tête du Front national.

Intelligent et d'une grande force de caractère, Villon va utiliser sciemment la surenchère patriotique pour devenir le véritable leader du bureau. Il joue sur du velours, car aucun de ses membres n'est politiquement anticommuniste et le mélange de respect (frisant parfois la crainte) et d'admiration sincère qu'ils éprouvent pour l'ardeur des communistes va favoriser grandement les manœuvres ultérieures de ces derniers.

Elle va d'autant plus les favoriser que le seul homme qui pourrait les déjouer, Henri Frenay, le patron de Combat, est – sur ordre personnel de De Gaulle – délibérément retenu à Londres où il est parvenu en juin. « Mon retour, écrit Frenay, n'eut jamais lieu car j'étais un élément gênant pour la politique qui s'annonçait ; ce n'est que bien plus tard que j'appris par une lettre de Lorrain (Claude Bourdet) qu'on n'avait pas voulu de ce retour[12]. »

En ce mois de juillet 1943, seul aux commandes du CFLN en raison de l'absence de Giraud, de Gaulle fait donc œuvre sur trois fronts : tandis qu'il procède à la réintroduction légale du parti sur la scène nationale, il élimine juridiquement les vichystes ou taxés comme tels, et il enferme à leur insu un certain nombre des siens (comme Frenay ou Brossolette) dans des limites très précises. Rien ne doit gêner sa main tendue aux communistes qui, selon son entourage, méritent tous les éloges à en croire Grenier auquel le commandant de Boislambert, de retour d'Alger, a déclaré le 13 juillet : « Vos amis communistes n'ont pas commis une seule fausse note depuis leur libération. »

Si tant est que ce soit vrai, les communistes en ont cependant commis une : le 14 juillet, profitant de l'absence de Giraud, les gaullistes ont voulu faire de la fête nationale un triomphe pour leur chef. Le maître des cérémonies, René Capitant, a fait distribuer des tracts à profusion plusieurs jours à l'avance. Le défilé militaire était suivi d'un défilé civil dans la tradition du Front populaire mais les communistes, plus nombreux que les militants de la France combattante, ont débordé l'encadrement gaulliste en brandissant des pancartes : « Épuration », « Mort aux tyrans », « Tous les vichyssois à mort », « mort à Pucheu » au son de la Carmagnole. Puis les orateurs se sont succédé au micro, mais lorsqu'est arrivé son tour de prendre la parole, syndicalistes, communistes et socialistes ont brusquement quitté la place, la laissant à moitié vide… et laissant l'orateur, seul ou presque, avec sa fureur.

Ce qui ne l'empêche pas au cours d'un entretien qu'il accorde quelques jours plus tard au colonel Chrétien, chef des services du contre-espionnage en AFN depuis mars 1941, de vitupérer contre les Américains.

« En le quittant, raconte Chrétien, je lui représentai qu'il y aurait tout de même intérêt à ne pas aigrir les rapports interalliés. Nous avions trop besoin d'un armement qui ne nous parvenait qu'au compte-gouttes. Mais de Gaulle me répondit : "Les Américains qui ont trop besoin de l'armée française nous en fourniront ; nous aurons tout ce que nous voudrons[13] !" »

Las ! Il n'en est pas tout à fait ainsi. Depuis les derniers incidents au CFLN, le département d'État freine les livraisons d'armes. Malgré leurs promesses d'Anfa, au 1er juillet, ils n'ont livré que 110 000 tonnes de matériel sur le million prévu. Giraud tente donc aux États-Unis de renouer les liens distendus par la « querelle des généraux ». Il y a quelque mérite, car les gaullistes d'Amérique regroupés au sein de l'Association *France for ever* ne l'aident guère et font même tout ce qu'ils peuvent pour le discréditer aux yeux de l'administration rooseveltienne. Ainsi, quelques jours avant l'arrivée du commandant en chef à New York, l'avocat Henry Torrès a publié un communiqué (30 juin) précisant que « Giraud et ses partisans n'avaient pas d'appui en France et ne pouvaient rompre l'unité du peuple français, laquelle unité repose sur le général de Gaulle reconnu par la France occupée comme le chef suprême du CFLN ».

Cette attaque contre Giraud dans un pays étranger, un mois après la constitution du CFLN dont il est l'un des deux responsables, montre que certains gaullistes sont prêts à tout contre le commandant en chef, même si cela doit nuire au réarmement de l'armée française. Mais elle montre aussi et surtout que l'union n'est pas leur but prioritaire…

Malgré cette offensive de certains de ses compatriotes auprès des Américains, Giraud plaide la cause de l'armée française lors d'une séance plénière du *Combined Chief of Staff*, présidé par l'amiral Leahy et le Field Marshal Dill, et de multiples réunions de travail avec le général Marshall, chef d'état-major de l'armée américaine, le sous-secrétaire d'État à la Guerre, Mac Lloyd, et le général Somervell.

C'est le 16 juillet, alors qu'il s'apprête à partir pour le Canada, que Giraud recevra par l'intermédiaire du général Béthouart une lettre de Washington lui annonçant qu'il a gagné : ses demandes sont accordées et le matériel sera expédié dans les conditions qu'il a posées.

Le 6 au soir, Giraud a eu un long entretien nocturne avec Roosevelt au cours duquel celui-ci ne lui a pas caché les soucis que lui donnait une « alliance multiple » où l'Angleterre, l'Union soviétique et la Chine « ne tiraient pas toujours dans le même sens ». Mais c'est de De Gaulle qu'a surtout parlé Roosevelt. Plein de prévention à l'égard du chef de la France combattante, il a dit redouter « son ambition et son orgueil » et le soupçonner de vouloir instaurer « un nouvel État totalitaire ».

Évoquant cette discussion, Jean-Baptiste Duroselle croit pouvoir affirmer : « Tous deux dirent ensemble du mal de De Gaulle ; ils s'inquiétaient du bolchevisme[14]. »

Giraud a-t-il participé à cette attaque contre de Gaulle ? Rien n'est moins sûr. Pour plusieurs raisons : d'abord, ainsi qu'il l'écrit, il a expliqué à Roosevelt les raisons qui l'ont poussé, sans compter « l'amicale insistance du général de Gaulle », à faire venir ce dernier à Alger. Or Giraud ne peut accabler de Gaulle sans se désavouer lui-même ; ensuite parce qu'il pense que « le résultat final sera heureux pour la France, ne serait-ce que par l'expérience *in anima vili* faite en AFN ; ensuite, encore, parce que Giraud, engagé dans sa logique de l'union, ne peut se permettre de la remettre en cause sans se déjuger. Enfin et surtout parce que, venu aux États-Unis réparer les méfaits de la « querelle des généraux », il n'a nullement intérêt à rallumer les cendres d'un conflit précisément préjudiciable à la cause qu'il est venu défendre…

Reste l'inquiétude qu'il partage avec Roosevelt du bolchevisme. Là, incontestablement, Duroselle dit juste. Giraud d'ailleurs le reconnaît dans ses Mémoires puisqu'il écrit : « Il (Roosevelt) redoute aussi le flirt franco-russe poussé trop loin et le bolchevisme faisant de rapides progrès en Europe occidentale, avec la complicité plus ou moins sincère sinon du général de Gaulle du moins de son entourage. »

Il n'empêche que Giraud tout aussi anticommuniste qu'il soit et même s'il n'a pas pris l'initiative de l'ordonnance du 1er juillet portant amnistie du PCF, l'a, en tant que coprésident du CFLN, signée. Même s'il est vrai, comme le souligne Robert Aron, qu'« il n'avait aucune raison de s'y opposer puisqu'il avait toujours prêché la réconciliation française »…

De Gaulle fait savoir à Staline qu'il a compris son message concernant Giraud

À son retour des États-Unis, Giraud trouve une situation passablement changée. La France combattante s'est saisie progressivement de tous les leviers de commande et s'est rendue maître de la presse et de la radio. Et l'atmosphère est lourde au point que de Gaulle reconnaîtra dans ses *Mémoires* avoir exercé en AFN une « dictature momentanée[15] ».

Évoquant devant de Gaulle les résultats de son voyage aux États-Unis, Giraud s'entend répondre par ce dernier : « Je sais, vous êtes l'homme des

Américains… »

Le commandant en chef exige des excuses. Il les obtient le 28 juillet lors d'une séance particulièrement orageuse. Mais après tous ceux qu'on lui colle sur le dos, son portrait par les gaullistes – et de la bouche du *primus inter pares* – vient de s'enrichir d'un nouvel attribut (« l'homme des Américains ») destiné à être repris et répété à satiété, et c'est un comble, proféré par un de Gaulle qui, au moment même, vient de se lier davantage encore aux communistes français et s'apprête dès le lendemain, par la voix de son émissaire très spécial, Raymond Schmittlein, à le faire auprès des Soviétiques. Mais sans doute cette étiquette qu'il colle à son rival vise-t-elle habilement de sa part à détourner l'attention de ses attaches de plus en plus voyantes… pour qui sait voir !

Le 29 juillet, à 17 heures (heure de Moscou), Schmittlein vient donc informer Lozovski du résultat de ses divers entretiens avec le général de Gaulle « qui lui a demandé de transmettre au gouvernement de l'URSS ce qui suit » :

Le général de Gaulle et ses collègues soutiennent et soutiendront fermement une politique d'amitié vis-à-vis de l'Union soviétique. De Gaulle est fermement persuadé que le CFLN continuera sans faillir la politique de la France combattante vis-à-vis de l'URSS. Ainsi, la succession est là, totalement assurée. Si le CFLN avait une autre position, quelle qu'elle soit, vis-à-vis de l'URSS, cela entraînerait le départ de De Gaulle et de tous ses partisans du comité.

Le général de Gaulle est très étonné de la déclaration de Bogomolov à Viénot, adjoint de Massigli à Londres, quelques jours à peine après que Vychinski eut assuré Garreau que le gouvernement de l'URSS n'avait rien contre la reconnaissance du CFLN. Bogomolov aurait déclaré à Viénot qu'il n'y avait pas d'éléments démocratiques au sein du CFLN nouvellement créé. Le général de Gaulle ne peut en aucun cas accepter la déclaration de Bogomolov, car on trouve au sein du comité : Diethelm, Tixier, Catroux, Pleven, tous démocrates authentiques et convaincus ; enfin, de Gaulle lui-même a prouvé son attachement à la démocratie et les déclarations de Bogomolov lui ont fait, par conséquent, une étrange impression.

Cette façon de justifier ses intentions démocratiques et donc de se justifier devant les séides d'un dictateur sanguinaire, dont la démocratie est le cadet de ses soucis, a quelque chose de pathétique…

Le général de Gaulle est persuadé que l'on comprend à Moscou la situation en Afrique du Nord, poursuit Schmittlein. Le problème de la création et du renforcement d'un organe central sortait du cadre des problèmes politiques internes français. Si les partisans de De Gaulle étaient libres de leur choix, tout le comité aurait été, sans aucun doute, composé de démocrates conséquents, et de Gaulle aurait déjà formé un gouvernement provisoire français, d'autant plus que, sur cette question, il aurait eu le soutien total de l'écrasante majorité des Français à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Mais ni lui ni le comité n'étaient libres de leurs décisions. Ils se heurtent sans arrêt à la résistance des USA et, malheureusement, de Gaulle doit compter avec eux. De Gaulle et ses partisans au sein du CFLN ont

montré leur attachement à la démocratie en épurant l'administration d'Afrique du Nord des éléments de Vichy […]. Il est vrai qu'il reste encore de nombreux éléments de Vichy, mais de Gaulle est absolument persuadé qu'en s'appuyant sur la sympathie et le soutien des larges masses populaires, il réussira à épurer toute l'administration. De Gaulle et ses partisans au sein du comité auraient obtenu des succès considérables s'ils n'avaient pas été gênés par les Américains. Malheureusement, les Américains s'entremettent continuellement dans la résolution des affaires intérieures françaises. Lorsque de Gaulle a déclaré que l'on ne pouvait confier au général Giraud, à la fois, le commandement de l'armée et la direction du commissariat à la Guerre, il a rencontré une résistance opiniâtre de la part de Giraud. De Gaulle a alors exigé un vote au sein du comité. Le point de vue de De Gaulle a été suivi à la majorité moins deux voix (celles de Giraud et de Georges). À la suite de cela, le général Eisenhower a présenté un ultimatum pour que les deux postes soient remis au général Giraud et a prévenu, qu'en cas de refus de la part de De Gaulle, les États-Unis cesseraient immédiatement leurs livraisons en Afrique du Nord. Le général de Gaulle a été contraint de céder ; mais cela ne signifie pas qu'il ait abandonné sa position. Après cet ultimatum, le général de Gaulle a insisté pour que le système de duumvirat soit étendu à l'armée, car il ne souhaite pas faire passer ses troupes sous le commandement réactionnaire du général Giraud. Ainsi Giraud commande ses troupes et de Gaulle commande les siennes.

[…] Dans l'armée, on observe un mouvement de masse des soldats et des officiers qui passent de Giraud à de Gaulle ; à la suite de cela, les Américains ont décidé de cesser de ravitailler les troupes des généraux Leclerc et de Larminat qui ont été contraints de faire reculer leurs troupes de Tunis à Tripoli. De plus, les Américains et le général Giraud ont catégoriquement interdit aux soldats et aux officiers de se faire verser de l'armée Giraud dans l'armée de Gaulle […]. S'il n'y avait pas de pression sur les soldats et les officiers en Afrique du Nord, tous, à quelques exceptions près, passeraient du côté de De Gaulle. Tel est l'état d'esprit de l'armée.

Les Américains et les partisans du général Giraud font courir le bruit que le général de Gaulle exige la démission de tous les généraux. Cela n'est pas tout à fait exact. Le général de Gaulle exige, et l'on peut être certain qu'il l'obtiendra, la démission, le renvoi de tous ceux qui ont été mis en place par Vichy, qu'ils soient généraux, colonels, lieutenants ou fonctionnaires des organismes civils. Il y a beaucoup d'éléments de Vichy en Afrique du Nord, ils siègent dans toutes les entreprises, sabotent le travail et font tout pour nuire au général de Gaulle. Mais l'influence du général de Gaulle est si grande que ces gens ne réussiront pas à faire quoi que ce soit. Le général de Gaulle maintient fermement ses positions, mais sa situation est très difficile. Il doit lutter non seulement contre le général Giraud, mais aussi contre les Américains que viennent souvent soutenir les Anglais. Il faut dire que le général Giraud est un général moyen et un piètre politicien, il entend mal les problèmes politiques. Les Américains sont aux petits soins pour lui et lui ont tourné la tête en lui promettant qu'il serait commandant en chef de toute l'armée française et qu'il libérerait la France de ses occupants. Giraud est l'homme des USA et c'est là sa seule force.

Continuant son compte rendu à Molotov, Lozovski poursuit :

Schmittlein m'a ensuite demandé si je ne pouvais pas lui communiquer quelques nouvelles sur la question de la reconnaissance du CFLN par le gouvernement soviétique. Quand je lui ai répondu que la question était encore à l'étude et que je ne pouvais rien lui communiquer pour l'instant, Schmittlein a dit que, en raison des circonstances, le général de Gaulle avait été contraint de s'associer au général Giraud, bien qu'il eût tout à fait pu former lui-même un gouvernement *de facto* et en prendre la tête. Giraud constitue un obstacle certain pour la résolution de toute une série de questions ; d'ailleurs, il ne s'agit pas tant, bien sûr, de Giraud que de ceux qui le soutiennent en permanence. Giraud est entouré d'un groupe de gens hostiles au général de Gaulle. Ce groupe est d'ailleurs tout aussi hostile à l'URSS […].

Pour conclure l'entretien, Schmittlein a dit qu'au cours de son séjour en Syrie, en revenant d'Alger, il avait, à plusieurs reprises, entendu parler du désir du gouvernement syrien et libanais d'avoir un représentant de l'Union soviétique. Il y a en Syrie et au Liban non seulement des représentants de l'Angleterre et des USA mais aussi des représentants de la Grèce, de la Norvège, de l'Uruguay, etc. La formation d'une représentation soviétique serait très utile du fait aussi que l'opinion publique de la Syrie est très favorablement disposée à l'égard de l'URSS.

[…] Dans tout l'exposé de Schmittlein, on sentait percer l'extrême irritation de De Gaulle contre Eisenhower, Murphy et les Américains en général qui traitaient les Français comme s'ils représentaient une petite puissance insignifiante. Dans tout ce qu'a dit Schmittlein, on sentait l'amertume et une profonde douleur de voir la France humiliée. Il souligna à plusieurs reprises que la seule chance de sauver la France était la victoire de l'Union soviétique. Personne ne veut aider et n'aidera la France, en dehors de l'Union soviétique[16].

De cet entretien tel que le rapporte Lozovski, il ressort principalement que :

1) De Gaulle pose en principe de son action politique l'amitié avec l'URSS, priorité qui conditionne sa présence et celle des gaullistes au sein du CFLN.

2) Tout en protestant de sa qualité de démocrate, de Gaulle reconnaît à Staline l'habilité à décerner des brevets de « démocrate » aux hommes politiques français.

3) De Gaulle lie sa qualité de démocrate « authentique et convaincu » à sa volonté d'épuration et se justifie de n'avoir pu constituer un CFLN aussi « démocrate » que Staline le souhaite.

4) De Gaulle n'hésite pas à accabler Giraud et quelques autres de ses compatriotes devant un gouvernement étranger, et qui plus est, un gouvernement qui n'a jamais cessé d'intervenir subversivement en France.

Par cette manière sans retenue qu'il a de se plaindre de ses petits et grands malheurs et de se présenter en victime (de Giraud, des Américains et même des Anglais), de Gaulle lance en réalité un appel au secours à Staline.

Subsidiairement on note l'insistance de De Gaulle à introduire les Soviétiques au Proche-Orient. Dans quel but exactement ? L'aider à faire pièce aux Anglais ?

Le 30 juillet, un vote à la majorité attribue à de Gaulle la direction des séances du CFLN (Giraud étant maintenu coprésident), dissout le Comité militaire permanent au profit d'un Comité de la défense nationale présidé par de Gaulle et décide la fusion des armées d'AFN, d'AOF et celles de la France combattante (FFL) en une seule armée dont Giraud devient le commandant en chef. Il est également créé un poste de commissaire adjoint à la Défense nationale dépendant du commandant en chef. Et sur

proposition de Giraud, Juin est nommé officiellement commandant en chef du corps expéditionnaire français appelé à se battre en Europe.

Bien qu'il demeure coprésident du CFLN, Giraud a donc pratiquement abandonné le pouvoir civil a son rival et, ce faisant, s'est placé sous son autorité, mais il devient le commandant en chef d'une armée française réunifiée. Priorité à ses yeux, car seule la réunification de l'armée peut mettre un terme au débauchage des troupes de l'armée d'Afrique par les responsables des FFL (débauchage revendiqué par de Gaulle comme on l'a vu dans ses *Mémoires*…)

L'ensemble des FFL vont-elles accepter de passer sous ses ordres ? Giraud veut croire à la fusion et il donne tous apaisements par lettre à de Gaulle. Celui-ci lui répond le 2 août :

> Votre lettre m'a vivement touché. Elle sera profondément sensible aux Forces françaises libres. Après les malheurs de la bataille de France, elles ont été l'arrière-garde de nos armées. Les événements, dont elles n'ont jamais désespéré, firent que cette arrière-garde est devenue l'avant-garde […]. Le Comité de la libération nationale vous a conféré le commandement en chef de tout ce que notre armée compte de forces disponibles. Elles vous suivront, j'en suis sûr, avec la confiance et le dévouement que mérite le grand soldat et le grand chef que vous êtes. Demain, avec l'aide de Dieu, vous les mènerez à la bataille décisive qui libérera la patrie.

Belles et nobles paroles comme de Gaulle sait en prodiguer. Mais que valent-elles ? Car c'est sans compter avec ses contraignantes attaches secrètes, qui ne sont pas disposées à se satisfaire de déclarations flagorneuses comme celle qu'il fait le 7 août lors d'une conférence de presse à Rabat :

> Je suis absolument convaincu qu'il y a dans le peuple français une compréhension très profonde du peuple russe, de ses misères, de ses douleurs, de ses gloires et je crois qu'il en est de même pour le peuple russe vis-à-vis du peuple français. Nous avons des relations avec le gouvernement soviétique mais nous avons aussi des Français qui se trouvent en Russie, en particulier des aviateurs très glorieux qui sont reçus admirablement et luttent dans une camaraderie émouvante aux côtés des aviateurs soviétiques. Actuellement, il n'y a aucune opposition entre le peuple français et le peuple russe. J'ai l'impression qu'après cette guerre il y aura un rapprochement général et élémentaire des peuples entre eux, des masses entre elles et ce sera un grand bénéfice pour le monde.

Et cette proclamation de l'excellence des relations « franco »-soviétiques, de Gaulle la double d'une autre, sur un thème largement abordé par Schmittlein au cours de son entretien avec Lozovski : l'épuration, dont il annonce officiellement l'ouverture : « Pour que l'union se fasse et se maintienne, il faut que certains hommes qui ont pris une part personnelle

dans une politique condamnée par le pays soient écartés […]. Ce sont des gens qui de Vichy ont orienté les administrations de l'armée et même une certaine portion du peuple français vers une politique absolument contraire à son honneur et à ses intérêts. Ceux-là sont condamnés ! »

Tous propos, bien sûr, susceptibles de plaire sur les bords de la Moskowa, mais qui ne sont pas pour l'heure ce que l'on attend de lui. Et un télégramme de Garreau daté de ce même 7 août sur l'évolution de la presse soviétique est particulièrement révélateur à ce sujet. Une évolution qui date de juin, « c'est-à-dire, précise Garreau, du jour où […] les bombardements aériens laissaient prévoir comme imminente l'invasion de la Sicile ».

Et Garreau poursuit de plus en plus explicitement :

> Si les Soviets s'efforcent de souligner la disproportion entre l'effort anglo-saxon en Italie et l'effort russe, s'ils marquent bien leur refus de considérer les opérations en Méditerranée comme un second front, on sent qu'à leur amertume s'est ajouté maintenant un nouvel élément. On ne doute pas en effet ici que l'Italie ne capitule rapidement et ne soit bientôt occupée en presque totalité par les forces alliées. Ainsi les Alliés auraient obtenu un immense succès de prestige sans avoir soulagé le front oriental. Par ailleurs, avec un minimum d'efforts militaires mais en choisissant un point de moindre résistance, les Alliés seraient sur le point d'obtenir des victoires politiques plus importantes peut-être que les victoires militaires soviétiques. On escompte en effet, ici, que la capitulation italienne entraînerait la chute des satellites et l'occupation des Balkans pendant l'hiver. Au printemps de 1944, les Alliés se trouveraient à pied d'œuvre pour une invasion de l'Allemagne par l'Autriche alors que l'armée allemande et l'Armée rouge se trouveraient aux prises en Pologne[17].

Cette éventualité, Staline est bien décidé à ce qu'elle ne se présente pas. Et pour l'empêcher il lui faut briser le clan des partisans du débarquement dans le sud de l'Europe, dont Giraud est l'un des chefs de file. Clan qui ne désarme pas comme a pu le constater Billotte lors d'un séjour à Londres :

> Après avoir pris les contacts nécessaires, écrit le directeur de cabinet du chef de la France combattante, j'étais en mesure de confirmer que l'effort principal en Europe serait entamé à la fin du printemps 44, que le débarquement aurait sans doute lieu sur les côtes françaises de la Manche comme semblaient le souhaiter les Américains mais que Churchill n'avait pas renoncé à frapper l'Europe « dans son ventre mou », c'est-à-dire par le sud, par l'Italie, par les Balkans. La dure conquête de la Sicile par les Anglo-Américains ne pouvait être qu'une étape qui ne préjugeait pas du choix de l'ouverture d'un autre théâtre d'opérations plus important au nord de la France ou de l'élargissement du théâtre italien à tout le sud méditerranéen. Le suspense demeurait[18].

Le suspense demeure en effet, mais, sur le plan géostratégique, l'avantage appartient nettement à la seconde solution… Et Giraud est de ceux qui peuvent faire pencher la balance définitivement. Il est donc de

ceux qu'il convient d'éliminer car, pour Staline, ils peuvent contribuer à bloquer le cours de l'histoire soviétique tel qu'il le conçoit.

Soit parce qu'en déplacement au Maroc, il n'a pas encore pris connaissance de ce message de Moscou retransmis par Londres soit parce qu'il a décidé pour des raisons d'opportunité de ne pas en tenir compte, le lendemain 8 août, de Gaulle double son engagement privé auprès de Giraud d'un engagement public et solennel dans son discours à Casablanca. « Afin que notre effort militaire soit concentré au maximum, nous avons réalisé l'unité du commandement entre les mains d'un grand chef sur qui comme sur nos soldats, le Comité de la Libération porte toute sa confiance pour les batailles de demain. »

Moyennant quoi, à peine rentré à Alger, et ayant pris connaissance du message de Moscou, sa réaction est immédiate : Schmittlein, lors de son entretien avec Vychinski le 10 août, est chargé de dire que si les Russes peuvent craindre que de Gaulle, est « contraint d'établir un compromis avec Giraud au prix d'une dégradation des rapports franco-soviétiques, ils n'ont rien à craindre car, pour lui, de Gaulle, l'amitié franco-soviétique est indéfectible, et qu'il s'en tiendra toujours à cette position[19] ».

Et nul doute qu'il avait bien l'intention de s'en tenir à cet engagement car, dans le même temps où il garantissait à Giraud sa fonction de commandant en chef, il a envoyé le 3 août le télégramme suivant au général Legentilhomme à Londres :

> Tandis qu'une sorte de prépondérance politique est attribuée au général de Gaulle, le général Giraud se voit reconnaître une sorte de prépondérance militaire. Toutefois, dans ce dernier domaine, la création du Comité de défense nationale sous ma présidence, la présence d'officiers généraux de la France combattante dans le haut commandement, enfin le fait que les Forces françaises libres sont renforcées tout en conservant leur organisation et leur caractère, rendent la situation strictement militaire très acceptable pour nous. Vous avez été nommé commissaire adjoint à la Défense nationale avec participation au gouvernement. Si le général Giraud était amené à s'éloigner du siège du comité et à prendre un commandement effectif, il cesserait de faire partie du comité. Dès ce moment vous auriez la charge entière du département de la Défense nationale.
>
> Je vous prie de venir à Alger d'extrême urgence[20].

Le ton très « chef de bande » de cette lettre, et ce caractère d'« extrême urgence » que de Gaulle donne à la venue de Legentilhomme à Alger signifie donc qu'il a bien l'intention, dès ce moment-là, de prendre de

nouvelles mesures destinées à éliminer définitivement Giraud du CFLN. Voire plus.

Lors de l'entretien Vychinski-Schmittlein, de Gaulle a fait savoir également que sa position s'appuie sur du solide et qu'il « considère qu'à Moscou on est suffisamment informé qu'il peut saisir le pouvoir à tout moment, créer un gouvernement provisoire et qu'il ne rencontrera en cela aucune opposition ; s'il ne le fait pas, c'est parce qu'il a devant lui les États-Unis et qu'il espère amener les Américains à modifier leur position vis-à-vis du comité ». Et il en a donné pour preuve que :

> […] malgré la résistance de l'Amérique qui proteste contre la réorganisation de l'armée, lui, de Gaulle, a réussi à relever tous les gouverneurs des provinces africaines et les chefs de l'armée et de la flotte comme Chatel, Peyrouton, Noguès et d'autres et à placer ses hommes à la tête des provinces comme Mast à la tête de la Tunisie, Puaux à la tête du Maroc, etc. ; ainsi, lui, de Gaulle a réussi à concentrer l'administration entre ses mains. Il espère pouvoir réussir à modifier la position des USA et à mener à bien la réorganisation complète de l'armée[21].

En d'autres termes de Gaulle dit à Staline : vous pouvez me faire confiance : 1) L'amitié franco-soviétique est à mes yeux une priorité et comme je serai bientôt le maître de la France, elle continuera de l'être. 2) La réorganisation complète de l'armée est en cours et elle se poursuivra jusqu'à l'élimination de ceux qui, comme Giraud, pourraient nuire aux bonnes relations franco-soviétiques et donc à l'intérêt de l'URSS.

En l'occurrence, de Gaulle ne se vante-t-il pas inconsidérément ? Certes, ne comptant plus « politiquement » (car enfermé dans le cadre du vote majoritaire qu'il respecte même s'il fait connaître son opposition sur certains sujets), Giraud ne peut plus le gêner dans son exercice quotidien du pouvoir. Mais l'élimination totale de ce dernier comporte des risques : d'abord celui de créer des troubles dans l'armée où le commandant en chef compte des fidèles prêts à tout pour le soutenir et, en outre, Giraud peut être amené à réagir violemment. Il en a encore les moyens. Ensuite, celui de provoquer la décision de Roosevelt de mettre l'AFN sous tutelle américaine ; enfin, et ce n'est pas un moindre risque après la violente campagne de presse américaine dont il vient d'être l'objet, de renforcer son image de « dictateur »…

Même des gaullistes aussi ardents que le député Henri de Kerillis s'en inquiètent.

Depuis les dix derniers mois, lui écrit ce dernier le 5 août, beaucoup de vos adhérents ont éprouvé des désenchantements devant le caractère partisan de certains gaullistes, la campagne antiaméricaine du journal *La Marseillaise* et la poussée anglophobe au cœur du mouvement. Les inquiétudes ont grandi devant la composition du CFLN et l'absence totale de tout organisme régulier républicain dans le gouvernement. Nous sommes nombreux à redouter par-dessus tout pour l'avenir de la France un gouvernement dictatorial que, notre histoire le prouve, le peuple français a toujours détesté et qui jamais ne collaborerait complètement avec les démocraties anglo-saxonnes. Des déclarations saines concordant avec celles que vous fîtes en 1940 rassureraient complètement les consciences.

Moyennant quoi l'assurance de De Gaulle se trouve confortée aux yeux du Kremlin et ses affidés par la publication, le 10 août, d'une ordonnance portant création d'une commission d'épuration (présidée par l'universitaire gaulliste William Marçais assisté de deux représentants de la Résistance, Bosman [communiste] et Ribière, du capitaine d'Alsace, chef du service des affaires d'Alsace au commissariat à l'Intérieur et de Esquer, administrateur de la bibliothèque nationale d'Alger), et est donc reçue comme allant de soi à Moscou puisque Schmittlein fait savoir le 13 août que les Soviétiques font pression sur les Anglo-Saxons pour la « reconnaissance immédiate » du CFLN.

« Nous y comptons absolument », lui a confié Vychinski.

Ce choix des Soviétiques de voler au secours d'un CFLN, où de Gaulle s'impose, n'est cependant pas univoque : le soutien qu'ils accordent à ce dernier, ils le compensent exactement au même moment, par un coup d'éclat du parti communiste.

17
Les manœuvres du PCF

15 août 1943. Fort de sa virginité retrouvée, le PCF passe à l'offensive. Sur tous les fronts : « Expression complète et unique de la Résistance, écrit *L'Humanité* du 15 août, le CNR revendique sur tout le territoire les droits et les responsabilités de gérant et d'organe provisoire de la souveraineté nationale. Il assume en communauté avec le CFLN la mission de coordonner et de diriger la lutte du peuple français sur son propre sol. »

L'offensive commence donc par un coup de force : c'est en effet en des termes à peu près identiques que de Gaulle définissait dans son discours du 23 septembre 1941 le rôle du Comité de la France libre dans lequel il voyait le « gérant provisoire du patrimoine national ».

Stéphane Courtois constate : « Le CNR, reprenant la distinction faite de longue date par le PC entre ceux qui combattent en France et ceux qui luttent hors de France, affirme donc, face à la légitimité gaulliste en AFN sa propre légitimité en métropole. Le terme *revendique* suffit à prouver que le CNR se considère dans son bon droit et désire s'émanciper de la tutelle gaulliste afin de diriger lui-même la Résistance en métropole[1]. »

Un CNR contrôlé, bien entendu, par les communistes…

Détail : *L'Humanité* de ce même 15 août appelle également sous la plume de Benoît Frachon à la constitution de milices ouvrières qui troqueront bientôt le qualificatif d'*ouvrières* par celui de *patriotiques*.

Même si elle commence maintenant, plusieurs indices annonçaient la substitution de la stratégie de rupture à la stratégie d'alliance :

– *L'Humanité* du 1er août a écrit que l'« insurrection nationale ne peut se borner à être un facteur d'appoint dans les opérations de débarquement »,

rôle auquel la limitait de Gaulle dans son discours du 14 juillet précédent.

– Dans sa lettre du 10 août, Charles Tillon s'est plaint que les troupes communistes soient le parent pauvre de la Résistance en moyens en tous genres et manifestement cette lettre avait une motivation profonde : prendre date et acte officiellement de la carence des gaullistes en matière de ravitaillement. Un argument destiné à servir plus tard…

– La constitution à Paris d'un Comité pour la Libération (CPL), qui « présente l'exemple le plus caractéristique de la double stratégie du PCF, en même temps qu'il constitue l'instrument le mieux affirmé de sa stratégie de rupture[2] » dont le bureau comportera trois communistes (Tollet, Rigal et Carrel) sur six membres, et qui est destiné à lancer l'appel public au « peuple du grand Paris » le jour venu.

Le PCF entend également dicter sa loi au CFLN. Mais pour cela il procède par la bande : toujours ce même 15 août, et ce n'est pas un hasard, la section communiste de Sidi-Bel-Abbès adresse à André Philip, commissaire à l'Intérieur, un diktat où figurent les points suivants :

> Nous communistes, considérons comme une nécessité absolue :
> – L'épuration dans les administrations de tous ceux qui, de près ou de loin, étaient en contact avec Vichy.
> – Le remplacement des membres de la commission du ravitaillement de la ville par l'ensemble des secrétaires des syndicats de Bel-Abbès affiliés à la CGT.
> – La réintégration de tous les révoqués pour action syndicale et politique.
> – Le rétablissement dans son intégralité du décret Crémieux[3]…

Cette note ne provoquant aucune réaction de la part de Philip, le PCF estime sans doute le test « positif ». Le 17, le jour même où « un flot de limogeages déferle sur l'armée » (240 officiers dont 40 généraux), le groupe des vingt-sept députés communistes français adresse alors cette lettre à « Messieurs les présidents du CFLN » :

> Messieurs les commissaires,
> Nous suivons avec beaucoup d'attention l'activité du CFLN. Nous savons les tâches importantes qu'il a réalisées et les grosses difficultés qu'il a rencontrées. C'est ainsi que nous avons accueilli avec grande joie vos décisions sur la fusion de l'armée, le commandement unique, la délimitation des responsabilités pour les deux présidents, la constitution de la commission d'épuration[4] auprès du Comité français, la création d'une commission d'enquête en Tunisie, les premières mesures en faveur des musulmans. Aussi, nous vous prions de considérer les remarques et propositions indiquées ci-dessous non comme des critiques systématiques de notre part, mais au contraire comme l'expression de la volonté de collaboration la plus complète avec l'organisme qui a la responsabilité de représenter la France, en attendant que celle-ci puisse être librement consultée.

Nous estimons que la question dominante, celle qui est la clé de tout, est l'union la plus large de tous les Français d'AFN grâce à la réalisation des conditions permettant de créer cette union dans l'action.

Il est indéniable que l'union a fait de grands progrès en AFN depuis le 6 [*sic*] novembre et en particulier depuis la venue à Alger du général de Gaulle. Malheureusement, la politique de Vichy, dont l'un des plus grands crimes est d'avoir dressé des Français contre d'autres Français, a laissé des traces profondes non seulement dans certains esprits, mais aussi dans les méthodes courantes de gouvernement et d'administration. Il faut briser définitivement tout cela :

1) *En appliquant le plus largement possible et dans le cadre des nécessités de la guerre toutes les règles diplomatiques et républicaines*[5]. On ne peut parler, par exemple, de liberté de la presse lorsqu'une censure interdit aux journaux de citer des faits précis et de donner leur opinion sur les actes des hommes à tout faire de Vichy en AFN, sur les agissements de la 5e colonne, sur l'abrogation du décret Crémieux […].

2) *En habituant les gens à ne plus suivre un homme ou des hommes, mais un programme que chacun peut et doit discuter dans la limite du temps et des moyens disponibles* […].

3) *En détruisant certaines équivoques*. Il serait excellent, par exemple, que des hommes comme les généraux Giraud et Georges fassent connaître publiquement pourquoi ils se désolidarisent du traître Pétain. Il ne s'agit plus de « mea culpa » mais d'établir des situations nettes.

4) *En réalisant une épuration indispensable*. Nous ne voulons pas, nous ne souhaitons pas des règlements de compte sommaires. Pour qu'ils n'aient pas lieu, *justice doit être faite* : justice pour l'assassin Pucheu, enfin arrêté, justice pour le traître Derrien, justice et épuration pour tous ceux qui, ayant détenu un poste de direction politique, militaire, administratif, etc., confié par le gouvernement de Vichy l'ont utilisé sciemment et volontairement contre la France et les Français. Nous insistons pour que soit réellement constitué le tribunal chargé de juger les tortionnaires des camps de concentration et des prisons, dont la création a été envisagée depuis déjà longtemps. Pour que l'épuration corresponde à la volonté des Français, elle doit avoir les qualités suivantes :

– *Être rapide*. Si l'on attend trop, le peuple aura l'impression qu'on ne veut rien faire. Les agents de la 5e colonne deviennent un peu trop arrogants et agissants en raison des lenteurs et des hésitations.

– *Être réelle*. Il faut moins parler d'épuration mais la faire.

– *Être juste*. Les sanctions doivent être proportionnées à l'importance d'une part du poste occupé, d'autre part de la faute commise.

Elles ne doivent pas être entachées d'assouvissement d'une haine personnelle. Un « épuré » ou un « sanctionné », lorsqu'il a payé sa faute, doit avoir la possibilité s'il le désire, de travailler à se racheter au poste qui lui sera fixé et cela, bien entendu, sous un contrôle sévère. Seule une épuration ainsi comprise et exécutée permettra de donner confiance à la presque totalité des Français qui n'ont jamais capitulé. De plus en plus de patriotes qui, comme le général de Gaulle, se sont toujours dressés face à l'envahisseur et à Vichy doivent être mis aux postes de commande essentiels. Nous sommes persuadés que c'est dans ce sens que travaillera la commission d'épuration que vous allez désigner certainement sans tarder.

Cependant, pour que l'union soit effective il faut encore deux conditions :

– Que ceux qui ont le mérite qui ne saurait leur être contesté (gaullistes, communistes) d'être les premiers à lever le drapeau de la Résistance ne considèrent pas tous les autres comme des êtres méprisables.

– Que ceux qui se sont laissé duper par la collaboration et Pétain ne défendent plus leur position insoutenable.

Pas de « mea culpa » *mais l'union dans l'action* […]. Dans cette union et pour cette union des Français doit être résolue ensuite toute une série de problèmes que nous abordons ici pour certains :

1) *Création de l'armée française populaire et antihitlérienne* […]. Ce qu'il faudrait peut-être, c'est, dans le choix des grades, ne pas tenir compte seulement de la valeur technique mais aussi de la capacité d'être des entraîneurs d'hommes ; c'est de ne pas craindre de promouvoir des élèves-officiers de réserve issus des couches populaires les plus humbles mais imprégnées de l'esprit de guerre. C'est d'avoir des sortes de commissaires aux armées qui prendraient toutes les mesures matérielles et morales pour que le moral des troupes soit élevé au plus haut degré […].

2) *Production accélérée et renforcée : ravitaillement méthodique, bonne politique des prix et des salaires* […].

3) *Les regards doivent être tournés vers la France* […]. Naturellement, il est nécessaire de faire un appel incessant à l'ouverture rapide d'un front en France si on ne veut pas que notre pays soit transformé en un vaste cimetière.

4) *Il faut faire droit aux légitimes revendications des populations musulmanes* […].

5) *En terminer avec l'épouvantail communiste*. Hitler a utilisé cet épouvantail avec talent et avec succès dans toute l'Europe occidentale. Or, sans parler de l'URSS, dans tous les pays d'Europe, les communistes de chaque pays se sont avérés comme les meilleurs patriotes en bataille contre l'envahisseur ou l'oppresseur. Le PCF a gagné de haute lutte sa participation à la communauté française comme vous l'avez reconnu vous-mêmes. Dans ces conditions, il serait peut-être nécessaire encore de réviser un certain nombre de pratiques et méthodes qui relèvent encore de la peur maladive du communisme […].

Croyez-vous que votre refus d'autoriser notre camarade Marty, député de Paris, à venir à Alger puisse avoir des répercussions heureuses en France, en AFN et dans le monde entier[6] ?

Croyez-vous que votre refus d'autoriser nos camarades Croizat et Gresa d'aller respectivement en Tunisie et au Maroc soit très habile ? […]

6) *Davantage de hardiesse dans les décisions et les mesures à prendre* […].

Nous terminons en insistant auprès de vous pour la *constitution rapide de l'assemblée démocratique*[7].

Georges presse de Gaulle de riposter aux communistes

Cette lettre n'est pas seulement importante pour le programme qu'elle contient mais aussi et surtout par l'allure qu'elle se donne : celle d'un manifeste commun aux communistes et aux gaullistes.

De Gaulle qui détient une « sorte de prépondérance politique » au sein du CFLN va-t-il rappeler aux communistes le sens de la mesure ? Il choisit de n'en rien faire. En son nom et en celui de Giraud, le général Georges le relance aussitôt par cette note :

La lettre des 27 députés communistes appelle les observations suivantes :

A) Elle contient un certain nombre d'idées justes auxquelles tous les Français doivent souscrire :

– Union la plus large « clé de tout ».
– Collaboration avec le CFLN.
– Valeur actuelle des éléments communistes dans la Résistance.

B) Par contre, il est difficile d'admettre que :

1) Les 27 députés s'arrogent un droit de contrôle en ce qui concerne l'application des mesures décidées par le CFLN. Les députés ont été élus en 1936, soit il y a sept ans. Ils ne peuvent prétendre représenter la souveraineté populaire et ne tiennent plus leur mandat que d'eux-mêmes. Ils sont au surplus irresponsables.

2) Les 27 députés communistes prétendent exiger une déclaration de patriotisme du général Giraud et du général Georges. Le parti communiste s'est exclu de la communauté nationale en 1939-1940. Il n'a admis de faire la guerre *à l'Allemagne que du jour où celle-ci a attaqué la Russie* et il n'est pas trop de sa participation actuelle à la Résistance pour faire oublier son attitude passée. Le général Giraud a repris le 8 novembre la lutte contre l'Allemagne. À la tête de l'armée française il a combattu pendant sept mois pour chasser l'envahisseur de l'Afrique du Nord. Il ne pouvait donner meilleur témoignage de « désolidarisation » d'avec la politique du gouvernement collaborationniste de Vichy.

Quant au général Georges, non seulement il ne s'est vu confier aucune fonction par le gouvernement de Vichy depuis 1940, mais il n'a cessé de condamner la politique d'abdication et de lâcheté du gouvernement français. En communion de pensée et de sentiment avec le général Giraud, il connaissait ses projets et il l'a rejoint à son premier appel.

Pas plus que le commandant en chef il n'a d'« équivoque à détruire ».

3) Les 27 députés communistes n'ont aucune qualité pour réclamer des mesures d'ordre économique et social concernant exclusivement l'Algérie. Ils sont tous de la métropole, sont arrivés en AFN il y a quelques semaines[8] et n'ont aucune connaissance des milieux indigènes. Il ne leur appartient pas de se substituer aux organes représentatifs antérieurs à 1939 qui ont été rétablis dans la plénitude de leurs attributions (délégations financières, conseillers généraux, municipalités).

Conclusion : il est proposé en conséquence de répondre dans l'esprit suivant à la lettre des députés communistes.

Prendre acte avec satisfaction de leur désir de collaboration avec le CFLN et de leur souhait de voir réaliser l'union la plus large de tous les Français.

Faire observer que le contrôle des actes du comité appartient à l'Assemblée qui sera très prochainement constituée et dans laquelle le peuple français trouvera une représentation aussi étendue que le permettent les circonstances.

Faire observer enfin que l'état de guerre où se trouve l'empire ne permet pas d'autoriser la publication dans la presse d'un programme de réformes d'ordre militaire, économique et social insuffisamment étudié, propre à faire naître le désordre et l'agitation, particulièrement dans les milieux indigènes et à porter ainsi le plus grand préjudice à la convergence des efforts et à l'union de tous les Français pour la libération du pays[9].

De Gaulle continue de faire le sourd… Mais peut-il faire autrement ?

En lançant officiellement l'épuration au cours de sa conférence du 7 août, il avait tenu à préciser que « rien ne serait plus lamentable au point de vue de l'avenir français que de faire de l'épuration, qui est une question d'État, une question de batailles locales ».

« Il faut, avait-il déclaré, être assez maître de soi, assez français, assez grand, pour l'éviter. La justice est une affaire d'État au service exclusif de la France […]. L'épuration se fera comme il faut qu'elle se fasse, normalement, par en haut et sous l'autorité et la responsabilité de ceux qui

en ont la charge. Rien ne serait plus fâcheux en matière d'épuration que de laisser s'engager localement une bataille entre personnes. »

Ces précautions oratoires indiquent que de Gaulle est parfaitement conscient du risque qu'il prend à déclencher une machinerie infernale. Pourtant, dès le lendemain, en prononçant un de ses discours les plus violents contre Vichy, il les balaye en quelques phrases :

« De ces hommes, s'écrie-t-il, il n'y a qu'un seul mot à dire : "trahison", qu'une seule chose à faire : "justice". Clemenceau disait : "Le pays connaîtra qu'il est défendu." Nous disons : "Le pays, un jour, connaîtra qu'il est vengé." »

Ainsi que le souligne Robert Aron, « ce sont là des mots terribles[10] » car ce n'est plus seulement la justice qu'invoque alors de Gaulle, mais la vengeance qu'il réclame… Et dans sa bouche, le mot vient semble-t-il de loin puisque le général FFL Saint-Hillier, alors commandant, l'a entendu dire le 21 septembre 1941 qu'après la guerre « la vengeance sera organisée »…

Justice ou vengeance que doit être l'épuration ?

Force est de constater que l'ambiguïté gaulliste n'a jamais été aussi totale et que, s'exerçant dans une matière aussi grave que l'épuration, elle est grosse de danger. Le réalisme de De Gaulle conduit également à penser que cette ambiguïté n'est pas involontaire mais qu'il s'agit bien plutôt d'une méthode de gouvernement.

Si de Gaulle ouvre la « saison des juges » c'est, selon Robert Aron, parce qu'il y a une « fatalité de sa position » à envisager l'épuration « comme une première nécessité résultant de sa victoire ». Sans doute mais encore faut-il préciser qu'il a choisi sa « position ».

Cette position se définit par des nécessités structurelles d'abord, c'est-à-dire inhérentes à son action telle qu'il l'a développée jusque-là et dont les principales caractéristiques sont celles d'une croisade :

1) La revendication de la légitimité qui ne peut être qu'« une » a pour conséquence inévitable la négation du « soi-disant gouvernement de Vichy ».

2) La forme polémique et anathémisante qu'il a donnée à cette condamnation de Vichy (« prébendiers du désastre », les « traîtres de Vichy »).

3) Une certaine conception de l'unité nationale qui « correspond à l'exclusion de ceux qui se sont compromis dans un camp différent du

sien ».

4) Une conception morale de la guerre formulée « à grand renfort d'antithèses hugoliennes[11] ». « La guerre que nous faisons n'est pas seulement une bataille entre des armées. Elle est la lutte du mensonge contre la vérité, de l'ombre contre la lumière, du mal contre le bien. » Une disposition d'esprit qui exclut donc d'avance tout pardon.

5) Une conception religieuse de l'affrontement entre les Français : la mystique de la croix de Lorraine contre celle du « vieux maréchal ».

Des nécessités conjoncturelles ensuite :

– L'esprit de vengeance des résistants métropolitains que les épreuves et les représailles n'inclinent évidemment pas à l'indulgence envers leurs bourreaux, surtout quand ils sont français.

– La fièvre vengeresse du Groupe des parlementaires adhérents à la France combattante réfugiés à Londres et qui passeront de cinq à vingt et qui, d'avril à août 1943, ont préparé de façon « beaucoup plus précise que constitutionnelle » l'épuration[12].

Les parlementaires de Londres saisis par la fièvre épuratrice

Ce groupe (composé au départ d'Antier, Grenier, Maroselli, Mendès France, Gouin, Hymans, Philip et Pierre-Bloch) se présente comme l'émanation du peuple français tout entier. Il n'hésite pas non plus à interpeller le président des États-Unis après le débarquement en AFN (« l'Allemand a été aidé dans [son] affreuse besogne par une poignée de misérables qui lui ont donné sans compter concours matériel et appui moral ; l'opinion française ne comprendrait donc point que les complices et les serviteurs de l'ennemi puissent continuer à exercer une autorité quelconque dans les territoires libérés ») ; ou, le 5 avril, à publier un ordre du jour qui, dit Aron, pose ouvertement le problème de l'épuration : « […] Pour souhaitable que soit l'union (Giraud-de Gaulle), (elle) ne saurait en aucun cas se réaliser avec ceux qui ayant occupé en France, depuis l'armistice, de hautes fonctions administratives ou politiques, ont sciemment servi l'ennemi ou le pouvoir qui à Vichy en était l'émanation directe. » Ou encore, le 12 avril, à présenter un contre-projet d'André Philip au mémorandum de Giraud – qui se déclarait favorable au maintien du personnel placé par Vichy en AFN – en proclamant la nécessité d'« écarter

des postes gouvernementaux et administratifs tous ceux qui n'ont pris aucun risque dans la Résistance française ». Ou encore, le 14 avril, à lancer un ordre du jour déclarant que le pouvoir de Vichy « qui ne s'est imposé que par la trahison et la défaite n'a aux yeux du pays aucune valeur légale » et, qu'en conséquence, « la Résistance française ne saurait […] admettre que (le CFLN) puisse comprendre des hommes ayant collaboré avec l'ennemi soit directement, soit par l'intermédiaire du pouvoir de fait imposé à la France par l'Allemagne[13] ».

Cette fièvre épuratrice ira loin puisqu'elle ne considérera pas la participation à la bataille de Tunisie comme un acte de résistance.

Elle ira même, tant il est vrai que l'épuration est une spirale infernale et que l'on trouve toujours plus extrémiste que soi, jusqu'à se retourner en diverses occasions contre ses promoteurs…

Ainsi, le journal gaulliste *La Marseillaise* a publié le 7 juin 1943, sous la plume de Quilici, un article intitulé « Les émigrés » et dénonçant l'avachissement des parlementaires de Londres qui s'« imaginent aujourd'hui, parce que le pétainisme s'écroule et qu'ils sont dans l'opposition, qu'ils sont qualifiés pour lui succéder ». Ainsi encore, le projet d'André Philip sur la composition de l'Assemblée consultative d'Alger prévoyant l'exclusion des parlementaires ayant voté, le 10 juillet 1940, les pleins pouvoirs à Pétain. Ce qui excluait d'office 13 des 20 parlementaires adhérents à la France combattante…

À ce sujet la séance du 19 août du CFLN ne manque pas de piquant à en croire le compte rendu du général Georges sur sa propre intervention consacrée à la création de l'Assemblée consultative :

> L'article 4 paraît vouloir tenir un compte proportionnel des *différents partis* auxquels ont appartenu les membres ou anciens membres du Sénat ou de la Chambre. Mais il est contredit en fait par l'article 7 §3 qui exclut de l'assemblée les membres ayant voté la délégation de pouvoir du 10 juillet 1940. Cette disposition est contestable : la loi du 10 juillet 1940 est une loi *constitutionnelle*, votée par *l'Assemblée nationale* à une énorme majorité : 569/649 voix. Que la délégation qu'elle a prévue ait été dénaturée ou violée, cela est un fait, mais sur ce fait une *nouvelle Assemblée nationale* aura *seule* droit de statuer. Et il ne peut appartenir à un gouvernement *de fait* comme le nôtre, de s'ériger en pouvoir *super constituant*, en contrôlant le *pouvoir constituant régulier* et *en jugeant ses actes*.
>
> J'ajoute d'ailleurs que si l'alinéa 7 était maintenu, le choix des parlementaires ne pourrait s'exercer que sur les 80 membres de la minorité qui ont voté contre. Il profiterait donc aux communistes. Or ce n'est pas là encore une fois, le moyen de réaliser une expression aussi large que possible de *l'opinion nationale*, but fixé par l'article 1. Au reste, M. Philip a parlé de la nécessité d'une opposition. C'est un principe juste. Mais alors il ne faut pas le détruire par avance
>
> Je demande donc la suppression du § 3 de l'article 7.

Je demande aussi par qui seront désignés les « *individus* » prévus à l'alinéa 4 du même article, et « *relevés de la déchéance* ». Ce ne peut être M. Philip à coup sûr…

Stupeur générale… M. Monnet, qui a tenté de m'interrompre avec vivacité, est remis énergiquement à sa place par moi[14].

Le général de Gaulle, un peu embarrassé, conclut et, chose inattendue pour moi, déclare qu'il ne voit pas comment nous pourrons exclure *a priori* certains parlementaires du Collège électoral appelé à élire ses représentants pour l'Assemblée consultative.

Il est « plus fin qu'eux », me glisse à l'oreille mon voisin de droite (Couve de Murville).

Je souligne enfin que l'Assemblée consultative (d'empire en somme !) devrait comporter quelques indigènes… ne fût-ce qu'à titre symbolique.

Cette proposition est unanimement approuvée[15].

Détail : La mesure d'exclusion sera malgré tout conservée dans le statut final, mais les députés de la France combattante ayant voté les pleins pouvoirs à Pétain seront « réhabilités » par le CNR.

C'est sur les extrémistes de l'épuration qui, *dixit* Aron, « pensent que dans les circonstances dramatiques où se trouve la France toute nuance est inopportune à l'égard de ceux qui ont eu le tort ou commis le crime de concevoir autrement qu'eux le devoir patriotique » que vont « s'aligner les discours qui bientôt retentiront à l'Assemblée consultative d'Alger et vont s'appuyer sur les mesures législatives ou administratives dont l'ensemble constituera l'appareil de l'épuration ».

Comble d'ironie ! c'est le communiste Grenier qui se donne les gants de la modération dans le bureau « confortable » du 19 Hall Street à Londres, siège du Groupe des parlementaires adhérents à la France combattante.

Leur fièvre épuratrice sert le PCF : d'abord parce qu'en laissant faire sa besogne par les autres, il n'en portera pas la responsabilité devant l'histoire ; ensuite parce qu'en faisant entendre la voix de la mesure, il se fabrique une image de rassembleur du peuple français, carte maitresse dans la rivalité qui ne manquera pas de l'opposer tôt ou tard aux gaullistes quand il sera suffisamment fort pour substituer définitivement sa stratégie de rupture à sa stratégie d'alliance ; enfin, parce qu'il pourra utiliser sans complexe le système épurateur qui sera entre ses mains une arme redoutable.

Un parlementaire, un seul, évente le piège : Lucien Galimand, qui ose prendre position contre les « excès de la Résistance », contre le « résistancialisme », contre la « part excessive donnée dans le projet

d’André Philip aux éléments de la Résistance ». Cette détermination, Galimand l’aura jusqu’au bout puisqu’il sera, avec le sénateur d’Alger A. Mallarmé et le député de Paris Henri de Kerillis, le seul parlementaire à refuser de tenir pour nulle et non avenue l’Assemblée nationale et à décliner l’invitation de participer à l’Assemblée consultative d’Alger.

Mais il y a au moins deux autres raisons pour de Gaulle à ouvrir la saison des juges : la première, c’est, en éliminant les anticommunistes les plus acharnés, de s’attacher les communistes par un lien supplémentaire au moment où il songe à leur ouvrir les portes du pouvoir ; la seconde, c’est le moyen qu’il y voit de déstabiliser Giraud, car pour reprendre l’expression d’Aron, il y a une fatalité de la position de celui-ci à refuser d’épurer en masse : elle est inhérente à la logique d’union des Français qu’il a mise en œuvre.

C’est dans le droit fil de cette action que, répondant à une demande pressante de Pierre Pucheu, Giraud a autorisé l’ancien ministre de l’Intérieur de Vichy à venir à Alger.

De Gaulle lance personnellement l’« affaire Pucheu »

Giraud a rencontré Pucheu pour la première fois en 1939 chez des amis communs. Les deux hommes ont eu un bon contact. « Tout de suite, écrit Giraud, Pucheu m’a fait l’impression d’un homme intelligent, énergique, actif, ambitieux. » En 1942, alors que Giraud, récemment évadé de Königstein, habite aux environs de Lyon, Pucheu demande à le voir pour lui remettre un mémoire qu’il vient d’adresser au maréchal Pétain afin d’appeler son attention sur la politique suivie par la France depuis l’armistice et concluant que cette politique est périmée et qu’il est temps de rompre avec elle et de s’allier ouvertement aux Anglo-Saxons pour combattre l’Allemagne. « Cette conception s’accordait trop bien avec la mienne pour que j’y fasse la moindre objection », souligne Giraud qui, sans rien dévoiler de ses contacts avec le gouvernement américain, fait tout de même savoir à son interlocuteur qu’il se prépare des événements importants et que lui-même ne restera pas inactif.

En janvier 1943, d’Espagne où il s’est réfugié pour échapper à la Gestapo, Pucheu adresse une lettre à Giraud lui demandant l’autorisation de venir en AFN. Giraud ne se presse pas de répondre. « Entre-temps, écrit-il, j’avais reçu certaines informations sur ce qui s’était passé en France de 1940 à 1942. Le rôle du ministre de l’Intérieur n’avait pas toujours été très

net ou plutôt, pas très impartial ; sans l'accuser de soumission aux ordres allemands, on me faisait comprendre qu'il avait été obnubilé par sa passion anticommuniste et qu'il s'était laissé circonvenir par les occupants dans diverses circonstances. Personne ne me parla à ce moment-là de Châteaubriant[16]. »

En mars, nouvelle lettre de Pucheu lui demandant cette fois de le mobiliser avec son grade de capitaine d'artillerie dans une unité combattante du front tunisien.

Giraud vient de libérer les 27 députés communistes dont le passé est lourd. En outre, il estime, sous peine de remettre en question sa politique d'union, qu'il n'a pas le droit d'interdire à un Français de prendre sa place au combat. Il répond donc favorablement à Pucheu, mais il met deux conditions à sa venue en AFN : qu'il cache son identité sous un faux nom et qu'il s'abstienne de toute activité politique.

Pucheu promet.

Le 6 mai, il débarque à Casablanca.

Un officier de l'état-major de Giraud voyageant à bord du même bateau que Pucheu, affirme alors au commandant en chef que l'ex-ministre n'a pas respecté l'incognito qui lui était prescrit et auquel il s'était engagé personnellement[17].

Pire : quelques jours plus tard, son commissaire à l'Intérieur, Maurice Couve de Murville, lui présente un rapport de police indiquant, qu'à peine arrivé au Maroc, Pucheu est immédiatement entré en contact avec des amis politiques qu'il a retrouvés à Casablanca, ne cachant pas ses opinions ni son appréciation sur la politique suivie.

Ces témoignages impressionnent Giraud qui donne alors l'ordre d'envoyer Pierre Pucheu en résidence surveillée dans une localité du Sud marocain, Ksar el-Souk.

L'ancien ministre de l'Intérieur de Vichy s'y morfond toujours lorsque, le 10 août 1943, de Gaulle met brusquement la question Pucheu à l'ordre du jour.

Tout de suite, la discussion s'envenime. Giraud s'en tient à un principe simple : les accusations portées contre Pucheu ne reposent sur aucune preuve ; il est donc nécessaire d'attendre le retour en France pour l'instruction de semblables affaires.

« Autrement, dit-il, on donne nettement l'impression de poursuivre un procès politique pour des fins politiques avec tous les dangers que cela

représente pour le présent et pour l'avenir. »

Les opinions des autres membres du CFLN sont partagées. Finalement, on vote et à la majorité des voix (et non à l'unanimité comme le soutient de Gaulle dans ses *Mémoires*), il est décidé qu'un ordre d'informer soit lancé contre Pucheu. Comble d'ironie : c'est à Giraud, en tant que commandant en chef, que revient la tâche de signer l'ordre d'incarcération…

« J'aurais pu évidemment m'y refuser, écrit-il, cela n'eût rien changé à la décision prise. »

Sans doute. Mais il signe…

Pour Alexis Léger, de Gaulle est un « satellite des Soviets »

Pour la montée en puissance du pouvoir gaulliste, la journée du 10 août 1943 est à marquer d'une pierre rouge. De Gaulle, en effet, a fait coup double auprès de ses attaches secrètes. À Alger, en prenant l'initiative avant même que les députés communistes s'en emparent (ils ne le feront que le 17, une semaine plus tard), de lancer ce qui va devenir l'affaire Pucheu. À Moscou, en se livrant auprès du Kremlin – par Schmittlein interposé –, à une profession de foi qui ne laisse pas d'étonner par sa radicalité : l'amitié franco-soviétique est indéfectible et il s'en tiendra toujours à cette position… « Indéfectible » ? Comment des puissances qui, selon ses propres dires, n'ont que des intérêts et pas d'amis pourraient-elles donc avoir une amitié de la sorte ? Et, ainsi qu'il s'y engage pour ce qui le concerne directement, pour toujours quoi qu'il arrive ?

En contradiction totale avec sa philosophie politique, cette position radicale de sa part serait-elle due à un accès de mauvaise humeur, à une réaction face à une intervention anglo-saxonne ? C'est possible. On a vu que Churchill le 22 juillet aux Communes l'a accusé d'avoir partie liée avec les communistes contre l'Angleterre. Et si Roosevelt le soupçonne de vouloir instaurer un pouvoir personnel à la faveur de la Libération c'est qu'en plus, à ses yeux, il s'agit d'un pouvoir personnel d'une certaine couleur.

À l'évidence, le duo gaullo-communiste dans toutes ses dimensions – nationales autant qu'internationales – n'est pas passé inaperçu des Anglo-Saxons et à Londres comme à Washington on s'inquiète – pour ne pas dire plus – des relations que le chef de la France combattante entretient sans garde-fous avec Moscou. Voilà longtemps comme on l'a vu qu'Alexis Léger ne se prive pas de mettre en garde la Maison Blanche contre le

« favoritisme marqué pour l'Union soviétique » du chef de la France combattante. Et en ce mois d'août, précisément, il se fait plus insistant encore, allant même jusqu'à dénoncer la politique étrangère de De Gaulle comme celle d'un « satellite des Soviets[18] »… Or ce jugement d'Alexis Léger s'ajoute à bien d'autres que Roosevelt est d'autant plus fondé à prendre en compte qu'ils proviennent de personnalités aussi diverses que Harrison, l'ambassadeur américain en Suisse, selon lequel « le mouvement gaulliste en France est dominé par les organisations communistes » ou que la journaliste française Geneviève Tabouis qui affirme : « De Gaulle est soutenu par les communistes[19]. »

Un rapport de l'OSS confirme ces accusations – et plus encore – dans le détail.

Le bref résumé qui le précède dit l'essentiel :

> L'invasion de la Russie par Hitler a révolutionné [*sic*] les relations entre les communistes français et le général de Gaulle. Les premiers ont dès lors commencé à faire une ouverture en direction de celui qu'ils présentaient jusque-là comme un instrument de la ploutocratie britannique. […] Cette nouvelle amitié [*sic*] a été scellée par la très large reconnaissance (*extensive recognition*) des Français libres par la Russie en septembre 1942. Et depuis, les communistes ont exercé une telle influence sur de Gaulle et ses partisans que le mouvement gaulliste menace de devenir simplement un auxiliaire de la grande stratégie russe.
>
> Les communistes français ont mis en scène un impressionnant rétablissement. Complètement discrédités par les activités de leur 5e colonne durant la guerre et leurs penchants collaborationnistes après la défaite, ils jouent maintenant le rôle principal dans la Résistance intérieure. Le courage et l'audace de leurs actions, leurs persécutions par les nazis et par Vichy, leur association étroite avec les Russes et avec les anciens du SR de l'armée française, et particulièrement leur formidable expérience dans le pilotage de la machinerie d'une organisation secrète, sont autant de facteurs qui jouent en faveur de leur prépondérance.

Suit un tableau détaillé de la distribution par pays et par factions des diverses personnalités communistes : les réfugiés à Moscou (où l'auteur indique à tort Duclos aux côtés de Thorez et de Marty), les députés emprisonnés à Alger mais récemment libérés, et les partisans à Paris de Doriot et de Déat.

Relevons ces quelques phrases choc :

> En échange de sa reconnaissance par une grande puissance, de Gaulle s'est apparemment suffisamment subordonné lui-même au Kremlin pour devenir un atout important dans le jeu politique de Moscou (*a trump card in Moscow's political game*). C'est maintenant évident en Afrique du Nord et des signes semblables sont apparus en France, spécialement en ce qui concerne la Résistance intérieure. […]

La liaison entre de Gaulle et les communistes a été renforcée par des membres du SR de l'armée française (2e et 5e Bureau), dont beaucoup ont gardé des relations étroites avec le service secret russe. Quelques-uns d'entre eux ont rallié de Gaulle et aidé à l'organisation de la clandestinité. […]

L'influence russe sur de Gaulle est également provenue de certains gouvernements en exil à Londres et de réfugiés, beaucoup d'entre eux – particulièrement parmi les Tchécoslovaques – étant des « compagnons de route » (« *fellow travellers* »). Aux États-Unis et au Canada, les « compagnons de route » dominent la presse des Français libres, ce qui explique la campagne contre la soi-disant fasciste politique étrangère de Washington. […]

Socialistes et démocrates français demeurant à Londres ont d'abord refusé de collaborer trop étroitement avec les communistes. Le fait que plusieurs nouveaux arrivants à Londres aient adopté une attitude différente révèle le contrôle que les gaullistes exercent sur le système secret des liaisons et des transports. Ceux qui ne sont pas disposés à approuver de Gaulle restent en France. Pareillement, il n'y a pas de place dans la presse clandestine pour l'expression d'idées divergentes. […]

Les communistes étant ce qu'ils sont, il est difficile de collaborer avec eux sans sacrifier la fin aux moyens. De Gaulle et ses partisans étant inexpérimentés, leur mouvement menace de devenir simplement un instrument supplémentaire dans les mains expertes des stratèges militaires et diplomatiques de la Russie. Le danger pourrait encore être facilement contré[20].

Au-delà de son antipathie personnelle pour de Gaulle, une chose est sûre pour Roosevelt : de Gaulle étant trop démuni, trop faible pour se lier avec une telle forte partie – contrairement aux Anglo-Saxons, il n'a rien à offrir de concret (ni armes, ni matériel) –, il ne peut donc offrir que des gages à Staline. Ce qui est autrement dangereux ! Aussi de concert avec Churchill, le président des États-Unis maintient-il sa décision de s'opposer au voyage de Bogomolov à Alger.

À Moscou, où l'extension de l'intervention alliée en Italie tourne au cauchemar, on se pose la question : comment tourner l'obstacle ?

La parade est vite trouvée et les Alliés n'y voient apparemment que du feu : ce sera Avalov, le « résident » du NKVD à Téhéran. Pour le Kremlin, son bon contact d'août 1942 à Beyrouth avec de Gaulle est une aubaine.

Les archives soviétiques révèlent les dessous de l'affaire :

« Conformément à un accord conclu entre les Soviétiques et les autorités militaires des forces alliées, les représentants soviétiques : Avalov, Mickiewicz et Kastalski ont été envoyés à Alger afin de procéder au rapatriement des citoyens soviétiques d'Afrique du Nord rassemblés au fort Cafarelli dans des conditions d'hygiène pénibles et où ils restent sous forte surveillance[21]. » En fait, on l'a vu, Mickiewicz est déjà sur place depuis un mois en tant que secrétaire de la représentation soviétique.

La vraie mission d'Avalov

En cette mi-août 1943, sur ordre de Molotov, Avalov gagne donc Alger en urgence sous la couverture de chef de la délégation chargée du rapatriement des soldats et ressortissants soviétiques libérés par la victoire de Tunisie, mais, en réalité, avec pour mission de conforter les relations secrètes avec de Gaulle et de soumettre ce dernier à la pression maximum pour l'amener à s'opposer par tous les moyens au clan des partisans de l'offensive danubienne. En bref, à tenir sa parole du 4 décembre 1942.

Une mission qui scellera, un an après, presque jour pour jour, ses retrouvailles avec de Gaulle.

Comment et par qui celles-ci sont-elles organisées sur place ? Mystère. Mais une chose est sûre, de Gaulle a immédiatement connaissance de l'arrivée d'Avalov.

Suit une opération brouillage de grand style.

Le 22 août, de Gaulle déclare aux FFL : « L'unité des armées françaises est désormais refaite. Tout ce qui leur reste de forces disponibles se trouve rassemblé pour marcher à l'ennemi ; un chef glorieux, le général Giraud, en a reçu le commandement en chef. » Mais cette belle envolée consensuelle a pour objet de dissimuler que ce même 22 août 1943, se tient un rendez-vous ultrasecret entre Gaston Palewski, son directeur de cabinet, et l'agent du NKVD. Et, on s'en doute, ce rendez-vous n'a rien à voir avec l'objet de la mission officielle de celui-ci.

Ce qui montre à l'évidence que de Gaulle sait (depuis leur rencontre de Beyrouth) à qui il a exactement affaire en la personne d'Avalov, sinon il ne lui enverrait pas Palewski et pour lui tenir en plus des propos de toute confiance.

À en juger par le compte rendu qu'Avalov adressera le lendemain à Molotov, la consigne du côté gaulliste pour ce premier contact est de verrouiller l'alliance. De Gaulle fait savoir à Staline qu'« il compte se rendre très bientôt à Moscou » ; qu'« il a l'intention d'y obtenir l'« instauration d'une étroite collaboration franco-soviétique » ; qu'« il considère sa rencontre avec Staline comme un événement d'importance internationale » ; qu'« il est probable qu'il se rendra au préalable à Londres et à Washington, « mais qu'il ne donne à ces voyages qu'un caractère de défense » et qu'il accorde « au seul voyage à Moscou une signification constructive » ; enfin qu'« il considère que dans l'Europe d'après-guerre tout doit relever de la France et de l'URSS du fait que l'URSS est intéressée à l'instauration d'une France forte et indépendante ».

Le télégramme d'Avalov se termine par cette question de Palewski : de Gaulle « souhaite savoir qui nous soutenons : lui ou Giraud ? » et spécifie *in fine* que « bien que ces informations aient un caractère privé, elles expriment les vues et les dispositions de De Gaulle[22] ».

Cela va sans dire, mais cela va mieux en le disant…

Le télégramme par lequel Molotov annonçait à Bogomolov que le gouvernement soviétique soutenait de Gaulle contre Giraud date de plus de deux mois… Se peut-il que Bogomolov n'en ait rien dit ou fait dire – par exemple par Mickiewicz – au principal intéressé ? Cela semble peu probable ; aussi faut-il plutôt penser que de Gaulle cherche à s'assurer une fois encore que l'appui soviétique lui est tout acquis avant de jouer, et de jouer gros : l'élimination définitive de Giraud du CFLN. Ce qui, le militaire étant soumis au politique, rendra possible son limogeage de commandant en chef. Mais pas seulement…

Pour le reste, la communication de Palewski n'apporte rien de neuf : elle ne fait que confirmer que, pour de Gaulle, l'alliance gaullo-soviétique de juillet 1941 passe avant tout. Et s'il fallait une preuve de plus de son absolue bonne volonté, il propose le 25 août, à Fernand Grenier, encore à Londres, de faire partie du CFLN et, le lendemain, il engage une nouvelle épreuve de force avec Giraud dont le prétexte est, cette fois, la question de l'autorité sur les services spéciaux, mais dont le but final est, bien entendu, l'affaiblissement programmé du commandant en chef.

Ce même 26 août, au moment où le monde apprend la démission de Mussolini, les trois Grands reconnaissent ensemble le CFLN, mais chacun à sa manière…

Pour les États-Unis, le comité est « reconnu comme administrant les territoires d'outre-mer qui reconnaissent son autorité ».

Pour la Grande-Bretagne, le comité est reconnu comme « l'organisme qualifié pour exercer la conduite de l'effort français dans la guerre ».

Pour l'Union soviétique, le comité est reconnu comme « le représentant les intérêts d'État de la République française » et « l'organisme dirigeant tous les patriotes français en lutte contre l'hitlérisme[23] ».

En somme, les Soviétiques érigent le CFLN en gouvernement provisoire, accordant ainsi à de Gaulle un rang international.

Pour les observateurs, cette consolidation spectaculaire de la légitimité gaulliste par le Kremlin laisse toutefois deviner bien des arrière-pensées chez le bénéficiaire bien sûr, mais aussi et surtout des intérêts bien compris

chez le donateur auquel la victoire de Koursk confère une puissance redoutable et redoutée.

D'ailleurs, à cette pierre qu'il lance dans le jardin des Anglo-Saxons, Staline ajoute toute une série d'initiatives dont les plus flagrantes sont la création du Comité de l'Allemagne libre à Moscou et le lancement de virulentes campagnes de presse : les unes présentant la conquête de la Sicile par les Alliés comme une simple « opération de débarquement », hors de proportion avec les batailles de Kharkov et d'Orel, les autres dénonçant la façon dont les Alliés traitent la situation intérieure italienne et tentent de promouvoir le projet de fédération de l'Europe sud-orientale préconisé par le gouvernement polonais.

Dans cette manifestation de mauvaise humeur stalinienne, Garreau voit des « avertissements destinés à rappeler aux Nations unies, et plus particulièrement à l'Amérique, que l'URSS entend être non seulement consultée sur la solution de tous les problèmes de la réorganisation européenne mais appelée dans la même mesure et sur le même plan que les autres grandes puissances à l'œuvre de restauration de la paix dans le monde ». Du côté soviétique, précise Garreau, on « attribue à tort ou à raison certaines initiatives prises par les gouvernements alliés sans consultation préalable avec Moscou à des arrière-pensées et à des intentions qui provoquent des craintes quant à la sécurité future de la Russie. On constate avec amertume que tandis que la Russie porte depuis plus de deux ans le poids de la quasi totalité des forces terrestres de l'Allemagne, les Alliés remportent en Méditerranée à relativement peu de frais des victoires politiques qu'ils pourraient être tentés d'exploiter à leur profit ».

Sous-entendu : ces craintes de l'Union soviétique quant à sa sécurité future visent très précisément l'éventuelle offensive alliée dans le ventre mou de l'Europe, qui rendrait possible le projet de fédération de l'Europe sud-orientale défendue par les Polonais…

Il résulte de ces observations de Garreau que « tout en marquant beaucoup de méfiance ainsi que le souci constant de ne s'inspirer que de leurs propres intérêts (notamment en ce qui concerne le Japon), les dirigeants de l'URSS n'auraient pas encore jugé opportun ou nécessaire de faire un choix entre la coopération avec les Nations unies – où paraissent aller leurs préférences – et celle d'une totale indépendance[24] ».

En effrayant savamment ses alliés avec le spectre d'une « totale indépendance », Staline prépare donc à sa façon la conférence de Téhéran.

Sans doute est-ce parce que « la méfiance et la ruse restent les traits dominants » de son caractère, comme le souligne Emmanuel d'Astier de La Vigerie[25], qu'il ne tient qu'à demi compte des bonnes dispositions de Roosevelt à son égard. Dispositions pourtant clairement affichées dans la lettre dont lui ont fait part Zabrouski et Weiss en février. Dispositions qui ne font que croître et embellir si l'on en juge par les propos que le président des États-Unis tiendra ou aurait tenus le 3 septembre au cardinal Spellman. Sous bénéfice d'inventaire, le chef de l'Église catholique aux États-Unis rapporte en effet :

> Il (Roosevelt) avait l'intention de passer un accord entre les quatre grandes puissances ; le monde serait en conséquence divisé en sphères d'influence. La Chine aurait l'Extrême-Orient, les États-Unis le Pacifique, la Grande-Bretagne et la Russie, l'Europe et l'Afrique. Mais, comme les intérêts anglais sont surtout dans leurs colonies, on pouvait en déduire que la Russie aurait l'Europe.
>
> Son désir serait de convaincre Staline, chose fort improbable, de ne pas étendre son territoire au-delà d'un certain point. Il recevrait certainement la Finlande, les États baltes, la moitié de la Pologne orientale et la Bessarabie. Ce n'est pas la peine de s'opposer à Staline car de toute manière, il a assez de forces pour s'en emparer. Alors, pourquoi ne pas les lui offrir avec le sourire, de bonne grâce !
>
> De plus, continua Roosevelt, la population de Pologne orientale souhaite devenir russe. Il n'est même pas sûr que Staline se contente de ces frontières polonaises […]. Il est donc possible que le régime communiste s'étende, mais qu'y pouvons-nous ? La France pourrait ne pas succomber si elle se donnait un gouvernement dans le style de Léon Blum (Front populaire avec les communistes).
>
> À ma question directe, écrit le cardinal Spellman, « est-ce que l'Autriche, la Hongrie, la Croatie deviendront une sorte de protectorat russe ? », la réponse fut catégorique : « Oui ».
>
> Après avoir ajouté avec admiration qu'il ne fallait pas oublier les « remarquables réalisations économiques » de la Russie, son « extraordinaire bond en avant », le président américain a affirmé : « Sa situation financière est stable et il est naturel que les pays d'Europe se transforment beaucoup pour s'adapter à la Russie […]. En tout cas, ni les États-Unis ni l'Angleterre ne peuvent s'opposer à la Russie. Peut-être, par cette amitié forcée, naîtront des liens plus durables. Les peuples d'Europe devront supporter cette domination russe dans l'espoir de pouvoir cohabiter plus fraternellement dans dix ou vingt ans. Comme le lui a dit Litvinov et comme il l'espère lui-même, les Russes prendront 40 % du monde capitaliste et les Occidentaux devront se contenter des 60 % restants. On pourra s'entendre ainsi[26].

À Moscou, convoqué en audience privée par Molotov en personne, Schmittlein lui demande de transmettre ses remerciements au gouvernement de l'URSS « qui a prouvé une nouvelle fois son amitié à l'égard des Français ». L'adjoint de Garreau rappelle également que de Gaulle « a déclaré il y a deux ans que l'amitié avec l'Union soviétique était une condition *sine qua non* de la politique française » et qu'il a déclaré « de façon catégorique qu'il ne changerait pas un iota de cette position ».

Schmittlein ayant ensuite assuré que tout le monde attendait avec impatience la venue de Bogomolov à Alger, Molotov lui répond :

— Nous avons tenté d'envoyer notre représentant à Alger après la formation du CFLN, mais nous nous sommes heurtés aux protestations des Anglais et des Américains, principalement de ces derniers. Arguant des circonstances de la guerre, Anglais et Américains disaient que le représentant soviétique pourrait, soi-disant, créer des difficultés et qu'ils s'attendaient à des difficultés du côté de De Gaulle du fait de la venue du représentant soviétique en Afrique du Nord française. Nous n'avons rien compris à cela et nous continuons à ne rien y comprendre. Récemment, on nous a informés qu'il n'y avait plus d'objections au voyage de Bogomolov. Indépendamment de cette information, nous avons voulu établir une relation permanente entre l'organe français de direction et le gouvernement de l'URSS. Comme la note d'aujourd'hui l'indique, la nomination de Garreau comme représentant du CFLN serait recevable pour nous. De son côté, le gouvernement soviétique nommera rapidement un représentant plénipotentiaire à Alger mais ce ne sera vraisemblablement pas Bogomolov […]. Le sentiment d'amitié pour le peuple français et la foi en la renaissance de la France sont grands et indéfectibles chez les peuples d'Union soviétique. J'ai la certitude que le CFLN accomplira cette tâche avec honneur. C'est cette certitude qui a amené le gouvernement soviétique à reconnaître le CFLN.

— Je vous remercie pour ces paroles, répond Schmittlein. Les Français sont convaincus de la nécessité de l'amitié avec l'URSS. Tous comprennent que sans l'Union soviétique et l'Armée rouge, la France serait morte. Vous êtes nos sauveurs, et la France aura toujours le sentiment qu'elle a une dette vis-à-vis de l'Union soviétique. Les Français ne l'oublieront jamais. Pour autant que je sache, le CFLN pense à nommer un ambassadeur pour le représenter en URSS. Je ne suis pas certain que Garreau revienne. S'il ne revient pas, c'est que le CFLN veut rendre sa représentation plus importante. On se propose de nommer à ce poste un ambassadeur ou un homme beaucoup plus connu[27].

Palewski encore et toujours à la manœuvre

Ce même 27 août, à Alger, faisant décidément feu de tout bois, de Gaulle renvoie de nouveau Palewski auprès d'Avalov. « Palewski m'a demandé de le rencontrer, rend compte l'agent du NKVD à Molotov. L'objet de cette rencontre étant de nous communiquer la position des collaborateurs les plus proches de De Gaulle sur toute une série de questions courantes. »

Il s'agit donc cette fois, on l'a compris, pour le chef de la France combattante de s'effacer pour mieux crédibiliser son propos en faisant entendre la garde et l'arrière-garde…

« Ces derniers temps, affirme Palewski comme entrée en matière, les frictions entre de Gaulle et Giraud se sont accrues brusquement : Giraud soutenu par les Américains se met en travers de toutes les mesures prises par de Gaulle. » Lesquelles et quand ? on ne sait pas, mais ça n'a que peu

d'importance car « les partisans de De Gaulle sont persuadés qu'il arrivera, progressivement, à neutraliser toute menace que peut représenter Giraud ».

Le coprésident du CFLN, libérateur de la Tunisie et tout entier attaché à refaire une armée française moderne capable de tenir sa place dans la bataille d'Europe, est donc vu et clairement décrit comme une « menace » et une menace aux effets divers mais liés. Sous-entendu : une menace pour les gaullistes, pour les communistes français et pour le Kremlin. Et pour chaque partie une menace spécifique.

Le directeur de cabinet de De Gaulle passe ensuite à un autre registre :

« Ils (les partisans de De Gaulle) sont persuadés qu'après le débarquement en France, le comité parviendra à s'ériger en gouvernement provisoire. Le seul danger dans ce cas : l'impossibilité d'aboutir à une vraie entente avec le parti communiste » car, et Avalov retranscrit ici mot pour mot Palewski : « Bien que les communistes soutiennent naturellement de Gaulle, ils le font toujours avec des réserves, et tout en restant à l'écart. Nous aimerions rentrer en France unis, sans divisions, sans controverses. »

Appel du pied à la maison mère pour calmer sa filiale !

Mais sur un plan plus général, en vertu des forces en présence, l'union « sans divisions, sans controverses » entre gaullistes et communistes, cela signifie l'établissement d'un régime gaullo-communiste. Concrètement, cela veut dire l'introduction des communistes dans l'appareil d'État qui est, on le verra, dès ce moment, l'intention de De Gaulle.

Ensuite, rend compte Avalov, Palewski fit l'exposé de la position de De Gaulle et celle de ses cadres les plus proches quant à la gestion de l'Europe de l'après-guerre. D'après eux, toutes les questions importantes sur l'organisation de l'Europe de l'après-guerre seront gérées par deux puissances : l'Union soviétique et la France. À cet égard, il (Palewski) affirme : « L'Union soviétique a besoin d'une France puissante. Si j'avais été diplomate d'une puissance amie, j'aurais soutenu de Gaulle, car c'est la seule personne capable de rendre la France forte et indépendante. »

Outre le ridicule consistant à donner des conseils de conduite aux autres gouvernements, Palewski prête donc sans rire à Staline – qui a fixé pour perspective sinon pour objectif à l'Armée rouge, *dixit* Joukov, d'aller jusqu'à Brest[28] – le souhait d'une « France forte et indépendante ».

Le compte rendu d'Avalov à Molotov indique ensuite que l'agent du NKVD a alors interrompu les fantasmes de l'« ondoyant et divers » (l'expression est de Giraud) Gaston Palewski pour lui poser une question : « la » question qui intéresse au premier chef le maître du Kremlin, à savoir « la question de la participation des troupes françaises à des actions

militaires en Italie ». « Palewski affirma qu'il y a déjà quatre divisions prêtes, mais elles sont subordonnées à Giraud, et c'est précisément ces divisions que les Américains envisagent d'associer aux actions militaires. »

En d'autres termes : de Gaulle et ses troupes ne sont pour rien dans cette affaire italienne.

Autre question d'Avalov : pour quelle raison les troupes gaullistes ne sont-elles pas impliquées dans les actions militaires ? Palewski a répondu avec ironie : « C'est à Eisenhower qu'il faudrait poser la question », et il a enchaîné sur la critique de la position américaine vis-à-vis de De Gaulle. « À son avis, les Américains, y compris Hull et Roosevelt, ont un jugement complètement erroné en ce qui concerne de Gaulle. Palewski était présent lors de la rencontre de De Gaulle avec Roosevelt à Casablanca et il a été très offusqué par la manière dont Roosevelt a reçu de Gaulle[29]. »

À une nouvelle question d'Avalov concernant la « position du général Catroux vis-à-vis de De Gaulle », Palewski a répondu que « bien que Catroux tende à soutenir de Gaulle et se montre pro-gaulliste, il se sent plus proche du cercle de Giraud que de celui de De Gaulle ».

Ce qui n'est pas flagrant lorsque l'on passe en revue les questions débattues par le CFLN. Mais le diplomate né qu'est Catroux, outre le glorieux passé commun avec Giraud lors de la campagne du Maroc dans les années 1930, manifeste sur tel ou tel sujet des nuances peu compatibles avec le radicalisme gaulliste. Et puis, il est vrai qu'il a été l'artisan de l'alliance entre les deux généraux et que la systématique politique de rupture gaulliste ruine ses efforts passés. En tout cas, la façon qu'a Palewski de mettre Catroux dans le même sac que Giraud ne vise pas à rehausser son prestige et laisse penser qu'il s'agit d'éliminer d'avance tout rival possible du chef de la France combattante.

Ensuite, rapporte Avalov, Palewski déclara que de Gaulle est mécontent du fait que le comité comporte beaucoup trop de personnes liées avec les banques françaises et étrangères. Les députés communistes, y compris Pourtalet arrivé récemment de France (pour représenter le parti auprès de Giraud, pendant de Grenier auprès de De Gaulle – Ndla) accusent de Gaulle du rapprochement du comité avec les banques, et exigent de lui une démocratisation du comité. C'est pourquoi de Gaulle a décidé d'avertir René Mayer et les autres, qu'ils lui devaient un soutien absolu. En cas d'échec, de Gaulle se débarrassera d'eux.

Qui sont ces « autres » ? Monnet ? De Gaulle l'a-t-il menacé d'exclusion ?

De manière strictement confidentielle, Palewski a demandé de communiquer au commissariat du peuple pour les Affaires étrangères ce qui suit : déjà à l'époque de Londres, de Gaulle avait soulevé la question de sa venue à Moscou dans le but de rencontrer Staline. Mais de Gaulle a reporté ce voyage, et ensuite, eurent lieu des événements en Afrique, l'assassinat de Darlan. À présent, de Gaulle est à nouveau décidé à solliciter une nouvelle rencontre avec Staline pour les raisons suivantes :

1) De Gaulle n'a aucun doute que cette rencontre sera à l'origine d'un début de relations franco-soviétiques très étroites.

2) La rencontre de De Gaulle avec Staline aurait une très grande portée internationale et renforcera la position de la France combattante. C'est pourquoi de Gaulle attend les prises de position finales de la Conférence de Québec tout en s'efforçant de limiter le pouvoir de Giraud. Si Moscou juge le moment opportun pour sa rencontre avec Staline, il le fera sans délais, toutefois il souhaiterait d'abord se rendre à Washington pour rencontrer Roosevelt. Ici, Palewski a fait la remarque suivante : « Il est vrai que le voyage à Moscou a à ses yeux une importance fondamentale, alors que le voyage à Washington n'est que de légitime défense. »

Palewski a été informé que si sa demande a un caractère officiel, elle sera transmise au commissariat du peuple pour les Affaires étrangères[30].

Palewski comme on le voit ne craint pas de se répéter pour faire passer le message.

De Gaulle fait une exception pour les communistes

Selon une chorégraphie calculée au jour près, de Gaulle passe d'un interlocuteur communiste à l'autre : après l'agent de NKVD, les parlementaires : le 28 août, en présence de Palewski et de Soustelle, il reçoit une délégation de 18 députés communistes.

Selon le procès-verbal de l'entretien, de Gaulle déclare d'entrée de jeu qu'« il a voulu prendre contact » et demande qu'on lui pose des questions[31].

Au nom du groupe, Étienne Fajon regrette que cet échange de vues n'ait pas eu lieu plus tôt, « ce qui aurait permis d'éclaircir quelques malentendus », mais se félicite de l'entretien et affirme que les communistes sont « prêts à apporter à de Gaulle leur soutien total pour l'application du programme énoncé à plusieurs reprises à Radio-Londres et lors de son arrivée en Algérie ». Ce à quoi de Gaulle répond qu'« il n'a pas reçu jusqu'à ce jour, officiellement, de groupes de députés d'aucun parti (et) que par conséquent, il fait exception pour les communistes ». Il précise que c'est pour des « raisons d'opportunité qu'il ne les a pas vus plus tôt » et que, « d'ailleurs, quand il recevait régulièrement le Comité de la France combattante, il pensait s'adresser à cette occasion aux communistes qui y sont représentés[32] »…

Florimond Bonte ayant insisté sur la liberté de la presse, la nécessité pour l'opinion publique de pouvoir s'exprimer et les « restrictions exagérées apportées par la censure à la liberté d'expression », de Gaulle répond qu'il n'est pas en désaccord sur le fond mais que « cela ne dépend pas de lui, qu'il ne fait pas ce qu'il veut, qu'il y a les Alliés et qu'il porte le poids d'arrangements conclus avec Darlan, qu'on est en période de guerre, que pour avancer il faut l'aider ».

Waldeck-Rochet intervient à son tour pour indiquer que les communistes « sont prêts à le soutenir, mais que cette collaboration sera d'autant plus efficace que l'action commune au sein du mouvement de la France combattante entre les communistes et les gaullistes sera plus étroite ».

« Le mouvement de la France combattante doit être très large, déclare-t-il en substance. Il faut rallier même ceux qui ont pu se tromper. »

Ce mouvement, précise-t-il encore, ne doit pas apparaître comme un appendice officiel mais comme un grand mouvement patriotique et démocratique se déterminant librement et où toutes les organisations, y compris le PC, doivent apparaître.

De Gaulle approuve mais indique que « certains craignent encore les communistes, le parti communiste algérien notamment, et que ces derniers ne doivent pas avoir tendance à absorber et à écarter les autres éléments ».

Ce à quoi Waldeck-Rochet réplique que le PCA représente une force et qu'il ne faut pas, sous prétexte de complaire à certains éléments, demander aux communistes de s'effacer et de disparaître ; il propose aussi que soit organisé un large congrès de la France combattante où serait adopté un programme amélioré, renouvelé.

De Gaulle approuve encore.

C'est au tour de Barel de prendre la parole. Il le fait pour insister sur la constitution rapide du tribunal d'armée chargé de juger les tortionnaires des camps et des prisons et sur la nécessité de faire la différence en Tunisie entre les Italiens ennemis de la France et les Italiens antifascistes. Mais sur ce dernier point, de Gaulle répond qu'il faut tout de même tenir compte que l'on est en guerre avec l'Italie et que la grande majorité des Italiens sont antifrançais.

Lozeray intervient pour poser la question de la politique à suivre à l'égard des populations musulmanes.

Tout en se félicitant des premières mesures, notamment celle concernant l'égalité des soldes, il déclare qu'« il faut aller plus loin » et qu'« il faut supprimer le décret qui a abrogé le décret Crémieux ».

De Gaulle souligne alors les difficultés de sa tâche et, ne répondant que sur le dernier point, affirme ne pas être en désaccord sur le fond mais que l'« application pratique est délicate car le problème des droits des israélites est lié au problème des droits des musulmans et qu'une solution est recherchée ».

Giraud n'a jamais dit autre chose, et, maintenant qu'il est aux commandes, de Gaulle, devant le risque potentiel d'un affrontement communautaire, se trouve contraint – toute honte bue – de rejoindre la position de celui contre lequel il n'a pas hésité à déclencher une campagne aussi dévastatrice que déshonorante *via* certains exilés de New York menés par le célèbre avocat Henry Torrès.

Mesurant pour leur part parfaitement le danger, les communistes d'ailleurs n'insistent pas. Et l'on passe à autre chose…

Pourtalet ayant insisté pour que soient résolus les cas de Marty, de Gresa et de Croizat, de Gaulle répond qu'il croit que la question a été résolue dans un sens favorable.

Le dernier sujet abordé l'est par Berlioz et concerne le problème du ravitaillement. Le député communiste souligne le malaise qui grandit et en dénonce les causes : le sabotage et le manque d'organisation et de méthode.

De Gaulle répond en arguant des difficultés de transport.

Le procès-verbal se termine par ces indications :

> Au moment de se séparer, Étienne Fajon se félicite de cet échange de vues, note l'accord sur les questions essentielles. Il est persuadé que nous avons montré au Général que nous sommes des gens compréhensifs et que le mieux est de discuter franchement entre nous les problèmes qui se posent. De Gaulle déclare reconnaître le rôle joué par le PC dans la Résistance et qu'il s'est toujours montré favorable à une collaboration. À un moment donné, faisant allusion à la reconnaissance du Comité français, de Gaulle a dit que les différentes déclarations de reconnaissance traduisaient bien l'état des relations internationales.

Commentant à la fois la lettre du 18 août et cet entretien, l'historien communiste Roger Bourderon écrit : « Faire du CFLN un véritable organisme de lutte et de rassemblement excluant toute ambiguïté quant au vichysme, telle apparaît à travers ces deux documents la politique du PCF exposée au général de Gaulle. Or, avec des préoccupations politiques

violemment différentes, le Général se pose au même moment des questions comparables[33]. »

En effet : dans une note du 29 août[34] dans laquelle il estime urgent de procéder à une réforme du CFLN, « qui souffre d'un état organique de faiblesse, faute d'abord d'être concentré », de Gaulle constate que le comité « n'a pas encore adopté un programme d'ensemble quant à son action », alors qu'il n'a « jamais existé nulle part un gouvernement digne de ce nom qui ne fût dirigé pour accomplir un certain programme » ; il déplore aussi que « certains éléments militaires persistent à pratiquer dans de multiples domaines une véritable politique dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle se trouve en discordance avec celle du Comité de la libération nationale » et qu'à la tête de nombreux services le personnel soit resté le même que celui qui se trouvait en place sous le régime de Vichy.

L'entreprise d'autopromotion à laquelle, derrière un grand luxe de considérations plus ou moins fondées, se livre sans fard le chef de la France combattante ne rencontre aucune réserve et encore moins d'obstacle.

Rétrospectivement, l'observateur ne peut que constater un garde-à-vous général de tous ceux qui font profession de démocratie en face d'un homme lancé sans précautions excessives dans la fabrique du culte de sa personnalité. Il est vrai qu'il est pour la plupart de ces « faillis » une planche de salut inespérée. Avant même, peut-être, d'être un tremplin pour les plus chanceux d'entre eux…

Ces réflexions, remarque encore Bourderon, s'inscrivent bien sûr conjoncturellement dans la perspective de l'élimination prochaine de Giraud, mais la « concentration » recherchée du CFLN se propose également « l'adoption d'un programme précis comportant pour chaque branche d'activité, en particulier militaire, une action bien déterminée prescrite et contrôlée par le comité », la « limitation de l'autorité militaire à son domaine propre », la « levée de l'état de siège tel qu'il fonctionne actuellement en Afrique du Nord ». Strictement contemporaine des contacts noués en août de diverses manières entre les communistes et le chef de la France libre, cette note confidentielle, fruit bien évidemment de réflexions antérieures, aide sans doute à comprendre les motivations immédiates de De Gaulle lorsqu'il pressent Grenier.

Fondé sur l'élimination du tiers gênant – Giraud –, le système gaullo-communiste se met en place.

Et la justice en est le ciment fort : le 3 septembre, lors d'une réunion du CFLN, de Gaulle repasse à l'offensive en mettant à l'ordre du jour une action judiciaire éventuelle contre le maréchal Pétain et ses ministres. Une fois de plus, soutenu par Georges, mais débordé par la majorité, Giraud en

est réduit à limiter les dégâts. « Tout en reconnaissant les fautes de Vichy, écrit-il, je déclarai qu'il n'appartenait qu'à la nation indépendante et souveraine et au gouvernement qu'elle aurait librement choisi de déterminer les responsabilités inconnues, de prendre les sanctions qu'elles comportaient. »

Son opiniâtreté est telle qu'il réussit à amender le texte initial par l'ajout de la phrase « dès que les circonstances le permettront ». « Cela voulait dire en bon français, remarque-t-il, que l'action de la justice ne s'exercerait qu'en France alors que preuves et témoins ne pouvaient être réunis en AFN. C'était le cas de Pucheu[35]. »

De Gaulle, cependant, comme on le verra, trouvera la parade le 21 octobre, en faisant en sorte que le tribunal militaire soit déclaré compétent « pour les crimes et délits contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État commis dans l'exercice de leurs fonctions par les membres ou anciens membres de l'organisme *de fait* se disant gouvernement de l'État français ». L'extension de la compétence du tribunal d'armée permettra, entre autres, l'arrestation de Bergeret (26 octobre), puis celle de Peyrouton, de Boisson et de Flandin (18 décembre).

Ces diverses manœuvres gaullistes montrent que le chef de la France combattante, après avoir hésité entre les deux conceptions possibles de l'épuration, a finalement choisi celle de la vengeance. D'ailleurs, deux semaines seulement après la première séance de la commission d'épuration, son président gaulliste, William Marçais, démissionnera pour protester contre la façon d'agir du ministre de la Justice, François de Menthon, qui avait pris des sanctions à l'encontre des fonctionnaires sans que leur dossier eût été examiné par la commission. De Gaulle remaniera alors la commission qui ne comptera plus que deux membres (Esquer et Ribière) et nommera comme président Charles Laurent, secrétaire de la Fédération des fonctionnaires et trésorier de la CGT.

L'épuration sera ainsi dans des mains sûres et Giraud ne pourra rien faire d'autre qu'accuser de Gaulle d'obéir « aux pressions de certain parti auquel il ne voulait pas – ou ne pouvait pas – refuser certaines satisfactions »…

Nouvelle rencontre au sommet

Mais ce 3 septembre ne se limite pas à cette empoignade entre les deux coprésidents autour du sort à réserver à Pétain et consorts. La journée est marquée par un de ces événements qui plus que tout autre font l'histoire mais que l'histoire officielle ignore ou veut ignorer : la rencontre entre de Gaulle et Avalov à la villa des Glycines.

En préambule à son compte rendu à Molotov, l'agent du NKVD précise s'être rendu « chez de Gaulle, suite à son invitation ». C'est donc de Gaulle qui est demandeur. Et Avalov indique s'y être rendu en compagnie de Mickiewicz dont on peut supposer que, tout diplomate qu'il soit, il est lui aussi du NKVD et qu'il a pour mission de crédibiliser le rapport d'Avalov.

Est-ce la première fois que de Gaulle et Avalov se rencontrent depuis l'arrivée de ce dernier à Alger ? Mystère. Toutefois l'absence totale de notations concernant leurs retrouvailles dans le rapport d'Avalov laisse penser qu'ils ont déjà eu l'occasion de se voir. D'autant qu'à plusieurs reprises Najestkine le laisse entendre : « De Gaulle accordait une large part de ses conversations avec Agayants-Avalov à la lutte au sein du CFLN ; « de Gaulle mit l'accent dans ses conversations avec Agayants-Avalov sur les relations entre la France et l'URSS aussi bien pendant la guerre que dans le monde de l'après-guerre[36]. » Etc.

Ce qui frappe d'emblée, c'est l'esprit de totale confiance qui anime de Gaulle en face de ses interlocuteurs soviétiques.

L'entretien est marqué de sa part par une liberté de ton qui en dit long sur son implication personnelle dans cette alliance secrète avec le Kremlin, dont il ne dira jamais un mot dans ses *Mémoires* ou ailleurs et dont les siens ne sauront rien. Hormis quelques intermédiaires, Palewski au premier chef, mais activés de façon trop ponctuelle pour en deviner l'étendue et l'intensité.

Au début de la conversation, rapporte Avalov, de Gaulle s'est intéressé aux nouvelles du front russe, après quoi il a donné son avis sur le fait que les Allemands disposent encore de grandes réserves. Il a aussitôt souligné qu'il était confiant dans la victoire de l'Armée rouge, car elle a de grands avantages de son côté.

En ce qui concerne le débarquement des troupes alliées en Calabre, de Gaulle s'est montré sceptique, en disant que les opérations militaires sont ralenties, car en Calabre il y a de très « hautes montagnes ». Cependant, il considère que les véritables raisons de la lenteur des opérations militaires résident dans le fait que les troupes alliées se sont affrontées aux divisions allemandes pour la première fois [*sic*].

La campagne de Tunisie où les Alliés ont affronté pendant sept mois les divisions de von Arnim et de Rommel semble être sortie de l'esprit du chef de la France combattante. Il est vrai qu'il était alors loin du champ de bataille.

Certes, a ajouté de Gaulle, peu de temps auparavant ces divisions allemandes ont fui les Alliés en Sicile, mais il semblerait qu'elles soient assez fortes pour résister aux troupes anglo-américaines.

À la question de savoir si actuellement le Comité de la libération nationale est confronté à de sérieuses difficultés, de Gaulle a répondu qu'il est très optimiste quant à la possibilité de renforcer la position du comité, en particulier depuis que l'étendue de la reconnaissance du comité par les Soviétiques est devenue publique. Cette reconnaissance témoigne véritablement des dispositions amicales du gouvernement soviétique envers la France. Quant à son étendue, elle contribue à renforcer l'unité des Français et donne au comité la possibilité de s'opposer avec force à l'intervention des Américains dans ses affaires.

De Gaulle ne précise pas ce que sont ces « interventions américaines » dans les affaires françaises. Quelles sont-elles exactement ? En réalité, concrètement, elles se réduisent à faire obstacle non plus à sa prépondérance au sein du comité, mais à l'instauration du système gaullo-communiste qu'il met en place avec une certaine brutalité et dont les effets ont des répercussions sur le plan militaire. D'où l'accusation terrible de Roosevelt à Churchill : « De Gaulle gêne l'effort militaire allié. »

Et il se trouve que pour les Américains cet effort militaire allié passe pour ce qui concerne la partie française par le commandant en chef français en qui ils ont militairement confiance, une confiance largement renforcée par la campagne de Tunisie, alors qu'ils n'ont que méfiance sur ce plan-là à l'égard de son rival qui ne peut exciper en effet d'aucune expérience reconnue. En plus, l'entreprise gaulliste de débauchage d'une armée – qui vient de se battre glorieusement et que Giraud s'emploie envers et contre tout à réarmer –, n'ajoute certes pas à son crédit.

La principale difficulté de De Gaulle, continue Avalov, ce sont les divergences avec Giraud, mais lui, de Gaulle, a pris la décision ferme d'obtenir l'éviction des opposants de la France combattante. En particulier, lors de la réunion du comité du jour, la décision suivante a été prise :

1) À la première occasion, de traduire Pétain et ses partisans devant la justice. « Voyons à présent, comment ils (les Américains et Giraud) vont faire pour amener les vichystes en Algérie », a dit de Gaulle.

2) Tout le pouvoir en Algérie, au Maroc et en Tunisie est transmis aux gouverneurs ; Giraud, en sa qualité de commandant en chef, et dans le cadre d'actions militaires, garde le droit de disposer des ports, des chemins de fer et des aérodromes.

3) La création d'une commission composée de Giraud, de Gaulle et Philip pour aborder la question de la gouvernance des territoires français libérés.

De Gaulle a estimé que le comité s'opposerait fermement à toute forme d'AMGOT sur le territoire français.

De Gaulle se montre satisfait par cette prise de position globale du comité, car il estime qu'elle favorisera le renforcement de l'unité nationale française.

De ces propos, il faut retenir que de Gaulle vient, personnellement, devant l'agent du NKVD, de désigner l'ennemi commun de la France combattante (qui réunit gaullistes et communistes) et du Kremlin : Giraud. Et de prendre l'engagement d'avoir sa peau. Tout le reste est littérature ou plutôt affabulation : on voit mal Giraud qui, à tort ou à raison, a signé l'ordonnance visant à déférer Pétain et ses partisans devant la justice, « amener les vichystes en Algérie ». Le voudrait-il d'ailleurs que les gouverneurs nommés par le comité à majorité gaulliste s'y opposeraient ! On pressent cependant derrière cette accusation l'usage que de Gaulle compte faire de la présence en AFN du « vichyste » Pucheu.

Concernant la menace de l'AMGOT, c'est évidemment un argument fort. À condition que la menace soit réelle. Ce qui est loin d'être évident comme on le verra. Mais il est vrai que le risque de désordre résultant de l'élimination de Giraud pourrait avoir un effet incitatif aux yeux de Roosevelt.

Le compte rendu d'Avalov continue sur un autre registre :

Par la suite, il (de Gaulle) aborda la question des principes directeurs pour une organisation de l'Europe d'après-guerre. De Gaulle est persuadé que l'Europe doit être fondée sur les relations d'amitié entre l'URSS, la France et l'Angleterre bien que le rôle principal dans l'organisation de l'Europe doive être attribué à l'URSS et à la France uniquement. En ce qui concerne l'Angleterre, en tant que grande puissance, elle a déjà ses propres intérêts, principalement en dehors de l'Europe. Par conséquent, les affaires européennes ne devraient pas être sa préoccupation première. Ensuite, il a rajouté qu'il était évident que les États-Unis ne pourraient pas être écartés des questions internationales. Mais il va de soi que l'Europe doit décider pour elle-même. Nous devons l'organiser ensemble. Il sera ainsi plus aisé de décider en commun la question du sort de l'Allemagne.

La guerre a montré que les petits pays auront beaucoup de mal à exister de manière indépendante. C'est pourquoi il faut créer pour ces pays l'occasion de s'unir sous forme d'une fédération ou tout autre entité. Ces questions seront soumises à des discussions ultérieures, car en parallèle il est indispensable de permettre à ces pays de développer leur économie et leur culture.

Pour trouver un accord commun sur toutes ces questions, de Gaulle souhaite vivement se rendre à Moscou pour y rencontrer Staline. Déjà à Londres, il a évoqué ce sujet avec Molotov et Maïski, mais, à l'époque, le comité n'existait pas, les Forces françaises libres étaient encore faibles, de Gaulle pas reconnu, sous surveillance et sous contrôle des Britanniques, alors qu'à présent il peut parler plus librement. La question étant délicate, il considère que c'est Moscou qui devrait déterminer la date de la rencontre. À la fin de la conversation, de Gaulle s'est intéressé aux détails d'un voyage par avion à Moscou.

Au moment de se quitter, de Gaulle nous a présenté l'un de ses parents, un jeune maquisard français, arrivé récemment d'Allemagne. Là-bas, il a rencontré un officier qui a longtemps séjourné

dans un camp de concentration nazi à Lübeck. D'après ses dires, le fils de Staline se trouve dans ce camp. Il tient bon malgré les humiliations et les sévices qu'il a subis. D'après de Gaulle, il y aurait une possibilité d'organiser une correspondance avec le fils de Staline par l'intermédiaire de ses hommes.

Nous avons remercié de Gaulle pour cette information[37].

De Gaulle ignore que Staline a renié son prisonnier de fils, comme il a renié tous les prisonniers coupables à ses yeux d'être tombés aux mains de l'ennemi. Et qui ne peuvent à ses yeux, bien sûr, y être tombés que volontairement. Tous les prisonniers soviétiques, fils compris, finiront donc au goulag.

Pour le reste, on est là dans le cœur de la politique gaulliste de sécurité européenne. En ce mois de septembre 1943, de Gaulle persiste et signe dans sa proposition d'alliance de juillet 1941 concrétisée en septembre de la même année sur la base des conditions staliniennes (réintroduction du PCF sur la scène nationale, défense de l'option du second front dans le nord de l'Europe) par la reconnaissance de la France libre et, depuis, par les reconnaissances diplomatiques successives et très avantageuses du Kremlin pour sa personne et son mouvement. Même si, à l'évidence, chaque intervention soviétique, doublée depuis le protocole de décembre 1942, du ralliement-association des communistes français, en même temps qu'elle favorise son ascension, le fait de façon aussi directive que prégnante.

Se refuse-t-il par orgueil à sentir le nœud coulant qui progressivement enserre son cou ou se persuade-t-il que son propre génie lui permettra d'échapper à cette étreinte mortelle ? Ou, enfin, malgré ce qu'il en dit, compte-t-il sur la protection anglo-saxonne pour le tirer *in extremis* d'un mauvais pas ? Mystère.

Concrètement, en tout cas, rien de ce qu'il sait de Staline en particulier et du système soviéto-communiste en général ne le fait dévier d'un pouce de son choix initial. Une fois pour toutes, l'URSS reste le partenaire préféré et nécessaire pour l'organisation de l'Europe d'après-guerre et, partant, de sa conception de la grandeur française. Ce qui, puisqu'il ne doute apparemment pas de l'assentiment de Staline, ne peut signifier qu'une chose : pour lui, le *Vojd* est disposé à limiter son appétit de conquête (pourtant évident) en échange d'une grandeur française d'orientation gaullo-communiste.

Enfin, sa demande répétée du voyage à Moscou devient au fil du temps une véritable « affaire ». Même si l'on devine les avantages politiques qu'il peut en retirer pour sa personne à la face du monde, on ne peut s'empêcher d'en constater le prix : une allégeance de fait, inévitable, qui suscite chez l'observateur un sentiment d'étonnement voire d'indécence. Un sentiment d'indécence, qui s'augmente de la dénonciation systématique d'un pair devant une puissance étrangère. Et quelle !

De Gaulle fait donner sa garde rouge

Les gaullistes se succèdent à un rythme soutenu auprès de l'homme du NKVD. De Gaulle fait donner sa garde rouge. Le 5, c'est ainsi le tour de Garreau alors présent – très opportunément – à Alger.

Au cours des dernières réunions, rapporte Avalov (ce qui indique qu'il y en a eu plusieurs dont les archives soviétiques ne rendent pas compte), Garreau nous a informés de ce qui suit :

1) Les Américains sont mécontents de De Gaulle principalement à cause de sa position en faveur de sa coopération étroite avec l'Union soviétique ainsi que de la participation des communistes dans le mouvement de la France combattante.

2) Au sein du comité, les adversaires de De Gaulle sont Massigli et Monnet, dont de Gaulle a l'intention de se débarrasser à la première occasion. Massigli est en train d'installer des diplomates arrivés de Vichy à des postes importants, et de débarrasser les missions françaises à l'étranger des éléments gaullistes. Massigli n'est pas très satisfait de la renaissance soviétique estimant qu'elle renforce la position de De Gaulle.

3) Voulant se débarrasser de Giraud, lors de la réunion du comité du 1er septembre, de Gaulle a annoncé qu'il était limité dans ses actions par la double présidence ; de plus de Gaulle considère que la fonction de commandant des armées de Giraud est en contradiction avec les lois de la République. La majorité du comité approuve la proposition de De Gaulle sur le retrait de Giraud et de Catroux du comité, et Giraud a déclaré qu'il exprimerait sa position par écrit. Ainsi, le 3 septembre, dans une lettre, il a exprimé son accord de principe pour se retirer du comité, cependant il exige comme condition que le pouvoir du comité ne soit pas applicable sur le champ de bataille. Une telle réponse n'est pas satisfaisante pour de Gaulle,

mais il est persuadé de pouvoir cependant se débarrasser de Giraud malgré un éventuel ultimatum de la part d'Eisenhower pour soutenir Giraud.

4) Giraud, Murphy et Eisenhower maintiennent une liaison permanente avec Vichy par l'intermédiaire des agents de liaison du 2e Bureau de Giraud et des diplomates de Vichy. Parallèlement à cette liaison, il existe un lien entre Murphy, Giraud et Vichy par l'intermédiaire du Vatican, Franco et Salazar, utilisé et pour s'entendre avec Vichy et pour négocier avec Rome.

5) Dans cette optique, ne serait pas dénué d'intérêt un certain bruit qui circule ici quant à une (prétendue) rencontre qui, soi-disant, a eu lieu en juillet entre le roi d'Angleterre, Badoglio et le prince Umberto venus à Tunis expressément.

6) De Gaulle a exprimé sa profonde satisfaction pour la formule de reconnaissance employée par les Soviétiques et a demandé d'assurer le gouvernement soviétique de son désir sincère d'établir des liens d'amitié plus étroits avec l'URSS. Garreau a déclaré que la censure des Forces alliées empêche la presse de faire pour le public une analyse à sa juste valeur de la forme de la reconnaissance soviétique. Pour terminer, Garreau a recommandé d'accélérer l'arrivée de notre ambassadeur ici ainsi que l'ouverture de notre mission à Beyrouth[38].

Précisions : ce que dit Garreau est à prendre au premier degré, car l'homme a un côté adjudant et donc à le tenir pour ce qu'il est : la voix sans nuance mais vraie de son maître. C'est un « godillot » avant la lettre doublé d'un agent d'influence soviétique déclaré. Catroux ne parle de lui qu'en l'appelant : le « très pro-soviétique Roger Garreau ».

Le premier point authentifie ce que l'on sait déjà des raisons rooseveltiennes (rarement mises en avant par les historiens) pour expliquer l'antigaullisme du président américain. S'il tient de Gaulle à distance c'est d'abord et surtout à cause de ses liaisons dangereuses avec Moscou inévitablement grosses de conséquences directes sur la politique intérieure française.

Le deuxième point montre que bien que collant systématiquement à de Gaulle dans son offensive contre Giraud, Monnet et Massigli ne sont pas suffisamment gaullistes aux yeux du chef de la France combattante et donc sans avenir dans le système qu'il compte établir. Leur quant à soi l'exaspère au plus haut point. Il est vrai que Massigli, diplomate de la vieille école et modéré, pense par lui-même. Quant à Monnet, « l'Inspirateur », en

revanche, on (et de Gaulle fait partie de ce on) ne sait pas très bien ce qu'il pense. Mais jusqu'à maintenant il n'a guère à se plaindre d'eux : ils contribuent à son ascension.

Le troisième point fait état : a) d'un retrait de Catroux du comité, ce qui est totalement ignoré jusqu'à présent, mais qui soulèverait bien des questions, aussi c'est à se demander si Garreau ne confond pas avec Georges ; b) d'une lettre de Giraud (inconnue jusqu'ici) dans laquelle ce dernier se dit prêt non seulement à abandonner ses fonctions de coprésident mais aussi à quitter le comité en échange d'une exigence de sa part : que le comité n'intervienne pas sur le terrain militaire et encore moins sur le champ de bataille. Mais de Gaulle ne peut évidemment accepter cette exigence puisque c'est précisément l'élimination militaire de Giraud qu'il vise à terme afin de saper l'influence du camp des défenseurs de la stratégie danubienne.

Le quatrième point énonce une évidence mensongère : il existe en effet et heureusement des relations avec certains membres du SR de l'ex-armée d'armistice qui ont pu survivre mais aucun lien avec Vichy proprement dit : c'est-à-dire Pétain ou Laval ou qui que ce soit d'autres. Pour le reste on a affaire à une ignominie : Giraud est bien en contact plus ou moins distant avec le Vatican, Franco (et peut-être Salazar) mais nullement pour s'entendre avec Vichy. Uniquement pour ce qui concerne le sort de sa fille aînée, Renée Granger, déportée par la Gestapo en Allemagne depuis le 4 avril 1943 avec ses quatre enfants, et dont des rumeurs annoncent le décès. Que Giraud cherche à savoir par tous les moyens ce qu'il en est, est évidemment normal. D'autant qu'il est aussi sans nouvelles des dix autres membres de sa famille alors en résidence surveillée quelque part en France depuis le 4 décembre 1942. Dans la campagne dont il est la cible, rien, aucune bassesse, ne lui est épargnée de la part du clan gaulliste.

Quant aux négociations des Anglo-Saxons avec Rome visant la sortie de l'Italie de la guerre, Giraud ne les connaît pas.

Le cinquième point fait état d'une rumeur non confirmée mais fondée sur la visite du roi Georges VI en Tunisie.

Le sixième point renouvelle le souhait gaullien de voir l'amitié gaullo-soviétique croître et embellir et souligne la volonté anglo-saxonne de la freiner. Enfin, une fois de plus, on note l'insistance de la direction gaulliste à voir l'URSS s'implanter au Proche-Orient.

Les Anglo-Saxons jouent un mauvais tour à Giraud

L'offensive gaulliste contre Giraud trouve un nouvel aliment le 8 septembre. Ce jour-là, Macmillan et Murphy viennent dire à Massigli que la capitulation italienne est un fait accompli et que le général Eisenhower a « accordé au gouvernement italien un armistice militaire, dont les termes sont approuvés par les gouvernements britannique, américain et soviétique ». Massigli ayant observé qu'il n'est pas fait mention de la France – contrairement à ce que l'Angleterre et les États-Unis avaient laissé entendre sinon promis le 29 août – les Anglo-Saxons répondent que la déclaration d'Eisenhower est avant tout une manœuvre destinée à impressionner l'armée et la population italiennes pendant que les Alliés exécutent dans la péninsule une difficile opération. « Manœuvre ou non, reprend Massigli, vous me dîtes qu'un armistice est signé. Quand a-t-il été signé ? Quelles en sont les conditions ? » Macmillan et Murphy répondent alors que Giraud a été tenu au courant pour le CFLN et qu'il n'a fait aucune observation. Dans la nuit, selon de Gaulle, Massigli, revoyant Macmillan, et le pressant de questions, le ministre britannique convient que les négociations des gouvernements de Londres et de Washington avec le gouvernement italien durent depuis le 20 août, mais il répète que « Giraud a été averti de tout ».

De Gaulle sent l'affaire. Le lendemain 9 septembre, lors d'une réunion du CFLN, le rapport de Massigli suscitant émotion et mécontentement, il s'en prend violemment à Giraud : pour quelle raison n'a-t-il pas fait connaître au gouvernement les graves nouvelles qui lui ont été communiquées par les Alliés et qui, si le CFLN les avait connues à temps, « lui eussent permis de faire valoir ce qui est dû à la France ».

« Parce que je n'ai reçu aucune information de ce genre de la part des Alliés, réplique alors Giraud. »

Un ange passe…

Massigli est chargé d'apporter ce démenti à Macmillan et Murphy. Les deux hommes maintiennent leurs affirmations, mais avec un certain embarras.

Qui ment ?

Le lendemain 10 septembre, à 14 h 45, Massigli rencontre à nouveau Macmillan et Murphy. L'un et l'autre lui font alors une déclaration qui peut se résumer ainsi :

Nous vous avons dit avant-hier, que le commandant en chef français avait été mis au courant de la négociation de l'armistice, telle était en effet notre conviction…

À la suite de la communication que vous nous avez faite, hier, touchant le démenti formel du général Giraud, nous avons procédé à une enquête. Nous avons constaté que nous nous étions trompés et que ce n'était qu'aujourd'hui que les termes de l'armistice avaient été communiqués au commandant en chef français. Nous déplorons ce malentendu. Nous vous prions de présenter au général Giraud nos excuses. Nous invoquons, à notre décharge, le fait que, durant dix jours, nous avons été soumis à un travail extrêmement intense qui ne nous a pas permis de vérifier ce qui nous semblait aller de soi[39].

L'affaire est donc close, mais elle a laissé dans l'esprit des gaullistes en particulier et des commissaires en général une trace d'animosité contre le commandant en chef, dont de Gaulle en bon tacticien, entend tirer profit.

Pendant que de Gaulle complote secrètement l'élimination de Giraud avec Avalov, celui-ci, entre deux rendez-vous avec les gaullistes et leur chef et sous la couverture de chef de la mission de rapatriement, n'en poursuit pas moins son travail d'agent du NKVD. En bref, il renseigne et recrute. Il renseigne sur les dessous de la rivalité entre les deux généraux et donc de la politique française permettant à Moscou de lire à livre ouvert dans le jeu gaulliste et de s'y constituer des pions et des leviers qu'il retrouvera plus tard, après la guerre, quand il reviendra à Paris à la fin de l'année 1945, mais cette fois comme « résident » du KGB. Et parmi eux, celui dont il supervise à Alger, au même moment, le recrutement grâce aux services d'un espion communiste, le Docteur Imek Bernstein : un certain Georges Pâques, alors lieutenant et membre du cabinet de Jacquinot, ministre de la Marine. Une prise de choix qui fera beaucoup parler d'elle…

Bogomolov arrivant courant octobre à Alger[40] et devant de toute urgence regagner Téhéran où doit se tenir la conférence des trois Grands sur lesquels plane la menace d'un coup de main de Skorzeny, Avalov confie Pâques à celui qui sera son officier traitant, le conseiller d'ambassade (en réalité le « résident » du NKVD à Alger avant de l'être à son tour en France) Gouzovski. Jusqu'à ce qu'il puisse personnellement reprendre l'affaire en main à Paris et lui donner un développement considérable.

18
Le tête-à-tête avec Moscou

9 septembre 1943. Il est 18 heures lorsque le message tombe : « Ajaccio s'est soulevé. Les insurgés en sont maîtres. Les Italiens ne résistent pas. On se bat à Bastia. La Corse demande l'aide de l'armée. » Dès la réception du message-radio du capitaine Colonna d'Istria, son représentant auprès de la Résistance corse, Giraud sait qu'il n'a pas le choix : il faut intervenir au plus vite avant le déchaînement de la puissance allemande. Déjà, le général Kesselring a donné l'ordre à ses troupes de contrôler le littoral est, de Bonifacio à Bastia, afin de permettre aux 35 000 hommes de la 90e panzer basée en Sardaigne de débarquer. Le trouble jeté dans le camp allemand par la subite capitulation italienne – annoncée la veille par le général Eisenhower – n'a pas duré longtemps…

Le commandant en chef n'envisageait pas la libération de la Corse avant que les Alliés eussent pris solidement pied en Italie (« Prière dire aux patriotes corses que je compte sur leur obéissance pour ne pas déclencher action prématurée », avait-il télégraphié à Colonna d'Istria son représentant dans l'île), mais les événements ne le prennent cependant pas au dépourvu : voilà des mois que son état-major particulier travaille à un plan de débarquement dans l'île et, depuis le mois d'avril, une unité spéciale, le bataillon de choc, a été mise sur pied dans le plus grand secret. Commandées par le commandant Gambiez et entraînées par des moniteurs britanniques, les compagnies s'exercent à la guerre d'embuscade et de coups de main.

Sur le terrain, Giraud dispose d'un homme de valeur en la personne de Colonna d'Istria, « Cesari », à qui il a prescrit de coordonner tous les

éléments de la Résistance, dont le plus important (300 hommes aux dires des communistes eux-mêmes) est le Front national. Enfant du pays, Colonna d'Istria a fait merveille, soudant les groupes, forçant les clans à s'entendre afin de transformer ce qui n'était qu'un réseau en une armée secrète de 12 000 hommes. L'introduction massive de patriotes de toutes origines a rétabli l'équilibre au profit des résistants non communistes, mais l'influence du PCF reste malgré tout prépondérante grâce à sa longue expérience de la vie clandestine, de l'illégalité et du secret et, par souci d'efficacité, Colonna d'Istria lui-même s'est intégré à la direction collective du Front national.

Le 9 septembre dans la soirée, Giraud prévient de Gaulle qui, croyant l'opération projetée totalement improvisée, réunit en hâte les membres du CFLN dans la matinée du 10.

Dans ses *Mémoires*, de Gaulle se contente d'écrire que, tout en faisant confiance à Giraud pour régler la question militaire, le Comité de la libération lui a adressé le « reproche d'avoir agi délibérément seul dans un domaine qui ne lui appartenait pas en propre[1] ». Mais selon d'autres sources, la séance a été plus agitée que cela. « En dépit des réticences de certains de ses membres encore hantés par le souvenir douloureux de l'échec de Dakar, témoigne ainsi Colonna d'Istria, Giraud est "autorisé" sous sa seule responsabilité, à intervenir en Corse militairement[2]. » En d'autres termes : si de Gaulle n'a pas pu s'opposer frontalement pour des raisons évidentes de patriotisme à l'opération, il a pu néanmoins faire désigner d'avance son rival comme responsable de son échec. Mais comme cet échec avec ce diable d'homme de Giraud n'est pas totalement certain, le comité a désigné le préfet Luizet pour prendre en main l'administration de l'île et a renommé le général Mollard à son ancien poste de gouverneur militaire. Et à ce tandem, de Gaulle, qui n'en dit rien dans ses *Mémoires*, décide de flanquer Luizet d'un espion sous la couverture d'un secrétaire général : François Coulet, chargé de veiller au bon déroulement gaulliste des opérations politiques. En taisant soigneusement qu'il fut un temps, à Londres, directeur de son cabinet civil… Las ! Philip, qui n'est pas à une gaffe près, parlera de Coulet comme d'un « ex-collaborateur direct du Général »…

« C'est assez dire, affirme Colonna d'Istria, que Giraud ne met vraiment pas de Gaulle et les membres du CFLN devant une décision

irrévocable. Libre à eux de la rejeter, de refuser leur approbation. Nul pourtant n'a le courage (ou la lâcheté) de le faire. Chacun sait, et de Gaulle plus que les autres, que la voie choisie par Giraud est bien celle qui s'impose dans l'intérêt de la France[3]. »

Le commandant en chef convoque René Mayer, commissaire à la marine marchande, et l'amiral Lemonnier, le chef d'état-major de l'armée de mer, et leur prescrit de rameuter tout ce qui flotte. Et pour diriger les opérations militaires sur place, il choisit le général Henri Martin qui fut son élève à l'École de guerre et qui a servi sous ses ordres d'abord aux confins algéro-marocains, puis à Metz. C'est un spécialiste de la guerre de montagne.

Le 12 septembre, tandis que le *Casabianca* et l'*Aréthuse* font route vers « L'Île captive », que le capitaine de frégate Kilian (le frère de Conrad Kilian) est parachuté à Campo del Oro pour montrer aux Corses qu'Alger ne les abandonne pas, et que les forces allemandes débarquées de Sardaigne poussent vers le nord par Porto-Vecchio et Aleria, protégées sur leurs flancs par la *Sturmbrigade SS Reichsführer*, qui, depuis son PC de Ghisonaccia, lance une pointe vers le cœur de l'île (Saint-Antoine), le général Bedell Smith, chef d'état-major d'Eisenhower, est reçu par Giraud au Palais d'Eté. Et celui-ci termine naturellement son exposé de l'opération *Vésuve* par une demande de bateaux comme Eisenhower le lui avait promis le 15 juillet précédent. Malheureusement, malgré la bonne volonté du général américain, qui, c'est à souligner, appuiera les efforts français en toute occasion, la chose ne se révèle pas possible. Giraud insiste. En vain. Les plans sont les plans et ceux-ci sont faits à destination de l'Italie ; et puis, bien que Eisenhower se soit déclaré « en plein accord » avec la décision de son homologue français, certains dans son entourage ne cachent pas que, compte tenu de la forte présence allemande en Sardaigne, cette opération militaire lancée à plus de 600 kilomètres de nos bases sans couverture aérienne efficace risque de tourner au désastre. Quant au commandement anglais, il parle d'« entreprise téméraire » et les appréciations de certaines autorités militaires alliées sur le commandant en chef français sont dénuées d'aménité… De l'avis de l'amiral Cunningham, les transports sur la Corse sont même plus délicats à réaliser que ceux qui, en 1942, partaient d'Alexandrie pour ravitailler Tobrouk assiégée. Il consent néanmoins à se séparer des contre-torpilleurs *Fantasque* et *Terrible* (les plus rapides du

monde dans leur catégorie) qui participent alors aux opérations de Salerne. Mais ils ne pourront rallier Alger que le 13, au grand dam tant de l'état-major français que des marins et des soldats, tous animés du désir de participer promptement à la libération de la Corse.

Et puis comme pour donner raison aux critiques qui, du côté anglo-saxon, mais pas seulement[4], pleuvent sur l'initiative du commandant en chef français, les Allemands commencent le siège de Bastia en écrasant les artilleurs du colonel italien Cagnoni, rallié aux Français sous les coups d'une puissante colonne blindée venue du sud et de leurs bombardiers. Ils finiront par investir la ville le 13 à 22 heures.

Avant de prendre sa décision, souligne Gambiez, Giraud s'est trouvé devant le « toujours redoutable choix d'une hypothèse ». Face aux moyens purement nationaux, qui ne pourront être engagés que progressivement, et qui seront plus ou moins soutenus par les troupes italiennes, quelle sera l'attitude des Allemands ? Contre-attaquer en vue de conserver la Corse, ou abandonner l'île ? Au vu des informations collectées, notamment celles concernant le débarquement de la 90e panzer de Sardaigne, le 2e Bureau estime que, pour les Allemands, « tenir la Corse sans la Sardaigne est impossible » et donc que l'hypothèse la plus probable est l'évacuation de la Corse par l'ennemi à plus ou moins brève échéance. Elle se justifie d'autant mieux que la Corse lui coûterait vraisemblablement plus de dommages que d'avantages s'il s'acharnait à vouloir la conserver[5].

Donc, malgré le lâchage allié, Giraud tient bon : « Qu'à cela ne tienne, écrit-il, cette opération sera française, purement française[6]. »

Elle sera aussi uniquement « giraudiste », car de Gaulle, qui, précise Giraud, « a reçu comme son collègue militaire l'appel des patriotes de Corse », se retire alors du jeu. Il « estime impossible d'y répondre tant l'opération est risquée sans la coopération des Alliés[7] ». Au point même que, le 13, il juge « pas utile [*sic*] » la motion de la commission de débarquement préparée par Henri Queuille pour la Corse, qui précise : d'une part que l'envoi d'une mission de liaison doit permettre « avec le moins de désordre possible le rétablissement de la légalité républicaine et une collaboration confiante entre les organisations de résistance, l'armée et les représentants du CFLN » et, d'autre part, que le précédent ainsi créé constituera un « argument de fait dans la négociation en cours avec les

Alliés ». Queuille encaisse. Avec cette interprétation très personnelle (et pour le moins surprenante quand on connaît la suite) du comportement de De Gaulle : « Il semble avoir confiance dans les organisations de résistance de là-bas, pour tout faire[8]. » Cela se conçoit dans le cas où de Gaulle les croit hypergaullistes. Mais il ne le croit nullement, comme on le verra par la suite.

En réalité, tout porte plutôt à croire qu'il doute de la moindre chance de réussite de l'opération *Corse* et qu'il n'en est – pour le moins – guère affecté[9].

Même si l'on peut comprendre au début son mécontentement de voir son rival prendre le pas sur lui dans cette affaire corse, il faut toutefois une raison majeure, autrement plus importante qu'une blessure d'orgueil, pour que celui qui se présente en toute occasion comme le seul et unique champion de la souveraineté française adopte soudain cette attitude d'opposition, en contradiction de plus avec celle prise la veille par le CFLN, et il convient donc de relativiser fortement l'argument qu'il avance dans ses *Mémoires* : celui d'avoir été tenu dans l'ignorance des projets giraudistes concernant la Corse !

Notons d'abord que lesdits projets ont été lancés plus de six mois avant sa propre venue en Algérie et qu'ils consistaient initialement dans une mission de renseignements (la mission *Pearl Harbor* aux ordres du commandant de Saule sur place dès la mi-décembre 1942…) puis dans la création d'une force d'appoint à un débarquement ; lui-même, de son côté, œuvrant depuis Londres dans le même sens avec la mission *Sea Urfin* sans en avoir davantage averti Giraud. Le démantèlement de R 2 Corse (nom du réseau gaulliste) à la suite de la mort de son chef Fred Scamaroni ayant donné *de facto* l'avantage (si l'on peut dire) à la mission *Pearl Harbor*.

Ensuite, dès le 30 août, la commission de débarquement présidée par Henri Queuille a eu à traiter d'une « action immédiate sur la Corse » et, le lendemain, l'affaire a même donné lieu entre Queuille et Tissier, chargé de la liaison entre le cabinet de De Gaulle (auquel il appartient) et le Comité militaire permanent, à la composition d'une mission de liaison destinée à servir d'intermédiaire entre les autorités militaires et les administrations civiles et de remettre en marche les principaux rouages administratifs sous contrôle spécifiquement français pour éviter l'AMGOT. Ce qui a d'ailleurs provoqué le 1er septembre une discussion sur l'échelon de cette liaison

(division ou régiment) entre Queuille et Giraud, dont Queuille a rendu compte le même jour à Palewski[10].

Enfin, outre que la mission Giannesini, envoyée par le BCRA « à l'insu de Giraud [*sic*][11] », met également à mal la soi-disant ignorance de De Gaulle, on peut assurer que celui-ci est en réalité au courant depuis longtemps et du principe et de la préparation de l'opération *Corse* : en effet, les équipes giraudistes et gaullistes font, sur le terrain, cause commune depuis le mois de février à la suite de la première livraison d'armes (7 février 1943) et de l'envoi par Alger de l'adjudant-chef Bozzi et le radio-opérateur Chopitel dont la valise radio a été gravement endommagée lors de leur arrivée. Pierre Bianchi, du réseau de Saule, est alors intervenu auprès de Scamaroni pour qu'un poste radio soit cédé à Bozzi. « Nos réseaux étant en quelque sorte concurrents, écrivent Preziosi et Griffi, notre ami réussit après beaucoup de difficultés à faire admettre aux Londoniens la communauté d'intérêts qui existe entre les résistants, quelle que soit leur appartenance politique, philosophique ou religieuse. » Se plaçant au-dessus de toutes ces considérations qu'il jugeait secondaires, Fred Scamaroni a alors accepté de rendre le service qui lui était demandé. « Par ce geste hautement symbolique, écrivent encore Preziosi et Griffi, il avait engagé, en accord avec tous les membres de notre réseau, une unité d'action entre tous les patriotes, seul gage d'efficacité et de victoire contre l'ennemi[12]. »

Autant de faits qui montrent à l'évidence que la vraie raison de l'hostilité de De Gaulle à l'opération *Vésuve* est tout autre que ce qu'il en dit pour l'histoire : s'il y est opposé, c'est que cette opération corse s'inscrit en droite ligne (c'est le cas de le dire) dans la stratégie danubienne prônée par Giraud à Anfa dont le Kremlin ne veut à aucun prix. Et donc susceptible de nuire aux bonnes relations gaullo-staliniennes au moment où, précisément, elles commencent à porter leurs fruits.

À Alger, ce lundi 13, en début de matinée, l'aventure commence en grand : quoique réduite à quelques unités (le *Terrible*, le *Fantasque*, le *Montcalm*, la *Jeanne d'Arc*, les torpilleurs *Tempête* et *Alcyon*), la marine française va réussir le tour de force de transporter en quelques jours un corps expéditionnaire de 6 465 hommes (y compris ses services). Le secrétaire d'État américain, Cordell Hull, salue l'exploit : « Avec la puissance militaire française en renouveau, nous avons développé et développons de manière étroite un effort de coordination ; nous attendons le

jour où la France renaissante reprendra la place qui lui revient de droit dans la famille des nations libres. »

Queuille note dans son Journal : « La France marque un point. »

Or, ce même 13 septembre, à Alger, dans les heures qui suivent ce grand moment d'émotion où le *Terrible* et le *Fantasque* battent en arrière pour se dégager du quai devant une foule attentive répondant par des vivats aux chœurs des « chocs », qui entonnent leur chant de tradition : *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine*, Ivan Avalov renouvelle – de manière totalement inhabituelle – son télégramme précédent à Molotov pour lui rappeler qu'« au début du mois de septembre » de Gaulle lui a révélé son projet concernant l'organisation de l'Europe de l'après-guerre. Savoir : « 1) L'Europe doit se baser sur une amitié durable entre l'URSS, la France et l'Angleterre. Cependant, le premier rôle dans l'organisation de l'Europe revient à l'URSS et à la France. Concernant l'Angleterre de Gaulle a précisé : "L'Angleterre bien sûr est un grand pays, mais elle a ses intérêts essentiellement hors de l'Europe ; qu'elle s'occupe donc des affaires non européennes." Ensuite, il a ajouté : "Les USA, bien sûr, ne peuvent rester à l'écart des affaires internationales, mais l'Europe peut et doit se diriger elle-même."[13] »

Si l'agent du NKVD, ce 13 septembre, répète mot à mot son rapport du 3 septembre, c'est sur l'insistance de De Gaulle, dont les archives soviétiques affirment que les deux hommes se sont rencontrés à plusieurs reprises. Et, à l'évidence, précisément ce même 13 septembre. Au moment où s'engage l'opération *Corse*, de Gaulle tient donc à montrer encore une fois au Kremlin qu'il se démarque de Giraud dans cette affaire, et à dire qu'il s'en tient à son engagement du 4 décembre précédent auprès de Maïski.

Ce qui confirme d'ailleurs cette nouvelle intervention de De Gaulle auprès d'Avalov c'est la modification qu'il a apportée à son point de vue initial dans la suite du message. En effet, dans la première version on pouvait lire ce qui suit : « La guerre a montré que les petits pays auront beaucoup de mal à exister de manière indépendante. C'est pourquoi, il faut créer pour ces pays l'occasion de s'unir sous forme d'une fédération ou toute autre entité. Ces questions seront soumises à des discussions ultérieures, car, en parallèle, il est indispensable de permettre à ces pays de développer leur économie et leur culture. »

La seconde version est nettement plus complète concernant tant l'analyse de la situation que la solution à y apporter :

> La guerre a montré qu'une existence autonome pour les petits pays était difficile et même parfois impossible et inopportune. C'est pourquoi, il est indispensable de donner la possibilité à ces petits pays de s'unir avec de grands États, à l'ouest et à l'est de l'Europe. Il faut discuter de la forme d'une telle union ou fédération des petits pays, car il est indispensable qu'ils puissent, en même temps, développer leur économie et leur culture. Il faut particulièrement discuter de l'organisation de l'Europe centrale. En s'efforçant de retrouver le rôle qu'elle avait auparavant en Europe, la France ne renonce pas à son rôle de puissance mondiale, car elle a des intérêts en Extrême-Orient et en d'autres points du globe. Les Français veulent rester une nation mondiale.

En résumé, ce qu'il faut comprendre derrière ce coup de clairon cocardier, c'est que la fédération des petits États d'Europe centrale a vocation à s'unir à Moscou.

Ces précisions de dernière minute qu'accompagne au même moment le retoquage de la motion de Queuille trahissent un petit air de désespoir et donnent l'impression que leur auteur joue son va-tout en misant sur l'échec de Giraud. D'autant que, comme de coutume maintenant, le télégramme d'Avalov se termine par une énième demande de la part de De Gaulle de se faire inviter à Moscou. À cette date, c'est au moins la quatrième fois que de Gaulle la formule.

« C'est de la folie ! Ce sera un bain de sang ! »

À Alger, lors d'une séance de la commission de débarquement, Tixier soutient que les officiers de liaison une fois sur place en Corse doivent proclamer que « tous les patrons sont des traîtres » et Quilici, qui s'apprête à faire reparaître sa *Marseillaise*, se prononce pour un gaullisme « pur » sans les représentants de la grande banque, sans giraudisme, etc. Commentaire de Queuille : « La campagne contre Monnet, Mayer, Giraud, Georges et même Massigli va donc commencer[14]… »

Sur la foi de renseignements « alarmistes » du lieutenant FFL Giannesini, de Gaulle décide sans plus attendre de porter le fer contre son rival alors tout entier à son entreprise. L'estocade a lieu le 18 en concertation avec un fidèle.

« Je n'ai pas oublié, rapporte Massigli, cette séance orageuse durant laquelle un commissaire croyant à l'échec de l'opération prédisait déjà à Giraud que le sang répandu en vain retomberait sur sa tête… Nous étions

fort nerveux[15]. » Ce commissaire dont Massigli tait le nom n'est autre que Diethelm qui, devant tous les commissaires, lance à Giraud :

« C'est de la folie ! Ce sera un bain de sang ! »

De Gaulle surenchérit :

« Vous avez décidé seul l'opération et cependant, c'est moi qu'on attend là-bas. Vous serez responsable du sang répandu.

— J'en prends seul toute la responsabilité, répond Giraud. L'expédition a démarré, elle continuera. Je ne me mêle pas de questions politiques. J'entends qu'on me laisse libre sur les questions militaires sachant aussi bien que quiconque ce que c'est que de mener une action et d'économiser les vies humaines. »

Le ton monte entre les deux généraux. Au dire de De Gaulle, Giraud aurait envoyé une proclamation à la résistance sans accord préalable… « Finalement, rapporte Paul Silvani, de Gaulle se lève et sort en claquant la porte[16]. »

C'est la quatrième fois qu'il agit ainsi depuis son arrivée à Alger. Cette tactique de comédien consommé est évidemment destinée à avoir un écho… stratégique. En bref, à porter jusqu'aux rives de la Moskowa.

De son côté, Queuille rapporte que les commissaires sont un peu déconcertés par les éclats de portes et les sorties bruyantes et prête même ce mot à de Gaulle : « À force de casser les portes pour sortir, je n'en trouverai plus pour rentrer. »

Giraud reste de marbre. Autant la politique le trouve hésitant, autant la guerre est son affaire. La « grenouillère », comme il appelle le CFLN, s'agite donc en vain. Il est vrai que n'ayant aucune confiance dans la capacité des commissaires à garder le secret, il ne les a tenus informés ni des préparatifs ni du développement de l'opération *Corse*. Mais y était-il obligé ? Colonna d'Istria est catégorique : « Seul responsable au plan militaire, Giraud se doit, par nécessité du secret, de ne dévoiler sa pensée (toujours mouvante et chercheuse dans une situation extrêmement changeante) qu'à l'extrême limite du temps de réflexion qui lui est dévolu. Et c'est bien ainsi qu'il agit[17]. » Gambiez note de son côté : « Le général Giraud n'avait pas gardé le secret de l'opération *Vésuve* pour la légitime fierté que la gloire en échût à lui seul. Il craignait en la divulguant, d'en éventer la surprise, ou de la voir interdire vu les risques. Certes, ils étaient grands ! Mais il sut les prendre, et la fortune sourit aux audacieux[18]. »

Hormis les cadres supérieurs, sur ordre du commandant en chef, tous les acteurs militaires sont d'ailleurs tenus jusqu'au dernier moment dans l'ignorance de leur destination.

Dans les coulisses, de Gaulle ne se prive pas d'attiser la rancœur des commissaires en faisant passer les initiatives de son rival pour une manifestation d'indépendance à l'égard du CFLN, réveillant opportunément leur indignation rentrée lors de l'affaire de l'armistice italien qui a mis Giraud, alors qu'il n'y était pour rien, en porte à faux quelques jours plus tôt.

Et sans doute sent-il que c'est le bon moment d'agir car, ce même 18 septembre, sans même attendre l'issue des combats de Corse, il adresse à Catroux une lettre comminatoire justifiant l'abolition de la dyarchie et il lui demande de la faire approuver dans les 48 heures par les commissaires sous peine de démission de sa part[19].

De Gaulle propose en conséquence un projet d'ordonnance aux termes duquel le CFLN élit son président, pour la durée d'une année. Et il est rééligible. Serait également créé un commissariat à la Défense confié à Legentilhomme ou, à défaut, à un républicain chevronné comme Henri Queuille, chargé de l'administration et de l'entretien des forces armées.

Cette offensive de De Gaulle contre le commandant en chef a lieu au moment même où le haut commandement allié prend la mesure de l'opération *Corse*, en estime l'importance, et semble disposé à l'aider puisque, le 19, un commando américain d'une cinquantaine d'hommes, transporté par des torpilleurs italiens *Legionare* et *Oriani*, débarque à Ajaccio. Formé d'Américains d'origine italienne et commandé par le major Coone et le capitaine Pitteri, le commando est aussitôt dirigé sur Cervione où il va s'employer à attaquer les convois empruntant la route de Bastia. Débarque aussi le même jour le major général britannique Peake en qualité de représentant du général commandant en chef allié auprès du général commandant les opérations en Corse.

Le 19, à 19 heures, de Gaulle convoque François Coulet, son homme-lige, qui s'apprête à gagner la Corse comme secrétaire général de la préfecture. Il lui donne ses consignes : « Dites à Luizet qu'il soit le préfet gaulliste. Faites comprendre au général Martin que je le tiens à l'œil. Ne laissez pas les communistes vous envahir[20]. »

Chacune de ces consignes mériterait au moins quelques explications. Par exemple, qu'est-ce que de Gaulle peut donc craindre du général Martin, tout entier à son combat contre l'ennemi ? Mais le chef de la France combattante peut compter sur Coulet, qui se définit lui-même comme un « gaulliste fanatique », pour obéir sans murmurer.

Le 20, il fait du forcing. Il convoque Queuille. Après avoir (sans réaction de son interlocuteur pourtant au fait des choses) accusé Giraud d'avoir bloqué l'envoi de mission de liaison en Corse (« Mais vous savez bien que c'est Giraud qui n'a pas voulu [*sic*] ! »), il en vient au grand sujet : « Le duumvirat est impossible : le Comité de la Libération est sans autorité. Qu'est-ce donc que ces ministres responsables devant personne ? Je ne puis gouverner. Donc Giraud ou moi[21] ! »

En bon radical-socialiste qu'il est, familier des motions de synthèse, Queuille fait valoir la nécessité de la « transaction qui évitera la rupture ». Ce serait grave sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur. Déjà, tout Alger parle de la discorde[22].

Mais de Gaulle ne veut rien entendre.

Si on ne le suit pas, il se retire !

Pour une fois, souligne Crémieux-Brilhac, on ne le suit pas : saisi le 21 septembre de ses projets de réforme en l'absence de Giraud, le comité, par six voix (Monnet, Mayer, Couve de Murville, Massigli, Abadie, Georges) contre trois (Diethelm, Philip, Tixier), « répugne à évincer Giraud de la coprésidence par surprise[23] ».

En effet, dans la nuit du 20 au 21, pour couper court aux « discussions stériles et inutiles » des commissaires, le commandant en chef a gagné la Corse. Il s'est envolé à bord de son Glen Martin sans escorte, de nuit, en longeant la côte sarde, au ras des vagues pour déjouer la détection électromagnétique.

Au PC du 1er corps d'armée, Martin lui rend compte de la situation militaire. Giraud approuve en bloc tout ce qui a été fait. À ses yeux, la situation est infiniment meilleure qu'on pouvait l'espérer. Il faut exploiter le succès.

Il reçoit aussi Luizet qui lui fait part du climat politique et de ses impressions. Il commence par un historique : le 14 septembre, la « passation de pouvoirs » avec le précédent préfet, Pelletier, qu'accompagnaient trois membres du Front national, pistolet à la ceinture, a eu lieu sans problème. Depuis, les relations entre la nouvelle administration

du département et les patriotes d'origine communiste ne sont pas allées sans heurts. Tout en évitant de prendre des mesures trop brutales qui risquaient de les raidir sur leurs positions, Luizet a rétabli l'autorité qui s'attache normalement à sa fonction en obtenant que le FN renonce au titre de « conseil de préfecture » et rappelé que l'état de siège était proclamé. Il a, d'autre part, proposé au général Mollard la constitution d'une commission de contrôle de la presse comprenant : un officier, un représentant de l'administration préfectorale et un représentant des patriotes.

Trois jours après seulement, le 17, il a effectué sa première tournée dans l'île en compagnie de Martin et de Mollard. Et il a été particulièrement ému par l'accueil que lui a réservé la population. Il en a d'ailleurs rendu compte au commissariat à l'Intérieur : « Les gens pleuraient de joie, nous embrassaient, jetaient dans la voiture des fleurs et des poignées de riz, geste corse d'auguste bienvenue. »

Toutefois, souligne-t-il, il a constaté également que les initiatives des patriotes en ce qui concernait le remplacement des municipalités ne correspondaient pas toujours aux vœux de la population, aussi a-t-il décidé ce jour-là de « mettre un terme à tout changement sommaire des équipes municipales. Acceptant provisoirement la situation de fait qu'il trouve dans chaque commune, il approuvera officiellement celles qui, après enquête, s'avéreront bien choisies. Des rectifications interviendront, en accord avec le Front national, sur celles des municipalités où l'esprit de clan l'aura emporté sur "l'esprit patriote"[24] ».

Peut-être Luizet est-il un peu plus précis avec Coulet qu'il accueille quelques heures plus tard à la préfecture. Au dire de celui-ci, en effet, le préfet lui raconte que son bureau était « plein de patriotes à l'air décidé, brassard au bras, mitraillettes sur la poitrine : le Comité de la Libération, Giovoni et Vittori en tête. Beaucoup les avaient suivis. Tous n'étaient pas communistes ; il y avait parmi eux, entre autres, Archange Raimondi et Henri Maillot, un cousin du général de Gaulle, mais il ne fallait pas longtemps pour comprendre auxquels d'entre eux appartenait l'autorité de fait ». Néanmoins Luizet constate rapidement que tout le monde bluffe : « Les délégués communistes en décrivant une Corse tout entière en armes et obéissant à leurs ordres avec la discipline d'une armée ; les délégués non communistes en lançant des chiffres fantaisistes pour donner du sérieux à leurs groupements, contestant l'arithmétique des autres, commençant à se

disputer ; le préfet, en affirmant une unité de doctrine dont Alger ne donnait pas l'exemple[25]. »

En revanche, dans la rue, il en va bien autrement. Coulet observe que l'atmosphère est « autre, moins tendue et politisée, plus largement patriotique ». « Partout, assure-t-il, on criait "Vive de Gaulle !" et les graffitis témoignaient que le chef de la France libre jouissait d'une popularité qu'on refusait à Giraud [*sic*]. » Dans les villages où il se rend, Coulet ne manque pas de remarquer qu'il en est de même. Il en rend compte à Alger : l'étape de la réintégration de la Corse à la mère patrie incarnée par la France libre est une étape « franchie sans drame intérieur ». Il se montre catégorique : « La révolution nationale, la francisque gallique, les lois d'exception, les ordonnances de Vichy étaient tombées, comme d'elles-mêmes, d'un seul coup et la France libre avait pris la succession sans condamnations ni proscriptions. Les violences individuelles mêmes avaient été peu nombreuses. […] Les communistes, de leur côté, n'avaient pu prévaloir sur le patriotisme gaulliste ni les individualismes locaux[26]. »

Propos dignes du « fanatique gaulliste » qu'est Coulet, mais fort instructifs sur la situation corse en ce qu'ils sont en totale contradiction avec les récits imposés depuis et repris à satiété par nombre d'historiens.

Pour l'heure, Giraud prend acte que des dissensions plus ou moins graves selon les endroits opposent les patriotes à l'autorité du CFLN, mais que les choses ne mettent pas en péril le rétablissement de l'ordre républicain. L'ancien gouverneur de Metz qu'il est, et qui a montré lors des manifestations du Front populaire qu'il n'était pas homme à se laisser déborder par le désordre de la rue quand il y va de la sécurité du pays face à l'ennemi, juge manifestement qu'elles ne sont pas inquiétantes au point de nécessiter une intervention musclée, sinon on peut être sûr qu'il ne les aurait pas tolérées en ce moment crucial du combat pour la Libération. En revanche, ce qui se dessine déjà, c'est l'opposition entre patriotes de tendances politiques différentes. Les vieux clivages n'ont pas mis longtemps à réapparaître.

Le soir même, il se rend à Corte pour y discuter avec le général italien Magli, qui commande aux 80 000 hommes stationnés dans l'Île de Beauté, des modalités de son concours. Le lendemain, il est à Sartène qui vient d'être dégagé par le bataillon de choc. Comme à Corte, la population lui fait un triomphe, mais il décèle dans les propos des responsables civils « une

nuance de politique extrémiste plus accentuée que dans le Nord » et répète, une fois de plus, qu'il ne s'agit actuellement que de battre l'Allemand…

« Le maire, écrit Robert Aron, adresse au commandant en chef une vibrante allocution aux cris de "Vive le Comité ! Vive Giraud !". La foule reprend à l'unisson ses vivats, mais Giraud voulant prouver son loyalisme et son esprit coopératif l'arrête d'un geste en lui demandant d'associer à ses acclamations le nom du général de Gaulle, président, comme lui-même du Comité de la Libération. Une ovation immense réunit alors les deux grands chefs dans le même tribut de reconnaissance. Il en fallait davantage pour désarmer la rancœur du général de Gaulle[27]. »

Pourtant, il y a de quoi se féliciter. Impressionnés par le renouveau français que manifeste l'allant de l'armée d'Afrique et par la victoire qui, déjà, se dessine, les Anglo-Saxons ont annoncé le 21 septembre aux Communes, par la voix de Churchill, que le CFLN sera appelé à entrer dans la commission de la Méditerranée qui va être constituée :

« Ce sera la première fois, déclare le Premier britannique, que le comité prendra sa place comme un partenaire égal à côté des trois grandes puissances en guerre avec l'Allemagne en Europe. »

Il est donc temps pour le CFLN de se manifester… Le lendemain, il décide de lever la censure sur les événements de Corse et de lancer par radio cette proclamation : « Corses, Vous vous êtes levés d'un seul élan à l'appel de la patrie. Exploitant immédiatement une occasion favorable, vous êtes passés à l'attaque d'un ennemi puissamment armé. Des troupes françaises, parties d'une terre française, viennent de se joindre à vous. La Corse aura cet hommage d'être le premier morceau de France libéré par le courage de son peuple et la valeur de nos armes[28]… »

Staline rappelle à de Gaulle son hostilité à une offensive dans les Balkans

L'annonce solennelle de la rentrée de la France à son rang aux côtés des trois grandes puissances incite de Gaulle à reprendre la main. Par un virage sur l'aile. Le 24 septembre, il déclare à la radio d'Alger :

> Après trois ans et demi d'odieuse oppression et d'épreuves indicibles, la Corse, la Corse française, la Corse si aimée et si admirée paraît à son tour au soleil de la Libération […]. À mesure que fuit l'envahisseur, reparaît de ville en ville et de village en village, le peuple français tel qu'il est, c'est-à-dire courageux, rassemblé, résolu à la liberté. Mais aussi, la France se félicite d'être en mesure d'apporter une contribution utile à l'effort commun des Alliés […]. Le pays et l'empire saluent les combattants français de Corse, à qui le commandant en chef de l'armée française vient

d’aller, sur le terrain même, donner ses instructions pour les engagements de demain. À ces combattants et à leurs chefs, à ceux qui se sont levés du sol corse pour se libérer eux-mêmes et à ceux que l’armée, la marine, l’aviation françaises renaissantes y ont hardiment envoyés, le Comité de la Libération nationale adresse le témoignage ardent de l’amour et de la fierté de la France.

De Gaulle a bien conscience que cette louange d’une opération mal vue à Moscou pour les raisons que l’on sait passe mal auprès de Staline. Mais il a senti qu’il ne pouvait se montrer trop exigeant à l’égard des membres du CFLN que ses tendances dictatoriales inquiètent et, surtout, au moment où le succès des opérations de Corse auréole Giraud. Suivant l’avis de Queuille, qu’il a une fois de plus convoqué et qui l’a encore mis en garde, il a donc conclu qu’ayant l’accord de tous pour créer un commissariat à la Défense il était sage d’« accepter la transaction qui éviterait la rupture » et de s’en satisfaire pour le moment.

Pour le reste, il doit attendre. Pas question de toucher à la dyarchie. D’autant, qu’en plus, Giraud fait de la résistance sur la question du commissariat à la Défense…

Accompagné de Georges, le commandant en chef s’est retiré de la réunion du 25 vers midi en apostrophant les commissaires : « Messieurs, votre vote me met à la porte. J’ai mis l’Afrique du Nord dans la guerre, je l’ai libérée avec les Alliés, j’ai obtenu l’armement pour l’armée que j’ai organisée. Dans quelques jours, je vous donnerai la Corse. J’ai tenu à rappeler tout cela au moment où je pars[29]. »

Et dans sa lettre du même jour à de Gaulle, s’insurgeant contre ces dispositions qui abrogent les décrets du 3 juin et du 4 août 1943, fixant l’organisation et le fonctionnement du CFLN, il lui dit son fait : « Le rôle qui m’est réservé, en ma qualité de coprésident, dans le projet de décret que je n’ai pas voulu accepter, écrit-il, serait désormais lié, d’une part à une signature qui, vous l’avez dit vous-même, ne présente qu’un caractère de “copie conforme” et, d’autre part, à remplacer provisoirement le véritable président du comité quand il désire s’absenter. Ces dispositions ne respectent ni la lettre, ni l’esprit des accords que nous avons passés ensemble avant votre venue en Afrique du Nord et qui sont à la base de la constitution du comité. Je ne saurais les accepter[30]. »

L’ensemble des membres du comité rédige alors un « message au général Giraud » pour lui demander « instamment et dans l’intérêt de la France […] d’accepter la décision du comité réorganisant le Comité français de la Libération nationale et instituant un commissariat à la

Défense nationale ». Il est en outre spécifié : « Le comité prie le général de Gaulle de porter personnellement ce message au général Giraud et de se faire accompagner dans cette démarche par le général Catroux, M. Massigli et M. Tixier. »

Voilà donc que maintenant, tout en souhaitant ardemment le départ de son rival, de Gaulle se trouve paradoxalement contraint de l'empêcher de démissionner : « Je me permets de vous redire, lui écrit-il encore le lendemain, 26, à quel point tous les membres du comité qui ont signé la communication que j'ai eu l'honneur de vous remettre hier en compagnie du général Catroux, de M. Massigli et de M. Tixier, souhaitent que vous ne vous sépariez pas de nous et que vous consentiez à signer les décrets[31]. »

De quoi ruminer son échec. D'autant que cet échec ne passe pas inaperçu.

Orlov (qui remplace Bogomolov auprès des gouvernements alliés réfugiés à Londres) intervient aussitôt auprès de Dejean qui fait suivre derechef à de Gaulle le 27 septembre :

1) Que l'URSS désire que la France « recouvre non seulement sa place dans le monde, mais qu'elle joue sur le plan militaire comme sur le plan politique, dès maintenant un rôle aussi large et aussi actif que possible ».

2) Que les Soviets « ne verraient pas volontiers que l'effort principal des armées anglo-saxonnes se dirige vers les Balkans[32] ».

Le message du Kremlin est parfaitement clair sur ledit « rôle actif » que la France doit jouer « dès maintenant » et sans doute s'apparente-t-il à un coup de semonce dans l'esprit de De Gaulle puisque, dès réception du télégramme, celui-ci charge Palewski de communiquer à Avalov ce même 27 septembre :

1) « Son intention de créer un ministère de la Défense auquel Giraud sera subordonné. »

2) « Sa conviction qu'il réussira rapidement à éliminer Giraud du CFLN[33]. »

Un peu plus tard dans l'après-midi de ce 27 septembre, de Gaulle double la mise en envoyant à son tour Henri Bonnet en mission auprès de l'agent du NKVD. Le commissaire à l'Information du CFLN affirme d'emblée à ce dernier que tous les Français admirent la lutte héroïque de l'Armée rouge et qu'ils sont redevables de leur libération à l'Union soviétique « car, sans Smolensk, il n'y aurait pas eu la Corse, or la Corse représente le symbole de la renaissance politique et morale du peuple

français ». Une façon assez habile d'atténuer l'effet corse aux yeux du *Vojd*…

Puis Bonnet loue la déclaration de l'agence *Tass* concernant l'élaboration d'une commission aux Affaires méditerranéennes avec la participation de la France, qu'il souhaiterait voir transformée en organe permanent et servir de base à l'élaboration d'une entente future, et il affirme ensuite que dans le cadre de l'organisation de l'Europe d'après-guerre la France doit s'appuyer sur une « amitié étroite » avec l'Union soviétique sans oublier pour autant qu'elle doit avoir aussi des relations amicales avec l'Angleterre. Mais il souligne également le danger que la Turquie se lance dans des opérations militaires afin d'obtenir des avantages précis lors de la conférence de la paix. À la question d'Avalov : en quoi cela peut-il inquiéter la France ? Bonnet répond que « depuis longtemps la Turquie a des vues sur la Syrie » et que « certains États » sont prêts à lui permettre de les réaliser…

Serait-ce l'Angleterre par hasard ?

Pour finir, abordant la question de l'avenir de l'activité de la représentation diplomatique à Alger, Bonnet manifeste le souhait que soit envoyé de Moscou le plus possible de documentation diverse pour que la population soit informée sur l'Union soviétique et l'Armée rouge. « À ma demande que soit organisée par le commissariat à l'Information une projection du film *Stalingrad*, écrit Avalov, Bonnet a répondu qu'il allait donner immédiatement des instructions à ses collaborateurs pour l'organiser le plus rapidement possible. […] À la fin des entretiens, Bonnet a demandé de faire part à Moscou qu'il serait souhaitable d'y éditer des journaux en langue française que l'on pourrait trouver dans les établissements français pour y être diffusés. Il pense que ce serait le meilleur moyen pour les Français d'obtenir une information objective sur l'Union soviétique [*sic*][34]. »

L'amitié gaullo-soviétique adopte un rythme de croisière.

En fin de journée du 28, Giraud accepte pour finir la promotion de Legentilhomme (déjà commissaire adjoint à la Défense nationale, mais au titre d'adjoint au commandant en chef) comme commissaire à la Défense provisoire. Aussitôt, pour confirmer ses bonnes intentions à l'égard de Moscou, et n'ayant pas eu de réponse à sa demande du 25 août, de Gaulle relance ce même jour Grenier pour sa participation au CFLN. Mais, bien

sûr, avec toute la discrétion voulue – Grenier étant tout de même l'auteur d'une *Réponse à André Gide* où il dénonçait le grand écrivain qui, un moment ébloui par la propagande et la mystique soviétique, venait, dans son *Retour de l'URSS*, publié en 1936, de confirmer que l'URSS n'était pas le pays de la liberté. Il écrit donc à Pierre Viénot à Londres :

> Je vous prie de faire oralement, je répète oralement, à Fernand Grenier une communication de ma part sur les bases suivantes. Il est possible que le Comité de la Libération nationale soit amené prochainement à modifier dans une certaine mesure son caractère et sa composition en s'incorporant des représentants des grandes tendances politiques français rassemblés actuellement dans la lutte pour la libération de la France, le châtiment des traîtres et la restauration du régime démocratique. Dans ce cas, le comité désirerait sans doute voir le parti communiste représenté dans son sein. Je serais obligé à Fernand Grenier de me faire connaître d'urgence : 1) Quelle est son opinion à cet égard. 2) Si, éventuellement, il serait lui-même disposé à entrer dans le Comité de la Libération remanié. Je n'ai pas besoin de dire pour Fernand Grenier que cette communication doit rester entièrement secrète, étant entendu cependant qu'il serait normal que Fernand Grenier tienne à consulter très secrètement ses amis avant de me répondre explicitement. Tel est le sens de la communication à faire à Fernand Grenier. Je m'en remets à vous pour la lui présenter pour ce qu'elle est, je veux dire une consultation précise, ni plus ni moins. Amitiés[35].

Le gaullo-communisme gouvernemental étant en marche, de Gaulle choisit de repasser à l'offensive – mais par la bande – contre son rival, alors tout entier mobilisé par les aléas de la bataille de Bastia, qui a commencé le 30 septembre à 1 heure du matin avec la prise du col de San-Stefano par le 1er RTM (colonel Butler), lequel doit faire face à une puissante contre-attaque allemande appuyée par des Messerschmidt. Au PC de Martin, à Saint-Florent, bombardé à son tour par l'artillerie allemande, André Philip, venu apporter aux combattants le salut du gouvernement, est aux premières loges pour suivre les développements des combats. Mais il en sera quitte pour la peur car, bien que trempés par une pluie incessante et froide, fatigués par les longues marches de nuit exécutées depuis leur arrivée dans la zone des combats et sans aide des ailes françaises ou alliées, les tirailleurs tiennent bon sous les mitraillages et les bombardements. Le commissaire à l'Intérieur ne s'attarde pas sur le front et regagne Ajaccio où l'attendent d'autres obligations. Le cinéma Laetitia (propriété d'Archange Raimondi) où il prend la parole devant une salle comble est un endroit moins exposé et il peut donner libre cours à son lyrisme : « Par les sacrifices de la Résistance, par l'action hardie des patriotes de Corse, la France a reconquis le droit de parler avec ses alliés sur un pied d'absolue égalité. »

Une immense ovation salue la péroraison du commissaire à l'Intérieur, qui annonce derechef la création d'une commission d'épuration qui va purger la Corse libérée des collaborateurs et autres fascistes. Alors la salle, rapporte *Le Patriote*, « scande longuement, délirante d'enthousiasme, le cri surgi du cœur de notre peuple : de Gaulle ! de Gaulle !… »

Giovoni succède à Philip à la tribune pour tracer un parallèle entre la « merveilleuse histoire » de Sampiero, de De Gaulle et des patriotes du FN de Corse. Pourquoi Sampiero ? Parce qu'il fut le premier, au XVIe siècle, à vouloir le rattachement de la Corse à la France. Sampiero voulait donc que la Corse fût française et de Gaulle a permis qu'elle le demeurât. CQFD[36].

Celui-ci entend le message, et il écrit dès le lendemain 1er octobre à son cousin Henri Maillot : « Le Front national a bien mérité de la patrie. Quelques jours encore et l'île tout entière sera libérée de l'ennemi et des traîtres à son service. Ensuite, il faudra poursuivre dans la guerre d'abord, la paix ultérieurement. C'est pour cet effort immense et fraternel que les patriotes doivent s'unir effectivement. La "France combattante" va rassembler les bons Français de Corse. Ceux du Front national donneront l'exemple de l'union[37]. »

L'emploi de l'expression « France combattante » dont il sait que les communistes d'Alger, à l'initiative de Waldeck-Rochet, tentent de l'investir afin d'en partager l'auréole avec les gaullistes, est évidemment intentionnel de la part de De Gaulle. Il s'agit à la fois de sa part d'un signe d'acceptation de ce partage et d'un clin d'œil directif… En deux mots comme en cent : le FN corse doit suivre l'exemple du groupe communiste d'Alger[38].

Ce 1er octobre, deuxième jour de l'offensive qui, malgré un temps épouvantable, bat son plein en direction du col de Teghime, de Gaulle, selon Catroux, présente devant le comité une ordonnance et un décret « dans les termes de la lettre qu'il m'avait fait tenir le 18 septembre »[39]. Et de Gaulle dans ses *Mémoires* (p. 533) et Catroux dans les siens (p. 380-383) font état de conserve d'une ordonnance du 3 octobre au sujet de l'organisation et du fonctionnement du Comité français de la Libération nationale et d'un décret du 3 octobre sur l'organisation des forces armées instituant un commissariat à la Défense, signés conjointement par les deux coprésidents.

Or, concernant l'ordonnance dont les deux premiers articles stipulent que le Comité français de la Libération nationale élit son président, qu'il est

en fonction pour la durée d'une année, qu'il est rééligible, qu'il dirige les travaux du comité, contrôle l'exécution de ses décisions et assure la coordination entre les commissaires etc., il s'agit d'un faux.

Si le CFLN a bien voté pour un décret instituant un commissariat à la Défense nationale, il n'a en revanche voté que pour un décret, certes intitulé décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale, mais dont le contenu a peu à voir avec le texte présenté dans les annexes des *Mémoires*. Voici le texte du décret voté et publié au JORF du 7 octobre 1943 :

> Considérant que le développement des opérations militaires hors de l'Afrique du Nord et l'approche du moment où des forces françaises importantes seront engagées dans la bataille exigent que le commandant en chef, président du Comité français de la Libération nationale, voit sa tâche allégée dans toute la mesure du possible des préoccupations qui ne seraient pas d'ordre uniquement militaires.
>
> Considérant d'autre part que, pour faire face aux questions multiples et urgentes que soulève la libération de la France, il importe que le comité soit en mesure de conduire ses travaux dans des conditions qui assurent à l'action gouvernementale toute l'efficacité et toute la rapidité possibles.
>
> Décrète (les trois premiers articles traitant des compétences du comité) :
>
> Art. 4. – Les présidents du comité sont chargés respectivement :
>
> Le général de Gaulle, de la direction de l'action gouvernementale.
>
> Le général Giraud, du commandement en chef et de la direction des opérations militaires.
>
> À partir du jour où le général Giraud prend le commandement effectif des forces en opérations, il cesse d'exercer ses fonctions de président du Comité français de la Libération nationale[40].

Ce décret consacre le partage des tâches entre les deux présidents, et fixe la condition qui mettra fin à la coprésidence du commandant en chef, mais il n'établit nullement la présidence unique. En outre, cette fausse ordonnance, mal datée (le 3 ? octobre) vient soutenir le corps du texte des *Mémoires* puisque de Gaulle n'hésite pas à écrire : « Dans le courant d'octobre, le Comité de la Libération adopta à mon invitation une ordonnance en vertu de laquelle il n'aurait qu'un président. Giraud lui-même y apposa sa signature. » C'est bien l'aspect dérangeant de cette affaire : le fait que de Gaulle ait apposé sur un texte fictif la signature de Giraud[41].

Pour le reste, le décret fait évidemment le lit de De Gaulle puisqu'il lui réserve la direction du gouvernement, ce qui permettra à Capitant de souligner dans *Combat* : « 1) Les avantages de la présidence unique ont été pratiquement reconnus ; 2) Les pouvoirs du président politique ont été

renforcés. […] Le *chef de l'État* reste provisoirement bicéphale, mais le *chef du gouvernement* n'a plus qu'une tête, une tête qui a l'air de bien savoir ce qu'elle veut. »

En d'autres termes, le coprésident Giraud n'aura plus d'autre fonction que de contresigner « pour copie conforme » ordonnances et décrets et, de plus, le nouveau commissariat à la Défense, doté de missions et de services propres, limitera d'autant ses prérogatives de commandant en chef. Selon la formule du général Chambe, son directeur de cabinet militaire, qui ne se fait pas faute de le lui répéter, la « recette de l'artichaut qu'on mange feuille à feuille est bien au point ».

Giraud signe-t-il par lassitude d'une bagarre entre deux généraux français dont il regrette profondément le spectacle qu'elle donne devant l'ennemi ? Par confiance dans la parole de De Gaulle auquel le lient malgré tout des souvenirs anciens, une certaine communauté de dissidence et, surtout, par des accords signés en bonne et due forme par les deux parties ? Sans doute les deux. Mais sûrement aussi par préférence : la présidence du CFLN lui importe moins que le commandement en chef et il peut penser que la tradition de la subordination du militaire au civil étant maintenant actée par la création d'un ministère de la Défense (poste tenu par un officier général ce qui devrait plus faciliter les choses que si c'était un politicien), il va pouvoir se consacrer totalement à sa tâche. La seule qui lui importe véritablement[42].

Ignorant – et ne pouvant même les imaginer – les attaches de De Gaulle avec le Kremlin et leur double contenu politique et géostratégique, il peut légitimement penser qu'entre eux l'affaire n'est qu'une question d'ego et que l'ambition de ce dernier se satisfera de la première place.

Le début de la prise de pouvoir gaulliste s'illustre, ce même 1er octobre, par un arrêté du commissaire à l'Intérieur qui institue officiellement en Corse une commission d'épuration dont le rôle consiste, selon l'article 1er de l'arrêté, à « rechercher les fonctionnaires, les élus et les personnes privées qui, depuis le 24 juin 1940, ont, par leur attitude, leurs propos ou leurs actes, manqué à leur devoir national, dénoncé des patriotes à l'ennemi, poursuivi une action hostile à l'égard des Alliés et des Français qui continuaient la lutte à l'extérieur et à l'intérieur, ou délibérément porté atteinte aux institutions républicaines ». Objectif large donc. La commission est également chargée de proposer des sanctions.

Le 2 octobre, à 16 heures, le col de Teghime est enlevé de haute lutte par les tabors et le 4 octobre, à l'aube, Bastia est prise.

Meurtrie mais libre, et une fois ses habitants revenus comme par enchantement (95 % d'entre eux l'avaient abandonnée), la ville prend un air de fête, gâché un moment par un terrible et malencontreux bombardement du port par des bombardiers américains du *Strategic Air Command* qui croient la ville encore occupée par les Allemands.

La campagne a duré trois semaines et le « bain de sang » prévu est de 326 hommes hors de combat (dont 75 tués) pour les troupes régulières. Et de 172 morts et 300 blessés chez les patriotes. Sans compter les victimes civiles (plus de 300) des bombardements de Bastia. Les pertes italiennes sont évaluées à 637 tués et 600 blessés et les pertes allemandes à mille tués et cinq cents blessés.

La Corse est libérée. Et libérée par les siens. C'est, selon le mot d'Ilya Ehrenbourg, « la France qui libère la France ». C'est aussi le premier département français à rejoindre le camp des Alliés.

Outre le fait que la bataille de Corse a ralenti le passage de la 90^{e} panzer en Italie au moment où Kesselring aurait eu tant besoin de ce renfort pour rejeter les Alliés à la mer – ce qui a donc rendu possible la victoire de Salerne, et outre le fait que cette victoire purement française a porté un nouveau coup au mythe de l'invincibilité de la Wehrmacht, et, parallèlement, témoigné de la renaissance de l'armée française et donc de la France, le plus magnifique porte-avions à proximité des côtes d'Italie (100 kilomètres) et de Provence (150 kilomètres) est maintenant à leur disposition. Eisenhower demande aussitôt que l'île devienne un *Aerial Spring Board* (un grand tremplin aérien) d'où les escadrilles s'élanceront pour désorganiser le front allemand qui se constitue en Italie. On va y compter jusqu'à 17 terrains d'aviation – ce qui vaudra à l'île, de la part des pilotes, le surnom d'*USS Corsica*. Et c'est de celui de Poretta que le commandant Antoine de Saint-Exupéry s'envolera pour ne plus revenir à bord du *Lightning* n^{o} 223, le matin du 31 juillet 1944.

Ce même 4 octobre, de Gaulle déjà dans sa peau de président se rend auprès de Giraud au Palais d'Été pour le féliciter au nom du gouvernement

de l'« heureuse issue » de l'opération militaire. « Il l'avait prescrite et lancée, écrit-il. Il en avait assumé le risque. Le mérite lui en revenait[43]. »

La bataille est finie. De Gaulle peut atterrir le 5, à Ajaccio. Son voyage n'a pas été annoncé, mais la rumeur s'en est chargée dès son arrivée. Devant la préfecture, le cours Napoléon est noir de monde. Le *Journal de la Corse* résume le sentiment populaire : « Enfin nous avons pu voir notre grand chef… Il est apparu du balcon de la préfecture. Les soldats braquent sur lui les faisceaux lumineux de leurs puissantes lampes électriques, faisant ainsi ressortir sa haute stature et son visage énergique ; beaucoup attendaient un discours. Il dit seulement quatre mots de la voix claire et forte de chef : "Vive la Corse française !" »

Les dirigeants du FN, Giovoni, Maillot et Choury, présents ce jour-là à Ajaccio, sont reçus quelques heures plus tard. Ils s'entendent dire simplement : « Vous savez que je ne suis pas expansif… Laissez-moi vous dire que ce que vous avez fait est beau[44]. »

Ce même 5 octobre, tandis que de Gaulle s'en va de ville en village et derrière des haies de patriotes portant brassards et mitraillettes cueillir les fruits d'une victoire qui ne lui doit rien, et déployant pour ce faire force démonstration[45], Giraud écrit au général Martin, sous surveillance gaulliste à son insu : « Mes plus affectueuses félicitations, mon cher ami. Vous avez mené l'affaire de main de maître : ça ne m'étonne pas. » Puis il donne l'ordre de préparer, sans perdre une minute, la base d'opérations terrestres, aériennes et navales de Corse.

Pas plus dans cette lettre que dans ses Mémoires, le commandant en chef ne se dresse de lauriers. Le chef audacieux à qui la fortune a souri vient pourtant d'apporter à la coalition une victoire essentiellement française.

Moyennant quoi, les gaullistes sont à la manœuvre pour ternir le succès du commandant en chef : le bruit court aussitôt que Giraud a vendu la Corse aux Américains…

Dans son journal à la date du 6 octobre, Queuille s'en fait l'écho. Il dit avoir appris de Tissier et reçu confirmation par Billotte que Giraud a mis la Corse à la disposition des Alliés dans les conditions prévues pour l'Afrique du Nord aux termes des accords Clark. Et cela sans en parler à personne. « Voilà encore un drame en perspective, avec le tort du côté de Giraud, commente l'ancien ministre. Il est bien évident que la Corse peut et doit servir de porte-avions pour la bataille du Pô et du nord de l'Italie. Les

Allemands s’en rendent compte, qui lancent paraît-il sous-marins et bombardiers sur la Corse où les Américains arriveraient. Mais la Corse a été libérée par nous… on pouvait à cette occasion, on devait réviser les accords et Giraud nous engage. »

Queuille croit-il vraiment cette information d’origine gaulliste ? La suite de son propos permet d’en douter :

> Cela, poursuit-il en effet, va permettre à de Gaulle de poursuivre son dessein. C’est vraiment un homme curieux, des impulsivités, des éclats, puis à la réflexion un mouvement d’arrêt, de recul, l’apparence d’un changement d’attitude, mais dès l’occasion favorable, il reprend la route qu’il s’était fixée. Manifestement il veut de plus en plus éjecter Giraud, faire disparaître certains membres du Comité de la Libération, et l’on va voir se développer la manœuvre. Puisque les commissaires sont responsables devant le comité, il va s’assurer des majorités pour remplacer celui-ci, puis tel autre… manger l’artichaut. Certains commencent à s’en rendre compte ; Massigli me disait l’autre soir : « Il veut se débarrasser de moi. » Le premier visé semble être Couve de Murville. On verra sans doute cela s’esquisser incessamment, d’autant que le bruit de remaniement se précise de plus en plus[46].

Le 7 octobre, accompagné du sénateur Paul Giacobbi, d’Arthur Giovoni, d’Henri Maillot et de Maurice Choury, et rejoint à Saint-Florent par François Vittori, de Gaulle se rend à Bastia par une route parsemée de trous d’obus et de bombes, jalonnée par des carcasses de chars et de véhicules, et, des hauteurs, il peut contempler la « ville martyre ». Après une halte au monument aux morts qui fait face au port paralysé par les épaves, il gagne à pied l’hôtel de ville où l’accueille Jacques Faggianelli, l’un des chefs de la Résistance devenu maire. « Je suis fier de pouvoir vous dire que Bastia n’a rien perdu de son courage et de sa foi », lui dit simplement ce dernier, à quoi de Gaulle répond : « Je suis profondément ému d’être parmi vous, dans cette ville dont il est bien certain qu’elle a beaucoup souffert, mais surtout qu’elle a bien mérité de la patrie. En nous regardant en face, vous et moi, les yeux dans les yeux, nous avons la conviction que tous les Français sont d’accord sur ce qui les préoccupe tous : la libération, la rénovation et la grandeur de la France. »

Le 8 octobre, de retour à Ajaccio, après avoir assisté à un *Te Deum* et fleuri le monument aux morts et la statue de Napoléon, de Gaulle prend la parole, place du Diamant, devant une foule évaluée à 15 000 personnes :

> La Corse a la fortune et l’honneur d’être le premier morceau libéré de la France, déclare-t-il. Ce qu’elle a fait éclater de ses sentiments et de sa volonté à la lumière de sa libération démontre ce que sont les sentiments et la volonté de la nation tout entière. […] Les patriotes corses, groupés par le

Front national, auraient pu attendre que la victoire des armes réglât heureusement leur destin. Mais ils voulaient eux-mêmes être des vainqueurs. Ils jugeaient que la Libération ne serait point digne de son propre nom si le sang de l'ennemi ne coulait point de leurs propres mains et s'ils n'avaient point leur part dans la fuite de l'envahisseur.

Difficile de dire et répéter de façon plus élogieuse que le Front national a bien mérité de la patrie…

Mais l'orateur se sait attendu au tournant par un certain dictateur « habillé en maréchal » et « tapi dans sa ruse ». Il se doit donc de compenser d'une manière ou d'une autre cette victoire française – fort inopportune pour les projets de ce dernier – par une exposition publique de ses propres bons sentiments à son égard. Mais là encore il sait faire. Même au prix de quelques acrobaties. Prétextant le devoir de grandeur d'âme qu'une France victorieuse saura montrer à l'égard d'un peuple italien « longtemps dévoyé » mais que rien de fondamental ne sépare de son voisin d'au-delà des Alpes, il conclut par cette déclamation :

« Car ici, nous nous trouvons au centre de la mer latine, de cette mer par où nous est venue notre civilisation, de cette mer que bordent au nord la France, et au midi l'Empire français d'Afrique, de cette mer où tant d'influences séculaires nous ont acquis vers le Levant d'indestructibles amitiés, de cette mer qui pénètre et relie à nous de vaillants peuples balkaniques, de cette mer enfin, qui est l'un des chemins vers notre alliée naturelle, la chère et puissante Russie. »

Le trait est un peu gros et pour le moins insolite, et il ne passe pas inaperçu ni aux yeux des siens[47] ni à ceux des Anglo-Saxons. Dans le compte rendu « très secret » de son entretien du 10 octobre avec Eden et William Strang, Massigli écrit à l'intention de ses confrères du CFLN, au chapitre VI intitulé « Position internationale du comité » :

À diverses reprises, M. Eden a évoqué la vivacité des débats auxquels la question française a donné lieu à la conférence de Québec ; il dut aller jusqu'à déclarer, notamment, à M. Cordell Hull qu'en tout état de cause et quitte à se séparer des États-Unis, l'Angleterre reconnaîtrait le comité ; ses relations personnelles avec son collègue américain ont été affectées par ce débat ; elles le sont encore. Aucune illusion n'est permise : les préventions américaines contre le général de Gaulle ne sont en rien atténuées ; à diverses reprises Cordell Hull a accusé le gouvernement britannique de fournir de l'argent au Général pour faire, aux États-Unis, une propagande contre l'administration de Washington ; on accuse le général de Gaulle d'être l'allié des communistes, etc. À cet égard d'ailleurs le secrétaire d'État ne cache pas qu'il regrette certaine phrase du discours d'Ajaccio. Le Premier ministre (*i.e.* Churchill) d'ailleurs n'est pas revenu lui-même de ses préventions contre le général de Gaulle ; il aime la France ; il fera tout pour elle ; il ne fera rien pour le Général. Eden aimerait, il me l'a dit en privé, et il l'a répété au Général lui-même, que celui-ci changeât de

méthode. Les bons procédés sont utiles avec les Anglo-Saxons ; il est par contre parfois nécessaire d'être désagréable envers les Russes ; sinon ils deviennent de plus en plus exigeants. Pour lui, c'est la méthode qu'il a employée avec Moscou récemment encore, et il a eu à s'en louer. Ce que souhaite le secrétaire d'État, c'est que la France et l'Angleterre aient en Russie une politique parallèle. Cela doit lui permettre de travailler au rapprochement américano-russe, qu'il faut poursuivre avec patience[48].

Si les Anglo-Saxons tiquent, et ils ne sont sans doute pas les seuls, y compris au sein du CFLN, les Soviétiques, eux, reçoivent le message 5 sur 5 puisque dans son télégramme du 14 octobre à Molotov, Bogomolov reprendra textuellement cette phrase du discours de De Gaulle. Mais il en faut plus malgré tout pour éteindre ou même seulement atténuer la méfiance du chef tout-puissant de la « chère et puissante Russie »…

Car, pour l'heure, Giraud est certes coiffé d'un commissaire, mais il est toujours membre et un membre éminent du CFLN que couronne une victoire spectaculaire – la deuxième qu'il apporte à la France en moins de cinq mois. Et de plus, il reste commandant en chef. Et c'est évidemment sur ce point capital que Staline attend son allié de Gaulle. Et il n'est pas exagéré de dire qu'il l'attend même au tournant. D'où pendant un temps un refroidissement marqué de leurs relations : Grenier a bien fait part à Viénot de son « sentiment » que « ses amis seront d'accord aussi bien sur l'idée que sur le choix de son personnel », mais ses amis précisément font la sourde oreille. Sur ordre bien sûr.

De Gaulle accuse Giraud d'avoir fait le jeu des communistes

Dans ses *Mémoires*, pour l'histoire, de Gaulle explicite ainsi la deuxième étape de son offensive anti-Giraud : « … Justice étant rendue aux capacités militaires du général Giraud, il n'en restait pas moins qu'il avait procédé vis-à-vis du gouvernement, d'une manière qu'on ne pouvait admettre. Je le lui répétai ce soir-là après lui avoir adressé mon compliment [*sic*]. » Et le mémorialiste précise :

> Au fond, Giraud ne se résignait à aucune forme de dépendance. Ce qu'il paraissait accepter n'était jamais acquis. Par nature et par habitude, mais aussi en vertu d'une sorte de tactique, son esprit s'enfermait dans le seul domaine militaire, refusait de considérer les réalités humaines et nationales, fermait les yeux à ce qui appartient au pouvoir. Dans cette psychologie, il ne pouvait, vis-à-vis de moi, faire abstraction de la hiérarchie d'antan. Non qu'il ne ressentît, lui aussi, le caractère exceptionnel de la mission qui m'incombait. Il sut d'ailleurs m'en donner en public comme en privé, des preuves généreuses et émouvantes. Mais il n'en tirait pas les conséquences pratiques.

Mais comme il se doute bien que cette tentative de psychologisation du caractère de ce rival est passablement insuffisante pour justifier l'éviction d'un général victorieux (le refus de toute dépendance pouvant en outre difficilement passer pour un reproche dans la bouche du rebelle du 18 Juin !), de Gaulle croit devoir la soutenir, comble d'ironie, par l'accusation à mots à peine couverts contre son rival d'avoir fait en Corse le jeu du… parti communiste : « Je n'approuve pas le monopole que vous avez donné aux chefs communistes », lui aurait-il dit dès le 9 septembre[49].

Accusation qu'il formule également contre Colonna d'Istria coupable d'avoir traité « exclusivement » avec les chefs communistes Giovoni et Vittori « soit qu'il n'aperçût pas l'inconvénient de cette préférence, soit qu'il voulût simplifier le problème, soit qu'il en eût reçu l'ordre ». De Gaulle souligne à ce propos que Pourtalet qui, de Nice, s'était tenu en liaison avec Giovoni, « n'avait pas manqué de fournir au commandant en chef sur la situation en Corse des renseignements et des suggestions dont son parti tirerait avantage[50] ».

La situation résultant en Corse de ce jeu « procommuniste » de Giraud aurait, toujours selon de Gaulle, « impressionné » les ministres et il cite le cas d'André Philip qui, étant allé visiter l'île, avait constaté comment les communistes installaient des municipalités de leur choix. « À aucun prix, écrit-il, les ministres ne voulaient voir ce précédent se reproduire demain dans la métropole. Ils me pressaient donc de réaliser ce changement de structure qui mettrait le gouvernement à l'abri de telles surprises. Leur souci était le mien. Mais j'entendais procéder jusqu'au bout avec ménagement à l'égard du grand soldat qui, au long de sa carrière, avait rendu tant de brillants services et dont l'ennemi, au même moment, traitait d'une manière odieuse la famille qu'il avait saisie[51]. »

Accusation qui ne manque pas d'intérêt de la part d'un homme engagé depuis deux ans dans une alliance aussi dangereusement contraignante avec le Kremlin et qui s'apprête à introduire le parti communiste dans l'appareil d'État[52]…

Dans cette affaire, le summum de l'habileté gaulliste est d'accuser son rival de faire le jeu des communistes quand lui-même se plie aux injonctions soviétiques de neutraliser son rival dont la logique stratégique s'oppose aux ambitions du Kremlin. Très vite cependant, car il faut ce qu'il faut, les gaullistes s'emploient à récupérer la victoire. De nombreux cafés étant ornés de portraits comportant l'inscription « Giraud, le Libérateur », le

représentant du BCRA, Louis Wallon, signale au commissaire à l'Intérieur, André Philip, la « nécessité d'acheminer du matériel de propagande gaulliste, l'armée exaltant surtout la gloire du général Giraud[53] ». Ce qui relativise un peu les cris de victoire gaullistes… Mais une chose est certaine : la transposition dans l'Île de Beauté de la « querelle des généraux » (et ce en plein effort de guerre) n'effraie donc pas les partisans de De Gaulle, qui prêche par ailleurs l'union de tous les Français.

Le 22 septembre, alors que Giraud était sur le front corse, René Massigli a écrit à de Gaulle :

> J'apprends par un télégramme du général Petit que celui-ci a remis à Staline une lettre de vous qui paraît ne pas se limiter à des considérations d'ordre militaire. Alors que je mets au point l'exposé que je destine au comité sur les problèmes de politique étrangère, il me serait particulièrement précieux d'avoir connaissance de ce document qui évoque sans doute diverses questions politiques intéressant au premier chef le commissaire des Affaires étrangères. Je ne doute pas que ce soit par suite d'une erreur que ce texte ne m'a pas été communiqué. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir donner les instructions nécessaires pour que cette erreur soit réparée.

Détails : ni les archives françaises ni les archives gaullistes (Annexes des *Mémoires* et LNC) n'ont gardé la trace ni même ne font mention tant de cette lettre de De Gaulle à Staline que du télégramme de Petit à Massigli. Si de Gaulle est passé par Petit c'est par commodité sans doute, car Garreau est alors en déplacement à Alger, mais c'est peut-être aussi intentionnellement, car il le sait particulièrement bien en cour au Kremlin. Petit est d'ores et déjà devenu (en passe de devenir) un « compagnon de route » affirmé. Enfin, il faut noter qu'en la matière, de Gaulle fait entièrement cavalier seul, ne mettant ni le coprésident du CFLN ni le commissaire des Affaires étrangères ni aucun des membres du comité dans la confidence de ses liens moscovites, ne serait-ce qu'épistolaires. Force est de constater que, ne tenant aucun compte du gouvernement, poursuivant dans le plus grand secret (comme il a procédé jusqu'à présent) ses relations avec Moscou, de Gaulle s'établit dans un tête-à-tête avec le Kremlin.

Il existe bien dans les archives soviétiques une lettre de De Gaulle à Staline mais elle est datée du 6 août 1943. Et l'on sait par ailleurs que Petit a été reçu en audience au Kremlin et a remis une lettre en main propre à Staline le 15 septembre.

S'agit-il de la même lettre ? Malgré les délais (un mois et six jours), c'est possible.

Celle du 6 août, en tout cas, introduit Petit non plus comme chef de la mission militaire française de la France combattante auprès du gouvernement soviétique, mais comme délégué du Comité de défense nationale. Un passage présente quelque intérêt :

> Vous avez pu, Votre Excellence, vous convaincre, en suivant les événements qui ont eu lieu en Algérie ces dernières semaines, que l'union de toutes les forces françaises pour poursuivre la guerre aux côtés des Alliés jusqu'à la victoire finale est devenue depuis un facteur décisif. Avec la transmission, à votre destination, de renseignements précis sur l'organisation politique et militaire dont le but est de libérer la France occupée par l'ennemi et de rétablir les institutions démocratiques traditionnelles de notre pays, le général Petit vous fera part, au nom des forces françaises, du plaisir illimité qu'elles ont ressenti à la suite des succès obtenus par les armées soviétiques se trouvant sous votre haut commandement. Il vous dira aussi, avec quel profond sentiment de reconnaissance j'ai personnellement apprécié les nombreux témoignages de sympathie que vous avez manifestés à l'égard de la France combattante, ainsi que votre activité efficace pour soutenir les efforts que nous faisons pour obtenir le droit pour notre pays de participer au règlement pacifique de la même façon que nous avons participé à la guerre[54].

On ne peut guère faire plus dans l'hommage !

Est-ce cette dernière notation concernant les problèmes de politique étrangère qui laisse penser à Massigli que la lettre de De Gaulle à Staline « ne paraît pas se limiter à des considérations d'ordre militaire » ? Cela semble bien mince et, faute de documents, il est préférable de se souvenir dans quel contexte de Gaulle écrit cette lettre.

La période de juin à la fin août, nous l'avons vu, a été marquée par le soutien renforcé des Soviétiques et des communistes français aux gaullistes et à leur volonté non moins affichée de voir aboutir la réorganisation de l'armée française visant à l'élimination de Giraud alors que, dans le même temps, se préparaient les opérations alliées en Sicile pouvant déboucher sur une offensive dans le « ventre mou » de l'Europe.

L'inquiétude de Massigli monterait sans doute et à juste titre d'un cran s'il avait une connaissance complète des échanges verbaux du rendez-vous du Kremlin. Les archives soviétiques nous apprennent en effet que lors de cette audience que lui accorde Staline le 15 septembre – audience au cours de laquelle il lui remet une lettre de De Gaulle (celle dont on a connaissance ou une autre) –, Petit formule un certain nombre de demandes « au nom de De Gaulle ». Les Français voudraient : a) « […] échanger avec le gouvernement soviétique des missions militaires de 10 officiers chacune ». b) Obtenir de l'URSS « 30 stations radio ». c) Voir organiser « une ligne aérienne franco-soviétique Alger-Moscou ».

Autant d'occasions inespérées pour le NKVD d'entrisme dans la nouvelle administration française que de Gaulle souhaite mettre en place sur les ruines de la III^e^ République… et l'on comprend mieux, au vu de la suite, pourquoi les archives tant françaises que gaullistes sont muettes sur cette rencontre. D'autant que le général Petit, à ce que disent toujours les archives soviétiques, n'y est pas allé par quatre chemins pour crédibiliser ses demandes : il s'est présenté au chef du Kremlin en tant qu'ami du général de Gaulle, car « entre le général de Gaulle et lui existent non seulement des relations de subalterne à chef mais aussi des relations de vieille camaraderie [*sic*] ». Petit a également déclaré qu'il se présente au maréchal Staline en tant que « représentant de toutes les forces armées françaises » chargé de lui communiquer la façon dont elles sont organisées. Précisant à ce sujet que si Giraud est le commandant en chef et de Gaulle le président du CFLN (celui-ci ne le sera que quinze jours plus tard !) et en charge de toutes les questions excepté des questions militaires (donc pour rien dans les campagnes de Corse et d'Italie !), mais cependant possédant aussi le pouvoir militaire (donc capable de bloquer un processus mal venu). Une précision qui, on l'a vu, n'a cependant pas rassuré totalement Staline à en juger par la mission d'Orlov auprès de Dejean.

Les communistes élaborent leur stratégie de rupture

Le pouvoir que de Gaulle vient de gagner au CFLN en se positionnant comme le futur et seul président, le parti communiste qui y joue son jeu en toute impunité le gagne au CNR. Au point que Claude Bourdet écrit à Frenay « retenu » à Londres sur ordre de De Gaulle : « La folle politique de politisation de la Résistance commencée par Rex (Moulin) en créant le CNR, continuée par Sophie (Serreules) en empêchant la création du Comité central de la Résistance puis en créant le Bureau permanent du CNR, qui s'arroge peu à peu l'exécutif de la Résistance, continue à être chaque jour davantage une catastrophe… Dans ce bureau il ne peut y avoir un élément sain. […] Autant j'étais pour une collaboration étroite et loyale avec les cocos, autant je me refuse à être dirigé par eux[55]. »

On ne peut être plus net. Mais il faut rendre à Moulin ce qui lui appartient : c'est lui qui a désigné comme secrétaires du CNR les communistes Meunier et Chambeiron qui sous les ordres de Villon seront en mesure de contrôler la gestion du bureau. En outre, la volonté de De

Gaulle de retenir Frenay à Londres est plus que troublante, car elle consiste dans les faits à faire le lit du PCF…

Tirant profit de tout, les communistes ont d'abord réussi à rendre le CNR indépendant de De Gaulle, puis une fois aux commandes, ils en ont fait progressivement une machine de guerre contre les gaullistes, mais aussi contre les mouvements de résistance en jouant habilement de leurs conflits d'intérêts.

La lecture des revues du parti communiste et de ses satellites révèle clairement à Frenay qu'« ils tendent à se faire passer en France pour la seule organisation représentative de la Résistance ». C'est ainsi que dans un grand nombre de feuilles imprimées ou ronéotypées dans des départements fort éloignés les uns des autres, le chef de Combat peut lire des phrases semblables à celles qu'il relève dans *Le Patriote de l'Oise* daté d'août 1943 :

> Le Front national est reconnu par le Comité français de Londres comme l'organisme qui représente la France sur le territoire de la patrie…
>
> Ces publications simultanées correspondent évidemment à un mot d'ordre, remarque Frenay. En outre le parti communiste prépare à son profit la prise en main des masses. Dans un document intitulé *La Vie du parti*, paru il y a deux mois, je note :
>
> Il faut savoir lancer des mots d'ordre revendicatifs ou d'action quitte à lancer d'autres mots d'ordre plus avancés au cours de l'action… Il nous faut partout des hommes décidés, aptes à prendre la tête des masses… Une tâche décisive pour le parti réside dans le développement des FTP nécessaire à l'encadrement militaire des masses quand sonnera l'heure de l'insurrection[56]…

La montée en puissance des communistes s'exerce dans tous les domaines car ils utilisent le CNR comme tremplin vers les Comités départementaux de libération (CDL) que Francis Closon a été chargé par Londres de mettre en place et qui le fait en étroite liaison avec le CNR et à l'image de celui-ci.

Tout en appelant à l'insurrection nationale et à l'épuration, le PCF poursuit son objectif numéro 1 : le développement du Front national, dont l'ambition consiste à rassembler au sein d'une même organisation, sous contrôle exclusivement communiste (ce qui n'a pas été le cas en Corse), le maximum de Français quelle que soit et quelle qu'ait été leur couleur politique. Il s'agit donc pour le PCF de créer « au sein de la population et de la Résistance métropolitaine un courant politique contrôlé par le parti susceptible d'être opposé au courant gaulliste ».

Toujours selon Stéphane Courtois, la politique spécifique que le PCF poursuit alors a principalement pour but d'entretenir de constantes controverses avec la Délégation générale et, plus largement, avec le CFLN et le général de Gaulle, afin de renforcer encore la tendance à la bipolarisation. Bipolarisation qui réduit progressivement les autres groupements moins idéologiquement soudés au rôle de masse de manœuvre de l'un des deux pôles : gaulliste ou communiste. « Le PCF peut ainsi rassembler derrière lui, à chaque instant, les mécontents du moment contre Alger et de Gaulle. Ils ne s'en privent pas (problème de l'armement, du financement, de l'épuration). Cette bipolarisation qui est très profitable aux deux adversaires-partenaires met ainsi le PCF pratiquement sur un pied d'égalité avec de Gaulle. »

Et citant le proverbe africain, « il ne peut y avoir deux crocodiles mâles dans le même marigot », Courtois conclut :

> C'est donc très logiquement qu'après avoir pris la mesure du général de Gaulle au sein de l'alliance, le PCF va chercher à prendre le pas sur lui en dehors de l'alliance et fatalement contre elle. Il va élaborer les éléments d'une stratégie de rupture à plus long terme, destinée aux lendemains de la Libération. Cette stratégie est une stratégie communiste classique de prise du pouvoir avec ses différentes étapes : crise de la société et du pouvoir en place, instauration d'un double pouvoir, débordement et rupture, instauration d'un pouvoir communiste (ou para-communiste). Il s'agit nettement d'opposer à la légalité gaulliste une légitimité populaire.

Grâce à l'accord fondamental qui les lie aux gaullistes, les communistes jouent sur du velours face à une Résistance non communiste divisée et victime d'une série de coups durs. Et quand leur montée en puissance provoque parfois des réactions de défense, ils recourent à des méthodes éprouvées. Ainsi, pour incapaciter les résistants non communistes, le PCF lance le 1er octobre une grande campagne de presse contre l'anticommunisme. La méthode est infaillible…

C'est donc à l'une des personnalités les plus en vue d'un parti communiste en pleine ascension, presque maître du CNR et engagé dans une stratégie de rupture, que de Gaulle réitère sa proposition de participer au gouvernement.

Devant cette nouvelle demande (qui ne peut s'il l'accepte qu'accroître la puissance et le prestige de son parti), Fernand Grenier répond de manière très orthodoxe le 1er octobre : « Je comprends parfaitement votre proposition [*sic*], mais aucun des membres du parti communiste français n'a le droit de prendre lui-même des décisions d'une importance aussi

considérable sans en référer au Comité central. C'est ce que j'ai fait au début de septembre en envoyant copie de votre lettre en France par messager sûr[57]. »

Une façon pour l'ancien député de Saint-Denis de marquer que l'on négocie de puissance à puissance.

Cette position de « demandeur » qu'il a vis-à-vis de Staline, de Gaulle l'a donc également, par la force des circonstances et la pesanteur de sa propre logique politique, vis-à-vis des communistes français…

Le 2 octobre, le Comité central donne sa réponse positive et des instructions détaillées à sa délégation d'Alger. « Elles confirmaient, écrit François Billoux, l'accord pour la participation au gouvernement provisoire en spécifiant qu'elle revêtirait une signification précise[58]. »

Quelle signification ? On la devine *a posteriori* dans le délai imparti à Grenier, qui doit attendre le feu vert avant de faire connaître sa réponse à de Gaulle. Or, ce signal, c'est Staline bien sûr qui le donnera. Et en attendant le parti a toute latitude pour faire monter les enchères selon une technique éprouvée.

Ainsi, alors qu'Auguste Lecœur, le numéro 4 du parti, en appelle à une « épuration élargie », Marty, lui, défend la thèse de l'autonomie absolue du parti afin de préparer d'une manière directe l'action révolutionnaire pour la prise du pouvoir… Puis, le 15 octobre, le secrétariat général des MUR adresse « à tous les chefs de région et de service » une longue circulaire portant en exergue la phrase fameuse : « La Libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale. »

Le document comporte d'une part, l'exposé technique du plan d'insurrection ; d'autre part, et en liaison étroite avec celui-ci, les directives politiques suivantes :

1) *L'opération politique doit se faire sous le couvert de l'action militaire. Le plus important n'est pas la Libération mais l'insurrection.* Il est entendu que dans la suite de cet exposé, nous désignerons par jour J la crise décisive qui doit amener non seulement la libération du territoire, mais encore et surtout la disparition et le châtiment du régime de Vichy et de ses complices.

2) *L'insurrection doit avoir lieu dans tous les cas* (même) si les conditions, du fait de la Libération, étaient telles que par écroulement spontané du gouvernement de Vichy, la transmission des pouvoirs puisse se faire sans aucune violence de celle-ci au CFLN et au gouvernement provisoire ; il serait absurde et, en tout cas, outrageant pour le peuple français, d'imaginer l'absence de tout soulèvement de masse, armé d'une forte volonté de vengeance…

3) *Il faut placer les Alliés devant le fait accompli.* L'insurrection a pour but… de garantir l'élimination, en quelques heures, de tous les fonctionnaires d'autorité et leur remplacement, ceci afin de présenter aux autorités alliées un appareil administratif fonctionnant normalement et issu de la

volonté de la France résistante, de sorte que celles-ci se trouveront placées devant le fait accompli ; (cependant) il convient de noter qu'il y a lieu de procéder dans ce domaine avec une grande fermeté dans les principes mais avec une certaine prudence dans les paroles, les Alliés marquant une certaine méfiance à l'égard de ce qui pourrait ressembler à une prise de pouvoir révolutionnaire.

4) *Des manifestations de force donneront une base démocratique au gouvernement de fait du général de Gaulle.* L'insurrection a pour but… de donner, par des manifestations de force et de masse, une base populaire et démocratique au gouvernement provisoire et d'assurer, grâce à l'expression d'une volonté manifestement nationale, une reconnaissance internationale au gouvernement de fait du général de Gaulle.

5) *L'insurrection imposera au gouvernement provisoire des mesures révolutionnaires.* L'insurrection a pour but […] d'engager le CFLN à s'inspirer de la volonté nationale, et non pas de considérations d'opportunisme diplomatique et d'imposer au gouvernement provisoire des mesures immédiates révolutionnaires…

6) *Le pouvoir aux Comités de la Libération.* Pendant la période dite insurrectionnelle, les Comités régionaux de la Libération disposeront d'une véritable délégation, au nom du peuple français et du CFLN, de la souveraineté politique de l'État… Les Comités de la Libération, non seulement commanderont l'insurrection, mais encore prendront eux-mêmes, à titre essentiellement transitoire, toutes les mesures immédiates qu'imposera la situation et, en particulier les mesures de répression révolutionnaires de la trahison ; en outre, ils seront qualifiés pour mettre en place au nom du CFLN, les fonctionnaires désignés… Le commissaire de la République, désigné à l'avance, sera mis en place aussi rapidement que possible par le Comité régional de la Libération.

7) *Les Comités de la Libération doivent être constitués dans un sens déterminé…* Ces choix doivent être faits de telle façon qu'ils donnent satisfaction aux grands partis et aux organisations syndicales reconstituées (il s'agira le plus souvent du parti socialiste, des syndicats CGT, etc., et du parti communiste).

8) *Les Comités de la Libération ne doivent jamais s'opposer à un mouvement populaire spontané…* Bien au contraire, ils devront immédiatement en prendre la tête, en revendiquer la responsabilité, éventuellement s'adjoindre les meneurs nouveaux qui pourraient se révéler à cette occasion, s'efforcer enfin de contrôler la volonté populaire tout en l'exprimant. Jamais des mots d'ordre de modération ne devront être donnés publiquement tant que la certitude n'est pas absolue qu'ils seront suivis.

9) *Il faut intensifier les exécutions sommaires.* Toute la période précédant l'insurrection doit être marquée par une intensification progressive des exécutions des traîtres… Dès maintenant, dans chaque département, on dressera une liste des traîtres les plus notoires[59]…

Selon Jean Maze, ce texte fut rédigé par Pascal Copeau inspiré par Pierre Hervé et Maurice Kriegel-Valrimont. Selon Louis Rougier, il est dû à Emmanuel d'Astier de La Vigerie. Quoi qu'il en soit, sa facture est d'inspiration communiste et son style montre que sous l'impulsion du PCF se prépare l'insurrection révolutionnaire.

De Gaulle définit les grandes lignes de sa politique extérieure

Malgré ce mois d'octobre au cours duquel les communistes dénoncent l'« attentisme » gaulliste et alternent les appels enflammés à l'insurrection

et ceux non moins enflammés à l'épuration, de Gaulle persévère dans sa volonté d'introduire le PCF dans l'État naissant.

Concernant l'Union soviétique, il a commencé à s'exprimer officiellement à l'occasion de la délibération sur les orientations à donner à la politique extérieure française, le 12 octobre. Le lendemain, coïncidence, de l'arrivée d'Alexandre Bogomolov à Alger accompagné d'une suite de 25 personnes…

Ce jour-là, donc, c'est à Massigli, dont on ne sait pas s'il a reçu satisfaction après sa lettre du 22 septembre, qu'il revient d'ouvrir les débats.

D'entrée de jeu, le commissaire aux Affaires étrangères se veut réaliste : d'abord gagner la guerre et, pour ce faire, s'employer à améliorer les relations avec les Alliés les mieux en mesure d'aider à reconstituer les forces françaises et à donner une impulsion décisive aux opérations militaires.

« Il nous faut, dit-il, une politique pour la période de guerre, il nous en faudra une pour l'après-guerre ; les deux ne coïncideront pas nécessairement. »

Puis il commence son tour d'horizon par l'Union soviétique qui s'est affirmée tant sur le plan des industries de guerre que sur les plans militaire et diplomatique comme une très grande puissance et qui reprend la « politique traditionnelle russe et son étroit égoïsme ».

> Nous avons, précise-t-il, l'intérêt le plus évident à nous la concilier sans devenir de simples pions sur l'échiquier de Moscou. Aucune hypothèque soviétique ne doit peser sur notre politique intérieure, donc pas de tête-à-tête avec le Kremlin tout en ayant soin de ne pas lui donner l'impression d'un isolement susceptible de le rejeter vers des combinaisons dangereuses ; quels qu'aient été les succès qu'ont remportés ses armées, l'URSS n'est pas en situation d'aider dans le présent à la reconstitution de nos forces ; après la guerre, elle sera absorbée par le relèvement de ses ruines et hors d'état de contribuer au nôtre.

Massigli évoque ensuite rapidement les États-Unis « aux immenses possibilités et à qui le retour à l'isolationnisme d'autrefois est désormais interdit » ; la Grande-Bretagne qui pourra aider la France « dans les limites qu'autorisera l'effet de sa propre reconstruction » et avec laquelle la France a en Europe « beaucoup d'intérêts communs » et hors d'Europe « point d'intérêts divergents » ; le « magma européen dont l'évolution est encore imprévisible ».

« Une organisation européenne est assurément indispensable pour maintenir la paix, conclut-il, mais comment la concevoir quand nous ignorons quelles seront les limites de la poussée soviétique vers l'ouest et dans quelle mesure cette poussée soviétique pourra être conciliée avec la survie d'une Pologne regardant vers l'Occident ? »

Exemples à l'appui, Massigli se dit sceptique sur les vertus d'une future organisation mondiale de type SDN pour assurer la sécurité en Europe et semble en revanche pencher pour un groupement de l'Europe occidentale, tout en ne dissimulant pas les difficultés d'un tel choix.

« Ces conclusions, écrit-il dans ses Mémoires, n'avaient assurément rien de spectaculaire, mais l'état des forces mondiales nous imposait la modestie. Même si des sollicitations nous venaient de Moscou, il importerait d'y résister. D'ailleurs en viendrait-il ? Nous savions déjà ce qu'était le réalisme stalinien… »

Durant son exposé et la discussion animée qui s'ensuit, de Gaulle – à ce que certifie Massigli – s'« est borné à écouter[60] ».

Si silence il y a, on en comprend aisément les raisons.

Les propos du commissaire aux Affaires étrangères du CFLN révèlent l'ampleur de son ignorance sur ce que veut et pense son chef. Non seulement, il ignore – ce qui est concevable – la diplomatie secrète de De Gaulle, mais il ignore aussi – ce qui l'est moins – le choix profond qui anime sa politique à l'égard de l'URSS, fondée précisément sur le « tête-à-tête avec Moscou ».

L'ampleur du divorce aussi : pour Massigli, même s'il ne le dit pas expressément, le salut est plutôt à attendre des États-Unis que de l'URSS en raison du risque d'ingérence dans la politique intérieure française, mais à coup sûr l'allié véritable est certainement la Grande-Bretagne, étant donné la proximité des intérêts entre les deux pays.

Au cours de la réunion, selon Massigli, certains membres émettent des avis assez divergents tendant soit à privilégier l'entente avec les États-Unis, soit avec l'URSS, soit à se replier sur la France seule, ou encore à préparer une fédération européenne. « Le témoignage de Massigli paraît cependant assez feutré, écrit Georges-Henri Soutou ; en fait il semble bien que l'opposition ait été vive ce jour-là entre Giraud, partisan d'une entente étroite avec les États-Unis, et de Gaulle, pour lequel l'alliance avec l'URSS devait constituer "la pierre de touche de notre politique"[61]. »

Selon Macmillan, Averell Harriman qui a l'occasion de rencontrer, successivement, Giraud, de Gaulle et Massigli note en effet que Giraud est « violemment antirusse », de Gaulle « violemment pro-russe » et Massigli entre les deux[62].

Mais encore ?

Dans son livre coécrit avec Elie Abel, Harriman fait dire à Giraud lors d'un déjeuner au Palais d'Été le 14 octobre qu'« après la défaite d'Hitler, les Alliés (France comprise) devront joindre leurs forces et reconduire les Russes derrière leurs propres frontières » et que cette vue lui a semblé si « absurde » (*preposterous*) qu'il n'a pas demandé davantage d'explication. Plus tard, Patton, lui aussi, soutiendra la même idée que le « vieux Gaulois » (c'est ainsi que Patton surnomme Giraud). Pressentiment de guerriers, qui ont pris la mesure de la logique expansionniste soviétique et savent que le but de Staline n'est pas de rétablir un équilibre des forces en Europe, mais de dominer physiquement et politiquement ce continent de manière aussi complète qu'Hitler a cherché à le faire. « Nous avions envisagé d'aller à Paris », confiera Staline à Thorez, le 18 novembre 1947[63].

Quant à de Gaulle, Harriman lui fait dire que l'avenir de l'Europe, « tel qu'il le voit, sera déterminé par la France et la Russie travaillant ensemble ». « Nous ne pouvons pas dépendre seulement de l'aide anglaise et américaine, a dit de Gaulle, et donc la politique française sera liée à la politique soviétique (*should be tied to soviet policy*). » De Gaulle a ajouté qu'« il ne permettra évidemment pas aux Russes d'interférer dans les affaires françaises », continue Harriman, qui ajoute : « Quoiqu'il ait décrit les communistes français comme les "plus sérieux dans leur résistance aux Allemands", il m'a assuré "qu'ils ne seront jamais capables de contrôler la vie politique française"[64]. »

Au terme de cet entretien du 15 octobre dans la soirée avec le chef de la France combattante, Harriman relève une « certaine ambiguïté » dans l'attitude de De Gaulle. « Ce qu'il a dit au sujet de l'Union soviétique pouvait être pris à la fois favorablement et défavorablement. Mon impression fut que sa démarche signifiait clairement qu'il avait l'intention d'utiliser l'influence soviétique pour promouvoir sa fortune politique en France et qu'il pourrait bien jouer à un moment donné la politique soviétique contre nous. »

Pour en revenir aux deux généraux, « une fois de plus, constate très justement Soutou, on avait là un des enjeux essentiels de l'affrontement de Gaulle-Giraud, l'un des facteurs qui avaient sous-tendu leur querelle jusqu'à la fusion du mois de mai 1943, mais qui, on le voit, n'avait pas disparu avec la fusion[65] ».

Et qui, en effet, ne peut pas disparaître avec la fusion car l'enjeu – qu'ignorent ou veulent ignorer la plupart des historiens qui réduisent la querelle des généraux à l'affrontement de deux crocodiles pour la domination du même marigot – la dépasse infiniment. Il s'agit en réalité d'un conflit de logiques : celle qui croit possible de composer avec les dirigeants de l'URSS et celle qui, tenant compte des « nécessités internes du régime stalinien » (John Lewis Gaddis), n'y croit pas. Un fossé qui, progressivement, a pris un sens géopolitique global.

Le 19 octobre, jour de l'ouverture de la conférence de Moscou et de l'annonce de la victoire du Dniepr, c'est au tour de De Gaulle de plancher devant le CFLN. Son exposé s'inspire d'une série de notes qui ont afflué les jours précédents. Ces notes, quatre au total, ont toutes l'Union soviétique pour objet.

La première, en date du 3 octobre 1943, traite plus précisément des relations franco-soviétiques. Dejean, qui en est l'auteur, pose d'emblée le postulat que « les intérêts essentiels de la France coïncident avec ceux des Soviets, notamment en ce qui concerne le rétablissement de la souveraineté française ».

> La première préoccupation de la politique française, souligne-t-il, doit être évidemment d'assurer, à mesure de la libération des territoires français, le rétablissement et le maintien dans ces territoires de la souveraineté française. La détermination soviétique d'éliminer toutes les traces des régimes fascistes ou réactionnaires installés en Europe sous la protection des baïonnettes allemandes doit se rencontrer avec la volonté des patriotes français de placer les territoires libérés sous une autorité centrale unique exempte de toute compromission avec l'ennemi et ses complices en attendant qu'une consultation populaire permette l'établissement d'un gouvernement régulier. Dans ce domaine, l'appui de la Russie peut être d'une grande utilité[66].

Par la voix de Dejean, les Soviétiques font donc savoir à de Gaulle qu'ils sont prêts à l'aider dans la mesure où il établira un gouvernement ayant pour caractéristique d'être un gouvernement d'union (donc comportant des communistes) et débarrassé de toute trace vichyste, ce terme devant être entendu au sens communiste de « réactionnaire », c'est-à-

dire recouvrant tous les anticommunistes où qu'ils se situent sur l'échiquier politique. À droite bien sûr, mais aussi à gauche.

Les Soviétiques indiquent donc clairement qu'ils ne se contenteront pas d'un gouvernement « melting pot » même comportant des communistes ; ce qu'il leur faut, c'est un gouvernement idéologiquement homogène en ce qui les concerne, c'est-à-dire ne comportant que des personnalités pas forcément communistes mais bien disposées à leur égard.

La seconde note, rédigée par le lieutenant Guédon sous la direction de l'ingénieur en chef du génie militaire André Pélabon, en l'occurrence surtout agent du BCRA, confirme que :

– Les « Russes déclarent qu'ils veulent une France grande et forte et qu'ils sont prêts à l'aider tout au moins dans le domaine extérieur ».

– Le gouvernement soviétique « témoigne une très grande faveur au général de Gaulle ».

– La « présence de la France dans le théâtre balkanique serait bien vue des Soviets ».

– Il ne paraît pas que l'URSS « soit disposée à se mêler des affaires intérieures françaises qui ne regardent que le peuple français ».

Chacun de ces points mérite examen : en effet, alors que Staline ne cesse de dire qu'il veut une France « grande et forte » et qu'il est prêt à l'aider sur la scène internationale, il ne fait rien pour que la France soit présente à la conférence de Téhéran. Cet étalage de bonnes intentions a-t-il pour but de cacher la passivité soviétique ?

Les deuxième et troisième points sont une réponse au discours d'Ajaccio. La « chère et puissante Russie » témoigne à de Gaulle qu'il est son « favori » et lui indique que son opposition au débarquement dans le « ventre mou de l'Europe » sera récompensée du droit accordé à la France de maintenir ses liens traditionnels avec les États balkaniques.

Quant au quatrième point, nous avons vu ce qu'il en est : les Soviétiques affirment ne pas vouloir se mêler des affaires intérieures françaises, mais ils incitent vivement de Gaulle à créer un gouvernement idéologiquement homogène.

La troisième note est un compte rendu de la visite que Bogomolov, arrivé comme on l'a vu le 11 octobre[67] à Alger, a rendue à Massigli.

L'ambassadeur soviétique, écrit le commissaire aux Affaires étrangères du CFLN, insiste sur les liens d'amitié de l'Union soviétique à l'égard de la France[68] et sur le désir de la voir rapidement

restaurée. Il m'interroge sur l'accroissement des forces françaises, avec quelque insistance sur l'importance de la mobilisation effectuée en Afrique du Nord, laissant directement entendre, par comparaison avec ce qui se fait en Russie, que l'effort de guerre n'est pas encore chez nous à son maximum. Je lui parle de la commission de la Méditerranée et de l'importance qu'il y aurait à ce que nous ne soyons pas mis en présence des faits accomplis en ce qui concerne les attributions de cette commission[69]. Parlant des opérations militaires en Russie, l'ambassadeur soviétique dit son espoir que d'ici quelques mois le territoire russe sera complètement libéré dans ses « frontières constitutionnelles », ce qui implique l'occupation des pays baltes et celle du territoire polonais à l'est de la ligne de partage germano-soviétique de 1940. À la fin de l'entretien, Bogomolov a évoqué le fait que sur une liste du corps consulaire d'Alger établie par le service du protocole, figuraient encore les consuls d'Estonie et de Lituanie. J'ai dit que j'ignorais tout de cette liste, qu'au surplus pour nous, la question des États baltes était pratiquement réglée. Bogomolov a observé que Vichy a reconnu l'entrée des États baltes dans le système soviétique. M'indiquant qu'il avait songé à faire une protestation officielle contre la liste consulaire dont il me révélait l'existence, il m'a demandé de lui envoyer une lettre personnelle accompagnant la liste rectificative.

L'insistante interrogation de Bogomolov concernant la mobilisation en AFN est, bien entendu, en rapport direct avec les accusations de Garreau contre un Giraud « coupable », selon lui, de « freiner » l'effort de guerre français… Quant au reste, les gaullistes sont prévenus : les frontières constitutionnelles de l'URSS englobent les conquêtes réalisées lors du pacte germano-soviétique. Il s'agit aux yeux de Staline d'un acquis définitif.

La dernière note, en date du 15 octobre, est encore de Dejean. C'est la plus importante, car Dejean y souligne que les Soviétiques mènent deux politiques :

Une politique de collaboration avec les puissances occidentales et une politique de méfiance à l'égard de ces mêmes puissances. « La première est celle qui a leur préférence. Elle s'est manifestée par une série d'actes qui tendent à éloigner l'URSS de la doctrine communiste du début pour la rapprocher des conceptions politiques et sociales qui sont le patrimoine commun des démocraties. »

Dans cet ordre d'idées, Dejean note un certain nombre de faits :

– La création de distinctions honorifiques d'inspiration purement nationale (ordre de Sakharov).

– Le rétablissement des grades et des uniformes dans le corps diplomatique.

– La restauration des libertés religieuses.

– La réapparition de la propriété privée sous forme d'épargne réalisée par les membres des kolkhozes.

– L'hommage rendu de temps à autre au concours militaire anglo-saxon.

– La mise en sommeil puis la dissolution de la III^{e} Internationale (Komintern).

À l'opposé, la politique de méfiance se traduit par la « formation d'une organisation gouvernementale polonaise rivale de celle de Londres », le rappel de Maïski et de Litvinov, « la campagne récurrente pour le second front », les reproches faits aux Alliés pour leur participation trop insuffisante à la guerre, etc.

« Les deux politiques, précise Dejean, correspondent à deux tendances qui coexistent au sein des dirigeants soviétiques. Staline incline manifestement vers les premiers, mais se réserve une position d'arbitre. »

Selon l'auteur de la note, les conditions d'une collaboration durable avec les puissances occidentales sont :

a) La conviction que les puissances occidentales « ont pris le parti de l'existence en URSS d'un régime social et économique différent du leur et ont renoncé définitivement à l'idée absurde d'un cordon sanitaire ou à la folie d'une coalition antibolcheviste ».

b) La récupération des États baltes et de la Bessarabie et l'établissement à la périphérie de son territoire d'Europe et d'Asie d'une zone de sécurité politique formée par une chaîne continue de pays amis, soit :

– En Europe (de la mer Blanche à la Caspienne) : la Finlande, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie avec, comme bastions avancés, les États slaves du sud-est de l'Europe (Bulgarie et Yougoslavie).

– En Asie (de la mer Caspienne à la mer Jaune) : la Perse, le Turkestan chinois, la Mongolie extérieure et une Mandchourie soustraite à l'influence du Japon.

D'une façon générale, dit encore Dejean, les Soviets sont prêts à respecter l'indépendance de ces pays. Ils n'y réclament pas une influence exclusive, mais ils ne veulent pas y tolérer de régimes et de gouvernements systématiquement hostiles à l'URSS. Au cordon sanitaire, ils entendent substituer une ceinture de sécurité.

Évoquant la conférence de Moscou qui « va remettre tout le globe terrestre sur le métier », Dejean conclut :

Il ne saurait être évidemment question de troquer l'hégémonie hitlérienne contre une autre hégémonie quelconque, mais il ne saurait être non plus question de contrecarrer systématiquement les aspirations d'un grand peuple et de nier les droits que lui confère la contribution gigantesque apportée à la lutte commune. Il est bien difficile de distinguer, parmi les aspirations, celles qui sont légitimes et celles dont le bien-fondé est contestable. Un seul critérium paraît possible : le rapport des forces en présence. Seul ce critérium a des chances d'être admis par les durs réalistes que sont les maîtres du Kremlin. Dans les territoires sur lesquels portent les visées soviétiques, on peut ainsi discerner deux catégories de zones : celle où les Anglo-Saxons ne disposent d'aucun moyen d'action, celles où ils ont, ou pourraient amener à pied d'œuvre des forces considérables.

La Finlande, la Pologne, les États baltes et, dans une certaine mesure, la Roumanie entrant dans la première catégorie. Le reste de la péninsule balkanique, la Perse et la Mandchourie, dans la seconde.

Dans la première zone, les Soviets devront recevoir une large satisfaction. Cela ne signifie pas qu'il faille accepter d'emblée toutes leurs revendications, mais les résistances et les marchandages ne devront pas dépasser certaines limites. La France n'est pas conviée à la conférence de Moscou, or nul pays n'est plus qualifié pour exercer entre les Anglo-Saxons et la Russie soviétique une influence conciliante. Entre Russes et Français, il n'existe sur le plan intérieur aucun sujet direct de contestation, encore moins de conflit d'ordre politique et économique[70].

L'invitation de Dejean à ne pas résister outre mesure aux revendications soviétiques et son application à nier sur le plan intérieur tout sujet direct de contestation entre la France et l'Union soviétique – au moment même où nombre d'indices indiquent que le parti communiste français, le plus stalinien de tous les PC occidentaux, a engagé sa stratégie de rupture – ne laissent pas d'étonner.

Relèvent-elles seulement de l'aveuglement ?

Maurice Dejean est tout sauf un naïf. Né en 1899 à Clichy, ce fils de négociant est licencié ès lettres et aussi diplômé d'études supérieures de philosophie. Il a officiellement commencé sa carrière en 1930 comme chef du service de presse de l'ambassade de France à Berlin, mais il y était en réalité « honorable correspondant » des Services spéciaux français et, à ce titre, chargé des « contacts » avec l'espion allemand Hans-Thilo Schmidt. Le commandant Paillole, chef du contre-espionnage, le décrit « intelligent et fin en dépit d'un physique un peu rustre ».

La guerre venue, Dejean rejoint de Gaulle qui, le 27 février 1941, en fait le directeur des Affaires politiques de la France libre puis le commissaire national aux Affaires étrangères. Poste auquel le remplace René Massigli en octobre 1942. Devenu conseiller diplomatique puis ministre plénipotentiaire délégué auprès des gouvernements alliés à Londres, Dejean se consacre principalement aux contacts avec les représentants soviétiques.

De 1944 à 1945, il sera directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, puis de Gaulle l'élèvera à la dignité d'ambassadeur de France le 2 novembre 1945. Il sera successivement en poste à Prague au moment du coup de force communiste, à Tokyo et enfin à Moscou où il restera neuf ans… Le général Grossin, alors chef du Sdece, demandera plusieurs fois son rappel à de Gaulle. Mais celui-ci s'y étant refusé, Grossin devra se contenter de placer Dejean sous surveillance.

Selon John Barron, spécialiste américain du KGB (successeur du NKVD)[71], le KGB s'était fixé pour but de suborner l'ambassadeur français

sur lequel il disposait d'un dossier. Y était-il parvenu ? Rien ne permet de l'affirmer mais, à la suite des révélations du transfuge Iouri Vassilievitch Krotkov sur les activités de l'ambassadeur en URSS, de Gaulle sera cette fois obligé de céder aux demandes du chef du Sdece et Dejean sera alors rappelé en France pour y être entendu par le contre-espionnage. L'affaire cependant n'aura pas de suite.

Dejean « pantouflera » dans le civil à la présidence de la société franco-soviétique de coopération industrielle (SOFRACOP) et de l'association France-URSS. Il mourra le 14 janvier 1982.

Le 19 octobre, devant le CFLN, de Gaulle fait donc son exposé sur la politique générale. Il commence par établir un certain nombre de constats dont voici le résumé :

– En 1919, nous étions prisonniers d'une euphorie idéaliste mais, aujourd'hui, l'idéalisme n'est plus de mise. L'URSS et les USA ne sont pas entrés en guerre pour nous défendre mais pour se défendre.

– Les éléments de la politique étrangère de la France sont la sécurité et la coopération.

– La géographie nous montre que nous sommes d'abord des Européens.

– Les menaces contre notre sécurité ne cessent de s'aggraver ; nos forces doivent donc être accrues mais elles ne seront jamais suffisantes.

Le chef de la France combattante procède ensuite à un tour d'horizon :

– La RUSSIE : c'est une force énorme aux ambitions nettes.

– Les USA : c'est une force très puissante mais lointaine. Leur intervention se fera toujours avec retard.

– L'ALLEMAGNE : elle restera toujours l'Allemagne. Se disloquera-t-elle ? Je ne le crois pas. Elle n'acceptera pas l'abaissement et ne renoncera ni à sa psychologie ni au sentiment de sa force. Par ailleurs, ni l'opinion anglaise ni l'opinion américaine n'ont le désir de la disloquer. Nous nous trouvons donc diminués en face d'une Allemagne menaçante, avec une Russie désormais tournée vers l'Europe avec toute sa puissance et avec des États-Unis forts mais lointains.

Il y a bien l'ANGLETERRE : c'est elle qui nous a entraînés dans la guerre ; elle s'est montrée résolue, mais elle n'a pas fait preuve de puissance d'organisation et la cohésion de son empire est aléatoire : elle

hésite entre son rôle européen et sa liaison avec les USA qui exercent envers elle un chantage permanent.

BELGIQUE et HOLLANDE sont destinées à jouer avec nous.

Les BALKANS ? objet de l'expansion russe ; ils se caractérisent par leur division et une tendance à se modeler sur nous.

Les États danubiens, AUTRICHE et TCHÉCOSLOVAQUIE, sont attirés vers nous.

L'AMÉRIQUE DU SUD : elle éprouve un sentiment d'indépendance vis-à-vis des USA et de la sympathie pour nous.

EXTRÊME-ORIENT : concours, amitiés ; orientation vers nous.

Conclusions : la synthèse de tous ces éléments apparaît assez favorable à la France si nous savons nous décider.

1) Il faut une alliance européenne contre l'Allemagne ; je ne la vois que dans la Russie. Elle a paru nécessaire autrefois quand nous étions une nation forte, elle apparaît plus impérieuse encore aujourd'hui. Inconvénients : immixtion intérieure. C'est à nous de nous prémunir ; nous n'avons pas d'intérêts contradictoires et M. Barthou avait bien compris la nécessité de l'alliance russe.

Évidemment, il y a des questions douloureuses : la Pologne, mais elle a commis des fautes ; s'il faut qu'elle vive, nous ne pouvons cependant pas nous affranchir des nécessités de l'alliance russe.

Même chose pour les États baltes, la Roumanie et la Finlande.

2) Ne pas compromettre pour cela notre amitié avec les États-Unis.

3) Il faut que l'Angleterre se tourne vers le continent et entre dans le concert franco-russe. Cela n'est pas certain. Si cela ne se réalise pas, il ne faut pas sacrifier l'alliance russe.

4) Les petits États chercheront à s'orienter vers l'ouest ; ils redoutent l'Allemagne, craignent la Russie ; ils se rapprocheront de nous.

De Gaulle termine son exposé par l'économie. Il développe l'idée d'une économie fédérale avec la Belgique, la Hollande, les pays rhénans et les pays latins et si possible avec l'Amérique du Sud.

Le point fort qui ressort de cet exposé, c'est, jusqu'à l'obsession, la carte « russe ». Et on note d'ailleurs que le Proche-Orient dans lequel de Gaulle veut et réclame à cor et à cri une implantation soviétique est absent de son tour du monde et ce n'est sans doute pas un hasard.

Il ne se fait pas d'illusions non plus sur la nature expansionniste de l'Union soviétique, qui a les Balkans dans son collimateur mais pas

seulement puisqu'elle « se tourne vers l'Europe avec toute sa puissance » (elle envisage donc de la conquérir en partie ou totalement) et que les USA sont loin (donc qu'il ne faut pas compter sur eux et qu'il faut faire sans eux)…

Concrètement cela signifie que face à une Allemagne menaçante (car, selon lui, elle le restera même vaincue), il s'agit de se lier avec une « Russie » expansionniste (dont l'esprit de conquête se tourne, toujours selon lui, désormais vers l'Europe) en prenant garde toutefois de se prémunir contre les agissements de la cinquième colonne qu'elle entretient en France : le parti communiste français auquel il vient de proposer d'entrer dans le nouvel État qu'il met en place.

Prenant à son tour la parole, Massigli déclare en substance : l'Angleterre a compris que la France ne peut plus être son garant en Europe. Elle a besoin d'une autre alliance. Elle a un traité d'alliance avec la Russie pour vingt ans. Son armée est reconstituée. Je ne crois pas qu'il y aura obstacle de sa part à l'alliance franco-russe.

« Oui, dit de Gaulle, mais il faut que l'alliance se fasse à Moscou et non à Londres. »

Massigli se tait. Pourtant, par cette dernière remarque, de Gaulle vient d'orienter la politique extérieure française vers ce qu'il redoutait le plus : le tête-à-tête de la France avec Moscou…

On a une idée de l'état d'esprit de Massigli par la lettre qu'il adressera quelques jours plus tard à Henri Hoppenot : « J'ai lutté pendant des mois, ici et à Londres pour empêcher les imprudences ; j'ai barré une orientation résolument russe de notre politique étrangère ; je vous avoue que les arguments manquent pour persévérer et j'en viens très sérieusement à me demander si le plus grand service que je pourrais rendre à notre cause ne serait pas de me retirer[72]. »

On n'a pas connaissance d'autres interventions sur le moment. Il y en aura plus tard comme nous le verrons. Notons le silence de Monnet, l'homme de l'Amérique et de Roosevelt, sur la préférence accordée à la « Russie » où lui-même s'est marié avec le consentement de Staline…

Moscou qui, tout en manifestant de grands sentiments à l'égard des gaullistes, joue un « drôle de jeu ». Massigli s'en inquiète auprès de Garreau qui lui répond le 29 octobre avec son assurance coutumière :

Rien ne m'autorise à penser que le gouvernement de l'URSS ait pu consentir à nous laisser éliminer d'une commission qui, siégeant à Londres, serait chargée de traiter toutes les questions de politique générale se rapportant à l'Allemagne et à ses satellites. Les assurances officielles de M. Vychinski sur le rôle essentiel que la France restaurée dans sa grandeur sera appelée à jouer de nouveau nécessairement dans l'Europe pacifiée de demain et l'intérêt évident qu'a l'URSS à ne pas se trouver seule en face de deux puissances anglo-saxonnes étroitement associées pour discuter des problèmes européens d'après-guerre nous sont une garantie que le gouvernement de Moscou appuiera ultérieurement avec une fermeté croissante notre légitime désir de participer sur un pied d'égalité avec les autres grandes puissances alliées à ces discussions. Il me paraît [… mot manquant…] indispensable que l'URSS, toujours si méfiante, acquière la certitude que nous sommes résolus à lui tenir compte dans l'avenir de l'assistance officieuse qu'elle n'a pas ménagée depuis deux ans à la France combattante. Dans ce but nous ne saurions trop la tenir très exactement et immédiatement informée de toutes nos conversations et tractations avec Londres et Washington au sujet des opérations militaires et politiques en cours, des accords à conclure en vue d'un débarquement allié en France ou de la réorganisation de l'Europe[73].

Garreau est un témoin privilégié de cette « assistance officieuse » qui double donc secrètement l'assistance officielle du Kremlin à de Gaulle, et c'est certainement ce qui fonde son assurance. Lui-même entretient des relations étroites au plus haut niveau y compris avec des personnalités dont il n'ignore rien. Le 13 octobre, Vychinski en personne l'a félicité « chaleureusement » d'avoir été appelé par le CFLN à poursuivre en URSS avec une autorité accrue la haute tâche dont il s'était « si heureusement acquitté jusqu'à ce jour dans un esprit qui avait grandement contribué à établir sur une base pleine de compréhension et de confiance réciproque une solide amitié franco-soviétique ».

Au cours de cette même visite, Garreau a annoncé à Vychinski que de Gaulle avait eu récemment « un long entretien avec 27 députés communistes au cours duquel toutes les questions d'actualité ont été passées en revue ». Mais on peut supposer que Vychinski était déjà au courant…

Américains et Soviétiques font front commun contre les Anglais

Au moment où Massigli reçoit ce message de Garreau, la conférence des ministres des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, des États-Unis et d'Union soviétique vient de se terminer à Moscou.

Elle s'est ouverte le 19, en début d'après-midi, dans la salle de marbre blanc de l'hôtel particulier des Morozov, rue Spiridonovka.

Âgé de 72 ans, maigre et de haute taille, Cordell Hull est arrivé si fatigué à Moscou qu'il a prononcé avec difficulté le discours de réception à l'aérodrome central. C'est d'ailleurs son adjoint, Sumner Welles, qui avait été initialement désigné par Roosevelt pour représenter les États-Unis à la conférence mais, dit Valentin Beriejkov, « cette proposition souleva des objections de la part de l'URSS » car Welles « était connu pour son hostilité à la coopération avec l'Union soviétique[74] ».

Roosevelt a cédé. Surtout, ne rien faire qui puisse indisposer son « ami » Staline. D'ailleurs, il a fait plus encore, puisque, sur sa recommandation, Hull était chargé de dire à Eden :

« Il est important que la délégation soviétique n'ait pas l'impression que les représentants britanniques et américains se soient concertés auparavant et qu'ils aient formé un front commun contre la Russie. »

Et pour que les choses fussent plus nettes encore, Cordell Hull avait également à informer Molotov que les trois délégations devaient mener les pourparlers « sur une base de totale égalité et en toute indépendance ».

À l'ordre du jour de la conférence : la question du deuxième front et la rédaction d'une déclaration commune.

Churchill qui s'en tient à son idée de front balkanique fait tout depuis le 9 septembre, date officielle de la capitulation italienne, pour tenter d'entraîner les Américains à conquérir la maîtrise aérienne et navale de la mer Égée. On peut, leur répète-t-il, réaliser un certain nombre de prises

importantes (Rhodes, Leros et Cos) « au prix d'efforts et de frais extrêmement minimes »… Le 7 octobre, au lendemain de la libération de la Corse, il a écrit à Roosevelt :

On s'apercevra, je crois, que les péninsules italienne et balkanique forment un tout, militairement et politiquement, et qu'en réalité nous avons affaire à un seul théâtre d'opérations. Il peut fort bien être impossible de mener à sa fin une campagne d'Italie, si l'on ne tient pas compte de ce qui se passe en mer Égée. Il est évident que les Allemands attachent une extrême importance à ce secteur oriental et n'ont pas hésité à distraire une grande partie de leur aviation, pourtant très réduite, afin de s'y maintenir. Il leur faut craindre une sécession de la Hongrie et de la Roumanie et un schisme violent en Bulgarie. La Turquie peut à tout moment jeter son poids dans la balance. Il nous est facile à tous de constater combien la situation est difficile pour l'ennemi en Grèce et en Yougoslavie. Quand on pense aux brillants résultats qui ont suivi les réactions politiques déclenchées en Italie par nos opérations militaires, ne manquerions-nous pas de clairvoyance en négligeant la possibilité d'en obtenir de semblables et même de plus brillants encore dans certains des pays dont je viens de parler, voire de tous[75] ?

Mais Roosevelt fait le sourd : « À mon avis, écrit-il à Eisenhower, l'exécution d'*Overlord* tel qu'il est actuellement prévu, ne doit être entravée par aucune dispersion de troupes ou de matériel. »

Churchill commence-t-il à soupçonner la complicité américano-soviétique ? Toujours est-il que, le 20 octobre, il écrit à Eden, que « pour des raisons politiques » les Soviétiques ne veulent pas d'« une vaste action stratégique des Alliés dans le Balkans » et il lui donne l'ordre de ne pas s'engager formellement sur la question du débarquement en France.

Bien entendu, Staline a demandé à Molotov d'inscrire cette question comme premier point de la conférence.

Entre le commissaire du peuple aux Affaires étrangères et le chef du *Foreign Office*, c'est donc tout de suite la guerre d'usure.

Molotov, assisté du maréchal Vorochilov et du général Gryzlav, s'employa sans cacher sa méfiance à sonder nos intentions et à nous pousser l'épée dans les reins, écrit Eden. Mais l'équipe russe avait de dignes adversaires en la personne du général Ismay et de son collègue américain, le général John Deane. Avec une patience exemplaire, nos généraux répondront à toutes les questions et expliqueront en détail les complexités d'une opération lancée d'une rive à l'autre de la Manche. Le Russe, animal terrestre, n'était pas familier de ces questions[76].

En réalité, il semble bien que Eden, lui, ne se soit pas battu autant que Churchill le souhaitait. Il est vrai que Staline a manié le chaud et le froid avec une habileté consommée. Eden en a fait les frais dès le 21…

Ce soir-là, son entrevue avec le dictateur soviétique commence de « façon déplaisante » par une série de reproches sur le thème : les Anglais agissent comme s'ils ne voulaient pas combattre la main dans la main avec l'URSS ! Eden se défend et parvient même à détendre l'atmosphère. « Vis-à-vis de moi, note-t-il dans ses Mémoires, Joe (Staline) s'est montré cordial, jovial même. Mais il a cette déconcertante manie de ne jamais vous regarder lorsqu'il vous parle ou vous serre la main. Une entrevue avec lui serait la chose la plus agaçante pour ne pas dire la plus sinistre du monde s'il n'avait pas le rire si facile. Lorsqu'il rit, son visage se plisse tout entier, et ses petits yeux s'allument ; il ressemble encore plus à l'oncle Martin. »

Avec les Américains au contraire, Staline est tout miel ; il est vrai que Cordell Hull, lors de son entrevue du 25 avec le Soviétique, ne tarit pas d'éloges sur l'accueil et l'hospitalité dont il est l'objet. Il est vrai, également, que le 23, lors d'une réunion au cours de laquelle Eden a évoqué les deux mouvements de résistance yougoslave (celui de Tito et celui de Mihaïlovitch) et a formulé l'espoir qu'ils n'en viendraient pas à se battre entre eux, l'Américain est resté parfaitement muet (« Molotov s'abstint de commentaires immédiats et Cordell Hull ne me soutint pas », écrit Eden). Il est vrai, enfin, que les Américains manifestent peu d'empressement à traiter concrètement la question polonaise.

> Depuis quelques mois, écrit Eden, les armées soviétiques avaient progressé de 300 kilomètres ; les armes, bien faibles déjà, dont nous disposions pour négocier, n'auraient plus qu'une efficacité nulle. Par deux fois je m'ouvris de mes inquiétudes auprès de Cordell Hull, mais le secrétaire d'État refusa de faire le moindre geste. Il n'avait, dit-il, aucune directive au sujet de la Pologne et ne pouvait sortir des limites qui lui avaient été assignées. Cette réaction me parut d'une excessive prudence, car je ne suggérais pas une discussion approfondie de la question des frontières. De son propre aveu, le gouvernement polonais n'y était pas préparé ; je voulais seulement montrer à l'URSS le grand intérêt que nous portions à l'avenir de la Pologne. Mais je ne pus ébranler Cordell Hull[77].

Lorsque, malgré tout, Eden parvient, le 29, à mettre la question polonaise sur le tapis et que Molotov laisse entendre « presque clairement » que la question des relations soviéto-polonaises ne regardent que les intéressés directs, Cordell Hull vient en renfort du Soviétique :

« Lorsque deux voisins se tournent le dos, les autres habitants du quartier n'ont pas à s'enquérir des motifs de la dispute mais à souhaiter que le malentendu se dissipe. »

« Conception assez désinvolte des rapports de voisinage », note Eden dans ses Mémoires.

Toutes ces manifestations d'amitié de la part des Américains ne peuvent que satisfaire Staline. Il est temps qu'il y réponde à son tour.

Dans la soirée du 30, au Kremlin, au cours d'un somptueux dîner dans la salle Catherine à l'occasion de la fin des travaux de la conférence, le tsar rouge appelle son interprète, Valentin Beriejkov, et lui dit d'« une voix presque inaudible » :

> Écoutez-moi attentivement ; traduisez à Cordell Hull ce qui suit mot à mot : le gouvernement soviétique a examiné la question de l'Extrême-Orient ; il a décidé que, immédiatement après la fin des opérations en Europe, dès que les Alliés auront défait l'Allemagne hitlérienne, il entrerait en guerre contre le Japon. Que Hull le fasse savoir au président Roosevelt comme étant notre position officielle ; mais, pour l'instant, nous devons garder le secret à ce sujet. Et vous-même, dites-le à mi-voix, de façon que personne ne l'entende, compris[78] ?

« Compris, camarade Staline ! », répond à voix basse Beriejkov qui raconte que l'« annonce de cette décision transfigura Hull au point que son visage, couleur parchemin, se recouvrit de taches roses… »

En liant habilement l'entrée en guerre de son pays contre le Japon à la fin des hostilités en Europe, Staline espère bien entendu accélérer l'ouverture d'un second front (qui ne peut dans son esprit n'avoir lieu qu'en France puisque, voici deux ans qu'il le répète, seule une opération d'envergure dans ce pays mérite la dénomination de second front). En outre, en faisant son offre de façon aussi mystérieuse, il la présente comme un cadeau sans prix à son « ami » Roosevelt.

Après l'annonce de la dissolution du Komintern, cette promesse constitue le deuxième temps fort de l'offensive de charme soviétique en direction des États-Unis.

Ce psychostratège qu'est Staline ne sait pas encore qu'elle va réussir au-delà de ses plus secrètes espérances.

Car, outre Roosevelt, il vient de se faire un nouvel ami : Cordell Hull. Le secrétaire d'État américain n'hésite pas en effet à écrire : « Staline est un homme remarquable, dont la compétence et le jugement sont rares et qui saisit merveilleusement l'aspect pratique des choses. »

« Ce jugement ne manquait point de sagesse, commente Jean Elleinstein, mais il aurait dû inciter les Occidentaux à plus de méfiance dans leurs rapports avec un tel homme dont nul n'ignorait le passé […]. Staline, non sans mal, était parvenu à ses fins : faire croire aux Alliés qu'il était prêt

à collaborer avec eux, préparer ainsi la domination soviétique sur toute l'Europe de l'Est et la leur faire avaliser[79]. »

Bien qu'il n'ignore rien des ambitions territoriales de Staline sur l'Europe de l'Est ni, bien sûr, des « vices et des crimes » du régime dont ce dernier est le chef tout-puissant, de Gaulle n'est donc ni le seul ni le dernier à céder à l'irrésistible attrait du *Vojd* qu'il s'épuise à vouloir rencontrer.

Au sein du CFLN, cependant, certains points de vue se font entendre. C'est notamment le cas de Catroux qui commence par couvrir d'éloges les « idées fondamentales qu'il (de Gaulle) a énoncées et l'argumentation qu'il a développée ». Retenant notamment la constatation de la transformation du caractère de la guerre actuelle, commencée sous le signe des principes de la morale internationale, « dans le sens d'une entreprise impérialiste ».

En enregistrant cette vérité, souligne-t-il, le général de Gaulle en tire la conclusion qu'à la fin des hostilités le monde risque d'être soumis à deux puissances prédominantes et antagonistes : la puissance russe et la puissance américaine. Un pareil état de choses serait générateur de nouveaux et futurs conflits. Envisageant cette hypothèse du point de vue des intérêts français et considérant à juste titre que dans l'avenir comme dans le passé, la conflagration mondiale s'allumera du fait et à cause de l'Allemagne, évoquant enfin la menace permanente que ce dangereux voisin suspend sur la France, le général de Gaulle juge que la meilleure sauvegarde serait pour notre pays une alliance avec la Russie. Il pense en outre que cette garantie serait renforcée si une seconde alliance était conclue avec la Grande-Bretagne et mieux encore, si une triple alliance unissait les trois pays.

(Sur ce dernier point, on notera que Catroux fait manifestement œuvre d'imagination, de Gaulle ayant bien spécifié que si l'Angleterre n'entrait pas dans le « concert franco-russe » – ce qui était rien moins que certain – il ne faudrait pas sacrifier l'alliance russe !)

« L'esprit, affirme Catroux, ne peut qu'adhérer à cette conception » et « le problème étant ainsi posé, il convient de discerner, afin de pouvoir les réduire, les obstacles qui pourraient faire échec à la solution proposée ». Et Catroux en voit trois :

1) Le vieux système des alliances entre les nations n'est plus crédible car il a prouvé qu'il était « plus apte à engendrer les conflits qu'à les prévenir » et il vaut donc mieux tenter de promouvoir une « assurance de sécurité collective » et « rendre obligatoire le désarmement »…

2) Le système des alliances risque de se heurter à la « répugnance » des peuples au nom desquels il est organisé, car ceux-ci redoutent des

engagements dont ils ne sont pas toujours capables de discerner les raisons et les nécessités…

3) Concernant l'alliance anglaise et l'alliance russe, il est à craindre que les Français après l'expérience de cette guerre, ne les tiennent pour « décevantes et dangereuses ». Les propagandes vichyste et allemande ont trop insisté sur la « défection anglaise et la perfidie russe pour que les esprits soient restés insensibles à ce poison ». Même la confiance que nos compatriotes réservaient à l'Amérique a fait place à la rancœur et au scepticisme. De sorte qu'il est permis de craindre que les Français hésitent à se lier. « Pour beaucoup d'entre eux, qui identifient la Russie avec le régime communiste, et la politique avec l'idéologie, l'alliance russe apparaîtra difficilement concevable. » Aussi l'opinion devra-t-elle être éclairée sur les nécessités rigoureuses que la nation ne pourra pas éluder si elle ne veut pas mourir compte tenu de la « persistance du danger que fait peser sur la France le voisinage de l'Allemagne éternellement renaissante ».

In fine, Catroux affirme croire l'alliance anglaise aussi indispensable que l'alliance russe et ceci pour une double raison : a) La Grande-Bretagne est devenue un État limitrophe de la France par le fait de la vitesse des avions. b) Elle demeure la maîtresse des mers.

> La sécurité de la France, conclut-il, exige que l'Angleterre puisse combiner sa politique avec l'Allemagne et avec l'Italie dont la flotte a été soigneusement laissée intacte. Plus que jamais la liberté de la Méditerranée est au premier plan de ses préoccupations. Et cette réflexion ramène à l'alliance russe car voici que les Russes apparaissent en Méditerranée et dans les Balkans. Nul doute que les Anglais ne voient avec déplaisir la force russe amorcer des possibilités d'action sur la mer que traverse la grande communication impériale et qu'ils ne tentent de la contenir. Dès lors verraient-ils d'un œil favorable une alliance étroite entre la Russie et la France deux fois riveraine de la Méditerranée ? Je ne le crois pas. Et ceci à mon sens pose des limites aux engagements que nous pourrions prendre à l'égard de la Russie.

On mesure à ce mélange de réflexions et de vœux pieux de Catroux – pourtant prévenu par le télégramme de De Gaulle du 3 janvier 1942 : « Nous sommes actuellement plus proches de la Russie que d'aucune autre puissance et j'espère que nous le montrerons bientôt par des actes politiques et même militaires[80] », et parfaitement au fait du jusqu'au-boutisme de son auteur –, la totale ignorance qui est la sienne (partagée par l'entourage à l'exception peut-être de Palewski, de Dejean et de Garreau) de l'étroitesse des relations entre de Gaulle et le Kremlin. Mais sans doute se souvient-il opportunément dudit télégramme et, son notoire esprit de conciliation

reprenant le dessus, Catroux conclut que nous avons besoin de la Russie pour nous prémunir de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne avec laquelle nous avons « presque partout des intérêts communs », pour « assurer les communications de notre empire ». « De sorte que notre système d'alliance – et ce sera le point délicat à régler – devra être assez substantiel pour nous assurer le concours de l'Angleterre et de la Russie, et assez souple pour qu'en cas de désaccord entre l'une et l'autre de ces puissances, nous ne soyons pas contraints par nos engagements de prendre parti[81]. »

Chaque membre du CFLN a évidemment compris que le point central de la position gaulliste tourne d'abord, ensuite et enfin autour de la question « russe ». En un mot comme en cent : qu'elle détermine la place et l'importance des autres alliances de la France.

Il y a au moins deux points communs entre de Gaulle et Catroux qui fondent leur opinion : en cette fin d'année 1943, malgré le poids des États-Unis et de l'URSS qui assure la victoire, c'est l'Allemagne qui malgré sa défaite restera l'ennemi prioritaire après la guerre. Deuxième point : ni l'un ni l'autre ne parlent d'Union soviétique. Pour eux, on a affaire seulement à l'impérialisme russe de toujours.

Les communistes profitent de l'indécision gaulliste

Le mois d'octobre ayant été marqué en France par le développement spectaculaire de l'action immédiate due au groupe Manouchian (qui pour ce seul mois d'octobre totalise 17 opérations) mais aussi aux spécialistes envoyés par le BCRA et le SOE chargés d'opérer sur des objectifs précis, se tient à Genève une conférence consacrée à ce type d'action, dont l'initiative revient à Bénouville, successeur de Frenay comme responsable des questions militaires au comité directeur des MUR. Allen Dulles, le chef de l'OSS, y participe.

« La conférence de Genève, écrit Henri Noguères, va mettre en lumière en outre la nécessité d'intégrer la majeure partie pour ne pas dire la totalité des maquis dans le dispositif de l'action immédiate. »

Cette question des maquis continue de provoquer de multiples affrontements au sein de la Résistance. La doctrine du chef du Service national maquis, Michel Brault, est de « tenir jusqu'au jour J », doctrine mal vue des partisans de l'action immédiate. Brault se laisse persuader par son principal contradicteur, Yves Farge, de partir pour Londres et si possible

pour Alger afin de persuader le général de Gaulle et l'état-major allié de modifier leur politique de parachutage et de les avertir de la pénurie de matériel et d'armement.

Mais le véritable problème est celui de la doctrine : or de Gaulle se tait à ce sujet. Alors que le BCRA penche pour la thèse de Brault, lui-même, par ses attaques verbales contre l'« attentisme », sème la confusion. Brault espère des ordres clairs. C'est la principale raison de son voyage. Mais l'insistance de Farge, compagnon de route du parti, à l'entreprendre n'est pas gratuite. Selon Rebattet, c'est une manœuvre. Brault est classé bourgeois, homme de droite, et son départ est le mode d'élimination le plus simple…

Absence de doctrine gaulliste aussi dans la préparation des structures politiques et administratives qui doivent se substituer à celles de Vichy. Jacques Bingen doit faire face à de multiples divergences. Elles concernent aussi bien l'importance respective à accorder aux comités régionaux et départementaux de la Libération (CDL) que le mode de désignation de leurs membres et l'étendue de leurs pouvoirs.

Or il est urgent que de Gaulle se décide, car les CDL fleurissent un peu partout à l'initiative des communistes qui contraignent là encore les gaullistes à la défensive.

L'affaire ne date pas d'hier puisque, on l'a déjà vu, *L'Humanité* a engagé la manœuvre dès le 15 juin. Mais le 8 octobre, elle relance l'offensive : il s'agit en clair de faire adopter ses comités de la France combattante comme CDL.

Une tactique qui va enregistrer de nombreux succès.

Le cas le plus typique étant sans aucun doute celui du Comité parisien de la Libération (CPL) qui fournit à Pierre Brossolette « une occasion de plus d'exercer sa verve caustique aux dépens de ses bêtes noires Serreules et Bidault[82] ».

« Craignant que les communistes n'y aient une influence prépondérante, écrit-il à Passy, ces jeunes gens avaient trouvé comme seule parade une tentative pour empêcher qu'un Comité de Libération soit constitué dans la Seine. C'était à la fois théoriquement absurde, pratiquement intenable et naïvement lourdaud. »

Outre la question des CDL, se pose aussi celle des commissaires de la République.

Sur ce point, écrit encore Brossolette à Passy, la thèse des gens de la zone sud est assez forte. Ils disent : ou bien les commissaires de la République sont pris, comme le souhaitent les groupements, dans la Résistance elle-même mais alors il faut qu'ils le soient tous et qu'il n'y ait pas ici un chef de mouvement et là un ancien haut fonctionnaire, ou bien les commissaires sont pris hors de la Résistance (solution que les groupements aiment moins mais devant laquelle ils s'inclineraient), mais alors là aussi il faut qu'ils le soient tous. De toutes les solutions, la pire c'est le panachage par le caractère d'incohérence et d'escroquerie qu'elle revêt. Or, naturellement, c'est à cette solution, la pire, qu'on en est après les concoctations de Philip […]. C'est bête pour le moment. Et ça peut pour l'avenir créer une disparité folle entre les diverses régions de France. Ceci dit, ce ne sont pas mes oignons et je m'en moque éperdument[83].

Une autre affaire secoue toujours la Résistance : c'est l'opposition CNR-CCR. La cible des chefs de mouvement étant plus précisément le bureau du CNR dû, comme le dit Brossolette, aux « spirituelles instructions de Philip ». Le CCR est cependant d'ores et déjà condamné en raison de l'action des socialistes qui, « fort mécontents du traitement que leur réservent les mouvements de résistance, mènent à Londres une campagne bien orchestrée » et « d'autre part, du retournement de certains chefs de mouvement les plus hostiles au CNR qui ont été contraints une fois à Londres de prendre conscience de certaines réalités ».

C'est notamment le cas de Frenay qui écrit, courant octobre, à ses camarades des mouvements :

Je tiens à vous souligner l'extrême importance qu'on attache tant à Londres qu'à Alger aux motions ou vœux émis par le Conseil de la Résistance (CNR) plus encore que par le Comité exécutif central (CCR). Il est hors de doute que ce conseil (le CNR) peut jouer dans la politique intérieure du comité (CFLN) comme dans la politique internationale, un rôle capital. Je suis intimement convaincu, notamment, que si certaines personnalités notoirement indésirables au Comité de la Libération nationale faisaient l'objet d'une motion de défiance, ce serait un poids très considérable dont la France combattante pourrait se servir et qui n'apparaîtrait plus alors comme un acte arbitraire[84].

En tête de ces « personnalités notoirement indésirables au CFLN » figurent évidemment Giraud et Georges dont le CNR peut « légitimer » l'élimination par de Gaulle.

Frenay exhorte une nouvelle fois ses camarades dans une lettre du 29 octobre (jour même de son départ pour Alger) à s'« élever au-dessus des intérêts particuliers et momentanés des mouvements pour considérer les intérêts généraux et permanents de la France ».

Pourquoi le CNR a-t-il un tel pouvoir contre Giraud ? Parce que, explique Frenay, du point de vue international et en particulier aux yeux des

Américains, le CNR a une importance capitale car « ils estiment que c'est lui la véritable représentation démocratique de la France puisqu'à l'heure actuelle l'assemblée ne s'est pas encore réunie ».

Ainsi, le CNR étant plus utile que le CCR pour l'élimination de Giraud, le CCR n'a plus qu'à disparaître. Seul reste le CNR que contrôlent les communistes…

De Gaulle met de l'eau dans son vin rouge

Le 30 octobre, est adressée aux représentants de la France libre une circulaire[85] qui, après l'inévitable couplet sur la nécessité de la coopération internationale et sur la non moins nécessaire prise de conscience que l'« intérêt français n'est pas de jouer des Alliés les uns contre les autres », établit que « la France ne doit se lier de manière exclusive à aucune des grandes puissances » et que « durant la période nécessaire à notre relèvement national et à la reconstitution de nos forces, notre influence auprès de chacune d'elles sera fonction du crédit dont nous jouirons auprès des autres, autant au moins que de nos forces propres ».

L'URSS, peut-on lire ensuite, est appelée à jouer dans l'Europe de demain un rôle à la mesure de ses succès militaires et du prestige que ses victoires lui ont acquis dans l'esprit des peuples. Elle occupera ainsi, dans la politique européenne, une place plus importante que celle qu'elle a tenue depuis 1815 et jouira dans les masses d'une popularité qui n'aura d'égale que l'impopularité dont le tsarisme souffrait dans le monde ouvrier au début du siècle. Condamnée à vivre aux côtés d'une Allemagne capable de redressements vigoureux et rapides et que la coalition des puissances occidentales peut être insuffisante pour contenir ainsi que cette guerre l'a prouvé nous avons un intérêt majeur à entretenir avec la Russie des relations étroites et à nous garantir mutuellement contre une nouvelle agression germanique. Cette mutuelle garantie pourrait être stipulée dans un traité dont, à l'examen, il apparaîtra qu'il devrait ressembler fort au traité anglo-russe du 26 mai 1942.

Mais, si nous entendons nous prémunir par un accord franco-soviétique contre le danger germanique, nous devons aussi veiller à ne pas nous laisser entraîner, du fait de la politique russe, dans des complications de toutes sortes soit dans les Balkans, soit même en Méditerranée orientale où Moscou peut tenter de reprendre une politique séculaire. Nous nous garderons donc de contracter des engagements qui nous rendraient solidaires, en toutes circonstances, de la politique soviétique en Europe, et à plus forte raison en Asie.

Plus généralement, notre politique ne saurait, sans danger, chercher son point d'appui sur la seule Russie. Notre concours aura d'ailleurs d'autant plus de prix aux yeux des dirigeants de Moscou que nous aurons mieux su ménager nos relations avec les grandes puissances occidentales. Nous ne saurions enfin oublier que dans le passé, la Russie a fait la preuve que, dans sa politique d'expansion, elle s'inspire de ses intérêts exclusifs et qu'elle est susceptible de brusques retournements.

Il n'est pas moins essentiel que toute entente avec la Russie sur le plan extérieur se réalise en dehors d'une immixtion quelconque de Moscou dans nos affaires intérieures. La liberté de nos décisions en matière de politique étrangère est à ce prix : aucune équivoque ne doit être admise à cet égard, dans les relations franco-soviétiques.

La suite de la circulaire est sans surprise puisqu'il est dit qu'entre la France et l'Angleterre il n'existe, sauf au Levant, « aucune opposition véritable d'intérêts », que nos intérêts en matière coloniale sont « solidaires » et que l'Angleterre semble avoir pris conscience de la nécessité où elle se trouve d'accepter désormais, en Europe, des responsabilités étendues. Mais il y a le poids de dominions soumis à l'influence américaine. L'idéal serait donc une combinaison triangulaire : France-Angleterre-Russie.

La tradition franco-américaine doit être soigneusement maintenue et avant le débarquement en France, il importe que « tous malentendus soient dissipés entre le CFLN et Washington ». « Nous pouvons mieux que n'importe quel gouvernement européen confirmer les États-Unis dans leur volonté de ne pas se désintéresser du vieux continent et espérer les aider à se faire une idée plus juste des affaires européennes dans lesquelles ils ont apporté jusqu'ici plus de bonne volonté que de clairvoyance ». « Nous savons, d'expérience, combien il importe, qu'en cas de conflit où nous serions impliqués, la doctrine de la liberté des mers joue à notre profit. »

Pour le reste, l'Allemagne reste et restera un danger potentiel ; l'Autriche doit retrouver une vie indépendante dans une fédération danubienne. Et les transferts en faveur de la Pologne pour compenser ses pertes territoriales, portent en eux le germe de nouveaux conflits.

La circulaire envisage également une fédération de l'Europe occidentale englobant les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France, et susceptible d'extension au sud avec, en plus, le rattachement à cet ensemble, au moins sur le plan économique, du groupe industriel Rhéno-Westphalien. Ne pas exclure non plus que l'Angleterre peut trouver avantage à y être associée. L'extension au sud peut concerner l'Italie mais pas l'Espagne.

In fine, la circulaire revient sur le sujet principal :

> La réapparition d'une Russie puissante aux confins de l'Europe orientale bouleverse tout le système politique que le traité de Versailles avait cherché à construire dans ces régions. Les États situés en bordure de la Russie seront dorénavant sous son influence directe. Nous n'avons ni possibilité de, ni intérêt à y prendre une place plus importante dans l'ordre politique et bien au contraire, nous devons nous défendre contre les sollicitations qui ne manqueront de nous être adressées de Varsovie et de Bucarest en vue de nous faire jouer un rôle de protecteurs en face des exigences russes.

Surtout, ne pas se faire d'illusions sur « le degré d'indépendance politique dont ces États jouiront par rapport à l'URSS ».

« Sur deux points, la note allait plus loin que je ne l'aurais souhaité, précise Massigli dans ses Mémoires[86]. J'éprouvais de grands doutes sur la politique rhénane qui s'esquissait ; quant au groupement occidental à constituer, il était défini comme une fédération, non comme une confédération et c'était la main de De Gaulle qui, sur mon projet, avait substitué un terme à l'autre. » Mais on peut penser que les réserves ou les doutes de Massigli n'ont guère de poids sur de Gaulle, aux yeux de qui il n'est déjà plus, au moins dans sa tête, commissaire aux Affaires étrangères.

Même si la circulaire évoque à mots couverts (« influence directe ») la menace que Moscou fait peser sur l'Europe de l'Est, Massigli semble donc d'ores et déjà convaincu que le sort de cette dernière est écrit. Ensuite, pas plus que Catroux ou de Gaulle, il n'envisage (ne serait-ce qu'à titre d'hypothèse) une éventuelle poussée de l'Armée rouge en direction de l'Europe de l'Ouest. C'est évidemment ce qui les distingue de Giraud ou de Churchill, qui envisagent clairement cette menace mais ne croient pas à son inéluctabilité si l'on s'oriente – et c'est encore tout à fait possible – vers la stratégie danubienne.

Cette synthèse constitue indéniablement un compromis de la part de De Gaulle entre les différentes vues exprimées par les commissaires nationaux mais, précise Georges-Henri Soutou, ce compromis « correspondait aussi à son évidente et prudente évolution depuis 1941-1942 à propos de l'URSS ».

Cette « évolution » que décèle l'historien ne paraît cependant guère évidente au vu des faits prouvant que depuis 1941-1942, de Gaulle n'a fait qu'amplifier son engagement avec le Kremlin au point de se lier indéfectiblement [*sic*]. Et les « compromis » ne sont là que pour la galerie : la priorité reste bel et bien comme le reconnaît d'ailleurs Soutou à une alliance prioritaire avec le Kremlin. Et une alliance de plus en plus prégnante. Et contagieuse : au même moment Queuille note dans son Journal à la date du 31 octobre : « Déjeuner invité par Gouin. Je trouve là Jacquinot, Billoux et des socialistes résistants. Atmosphère Front populaire[87]. »

C'est d'ailleurs bien ainsi que l'enregistre Staline qui donne enfin son feu vert au PCF pour l'entrée d'un communiste au CFLN.

Le 1er novembre, arrivé la veille de Londres (où le remplace Waldeck-Rochet), Fernand Grenier écrit à de Gaulle :

Tenant compte du but à atteindre, le parti communiste français, qui n'a jamais refusé de prendre aucune responsabilité, estime qu'il peut éventuellement participer au Comité français de la Libération nationale à condition que ses délégués disposent réellement d'un pouvoir exécutif leur permettant d'agir et n'aient pas seulement un caractère représentatif. En restant fidèle à la pensée du PCF, que seule l'union dans l'action permettra de gagner la guerre et de reconstruire une France nouvelle, le ou les membres communistes éventuels du CFLN expliqueront publiquement leur mandat de collaborer sur les bases suivantes :

1) Mise en œuvre de tous les moyens dont disposent la France et l'empire pour faire la guerre, développer au maximum la puissance de l'armée française nationale antihitlérienne et l'armement des patriotes français, des soldats sans uniforme dans la métropole.

2) Politique de châtiment des traîtres qui sont déjà entre les mains des autorités françaises pour donner au peuple de France l'assurance que la justice ne sera pas étouffée.

3) Politique démocratique et sociale hardie qui permettra de galvaniser les énergies populaires pour la guerre.

4) Politique d'union de tous les Français et de toutes les populations de l'empire par la compréhension et en donnant satisfaction aux légitimes revendications des masses indigènes.

5) Renforcement du rôle de la France dans le bloc des Nations unies sur la base du respect de l'indépendance de la France et de la restauration de la grandeur française.

Bien entendu, dans le cas où le Comité français de la Libération nationale nous ferait des propositions de collaboration, c'est la délégation de notre CC à Alger qui, suivant les coutumes et les principes de notre parti et du mouvement ouvrier français, désignerait ceux d'entre nous qui feraient partie du Comité français de la Libération nationale[88].

La politique de châtiment des traîtres qui sont déjà aux mains des autorités françaises vise bien sûr, en premier lieu, Pierre Pucheu. Les communistes font comprendre à de Gaulle que la « vengeance » qu'il appelle dans ses discours n'est pas et ne saurait être seulement une figure de style et qu'ils ne transigeront pas sur le cas de l'ancien ministre de l'Intérieur de Vichy. À leurs yeux, il est donc inutile, comme le soutient Giraud, d'attendre le retour en France pour le juger ; le condamner à mort et l'exécuter séance tenante ainsi que le réclament bruyamment et sans répit leurs journaux.

Mais de toutes les conditions posées – même si elle ne figure pas comme telle mais comme une chose allant de soi – c'est incontestablement celle qui attribue aux seules instances du PCF la désignation des ministres

communistes au CFLN qui est riche d'enseignement sur le plan politique, car elle contient un double avertissement : le premier, qu'il est parfaitement vain d'envisager de débaucher un ou des membres du parti communiste ; le second, qu'il faut savoir que traiter avec un membre du parti c'est traiter avec LE parti. Le PCF n'est pas constitué d'individualités – distinction bourgeoise – mais de militants qui n'ont de sens que par et pour leur parti. Et accessoirement, traiter avec le PCF c'est traiter avec le Kremlin.

Le nœud coulant est un peu trop serré et de Gaulle va se débattre.

De son côté, maintenant que les tâches sont clarifiées entre de Gaulle et lui, Giraud semble se croire « intouchable ». « Il n'entend pas dévier de sa mission sacrée qui est de conduire l'armée à la victoire et de faire barrage grâce à elle au communisme », comme il l'a écrit à Béthouart qui a fait passer le message à Roosevelt le 26 octobre[89].

Le 1er novembre, le général d'aviation Chambe, directeur de son cabinet militaire qui, précise Crémieux-Brilhac, n'a pas la réputation d'un extrémiste, adresse une dernière mise en garde, ou plutôt une invite au commandant en chef. Le pays lui écrit-il, ne veut pas revenir à une démocratie « patibulaire » ni subir les oukases d'« un parti gaulliste prosoviétique » : « Il est grand temps d'agir ; l'armée est encore derrière vous, elle souhaite un ordre. […] Vous êtes à un virage décisif mon général. Vous auriez pu être un personnage de l'histoire de France. Vous pouvez l'être encore. Il vous suffit de faire un geste et le pays sera sauvé. L'armée est derrière vous, mon général, et derrière elle, le pays[90] ! »

Le commandant en chef reste volontairement sourd à cet appel. Il est vrai que l'événement que constitue la tenue de la première séance de l'Assemblée consultative, dont il a signé l'ordonnance portant constitution et qu'il va présider avec de Gaulle, peut lui laisser croire que ce dernier a enterré la hache de guerre.

19
Le Brumaire de De Gaulle

3 novembre 1943. Sous les lambris de la salle des Délégations financières, dont l'hémicycle restreint, paré de tricolore, a été élu pour abriter les débats de l'Assemblée consultative, portée par l'attention fiévreuse d'un auditoire où se mêlent indistinctement parlementaires, diplomates et journalistes, la voix du président d'âge, Georges Buisson, s'élève solennelle[1] :

> Parmi les hommes qui sont sur ces bancs et dont je sens déjà l'ardeur et la volonté de servir de toutes leurs forces notre patrie, beaucoup, il y a peu de temps, étaient encore dans la métropole où, avec tout un peuple héroïque, ils ont mené contre l'ennemi et ses complices un dur combat pour la libération de la France.
>
> Représentants des partis, de ces partis si nécessaires au fonctionnement normal d'une saine démocratie, de ces partis qui, organisés dans la Résistance, ont su chasser de leurs rangs les traîtres et les agenouillés.
>
> Délégués des organisations syndicales qui, rapprochés par le malheur, ont fraternellement conjugué leur volonté d'avenir.
>
> Représentants de ces admirables mouvements de la Résistance française, immense armée des combattants en civil qui chaque jour bravent la torture et la mort pour détruire l'organisation de guerre de l'ennemi et hâter la résurrection de la France.
>
> Tous vous êtes animés par le souffle ardent des héros qui vous ont délégués ici.

D'entrée de jeu le ton est donné par l'ordre de citation : les partis viennent en tête, puis les syndicats, enfin les mouvements de résistance…

Voulu et programmé par de Gaulle, le retour des anciens partis (en lesquels, le chef de la France combattante avait pourtant vu, un jour, des « sépulcres blanchis ») est désormais chose faite. Et il s'agit d'un retour triomphant.

Un peu plus de trois ans après avoir conduit le pays à la défaite la plus terrible de son histoire, le régime des partis est donc de nouveau en place pour profiter de la victoire.

Georges Buisson poursuit :

« Et vous représentants de la Résistance de notre Afrique du Nord rendue heureusement à la Mère Patrie, représentants de notre empire et de l'étranger, qui, partout où vous pouvez être, avez tressailli d'espoir lorsque au milieu de la désespérance générale vous avez entendu, en juin 1940 un fier soldat, Charles de Gaulle, sonner le ralliement des Français et sauver l'honneur. »

Devant la vague d'applaudissements qui salue son nom, le « fier soldat » reste impassible. Il n'est pas homme à se faire des illusions : son nom vient bien tard dans ce panégyrique d'une Résistance dont il se veut le symbole. En outre, il ne reviendra plus dans la suite du discours…

Consolation ? Le nom de Giraud, assis à ses côtés, et qui vient de donner deux victoires à la France, ne sera, lui, pas cité une seule fois… Mais le commandant en chef est néanmoins habilement visé à travers le rappel par l'orateur de la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil. Ce qui fait dire à Queuille : « Buisson a amorcé l'attaque contre Giraud[2]. »

Après avoir établi la hiérarchie du régime politique de la Résistance, le président d'âge fonde la légitimité de l'Assemblée consultative :

« Les temps que nous vivons n'ont pas permis que, tout de suite, le peuple français, librement consulté, fixe lui-même dès maintenant son destin, mais vous aurez à cœur de répondre à son espoir. Cette assemblée qui le représente avec autant d'exactitude qu'il est possible, sera l'Assemblée provisoire de la vraie France pour laquelle vous préparez les glorieux lendemains. »

Ayant ainsi établi l'équation : Assemblée consultative = peuple français, Buisson assure le CFLN de l'« appui enthousiaste du peuple français » en précisant toutefois que c'est l'appui du peuple (c'est-à-dire de l'Assemblée), qui « fait la force » du comité.

Il affirme ensuite :

« Les masses françaises n'ont pas capitulé en 1940, elles ont été trahies. »

Trahies par qui ? Buisson ne le précise pas. Mais il cite Jaurès (« Le pouvoir est tombé aux mains de bandes campées dans la nation »), et il

prédit qu'« une véritable révolution s'annonce pour les peuples ». Une révolution qui se caractérise par la disparition sans retour des « vieilles formules d'antidémocratie, d'anticommunisme et de racisme odieux et sauvage ». Et il conclut :

« L'expulsion, et parfois plus que l'expulsion, de la vie administrative et politique de tous les hommes qui ont collaboré avec Vichy et, par l'intermédiaire de Vichy, avec l'Allemagne est, dès maintenant, une condition essentielle de réussite[3] ! »

C'est maintenant au tour de De Gaulle de prendre la parole.

> En saluant à sa première séance l'Assemblée consultative provisoire, déclare-t-il, le Comité de la Libération nationale entend d'abord marquer sa profonde satisfaction de voir réaliser, malgré d'extraordinaires obstacles, une réunion qu'il a provoquée et que souhaite la nation luttant pour sa vie et sa liberté.
>
> Le comité veut en même temps manifester sa résolution de collaborer de la manière la plus large et, je n'ai pas besoin d'ajouter la plus confiante, avec une Assemblée qui lui apporte dans sa grande et lourde tâche, le concours d'une opinion qualifiée, autant que les circonstances le permettent, pour exprimer ce que désirent et ressentent les Français.

Ayant ainsi reconnu la légitimité de l'Assemblée, et avant de formuler « les principes directeurs de son action » et de se laisser emporter par le flot lyrique qui lui permettra, jonglant avec le temps, de remonter « vingt siècles » d'histoire de France, le chef de la France combattante précise toutefois :

« En vérité, il serait vain, dans les conditions sans exemple où se trouve actuellement le pays, de vouloir chercher un précédent historique à la création de l'Assemblée consultative ou bien des textes législatifs qui puissent lui fournir une base littéralement légale. »

De Gaulle porte le coup de grâce à la III^e^ République

Noyée dans le torrent des mots et des images, la phrase passe inaperçue, mais de Gaulle vient de montrer devant l'histoire, et peut-être pour l'histoire, qu'il n'est pas dupe de sa propre mise en scène…

Il tient ensuite à rappeler que l'Assemblée est destinée à éclairer et à soutenir le CFLN, marquant ainsi nettement la préséance du comité sur l'Assemblée. Enfin, pour rétablir un équilibre compromis par Buisson au profit des partis, il insiste sur le fait que l'Assemblée se trouve composée des représentants de la Résistance nationale et d'élus du peuple, « tous

pourvus d'un mandat qualifié ». Il n'hésite pas non plus à égratigner ces élus du peuple en espérant que ceux-là mêmes qui, parmi eux, « ont pu figurer au milieu de systèmes anciens seront les premiers à montrer jusqu'à quelle profondeur se sont renouvelés les Français »…

En balayant toutes les acrobatiques tentatives d'André Philip pour fonder juridiquement ce qui ne peut l'être, de Gaulle redevient l'homme du 18 Juin dont l'action s'apparente à une croisade et qui ne peut pour l'heure espérer d'autre justification suprême que sa propre et solitaire volonté.

Quelques rares parlementaires, trois seulement (Lucien Galimand, député de la Seine-Inférieure, Henri de Kerillis, député de Paris et André Mallarmé, sénateur d'Alger) ont refusé d'entériner et de participer à ce « système de fausse représentation » qu'il a imaginé. Chacun d'eux a longuement motivé son opposition à l'aide des principaux arguments suivants :

1) Contrairement à ce qu'affirme le Manifeste de Brazzaville du 16 novembre 1940, le vote du 10 juillet 1940 par lequel les parlementaires, exhortés par Herriot, le président du Sénat[4] ont, par 569 voix contre 88 et 17 abstentions, délégué le pouvoir constitutionnel au maréchal Pétain est un vote légal.

2) Ce n'est pas parce que Pétain a congédié les Chambres (par l'escamotage du terme « républicain » au profit de celui d'« État français », puis par la création le 22 janvier 1941, d'un Conseil national appelé à examiner le principe des lois et décrets que le chef de l'État français jugeait opportun de lui soumettre, enfin par la suppression de l'indemnité parlementaire), que le Parlement a cessé légalement d'exister.

3) Faire croire « contre les textes, le droit et l'évidence » à une abdication du Parlement et donc à une vacuité du régime pour répudier les Chambres est une œuvre encore plus illégale que celle de Vichy qui les avait simplement mises en sommeil.

4) La désignation par le CFLN des membres de l'Assemblée consultative est un acte arbitraire qui fait de la Constitution nouvelle d'Alger, « la Constitution la plus dictatoriale que la France ait jamais eue et même sans doute que l'Europe ait jamais vue » (Kerillis).

« Je ne reconnais à personne, écrit Kerillis, le droit de détruire la Constitution de la République que le peuple français s'est librement donnée. Or la création de l'Assemblée consultative équivaut à la destruction du pouvoir législatif comme la création du Comité de la Libération équivaut à la destruction du pouvoir exécutif tels que la Constitution de la III^{e} République les a voulus. »

Même écho de la part du juriste Mallarmé : « Je ne vois pas la nécessité de faire partie d'une Assemblée consultative provisoire composée et dosée à son gré par un gouvernement de fait, mais qui s'est constitué lui-même

par simple prise de possession, puis par cooptation, ce qui ne peut justifier d'aucun mandat du peuple même indirect. »

Et le 12 novembre, le même Mallarmé écrira encore à Pleven : « C'est à la nation seule, soit directement par la voix des électeurs, soit indirectement par ses représentants élus, qu'il appartient de dire si la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940 a été respectée. De même, c'est elle seule qui doit par ses élus exercer son contrôle légal sur les actes de tous les gouvernements qui se seront succédé depuis cette date[5]. »

Les trois parlementaires contestant également le fait que l'Assemblée exclut d'autorité de son sein certaines catégories de Français et notamment les parlementaires qui ont voté la délégation de pouvoirs constitutionnels à Pétain[6].

« C'était, remarque Robert Aron, introduire dans la vie politique française une nouvelle notion : celle d'inéligibilité[7]. » Elle comportait une dérogation possible : les parlementaires pouvaient être relevés de la déchéance pour participation directe et active à la Résistance constatée par décision du CNR.

Un CNR contrôlé par les communistes qui, profitant de l'aubaine, ne manqueront pas de monnayer leur caution par quelques garanties pour l'avenir…

« L'inéligibilité, continue Aron, devait être une des dispositions essentielles de l'épuration. Ainsi, progressivement, touche à touche, le gouvernement d'Alger prépare l'épuration de la métropole libérée. »

Seulement trois réfractaires[8] sur la vingtaine de parlementaires désignés par ses soins pour figurer à l'Assemblée consultative, c'est peu pour émouvoir de Gaulle. Tous les autres se sont précipités… Il le savait d'avance. Ne constitue-t-il pas leur seule et unique chance de retrouver quelque lustre ?

Pourtant, depuis trois ans, il ne s'est pas gêné pour les dérouter et les malmener.

Il a commencé par inscrire son action dans la continuité de la III^{e} République dont il se proclamait *urbi et orbi* le champion face aux « prébendiers du désastre ». Malgré le ralliement des parlementaires à Pétain par le vote du 10 juillet, cette opération lui était possible parce qu'il pouvait arguer, lui aussi, d'avoir appartenu comme sous-secrétaire d'État à la Guerre – même si ce ne fut que l'espace de dix jours – à l'un des

gouvernements de la III[e]. Ainsi le 2 avril 1941, il proclamait du Caire : « Nous ne voulons pas modifier nous-mêmes les institutions françaises : aussi ne jugeons-nous pas qu'il nous soit nécessaire de prendre le titre de gouvernement pour exercer l'autorité dont nous avons besoin. Nous sommes les gérants provisoires et résolus du patrimoine français. »

Cette modestie lui attire la sympathie et l'adhésion des anciens partis de gauche, à l'exception toutefois du PCF qui prône encore à l'époque, la « fraternisation » avec l'occupant au nom du pacte germano-soviétique.

Et puis soudain, il fait volte-face. Lui qui, jusque-là prétendait incarner le dernier gouvernement légal de la III[e], lui qui n'acceptait pas qu'on lui parlât de « dissolution morale » et s'insurgeait de l'exploitation par les Juvénal de Radio-Paris des abus et des scandales du régime parlementaire qui n'étaient à ses yeux que des « moisissures superficielles », voilà qu'il attaque la III[e] République en bloc avec une brutalité toute maurrassienne : « Un régime moral, social, politique, économique, tonne-t-il, a abdiqué dans la défaite après s'être lui-même paralysé dans la licence ! » (Discours du 27 mai 1942).

Il est vrai qu'entre-temps, il a perçu le rejet profond, viscéral des hommes de la Résistance pour les anciens partis. Or, cette Résistance, il lui faut la séduire car c'est un peu de « pays réel » dans lequel il peut ancrer sa légitimité.

Le 28 juin 1942, il va plus loin encore : rejetant aussi bien l'avant (le régime sénile « paralysé dans la licence ») que l'après (la « criminelle capitulation qui s'exalte en pouvoir personnel »), il s'écrie : « Le peuple français les condamne tous les deux. Tandis qu'il s'unit pour la victoire, il s'assemble pour la révolution. » C'est alors l'époque où il cherche désespérément le contact avec le parti communiste (condition *sine qua non* de l'appui de Moscou au mouvement gaulliste).

Galimand écrit : « Le manifeste du 23 juin 1942 paraît dans les journaux clandestins. De Gaulle, pour éliminer une concurrence métropolitaine, s'est aligné sur elle. Il n'est plus que le leader d'un mouvement révolutionnaire […]. Des parlementaires peuvent arriver à Londres, apporter l'adhésion de leur parti, lui donner ainsi l'occasion d'asseoir son autorité encore apparemment solitaire sur l'approbation spontanée d'élus, de Gaulle ne peut plus vouloir d'eux. Il a souscrit à la révolution[9]. » Les députés s'« alarment, s'insurgent, s'étonnent de n'être pas reçus, d'être traités en intrus même s'ils ont été appelés, enlevés par

avion », il n'en a cure et le leur fait savoir à sa manière souvent fort militaire…

Pourtant, il va revenir à la III^e^ République. Mais c'est l'espace d'un instant, pour soutenir ses attaques contre Giraud qui, dans l'urgence, fait alors passer la bataille de Tunisie avant le retour aux lois républicaines.

À partir de ce moment-là, il s'emploie à jouer, à la fois ou les uns contre les autres, les partis et les mouvements de résistance. Pour les impressionner, il leur donne l'illusion d'une entente étroite entre lui et les Alliés et d'une grande faculté d'intervention dans les affaires du monde ; pour les contenir, au contraire, il évoque les difficultés que ces mêmes Alliés lui causent et leurs machinations contre l'indépendance future de la France.

Cahin-caha on en est arrivé à ce 3 novembre 1943 : grand-messe pour la mort de la III^e^ République célébrée par des parlementaires issus de ladite III^e^.

« Notre premier mot d'ordre :
Épuration, Épuration ! »

En ce 3 novembre 1943, de Gaulle vient donc de tuer la III^e^ République, au nom de la IV^e^ République. Son triomphe est total : de cette institution qu'il vient de créer de toutes pièces et à sa convenance, il peut, par un juste retour des choses, espérer beaucoup. Par exemple, la transformation du CFLN en gouvernement provisoire. Elle y a autant intérêt que lui puisque leurs destins sont liés. Certes, comme le CNR, l'Assemblée consultative cherchera à s'émanciper et même, plus tard, il n'en doute pas, à le combattre. Entre lui et elle, il s'agit donc d'une course de vitesse. Pour l'occuper, il lui a jeté en pâture un morceau de choix : l'épuration.

La veille de l'ouverture de l'Assemblée, dans une interview au journal *Alger républicain*, Jean Pierre-Bloch l'a claironné : « C'est notre premier mot d'ordre. Avant tout, épuration, épuration ! »

Et ce même 3 novembre, au cours d'une conférence de presse, cinq députés communistes répètent à l'envi ce même thème « en alléguant qu'un organisme directeur de la Résistance en France a condamné Pucheu à mort, dictant ainsi son devoir au tribunal d'Alger[10] ».

De Gaulle est donc prévenu. Mais a-t-il besoin d'avertissement ? La machine qu'il a mise en route a maintenant sa propre force d'inertie contre

laquelle il ne peut rien mais dont il peut orienter le cours au mieux de ses intérêts. Bien menée, l'affaire Pucheu peut constituer une arme décisive pour déstabiliser définitivement Giraud qui certes n'a plus qu'une fonction honorifique au sein du CFLN mais qui, par sa seule présence, y témoigne pour l'ordre ancien. Or lui, de Gaulle, entend inaugurer une ère nouvelle…

> Avec notre complicité et celle de ses services, écrit Pierre-Bloch, de Gaulle prépare son « Brumaire » à la barbe des Alliés. Un coup d'État que toute la Résistance approuvait et en particulier les hommes de gauche car, pour nous, Giraud c'était le fascisme, c'était Pétain. Le pauvre, il n'était rien de tout cela et plus aveugle que pervers. Terriblement réactionnaire, il aimait à répéter que nous avions perdu la guerre parce que les dactylos avaient des bas de soie mais on le dénonçait comme un dangereux fasciste. Voilà un épouvantail qui fut bien utile au général de Gaulle[11].

Dans ses *Mémoires* de Gaulle écrit qu'un « souffle âpre et salubre » change l'air d'Alger. Ce n'est pas tout à fait ce qu'il pensait à l'époque à en croire Queuille qui note à la date du 4 novembre que les « Glycines sont un peu, beaucoup ennuyées de l'éjection de Vallin, un peu beaucoup inquiètes de l'orientation Front populaire. Puis il y a Marty, Moch, dont ont dit "qu'ils font mal" dans le tableau… » « Ce qui frappe en ces jours, écrit l'ancien ministre, c'est qu'on semble être en présence d'une entreprise de mainmise sur l'Assemblée par les SFIO. Le Troquer joue le grand metteur en scène. On semble avoir fait venir par priorité les militants. […] On est pur et dur[12]. »

Queuille note également que « Grenier défend Giraud, comme Billoux ! » et feint de s'en étonner : « Giraud défendu par les communistes !! » Il s'agit évidemment de l'habituel jeu de bascule entre les deux généraux que les communistes pratiquent avec art pour tirer le maximum d'avantages d'un de Gaulle demandeur. Avec succès d'ailleurs puisque Queuille note : « Les communistes acceptent de participer, à certaines conditions qui seraient acceptées par de Gaulle, mais ils veulent garder le choix de leur représentant ; de Gaulle exige Grenier. »

Le 5 novembre, Queuille déjeune avec un Bogomolov, « peu phraseur aujourd'hui, peu communicatif ». On ne se trompera guère en pensant que cette manifestation de mauvaise humeur de l'ambassadeur soviétique est due en partie à l'attente impatiente de Moscou devant la concrétisation de l'élimination de Giraud promise par de Gaulle et qui tarde à venir. Or Staline tient à se présenter en position de force à la conférence de Téhéran

où doit se décider l'option du lieu d'ouverture du second front. De Gaulle a vent de cette impatience car ce même jour, il convoque Frenay à la villa des Glycines.

La composition actuelle du CFLN, déclare le chef de la France combattante, ne correspond plus à la situation nouvelle créée par la présence à Alger de l'Assemblée. Il est essentiel que notre comité soit aussi semblable que possible à l'image de la France nouvelle qui est en train d'émerger des profondeurs. Je compte donc dans les jours qui viennent le remanier pour que la Résistance comme les partis y trouvent leur juste place. À la conduite des derniers combats, à la préparation de la Libération, à l'œuvre de reconstitution, il est d'intérêt national qu'y soient associés des hommes qui, à l'intérieur et à l'extérieur de la France, ont dit non à la capitulation et à Vichy et ont poursuivi le combat. Communistes, socialistes, formations modérées, chefs de la Résistance se doivent de m'apporter leur concours en entrant au CFLN. J'ai pensé à vous qui avez joué un rôle éminent comme chef de Combat.

Frenay remercie de Gaulle de sa proposition, mais argue de son utilité en France où ses camarades attendent son retour. Sa place est là-bas davantage qu'à Alger. De Gaulle balaye l'objection : c'est ici que s'élaborent les grandes mesures qui prépareront la Libération et remettront en marche le pays. Il a une « grande tâche » à lui proposer : s'occuper des déportés, de leur retour, de leur réadaptation…

Au fur et à mesure que de Gaulle parle, Frenay sent son embarras augmenter. L'importance de la tâche qu'on veut lui confier est évidente, elle « conditionne dans une large mesure la santé morale et l'avenir politique du pays », mais il ne la « sent » pas. Et puis, il y a la guerre, est-il concevable pour un soldat de s'en tenir éloigné ?

Le chef de Combat dit ne pas être sûr d'être l'homme de la situation puis, saisi d'un doute, s'enquiert de savoir quel poste de Gaulle envisage de confier à Emmanuel d'Astier.

« D'Astier serait commissaire à l'Intérieur car il y faut un homme à la fois ferme et souple, rompu aux questions politiques, répond de Gaulle. »

Frenay est abasourdi. « D'Astier à l'Intérieur ? écrit-il, le choix me paraît insensé. Mes rapports avec lui me l'ont fait connaître. Je n'ai aucune confiance en lui. Le dire à de Gaulle, tenter de lui ouvrir les yeux ? À quoi bon ! Je sais trop bien ce qu'il se dira "encore la rivalité Charvet-Bernard"[13]. »

Mais de Gaulle a-t-il besoin qu'on lui ouvre les yeux sur le cas d'Emmanuel d'Astier ? Passy, Brossolette, Soustelle et quelques autres s'en sont déjà chargés…

Depuis la fin du mois d'avril 1942, date du premier voyage à Londres du chef de Libération Sud, Passy a son opinion sur ce curieux personnage, « mélange de condottiere et de Machiavel ». « Grand, mince, élégant, très "fin de race", il symbolisa aussitôt à mes yeux la rebutante espèce des "anarchistes en escarpins", écrit le chef du BCRA. Il me sembla capable de passer, presque sans transition, d'une grande scène de charme à des manifestations incontrôlées d'une colère violente et haineuse et de changer de position dans le temps d'un éclair, avec un cynisme parfaitement désinvolte et un manque total de scrupule[14]. »

Né avec le siècle, le baron Emmanuel d'Astier de La Vigerie, frère du général François d'Astier de La Vigerie (proche collaborateur de De Gaulle à Londres) et d'Henri d'Astier, militant royaliste ardent qui joua un rôle important dans la mort de Darlan, est un ancien enseigne de vaisseau reconverti dans le journalisme. Il a successivement collaboré à *Life* et à *Time* et exercé sa verve pamphlétaire dans l'hebdomadaire national *1935*. Il s'y est fait remarquer notamment par sa violence contre le Front populaire, dont il décrivait certain défilé comme une « farce qui laisse loin derrière la mi-carême et le conservatoire » et par sa fougue antisémite.

Pourtant vigilant à détecter le moindre indice d'antisémitisme et député du Front populaire, Pierre-Bloch tombe sous le charme de D'Astier et s'en fait l'ardent défenseur devant Passy, Brossolette et Soustelle, qui accuse d'Astier de se faire « sans gloire l'instrument du noyautage communiste dans la Résistance ».

Avant même son mariage avec Lubova Krassine, la fille de l'ancien ambassadeur soviétique à Paris, Emmanuel d'Astier a, en effet, brusquement changé de camp : ce nationaliste exacerbé est devenu farouchement prosoviétique, au point de mériter le titre de « baron rouge ».

« Certainement, d'Astier était proche des communistes politiquement et je dirai sentimentalement », reconnaît Pierre-Bloch, qui ajoute toutefois : « Mais Jacques Soustelle se trompait sur ce point : il n'y eut pas de noyautage opéré par d'Astier au profit du PC[15]. »

Affirmation démentie par les faits : la direction du mouvement Libération Sud ne compte pratiquement que des communistes et, quand, en prévision des opérations militaires, les MUR désigneront un « exécutif » zone sud investi des pleins pouvoirs et qui pourra agir sans en référer au Comité directeur, cet « exécutif » ne sera composé à son tour – grâce à l'appui de D'Astier – que de communistes ou apparentés : Pascal Copeau

pour les affaires politiques, Marcel Degliame pour les affaires militaires et Pierre Hervé pour le secrétariat général. Ce même Copeau dont on se souvient qu'il s'est vanté d'avoir joué avec Moulin un certain nombre de tours aux chefs des mouvements de résistance, qui interdit au comité directeur des MUR d'avoir tout contact avec Michel Brault, Chevance-Bertin et Bénouville, et qui écrira à d'Astier le 19 avril 1944 : « Personnellement, mon opposition à l'égard d'Aubin (Claude Bourdet) se situait sur le terrain de la politique à suivre à l'égard du PC et du Front national […]. Avec Dormoy (le communiste Marcel Degliame), l'accord sera complet. »

Propos qui traduisent clairement les opinions de Copeau et sa complicité avec le ministre de l'Intérieur de De Gaulle…

À la Libération, d'Astier se fera l'avocat de la fusion entre le Mouvement de Libération nationale (MLN) – regroupant les six principaux mouvements de résistance – et le Front national de façon, écrit Frenay, « à mettre définitivement entre les mains des communistes la puissante organisation unifiée dont le nom a déjà été astucieusement choisi par l'équipe Copeau-d'Astier » : le… Front de la libération nationale.

Plus tard encore, élu à l'Assemblée constituante en 1945 d'Astier s'intégrera à une liste communiste et représentera l'Île-et-Vilaine comme « progressiste » de 1946 à 1958. Entre-temps, il fondera le quotidien *Libération*, succédané du PC, et il organisera avec Pierre Cot l'Union progressiste dont il sera le secrétaire général.

Il sera également vice-président du Conseil mondial de la paix, ce qui lui vaudra en 1957 le « prix Lénine pour la consolidation de la paix ».

Plus tard enfin, il rompra avec les dirigeants du PC et se proclamera « gaulliste d'extrême gauche ».

Selon Frenay, c'est parce qu'il n'a pas bénéficié pour fonder Libération Sud du concours des socialistes (qui ont préféré créer leur propre organisation de résistance) que d'Astier s'est jeté dans les bras des communistes et que, grâce à sa fonction de ministre de l'Intérieur et à son étroite liaison avec Pascal Copeau, il s'est alors attaché à favoriser « très puissamment leur entreprise ».

Frenay se demande comment cela n'a pas sauté aux yeux de De Gaulle et pourquoi Soustelle n'est pas parvenu à faire partager au Général son sentiment à l'égard de D'Astier, sentiment qu'il exprimera en ces termes : « La clique Villon, d'Astier, Copeau mit à profit les divisions et les

méfiances qui subsistaient au sein de la Résistance pour éliminer tous ceux qui ne leur étaient ni acquis ni dociles… D'Astier s'obstina à diriger les fonds les plus importants vers Farge, c'est-à-dire à donner à l'équipe de noyautage communiste la haute main sur le financement de la Résistance[16]… »

En réalité, de Gaulle sait parfaitement depuis le début qui est d'Astier et le jeu qu'il joue en faveur des communistes… Une anecdote suffit à le prouver : lorsque Passy attire pour la énième fois son attention sur les manœuvres suspectes du « baron rouge », le chef du gouvernement provisoire lui répond par ces mots :

« Passy, vous oubliez et je vous le répète que M. d'Astier est mon ministre de l'Intérieur. »

Une manière de clore définitivement le débat.

Or, en l'occurrence, la manœuvre de D'Astier sera particulièrement grave puisque, contrairement aux décisions du gouvernement (ordonnance du 21 avril 1944), il recommandera à Pascal Copeau de créer des comités de Libération au niveau local. Lesquels comités, élus par acclamation sur la place publique et manipulés par les communistes, entreront parfois en conflit lors de la Libération, avec les municipalités.

Mais à la réponse de De Gaulle s'ajoute un fait particulièrement significatif : pour avoir mis de Gaulle en garde contre les agissements de D'Astier, Passy tombe dans une demi-disgrâce…

Comme il n'est guère logique qu'un chef de gouvernement agisse de la sorte avec son chef de Renseignements, dont la fonction est précisément de l'avertir, on peut peser que, si de Gaulle agit ainsi à l'égard de Passy, c'est qu'il veut l'empêcher de poursuivre ses investigations et peut-être même d'agir.

Frenay écrit :

> Le choix de Jean Moulin comme celui de D'Astier furent lourds de conséquences pour le destin politique de la France. Le nouveau ministre, grâce à ses nouvelles fonctions, prit en quelque sorte le relais de l'action menée par Jean Moulin. Au lieu d'aider au renouvellement politique que nous souhaitions, lui et son correspondant en France, Pascal Copeau, favorisèrent le noyautage de nos organisations par le parti communiste. Si donc en 1944-1945, hormis la présence des troupes américaines, il est vrai que le prestige et l'autorité de De Gaulle constituèrent le seul barrage sérieux contre la prise du pouvoir par les communistes, il est non moins vrai que ses erreurs sur le choix des hommes, sa conception des rapports avec la France résistante, leur en avaient singulièrement facilité l'approche[17].

Quoi qu'en pense Frenay cependant, ce ne sont ni ses « erreurs » dans le choix des hommes ni sa conception des rapports avec la France résistante qui ont conduit de Gaulle à donner à d'Astier, comme il l'avait donnée à Moulin, la haute main sur l'action en France. C'est le respect de l'alliance contractée en novembre 1942 avec le PCF, et dont la base est la bipolarisation de la Résistance. Bipolarisation aboutissant à donner aux communistes la direction politique de la Résistance intérieure.

De Gaulle réussit son « Brumaire »

Le 6 novembre, la séance du CFLN comporte un projet de remaniement du comité. C'est François de Menthon que de Gaulle a choisi pour mener l'offensive. Prenant prétexte de la composition de l'Assemblée consultative « dont il faut tenir compte », le commissaire à la Justice demande en vrac : la séparation des pouvoirs civils et militaires, l'introduction des partis politiques (y compris le parti communiste) et des membres de la Résistance au sein du comité, « trop à droite », l'intégration du parti communiste « dans la vie politique » et l'élimination des « techniciens ». Il évoque enfin la nécessité de créer le poste de chef de gouvernement ou de vice-président. Selon Menthon, le dosage idéal est d'un communiste, trois socialistes et trois ou quatre représentants de la Résistance. Il ne se prononce en revanche ni sur le nombre des radicaux ni sur celui des modérés.

Souverain, de Gaulle approuve la démarche « quant au fond » mais émet quelques réserves sur les proportions.

À sa manière qui est impulsive, André Philip surenchérit alors sur la nécessité d'un gouvernement « cohérent », d'un programme politique, économique et social et d'un commandant en chef « en dehors » de la politique.

L'attaque s'organise. Soudain, c'est l'assaut. Il est conduit encore une fois par François de Menthon qui reprend mot pour mot contre Giraud la mise en demeure des députés communistes dans leur lettre du 17 juillet aux présidents du CFLN :

« La Résistance, déclare-t-il en substance, s'offusque des sentiments du commandant en chef à l'égard de Pétain !

— Le traitement infligé par le gouvernement Laval à ma famille dont tous les membres sont internés ou déportés, répond Giraud, ne permet guère de penser que je suis un "homme de Vichy" et si j'ai remis à leur place, il y

a quelques jours, trois jeunes résistants[18] qui parlaient de ce “salaud de Pétain” c’est que je ne peux oublier que ce dernier est le sauveur de Verdun et que le jugement de ses actes doit se faire plus tard lorsque tous les éléments du procès seront réunis. Enfin, en ce qui concerne mes attributions, je déclare m’en tenir au décret du 2 octobre 1943 qui, dans son article 4, ne prévoit mon départ du comité que lorsque je prendrai un commandement effectif sur un théâtre d’opérations. »

La tension est extrême. Les yeux au plafond comme à son habitude, de Gaulle se lance alors dans une grande envolée lyrique sur l’unité de l’armée, de l’empire, de la flotte.

« C’est la France ! C’est la bataille ! » conclut-il, en insistant sur le devoir de s’élever au-dessus des querelles de personnes…

Prenant tour à tour la parole, Massigli et Tixier mettent l’accent sur la nécessité d’un gouvernement de caractère politique. Apportant son appui au clan gaulliste, René Mayer s’offre en victime :

« Il y a eu désintégration, il faut une politique d’intégration… Je suis un technicien, pas un politique… Je remets mon siège à la disposition du comité.

— On ne fera rien avec cela ! » s’enflamme alors Diethelm qui exhorte le comité à « marcher hardiment dans la voie de l’intégration des partis politiques ».

Dans la fièvre générale, de Gaulle reprend alors la parole pour affirmer « l’obligation d’introduire – avec modération – certaines tendances traditionnelles et les présidents des mouvements de résistance sans étiquette partisane au sein du CFLN ». Il se prononce pour le maintien des « techniciens » (« Il faut faire la part à l’expérience ») au sein du comité et conclut sur la nécessité de maintenir l’armée « en dehors de la scène politique ».

Le général Georges intervient alors :

« Il est inopportun, dit-il, de faire appel aux communistes. »

Autour de la table, c’est le silence. Les civils du CFLN sentent que la partie se joue maintenant entre les seuls généraux.

Que va répondre de Gaulle ?

Depuis le 25 août, on le sait, il a pressenti deux fois les communistes et obtenu enfin leur accord, mais à certaines conditions… Si ces conditions lui paraissaient inacceptables, sans doute pourrait-il encore faire marche arrière puisque les négociations se sont déroulées dans le plus grand secret et qu’il

peut s’abriter derrière l’opposition du comité… Mais sa volonté est d’inaugurer une nouvelle ère et puis, quelques semaines auparavant, Molotov a convoqué Garreau pour lui affirmer : « Si le CFLN n’est pas un gouvernement élu par le peuple, il constitue aux yeux du gouvernement soviétique un embryon de représentation nationale qui, s’il demeure en contact étroit et en communion avec la masse de la nation, sera à même de réaliser l’unification nécessaire des forces de résistance[19]. »

Comme toujours avec les Soviétiques, encouragements et constats ont valeur d’avertissement…

Les yeux toujours au plafond, de Gaulle finit par sortir de son silence :

« Il n’y a que deux attitudes à l’égard des communistes : ou bien les laisser dans l’opposition et cela risque d’être une gêne considérable, ou bien les intégrer. »

Giraud soutient le point de vue de Georges :

« On ne peut intégrer les communistes, affirme-t-il, car ils reçoivent leurs directives de l’étranger. »

De nouveau la tension est extrême.

« Je maintiens mon point de vue, précise encore Georges, et je déclare que si le comité se range à cette manière de voir (l’intégration des communistes au CFLN), je reprendrai ma liberté. »

On procède au vote : la majorité est favorable à l’intégration des communistes au CFLN.

Ont voté pour : de Gaulle, Massigli, Monnet, Pleven, Bonnet, Philip, Abadie, Diethelm, Tixier et Catroux.

Ont voté contre : Giraud, Georges, Mayer et Couve de Murville.

Fidèle à sa parole, Georges se retire sur-le-champ.

Se déroule alors un scénario mis précédemment au point par de Gaulle assisté du triumvirat Pleven-Mayer-Tixier : dans la perspective du remaniement du CFLN, il est convenu que les commissaires remettent leur portefeuille à sa disposition pour qu’il donne un caractère plus représentatif à l’« organe de gouvernement ». De Gaulle fait le pari que Giraud y souscrira car, dans l’esprit de ce dernier un remaniement ministériel n’autorise pas à supprimer le coprésident. Et puis, il connaît suffisamment son ancien chef et sa probité pour savoir qu’il ne peut pas envisager, ni même concevoir qu’un de ses pairs, en l’occurrence lui, de Gaulle, puisse trahir sa signature.

Giraud est de la vieille école.

Et enfin le moment est bien choisi puisqu'il est atteint dans ses affections, donc affaibli, depuis la prise en otage de sa famille sur ordre personnel d'Hitler. Son sort, dont il ne sait rien, ronge à la fois le mari, le père et le grand-père même s'il n'en montre rien[20].

Le texte daté du 6 novembre est particulièrement habile puisqu'il spécifie que le comité, à l'unanimité, demande à son président [*sic*] le général de Gaulle – qui a accepté [*sic*] – de « procéder à tous changements dans la composition du comité qu'il jugera nécessaire pour assurer, entre autres, la représentation et la collaboration, au sein du gouvernement, de personnalités déléguées à l'Assemblée consultative par les organisations de résistance en France » et « la séparation complète du pouvoir de gouvernement et de l'action du commandement militaire, ainsi que la subordination de celui-ci à celui-là ».

Ce même 6 novembre, le monde bouge à Moscou. Dans un discours retentissant, Staline s'engage solennellement à :

1) Affranchir les peuples d'Europe du joug de l'envahisseur fasciste et les aider à rétablir leurs États nationaux démembrés par les oppresseurs fascistes : les peuples de France, de Belgique, de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Grèce et autres États doivent recouvrer leur liberté et leur indépendance.

2) Accorder aux peuples européens libérés le plein droit et la pleine liberté de décider eux-mêmes de l'organisation de leurs États.

« Ces déclarations, remarque Stéphane Courtois, étaient évidemment destinées à rassurer les Anglo-Américains en vue de la prochaine et historique rencontre des trois chefs à Téhéran, et, plus précisément, tant que l'"opération décisive d'ouverture du second front en Normandie" n'a pas commencé[21]. »

On remarquera également leur synchronisation parfaite avec le coup de poker que joue, le même jour, de Gaulle qui, le lendemain 7 novembre, rencontre Grenier.

Que se disent les deux hommes ? Ni l'un ni l'autre ne l'ont jamais révélé mais le courrier qu'ils échangent le lendemain, 8, courrier qui ne comporte pas moins de trois lettres et un additif permet de découvrir sinon le détail du moins la teneur de leur discussion.

La première lettre est de De Gaulle.

Le chef de la France combattante écrit :

Ainsi que je vous l'ai dit dans notre entretien d'hier, le Comité de la Libération nationale a décidé de se remanier en vue de comprendre en son sein des représentants des mouvements de résistance.

Je vous demande donc, au nom du comité, d'accepter d'y entrer, soit comme commissaire au Ravitaillement, soit comme commissaire à la Production en votre qualité de membre du parti communiste français et de député de Saint-Denis.

Le travail de l'organisme du gouvernement ne pouvant souffrir de retard, je vous serais reconnaissant de me faire connaître votre réponse dans la journée.

Cette lettre parvient à Grenier au moment où lui-même s'apprête à expédier une lettre où il précise :

Notre parti communiste est trop soucieux des intérêts supérieurs de la patrie qui exigent actuellement une union nationale totale pour engager sa parole à la légère. Vous comprendrez comme moi que la délégation de sa direction à Alger désire procéder à un certain nombre de consultations avant d'arrêter sa décision.

Dès maintenant la délégation du Comité central du parti communiste français me charge de vous dire :

En ce qui concerne le commissariat que vous nous avez fait proposer : Industrie, Agriculture, Commerce, nous sommes au regret d'appeler votre attention sur ce que dans notre lettre en date du 1er novembre, nous nous sommes déclarés prêts à participer au gouvernement provisoire à condition que nos délégués disposent d'un pouvoir exécutif leur permettant d'agir et n'aient pas seulement un caractère plus ou moins représentatif.

Le commissariat : Industrie, Agriculture, Commerce à Alger n'est que purement représentatif ; nous ne pouvons donc l'accepter. Les possibilités d'agir seraient pratiquement nulles pour un communiste. Notre délégation se tient néanmoins à votre disposition pour toute explication complémentaire.

Les communistes font donc savoir qu'ils refusent de se contenter de postes où ils joueraient les figurants.

À cette lettre, Grenier joint un additif confirmant que le principe de la participation communiste au CFLN reste acquis, mais précisant qu'une « refonte normale » du comité ne peut être envisagée avec succès qu'aux conditions suivantes :

1) Accord de tous ses membres et des organisations ou groupements qui les ont mandatés sur un programme de guerre précis.

2) Délimitation exacte des fonctions attribuées à chaque commissaire.

3) Droit pour les commissaires de faire une déclaration publique préalable sur la politique de guerre qu'il entend suivre.

En conclusion, Grenier suggère à de Gaulle une rencontre avec la délégation du PCF en AFN.

De Gaulle répond le même jour :

Cher Monsieur Fernand Grenier,

J’ai bien reçu vos deux lettres du 8 novembre faisant suite à votre lettre du 1er novembre.

Comme vous avez bien voulu le rappeler je vous ai demandé, le 25 août dernier, si, dans l’éventualité d’un remaniement du Comité français de la Libération nationale, vous seriez disposé à en faire partie. L’éventualité se précisant, j’ai renouvelé cette demande dans un message télégraphié à Londres le 28 septembre et que monsieur Viénot vous a communiqué. Dans cette dernière communication, je vous priais de procéder aux consultations que vous jugeriez nécessaires, ce que vous avez bien voulu faire.

Le comité ayant décidé, le 6 novembre, de procéder à son remaniement, je vous ai confirmé ma proposition dans notre entretien d’hier. Je vous ai fait connaître en même temps, d’une part, mon accord sur les cinq points du programme que vous avez énoncés dans votre lettre du 1er novembre, d’autre part, l’essentiel de la composition du Comité français de la Libération nationale telle que j’avais mission du comité de la réaliser.

Enfin par ma lettre antérieure d’aujourd’hui, j’ai précisé que je souhaiterais vous voir accepter soit le département du Ravitaillement, soit celui de la Production, à titre de membre du parti communiste français et de député de Saint-Denis, et je vous exprimais le désir de recevoir votre réponse dans la journée.

Vous voulez bien me dire dans votre seconde lettre d’aujourd’hui que le principe de la participation du parti communiste au Comité français de la Libération nationale restait acquis mais que trois conditions vous paraissaient nécessaires.

La première de ces conditions concerne l’accord de tous les membres du comité et des organisations et groupement qui les ont mandatés sur un programme de guerre précis. Je puis vous dire, à ce sujet, que les grandes lignes du programme de guerre qui ont été formulées déjà soit par moi-même, soit par chacun de ceux à qui j’ai demandé de partager avec moi les responsabilités de gouvernement et notamment par vous-même, me paraissent coïncider. La mise au point et l’application sont évidemment du ressort du Comité de la Libération qui ne peut y procéder sans être constitué.

La deuxième condition vise la délimitation exacte des fonctions attribuées à chaque commissaire. Je suis entièrement d’accord avec vous sur

ce point.

La troisième condition a trait au droit de chaque commissaire de faire une déclaration publique préalable sur la politique de guerre qu'il entend suivre. Dans cet ordre d'idées, je vous fais observer que chaque commissaire a naturellement toujours le droit et même le devoir d'exprimer publiquement ce qu'il croit devoir dire, pourvu que ses propos ne soient pas en contradiction avec la politique du comité dont la responsabilité est, comme vous le savez, collective.

Je veux espérer que ces explications vous permettront de me donner d'urgence une réponse précise. Je crois en effet nécessaire que le remaniement du comité soit une chose accomplie demain avant midi.

Veuillez croire, cher Monsieur Grenier, à mes sentiments cordialement dévoués[22].

Ce qui frappe d'emblée c'est le chassé-croisé de lettres (au moins six plus un ou deux messages oraux) auquel les tractations gaullo-communistes ont donné lieu jusqu'à présent. En ce qui concerne le fond des choses, on peut noter :

1) Que c'est de Gaulle qui est demandeur et que le PCF tient à le lui faire remarquer, ce que de Gaulle fait d'ailleurs de bonne grâce.

2) Que le PCF fait monter les enchères puisque ce ne sont plus cinq mais huit conditions qu'il pose maintenant à sa participation au CFLN.

3) Que de Gaulle se dit d'accord sur toutes ces conditions (les cinq premières et les trois nouvelles) avec seulement une réserve sur la dernière. Or l'une de ces conditions vise explicitement le cas Pucheu, puisqu'elle exige une « politique de châtiment des traîtres qui sont déjà entre les mains des autorités françaises ». En acceptant cette condition posée par les communistes, de Gaulle scelle donc le sort de l'ancien ministre de l'Intérieur de Vichy, condamné avant même l'ouverture du procès.

4) Que de Gaulle est pressé d'aboutir. Pourquoi cette hâte ? Sans doute pour une raison de politique internationale. En éliminant Giraud, en livrant aux communistes le sort de Pucheu et en leur ouvrant les portes du CFLN, de Gaulle espère avoir convaincu Staline de l'imposer à la conférence de Téhéran qui doit s'ouvrir à la fin du mois.

Pourtant, malgré cet alignement presque total de De Gaulle sur les positions communistes, les négociations entre les deux parties piétinent. Pourquoi ? Est-ce parce qu'il n'a pas tenu compte d'une condition que les

communistes n’avaient d’ailleurs pas présentées comme telle mais comme une chose allant de soi, à savoir : la désignation des ministres communistes par les instances du parti ? Ou y a-t-il encore autre chose ?

En tout cas, voyant qu’il n’obtient pas ce qu’il désire après avoir presque cédé à tout, de Gaulle choisit de précipiter le mouvement : il charge Louis Joxe, secrétaire du gouvernement, de faire signer à Giraud le procès-verbal de la séance précédente du comité, ce qui entérine les démissions des membres du CFLN.

« Persuadé qu’il s’agissait seulement d’un simple remaniement, écrit Pierre-Bloch, et qu’il serait consulté sur la suite des événements » mais, surtout, pris par le réarmement accéléré de l’armée et ses projets stratégiques, loin des manœuvres politiciennes pour lesquelles il n’a aucun goût ni aptitude, Giraud signe.

Un peu plus tard, ayant appris la tenue secrète d’une réunion du CFLN, il écrit à de Gaulle pour lui demander des explications.

Celui-ci lui répond par retour du courrier :

> Mon général,
> Je reçois votre lettre de ce soir.
> Il n’y a pas eu ce matin de réunion du CFLN, mais une réunion de personnes auxquelles j’ai demandé d’en faire partie. Le comité sera reconstitué dès que les décrets fixant son remaniement seront signés, c’est-à-dire ce soir. À partir de ce moment, vous serez dégagé de vos attributions et fonctions au titre du comité. Cela est conforme à la décision prise unanimement le 6 novembre – et notamment par vous-même – m’attribuant la mission d’opérer le remaniement sur des bases nettement précisées, en particulier celles-ci : séparation du commandement militaire et du pouvoir politique. Cela est conforme également au décret signé par nous deux et précisant ma mission en la matière.
> Comme j’ai eu l’honneur de vous le dire au cours de notre entretien d’hier, je me permets de vous féliciter de pouvoir, comme vous l’avez toujours souhaité, vous consacrer entièrement à la grande tâche de commandement qui vous est dévolue.
> Je ne manquerai pas de souligner à une très prochaine occasion la haute clairvoyance dont vous venez de faire preuve en décidant, avec l’unanimité du comité, de placer l’organe de gouvernement et de commandement dans l’ordre normal.
> Veuillez agréer mon général, mes meilleurs sentiments[23].

La guerre d’usure se termine donc par un coup de force. La promesse faite aux Soviétiques le 27 septembre précédent a été tenue. Et dans ses *Mémoires*, en prétextant une soi-disant « indiscipline » de Giraud lors de l’affaire de Corse, la dramaturgie gaulliste camoufle magistralement la

raison « soviétique » de l'éviction politique de son rival, cofondateur et coprésident du CFLN.

Pour reprendre l'expression de Pierre-Bloch, de Gaulle a réussi son « Brumaire »…

Certes, Giraud est et reste commandant en chef des Armées françaises réunifiées (armée d'Afrique+FFL), mais son éviction du CFLN s'accompagne d'un autre verrouillage avec sa mise sous tutelle, et pas n'importe laquelle : de Gaulle choisit comme ministre de la Guerre André Le Troquer, avocat de gauche fougueusement militant, qui entretient partout où il passe une fièvre partisane. Relatant un déjeuner en sa compagnie le 31 octobre à Alger, Queuille relève dans son Journal « l'atmosphère Front populaire » qui s'en dégageait et notamment une altercation entre Louis Jacquinot et un Le Troquer « péremptoire et définitif ». Et, ainsi qu'il aura l'occasion de l'observer, grand manipulateur à l'Assemblée.

De condition modeste, mais d'un caractère affirmé, Le Troquer s'est fait à la force du poignet et il a eu une conduite courageuse durant la Grande Guerre au cours de laquelle il a perdu un bras. Il s'est distingué au congrès de Tours de 1920, qui a vu la naissance du parti communiste français, en donnant lecture le 28 décembre du fameux « télégramme de Zinoviev » : en réalité une lettre du Comité exécutif du Komintern signée, entre autres, par Lénine et Trotski, et dont la violence de ton a claqué comme un « coup de pistolet » pour les socialistes inquiets de la brutalité des méthodes bolcheviques. Il s'agissait pour les bolcheviks d'interdire l'entrée dans le nouveau parti de Jean Longuet (le petit-fils de Karl Marx) et de Paul Faure, catalogués « opportunistes » timorés, car défenseurs d'une tradition nationale du socialisme français. Face à la « menace du knout » et subodorant des « menaces occultes » Le Troquer a, au dernier moment, choisi de suivre Léon Blum qu'il sert depuis fidèlement et qu'il a défendu au procès de Riom. Blum s'étant rallié à de Gaulle, celui-ci lui renvoie l'ascenseur en nommant l'un de ses fidèles à ce poste capital pour lequel Le Troquer n'a aucune prédisposition particulière.

De jour en jour de Gaulle se révèle expert en politique politicienne.

Les communistes font monter la pression

Le 9 novembre, la délégation du PCF écrit à de Gaulle pour lui confirmer son accord « pour sa participation à la constitution d'un

gouvernement provisoire de la France sur la base d'un programme de guerre ».

Mais, cette fois, le ton se fait plus incisif.

Pour les communistes, cette participation n'est plus « éventuelle » : elle est « indispensable »…

Ils écrivent en effet : « Au moment où ses membres et ses sympathisants se battent, les armes à la main contre le Boche, nous estimons indispensable que le parti communiste français participe au gouvernement qui a la charge de préparer en France l'insurrection nationale inséparable de la libération nationale. »

Les communistes donnent également leur avis sur la réorganisation du CFLN. Et il est négatif :

> Le parti communiste français considère que la conception de la réorganisation envisagée du Comité français de la Libération nationale n'est pas satisfaisante. Nous estimons qu'il est nécessaire de procéder de la façon suivante :
>
> 1) Le CFLN actuel doit faire une déclaration publique indiquant qu'il juge indispensable sa refonte totale sur la base d'un programme de guerre et que le général de Gaulle a été chargé de préparer la constitution du gouvernement provisoire.
>
> 2) Le général de Gaulle fait connaître alors publiquement qu'il va consulter non seulement les personnalités, mais tous les représentants des organisations patriotiques afin de connaître leurs opinions, propositions et suggestions.
>
> 3) Après ces consultations, le général de Gaulle indique publiquement autour de quel programme de guerre il entend constituer son cabinet et quelles seront les attributions exactes de chacun des commissaires de ce cabinet. L'accord des organisations et personnalités étant réalisé, on peut alors procéder à la constitution de ce gouvernement provisoire.

Les communistes contestent encore la séparation des postes de la Production et du Ravitaillement, l'« un n'étant que la conséquence de l'autre » et leur caractère opérationnel « étant donné que dans chaque colonie ou protectorat, les organismes économiques ne dépendent pas directement du commissariat à la Production, mais du gouverneur ou résident général ».

En outre, écrivent-ils, « l'organisation de l'Empire français est telle qu'une partie de celui-ci relève du commissariat à l'Intérieur, une autre partie du commissariat aux Colonies et une troisième partie du commissariat aux Affaires étrangères. Comme si tout cela n'était pas assez compliqué, il a été encore créé un commissariat à la Coordination des affaires musulmanes dont dépend pratiquement toute l'Afrique du Nord ».

Les communistes adressent enfin ces avertissements au chef de la France combattante :

> La délégation du PCF en AFN vous confirme qu'elle seule est mandatée pour représenter le Comité central du PCF auprès du CFLN ou de tout autre organisme. Nous sommes donc surpris que vous n'ayez pas consulté officiellement la délégation du Comité central du PCF qui, ainsi que vous l'a indiqué notre camarade Grenier, est seule habilitée pour prendre toutes les décisions qui engagent l'ensemble du PCF. Nous maintenons que le ou les commissaires communistes auront le droit de faire une déclaration publique préalable indiquant pourquoi et dans quelles conditions ils entrent dans le gouvernement provisoire.

Les communistes répondent donc point par point et sans aucune concession au chef de la France combattante. En conclusion, cependant, ils laissent la porte ouverte en rappelant à de Gaulle que la délégation « se tient toujours et à n'importe quel moment de la journée » à sa disposition pour toutes explications complémentaires.

Dans la matinée de ce même 9 novembre, *The Exchange Telegraph* de Londres annonce un « profond remaniement » du Comité d'Alger. Mais c'est dans la soirée seulement et par Radio-Londres, que Giraud apprend officiellement son éviction de la coprésidence du CFLN. Information confirmée peu après par Radio-Alger qui donne la composition du nouveau comité où ne figurent plus ni les généraux Giraud et Georges, ni Couve de Murville ni le Dr Abadie. Au cours de la séance du 10, la composition du nouveau CFLN est approuvée par ses membres… « à l'unanimité » :

Président : Charles de Gaulle.

Commissaires d'État : général Catroux (Affaires musulmanes), André Philip (chargé des rapports avec l'Assemblée consultative), Henri Queuille (chargé des commissions interministérielles).

Justice : François de Menthon.

Affaires étrangères : René Massigli.

Intérieur : Emmanuel d'Astier de La Vigerie.

Guerre et Air : André Le Troquer.

Marine : Louis Jacquinot.

Colonie : René Pleven.

Finances : Pierre Mendès France.

Affaires sociales : Adrien Tixier.

Information : Henri Bonnet.

Communications et Marine marchande : René Mayer.

Ravitaillement et Production : André Diethelm.

Prisonniers et Déportés : Henri Frenay.

Éducation nationale : René Capitant.

Parlementaire en mission chargé des négociations relatives à l'Approvisionnement et à la Reconstruction : Jean Monnet.

Le 17 novembre, Pierre-Bloch sera nommé délégué général adjoint au commissaire à l'Intérieur.

Évoquant le nouveau CFLN, Pierre-Bloch écrit : « […] Il s'agissait bien d'un gouvernement […] parce que la majorité politique qui y était représentée était à ce point dominante qu'on pouvait parler d'un gouvernement homogène, et aussi parce que l'on croyait qu'un système d'équilibre dicté par les circonstances entre les deux chefs de guerre français faisait de l'un le chef du gouvernement et de l'autre le chef de l'armée. […] Après cette crise, de Gaulle restait le seul maître ; il avait éliminé tous ceux qui étaient avec Giraud ; il avait avec lui des hommes décidés à le soutenir sans réserve[24]. »

La gauche fait une entrée remarquée au CFLN puisqu'elle y compte huit membres (Philip, Queuille, d'Astier, Le Troquer, Mendès France, Tixier, Pierre-Bloch, Capitant), dont certains occupent des postes de premier rang.

L'orientation à gauche est d'ailleurs générale puisqu'en remplacement du Pr William Marçais démissionnaire, le CFLN nomme un nouveau président de la commission d'épuration : le cégétiste Charles Laurent, secrétaire général du syndicat des fonctionnaires CGT, président du mouvement de résistance Libération-Nord et membre de l'Assemblée consultative. Le CFLN nomme également un communisant à la tête de la gendarmerie : le général Paul Tubert.

Le même jour, l'Assemblée consultative élit son président : le socialiste Félix Gouin.

Dans ses *Mémoires*, de Gaulle, on l'a vu, se réjouit de cet air salubre qui soudain souffle sur la capitale algérienne. Mais c'est oublier que l'orientation uniformément de gauche de la politique gaulliste provoque alors des réactions jusque dans les rangs des plus anciens de ses fidèles. Ainsi le chef de la célèbre DFL, le général Diégo Brosset, qui n'a pas l'habitude de cacher ses sentiments, s'emporte contre le « risque » que fait « courir à l'idée France libre l'invasion des abords du comité par les politiciens d'avant-guerre ». « Les recoupements effectués sont très nets,

écrit-il à Larminat. Tous les déchets du Front popu, les comitards, les comités locaux sectaires et vindicatifs font bloc pour exploiter l'idée de libération à leur profit[25] ».

Soulignant le petit nombre de vrais résistants face « aux vieux chevaux de manège » au sein de l'Assemblée, Brosset tranche : « Ça ne peut aller comme ça et aucun de nous ni des nôtres n'a sauté le mur pour réinstaller les comités d'avant-guerre. »

L'indignation gagne semble-t-il Larminat et quelques autres dont Saint-Hillier qui écrit à son beau-père : « Je ne décolère plus. On nous vole notre guerre… », et elle monte même d'un cran puisqu'il est décidé d'envoyer une dizaine d'officiers à Alger, « bien durs ou décidés ». Nom de code de l'opération : *Oregon*. Le complot semble sur les rails lorsque, à la fin du mois, Brosset, remonté par un exposé du colonel Pierre Masson assurant que « les francs-maçons et les juifs infiltrent la haute direction partout », proposera de « former une société secrète à croix de Lorraine pour lutter contre l'emprise maçonne avec des gens sûrs chargés des exécutions [*sic*] », mais il n'aura pas de suite. « La désillusion, après l'adrénaline de trois années de combat, est à l'origine de ces déclarations d'intention fracassantes mais qui ne se concrétiseront pas », constate Jean-Christophe Notin[26].

Contrairement aussi à ce que de Gaulle affirme dans ses *Mémoires*, Giraud ne reconnaît pas que « ses fonctions militaires sont incompatibles avec l'exercice du pouvoir ». Pour lui un remaniement ministériel n'autorise pas à supprimer le coprésident. La meilleure preuve en est qu'il adresse aussitôt sa démission de commandant en chef au président du CFLN en protestant contre la violation du décret du 2 octobre. Cette démission fait l'effet d'une bombe dans le milieu politicien, certains comme André Philip s'effrayant à l'idée que les fidèles du libérateur de la Corse complotent un coup de force !

Il faut absolument cacher la lettre qui n'est donc pas rendue publique et l'on décide à l'unanimité d'envoyer une délégation porteuse d'une supplique signée de tous les membres du comité lui demandant de rester à son poste de commandant en chef.

Pendant que commissaires et diplomates défilent au Palais d'Été pour faire revenir Giraud sur sa décision, de Gaulle fait publier comme si de rien n'était le communiqué suivant : « Le CFLN a constaté que le développement des opérations militaires déterminait le général d'armée

Henri Giraud à prendre le commandement effectif des forces françaises en opération. Cette situation prévue par l'article 4 du décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du comité amène le général Giraud à cesser d'exercer ses fonctions de président et de membre du comité. »

Aujourd'hui, lorsqu'on relit ce texte, commente Pierre-Bloch, on demeure confondu et un peu honteux d'avoir participé indirectement à cette opération. Giraud fut placé devant le fait accompli. On l'éliminait par un tour de passe-passe, mais sans honte on annonçait que cette situation était prévue par l'article 4 du décret du 2 octobre 1943 qu'on venait purement et simplement de violer. Nous nous sommes réjouis de cette victoire, nous étions persuadés que la démocratie l'avait emporté sur le césarisme et que Giraud avait fait courir à la République les pires dangers. Méprise, mais il faut bien reconnaître que celle-ci fut de taille[27].

Mais cette « méprise » que confesse Pierre-Bloch avec un certain courage laisse malgré tout une impression de malaise dans ce moment précis où Giraud, comme dit de Gaulle, est atteint dans ses affections. En outre, de Gaulle reconnaissant dans ses *Mémoires* avoir « exercé au cours de la tempête une dictature momentanée », on peut s'étonner que ces résistants qui n'ont pas hésité par ailleurs à risquer leur vie, s'y soient soumis avec une telle facilité. Sans doute la caricature de Giraud entretenue par une machine de propagande systématiquement diffamatoire fonctionnant à plein sous l'égide d'Henri Bonnet y a-t-elle aidé. Mais on ne peut s'empêcher de penser que la plupart d'entre eux venant des partis faillis, de Gaulle était pour eux leur providentielle planche de salut.

De Gaulle se heurte à la détermination communiste

L'élimination politique de Giraud étant chose faite grâce aux politiciens qui l'ont servi avec, à en croire Pierre-Bloch, un aveuglement total mais aussi, sans aucun doute, avec un intérêt bien compris, de Gaulle s'emploie aussitôt à passer à la deuxième partie de son programme. Au cours de cette même journée du 10, cédant devant l'intransigeance communiste, il finit par recevoir une délégation du PCF composée de François Billoux, de Florimond Bonte, d'André Marty et de Fernand Grenier.

Selon ce dernier, trois questions-réponses résument une longue discussion :

1) Êtes-vous d'accord pour participer au CFLN ? — Oui.

2) Si je vous offre l'Information, l'acceptez-vous ? — Oui.

3) Quel est votre candidat ? — Étienne Fajon.

La désignation de Fajon par ses pairs n'est évidemment pas un hasard. « Philosoviétique convaincu et discipliné, sorte de petit Souslov à la française, écrit Philippe Robrieux, Fajon est l'un des produits les plus caractéristiques de l'ère glaciaire du communisme français[28]. » Il est d'ailleurs l'homme qui, le 16 septembre 1939, devant une Chambre des députés révoltée par la signature du pacte germano-soviétique, a proclamé la politique pacifiste du parti communiste conformément aux directives du Komintern. Séance mémorable chantée et magnifiée par Aragon et qui est entrée dans la geste du parti dont elle est devenue un des faits d'armes. Au procès du groupe parlementaire ouvrier et paysan, poursuivi avec 29 autres accusés pour « reconstitution de ligue dissoute », il a été condamné à cinq ans de prison et 4 000 francs d'amende, écroué au Cherche-Midi puis transféré à Maison-Carrée à la fin de mars 1941.

Accepter Fajon c'est donc, pour de Gaulle, passer l'éponge sur l'attitude défaitiste du PCF au seuil de la guerre. Cette réhabilitation totale ouvrant alors la voie au retour du déserteur Maurice Thorez…

« Qu'il vienne me voir cet après-midi, répond de Gaulle. »

Deux heures plus tard, Fajon remet au président du CFLN une lettre contenant le programme qu'il entend suivre et qui se résume en une phrase : tout faire pour développer par presse, radio et autres moyens d'information, un climat d'intense effort de participation à la bataille pour la libération de la France.

De Gaulle répond que ce programme lui agrée et met une voiture à la disposition de Fajon pour retourner au siège du Comité central.

« Il (Fajon) n'eut, écrit Billoux, jamais de réponse[29]. »

Deux jours plus tard, de Gaulle convoque André Mercier :

« Il m'est impossible, lui dit-il, de confier l'Information à un homme de parti. »

Et il avance comme justification de sa nouvelle attitude que des « membres du CFLN se sont élevés contre l'attribution de l'Information à un représentant d'un parti politique ». Donnant ainsi à comprendre qu'il n'y voyait pour sa part aucun inconvénient dans le cas d'un candidat communiste et reportant donc la faute sur d'autres…

Puis sans transition, il fait de nouvelles propositions :

1) Au lieu de l'Information à Fajon, il offre la Production à Grenier.

2) Il donne un second commissariat aux communistes et il « incline » à ce que le titulaire en soit précisément Mercier.

Comme il faut s'y attendre, ce dernier répond qu'il doit en référer à la délégation. Laquelle réplique vertement ce même 13 novembre :

> Nous vous confirmons notre acceptation de votre proposition du 10 novembre de confier à un communiste le commissariat à l'Information ; étant bien entendu que le camarade Fajon, dont nous maintenons la candidature à ce commissariat, assurera une orientation politique de guerre et d'union nationale et non une politique de parti. Si les objections faites à l'attribution de ce commissariat à un communiste étaient retenues, cela indiquerait que le Comité français subit l'influence de personnalités qui continuent à s'inspirer d'intérêts étroits de sectes et non de l'intérêt national avec, pour conséquence, la continuation d'une politique qui a mené la France au désastre, la politique antipopulaire, qualifiée anticommuniste, tout naturellement prologue de la politique antisoviétique, couverture aux menées souterraines des traîtres […].

La délégation demande en outre que, compte tenu des incidents survenus dans les liaisons avec la France, il soit créé un commissariat d'État pour coordonner les différents services de liaison avec la métropole et qu'il soit attribué à l'un des siens. Dans le cas où cela ne serait pas possible, les communistes accepteraient la Production mais seulement à certaines conditions dont la première n'est autre que la « révision complète des attributions du commissariat à la Production »…

« Nous saisissons cette occasion, concluent les signataires, pour nous étonner que le remaniement ministériel n'ait pas cru inclure un représentant de la CGT qui a dénoncé l'armistice à Toulouse le 21 juillet 1940, la CGT organisation nationale la plus puissante dans la lutte pour la libération de la France, expression de la grande action patriotique des ouvriers de France qui ont donné au moins 95 % des fusillés depuis 1940. »

Quelques heures plus tard, la délégation du PCF est de nouveau reçue par de Gaulle.

Roger Bourderon écrit : « Le président du CFLN précise les deux commissariats attribués au PCF (Production, Santé et Sports), désigne comme titulaires Grenier et Mercier, en rappelant que la composition du CFLN lui incombe, mais il laisse la porte ouverte à un changement de personne, dès lors que l'un de ses candidats deviendrait effectivement commissaire. »

En d'autres termes, de Gaulle fait savoir qu'il se contente désormais de désigner un candidat sur deux…

Cette dernière concession va-t-elle amadouer la délégation ?

De Gaulle peut le croire car ce même 13 novembre au terme d'une conférence sur le thème : « La Corse : un exemple », donnée sous les auspices de la Fédération des groupements corses en AFN, présidée par le bâtonnier Colona d'Ornano, Arthur Giovoni, délégué à l'Assemblée consultative, rend « un vibrant hommage au général de Gaulle et à ses compagnons qui ont tracé la voie où la Corse s'est engagée la première en attendant que la France entière y entre à son tour ». C'est du moins ainsi que dans son édition du 14 novembre 1943, *Alger républicain* présente l'affaire[30].

Exit Giraud « le » libérateur de la Corse au profit de celui qui s'était opposé à l'opération *Vésuve* sous prétexte que les Alliés refusaient d'y participer et qui n'avait pas craint de l'accuser de provoquer un « bain de sang »…

Giovoni, qui est venu personnellement solliciter à Alger l'aide du commandant en chef, sait exactement comment les choses se sont passées, mais les ordres sont les ordres…

Pour de Gaulle, ces lauriers que lui tressent les communistes alors en plein bras de fer avec lui (qui, comble d'ironie, a justifié – et justifiera dans ses *Mémoires* – l'élimination de Giraud parce qu'il a fait le lit du communisme en Corse) sont de bon augure. Las ! il n'en est rien : maniant la carotte et le bâton, la délégation déclare accepter les postes proposés, mais continue de camper sur ses positions quant au choix des candidats.

Le 15, de Gaulle écrit à Mercier pour lui confirmer ainsi qu'à Grenier sa proposition[31]. Le lendemain, la délégation lui répond qu'elle accepte les postes mais qu'elle désigne Lucien Midol et Étienne Fajon pour les occuper. Et elle double cette réponse d'un communiqué à la presse précisant : « La délégation du Comité central du PCF en AFN, en vertu du mandat qu'elle a reçu du CC du parti communiste en France : […] regrette que les conditions assurant aux commissaires communistes, avec des responsabilités réelles, les possibilités d'agir efficacement ne soient pas entièrement réalisées. Toutefois, la délégation, dans un but d'union, propose au général de Gaulle comme commissaire à la Production : Lucien Midol, ingénieur des Arts et Métiers ; comme commissaire à la Santé publique et aux Sports : Étienne Fajon, instituteur… »

En choisissant de révéler au grand jour l'état des négociations, le PCF veut bien entendu forcer la main à son interlocuteur…

Que va faire de Gaulle ?

La poursuite publique de ce dialogue de sourds ne peut que se retourner contre lui puisqu'elle portera inévitablement atteinte à son autorité.

Il choisit le silence.

Du moins officiellement car, en réalité, les contacts continuent en coulisses.

Le 19 novembre, dans un rapport de la délégation à la direction du PCF, Billoux et Marty écrivent en effet : « Dans une conversation, de Gaulle a indiqué que même si nous ne nous mettions pas d'accord pour le moment, la porte du CFLN restait ouverte pour les communistes. De notre côté, nous avons déclaré que nous continuerions à soutenir de toutes nos forces le CFLN en l'engageant à s'appuyer davantage sur la masse populaire. »

Les communistes tiendront parole puisque *L'Humanité* du 1er décembre écrira : « Le CFLN est en fait le gouvernement de la République française. »

Mais un fait demeure : en ce mois de novembre 1943, de Gaulle vient d'éprouver concrètement la force et la détermination du PCF. Les communistes ne cèdent pas. Utile enseignement pour l'avenir.

De Gaulle va-t-il en tenir compte ?

Les parlementaires réclament la tête de Pucheu

D'autant que les communistes ne s'en tiennent pas là mais, comme à leur habitude en pareille circonstance, passent aussitôt à l'offensive. Au cours d'une conférence de presse, le bouillant Marty accuse :

« Apparemment, le général de Gaulle ne connaît pas encore les usages démocratiques de la France ! »

L'ancien mutin de la mer Noire n'hésite pas non plus à critiquer le CFLN pour la lenteur dont il fait preuve dans le « châtiment des traîtres » :

« On remarque un ralentissement, déclare-t-il de sa voix de stentor. On nous cache quelque chose : Pucheu, Derrien, Bergeret sont en prison mais pas encore punis ! »

Silence bien relatif cependant, à en juger par les clameurs qui montent de l'Assemblée consultative. Le 10 novembre, en effet, dès sa première séance, l'épuration était à l'ordre du jour…

Ainsi, Pierre-Bloch, tirant argument des sévices exercés en France à l'encontre des résistants prisonniers, demande une « épuration implacable

en AFN et voue d'avance au supplice le premier détenu symbolique des trahisons de Vichy[32] ».

« Des exemples sont nécessaires, dit-il. L'exécution d'un Pucheu sauverait des milliers de vies en France ! »

Le ton est donné. « Les autres orateurs, écrit Robert Aron, se partagent implicitement en deux catégories : ceux que l'on pourrait appeler les praticiens de l'épuration qui se préoccupent de savoir comment elle sera effectuée, et ses prédicateurs, parfois au sens propre du mot, qui font appel à ses rigueurs et fulminent ses anathèmes[33]. »

Affirmant qu'il y a dans l'arsenal des lois françaises des textes qui permettent de frapper tous les coupables, André Philip, commissaire d'État, commence par laisser entendre qu'il n'y a pas besoin de créer des législations d'exception, mais il finit par se laisser gagner par la fièvre des lieux :

« Je tiens à dire que le CFLN est décidé à travailler en pleine entente avec l'Assemblée pour réaliser le juste châtiment des coupables, de tous les coupables y compris ceux qui à l'heure actuelle ont cherché à échapper au châtiment en revêtant l'uniforme de l'armée française. »

Prenant la parole à son tour, le RP Carrière déclare :

« Un personnage haut placé me disait dernièrement : "Mon Père, l'heure de la charité a sonné et l'heure du pardon également." Je lui ai répondu : "L'heure de la charité est apparue lorsque le Christ est apparu sur la terre. Mais aujourd'hui a sonné l'heure de la justice." »

Mais le dernier mot revient à René Cerf-Ferrière qui « demande non seulement une législation d'exception, mais une procédure expéditive[34] » :

« Il est réconfortant pour nous de constater que dans une séance qui avait pour but la désignation des commissions, nous n'avons pour ainsi dire pas parlé des commissions. Mais nous avons surtout parlé de l'épuration et des sanctions. Ceci est la première de nos tâches. […] Nous en avons assez des mots et des commissions ! Il faut maintenant des cordes et des poteaux ! »

Le président du groupe de la Résistance métropolitaine préconise donc que l'Assemblée se constitue en haute cour…

« Ainsi, note Robert Aron, les parlementaires se feraient justice eux-mêmes ; ce ne serait encore qu'une moindre anomalie judiciaire à en juger par d'autres membres de l'Assemblée qui vont bientôt préconiser l'action directe et les exécutions sommaires. »

Lors de la séance du 20 novembre consacrée à la situation intérieure de la France, les communistes prennent en effet le relais pour proclamer qu'il n'y a pas de légalité qui tienne pour l'épuration.

« Voici qu'on nous parle de légalité ! s'écrie Giovoni, quelle légalité ? Nous n'en connaissons qu'une, celle du salut de la patrie et seulement celle-là… À ceux qui parlent de légalité, nous disons : "Le premier acte conforme à la légalité républicaine doit être l'arrestation des traîtres, la saisie de leurs biens, leur jugement, leur châtiment immédiat"… En un mot pour nous, la légalité, la seule est celle des hommes qui se sont battus, les armes à la main, pour la libération de la terre natale, elle est celle du peuple et du peuple seul. »

Et André Mercier, évoquant les modalités qu'il souhaite voir adopter pour cette justice expéditive, invoque l'exemple des exécutions sommaires en France :

« Ces patriotes français, en châtiant eux-mêmes, sur le sol national occupé, plus de cinquante traîtres par mois, n'apparaissent-ils pas comme un reproche vivant et ne nous montrent-ils pas la voie du châtiment rapide et nécessaire ? »

« Ainsi conclut Aron, dès le début de l'Assemblée consultative, se manifeste une tendance pour que l'épuration échappe à toute forme de justice, fût-ce d'exception. Cela marque un grand danger, qui se traduira d'ailleurs, lors de la libération de la France, par des massacres ou par l'instauration de tribunaux révolutionnaires jugeant parfois sans aucune garantie de droit, en l'absence de toute procédure. »

Les communistes sont à la fête. La « Renaissance de la France » – titre de l'article que Maurice Thorez publie dans la *Pravda* le 21 novembre – s'organise selon leurs vœux. Rendant compte de cet article que la *Pravda* publie sur trois colonnes, Garreau écrit : « Il expose clairement la position du PCF à l'égard du problème de la reconstruction de notre puissance nationale ; il peut être aussi considéré comme l'expression des vues soviétiques. La publication de cet article à la veille de l'arrivée de M. Vychinski à Alger n'est sans doute pas une simple coïncidence de date. »

Pourtant, le 23 novembre, lors de l'entretien de Gaulle-Vychinski, le « cas Thorez » – à en croire le compte rendu que le président du CFLN nous a laissé dans ses *Mémoires* – n'est pas évoqué.

Devant Vychinski,
de Gaulle se plaint des Anglo-Saxons

Le premier vice-commissaire des Affaires étrangères d'Union soviétique, Andreï Ianouarievitch Vychinski, est une célébrité. En tant que procureur général des « grands procès de Moscou », il a acquis une notoriété internationale qui n'a de comparable que celle de Iejov, l'ex-chef de la police secrète (NKVD), dit « le Nain sanglant » avec lequel il a longtemps œuvré en tandem dans les purges massives qui ont coûté la vie, entre autres, à 36 000 officiers de tous grades. De Gaulle a une raison supplémentaire de le connaître : c'est lui qui a condamné et fait exécuter son compagnon de captivité du fort IX d'Ingoldstadt pendant la Grande Guerre, le maréchal Mikhaïl Toukhatchevski.

Les juristes, sympathisants ou non, admirent son extraordinaire sens judiciaire, écrit Dominique Desanti ; les metteurs en scène, son sens du théâtre ; il improvise les plus étonnants dialogues. Sa voix passe du murmure à l'apostrophe et quand l'accusé se contredit, il pointe le doigt comme on épingle un papillon […]. Staline avait bien choisi : le procureur maniait à la fois l'ironie et l'érudition nécessaires pour convaincre l'étranger ou l'intelligentsia russe, et le vocabulaire qui frappait le public. Il méprisait assez l'auditoire pour ne reculer devant aucune image excessive ou baroque, aucune formule-cliché qui s'enfonçait dans la mémoire de l'homme simple.

Intelligent, Vychinski l'est à coup sûr ainsi que le prouve sa carrière qui avait pourtant mal débuté. Il souffrait en effet de trois « tares » : son origine polonaise, son ascendance bourgeoise et, pour couronner le tout, son engagement pendant et après la révolution de 1917 comme membre du parti menchevik, dans les rangs duquel il a combattu activement les bolcheviks tant par la plume que par la parole, n'hésitant pas à les dénoncer comme « usurpateurs » et « destructeurs de la liberté ». En outre, à Bakou où il vivait, il était en rapport étroit avec les nationalistes caucasiens hostiles aux bolcheviks. Tares trop évidentes pour avoir des chances de jouer un rôle de premier plan sous le régime des soviets. Homme politique et juriste, Vychinski le comprenait tout autant que les tchékistes.

Mais voilà, écrit Alexandre Ouralov, qu'une occasion unique se présentait de revenir en surface : les chefs bolcheviques se battaient entre eux pour la succession de Lénine. Les raisons profondes de cette bataille importaient peu, l'essentiel était de savoir qui l'emporterait. Vychinski pesa avec soin les chances de chacun des antagonistes et son flair d'arriviste lui dicta sa décision : il se mettrait au service du « léninisme » et combattrait sous le drapeau de Staline […]. Mais Vychinski n'ignorait pas que, même dans le cas où l'issue de la bataille pour la succession de Lénine serait la plus favorable et quels que soient les mérites qu'il aurait acquis aux yeux de Staline, il ne deviendrait

jamais, en raison de son passé, un leader du parti. Aussi s'assigna-t-il une tâche limitée : donner un fondement juridique aux mesures gouvernementales que Staline prenait contre l'opposition[35].

Ce droit soviétique, dont il est l'inventeur, présente la caractéristique de n'avoir rien de… juridique. C'est un droit policier et pas n'importe lequel puisque l'« école de Vychinski » le définit ainsi : « Dans l'intérêt supérieur de la sûreté de l'État, les organismes de surveillance politique (NKVD) doivent être investis de pouvoirs spéciaux, tant en ce qui concerne l'instruction judiciaire que les suites qu'elle comporte. Ces pouvoirs spéciaux constituent le droit révolutionnaire qui échappe aux règles formelles et à la procédure ordinaire du Code. »

Selon ce principe, un agent du NKVD peut donc, à la fois, instruire, juger et condamner. Et bien entendu exécuter.

Le procureur général de l'URSS avait d'ailleurs coutume de répéter, y compris devant des étrangers comme l'ambassadeur Davies – il est vrai tout acquis à la cause des Soviets : « Donnez-nous l'homme, nous nous chargeons de trouver la loi pour le condamner. » Malgré la suppression de la peine de mort, l'école de Vychinski a ainsi permis – pour la seule année 1937 – la liquidation de cinq millions d'opposants…

Pour récompenser ce théoricien efficace et zélé, Staline a décoré Vychinski de l'ordre du Drapeau rouge et en a fait un diplomate promis à l'avenir le plus brillant, puisqu'il sera nommé en 1949 ministre des Affaires étrangères en remplacement de Molotov.

En matière de diplomatie, Vychinski fera d'ailleurs preuve d'une singularité comparable à celle qu'il avait manifestée comme juriste. Ainsi lors de la conférence de Yalta, il affirmera au représentant du département d'État, Charles Bohlen :

« Vous prenez l'Amérique latine, nous prendrons l'Europe centrale. »

Et devant l'étonnement de l'Américain, il ajoutera :

« La Russie ne permettra jamais à un petit pays de juger des actes des grandes puissances. »

La personnalité de Vychinski impressionne ses interlocuteurs de la délégation française en URSS. Jean Cathala vante la « souriante courtoisie » avec laquelle cet homme corpulent à la peau très claire, à la moustache courte et à l'œil aigu derrière un lorgnon démodé, menait ses « interrogatoires sans pitié ». Le « diplomate » a retenu les leçons du « juriste ».

À l’occasion de sa visite à Alger, le journaliste américain procommuniste, Edmund Stevens, note : « Peut-être Vychinski, qui fut procureur général aux fameux procès de trahison à Moscou, donna-t-il aux Français de bons conseils pour mener leur purge. Quoi qu’il en soit, à partir de cette époque, les patriotes français furent satisfaits de voir celle-ci prendre son élan[36]. »

Lors de leur entretien, de Gaulle et Vychinski commencent par évoquer la question italienne, puis le Français se plaint des difficultés que rencontre le CFN, difficultés qui, dit-il, « proviennent de l’intervention de certaines puissances étrangères ». Certaines puissances, précise-t-il encore, n’« ont jamais accepté que son autorité puisse s’exercer en toute indépendance[37] ».

« Les conditions qui règnent en Afrique du Nord où nous vivons pêle-mêle avec des forces étrangères, apportent certes une difficulté supplémentaire à l’exercice de cette indépendance, reconnaît-il toutefois.

— J’espère, répond Vychinski, que la Russie n’est pas comprise parmi ces “puissances étrangères” auxquelles vous faites allusion. En effet, la reconnaissance du CFLN par mon pays n’a-t-elle pas montré son souci de respecter l’indépendance du comité ? »

De Gaulle s’empresse d’acquiescer :

« Il est vrai que nous ne vivons pas avec la Russie dans le pêle-mêle que suscitent frictions et interventions. »

Le président du CFLN aborde alors le sujet des relations entre les États-Unis d’Amérique et l’Union soviétique. Il rappelle qu’il a dit à Cordell Hull, lors du passage de celui-ci à Alger, qu’aucune puissance ne désire plus que la France l’établissement de bonnes relations entre l’URSS et les USA. En effet, la France est à la fois puissance européenne et puissance mondiale. Comme puissance européenne, elle tient à être d’accord avec la Russie. Dans la mesure où elle est puissance mondiale, elle doit avoir de bonnes relations avec les États-Unis.

« Nous trouverions donc intolérable une situation d’hostilité entre ces deux pays », conclut-il.

De Gaulle peut être rassuré : États-Unis et Union soviétique s’entendent d’ores et déjà et fixeront bientôt leur entente dans le détail lors de la conférence de Téhéran qui s’ouvrira le mois suivant. Une entente dont l’enjeu semble lui échapper : accéder au rang de superpuissances par l’élimination des anciennes grandes puissances européennes et se partager le monde.

L’aveuglement ou la complicité de son interlocuteur ne peut que ravir le Soviétique.

M. Vychinski, précise le compte rendu, déclare que cette position de la France est très satisfaisante pour la Russie soviétique. Les rapports entre les États-Unis et l’URSS doivent être bons et des progrès sont encore à faire dans ce sens. Il ajoute qu’aucune question européenne ne pourra être réglée sans la France. Ceci, c’est le maréchal Staline qui l’a déclaré lui-même. M. Bogomolov intervient et souligne l’importance de cette déclaration personnelle du maréchal Staline. M. Vychinski ajoute que c’est la Russie qui a pris l’initiative de l’entrée de la France dans la commission méditerranéenne.

En ce qui concerne l’Allemagne, M. Vychinski déclare qu’elle doit être affaiblie de telle sorte qu’elle ne puisse préparer une nouvelle agression.

Les intentions soviétiques à cet égard sont précises. Il s’agit : 1) De réduire territorialement le Reich partout où un démantèlement de l’Allemagne est réalisable au profit de la Pologne et de la Tchécoslovaquie ; 2) D’internationaliser le Rhin et le Danube ; 3) De neutraliser et d’ouvrir internationalement le canal de Kiel et les détroits de la Baltique.

« C’est notre politique, conclut le Soviétique[38].

— La France, elle aussi, tient par-dessus tout à faire en sorte que l’Allemagne ne puisse l’attaquer encore une fois, dit de Gaulle. J’espère que du côté américain, il n’y aura pas de difficulté quant aux mesures à prendre à cet égard. »

La bienveillance soviétique a ses limites

En acquiesçant apparemment à cette politique soviétique de démantèlement de l’Allemagne et d’internationalisation du Rhin et du Danube, de Gaulle franchit un palier supplémentaire mais, somme toute, logique. En effet, en cette fin novembre 1943, la position gaulliste s’inscrit toujours et plus que jamais, sur le plan international, dans le droit fil de la stratégie politique inaugurée par la proposition d’alliance secrète du 25 juillet 1941.

Le tour d’horizon entre le président du CFLN et Vychinski se termine par un survol de la question du Liban. Après s’être plaint des Américains, de Gaulle, cette fois, se plaint des Anglais qui « manœuvrent pour reporter sur la France l’aversion dont l’Angleterre est l’objet de la part des Arabes ».

« C’est là ce que pensent beaucoup et cela ne me surprend pas », conclut Vychinski.

Faisant état de l'importance que le Kremlin accorde à la commission de la Méditerranée chargée de traiter la question italienne, Garreau écrivait la veille de l'entretien de Gaulle-Vychinski : « Il n'est plus possible de se méprendre sur les intentions du gouvernement soviétique, et notamment à la lumière de l'article de M. Thorez, sur la volonté de voir la France reprendre sa place de grande puissance dans les conseils des Nations unies. »

Garreau ne peut qu'être conforté dans ses certitudes par l'entretien que lui accorde Dekanosov, le 29 novembre, entretien au cours duquel le Soviétique se dit « satisfait de l'accueil reçu par Vychinski à Alger et satisfait aussi que le CFLN, comme le gouvernement soviétique, se rende pleinement compte de l'importance capitale du rôle que cette commission méditerranéenne est appelée à jouer[39] ».

Cette satisfaction de Moscou en ce qui concerne la participation des Français à ladite commission n'est pas tout à fait innocente : les Français comme les Soviétiques sont hostiles au gouvernement Badoglio soutenu par les Anglo-Saxons. Vychinski l'a dit et répété à de Gaulle au cours de leur entretien ; ce que veulent les Soviétiques, c'est un gouvernement « démocratique » en Italie, et de Gaulle a surenchéri sur le terme démocratique en ajoutant même, pour préciser ce qu'il entendait par là : « Nous pourrons nous entendre avec un gouvernement *populaire* italien. »

Un qualificatif propre à réjouir l'oreille d'un communiste…

De Gaulle, qui a tenu secrète sa rencontre avec Vychinski et ne la révélera que le 30 novembre aux membres du CFLN, apparaît aux Soviétiques comme un allié de plus en plus coopératif.

Le Kremlin peut d'ailleurs se féliciter de bien d'autres bonnes dispositions des gaullistes à son égard. En effet, le 16 novembre, lors du débat à l'Assemblée consultative sur la politique extérieure, Massigli l'a encore proclamé :

« Pour la France, l'entente avec la Russie demeure une tradition politique commandée par la géographie ; tradition que nous avons été heureux de ranimer et que nous ne demandons qu'à développer. »

Propos qui n'est pas passé inaperçu puisque Massigli a écrit, lui-même, à Garreau le 20 novembre : « J'ai pu constater après la séance que M. Bogomolov avait relevé ce passage et compris la portée que j'avais entendu lui donner en ce qui concerne nos relations avec l'URSS. »

Toutes ces avances politiques sont-elles payées de retour ?

Force est de constater que le souci de Staline – souci sans cesse réaffirmé par tous ses collaborateurs – de vouloir une « France grande et forte » ne va pas jusqu'à faire en sorte que la France participe à la conférence de Téhéran. Or cette conférence de Téhéran a aussi pour objet le règlement de l'Europe d'après-guerre. Quel crédit faut-il donc accorder aux promesses soviétiques selon lesquelles « aucune question européenne ne pourra être réglée sans la France » ?

L'alliance secrète gaullo-soviétique de juillet 1941 se fondait sur le fait que « la France et la Russie, qui ont entretenu des relations amicales à travers les siècles et qui ont davantage le sens des réalités européennes, peuvent collaborer utilement lors de la paix ». Et de Gaulle explicitait sa pensée sur ce fameux *sens des réalités européennes* en ajoutant : « Il est évident que la Russie et la France, puissances continentales, n'ont pas forcément les mêmes buts et visées de guerre que les puissances anglo-saxonnes essentiellement maritimes. » Cette *parenté continentale* devant, dans l'esprit du chef de la France libre, prendre le pas sur la question de la différence des régimes politiques.

Mais malgré ce qu'il croit peut-être encore, l'époque des « parentés » continentales est dans l'esprit de Staline au moins pour un certain temps, révolue… Si tant est qu'il leur ait jamais donné le même sens.

Derrière les bonnes paroles, les limites de la bienveillance soviétique à l'égard de la France apparaissent très vite. De Gaulle va-t-il prendre conscience que Staline le berne ? Non. En tout cas, il ne le montre pas plus en privé qu'il ne le manifeste en public. Sa réaction serait même inverse…

Il a pourtant de quoi douter : en effet, Cadogan et Sergent, les représentants du *Foreign Office*, ont fait savoir à Viénot que Staline voulait écarter la France de la commission consultative européenne chargée de l'étude des « problèmes relatifs à l'Allemagne ». Massigli a posé la question à Bogomolov, mais celui-ci n'a pas répondu franchement à la question, sans toutefois nier le fait…

Le 1er novembre, Garreau a déclaré à Syssoiev, l'adjoint de Vychinski :

« Les Français se sont à plusieurs reprises convaincus des sympathies de l'URSS à l'égard de la France combattante. Je ne peux donc croire que le gouvernement soviétique ait avancé une opinion défavorable à la France. Les adversaires de l'amitié franco-soviétique ne manqueraient pas d'utiliser cet argument[40]. »

Syssoiev est resté de marbre.

En dépit de ce silence qui a valeur d'avertissement, de Gaulle vient de s'aligner une fois de plus sur la position soviétique : la dernière en date concernant le démantèlement de l'Allemagne.

Cette inconditionnalité gaulliste à leur égard est telle que les Soviétiques n'hésitent pas, soit à formuler des exigences, soit à adresser des remontrances à de Gaulle lui-même. Ainsi font-ils savoir à Garreau :

– Que la radio soviétique désire recevoir des informations sur les conditions d'écoute de Radio-Moscou en AFN et en Corse (télégramme du 18 novembre 1943).

– Que l'omission du nom de l'écrivain communiste réfugié à Moscou, Jean-Richard Bloch, parmi tous les noms d'écrivains mis à l'honneur dans le discours de De Gaulle pour l'anniversaire de l'Alliance française (30 octobre 1943), a étonné les milieux intellectuels soviétiques. « Le fait que les émissions radio de la France combattante à Moscou aient été également passées sous silence dans ce discours, ajoute Garreau, a donné lieu aussi à des interprétations que je me suis efforcé de rectifier » (télégramme du 23 novembre).

Il est vrai que sur ce dernier point les Soviétiques ont de quoi être dépités : la mise à disposition des gaullistes, dès le mois de mai 1942, des stations d'État soviétiques constituait un privilège extraordinaire dont la France fut d'abord seule à bénéficier et qui ne fut étendu ensuite qu'aux deux alliés slaves : la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

Les archives ne portent aucune trace d'une réplique gaulliste à ces ingérences soviétiques… et l'on peut se demander, par exemple, quelle aurait été la réaction de De Gaulle si l'Amérique s'était « étonnée » de ne pas voir figurer le nom de Saint-Exupéry parmi les éminents écrivains cités par le président du CFLN !

Cette docilité gaulliste à l'égard de Moscou culmine parfois dans l'angélisme qui, lorsqu'il est le fait d'un spécialiste, confine à la duplicité. Ainsi, commentant le 26 novembre le traité tchéco-soviétique signé par Benes, Dejean écrit à Massigli qu'il « confirme, selon lui, la volonté de l'URSS, déjà manifestée par le pacte anglo-soviétique du 11 juin 1942, de collaborer d'une façon durable avec les démocraties sur le plan politique et économique… »

« Une des clauses les plus intéressantes du traité, précise même Dejean, est celle par laquelle les deux puissances signataires s'engagent à s'abstenir de toute immixtion dans les affaires intérieures de l'autre État. Pris à l'égard

de la France, de pareils engagements pourraient contribuer utilement à concilier le respect de la souveraineté nationale avec les exigences de la sécurité extérieure du pays. »

Giraud reprend sa démission

Sur les instances répétées du nouveau commissaire à la Guerre, André Le Troquer, qui a fait plusieurs fois la navette entre le lycée Fromentin et le Palais d'Été, Giraud a fini par reprendre sa démission de commandant en chef.

Pour le convaincre, on lui a promis tout ce qu'il voulait et plus encore : d'abord, qu'il conserverait la direction des opérations militaires, ensuite qu'il n'y aurait pas d'épuration dans l'armée sans son accord, que le projet de fusion des Services spéciaux d'Alger et du BCRA serait provisoirement gelé, enfin qu'il aurait la haute main sur l'avancement et les mutations des chefs de corps et des officiers généraux. Reste que, malgré les réels efforts de certains, et des deux côtés, la fusion entre les gros bataillons de l'armée d'Afrique et de la petite armée gaulliste n'est pas gagnée d'avance, à en croire Saint-Hillier qui rapporte ce propos du commandant de l'artillerie de la DFL, Laurent-Champrosay : « Il y a d'une part des gens qui ont eu et ont raison encore ; d'autre part, des gens qui ont eu tort. Il n'y a aucune raison pour que ces gens qui sont aussi différents que le blanc et le noir se mélangent. Nous serons blancs ou noirs. En cas de difficulté, la mitraillette est là pour trancher la question[41]. »

Le crédit qu'il accorde aux politiciens ne paraît guère pouvoir expliquer le revirement de Giraud. Quant aux promesses de De Gaulle à son endroit, il est payé depuis le 30 mai pour savoir ce qu'en vaut l'aune.

Les véritables motifs de sa décision sont donc d'abord et avant tout militaires. Ils ont trait à la campagne d'Italie qui avait fait entre Eisenhower et lui l'objet d'un accord de principe dès le printemps 1943, car Giraud sait dès ce moment-là – ce que les membres du CFLN découvriront tardivement – que l'armée française à la bataille d'Italie est la condition pour qu'elle soit présente lors de l'offensive ultime contre le Reich. Il y a aussi une autre raison à son revirement : le haut état-major allié, las des querelles de la « grenouillère » qui affaiblissent l'effort de guerre, réduit les livraisons de matériel à l'armée. Seule son autorité, pense-t-il, peut

réamorcer la pompe du réarmement, mais le mal est grave, comme en témoigne la lettre qu'il adresse à Massigli le 27 novembre :

Je crois devoir vous signaler à titre personnel, certaines impressions fâcheuses que je ressens sur le comportement actuel de nos alliés au point de vue strictement militaire. L'atmosphère de collaboration cordiale, sinon même affectueuse, dans laquelle nous vivions depuis un an, fait place à une attitude pleine de réserve, sinon de réticence. Prétextant notre difficulté de trouver les spécialistes français nécessaires aux services de l'armée, le général Eisenhower me demande de supprimer purement et simplement une division ordinaire et deux divisions blindées prévues au programme d'armement. Arguant de l'armement mi-anglais, mi-américain de la division Brosset, l'état-major allié oppose une fin de non-recevoir à l'envoi de cette division en Italie. Revenant sur une promesse qui m'avait été faite, l'état-major de l'aviation interdit la livraison à l'armée française d'avions de transport déjà arrivés à Casablanca.

Après m'avoir promis le prêt sinon la livraison de vedettes italiennes en dédommagement des bateaux coulés ou sabotés, l'amirauté britannique se déclare dans l'impossibilité de prêter le moindre esquif. En Corse, le commandement interallié émet la prétention de faire juger par des tribunaux alliés les militaires italiens coupables d'attentats contre la population civile depuis l'armistice italien. Toute une série de faits vous le voyez, qui indiquent une évolution certaine dans les milieux militaires. Notre réarmement en souffre ; l'emploi de notre jeune armée risque d'en souffrir. Estimant, à tort ou à raison, que l'action effective de cette armée est capitale pour l'avenir de la France, j'ai tenu à vous faire part de mes appréhensions.

Je souhaite m'inquiéter à tort. Je ne cherche pas les raisons de ces faits. Il m'a paru nécessaire que vous les connaissiez pour que vous puissiez agir sur le plan diplomatique comme j'agis moi-même sur le plan militaire. Nous ne pouvons nous passer de nos alliés. Nous avons besoin de leur aide matérielle et de leur confiance. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrons participer efficacement à la libération de notre patrie[42].

20
Le glas de Téhéran

20 novembre 1943. Flanqués de leurs interprètes, Charles Bohlen et Valentin Beriejkov, Franklin Delano Roosevelt et Joseph Staline sont face à face dans l'un des salons de l'ambassade soviétique de Téhéran, dont la sécurité est coordonnée par un certain Ivan Avalov revenu à cet effet à son poste de « résident » du NKVD[1]. Le premier, patricien fragile et pâle, crispé dans son fauteuil roulant que pousse un serviteur philippin ; le second, paysan massif et rugueux, calé sur un canapé, jambes et coudes écartés.

L'Américain a soixante et un an, le Soviétique, soixante-quatre[2].

Dans une large mesure, ainsi que le remarque Jean Elleinstein, le moment et le lieu de cette entrevue constituent à eux seuls une grande victoire pour Staline. C'est lui qui, en effet, a contraint Churchill et Roosevelt à venir jusqu'à Téhéran et qui a refusé toute rencontre avec les Occidentaux tant qu'il ne se trouvait pas dans une situation stratégique favorable. « En ce 28 novembre 1943, écrit l'historien, il pouvait penser qu'il était en situation de force. L'Armée rouge était en train de libérer l'URSS et approchait des frontières occidentales du pays. Si la guerre était loin d'être terminée, elle n'en suivait pas moins un cours ascendant et victorieux pour l'URSS. Certes, les pertes étaient immenses, mais ce n'était pas cela qui importait pour Staline. Seul comptait le résultat, et le résultat c'était la victoire de l'Armée rouge. Il lui fallait maintenant charmer les Occidentaux pour les neutraliser, pour qu'ils lui laissent les mains libres dans tous les territoires que l'Armée rouge allait conquérir à l'Est comme à l'Ouest[3]. »

Roosevelt a commencé par s'excuser d'être « un peu en retard ».

« Non ! a aussitôt répondu Staline, prévenant, vous êtes exactement à l'heure ; c'est moi qui suis un peu en avance, c'est mon devoir d'hôte, car enfin vous êtes chez nous, vous êtes en territoire soviétique[4]. »

Après s'être enquis des aises du président des États-Unis, le dictateur soviétique lui a offert une cigarette de la marque « Fleur d'Herzégovine » que Roosevelt a poliment refusée :

« Je suis habitué aux miennes… Mais où est donc votre célèbre pipe, Maréchal Staline ? Cette pipe avec laquelle, dit-on, vous vous débarrassez de vos ennemis…

— Peut-être m'en suis-je presque totalement débarrassé, répond Staline en clignant ses yeux jaunes. Mais parlons sérieusement : quel est le sujet que vous désirez aborder aujourd'hui ? »

Roosevelt déclare vouloir procéder à un échange de vues sur la situation présente et sur les perspectives d'avenir.

Très vite les deux hommes en viennent à la question des relations entre les USA et l'URSS après la guerre. « Staline, écrit Beriejkov, fit remarquer qu'à ce moment-là, l'Union soviétique se présenterait comme un grand marché pour les États-Unis. Roosevelt montra un vif intérêt pour cette idée ; il souligna qu'après la guerre, les Américains auraient besoin d'une grande quantité de matières premières, aussi, il pensait qu'entre les deux nations, des liens commerciaux très étroits s'établiraient. Staline indiqua que si les Américains envoyaient des biens commerciaux, les Soviétiques pourraient leur envoyer des matières premières[5]. »

Suprême habileté de la part de Staline que cette proposition d'ouvrir son pays aux produits américains… Rien ne saurait en effet être plus doux aux oreilles d'un Roosevelt qui aspire à voir son pays devenir une puissance mondiale, mais qui entend principalement par « puissance mondiale » la domination des marchés du globe…

Cette perspective commerciale entre les deux pays s'ajoute aux bienfaits de la géopolitique : « Sauf au Pôle, écrit Jordis von Lohausen, la Russie et l'Amérique n'ont pas de rivages opposés, séparés par l'océan, mais entre elles se trouvent des populations européennes et asiatiques. Cette situation en fait des alliés potentiels[6]. »

Des alliés potentiels contre ces mêmes Européens et ces mêmes Asiatiques…

Staline, d'ailleurs, l'a bien compris qui, le 30 octobre précédent, évoquant la politique menée dans la période qui précède la guerre par les

gouvernements occidentaux et en particulier par le gouvernement américain a déclaré à Cordell Hull :

« L'isolationnisme qui a failli contaminer les États-Unis aurait pu être très dommageable à l'Union soviétique[7]. »

C'était avouer on ne peut plus clairement combien l'URSS a, pour ses propres intérêts, besoin de la présence américaine sur le vieux continent.

Staline ayant ensuite plaidé la « nécessité d'une collaboration et d'une coopération » entre les deux pays, Cordell Hull lui a répondu :

« C'est là une idée remarquable, car les deux peuples soviétique et américain sont très semblables et ont beaucoup de points communs. »

Dans le droit fil de la lettre adressée par Roosevelt à Staline en février 1943 par l'intermédiaire de MM. Zabrouski et Weiss, ces courts dialogues des conférences de Moscou et de Téhéran confirment donc la volonté des États-Unis et de l'Union soviétique d'établir leur souveraineté sur l'Europe.

Mais cette « *pax Americana-Sovietica* » sur l'Europe n'est évidemment possible qu'à la condition que les puissances européennes à vocation mondiale, la Grande-Bretagne et la France, qui appartiendront au camp des vainqueurs, sortent considérablement amoindries de la guerre.

« Au cours de cette conversation entre Roosevelt et Staline, écrit d'ailleurs Beriejkov, apparurent également les divergences entre les États-Unis et l'Angleterre au sujet des colonies. »

Évoquant l'avenir de l'Indochine, mais ajoutant que cette conception est « valable pour les autres colonies », Roosevelt lance l'idée que l'on pourrait y établir un conseil de tutelle formé des représentants de trois ou quatre nations, conseil qui en trente ou quarante années préparerait le peuple indochinois à l'indépendance.

« Churchill, précise alors Roosevelt, refuse obstinément de prendre cette proposition en considération ; il craint qu'elle finisse par s'appliquer aux colonies anglaises. Quand Hull était à Moscou, il était porteur d'un document que j'avais moi-même rédigé et qui avait pour objet d'établir une commission internationale sur les colonies. »

Selon Beriejkov, Staline soutint l'idée d'une telle commission en soulignant qu'on pourrait lui adresser toutes sortes de plaintes, toutes formes de requêtes, et Roosevelt fut apparemment satisfait de la réaction soviétique, mais il ne dissimula pas son inquiétude relativement à l'attitude de Churchill et conseilla la prudence au Soviétique :

« Surtout, lui dit-il, il ne faut pas parler de l'Inde. J'espère néanmoins pouvoir vous en parler plus en détail ; je pense que ceux qui ne sont pas impliqués dans ce problème peuvent mieux le résoudre que ceux qui y sont directement intéressés. »

Quelques instants plus tard, à 16 heures, s'ouvre la séance plénière de la conférence.

Roosevelt et Staline s'entendent pour piéger l'Europe

La délégation soviétique ne comprend que trois membres (Staline, Molotov et Vorochilov) alors que les délégations anglo-saxonnes en comprennent, chacune, neuf[8].

Ironie du sort : c'est à Churchill qui ignore la teneur des propos échangés en privé par l'Américain et le Soviétique que revient de faire la déclaration inaugurale.

« Cette rencontre, déclare-t-il, représente sans doute la plus grande orchestration de puissances qui ait jamais existé dans l'histoire de l'humanité ; nous tenons entre nos mains la possibilité d'abréger la guerre et l'absolue certitude d'orienter le sort futur de l'humanité. Je prie pour que nous soyons dignes de la possibilité qui nous est offerte par Dieu de servir le genre humain. »

Impassibles, l'Amérique et l'Union soviétique regardent l'Angleterre se rasseoir lourdement dans son fauteuil comme on tombe dans un piège : ce piège où elles s'apprêtent toutes deux, ensemble, à prendre l'Europe.

Cette Europe dont la fureur guerrière s'est retournée contre elle-même, sur quels champions peut-elle compter encore ? Le vieux Churchill que soutient l'Amérique ? L'ambitieux de Gaulle que soutient l'URSS ? Dans *soutenir* il y a *tenir* et, depuis deux ans, certains liens sont devenus des chaînes…

La séance plénière dure trois heures et demie. Elle est presque entièrement consacrée à la situation militaire en Europe. L'exposé de Staline est long, détaillé. Il se clôt sur un tableau des offensives allemandes en Ukraine.

« De ce fait, conclut sobrement le Soviétique, de nouvelles difficultés peuvent se présenter. Aussi serait-il très important pour nous que l'invasion de la France du Nord ait lieu le plus tôt possible. »

C'est au tour de Roosevelt de parler.

« Nous voulons, dit-il, non seulement traverser la Manche mais encore poursuivre l'ennemi jusqu'aux extrémités de son territoire. Toutefois la Manche constitue un tel obstacle naturel qu'il est exclu d'entreprendre cette opération avant le 1er mai ; entre-temps, il y a beaucoup de points où les armées anglo-américaines pourraient être utilisées : en Italie, dans la région de la mer Adriatique, dans celle de la mer Égée, enfin pour aider la Turquie si celle-ci entre en guerre. »

Roosevelt donne alors la parole à Churchill, mais celui-ci la refuse :

« Je voudrais demander la permission d'exposer mon point de vue après celui du maréchal Staline ; pour l'instant, je suis en principe d'accord avec ce qu'a dit le président Roosevelt. »

Visiblement, remarque Beriejkov, le Premier ministre britannique refusait d'exposer une position qui différait de celle du président américain ; il voulait connaître celle des représentants soviétiques pour ensuite avancer une argumentation bien fondée. Staline devina la manœuvre de Churchill ; il fit comprendre que la partie soviétique comptait que le débarquement en France aurait lieu sans retard, car seule cette opération pouvait améliorer, d'une manière sensible, la situation sur le front soviétique :

« En ce qui concerne une offensive directe contre l'Allemagne qui aurait pour point de départ l'Italie, nous, Russes, considérons que ce théâtre d'opérations serait mal choisi », dit-il sans fard.

Selon Beriejkov, pendant que l'on traduit ses propos en anglais, Staline sort sa pipe, ouvre un paquet de « Fleur d'Herzégovine », saisit quelques cigarettes, les écrase lentement, en bourre sa pipe, allume celle-ci et, clignant les yeux, balaye tous les assistants de son regard ; quand ses yeux se fixent sur ceux de Roosevelt, il sourit et lui fait un clin d'œil… « Il lui rappelait leur conversation au sujet de cette pipe. Peut-être qu'à cet instant le président fut saisi d'une pensée plus profonde : marquer son accord avec Staline au sujet de ce que Churchill n'avait pas encore exprimé à voix haute, et qui tendait à mettre en doute la nécessité d'un débarquement en France. »

La traduction terminée, Staline pose sa pipe et déclare :

« Nous, Russes, considérons que pour être efficace, le coup porté à l'ennemi doit avoir pour objectif soit le nord, soit le nord-ouest de la France. La France est le point faible de l'Allemagne ; évidemment, il s'agit

d’une opération difficile ; les Allemands se défendront furieusement, néanmoins, c’est la meilleure des solutions. Tel est mon point de vue. »

Cette fois, Churchill ne peut plus se dérober.

Lui aussi commence par donner l’assurance qu’*Overlord* aura bien lieu mais avec de telles réserves que, dit Beriejkov, « on voyait, dissimulée, la volonté du Premier ministre d’attaquer l’Allemagne non pas au nord mais au sud ou au sud-est de l’Europe ou comme il disait d’attaquer son “ventre mou” ».

Le silence glacial qui accueille ses propos déstabilise-t-il l’Anglais ? Soudain, feinte ou faiblesse, le vieil homme semble en effet faire marche arrière :

« Nous voulons seulement avancer un peu au nord de Rome jusqu’à une ligne Pise-Rimini ; après quoi, nous pourrons débarquer dans le sud de la France et traverser la Manche. »

Staline s’engouffre aussitôt dans la brèche :

« Vous avez l’intention d’engager une opération sur le front italien en vue de prendre Rome, après quoi sur ce front vous avez l’intention de vous en tenir à la défensive ? »

Churchill approuve de la tête.

Staline exploite alors son avantage :

« Je pense, dit-il, qu’*Overlord* est une importante opération ; elle serait considérablement facilitée, elle serait même assurée de succès, si elle recevait l’appui d’un débarquement au sud de la France. Je suis même arrivé à une conclusion extrême : adopter une position défensive en Italie, ne pas chercher à prendre Rome et commencer par une opération au sud de la France de façon à distraire des troupes allemandes depuis le nord de la France ; deux ou trois mois après, débarquer dans le nord de la France. Le succès d’*Overlord* serait ainsi assuré. »

« Cette proposition ne plut visiblement pas à Churchill », note Beriejkov.

Le vieux lion réagit en effet avec humeur :

« Le combat pour Rome est déjà engagé, refuser de prendre cette ville serait ressenti comme une défaite. Le gouvernement britannique ne pourrait jamais expliquer cette situation à la Chambre des communes. Après tout, *Overlord* peut être exécuté au mois d’août seulement ! »

Roosevelt qui a assisté sans broncher à la passe d’armes intervient soudain. Mais c’est pour poignarder Churchill :

« Nous pourrions exécuter *Overlord* au moment initialement prévu si nous n'engageons pas l'opération dans la mer Méditerranée ; si l'on engage cette dernière, *Overlord* s'en trouvera retardée et je ne le veux pas. »

« Pendant quelques minutes personne ne parla », note Beriejkov.

« Je suppose que nous pourrons entreprendre des actions de diversion indépendamment du nord et du sud de la France, s'obstine Churchill. Je considère que l'inaction de notre armée dans la région méditerranéenne serait très critiquable, aussi nous ne pouvons garantir que la date du 1er mai, envisagée pour le début d'*Overlord*, sera observée. La fixation d'une date précise serait une grande faute. Je ne peux pas sacrifer nos opérations en mer Méditerranée uniquement pour respecter la date du 1er mai. Bien entendu, nous devons parvenir à un accord précis sur ce point… Cette question doit être étudiée par des spécialistes militaires. »

« Ayant ainsi jeté le masque, commente Beriejkov, Churchill faisait comprendre qu'il avait l'intention de se battre pour l'exécution de ses plans dans la zone méditerranéenne et qu'il irait jusqu'à provoquer une crise relativement à la date précédemment fixée pour le début d'*Overlord*. Il était visible que prolonger la discussion pouvait conduire à une situation et à des affrontements peu souhaitables. »

La parole est donc aux experts militaires qui se réunissent le lendemain à 10 h 30 du matin.

Roosevelt vole une nouvelle fois au secours de Staline

Beriejkov avoue avoir surpris quelques instants auparavant un Staline plein d'énergie qui, par moments, souriait et tapotait Vorochilov sur l'épaule.

« S'étant approché de moi, note-t-il, Staline me fit un léger salut et, détachant les syllabes, il jeta à Vorochilov : "Je vous souhaite de réussir !" »

Un souhait qui ressemble fort à une menace…

Tandis qu'ils se rendent tous les deux à la conférence des experts militaires, Vorochilov dit tout à trac à l'interprète :

« En passant, vous plaisez au camarade Staline, mais il trouve que vous êtes trop timide. Je vous conseille d'être plus audacieux, sans quoi vous n'irez pas loin ; c'est ce qu'aime Staline. Maintenant votre sort est entre vos mains. »

En exhortant Beriejkov à l'audace, Vorochilov tente-t-il de se donner du courage ? En tout cas, lui-même sait se montrer digne de son chef en accusant sans fard les Anglais en général, et Brooke en particulier, de vouloir remettre en cause *Overlord* au profit d'une opération en Méditerranée. Brooke élude « à l'anglaise » et quand, dans l'après-midi, les délégations plénières se retrouvent à nouveau, les représentants militaires ne sont parvenus à aucun résultat.

Mais il en faut davantage à Staline qui attaque par la bande :

« Je voudrais obtenir une réponse à la question suivante : qui est nommé commandant de l'opération *Overlord* ?

— Cette question n'est pas encore réglée, répond Roosevelt.

— Alors rien n'est réglé pour cette opération ! lance Staline d'un air sombre. Si cette question n'est pas tranchée, l'opération *Overlord* n'est plus que bavardage. »

Durant une journée encore, c'est l'impasse. D'autant que Churchill, qui semble avoir recouvré son énergie et sa combativité, avance plusieurs projets d'opération en Méditerranée ; Roosevelt, lui, ne se manifeste guère qu'une fois. C'est encore pour soutenir Staline :

« Je m'élève contre le report de l'opération *Overlord* ! Une commission militaire pourrait étudier ces problèmes… »

La première commission militaire n'ayant rien résolu, Staline a beau jeu de répliquer :

« Nous devons les régler nous-mêmes. Nous en avons davantage le droit qu'une commission militaire. Si l'on peut poser une question, c'est bien celle-ci : les Anglais croient-ils en l'opération *Overlord* ou bien veulent-ils simplement en parler pour tranquilliser les Russes ? »

Churchill ne répond pas directement :

« Si l'on se réfère aux conditions stipulées lors de la conférence de Moscou, nous serons tenus de jeter toutes nos forces disponibles contre les Allemands dès le début de l'opération *Overlord*… »

Or, selon lesdites conditions, pour qu'un débarquement en France soit assuré du succès, il ne faut pas que se trouvent sur le territoire français plus de douze divisions allemandes et que dans les deux mois qui suivront, l'ennemi ne puisse pas envoyer en renfort plus de quinze autres divisions.

En rappelant ces conditions, Churchill fait donc comprendre que toute l'opération *Overlord* se trouve remise en question. Continuer la conversation n'a donc plus aucun sens.

Staline qui, jusqu'ici s'est montré constamment maître de lui, explose soudain. D'un mouvement sec il se lève et, s'adressant à la délégation russe, il lance :

« Allons-nous-en ! Il n'y a rien à faire ici et nous avons beaucoup à faire sur le front ! »

Roosevelt n'a d'autre recours que d'inviter tout le monde à se rendre au déjeuner qu'offre… le maréchal Staline.

Au cours de ce repas, le président américain reprend en aparté avec le Soviétique le fil de leur conversation privée du 28.

« De grandes possibilités se présenteront pour le développement des relations économiques entre les USA et l'URSS, lui dit-il en substance. Vous avez devant vous un travail considérable de reconstruction et les États-Unis avec leur potentiel économique peuvent vous apporter une aide essentielle. Nous pouvons offrir un crédit de plusieurs milliards de dollars à votre pays. Évidemment, ce n'est là qu'une suggestion : nous devons étudier tout cela avec les milieux responsables mais, dans l'ensemble, une telle perspective me paraît très réaliste.

— Je vous suis reconnaissant de votre proposition, répond Staline. Nous accepterons naturellement l'idée de votre riche pays si, évidemment, cette aide est présentée dans des conditions acceptables.

— Je suis persuadé que nous nous mettrons d'accord et, de toute façon, je m'en occuperai personnellement », promet Roosevelt.

Le dictateur soviétique peut compter sur le soutien du président américain puisque, le jour suivant, ce dernier annonce triomphalement que la date de l'opération *Overlord* est fixée au mois de mai 1944.

« La décision en vue de laquelle la délégation soviétique avait déployé tant d'efforts était enfin prise, écrit Beriejkov. L'émotion de Staline fut seulement marquée par une pâleur inhabituelle de son visage. Sa voix se fit plus sourde quand, après avoir légèrement incliné la tête, il dit : "Je suis satisfait de cette décision." »

Le 30 novembre, en l'honneur du 69^{e} anniversaire de Churchill, une fête est donnée dans les salons de l'ambassade britannique. Devant la table où se dresse un énorme gâteau, levant son verre, Staline dit :

« À mon frère de combat Churchill !

— Au puissant Staline ! À mon ami le président Roosevelt ! lance à son tour Churchill.

— À notre unité dans la guerre et dans la paix ! » répond en écho Roosevelt s'adressant à la fois à ses deux alter ego.

Ce n'est que le 1er décembre, lors de la dernière séance plénière, que le problème de la Pologne est abordé. Roosevelt déclare d'emblée souhaiter que le gouvernement soviétique entame des pourparlers avec le gouvernement polonais en exil à Londres.

Tout de suite le ton monte.

Staline accuse les agents du gouvernement polonais de Londres et se trouvant en Pologne d'agir en accord avec les Allemands et de « tuer des résistants ».

« C'est à cause de la Pologne et conformément à notre promesse de l'aider que nous avons déclaré la guerre à l'Allemagne, intervient Churchill. Nous attribuons une grande importance à la cause qui nous a conduits à déclarer la guerre. Chez nous, le problème polonais est suivi avec une grande attention… »

Staline déploie alors le grand jeu :

« La Russie est encore plus intéressée que les autres puissances à l'existence de rapports amicaux avec la Pologne, à sa reconstitution en tant qu'État et au renforcement de sa puissance. La Pologne n'est-elle pas notre voisine ? Mais nous ne confondons pas la Pologne avec le gouvernement polonais en exil à Londres. Nous avons rompu nos relations avec celui-ci, non par caprice, mais parce que ce gouvernement s'est associé avec Hitler dans une campagne de calomnies contre l'Union soviétique… »

Staline fait évidemment référence au massacre de Katyn. Sans laisser à ses interlocuteurs le temps de contester cette version des faits, il sort d'une serviette de maroquin Bordeaux une feuille de papier jaune et épais représentant un visage constitué pour moitié par les traits d'Hitler et pour l'autre par les siens.

« Voilà ! tonne-t-il ce que diffusent en Pologne les agents du gouvernement provisoire ! »

Les Anglo-Saxons croient utile de détourner la conversation.

« Nous pensons, dit Churchill, qu'il conviendra de donner à la Pologne des compensations territoriales au détriment de l'Allemagne. Nous serions prêts à dire aux Polonais que nous disposons d'un bon plan et qu'ils ne peuvent pas en espérer de meilleur… »

Bondissant sur l'occasion, Staline affirme aussitôt :

« Ce dont il s’agit, c’est que les terres ukrainiennes retournent à l’Ukraine et les biélorusses à la Biélorussie ; autrement dit, il faut en revenir à la frontière établie en 1939 !

— Frontière habituellement appelée “frontière Molotov-Ribbentrop”, précise Eden avec quelque perfidie.

— Pas du tout, réplique Molotov, c’est la ligne Curzon !

— De grandes modifications y ont été apportées, renchérit Eden.

— Vos informations sont inexactes », rétorque Molotov.

Les Britanniques déploient une carte. Les Soviétiques en déploient une autre. On se dispute sur la question de savoir si la frontière doit passer à l’est ou à l’ouest de Lvow…

Staline se bat comme un beau diable et Churchill tergiverse en cherchant du secours auprès des Américains ; mais Roosevelt se tait. Quand, enfin, il intervient, c’est pour demander à Staline s’il sera possible de transférer les Polonais de Lvow qui en exprimeront le désir dans la nouvelle Pologne comprise entre la ligne Curzon et l’Oder.

Staline, bien sûr, promet.

Churchill tente de s’opposer au morcellement de l’Europe

Le sort de la Pologne étant théoriquement réglé, le jeu de « Monopoly international »[9] continue.

Roosevelt se prononce en faveur d’un démembrement de l’Allemagne en cinq États indépendants : 1) La Prusse dans les limites territoriales les plus petites possibles ; 2) Le Hanovre et le Nord-Ouest ; 3) La Saxe et Leipzig ; 4) Le Hesse-Darmstardt, le Hesse-Cassel et certaines régions du sud du Rhin ; 5) La Bavière, le pays de Bade et le Wurtemberg.

À ce puzzle, Roosevelt ajoute deux autres pièces : Hambourg et le canal de Kiel, la Ruhr et la Sarre, deux régions à placer sous contrôle international.

Churchill sait que casser l’Allemagne en plusieurs morceaux c’est créer un vide dans lequel l’URSS s’engouffrera. Il propose une redistribution plutôt qu’un démembrement : 1) Isoler la Prusse ; 2) Détacher de l’Allemagne les provinces méridionales (Bavière, Bade, Wurtemberg) et les inclure dans une fédération danubienne.

Staline voit le danger.

« En poussant à la reconstitution d'un ensemble rappelant la monarchie des Habsbourg, écrit Beriejkov, le Premier ministre envisageait de créer une fédération danubienne qui serait sous le contrôle des puissances occidentales et qui isolerait l'Union soviétique de l'Europe de l'Ouest. » Et il conclut : « Ce plan avait visiblement le même objectif que le débarquement anglo-américain dans les Balkans. Il s'agissait de devancer les Russes dans le sud-est de l'Europe. Staline s'opposa vivement à ce plan. »

« Ce plan qui consiste à fédérer de nouveaux États ne me donne pas satisfaction, déclare en effet ce dernier d'un ton très net. Si l'on décide de diviser l'Allemagne, ce n'est pas pour reconstituer de nouvelles fédérations. Constituer cinq ou six États, comme le propose le président Roosevelt, est un plan susceptible d'être examiné. La position anglaise aurait pour effet de regrouper des masses considérables d'Allemands analogues à celles contre lesquelles nous luttons actuellement. Il ne faut pas constituer une nouvelle fédération d'États danubiens, fédération au surplus artificielle… La Hongrie et l'Autriche doivent exister séparément l'une de l'autre. »

Churchill accuse alors Staline de préparer le « morcellement de l'Europe »…

« Que vient faire ici l'Europe ? riposte Staline. Nous parlons de l'Allemagne. La seule question qui mérite d'être examinée est celle de savoir s'il faut établir quatre ou cinq ou six gouvernements allemands indépendants. »

Que va faire Roosevelt ?

Il ressort à l'évidence que l'accusation de Churchill est fondée et que Staline à travers le démembrement de l'Allemagne vise au démembrement de l'Europe centrale sur laquelle l'Armée rouge victorieuse pourra alors sans difficulté imposer la « *pax sovietica* ».

Comme il l'avait déjà fait pour la question d'*Overlord* et pour la question polonaise, Roosevelt, une fois de plus, se déclare d'accord avec Staline et, pour détendre l'atmosphère, propose de confier l'étude de cette question à la commission consultative européenne créée à Moscou en octobre et siégeant à Londres.

Proposition adoptée.

Comme s'il s'agissait d'un point de détail mineur, Staline fait alors remarquer que l'Union soviétique aimerait bien récupérer Königsberg, Tilsit et la rive gauche du Niémen.

Du côté anglo-saxon, personne ne fait d'objection. Adjugé !

Écrivant ses Mémoires quarante ans après, Valentin Beriejkov confie : « C'est seulement maintenant que je comprends l'immense signification de tout ce dont j'ai été témoin […]. C'est seulement aujourd'hui que je mesure pleinement la signification de ce qui s'est passé devant moi et qui fut en raccourci la détermination du cours de l'histoire. Sans aucun doute, à Téhéran, se déroulèrent des événements d'une importance historique considérable ; des événements dont la signification déborda bien au-delà de ces journées et qui devaient marquer de leur sceau les plus lointains développements de l'histoire du monde[10]. »

C'est le moins que l'on puisse dire.

Le 2 décembre, à l'aube, Staline s'approche de la « Willis » où deux sergents viennent de déposer le président des États-Unis et lui serre la main avec effusion.

« Je considère qu'ici nous avons fait du bon travail, lui dit Roosevelt, notre unité de vues nous assure la victoire.

— Maintenant, plus personne n'en doute », répond le Soviétique en souriant.

Ainsi que le souligne Jean Elleinstein, Staline a de quoi sourire car non seulement il a obtenu gain de cause sur toute la ligne, mais il a avancé ses pions d'une façon favorable. « Il avait la confirmation formelle que l'opération *Overlord* aurait lieu dans le nord de la France en 1944 et qu'il y aurait également un débarquement dans le sud de la France. Il avait fait rejeter les opérations alliées en Méditerranée orientale auxquelles il ne tenait pas, parce qu'il préférait voir les Occidentaux rester à l'Ouest et ne pas marcher sur ses plates-bandes. Il avait préparé le démembrement de l'empire colonial français, l'affaiblissement de la France et de l'Allemagne. Même si l'Armée rouge n'occupait que l'Europe de l'Est et l'est de l'Allemagne, le reste de l'Europe serait suffisamment exsangue pour que l'influence soviétique y soit prépondérante[11]. »

Le 3 décembre, du Caire, Roosevelt envoie le message suivant au maître du Kremlin : « Le souvenir que je garde des remarquables journées que nous avons passées ensemble me laisse une impression de très grande satisfaction. C'est un jalon important sur la route du progrès de l'humanité. »

Rédigé dans la soirée du 1er décembre, le communiqué commun signé Staline, Roosevelt, Churchill, n'est diffusé pour des raisons de sécurité que

le 5. Il se termine par ces mots : « Aucune puissance ne peut nous arrêter. L'assaut sera continu et implacable. Nous attendons avec confiance le jour où les peuples pourront vivre selon leur conscience et nous nous sommes séparés amis en fait, en esprit et en intention. »

C'est loin d'être exact pour ce qui concerne Churchill, furieux du lâchage de Roosevelt.

Bien qu'épuisé, le vieux lion n'a cependant pas dit son dernier mot. Hanté par la tragédie de Dieppe, et doutant de la réussite de l'opération normande, le Britannique rencontre au Caire le 7 décembre les dirigeants turcs qu'il espère entraîner dans la guerre. « C'est le seul moyen de retarder *Overlord* », confie-t-il au Dr Wilson, son médecin personnel. Puis, reprenant point pour point l'idée stratégique de Giraud, il entreprend d'exhorter Alexander, commandant en chef du théâtre méditerranéen, de foncer vers Ljubljana : « C'est la seule chance d'arriver à Vienne avant ces bandits russes[12] ! » Mais dans le même temps, victime d'une désinformation magistrale montée par le NKVD avec l'appui de Philby et consorts, il s'est tiré une balle dans le pied en décidant d'abandonner Mihaïlovitch au profit de Tito.

Tirant la conclusion de la conférence de Téhéran, Roger Garreau écrit le 9 décembre à Massigli : « En face des prétentions anglo-américaines, l'Union soviétique paraît vouloir s'ingérer habilement en défenseur de l'égalité des nations dans l'organisation de la paix[13]. »

Le parti pris prosoviétique de Garreau ne recule devant aucune évidence : on cherche en vain, en effet, la moindre trace de « prétention anglo-américaine » dans les discussions de Téhéran. On y trouve en revanche de la part de Roosevelt envers Staline une manifestation exemplaire de cette amitié « en fait, en esprit et en intention ».

Roosevelt ne vient-il pas de garantir concrètement à Staline la promesse qu'il lui avait faite par sa lettre de février 1943 de lui abandonner l'Europe centrale ?

À en croire son interprète Charles Bohlen, il n'a mis que deux conditions à ce somptueux cadeau :

– Que Staline garde le secret jusqu'aux élections présidentielles américaines de novembre 1944 car il y avait « 6 ou 7 millions d'Américains d'origine polonaise aux USA et (il) ne désirait nullement perdre leurs voix : en politique, il faut être réaliste[14] ».

– Que Staline fasse une déclaration publique concernant la tenue d'élections libres dans les territoires annexés (principalement les États baltes), car là aussi « il y avait beaucoup de Lituaniens, d'Estoniens et de Lettons aux USA (et) que si lui (Roosevelt) acceptait que ces États soient annexés par l'Union soviétique sans que le gouvernement soviétique s'oppose par la force à cette annexion, l'opinion publique américaine pourrait, dans le meilleur des cas, exiger un référendum en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes[15] ».

Bien sûr, Staline a promis. C'était bien le moins qu'il pouvait faire…

« Je sortis de cette conférence le cœur encore plus lourd qu'à mon retour de Moscou, écrit Eden. Les brusques évolutions de la politique stalinienne me troublaient et je n'arrivais pas à comprendre pourquoi les Américains semblaient s'être arrangés pour ne pas s'entendre à l'avance avec nous en vue de ces discussions. Et, par-dessus tout, je commençais à être fortement inquiet pour la Pologne. »

Le 17 décembre, huit jours après son retour du Caire, Eden reçoit la visite du comte Raczynski. Les armées soviétiques approchent de la frontière polonaise. Le chef du *Foreign Office* rapporte à son interlocuteur que Staline accuse le gouvernement polonais de collaborer avec les Allemands et d'interdire aux Polonais de Pologne de coopérer avec les partisans russes.

« L'ambassadeur, note Eden, me dit que son gouvernement pourrait certainement rédiger une déclaration qui réfuterait les allégations de Staline et proposerait aux Russes la coopération des Polonais. Je répondis que ce serait marcher sur la bonne voie. »

Quelques jours plus tard, Zinchenko, l'un des diplomates soviétiques en poste à Londres, fait savoir que si les Polonais suggéraient des négociations directes avec l'URSS, son gouvernement réserverait un accueil favorable à cette proposition. Eden est intrigué. « Les Russes ne parlent pas en l'air sans instructions », remarque-t-il dans ses Mémoires.

Le 5 janvier 1944, les Polonais publieront une déclaration offrant aux autorités militaires soviétiques de coopérer avec elles. Mais le 17 du même mois, le Kremlin rejettera les négociations sous prétexte que les Polonais n'ont pas accepté la ligne Curzon et ne désirent pas entretenir des relations de bon voisinage avec l'URSS…

« Cette réponse est un camouflet », dira Eden à Goussiev, le nouvel ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne.

Dans un télégramme daté du 27 décembre, Roger Garreau informe Alger qu'à Téhéran « selon une source sérieuse » le gouvernement soviétique s'est opposé à un débarquement massif des forces anglo-américaines dans les pays slaves des Balkans, et que « Roosevelt et Churchill auraient souscrit aux conditions formulées par Staline ». Sur la base de cette information à demi vraie, mais qui tombe à point, ce même 27 décembre, de Gaulle qui, quelques jours plus tôt, le 16 décembre, a fait adopter une ordonnance « portant organisation du haut commandement » qui confirme la conduite de la guerre (emploi des troupes françaises et conduite stratégique des opérations) par le CFLN et donc par son seul président, s'engage officiellement devant le général Bedell Smith l'adjoint d'Eisenhower, sur le principe du débarquement en Provence (*Anvil*) auquel les forces françaises prendront part « sous la forme d'une armée française [*sic*] » rattachée à la VII^{e} Armée américaine commandée par le général Alexander Patch. Au cours de cette réunion où sont présents les représentants diplomatiques des États-Unis et de la Grande-Bretagne, respectivement Edwin C. Wilson et Harold Macmillan, et du côté français, Massigli et Giraud, désormais contraint à la figuration, de Gaulle accepte donc de placer sous commandement opérationnel américain les forces militaires françaises commandées par de Lattre et pourtant beaucoup plus nombreuses (sept puis huit divisions dont trois blindées avec des unités de soutien contre trois américaines et une anglaise). Ce qui lui vaut ce même jour ce satisfecit d'Eisenhower : « Mon chef d'état-major (Smith) m'a informé que la plupart des malentendus qui paraissaient empêcher l'effort de coordination entre nous ont été pour la plupart éliminés. Il m'a dit aussi que c'est en grande partie dû à votre attitude de compréhension envers ces problèmes[16]. » Considérant ce ralliement à la stratégie américaine (dictée par Staline), le 30 du mois, lors d'une rencontre avec de Gaulle, Eisenhower modulera son satisfecit en déclarant : « Je suis prêt à faire une déclaration exprimant la confiance que j'emporte de mes contacts en reconnaissant l'injustice que j'ai commise à votre égard et en ajoutant que vous vous êtes déclaré prêt, en ce qui vous concerne, à nous apporter votre collaboration entière. » « *You are a man !* » aurait répondu de Gaulle qui n'a semble-t-il voulu entendre que la première partie de la phrase. Ce qui devient sous la plume de Queuille dans son journal à la date du 30 : « Entrevue excellente. Le général Eisenhower semble reconnaître "qu'il s'est trompé" et qu'il doit

collaborer avec nous [*sic*]. Au reste les télégrammes Monnet redeviennent favorables… Espérons. » En d'autres termes, la Maison Blanche est satisfaite de l'alignement gaulliste. Ce qui dans une certaine optique devient un exploit gaulliste : « Le général de Gaulle a pu entrer dans le jeu militaire, écrit ainsi Queuille. On ne disposera pas de nos divisions sans accord avec le CFLN. Cela est déjà un peu de "reconnaissance". […] D'autre part Monnet envoie des télégrammes optimistes. Massigli est très détendu. Espérons. »

Comme par hasard, de Gaulle oppose un non catégorique au désir exprimé par Macmillan d'un entretien avec Churchill : « Pour l'instant, c'est non !! » dit-il à un Massigli « très ému de la réaction du Général[17] ».

Le 28 décembre, François de Menthon adresse au CFLN le rapport sur la « constitution du gouvernement de la République lors de la libération du territoire national » :

L'Assemblée consultative créée par l'ordonnance du 27 septembre subsiste. Elle devra seulement être complétée par l'adjonction de deux représentants du Comité de Libération de chaque département libéré. Le CFLN, sans doute remanié et prenant la dénomination de « Gouvernement provisoire de la République française », s'installe dès que possible dans Paris libéré en s'appuyant sur le Conseil supérieur de la Résistance.

Le Conseil supérieur de la Résistance est l'organisme actuellement le plus représentatif de la volonté populaire ; il comprend actuellement huit délégués des mouvements de résistance, six des partis politiques, deux des grandes centrales syndicales. Il pourrait être complété au jour de la Libération par la cooptation de personnalités éminentes dont il dressera d'ores et déjà la liste. Le Conseil de la Résistance pourrait alors passer à soixante membres, chacune des organisations représentées désignant trois délégués au lieu d'un seul et douze personnalités particulièrement représentatives lui ayant été adjointes.

Le Conseil supérieur de la Résistance a déjà reconnu le CFLN comme gouvernement provisoire de la République, mais cette reconnaissance doit être répétée publiquement et solennellement dans la capitale libérée.

Nous sommes ici dans l'authentique tradition républicaine des gouvernements provisoires : le gouvernement se constitue lui-même en s'appuyant sur les éléments populaires qui ont renversé le régime précédent au nom de la nation. Ainsi se trouvera affirmée la prise de pouvoir par la Résistance française, véritable incarnation de la volonté nationale de libération et de retour à la Résistance.

Cette procédure a l'avantage d'être exactement adaptée à l'instantanéité que nécessite la prise du pouvoir. Elle donne au pouvoir la consécration populaire. La France a dès ce moment un véritable gouvernement représentatif et national.

Par ailleurs, précise toutefois la note, une investiture donnée au chef du gouvernement provisoire par le président Lebrun pourrait présenter de sérieux avantages. Mais, dès que possible, ce gouvernement devra s'appuyer sur le consentement continu et express du peuple en se rapprochant autant qu'il se pourra des formes républicaines.

Curieux texte qui, dans le même temps où il déclare « républicain » un gouvernement provisoire « qui se constitue lui-même », l'engage à se rapprocher autant que faire se peut des « formes républicaines ». Outre ce qu'elle peut avoir de spécieux, une telle démarche introduit inévitablement des degrés dans le républicanisme… Mais les points les plus importants sont, sans conteste, qu'il reconnaît :

– Que le gouvernement provisoire tient sa légitimité du CNR.

– Qu'il ne sera véritablement légitime qu'une fois que le CNR aura répété « publiquement et solennellement » cette légitimité dans la capitale libérée.

C'est donc reconnaître et admettre, comme *L'Humanité* l'a déclaré le 26 novembre, que le CNR « agit comme seule autorité authentiquement française sur le sol de la patrie ».

À quoi sert donc l'Assemblée consultative provisoire ? D'autant que le bureau du CNR est, on le sait, dominé par les communistes[18]…

Sans doute est-ce la raison pour laquelle ces derniers, sûrs de leur fait (et malgré certains couacs qui ont émaillé le congrès du mouvement France combattante né comme on l'a vu d'une convention entre gaullistes et communistes), se donnent l'élégance d'affirmer dans *L'Humanité* du 1er janvier 1944 que le « véritable gouvernement de la France, c'est le CFLN siégeant à Alger » et que son autorité « est reconnue par la France entière ».

Ils savent qu'ils sont pour de Gaulle un point de passage obligé.

Le 5 décembre, deux jours seulement après la conférence de presse des communistes d'Alger, Arthur Ramette, membre du bureau politique du PCF en résidence à Moscou, a rendu visite à Garreau.

« Le PCF, lui a-t-il exposé, veut être représenté au CFLN car il estime que c'est l'intérêt de la France. On ne peut mettre en doute la sincérité de sa décision. »

Après ce préambule, il a ajouté :

« Si le parti pose une condition très simple (désigner lui-même ses représentants), ce n'est pas pour masquer un refus de prendre sa part des responsabilités gouvernementales. C'est parce qu'il attribue à cette condition une valeur de principe étroitement liée à la notion même de démocratie dont se réclame le Comité de la Libération. En effet, il a été d'usage constant dans la IIIe République, lors de la constitution d'un cabinet ministériel, que le chef de l'État ainsi que les personnages appelés

par lui pour former la nouvelle équipe gouvernementale procédassent à une consultation des chefs des partis politiques. »

Ramette, rend compte Garreau à Massigli, conteste donc le bien-fondé de l'argument invoqué dans votre télégramme du 17 novembre suivant lequel « satisfaction n'a pas été accordée au PC en raison de la tradition républicaine qui veut que les personnes choisies par le président du Conseil des ministres ne soient pas désignées nominalement par un parti ». M. Ramette remarque que si les voix les plus autorisées d'Alger proclament la nécessité d'une IV^{e} République d'où seraient bannies l'indiscipline des partis et la transgression par les élus de leur promesse et de leur mandat électoral, c'est dans un esprit absolument identique que le PC revendique le droit de désigner lui-même ses représentants au CFLN. Il estime que le bureau politique du parti ou du moins l'un de ses membres tels que M. Billoux ou M. Marty auraient dû au moins être préalablement consultés avant qu'il fût fait choix de Grenier et Mercier qui ne sont ni l'un ni l'autre membres de ce Comité directeur. Au reste, conclut Garreau, le PC entendait n'établir aucune distinction entre les députés communistes qui ont pu participer à la Résistance en France et ceux que leur déportation ou leur exil a privés de ce privilège[19].

De Gaulle baisse le ton à l'égard de Vichy

Parallèlement, la presse communiste critique l'allure de « monarchie constitutionnelle » que prend le CFLN et engage une campagne dénonçant l'anticommunisme, l'attentisme assimilé à la trahison (« nous voulons des fusils ») et mettant en valeur les FTP (« les seuls à se battre »). Passant ainsi sous silence les actions des groupes francs des MUR qui sont pourtant à l'origine de 75 % des actions contre l'occupant et Vichy en zone sud. Mais, surtout, en annonçant la création des milices patriotiques (*L'Humanité* du 24 décembre).

Mais le terrain favori du PCF reste l'épuration.

Est-ce parce qu'il craint de voir le feu qu'il a allumé se transformer en incendie ? Toujours est-il qu'à partir de novembre 1943, de Gaulle parle « sans outrance ni inflation[20] » de Vichy.

Les communistes sentent-ils cette baisse de régime ?

À l'Assemblée consultative, ils continuent de plus belle leurs harangues épuratrices. Il est vrai qu'ils bénéficient parfois de concours inattendus. Ainsi, le socialiste Paul Rivet, ancien directeur du musée de l'Homme, n'hésite pas à proclamer qu'« il ne s'agit pas de révolution mais de liquidation »…

Robert Aron note à ce sujet : « Seul dorénavant à la tête du gouvernement pour orienter l'épuration, le général de Gaulle, à ce moment, ne l'est plus en Afrique du Nord. Il doit tenir compte d'une partenaire que

lui-même a créée, l'Assemblée consultative provisoire […]. Jusque-là, il avait pour seul objectif d'annuler l'action de ceux qui n'étaient pas de son bord ou qui ne pensaient pas comme lui ; désormais, il devra aussi se protéger de ceux qui mènent le même combat que lui, qui le reconnaissent provisoirement pour chef, mais qui parfois le dépassent dans leurs exigences ou dans leurs manifestations. »

Le congrès de la France combattante qui s'est tenu le 28 novembre à Alger a d'ailleurs été « constamment dominé par la volonté formelle exprimée par tous de réaliser une épuration radicale[21] ».

« Le vent de la passion se lève sur la ville, écrit Frenay. Il soufflera de nombreux mois. Dans les couloirs de l'Assemblée, à la Brasserie Suisse, en ville, c'est l'épuration qui alimente toutes les conversations, terrorisant les uns, exaltant les autres. René Cerf-Ferrière, élu président du groupe de la Résistance métropolitaine, et quelques autres se sentent devenir des Fouquier-Tinville. L'Assemblée consultative voudrait être l'égale de la Convention de 1793 ; elle est peuplée de Saint-Just et de Robespierre. […] Une lourde atmosphère de suspicion pèse sur tout le pays[22]. »

La machine risque de s'emballer. Certains tentent de la freiner. C'est notamment le cas de Vincent Auriol qui, dans l'hebdomadaire socialiste *Fraternité*, a publié le 2 décembre un article intitulé « Épuration ? Non. » Le futur président de la République, références historiques à l'appui, s'y élève contre les procédures arbitraires. L'élimination des vichystes, soit ! Mais selon les dispositions légales…

Les Anglo-Saxons aussi s'émeuvent de cette violence épuratrice.

Le 22 décembre, au cours d'un déjeuner avec Viénot, Eden le presse de faire connaître à Massigli son inquiétude au sujet des arrestations politiques et des mises en jugement décidées par le CFLN.

Je ne veux en aucune manière me mêler de ce qui ne me regarde pas et je respecte l'indépendance du comité, dit le Britannique, mais il faut que de Gaulle sache l'impression fâcheuse que provoqueraient certains excès politiques dans la répression et la répercussion qu'ils pourraient avoir en Amérique dans la phase délicate que le CFLN traverse. Je crains qu'on ne considère en Amérique la condamnation d'hommes comme le gouverneur général Boisson et Peyrouton, vis-à-vis desquels le gouvernement américain se sent certaines responsabilités, comme un acte d'hostilité. En outre, les procédures employées et notamment la constitution d'un tribunal spécial, risquent de faire apparaître le comité comme une sorte de « comité révolutionnaire ». Elles donnent l'impression de l'arbitraire et risquent de provoquer des inquiétudes sur la capacité du comité de se conduire en « vrai gouvernement » au moment de la Libération.

« Eden, note alors Viénot, pose la question de savoir s'il n'y a vraiment pas le moyen d'afficher le principe que nos procès politiques aient lieu en France après la Libération, à la suite de poursuites décidées par un gouvernement pleinement régulier. »

« L'idée qu'il pourrait y avoir des condamnations à mort et des exécutions m'inquiète vivement, a conclu le Britannique. Cette question préoccupe vos meilleurs amis : c'est-à-dire Winston Churchill et moi-même. »

« L'insistance de Eden, conclut Viénot, est due au fait que l'on approche du moment décisif où la question fondamentale de la reconnaissance du comité comme gouvernement provisoire de la France va être résolue[23]. »

Le même jour à Alger, Macmillan et Wilson font le siège de Massigli à propos du même problème. Deux jours plus tard, le commissaire aux Affaires étrangères leur fait savoir que les mesures dont il s'agit « sont l'exécution de décisions déjà anciennes et qu'une ordonnance vient d'être adoptée, autorisant le juge à suspendre l'information jusqu'à la date où la libération du territoire métropolitain permettra de la compléter ».

Il indique enfin que si l'instruction se trouvait suspendue pour une longue période, il est bien probable que le régime auquel seraient soumis les inculpés comporterait certains adoucissements.

« Les interlocuteurs, précise le compte rendu, ne formulent aucun commentaire[24]. »

Les Soviétiques non plus ne restent pas inactifs.

Le 1er décembre, au cours d'un déjeuner en tête à tête avec Massigli, Bogomolov traite sans fard de l'épuration. Rendant compte de cette discussion à de Gaulle dans une note secrète en date du 14, le commissaire aux Affaires étrangères écrit : « Bogomolov fait ses réserves. On a tendance à Alger à aller trop loin ou pas assez. Il faut condamner sévèrement un petit nombre de gens et pour le reste passer l'éponge. Il me cite en exemple la manière magnanime dont le gouvernement soviétique a traité le grand ingénieur Ramzine, technicien de la construction des locomotives qui avait été convaincu de complot. Pendant la guerre, Ramzine a rendu les plus grands services à l'Armée rouge. »

Mais les deux hommes n'ont pas parlé que de l'épuration.

J’ai dit à l’ambassadeur, précise Massigli, qu’autant j’aurai estimé regrettable que le comité parût prendre parti entre Moscou et les Anglo-Saxons, alors que les rapports entre les Alliés dont l’union est nécessaire, étaient tendus, autant, maintenant que les nuages sont dissipés, il me semblerait normal que nous recherchions de quelle manière l’amitié soviétique pourrait s’exprimer dans un texte. Mais le comité sera-t-il considéré à Moscou comme qualifié pour signer un traité ? Sans doute la formule de reconnaissance ne paraît pas l’exclure. Bogomolov a répondu que la question est à étudier, que l’on peut trouver différentes formes, que l’important serait en effet de consacrer l’amitié franco-soviétique. Il l’a d’ailleurs déjà dit au général de Gaulle lors de son passage à Alger à la fin d’août dernier[25].

Pendant ce temps, la bataille pour le pouvoir bat son plein. L’Assemblée, nous l’avons vu, a préféré porter à sa présidence Félix Gouin plutôt qu’André Hauriou et, depuis, cinq présidences de commission sur sept sont dévolues à des hommes politiques de la III^e^ République…

« Fâcheux présage ! note Frenay. En décembre, le parti socialiste tient son premier congrès. Plusieurs orateurs disent en substance : aux mouvements de résistance la bataille, et à nous la politique. Le danger de voir renaître la III^e^ République est chaque jour plus clair ; ce danger, que je ressens, inquiète à un degré égal mes camarades de France. Ils l’expriment en termes très vifs[26]. »

On peut lire en effet dans le n^o^ 52 de *Combat* : « […] En France, il est hors de doute que l’approche du gâteau final rend une activité fébrile aux vieilles formations… Nous n’allons pas échanger la pourriture vichyssoise contre une pourriture conservée au garde-manger trois ans… » Et dans le n^o^ 53 : « […] Les militants de la Résistance auraient préféré que de Gaulle n’associât pas au pouvoir les épaves de cet ancien régime qui conduisit la France au désastre et la République à Vichy. »

Mais l’heure n’est plus ni aux vœux ni aux souhaits, et Claude Bourdet pourra écrire à Frenay en février 1944 : « La folle politique de la Résistance commencée par Max en créant le CNR sous la forme de la reconstitution des partis, continuée par Sophie (Serreules) […] continue d’être chaque jour davantage une catastrophe[27]. »

Les gaullistes soutiennent sans relâche l’idée du débarquement en France

En cette fin d’année 1943, si les relations entre de Gaulle et les communistes français traversent une période tendue, en revanche, les relations que le président du CFLN entretient avec Moscou paraissent sans nuages, comme en témoigne ce télégramme qu’il adresse le 29 décembre à

Kalinine, le président du Soviet suprême : « Je prie Votre Excellence d'agréer mes vœux les plus chaleureux pour votre santé et votre bonheur personnel. Le CFLN et le peuple français unanime souhaitent aux peuples de l'Union soviétique que l'année qui va s'ouvrir couronne la lutte héroïque menée par l'Armée rouge et son glorieux chef, le maréchal Staline, pour la libération de tous les peuples d'Europe. »

De Gaulle feint donc d'ignorer ce que signifie concrètement la « libération » des peuples d'Europe par l'Armée rouge. Et cela malgré les avertissements les plus dignes de foi.

Lors des fêtes de Noël, Billotte a en effet dîné avec l'un de ses amis, le major Morton, et le général Ismay qui se sont arrêtés à Alger à leur retour de Téhéran. L'un et l'autre reviennent de la conférence « extrêmement inquiets »…

Selon eux, Staline n'a guère eu de mal à triompher d'un Roosevelt physiquement et intellectuellement diminué. Quant à Churchill, lui-même malade, il n'a pas eu son « tonus habituel » et n'a pu empêcher « que se tinssent à côté de la conférence à trois des dialogues qu'il estimait suspects entre Roosevelt et Staline » et « n'a pu que très mal les contrebalancer par des apartés avec Beria ».

Les deux officiers britanniques sont catégoriques : face à la vaste extension de la zone d'influence soviétique en Europe, l'idée stratégique de Churchill consistant à attaquer le sud de l'Allemagne à partir de l'Italie et des Balkans est plus que jamais d'actualité : seule cette stratégie peut endiguer la ruée de l'Armée rouge vers l'ouest.

Les Britanniques se dépensent en vain : Billotte ne veut rien entendre.

Il leur objecte que ce théâtre d'opérations ne se prête pas au déploiement des moyens modernes des Alliés qui, seuls, leur assurent une large supériorité sur la Wehrmacht, que l'allongement considérable des lignes de communications maritimes en cas d'opérations balkaniques serait un handicap presque insurmontable à l'entretien de la bataille sinon même au débarquement de forces d'importance suffisante. Et il conclut qu'au contraire, « de l'avis des Français[28] un débarquement sur les côtes normandes et une offensive vers l'est menée hardiment permettraient sans doute aux Occidentaux d'atteindre plus vite que par le sud le territoire polonais ».

« Ces arguments de technique militaire, reconnaît toutefois Billotte, ne convainquirent ni Morton ni Ismay. »

Convenons qu'ils ont même quelques bonnes raisons techniques de penser le contraire : par l'ouest, la route de Berlin commence avec le Mur de l'Atlantique et se poursuit avec la triple barrière que constituent la ligne Maginot retournée vers l'ouest par les Allemands, l'obstacle du Rhin et la ligne Siegfried. Sans compter les dévastations inévitables sur le territoire français.

Les trois hommes se séparent cordialement bien que Billotte leur fasse savoir qu'il ne manquera pas de faire le siège de tous les dirigeants américains qu'il rencontrera pour « les conforter dans leur conception de débarquer sur les côtes nord de la France ». Et il ajoute que les informations recueillies au cours de cette conversation « confirmèrent l'opinion que s'était forgée le général de Gaulle sur les risques que faisaient courir à l'Europe la politique et la stratégie encore mal définies et mal coordonnées de nos alliés, et aussi la nécessité d'agir de tous nos moyens, si limités fussent-ils, dans le sens de la bataille pour la France[29] ».

Quelques jours plus tôt, de Gaulle a d'ailleurs annulé le départ pour l'Italie de la 9e division d'infanterie coloniale (DIC) qui aurait porté à cinq le nombre des divisions françaises du CEF.

Pour quelle raison ?

> Nous apprîmes, écrit Billotte, que sans consultation du CFLN et de ses organismes compétents, c'est-à-dire le Comité de défense nationale, le général Eisenhower pressentant une réponse positive quant à la mise à sa disposition d'une division française avait choisi la 9e DIC et fait prendre les dispositions nécessaires à son transport. Cette décision d'Eisenhower avait paru toute normale à Giraud ; elle était pourtant grave. Tout d'abord, elle violait un principe de droit international coutumier, unanimement admis dans les États occidentaux et selon lequel, dans une guerre de coalition, les forces militaires n'étaient mises à la disposition d'un chef allié que pour les opérations et sur décision du gouvernement national dont elles relevaient.

Le défaut de cet argument est que c'est Giraud qui, en tant que commandant en chef, a désigné la 9e DIC à la demande de renfort formulée par Eisenhower… Le deuxième point est qu'il avait d'abord désigné la division Brosset mais celle-ci n'étant pas dotée de l'armement américain, Ike l'avait refusée. Les gaullistes laisseront bien sûr entendre que Giraud savait que pour des raisons techniques les Américains refuseraient la division équipée avec du matériel anglais et n'avait rien dit… Outre la bassesse de l'argument, c'est oublier que Giraud est le commandant en chef

des armées françaises réunifiées et qu'il s'honore de ne plus distinguer entre les unes et les autres.

En réalité, cet argument n'est là que pour en masquer un autre qui, celui-ci, constitue presque un aveu de la part de Billotte : « Surtout, la décision d'Eisenhower engageait l'avenir de la plus dangereuse façon puisque au cas où la stratégie churchillienne finirait par l'emporter, nos forces armées pourraient être engagées dans les Balkans sans notre consentement. »

Ce serait toutefois mal connaître Staline que de penser qu'il peut se contenter de cette adhésion *de fait* à ses visées expansionnistes. Il veut davantage encore à en juger par ce que, le 18 décembre, à Moscou, le président tchécoslovaque Édouard Benes a confié à Roger Garreau :

> Le gouvernement soviétique s'intéresse très vivement à la situation de la France qui est naturellement appelée à jouer à l'ouest de l'Europe un rôle de garantie contre tout retour offensif de l'Allemagne et qui redeviendra, de toute manière, une puissance de premier ordre. Mais j'ai l'impression qu'il observe pour le moment avec réserve, et je dirai même avec une certaine appréhension, l'évolution encore confuse de votre pays. La force du mouvement de résistance à l'envahisseur et le caractère de plus en plus résolument démocratique de la politique menée par le CFLN ne lui donnent pas la certitude que les tendances développées par trois années de propagande et de gouvernement vichyste n'ont pas conservé dans une large part de l'opinion publique française, et en particulier dans la classe dirigeante, une force et une virulence capables de paralyser l'élan rénovateur dont la victoire peut, seule, assurer le redressement rapide de votre pays et ranimer la confiance de ses amis[30].

Mais tout ceci, le président Benes va pouvoir bientôt l'expliquer lui-même et de vive voix à de Gaulle puisqu'il doit lui rendre visite à Alger dans les premiers jours de janvier 1944.

21
Le sang de l’alliance

2 janvier 1944. C’est un homme « satisfait » que de Gaulle reçoit – pour une visite de deux jours – en la personne d’Édouard Benes. Le président tchécoslovaque revient de Moscou où il a été traité « avec de grands égards ». Sa connaissance du russe et du personnel soviétique lui a permis d’avoir des entretiens « fréquents et intimes » avec les principales personnalités. Il a vu Staline à « maintes reprises » et s’est entretenu avec lui « aussi bien dans des conférences que dans des conversations familières ». Son sentiment est net : les dirigeants russes donnent avant tout l’impression d’être conscients de leur victoire et décidés à aller jusqu’au bout. Bien plus que les puissances occidentales, l’URSS éprouve le sentiment d’avoir abattu l’Allemagne. Elle a conscience de l’énorme force économique et militaire qu’elle représente[1].

« Par ailleurs, précise Benes, on se rend compte qu’on est en présence d’une révolution victorieuse qui songe à consolider ses conquêtes beaucoup plus qu’à poursuivre un développement révolutionnaire. On est en présence d’un grand courant nationaliste, notamment en Ukraine et en Russie blanche. »

Abordant ensuite la question du traité russo-tchécoslovaque, Benes en rappelle la genèse à son interlocuteur : la négociation a commencé avec Bogomolov en mars 1943 et c’est lui, Benes, qui a montré au gouvernement soviétique « l’intérêt d’une prise de position officielle contre le *Drang nach Osten* ». Une fois ce principe admis, il a rédigé lui-même la clause « à la demande des Russes ».

« L’indépendance et l’intégrité de la Tchécoslovaquie se trouvent pleinement assurées, affirme-t-il. L’accord est complet avec Moscou sur les frontières (celles d’avant Munich). »

Le tour d’horizon de Benes se poursuit par cet aperçu :

– Sur la question polonaise : les Soviétiques « ne désirent pas détruire la Pologne ni l’absorber dans l’Union soviétique, mais ils n’acceptent qu’une Pologne qui ne leur soit pas hostile ».

– Sur la Yougoslavie et les Balkans : les Soviétiques « sont d’accord pour qu’une Yougoslavie subsiste (mais) cela ne préjuge en aucune manière de l’attitude du gouvernement soviétique dans la question de l’organisation intérieure de l’État yougoslave ».

– Sur les rapports hongaro-roumains : « le sort de la Hongrie semble réglé (car) elle est incapable de faire elle-même l’évolution nécessaire » et, « dans le différend hongaro-roumain sur la Transylvanie, la Russie sera du côté roumain ».

– Sur la question allemande : malgré tout ce qui précède, « il ne faut pas considérer que les Soviets entendent régler à leur guise les affaires européennes et que les alliés anglo-saxons n’aient qu’à acquiescer à leurs décisions. Si l’on est, à Moscou, décidé à briser pour plusieurs générations la machine de guerre allemande et à mettre l’Allemagne dans l’impossibilité d’entreprendre une nouvelle guerre, si les Russes sont décidés en particulier, à aller à Berlin, ils n’entendent en aucune manière préjuger de la méthode par laquelle l’Allemagne sera rendue inoffensive. Ils ont au contraire donné à M. Churchill et au président Roosevelt l’assurance qu’ils ne prendront en Allemagne aucune initiative. La politique qui sera suivie résultera de décisions prises en commun. Moscou n’a pas de vues préconçues, notamment sur la question d’un morcellement éventuel ».

En ce qui concerne ce dernier point, la conférence de Téhéran a prouvé le contraire, mais Benes semble l’ignorer…

Les « grands égards » avec lesquels le Kremlin l’a traité l’ont-ils aveuglé ? Si c’est le cas, il ne peut pas compter sur de Gaulle pour lui ouvrir les yeux puisque, le même jour, celui-ci célèbre publiquement sa « merveilleuse intelligence de l’ordre international » et salue dans le traité russo-tchécoslovaque un « traité clair et fort, qui fixe, dès le présent et assure pour l’avenir, la conjonction de deux politiques contre la menace perpétuelle du germanisme[2] »…

Pourtant, depuis la visite de Vychinski à Alger, de Gaulle sait parfaitement ce qu'il en est des projets soviétiques en ce qui concerne l'Allemagne. D'ailleurs, ne les a-t-il pas justifiés en déclarant le 1er janvier, lors de la réception du corps diplomatique :

« Quelle que soit la cruauté du conflit qui ravage la terre, rien ne serait plus dangereux pour l'avenir de l'humanité que de le voir s'achever sans qu'en aient été supprimées les causes, c'est-à-dire, en premier lieu, les ambitions sans frein et les abus abominables de la force, imputables à ceux qui, en Europe et en Asie, en ont fait les règles de leurs actes, parce qu'ils sont les vices de leur nature[3]. »

Staline lance un avertissement à de Gaulle

Benes termine son tour d'horizon politique devant de Gaulle par la France et, plus précisément, par l'attitude du gouvernement soviétique à l'égard du CFLN.

« Benes, dit le compte rendu de l'entretien, ne cache pas que l'on a maintenant tendance à Moscou à adopter une attitude assez réservée à l'égard du Comité de la Libération. »

« La réserve des alliés anglo-saxons peut avoir provoqué cette attitude, reconnaît-il, mais il n'y a pas que cela… »

Cette précaution de langage lui servant d'entrée en matière, Benes en vient à l'essentiel :

« En réalité, on éprouve à Moscou quelques doutes sur les conditions dans lesquelles se poursuit l'évolution française. La France ira-t-elle jusqu'au bout de son rajeunissement ou va-t-on de nouveau se trouver en présence, en France, de deux groupes de forces à peu près égales qui se neutraliseront et qui paralyseront la politique du pays ? »

Pour métaphorique qu'il soit, ce terme de « rajeunissement » ne peut avoir dans l'esprit de Staline qu'une signification bien précise : rajeunissement = épuration + participation des communistes au CFLN. Et participation à leurs conditions.

En termes staliniens, la question se formule donc ainsi : de Gaulle va-t-il aller jusqu'au bout du processus qui conduit à instaurer un régime uniformément orienté à gauche ou va-t-il favoriser la résurrection d'une droite et d'une gauche de forces à peu près égales ?

L’avertissement de Staline au président du CFLN – *via* Benes – est donc sans équivoque : de Gaulle va-t-il ou non jouer le jeu que Moscou attend de lui ?

Que va faire de Gaulle ?

Ou plutôt, compte tenu de la nature de ses engagements antérieurs avec le PCF et de ses relations avec l’Union soviétique, que peut-il faire ?

Rien d’autre que ce qu’il fait aussitôt : le 3 janvier, il écrit aux membres de la délégation du parti communiste français à Alger, la lettre suivante :

> Messieurs les députés,
>
> Je vous remercie de la lettre que vous m’avez adressée le 1er janvier 1944 et où vous voulez bien m’assurer de votre volonté d’aider le gouvernement dans son œuvre de guerre et d’union nationale.
>
> Je suis heureux, à cette occasion, de vous dire toute la valeur qui doit être attribuée, dans la Résistance française sur tous les territoires français, à l’effort des Français communistes. Ceux-ci servent bien leur pays. Ils continueront à le bien servir en faisant passer le devoir national avant toute autre considération[4].

Par l’hommage une nouvelle fois répété à l’effort des communistes dans la Résistance, de Gaulle indique donc que ni le conflit qui l’a opposé aux communistes ni les invectives publiques de Marty à son endroit ne remettent en cause son offre de participation au CFLN. À condition toutefois qu’ils fassent passer le devoir national avant la question de la désignation des candidats communistes au gouvernement. En d’autres termes : qu’il garde, lui, de Gaulle, le droit de désigner qui bon lui semble…

Sous réserve de cette condition, l’alliance gaullo-communiste reste donc intacte dans l’esprit du CFLN.

Cette volonté d’alliance, les communistes ne vont pas tarder à la mettre à l’épreuve : dans sept jours, ils relanceront l’affaire Pucheu.

En attendant, les Soviétiques accentuent leur pression sur le CFLN. Le 5 janvier, Bogomolov se rend chez Massigli avec plusieurs exemplaires de journaux d’Algérie, notamment *L’Écho d’Alger* et *Les Dernières Nouvelles*, pour se plaindre en « termes assez déplaisants » des manchettes ou des articles dont la publication a été autorisée.

« La presse algérienne, dit-il, parle des frontières de la Pologne atteintes par l’Armée rouge. Elle présente des remaniements territoriaux déjà acquis en Europe orientale comme des revendications du gouvernement soviétique.

Elle attribue à Benes un rôle de médiateur entre Russes et Polonais qui peut faire sourire à Moscou… »

Bogomolov note en revanche qu'*Alger républicain* (journal communiste) a correctement indiqué que l'Armée rouge avait atteint les « anciennes frontières de la Pologne »…

« Je réponds à l'ambassadeur que je comprends son émotion mais qu'il ne faut rien exagérer, note Massigli. Le comité assouplit de plus en plus la censure et intervient de moins en moins dans l'expression des opinions sur la politique étrangère que l'on peut trouver dans la presse. Les titres ou les articles qui ont ému l'ambassadeur n'ont donc pas plus d'importance que les journaux ou les auteurs qui les signent. »

Bogomolov réplique que ces articles sont néanmoins importants en eux-mêmes. Ils sont transmis à Londres et la presse polonaise ne manquera pas d'en faire état pour insinuer que le comité ne reconnaît pas les changements territoriaux intervenus en Europe centrale.

Massigli reconnaît la valeur de l'argument et promet de s'occuper sans retard de la question, en faisant toutefois des réserves sur les conditions dans lesquelles la censure pourra intervenir.

« Le ton de Bogomolov, note le français, ne permet aucun doute sur l'importance que, du côté russe, on attribue à la question. Ayant constaté après le départ de Bogomolov que le *Stars and Stripes* d'aujourd'hui parlait également de l'entrée des Russes en Pologne [*sic*] et publiait une carte portant le tracé de la frontière polonaise, j'ai téléphoné à l'ambassadeur en attirant son attention sur le fait que la presse américaine d'Alger échappait à toute censure de notre part[5]. » Mais cela ne suffit manifestement pas à calmer le sourcilleux Bogomolov qui pressent de la part de De Gaulle la volonté de prendre ses distances avec le Kremlin et ses affidés et qui écrit derechef à Molotov : « De Gaulle défend la politique française impérialiste, ayant l'intention d'établir sa domination en s'appuyant sur ses propres ressources et non avec le soutien d'une puissance étrangère… De Gaulle a des intentions de nous faire brouiller avec les Anglais et grâce à cela d'augmenter son indépendance[6]… »

Le 10 janvier, donc, alors que de Gaulle parle – pour la première fois – du CFLN comme du gouvernement de la République française et qu'il célèbre la Résistance française, non seulement comme une « force de guerre » mais aussi comme une « force de renouveau », le journal communiste *Liberté* publie un manifeste réclamant l'ouverture immédiate

du procès Pucheu. Et le lendemain, joignant le geste à la parole, le communiste Grenier et les socialistes Gazier et Moch déposent une proposition de résolution qui affirme « la volonté de tous les Français résistants et patriotes de châtier sans délai la poignée de traîtres et de collaborateurs, en commençant par les responsables les plus haut placés ».

Devant cette montée de l'extrémisme que peut faire de Gaulle[7] ?

Comme le remarque Robert Aron, il ne peut plus ignorer trop ouvertement les réactions d'une opinion, composée en majorité de ceux dont il a besoin pour légitimer son pouvoir… « Il lui faut bénéficier entièrement du soutien de la Résistance quelle que soit son étiquette. En présence des Alliés et de l'opinion française, il ne peut pas envisager un désaccord, un conflit déclaré avec ceux dont il prétend incarner les aspirations et incarner le combat : s'il était désavoué par la Résistance ou par une partie des organisations représentatives du maquis, ce serait tout l'appareil, soigneusement édifié mais encore fragile à cette date, de sa "légitimité" qui risquerait de s'effondrer. Donc il ne peut pas contrer ouvertement les outrances de la Résistance, d'autant qu'elles vont en général dans le sens qui lui convient, qu'elle l'aident à éliminer ses adversaires[8]. »

À cet impératif s'en ajoute un autre pour de Gaulle : les Soviétiques, eux aussi, interviennent également en faveur d'une épuration rapide.

Rendant compte de son entretien avec le ministre tchécoslovaque Ripka, Dejean lui adresse le 13 ce télégramme :

> Les dirigeants soviétiques n'ont pas dissimulé leur inquiétude au sujet de la France. Ils paraissent frappés de la survivance de Vichy en AFN et se demandent dans quelle mesure le régime incarné par Pétain ne reflète pas les sentiments et les tendances d'une grande partie de la population française. Ils sont certainement moins portés qu'ils ne l'étaient il y a quelque mois à admettre que la capitulation et la collaboration n'ont été que le fait d'un petit nombre d'individus résolus à fonder leur fortune personnelle sur le malheur national. Ils se demandent en outre si les collaborateurs d'aujourd'hui, avoués, cachés ou faussement convertis, ne conserveront pas dans la France de demain une influence assez grande et s'ils ne chercheront pas à amorcer avec l'Allemagne une politique s'apparentant à celle que les vainqueurs de Versailles ont si fâcheusement adoptée à l'égard de l'URSS[9].

Des propos qui rappellent beaucoup ceux que Benes lui a tenus quelques jours plus tôt…

De Gaulle sent le danger d'une rupture d'alliance avec Staline, au moment où celui-ci vient de se déclarer officiellement en faveur du

démembrement de l'Allemagne. Il lui faut y parer au plus vite.

Comment ? En envoyant à Moscou un émissaire chargé de resserrer les liens. Pour cette mission de confiance, il dispose ou croit disposer de l'homme idoine : Pierre Cot, particulièrement bien vu des Soviétiques.

Le 15 janvier, Massigli écrit à l'ancien ministre du Front populaire : « J'attacherai du prix à ce que vous profitiez de votre voyage à Moscou pour vous rendre compte des idées que l'on peut nourrir dans les milieux officiels soviétiques en ce qui concerne l'avenir des relations avec la France. Il ne s'agit pas pour vous, bien évidemment, d'engager le comité en une matière aussi délicate à l'heure actuelle, mais il me serait précieux de connaître le sentiment que vous rapporterez de vos conversations ainsi que les suggestions qu'elles vous inspireront[10]. »

Entre-temps, le 12, de Gaulle a fini par rencontrer Churchill à Marrakech. Selon Queuille, de Gaulle, à ce qu'il dit au CFLN, en est sorti triomphant. « J'ai gagné la partie. » Et le compte rendu des Affaires étrangères confirme en effet que même si aucun résultat pratique, à l'exception d'un engagement assez net d'armer la Résistance française ne semble avoir été atteint, « l'Angleterre reconnaît expressément que la prééminence du général de Gaulle en France est inévitable ». Mais pour ce qui est des autres sujets abordés on reste sur sa faim. Or les deux hommes ont nécessairement parlé stratégie et des débarquements prévus. Est-ce à cela que Duff Cooper qui assistait au déjeuner fait allusion quand il écrit : « La conversation a duré près de deux heures ; Winston m'a paru admirable, et de Gaulle à la fois difficile et incompréhensif. À l'entendre, on eût dit qu'il était Staline et Roosevelt réunis[11]. »

Si tel est le cas, Duff Cooper a on ne peut mieux résumé la position stratégique gaulliste.

Est-ce aussi le sujet qui oppose le 17 Giraud d'une part, Le Troquer et de Gaulle d'autre part ? Il y a tout lieu de le penser, car on sait le commandant en chef particulièrement ferme sur l'autonomie des forces françaises ; or leur sujétion dans l'opération *Anvil* qui, de plus, n'est pas prioritairement stratégique à ses yeux, a tout pour lui déplaire. L'échange est violent. De Gaulle se drape dans sa dignité : « Vous vous permettez de me faire des observations ? — Mon petit de Gaulle, je vous en ai fait dans le passé, j'aurai sans doute à vous en faire dans l'avenir[12] », répond Giraud.

Lequel, il est vrai, a quelque raison d'être sûr de lui : depuis le 12 janvier où il a relevé le 6e corps américain, le CEF s'illustre dans les

opérations engagées à l'est du mont Cassin. Deux jours auparavant la division Monsabert et la 2e division ont atteint le fleuve Rapido et elles s'apprêtent à affronter la ligne Gustav qu'elles perceront le 25 avant de s'infiltrer au Belvédère. Ce qui vaudra au commandant en chef ce télégramme de Churchill : « Acceptez les félicitations pour la manière magnifique dont vos troupes combattent dans la présente bataille. C'est un réconfort de voir de fortes formations de l'armée française en ligne aux côtés des Britanniques et des Américains. Cela nous rappelle des temps anciens et c'est l'annonce des temps nouveaux. »

Thorez offre sa « loyale collaboration » au CFLN

Le 21 janvier, accompagné d'Arthur Ramette, Maurice Thorez vient rendre visite à Garreau. Il a tenu, lui dit-il, à venir « saluer le représentant de la France ».

L'entretien va durer deux heures.

À en croire Garreau, le secrétaire général du PCF exprime « en termes d'une vibrante sincérité sa foi dans la puissance du mouvement patriotique populaire qui a soulevé la France de la morne torpeur où l'avait plongée la catastrophe de 1940 et tentait de la maintenir l'action anesthésiante du régime vichyste ».

Le redressement de l'âme nationale s'affirme chaque jour davantage avec une vigueur et une détermination qui permettent d'envisager l'avenir avec confiance, dit Thorez. Le général de Gaulle et le comité tiennent en main le mouvement de la Résistance qu'ils doivent, par tous les moyens en leur pouvoir, galvaniser, armer, organiser comme une véritable armée en campagne, entraîner au combat immédiatement. Or la France, comme la Corse lui en a donné l'exemple, doit mobiliser toutes ses forces spirituelles et matérielles pour se libérer elle-même, condition indispensable à sa rentrée dans le monde comme grande puissance et à sa participation aux négociations de paix ainsi qu'à la réorganisation du monde d'après-guerre sur un pied d'égalité avec la plus forte nation alliée. En vue de réaliser cette tâche, l'union s'impose à tous les Français sans distinction de parti, de tendance politique, de confession ou de classe, qui veulent sincèrement chasser l'envahisseur, éliminer les éléments corrompus qui pactisent avec l'ennemi, extirper du pays le virus mortel qu'y développèrent les propagandes fasciste et hitlérienne. Dans ce but, le PC n'a cessé et cela avant Munich, alors que le danger d'agression allemande apparaissait déjà clairement, de faire appel au rassemblement de toutes les forces nationales, de tendre la main en particulier aux catholiques consciencieux et aux volontaires nationaux qui jouent aujourd'hui un si grand rôle dans la Résistance. L'absolue sincérité de cette attitude n'a pas toujours été comprise et il en est encore malheureusement beaucoup qui, par ignorance politique, par préjugé ou par paresse intellectuelle persistent à la mettre en doute. Tous devraient pourtant se rendre compte que dans l'état du monde, le parti communiste français ne peut pas ne pas vouloir, sur le plan de sa doctrine aussi bien que sur le plan national, l'union de tous les bons Français non seulement dans la lutte libératrice, mais encore dans l'œuvre de reconstruction de la France qui demandera un long et dur effort dans l'ordre et dans la paix intérieurs. C'est ce

programme d'action que le Comité central avait chargé Fernand Grenier d'aller exposer à Londres au général de Gaulle en même temps qu'il lui apportait la pleine adhésion du parti à la France combattante. Le général de Gaulle s'était déclaré d'accord et, depuis lors, cette identité de vue est demeurée la base de la coopération du PCF avec tous les mouvements de libération dont le comité a assuré la direction.

Garreau poursuit :

Après un vif éloge du général de Gaulle, Thorez m'a marqué son regret de ce que, semble-t-il, des considérations de forme et de procédure aient retardé jusqu'à ce jour la participation du PCF aux responsabilités gouvernementales du comité. Manquant d'informations précises sur le cours des négociations engagées à ce sujet, il ne s'expliquait pas qu'un accord ne fût aisément intervenu qui aurait donné plus de force et de cohésion au comité et coupé court à des vues d'ordre fantaisiste et tendancieuses d'après lesquelles, par exemple, le PCF aurait subordonné sa participation à des conditions jugées inacceptables ou décliné l'offre qui lui était faite de deux sièges dans le comité pour des motifs de procédure qui n'auraient été que prétexte à échappatoire.

C'est précisément pour mettre les choses au point et voir le général de Gaulle, m'a dit Thorez, que je désire me rendre à Alger. Je veux dire au président du CFLN, au nom du Comité central de mon parti, notre volonté de participer à ce comité qui est le véritable gouvernement de la France et d'y participer non pas jusqu'à la libération du territoire national, mais aussi pendant la période de reconstruction de l'après-guerre, période qui, dans l'état où se trouve la patrie, devra être assez longue. Mon parti ne songe pas à prendre le pouvoir ni maintenant, ni lors de la Libération, ni pendant la période de convalescence et de restauration du pays. Ce que nous voulons, c'est l'union de toutes les forces nationales dans l'œuvre qu'il nous faut accomplir en commun.

Sur le plan de l'épuration, continue Garreau, Thorez a témoigné d'une large indulgence à l'égard de ce grand nombre de Français qui, abusés par la propagande de Vichy, ne se plièrent aux consignes du Maréchal que par passivité ou par esprit de discipline sans apporter toutefois leur collaboration active et volontaire à l'occupant. Ce sont les vrais responsables d'en haut qui devraient être frappés vite et dur. Les lenteurs apportées au châtiment exemplaire d'un Pucheu ne peuvent que déconcerter le peuple de France et décourager son élan.

Après avoir rapporté longuement les paroles du dirigeant communiste, Garreau livre son propre commentaire :

Les propos de Thorez m'ont donné l'impression qu'il a cru devoir se manifester personnellement après avoir disparu pendant trois années dans une ombre impénétrable et préciser lui-même au CFLN la ligne de son parti sur le plan du redressement national puisqu'il estime indispensable et urgent de ne laisser aucune place à l'équivoque et au doute dans les rapports entre les forces françaises de la Résistance dont l'union doit être totale.

Si j'ai bien compris sa pensée, il ne s'agit pas, pour le PCF, dans cette phase décisive de la guerre et de la longue période d'efforts qu'exige la restauration de la puissance française, de poursuivre isolément une action partisane en vue de la réalisation prochaine de son programme doctrinaire. Profondément réaliste, le PCF sait fort bien s'adapter, ainsi qu'il l'a tant de fois montré, aux nécessités du moment. Or la nécessité aujourd'hui est de gagner la guerre et demain de remettre la France sur pied. Toute considération de doctrine ou de parti doit être subordonnée à cette nécessité. L'offre de loyale collaboration avec tous les éléments de résistance et de participation à l'action gouvernementale du CFLN est donc certainement sincère. D'autant plus sincère que l'intérêt vital de l'URSS, seconde patrie spirituelle de tout communiste, exige la reconstitution immédiate non

seulement d'une forte France démocratique en Europe, mais aussi de la puissance impériale française non moins indispensable au rétablissement de l'équilibre mondial[13].

Concernant l'Empire français, la conférence de Téhéran a montré quel sort les États-Unis et l'URSS lui réservent mais, décidément bon avocat de la cause du PCF, Garreau adresse, le 23, cette précision à de Gaulle : « Thorez m'a affirmé que la volonté indiscutable de son parti est non seulement de soutenir l'action du comité mais de prendre part à ses responsabilités de gouvernement aussi bien pour la période de transition qu'au stade de reconstruction. Cette situation définit un degré de l'union auquel n'est encore parvenu aucun des pays occupés, y compris celui où entre les deux guerres, les rapports des communistes avec le gouvernement ont toujours été des plus confiants[14]. »

Ce même 23 janvier, le capitaine Camille Larribère quitte Alger pour la France sur l'ordre de Giraud. Médecin, Larribère est également communiste.

Victime de l'air du temps, Giraud, à son tour, flirterait-il avec le PCF ?

En réalité, le commandant en chef reste fidèle à sa logique : pas plus hier qu'aujourd'hui, il ne s'agit de traiter politiquement avec les communistes qui, par ailleurs, ne cessent de dénoncer ses « tendances vichystes »[15]. Strictement militaire, la mission qu'il confie à Larribère – qu'il connaît d'ailleurs personnellement pour l'avoir eu sous ses ordres dans sa compagnie lors de la Grande Guerre – s'inscrit dans la perspective d'un débarquement allié en France : il s'agit de prendre contact avec les FTP et de les informer de ce que les forces armées attendent d'eux. Et, conjointement, de recueillir un bilan le plus précis possible des effectifs et de l'armement des FTP. Peut-être aussi d'avoir par leur canal (comme il semble en avoir déjà eu grâce à eux) des nouvelles de sa propre famille dont il ignore le sort.

En cette fin janvier 1944, de Gaulle s'apprête à se rendre à Brazzaville pour y tenir une conférence qui groupe les territoires français d'Afrique, première étape vers l'Union française. Un échange de correspondance entre Palewski et le commandant de Courcel révèle que le président du CFLN « se réserve de répondre lui-même au télégramme de Garreau relatif à

M. Maurice Thorez » et qu'« il demande qu'aucune réponse ne lui soit faite avant son retour[16] ».

Mais à son retour, de Gaulle ne se presse pas de répondre.

Déjà ulcérés par l'annonce, le 1er février, de la création des FFI qui ont pour but de regrouper toutes les forces armées de la Résistance sous les ordres du général Koenig, les communistes décident alors de mener diverses offensives visant à affaiblir le lien institutionnel entre de Gaulle et la Résistance métropolitaine.

Stéphane Courtois fait état d'une lettre du PCF aux membres du CFLN dénonçant des responsables de la Délégation générale qui par « anticommunisme auraient transmis à Alger des rapports mensongers » sur le PCF, condamnant également l'absence de liaison entre la Résistance et le CFLN et entre les divers groupements de la Résistance et leurs représentants au sein de l'Assemblée consultative, et réclamant des liaisons directes (c'est-à-dire hors du BCRA et de la Délégation générale) entre le CNR et le CFLN. Le PCF incite enfin le CFLN à procéder à certains changements de façon que « les fonctionnaires de la Résistance soient au diapason des combattants de la Résistance ». Appel non déguisé, note Courtois, à mettre en place à la Délégation générale des hommes qui lui agréent[17]…

Parallèlement, le 9 février, à l'Assemblée consultative d'Alger, André Mercier s'insurge contre la non-participation des communistes à la commission de réforme de l'État. On s'efforce, accuse-t-il, de ne pas donner aux communistes la place qui leur revient…

Le 11, *L'Humanité* prévient :

> Ceux qui veulent limiter la riposte du peuple français à la seule Haute-Savoie ont une singulière conception des nécessités de la lutte dans les circonstances actuelles. À la vérité, c'est partout que les patriotes doivent intensifier leur action contre les traîtres et les tueurs de Darnand. À l'attaque des terroristes de Darnand-Pétain-Laval-Henriot, il faut répondre en intensifiant l'action dans tout le pays. Alerte aux patriotes, l'heure de l'action plus vigoureuse, plus audacieuse, a sonné, et la pire des fautes que les Français pourraient commettre en ces heures graves ce serait de rester dans l'inaction. C'est le moment de dire avec Foch : « De toutes les fautes, une seule est grave, c'est l'inaction ! »

Cette surenchère à la lutte armée inquiète de Gaulle qui, dans son jeu avec le PCF, a déjà utilisé beaucoup de cartes. En ce début de 1944, il ne lui en reste guère que deux : l'épuration pour se le concilier, la carte Thorez pour le tenir à distance. Laquelle va-t-il jouer ?

Le 22 février, il adresse à Garreau ce télégramme « très secret » :

Le gouvernement a pris connaissance de votre télégramme concernant vos conversations avec Maurice Thorez. Voici les décisions prises à ce sujet :

1) Maurice Thorez ne doit pas se rendre en Afrique du Nord. Ce n'est naturellement pas là une mesure visant le parti communiste lui-même. Le gouvernement considère en effet les Français communistes exactement au même titre que les autres et se félicite de l'action de résistance qu'ils mènent comme beaucoup d'autres sur le territoire national avec une grande ardeur et de lourdes pertes. Mais l'estime que nous avons pour les combattants communistes ainsi que pour ceux qui proviennent d'autres organisations, ne saurait nous empêcher de tenir compte des tenants et aboutissants des personnes.

La présence de Maurice Thorez en Afrique du Nord serait inopportune en raison des remous qu'elle soulèverait dans de larges couches de l'opinion. En outre, Thorez a déserté les drapeaux au début de cette guerre et trouvé d'abord abri sur le territoire ennemi. Ces faits obligeraient l'autorité militaire à le traduire devant la justice.

2) Pour ce qui concerne la participation éventuelle d'éléments communistes au gouvernement, j'y demeure entièrement favorable. Mais, du moment où il m'appartient de constituer le Comité de la Libération nationale, je n'entends donner au parti communiste pas plus qu'à aucun autre parti ni à aucune autre organisation un privilège à l'intérieur du gouvernement. En particulier, il n'appartient pas au parti communiste de désigner lui-même les ministres de son obédience politique. Un gouvernement démocratique est une équipe d'hommes solidaires les uns des autres et collectivement responsables non point devant tel ou tel parti, mais devant la souveraineté nationale. Or, comme vous le savez, la délégation du parti communiste à Alger prétend m'imposer les membres communistes du gouvernement en les choisissant elle-même. Éventuellement, elle pourrait aussi les retirer. Cette situation serait incompatible avec l'exercice même du gouvernement.

Vous pourrez évoquer ces divers points dans une conversation éventuelle avec Maurice Thorez sans paraître y attacher une importance excessive[18].

Quelles que soient les précautions oratoires dont elle s'accompagne, la position de De Gaulle sur le cas Thorez reste donc ferme. Le président du CFLN n'entend pas brûler sa dernière carte maîtresse. Mais pour ne pas risquer l'affrontement avec les communistes il lui faut céder sur le reste : le 17 février, la demande d'une instance en récusation du général Tubert, communiste, présentée par les avocats de Pucheu a été écartée sans examen sur le fond, au motif que Tubert est le seul officier général instructeur près le tribunal d'armée et qu'il n'est pas possible de le remplacer…

Staline accentue sa pression sur de Gaulle

Ce bras de fer avec les communistes français se double pour le président du CFLN d'une série de pressions soviétiques qui vont se multiplier tout au long du mois de février.

Le 11 janvier déjà, quand le Kremlin s'est prononcé officiellement en faveur du démantèlement de l'Allemagne, Dejean a aussitôt prévenu : « En ce qui nous concerne, l'importance croissante de l'URSS en Europe et dans le monde doit nous inciter à entretenir avec elle les rapports les plus loyaux

et les plus confiants et à établir avec la Russie au fur et à mesure de nos possibilités une collaboration aussi étroite que possible dans les domaines politique, économique et militaire. À cet égard, nous ne devons pas perdre de vue que les Soviets ne nous feront confiance que dans la mesure où ils auront l'impression que la France nouvelle n'a rien de commun avec Vichy et que sa politique européenne est essentiellement orientée comme celle du Kremlin vers l'élimination du péril allemand[19]. »

Une manière d'inviter de Gaulle à prendre parti à son tour publiquement en faveur du démantèlement de l'Allemagne et à engager une épuration radicale des éléments les plus représentatifs de Vichy.

Ne voyant rien venir, le Kremlin s'impatiente et relance Dejean qui, le 5 février 1944, par une note intitulée « L'URSS et le danger allemand », presse le président du CFLN de durcir sa position tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur :

> Que la France nouvelle rompe complètement les amarres avec Vichy et avec tout ce que Vichy a signifié au point de vue extérieur et intérieur ; plus la cassure sera nette, plus il sera facile à la France de recouvrer la confiance de ses grands partenaires internationaux.
>
> Que la France nouvelle adopte à l'égard du Reich une ligne politique bien tracée, orientée sans ménagement ni équivoque vers la destruction durable de la puissance allemande. Cette attitude devrait être définie avec d'autant plus de clarté qu'il est indispensable de liquider tous les soupçons que le triste chapitre de la collaboration avec l'ennemi inauguré par Pétain peut faire peser sur notre pays.
>
> En définissant ainsi sa position au sujet du problème allemand, la France aiderait les puissances anglo-saxonnes à triompher de leurs doutes et de leurs hésitations sur la conduite à adopter à longue échéance à l'égard du Reich. Elle contribuerait efficacement à dissiper les méfiances tenaces et dans une certaine mesure compréhensibles des Soviets à l'égard des Britanniques et des Américains et à réaliser entre la Grande-Bretagne, les USA et l'URSS, l'entente durable indispensable à la reconstruction du monde dans la sécurité et la prospérité[20].

En clair et en termes plutôt brutaux, les Soviétiques, par l'intermédiaire du très complaisant Dejean, invitent de Gaulle :

– À rendre irrémédiable la coupure entre Vichy et le régime nouveau né de la Résistance, Vichy servant en l'occurrence de fourre-tout commode regroupant toutes les forces de droite comme de gauche pouvant faire obstacle à la gauchisation de la société.

– À faire sans tarder cause commune avec le Kremlin en ce qui concerne le sort de l'Allemagne afin d'inciter les Anglo-Saxons à en faire autant. Mais il faut remarquer au passage l'habileté de Staline : ainsi que la

conférence de Téhéran l'a montré, seuls les Britanniques s'opposent – dans une certaine mesure – au démantèlement de l'Allemagne, dont les Américains sont plus que partisans puisqu'il s'agit même d'un projet dont la paternité revient à Roosevelt. En laissant croire aux Français que les Américains sont aussi hésitants que les Anglais, Staline mise sur l'hostilité de De Gaulle à l'égard de la Maison Blanche afin d'amener le président du CFLN à réagir vite et dans le sens souhaité…

Il n'aura pas longtemps à attendre.

De Gaulle réagit en effet sur les deux plans, intérieur et extérieur.

Le 7 février, il annonce à Pierre-Bloch son intention de faire juger par contumace Darnand, les miliciens et les magistrats qui acceptent de siéger ou de requérir en cour martiale contre les patriotes poursuivis pour des actes de résistance. Donnant ainsi le coup d'envoi et un tour immédiatement concret à la machine épuration. Mais il importe pour Moscou que de Gaulle ne s'arrête pas en chemin et, le 12, Vychinski en personne monte à son tour au front en soupçonnant un récent accord financier franco-anglais (signé par Mendès France au début du mois) d'avoir un caractère politique de plus vaste portée et, bien sûr, hostile à Moscou. Surpris par cette accusation contre un accord dont il ignore tout, le pro-soviétique Garreau ne sait quoi répondre mais, fidèle à lui-même, met cette opération au compte des adversaires de l'Union soviétique au sein du CFLN. Une fois son interlocuteur dans le piège, il est alors facile au redoutable procureur des procès truqués de se montrer grand seigneur et de déclarer que l'URSS est « résolue de donner à l'avenir comme elle l'a donné dans le passé, sans condition, tout son appui à la France en guerre contre l'Allemagne ». Toutefois, il le précise avec une nuance qui ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd : « Quoi qu'il en soit, nous avons pleine confiance dans le peuple français et en l'avenir de la France. L'Allemagne va être détruite et la destruction de l'Allemagne signifie le redressement et la grandeur de la France sur le continent européen[21]. »

Sous-entendu : dans ses relations avec la France, le Kremlin a le choix entre celui qui prétend la diriger ou le parti communiste français, « avant-garde » de la classe ouvrière française et totalement aux ordres de Moscou. En bref, c'est une sorte de rappel de son « engagement continental » qu'est ainsi adressé au président du CFLN. Face aux enjeux de sécurité qui vont surgir à la fin de la guerre en Europe, il faudra choisir son camp : l'entente franco-soviétique ou l'entente occidentale et plus particulièrement l'entente

franco-anglaise avec pour partenaire ce Churchill qui ne cesse de faire des ennuis à Moscou en agitant les questions polonaise et balkanique !

Message reçu : le 17, à peine remis d'une foudroyante crise de paludisme (dont l'ont sorti les docteurs Lichtwitz et Lacroix), de Gaulle, nous l'avons vu, relance le procès Pucheu que réclament les communistes à cor et à cri. Mais il n'en a pas pour autant fini avec l'escalade et, cette fois, le message prend la forme d'un camouflet : quelques jours plus tard, le 24 février, dans son discours prononcé lors de l'inauguration de l'exposition photographique « Leningrad-Stalingrad » due, on s'en souvient, aux efforts empressés de Bonnet, Bogomolov s'abstient de citer le CFLN et vante, en revanche, l'« amitié profonde et durable » des trois Grands… Dès le lendemain, 28, de Gaulle écrit à Massigli :

L'évolution de la situation et notamment la position prise publiquement par l'URSS le mois dernier et qui vise le démantèlement de l'Allemagne m'amènent à penser que le gouvernement doit fixer dès maintenant son orientation générale quant au règlement de la question allemande. Il y aurait lieu que le comité fût saisi par vous, dans le moindre délai possible, des éléments essentiels du problème, notamment en ce qui concerne le sort de la Rhénanie si l'effondrement du Reich venait à poser cette question.

J'estime qu'il conviendrait que votre rapport sur les clauses de l'armistice avec l'Allemagne fût complété par une note qui exposerait notamment :

1) Les conditions stratégiques et économiques dans lesquelles la « séparation » de la Rhénanie et de l'Allemagne placerait la France, la Belgique, les Pays-Bas et l'Angleterre.

2) Les conditions dans lesquelles pourrait vivre une Rhénanie séparée du Reich fédérée avec l'Ouest au point de vue stratégique et économique.

Bien entendu, par le terme Rhénanie, il convient de comprendre non seulement la rive gauche du Rhin mais aussi les territoires qui, sur la rive droite, en sont le complément stratégique et économique […]. Dans l'étude des répercussions qu'aurait une telle éventualité sur les pays occidentaux, il y aurait lieu de considérer que le rattachement de la Rhénanie à un bloc occidental, aux points de vue stratégique et économique, serait lié à la réalisation d'une fédération stratégique et économique entre la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, fédération à laquelle pourrait se rattacher la Grande-Bretagne[22].

Jusque-là, de Gaulle s'était contenté d'acquiescer au projet de démantèlement de l'Allemagne tel que l'avait formulé Vychinski lors de sa visite à Alger, mais l'élément nouveau qui apparaît ici clairement est que, dans son esprit, la France doit prendre sa part du territoire allemand voué au démantèlement. Toutefois, il ne semble pas avoir conscience que son intention d'intégrer la Rhénanie dans une fédération composée de la France, de la Belgique, du Luxembourg, des Pays-Bas et, éventuellement, de la Grande-Bretagne, peut être mal vue du Kremlin. En tout cas, une chose est certaine : cette idée de fédération qu'il a émise pour la première fois le 18

août 1943 lors de son exposé sur la politique internationale semble depuis s'être précisée puisqu'il n'hésite pas à parler de « bloc occidental ». Une expression qui connaîtra plus tard une grande fortune.

Entre-temps il est vrai, le président du CFLN aura manifesté une certaine distance à l'égard de Moscou en décernant la croix de guerre au général Mihaïlovitch, le rival de Tito à la tête de la Résistance yougoslave. Maigre consolation pour celui que le choix du lieu du second front condamnera à mort.

Mais sans doute pour atténuer l'audace de ce geste, il a décidé le même jour de célébrer le 26e anniversaire de l'Armée rouge par des prises d'armes à Alger et dans les autres villes d'Afrique du Nord.

Une nouvelle qui, selon Garreau, a causé à Moscou une « vive satisfaction[23] »… D'autant qu'elle s'est accompagnée de ce télégramme de De Gaulle à Staline : « En ce 26e anniversaire de l'Armée rouge dont la France suit avec enthousiasme la lutte victorieuse sous votre commandement suprême, mon pays dit à l'Union soviétique, camarade dans le même combat, sa résolution inébranlable de contribuer par tous les moyens en son pouvoir à l'écrasement de l'Allemagne notre commune ennemie. »

Le Kremlin ne veut pas de Palewski

Pour donner aux relations gaullo-soviétiques un caractère plus diplomatique, de Gaulle envisage même de remplacer Garreau.

Le 29 février, il fait adresser ce télégramme à son délégué en URSS :

> La nécessité de réorganiser sur des bases nouvelles la délégation du CFLN en URSS et le désir d'être représenté à Moscou par une personnalité ayant été mêlée à notre action gouvernementale au cours des derniers mois ont conduit le comité à estimer désirable la nomination d'un nouveau délégué auprès du gouvernement soviétique. Le choix du comité s'est porté sur Gaston Palewski, directeur de cabinet du général de Gaulle, qui recevra rang d'ambassadeur. J'ai demandé pour lui l'agrément du gouvernement soviétique par l'entremise de M. Bogomolov. Dans ces circonstances, je tiens à vous adresser les remerciements du comité ainsi que les miens personnels pour la manière dont vous vous êtes acquitté de la mission qui vous avait été confiée. Arrivé en URSS dans des conditions fort délicates, vous avez su vous créer rapidement une position remarquable, et avez largement contribué à l'établissement des relations cordiales qui se sont nouées avec le gouvernement de Moscou. Les informations que vous avez recueillies au cours de cette mission ont d'autre part été précieuses pour l'orientation de notre politique. Vous avez rendu ainsi de grands services[24].

Le choix de Gaston Palewski ne satisfait cependant pas le Kremlin. Bogomolov le dit sans ambages à Massigli :

« Le gouvernement de l'URSS ne consent pas à donner son agrément à M. Palewski en qualité de représentant plénipotentiaire du CFLN à Moscou. La raison du gouvernement soviétique est la suivante : il ne veut pas avoir en qualité de représentant plénipotentiaire du Comité français une personne pareille à M. Van Kerkhove, représentant du gouvernement belge à Moscou, dont la question du rappel a déjà été soulevée auprès du gouvernement belge par le gouvernement soviétique par suite de ses sentiments hostiles à l'URSS. Le gouvernement soviétique ne voudrait pas que pareil cas arrive avec le représentant du CFLN, et c'est pourquoi il ne veut pas donner un agrément pour cette nomination. »

Massigli prend acte de cette communication, mais précise qu'il n'en comprend pas le sens.

« Personne, ajoute-t-il, ne peut soupçonner M. Palewski de sentiments hostiles envers l'URSS. Jamais, d'ailleurs, le comité n'aurait songé à envoyer un représentant qui aurait été animé de tels sentiments. Pouvez-vous donc me préciser les raisons de l'attitude de votre gouvernement ? »

Bogomolov se défile :

« Je ne suis pas en mesure de le faire. Je n'ai reçu que le texte de la communication que je vous transmets.

— Je vous prie dans ce cas de vous renseigner à Moscou et de me faire part confidentiellement de la réponse que vous recevrez, insiste Massigli.

— La réponse de mon gouvernement est très soigneusement rédigée, réplique Bogomolov. Elle ne porte aucune accusation contre M. Palewski. Elle dit en même temps ce qu'elle veut dire. Il ne serait pas opportun, je crois, de poser cette question à Moscou. »

Lors d'une nouvelle rencontre, Massigli indique à Bogomolov qu'il a fait part au général de Gaulle de sa communication et qu'il ne doit pas lui cacher qu'elle a aussi péniblement surpris le Général que lui-même…

« Il est particulièrement désagréable au Général de penser que son collaborateur le plus immédiat est considéré à Moscou comme un adversaire de l'Union soviétique, lui dit-il. Le Général est donc fondé à connaître avec plus de précision les griefs que l'on nourrit contre Palewski. Je vous prie une nouvelle fois de demander à votre gouvernement de vous préciser quels sont ces griefs.

— Le Général aurait tort de voir dans la décision de mon gouvernement une critique dirigée contre lui-même, répond Bogomolov. La communication que je vous ai faite a parfaitement précisé la question : nous sommes en présence d'une décision définitive et il ne servirait à rien de demander des précisions à Moscou. »

Avec beaucoup d'insistance, rend compte Massigli, l'ambassadeur m'a redit que cela ne ferait que donner à l'affaire un tour plus désagréable et que mieux valait nous en tenir là. Comme pour mieux marquer que j'étais en présence d'une décision bien arrêtée, l'ambassadeur a immédiatement enchaîné. Sans presque me laisser le temps de répondre, il m'a posé une question directe sur l'or polonais : « Est-il exact, comme l'indiquent certains journaux américains, que vous ayez remis au gouvernement polonais l'or confié par lui antérieurement à la France ? » J'ai répondu que la nouvelle ainsi présentée n'était pas tout à fait exacte. Il ne s'agit pas d'une nouvelle affaire, mais de l'exécution d'engagements pris il y a longtemps. Bogomolov d'un ton acide a marqué son étonnement que nous considérions le gouvernement actuel de la Pologne comme représentant ce pays. J'ai répondu que la promesse de remettre au gouvernement polonais l'or confié en 1940 au gouvernement français avait été faite dès 1942 par le général de Gaulle, qu'elle avait été renouvelée en 1943 lors de la reconnaissance du comité par la Pologne. Au surplus, il ne s'agit pas d'un arrangement avec le gouvernement polonais : il s'agit de la remise à la banque de Pologne d'un dépôt qui lui appartient. Bogomolov ne cache pas que l'affaire lui semble déplaisante, d'autant plus que l'ambassadeur soviétique a eu connaissance d'une affaire qui l'intéressait par les journaux américains.

J'ai répliqué, conclut Massigli, que l'affaire était ancienne, qu'il n'y avait aucune raison particulière d'en tenir le gouvernement soviétique informé. Au surplus, j'allais revoir le dossier et j'étais tout disposé à fournir à l'ambassadeur les plus complètes précisions. J'ignorais d'ailleurs si, en fait, la remise du dépôt était déjà effectuée. J'ai enfin fait remarquer que notre action se bornait à rendre, à ceux-là mêmes qui les avaient remises à la France des caisses qui n'avaient cessé d'appartenir à l'institution de crédit qui nous les avait confiées.

Au terme de ces échanges proprement surréalistes, mais qui en disent long sur la façon dont le Kremlin conçoit la diplomatie, la question se pose de savoir quelle est la véritable raison du rejet de Palewski par Moscou ?

À première vue on pourrait penser que Staline rend la monnaie de sa pièce à de Gaulle qui refuse de laisser venir Thorez à Alger. Mais selon Pierre Cot, alors en mission à Moscou et particulièrement bien en cour depuis 1933 auprès des Soviétiques, ces derniers lui auraient dit : « Pourquoi nous envoyer un homme qui, à cause de son origine, risque de nous poser un problème délicat ? »

Il serait donc injuste selon moi, écrit Pierre Cot à Massigli, d'attribuer un sens de politique générale à un geste que suffit à expliquer l'extrême sensibilité du Russe pour tout ce qui touche de près ou de loin à la Pologne. Il est certes normal que cet incident provoque à Alger quelque amertume, mais il s'est produit à un moment où nous devons user de beaucoup de ménagement envers l'URSS. J'ai en effet été frappé de trouver ici un climat beaucoup moins favorable qu'on ne

pourrait le croire. Au cours de nos conversations, des interlocuteurs touchant de près aux dirigeants soviétiques ont même exprimé la crainte de voir se modifier dans le sens d'un éloignement de l'URSS la ligne générale de la politique française. Dans ces conditions, il convient sans doute d'apporter beaucoup d'attention à chacune des affaires si minimes qu'elles paraissent que nous ayons à traiter avec Moscou. Si le gouvernement de l'URSS a, même à tort, l'impression qu'un accès de mauvaise humeur se mêle à notre attitude notre position ici s'en trouverait affaiblie.

Analyse précieuse de la part d'un homme dont on apprendra plus tard qu'il était en relation suivie avec le NKVD[25].

L'« affaire Thorez » ne semble donc être pour rien dans l'« affaire Palewski ».

Lequel Thorez ne décolère pas contre la mesure d'ostracisme dont il est l'objet. Dans une lettre adressée, le 1er mars, à Garreau, il proteste contre une décision qui « porte préjudice à la cause de l'union nationale aux heures graves où se décide l'avenir de la France ». « Cette mesure injuste du CFLN, si elle était maintenue, réjouirait certainement les ennemis du peuple de France, écrit le secrétaire général du PCF. Elle affligerait par contre les patriotes qui ne partagent point certaines préventions et rancunes envers un parti et des hommes qui ont donné tant de gages de dévouement à la France et à la République. »

Mais les communistes n'ont pas l'habitude de s'en tenir à des protestations. Et ils font aussitôt feu de tout bois : d'abord ils reprennent leur campagne contre l'anticommunisme[26], puis ils relancent le jeu de bascule entre les deux généraux, enfin ils tentent d'élargir les prérogatives du CNR dont ils publient le 15 mars le « programme ».

Inspiré sinon rédigé par le kominternien Villon, ce « Programme d'action de la Résistance » comporte dans sa première partie (intitulée « Plan d'action immédiate ») un double appel aux Américains et au CFLN pour que la Résistance reçoive enfin les armes dont elle a besoin. Puis il insiste sur la nécessité de l'union mais, surtout, sur l'importance de l'insurrection nationale. Or, dès sa parution, le programme du CNR est présenté comme engageant toute la Résistance française, y compris le CFLN et de Gaulle…

Légitimité « populaire » contre légitimité gaulliste

Concrètement, les communistes cherchent encore à phagocyter les Comités départementaux de la Libération (CDL) pour doubler les autorités

désignées par Alger et pour s'emparer des pouvoirs départementaux à la faveur de l'insurrection nationale qu'ils ont pour mission de préparer.

À ces CDL, ils adjoignent des Comités locaux de la Libération (CLL) et les milices patriotiques chargées de devenir en quelque sorte les forces de maintien de l'ordre des CDL. « Ainsi, remarque Stéphane Courtois, tout en maintenant la stratégie d'alliance, le PCF conteste de plus en plus la politique gaulliste sur un certain nombre de points qui touchent directement à l'organisation de l'État et du pays à la Libération. Par là, il cherche à établir les futurs éléments de prise du pouvoir. »

Jouant à fond du principe de bipolarisation de la Résistance, les communistes tentent donc en ce mois de mars de promouvoir une légitimité « populaire » face à la légitimité gaulliste.

Conflit de légitimités, alors même que le procès Pucheu, qui s'ouvre à Alger le 3 mars, révèle publiquement l'étroite complicité gaullo-communiste[27].

C'est le 11 septembre 1943, quelques jours après que le CFLN a décrété d'accusation tous les membres du gouvernement de Vichy, que Florimond Bonte, dans un article intitulé « Aux Actes » publié par l'hebdomadaire communiste *Liberté*, a donné le signal de l'offensive contre l'ancien ministre de l'Intérieur :

> Il s'agit maintenant, ici même, sur place, en Afrique, de tirer les conséquences logiques de la ferme attitude du Comité français. Il s'agit de procéder sans délai aux actions de justice nécessaires contre les malfaiteurs résidant en Afrique qui ont fait partie des pseudo-gouvernements formés par Pétain, qui ont capitulé, porté atteinte à la Constitution républicaine, livré des travailleurs français aux Allemands, fait combattre des forces françaises contre les Alliés ou contre les Français en lutte pour la liberté. Pucheu est dans ce cas, Derrien est dans ce cas, d'autres encore sont dans ce cas. […] Ici, les circonstances non seulement permettent mais exigent l'action immédiate, sévère, implacable de la justice, affaire d'État de la République[28].

En lançant cette charge contre Vichy, le parti communiste qui a lui-même entretenu le défaitisme lorsque les panzers déferlaient sur la France, provoqué des sabotages dans les usines de guerre, appelé à la fraternisation avec l'occupant et qui n'est entré dans la guerre que lorsque l'URSS s'y est trouvée jetée par la volonté d'Hitler, a, bien entendu, voulu tester de Gaulle. Celui-ci s'est tu. Alliance oblige…

Dès lors, le PCF a su qu'il avait le feu vert.

Le même numéro de *Liberté* comprenait d'ailleurs un article consacré à Pucheu, l'accusant pêle-mêle et sans preuves d'avoir « présidé

personnellement aux odieuses tortures physiques infligées à Georges Politzer », d'avoir lui-même dressé la liste des otages de Chateaubriant, etc.

Depuis, la violence est allée crescendo : le 30 septembre, *Liberté* a publié un « Acte d'accusation » signé des vingt-sept députés communistes puis, le 7 octobre, une « Contribution à un acte d'accusation ».

Le 30 novembre, c'était le tour d'*Alger républicain*, également communiste, de relayer *Liberté* avec un titre accrocheur : « Comment Pucheu regarda torturer l'écrivain Politzer ». Le journal reproduisait un document anonyme qui se terminait par ces mots : « Nous demandons ensemble que le châtiment d'un Pucheu légitime la confiance que nous portons au nouveau gouvernement de la France. Au nom des martyrs, leur témoin. »

Une façon nette de dire au CFLN qu'il ne sera « légitime » aux yeux des communistes que dans la mesure où il participera au châtiment de l'ancien ministre de Vichy.

Le 2 décembre, nouvelle attaque dans *Liberté* sous le titre : « Pucheu, Bergeret, Derrien, trois noms, trois canailles, trois bandits ». L'article débutait ainsi :

> Qu'est-ce qu'on attend donc pour faire justice et leur infliger un châtiment exemplaire ? […] Des « attentistes », des conciliateurs, des « apaiseurs » proclament, pour gagner du temps, qu'il faut enquêter, procéder, légaliser et je ne sais quoi encore. On bavarde, on parlote, on discourt, on tient même des séances à huis clos à l'Assemblée consultative provisoire. Résultat : néant. Est-ce que la cause n'est pas depuis longtemps entendue ? Est-ce que ces individus n'ont pas collaboré en temps de guerre avec l'ennemi ? Tout le monde sait bien que oui. Alors encore une fois, qu'est-ce qu'on attend ? Qu'ils se soient engraissés comme des porcs dans leur résidence actuelle avec les bons repas qu'ils reçoivent de l'extérieur[29] ?

Jusque-là, seuls les journaux communistes ont mené campagne pour l'ouverture du procès de Pucheu. Mais à partir du 13 février, le journal *Combat*, dirigé par René Capitant, s'est mis de la partie : « Pucheu, peut-on y lire, n'est toujours pas jugé. Pucheu n'est toujours pas exécuté. Que faisons-nous donc à Alger, nous les hommes de la Résistance ? »

Capitant, dont on connaît les liens avec de Gaulle, a-t-il agi sur ordre ? Une chose est sûre : il n'a pas agi en la matière sans avoir consulté qui de droit et reçu le feu vert. Quelques jours plus tôt, on s'en souvient, une certaine note de Dejean « conseillait » le président du CFLN de durcir sa position sur le plan intérieur…

L’intervention du journal gaulliste marque un tournant décisif dans l’affaire, car il ne se contente pas de venir en renfort des communistes pour demander l’ouverture du procès : il réclame purement et simplement l’exécution de l’ancien ministre de l’Intérieur de Vichy…

« Il est particulièrement intéressant de constater, écrit le bâtonnier Paul Buttin qui assura la défense de Pucheu, que ce même numéro de *Combat* renferme sur un autre sujet un long article du général Tubert, qui était un des animateurs du journal et qui fut le propre juge d’instruction de M. Pucheu. Choisir comme juge d’instruction l’un des directeurs d’un journal qui réclame la mort de l’inculpé : c’est assez typique du “climat” d’Alger en fin 1943[30]. »

L’initiative du journal gaulliste vient bien de haut ainsi qu’en témoigne le général Jean Valette d’Osia, l’un des créateurs de l’Armée secrète de Haute-Savoie qui, débarquant à cette époque à Alger, raconte : « Une de mes premières visites fut pour mon camarade de collège, François de Menthon, commissaire à la Justice, auquel je pouvais apporter des nouvelles relativement récentes (quatre mois) de sa femme et de ses enfants. Reçu amicalement, il me dit au cours de sa conversation : “Cela t’intéresse-t-il de voir la sentence du procès Pucheu ?” Le procès ne devait s’ouvrir que dans quelques jours ; la sentence était-elle déjà arrêtée ? Avant tout débat !… C’était un verdict de mort ! Je rendis le papier à Menthon, en lui demandant : “Mais les juges ? — Oh, les juges !… Ils ont été choisis[31] !” »

Définitivement assurés du soutien gaulliste, les communistes font alors campagne pour l’exécution.

Le 9 mars, en plein procès, *Liberté* publiera un article du député communiste Jean Cristofol intitulé : « Condamné par le Conseil national de la Résistance siégeant en France, Pucheu doit payer ses crimes de trahison, de forfaiture, d’assassinat, du châtiment suprême : la mort. »

Le même jour, le journal gaulliste *La Marseillaise* dirigé par François Quilici fera chorus. Un titre sur toute la largeur de la « une » proclamera : « Le devoir est d’être implacable. Pucheu n’est point un égaré. Pucheu était l’une des meilleures têtes de l’industrie française. Pucheu a trahi. Cette tête doit tomber. »

Devant ce déferlement d’attaques contre son client qui, incarcéré en cellule et au secret depuis le 14 août précédent ne peut se défendre ni

répondre à ses accusateurs, Me Buttin en a fait appel au CFLN et à de Gaulle à qui il a demandé plusieurs fois audience.

Ce n'est que le 3 mars, la veille du procès, que le président du CFLN accepte de le recevoir.

De son face-à-face avec de Gaulle, Buttin retire l'impression « étrange » de se trouver devant un homme qui vit en dehors des contingences.

« Quel jour le procès commence-t-il ? » lui demande-t-il.

« Or, relève Buttin, tous les journaux avaient annoncé depuis plusieurs jours, en manchettes énormes, que la première audience était fixée au 4 mars. Je lui confirmai cette date. »

De Gaulle répond que la justice suivra son cours, que lui-même ne connaît pas le dossier, que le jugement sera certainement rendu en toute impartialité, mais qu'il faut que la lumière soit faite.

Buttin lui rappelle alors sa lettre de protestation au CFLN du 9 octobre 1943 sur les conditions dans lesquelles Giraud, ayant écrit une lettre personnelle à Pucheu pour l'autoriser à venir en AFN, l'a fait arrêter quelques jours après son arrivée.

« Il me dit alors, rapporte Buttin, qu'il ne pouvait être tenu pour responsable des actes du général Giraud, qu'au surplus ce dernier était présent à la délibération du Conseil des ministres qui avait décidé de traduire M. Pucheu devant le tribunal militaire ; qu'il n'avait fait aucune objection contre cette décision[32]. »

En prétendant que Giraud n'« a formulé aucune objection contre cette décision », de Gaulle ment, mais impunément : c'est en effet à Giraud, en tant que commandant en chef, qu'il est revenu de signer l'ordre d'incarcération de Pucheu et il l'a signé. La preuve est vérifiable.

De Gaulle joue donc sur du velours puisque tout accable son rival. Il ne lui reste plus qu'à faire croire que lui-même est en dehors des contingences, qu'il n'a que « dédain de certaines réalités » et qu'il ne connaît pas le dossier, bref qu'il ignore tout de ce qui ne peut être pour lui qu'une péripétie (au point de ne même pas connaître la date du procès), et le tour est joué…

À Passy venu lui dire en termes crus le dégoût que lui inspire d'avance cette parodie de procès, de Gaulle lui avoue :

« J'ai l'occasion de déshonorer Giraud je ne vais pas la laisser passer[33]. »

Le procès débute par la lecture de l'acte d'accusation et l'interrogatoire de Pucheu. Celui-ci demande à faire une déclaration liminaire.

« On a gonflé contre moi, alors que le secret judiciaire me rendait impuissant, et à grand renfort de propagande, une espèce de baudruche sanglante qui s'est dégonflée à l'instruction. Il ne reste plus à me reprocher que des actes de gouvernement et non des actes personnels. Il s'agit de savoir si oui ou non j'ai trahi la France. […] Messieurs les juges, vous sentez-vous qualifiés pour juger dès maintenant la crise politique, sans doute la plus grave de l'histoire française, qui n'est même pas terminée ? »

Le défilé des témoins commence.

L'un des moments forts du procès est la déposition de Giraud, cité comme témoin de moralité par la défense.

Dans l'enceinte du tribunal, le commandant en chef s'écrie :

« Qu'on oublie tout ce qui divise pour rassembler tout ce qui peut unir, pour ne penser qu'à une seule chose : rentrer enfin en France. Pour refaire la France, il n'y aura pas de trop de tous les Français[34]. »

Mais cet appel à l'union autour de l'armée qui se bat en Italie, appel qui ne peut que signifier aussi un appel à la clémence, résonne finalement moins fort que la charge de Giraud contre les « domestiques de l'Allemagne » qui exécutent les ordres de l'occupant « pour prendre des femmes de communistes ou des filles de généraux et les emmener en Allemagne » et contre les lâches « qui laissent des orphelins de 2 à 10 ans comme otages en Allemagne quand leur mère est morte mystérieusement ».

Pourquoi Giraud ne s'engage-t-il pas plus fermement dans la défense de Pucheu alors qu'il n'a cessé de s'opposer à sa traduction en justice au cours des nombreuses séances du CFLN ?

Paillole raconte que quelque temps auparavant, se rendant au Palais d'Été, il est tombé sur une délégation du parti communiste qui en sortait.

« Qu'est-ce qui vous amène ici ? leur demande-t-il.

— L'affaire Pucheu, répond Billoux. Nous voudrions que le général Giraud, dont nous n'ignorons pas le drame familial et dont nous comprenons les angoisses et les tortures morales, abandonne à son sort ce personnage dont nous savons maintenant qu'il est responsable de la désignation des 49 otages de Châteaubriant et de Nantes, et à l'origine des sections spéciales des cours d'appel qui condamnent sans jugement les patriotes.

— Le général est bouleversé par les représailles exercées par les Boches contre sa famille et par cette affaire, réplique Paillole. Mais quelles que soient les responsabilités de Pucheu en France, c'est lui qui l'a autorisé à venir en AFN. Comment voulez-vous qu'il se désintéresse de son sort et donne l'apparence d'être complice d'un guet-apens ?

— C'est vrai, répond Pourtalet, mais il y a des choses que le général ignorait. S'il veut bien à l'occasion de cette affaire donner la preuve de son républicanisme, nous serons prêts à le soutenir contre les prétentions de De Gaulle. Il ne faut pas qu'il fasse obstacle aux décisions du Comité de Résistance en France[35]. »

Giraud a-t-il cédé aux sirènes communistes ?

C'est une hypothèse étayée par l'allusion dans sa déposition aux « femmes de communistes » déportées en Allemagne…

Mais pour quel profit ? Son « heure » politique – si tant est qu'il a jamais nourri une ambition de cette sorte – est passée depuis novembre 1943 et, tout entier à sa tâche militaire, il n'a qu'un but : la libération du territoire à la tête de l'armée.

Il y a une autre hypothèse, plus simple : « Visiblement quand il a comparu, note le général Schmitt, l'un des juges de Pucheu, le général Giraud n'était pas en possession de tous ses moyens[36]. » Giraud avoue d'ailleurs lui-même à la barre qu'il parle « comme quelqu'un qui est sous le coup d'une émotion assez dure ». La raison de cette émotion ? Trois jours auparavant, il a appris la mort en déportation de sa fille aînée et le triste sort de ses quatre petits-enfants âgés de 2 à 11 ans retenus en otages à Friedrichroda.

Cette hypothèse se trouve renforcée par un certain nombre d'inexactitudes (concernant notamment des dates) que le commandant en chef commet dans sa déposition.

Mais celui qui a fait sienne la devise de Fabert (« Si pour empêcher qu'une place que le roi m'a confiée ne tombât au pouvoir de l'ennemi, il fallait mettre à la brèche ma personne, ma famille et tous mes biens, je ne balancerais pas un moment pour le faire ») n'a-t-il pas pourtant amplement prouvé qu'il pouvait supporter la pire adversité ?

Quoi qu'il en soit, la déposition est globalement négative pour Pucheu.

« Le procès de Pucheu est l'œuvre directe du parti communiste »

Outre la déposition de Giraud, l'autre moment fort du procès est celui des « dépositions » des communistes Fernand Grenier et André Mercier. Le premier insiste sur le drame de Châteaubriant et dénonce Pucheu comme le responsable de l'exécution des otages. Il s'ensuit le dialogue suivant :

Général Schmitt : Il paraît évident qu'à Châteaubriant les cinquante otages ont été exigés par les Allemands. Le témoin sait-il pourquoi et par qui les otages ont été choisis ?

Grenier : Ce qui me fait penser qu'ils ont été désignés par l'accusé, c'est qu'ils représentaient en grande partie l'état-major syndical français, adversaire de Pucheu, l'homme des trusts ; il y avait aussi le précédent de Nantes, l'arrestation de trois cents personnes qui ne pouvaient être connues que de Français.

M^e^ Buttin : La question précise du général Schmitt appelle une réponse précise. Je demande au témoin : Avez-vous une preuve personnelle pour lancer cette affirmation ?

Grenier : Nous en sommes convaincus.

M^e^ Buttin : Je ne doute pas de votre conviction. Mais avez-vous une preuve ?

Grenier : Il n'y a évidemment pas de procès-verbal. Mais nous le pensons.

M^e^ Buttin : Nous sommes fixés.

Le procès se poursuit, parfois marqué de détails « amusants », tel celui où Pucheu rappelle au premier président Vérin qu'il a, lui-même, prêté serment de fidélité au maréchal Pétain ou encore celui où il précise que c'est lui qui pendant son passage au ministère de l'Intérieur a mis fin à l'internement administratif de l'un de ses juges, le général Cochet…

« Le dossier de l'instruction ne renfermait aucune charge, affirme M^e^ Buttin. L'accusation avait d'elle-même abandonné l'inculpation que les vingt-sept députés communistes avaient fait peser sur M. Pucheu d'avoir désigné les otages de Châteaubriant fusillés par les Allemands. L'instruction à l'audience n'avait apporté aucun fait nouveau[37]. »

Le réquisitoire est l'œuvre du général Weiss.

Plus que le procès de Pucheu, le commissaire général du gouvernement fait celui de Vichy coupable du « crime de lèse-patrie » et qui constitue de

ce fait « le plus grand scandale de notre histoire ». Pour étayer cette accusation, Weiss affirme entre autres choses que « la délibération parlementaire du 10 juillet 1940 s'est déroulée sous la contrainte » et que les voix respectées des présidents Jeanneney et Herriot n'ont pas été écoutées[38]".

« En juin-juillet 40, dit Weiss, Pétain a violé la Constitution. Son œuvre est nulle et non avenue. Ses ministres ont donné un acquiescement moral au coup d'État. »

C'est sur cet axe général, que Weiss établit la culpabilité de Pucheu.

« Je vous prie maintenant, dit-il, de comparer deux dates : l'Allemagne attaque l'URSS à la fin de juin 1941 et Pucheu est nommé ministre de l'Intérieur le 18 juillet. La campagne de répression que l'accusé a déchaînée contre le parti communiste prend donc un caractère particulièrement odieux. On connaît la parenté intellectuelle des communistes avec la Russie. Or l'URSS est en guerre avec notre pire ennemi. C'est le moment que choisit le ministre de l'Intérieur pour étrangler l'aile marchante de la Résistance. »

Pour le commissaire du gouvernement, la culpabilité de Pucheu est donc précise : c'est son anticommunisme militant et répressif.

D'ailleurs, afin que les choses soient parfaitement claires, Weiss n'hésite pas à doubler cette accusation contre l'ancien ministre d'un hommage au PCF qualifié d'« aile marchante » de la Résistance…

À plusieurs reprises encore Weiss va revenir sur l'action de Pucheu à l'encontre des communistes qu'il a traqués « comme des bêtes fauves alors que nous leur devons une dette inexprimable », avant de s'écrier :

« On nous démontrera les variations du parti communiste dans son orientation qui, sans doute, a parfois manqué de logique, on invoquera le mot d'ordre de Moscou, mais est-ce là la question ? Non. Pucheu a-t-il servi l'Allemagne ? Voilà le procès. Oui ou non la France avait-elle intérêt à voir se dresser un adversaire de l'Allemagne ? Oui ou non l'intérêt national se confondait-il avec l'intérêt soviétique du jour où la Russie était engagée dans la guerre ? »

Et il conclut :

« Vous avez un devoir à remplir. Oui, à chacun de ses pas, Pucheu a mérité la mort. N'ayez aucune mansuétude ! »

Dans sa plaidoirie, M^{e} Buttin démonte les accusations les unes après les autres. Mais la menace qui pèse sur son client, il le pressent parce que tout

le procès a finalement tourné autour de la question de l'affrontement entre Pucheu et le PCF, ne tient pas tout entière dans les accusations que l'on porte contre lui. Elle a une autre origine d'ordre spécifiquement politique. Aussi dénonce-t-il avec force la machination communiste :

> Le procès que vous avez à juger est l'œuvre directe du parti communiste. Sans doute la Résistance française l'a désiré également, mais manœuvrée et noyautée, sans qu'elle s'en doute par le parti communiste, de même que ce parti avait noyauté le Front populaire et la CGT avant la guerre de 1939. Nous en avons une preuve flagrante en Afrique du Nord par la campagne violente menée contre M. Pucheu par tous les journaux communistes, notamment par *Liberté* en Algérie. Mais il existe une preuve beaucoup plus directe encore. Vous savez que le Comité de Résistance en France a condamné M. Pucheu à mort dans sa séance du 30 août 1943. Or, de la déposition faite à l'audience par M. Charles Laurent, il résulte que cette motion avait été proposée par le parti communiste qui, pourtant, n'a qu'un siège dans ce Conseil. La preuve est donc faite que c'est le parti communiste qui mène le jeu contre M. Pucheu[39].

Pucheu est condamné à mort, mais le tribunal émet le vœu que la peine ne soit pas exécutée.

Ses avocats lui font aussitôt signer un pourvoi en cassation et M^e^ Buttin demande une entrevue à de Gaulle.

Il lui est répondu que le président du CFLN ne le recevra que lorsque le résultat du pourvoi en cassation sera connu.

M^e^ Buttin porte alors lui-même au capitaine Burin des Roziers de son état-major une lettre, datée du 16 mars, mentionnant les irrégularités qui ont marqué le déroulement du procès : la nomination du général Tubert comme juge d'instruction, puis son refus d'entendre à l'instruction des témoins essentiels et de suspendre l'instruction.

Les Soviétiques interviennent en renfort des communistes

Malgré les pressions anglo-saxonnes[40] de Gaulle continue de se taire. Est-ce la réaction des communistes qui le pousse à la prudence ?

Ce même 16 mars, en effet, *Liberté* ne consacre pas moins de trois articles à l'« affaire Pucheu ».

Le premier, signé Jean Cristofol, salue dans la condamnation à mort de Pucheu, « verdict d'ordre patriotique et de salut public, exhortation au combat pour la libération de la patrie », une « éclatante victoire pour le peuple français ». Le second entend « régler le compte de ce bâtonnier sans étoile, de ce Buttin à la Goebbels qui s'est fait l'avocat hitlérien de l'anti-France ». Et accuse : « Au fond, ce n'est pas une plaidoirie qu'il a

prononcée, c'est un discours anticommuniste qu'il a clamé à la manière de Goebbels. » Mais, en réalité, ce second article de *Liberté* va bien au-delà de cette indignation véhémente. D'abord, il justifie l'attitude du PCF avant et pendant la guerre (« Non, il n'y a pas eu rupture dans notre politique de défense des intérêts de la France et de son peuple et nous sommes aussi fiers de notre conduite de 1939 à 1940 que de celle qui l'a précédée et qui l'a suivie »), ensuite il accuse les gouvernements d'avant-guerre de n'avoir voulu faire « à aucun prix à Hitler la guerre qu'on lui avait déclarée » et d'avoir, en revanche, « poussé les hostilités contre l'Union soviétique » en… aidant la Finlande dans sa lutte contre l'URSS, enfin il condamne ces mêmes gouvernements d'avant-guerre d'avoir dissous le parti communiste.

L'article se clôt par une vibrante apologie de l'initiative communiste du 1er octobre 1939 visant à convoquer les Chambres pour discuter des « initiatives diplomatiques de l'URSS » et affirmer « hautement que seule la puissance de l'Union soviétique pouvait permettre la réalisation politique de sécurité collective, assurer une paix juste et durable et sauvegarder l'indépendance de la France ».

Le troisième article de *Liberté* est une lettre ouverte de la délégation du Comité central du parti communiste français en AFN au président du CFLN qui commence par ces mots : « Nous avons l'honneur de venir vous exprimer notre étonnement sur la façon dont se sont extériorisés les débats du procès Pucheu. Que des avocats se soient trouvés en Afrique du Nord pour défendre un pareil misérable est déjà grave : cela démontre la profondeur de la corruption hitlérienne au sein de nombreux organismes. » Et, s'indignant que la plaidoirie de Me Buttin ait été intégralement reproduite dans certains journaux d'Alger, la délégation demande que soit interdite « toute publicité aux déclarations antifrançaises des défenseurs de Pucheu et de Pucheu lui-même ». Et elle conclut : « Suivant la pure tradition démocratique française, nous pensons avec Robespierre qu'il ne peut y avoir de liberté pour les ennemis de la liberté. »

Le 17, lors d'un entretien avec Massigli, Bogomolov déclare :

« Les débats du procès Pucheu ont été bien mal conduits. On a laissé ce procès devenir le procès des communistes avec tous les slogans utilisés par la propagande allemande contre l'URSS. À plusieurs reprises il a été question du rôle de Moscou, de la main de Moscou, etc. On a trouvé cela assez désagréable chez nous ! »

Massigli répond que nul n'est plus convaincu que lui qu'il convient de distinguer entre les Soviets et la politique des communistes français, mais que ces derniers étaient pour la plus grande part responsables de ce malentendu.

« Quant au procès, ajoute-t-il, il est de fait qu'il n'a pas été très bien dirigé. Si M. Vychinski avait été là, il aurait pu donner quelques avis utiles au commissaire du gouvernement. »

Selon Massigli, cette remarque fit sourire Bogomolov[41].

Ce même jour, M^e^ Buttin demande au commissaire à l'Information, Henri Bonnet, l'autorisation de publier sa plaidoirie en réponse aux attaques personnelles dont il est l'objet.

Il ne lui sera répondu que le 23 mars. Et par la négative…

Par leur silence après l'article de *Liberté* justifiant l'attitude passée du PCF, les gaullistes avalisent l'indignation du PCF contre M^e^ Buttin. Mais par leur refus de laisser ce dernier répondre aux attaques dont il est victime, ils font plus encore : ils indiquent qu'ils ne laisseront pas critiquer les communistes.

Ce même 17 mars, après une demande d'audience restée elle aussi sans réponse, Giraud écrit à de Gaulle :

> C'est moi qui, en qualité de commandant en chef civil et militaire, ai autorisé M. Pucheu à venir prendre part sous l'uniforme, à la lutte contre l'ennemi. J'ai toujours considéré en effet, qu'il devait être permis à chaque Français d'y participer, en particulier lorsqu'une telle action portait en elle la valeur d'un rachat ou le désir d'une purification.
>
> Je ne suis plus chef du gouvernement, cependant j'ai le devoir et le droit d'élever la voix et de rappeler que, si le condamné est venu en Afrique du Nord, c'est en raison de la confiance qu'il avait mise dans l'engagement que je lui avais consenti, et que j'aurais tenu si j'étais resté le chef.
>
> M. Pucheu n'eût été traduit alors devant la justice qu'après la guerre, et il eût été jugé sur la somme totale de ses fautes et de ses mérites.
>
> Si le sang français devait couler à la suite d'un procès qui a pris figure, qu'on le veuille ou non, de procès politique, de funestes excès seraient à redouter ; ce n'est pas le moment de les provoquer.
>
> J'estime, dès lors, qu'une commutation de peine s'impose, ou tout au moins, un sursis dans l'exécution, jusqu'à notre arrivée en France[42].

De Gaulle donne Pucheu aux communistes

Ce même 17 mars, le tribunal militaire de cassation rejette le pourvoi de Pucheu. Reste la grâce ou, au moins, le sursis de l'exécution…

Selon le correspondant du *Times*, le « verdict d'Alger a causé dans le monde un malaise général ».

En Algérie aussi où certains, y compris parmi les gaullistes ou affidés, ont « mal à leur cœur » et « mal à leur conscience ». « On continue à inquiéter la population par une série de mesures arbitraires qui rappellent Vichy », écrit ainsi Henri Queuille dans son Journal.

Que va faire de Gaulle ?

Le 18 mars, devant l'Assemblée consultative, le président du CFLN prononce un discours-fleuve ; certainement le plus important qu'il ait tenu jusqu'à ce jour ; le plus maîtrisé aussi. Un discours de chef d'État aussi à l'aise dans les détails que dans les grandes perspectives. Il lance en préambule cet « anathème solennel »[43] :

« Tout essai de maintien, même partiel ou camouflé, de l'organisation de Vichy, comme toute formation artificielle de pouvoirs extérieurs au gouvernement, serait intolérable et par avance condamné. »

Puis devant un hémicycle attentif au moindre de ses mots et après une ultime condamnation des hommes « trop assurés de leur gloire passée ou enivrés par leurs ambitions », il exhorte en ces termes les Français au rassemblement national :

> Ai-je besoin de dire que le gouvernement en appelle, pour accomplir sa tâche sacrée, à la collaboration étroite et à l'appui de l'Assemblée ? Il en appelle à la masse immense de tous ceux qui veulent lutter et travailler pour le pays. Il les adjure de mépriser les querelles d'intérêts, de partis, de groupes ou de classes, qui ne sauraient exister en comparaison du péril et des épreuves de la patrie. Il veut associer à son action et même à sa composition des hommes de toutes – je dis : toutes – les origines et de toutes les tendances, de ceux-là notamment qui prennent dans le combat une lourde part d'efforts et de sacrifices, pourvu qu'ils veuillent poursuivre avec lui, sans réserves et sans privilèges, l'intérêt général dont chacun n'est que le serviteur[44].

Cette invitation, chacun le comprend alors, s'adresse aux communistes. Mais, dans les circonstances où elle est formulée, cette invitation est en réalité un marché dont les termes sont clairs : de Gaulle livre Pucheu aux communistes en échange de leur acceptation de participer au CFLN.

« De Gaulle parlant ainsi publiquement, entre la condamnation à mort d'un inculpé exceptionnel et l'exécution de sa peine, entre l'issue d'un procès et le début de ceux qui vont maintenant s'ouvrir, ne fait état ni d'un scrupule personnel ni d'une hésitation gouvernementale », remarque Robert Aron.

Le même jour, par la voix de Billoux, les communistes font savoir qu'ils réagissent positivement à l'invitation de De Gaulle. Mais oralement seulement : ils attendent manifestement de voir si le président du CFLN va

tenir son engagement. Et puis, surtout, ils maintiennent que le parti veut « exercer son droit de contrôle sur la désignation de ceux qui le représenteraient ».

Ce même 18 mars, n'ayant toujours reçu aucune réponse à sa lettre, Giraud demande avec insistance à de Gaulle une entrevue enfin acceptée pour le lendemain 19.

Au cours de cette entrevue qui dure plus d'une heure, le commandant en chef plaide en faveur de la commutation de la peine ou, au moins, pour un sursis de l'exécution. De Gaulle répond par des généralités. Giraud confiera à ses proches qu'il s'est, semble-t-il, heurté à une décision déjà prise.

Sans doute le président du CFLN sait-il alors que face à l'indignation des Anglo-Saxons, il peut compter sur l'appui indéfectible de Moscou. Le 17, Garreau ne lui a-t-il pas adressé cet extrait de l'article de Kozlovski paru dans *Troud*, l'organe des syndicats soviétiques :

> L'intérêt énorme avec lequel l'opinion mondiale a suivi le procès Pucheu est parfaitement naturel. C'était l'un des premiers parmi les Quisling français qui s'asseyait au banc des accusés à Alger. Dans la personne de Pucheu, le tribunal militaire de la France combattante jugeait tout l'horrible régime de Vichy, la clique des traîtres. Le verdict accomplit la volonté des Français en lutte dans la métropole contre l'occupant, la volonté exprimée par leur organe du Conseil de la Résistance. La condamnation qu'a prononcée le tribunal est également la condamnation que les partisans de France, que tout le peuple français ont prononcée contre Pucheu et aussi contre Laval et Pétain. Aujourd'hui, le tribunal d'Alger a jugé Pucheu, demain, dans Paris libéré, à Vichy, à Marseille, à Grenoble, à Lyon, la France ressuscitée exécutera la sentence du peuple contre Laval et Rundstedt, contre Pétain et Stulpnagel, contre Darnand et Abetz, etc. La condamnation de Pucheu, c'est la condamnation de Vichy. L'heure est proche où sur le banc des accusés va s'asseoir le bourreau en chef des peuples : Hitler le sanglant[45].

Ce même 19 mars, le président du CFLN reçoit les avocats de la défense.

« C'est un procès politique, j'en conviens, leur dit-il. Il n'y a presque rien dans le dossier lui-même […]. Je suis même certain qu'il (Pucheu) a été de ceux qui, à l'intérieur de cette affreuse politique de collaboration, ont fait le plus pour contrer les Allemands et laisser échapper le moins possible. »

Puis après une charge contre Vichy et contre Giraud qu'il rend responsable de l'ouverture du procès de Pucheu, de Gaulle conclut :

« Je dois m'élever au-dessus des passions ; seule la raison d'État doit dicter ma décision. »

Cette invocation de la raison d'État, de Gaulle la reprendra le 23 mars – soit trois jours après l'exécution de Pucheu – dans sa lettre à Giraud, en réponse à celle que lui avait écrite ce dernier, le… 17.

Raison d'État ?

L'ancien ministre de l'Intérieur de Vichy a été jugé et condamné à mort.

L'exemple a donc été fait et la grande majorité de l'opinion publique souhaite au moins le sursis de son exécution en attendant la production de preuves irréfutables de sa culpabilité. Seule mesure capable de mettre un terme aux divisions internes au seuil de la bataille pour la libération de la métropole[46]. En outre, les Anglo-Saxons ne cessent d'intervenir auprès des gaullistes en faveur de la clémence, or, il serait particulièrement maladroit de mépriser ces interventions au moment où – ainsi que le révèle le télégramme de Massigli à Garreau daté du 15 mars – certaines informations laissent entendre que Londres et Washington sont prêts à reconnaître l'autorité du CFLN sur les territoires métropolitains libérés[47].

La question qui se pose est donc de savoir quel intérêt, supérieur à l'union des Français et à la reconnaissance du CFLN par les Anglo-Saxons, exige l'exécution immédiate de Pucheu ?

Force est de constater que ce sont principalement les Soviétiques et les communistes qui manifestent après le verdict la volonté déterminée de le voir appliqué : « Les salves de l'exécution du forban doivent retentir sans délai comme l'annonce du proche châtiment de tous les bandits hitlériens », peut-on lire dans *Liberté* du 16 mars.

En s'alignant ouvertement sur les communistes, de Gaulle ne risque-t-il pas de dévoiler les liens qui l'unissent à eux et de troubler bien des siens ? Pourtant, envers et contre presque tous, y compris peut-être de lui-même, c'est ce qu'il finit par faire…

« Il n'a pas voulu cela, remarque Alfred Fabre-Luce, mais il l'a fait. C'est qu'il n'était plus libre. Beaucoup découvrent à cette occasion la lourde hypothèque qui pèse sur lui[48]. »

En réalité, de Gaulle maquille en raison d'État un gage qu'il donne au PCF en lui offrant la tête de Pucheu ; et ce gage n'a qu'un but : garantir la survie de son alliance avec les communistes tant français que soviétiques.

Objectif atteint puisque quatre jours seulement après l'exécution de Pierre Pucheu, les communistes lui écrivent cette lettre où ils se disent prêts à participer au CFLN :

Monsieur le président,

À la suite de votre discours du 18 mars exprimant le désir de rassembler, dans le gouvernement que vous présidez, les représentants de toutes les forces en lutte pour la libération de la France, nous avons l'honneur de vous confirmer notre déclaration lue à l'Assemblée le même jour, déclaration par laquelle nous avons affirmé à nouveau que notre parti est prêt à participer au Comité français de la Libération nationale.

Dans ces conditions, il nous apparaît qu'un échange de vues entre vous-même et notre délégation serait nécessaire. Nous vous prions donc de bien vouloir recevoir nos délégués dont les noms suivent : MM. Billoux, député de Marseille, Bonte, député de Paris, Fajon, député de la Seine, Grenier, député de la Seine, Lozeray, député de Paris, Marty, député de Paris[49].

La promptitude avec laquelle de Gaulle répond révèle son impatience. Ce même 24 mars, il leur écrit en effet :

Messieurs,

J'ai bien reçu votre lettre du 24 mars me suggérant un échange de vues à la suite de la séance de l'Assemblée consultative du 18 mars.

Tout en réservant mon appréciation quant à certaines considérations soutenues dans la déclaration qui a été faite ce jour-là par M. Billoux, je serai heureux de m'entretenir avec vous à la villa des Glycines, le 28 mars à 10 h 30[50].

22
L’élimination de Giraud

24 mars 1944. Tandis qu’à Alger, de Gaulle et la direction du PCF procèdent à la consolidation de leur alliance, à Moscou, soudain, les Soviétiques battent froid aux gaullistes. Pierre Cot en fait l’amère expérience lors de son entrevue avec Dekanosov.

« Nous jugerons et nous jugeons les peuples à travers le prisme de la Résistance qu’ils offrent à la propagande hitlérienne, déclare d’emblée le fidèle de Staline à l’ancien ministre de l’Air du Front populaire. »

Et comme ce dernier lui fait observer que le peuple français lutte farouchement contre l’hitlérisme et résiste aux efforts de la propagande nazie, Dekanosov réplique :

« C’est vrai du peuple français, ce n’est pas toujours vrai de tous les délégués qui se trouvent à Alger. Nous avons parfois l’impression que la propagande antisoviétique de Vichy trouve des échos favorables dans certains milieux à Alger. »

« En somme, télégraphie Cot à Massigli, sous la cordialité de l’accueil qui m’a été fait, j’ai trouvé la trace d’une certaine déception, voire d’une certaine irritation à l’égard du comité. Je m’efforcerai d’utiliser la sympathie qui m’a été manifestée personnellement pour démêler les causes de cette irritation[1]. »

Les « causes » de l’irritation soviétique sont d’inégales importances. La plus simple tient bien entendu au rappel par M^{e} Buttin dans sa plaidoirie d’un certain nombre d’évidences sur les volte-face communistes au cours des dix années précédentes. Mais le réalisme des dirigeants du Kremlin ne

se formalise guère de ce genre d'attaques, d'autant qu'elles visent surtout le PCF.

Plus grave, en revanche, leur apparaissent certains propos que de Gaulle a tenus lors de son grand discours du 18 mars[2].

Évoquant la « guerre de Trente Ans, que depuis 1914 la tyrannie fait à la liberté » (liberté qu'incarne la France, la Grande-Bretagne, la Russie soviétique et les États-Unis), le président du CFLN a proclamé que l'Europe existe, « consciente de ce qu'elle vaut dans l'ensemble de l'humanité, certaine d'émerger de l'océan de ses douleurs, de reparaître mieux éclairée par ses épreuves et susceptible d'entreprendre pour l'organisation du monde le travail constructif – matériel, intellectuel, moral – dont elle est éminemment capable lorsque aura été arrachée de son sein la cause capitale de ses malheurs et de ses divisions, c'est-à-dire la puissance frénétique du germanisme prussien ».

Jusque-là, rien à dire et, sur son banc, Bogomolov a enregistré la formule avec satisfaction. En proclamant publiquement sa volonté de briser l'Allemagne, de Gaulle a répondu au souhait du Kremlin de la voir démantelée. Mais la satisfaction de l'ambassadeur soviétique n'a été cependant que de courte durée, car l'orateur a poursuivi :

« Mais pour que le vieux continent renouvelé puisse trouver un équilibre correspondant aux conditions de notre époque, il nous semble que certains groupements devront s'y réaliser sans que doive être, bien entendu, entamée la souveraineté de chacun. Pour ce qui concerne la France, nous pensons qu'une sorte de groupement occidental, réalisé avec nous, principalement sur la base économique, et aussi large que possible, pourrait offrir de grands avantages. »

Cette idée de « groupement occidental » que de Gaulle a, jusqu'ici, successivement dénommé « fédération[3] » ou « bloc occidental[4] » ne peut qu'éveiller la méfiance des Soviétiques…

Bogomolov, rend compte Massigli, est venu m'entretenir du discours du général de Gaulle du 18 mars devant l'Assemblée et m'a dit avec quelque aigreur son étonnement de ne pas avoir été informé des négociations en cours au sujet d'un groupement occidental. J'ai remis les choses au point en expliquant à Bogomolov qu'il n'y avait pas à l'heure actuelle de négociations, que certaines idées étaient dans l'air depuis des mois, qu'elles faisaient de part et d'autre l'objet d'études dont les résultats n'avaient pas été confrontés et qui n'avaient pris encore aucune forme concrète. Il en serait d'ailleurs ainsi tant que nous ne connaissions pas les vues des grandes puissances alliées sur les problèmes essentiels comme le problème allemand. Un rapprochement économique entre la France,

la Belgique et la Hollande est lié en effet à la solution qu'on donnera, au moins au point de vue économique, au problème du bassin westphalo-rhénan qu'il ne dépend pas de nous seuls de régler.

L'ambassadeur continue de s'étonner que nous entretenions le gouvernement belge de questions de cet ordre dont nous n'avisions pas Moscou. Je lui ai répondu que les méthodes de la diplomatie russe ne nous y encourageaient guère. C'est ainsi, qu'alors que nous sommes intéressés au premier chef dans l'affaire italienne nous n'avons connu que par la voie de la presse la décision prise par le gouvernement soviétique de renouer des relations directes avec le maréchal Badoglio, bien que nous eussions nous-mêmes le soin de faire part à Moscou par une note de nos vues sur le sort qu'il convenait de faire à ce gouvernement[5].

Généralisant la question, Massigli a d'ailleurs dit à Bogomolov que dans les affaires allemandes aussi ce ne sont pas les Français qui peuvent prendre l'initiative, le poids dont les forces françaises pèsent sur la décision finale comptant peu à côté de celui des armées russes. L'Union soviétique a d'autre part, à Washington et à Londres, une audience que le CFLN n'a pas.

« Nous avons le vif désir de nous entendre avec Moscou, a insisté le Français, mais dans le rapport actuel des forces, c'est au gouvernement de Moscou d'apprécier s'il lui convient de mettre au courant de ses projets le CFLN. Ce n'est pas à nous de proposer des plans à l'URSS. Je vous demande instamment de vous montrer plus confiant envers nous. »

« Je n'ai pas l'impression, note Massigli, que cette remarque fût tout à fait du goût de mon interlocuteur ; elle était néanmoins indispensable. L'ambassadeur russe ici dispose des plus larges moyens d'information et jamais un renseignement ne lui a été refusé. En revanche, nous n'avons jamais reçu de lui aucune confidence et ce n'est que de très mauvaise grâce que, à la séance du Conseil consultatif pour les affaires italiennes, Bogomolov a bien voulu donner en son nom personnel quelques indications qu'il eût manifestement préféré réserver aux seuls représentants anglo-saxons. »

Prévenant Garreau, Massigli conclut : « Vous recevrez par la valise le compte rendu de cette conversation au cours de laquelle s'est manifesté à plusieurs reprises le caractère soupçonneux de l'ambassadeur. »

« Soupçonneux » est bien le mot : Bogomolov demande en effet à Paul Guérin ce qu'a voulu dire de Gaulle en faisant allusion au cas où « les démocraties devraient encore une fois se dissocier dans la paix »…

Guérin répond que le Général a en vue la situation qui se créerait en Europe au cas où, comme après la guerre de 14-18, les nations victorieuses ne seraient pas capables de poursuivre une politique commune.

L’ambassadeur soviétique n’est pas convaincu. Manifestement, il pense que de Gaulle a dans l’esprit une politique dans laquelle l’URSS se trouverait isolée.

En ce qui concerne la question du « groupement occidental », Bogomolov demande également ce que de Gaulle a voulu dire en parlant de l’« équilibre correspondant à notre époque » que le vieux continent doit retrouver.

Guérin lui répond que cela lui paraît très clair : l’événement n’a que trop prouvé que les forces françaises ne suffisaient pas pour contenir seules à l’ouest la poussée allemande.

« L’entretien se termine sans qu’aucun propos de l’ambassadeur n’indique que je l’ai convaincu », note Guérin.

À Moscou, Garreau décide de prendre les choses en main.

J’aurai demain, télégraphie-t-il le 27, un entretien avec M. Dekanosov en vue d’examiner avec lui l’ensemble des rapports franco-soviétiques qui traversent depuis quelque temps une crise, dont il est urgent de tirer les choses au clair. Sans partager le pessimisme qui a inspiré à Cot sa conversation évidemment dépourvue de cordialité avec Dekanosov, car il ne m’apparaît pas que le gouvernement soviétique en soit venu à faire entre le CFLN et le peuple de France une discrimination dont les conséquences seraient graves, il n’en reste pas moins que c’est le principe même des relations franco-soviétiques qui est en jeu.

Sur quel principe le gouvernement de l’URSS a-t-il envisagé depuis septembre 1941 d’établir avec le CNF de Londres, puis avec le CFLN les bases d’une collaboration franco-soviétique amicale et durable ?

Cette délégation s’est depuis deux ans maintes fois efforcée de répondre à cette question essentielle.

À l’époque où le CNF discutait la question de Madagascar avec le *Foreign Office*, j’avais télégraphié à Londres le 10 mai 1942 : « On sait fort bien ici que certains milieux encore très influents dans les conseils du gouvernement britannique, en particulier ceux de la haute finance, sont portés à ménager dans toute la mesure du possible les éléments du gouvernement de Vichy qui, n’ayant pas pris ouvertement parti pour la collaboration et l’ordre nouveau, pourraient être appelés au moment de l’effondrement de l’Allemagne à prendre la succession des partisans avérés de M. Laval et prétendre à la représentation légale de la France pour négocier la paix. Ayant à se faire pardonner leur attitude équivoque, ces collaborationnistes honteux seraient ultérieurement beaucoup plus souples vis-à-vis de nos alliés britanniques que les combattants de la France libre et prêts à consentir à toute concession. Il s’agirait surtout de s’assurer leur concours en vue de ménager l’Allemagne vaincue et d’éviter son démembrement et d’empêcher que l’Europe continentale soit réorganisée sur la base d’une entente franco-soviétique à laquelle adhéreraient avec empressement la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Le gouvernement de l’URSS garde encore la hantise de son encerclement par les puissances (capitalistes) hostiles et fera tout ce qui sera en son pouvoir pour parer à ce danger ; il sait que l’amitié de la France serait la meilleure garantie de sa sécurité future. Si nous assurons cette garantie nous pourrons compter sur son assistance complète […]. »

Lors du voyage de M. Molotov à Londres, j’écrivais à nouveau le 3 juin de la même année : « L’URSS ne veut pas de nouveau se trouver isolée au lendemain de la guerre comme elle l’a été au temps de Munich. Elle a besoin, pour se prémunir contre un danger qui l’obsède depuis vingt ans,

d’une puissance suffisamment forte à l’ouest de l’Europe. Suffisamment forte et libre qui lui soit garantie de sa sécurité. Cette puissance ne peut être que la France à condition que cette France ne soit pas celle de Vichy […]. »

Si je remonte loin dans la correspondance de notre délégation, c’est que les principes énoncés dans les télégrammes qui précèdent continuent à inspirer aujourd’hui le comportement du gouvernement de Moscou à l’égard du problème français[6].

Prévu pour le 28, l’entretien de Garreau avec Dekanosov est différé trois jours de suite.

Le 30 mars, le délégué français parvient à ses fins.

Le Kremlin fait le compte des dettes de la France libre

Tout de suite, la conversation s’engage sur la question qu’a soulevée de Gaulle dans son discours du 18 mars.

« Quelle est la portée exacte de ce plan d’un groupement d’États de l’Europe occidentale qui pourrait éventuellement s’étendre jusqu’aux pays arabes du Proche-Orient et dont les artères seraient constituées par la Manche autant que par le Rhin et la Méditerranée ? demande Dekanosov.

— Il ne s’agit encore, répond Garreau, que d’une évocation des problèmes de reconstruction économique de l’Europe dont on se préoccupe partout, et qui font l’objet dans les pays intéressés d’études dont les résultats n’ont pas encore été confrontés. Aucun des nouveaux projets suggérés ici ou là n’a encore pris de forme concrète et le CFLN n’a engagé aucune négociation dans ce domaine. Il n’y a pas eu là matière à informer le gouvernement de l’URSS. »

Dekanosov écoute les explications du Français avec beaucoup d’attention, puis il demande si dans l’esprit de De Gaulle la Grande-Bretagne doit faire partie du groupement occidental envisagé, ce qui semble bien être le cas puisqu’il a indiqué que la Manche constituerait une des artères de cet organisme. Ou n’y a-t-il pas quelque part de vérité dans l’hypothèse émise par maints journaux de Grande-Bretagne, d’Amérique et des pays neutres suivant laquelle de Gaulle se serait inspiré d’un échange de vues qu’il aurait eu avec Churchill à Marrakech au sujet de ce groupe de puissances de l’Europe occidentale ?

Garreau ne peut que répondre qu’il ne possède aucune information particulière sur ce point, mais qu’il ne lui paraît pas invraisemblable que les deux chefs d’État aient envisagé l’avenir et les possibilités de coopération entre des pays si étroitement liés par les conditions géographiques.

Dekanosov ne faisant aucune objection, Garreau profite de son silence pour lui faire remarquer que, si l'on peut parfois regretter à Moscou de n'être pas suffisamment informé par le CFLN à titre amical des négociations en cours, Alger estime n'avoir pas toujours été encouragé dans cette voie par l'extrême réserve du Kremlin qui, de son côté, omet souvent de lui faire part de ses intentions ou de ses initiatives touchant à des questions qui intéressent directement la France.

Garreau évoque l'exemple le plus récent de cette insuffisance d'information mutuelle : le rétablissement des relations directes et l'échange de représentants entre l'URSS et le gouvernement Badoglio.

Dekanosov se récrie avec vivacité :

> Mais savez-vous bien dans quelles conditions et pour quel motif mon gouvernement a pris pareille décision sans consulter ses alliés ? C'est parce qu'il n'a jamais été possible d'entreprendre sérieusement au sein de la commission consultative pour les affaires italiennes la discussion des mesures qu'il convenait de prendre en vue d'assurer l'application des décisions prises à la conférence de Moscou à l'égard de l'Italie et du peuple italien. Le mémorandum dans lequel le CFLN avait exposé la nécessité de modifier au plus tôt une situation qui, en se prolongeant, ne pouvait que s'aggraver, fut bien soumis par Massigli à l'examen de la commission, mais il n'y fut donné aucune suite. Pendant ce temps les gouvernements américain et britannique poursuivaient en Italie leurs fins particulières sans se soucier de l'avis de leurs partenaires, entretenant des rapports directs avec le souverain et le gouvernement Badoglio par l'entremise du haut commandement, de leurs représentants à la commission de contrôle, etc. Et Churchill prononçait à la Chambre des communes des jugements sur le régime qui conviendrait à l'Italie sans consultation préalable de ses alliés. Dans ces conditions, mon gouvernement a dû se résoudre à prendre les dispositions qui lui permettent de se placer sur un pied d'égalité en Italie avec les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Puis Dekanosov aborde le problème général des relations entre le CFLN et son gouvernement.

Selon lui, le CFLN ne doit pas perdre de vue que l'URSS a adopté à l'égard de la France combattante une position fondamentale qui est de lui apporter toute l'assistance possible. Sa sympathie envers le peuple français est profonde et intangible. Dès 1941, elle a reconnu dans le général de Gaulle le représentant qualifié de la Résistance nationale et ensuite dans le CNF un organisme gouvernemental capable d'assurer la gestion des intérêts de la France dans le monde. Puis elle a reconnu également le CFLN en des termes qu'il suffit de comparer avec ceux des déclarations britannique et américaine pour en apprécier toute la valeur. C'est le gouvernement soviétique qui a demandé et obtenu que la France soit admise à prendre place dans la commission consultative pour les affaires italiennes. C'est lui

qui a proposé à la conférence de Moscou que la France fût également admise à participer aux travaux de la conférence consultative de Londres.

« Si cette proposition n'a pas été retenue, affirme Dekanosov, c'est que nos deux autres partenaires l'ont repoussée. Nous ne sommes pas les seuls à décider de ces choses et nous devons tenir compte des points de vue des autres… Mais l'Amérique et la Grande-Bretagne vous informent-elles de leurs projets et de leurs initiatives touchant aux intérêts les plus graves de votre pays ? Ont-elles, par exemple, donné connaissance au CFLN de leurs projets sur l'administration de la France libérée avant de les soumettre à l'examen de la commission consultative de Londres ?

— La commission a-t-elle déjà discuté de ces deux projets ? demande Garreau.

— Non, répond Dekanosov. En attendant, le gouvernement américain et Roosevelt lui-même ont cru devoir donner pleine publicité à leur "décision" de s'en remettre au général Eisenhower du soin de choisir les personnes ou les groupements qu'il estimerait les plus capables de prendre en main l'administration de la France au fur et à mesure de sa libération. Or cette question n'est pas du ressort exclusif de l'Amérique et de la Grande-Bretagne, elle intéresse tout autant l'URSS et aucune décision la concernant ne peut être prise et mise en application sans son accord ! »

Garreau souligne les graves inconvénients que comporterait pour les États-Unis la profonde émotion causée en AFN et en France par les déclarations faites à Washington à ce sujet.

Dekanosov témoigne qu'il comprend pleinement les sentiments du peuple français et approuve la légitime réaction du CFLN.

Dekanosov, rend compte Garreau à Massigli, a ainsi délibérément écarté de notre entretien tous les reproches qui pouvaient être formulés à tort ou à raison de part et d'autre en ce qui concerne l'insuffisance des informations échangées et le manque d'intimité qui s'est manifesté dans les rapports du comité avec le gouvernement soviétique. Il a visiblement tenu à marquer que, dans les circonstances présentes, cet aspect regrettable de nos relations ne présente qu'un intérêt secondaire. Ce qui importe essentiellement pour les deux pays alliés, c'est une volonté commune de tout mettre en œuvre sur le plan intérieur et sur le plan extérieur pour hâter la libération de l'Europe, anéantir l'Allemagne, et rétablir la France dans sa puissance indispensable à l'équilibre du monde. L'URSS a adopté à l'égard de notre pays au lendemain de l'agression allemande une ligne politique parfaitement nette et qui n'a jamais varié. Si elle a dû parfois tenir compte de certaines conjonctures, éviter de heurter la sensibilité de ses deux grands alliés, s'abstenir aussi de nous apporter tout l'appui que nous souhaitions recevoir et qu'elle aurait été heureuse de pouvoir nous dispenser, ce ne sont là que des modalités d'adaptation aux nécessités momentanées d'une politique qui, sur le fond et dans l'essentiel, ne s'est jamais dérobée à notre attente.

L’acte de reconnaissance du CFLN a été l’affirmation éclatante de cette vertu « fondamentale ». L’intervention déterminée du gouvernement de l’URSS dans les affaires italiennes où il n’hésita pas à mettre publiquement en cause l’attitude anglo-américaine et s’en prendre à M. Eden lui-même montre qu’il ne permettra pas davantage à ses deux partenaires de régler à leur gré et sans son assentiment les questions relatives à la libération de la France[7].

À en juger par la version soviétique de cet entretien Garreau-Dekanosov, le délégué français ne s’est pas montré aussi sûr de lui qu’il veut bien l’affirmer dans son compte rendu. Et même qu’il n’a pas hésité à accabler de Gaulle…

« D’après Garreau, écrit en effet Dekanosov, de Gaulle a commis une imprudence évidente lorsqu’il a évoqué de façon improvisée, au cours de son intervention, la création d’une fédération de l’Europe de l’Ouest sans avoir consulté les membres du comité, et en particulier Massigli, d’autant plus que cette idée peut être mal vue de l’Union soviétique. Garreau a expliqué cela par le tempérament de De Gaulle et considère qu’il ne faut pas accorder d’importance particulière à ce passage du discours[8]. »

Le 31 mars, Massigli adresse à Garreau le texte de l’ordonnance concernant l’exercice des pouvoirs civils et militaires sur le territoire métropolitain au cours de la Libération. Ce texte prévoit que, pour chacun des théâtres d’opérations militaires dont la création entraînerait la libération même partielle du territoire métropolitain, un délégué du CFLN exercera des pouvoirs réglementaires et administratifs détenus par le CFLN[9].

La promotion de Grenier et de Billoux efface le passé

L’entrevue entre le président du CFLN et la délégation du Comité central a eu lieu, comme convenu, le 28 mars, à 10 h 30.

« Au cours de l’entrevue, rapporte François Billoux, deux noms furent avancés par la délégation communiste : celui de Fernand Grenier et le mien. Quant aux postes, nous indiquâmes que celui de l’Air nous convenait pour Fernand Grenier, pour moi ce pourrait être un poste de commissaire d’État[10]. »

Les choses se sont-elles passées aussi simplement ?

Dans ses *Mémoires,* de Gaulle, lui, affirme que les communistes ont laissé « Grenier et Billoux prendre les postes » qu’il leur a offerts.

Comme de juste, chacune des deux parties se donne donc le beau rôle. À la date du 1er avril, Queuille note dans son Journal : « Ce soir, à 10

heures, réunion d'un comité qui doit rester confidentiel. Le Général expose qu'il a eu la visite d'une délégation communiste, Marty, Bonte, Billoux et Grenier qui seraient venus lui offrir leur participation. Il est resté sur sa position : "C'est moi qui choisis et non vous les communistes qui entrerez [*sic*]". De plus, ils seront responsables devant le comité et non devant leur parti. Enfin, arrêt de l'agitation. Ils ont eu l'air d'accord. Ils semblent se contenter de deux portefeuilles. » Queuille ajoute qu'avant le comité, il avait entendu à la BBC un appel d'un communiste italien offrant son concours à Badoglio, acceptant Victor Emmanuel, etc. « Il s'agirait donc, conclut-il, d'une attitude conforme à une consigne générale. » Une précision qui indique que Moscou a donné son feu vert.

À l'unanimité, mais avec plus ou moins de nuances dans l'expression, les membres du CFLN se disent favorables à l'entrée des communistes dans le gouvernement à condition qu'ils s'engagent à adopter une attitude loyale de solidarité. La discussion déborde alors sur la question de l'épuration. Selon Queuille, « il faut pardonner aux déserteurs de 39, mais dans le même moment pardonner à d'autres qui ont été égarés. Couper la tête des pavots qui dépassent, et ficher la paix aux autres ». Sous-entendus : Flandin, Peyrouton, Boisson, Bergeret pour lesquels il est intervenu à plusieurs reprises auprès de De Gaulle. Ce qui provoque quelques réactions d'« épurateurs forcenés (Le Troquer… un peu Tixier), mais déjà bien faibles ». Queuille assure avoir entendu le Général dire même à mi-voix : « Il ne faut pas surtout qu'on épure au profit d'un parti, ce qui semble avoir été fait jusqu'ici. » Et toujours selon Queuille, c'est Bloch qui paraît visé.

Au terme de cette réunion confidentielle du CFLN, dans la perspective de la nomination d'un nouveau gouvernement, Philip propose de remettre les démissions de ses membres à de Gaulle. « Il en est ainsi décidé et un papier *déjà* dactylographié recueille nos signatures », remarque Queuille.

L'organisation gaulliste ne laisse rien au hasard.

S'il est difficile de savoir qui, de De Gaulle ou du parti a posé ses conditions, une chose est sûre cependant : les communistes se sont battus pour obtenir l'éviction d'André Le Troquer du commissariat à la Guerre et à l'Air.

Une lettre de Jacques Duclos adressée à Waldeck-Rochet en janvier 1944 témoigne en effet de l'hostilité des communistes à l'endroit du député socialiste :

Le CNR a demandé expressément au CFLN d'envoyer des armes aux patriotes et d'organiser son propre service de parachutage, mais nous ne voyons pas prendre dans ce domaine les mesures que les circonstances exigent. À ce sujet, nous pouvons bien dire que si la réorganisation du CFLN sans la participation des communistes est fort mal accueillie par les masses populaires de France, ce n'est pas la personnalité du commissaire à la Guerre et à l'Air qui est de nature à dissiper la mauvaise impression créée. Nombreux sont ceux qui n'oublient pas que ce personnage fut un des champions de la trahison de Munich et nous n'oublions pas non plus qu'il fut l'auteur d'une lettre que publia *Le Populaire* en son temps, lettre adressée à son « frère communiste » pour reprocher à notre parti ce qu'il appelait « la politique de cordon sanitaire et de fil barbelé autour de l'Allemagne hitlérienne ». […] Nous voudrions bien avoir des informations sur ce qui se passe au sein de l'armée, sous la direction de ce commissaire qui n'est vraiment pas qualifié pour exercer cette fonction[11].

Or, dans le nouveau CFLN, Le Troquer ne sera plus commissaire à la Guerre et à l'Air et il sera, comme par hasard, remplacé à ce dernier poste par… Grenier.

Les faits montrent donc que de Gaulle a au moins cédé sur ce point. Il est vrai qu'il pouvait difficilement défendre l'efficacité opérationnelle de Le Troquer… Mais, on s'en souvient, ce dernier n'était pas là pour ça. Il était là pour coiffer Giraud et mener l'épuration dans l'armée.

De Gaulle n'a-t-il pas cédé aussi sur le choix des candidats ?

Même si à Moscou, mal à l'aise dans sa peau de déserteur, Maurice Thorez a défendu auprès de Dimitrov une ligne politique visant à ne pas ergoter sur l'entrée des communistes au CFLN (ce qui à ses yeux faciliterait sans doute sa propre réintroduction dans le jeu national), leur désignation par la direction métropolitaine du PCF était pour les communistes une question de principe. Et dans *L'Humanité* du 3 décembre 1943, Duclos n'avait pas hésité à affronter de Gaulle à ce sujet en écrivant : « Certains peuvent prétendre que le contrôle des partis ou groupements de résistance sur leurs adhérents est contraire à la démocratie et que le chef du gouvernement désigné doit pouvoir choisir qui lui plaît, sans se soucier des organisations qui sont l'expression de la représentation nationale. À la vérité, c'est là un procédé contraire à la démocratie et, de ces procédés, nous avons vu les lamentables effets au cours des dernières décades. »

Les communistes d'Alger pouvaient-ils trahir leur chef ? C'est exclu. Mais sans doute ont-ils habilement contourné la difficulté en choisissant de désigner Grenier qui avait été le premier candidat de De Gaulle et en imposant en échange Billoux.

Ce que semble confirmer le fait que de Gaulle s'est donné une semaine pour réfléchir.

Le 3 avril, il convoque Billoux et Grenier pour leur demander s'ils acceptent de devenir membres du CFLN.

Le même jour, les deux communistes publient cette déclaration : « L'intérêt de la France combattante exigeant que le PC soit représenté au sein du CFLN, nous avons accepté en application des décisions de principe du Comité central de notre parti les postes de commissaire à l'Air et de commissaire d'État. »

L'entrée de Grenier et de Billoux au comité apparaît à tous comme une victoire éclatante du PCF : d'abord parce que, contrairement à ce que souhaitait de Gaulle, ce ne sont pas des individus mais le parti communiste qui fait désormais partie de l'instance suprême de la France en guerre ; ensuite parce que la promotion de ces deux hommes, qui incarnent une période de son histoire que le PCF veut effacer, l'efface au moins symboliquement.

Grenier, prosoviétique aussi inconditionnel que sentimental (il dirige l'Association des amis de la Russie nouvelle), a refusé de s'associer à l'hommage rendu par le doyen d'âge à l'armée française en lutte contre les armées allemandes lors de la séance à la Chambre du 9 janvier 1940, ce qui lui a valu d'être expulsé brutalement de la salle par les autres parlementaires scandalisés par son attitude.

Quant à Billoux, il a bien davantage encore à se reprocher. C'est lui qui, le 3 avril 1940, a donné lecture – lors du procès des quarante-quatre députés communistes inculpés de reconstitution d'organisation dissoute – de la déclaration du parti accusant le gouvernement français d'avoir déclaré la guerre. Condamné comme ses camarades à cinq ans de prison et à cinq ans de privation de ses droits civiques, c'est encore lui qui, de la prison du Puy-en-Velay, a adressé le 10 décembre 1940 une lettre au maréchal Pétain pour demander à témoigner à charge au procès de Riom contre les « responsables » de la guerre, en l'occurrence Léon Blum et un certain nombre de gouvernants d'avant-guerre.

Né en 1903, François Billoux a connu une ascension ultrarapide au sein de la hiérarchie du parti. Membre du Comité central dès 1926, il est responsable de l'appareil technique clandestin spécialisé dans le travail antimilitariste. « À partir de 1929, écrit Philippe Robrieux, on ne compte plus ses séjours à Moscou et on peut dire qu'il devient un homme de l'appareil international. À la même époque, condamné à plusieurs reprises à

de sévères peines de prison dont le total avoisine peut-être les trente ans, il doit plonger dans la clandestinité[12]. »

Envoyé en Espagne durant la guerre civile au titre de commissaire inspecteur des brigades, il y a exercé des activités quelque peu mystérieuses. On a prétendu qu'il aurait prêté la main à l'élimination sanglante des anarchistes du POUM, mais il n'y a aucune preuve.

Jusqu'à l'arrivée d'André Marty dit le « boucher d'Albacete », en provenance de Moscou où il a été un temps le patron du Komintern, Billoux a été le vrai responsable du PCF à Alger. C'est donc à un stalinien convaincu et décidé que de Gaulle offre de participer au CFLN où, là aussi, il va connaître une ascension ultrarapide : commissaire aux Territoires occupés à la fin d'août 1944, Billoux deviendra ministre de la Santé publique et de la Population le 10 septembre de la même année, ministre de l'Économie nationale le 21 novembre 1945, ministre à la Reconstruction et à l'Urbanisme après le départ du général de Gaulle puis, à partir du 23 janvier 1947, ministre de la Défense nationale.

Plus tard, vice-président du groupe parlementaire commun, il sera de ceux qui font la navette entre Paris et Moscou d'où il ramènera des directives qui inspireront, en mai 1952, les manifestations contre le général Ridgway, commandant en chef de l'OTAN.

Type même de l'homme du haut appareil stalinien, Billoux, numéro 3 du PCF, critiquera le portrait de Staline par Picasso dans *Les Lettres françaises*, instruira le procès d'Auguste Lecœur et assurera, jusqu'à son décès en janvier 1978, la direction de l'hebdomadaire du parti, *France nouvelle*.

En avril 1944, Billoux a 41 ans. C'est lui qui a mené les négociations avec de Gaulle et l'a fait « céder » sur le choix des candidats communistes au CFLN…

Dans ses *Mémoires*, de Gaulle reconnaît d'ailleurs son « habileté ».

Le 4 avril le CFLN est remanié : André Diethelm, précédemment commissaire au Ravitaillement et à la Production et nommé commissaire à la Guerre ; Paul Giacobbi, sénateur, est nommé commissaire au Ravitaillement et à la Production ; André Le Troquer, député, est nommé commissaire à l'Administration des territoires métropolitains libérés.

François Billoux, député, est nommé commissaire d'État et Fernand Grenier, député, commissaire à l'Air.

C’est la première fois depuis sa fondation en 1920 que le parti communiste français participe à un gouvernement.

La délégation du Comité central manifeste sa satisfaction en ces termes : « La délégation du Comité central déclare que l’entrée de deux communistes au CFLN engage le parti tout entier, que la participation communiste confère au CFLN une légitimité accrue pour parler et agir au nom de la France tout entière, pour diriger, encourager, décupler l’effort de guerre qui rendra à notre pays une place normale dans le concert des Nations unies[13]. »

De Gaulle élimine Giraud au moment décisif

Ce même 4 avril, encore, une ordonnance décrète : « Le président du CFN est le chef des armées. Les pouvoirs dévolus au président du Conseil des ministres par la loi du 11 juillet 1938 sur l’organisation en temps de guerre, en ce qui concerne la Défense nationale, sont exercés par le président du CFLN. »

Surprise : cette loi dont de Gaulle se sert pour cumuler les fonctions civiles et militaires est la même qu’il a invoquée à plusieurs reprises contre Giraud… Nul doute qu’il ne lui réécrirait plus ce qu’il lui avait écrit de Londres le 23 février 1943 : « Cumuler les fonctions de commandant en chef effectif et de membre du pouvoir central serait contraire à la Constitution ainsi qu’à la loi de 1938 sur l’organisation de la nation en temps de guerre aussi bien qu’à la tradition séculaire de l’État français, à la seule exception de la période consulaire et impériale. Un tel régime serait certainement désavoué par le peuple français après l’expérience qu’il vient de faire du pouvoir personnel, civil et militaire, imposé par Vichy. »

Contraire à la Constitution et désavoué par le peuple français si c’est Giraud ; conforme à la Constitution et au vœu du peuple français si c’est de Gaulle…

Le 6, une ordonnance « sortie au dernier moment » (Queuille) nomme Giraud inspecteur général des armées. « Au comité le Général a déclaré que Giraud accepterait, qu’il l’avait vu… », affirme Queuille. De Gaulle a bien vu Giraud la veille, mais ce dernier n’a rien accepté du tout comme on le verra. Pour faire passer l’ordonnance, de Gaulle a donc sciemment trompé les membres du gouvernement. En sont-ils conscients ? Sans aucun doute à lire cette remarque de Queuille : « Journées où j’ai tant l’incertitude sur le

devoir !? L'affaire Giraud traduit-elle ou non, comme certains le redoutent, la première manifestation sérieuse d'une entreprise de pouvoir personnel. Giraud a évidemment manœuvré comme un enfant mal conseillé. Il a perdu en grande partie son autorité sur l'armée à la suite du procès Pucheu. Mais… pouvoirs militaires, pouvoirs civils, pouvoirs économiques passent entre les mains du Général et cela provoque des remous[14]. »

En effet. Si tout en ayant « mal à sa conscience » selon ses propres termes, Queuille suit aveuglément le guide et signe, d'autres renâclent. Massigli et d'Astier se font porter malades et Jacquinot refuse de se prêter à ce jeu. Mais l'astuce des signataires intérimaires (Diethelm pour Jacquinot) permet de régler le problème.

Henri Noguères se refuse à voir un « lien » entre l'introduction des communistes au CFLN et l'élimination définitive de Giraud : « Si, écrit-il, on devait fonder ce rapport sur une condition posée par les communistes, […] on commettrait une lourde erreur. Les communistes sans se soucier outre mesure de l'état d'esprit foncièrement réactionnaire – au sens plein du terme [*sic*] – dont Giraud n'a cessé de faire preuve, le soutiennent indéfectiblement depuis le jour où il a abandonné la Corse au Front national[15]. »

Et pour preuve de ce qu'il avance Noguères cite cette réaction du PC qui considère le limogeage de Giraud comme « inopportun militairement et politiquement ».

Nous avons vu ce qu'il en était de l'« abandon de la Corse au Front national » par Giraud. Quant à la réaction des communistes au limogeage du commandant en chef elle est, bien entendu, à inscrire dans le « jeu de bascule » entre les deux généraux mené depuis le début – et pour son plus grand profit – par le PCF.

Noguères est mieux inspiré quand il conclut : « Mais si, par contre, on suppose que de Gaulle, au moment où il prend le risque d'un affaiblissement en mécontentant des giraudistes d'Algérie et de France veut le compenser en obtenant des communistes un soutien renforcé, sans doute n'est-on pas loin de la vérité. »

Passons sur le fait qu'espérer un soutien « renforcé » des communistes suppose que l'on dispose déjà d'un soutien de leur part. Ce qui ruine la thèse précédemment énoncée d'un soutien « indéfectible » des communistes à Giraud…

Ce qui est sûr, c'est que chaque proposition de De Gaulle aux communistes pour participer au CFLN a coïncidé avec un affaiblissement du pouvoir de Giraud :

– Le 25 août 1943, de Gaulle propose à Grenier un poste au CFLN : le lendemain, il lance contre Giraud l'offensive visant à lui arracher les Services spéciaux.

– Le 28 septembre 1943, de Gaulle télégraphie à Grenier alors à Londres pour lui renouveler sa proposition : quatre jours plus tard, le comité adopte un décret créant un commissariat à la Défense nationale auquel Giraud est subordonné (comme de Gaulle l'avait promis aux Soviétiques le 27 septembre) et une ordonnance qui fait du chef de la France libre le seul résident du CFLN.

– Début novembre 1943, les négociations de Gaulle-PCF battent leur plein et, le 8, de Gaulle réitère personnellement à Grenier l'offre antérieure en lui proposant le choix entre deux commissariats (les négociations sont sur le point d'aboutir) : le lendemain 9 novembre, Giraud est exclu du CFLN et donc éliminé politiquement.

– Le 4 avril 1944, les communistes font leur entrée au CFLN : le même jour, Giraud est éliminé militairement.

Les faits sont probants : il y a bien un lien entre l'entrée des communistes et la sortie de Giraud. D'ailleurs, l'élimination du commandant en chef est secrètement approuvée par le PCF[16] et ce que l'on sait de la déjà longue alliance entre de Gaulle et les communistes permet d'affirmer qu'il s'agit bien d'un renforcement d'alliance avec tout ce que cela implique de nouvelles conditions entre partenaires. La raison « officielle » de l'élimination militaire de Giraud – à savoir son intransigeance dans la querelle des Services spéciaux – n'est donc, comme son « indiscipline » dans la libération de la Corse, qu'un prétexte[17].

Mais l'élimination de Giraud n'a pas seulement pour but de consolider l'alliance gaullo-communiste : elle répond aussi, nous l'avons vu, à l'attente des dirigeants soviétiques qui demandent cette mesure depuis plus de six mois. Cette dernière considération éclaire d'un jour particulier et la portée de l'ordonnance du 4 avril, et la date de sa publication.

Sa portée d'abord : l'ordonnance n'élimine pas seulement le commandant en chef, elle supprime – en pleine guerre – le poste de commandant en chef. Ce qui laisse donc pleins pouvoirs à de Gaulle en matière stratégique.

Sa date de publication enfin : l'ordonnance survient au moment où Giraud vient de programmer l'envoi de deux nouvelles divisions prévues initialement pour le débarquement de Provence (la 1re du général Du Vigier, la 5e du général de Vernejoul) sur le front italien, et deux jours après que le commandant en chef a réussi à imposer au général Maitland Wilson (qui remplace Eisenhower comme commandant en chef du théâtre méditerranéen), le plan d'offensive français sur Rome.

Élaboré par Juin, ce plan, auquel Giraud a donné de l'ampleur, va relancer la dynamique alliée, pour l'heure en panne, car il donne l'initiative aux troupes françaises, les seules à avoir jusqu'ici réussi à percer la ligne Gustav dès le 26 janvier – succès que Juin aurait pu transformer en victoire s'il en avait eu les moyens mais de Gaulle, en s'opposant « pour une question de prestige de la France combattante » à l'envoi en novembre précédent de la 9e DIC, les lui a refusés, et l'exploitation de la victoire du Belvédère qui aurait pu permettre la liaison avec Anzio où piétinaient les Américains et ouvrir la route de Rome a tourné court[18]. Considérant aux dépens de son armée la valeur combative du corps expéditionnaire français (CEF), le maréchal Kesselring a d'ailleurs prescrit à son état-major de le surveiller tout particulièrement…

Le « précédent » corse hante-t-il de Gaulle ?

Certes, comme il fut le premier dans Ajaccio, Giraud peut être demain le premier dans Rome. Mais quelle importance que la gloire ceigne une fois encore son front ! Cela ne peut plus rien changer à l'ordre des choses et l'ordre des choses est simple : lui, de Gaulle règne désormais sans partage ; quant à Giraud, ne comptant plus politiquement, il n'est en rien un obstacle à son ambition.

Chez Giraud, les plans de l'offensive danubienne sont prêts depuis 1943

En réalité, si le « précédent » corse hante encore de Gaulle c'est qu'il témoigne surtout de l'audace militaire du commandant en chef. Une audace qui peut l'amener à forcer le cours de l'histoire du côté du « ventre mou » de l'Europe, comme il ne cesse d'en proclamer la nécessité en totale concordance de vues sur ce point avec Churchill et l'état-major anglais. Or, sur les 27 divisions que comptent les troupes alliées en Italie, les troupes franco-britanniques – renfort compris – en représenteront 25…

Qui peut empêcher le tandem Giraud-Churchill de refaire le coup de la Corse dans les Balkans ?

Selon Pierre Ordioni, dans le bureau du commandant Lardin, de l'état-major du commandant en chef, trône en évidence sur l'un des murs une carte où figurent des « flèches immenses qui, remontant des côtes albanaises et dalmates passent par Vienne » et se dirigent vers Berlin[19].

Pendant la Grande Guerre, Giraud a été à bonne école en servant à l'état-major de la V^e^ armée de Franchet d'Esperey qui, devant le risque d'enlisement du front occidental, a demandé dès 1915, la création d'une armée d'Orient et que l'effort principal de la guerre fût porté « en direction de Vienne et de Berlin ». Il sait donc, qu'à l'époque, la guerre de tranchées n'a jamais joué – et à quel prix ! – qu'un rôle de fixation et d'usure : « Les événements, écrit Ordioni, avaient administré la preuve que la route de Berlin passait par Vienne, et que la décision avait été enlevée par l'armée d'Orient qui avait contraint l'armée impériale à céder dès la rupture du front bulgare. Le vainqueur de la guerre était le maréchal Franchet d'Esperay[20]. »

Chez Giraud, les plans sont prêts depuis longtemps.

Dès la mi-1943, au 2^e^ bureau du 1^er^ corps blindé de cavalerie, isolé à Aïn-el-Turk, on a préparé un débarquement allié sur les côtes de Yougoslavie dont cette grande unité en voie de formation est appelée à faire partie. « Cette fois, rapporte Pierre Ordioni affecté à cette unité, l'enjeu est infiniment plus grand qu'en 1918 ; il s'agit pour l'Occident de réaliser, avant l'avance des forces de la Russie soviétique, la libération de toute l'Europe le plus loin possible vers l'est si l'on ne veut pas qu'une dictature en remplace une autre du Péloponnèse au Danemark. »

En arrivant à Aïn-el-Turk, Ordioni n'a apporté pour tout dossier personnel qu'une coupure des écoutes radio qu'il conserve précieusement « comme le mensonge auquel il ne faudra jamais se faire prendre ». Cette coupure de presse, c'est la déclaration faite le 18 juin 1942 par Molotov, à la réunion du Présidium suprême : « L'URSS répudie toute annexion ou tout asservissement de territoires étrangers en Europe et en Asie : les buts de guerre de l'URSS excluent toute éventualité de ce genre dans la libération de la patrie. »

Avec l'aide du capitaine de réserve Rousseau et d'Olivier Roussy de Sales, Ordioni dépouille le volumineux dossier constitué en vue du débarquement projeté. « La presque totalité des pièces qui le composent émanent de l'état-major britannique », révèle-t-il. Les états-majors français

et britannique travaillent en effet de concert à ce plan d'offensive dans le sud de l'Europe. Pour une fois que les intérêts de l'Europe et de l'Angleterre coïncident !

Avec ses adjoints, Ordioni découvre ainsi qu'« à l'intérieur du conflit mondial et en dépit des engagements arrachés à Moscou en août 1942 par Staline à Churchill, l'Angleterre et la Russie se livrent à une seconde guerre, larvée mais implacable, dont la survie de la civilisation occidentale en Europe balkanique et danubienne est en fait l'enjeu ».

Et pour eux, une certitude s'impose : la vraie guerre se situe désormais dans les Balkans et en Europe danubienne où se joue l'avenir de la civilisation et de l'Europe.

Le 20 août 1943, les trois hommes ont remis au général Dario, commandant le 1er corps blindé de cavalerie, leur rapport qui débute par un « Exposé des motifs précédant l'étude détaillée des côtes de Yougoslavie et de l'arrière-pays en vue d'un débarquement allié comportant un corps blindé français ».

À Anfa, Giraud avait exposé une stratégie directe utilisant les trois îles et visant un débarquement entre Livourne et Gênes et une poussée sur l'axe Udine-Vienne. Malgré le choix allié d'une remontée de la botte et la lenteur des opérations, en mars 1944, il n'a pas changé d'avis : « Il soutient toujours, écrit Chambe, que l'intérêt commande de passer par les Balkans, d'y tendre la main aux forces insurgées de Mihaïlovitch et de monter sur la Bohême[21]. » Or, l'exemple corse est là pour en témoigner, il est aussi formé à l'école de Foch : quel que soit le théâtre d'opérations, en quelque point du monde où l'on se trouve, l'audace dans l'exécution doit se mêler à l'imagination dans la conception.

De quoi inquiéter Staline et de Gaulle à la veille de l'assaut décisif contre Rome…

Le 5 avril, Giraud se rend à une convocation du président du CFLN. Celui-ci lui explique que s'il a pris l'armée, c'est « pour coiffer les communistes [*sic*] », qu'il n'y a pas pour l'heure besoin d'un commandant en chef mais que Giraud doit occuper un poste important et qu'il lui propose donc le poste d'inspecteur général des armées.

« L'inspecteur général des armées devient automatiquement commandant en chef à la déclaration de guerre et il semble que l'on soit en guerre », fait observer Giraud.

De Gaulle paraît d'autant plus gêné que son interlocuteur ne dévoile pas ses intentions.

Le 7 avril à 21 heures, Louis Jacquinot, commissaire à la Marine, appelle le général René Chambe, chef du cabinet militaire de Giraud, et le presse de venir le voir. Ce que fait Chambe malgré l'heure tardive.

Jacquinot lui révèle qu'on lui demande de signer, avec les autres commissaires, l'ordonnance qui porte exécution de la décision nommant Giraud inspecteur général des armées, mais qu'il ne la signera que si le commandant en chef est d'accord pour accepter ses nouvelles fonctions, car il ne s'agit pas d'une mesure à l'encontre du général Giraud, mais d'un remaniement dans la structure du haut commandement. L'armée française, a expliqué le général de Gaulle en commission, n'est pas numériquement assez importante pour que soit justifié un tel commandement, un poste d'inspecteur général est suffisant, et mieux en rapport avec la situation actuelle. Chambe rétorque qu'en temps de paix, il y a un inspecteur général de l'armée et qu'en temps de guerre celui-ci devient automatiquement commandant en chef. « Aujourd'hui, poursuit-il, le Comité de la Libération nationale, dans son ignorance, veut procéder à l'opération inverse à l'encontre de toutes les règles et de tous les besoins, surtout dans une guerre de coalition comme celle que nous connaissons, où il importe que le prestige français soit porté au point le plus élevé possible[22]. »

Chambe fait ensuite l'historique des relations entre les deux chefs pour montrer combien cette nouvelle mesure que l'on veut prendre à l'égard de Giraud est en contradiction formelle avec l'entente passée entre lui et de Gaulle.

« Aujourd'hui, dit-il, on veut faire lâcher prise au général Giraud et le pousser dehors. Il a toutes les raisons, tous les droits de s'y refuser. Au demeurant, ce qu'il défend est bien plus qu'une position personnelle, c'est une position française : aucun de vous n'était présent au moment de la guerre et de la victoire de Tunisie, vous êtes donc excusables de ne pas savoir que le général Eisenhower a fait l'honneur aux Français de mettre deux divisions américaines sous commandement français, les 1re et 34e divisions d'infanterie US. Il ne l'a fait que parce qu'il y avait un commandant en chef français et que ce chef était le général Giraud. »

Et Chambe conclut :

« Supprimez ce titre et ces fonctions, vous supprimez en même temps la possibilité pour un chef français de voir placer à nouveau sous son

commandement des unités alliées, vous diminuez à tout jamais la position française ! Et, pour le faire, vous choisissez le moment où, en Italie, vont s'ouvrir de grandes opérations militaires, notre corps expéditionnaire devant y jouer un rôle important, sous les ordres du général Juin ! Les Alliés ont les yeux fixés sur les troupes françaises et leurs chefs. Allez-vous consentir à leur donner à supposer que la participation de l'armée française est mineure, puisque à sa tête ne se justifie plus un commandant en chef ? »

Toujours prompt à brandir l'étendard de l'indépendance et de la grandeur de la France, de Gaulle ne peut évidemment que partager cet argument incontournable. Mais pas plus qu'il ne pouvait prendre le risque de décevoir les communistes français dans l'« affaire Pucheu », il ne peut prendre le risque de décevoir les Soviétiques dans l'« affaire Giraud ».

Il y va de son avenir politique.

Le 8 avril, à 11 heures, il convoque une nouvelle fois Giraud pour lui donner lecture du décret qui le nomme inspecteur général des armées.

« Sans éclat de voix, mais sans la moindre hésitation, je refuse le poste qui m'est offert, écrit Giraud. Les raisons, les arguments ne me manquent pas : le général de Gaulle les connaît aussi bien que moi. Pendant une heure nous nous affrontons. La discussion est vive, le ton est toujours correct. Visiblement, le général de Gaulle est étonné ; il m'avait vu céder sur tant de points et tant de fois, qu'il ne s'imaginait pas que je puisse résister. Finalement, nous nous séparons sans conclure, et je rentre au Palais d'Été[23]. »

À 14 heures, Giraud reçoit deux lettres, l'une officielle :

Mon cher général,

J'ai eu l'honneur de vous remettre ce matin le texte du décret qui vous attribue les hautes fonctions d'inspecteur général des armées au lieu et place de celle que vous exerciez comme commandant en chef. Je vous ai exposé les raisons qui ont déterminé le CFLN à considérer qu'étant donné d'une part l'organisation actuelle du commandement interallié des opérations, d'autre part la nécessité, dans la période qui s'ouvre, de placer au plan du gouvernement les décisions principales concernant l'organisation et l'emploi de nos forces, il convenait de modifier et de préciser dans ce sens vos attributions.

En faisant de vous son haut conseiller militaire, en vous associant à toutes ses décisions concernant la mise sur pied, le commandement, l'encadrement et l'utilisation de nos forces de terre, de mer et de l'air, en vous mettant à même, comme inspecteur général, de demeurer en contact étroit avec les armées, qu'elles soient au combat ou à l'intérieur, ainsi qu'avec le commandement allié, le gouvernement marque à la fois la confiance qu'il vous porte, son intention de continuer à utiliser vos éminentes qualités militaires dans la phase décisive des opérations qui libéreront le territoire national, et sa reconnaissance pour les services exceptionnels que vous avez rendus comme commandant en chef notamment lors de la bataille de Tunisie et la libération de la Corse[24].

L’autre personnelle et manuscrite :

Mon général,

À la lettre que je vous adresse ci-jointe officiellement, je joins celle-ci, tout à fait personnelle et que je vous demande de recevoir comme venant simplement d’un de vos anciens subordonnés qui a conservé à votre égard tout son respect et tout son attachement.

Mon général, vous ne pouvez pas, dans la situation où se trouve notre pauvre et cher pays, prendre – pour une raison personnelle – une attitude de refus vis-à-vis de ceux qui ont la terrible charge de gouverner devant l’ennemi et au milieu des étrangers. Quels que soient les griefs que l’on puisse avoir, il faut, quand on est le général Giraud, donner jusqu’au bout l’exemple de l’abnégation et, je dois ajouter, de la discipline (au sens le plus élevé du terme).

J’attends votre réponse avec confiance et vous prie de croire, mon général à mes sentiments profondément et fidèlement dévoués[25].

Moscou manifeste sa satisfaction

Ces deux lettres qui montrent ce qu’il y a de contraint et de forcé dans l’attitude du président du CFLN font suite à un coup de téléphone que Chambe reçoit du colonel de Rancourt, chef du cabinet militaire de De Gaulle, le convoquant à 17 h 30 chez le président du CFN. Tout de suite, de Gaulle se lance dans une sévère critique de l’attitude du commandant en chef qui, dit-il, se met constamment en opposition avec le CFLN. Or les décisions du CFLN sont des ordres…

Cette colère, en totale contradiction avec le ton des lettres qu’il adresse au même moment à Giraud, n’a évidemment pas pour motif chez de Gaulle la moindre crainte d’une réaction plus ou moins violente de Giraud ou des siens. Ni non plus la crainte d’une réaction américaine depuis le satisfecit d’Eisenhower pour son total alignement sur les projets militaires américains. D’ailleurs, au cas où, pour prévenir toute difficulté qui pourrait surgir de ce côté-là, il compte bien, comme on le verra, en rajouter dans l’expression de son alignement…

Non, cette colère, comme on le verra aussi, traduit plutôt son dépit de ne pouvoir – si Giraud maintient son refus d’accepter ce poste honorifique bien commode à tous égards – lui faire endosser certaines décisions stratégiques qu’il va devoir assumer personnellement et imposer à son vieux camarade Juin.

Devant un de Gaulle en effervescence, Chambe reste calme et répond que Giraud a la conviction de défendre non seulement une position personnelle mais aussi et surtout une position française et qu’au moment où va s’ouvrir la route de Rome et alors que tous les plans ont fait l’objet de

longues études et d’une mise au point entre le commandant en chef français et l’échelon le plus élevé de la hiérarchie militaire alliées, il serait de l’erreur la plus grave de décapiter l’armée française.

« Ce n’est pas le général Giraud qui, aux yeux des Alliés, serait ravalé à un niveau inférieur, dit Chambe, ce serait l’armée française tout entière. Il ne serait plus question alors pour un chef français de pouvoir recevoir un commandement interallié. En comparaison de cet inconvénient majeur, le reproche que vous adressez à Giraud sur le plan intérieur est peu de chose… »

De Gaulle fait marche arrière :

« Ce n’est pas, dit-il, une décision de sanction à l’égard du général Giraud, comme il paraît le croire, qu’a prise le CFLN mais bien une décision d’intérêt général. Quel que soit le prestige du général Giraud, évadé d’Allemagne, vainqueur de Tunisie et de Corse, il n’a pas le prestige suffisant pour conduire la direction des opérations de guerre sur le plan interallié, ce rôle doit appartenir non à un commandant en chef militaire, échelon intermédiaire devenu inutile, mais bien au gouvernement de la France, c’est-à-dire au comité dont je suis moi-même le chef.

— S’il est exact que la conduite politique de la guerre doit relever de l’autorité du gouvernement, réplique Chambe, la conduite des opérations militaires ne peut, par contre, n’appartenir qu’à un commandant en chef militaire, en prise directe avec la troupe et sur le terrain même. Chef du gouvernement, vous ne pouvez en assurer les fonctions en même temps que celles de commandant en chef. Clemenceau en 1918, chef du gouvernement, assumant les responsabilités de la conduite politique de la guerre, s’est-il privé de la personne du maréchal Foch à qui revenait la conduite des opérations militaires ? La situation est la même aujourd’hui, ici, à Alger. Elle est même beaucoup plus évidente dans la situation difficile où nous nous trouvons avec la nécessité d’affermir notre position aux yeux des Alliés, c’est-à-dire d’établir à la fois l’ordre et l’autorité sur le plan gouvernemental et sur le plan militaire. Le général Giraud est aussi indispensable à l’armée que vous l’êtes à la tête du gouvernement. »

Chambe ajoute que toucher à la personne de Giraud créera le trouble dans les esprits, provoquera un scandale et que les Alliés ne manqueront pas de mépriser les Français et d’ironiser sur leurs discordes. Que deviendra dans tout ça le prestige français ?

De Gaulle en convient.

Une idée traverse alors l'esprit de Chambe : puisque la décision du CFLN de se débarrasser de Giraud est due – semble-t-il – à son insubordination, il propose d'obtenir de celui-ci l'engagement formel de ne plus faire opposition aux décisions du comité en échange de quoi il sera confirmé dans ses fonctions actuelles de commandant en chef avec son titre et ses prérogatives.

« Le général de Gaulle me regarde bien en face, écrit Chambe et, à ma surprise, me déclare qu'il est d'accord. Il me répète sans ambiguïté que si le général Giraud prend nettement l'engagement tel que je viens de le définir, la mesure envisagée ne sera pas prise[26]. »

Le lendemain, Chambe apporte la réponse écrite de Giraud. Elle est dans ce sens. Mais de Gaulle se lance comme la veille dans une violente diatribe contre ce dernier et répond de façon évasive aux questions de son interlocuteur qui ne sait trop quoi penser.

Quand Chambe regagne le Palais d'Été, c'est pour apprendre que l'Agence France-Presse Afrique a reçu l'ordre de communiquer le décret nommant Giraud inspecteur général…

« Quand, tout à l'heure, le général de Gaulle vous a reçu et vous a parlé, ayant l'air de vous écouter et de discuter avec vous, dit alors Giraud à Chambe, l'ordre de publier le décret et de couper ainsi les ponts était déjà donné. Je connais la manière. »

« Convaincu de l'impérieux devoir d'éviter le moindre trouble dans les esprits ou de fournir le moindre sujet de satisfaction à nos ennemis, écrivait Giraud dans sa lettre de conciliation, je souhaite vivement, si rien n'est changé aux attributions et aux prérogatives du commandant en chef qui sont actuellement les miennes, de continuer à servir le pays comme je l'ai fait jusqu'à ce jour. » Et il ajoutait : « Peut-être est-il nécessaire de mettre au point certaines questions comme celles des Services spéciaux, qui n'ont pas été réglées. Je suis prêt à le faire dans le plus ferme désir d'aboutir. »

Fort de cet engagement écrit du commandant en chef, de Gaulle n'avait plus rien à redouter de ce dernier et ce n'est donc pas l'affaire des Services spéciaux qui pouvait l'amener à changer brusquement d'avis entre deux visites de Chambe. La raison de son revirement est donc ailleurs.

On ne s'étonnera pas de la trouver dans les nouvelles en provenance de Moscou… où l'affaire du « bloc occidental » continue de faire des remous ainsi qu'en témoignait le 5 avril un télégramme de Garreau rendant compte notamment d'un article de la revue *Guerre et Classe ouvrière* condamnant

les plans de quasi-fédération franco-britannique du journaliste Noël Newson :

> Selon les indications que je tiens de source sûre, écrivait Garreau, (cet article) doit être entendu comme une mise en garde contre tout système « occidental » du genre de celui que le gouvernement soviétique avait cru déceler dans le discours du général de Gaulle du 18 mars. On m'assure toutefois que les dirigeants de l'URSS, désireux de couper court par avance aux espoirs que les adversaires du comité à l'étranger n'auraient pas manqué de nouer sur une critique directe dans la presse, ont tenu expressément : 1) À en émousser la pointe en faisant porter cette critique sur les conceptions qu'ils estimaient à tort d'un journaliste britannique ; 2) À en limiter la portée en accompagnant cette critique d'une vigoureuse et même agressive approbation de l'œuvre de justice accomplie sous les auspices du CFLN par la condamnation et l'exécution du traître Pucheu. Cette réaction de la presse se rattacherait donc aux mêmes directives qui inspirent la cordialité non exempte de critique, de M. Dekanosov lors de notre entretien[27].

Et le 6, le délégué du CFLN à Moscou écrivait encore : « Les textes concernant la France publiés dans la presse soviétique quotidienne du 1er au 31 mars appellent les remarques suivantes : les dépêches de l'agence *Tass* ont été légèrement moins abondantes que de coutume : une dizaine de lignes par jour en moyenne, rares, sans titres vedettes. Elles portaient pour leur très grande majorité sur les événements en France occupée et notamment sur la Résistance active. Les événements d'Alger n'ont provoqué qu'une attention secondaire. Les débats de l'Assemblée consultative n'ont été qu'exceptionnellement mentionnés[28]. »

Nouvelles plutôt sombres, donc.

Mais soudain, la situation s'éclaircit. Le remaniement du CFLN et la publication de l'ordonnance par laquelle de Gaulle s'arroge le pouvoir militaire au détriment de Giraud donne pleine satisfaction au Kremlin à en juger par ce télégramme de Garreau en date du 8 avril : « La publicité donnée par la presse soviétique aux informations relatives aux récentes mesures du CFLN prennent la valeur d'un éloge officiel surtout si l'on tient compte du quasi-silence qui s'était fait depuis quelque temps autour de notre activité politique. La présentation sous le titre vedette de la dernière allocution du général de Gaulle alors qu'aucun de ses discours de mars n'avait été signalé par la presse soviétique constitue un symptôme particulièrement remarquable[29]. »

Est-ce cet « éloge officiel » dont il a eu connaissance dans la soirée du 8, qui a amené de Gaulle à revenir, le 9, sur sa promesse à Chambe ? C'est plus que probable. Sans oublier également que ce même 9 avril, Cordel

Hull annonce que les États-Unis sont disposés à laisser au CFLN « la direction dans l'établissement de la loi et de l'ordre » en France après le débarquement. Certes, le secrétaire d'État américain précise bien qu'à l'issue des opérations militaires, le peuple français devra exercer lui-même sa souveraineté en choisissant la forme de gouvernement qu'il voudra se donner et que pendant la durée des combats, le CFLN dirigera le rétablissement de l'ordre et de la légalité « sous le contrôle du commandant en chef allié », mais il s'agit incontestablement d'un début de reconnaissance du comité comme gouvernement provisoire.

Au moment où il joue son va-tout, de Gaulle ne pouvait pas espérer mieux que cette double bénédiction américano-soviétique.

Mais le Kremlin a encore d'autres raisons d'être satisfait de l'attitude des gaullistes puisque ceux-ci créent, de concert avec les communistes les 8 et 9 avril, l'association France-URSS dont le but est de favoriser dans le cadre de la législation en vigueur la connaissance mutuelle des deux pays, leur action commune dans la guerre et leur collaboration amicale dans la paix.

Une initiative qui apparaît comme une riposte au « scandale Kravchenko »…

Capitaine de l'Armée rouge, membre du parti communiste, chef de la section des métaux à la commission d'achat soviétique à Washington, Kravchenko vient de démissionner avec éclat de ses fonctions ; dans un télégramme en date du 7 avril, Henri Hoppenot, délégué du CFLN aux États-Unis, rend compte de cet événement en ces termes :

> Kravchenko accuse le gouvernement soviétique qui, tout en prétendant collaborer avec Washington et Londres, poursuit des buts incompatibles avec ceux des Alliés. Le gouvernement soviétique a bien dissous le Komintern mais, en réalité, Staline continue à diriger les PC à l'étranger. Comment le gouvernement soviétique peut-il prétendre restaurer la démocratie dans les pays libérés alors qu'il n'a encore accordé au peuple russe aucune des libertés les plus élémentaires ? À mesure que les territoires sont libérés de l'envahisseur nazi, le gouvernement soviétique rétablit son régime d'illégalité et de violence avec ses prisons et les camps de concentration qui l'accompagnent. Pendant des années, les Russes ont vécu dans le besoin et la peur ; par leurs immenses sacrifices dans la lutte commune contre le fascisme, ils méritent d'être délivrés de cette peur[30].

Le 9 avril encore, alors que Giraud fait savoir à de Gaulle qu'il a « le regret de ne pouvoir accepter » le titre d'inspecteur général des armées, mais qu'il ne donne pas non plus sa démission et qu'il n'accepte pas la suppression du commandant en chef au moment où des Français meurent

sur les champs de bataille, de Gaulle fait dire à Jean Monnet, alors aux États-Unis, de ne pas répondre publiquement à Cordell Hull qui a parlé « de contrôle du commandement allié militaire sur le Comité de la Libération nationale ». « Si nous évoquions son allocution nous serions obligés de le contredire, écrit le président du CFLN. Mieux vaut garder le silence pour le moment dans nos propos publics[31]. »

Dans les propos de Cordell Hull, il convient de prendre ce qui est positif et d'oublier le négatif comme le souligne un télégramme du CFLN à Garreau en date du 10 avril :

> M. Monnet m'avait donné hier les indications suivantes sur une conversation qu'il avait eue avec M. Dunn qui avait tenu à l'informer par avance du passage du discours de M. Cordell Hull relatif à la France :
>
> 1) M. Dunn m'a dit qu'il tenait à ce que nous sachions l'esprit dans lequel ce texte avait été élaboré. Il a insisté sur le fait que cette déclaration devait éliminer bien des malentendus qui ont pu exister et des appréhensions qui ont pu surgir dans le passé.
>
> 2) Cette déclaration équitable vaut en fait l'acceptation publique par le gouvernement américain, avant même la décision du général Eisenhower, de l'administration de la France par le CLN. Elle précise que les arrangements préliminaires en vue de la Libération seraient faits avec le comité. Elle écarte complètement le danger de voir le commandant en chef traiter avec d'autres groupes que le comité. Elle précise très nettement qu'il n'est plus question de constituer un Amgot en France.
>
> J'ai retiré de ma conversation l'impression très nette que la déclaration de M. Cordell Hull a pour objet d'ouvrir la porte à des négociations pratiques et de permettre de sortir de l'impasse actuelle. M. Dunn m'a dit : « Vous ne devez pas considérer cette déclaration comme un point final mais comme un commencement[32]. »

Les Soviétiques ne s'y trompent d'ailleurs pas puisque le compte rendu d'un entretien, le 11 avril, entre Garreau et Dekanosov, précise que les deux hommes ont évoqué ensemble la déclaration de Cordell Hull qui « a expressément désigné le CFLN comme le seul pouvoir qualifié pour assurer la charge de l'administration de la France métropolitaine au cours de sa libération, cette concession de fond marquant un progrès capital dans l'évolution du gouvernement américain à l'égard du problème français[33] ».

La reconnaissance par les Américains de l'autorité du CFLN sur la France libérée au moment précis où deux communistes y entrent et où Giraud est éliminé complètement est pour le moins une coïncidence troublante. Faut-il y voir une marque supplémentaire du philosoviétisme de Roosevelt ? Sans intervenir dans les affaires politiques françaises, la Maison Blanche pouvait si elle l'avait voulu, prévenir l'élimination militaire de celui que de Gaulle accuse précisément d'être l'« homme des

Américains » en lui donnant, comme prévu, une place au Comité de guerre interallié. Si elle ne l'a pas fait, c'est que l'élimination militaire du commandant en chef sert les plans de Roosevelt visant à laisser à Staline les mains libres en Europe centrale. Et, conséquemment à faire le lit de De Gaulle.

C'est ainsi d'ailleurs que le comprennent les Soviétiques.

« En matière économique nous avons beaucoup à apprendre de l'URSS »

Lors de l'entretien du 11 avril entre Garreau et Dekanosov, ce dernier demande brusquement à son interlocuteur :

« Et quand donc l'armée française va-t-elle débarquer sur le sol national ?

— Je ne suis pas dans le secret des dieux, répond Garreau et vous devez en savoir beaucoup plus long que moi sur les intentions du commandement allié.

— Hélas ! reprend Dekanosov, les semaines et les mois continuent de passer et le second front ne prend toujours pas forme à l'Occident. L'avance soviétique progresse certes rapidement mais la route à parcourir est encore bien longue ; que de sacrifices supplémentaires faudra-t-il imposer au peuple de l'URSS avant d'en finir avec l'Allemagne[34] ? »

Ce même 11 avril, André Marty fait un rapport devant les communistes d'Alger :

> Il serait erroné, déclare-t-il, de prétendre qu'il n'y a rien à faire au CFLN parce qu'il n'est pas encore un vrai gouvernement d'union nationale. La seule comparaison de la composition du CFLN et, par exemple, du Comité parisien de la Libération montre combien d'efforts sont encore nécessaires pour transformer le gouvernement provisoire en vrai gouvernement d'union nationale. Sans parler de la faible représentation de notre parti pas du tout en rapport avec sa puissance et son influence sur le sol de la patrie. On doit regretter que ne figure pas au gouvernement de la République la représentation de la CGT… Lorsque, entre autres, la CGT, le Front national et les forces unies de la jeunesse patriotique auront leurs représentants au sein du gouvernement, celui-ci exprimera alors beaucoup plus réellement les sentiments et les forces unies des Français en bataille sur le sol de la patrie.

« Ainsi, remarque Stéphane Courtois, à peine entré au CFLN, le PCF, tout en remplissant efficacement ses tâches, envisageait déjà de modifier le rapport des forces au sein de l'alliance en sa faveur en y accentuant le poids des organisations populaires qu'il contrôlait[35]. »

En l’occurrence, le PCF ne fait que suivre – à son échelle – l’exemple du Kremlin, à en croire cette note de Dejean datée du 12 avril :

> L’ordre du jour par lequel M. Staline a annoncé dans la soirée du 8 mars que les Soviets avaient atteint la « frontière d’État » de l’URSS avec la Tchécoslovaquie et la Roumanie sur une longueur de 123 miles revêt une très grande portée politique. Il signifie que le gouvernement des Soviets considère comme faisant partie de l’URSS les territoires autrefois polonais situés en bordure de la Russie subcarpathique. La ligne Curzon forme la frontière russo-polonaise. D’une façon générale, l’accent mis sur l’indépendance de la Tchécoslovaquie et la modération affichée à l’égard de la Roumanie sont de nature à rassurer les inquiétudes ou les alarmes que peuvent causer les succès éclatants des armées soviétiques et la révélation de la formidable puissance militaire et économique de l’URSS.

Le 12 avril, Pierre Cot, toujours à Moscou, insiste sur la nécessité de renforcer la délégation du CFLN en URSS et conclut : « Nous ne saurions transposer chez nous des méthodes adaptées à des conditions historiques fort différentes des nôtres, mais nous avons beaucoup à apprendre dans le domaine économique et les réalisations de l’URSS sont au moins aussi remarquables en cette matière qu’en matière militaire. En terminant, j’indique que les autorités soviétiques facilitent autant qu’elles le peuvent l’exécution de ma mission. […] Il faut voir dans cet empressement la preuve de l’intérêt que le gouvernement de l’URSS porte au CFLN et au peuple français. »

Le prosoviétisme de Garreau ne le cède toutefois en rien à celui de Cot.

Rendant compte d’une déclaration du ministre des Affaires étrangères du Comité national yougoslave, Smodlaka, qui envisage d’établir une fédération des peuples slaves du Sud à laquelle la Bulgarie pourrait adhérer si elle le désire, le représentant gaulliste à Moscou écrit en effet le 14 avril : « C’est en somme la politique des nationalités, si heureusement pratiquée par l’URSS, que M. Smodlaka se propose d’appliquer aux peuples de la Fédération. »

On ne saurait être plus complaisant. Ou plus aveugle…

Malgré l’exhortation de Juin et de De Lattre qui le poussent à accepter, quoi qu’il lui en coûte, le titre d’inspecteur général des armées, Giraud maintient son refus. « Je ne veux pas servir de potiche. »

Churchill, qui sait que l’élimination militaire du commandant en chef le prive d’un allié important pour sa stratégie méditerranéenne, intervient à son tour ; le 14 avril, il lui adresse ce télégramme : « Je considère qu’il est de votre devoir, si je peux me permettre en vieil ami d’exprimer mon

opinion, d'accepter les postes qui vous sont offerts par le CFLN. Je me fonde sur l'imminence de grandes opérations à la fois en Italie et dans le Nord à travers la mer, et sur l'importance qu'il y a à ce que vous contribuiez de la plus haute manière au moral de nos forces. Votre départ en ce moment sera, j'en suis sûr, décourageant. En fait, je compte sur vous pour nous aider, si douloureux ou injuste que cela puisse être. »

De Gaulle redoute-t-il l'intervention du Premier britannique ? Toujours est-il que ce même 14 avril, il décide de pousser les feux et signe le décret plaçant Giraud « en réserve de commandement », mais maintenu en activité sans limite d'âge. Puis, lors de la séance du comité, il raconte sa visite aux troupes et la confirmation de la nomination de De Lattre pour le front du sud de la France. « Il ajoute, précise Queuille, qu'il est heureux d'annoncer, confidentiellement, que les relations du comité avec les États-Unis vont être améliorées sensiblement. Nous en aurons la preuve sous huit à dix jours – sans doute au moment de l'arrivée de Wilson (qui remplace Murphy). »

Difficile de mettre cette soudaine amélioration américano-gaulliste au compte du seul hasard !

La séance touchant à sa fin, Menthon questionne sur commande : « Que devient le général Giraud ? »

Réponse de De Gaulle : « Il m'a demandé 1) Que sa situation fût réglée ; 2) Que ses officiers d'EM soient affectés et a proposé des affectations. »

Suit alors l'éloge du chef qui a rendu d'éminents services, etc. En conséquence : maintien en activité, médaille militaire et satisfaction pour ses collaborateurs, dont certains resteront affectés à sa personne. Et comme quelqu'un questionne : « Mais s'il refuse avec éclat la médaille militaire ? », de Gaulle répond : « Je ne crois pas qu'il refuse, mais on ne publiera qu'après assurances… »

L'échange indique donc que de Gaulle a signé le décret sans en faire part aux membres du gouvernement et qu'il tente de leur faire croire que Giraud a accepté tout uniment son sort…

Et semble-t-il, ces derniers dans leur majorité sont prêts à tout accepter de la part de l'homme du 18 Juin, même si certains ne cessent de s'interroger à la manière de Queuille dès le jour suivant : « J'ai mal à ma conscience et à mon cœur. Raisons corréziennes, famille pour le deuxième… Autres raisons pour la première : je ne sais pas où est le devoir.

De Gaulle est nécessaire à la France, mais ne commet-il pas des erreurs auxquelles j'ai le devoir de ne pas m'associer ? »

Si dans ses *Mémoires*, de Gaulle reconnaît avoir exercé à Alger une « dictature momentanée au cours de la tempête », dans une allocution prononcée à Saint-Maur le 6 juillet 1952, lors du Conseil national du RPF, il se montrera encore plus explicite sur la durée de ladite dictature : « Mes compagnons, ce n'est pas devant vous que je baisserai les yeux pour le dire. […] Je dois confesser, sans demander l'absolution, que cette dictature, les événements m'avaient forcé de l'exercer pendant près de six ans[36]. »

Six ans ! Tout simplement donc, Giraud est victime de la dictature gaulliste. La mythologie aussi est à ce prix : il ne peut pas, il ne doit pas y avoir deux libérateurs. Son éviction passe par un limogeage pur et simple. « C'est l'aboutissement d'un dessein dont dès Londres on poursuivait la réalisation », précise Queuille.

L'Humanité du lendemain titre : « Vive le CFLN, gouvernement de la France en guerre. » Suit toutefois ce commentaire : « Il ne s'agit pas maintenant de revenir sur les raisons qui ont retardé pendant des mois la participation des communistes au CFLN. Par l'entrée des communistes au CFLN, le rassemblement national s'est opéré au gouvernement. » Ce « maintenant » ne passe pas inaperçu car il implique une suite…

Ce même 15 avril, Giraud adresse son dernier ordre du jour à l'armée. Béthouart, nouveau chef d'état-major de la Défense nationale, vient lui offrir la Médaille militaire au nom du CFLN. « Je la refusai, écrit-il, disant qu'il me suffisait d'avoir gagné tous mes grades dans la Légion d'honneur pour faits de guerre, et ne demandant rien à personne. »

L'ancien fondateur du CFLN et commandant en chef des armées françaises qui, sous ses ordres, ont apporté deux victoires à la France en attendant une troisième à venir bientôt en Italie, se retire dans une villa de Mazagran où il va désormais vivre en semi-exil et sous étroite surveillance gaulliste, marque du nouveau régime qui s'accentue de jour en jour avec l'extension de l'épuration-vengeance. Certains s'inquiètent. C'est le cas de Churchill aux yeux de qui l'hypothèque communiste pesait déjà lourd et que l'entrée de Grenier et de Billoux au CFLN exaspère. Il recommande à son sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Alexander Cadogan, la plus grande vigilance : « N'oublions pas que nous purgeons tous nos organes secrets de leurs communistes parce que nous savons que ce n'est pas à nous ni à notre cause que va leur allégeance, et qu'ils trahiront

toujours nos secrets aux Soviétiques, même en période de coopération. La présence de deux communistes au Comité français exige un traitement extrêmement attentif de la question des communications d'informations secrètes à ce comité[37]. »

Du côté français, Henri Frenay n'est pas en reste qui, le 16 avril, publie dans *Combat* un article intitulé : « Sectarisme ou rassemblement national » :

> Un ami vient de m'arriver de France. […] Il m'a parlé d'autres hommes que je ne connais pas qui aussi se battent et meurent. Je ne les connais pas, car ils sont entrés dans la Résistance longtemps après nous. Cette vérité que le salut était dans la victoire et par le combat leur fut longtemps dissimulée par l'escroc étoilé de Vichy. Ils furent les victimes de cette escroquerie mais, maintenant, après avoir compris, ils se battent et ils savent mourir. Ils sont mes frères.
>
> En écoutant parler la France par la bouche de mon ami, je pensais à l'AFN, à ce trouble qui y règne et qu'il serait vain de nier. Je me disais : « Si ces hommes étaient ici, ils ne pourraient par leur sacrifice et leur courage faire comme là-bas, l'aveu de leur erreur passée et la preuve de leur sincérité présente. Alors, malgré leur amour de la France et parce qu'ils ont été les victimes de Pétain l'escroc, beaucoup seraient tenus pour suspects et sentiraient peser sur eux la réprobation des sectaires. Eh bien je le dis tout net : cette suspicion et cette réprobation me sont odieuses. Il est temps, il est grand temps que chacun de ces accusateurs choisisse son camp : sectarisme ou rassemblement national. Pour ma part et avec de Gaulle, j'ai choisi : je suis pour le rassemblement national. […] Je hais le sectarisme car il est signe de bêtise ou de méchanceté. Il est aussi parfois le signe de l'ambition sordide. Je hais le sectarisme de certains hommes de parti. Je hais le sectarisme religieux tout autant que le sectarisme antireligieux. Mais je hais par-dessus tout le sectarisme gaulliste. Par-dessus tout ? Oui, parfaitement car, pour moi, le gaullisme et son symbole, la croix de Lorraine, c'est la France, c'est son esprit, c'est son incarnation dans la douleur de notre époque. Et la France, si elle était sectaire, ne serait plus la France […][38]. »

Exercice difficile que cette dénonciation du sectarisme gaulliste au nom du gaullisme quand c'est de Gaulle soi-même qui a lancé l'épuration-vengeance et est devenu concrètement, en raison de son statut, épurateur en chef…

Et qu'écrirait Frenay ! s'il savait qu'il est lui aussi dans le collimateur puisque François-Georges Dreyfus révèle que « Raymond Aubrac envisage selon une lettre de Copeau à d'Astier d'éliminer par n'importe quel moyen un certain nombre d'éléments, à commencer par Frenay lui-même[39] ».

L'atmosphère est devenue si lourde à Alger[40], la crainte si palpable que même les journalistes sont sur le qui-vive et il ne s'en trouve pas un seul pour oser évoquer le cas de l'ancien commandant en chef lors de la conférence de presse à laquelle le président du CFLN les convoque le 21 avril. De Gaulle lui-même feint d'être surpris par leur silence :

Vous ne m’avez pas posé la question que j’attendais cependant, ce qui me fait penser que vous êtes à mon égard d’une discrétion dont je vous remercie. Je la poserai donc moi-même et j’y répondrai. Il s’agit du départ du général Giraud. Je voulais dire à ce sujet pour que cela soit bien compris, que l’organisation actuelle du commandement interallié ne comporte pas la possibilité de maintenir en ce moment un commandant en chef français. Le gouvernement n’aurait pu le faire qu’en attribuant au commandant en chef certaines de ses propres responsabilités quant à la direction générale, à l’organisation, à la répartition des forces françaises. Mais cela était évidemment impossible. Le gouvernement aurait souhaité que le général Giraud continuât à lui apporter le concours de ses conseils et de son expérience. Il a préféré demeurer disponible et le gouvernement a, avec regret, accédé à son désir ; dans tous les cas je dis bien haut que la magnifique carrière militaire du général Giraud fait extrêmement honneur à l’armée française. Je dis bien haut que son évasion légendaire de la forteresse allemande de Königstein, sa volonté immuable de combattre l’ennemi, sa participation imminente à la bataille de Tunisie et à la libération de la Corse lui assurent dans cette guerre même, une gloire qui ne sera pas oubliée[41].

Cet hommage appuyé autorise-t-il les questions ? Dans le doute, les journalistes français préfèrent s’abstenir. Pourtant l’explication est un peu courte et ce ne sont pas les questions qui manquent :

Pourquoi, alors que s’engage la bataille dont dépend le sort de la France, une « bataille vitale parce qu’il s’agit de la substance française » (de Gaulle *dixit*), le CFLN décide-t-il de priver l’armée française de son meilleur stratège qui a déjà apporté deux victoires au pays en attendant une troisième qui ne devrait pas tarder ?

Pourquoi, alors que s’engage une « bataille qui exige le rassemblement national » (de Gaulle *dixit*), prendre le risque de provoquer la division et de jeter le trouble dans l’armée ?

Pourquoi de Gaulle, d’ordinaire si sourcilleux du rang de la France, accepte-t-il si facilement que l’organisation actuelle du commandement interallié ne comporte pas la possibilité de maintenir en ce moment un commandant en chef français ?

Pourquoi le CFLN ne peut-il maintenir un commandant en chef qu’en lui attribuant certaines de ses responsabilités et, si c’est le cas, cela ne vaut-il pas mieux que d’avoir à se soumettre au commandement interallié ?

Car l’élimination du commandant en chef s’accompagne de la suppression du commandement en chef français. Une instruction secrète datée du 22 avril concernant les liaisons à assurer entre les organes de commandement alliés et le commandement militaire français précise en effet : « Avant l’organisation récemment réalisée du haut commandement français, le général commandant en chef traitait avec le haut commandement allié de nombreuses questions d’exécution qui sont du

ressort, selon leur nature, soit des commandements français de forces en opération, soit du commissariat à la Guerre (état-major général). Il est estimé nécessaire, au double point de vue de la rapidité d'exécution et de la conservation du secret, que chacun des organes de commandement français traite directement avec les organes correspondants de commandement alliés les questions à leur échelon et dans leurs attributions[42]. »

En bref, sur le terrain, c'est le rapport de force (matérialisé par le nombre d'unités, la puissance de feu, la diversité des moyens de manœuvre et aussi le caractère du chef décideur) qui décidera. Il y a tout lieu de penser qu'il sera Américain. Et puis, surtout, de la guerre du Rif à la campagne d'Italie en passant par les grandes manœuvres du Maroc, de Tunisie et de Corse, la conduite de la guerre de Giraud n'a jamais souffert ni de lenteur ni de publicité intempestive…

Les journalistes se taisent.

Faut-il que la « dictature » revendiquée ne soit pas un vain mot !

Seul un journaliste américain ose se lever et demander avec une brutalité professionnelle très anglo-saxonne :

« Pourquoi avez-vous retiré le commandement en chef au général Giraud ? »

La réponse tombe dans un silence religieux :

« Vous savez qu'il y a un commandant en chef. Il est Américain et il s'appelle Eisenhower[43]. »

Manifestement, certains parmi les journalistes comprennent que cette réponse a vocation à s'adresser à qui de droit par-dessus leur tête. D'autant que de Gaulle, qui n'a cessé jusqu'ici de se gausser de la valeur militaire des Anglo-Saxons, choisit brusquement de les vanter :

« […] Le gouvernement français, déclare-t-il, a pleine confiance pour diriger les opérations interalliées, dans les grands chefs que tous les Alliés, y compris la France, ont été d'accord pour mettre à la tête de l'ensemble de leurs armées. Je veux parler du général Eisenhower pour le théâtre d'opérations occidental et du général Wilson pour ce qui concerne le théâtre d'opérations méditerranéen. Ce sont là de grands chefs que nous connaissons, dont nous estimons beaucoup les capacités militaires et dans lesquels, je vous le répète, le gouvernement français a pleine confiance pour la conduite stratégique des opérations. »

Jamais Giraud n'a fait autant de compliments d'Eisenhower et de Wilson. Sans doute pour la bonne raison qu'il ne les pensait pas : malgré

ses éminentes qualités de logisticien, Ike n'a guère brillé en Tunisie ; quant à Wilson, il est peu de dire qu'il ne brille pas en Italie…

Mais de Gaulle ne se contente pas de ce coup de chapeau aux chefs militaires alliés. Toujours au cours de cette même conférence de presse du 21 avril, voilà qu'il tresse des lauriers à Cordell Hull et se proclame partisan ferme et résolu de la proposition américaine de créer « une organisation mondiale pour le maintien de la paix », y voit pour tout État quel qu'il soit, un « strict devoir humain d'y participer » et il va jusqu'à souhaiter une « organisation concrète avec le tribunal, la procédure et le bras séculier ». Roosevelt n'en demandait pas tant. Mais le message passe.

Enfin, pour terminer ce tour d'horizon occidental, l'orateur redit son souhait de voir surgir à l'ouest de l'Europe une sorte de groupement « dont les artères pourraient être Manche, Méditerranée et Rhin ». Mais bien que ce projet gaulliste d'un bloc de l'Ouest européen appelle *de facto* la création d'un bloc de l'Est européen, forcément dominé par l'URSS, le Kremlin n'en veut toujours pas. Et l'explication en est fournie immédiatement par un télégramme de Cot daté du 23 avril :

> Une erreur […] consisterait à penser que l'URSS se préoccupera seulement de l'évolution politique des pays de l'Europe centrale et orientale. Ici, c'est l'attitude du gouvernement soviétique à l'égard de l'Espagne et de l'Italie qui peut servir de pierre de touche. À tort ou à raison, l'URSS a gardé la hantise de l'esprit de Munich. Elle considère qu'elle a son mot à dire dans le règlement des problèmes de l'Europe occidentale comme dans celui des problèmes de l'Europe orientale. La réaction qu'a provoquée le discours du général de Gaulle sur la Fédération occidentale le démontre amplement. Une nouvelle organisation politique et économique de l'Europe occidentale faite sans l'accord de l'URSS serait considérée ici, à tort ou à raison, comme une preuve de l'orientation antisoviétique de la politique[44].

En d'autres termes, pour qui sait lire et entendre, l'Europe centrale ne suffit pas à l'appétit de Staline, et le destin de la France passe par son bon vouloir !

Devant cette manifestation de puissance, les gaullistes marquent le pas. Le 27 avril, à Bogomolov qui lui demande s'il y a du nouveau au sujet de ce fameux bloc occidental, Massigli répond :

« Non. Notre premier objectif est d'aboutir à l'adoption d'une attitude commune touchant certains problèmes identiques que nous aurons à résoudre les uns les autres (déflation, etc.). Mais il n'est pas question de concevoir une organisation européenne dans laquelle la Russie n'aurait pas sa large place. Pour notre part, nous aimerions connaître sur ce problème les

vues du gouvernement soviétique. C'est alors que nous pourrions nous rendre compte des conditions dans lesquelles les rapports franco-soviétiques pourront être établis sur une base contractuelle, que l'on parle du pacte de 1935 ou que l'on négocie un traité entièrement nouveau[45]. »

Bogomolov ne relève pas cette ouverture sur laquelle se termine l'entretien.

Le lendemain, il est chez de Gaulle.

Bogomolov rappelle à de Gaulle ses engagements du 11 mai 1943

Le compte rendu français de l'entretien commence par une courte évocation de la situation italienne à propos de laquelle de Gaulle résume ainsi son point de vue :

> Nous avons été attaqués directement par l'Italie. Les Italiens ont longtemps fait valoir des revendications frénétiques contre une partie de notre empire et de notre territoire métropolitain. Dans l'avenir, nous espérons arriver à une entente avec l'Italie. Mais, en attendant, nous n'avons aucune raison de procéder à des négociations avec le gouvernement Badoglio dont nous ne savons même pas encore ce qu'il représente dans la péninsule. En fait, beaucoup de questions sont déjà réglées par les événements. Les prétentions de l'Italie sur la Corse, sur Nice, sur la Savoie, sur la Tunisie, sur Djibouti apparaissent comme des plaisanteries. La question de l'Empire italien est tranchée.

Le compte rendu fait ensuite état de deux points :

> 1) Bogomolov proteste contre la publication par *L'Écho d'Alger* d'une carte des opérations en cours sur laquelle sont portées les frontières polonaises de 1939, donnant ainsi à croire que ces frontières sont celles de l'État soviétique. À cela, de Gaulle répond que cette carte n'a aucun caractère officiel mais qu'« au reste, la frontière de 1939 était la seule dont nous eussions actuellement et officiellement connaissance ». Le gouvernement français souhaite le règlement satisfaisant du problème des frontières polono-soviétiques, mais il ne lui a jamais été notifié qu'un arrangement fût intervenu à ce sujet. L'ambassadeur répond que l'URSS considérait maintenant la question comme tranchée.
>
> 2) Bogomolov se plaint que l'on ne sache pas suffisamment gré à son gouvernement de ses bons procédés et en particulier de la reconnaissance du CFLN qui est beaucoup plus large que celle qui a été admise par les autres puissances. À cela, de Gaulle répond que ce qui intéresse le comité « ce n'est pas tant le fait que la pratique de la reconnaissance ». Or la France est laissée à l'écart de la commission européenne siégeant à Londres. Ses représentants n'ont été tenus au courant ni des décisions de la conférence de Téhéran ni des négociations répétées de l'URSS avec les gouvernements américain et britannique ni des récentes conversations de M. Stettinius à Londres avec le représentant soviétique[46].

Le compte rendu soviétique de l'entretien est différent tant par sa tonalité générale que par son importance.

D’abord, il est précisé que la conversation a eu lieu sur l’invitation de De Gaulle, mais si elle a bien débuté avec la situation en Italie, les propos du président du CFLN sont radicalement contraires à ce qui est affirmé dans le compte rendu français puisqu’on peut y lire textuellement : « Si la question des colonies italiennes se pose, la France ne s’opposera pas à ce que l’Italie ait quelque pouvoir en Afrique. »

Qui dit vrai ?

« De Gaulle, peut-on lire ensuite, ressent un grand doute quant à la possibilité d’un succès fut-ce infime d’utiliser l’Italie dans la guerre contre l’Allemagne. »

Il y est dit aussi qu’il n’a pas « manqué l’occasion d’invectiver Victor Emmanuel qui a donné un coup dans le dos de la France lorsque celle-ci était dans une situation difficile » et qu’il a affirmé que le CFLN « est indiscutablement pour la démocratisation du régime italien ».

Il y est dit encore qu’aux reproches adressés par Bogomolov à la carte de l’URSS dans ses frontières de 1939, de Gaulle a répondu :

– Qu’il ne sait pas quelle sera la frontière de l’URSS après cette guerre et si le gouvernement soviétique lui-même sera en mesure de la définir précisément.

– Qu’en 1940-1941, la France se trouvait en état de guerre avec l’Allemagne et que si l’Union soviétique a changé d’une façon ou d’une autre sa frontière à cette époque, le gouvernement français n’en a pas été informé par voie officielle.

– Que la frontière de l’URSS n’est pas reconnue dans les milieux internationaux et que, lui, de Gaulle, peut seulement dire que le gouvernement français est prêt à souhaiter au gouvernement soviétique d’avoir cette frontière.

« Je suis convaincu que vous pourrez l’avoir, mais actuellement le gouvernement français reste sur les positions exprimées ci-dessus, a ajouté le président du CFLN. »

Propos qui ont eu de quoi surprendre le Soviétique : lors de l’entretien du 11 mai 1943, de Gaulle ne s’est-il pas engagé à se faire le champion des intérêts soviétiques en échange de l’aide du Kremlin contre Giraud ? N’a-t-il pas déclaré, à l’époque, que « la France était intéressée à ce que la Russie ait, à l’Ouest et bien sûr sur la Baltique, les frontières stratégiques les meilleures pour elle et que s’il venait au pouvoir, la France, sans aucun

doute, soutiendrait la Russie sur la question de la frontière russo-polonaise dans l'esprit de la ligne Curzon[47] » ?

Bogomolov a d'ailleurs décidé aussitôt de lui rappeler cet engagement.

À cette « déclaration », rapporte-t-il en effet à Molotov, j'ai répondu approximativement de la façon suivante : lorsque je me suis intéressé à votre attitude face à la question de la Baltique, de la Pologne, etc., vous m'avez dit en fait que le Comité national (= le CNF) voulait voir l'Union soviétique après la guerre dans les frontières de 1941 mais que pour le moment il était si faible qu'il ne se sentait pas en état d'intervenir activement dans ce genre de question.

De Gaulle confirma mes paroles et ajouta que le CFLN ne voudrait même pas intervenir maintenant dans cette affaire.

Ensuite j'ai poursuivi : pour moi, je ne considère pas comme indispensable de demander ou de refuser la reconnaissance par le CFLN des frontières politiques de l'URSS de 1941 ; je constate le fait suivant : l'attitude non respectueuse des journaux français à l'égard de la frontière politique de l'URSS et j'élève à cette occasion une protestation formelle.

De Gaulle a répondu qu'il acceptait cette protestation et qu'il la transmettrait au gouvernement, mais qu'il considérait que la conduite de certains journaux n'était pas un prétexte suffisant pour une protestation. Je lui ai rappelé son deuxième argument et dit qu'en Angleterre, on imprimait les deux frontières, celle de 1939 et celle de 1941, et en Algérie seulement celle de 1939. Pourquoi ? Est-ce que cela n'était pas suffisant pour protester ? De Gaulle a répondu que si l'URSS était une alliée de la France, la Pologne l'était aussi. Si l'on imprimait la frontière de 1941, le gouvernement polonais protesterait à son tour. J'ai fait remarquer à de Gaulle que puisque les journaux français préféraient imprimer les frontières de 1939 on pouvait en conclure une préférence pour la Pologne. De Gaulle se troubla quelque peu et répondit que non, cela n'était pas vrai et « qu'il faudrait penser à quelque chose du genre de la pratique anglaise et imprimer les deux frontières ».

J'ai dit que, pour l'URSS, il n'y avait qu'une seule frontière, celle de 1941, et que celle de 1939 c'était de l'histoire. Essayant d'écarter la question des frontières, de Gaulle a répété qu'il ne savait pas comment les Alliés, c'est-à-dire l'Angleterre, les USA et l'URSS, avaient décidé de la question du destin de l'Allemagne, question qui intéressait vivement la France et, s'il fallait parler ouvertement, la France ne savait pas non plus la façon dont l'URSS envisageait l'avenir de la France. Comment dans ces circonstances, la France pouvait-elle s'exprimer sur les frontières étrangères alors que personne ne connaissait les siennes propres ?

J'ai répondu que je n'avais pas été informé des décisions sur la question allemande et que je n'étais même pas convaincu qu'elles aient été prises. En ce qui concerne les relations franco-soviétiques, l'URSS méritait moins que tout le reproche de la partie française. Si l'Armée rouge n'avait pas remporté victoire sur victoire contre les 9/10^{e} de l'armée allemande, le peuple français serait resté sous le joug de l'Allemagne et ce n'est pas un hasard si en France comme dans toute l'Europe occupée grandissait la sympathie à l'égard de l'URSS…

Qui avait soutenu plus que les autres le Comité national, et dans la formulation de la reconnaissance et dans les actes ? De Gaulle a dit qu'il le reconnaissait et ne critiquait pas l'Union soviétique : la victoire sur l'Allemagne était avant tout entre les mains de l'URSS, simplement, les Français, embarrassés dans leur activité pratique, pensaient plus à l'avenir que l'URSS, plongée dans la guerre.

J'ai dit à de Gaulle que l'URSS voulait l'amitié avec la France et que c'est pour cela qu'elle défendait le respect de ses frontières. Nous ne demandons pas la garantie de nos frontières, car la meilleure garantie c'est le peuple soviétique et l'Armée rouge.

De Gaulle s'est adouci et a dit que si j'avais tout de suite parlé d'amitié, la question des cartes ou d'autres détails aurait pu être réglée immédiatement et plus simplement[48].

Malgré le silence du compte rendu français on est donc fondé à penser au vu de ce document soviétique que de Gaulle s'est une fois encore aligné sur les positions du Kremlin en ce qui concerne la frontière russo-polonaise.

Il a suffi pour cela que Bogomolov fasse valoir l'amitié de l'URSS à l'égard de la France…

Une amitié qui ressemble fort à un piège.

Pierre Cot loue la sagesse de Staline et plaide la cause de Thorez

Dans son télégramme du 23 avril, Pierre Cot n'a pas dissimulé en effet que l'évocation par certains journaux américains d'une prétendue évolution de la politique économique de l'URSS vers le capitalisme relève du *wishfull thinking* (prendre ses désirs pour des réalités) et que les faits invoqués à l'appui de cette opinion prouvent soit une absence d'information exacte soit plus souvent encore une profonde ignorance de la doctrine communiste et de la dialectique marxiste : « La doctrine communiste, écrit l'ancien ministre du Front populaire, s'adapte aux faits : elle évolue mais nullement dans le sens d'un retour aux principes du capitalisme. Le communisme continue d'être à la base de toute la politique et de toute l'éducation soviétique. Le PC sortira de la guerre non pas affaibli par l'existence d'autres organisations (armée, bureaucratie, etc.) mais fortifié. C'est lui qui dirige et contrôle à la fois la politique, l'effort de guerre et l'effort de reconstruction. »

Mais il est vrai aussi que, dans le même temps, Pierre Cot s'escrime à dédouaner Staline de toute arrière-pensée expansionniste :

> Une seconde erreur consiste à penser que les dirigeants soviétiques, parce qu'ils sont communistes, essaieront de provoquer des troubles révolutionnaires dans les autres pays, notamment en Europe. Ici encore c'est méconnaître la doctrine communiste (« Le communisme n'est pas un article d'exportation », disait Lénine), la position de Staline sur la « Construction du socialisme dans un seul pays », la dissolution de la III^{e} Internationale, etc. La réalisation du communisme ou du socialisme en dehors de l'URSS est une question dans laquelle le gouvernement soviétique n'entend pas intervenir. En fait, pour des raisons nombreuses, le gouvernement souhaite une période de paix sociale et de tranquillité internationale. Il redoute avec beaucoup de sagesse que des mouvements révolutionnaires artificiels ou prématurés engendrent des réactions et aboutissent à la formation d'un nouveau bloc antisoviétique. Selon moi, la politique soviétique après la guerre étonnera le monde par sa modération.

Selon Cot, une troisième erreur consiste à prendre le contre-pied de la seconde et à penser que l'URSS est devenue indifférente à la forme

politique et surtout à la structure sociale des autres pays. L'URSS garde sa méfiance à l'égard des États capitalistes ; elle reste l'adversaire du fascisme sous toutes ses formes politiques (dictature d'un homme) et économiques (corporatisme) :

« Elle considère que la paix restera menacée tant que toute trace du fascisme n'aura pas été extirpée et elle donne à ce mot "fascisme" un sens fort extensif », prévient-il. Et il conclut :

> La dernière erreur consisterait à penser que l'URSS a tellement besoin d'une France forte pour équilibrer la puissance allemande qu'elle est résolue à baser coûte que coûte sa politique européenne sur une entente étroite avec nous. La vérité est différente : le gouvernement soviétique souhaite une France forte et libre, mais il veut que cette France soit réellement démocratique et antifasciste. Il veut qu'elle ne risque pas de devenir un jour un des éléments d'une politique antisoviétique […]. Il suit de là que le rapprochement franco-soviétique est facile et sera fécond si nous tournons résolument le dos à nos erreurs passées et si nous nous orientons vraiment vers une politique démocratique dans le domaine extérieur et dans le domaine intérieur.

Que le brillant Pierre Cot adopte ainsi naturellement et sans réserve la définition de la démocratie selon Staline (à laquelle il invite en plus le CFLN à se plier – condition nécessaire pour une « entente étroite » entre les pays) ne semble pas provoquer le moindre émoi dans le milieu gaulliste ni même au sommet.

Il n'est donc pas étonnant qu'il plaide la cause de Thorez avec la même fougue qu'il plaide celle de Staline.

Dans un télégramme du 28 avril, il évoque le sort du secrétaire général du PCF en précisant d'emblée que, qu'on le veuille ou non, le « cas » Thorez se pose en termes politiques et non pas juridiques. Et il prévient : « Il est facile de dire "on l'arrêtera", il est plus difficile et plus important de prévoir quelles seraient les conséquences de son arrestation. »

Thorez, dit-il, est le principal animateur d'un parti dont on connaît l'action dans la Résistance et qui jouera un rôle certain dans la reconstruction de la vie publique française. Son prestige personnel dépasse le cadre de son parti et s'étend au monde ouvrier et à tous les milieux qui ont lutté contre le fascisme en 1933. Il souligne également qu'il fut membre du Komintern et a acquis de ce fait dans les milieux qui participeront après la guerre à la direction des affaires publiques en URSS, dans les Balkans, en Europe centrale et sans doute ailleurs, une influence qu'on ne saurait sous-estimer.

Après avoir campé de Thorez un portrait d'envergure internationale, Cot soutient que le leader communiste est favorable à l'action du CFLN et que s'il veut se rendre à Alger c'est pour faire œuvre de conciliation. « Il estime, écrit-il, que tous nos efforts doivent être dirigés vers la conduite de la guerre en collaboration amicale avec tous nos alliés. Il pense que le ralliement de tous les Français anticollaborationnistes autour du CFLN est une nécessité nationale. Il souhaite que ce ralliement se maintienne après la guerre pour la reconstruction de la vie publique. Il est partisan d'une alliance durable entre toutes les forces démocratiques et populaires de notre pays. »

Et l'ancien ministre s'en porte garant : « Ces dispositions ne surprendront pas ceux qui ont suivi l'action de Thorez avant la guerre. Il a toujours été le plus conciliant des chefs communistes. Il lança en 1936 le mot d'ordre : "Il faut savoir finir une grève" et en 1937 le slogan de "La main tendue aux ouvriers catholiques". »

Après avoir évoqué le danger qui résulterait du ressentiment que pourraient éprouver Thorez et ses amis devant la décision de l'exclure de toute participation officielle à la vie publique française actuelle, Cot s'attache à montrer que rien ne peut théoriquement la justifier :

> Cette décision fait état de sa « désertion ». Traiter Thorez de déserteur, c'est avoir une conception purement formaliste du droit, c'est s'attacher à la lettre de la loi plus qu'à son esprit. Ce qui s'est passé depuis 1940 devrait nous apprendre qu'après certaines périodes (symptomatiques) il est particulièrement vrai que « la lettre tue ». Selon la lettre de la loi, il y a beaucoup de patriotes français dont les situations sont irrégulières suivant l'esprit du droit et du bon sens. Le déserteur est celui qui a abandonné l'armée pour se soustraire au devoir militaire. Tel n'a pas été le cas de Thorez. Il n'a quitté son régiment qu'après la décision du Parlement excluant les chefs communistes de la communauté nationale et rendant possible leur arrestation. Étant donné ces circonstances, ce qui l'attendait ce n'était pas le combat contre l'Allemagne mais la prison. C'est le camp de concentration et non l'armée qu'il a privé d'une recrue de choix.
>
> Le geste de Thorez peut être considéré comme la conséquence d'une situation juridique imprévue par les auteurs du Code de justice militaire, à savoir l'exclusion du Parlement et de la vie publique de certains représentants régulièrement élus par le peuple. Cette exclusion fut prononcée par un acte du Parlement que le CFLN n'a jamais tenu pour valable et qu'il a même implicitement abrogé. Les députés communistes arrêtés sur l'ordre du gouvernement Daladier ont été libérés par le général Giraud. Quand l'Assemblée consultative a été formée on a considéré que le mandat de ces députés était valable et ils ont été appelés à désigner leurs délégués à l'Assemblée. Un ancien « détenu » communiste, mon collègue Billoux, a été nommé commissaire d'État. Tout cela prouve que le Comité de la Libération s'appuie davantage sur l'esprit du droit que sur la lettre de la loi.

Et Pierre Cot indique qu'il n'est pas besoin de beaucoup d'adresse juridique pour motiver une décision gouvernementale permettant

d'accueillir Thorez en AFN car, dit-il, « *Where is a will, there is a way* » (Vouloir, c'est pouvoir…)

Thorez, cheville ouvrière du PCF, a en réalité largement orienté l'action de résistance de son parti, affirme-t-il. D'ailleurs, ce n'est pas de sa propre initiative mais sur décision de son parti qu'il a quitté son régiment. Son parti étant solidaire de son geste, le condamner serait condamner un parti qui participe à la lutte contre les ennemis de la France. « J'ajoute, poursuit-il, que Thorez n'avait pas attendu juin 1940 pour comprendre que l'intérêt français exigeait la lutte contre le fascisme à l'intérieur et à l'extérieur. Le jour où l'on établira les comptes du patriotisme et de la clairvoyance au cours des dix dernières années, car la Seconde Guerre mondiale a commencé bien avant 1939, on s'apercevra qu'en dépit de sa "désertion formelle" le solde du compte de Thorez est créditeur. »

Au terme de sa plaidoirie, Cot revient sur l'aspect international de Thorez : « Ce n'est pas seulement en URSS que ses opinions et ses avis sont pris en considération. Étant donné l'évolution de la politique européenne, Thorez est un de ces hommes dont la France aura besoin d'utiliser demain les relations internationales et le crédit. Il constitue pour notre pays un capital que nous aurions tort de dévaluer[49]. »

Avocat de Thorez au départ, Pierre Cot s'en fait pour finir la panégyriste.

Comment de Gaulle a-t-il accueilli ce portrait sans ombres du secrétaire général du PCF ? L'histoire ne le dit pas, mais il ne fait guère de doute qu'il ait bien reçu le message : l'importance « internationale » de Thorez est en effet une réalité à prendre en compte dans le cadre d'une Europe sous influence soviétique…

Les communistes font campagne pour le retour de Thorez

Mais, du moins, si l'on en croit Pierre Cot, de Gaulle n'a pas seulement besoin de Thorez pour des raisons internationales.

Sur le plan intérieur aussi, la « modération » du secrétaire général du PCF s'avérerait certainement précieuse…

À peine installé aux commandes, les deux commissaires communistes ont fait, en effet, feu de tout bois. Notamment Fernand Grenier qui, le 11 avril, par une circulaire intitulée « décision n° 2 » a interdit la pratique du peloton disciplinaire, dit « pelote » dans le jargon militaire. Quelque temps

plus tard, Grenier appliquera 60 jours de forteresse au lieutenant-colonel Bailly commandant le dépôt-école de Tipaza qui n'a pas tenu compte de la circulaire ministérielle du 11 avril.

« Dès l'arrivée de cette décision à l'état-major, écrit Grenier, le général Bouscat, chef d'état-major, vint me trouver pour me prouver la gravité de la punition infligée. Je me montrai intraitable. Les interventions du cabinet du général de Gaulle n'eurent pas plus de succès. La punition fut maintenue et exécutée[50]. »

La détermination communiste fait donc ses preuves et même le cabinet du président du CFLN s'y casse les dents.

Rétrospectivement, on peut penser que ce simple fait a valeur d'événement, car à travers le cabinet de De Gaulle, c'est l'autorité de celui-ci qui se heurte à une fin de non-recevoir. Jusqu'ici, son ascension n'a guère rencontré d'obstacle véritable, car ceux qu'il a éliminés comme Giraud, Muselier, Odic et d'autres, venaient de son monde, sortaient du même moule militaire et il lui a suffi de ruser, sa spécialité, pour les manœuvrer. Ce n'était tout au plus que des adversaires. Avec les communistes, c'est autre chose. On sort du champ de la rivalité pour entrer dans la lutte à mort. Pour le parti, quoi qu'il dise ou fasse, il est et reste l'ennemi de classe. Et dans la logique communiste, c'est la qualification la plus haute et la plus implacable de l'ennemi. Celle dont on ne peut pas sortir.

« Si vous réintroduisez les partis, mon général, ils vous dévoreront », l'avait averti Brossolette. Il a préféré suivre la ligne Moulin, qui, il est vrai, lui a été profitable. Jusqu'ici. Sans doute compte-t-il sur son intelligence politicienne pour l'emporter en fin de course. Et aussi sur une légitimité qui à ses yeux lui vient du fond des âges. Ils sont plusieurs comme Robert Buron plus tard à l'avoir entendu marmonner au cours d'un Conseil des ministres : « Cela, je le dis depuis 2 000 ans. »

Moyennant quoi, coincé entre le marteau soviétique et l'enclume communiste, le match s'annonce cependant particulièrement difficile. Et pour qui sait entendre, le gong qui en sonne le début ce 11 avril 1944 a des tonalités de glas.

Quelques jours plus tôt, le 8 avril, dans ses ordres du jour à l'armée et au personnel des usines de parc d'aviation, le nouveau ministre de l'Air avait d'ailleurs fait savoir qu'il était « à l'écoute de la base ». En clair : les plaintes de soldats ne passeront plus par la voie hiérarchique mais lui seront directement adressées et de Gaulle avait laissé faire. Il n'interviendra

qu’une fois, le 26 avril, après avoir été saisi « directement » d’un projet concernant la formation d’une association intitulée « Union de l’armée et de la nation » devant comprendre outre des personnalités civiles des officiers généraux et des officiers en activité. Il écrira alors à Diethelm et à Grenier : « Une telle association ayant un caractère politique, il m’apparaît que les militaires en activité ne peuvent être autorisés à en faire partie lors même que l’objet de l’union serait par lui-même utile. »

Grenier a pris comme chef de son cabinet civil Jacques Gresa, l’un des vingt-sept députés du « chemin de l’honneur ».

« Il n’y avait, écrit Grenier, aucune raison d’être atteint d’un complexe d’infériorité. Pour la raison très simple que la formation donnée par le parti communiste à ses militants est d’une incomparable richesse et nous sommes les heureux bénéficiaires de toute l’expérience politique et d’organisation accumulée par le mouvement ouvrier à l’échelle internationale. »

Est-il vrai, comme l’affirme Grenier, que les communistes n’ont plus le complexe de ce passé qu’ils traînent comme un boulet ? On ne le saura jamais car de Gaulle qui aurait pu jouer de ce handicap, ne l’a pas fait. Mieux : il les a propulsés sur la scène politique et le PCF entend saisir cette nouvelle possibilité de destin national. En bon militant, Grenier fait profiter son parti de la chance qui lui est offerte en valorisant son image : il donne l’exemple du patriotisme et de la responsabilité.

Grâce à lui, entre autres, au pouvoir comme sur le terrain, le PCF apparaît désormais à la pointe du combat pour la libération de la patrie. Ce qui n’exclut évidemment pas de renforcer l’influence du PCF et de s’implanter dans le système du pouvoir.

Le 1er mai 1944, en prévision de la situation créée par l’ordonnance du 21 avril portant organisation des pouvoirs publics en France après la Libération, *L’Humanité* déclare que tous les Français doivent se pénétrer de l’idée que « la lutte armée n’est pas simplement l’affaire des FTP, des Groupes francs et autres formations militaires de la Résistance, mais le devoir impérieux de chaque Français ».

Le PCF insiste sur la constitution des milices patriotiques et sur le développement des comités locaux de la Libération.

Le 3 mai, Garreau fait savoir que l’Ordre de Lénine, la plus haute distinction de l’URSS, vient d’être décerné à Ilya Ehrenbourg et qu’il y aurait lieu de « marquer à cette occasion toute la gratitude du CFLN et du

peuple français envers cet écrivain qui a tant contribué à faire connaître et aimer la France libre ».

Le 5 mai, *L'Humanité* commence sa campagne en faveur du retour de Thorez.

Le 6 mai, Garreau rend visite à Dekanosov qui lui apprend que les affaires françaises ont fait l'objet d'un nouvel examen approfondi « en haut lieu ». Et à ce que lui dit le Soviétique, des délibérations animées ont mis une fois encore aux prises deux tendances. D'une part les sceptiques qui croient la France si affaiblie et si divisée qu'elle ne serait pas capable avant longtemps de reprendre en Europe un rôle de grande puissance, et affirment en outre que les éléments réactionnaires hostiles à l'URSS y seront encore assez puissants pour empêcher toute collaboration amicale et durable entre les deux pays. D'autre part, les partisans déterminés d'une entente franco-soviétique qui devrait servir de fondement à la paix de l'Europe continentale. « Les anciens du parti, dont beaucoup ont vécu en France des années d'exil, nous sont en général favorables, rend compte Garreau, mais ceux des plus jeunes qui ne connaissent pas notre pays sont demeurés très fâcheusement impressionnés par la débâcle de 1940 et l'attitude antipatriotique d'un grand nombre de Français. M. Staline lui-même aurait tranché la question en notre faveur. »

Roger Garreau se contente donc de reproduire la vieille manœuvre soviétique du bon et du méchant flic – le bon étant évidemment Staline – sans le moindre esprit critique. En est-on conscient à Alger[51] ?

Garreau ayant demandé à Dekanosov si son gouvernement était tenu informé par les gouvernements anglo-saxons de leurs échanges de vues au sujet de l'administration des territoires français métropolitains libérés et si, en particulier, l'accord intervenu entre les Anglais et les Américains sur le texte des instructions données à Eisenhower avait reçu l'agrément du Kremlin, son interlocuteur répond que Moscou n'a pris aucune part à cette négociation, que l'accord en question « n'était pas venu à sa connaissance mais que de toute manière, il avait été expressément convenu à Moscou et à Téhéran que toutes les questions relatives à l'administration des pays libérés en Europe occidentale seraient soumises à l'examen de la commission consultative de Londres et que cette procédure serait nécessairement suivie par les trois puissances alliées ». Et il conclut qu'« il appartiendra en tout cas au seul comité d'Alger de prendre en main l'administration de la France puisqu'il ne fait pas de doute que la grande

majorité des Français le reconnaît comme le gouvernement de la Résistance nationale[52] ».

Cette assurance donnée aux gaullistes par le Kremlin que les formules élaborées par les Anglo-Saxons sans son accord seraient nulles et non avenues appelle au moins un remerciement de la part du président du CFLN.

« La France veut être une alliée permanente de la chère et puissante Russie »

Le lendemain 7 mai, célébrant à Tunis le premier anniversaire de la victoire de Tunisie, de Gaulle qui, dans sa conférence du 21 avril, louait le commandement allié, fustige les Anglo-Saxons de ne pas avoir encore ouvert le second front : « L'histoire mesurera plus tard les raisons matérielles et psychologiques qui n'ont pas encore permis le déploiement dans la bataille de l'Ouest des vastes forces de la coalition » ; et affirme que les Français veulent être vis-à-vis de l'Est, « c'est-à-dire d'abord de la chère et puissante Russie, des alliés permanents[53] ». L'expression « chère et puissante Russie » reprise du discours d'Ajaccio du 7 octobre 1943, ne passe pas inaperçue.

Le 8 mai, Grenier tient son premier grand discours de ministre devant l'Assemblée. Et il le fait avec une préoccupation précise : démontrer que contrairement à certains autres, les ministres communistes n'entendent pas se dérober au contrôle de ce qui est alors la seule assemblée française valable.

À sa demande, l'Assemblée approuve deux décisions d'« esprit démocratique » : la création de comités mixtes à la production (désormais les officiers dirigeant les usines d'aviation doivent tenir compte des propositions et suggestions du personnel) ; l'accession d'un certain nombre de sous-officiers au grade d'officiers en raison de leur expérience.

La montée en puissance des communistes est générale.

Le 11 mai, alors que l'attaque décisive, conforme aux plans du tandem Giraud-Juin, est lancée en direction de Rome, en France, une circulaire appelle les patriotes à « s'unir, s'armer et se battre ». C'est la reprise exacte du titre de l'article de Thorez dans *L'Humanité* de février 1943.

La circulaire est d'ailleurs signée par les « délégués MUR, FN, CGT et PC ».

S'il est normal, remarque Henri Noguères, que les deux grands mouvements, MUR et FN, soient signataires de cet appel, s'il est normal également d'y voir figurer la signature de la centrale syndicale clandestine unique, « par contre, la signature d'un seul parti politique clandestin, le parti communiste, est révélatrice de la nouvelle orientation des MUR depuis l'arrestation de Claude Bourdet et depuis le "changement de pilote" souhaité par Jacques Baumel[54] ».

Sur proposition de Pascal Copeau à Emmanuel d'Astier de La Vigerie, Claude Bourdet a, on s'en souvient, été remplacé par le communiste dissimulé Marcel Degliame.

« Jusqu'alors, continue Noguères, la règle appliquée avait toujours été celle énoncée par Pascal Copeau à propos d'un tract diffusé en octobre 1942 : Nous – c'est-à-dire les mouvements de zone sud – avions adopté comme règle qu'on signait avec le Front national mais pas avec le parti communiste – ou alors il fallait qu'il y ait aussi la signature du parti socialiste. » Et l'historien conclut : « Il était d'autant plus intéressant de rappeler cette très nette prise de position de Pascal Copeau que ce dernier, depuis octobre 1942, a considérablement affirmé son autorité sur les MUR et que la signature de cet appel commun avec le parti communiste et sans le parti socialiste n'a pu se faire sans son plein assentiment. »

Le 15 mai, c'est au tour du Comac (Comité militaire d'action) de tomber dans les mains des communistes qui y disposent désormais de deux voix (Villon et Kriegel-Valrimont) contre une (Voguë), ce dernier « rejoignant d'ailleurs assez souvent les positions prises par Villon »…

Mais ce n'est pas tout : depuis l'arrestation de Pontcarral, le 5 mai, Villon intrigue pour faire nommer Joinville à la tête de l'état-major des FFI. Il parviendra définitivement à ses fins le 24 du mois. En revanche, Pascal Copeau ne parviendra pas à imposer Pierre Hervé en remplacement de Jacques Bingen (arrêté le 12 mai) à la tête de la Délégation générale mais, remarque Noguères, le successeur choisi, Jacques Maillet, « se révélera à l'usage aussi proche du PC que l'était… Pierre Hervé ».

En l'espace de quelques semaines, les communistes ont donc conquis les centres de décision civils et militaires de la Résistance intérieure : ils contrôlent les MUR et dirigent à la fois le Comac et l'état-major FFI. Leur objectif est maintenant de faire en sorte que ces deux derniers organismes

ne soient pas vidés de tout pouvoir au profit des représentants en France des organes de commandement extérieurs.

Le 15 mai encore, tandis que *L'Humanité* publie un article de Jacques Duclos démontrant que traiter Thorez de déserteur, c'est également traiter de Gaulle de déserteur, Radio-Moscou annonce que Thorez parlera désormais tous les jours à 21 heures, heure de Moscou (soit 18 heures GMT) pendant dix minutes à partir du 18 courant. Il s'agit, est-il précisé, d'une émission hors programme, entièrement distincte des émissions de langue française de Radio-Moscou et créée spécialement pour Thorez.

Ce même 15 mai enfin, sur une motion de la CGT présentée par le socialiste Albert Gazier, l'Assemblée consultative d'Alger émet « à l'unanimité » le vœu que le CFLN prenne officiellement le nom de Gouvernement provisoire de la République française.

Résolution que *L'Humanité* salue aussitôt dans son numéro du 19.

Le 23, Duff Cooper rend visite à de Gaulle pour l'inviter, de la part de Churchill, à se rendre à Londres afin d'y être présent lors des opérations de débarquement.

Le 25, à Alger, l'hebdomadaire *Liberté* reproduit le texte de l'émission de Thorez à Radio-Moscou.

« Pour tous les Français, peut-on y lire, il ne peut y avoir présentement qu'une seule préoccupation, qu'un seul mot d'ordre, qu'un seul but : s'unir, s'armer et se battre pour rendre à notre pays sa grandeur et son indépendance. »

Aussitôt Massigli réagit auprès de Garreau :

> Le secrétaire général du PCF a rappelé les consignes déjà formulées par les groupements patriotiques publiés dans la presse clandestine du Front national. Sous cette forme, il a dicté aux comités régionaux et locaux de la Libération et du Front national la conduite à suivre au moment du débarquement pour mobiliser toute la population, paralyser par la grève générale l'activité économique et les transports, abattre ou faire prisonniers les miliciens, policiers et gendarmes qui s'opposeraient au peuple insurgé, occuper les bâtiments publics, préfectures, mairies, centraux téléphoniques et télégraphiques. Je vous serais reconnaissant d'attirer l'attention des autorités soviétiques sur le caractère regrettable de pareilles émissions. Il appartient au seul CFLN ou à ses porte-parole d'adresser des instructions à la population française[55].

Le 26, le CFLN adopte une ordonnance le désignant comme Gouvernement provisoire de la République française mais, le même jour, *L'Humanité* réclame pour le CNR en France « la délégation des pouvoirs du Gouvernement provisoire de la République française »…

La manœuvre vise à conférer au CNR tous les pouvoirs en France métropolitaine et à y constituer de fait un second gouvernement provisoire. Par ailleurs, le PCF persiste dans sa conception du rôle des CDL et ce, sous le couvert de l'ordonnance du 21 avril, signée de Gaulle, qui prescrit que lesdits comités doivent comporter un représentant de chaque organisation de résistance, organisation syndicale ou parti politique « affiliés directement au CNR et existant dans la circonscription ». Ce qui signifie concrètement qu'ils seront composés à l'image du CNR tombé sous la coupe des communistes. « La composition contestable et contestée du CNR va être ainsi reproduite autant de fois qu'il y aura de régions, de départements ou de communes libérées et quel que soit le poids spécifique des organisations présentes sur le terrain, explique Pierre Lavéry. Beaucoup plus qu'un symbole, le CNR devient alors un étalon, à l'aune duquel on va mesurer le caractère "démocratique" ou non de tous les corps constitués[56]. »

Ce même 26 mai est encore marqué par un long entretien à cœur ouvert entre de Gaulle et Bogomolov. Pour ce tête-à-tête, le président du CFLN a choisi un cadre adéquat : Tipaza. À soixante-dix kilomètres d'Alger et de ses intrigues, de Gaulle peut manifester librement sa rancœur et il ne s'en prive pas :

> La finalité profonde de la politique anglaise, affirme-t-il, se révèle dans l'idée actuelle des Anglo-Américains : établir leur contrôle sur la France et son gouvernement, à mesure que la métropole sera libérée.
>
> Nous n'avons pas confiance dans l'Angleterre, même quand elle nous parle d'une alliance avec la France. […]
>
> La France a besoin d'une alliance avec la Russie et une série d'États européens, limitrophes de l'Allemagne, Hollande, Belgique, Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne. Le but essentiel de cette alliance est de régler le problème allemand. Ni l'Angleterre ni les États-Unis ne veulent que l'Allemagne soit affaiblie. L'Angleterre est prête à flatter l'Allemagne. Si la Russie veut régler une fois pour toutes le problème allemand, elle ne le peut qu'en s'appuyant sur la France et les autres États démocratiques du continent européen. […]
>
> Partant pour Londres, conclut l'ambassadeur, de Gaulle veut s'assurer notre appui en cas de différend sérieux avec Churchill et les Américains. […] Mais il y a aussi chez de Gaulle une irritation véritable contre les Anglais qui le prennent de haut avec lui[57].

Commentaire de Jean Laloy :

> Comme le remarque Bogomolov, il est compréhensible que le général de Gaulle, subissant des avanies à l'Ouest, ait eu tendance à se retourner vers l'Est. Mais ce mouvement a une origine plus profonde. Les plans d'après-guerre conçus à Alger s'inspirent de l'alliance franco-russe de 1893 : l'Allemagne sera enfermée dans un étau franco-soviétique ; au Reich se substituera une Confédération germanique aussi faible que possible ; la rive gauche du Rhin sera sous contrôle

français, le bassin de la Ruhr sous contrôle international. Ces vues ne sauraient déplaire à Moscou. Cependant, les dirigeants soviétiques s'intéressent plus aux alliés puissants qu'aux alliés convalescents[58].

On peut toutefois se demander, depuis le discours de Cordell Hull qu'il a couvert d'éloges, s'il ne s'agit pas de la part de De Gaulle de l'adoption d'une position victimaire systématique visant à lui servir de justification. Et si son parti pris en faveur de l'Union soviétique ne provoque pas sa cécité devant la mise en place du condominium américano-soviétique de l'Europe…

« Il n'y a pas de pays plus proches l'un de l'autre que l'URSS et les USA »

Le 30 mai, *Troud*, la revue des syndicats soviétiques « dont, précise Garreau, la rubrique de politique étrangère est généralement de haute signification », publie une conférence d'Ehrenbourg consacrée à la France sous le titre « Veillée d'armes en France ».

Il s'agit selon Garreau d'un texte révisé, revu et corrigé, mais qui laisse intacts les thèmes directeurs :

– Reconnaissance du CFLN comme gouvernement.

– Mise en garde du CFLN contre les tendances attentistes de Londres.

– Hommage à l'effort de guerre français.

– Exaltation du rôle de la France dans le monde de demain. « *Troud*, précise Garreau, reproduit dans presque toute sa brutalité originale le développement sur le rôle politique dans l'Europe future d'une France qui, à l'exception des Anglo-Américains trop distants pour assurer une sauvegarde efficace, sera la première assistante de l'URSS dans l'œuvre du maintien de la paix. »

Ehrenbourg dit également : « Nous ne voulons pas des colonies de la France, nous ne rêvons pas à ses marchés, nous ne songeons pas à intervenir dans ses affaires intérieures. Nous voulons une seule chose : que la France soit la France, c'est-à-dire grande et indépendante. »

Et encore : « La France est une grande puissance. Si on veut l'enfermer dans un hôpital ou dans un orphelinat, elle fera crouler les murs. »

Selon Garreau, c'est le Kremlin qui a chargé Ehrenbourg de la conférence sur la France et hormis quelques « aménagements diplomatiques » le texte publié en reprend l'essentiel. Il convient donc,

toujours selon lui, d'attribuer une éminente portée politique à des vues qui ont subi en si haut lieu ce triple examen préalable.

1) Parce qu'elles révèlent celles où en est Staline lui-même que nous avons d'ailleurs déjà eu en d'autres occasions de deviner.

2) Parce que le Kremlin a tenu à ce qu'elles fussent publiées dès maintenant alors qu'on avait tout lieu de supposer que pour ne pas ressusciter le couple anglo-américain, que Moscou a eu tant de mal à transformer en triade, la question de la France ne serait point soulevée à l'étape actuelle, fût-ce par un porte-parole simplement officieux.

Pourquoi a-t-on cru devoir brûler l'étape ? Ce sont incontestablement des raisons de politique étrangère qui ont décidé les responsables du Kremlin à faire publier actuellement ces jugements sur la France, dit-on, mais j'inclinerais plutôt à penser que c'est en raison des négociations qui vont s'ouvrir entre le CFLN et les gouvernements britannique et américain. Moscou a déjà laissé entendre à plusieurs reprises qu'elle ne tolérerait pas qu'une question aussi vitale pour le monde que celle de la France fût exclue résolument par Londres et par Washington. La conférence d'Ehrenbourg et sa publication dans la presse s'inscrivent dans la même ligne politique que les propos qui m'ont été tenus à plusieurs reprises par Dekanosov. C'est un premier avertissement public, bien qu'encore enveloppé que, dans ce cas plus encore que dans celui de l'Italie, le Kremlin n'acceptera pas de « chasse gardée » et qu'il a lui aussi, mais dans un sens parfaitement compatible avec l'honneur et l'intérêt national, « des vues » sur la France[59].

L'annonce par le Kremlin que la France sera « la première assistante de l'URSS dans l'œuvre de maintien de la paix », que Moscou ne veut ni des colonies ni des marchés français et ne songe pas à intervenir dans les affaires intérieures françaises, n'est évidemment pas un hasard. Il s'agit, en l'appâtant par des proclamations de principe dont la conférence de Téhéran a montré ce qu'en vaut l'aune, de dissuader un de Gaulle plus fort que jamais de s'émanciper de l'alliance avec l'URSS, au moment où la prise de Rome peut être l'occasion de choix stratégiques décisifs et inquiétants pour Staline.

Dès le lendemain 31 mai, *L'Humanité* reprend d'ailleurs à son tour le slogan d'Ehrenbourg « Que la France soit la France, c'est-à-dire grande et indépendante », mais à sa façon : « La France en guerre veut que ses droits soient reconnus. »

Le 1er juin, Massigli fait savoir à Garreau que d'après une information de source américaine, Moscou « aurait décidé de reconnaître le CFLN en tant que gouvernement provisoire » et « aurait avisé Londres et Washington de cette décision ». Les gouvernements anglais et américain lui « auraient alors demandé de remettre à plus tard cette décision ».

Le commissaire aux Affaires étrangères du CFLN demande à Garreau de lui faire connaître son sentiment sur la valeur de cette information.

Ce même 1er juin, alors que Thorez proclame dans *L'Humanité* : « Le mot d'ordre de l'insurrection doit partir de France, c'est au CNR, organe suprême de la Résistance en France qu'il appartient de lancer un tel mot d'ordre », Garreau répond au télégramme de Massigli du 25 mai lui enjoignant d'attirer l'attention des autorités soviétiques sur le « caractère regrettable » des émissions de Thorez à Radio-Moscou.

Il a fait auprès du chef de la Section française des Affaires étrangères la démarche prescrite, mais M. Sergueïev a feint de s'étonner en lui faisant observer :

– Que Thorez était député de Paris et qu'il paraissait naturel qu'il s'adresse à la population parisienne « auprès de laquelle d'ailleurs il jouissait d'une certaine influence ».

– Que les consignes qu'il avait données n'étaient pas de son cru mais bien un rappel des instructions émises par le Front national.

Enfin, conclut Garreau, M. Sergueïev m'a demandé si le CFLN avait décidé d'interdire dorénavant aux hommes politiques français de s'adresser par radio aux Français de métropole. J'ai répondu que tel n'était pas le cas et que ma démarche visait simplement le fait pour une personnalité étrangère à l'administration de donner des instructions précises à la Résistance. J'ai signalé à la fois l'embarras où l'allocution de M. Thorez pouvait mettre le comité au moment où il venait d'élever une protestation auprès des autorités militaires alliées et la confusion que pouvait provoquer dans l'esprit des patriotes français la multiplicité des ordres en ajoutant qu'il s'agissait là de tactique de résistance susceptible d'être modifiée au gré des opérations militaires et que la centralisation du commandement était là comme partout nécessaire[60].

La fermeté de l'attitude soviétique concernant Thorez paraît donc inébranlable. De Gaulle est prévenu…

Le lendemain 2 juin, Garreau annonce cependant une bonne nouvelle : la *Pravda* a publié un article de 170 lignes qui « répète avec insistance » que le CFLN est dès à présent considéré par ce journal comme le gouvernement provisoire de la République. On relève en effet dès la première phrase : « L'Assemblée consultative a été créée pour aider le CFLN transformé maintenant en gouvernement provisoire de la République » et plus loin : « Les travaux de l'Assemblée se poursuivent en communauté de vue avec le gouvernement provisoire », « l'Assemblée rentrée en France avec le gouvernement provisoire », l'« actuel gouvernement provisoire », etc.

Le 3 juin, Garreau fait savoir à Alger que la presse soviétique publie de larges extraits du discours que le vice-président des États-Unis, Wallace, a

prononcé en russe à Irkoutsk, et notamment cette phrase : « Il n'y a pas de pays plus proches l'un de l'autre que l'URSS et les USA. »

Là encore de Gaulle est prévenu…

Ce 3 juin encore, le jour même où le CFLN prend officiellement le titre de gouvernement provisoire de la République française, l'épuration franchit un nouveau seuil avec l'internement de sénateur radical et juriste André Mallarmé, nommé par Pétain au Conseil national en 1941, dénoncé comme vichyste à la tribune de l'Assemblée consultative. Queuille en rend Catroux responsable et se désole de ce mauvais présage : « On dirait qu'on veut mettre ce pays à feu et à sang. »

23
Le choix décisif

4 juin 1944. Les chars de la 88e division américaine entrent dans Rome par la via Appia Antica. Au dernier moment, le corps expéditionnaire français de Juin, qui a toujours mené le train au cours de cette campagne d'Italie, s'est effacé pour laisser aux troupes du général Mark Clark l'honneur de pénétrer les premières dans la ville éternelle. Kesselring ne contre-attaque pas. « Les renseignements affluent, rapporte Chambe : la retraite tourne à la déroute. Le désordre se met dans l'armée allemande. Un rien suffirait pour en provoquer l'effondrement. »

Juin sent la victoire. Il presse Alexander d'exploiter à fond le succès et de pousser tout de suite résolument vers le nord. Objectifs : le Brenner et le seuil de la Vénétie.

Ce même 4 juin, pour la première fois depuis six mois, de Gaulle et Churchill se rencontrent dans les environs de Portsmouth. Devant le Britannique qui se fait l'interprète de Roosevelt, le Français affirme haut et fort qu'il récuse toute éventualité d'administration alliée en France. Or il constate que les services de l'Amgot se préparent à suivre les troupes de débarquement et qu'ils sont munis de billets d'une « monnaie soi-disant française, fabriquée par l'étranger, que le gouvernement de la République ne reconnaît absolument pas et qui, d'après les ordres du commandement interallié, aura cours forcé en territoire français ».

Le ton monte. Exaspéré, Churchill lance :

« Sachez-le, chaque fois qu'il nous faudra choisir entre l'Europe et le grand large, nous choisirons toujours le grand large ! »

Le 6 juin, les Alliés débarquent en Normandie.

Le général Eisenhower invite les patriotes français « à se tenir sur la réserve et à exécuter ses ordres ».

À la Radio de Londres de Gaulle, lui, proclame :

« La bataille suprême est engagée ! »

Mais il précise aussitôt que « pour la nation qui se bat, les pieds et les poings liés, contre l'oppresseur armé jusqu'aux dents, le bon ordre dans la bataille exige plusieurs conditions », dont la première est que les consignes données par le gouvernement français et par les chefs français qu'il a qualifiés pour le faire soient « exactement suivies ».

Ultime tentative pour empêcher que la bataille pour la libération du territoire ne s'accompagne de cette « insurrection nationale » dont il a pourtant proclamé par deux fois – le 18 avril 1942 puis, tout récemment, le 18 mars 1944[1] – la nécessité.

Ce même 6 juin à Paris, sur proposition d'André Tollet, le Comité parisien de la Libération décide d'ailleurs la création d'un Comac parisien dirigé par le chef des FTP (le colonel Rol-Tanguy), celui des milices patriotiques et un responsable du mouvement « Ceux de la Résistance ». Ainsi le PCF dispose par ce biais de toutes les forces armées insurrectionnelles sur la capitale.

En outre, au cours de la même séance, le représentant du PCF déclare que le CNR doit être l'expression officielle du gouvernement provisoire.

La course pour le pouvoir entre gaullistes et communistes s'annonce d'autant plus serrée que ces derniers « utilisent » systématiquement de Gaulle pour leurs propres fins. Ainsi, le 8 juin, toujours à l'initiative de Tollet, le CPL vote à l'unanimité un appel aux armes qui se termine par cette phrase : « En avant vers l'insurrection nationale, inséparable de la Libération. »

Le 9 juin, les troupes alliées reprennent l'offensive en Italie. Objectif : Florence.

Le même jour, dans la soirée, Garreau est reçu par Molotov au Kremlin.

Le Français commence par commenter les dispositions de l'ordonnance du 3 juin par laquelle le CFLN a pris le nom de Gouvernement provisoire de la République française, mais très vite Molotov le coupe :

« Le général de Gaulle s'est-il déjà entretenu de cette décision à Londres avec le gouvernement britannique et les représentants de Washington ? »

Garreau répond n'avoir reçu aucune information sur ce point, mais il signale que de Gaulle a déjà réussi à obtenir des satisfactions d'ordre pratique : le général Eisenhower a admis qu'il appartenait au général Koenig de donner des instructions aux forces de l'intérieur ; les communications chiffrées entre Londres et Alger ont été rétablies, ce qui permet aux autorités d'Alger de reprendre avec l'ensemble des forces de la Résistance métropolitaine la liaison indispensable.

Molotov s'en déclarant fort heureux, Garreau attire alors l'attention du Soviétique sur les difficultés que risque d'entraîner l'opposition américaine à la conclusion d'un accord tripartite vivement souhaité par le gouvernement britannique ; certes la France se rend parfaitement compte de la nécessité qui s'impose aux trois grands alliés de ménager réciproquement leurs points de vue et intérêts particuliers, mais, à ce stade crucial de la guerre, il importe à toutes les nations unies de mettre fin au plus vite à un malaise et à une équivoque qui en se prolongeant risquerait de jeter la confusion dans la Résistance française et de nuire à l'intensification de l'effort de guerre français.

Le gouvernement français, dit Garreau, espère donc que le gouvernement soviétique jugera opportun d'user de toute son influence amicale à Washington pour appuyer l'effort britannique en vue d'amener le département d'État à une plus juste compréhension des légitimes susceptibilités et des droits de la France alliée. L'opinion publique a été justement frappée du fait que dans son appel au peuple français, le commandant en chef des armées alliées, dont font partie les forces françaises du gouvernement d'Alger, a cru pouvoir ignorer l'existence de ce gouvernement reconnu pourtant par toutes les forces de la Résistance métropolitaine, de même que par la totalité des populations libérées de l'empire et de l'immense majorité du peuple de France.

Molotov approuve, puis déclare :

Nous comprenons très bien toutes vos difficultés mais, de même que vous en avez supporté beaucoup, vous viendrez à bout des autres. Le gouvernement de l'URSS est, vous le savez, animé d'une grande sympathie à l'égard de la France et il a le sincère désir de l'aider dans toute la mesure de ses moyens à reprendre le plus tôt possible sa place de grande puissance. Mais il doit évidemment tenir compte de la manière de voir de ses deux grands alliés, la Grande-Bretagne et l'Amérique, surtout dans la partie voisine de l'Europe où celles-ci sont appelées à jouer le rôle principal dans les opérations de guerre. […] L'essentiel pour la France est d'être libérée. Dès qu'elle aura atteint cet objectif toutes ses difficultés actuelles seront aisément résolues. Je vais rendre compte de votre démarche et des informations que vous avez apportées à mon gouvernement qui aurait eu le plus grand intérêt à être tenu complètement et rapidement au courant des négociations engagées à Londres par le général de Gaulle. Quoi qu'il en soit, veuillez lui faire savoir que le gouvernement de l'URSS suit ses efforts avec le plus grand intérêt et une vive sympathie[2].

Le lendemain 10 juin, Garreau fait savoir que la presse soviétique souligne « de façon ostentatoire » que l'on n'empêchera pas les Français de se battre, et que Ehrenbourg a fait une nouvelle conférence sur la France, conférence publiée par *L'Étoile rouge* et dans laquelle l'écrivain fait par deux fois usage de l'expression « gouvernement provisoire ».

Molotov a tenu parole.

Ce même 10 juin, Koenig qui, quatre jours plus tôt, avait donné l'ordre de « faire continuer au maximum la guérilla », ordonne brutalement : « Freiner au maximum activités guérilla. »

Sur le terrain nombreux sont les résistants qui attribuent ce contrordre à une fantastique opération d'intoxication des services radio de l'Abwehr.

Le 12 juin, à Londres, lors d'un déjeuner organisé par Dejean, l'ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne, Goussiev, s'entretient avec de Gaulle auprès de qui il est assis. Il lui demande s'il est parvenu à conclure les pourparlers engagés avec le commandement allié. De Gaulle lui répond qu'il a rencontré Eisenhower, mais que cet entretien n'a donné aucun résultat positif car toute l'affaire se résout à Washington.

« Nous considérons que tout ce qui concerne la France doit intéresser en premier lieu les Français et le gouvernement français, explique de Gaulle, alors que les Américains, eux, considèrent que cela regarde avant tout les Américains et qu'ils doivent diriger la France. Nous sommes d'avis que ce n'est pas l'Amgot mais les Français eux-mêmes qui peuvent et doivent se diriger. Les affaires françaises ne seront pas résolues à Londres, Washington ou Moscou mais à Paris. »

L'ambassadeur lui ayant demandé pourquoi le gros des troupes françaises ne participait pas à la bataille de France, de Gaulle répond avec « brusquerie » :

« Il faut le demander à Roosevelt. »

Puis après une pause :

« Et à Churchill. Nos meilleures troupes sont envoyées en Italie. »

Une façon de bien montrer qu'il n'est pour rien dans la campagne d'Italie et son éventuel prolongement danubien !

— Avez-vous l'intention de mener des pourparlers avec le commandement allié sur l'administration des territoires libérés ? demande Goussiev.

— Dans mon entretien avec Eisenhower, répond de Gaulle, j'ai exposé de façon tout à fait claire que le gouvernement français ne pouvait accepter

l'instauration d'un Amgot et d'un franc fictif sur le territoire français[3]. »

« J'ai demandé à de Gaulle s'il comptait se rendre à Washington, écrit Goussiev à Molotov. Il m'a répondu qu'il avait reçu une invitation et qu'il pensait y aller, mais sa décision n'était pas encore arrêtée de façon définitive. Sa venue à Londres et son voyage possible à Washington semblent, comme il dit, laisser croire à un accord et à une bonne entente qui n'existe pas dans la réalité. Au cours de mon entretien, j'ai usé de la dénomination "Comité français de la Libération nationale", mais de Gaulle m'a repris en corrigeant : "gouvernement français"[4]. »

Ce même 12 juin, le Comac se réunit en présence de Chaban-Delmas et de Joinville pour demander à Koenig d'user de son autorité afin d'obtenir des radios françaises (Radio-Alger, Brazzaville) et étrangères (BBC, New York, Moscou) qu'elles donnent lecture de l'ordre d'intensifier la guérilla qu'il adresse en cette heure décisive à toutes les formations armées de la Résistance.

Deux jours après la réception par tous les délégués militaires de région (DMR) du câble annonçant la « pause », non seulement le Comac – délibérant en présence de Chaban-Delmas, patron des DMR – ignore donc tout de ce message, mais il vote et adresse à Koenig un texte disant exactement le contraire. À ce qu'écrit Henri Noguères, il faudra attendre le 14 juin pour que Chaban-Delmas se décide à donner lecture de deux télégrammes du général Koenig – parmi lesquels celui donnant ordre de freiner la guérilla[5].

Le 13 juin, Garreau fait savoir que la presse soviétique met tout en œuvre pour convaincre l'opinion que la bataille de France, c'est la bataille de « la » France. « L'article d'Ehrenbourg qui porte ce titre est à cet égard caractéristique, note Garreau. Ce qui l'est plus encore, c'est qu'il a été publié par l'organe du parti, un dimanche, c'est-à-dire de façon à assurer à ce texte le maximum d'audience[6]. »

De Gaulle peut compter sur Staline.

Un appui particulièrement bienvenu au moment où le Comac, toutes tendances confondues, a le « sentiment d'avoir été joué et ceci à propos d'un sujet dont la gravité se mesure en vies humaines[7] ».

Les communistes profitent aussitôt habilement des contradictions gaullistes pour dresser les résistants de l'intérieur contre ceux du dehors.

« La Résistance, lance Kriegel-Valrimont à Chaban-Delmas, ne peut pas admettre ce qui vient de se produire. »

Puis, poussant leur avantage, ils chargent Kriegel-Valrimont de rédiger un « ordre d'opération concernant la participation des FFI aux opérations alliées, à la préparation et à la conduite de l'insurrection nationale », une insurrection nationale dont ils rappellent une fois de plus qu'elle est « inséparable de la libération nationale »…

Entre le délégué militaire national, porte-parole de la délégation, et le Comac, ce qui pouvait encore passer pour de simples divergences de méthodes, apparaît comme un désaccord fondamental.

Un désaccord, souligne Henri Noguères, dont Chaban-Delmas a tout fait pour qu'il n'éclate au grand jour que le plus tard possible – allant jusqu'à tenir caché pendant quatre jours le télégramme de Koenig. Bien plus : les membres du Comac apprendront au cours de leur réunion du 19 juin, non seulement que Chaban-Delmas connaissait le message de Koenig dès le 12 mais que, non content de s'abstenir d'en donner connaissance aux chefs militaires de la Résistance, il avait gardé sous le coude, sans le faire parvenir à son destinataire, le télégramme que le Comac lui avait confié en vue de sa transmission à Koenig – et ceci justement parce qu'il « le considérait contradictoire avec celui de l'état-major de Londres[8] ».

Juin se refuse à admettre l'arrêt de l'armée d'Italie et en appelle à de Gaulle

Ce même 14 juin, de Gaulle débarque sur la côte normande et entre dans Bayeux libéré. Il est de retour à Londres dans la journée du 15 et y trouve un télégramme de Juin inquiet de la tournure des événements en Italie.

Le chef du corps expéditionnaire français a en effet reçu du commandement suprême allié l'ordre d'envoyer deux divisions françaises (la 1re DFL et la 2e DIM) à Naples au cours des deux semaines suivantes, les deux autres divisions et le groupement Guillaume devant suivre le même sort à une date indéterminée. En clair : le CEF est appelé à disparaître…

Comme ça, du jour au lendemain ! Et sur ordre de l'étranger…

Juin tombe de haut.

Dans un nouveau télégramme en date du 16, il indique à de Gaulle que ce départ aura pour effet de paralyser l'effort d'une armée victorieuse et qu'il ne comprend pas cette stratégie, « même s'il s'agissait d'atteindre avant tout le sud de la France ». Il déclare également qu'il n'exécutera les ordres que lorsqu'il aura reçu ceux du gouvernement français « trouvant

surprenant, insiste-t-il, que l'accord de mon gouvernement ne m'ait pas été notifié au préalable ».

« Le général Juin, écrit le colonel Pierre Le Goyet, a peine à comprendre les motifs qui ont guidé ce retrait, car acteur et témoin vigilant de la poursuite, il se refuse à admettre que l'on arrête une armée victorieuse et que les ordres concernant l'emploi des forces lui parviennent par le canal des Alliés et non par le gouvernement français[9]. »

Mais comment pourrait-il en être autrement depuis la suppression du poste de commandant en chef ?

De Gaulle lui répond le 17 par un télégramme portant la mention « très secret ».

Suprême habileté, le président du CFLN se couvre derrière Giraud : « Comme tu le sais, le plan général interallié pour les opérations en Méditerranée a été approuvé en son temps par le commandant en chef. Ce plan comportait : 1) Une offensive des V^{e} et VIII^{e} armées en Italie avec la participation de 4 divisions françaises, de nos goums et éléments de réserve générale, offensive visant essentiellement à la prise de Rome et à l'exploitation jusqu'à la ligne générale Pise-Rimini. Tu devais avoir et tu as eu le commandement de nos troupes dans cette affaire ; 2) Ultérieurement, une offensive sur la France du Sud exécutée par une armée américaine et des troupes françaises dont de Lattre doit avoir le commandement[10]. »

Giraud a certes « approuvé », mais c'est bien lui, de Gaulle, qui en tant que président du gouvernement et chef des armées responsable de la conduite de la guerre a signé avec Bedell Smith l'accord du 27 décembre.

De Gaulle poursuit :

> La première partie du plan sera bientôt achevée, les mouvements préparatoires à la deuxième commencent. Je ne saurais m'y opposer. J'appelle d'ailleurs ton attention sur le fait que l'opération sur le sud de la France a été prévue comme devant se conjuguer avec celle du nord en cours ; de même celle-ci a été conjuguée avec l'offensive préalable en Italie. Il n'est pas possible et il ne serait pas justifié de notre part de bouleverser un plan général arrêté en accord avec nous et qui comporte la mise en œuvre d'une machinerie très compliquée, notamment pour les transports et les moyens de débarquement […]. Tout en convenant que, peut-être, il aurait été préférable de pousser en Italie jusqu'aux Alpes plutôt que de s'arrêter sur l'Arno, je suis sûr que tu admettras qu'il faut jouer le jeu et poursuivre l'exécution d'un plan longuement préparé par un gouvernement allié qui en est avec notre assentiment, stratégiquement responsable.

Mais Juin n'admet pas cette nécessité de « jouer le jeu ».

Il a peine à comprendre ce soudain fatalisme de la part du rebelle du 18 Juin ; il a peine à comprendre aussi cet alignement sur l'Amérique de la part de celui qui ne cesse de brandir le drapeau de l'indépendance et de la souveraineté française face à Roosevelt…

Et puis, à la guerre, que vaut le meilleur plan du monde s'il empêche de saisir les occasions qui se présentent ?

Voilà un certain temps que Juin est parvenu – d'ailleurs sans grand mal, à ce que dit le général Chambe – à convaincre ses pairs étrangers, les généraux Clark, Alexander et Wilson, séduits par les perspectives d'une campagne foudroyante débouchant par le Brenner sur Innsbruck et par la Vénétie sur le moyen Danube (tandis qu'un corps se porterait sur les Alpes de Savoie pour tendre la main aux Forces françaises de l'intérieur) et qui aurait pour premier bénéfice d'abréger la durée de la guerre et de permettre aux Occidentaux d'arriver les premiers à Vienne et sans doute à Berlin.

Et Chambe affirme que même depuis que le débarquement en Normandie était un fait accompli, les quatre généraux continuaient à démontrer que l'exploitation par une poussée vers l'Europe centrale, partie de l'Italie du Nord, serait plus bénéfique, parce que plus rapide et plus directe que le débarquement en Provence[11]. D'autant que le débarquement dans le sud de la France n'est fixé, de report en report à cause du manque de LCT, qu'au 15 août : on a plus de deux mois devant soi. L'offensive d'Italie est au sommet de son développement. Elle a le mérite de se situer non dans les spéculations de l'avenir, mais dans l'immédiat ; un coup d'épaule sérieux et le front allemand s'effondre, le champ devient libre. En peu de mois, peut-être de semaines, on est à Vienne…

Le 17, devant Marshall, le chef d'état-major américain, chacun développe son argument.

Wilson : Il faut couper la poire en deux ; on ne renonce pas encore au débarquement en Provence, mais le délai le permettant on essaye de voir ce que peut donner la poursuite de l'exploitation en Italie. Si les résultats sont satisfaisants on fonce sur la Bohême ; s'ils ne le sont pas, on exécute *Anvil*.

Alexander : En exécutant *Anvil*, il s'agit d'aider l'offensive alliée dans le nord de la France et, par contrecoup d'aider Staline. Le plus sûr moyen d'aider les deux à la fois, c'est d'élargir le front d'Italie, de l'ouvrir largement entre l'Adriatique et les Carpates. Les Allemands seront incapables de le tenir seuls : ils devront faire refluer toutes leurs troupes

attardées en France, lâcher Paris, raccourcir leurs lignes, s'établir sur le Rhin, prélever un nombre important de divisions sur le front russe pour parer la menace pressante venue du sud.

Juin : La possibilité existe d'« effectuer des variantes » par rapport au plan initial. Il faut savoir profiter des occasions.

Clark : « Je ne comprends pas pourquoi, la situation ayant changé, on ne modifie pas les plans relatifs à notre débarquement dans le sud de la France. » Le chef de la V^{e} armée révèle en outre que Tito s'est d'ailleurs rendu au quartier général d'Alexander et lui a laissé entendre que, si les Américains débarquaient en Yougoslavie, ses partisans pourraient l'aider à atteindre Vienne. Même le roi Georges VI, révèle-t-il, encourage alors Alexander et Wilson à envisager une telle opération.

Devant chacun de ses interlocuteurs, Marshall justifie l'injustifiable à coups de chiffres et d'arguments techniques concernant principalement les ports pour les approvisionnements, mais l'exploitation que les généraux d'Italie, toutes nationalités confondues, défendent devant lui avec sérieux est d'une telle évidence stratégique qu'il y a fort à parier que sa raideur lui tient lieu de certitude et que c'est en partie pour obéir à Roosevelt, lequel n'a pour but que d'être agréable à son « ami » Staline, mais aussi pour ne pas se déjuger qu'il se montre inébranlable. Selon le mot de Pierre Le Goyet, la logistique l'emporte sur la manœuvre, l'ingénieur sur le stratège.

Pourtant, ce 17 juin, au moment où il affronte ses interlocuteurs, Marshall a de quoi se poser des questions sur la pertinence de sa stratégie qui, sous prétexte de couper au plus court, consistait à envoyer les *boys* affronter le Mur de l'Atlantique. D'ailleurs, au 14^{e} jour du débarquement, là-haut, en Normandie, l'affaire est loin d'être gagnée et la brèche dans l'étau allemand va prendre du temps. Si tant est que tout se passe bien… Et puis après le Mur de l'Atlantique, les *boys* vont devoir affronter successivement la Ligne Maginot retournée par les Allemands contre l'Ouest, le Rhin et la ligne Siegfried.

Arriver par le sud, au contraire, c'est tourner et prendre à revers ces défenses formidables, patiemment et ingénieusement aménagées par l'ennemi.

À l'état-major allemand, on retient son souffle. Au lendemain de la conférence de Téhéran on avait repris un peu d'espoir, car selon Walter Schellenberg, le service d'Évaluation de la Wehrmacht, avait établi « avec 60 % de certitude, que Churchill n'avait pas pu faire adopter son plan

d’ouverture d’un second front par une invasion à travers les Balkans ». Or, l’ancien adjoint de Heydrich est catégorique : si le Premier ministre britannique, dit-il, « avait pu exécuter son plan d’invasion par les Balkans, fin 1943, la guerre, d’après mes calculs, eût pris fin au printemps 1944. Les Balkans, comme un fruit trop mûr, étaient prêts à tomber au moindre choc, ce qui eût découvert le flanc sud-est des Allemands[12] ».

Si c’était déjà le cas fin 1943 que dire alors six mois plus tard !

Voilà que sur le théâtre Sud, le sort des armes offre soudain à Marshall l’occasion de corriger le tir : puisque la défaite allemande en Italie tourne à la déroute et que, malgré cela, le commandement allemand paraît déterminé à ne dépenser que le nombre de divisions initialement prévu pour le théâtre italien ; puisque les Alliés disposent de la maîtrise du ciel et de la mer et que l’on peut acheminer au plus près de la bataille (à Gaète, à Nettuno, à Anzio) les divisions fraîches prévues pour le débarquement en Provence, tout est de nouveau possible… Les deux divisions françaises que Giraud voulait transférer sont prêtes à l’être encore. Depuis Mazagran, l’ancien commandant en chef l’a écrit le 21 mai à Juin après la rupture de la ligne Gustav : « Bravo mon cher ami !… Voilà de l’ouvrage bien faite. Je voudrais que du Vigier et Vernejoul vous rejoignent. Nous serions à Florence demain, à Milan après-demain, à… avant Noël. » Selon Chambe, les points de suspension désignent « évidemment » Berlin.

Marshall va-t-il admettre que comme lors du premier conflit mondial, le front du Nord a pour fonction d’user l’ennemi et que la décision viendra du front d’Orient ?

Depuis la plaine du Pô, la route est tracée.

Se flanc-gardant sur les Alpes à l’ouest et au nord, remarque Chambe, les armées alliées se glisseraient par le vieux seuil millénaire d’invasion de l’Europe centrale, le seuil de Vénétie, pénétrerait en Moravie, en Hongrie, en Autriche donneraient la main aux forces yougoslaves, aux partisans opprimés de toutes les nations qui attendaient leur délivrance, les Roumains, les Tchèques, les Autrichiens. Elles entreraient les premières à Budapest, à Vienne, elles feraient leur jonction plus à l’est, sur les Carpates avec les armées russes et fonceraient sur Berlin par Prague, par le quadrilatère de Bohême, ce fer de lance géographique dardé de toute époque dans le ventre de l’Allemagne. C’est par là qu’était morte l’Allemagne de 1918, c’est par là que devait encore mourir celle de 1944. Car, sur ce front, Hitler ne se gardait pas mieux que ne s’étaient jadis gardés Ludendorff et Mackensen[13].

En défendant ce plan de Giraud qu'il a fait sien, Juin, bien entendu, pense aussi à la France : menacés par l'irruption des armées alliées déferlant en Bohême, les Allemands seraient contraints de se retirer précipitamment sur le Rhin. La France, si souvent éprouvée, et en ce moment même par les terribles bombardements alliés dans le Nord, échapperait au moins dans sa partie sud aux destructions de la bataille. Et puis la conquête de l'île d'Elbe vient de montrer – si c'était nécessaire après l'opération *Overlord* – combien un débarquement peut être coûteux et aléatoire…

Marshall, pour finir, reconnaît devant Juin que le problème dépasse sa personne et même le Comité de guerre…

Une façon de laisser entendre qu'il s'agit d'une décision politique. Aussi, alors que, le 24, le corps de poursuite, débordant la ligne Frieda, franchit l'Ombrone, Juin écrit-il une longue lettre à de Gaulle pour lui dire une nouvelle fois son opinion personnelle. Il explique : « La défaite allemande se lit sur le terrain : matériel abandonné, chars, canons détruits, 25 000 prisonniers. Il y a maintenant deux thèses : le débarquement au sud de la France, prôné par les Américains, l'exploitation vers le Danube prônée par les Britanniques. Le choix des Français est difficile. Il s'agit de ne pas se tromper[14]. »

À l'égard de De Gaulle, les Soviétiques manient le chaud et le froid

Le 25 juin, Churchill, qui veut ignorer l'alliance secrète entre la Maison Blanche et le Kremlin mais que son expérience de vieux routier de la politique porte naturellement à la méfiance envers ses propres alliés, expose à Staline la situation en Italie. Il le fait avec une prudence extrême. Il espère, dit-il, être à Florence fin juin, sur la ligne Pise-Rimini vers la fin de juillet ; il en déduira alors les possibilités stratégiques. L'essentiel est de fixer le maximum d'unités allemandes pour décharger l'Armée rouge…

Churchill se garde donc de dévoiler ses arrière-pensées (que Staline connaît d'ailleurs fort bien…) d'une exploitation vers le Danube mais, le 17, il a fait donner l'ordre au 2e corps polonais de s'emparer du port d'Ancône sur l'Adriatique afin d'obtenir de meilleures conditions de ravitaillement et un accès aux vallées de Lombardie…

Sans doute le Premier britannique a-t-il confiance dans ses capacités de manœuvrier ; il est vrai qu'il a obtenu jusqu'ici de Roosevelt tout ce qu'il a

voulu : le débarquement en AFN d'abord, puis le débarquement en Sicile et en Italie.

Pourquoi ne parviendrait-il pas à concrétiser la dernière étape de son plan ?

De Gaulle va-t-il l'épauler dans cette partie difficile ?

Le président du CFLN est alors dans une situation instable :

– Sur le plan français d'abord où il doit affronter une manœuvre du parti communiste visant à dresser la Résistance contre lui. La situation est d'ailleurs si grave à ses yeux qu'il a demandé à Koenig de lui adresser « chaque jour » un compte rendu au sujet de l'action des forces de l'intérieur.

La situation s'est tendue brusquement le 21, lorsque Villon a dénoncé la « faillite du BCRA » et la méconnaissance par les gaullistes du « contenu populaire de la Résistance intérieure » puis elle se tendra le 26 encore, lorsque le même Villon demandera que les attributions du Comac soient étendues de manière qu'il puisse exercer le plein commandement effectif des forces de l'intérieur, en bref : substituer le commandement effectif du Comac à celui de Koenig, sous la forme de délégation de commandement donnée par ce même Koenig au Comac…

Tout comme *L'Humanité* du 26 mai avait revendiqué une délégation de pouvoir du CFLN au CNR !

Les communistes ne cachent plus leurs ambitions.

Il est vrai qu'ils ont l'estomac de leur boulimie puisque, non contents d'avoir leur propre mouvement, le Front national, et leur propre structure militaire, les FTP, ils se sont lancés dans une colonisation systématique des centres de décision de la Résistance intérieure. Entreprise réussie au bureau du CNR, au MLN de zone sud, au Comac…

– Sur le plan international ensuite, puisque aucune des grandes puissances n'a encore reconnu expressément son gouvernement provisoire et que l'URSS semble manier le chaud et le froid à son égard. Puisque certaines rumeurs de source londonienne laissent aussi entendre que les gouvernements britannique et américain se seraient même trouvés d'accord depuis janvier pour que les gouvernements européens immédiatement intéressés à la question de l'armistice avec l'Allemagne soient appelés en consultation par la commission européenne, mais qu'ils se seraient heurtés à l'opposition formelle du Kremlin inquiet de voir se constituer un bloc de satellites autour des puissances anglo-saxonnes.

Garreau, lui, se montre optimiste ; il a écrit le 21 : « Si le gouvernement de l'URSS n'a pris aucune position officielle dans la reconnaissance du gouvernement provisoire de la République française, la presse soviétique, dont il est bien connu qu'elle ne publie rien au hasard, fournit des indications qui doivent être considérées comme d'autant plus caractéristiques que la censure est en ce moment particulièrement stricte contre tout ce qui risquerait d'être interprété comme un désaveu de la politique anglo-américaine[15]. »

Cette dernière information est particulièrement importante : elle indique en effet que Staline qui connaît les préventions de Roosevelt à l'égard de De Gaulle agit avec la plus extrême prudence à l'endroit du président américain au moment où les Alliés peuvent opérer en Italie un choix stratégique décisif puisqu'il pourrait ruiner d'un seul coup tous ses propres projets expansionnistes sur l'Europe centrale… Mais en même temps, il n'entend pas indisposer son allié français dont il compte bien qu'il va respecter son engagement du 4 décembre 1942. Aussi laisse-t-il transparaître dans sa presse quelques indices propres à l'encourager.

« Ces encouragements d'une presse officieuse (*L'Étoile rouge*, *Troud*), précise d'ailleurs Garreau, éclairent sous leur vrai jour l'attitude réservée et d'apparente passivité du gouvernement de l'URSS à l'égard de nos négociations avec le gouvernement britannique et les États-Unis[16]. »

L'interprétation du délégué français est la bonne puisque, le 25 juin, après s'être plaint devant Dekanosov des difficultés relatives à l'administration des territoires libérés, entre le GPRF et Washington, le Soviétique l'assure que le gouvernement de l'URSS « sympathise pleinement » avec le général de Gaulle et le comité, approuve leur attitude et se montre persuadé qu'ils obtiendront gain de cause. Devant tant de chaleur, pour le moins inhabituelle de la part de son interlocuteur, Garreau se croit autorisé à poser « à titre personnel » la question de la reconnaissance du GPRF par le Kremlin.

« Jusqu'à ce jour, répond Dekanosov, nous avons reconnu l'organisme d'Alger sous le nom de CFLN. Cet organisme est, comme vous l'avez précisé à M. Molotov, toujours le même. L'appellation importe moins que la chose. »

« Il serait maladroit, rend compte Garreau à Alger, de chercher à brusquer une décision qui se manifeste déjà dans la pratique et sera rendue officielle en temps opportun[17]. »

C’est muni de ces renseignements que, le 28 juin, alors que les troupes françaises sont devant Sienne, de Gaulle atterrit à Rome. Il rend visite aux généraux Clark et Alexander, puis au général Juin à son quartier général de Castel-de-Piano.

Juin s’efforce en vain de convaincre de Gaulle

Juin, qui ne peut imaginer que l’on ait « mis en œuvre en Italie un puissant instrument d’attaque sans autre intention que de faire un petit bout de chemin dans la péninsule », attend de Gaulle avec impatience pour lui exposer de vive voix les immenses possibilités stratégiques et politiques qui s’offrent aux Alliés victorieux.

Le chef du CEF est sûr de lui : « Bien que chèrement payée, écrit-il, (la victoire de Rome) ne pouvait être qu’une victoire pour rien si elle ne devait conduire qu’à une immobilisation en fin de course dans le cul-de-sac de la Toscane. Aussi, que le plan arrêté à la conférence de Téhéran à laquelle la France n’était pas partie et qui commençait à transpirer excluât délibérément toute exploitation prolongée sur ce chemin traditionnel d’accès au cours de l’Europe, même s’il arrivait qu’un succès initial dépassant, comme c’était le cas, toutes les espérances, offrît inopinément une occasion vraiment exceptionnelle de pousser plus avant sur cette direction capitale, était chose proprement impensable[18]. »

Mais, précisément, de Gaulle y pense…

Et il ne pense même qu’à ça, puisque c’est pour cela qu’il est aujourd’hui sur le front. Deux jours auparavant, il a confié à Queuille qui le remplace à la présidence du gouvernement pendant ses absences :

« Je vais là-bas, car on voudrait entraîner nos troupes dans d’autres directions que celles de la France. C’est impossible. Cela va faire bagarre, mais je ne céderai pas. Quant à Roosevelt, il voudrait des bases… Nous finirons par être obligés d’entrer en guerre contre les États-Unis, au besoin avec l’aide des Russes[19]. »

« Boutade évidemment », commente Queuille. Certes. Mais qui dit bien la détermination de De Gaulle de torpiller l’offensive danubienne.

Concernant les arrière-pensées de ce dernier, Juin ne se doute de rien.

Pourtant plusieurs indices auraient dû l’avertir :

– C’est au moment où Giraud, partisan résolu de la « conception traditionnelle de l’invasion danubienne », a décidé de renforcer le CEF par

deux divisions blindées, la 1re (Du Vigier) et la 5e (Vernejoul) prévues initialement pour le débarquement en Provence, qu'il a été éliminé.

– Le 17 mai, lors de leur visite sur le front après la rupture du Garigliano, de Gaulle et Diethelm lui ont promis des renforts, mais ceux-ci ne sont jamais arrivés.

– Le 30 mai, lors de la marche sur Rome, Juin a écrit à de Gaulle pour lui demander de « défendre à l'échelon des Alliés la position du CEF, à en éviter le fractionnement, car la rivalité anglo-américaine aboutirait à frustrer les Français d'une participation efficace à la victoire (19) ». Or, le 1er juin de Gaulle qui, par l'ordonnance du 4 avril est devenu le chef des armées, lui a répondu qu'il tenait « à rester à son échelon gouvernemental » et ne voulait pas s'« immiscer dans la conduite des opérations qui pour la Ve armée dont dépend le CEF, est entièrement du ressort du général Clark[20] ». Comme si la France n'avait plus soudain son mot à dire sur l'emploi de ses forces… dont le CFLN venait d'instituer le principe par l'ordonnance du 16 décembre 1943 !

– De Gaulle a répondu par le silence à son télégramme du 10 juin, dans lequel, faisant état des rumeurs sur un éventuel retrait du CEF du front italien, le chef du CEF s'est plaint d'être tenu dans l'ignorance des décisions qui pouvaient être prises concernant ses unités.

– Le 15 juin, après avoir reçu d'Alexander l'ordre de retirer deux divisions du front, Juin a écrit à de Gaulle pour lui dire qu'il se refusait « à admettre que les ordres concernant l'emploi des forces (françaises) lui parviennent par le canal des Alliés et non par le gouvernement français[21] ». Or de Gaulle lui a répondu le lendemain 17 juin qu'il ne pouvait « s'opposer aux Alliés pour des questions de transport et de moyens de débarquement[22] ».

Tous ces indices se ramènent à un fait majeur : la suppression du poste de commandant en chef s'est traduite immédiatement et concrètement par l'« absence des Français dans la conduite de la guerre »…

Au QG de Castel-de-Piano, impassible, de Gaulle écoute Juin lui développer les grandes lignes du plan Giraud :

« Couverte à l'est par le maquis bosniaque de Tito qu'on pourra désormais mieux étayer, plaide le chef du CEF, cette offensive générale conduira en peu de temps, par l'effet de manœuvres convergentes, à Vienne, à Prague et à la ligne de l'Elbe ! »

L’impassibilité de De Gaulle cache en réalité une inquiétude obsessionnelle dont Juin est à mille lieues de se douter : « Impressionnés par l’ampleur de la campagne d’Italie, écrira en effet le mémorialiste, [les Alliés] n’allaient-ils pas *in extremis* renoncer à l’opération *Anvil* (débarquement en Provence) pour adopter un projet divergent d’exploitation dans la péninsule[23] ? »

Dans ses *Mémoires*, de Gaulle reconnaît qu’il trouve le commandement « très désireux » de poursuivre la campagne avec les moyens dont il disposait sur place et, même, de l’étendre grâce à de nouveaux renforts ; et il conclut : « De sa part, c’était très naturel. Cependant pour des raisons qui tenaient à mes responsabilités à l’échelle de la nation française, je n’entrais pas dans cette conception. »

Ce « de sa part, c’était très naturel » détonne un peu par sa légèreté face à l’enjeu… Et puis, compte tenu de la suite du propos, on s’attend à ce qu’il développe sa conception personnelle mais il se défausse sur… l’Amérique.

Après avoir rappelé qu’en septembre 1943, les Alliés « avaient été d’accord pour aborder l’Italie, mais qu’ils ne l’étaient pas sur ce qu’il faudrait faire ensuite », voici comment le président du GPRF expose les termes de cette opposition entre les généraux alliés d’Italie (y compris Clark) et Washington :

« Les États-Unis pour leur part, se sentaient capables de livrer la bataille d’Europe en passant par le plus court, autrement dit par la France. Prendre pied en Normandie et, de là, pousser sur Paris ; débarquer en Provence et remonter la vallée du Rhône : ils entendaient conjuguer ces deux opérations. Après quoi, les deux armées alliées, soudées l’une à l’autre entre la Suisse et la mer du Nord, se porteraient sur le Rhin. »

Le débarquement en Normandie a déjà trois semaines lorsque de Gaulle rend visite à Juin et si l’opération *Overlord* est loin d’être gagnée à l’heure présente (il faudra attendre le 28 juillet pour que les choses bougent enfin avec la percée d’Avranches), son principe n’est absolument pas en cause. C’est du débarquement en Provence qu’il est maintenant question. Or reprendre, comme le fait ici de Gaulle, l’argument américain selon lequel, pour livrer la bataille d’Europe, en cette fin juin, c’est « passer par le plus court » que de traverser la Méditerranée puis de passer par le sud de la France lorsque 23 divisions sont déjà en Italie pratiquement au cœur de l’Europe et disposent d’une supériorité aérienne écrasante face à une Wehrmacht totalement désorganisée et que les troupes en voie de

constitution sont encore stationnées en AFN et à ce point dépendantes de barges de transport que le débarquement ne cesse d'être repoussé, et que l'on se demande s'il est encore techniquement envisageable, est pour le moins surprenant…

Le mémorialiste continue : « Les Britanniques et, d'abord, Churchill voyaient les choses autrement. À leurs yeux, le plan américain tendait à attaquer l'ennemi là où il serait le plus dur à prendre le taureau par les cornes. Mieux valait viser les points mous, frapper le ventre de l'animal. Au lieu de se fixer directement pour objectif l'Allemagne et de l'atteindre par la France, c'était suivant les Anglais, vers l'Europe danubienne qu'il fallait marcher, à travers l'Italie et les Balkans[24]. »

Analyse en tout point exacte d'un plan encore plus que jamais actuel en cette fin juin. À cette réserve près que le mémorialiste oublie de mentionner qu'il était à l'origine aussi français qu'anglais, et qu'aujourd'hui il n'est plus seulement franco-anglais puisqu'il a rallié un Américain de poids en la personne de Clark qu'il oublie opportunément de citer[25]…

À cette réserve près aussi que lorsqu'il parle de la position américaine, de Gaulle ne prononce pas le nom de Roosevelt gommant ainsi l'intention politique qui sous-tendait le choix stratégique de la Maison Blanche alors que, lorsqu'il évoque la position britannique, il insiste sur le nom de Churchill, laissant entendre par là que le choix anglais est surtout celui du Premier ministre de Sa Majesté. Ceci afin de faire valoir sans doute que le choix américain est le seul à devoir être pris en considération car seulement militaire. Or comme leurs pairs américains, Wilson et Alexander obéissent, eux aussi d'abord, à des raisons militaires[26]…

Par la grâce et de cette présentation partielle, et de cette fausse symétrie, le projet d'offensive danubienne devient donc une affaire exclusivement britannique dont il définit les raisons : « Comme il était naturel, cette stratégie (britannique) répondait à la politique de Londres qui visait à établir la prépondérance britannique dans la Méditerranée et redoutait par-dessus tout de voir les Russes y déboucher aux lieu et place des Allemands […]. C'était ce plan nous le savions, que les Anglais s'efforçaient de faire prévaloir. » Et il ajoute : « Or, sans méconnaître les côtés séduisants de la conception de Churchill, je ne m'y ralliais pas. »

Ces côtés « séduisants », de Gaulle ne les indique pas.

Parce qu'ils sont trop convaincants ? Peut-être, car selon certains témoignages, il les partage. Ainsi Monsabert cite Catroux qui « exprimant

sans doute la pensée profonde du général de Gaulle (lui a) dit, au cours d'une visite, que l'axe interallié aurait dû viser Vienne et non Paris, évitant ainsi des destructions et des souffrances inéluctables pour notre cher pays »… Au même moment, les bombardements alliés font en effet des milliers de morts parmi la population civile (on en comptabilisera entre 60 000 et 70 000) et causent la destruction quasi totale de villes comme Caen et Saint-Lô. À Rouen, on parle de la « semaine rouge ».

En revanche, il donne les raisons pour lesquelles il ne se rallie pas à la conception de Churchill :

– Une raison militaire : l'opération menée depuis la Méditerranée en direction de l'Europe centrale lui semble « comporter trop d'aléas ». Il faut franchir « les barrières énormes des Alpes », or les armées américaines et britanniques sont faites pour agir surtout en plaine à grand renfort de mécanique et non en terrain tourmenté.

– Une raison de politique intérieure : en France, « quel régime sortirait du chaos si notre armée se trouvait alors en Autriche ou en Hongrie et ne pouvait s'amalgamer les forces de l'intérieur ? »

Des deux raisons, c'est évidemment la seconde qui est la vraie : toute opération militaire comporte en effet des aléas et le Mur de l'Atlantique en est un concentré ! Sans compter les destructions. Enfin et surtout, il n'est nulle part question dans le plan retenu par Juin et les Alliés d'affronter la barrière des Alpes. L'axe de progression choisi est : Udine-Ljubljana-Vienne. Le col de Ljubljana culmine à 290 mètres (ce qui lui vaut d'ailleurs le nom de trouée de Ljubljana). Les goumiers ont affronté dans la botte des hauteurs autrement plus imposantes !

Juin dont de Gaulle vante la maîtrise, Juin qui, à ce qu'il dit, pour « chaque opération, dessinait d'avance d'un trait ferme le plan de la manœuvre », le « fondait sur des données qu'il tirait du renseignement ou bien de son intuition et que toujours les faits confirmaient » et qui « donnait comme axe qu'une seule idée, mais assez nette pour éclairer les siens, assez juste pour qu'il n'eût pas à le changer au cours de l'action, assez forte pour s'imposer en fin de compte à l'ennemi », Juin pouvait-il lui présenter un plan impossible à réaliser ?

D'ailleurs, devant Juin, de Gaulle, qui a tant souligné dans ses propres écrits le caractère contingent de l'action de guerre, se garde bien d'évoquer des raisons d'ordre militaire. À ce que dit le chef du CEF, il se contente de

présenter l'argument politique et, soudain fataliste, celui de l'exigence américaine.

Ce qui ressort de la seconde raison invoquée, c'est qu'il s'agit strictement de la part de De Gaulle d'une préoccupation de politique intérieure impliquant l'usage de l'armée pour imposer sa prise de pouvoir.

De Gaulle s'aligne sur Roosevelt et Staline

« Quel régime surgirait ? Tout s'éclaire, écrit Henri de Foucaucourt. Le Général a su, depuis 1940, planifier minutieusement son débarquement en France avec sa cohorte politique dans le sillage des Alliés. […] L'adoption du plan Juin anéantirait ses quatre années d'efforts[27]. »

Si de Gaulle s'oppose à une opération qu'il nomme délibérément le « plan Churchill » pour la réduire à la seule protection des intérêts britanniques dans les Balkans quand elle vise aussi et prioritairement à contrer les ambitions soviétiques dans la région, c'est bien sûr, pour des raisons de politique intérieure – faire obstacle à la montée en puissance d'un parti communiste qu'il a grandement favorisé –, mais c'est aussi comme nous l'avons vu qu'il n'a aucunement l'intention de s'opposer aux ambitions du Kremlin. Et pour couper court à tout soupçon de complaisance à son endroit, il se justifie par une formule choc : « Pour l'Angleterre et les États-Unis, le choix de la stratégie intéressait leur politique. Mais ce choix, pour la France, engageait tout son destin. »

Il faut donc croire que pour lui, le destin de la France est, à l'époque, indépendant de celui de l'Europe.

S'il raisonne ainsi, c'est que, dans son esprit, l'Europe est d'ores et déjà coupée en deux et qu'elle comptera dans l'idéal : un « bloc occidental » à dominante française et un « bloc oriental » sous domination soviétique.

Mais la question importante est de savoir pourquoi dans son esprit la coupure de l'Europe est un fait acquis ? Sans aucun doute parce que, comme l'indique clairement son entretien du 11 mai 1943 avec Bogomolov, toute son alliance avec Moscou est fondée sur la reconnaissance d'une zone d'influence soviétique sur l'Europe centrale.

De même qu'il révélera dans son discours de Rennes en juillet 1947 avoir joué le jeu avec les communistes et l'avoir « joué carrément » – précisant : « jusqu'aux limites du licite et du possible [*sic*] », de Gaulle

s’apprête en cette fin juin 1944 à jouer tout aussi « carrément » le jeu avec Staline. Mais cette fois avec bien d’autres conséquences.

Le 4 décembre 1942, il avait déclaré à Maïski, l’ambassadeur soviétique à Londres :

« J’espère que les Russes seront à Berlin avant les Américains. »

À l’époque, cet « espoir » n’avait que la force d’un souhait.

Aujourd’hui, en cette fin de juin 1944, il en va autrement : de Gaulle a les moyens de peser sur le cours de l’histoire…

« M. Churchill, écrit-il, ne renonçait pas à l’idée de porter sur l’Italie et les Balkans tout l’effort allié dans le sud de l’Europe. Il obtenait pour le général Maitland Wilson le commandement en chef dans la Méditerranée et des navires spéciaux destinés aux débarquements. Alexander étant déjà à la tête des armées en Italie. Il tâchait qu’on maintînt à leur disposition le plus possible des divisions américaines et françaises et des navires spéciaux destinés aux débarquements. Sauf réaction de notre part, l’insistance du Premier ministre allait entraîner sur le théâtre sud l’application du plan britannique. Mais comment intervenir[28] ? »

Et il livre la clé de son pouvoir : « Nous avions à présent des forces assez importantes pour qu’on ne pût passer outre à nos propres résolutions. »

Qu’est-ce à dire ?

Ceci : « Pour plus de sûreté, écrit-il, je fis de mon côté, connaître aux généraux Wilson et Alexander que le gouvernement français les invitait d’une manière expresse à regrouper en temps voulu toutes les forces qu’il avait mises à leur disposition, afin qu’elles puissent être transportées en France au plus tard pendant le mois d’août. »

En clair : de Gaulle demande à Alexander, qui juge le débarquement en Provence désormais « stratégiquement inutile », de retirer du front italien les divisions françaises, fer de lance de l’offensive sur Rome et Sienne, afin de se conformer aux ordres d’Eisenhower et de Marshall.

Le président du GPRF indique en outre que les divisions françaises restantes (la 2e DIM, la 3e DIA et le groupement Guillaume) ne pourront être engagées après le 15 juillet et, sur le terrain, ne devront pas dépasser l’Arno[29].

Contre ce coup de grâce dans les règles, Juin, qui avoue que sa voix « continua, pendant quelque temps encore, à se joindre à celle de nos alliés britanniques favorables, eux aussi, en s’appuyant sur la victoire, au concept

traditionnel de l'invasion danubienne », écrira le 16 juillet à de Gaulle : « Fait rare dans l'histoire, on aura vu une direction de guerre décider de sang-froid que la victoire ne serait pas exploitée et permettre délibérément que deux armées ennemies qu'elle tenait à sa merci s'échappent et se reconstituent […]. On reste confondu devant une telle décision qui ne peut s'expliquer que par un manque de culture militaire et une méconnaissance des théâtres d'opérations européens. L'histoire jugera et elle ne jugera pas sans ironie en déplorant que le bon sens français n'ait pu se faire entendre au Conseil interallié[30]. »

Mais c'est précisément pour que le « bon sens français » ne puisse pas se faire entendre au Conseil interallié que le commandant en chef a été éliminé en pleine guerre et au moment crucial…

Dans ses *Mémoires* parus en 1959, Juin n'incrimine plus le « manque de culture militaire » ni la « méconnaissance des théâtres d'opérations européens ». Il se contente d'évoquer le jugement de l'histoire : « Et sans doute, conclut-il, a-t-elle déjà jugé, Téhéran ayant conduit à Yalta et tendu le rideau de fer là où nous le voyons aujourd'hui[31]. »

Le processus d'asservissement de l'Europe centrale est en marche

Le 3 juillet, de Gaulle fait connaître à Palewski et à Massigli son intention de se rendre « décidément » à Washington en ne donnant à son voyage qu'un caractère de « contact personnel avec le président Roosevelt, d'hommage rendu par la France au peuple américain et à ses armées et d'information générale ».

« Je suis décidé tout à fait, précise-t-il, à n'entreprendre et à n'accepter aucune négociation proprement dite et sur aucun sujet. »

À quoi rime donc ce voyage ?

On notera que cette brusque décision de se rendre à Washington vient dans la suite immédiate du gage qu'il vient de donner à Staline en contribuant à torpiller l'offensive danubienne. Conscient des conséquences de son geste pour l'avenir de l'Europe, de Gaulle chercherait-il un parapluie pour son « bloc occidental » du côté de Washington ?

Au seuil de cette rencontre avec Roosevelt, quelle idée de Gaulle a-t-il donc des relations internationales ?

À ce qu'il affirme dans ses *Mémoires*, voici l'analyse qu'il fait des projets :

– Des États-Unis : Washington redoute les « enchevêtrements de l'Europe » et projette d'y régler la paix par « arrangement direct » avec Moscou. Toute intervention de la France dans ce duo contrarierait donc leurs desseins. Déjà, la seule présence anglaise leur paraît intempestive bien que Londres prenne grand soin de ne pas gêner l'Amérique.

Selon de Gaulle, la question que se pose Roosevelt est la suivante : comment obtenir des Soviets cette coopération, dont le prix, remarque le mémorialiste, « sera forcément le sacrifice de l'indépendance des États de la Vistule, du Danube, des Balkans » ?

Selon de Gaulle encore, le « plan américain » est de mettre fin aux empires des nations européennes en Asie et dans ses marches (Inde, Indonésie, Indochine). « Aussi, conclut-il, tout en constatant volontiers notre redressement, tout en s'entendant avec nous lorsque cela est utile, Washington affectera aussi longtemps que possible de considérer la France comme une jachère et le gouvernement de Gaulle comme un accident incommode auquel n'est pas dû, en somme, ce que l'on doit à un État. »

– De la Grande-Bretagne : Londres sait que la présence et la puissance de la France seront « nécessaires à l'équilibre », mais son instinct et sa politique souhaitent que la France redevienne le « partenaire d'antan, maniable et bien connu ». Churchill souhaite que la France participe aux règlements successifs, à condition toutefois qu'elle le fasse « à titre d'auxiliaire ». Mais de Gaulle l'acceptera-t-il ? Aussi vaut-il mieux que la « souveraineté de la France demeure quelque peu nébuleuse ».

– De l'Union soviétique : Moscou « observe, calcule et se méfie ». Selon le mémorialiste, « assurément, tout porte le Kremlin à désirer une France capable de l'aider à contenir le monde germanique et de rester indépendante à l'égard des États-Unis », mais pour l'heure il ne se hâte pas.

En somme, conclut de Gaulle après ce tour d'horizon, si Washington, Londres et Moscou sont d'accord pour préserver sa place à la France, ils ne se montrent pas pressés de la lui rendre.

Que faut-il penser de cette analyse générale ?

Est-elle réellement celle que de Gaulle fait en juillet 1944 ou est-elle celle que le mémorialiste se prête rétrospectivement en 1954 après la sanction de l'histoire ?

Il est difficile de trancher ; aussi, dans le doute, tenons-la pour authentique.

À ce qu'il affirme, de Gaulle paraît également avoir été, à l'époque, bien renseigné sur la conférence de Téhéran et convient que ce qui en avait filtré inquiétait fortement les gouvernements de l'Europe centrale et balkanique en exil. « À travers les secrets officiels, écrit-il, ils n'étaient pas sans discerner ce qui, à Téhéran, s'était passé d'essentiel. Staline y avait parlé comme celui à qui l'on rendait des comptes. […] Roosevelt s'était joint à lui pour repousser l'idée de Churchill d'une vaste offensive des Occidentaux par l'Italie, la Yougoslavie et la Grèce, vers Vienne, Prague et Budapest. D'autre part, les Américains s'étaient accordés avec les Soviétiques pour refuser, malgré les suggestions britanniques, d'examiner les questions politiques concernant l'Europe centrale, en particulier la Pologne où, cependant, les armées russes étaient sur le point d'entrer. »

Le mémorialiste traite ensuite des cas de la Grèce, de la Yougoslavie, de la Pologne. Il témoigne de sa sympathie à l'égard de ces pays menacés d'asservissement par l'Union soviétique, fustige la conduite des Anglo-Saxons à leur égard et déplore que les Alliés tiennent la France à l'écart du règlement de ces problèmes.

Et il conclut : « Je me trouvai donc renforcé dans ma résolution de consacrer directement à la libération de la France ce que nous pouvions avoir de moyens et de ne pas les engager dans des opérations balkaniques. Pourquoi irions-nous fournir notre concours militaire à une entreprise politique dont nous nous trouvions exclus[32] ? »

Après avoir commencé par justifier son refus d'approuver l'offensive danubienne par des raisons de politique intérieure, de Gaulle le justifie maintenant par le prétexte qu'il a été tenu hors jeu du règlement politique des pays d'Europe centrale… quand tout indique en réalité qu'il a apporté son concours à Staline sur ce point capital pour ce dernier, parce que ce concours était inscrit dans la logique de son alliance avec le Kremlin et que rien ne lui était alors plus précieux pour des raisons aussi bien nationales que personnelles. Celui qui a œuvré dès la fin de 1941 en faveur d'une stratégie qui permettait aux Soviétiques d'entrer les premiers à Berlin, peut-il, légitimement reprocher à Roosevelt de payer la « coopération » entre la Maison Blanche et le Kremlin avec le « sacrifice des États de la Vistule, du Danube et des Balkans » ? Et peut-il, légitimement, écrire que Staline se pose encore la question suivante : « Si la France du général de Gaulle devait être associée directement aux règlements européens accepterait-elle de voir

disparaître l'indépendance de la Pologne, de la Hongrie, des États balkaniques et qui sait ? de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie ? »

Autres questions :

De Gaulle a-t-il vu dès 1944, comme il l'affirme dans ses *Mémoires*, que l'objectif de la Maison Blanche était de parvenir à un « arrangement direct » avec le Kremlin pour régler la paix en Europe ?

Si c'est le cas, compte tenu de ce qu'il sait des visées impérialistes de Staline, il a nécessairement compris que le véritable enjeu de la guerre n'était pas seulement la destruction de l'Allemagne mais, par le biais de la destruction de l'Allemagne, la mise sous tutelle de l'Europe par les USA et l'URSS.

De Gaulle a-t-il vu dès 1944, comme il l'affirme dans ses *Mémoires*, que le plan américain était de mettre fin aux empires des nations européennes ?

Si c'est le cas, compte tenu de ce qu'il sait des visées expansionnistes de Staline, il a nécessairement compris que l'objectif commun des USA et de l'URSS était de profiter de l'affaiblissement des puissances européennes engagées dans un combat fratricide pour prendre leur place de puissances mondiales.

Force est de reconnaître alors que, au lieu de tenter de casser ce jeu mortel pour l'Europe en appuyant Churchill quand il le fallait, c'est-à-dire quand les intérêts britanniques se confondaient – une fois n'est pas coutume – avec ceux de l'Europe, de Gaulle a misé sur la partition du vieux continent.

Que de Gaulle ait envisagé froidement la partition de l'Europe et qu'il ait fait son deuil de l'Europe centrale, son projet de « bloc occidental » en témoigne. Ce projet encore flou dans son esprit n'a, semble-t-il, pour but principal que de lier économiquement entre eux un certain nombre de nations. S'agit-il aussi de constituer en Europe un « espace de liberté » ? C'est possible.

Devant Benes lui expliquant en janvier 1944 que, compte tenu de la géographie et de l'avance de l'Armée rouge dans les Carpates, l'État tchécoslovaque n'a de chances de renaître que moyennant l'alliance moscovite (« L'alliance russe est pour nous l'impératif catégorique », dit-il) de Gaulle évoque la « possibilité d'un contrepoids à l'Occident ».

Benes se montre sceptique :

Roosevelt, répond-il, veut s'arranger avec Staline et, après la victoire, rembarquer ses troupes au plus tôt. Churchill se soucie peu de nous. Pour lui, la ligne de défense de l'Angleterre est sur le Rhin et les Alpes. Cette ligne acquise, rien ne le passionnera excepté la Méditerranée. Pour ce qui nous concerne, il réglera son attitude sur celle de Roosevelt moyennant quelques avantages en Orient. À Téhéran, d'un commun accord, on n'a, je le sais, soufflé mot de la Tchécoslovaquie. Il est vrai qu'il reste vous-même, général de Gaulle, artisan de cette France ferme et forte qui est indispensable à l'équilibre. Si vous n'aviez pas paru après la chute de votre pays pour l'entraîner au redressement, il n'y aurait plus eu d'espoir pour la liberté en Europe[33].

De Gaulle se garde de commenter ce brevet de champion de la liberté européenne que lui décerne le président tchécoslovaque.

Il est à noter également qu'il lui importe peu que ce « contrepoids » occidental, dont il vient d'évoquer la possibilité, soit réduit.

Au comte Sforza qui, un soir d'octobre, se glissera dans son bureau de la villa des Oliviers, il déclarera en effet que l'Italie ne pourra pas conserver « sur la côte est de l'Adriatique, ses possessions d'avant-guerre », à l'exception toutefois de Trieste.

Mais dans ses prévisions, ce « bloc occidental » doit-il même comporter l'Italie ? Cette Italie qu'il vient de parcourir, dont il a ressenti cruellement « comme chrétien, latin, européen » le malheur au spectacle de son extrême misère et dont il sent que le destin se jouera entre le communisme et la papauté. Rien ne l'indique.

« L'URSS est le pays qui a le souci de l'homme à chaque instant »

Le 6 juillet, Pierre Cot envoie un long rapport de 120 pages au GPRF[34].

En préambule, l'ancien ministre du Front populaire se plaint des « défauts d'optique » d'un trop grand nombre de ses contemporains quand il est question de l'Union soviétique.

Pour lui, la réalité est la suivante : « En 1961, le développement économique de l'URSS atteindra sur sa courbe un point plus élevé que celui qu'il aurait atteint si la guerre n'avait pas eu lieu… En 1971, la capacité de production industrielle globale de l'URSS sera égale ou supérieure à celle des États-Unis… »

Mais écrit aussi Pierre Cot :

[…] Ce n'est pas seulement le pays qui fut équipé par le pouvoir soviétique, c'est l'homme. L'essor économique et l'industrialisation du régime soviétique n'ont été que les moyens pour permettre l'élévation de l'homme. Dans les discours et les écrits des dirigeants soviétiques, le souci de l'homme se marque à chaque instant. Staline parle de la sollicitude qu'il faut avoir pour l'homme.

De tous les capitaux précieux qui existent au monde, a-t-il écrit, le plus précieux et le plus décisif, c'est l'homme.

Les actes s'accordent aux déclarations, poursuit Cot. Sans ce culte renouvelé de l'humanisme, l'Union soviétique n'aurait pu traverser les épreuves qui lui furent imposées…

[…] La moralité publique et privée est plus élevée en Union soviétique que partout ailleurs […], les fonctionnaires soviétiques sont d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon.

Des relations entre l'homme et la femme, on a banni tout mensonge et toute hypocrisie. Le résultat est que la vie de famille est plus saine et plus forte en Union soviétique que dans les différents pays d'Europe et d'Amérique où j'ai eu l'occasion de vivre. La franchise, le respect de soi-même et d'autrui, un sentiment élevé des responsabilités individuelles et sociales, l'absence des classes, des conventions et des préjugés, tout cela a conduit au renouveau d'une vie de famille… où l'intérêt matériel n'a point de part…

Pour ma part, n'étant point communiste, je souscris sans réserve au jugement des Webb, parlant d'une « civilisation nouvelle ». Et s'il me fallait un mot pour caractériser cette civilisation, je le ferais par l'humanisme plutôt que par la puissance, car c'est l'humanisme qui est à la base de la puissance soviétique…

L'État soviétique est l'État de la dictature du prolétariat… cette dictature ne ressemble en rien à celle qui s'exerce dans les pays fascistes ou semi-fascistes. Elle n'est pas la dictature d'un homme ou d'une minorité. C'est la dictature d'une classe représentant les ouvriers et les paysans, c'est-à-dire la dictature de la majorité. Cette dictature s'apparente aux conceptions qui furent jadis développées par les fondateurs de notre Première République. Elle est en tout point conforme aux principes du gouvernement révolutionnaire posés par Robespierre. Étant la dictature de la majorité, elle est une des formes du pouvoir démocratique. Elle correspond aux nécessités de la lutte contre les ennemis de la démocratie. Depuis son établissement en 1918, cette dictature n'a cessé de se desserrer et de devenir plus libérale… Après la guerre, l'État soviétique, délivré de la menace hitlérienne, sera plus libéral encore, en sorte qu'on voit la liberté se résorber de plus en plus dans les États soumis à ce qu'Albert Guérard et Harold Laski appellent la « dictature de la bourgeoisie », alors qu'elle s'étend de plus en plus dans les États soumis à la dictature du prolétariat. La courbe des libertés – comme celui de l'esprit critique – ne cesse de décroître en régime capitaliste et de croître en régime socialiste…

J'ajoute que l'enquête à laquelle j'ai procédé – et notamment auprès d'intellectuels non communistes – m'a convaincu que les élections en URSS étaient plus libres qu'on ne le croit d'ordinaire, poursuit Pierre Cot. Le fait que les candidats uniques soient souvent élus par 90 % des votants ne prouve rien contre cette liberté, ces élections n'étant que la consécration d'accords intervenus entre le parti communiste, les organes professionnels, les kolkhozes, etc., c'est-à-dire des groupements représentatifs de l'opinion publique pour la désignation des candidats. Ces accords aboutissent à un régime un peu analogue à celui des « primaires » américaines.

Après ce tour d'horizon de la réalité soviétique – telle qu'il la voit – Pierre Cot en vient aux relations internationales :

Au moment où le général de Gaulle se rend à Washington, je crois devoir appeler l'attention sur un aspect particulier des relations soviéto-américaines. […]

La campagne électorale est ouverte aux États-Unis. Envisagée de Moscou, la réélection du président Roosevelt semble probable, mais sera difficile. Or, l'URSS attache la plus grande importance à sa réélection. Elle considère que l'échec de M. Roosevelt aurait de funestes conséquences au point de vue international.

D'une part, cet échec renforcerait aux États-Unis le courant isolationniste dont M. Roosevelt est le principal adversaire et qui demeure le grand obstacle à l'établissement d'une organisation

internationale durable. D'autre part, il accroîtrait l'influence des milieux financiers et industriels américains qui souhaitent une entente avec les milieux financiers et industriels allemands après la chute d'Hitler et la reconstruction de l'Allemagne neuve. L'activité suspecte de ces milieux m'a été signalée à plusieurs reprises. Ils sont à la fois un adversaire de Roosevelt et de l'URSS […].

L'URSS est sensible au fait que les gouvernements européens les plus antisoviétiques participent à la campagne contre M. Roosevelt. […]

L'URSS est également sensible au fait que non seulement toutes les forces populaires américaines mais tous les amis de l'URSS dans le monde favorisent de leur mieux la réélection de Roosevelt. C'est le cas notamment des Tchécoslovaques, des Yougoslaves partisans de Tito, des républicains espagnols, des antifascistes italiens ou grecs, des patriotes polonais, etc.

Aussi dans la question de la réélection du président Roosevelt, l'URSS reconnaît où sont ses amis et ses ennemis.

Enfin, ce n'est pas seulement la question du président Roosevelt qui est en cause, c'est aussi celle du vice-président Wallace […].

Wallace (qui a tenu à apprendre le russe alors qu'il avait plus de cinquante ans) est, avec M. Roosevelt, un des hommes d'État les plus populaires en URSS. Ce n'est pas tant Moscou que l'ensemble des peuples de l'URSS qui comprend la signification internationale que représente la réélection de MM. Roosevelt et Wallace.

Il est nécessaire que le général de Gaulle connaisse cet état d'esprit. Pour que son voyage ait été décidé dans une période aussi critique, il faut qu'il ait été rendu nécessaire par des raisons impérieuses. J'ignore si ces raisons ont été exposées à l'ambassade de l'URSS. Mais s'il est fort désirable, pour la France, que soit dissipé le malaise existant entre le général de Gaulle et le président Roosevelt, il n'est pas moins désirable pour le monde et pour l'URSS que M. Roosevelt soit réélu.

Or je connais l'habileté des « politiciens » américains et la fièvre des campagnes électorales américaines. Les adversaires de M. Roosevelt s'efforceront par tous les moyens d'utiliser le voyage du général de Gaulle comme une arme contre Roosevelt. Ils agiront aussi non par sympathie pour le général de Gaulle ou par amitié pour la France, mais par haine de Roosevelt, de Wallace ou de Cordell Hull. Le risque d'utiliser les différends existant entre le gouvernement provisoire de la France et le gouvernement américain à des fins de politique intérieure américaine n'existera pas tant au cours du voyage du général de Gaulle qu'après ce voyage et en conséquence de ce voyage. Des polémiques risquent de s'établir et ces polémiques risquent de nous desservir. De telles circonstances exigent donc beaucoup de circonspection et de prudence. Le général de Gaulle devra se méfier de ses amis et de ses partisans américains plus encore que de ses ennemis.

[…] Il serait fâcheux que, sans le vouloir, nous paraissions adopter dans la question de Roosevelt une attitude conforme à celle des pires réactionnaires. Nous devons accepter comme un fait regrettable mais certain que dans la hiérarchie des préoccupations soviétiques actuelles, la question Roosevelt passe avant la question de Gaulle. Toutes les probabilités de reconstruction et toutes les conceptions d'organisation qui ont été exposées sont fondées sur l'entente de l'URSS et des États-Unis. Tous les spécialistes des questions internationales et tous les hommes d'État que j'ai rencontrés sont convaincus que les deux grandes puissances de l'avenir sont l'URSS et les États-Unis, et que l'accord de ces deux puissances est la clef de voûte de l'ordre européen. Ils savent aussi que cet accord sera difficile à maintenir. C'est une œuvre de longue patience qui serait compromise par la victoire des éléments conservateurs, réactionnaires et antisoviétiques groupés contre Roosevelt. C'est pourquoi les dirigeants soviétiques attachent tant de prix à la réélection de Roosevelt. Dans le temps présent, qui le gêne les gêne […].

L'intérêt de ce rapport réside moins dans le philosoviétisme délirant de Pierre Cot[35] que dans le fait que l'ancien ministre du Front populaire l'exprime sans retenue. Ce qui signifie à tout le moins qu'il sait ou croit

pouvoir l'exprimer de la manière la plus brutale sans heurter les sentiments des dirigeants gaullistes et du premier d'entre eux[36].

L'autre intérêt du rapport tient dans ce qu'il révèle des rapports soviéto-américains et du « soutien farouche » des Soviétiques à la candidature de Roosevelt dont l'échec aurait, selon le Kremlin, de « funestes conséquences au point de vue international ».

Comme Staline l'a, en effet, confié à Cordell Hull lors de la conférence de Moscou fin 1943, ce que le Kremlin redoute le plus c'est l'isolationnisme américain. L'URSS d'après-guerre compte sur Washington pour régler le sort du monde et notamment celui de l'Europe. De Gaulle est donc prévenu :

– Que ses propres relations avec le Kremlin sont tributaires de celles qu'il entretiendra avec Washington (« qui gêne Roosevelt, gêne Staline »), mais aussi de son attitude à l'égard des Tchécoslovaques, des Yougoslaves partisans de Tito, des républicains espagnols, des antifascistes italiens ou grecs et des patriotes polonais (« qui favorisent de leur mieux la réélection de Roosevelt »).

– Qu'il doit se garder d'être soutenu par les « éléments conservateurs, réactionnaires et antisoviétiques groupés autour de Roosevelt ».

– Que le sort de l'Europe dépend du seul bon vouloir de Roosevelt et de Staline.

De Gaulle va-t-il s'employer au cours de son voyage à Washington à faire comprendre au président américain les dangers que recèle cette bipolarisation du vieux continent ?

Pour lui, elle est déjà un choix depuis décembre 1942.

Ce même 6 juillet dans l'après-midi, le chef du GPRF débarque à Washington.

Roosevelt expose à de Gaulle ses objectifs politiques qui lui paraissent aussi grandioses qu'inquiétants pour l'Europe et pour la France, car le président a dans l'esprit un système permanent d'intervention qu'il entend instituer par la loi internationale.

Le plan retenu par Roosevelt s'articule autour de trois idées-forces :

– Un directoire réglant les problèmes de l'univers et comprenant l'Amérique, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et la Chine.

– Un parlement des Nations unies donnant un aspect démocratique à ce pouvoir des quatre Grands.

– L’installation de bases américaines un peu partout dans le monde y compris en France.

« Roosevelt compte, ainsi, attirer les Soviets dans un ensemble qui contiendra leurs ambitions et où l’Amérique pourra rassembler sa clientèle, commente de Gaulle. […] Dans une pareille perspective, les questions propres à l’Europe, notamment le sort de l’Allemagne, le destin des États de la Vistule, du Danube, des Balkans, l’avenir de l’Italie, lui font l’effet d’être accessoires. Il n’ira assurément pas, pour leur trouver une heureuse solution, jusqu’à sacrifier la conception monumentale qu’il rêve de réaliser[37]. »

Commentaire pour le moins surprenant de la part de celui qui vient de montrer que le sort des pays de l’Europe centrale ne méritait pas le détour des armes alliées par le Danube…

Est-il plus disposé que Roosevelt à sacrifier à leur avenir sa propre « conception monumentale » – à savoir le « bloc occidental » – qu’il rêve de réaliser ?

Il ne le semble pas d’après la suite de l’entretien.

De Gaulle répond en effet au président des États-Unis qu’à son sens, son plan risque de mettre en péril l’Occident, et qu’en tenant l’Europe de l’Ouest pour secondaire il va affaiblir la cause de la civilisation. « Afin d’obtenir l’adhésion des Soviets, ne faudra-t-il pas leur consentir, au détriment de ce qui est polonais, balte, danubien, balkanique, des avantages menaçants pour l’équilibre général ? […] C’est, dis-je au président Roosevelt, l’Occident qu’il faut redresser. S’il se retrouve, le reste du monde, bon gré mal gré, le prendra pour modèle. S’il décline, la barbarie finira par tout balayer. Or l’Europe de l’Ouest en dépit de ses déchirements, est essentielle à l’Occident. »

Hormis la référence aux pays d’Europe centrale (dont on sait quel crédit lui accorder), cette réponse du président du GPRF est instructive : la référence constante à l’Occident indique en effet que de Gaulle, après avoir raisonné en qualité de « continental » – ce qui l’a amené à s’associer avec Staline – raisonne maintenant en qualité d’« Occidental » avant même de raisonner en qualité d’Européen. Cette idéologie le conduit, géographiquement parlant, à concevoir l’Europe en deux : l’Europe de l’Ouest, dont il parle à deux reprises, appelant nécessairement une Europe de l’Est. Avec toutes les conséquences (idéologiques et autres) qu’entraîne semblable position.

Cette conception d'une Europe partagée (partition qui s'ajoute aux ruines de la guerre), au moment où surgissent deux superpuissances qui manifestent sans fard une vocation impériale, laisse peu de chances au vieux continent de conserver son identité. Chacun des deux empires naissants ayant pour pente naturelle d'étendre sa mainmise sur « sa » partie.

De Gaulle est-il conscient que son « bloc occidental » – conduit par une France qui, selon lui, « fut et sera toujours l'alliée des États-Unis » – a pour logique de s'inscrire dans un « ensemble occidental » plus vaste dont les États-Unis, en raison de leur puissance, sont désignés pour jouer le rôle moteur ?

Après l'« association » avec Moscou, l'« association » avec Washington. Le tuteur change mais la tutelle reste.

Pour plaire à Staline, de Gaulle vante la « bonne vieille amitié franco-américaine »

Le 7 juillet, alors que les conversations de Gaulle-Roosevelt se poursuivent à Washington, Massigli reçoit Bogomolov. Le Français trouve son interlocuteur « fort détendu par la perspective d'une amélioration sensible dans les relations franco-américaines qui donnera aux sentiments de sympathie de la Russie à l'égard de la France plus de facilité pour s'exprimer ».

L'allusion aux répercussions que les difficultés entre de Gaulle et l'Amérique ont eues sur les possibilités d'action du GPRF amène Massigli à demander « à titre personnel » au Soviétique s'il ne croit pas le moment venu de donner aux rapports franco-soviétiques une forme plus satisfaisante.

« La base de nos rapports est dans le pacte de 1935 qu'il faut toujours rappeler afin de souligner que la France n'a pas attendu l'heure de la victoire russe pour reconnaître la nécessité d'une collaboration entre nos deux pays, fait aussitôt remarquer Bogomolov.

— Le pacte de 1935 ne saurait cependant fournir qu'un point de départ et son adaptation aux circonstances actuelles exigerait un très profond remaniement, répond Massigli. Nous avons le choix entre deux méthodes : soit donner aux rapports franco-russes une consécration définitive, soit attendre pour le faire la libération du territoire national. »

Bogomolov se prononce « sans la moindre hésitation » pour la seconde solution.

« Le gouvernement soviétique, précise-t-il, a pu conclure des traités avec tel ou tel gouvernement replié à Londres, mais la France n'est pas à la même échelle que des petits pays… Ce n'est pas à Alger, c'est à Paris que pourront être fondés sur des bases définitives les rapports franco-soviétiques. »

Massigli indique qu'il est « assez près » de partager cette manière de voir mais que, tout en s'y ralliant, on pourrait enregistrer dès maintenant l'intention commune des deux gouvernements en réservant le moment de sa réalisation.

Le Soviétique demande à réfléchir.

« La prudence de M. Bogomolov, écrit Massigli, nous est bien trop connue pour que nous puissions douter qu'en s'exprimant comme il l'a fait, il était certain d'interpréter les vues de son gouvernement et celles-ci ne sauraient nous surprendre. La question est maintenant de savoir si une affirmation immédiate de notre communauté d'intentions est dès maintenant souhaitée par Moscou. Les "réflexions personnelles" dont me fera part l'ambassadeur nous éclaireront à cet égard. »

Ce souhait des Soviétiques de voir s'améliorer les relations gaullo-américaines, on le retrouve plus brutalement exprimé dans la conclusion du rapport de Cot déjà cité : « Si parmi d'autres résultats que nous espérons tous, le voyage de général de Gaulle resserre les liens entre démocratie américaine et française et, par voie de conséquence, facilite l'action de Roosevelt, la situation du gouvernement provisoire sera fortifiée non seulement à Washington mais à Moscou. Mais si l'exploitation par la presse américaine des résultats de ce voyage devait accroître les difficultés de Roosevelt et agir sur sa réélection, cette situation serait affaiblie dans le monde entier[38]. »

De Gaulle prend au sérieux cette mise en garde : le 10 juillet, au cours de la conférence de presse qu'il tient à Washington, il ne se contente pas d'évoquer la « bonne vieille amitié franco-américaine ». À la fin de sa conférence, en remerciant les journalistes de leur attention, il n'hésite pas à les prier de bien vouloir tenir compte dans leurs articles de « la réalité de l'amitié franco-américaine[39] ».

Les journaux britanniques du lendemain relatent, en paraissant leur attribuer une certaine importance « comme indice des intentions du gouvernement soviétique », les appels lancés les 29 janvier et 14 avril précédents par le comité de l'Allemagne libre de Moscou et par le général

von Seydlitz, président de la Ligue des officiers allemands. Appels laissant entendre que le noyau d'une nouvelle armée allemande serait constitué en Russie et entrerait en Allemagne pour établir un régime nouveau, éloigné de tout esprit de parti.

L'*Observer* rappelle à ce propos que Staline a souligné dans son discours du 7 novembre 1942 que son but « n'était pas de détruire toute force militaire en Allemagne » et que, d'ailleurs, un tel programme serait à la fois « déraisonnable et irréalisable ».

L'information inquiète les chancelleries occidentales : le pacte germano-soviétique a laissé des traces profondes… Staline envisagerait-il un renversement d'alliance ?

Massigli télégraphie aussitôt à Garreau de lui faire savoir si le Comité de l'Allemagne libre fait encore preuve actuellement de la même activité et dans quelles mesures ses déclarations peuvent être considérées comme en rapport avec la politique du gouvernement soviétique…

Le lendemain 12, alors que de Gaulle regagne Alger après un détour par Ottawa, Churchill fait savoir à Staline qu'en Italie Alexander « exerce une très forte pression » et qu'il « espère forcer la ligne Pise-Rimini et déboucher dans la plaine du Pô ». Et il conclut : « En conséquence, ou bien il attirera encore sur lui d'autres divisions allemandes, ou bien il gagnera une bonne position stratégique. »

« Cette dernière expression, écrit le colonel Le Goyet, laisse planer une certaine équivoque. La direction de l'exploitation n'est toujours pas indiquée avec précision[40]. »

Malgré le retrait programmé des divisions françaises du théâtre italien, malgré les réponses négatives tant de Marshall que de Roosevelt à ses lettres successives et fortement argumentées, le Premier britannique, bien que prudent, ne semble donc pas avoir renoncé à l'offensive danubienne devenue dans le projet d'Alexander l'opération *Armpit*…

Détail : exactement le même jour, du fond de sa retraite de Mazagran, Giraud relance Washington. « Nous reçûmes un message du général Giraud recommandant de pousser la campagne d'Italie jusqu'en Autriche, pour réaliser une jonction avec les Russes qu'il s'attendait à voir prochainement avancer dans ce pays, rapporte l'amiral Leahy. Les chefs d'état-major interarmes et le président étudièrent attentivement cette suggestion[41]. »

Ce qui semble indiquer que ladite suggestion (peut-être renforcée par les remarques musclées de Clark) trouve encore à cette date un certain écho

sinon auprès de Marshall – qui a avoué à Macmillan ignorer où se trouve « ce Ljubliana dont il parle » – du moins auprès de quelques-uns des grands chefs américains de son entourage comme le même Macmillan affirme avoir pu le constater. Et ce d'autant que les conditions techniques et notamment la pénurie de moyens de transport maritimes font peser alors les plus grands doutes sur la faisabilité d'*Anvil*.

Quant à la simultanéité des interventions de Churchill et de l'ex-commandant en chef français, il est difficile de l'attribuer au seul hasard même s'il est vrai qu'ils n'ont cessé, l'un et l'autre, de se manifester dans ce sens…

De Gaulle avait ordonné aux troupes françaises restantes sur le terrain de rester l'arme au pied à partir du 15 juillet et, en aucune manière, de dépasser l'Arno.

Le 14 juillet, Staline adresse un télégramme à de Gaulle : « À l'occasion de la fête nationale de la France, veuillez accepter, Monsieur le général, au nom du gouvernement soviétique comme en mon nom personnel, nos félicitations amicales et nos vœux de succès pour vous et le peuple français, pour une rapide libération de la France des agresseurs germano-fascistes. »

Comme par hasard, les Soviétiques décident de donner à l'événement un éclat tout particulier : le vice-président du soviet de Moscou, le vice-commissaire aux Affaires étrangères Dekanosov et le vice-président du conseil Vychinski ainsi que 200 personnalités des Arts et des Lettres, « dont la plupart n'assistent jamais aux réceptions diplomatiques », se rendent à l'ambassade de France. Et tous les journaux du jour exaltent le « magnifique redressement du peuple français, l'héroïsme de sa Résistance et son rôle éminent dans la phase de la guerre ».

Une manifestation de sympathie propre à rassurer de Gaulle qui connaît alors de nombreux déboires avec le PCF qui conteste la Délégation générale, veut substituer le Comac à Koenig et affirme haut et fort que « le gouvernement doit s'appuyer sur les masses pour en être l'expression générale ».

Au cours des séances du CPL, en ce mois de juillet 1944, le Front national, le PCF et la CGT luttent également pied à pied contre les nominations de Charles Luizet et de Marcel Flouret comme préfets parisiens désignés par le GPRF. Et pour que les choses soient plus claires

encore, le PCF avance la nomination de Georges Marrane comme préfet de la Seine.

Les communistes ne cessent pas non plus de fustiger les gaullistes pour leur attitude « attentiste ». Ce 14 juillet, d'ailleurs, alors que les troupes allemandes se lancent à l'assaut du Vercors, Maurice Thorez signe dans *Troud* un article intitulé « À l'assaut de la bastille hitlérienne » :

> Le peuple de France, y déclare-t-il, n'est pas résigné à l'esclavage, il est resté fidèle à son passé, à ses traditions. Vendu, trahi, livré à l'ennemi, le peuple de France n'a pas tardé à manifester une résistance grandissante aux envahisseurs et aux traîtres. Le peuple de France mesure l'appui inestimable que lui apportent ses grands alliés. Il éprouve une reconnaissance toute particulière envers le peuple soviétique, envers le maréchal Staline. Comment prouver notre reconnaissance, sinon en aidant ceux qui nous aident. Le peuple de France veut donc contribuer efficacement à sa propre libération. S'inspirant des grandes leçons de 1789, le peuple de France veut chasser les envahisseurs, châtier les traîtres et liquider entièrement le régime de Vichy, extirper jusqu'à la racine le racisme abhorré. Le peuple de France veut faire la France forte, démocratique et indépendante selon la formule si heureuse du maréchal Staline dans son télégramme aux présidents du CFLN l'an dernier au 14 juillet.

Le 17 juillet, Koenig est officiellement intégré, avec l'ensemble des FFI, dans la hiérarchie du *Supreme Headquarter of Allied Expeditionary Forces*. Son statut est celui de tout commandement allié servant directement sous les ordres du SHAEF.

Cette promotion va-t-elle désarmer le Comac ?

Nullement. En parole et en actes, il se conduit toujours comme l'organe suprême du commandement des FFI sur le territoire national[42].

Le 21 juillet, Pierre Cot qui, deux jours plus tôt, recommandait au GPRF de créer une commission d'État du Plan sur le modèle du Gosplan, rend compte de son entrevue avec Molotov.

Après avoir précisé que Molotov et lui ont parlé « comme deux hommes politiques s'appréciant et ayant confiance l'un en l'autre », l'ancien ministre du Front populaire dit la satisfaction de son interlocuteur que la « France puisse bénéficier grâce à sa mission des expériences faites en URSS ».

Molotov a dit aussi que le maintien de la paix suppose une organisation internationale qui doit correspondre au sentiment des peuples, or nul ne saurait interpréter à l'heure actuelle la volonté des peuples européens. Pour connaître leur pensée, il faut d'abord les libérer puis leur donner le temps de la réflexion.

La politique extérieure du gouvernement soviétique n'est « ni une politique d'annexion ni une politique d'isolationnisme », mais au contraire une politique de collaboration avec tous les peuples démocratiques.

Il serait absurde, a affirmé Molotov, de penser que le gouvernement soviétique se propose de bolcheviser l'Europe et d'imposer son régime aux autres peuples. Les peuples doivent être libres de choisir ce qu'ils veulent et ce qui leur convient. Chaque nation doit trouver elle-même le régime le mieux adapté aux circonstances historiques dans lesquelles elle est placée. Dans les circonstances historiques actuelles, c'est une Europe démocratique et non pas communiste qui nous paraît possible et souhaitable. Nous ne désirons ni trouble ni désordre, bien au contraire ! Cela ne veut évidemment pas dire que l'URSS entend se désintéresser de ce qui se passe dans les autres États. Elle utilisera son influence pour favoriser toute politique démocratique et pour s'opposer à la formation d'un bloc « antisoviétique » ou à l'établissement d'un « cordon sanitaire », fût-il placé à l'ouest de l'Europe. La politique du bloc antisoviétique et du cordon sanitaire est en effet opposée à la politique de confiance et de collaboration internationale.

Molotov a souligné aussi le rôle joué dans la Résistance et la force de l'URSS par les deux éléments suivants :

1) La politique des nationalités du régime soviétique qui a transformé les peuples soumis jadis à la domination de la Russie tsariste en nations ayant les mêmes droits et jouant le même[43]… que la nation russe dans la grande famille de l'Union soviétique.

2) L'unité réalisée dans toutes les catégories sociales autour du régime soviétique et de la confiance en ce régime.

Les voyages que j'ai accomplis dans différentes parties de l'Union soviétique, affirme Pierre Cot, m'avaient déjà permis d'apprécier les deux aspects de la politique soviétique et de comparer notamment les résultats de la politique des nationalités à ceux de notre régime colonial.

Nous avons ensuite parlé de la politique française. Molotov m'a interrogé sur le gouvernement provisoire, les mouvements de résistance et les perspectives d'avenir de la politique française. Il est indiscutablement un ami sincère du peuple français.

J'avais indiqué à Molotov pourquoi toutes les forces démocratiques étaient actuellement groupées derrière le gouvernement provisoire. Il a dit que cette attitude lui semblait particulièrement sage.

Il se réjouit de la détente survenue entre de Gaulle et Roosevelt.

Quant à l'avenir, Molotov compte que la France aura un régime réellement démocratique, plus démocratique qu'avant la guerre mais non communiste. Il a confiance dans le sentiment du peuple français. Il pense que notre pays trouvera dans les rangs de ceux qui se battent aujourd'hui en France les cadres dont elle aura besoin. Les exploits des Francs-Tireurs et Partisans relèvent le prestige de la France ; le patriotisme s'est réveillé dans les masses populaires. Mais M. Molotov apprécie avec beaucoup de sévérité le rôle de certains représentants de la grande bourgeoisie française. Ces éléments étaient « corrompus » et leur influence pesait sur la vie économique et politique française. La démocratie française devra se débarrasser de ces éléments. Je dois ajouter qu'il m'a paru préoccupé par l'influence que certains de ces éléments semblaient encore exercer à Alger.

Pour le redressement de la politique française, M. Molotov attribue beaucoup d'importance aux éléments démocratiques qui formaient jadis une clientèle du parti radical-socialiste. Il pense que cette masse de paysans, de petits fonctionnaires et d'intellectuels laïques et républicains fidèles aux traditions de la politique française continuera à former pendant longtemps les bases les plus solides de la politique française. Cette appréciation n'entendait évidemment pas résoudre la question de savoir quelle machinerie nouvelle, adaptée aux circonstances, pourrait encadrer cette masse.

« En résumé conclut Cot, M. Molotov m'a semblé avoir une vue très sage de notre politique. Il souhaite une France forte, libre et démocratique, libérée de toutes les influences profascistes et antisoviétiques qui l'ont paralysée avant et pendant la guerre. Il croit qu'une France démocratique peut et doit jouer un rôle important dans la reconstruction de l'Europe et l'organisation d'une vie internationale élargie[44]. »

Le 22 juillet, le bureau du CNR adjoint aux secrétaires généraux provisoires désignés par Alger des commissions chargées de contrôler leur activité et dont les présidents sont Antoine Avinin (Finances), Blocq-Mascart (Santé), Copeau (Presse), Gillot (Justice), Laniel (Agriculture), Daniel Mayer (Économie), Tessier (Ravitaillement), Ribière (Intérieur) et, à partir du 14 août, Villon (Guerre).

Il est prévu qu'en cas de désaccord entre le secrétaire général provisoire et la commission du CNR, le président de la commission peut demander le renvoi au CNR. Le CNR devient donc une sorte de gouvernement bis.

Le 24 juillet, après avoir résisté autant qu'il a pu, Churchill finit apparemment par se ranger à la décision américaine en faveur d'*Anvil* et il annonce à Staline que le débarquement en Provence aura lieu le 15 août. Le vieux lion n'a plus d'autre choix que de s'en remettre à l'histoire pour juger du bien-fondé de ses vues.

L'historien verra aussi, écrit Macmillan, que les Américains n'ont jamais réfuté nos arguments, qu'ils n'ont même pas essayé d'examiner nos raisons, mais qu'ils ont simplement répondu par une négative sans appel, avec une sorte d'obstination de Shylock dans la conduite de ce qu'ils concevaient être leurs affaires. […] C'est ici qu'il faut chercher le ferment du partage de l'Europe et des divisions tragiques qui devaient dominer pendant toute une génération la pensée politique et stratégique. En décrivant en détail et avec un art consommé la querelle d'*Anvil*, Churchill ne s'est pas attardé sur ses implications. Pour ma part je n'ai jamais cessé depuis en méditant sur les décisions prises en juin 1944, de les considérer comme un des tournants les plus déplorables de l'histoire[45].

La réponse de Staline est immédiate et conforme à sa nature offensive : le lendemain 25, l'agence *Tass* annonce la constitution d'un Comité polonais de libération nationale (CPLN). Il est présidé par Osuska-Morawski et comprend une vingtaine de membres pratiquement tous communistes. Et il est clairement destiné à prendre le pouvoir en Pologne sous la protection de l'Armée rouge.

Le *Vojd* montre ainsi qu'il ne s'embarrasse pas de détails puisqu'il n'hésite pas à placer le gouvernement polonais de Londres mais aussi ses alliés devant le fait accompli.

Il est vrai qu'il a la force pour lui : l'Armée rouge est en effet aux portes de Varsovie.

Une semaine plus tard, poussée par Radio-Moscou et croyant l'heure de la Libération venue, la Résistance polonaise déclenchera l'insurrection contre l'occupant allemand. Mais Staline ordonnera à Rokossovski de ne pas intervenir.

De Gaulle accuse Grenier d'exploiter les cadavres

Le 25 devant l'Assemblée consultative, de Gaulle traite longuement de l'effort de guerre français, de la réorganisation intérieure du pays, de l'action et de la position de la France dans le monde. D'emblée, l'orateur situe l'enjeu :

« De la façon dont la nation saura les résoudre (les problèmes), de l'esprit dans lequel elle se fera, de l'ordre qu'elle y apportera, dépend littéralement son destin. »

Après avoir exposé les choix stratégiques, de Gaulle salue l'action puissante menée par les forces de l'intérieur au profit de la bataille commune, mais c'est pour préciser aussitôt que l'impulsion incombe « bien entendu » au gouvernement et aux organismes qu'il en a chargés et qu'elle consiste à prescrire « l'attitude générale que doivent observer les forces de l'intérieur suivant les phases de la bataille et les possibilités », à « leur fixer certains objectifs essentiels » et à « éclairer les initiatives des éléments divers et de leurs chefs ».

Ce coup de semonce est suivi d'une réserve à l'égard de l'épuration : le gouvernement n'a « aucunement l'intention de faire tout à coup table rase de la grande majorité des serviteurs de l'État, dont la plupart, pendant les années terribles de l'Occupation et de l'usurpation ont avant tout cherché à servir de leur mieux la chose publique ».

De Gaulle va même jusqu'à déclarer :

« Le dénigrement de tel ou tel membre ou de telle ou telle catégorie de l'administration française est une chose facile mais trop souvent injuste ou exagérée. »

Abordant la politique internationale, il ajoute :

> Il y a entre l'Angleterre et nous une communauté évidente d'intérêts européens et mondiaux, que ne devrait pouvoir troubler aucune rivalité périmée sur tel ou tel point de la terre. Il y a entre les États-Unis et nous une identité d'idéal, une amitié à la fois instinctive et raisonnée, qui doivent être, à mon avis, des éléments essentiels dans la prochaine réorganisation du monde. J'ajoute que la position si favorable prise à notre égard depuis longtemps par le maréchal Staline et le gouvernement soviétique, dont le rôle dans la guerre est capital comme il le sera demain dans la paix, nous donne lieu d'espérer que la France et la Russie pourront, dès que possible, fixer entre elles les modalités de l'étroite coopération dont dépendent, je le crois, la sécurité et l'équilibre futurs de l'Europe.

Cet hommage public à un Staline qui vient d'abattre sa carte polonaise et l'annonce prochaine d'un traité franco-soviétique dont dépend « la sécurité et l'équilibre futur de l'Europe » ne peuvent que réjouir le gouvernement soviétique. Mais réjouissent-ils ces États d'Europe dont de Gaulle affirme qu'ils « semblent prêts à tenir plus que jamais la France comme une amie particulièrement compréhensive, désintéressée, rompue par une expérience millénaire à mesurer parfaitement bien les conditions et les avantages de l'équilibre du vieux continent et aussi celui du monde » ?

Hormis Benes, ils sont peu nombreux à se faire des illusions sur les capacités de la France à endiguer le flot soviétique…

Le même jour où de Gaulle évoque l'avenir plein de promesses de l'« étroite coopération » franco-soviétique, Fernand Grenier apprend par l'indiscrétion d'un officier « des services de Soustelle » la dramatique situation des combattants du Vercors dont l'un des chefs, Eugène Chavant, a adressé deux jours plus tôt à Alger un télégramme désespéré qui se termine par ces mots : « Demandons ravitaillement en hommes, vivres et matériel. Moral de la population excellent, mais se retournera rapidement contre vous si vous ne prenez pas dispositions immédiates, et nous serons d'accord avec eux pour dire que ceux qui sont à Londres et à Alger n'ont rien compris à la situation dans laquelle nous nous trouvons et sont considérés comme des criminels et des lâches. Nous disons bien : criminels et lâches. »

Grenier affirme à son informateur tout ignorer du drame qui se joue.

« Ah les misérables ! s'écrie ce dernier. Voici des jours et des jours que nous recevons des appels du Vercors et vous, vous n'êtes pas mis au courant ! c'est un crime[46]. »

Le 26, lors d'une conférence de presse, Grenier fait un premier éclat. Regrettant que l'aide aérienne aux FFI ait été rendue, malgré ses efforts, impossible, il déclare :

« Comme tous les communistes, je me désolidarise de l'attentisme considéré par nous comme un crime contre la patrie. »

Mais Grenier ne s'en tient pas là. Le lendemain, il adresse à de Gaulle une longue lettre dans laquelle il dit notamment : « Je n'entends pas pour ma part être associé à la politique criminelle qui consiste à disposer de moyens d'action et de ne pas les employer quand nos frères de France appellent à l'aide. J'ai agi sans répit pour qu'il en soit autrement. L'heure est venue de fixer les responsabilités d'où qu'elles viennent. »

Lors du Conseil des ministres du 28, l'affaire éclate.

Contrairement à son habitude, de Gaulle s'assied sans serrer la main à personne.

« Messieurs, dit-il, avant d'aborder l'ordre du jour, je vais vous donner lecture d'une lettre reçue ce matin. »

Le président lit alors la lettre de Grenier puis, se tournant vers ce dernier, lui lance :

« Vous désavouerez la lettre écrite par vous, sinon vous sortirez d'ici n'étant plus commissaire ! »

Grenier explique son attitude par l'indignation qui s'est emparée de lui lorsqu'il a appris que le Vercors succombait sans être secouru.

« Vous savez exploiter les cadavres ! » lui jette à la figure un de Gaulle « au comble de la fureur ».

Au cours du tour de table qui suit cette altercation, les autres ministres, à l'exception de Billoux et de ceux qui se taisent, accablent le commissaire à l'Air.

De Gaulle demande ensuite une suspension de séance pour permettre aux deux commissaires communistes de se concerter.

Les deux hommes finissent par céder.

Étant entrés au gouvernement sur ordre de leur parti, ils estiment ne pouvoir en sortir de leur propre chef… C'est du moins l'excuse officielle. En réalité, la ligne politique générale que Dimitrov a fixée aux communistes d'Alger sur la base des directives de Staline, est claire :

Ne pas diluer leur ligne politique au sein du Comité français de la Libération nationale par des accrochages sur les questions formelles et secondaires, qui au fond ne poursuiv[ai]ent que des buts propagandistes et détérior[ai]ent les relations avec de Gaulle… mais accorder la place primordiale aux problèmes essentiels de la guerre : a) La mise sur pied de l'armée française et son active participation aux combats contre les Allemands. b) La purge de l'appareil étatique et militaire des agents de Pétain et de Laval. c) L'aide aux maquisards qui, les armes à la main, combattent l'ennemi sur le sol de la France[47].

Ce que Joanny Berlioz traduira en termes impératifs lors du Comité central du 17 août suivant : « 1) Ne pas rompre : toute provocation à éviter. Le PC sait qu'une coalition du reste de la France contre lui, surtout si le général de Gaulle mettait son poids dans la balance, risquerait de lui être fatale demain ; donc le PC participera à un gouvernement de Gaulle pour maintenir l'union. 2) Mais préparer la rupture, quand serons isolés – le PCF décidera. »

Marty à qui reviendra de faire le discours de clôture précisera dès cette époque ce dernier point : « Certains faits démontrent que la coexistence pacifique des forces populaires et des forces réactionnaires de l'oligarchie financière touche à sa fin. »

Ce qui donne une idée de la stratégie de rupture que le PCF met dès le début en œuvre : reconnaître la légitimité du pouvoir officiel auquel il participe et, parallèlement, édifier un pouvoir concurrentiel qui vise à mettre le premier devant le fait accompli. « Dans un premier temps, précise Philippe Buton, ce second pouvoir grignote les prérogatives du premier ; à terme il le remplacera. Cette stratégie duale est donc une stratégie, d'abord de concurrence, puis de rupture entre ces deux pouvoirs[48]. »

Après lecture de la lettre de rétractation, de Gaulle a le mot de la fin :

« Bien, l'incident est clos. Il n'en restera rien. »

Ce même 27 juillet, le GPRF publie une ordonnance prévoyant la création d'une « commission nationale de réorganisation syndicale » de sept membres dont deux venant de la CFTC et cinq de la CGT.

Utilisant avec succès une méthode qui a fait ses preuves, les communistes confient la présidence de cette commission à un socialiste – en l'occurrence, Oreste Capocci – afin de faire endosser la responsabilité de l'épuration syndicale à des non-communistes[49].

Le Kremlin remercie le GPRF de lui avoir préparé le terrain au Liban et en Syrie

Le 31 juillet, de Gaulle écrit à Alexandre Parodi, délégué général du GPRF à Paris : « Mon principe et celui du gouvernement est de ne négliger aucune forme de la lutte intérieure. Toute initiative doit être encouragée, à la condition formelle qu'elle ait pour but exclusif de nuire à l'ennemi et qu'elle ne vise pas à créer une situation qui pourrait gêner par la suite l'autorité du gouvernement et, par conséquent, l'autorité nationale […]. Je vous recommande de parler toujours très haut et très net au nom de l'État. »

Le même jour, le Comité national des FTP communique le télégramme suivant au Comac :

> Les directions militaires régionales font la répartition à qui bon leur semble ; des stocks importants vont à des groupements n'agissant pas contre les Boches mais déclarant ouvertement stocker en vue guerre civile après la Libération. Effectivement, les dirigeants gaullistes suscitent ou encouragent la constitution de formations militaires en dehors des FFI. Inactives en pleine bataille, elles sont destinées à maintenir l'ordre à la Libération ; pas plus que les armes ne sont fournies à la Résistance les moyens financiers et les moyens de transmission. Les FFI devront créer leurs propres liaisons par des voies longues et dangereuses. Cette politique a causé de graves dommages à la Résistance ; le refus de donner aux combattants des moyens nécessaires, la volonté de les tenir en tutelle les ont conduits à se battre dans des conditions très difficiles. Le drame du Vercors en est une illustration particulièrement tragique.

Le 1er août, Garreau rend une longue visite à Dekanosov qui le remercie d'avoir concouru à établir des liens entre le gouvernement soviétique, le Liban et la Syrie.

> Nous vous sommes particulièrement reconnaissants, lui dit le Soviétique, de ce qu'en maintes circonstances depuis plus d'une année vous nous avez donné d'utiles indications sur les pays du Proche-Orient dont l'évolution n'avait été observée que de fort loin par l'URSS, et marqué l'intérêt qu'il y aurait à ce que celle-ci reprenne le contact avec eux. Vous avez très heureusement préparé le terrain aussi bien en Syrie et au Liban qu'ici même pour faciliter l'établissement de relations diplomatiques entre nos deux gouvernements et ces deux républiques. Nous avions d'abord envisagé, comme je vous en avais fait part, d'ouvrir à Damas et à Beyrouth des consulats dont la tâche eût été d'assurer la garde des biens appartenant à l'URSS. À la suite de notre premier échange de vues à ce sujet, mon gouvernement a tenu compte de vos indications et décidé de proposer à la Syrie et au Liban l'établissement de relations diplomatiques et l'envoi d'un ministre plénipotentiaire accrédité auprès des deux États.

Fort de ces compliments, Garreau en profite pour aborder la question de la participation de la France aux échanges de vues entre grandes puissances alliées sur les conditions de l'armistice à imposer à l'Allemagne. Dekanosov s'enflamme aussitôt :

« Armistice ? Il n’est pas question de conditions d’armistice ! Il ne s’agit que d’une capitulation sans conditions ! »

Garreau rappelle alors que la décision prise à la conférence de Moscou de ne pas admettre la France à participer aux délibérations de la commission des affaires européennes relatives à l’Allemagne et d’un intérêt vital pour la France, alors que celle-ci venait d’être appelée à siéger à la commission des affaires italiennes, a profondément choqué et consterné l’opinion publique française. Les milieux de la Résistance française ont été les plus sensibles à cette injustice. Les plus sincères amis de l’URSS ont tout particulièrement déploré que le gouvernement des Soviets ne se fût pas senti à même de faire prévaloir au sein de la conférence, la décision que conseillaient le bon sens et l’équité.

Le gouvernement britannique pour sa part, se montrerait tout disposé à reconnaître qu’aucune décision relative à l’Allemagne ne pourrait être arrêtée par les Alliés sans que la France en ait été au moins préalablement consultée.

« Dans ces conditions conclut Garreau, nous avons lieu d’espérer que le gouvernement des Soviets estimera pouvoir se départir, sans se risquer, de compromettre l’étroite harmonie qui s’est instituée entre les partenaires des trois conférences de Moscou et de Téhéran, de la réserve observée par lui jusqu’à ce jour dans ce débat et qu’il serait désormais en mesure de nous apporter tout l’appui de sa bonne volonté et de son influence. »

Le vice-commissaire, qui a écouté Garreau avec une extrême attention, lui rappelle que Molotov a fait justice de certaines allégations qui tendaient à imputer au gouvernement des Soviets la responsabilité du fait que la France n’avait pas été admise à participer aux travaux de la commission consultative de Londres et qu’il ne faut pas perdre de vue que le but essentiel poursuivi à la conférence de Moscou par la délégation soviétique était d’obtenir une collaboration aussi complète et efficace que possible des trois plus fortes puissances sur le plan des opérations militaires devant aboutir à l’écrasement de l’Allemagne.

« Dans notre esprit, précise-t-il, toute condition secondaire devait être subordonnée à la nécessité d’une intervention massive et rapide des forces anglo-américaines sur un point rapproché du Reich, à la constitution d’un second front à l’ouest. La France était la première intéressée à ce que ce but fût atteint puisque sa libération en dépendait. Il va sans dire que mon gouvernement ne songe pas à contester le bien-fondé de la demande du

CFLN et qu'il est persuadé de la nécessité de consulter la France avant d'arrêter toute décision sur le sort de l'Allemagne. »

Après un temps d'arrêt, Dekanosov poursuit :

> Il ressort que la commission de Londres n'est que facultative. Elle ne décide rien. Les nécessités politiques et militaires du moment exigeaient que les trois partenaires de la commission de Londres prissent soin d'observer scrupuleusement les engagements souscrits à Moscou : le secret strict des pourparlers était une condition du succès des opérations militaires en cours. Pour sa part, le gouvernement des Soviets ne s'est permis aucune indiscrétion. Cette parfaite correction envers ses alliés ne saurait prêter à des interprétations tendancieuses surtout à l'égard de ses sentiments et de ses dispositions envers la France. Lorsque la commission aura terminé ses travaux, les Nations unies et, en tout premier lieu, la France, seront alors appelées à examiner ses projets et propositions. Ce n'est qu'après cette consultation que pourront être arrêtées les décisions définitives. À ce moment, la situation sera telle que toutes les difficultés actuelles auront été grandement aplanies. La victoire simplifiera les choses. La France sera libérée et pourra jouer son rôle sans entraves.

Les derniers mots ont été prononcés avec une chaleur qui ne peut que réchauffer le cœur de Garreau. Mais le délégué français ne peut s'empêcher d'exprimer la crainte que ces projets, si minutieusement élaborés au sein de la commission par des délégués qui ne donnent leur accord à toute proposition qu'après en avoir référé à leur gouvernement, aient ainsi, pratiquement, la valeur de décisions arrêtées en commun par les trois grands alliés et que, par conséquent, la consultation ultérieure des autres nations unies ne soit guère que de pure forme…

Dekanosov écarte l'objection en répétant avec force :

« Les circonstances ne seront plus les mêmes. Nous sommes aux portes de l'Allemagne. L'ennemi capitulera sans conditions. À ce moment tout sera normal[50]. »

Le 3 août, Massigli répond à Garreau :

> Nous étions en droit de nous étonner que le gouvernement soviétique, à la demande et pour le compte duquel nous avions approché les gouvernements syrien et libanais, n'ait pas cru devoir vous entretenir des démarches faites directement auprès de son représentant au Caire par les émissaires desdits gouvernements. Nous constations de même que depuis son arrivée au Liban, M. Novikov n'a fait aucune démarche auprès du représentant de la France. Je constate aujourd'hui que ni à Moscou ni à Beyrouth ou Damas, les autorités soviétiques ne se sont souciées de nous communiquer avant de le soumettre à la France, un texte qui affecte de diverses manières notre situation au Levant. Quelles que soient les intentions politiques auxquelles répond cette manière d'agir, c'est là un mauvais procédé à notre endroit. Le gouvernement soviétique ne pouvait s'y tromper. Je vous laisse le soin d'en entretenir vos interlocuteurs.

Massigli, lui, se garde d'en entretenir Bogomolov qu'il rencontre le même jour.

Cinq jours plus tard, Massigli écrira encore à Garreau : « Dois-je conclure de votre entretien avec M. Dekanosov que c'est vous-même qui avez suggéré aux Affaires étrangères l'envoi au Levant d'une représentation diplomatique, alors que le gouvernement soviétique n'envisageait qu'une représentation consulaire ? »

Ce même 6 août, le PCF menace de rendre publique la désignation de Georges Marrane au poste de préfet de Paris. Au comité parisien de la Libération, le représentant communiste déclare même que « la confiance qu'on doit au gouvernement ne peut être illimitée et que certaines mesures appellent des réserves ».

Pour les gaullistes, le front des relations avec les communistes tant français que soviétiques se tend donc soudain…

De Gaulle sent la nécessité de s'affirmer face à cette double contestation. Le 7, il tente de remobiliser ses troupes dans une allocution radiodiffusée :

« Voici venue l'heure de la grande revanche ! s'écrie-t-il. […] Nous établirons plus tard le bilan de ce que cette lutte pour la vie et pour la grandeur aura pu, dans les conditions où nous sommes placés, comporter de mérites, coûter de pertes, imposer de sacrifices. Nous ferons plus tard le compte des erreurs commises, soit par nous-mêmes Français, soit par d'autres, et qui menèrent la France au bord de l'abîme. »

Puis après avoir appelé au courage, à l'union et à la discipline, il conclut :

« Voici venus les jours où tout va se décider. Il tient à nous que tout ce que nous avons fait dans cette guerre, lors même que nous y fûmes malheureux, ait été fait pour quelque chose. Il tient à nous que chaque effort déployé depuis le 3 septembre 1939 prenne sa valeur et son poids. »

La référence au 3 septembre 1939 a, bien sûr, un objet précis : amener les communistes à plus de mesure en leur rappelant que la guerre n'a pas commencé le 21 juin 1941…

Ce qui ne trouble guère cependant les communistes. Le chef régional des FFI parisien apostrophe ainsi Parodi :

« Les FFI et tous les patriotes sont décidés à se battre et se battront de toutes leurs forces mais que fait, que prévoit la délégation militaire pour leur donner des armes ? Des stocks existent : il y a des armes à Montereau,

à Melun, dans la Seine-et-Oise. Nous n'avons que le temps d'unir nos efforts pour donner aux combattants de quoi vivre et se battre. Ma responsabilité, votre responsabilité sont engagées […]. »

Le Kremlin excite le peuple soviétique à l'extermination de l'ennemi

Le 12 août, Garreau rapporte que la préoccupation essentielle du Kremlin est, pour l'heure, d'exciter le peuple soviétique à l'extermination de l'ennemi et que « cette campagne d'incitation à la haine atteint en ce moment une ampleur jamais vue » :

> Je vous ai cité dans mon télégramme du 10 courant, une phrase caractéristique de la dernière conférence d'Ehrenbourg, une des pièces maîtresses de ce programme d'agitation que la plupart des quotidiens ont reproduite. Depuis deux jours, tous les journaux publient, signés des plus hauts écrivains de l'URSS, des descriptions effarantes des « camps de la mort » découverts près de Lublin et de Rava Roussa (dans le premier, on aurait trouvé trace de la mort de M. Léon Blum comme vous le rapporte mon télégramme en clair du 10 août), avec un luxe inégalé d'illustrations horribles.

Dans ce même courrier, Garreau signale l'article qu'Ehrenbourg a adressé le 10 à *La Marseillaise*. Article dans lequel il critique les Américains qui, en France libérée, s'opposent à ce que justice soit faite des collaborateurs, et dénonce l'esprit pétainiste, véritable gangrène dont la France est atteinte ainsi que les milieux d'Alger, de Londres, de New York disposés à l'apaisement : « Le mal Pétain, écrit-il, est plus dangereux que Laval, les apaiseurs plus dangereux que Pétain. »

Ehrenbourg répète que les victimes françaises de la terreur sont tombées non sous la coupe d'Hitler « mais sous ceux de tous les Boches » et ajoute que ceux qui ont pactisé avec l'occupant sont complices de ses crimes. Il leur oppose le peuple vengeur couvert du bonnet phrygien.

L'appel à l'extermination de l'ennemi, comme l'insistance d'Ehrenbourg à attribuer non pas seulement à Hitler mais à tous les Allemands la responsabilité de la terreur indique que Staline, au moment où l'Armée rouge parvient aux frontières du Reich, s'assigne désormais pour objectif – contrairement à ce qu'il affirmait le 6 novembre 1942 – la destruction totale de l'Allemagne.

Le 14, le président du GPRF publie un décret nommant Alexandre Parodi, dit Quartus, commissaire délégué aux Territoires occupés. Il y exerce l'activité gouvernementale jusqu'à leur libération et prend les avis du CNR.

Ce même 14 août, Ingrand, commissaire de la République à Clermont-Ferrand, reçoit Oliol envoyé par le maréchal Pétain. Oliol fait connaître ce qui suit :

– Des pourparlers auraient lieu entre le Maréchal et l'état-major d'Eisenhower d'une part, et d'autre part, l'entourage du général de Gaulle par l'intermédiaire d'une personnalité de la Résistance.

– Le Maréchal craint une action des Allemands ou de la Milice sur sa personne, mais refuse de quitter Vichy. Il a écrit au nonce que s'il était emmené par les Allemands, ce serait contre sa volonté.

– Il propose de se mettre sous la sauvegarde des Forces françaises de l'intérieur et de faire une déclaration indiquant qu'il se retire et conseillant aux Français de suivre le général de Gaulle. Cette déclaration, dans son esprit, assurerait la continuité du pouvoir légitime en évitant au GPRF d'être installé par les Américains.

Ingrand se montre d'une réserve « absolue » : que le Maréchal se rende aux FFI, elles lui assureront sa sécurité et des conditions d'existence convenables. Il pourra écrire un texte à remettre au gouvernement, celui-ci étant juge de l'utilisation à en faire.

Pendant que se déroulent ces tractations secrètes, le torchon continue de brûler entre Massigli et Garreau.

Mes télégrammes du 21 décembre 1943 et du 14 février dernier, écrit le premier, vous avaient mis instamment en garde contre les sérieux inconvénients des émissions faites par vous et vos collaborateurs sur des sujets politiques à Radio-Moscou. Mon attention vient cependant d'être attirée par une allocution que vous avez faite le 27 juillet sous le titre « Polonais restituta », et au cours de laquelle vous vous seriez étendu sur le rôle joué par les divisions Berling et sur le Comité polonais de libération. Je vous prie : de me rendre compte sans aucun retard des termes de votre allocution et des conditions dans lesquelles vous avez été amené à la prononcer ; de vous abstenir dorénavant de toute allocution qui ne se limiterait pas strictement aux affaires étrangères et aux relations franco-soviétiques.

24
De Gaulle sous surveillance

15 août 1944. Alors que les Alliés débarquent sur les côtes de Provence, le FTP Rol-Tanguy, chef régional des FFI parisiens, lance un ordre d'insurrection aux forces de police de la capitale. Le même jour, dans la revue *La Flotte rouge*, Mikhailov écrit : « L'Union entre le gouvernement provisoire et la Résistance est le gage de l'avenir de la France. »

Ce rappel est un avertissement aux gaullistes : à Paris, en effet, les communistes ne cessent de faire pression sur la Délégation générale pour appeler la population à l'insurrection contre l'occupant.

Le 16, lors d'une réunion du Comac, le général Ely reconnaît au nom de Parodi – et comme Villon l'a réclamé – la substitution de commandement effectif du Comac à celui de Koenig, mais le conflit éclate entre les communistes et les représentants gaullistes qui font valoir leurs craintes de représailles sanglantes.

Le 17, la Délégation générale présidée par Parodi entend le délégué militaire national Jacques Chaban-Delmas, de retour de Londres où il a vu Koenig. Ce dernier ne souhaite pas que les FFI de Paris interviennent prématurément.

Parodi estime donc que son devoir est de « freiner le mouvement qui précipite la Résistance vers les décisions irrémédiables ». Mais les 20 principaux chefs FTP de la région parisienne, réunis à Champigny, décident, eux, de lancer l'insurrection…

Le 18, le PCF appelle les Parisiens à l'insurrection en prétendant – ce qui est faux – que cet ordre de combattre donné à la population l'a été « en application des directives données pour le département de la Seine par le CPL ».

Pris de court, Parodi ne peut que s'incliner devant le fait accompli.

Le même jour, Volynski dans la *Pravda* applique à la France – toutes proportions gardées – le schéma que Staline applique à l'Allemagne : l'auteur de l'article attribue en effet visiblement plus d'importance aux vichystes et aux « pêcheurs repentis » qu'aux purs hitlériens.

> Cette attitude, explique Garreau, est fort répandue ici. En déduire que le gouvernement soviétique voit la France à travers Vichy, est évidemment un non-sens, car en aucun autre pays la distinction entre notre peuple et les usurpateurs de 1940 ne prend ses racines dans un système sociologique plus cohérent. Mais cette doctrine a accordé à l'existence vichyste un intérêt également particulier.
>
> C'est en effet un point parfaitement établi par le marxiste-léniniste que notre pays est celui où les contradictions sociales ont toujours atteint le maximum de netteté. La même exceptionnelle faculté d'invention politique caractérise à ses yeux les masses populaires françaises et les minorités qui prétendent les régir, là, dans le sens du progrès ici, dans celui de la réaction. Le vichysme lui apparaît comme le système le plus perfectionné que la bourgeoisie militante ait inventé pour prolonger le fascisme et il envisage ses manœuvres avec autant d'appréhension qu'il met d'espoir en la France qui monte[1].

Le 19 août, le CNR et le CPL appellent ensemble la population parisienne à l'insurrection nationale.

La bataille se généralise.

Staline empêche les Anglo-Saxons d'envoyer du secours aux insurgés de Varsovie

Lorsque la nuit tombe sur cette journée du 19, les FFI contrôlent 43 quartiers parisiens sur 80.

C'est alors que la Résistance apprend qu'elle bénéficie d'un cessez-le-feu d'une demi-heure susceptible de se prolonger en trêve…

L'affaire a été négociée avec les autorités allemandes par le consul de Suède, Raoul Nordling.

Les gaullistes se disent disposés à négocier. Aussitôt le Comac crie à la trahison : « Une telle trêve, écrit Billoux, aboutissait à désorganiser, voire à arrêter l'insurrection. Le Comité central du parti communiste dénonça cette opération qui, en pleine bataille, faisait le jeu et facilitait les manœuvres de l'ennemi[2]. »

En lançant hier l'ordre d'insurrection et en dénonçant aujourd'hui les « traîtres » gaullistes le parti soigne sa propre mythologie résistancialiste. De Gaulle voit le danger et, pour rester le champion de la Résistance, il se

trouve contraint de désavouer les siens donnant ainsi raison aux communistes.

Rendant compte, ce même 19 août, d'un article d'Ilya Ehrenbourg publié par l'organe de l'armée et intitulé « Malheur à eux ! », Garreau écrit qu'il « marque le paroxysme de la campagne contre les armées allemandes ».

> Jamais, poursuit-il, si brûlante adjuration n'avait été lancée aux troupes et ce, à la veille de l'entrée en Prusse. Toutefois, ce qui apparaît essentiel et à quelques égards nouveau, dans cette incitation à la vengeance, c'est sa formule terminale « Malheur à l'Allemagne ! » Elle balaye d'avance toute tentative pour distinguer entre bons et mauvais allemands, entre nazisme et peuple. En URSS les mots d'ordre ne sont jamais lancés au hasard de l'inspiration et sont toujours pris attentivement en considération. Celui qu'Ehrenbourg a été invité à proclamer revêt un sens encore plus solennel du fait de l'invocation à Staline qui le précède et qui le met pratiquement sous le patronage du Maréchal commandant en chef. On ne peut se défendre de voir dans ce texte une indication pour l'opinion étrangère[3].

Le 20, Léo Hamon, accompagné d'une petite délégation où ne figure aucun communiste, se rend chez Nordling pour négocier la trêve.

Ce projet d'« Avis à la population » est alors mis au point : « En raison de la promesse faite par le commandement allemand de ne pas attaquer les édifices publics occupés par les patriotes et de traiter tous les Français conformément aux lois de la guerre, le GPRF, le CNR et le CPL vous demandent de suspendre le feu jusqu'à l'évacuation promise de la ville de Paris. »

C'est ce texte qu'Hamon emporte aussitôt après rue de Bellechasse pour le soumettre au bureau du CNR qui finit par l'approuver, mais seulement à la majorité, et remet au lendemain après-midi la décision définitive.

Les communistes Villon et Tollet qui ont voté contre font alors rédiger par le Comac un mémoire donnant tous les arguments hostiles à la trêve et demandant au nom des forces armées de la Résistance qu'on leur épargne cette trahison.

Ce même 20 août, voyant que Staline continue de rester sourd aux appels au secours des insurgés de Varsovie, Churchill et Roosevelt lui demandent sinon d'aider lui-même les Polonais, du moins de les laisser les aider en facilitant le vol de leurs avions.

Mais Staline reste intraitable.

Deux jours plus tard, il répondra aux Alliés : « Tôt ou tard, la vérité sera connue sur la poignée de criminels qui, pour s'emparer du pouvoir, ont

déclenché l'aventure de Varsovie. »

Harriman et Cordell Hull presseront alors Roosevelt d'intervenir énergiquement auprès du Kremlin, mais le président américain s'y refusera. Il se refusera même à suivre Churchill quand, passant outre l'opposition soviétique, le Britannique voudra envoyer des avions au secours de la ville martyre.

L'alliance américano-soviétique sera alors scellée dans le sang européen.

Le 21 au matin, à Paris, le PCF lance un manifeste appelant les milices patriotiques « à prendre dans chaque quartier, dans chaque localité, la tête de l'action des masses », et *L'Humanité* publie son premier numéro légal depuis 1939 : « La bataille de France et de Paris continue, peut-on y lire. Les Alliés doivent être reçus dans la capitale libérée par la levée en masse de ses fils. Vive la France libre, indépendante et démocratique ! »

Mais on peut y lire aussi : « Maurice Thorez doit pouvoir rentrer librement en France. »

Le Comité central est décidé à ne pas perdre de temps…

Ce même matin du 21, le CPL se prononce pour la poursuite du combat. Et, à 17 heures, le CNR au grand complet se réunit avenue du Parc-Monsouris.

Tout de suite le communiste Gillot dénonce au nom de son parti la « trahison en plein combat » et Saillant qui lui succède demande à l'Assemblée d'adopter la même position que le CPL. Chaban s'efforce alors de montrer les avantages de la trêve et l'incertitude quant à la date de l'arrivée des Alliés aux portes de la capitale. Il rappelle que Patton n'a pas pour objectif d'occuper les villes mais d'être à Berlin le plus tôt possible…

La discussion qui suit son exposé est orageuse.

Les partisans de la poursuite de la lutte finissent par avoir gain de cause, à condition toutefois que le nouvel appel au combat ne soit pas lancé avant le lendemain 16 heures et que la proclamation du Front national dénonçant la trêve et mettant en accusation tous ceux qui ont pris part aux négociations ne soit pas affichée…

Parodi signe l'ordre de la reprise des combats.

De son côté, Villon s'engage « à faire tout son possible pour que la déclaration du FN ne soit pas affichée ».

Le combat reprend dans la soirée et s'amplifie au cours de la journée du lendemain. « Adhérez au parti des fusillés ! » titre *L'Humanité* du 22.

Le 23, Duclos donne ses consignes à Auguste Lecœur : « Il faudrait que tu saches où trouver Tillon quand le moment de manifester va venir avec de Gaulle qui prépare sa rentrée, car il faudrait qu'il soit avec le grand-père (Cachin) et Cogniot (rédacteur en chef de *L'Humanité*), Joseph (Frachon) et moi… Il faudrait dire aux militants que dans les manifestations il faudra crier "Vive la République", "Vive de Gaulle" de temps en temps et des "Vive" pour les dirigeants du parti, à commencer par Maurice Thorez. Il faut que nos gars sachent créer l'enthousiasme autour des chefs du parti… Tu sais de quoi il s'agit[4]. »

Sous le titre : « Pas un Boche ne doit sortir de Paris insurgé ! », *L'Humanité* du jour reproduit l'appel que Thorez a adressé de Moscou le 10 août : « Le peuple de France, sans plus attendre, prend partout les armes pour en finir avec les traîtres de Vichy. Pas de quartier pour les Pétain et les Laval, contre les forbans responsables de la défaite et de l'invasion. Pas de quartiers pour les vils auxiliaires des bourreaux hitlériens, pour tous ces criminels qui ont sur les mains le sang des patriotes. Rien ne subsistera de l'édifice vichyssois, de cet affreux régime de trahison et de boue. »

Le 24, à 21 h 30, les premiers éléments de la 2e DB, commandés par le capitaine Raymond Dronne, arrivent devant l'Hôtel de Ville.

Le 25 c'est au tour de Leclerc de pénétrer dans la capitale par la porte d'Orléans.

Lorsque de Gaulle le rejoint à son PC de la gare Montparnasse, il apprend que Leclerc, cédant aux pressions conjointes des communistes et des gaullistes (notamment Chaban et Luizet), a fait ajouter à la convention la reddition – déjà signée par lui-même et par von Choltitz – le nom de Rol-Tanguy.

Le chef du GPRF est furieux.

Il fait lire à Leclerc la proclamation publiée le matin même par le CNR se donnant pour la « nation française » et ne faisant aucune allusion au gouvernement, ni au général de Gaulle.

Dans la soirée, ce dernier se rend à la préfecture de police, symbole de l'ordre et de l'État, mais il n'accepte d'aller à l'Hôtel de Ville que sur l'insistance de Parodi, Chaban et Luizet, et lorsqu'il comprend que ni le CNR, ni le CPL ne viendront à lui. Il y est accueilli vers 19 heures par Bidault et Tollet sous les acclamations de la foule. « […] Il suffit que la masse et moi nous trouvions ensemble, écrit-il, pour que notre unité l'emporte sur tout le reste[5]. »

Après les discours de Marrane pour le CPL et de Georges Bidault pour le CNR, de Gaulle prononce ces mots :

« La France rentre à Paris, chez elle. Elle y rentre sanglante mais bien résolue. Elle y rentre, éclairée par l'immense leçon, mais plus certaine que jamais de ses devoirs et de ses droits. Je dis d'abord de ses devoirs, et je les résumerais tous en disant que, pour le moment, il s'agit de devoirs de guerre […]. Ce devoir de guerre, tous les hommes qui sont ici et tous ceux qui nous entendent en France savent qu'il exige l'unité nationale. »

La fête va-t-elle se terminer sur cette exhortation ?

Poussée par le CNR, Bidault demande au Général de proclamer solennellement la République devant le peuple rassemblé.

« La République, réplique de Gaulle d'une voix forte, n'a jamais cessé d'être… La France libre, la France combattante, le Comité français de la Libération nationale l'ont, tour à tour, incorporée. Vichy fut toujours, et demeure, nul et non avenu. Moi-même je suis le président du gouvernement de la République. Pourquoi irais-je la proclamer ? »

Sur ce, de Gaulle se lève, s'approche de la fenêtre et s'offre, les bras écartés en forme de « V », aux acclamations de la foule.

Pour chacun des assistants, la leçon est claire : l'homme qui, pour les besoins de sa cause, a condamné les partis politiques puis les a ressuscités, entend aujourd'hui leur donner congé.

Il n'y a plus, à ses yeux, face à face, que le peuple et lui.

La fête est bel et bien terminée.

De Gaulle donne congé au CNR et ruse avec les FFI

Ce même 25 août, venant de leur cache de Seine-et-Oise, Jacques Duclos et Benoît Frachon reprennent possession du siège du parti, 44, rue Le Peletier. Et le même jour encore, Massigli écrit à Garreau que ses « réponses ne sont pas satisfaisantes ».

En ce qui touche la Pologne, il ne me viendrait pas à l'esprit de nier l'existence du comité et l'importance du rôle qu'il est appelé à jouer. Je ne suis ni surpris ni choqué du fait que l'ambassade britannique ait pris un contact officieux avec M. Moravski[6], mais je n'ai pas entendu dire que l'ambassadeur d'Angleterre ait jugé bon de répondre en termes appréciatifs à une circulaire émanant de la représentation dudit comité ni qu'il ait fait à la radio des déclarations provoquant comme les nôtres une protestation officielle de l'ambassadeur de Pologne. Nous avons à l'égard du gouvernement polonais de Londres, aussi longtemps que nous le considérerons officiellement comme le gouvernement de la Pologne, des obligations de courtoisie et de commune décence dont tout représentant doit tenir compte.

Et Massigli conclut : « Tels étant les faits, je m'étonne d'avoir à rappeler à un agent de votre expérience que s'il est du devoir strict de nos chefs de mission diplomatique de faire tenir au gouvernement des renseignements de fait mais encore le commentaire de ces renseignements et les suggestions qui s'en dégagent, ils ont l'obligation non moins impérieuse d'éviter toute démarche susceptible d'une interprétation politique dont le sens ne serait pas couvert par les instructions du département. Je vous prie de bien vouloir vous tenir désormais à l'exacte observation de ces principes. »

Le 26 août, de Gaulle a « rendez-vous avec le peuple » sur les Champs-Élysées.

Dans le cortège qui descend de l'Arc de triomphe à Notre-Dame, ne figure qu'un seul chef communiste : Georges Marrane, admis au titre du Front national.

Entre le 23, date des consignes de Duclos à Lecœur et la manifestation des Champs-Élysées, deux informations sont en effet, selon Charles Tillon, parvenues à la direction du parti : « La première répandue par l'entourage du Général qui refusait aux partis politiques de déléguer auprès de lui des représentants quand il se ferait acclamer comme libérateur de la France. La seconde émanait de l'ambassade soviétique et rappelait que Moscou conseillait au PCF de ne s'opposer en rien aux exigences de De Gaulle ni à celles des Alliés[7]. »

Le même jour, une ordonnance institue l'indignité nationale.

Le 27, de Gaulle écrit à Bidault :

> […] Constitué à mon invitation et par l'action inoubliable de Max, le Conseil national de la Résistance n'a cessé d'animer l'ensemble de la Résistance française sur le territoire occupé par l'ennemi […]. Combien fut méritoire et souvent héroïque l'œuvre du CNR ! Maintenant l'avenir se dégage devant le pays et devant la démocratie. Je crois pouvoir vous dire que le désir du gouvernement est que les hommes qui constituent le CNR se destinent, suivant l'esprit de l'ordonnance promulguée le 22 avril 1944, sur la base des avis et suggestions du Conseil lui-même, à constituer le noyau de l'Assemblée consultative siégeant en France libérée et qui devra assister le gouvernement dans sa mission provisoire, notamment pour préparer la réunion de l'Assemblée nationale constituante[8].

Une façon claire et nette d'indiquer au CNR, qui depuis le 22 juillet précédent s'est constitué en véritable gouvernement, qu'il le considère comme un organisme extra-gouvernemental. Et pour que le message soit

bien compris, de Gaulle ne se déplacera pas le 28 pour assister à la séance du CNR, mais il le convoquera au ministère de la Guerre dans son bureau…

Dès ce jour et jusqu'à la fin de la guerre, entre le président du GPRF et le CNR, ce sera la reprise du dialogue, plus ou moins vif, entre Hugues Capet et ses barons.

Ce même 27 août, est publiée une circulaire n° 10 010, signée du commissaire à la Guerre Diethelm : les cadres de l'armée française « dite » d'armistice n'appartenant pas aux forces armées du gouvernement provisoire de la République sont placés d'office en disponibilité. Le port de l'uniforme leur est interdit.

S'ajoutant à d'autres, toutes ces mesures organisant et codifiant la division des Français, créent, de fait, une caste d'« intouchables ».

Les communistes ne peuvent être que satisfaits de la création par les gaullistes d'une sorte de Sainte-Ligue d'où sont exclus leurs plus farouches adversaires.

Pourtant, certains gaullistes – et non des moindres – s'inquiètent d'un possible « danger communiste ». Dans une lettre datée du 27 août, Leclerc écrit à de Gaulle : « J'ai eu des contacts intéressants aujourd'hui avec des officiers FFI combattant effectivement. Ils m'ont affirmé que le Front national avait tout essayé pour utiliser au profit du parti l'enthousiasme des Français. L'affaire a manqué… les dirigeants même nommés par votre gouvernement (à Paris) sont… bien timides. Voilà, je crois, un des nœuds du problème. L'affaire ne me regarde nullement. Je suis uniquement un soldat. Mais ayant assisté à certaines scènes, je dois vous en rendre compte[9]. »

De Gaulle entend l'avertissement et, le lendemain 28 août, il décide l'incorporation des FFI « susceptibles de participer aux opérations ultérieures » dans les grandes unités de campagne ou dans les formations du territoire. Les états-majors des FFI et le Comac sont également dissous et leurs attributions reviennent au général gouverneur de Paris.

En d'autres termes, les FFI ont vécu. Mais sur le papier seulement, car le « premier acte autoritaire du pouvoir gaulliste contre la Résistance » (*dixit* Noguères) provoque aussitôt une réaction particulièrement vive, dont les communistes prennent la tête. Dès le 31, le PCF annonce son intention de poursuivre le recrutement des FFI et dans *L'Humanité* du 2 septembre, Duclos appellera à la mobilisation « contre toute tentative de dissolution des FFI ». Trois jours plus tard, le CNR s'alignera sur le PCF. Devant cette

fronde ouverte contre le gouvernement, de Gaulle déploiera alors une tactique faite de brusques offensives factuelles et de brutales reculades verbales.

Le 12 septembre, dans un discours prononcé au palais de Chaillot, il ne parlera plus de dissolution mais tracera les grandes lignes de l'« amalgame ». « Le virage était pris, écrit Noguères, il ne s'agissait plus que de le traduire en décrets – et de présenter ces décrets qui lui étaient imposés comme l'expression naturelle de la pensée du chef[10]. » Ce même 12 septembre, Diethelm déclarera que les FFI constituent « la base de la nouvelle armée nationale » mais que leur entrée dans l'armée doit s'effectuer non pas sous le contrôle des responsables FFI mais sous celui des officiers de l'armée régulière. Il fera aussi des propositions : le Comac et l'état-major des FFI ne disparaissent pas mais deviennent, le premier, une commission, le second, une direction, siégeant toutes deux auprès du ministre. Diethelm ira-t-il plus loin encore dans les promesses verbales ? Cette note interne du PCF le laisse supposer : « Il s'agit, peut-on lire, de créer une forte armée FFI de manière à ce que le rapport de force soit au moins équilibré avec l'armée Leclerc et la nouvelle armée de Lattre, ex-général de l'armée vichyssoise. À première vue, c'est très possible : 200 000 jeunes de Paris et province ne demandent qu'à nous rejoindre. »

À partir du 15 septembre pourtant, les communistes mettront brutalement fin à la contestation et lorsque sortiront, le 23, les décrets relatifs aux FFI interdisant la création d'une armée FFI et tout recrutement, ils ne bougeront pas. Explication :

> Refuser d'intégrer l'armée régulière, écrit Philippe Buton, ne constituait pas en soi une alternative politique. Il fallait que cette attitude s'insérât dans une stratégie de rupture, qui pouvait emprunter deux formes : le coup de force sur le modèle russe de 1917 ou la prise du pouvoir au nom de la Résistance. La première option ayant été clairement écartée une fois pour toutes, car pouvant faire le jeu de l'ennemi, reste la seconde qui oriente toute l'activité du PCF depuis 1943 : tout mettre en œuvre pour que les comités de libération – animés par les communistes – prennent le pouvoir, appuyés sur les appareils militaires résistants que constituent les FFI et les milices patriotiques (dont le nombre d'adhérents atteint les 60 000) pour lesquelles André Carrel a présenté un projet de statut visant à leur octroyer le droit de perquisition et d'arrestation, celui d'élire leurs chefs et de recevoir des armes dont elles assureront elles-mêmes la garde. En bref : une police au service du parti[11].

De Gaulle aura donc gagné la première manche. Mais le PCF n'oubliera rien, remettant seulement à plus tard l'affrontement inévitable. Et lorsque, rue Le Peletier, au siège du parti, Charles Tillon s'exclamera :

« Quand va-t-on en finir avec ce pouvoir venu d'Alger ! »

Duclos répondra :

« Pour l'instant, tout ce que peut faire le Grand Charles, c'est du provisoire. Le jour va venir où on pourra mettre les points sur les *i*. D'ici là, laissons faire… et pensons au retour de Maurice[12]. »

Duclos ne renie rien et fixe les nouveaux objectifs du PCF

Le 31 août Garreau fait savoir que Thorez lui a remis une lettre datée du 22 août dans laquelle le secrétaire général du PCF lui donne copie de ce télégramme qu'il vient d'adresser à de Gaulle : « Après la libération de Paris et d'une partie importante du territoire national, je demande[rai] au gouvernement de faciliter mon retour en France en ma qualité de député de la Seine et de secrétaire général du PCF », accompagné de cette prière : « Je vous serai très obligé, Monsieur le ministre, de bien vouloir appuyer de toute votre autorité et avec votre habituelle bienveillance la nouvelle demande que j'adresse au gouvernement provisoire de la République française. » Ce que fait Garreau qui ajoute ce commentaire de son cru : « Tous les renseignements qui militent en faveur d'une décision bienveillante ayant été exposés par M. Cot dans son télégramme du 27 avril, je n'ai rien pour ma part à ajouter sinon que M. Thorez m'a affirmé de nouveau avec toutes les apparences de la sincérité son profond désir de contribuer de son mieux à l'union nationale et à la restauration rapide d'une France ordonnée et puissante. »

Dans la soirée de ce même 31, carrefour Châteaudun, le Comité central du PCF tient sa première réunion depuis 1939. Sur les 51 membres qu'il comprenait avant la guerre seulement une vingtaine sont présents. Parmi eux, Jacques Duclos, Benoît Frachon, Pierre Villon, Auguste Lecœur, Charles Tillon, Georges Cogniot. Mais aussi un « renégat », Marcel Cachin, le doyen d'âge, qui a signé l'appel condamnant les attentats organisés par les communistes contre les soldats allemands (appel largement utilisé par la propagande nazie en 1943) et un « invité », Frédéric Joliot-Curie, le célèbre savant, qui a adhéré depuis peu…

« Bientôt, écrit Philippe Robrieux, la légende va en faire un grand résistant de toujours, le héros de la "bataille de l'eau lourde"… quand les cadres du parti de la Résistance pourraient au contraire se demander ce que pouvait bien faire l'éminent savant lorsqu'il poursuivait à Paris, pendant la

guerre, ses recherches sur l'énergie atomique, ou lorsqu'il donnait au journal collaborateur, *Les Nouveaux Temps*, de Jean Luchaire, une interview où il faisait apparemment sien le langage tenu par Vichy à cette époque[13]. »

Après avoir rendu hommage aux communistes morts pendant l'Occupation, salué Cachin et Joliot-Curie (qualifiant même ce dernier de « glorieux combattant » de la Libération nationale), et proclamé l'« affection » des communistes pour leur secrétaire général Maurice Thorez, « dont il faut obtenir qu'il puisse rapidement rentrer en France, pour y continuer son combat de toujours pour la France, pour le peuple, pour le progrès social », Duclos dresse le bilan de l'activité du parti depuis cinq ans[14].

« Il y a cinq ans en effet, déclare-t-il, que notre parti fut dissous, que *L'Humanité* fut supprimée. La cinquième colonne, en attaquant notre parti, voulait : isoler la France, la séparer d'avec l'URSS, la livrer à Hitler, en faire un instrument antisoviétique, comme le montra l'attitude du gouvernement Daladier dans les affaires de Finlande. Nos députés furent traduits en justice ; on essaya de les amener au reniement du parti, mais les efforts de la cinquième colonne furent vains ; nos camarades se montrèrent fermes et courageux […]. La politique de la cinquième colonne conduisit la France à la défaite de 1940, à la capitulation des traîtres de Vichy, au vote scandaleux de l'Assemblée nationale, d'où les élus communistes avaient été chassés. »

En quelques mots, Duclos indique donc que le PCF reste en tout point fidèle à lui-même et à son action passée : tant en ce qui concerne l'affaire de Finlande que celle du pacte germano-soviétique. Habilement, il retourne l'accusation de « cinquième colonne » contre ceux qui – Daladier le premier – s'opposèrent à lui lors de ses trahisons successives…

Mais Duclos ne se contente pas de ce préambule :

– Il fait remonter l'engagement du parti dans la Résistance à… juillet 1940 (« Ainsi le général de Gaulle n'était pas seul à parler de Londres pour faire appel à la Résistance ; nous engagions la lutte sur le sol même de la patrie meurtrie et notre lutte, depuis ce moment, a été ininterrompue »), allant même jusqu'à affirmer que le parti luttait et « luttait seul alors » et que son activité ayant « déterminé l'émulation », d'« autres groupements de résistance sont nés ».

– Il revendique pour les communistes la propriété de la vraie Résistance (« Il nous a fallu expliquer la nécessité de la lutte armée, montrer comment on pouvait se procurer des armes », etc.) et lance habilement l'expression « PCF = le Parti des Fusillés ».

– Il exalte l'humanisme communiste (« Bien des ennemis du communisme ont essayé de présenter notre parti comme un organisme pesant qui étouffe la personnalité. Jamais rien n'a été plus faux. Nous n'imposons pas un dogme figé à nos militants, nous leur donnons une méthode d'analyse

et de compréhension des événements, nous leur inculquons une conception du monde basée sur la raison et non sur des préjugés […]. »)

– Il fustige les « attentistes qui prétendaient se réserver pour le jour J » et dénonce les agissements de certains gaullistes « qui ont fait d'intolérables différences entre les patriotes français, notamment le BCRA qui a saboté l'armement des FTP et favorisé l'armement de groupes fascistes infiltrés dans la Résistance », et exige que la lumière soit faite à ce sujet.

– Il affirme la nécessité de mettre sur pied une « grande armée française en y intégrant des unités des FFI » et proclame l'urgence d'une épuration radicale (« Ce régime infect (Vichy) doit être extirpé jusqu'à la racine »).

Ce tableau peint aux couleurs vives de l'héroïsme ignore les ombres. Elles sont pourtant nombreuses.

Ce que Duclos, en effet, se garde bien, entre autres choses, de révéler c'est (*dixit* Charles Tillon) son application de l'ordre de Staline (transmis par Raymond Guyot parachuté en France à cet effet), de ne pas trop affaiblir les Allemands pour que leur résistance « retienne le plus longtemps possible les armées alliées au combat sur la route de Berlin[15] »…

Pas un mot non plus de la tentative de faire reparaître *L'Humanité* avec l'autorisation des autorités allemandes (tentative dont il est, lui, Duclos, le maître d'œuvre).

En conclusion, Duclos dit ce que doit être le gouvernement de la France selon les communistes (« Ce qui est clair, c'est qu'il faut un gouvernement qui représente vraiment la France et il faut bien dire que certaines personnalités du gouvernement actuel ne représentent pas grand-chose »), et ce que doit être l'objectif du PCF : le grand parti de l'union et de la renaissance de la France.

Le premier mot d'ordre que Duclos lance à ses troupes est cependant le suivant : tout faire pour obtenir le retour de Thorez. Lequel Thorez ne cesse d'agir dans ce sens en multipliant les télégrammes à de Gaulle et en enjoignant parallèlement Duclos d'« intervenir activement » pour lui faire donner une réponse favorable.

De Gaulle qui, dans son jeu avec les communistes, ne veut pas brûler sa dernière carte, fait la sourde oreille.

Malgré son échec précédent, espère-t-il pouvoir débaucher certains communistes ? Toujours est-il que ce même 31 août, il écrit à Pierre Villon pour lui demander de faire partie de son gouvernement… Mais celui qui écrivait le 13 janvier 1941 « Quant au gaullisme, il sera balayé et nous servira » lui réplique aussitôt par une fin de non-recevoir qui semble avoir

eu la brutalité que ce kominternien de choc met en toutes choses. Du moins à en croire cette réponse de De Gaulle datée du 1er septembre :

> Cher Monsieur Villon,
>
> […] Je n'ai pas à discuter les raisons que vous me donnez de votre refus et qui, étant en partie d'ordre personnel, échappent à mon appréciation. Toutefois, je suis obligé de vous dire que le dernier motif que vous invoquez est contraire à la réalité des faits. Aucune décision de « dissoudre et de désarmer les FFI » n'a été prise par moi. Les décisions du gouvernement consistent, tout au contraire, à intégrer dans l'ensemble des formations de campagne et des formations du territoire de l'armée française les éléments et unités des vaillantes FFI, afin de les utiliser de la meilleure manière possible dans les batailles qui nous restent à livrer à l'ennemi[16].

Ce même 1er septembre, *L'Humanité* paraît avec une immense photo du secrétaire général du PCF accompagnée d'un appel du Comité central intitulé : « Les communistes français demandent unanimement le retour de Maurice Thorez. »

« À l'initiative de Maurice Thorez, définitivement revenu en grâce, écrit Philippe Robrieux, on forge, sous la direction de Jacques Duclos, la légende d'un secrétaire général qui aurait été le premier résistant de France[17]. »

Entre de Gaulle et Tillon, le courant passe

Le 6 septembre, de Gaulle fait savoir à Duclos qu'il désire le voir. Le secrétaire en second du PCF se rend au ministère de la Guerre.

L'agent stalinien et l'homme du 18 Juin sont face à face.

« Je dois dire, écrit Duclos, que l'homme, hautain, distant, me donna l'impression de traiter la Résistance intérieure par le dédain. Il n'y avait pas entre nous le moindre courant réciproque de sympathie et notre comportement à l'un et à l'autre s'en ressentit[18]. »

Dans ses *Mémoires*, de Gaulle n'infirme ni ne confirme ce jugement du chef communiste pour la bonne raison qu'il va même jusqu'à taire cette rencontre historique…

Une chose est cependant certaine : il est trop fin connaisseur d'hommes pour ne pas sentir derrière la jovialité rondouillarde de l'ancien apprenti pâtissier, la détermination implacable de celui qui est devenu un agent de l'« appareil de l'appareil ». Et puis, l'homme lui est connu : Duclos est une figure de la vie politique française depuis au moins 1926, date à laquelle il a été élu député dans le deuxième secteur de Paris contre Paul Reynaud et Henri de Kerillis. Parallèlement, il était secrétaire de l'Association

républicaine des anciens combattants et responsable des journaux antimilitaristes de combat qu'éditait alors le parti, *La Caserne*, *La Page de Jean Gouin* et *Al Alam Al Ahmar* destiné aux travailleurs des colonies françaises d'Afrique du Nord. Plusieurs fois condamné pour provocation de militaires à la désobéissance, il totalisait déjà quelque quarante-sept ans d'emprisonnement dès la fin de 1928. Plusieurs fois élu député, il a ensuite travaillé à Berlin au bureau de l'Europe occidentale du Komintern aux côtés de Dimitrov et effectué de nombreux séjours à Moscou.

En 1932, il a été inculpé dans l'« affaire Fantomas » et accusé de travailler au service de l'espionnage soviétique. Contraint à la clandestinité, il est alors retourné à Berlin auprès de Dimitrov. Il a fait un retour fracassant en France en signant un article intitulé « Le parti bolchevique se débarrasse de quelques traîtres » dans *L'Humanité* du 21 octobre 1932. Article indiquant un « inquiétant début de spécialisation au service de l'appareil policier stalinien[19] ».

En 1937, il était devenu vice-président de la Chambre, mais, selon Philippe Robrieux, derrière l'homme public et l'orateur populaire en passe de devenir un des plus appréciés, Jacques Duclos pourrait bien également avoir été, depuis un certain temps, chargé par la commission des cadres du Komintern de surveiller secrètement les responsables du PCF. « Il a pu, écrit-il, commencer à accomplir cette tâche à une date indéterminée pour le compte dudit Komintern, puis, tout aussi vraisemblablement et directement pour celui de Staline, peut-être par le biais de services spéciaux policiers auxquels le maître du Komintern avait fini par accorder la priorité des priorités[20]. »

C'est encore lui qui, travaillant sous le contrôle direct du centre clandestin du Komintern à Bruxelles a dû assumer la « responsabilité du passage de l'antinazisme à la politique du pacifisme révolutionnaire » et qui, pendant l'Occupation, a eu le contact personnel avec Moscou et dirigé d'une main de fer le parti.

C'est enfin avec lui que de Gaulle a contracté sur la base d'un protocole d'accord une alliance privilégiée en novembre 1942 par l'intermédiaire de Grenier et de Rémy.

Se peut-il que les deux hommes n'aient pas parlé de cette alliance au cours de leur entretien du 6 septembre 1944 ?

Se peut-il qu'ils n'aient pas non plus évoqué, même à demi-mot, l'alliance que de Gaulle a contractée avec Staline en juillet 1941 ?

Cela ne semble guère probable et sans doute est-ce la raison pour laquelle de Gaulle a gommé l'événement de son récit.

À en croire ses propres Mémoires, Duclos a lancé « quelques pointes pour souligner en passant que la Résistance en France avait été autre chose que la Résistance à l'extérieur ». Quant à de Gaulle – toujours selon Duclos – il aurait essentiellement parlé de la formation du futur gouvernement provisoire de la République, laissant entendre qu'il ne tenait pas à laisser Fernand Grenier au commissariat à l'Air.

« Il ne pardonnait pas à notre camarade d'avoir été en désaccord avec lui sur l'aide à apporter aux maquisards du Vercors », soutient Duclos.

Le chef par intérim du PCF ne semble d'ailleurs pas s'être formalisé de cette exigence puisqu'il dit dans ses Mémoires avoir aussitôt avancé les noms de Charles Tillon, chef des FTP et ancien mutin de la mer Noire, et de Laurent Casanova, membre du Comité national des FTP, pour faire partie du gouvernement.

Après son échec auprès de Villon, de Gaulle, prenant prétexte de l'affaire Grenier, a-t-il été tenté de se passer des communistes ? C'est ce que Duclos laisse entendre dans ce télégramme qu'il enverra à Thorez le 13 : « DG a essayé de constituer gvt sans nous, mais il a dû reculer, et pour remplacer Grenier qu'il ne voulait plus après avoir espéré s'en servir dans but division du parti, il voulait prendre Villon pour décapiter Comité d'action du CNR dont Villon est président et faire peser sur parti responsabilité liquidation FFI contre laquelle nous luttons en contraignant le gvt à reculer. DG a été obligé de prendre Tillon proposé par nous[21]. »

Duclos dit avoir sollicité également une amnistie pour permettre le retour de Thorez en France et de Gaulle aurait promis d'en examiner « rapidement la possibilité ».

Le communiqué relatif à cette rencontre est un modèle de brouillage : « L'entretien a duré une demi-heure et a porté sur l'examen de la situation politique. Les sujets traités ont été notamment ceux de l'épuration et de la lutte contre les traîtres et, d'autre part, de la politique économique et sociale du gouvernement : salaires ouvriers, traitement des fonctionnaires, prix des produits agricoles, etc. »

Quelques jours plus tard, un coup de téléphone du cabinet de De Gaulle invite Charles Tillon à se rendre à son tour rue Saint-Dominique. Le chef des FTP en prévient Duclos :

« C'est un rafistolage d'Alger, très peu pour moi. »

Le numéro deux du PCF répond en riant :

« Allons, vas-y… Je n'ai rien pu obtenir de plus… Non, pas plus de deux ministres en ce moment… à cause des Alliés… Billoux est d'accord. Il faut que tu continues la guerre… On verra plus tard. En attendant débrouille-toi avec Charles XI. »

Tillon finit par obtempérer et se rend à son rendez-vous.

« Je sais, lui dit de Gaulle, quel rôle vous avez joué dans la Résistance. Je me propose de vous attribuer le ministère de l'Air dans le gouvernement qui aura le devoir de continuer la guerre. Il faut que nous reconstruisions tous les moyens pour ça. Et singulièrement l'aviation. Qu'en pensez-vous ?

— Mon général, répond Tillon, mon rôle dans la Résistance ce fut d'aider à en finir avec l'ennemi. On a fait ce qu'on a pu. À présent, c'est avec Hitler qu'il faut en finir. Pour cela vous savez que vous pouvez compter sur la Résistance telle que je l'ai servie le mieux possible… Je veux la servir encore… »

Apparemment, selon Tillon, le courant passe entre les deux hommes.

« De Gaulle place sa mise sur l'échiquier d'avant-guerre »

Le 7 septembre, Garreau qui (à ce que raconte Jean Cathala, chargé du service de presse de la délégation française en URSS) « avait pris langue depuis la fin de 1943 avec le Comité polonais de libération nationale d'obédience soviétique et l'avait assuré de la sympathie du CFLN, de l'accord du Général concernant le déplacement des frontières polonaises et de la nécessité de démanteler l'Allemagne pour la mettre hors d'état de nuire », presse de Gaulle de reconnaître « la valeur spécifique » dudit comité polonais : « Il ne s'agit pas, lui écrit-il de marionnettes dont le gouvernement soviétique tire les ficelles mais d'hommes paraissant compétents, patriotes et capables d'assumer leur autorité[22]. »

Le lendemain, le représentant du GPRF en URSS rend visite à Dekanosov pour parler de nouveau de la question de la participation de la France aux travaux de la commission européenne chargée d'examiner les conditions de la paix avec l'Allemagne.

Le Français fait d'emblée remarquer que les dirigeants anglais ne cessent de proclamer haut et fort que la Grande-Bretagne est favorable à l'admission de la France au sein de ladite commission, que Churchill lui-même l'a d'ailleurs très clairement indiqué dans une récente intervention

publique et qu'ils assurent « avec insistance » aux Français qu'une « solution positive » à la question se heurte à une opposition de la part des gouvernements américain et soviétique.

« Il est possible, précise Garreau, que la déclaration de Churchill soit purement platonique et ne soit pas étayée d'actions concrètes de la part du gouvernement britannique. C'est pourquoi nous souhaiterions savoir sous quelle forme il a officiellement informé les gouvernements américain et soviétique de son attitude favorable à l'admission de la France à la commission européenne. »

Dekanosov répond qu'il ne peut rien ajouter à ce qu'il a déjà dit à ce sujet et que les Alliés n'ont pris aucune décision nouvelle.

« L'accord commun des trois gouvernements reste jusqu'à aujourd'hui en vigueur, affirme-t-il. Il a été reconnu nécessaire que les représentants de la Grande-Bretagne, des États-Unis et d'URSS élaborent conjointement, au sein de la commission, des projets de conditions de capitulation pour l'Allemagne et des projets des principes fondamentaux d'attitude à adopter envers l'Allemagne. Après quoi, ils présenteront ces projets à l'agrément de leur gouvernement respectif. Cette discussion n'est pas encore terminée[23]. »

Qui ment de Churchill ou de Staline ?

En l'occurrence, on voit mal quel intérêt le Premier ministre britannique, dont on sait l'inquiétude sur le sort futur de l'Europe face à l'avancée soviétique, aurait à mentir. En revanche, le front commun américano-soviétique contre la participation de la France au règlement de paix avec l'Allemagne s'inscrit dans la ligne développée jusque-là par les deux grandes puissances.

En tout état de cause, Staline, qui n'est pas à une infidélité près, s'apprête à trahir de Gaulle qui s'était lié secrètement à lui en juillet 1941 pour parvenir précisément à un front commun franco-soviétique sur le règlement de la paix en Europe.

Ce dernier s'en doute-t-il ?

Le 9 septembre, il écrit à Grenier :

Mon cher ministre,

Vous avez été le premier représentant du parti communiste dans la France combattante. Après avoir prodigué, dans la lutte clandestine, au service du pays, votre courage et votre énergie, vous avez fait preuve au ministre de l'Air, de belles qualités d'initiative, d'ardeur et de rayonnement.

C'est pourquoi j'éprouve un sincère regret en me privant de votre collaboration. Mais j'ai considéré qu'il était utile aujourd'hui de faire appel, pour le poste de ministre de l'Air, au concours

d’un de vos camarades qui s’est tout récemment distingué dans l’action héroïque grâce à laquelle Paris a été libéré.

En vous remerciant de l’aide précieuse que vous avez apportée au gouvernement, je vous prie de croire, mon cher ministre, à mes sentiments cordialement dévoués[24].

Le même jour, un communiqué annonce la constitution du nouveau gouvernement composé de la manière suivante :

Ministre d’État : le président Jeanneney.
Ministre de la Justice : F. de Menthon.
Ministre des Affaires étrangères : G. Bidault.
Ministre de l’Intérieur : A. Tixier.
Ministre de la Guerre : A. Diethelm.
Ministre de la Marine : L. Jacquinot.
Ministre de l’Air : C. Tillon.
Ministre de l’Économie nationale : P. Mendès France.
Ministre de la Production : R. Lacoste.
Ministre de l’Agriculture : F. Tanguy-Prigent.
Ministre du Ravitaillement : P. Giacobbi.
Ministre de la Santé publique : F. Billoux.
Ministre des Colonies : R. Pleven.
Ministre du Travail et de la Sécurité sociale : A. Parodi.
Ministre des Transports et des Travaux publics : R. Mayer.
Ministre des PTT : Augustin Laurent.
Ministre de l’Éducation nationale : R. Capitant.
Ministre des Prisonniers : H. Frenay.
Ministre de l’Information : P.H. Teitgen.
Ministre des Finances : A. Lepercq.
Ministre délégué en AFN : général Catroux.

Dans une lettre adressée à Jean Monnet, de Gaulle justifie son absence du gouvernement par la contrainte où il se trouve d’avoir dû faire appel « à la participation des éléments qui se sont distingués le plus activement dans la Résistance intérieure ». Certes, sur les vingt et un ministres, neuf appartiennent à cette catégorie. Mais hormis deux ou trois – notamment Frenay et Lepercq – tous ont des attaches sinon des engagements politiques (en général démocrates-chrétiennes) ; et, pour certains, depuis longtemps.

Quant aux autres, la majorité, ils viennent des anciens partis. On compte ainsi : 2 communistes, 3 radicaux-socialistes, 3 modérés et 4 socialistes. Comme l’écrit Charles Tillon, c’est donc sur « l’échiquier

politique d’avant-guerre que de Gaulle place sa mise[25] ». Toutefois, contrairement à ce qu’écrit le chef des FTP, le président du GPRF ne s’en remet pas « aux seuls jeux des partis pour gouverner ». Du moins pas encore…

Procédant par étapes, il charge seulement les « rescapés du radeau de la Méduse des partis de 1940 des aspirations de la Résistance » et leur offre la chance d’« un heureux destin ». Pour le moment, c’est tout ; même si c’est beaucoup…

À Moscou, en tout cas, on se félicite de l’éviction de l’antisoviétique Massigli et son remplacement par Georges Bidault jugé mieux disposé à l’égard de l’URSS. Mais on ne se précipite toujours pas pour reconnaître ledit gouvernement et l’on reste plus que jamais fidèle à l’engagement de juin précédent de s’aligner sur les Anglo-Saxons sur cette question. Tout y invite et d’abord et surtout l’instabilité de la situation intérieure française.

Moscou surveille de près l’évolution de la politique gaulliste

Le 10 septembre, Churchill et Roosevelt se retrouvent au Québec.

Le Premier ministre britannique qui écrit dans ses Mémoires qu’en contemplant dans la baie de Naples les convois de soldats américains en route pour le débarquement de Provence il pensait que s’il avait pu en faire à sa tête, les soldats américains « se seraient dirigés dans une tout autre direction », n’a pas renoncé tout à fait à son projet d’offensive balkanique. Une dernière fois, il tente de convaincre Roosevelt que « l’emprise rapidement établie par les Russes dans la péninsule balkanique et la dangereuse extension de leur influence dans cette région étaient autant d’autres raisons pour effectuer ce mouvement vers la droite ». Mais malgré la chute de la Roumanie le 12 et celle de la Finlande le 17, le président américain ne se laisse convaincre que de la nécessité d’une rencontre à trois avec Staline.

Pour faire pièce aux ambitions du tsar rouge en Europe orientale, voire plus, le Britannique se sait alors réduit à la seule diplomatie. Il s’accroche cependant à ce dernier espoir et, rentré en Angleterre, il propose au Soviétique une conférence à La Haye.

Staline fait répondre qu’il est malade et que son médecin lui interdit de voyager.

Refusant de se tenir pour battu, Churchill se déclare alors prêt à se rendre à Moscou.

Avant d'accepter, Staline le fera lanterner jusqu'au 30 septembre : le lendemain de l'entrée de l'Armée rouge à Varsovie…

Le 12 septembre, Garreau rend visite à Sergueïev pour lui « faire partager ses réflexions sur le nouveau gouvernement ». Il précise d'entrée de jeu que ce cabinet est un compromis entre de Gaulle et le CNR, que les pourparlers ont duré une semaine et qu'ils se sont heurtés à toute une série de complications : de Gaulle ayant eu pour objectif de se débarrasser de ceux qui « dans une certaine mesure » s'étaient opposés à lui…

Garreau considère que le nouveau cabinet « représente un grand pas en avant par comparaison avec la composition du cabinet précédent ». Principalement à cause :

– De l'entrée de Bidault : un « choix remarquable (car) Bidault est membre du parti des démocrates-chrétiens, parti qui présente un programme assez progressiste » ; il est aussi « un partisan convaincu de la coopération avec l'URSS et sa nomination au poste de ministre des Affaires étrangères est une garantie des bonnes relations entre l'Union soviétique et la France ».

– De l'exclusion des trois personnages « les plus réactionnaires » : Massigli, d'Astier et Philip « nettement hostiles à l'URSS et dont le départ contribuera sans aucun doute à améliorer les relations franco-soviétiques ».

– De l'entrée de Lacoste et d'Augustin Laurent qui, au sein de la CGT, « ont toujours été du côté des communistes » et de Tixier « très favorable à l'Union soviétique » et dont le programme politique « se rapproche du programme minimum des communistes français ».

Garreau, rend compte Sergueïev, considère notamment que l'une des premières mesures prises par le cabinet doit être l'abrogation de la loi de 1939 dirigée contre les communistes et l'autorisation pour Maurice Thorez de revenir en France. Soulignant bien qu'il souhaitait me parler de cela à titre tout à fait confidentiel et privé, Garreau m'informa qu'en mars 1944, Maurice Thorez avait demandé à de Gaulle de venir en AFN, mais qu'il s'était vu opposer un refus. À cette époque, prétextant que Thorez était un soi-disant déserteur et serait donc, en vertu de la loi en vigueur, immédiatement arrêté dès qu'il apparaîtrait sur le territoire français, de Gaulle refusa la venue de Thorez en AFN. Garreau pense que de Gaulle n'avait pas alors autorisé la venue de Thorez en AFN parce qu'il craignait l'énorme influence dont Thorez jouissait auprès des masses populaires […]. Garreau pense que de Gaulle se verra contraint d'autoriser le retour de Thorez à Paris car ce dernier est député de Paris et est en droit d'exiger son retour dans la ville dont il est député.

Si, dit Garreau, de Gaulle n'autorise pas le retour de Thorez à Paris, on ne peut exclure la possibilité que, dans un avenir très proche, une nouvelle crise gouvernementale se déclare, car les communistes devront démissionner en signe de protestation. (En revanche) si prochainement le nouveau cabinet abroge les lois anticommunistes et autorise le retour en France de Thorez, cela sera

une preuve que l'on pourra s'attendre dans l'avenir à de nouvelles décisions positives du cabinet formé par de Gaulle[26].

Faire de D'Astier de La Vigerie un « réactionnaire hostile à l'URSS » ne manque pas de sel quand on sait que sur le plan privé celui-ci a épousé la fille de l'ambassadeur soviétique, Krassine, et que sur le plan politique, en tant que commissaire à l'Intérieur du CFLN, il a contribué à favoriser les FTP. Pour le reste, le moins que l'on puisse dire est que Garreau ne cache guère son jeu donnant à voir dans sa personne un cas de gaullo-communiste accompli.

Ce même 12 septembre, au palais de Chaillot, de Gaulle prononce un long discours en présence du gouvernement, du CNR et des grands corps de l'État.

Après avoir adressé au CNR les remerciements du gouvernement et du pays tout entier, rendu hommage à la Grande-Bretagne (qui « presque solitaire sauva l'Europe »), à l'Union soviétique (qui « brisa dans de terribles batailles l'essentiel de la force guerrière » allemande), aux États-Unis (qui « réalisent par-delà les mers les immenses entreprises qui ramènent l'Europe à la vie ») et salué les nations belge, hollandaise, norvégienne, grecque, mais aussi polonaise, tchécoslovaque et yougoslave qui « voient paraître, à leur tour, l'aube de la Libération », le chef du GPRF parle du « présent et de l'avenir » et, d'abord, du droit de la France de « faire valoir ses intérêts dans ce qui sera bientôt le règlement du conflit mondial ».

« Nous croyons, déclare de Gaulle, que décider sans la France quoi que ce soit qui concerne l'Europe serait une grave erreur ; d'abord parce que la France est intégrée à l'Europe, au point que ce qui touche une partie quelconque du vieux continent la touche elle-même d'une manière directe et réciproquement, ensuite, parce qu'elle s'honore de vouloir apporter à la solution de chacun des problèmes européens une expérience assez chèrement acquise et une confiance assez exceptionnelle de la part de beaucoup. »

Abordant enfin la situation intérieure, l'orateur annonce que, dès que la guerre voudra bien le permettre, « une Assemblée nationale sera élue au suffrage universel et que, d'ici là, le gouvernement provisoire remplira sa tâche avec le concours de l'Assemblée consultative élargie » et dont le CNR sera « tout naturellement le noyau ».

De Gaulle annonce également qu'une division FFI se forme déjà en Bretagne, qu'une autre sera formée dans la région de Paris et que d'autres pourront être constituées ailleurs.

Il déclare enfin que le gouvernement a « dès à présent, le droit de placer par réquisition ou par séquestre à la disposition directe de l'État l'activité de certains grands services publics ou de certaines entreprises en attendant que la souveraineté nationale règle la modalité des choses ».

La gauche et l'extrême-gauche ont donc lieu d'être satisfaites.

L'orateur est l'objet d'ovations retentissantes et, à écouter les vivats, il pourrait se croire reporté aux assemblées unanimes de l'Albert Hall et de Brazzaville. Mais certains signes lui font « sentir que les "politiques", qu'il fussent anciens ou nouveaux, nuançaient leur approbation[27] ».

De Gaulle ressent l'impérieux besoin de préserver sa popularité, « capital qui solderait les déboires, inévitables au milieu des ruines ». Or les nouvelles en provenance d'un grand nombre de départements y révèlent « une vaste confusion ».

C'est le moins que l'on puisse dire.

« Beaucoup d'éléments de la Résistance entendaient procéder eux-mêmes aux sanctions et à l'épuration, écrit le mémorialiste. Des groupes armés sortant des maquis, cédant à l'impulsion de faire justice, sans forme de procès, à l'encontre de leurs persécuteurs. En mains endroits la colère publique débordait en réactions brutales[28]. »

Kozyrev, le chargé d'affaires de l'ambassade soviétique, revenu le 11 d'Alger, est moins nuancé dans le rapport sur la situation française qu'il fait à l'intention de Molotov :

> La situation politique à Paris, comme dans toutes les régions libérées de France, reste assez tendue. Même si de Gaulle a réussi à former un gouvernement provisoire dit de transition et à s'entendre sur sa composition avec le CNR, cela ne signifie nullement que le pouvoir appartienne déjà au gouvernement provisoire et, par conséquent, à de Gaulle. En réalité, ce gouvernement et de Gaulle n'ont pas encore réussi à devenir les véritables maîtres de la situation dans le pays. Dans les régions libérées du pays et à Paris existe une dualité du pouvoir. Elle s'exprime particulièrement en province, où, à côté des commissaires régionaux nommés par de Gaulle, agissent des commissaires locaux issus des comités de libération. Et avec cela de fait le pouvoir appartient réellement aux organes du mouvement de la Résistance[29].

Sous-entendu bien sûr : les communistes.

On ne se trompera pas beaucoup (comme le souligne à juste titre François Lévêque), en voyant dans cette présentation des choses plus qu'un

simple constat : elle montre aussi le secret espoir des Soviétiques de voir les forces de la Résistance jouer un rôle actif dans l'exercice du pouvoir : « Moscou, précise l'historien, ne souhaitait pas réellement que s'installe en France une instabilité intérieure qui aurait gêné l'action des armées alliées. Par contre, il était évident qu'il souhaitait que le futur gouvernement de la France, dirigé par de Gaulle ou non, soit le gouvernement de la Résistance française où le parti communiste pourrait jouir d'une grande influence[30]. »

Et de rappeler l'article d'Ehrenbourg, la voix du Kremlin, publié le 10 août par le journal communiste d'Alger, *La Marseillaise*, dénonçant pêle-mêle : l'esprit pétainiste, ceux qui s'opposent au châtiment des collaborateurs, et, d'une manière générale, les milieux français d'Alger, de Londres ou de New York disposés à l'« apaisement »… Et ce commentaire de Garreau surpris par ce jugement « sévère » qui dépareillait fortement avec les habitudes de ce grand admirateur de la France : « Il convient de tenir compte de ce qu'Ehrenbourg présente fort différemment les choses au public soviétique et au public français : devant le premier, il défend la France et évite de s'appesantir sur ses faiblesses ; devant le second, il ne craint pas de dire très nettement ce qu'il pense. Il n'en reste pas moins que le ton qu'il emploie est plus rude que de coutume […]. Les vues développées dans cet article rejoignent certaines préoccupations du gouvernement des Soviets[31]. »

Pour Garreau, il est donc clair que l'heure n'est plus aux « chaleureux encouragements » mais que Staline a décidé de parler haut et net aux Français en général et à de Gaulle en particulier.

S'ajoutant, en l'espace d'une semaine, aux articles de Mikhailov dans la revue *La Flotte rouge* et à celui de Volinski dans la *Pravda*, c'est en effet un véritable tir groupé auquel se livre le Kremlin pour faire comprendre à qui de droit ce qu'il entend par « rénovation » de la politique française…

À bon entendeur salut !

De Gaulle croit préférable d'entreprendre aussitôt un tour de France des « points les plus sensibles ». Sa tournée va être émaillée d'incidents et il va même être l'objet d'une tentative d'enlèvement de la part d'un commando communiste pour qui, à l'instar de beaucoup d'autres comme Pierre Fougeyrollas, alors responsable communiste : « 1) La social-démocratie est liquidée. 2) De Gaulle c'est Kerenski. » Et pour qui il y a, « à partir du Limousin, et probablement dans d'autres régions, à Toulouse, à Clermont-Ferrand, dans la Provence ou la région de Marseille, les forces suffisantes

pour faire une marche sur Paris et remplacer le gouvernement bourgeois de Gaulle-Kerenski par le gouvernement bolchevique de Lénine-Thorez[32] ».

À son retour à Paris, le tir de barrage en provenance de Moscou continue.

Le 15 septembre, la revue *Guerre et Classe ouvrière* publie un article de B. Stein, ancien ambassadeur d'Union soviétique à Rome, analysant les fautes qui ont permis à l'Allemagne de déclencher une Seconde Guerre mondiale.

> À l'issue de la Première Guerre, l'Allemagne n'a pas été poursuivie et battue sur son territoire.
>
> La machine industrielle allemande demeurée intacte a servi de base économique à la préparation d'une nouvelle agression.
>
> À l'époque de l'armistice, les vainqueurs ne se préoccupaient pas seulement du sort de l'Allemagne mais aussi du problème de l'intervention alliée contre l'URSS et les projets d'intervention prévoyaient l'utilisation de l'Allemagne.
>
> Les désaccords entre la France et l'Angleterre ont eu notamment pour conséquence que le traité de Versailles n'a diminué que de façon insignifiante le territoire du Reich et a laissé subsister l'hégémonie du plus agressif des États allemands : la Prusse.
>
> Le problème des réparations a été mal réglé car l'industrie est demeurée intacte.
>
> Le désarmement de l'Allemagne a été effectué (mais) les mesures prises pour le châtiment des responsables de la guerre et des criminels de guerre n'ont pas été exécutées.

En dressant ce catalogue des fautes passées, Moscou indique bien sûr clairement sa position sur ce que doit être l'Allemagne de demain : une sorte de colonie taillable et corvéable à merci par ses vainqueurs. Mais ce qui est non moins important, c'est que Staline interdit aussi que l'on puisse voir dans l'humiliation du traité de Versailles une explication du phénomène hitlérien.

Commentant ce texte, et notamment le passage selon lequel le traité de Versailles n'avait diminué le territoire du Reich que d'une manière insignifiante, Garreau écrira d'ailleurs le 19 septembre que « cette critique paraît bien confirmer la volonté si souvent et de plus en plus clairement exprimée par la presse soviétique d'imposer à l'Allemagne un véritable démembrement territorial qui la mettra définitivement hors d'état de constituer une menace sérieuse pour ses voisins ».

Rendant compte également de la reprise par la presse soviétique d'un discours où de Gaulle évoque la vieille citadelle lorraine et la capitale alsacienne appelant de nouveau « à la libération toutes les autres cités mosellanes et rhénanes encore soumises au joug prussien », Trêves, Worms,

Mayence, Coblence et Aix-la-Chapelle, Garreau conclut : « Il est hors de doute que le gouvernement des Soviets est en principe acquis à toute solution qui, sur des bases historiques, géographiques, ethniques, ou de sécurité européenne aura pour effet de diminuer le territoire et le potentiel d'agression de l'Allemagne. »

Mais le Kremlin ne s'intéresse pas seulement au sort de l'Allemagne.

Analysant un article de Volinski sur la situation française publié dans *Guerre et Classe ouvrière*, Garreau indique que les sujets traités dans cette revue sont de plus en plus en liaison étroite avec les préoccupations immédiates de la politique étrangère de l'URSS. L'apparition d'une étude sur le problème politique français prouvant la très grande importance que les milieux dirigeants attachent actuellement à cette question et confirmant les indications que l'on pouvait déduire de l'exceptionnelle proportion de textes sur la France que comportait le dernier numéro de *Bolchevik*.

Volinski, vieux bolchevik, chef de rubrique à la *Pravda*, est attaché à la France par un amour profond mais inquiet, précise Garreau. Il a une mission de Cassandre. Son culte de la France se double d'un sentiment aigu du danger que constituent à ses yeux les forces françaises de réaction. L'opinion de Volinski sur la place de la France est qu'elle est une grande puissance, l'un des facteurs de la politique européenne et mondiale, mais le peuple français doit exécuter lui-même une triple tâche pour occuper cette place : participer à la guerre, liquider le vichysme, instaurer une démocratie véritable.

En ce qui concerne le remaniement du gouvernement provisoire, Volinski constate le mécontentement de certains partis et dépeint le nouveau cabinet comme un « compromis provisoire ». Il apprécie favorablement la distribution des portefeuilles des Affaires étrangères, de l'Agriculture et de la Production industrielle parce qu'attribués à des représentants de la résistance populaire.

Tout le développement sur l'épuration est une critique extrêmement poussée des forces de réaction, des partisans du « pouvoir fort » qui s'opposent à la liquidation totale des collaborateurs. Volinski ne les définit pas explicitement, mais souligne sans équivoque l'intérêt de classe qui les guide.

Habituellement, la dénonciation des « obstacles qui se dressent sur la route du peuple français » s'accompagne d'une péroraison optimiste du genre « ils seront inévitablement balayés ». Ce qui est frappant, c'est que l'article de Volinski conclut au contraire sur une note d'inquiétude. Après avoir rappelé que la République de 1848 a abouti aux massacres de Cavaignac, le 4 septembre à la dictature d'une assemblée réactionnaire et le Front populaire au régime Daladier, le journaliste soviétique indique certes l'immense espoir soulevé par la Libération mais c'est pour clore sur cette interrogation implicite : « Il a été acheté trop cher pour qu'il soit permis de le mettre en péril. » Ce serait une conclusion parfaitement erronée d'en déduire que l'auteur et les milieux dont il reflète l'opinion ont cessé d'espérer en une victoire du peuple français, qu'ils considèrent comme inséparable du relèvement de la France. La sollicitude inquiète de Volinski révèle au contraire tout le prix que l'on continue à attacher ici à ce relèvement. Il n'en reste pas moins que c'est une mise en garde.

Ne pas ralentir l'épuration, ne pas se contenter d'une participation limitée des communistes au gouvernement. Rien de nouveau donc dans cette double mise en garde du Kremlin. Pourtant, en ce qui concerne l'épuration, les Soviétiques ont lieu d'être satisfaits, car à la justice « populaire » dont les victimes s'accumulent[33] s'ajoute l'exercice d'une justice officielle particulièrement rigoureuse.

Le 26 août, de Gaulle a en effet signé, comme nous l'avons vu, une ordonnance instituant un crime jusque-là inédit : l'indignité nationale, et une sanction nouvelle, la dégradation nationale. Cette ordonnance stipule : « Tout Français qui, même sans enfreindre une loi pénale existante, s'est rendu coupable d'une activité antinationale caractérisée, s'est déclassé ; il est un citoyen indigne dont les droits doivent être restreints dans la mesure où il a méconnu ses devoirs. » Ce texte, qui rend légitime la répression d'actes légaux au moment où ils ont été commis, permet de frapper les Français qui n'ont pas commis d'actes de trahison mais qui se sont livrés à la propagande maréchaliste ou antigaulliste, qui ont adhéré à des groupes ou partis censés être favorables à la collaboration même s'ils existaient avant-guerre, qui ont participé à des manifestations artistiques, économiques, politiques « ou autres » en faveur de la collaboration ou contre les juifs, les francs-maçons, les communistes ou prônant des doctrines fascistes.

La dégradation nationale entraîne la mort civile : le condamné est privé des droits civils et politiques, exclu des fonctions publiques ou semi-publiques ; il ne peut pas non plus être administrateur ou gérant de société ni directeur d'école, d'entreprise de radio ou de cinéma, ni journaliste professionnel ; il est également exclu des professions d'avocat, de notaire, d'avoué et généralement de tous les offices ministériels ainsi que de tous les organismes et syndicats professionnels.

Selon Robert Aron, ce sont ainsi quelque 500 000 Français qui subissent alors l'épuration, mais la plupart étant chargés de famille, ce sont au total deux à trois millions de personnes qui en sont directement ou indirectement victimes.

Il s'agit, remarque-t-il, d'une « perte de force et de substance pour un pays qui doit réparer les suites de cinq années de guerre ».

Les communistes passent à l'attaque contre de Gaulle

Le 20 septembre, Garreau remet à Dekanosov une « note verbale » du GPRF concernant la participation de la France à la commission européenne.

Le vice-commissaire accueille sa communication avec une « bienveillance marquée » et déclare que, sur la base de cette démarche officielle et précise de la France auprès des trois puissances alliées, celles-ci auraient à se consulter afin de prendre une décision commune et qu'il espère bientôt lui donner une réponse satisfaisante.

Pour Garreau la bonne volonté du Kremlin ne semble guère faire de doute.

La version soviétique de cet entretien du 20 septembre est identique à la française à cette réserve près qu'elle comporte cet avis de Garreau sur le parti démocrate-chrétien majoritaire au sein du nouveau gouvernement : « On peut dire que c'est un parti de droite pratiquant une politique de gauche. Il manœuvre habilement entre la droite et la gauche ; avant la guerre, il n'est pas entré dans la coalition du Front populaire bien qu'ayant voté pour Léon Blum. Il jouit d'une réelle influence chez les catholiques. Tout ceci convient parfaitement à de Gaulle[34]. »

En France, brusquement, les communistes choisissent de durcir le ton à l'égard du gouvernement.

L'Humanité du 17 septembre titre : « La milice patriotique, organisme de défense de l'ordre public. » Et celle du 22 comporte un article intitulé « Les droits du CNR », dans lequel Marcel Cachin adresse cet avertissement : « Le gouvernement doit être convaincu que s'il ne représentait pas la majorité de l'opinion française, il s'affaiblirait lui-même. Il perdrait le meilleur de son prestige et de sa force. »

Cette double défense des milices patriotiques et du CNR se double d'une offensive contre le… bloc occidental.

Une manière pour les dirigeants du PCF d'indiquer à de Gaulle qu'ils sont prêts à généraliser le conflit avec lui, s'il maintient son ostracisme à l'égard des organisations sur lesquelles ils ont la haute main et qui ont d'abord pour but de mener à bien l'épuration…

Coïncidence ?

Le 23 septembre, Garreau fait savoir que depuis le début du mois, la dénonciation par la presse soviétique des « indulgents » en matière de crimes de guerre a pris l'ampleur d'une campagne. La presse s'en prend même à Pie XII qui a conseillé aux Londoniens de pardonner (*Izvestia* du 7 septembre), et à la commission de Londres pour la poursuite de crimes de

guerre pour sa lenteur et son indulgence que paraissent révéler ses décisions. L'attitude de l'armée américaine en Allemagne jugée trop amicale est, elle aussi, discrètement réprouvée.

S'inscrivant implicitement en faux contre les informations américaines décrivant l'accueil chaleureux réservé aux Alliés par la population allemande, le correspondant de l'agence *Tass* à Aix-la-Chapelle dépeint (le 19) la « haine impuissante des populations occupées ». Décrivant les soldats de la Wehrmacht se drapant de blanc à l'arrivée des Américains, Ehrenbourg écrit dans *L'Étoile rouge* du 17 : « Nous, nous n'oublions pas. » Et la presse du 20 assure la plus large place aux protestations des lecteurs du *Sunday Express* à propos de la publication par cet organe des photos représentant des scènes de fraternisation entre Allemands et Américains.

Comme pour donner à ces attaques une contrepartie positive pendant la même période, la presse soviétique multiplie les exemples soulignant l'attitude inverse de l'URSS.

Dans le domaine des faits, ce sont, dans les journaux des 16 et 19, les actes d'accusation en forme contre les coupables nommément désignés des atrocités de Maidchouk et de Minsk. C'est également le 19, la nouvelle de l'arrestation d'Antonesco, de ses partisans et de l'état-major civil et militaire de Bucarest.

Dans le domaine de la jurisprudence, c'est la publication du Pr Trainin sur les crimes de guerre que commente largement *Guerre et Classe ouvrière* du 1er septembre, relevant notamment que la doctrine soviétique inclut l'agression dans les crimes de guerre, reconnaît la responsabilité non seulement du gouvernement mais du peuple allemand et exige la définition nominale des groupements et des personnes individuellement punissables du fait de cette responsabilité.

« L'intransigeance soviétique en matière de châtiment de crimes de guerre ne s'exprime pas moins nettement à l'égard des influences apaisantes qui chercheraient à s'exercer sur le plan de l'épuration en France », souligne Garreau, qui fait savoir quelques jours plus tard que la *Pravda* publie un télégramme de *Tass* intitulé l'*Observer* à propos du mécontentement des FFI :

> Le correspondant de l'*Observer*, Brown, écrit que les FFI ne sont aucunement satisfaits de l'attitude à leur égard du gouvernement du général de Gaulle ainsi que des chefs américains ; bien que le général de Gaulle ait promis que les FFI deviendraient le nouveau noyau de la nouvelle armée française, deux bataillons seulement ont été formés et c'est individuellement que les hommes ont été

incorporés. La vérité est que, ou bien les FFI deviendront dès aujourd'hui le noyau d'une nouvelle armée française dans une France nouvelle ou bien il n'y aura ni nouvelle armée ni France nouvelle. Les sympathies pour l'URSS sont très répandues dans les FFI […]. Cela ne signifie pas du tout que les FFI sont communistes, mais on peut affirmer que leur tendance est d'extrême-gauche.

Commentaire de Garreau : « C'est un procédé classique ici que de faire jouer à des extraits de la presse étrangère le rôle de commentaire autorisé, surtout lorsqu'il s'agit de sujet particulièrement délicat. Je suis pourtant surpris que même en s'abritant derrière l'*Observer*, et fût-ce la *Pravda*, les milieux responsables aient laissé publier des appréciations aussi osées. Certes, ce n'est pas un fait nouveau que *Tass* souligne l'existence de friction entre le nouveau cabinet et le peuple français, mais… »

Le 28 septembre, *Guerre et Classe ouvrière* publie dans son numéro 18 un nouvel article sur la nécessité du démembrement de la Prusse. L'auteur est l'historien et académicien Tarle dont les idées directrices sont la réduction territoriale aussi importante que possible et le morcellement en plusieurs États restaurés sur leurs fonds historiques, leurs traditions vivaces et leurs caractères particuliers, ethniques, géographiques, sociaux et religieux.

L'article de Tarle, précise Garreau, est une nouvelle affirmation de la volonté bien arrêtée du gouvernement soviétique de porter à la ligne de l'Oder les frontières occidentales de la Pologne, c'est-à-dire du monde slave. La véhémence des dénonciations portées contre tous ceux qui s'emploient à sauver l'intégrité territoriale et le potentiel de l'Allemagne en préconisant la rééducation politique du peuple allemand comme seul moyen raisonnable et juste d'amener celle-ci à renoncer à ses rêves de conquête et de domination du monde montre par cette initiative qu'elle ne se laissera impressionner par aucune manœuvre d'apaisement ni fléchir par la modération des Alliés et qu'elle est résolue à imposer, au moins en ce qui concerne les frontières orientales du Reich, l'accord radical dont elle souhaite que nous sachions nous inspirer de notre côté.

Le 29 septembre, l'agence *Tass* annonce que la commission consultative de Londres a terminé ses travaux quant à l'établissement du « document de base » : la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne.

Tass souligne :

– Que le commandement et le gouvernement allemand doivent reconnaître explicitement la défaite totale de leurs armées de terre, de l'air et de mer en vue d'éviter une renaissance de la « légende du coup de poignard dans le dos » de 1918.

– Qu'outre les « conditions techniques de cessation des hostilités » de désarmement et de cession de matériel de guerre, le document prévoit le

démantèlement de l'Allemagne.

– Qu'un article prévoit la faculté pour les Alliés de présenter à l'Allemagne telles nouvelles exigences politiques, militaires ou économiques qu'il leur plaira, le document une fois signé par le vaincu.

La commission a également approuvé une convention d'occupation.

Ce même 29 septembre, Bogomolov, arrivé la veille d'Alger, rencontre Georges Bidault à la demande de celui-ci.

Le ministre des Affaires étrangères du GPRF évoque d'emblée les perspectives des relations franco-soviétiques.

« Je considère, dit-il, qu'il est indispensable pour la France d'aller vers un rapprochement étroit avec l'URSS et d'établir une ligne politique commune sur les questions européennes et en particulier sur la question de l'Allemagne qui est notre voisine commune. »

Passant d'un sujet à l'autre, Bidault constate que les grandes puissances n'ont pas, jusqu'à maintenant, reconnu le gouvernement provisoire français et que l'URSS, comme les autres, continue d'utiliser le terme CFLN…

Bogomolov souligne à ce propos qu'il ne faut pas oublier que dans la période où la Résistance française existait seulement sous la forme d'une organisation française à l'étranger, elle a bénéficié de la sympathie et de l'appui de l'URSS.

« Maintenant que cette période d'activité à l'étranger est terminée, maintenant que la libération de Paris marque une nouvelle période dans l'histoire de la France durant cette guerre, maintenant, insiste-t-il, je voudrais avant tout connaître la nouvelle situation et c'est pourquoi je serai heureux de vous entendre sur la question du programme de politique extérieure du gouvernement provisoire. »

Devant la netteté d'une telle position, Bidault, sans instruction particulière de De Gaulle, seul maître de la politique extérieure, se prend à déclarer son admiration pour les victoires de l'Armée rouge.

« S'il n'y avait pas eu ces victoires, nous ne serions pas ici, à Paris, en train de discuter vous et moi, et le destin de la France serait pitoyable, le reprend avec impatience Bogomolov. »

Bidault en convient immédiatement et fait savoir que, d'ailleurs, le GPRF a décidé de faire transférer aux Soviétiques les maisons des missions des pays baltes[35].

La politique des gages gaulliste passe donc maintenant dans sa phase concrète.

Bogomolov l’en remercie.

Après cette entrevue, l’ambassadeur soviétique reçoit sept membres du Comité parisien de la Libération. Tous formulent la demande que l’URSS reconnaisse le GPRF et soutienne la France dans son désir d’être de nouveau au rang des grandes puissances. La délégation demande également au Soviet de Moscou d’envoyer à Paris un groupe de membres du Soviet et, qu’en échange, Moscou accueille une délégation des autorités parisiennes.

Bogomolov promet d’en informer Moscou.

Churchill joue son va-tout

Avant Téhéran, selon lord Moran, son médecin personnel qui le suit partout, Churchill ne parvenait pas à croire que, face à Staline, les démocraties pourraient prendre des cours différents. Depuis, il s’est aperçu qu’il ne pouvait pas compter sur le soutien de Roosevelt. « Ce qu’il y a de pis, précise lord Moran, c’est qu’il constate que les Russes s’en sont également aperçus. Il serait inutile d’essayer une politique de fermeté avec Staline. De toute façon, il agira à sa guise. Deviendra-t-il une menace pour le monde libre, un autre Hitler ? Le PM est horrifié par sa propre impuissance[36]. »

L’avance de l’Armée rouge à travers l’Europe centrale le rend, au propre comme au figuré, malade. Il est vrai qu’il y a de quoi : le président n’aurait aucun souci au monde selon Hopkins ! Questionnant ce dernier : « Dites-moi Harry, le président est-il tout à fait sûr de Moscou ? », l’autre lui a répondu : « Absolument sûr. Le président sait maintenant que Staline est “possédable”, et que nous nous entendrons à merveille dans l’avenir. »

Et Hopkins a répété le mot « possédable ».

Lord Moran raconte :

> Lorsque les autres furent partis, je pris le pouls du PM. Il était à 100. Je l’avertis qu’il avait beaucoup trop bu, et qu’il devait s’abstenir de boire à ce rythme.
>
> « Cela baissera bientôt, répliqua-t-il allègrement. »
>
> Mais à peine étions-nous entrés dans sa chambre à coucher, que son humeur changea. Il n’arrivait pas à se débarrasser d’un sentiment de catastrophe imminente. Si vague qu’en fût l’impression, elle restait fixée dans son esprit ; il essaya en vain de se secouer, et planté devant moi, les yeux exorbités :
>
> « Je crois l’homme capable de détruire l’humanité et d’effacer toute trace de civilisation. Il ne restera plus rien de l’Europe, et j’en serai tenu pour responsable […]. Des effets monstrueux se développent sous nos yeux… Pensez-vous que mes forces dureront jusqu’à la fin de la guerre ? Il me vient parfois à l’idée que j’ai presque tout épuisé. »

Mais, toujours au dire de son médecin, le vieux lion accueille les coups du sort avec une telle surabondance d'énergie qu'il refuse très vite de s'avouer vaincu et son esprit ingénieux se déploie alors dans tous les sens pour trouver une solution. Coûte que coûte. « Aucune idée lui paraissait trop improbable ou trop absurde pour qu'un essai lui fût refusé », souligne lord Moran.

Après avoir tenté en vain de faire entrer la Turquie dans la guerre, seule solution pour empêcher le débarquement en Provence qu'il traite de « pure folie » géostratégique et qu'il n'a cessé de vouloir empêcher (« Si seulement ces dix divisions avaient débarqué dans les Balkans… »), il doit cependant constater qu'Alexander privé de ses meilleures troupes peut difficilement poursuivre l'offensive danubienne : « Staline, confie-t-il avec amertume, obtiendra ce qu'il veut. Les Américains s'en occupent ; ils n'ont pas laissé la moindre chance à Alex ; il fera de son mieux mais la fleur de son armée lui a été enlevée. »

Lord Moran note dans son journal à la date du 21 août 1944 : « Depuis quelques jours, Winston ne parle plus d'Hitler, il ne cesse de spéculer sur les dangers du communisme ; il voit déjà l'Armée rouge se répandant sur un pays après l'autre à la façon d'un cancer. C'est devenu chez lui une obsession, il ne pense qu'à cela[37]. »

Ayant épuisé les solutions guerrières, Churchill se rabat sur la diplomatie et écrit le 29 septembre à Roosevelt pour l'inviter – en dosant ses arguments – à organiser une réunion avec Staline avec pour objectifs d'obtenir le concours militaire de l'URSS contre le Japon et de parvenir à un règlement amical entre le Kremlin et le gouvernement polonais de Londres. « Nous aimerions, précise-t-il encore, discuter aussi de certaines autres questions concernant la Yougoslavie et la Grèce. »

Roosevelt lui ayant répondu ne rien pouvoir faire avant les élections présidentielles en novembre, le Britannique explose devant son entourage :

« L'Armée rouge ne restera pas au garde-à-vous en attendant le résultat des élections. Grand dieu ! Vous ne voyez donc pas que les Russes déferlent sur toute l'Europe ? Ils ont envahi la Pologne, et rien ne les empêche désormais d'envahir la Turquie et la Grèce ! Je vais à Moscou ! »

Mais, seul, lâché par les États-Unis, que peut-il espérer pouvoir faire concrètement pour endiguer la marée soviétique ?

« Comment comptez-vous vous y prendre avec l'Oncle Joe ? lui demande Eden.

— Je lui dirai que le président et moi-même nous sommes comme des frères, mais que je ne voudrais pas que l'URSS ait l'impression qu'il s'agit uniquement d'une affaire anglo-saxonne. Je veux qu'il sache qu'il s'agit bien d'une amitié entre nous trois. Et c'est pourquoi je suis venu. Si nous sommes tous les trois unis, nous pouvons tout régler. Sinon, nous serons pendant des années en butte aux disputes diplomatiques et à la méfiance. Je lui dirai ensuite qu'il y a quelques petites questions à régler, mais que si nous travaillons d'un commun accord, elles seront réglées facilement[38].

En somme : faire « ami-ami » avec Staline… »

Churchill a même en tête un scénario.

Le 9 octobre, accompagné d'Eden, il arrive dans la capitale soviétique et le soir même, les deux hommes sont reçus au Kremlin. Et là, d'entrée de jeu, affectant de jouer cartes sur table, Churchill déclare d'un ton presque badin :

« Réglons nos affaires des Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des missions, des agents dans ces pays. Évitons de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie que diriez-vous d'une prédominance de 90 % en Grèce pour nous et de l'égalité 50-50 en Yougoslavie ? »

Tout en parlant, devant les Soviétiques silencieux, Churchill écrit sur une feuille de papier :

Roumanie : Russie 90 %, les autres 10 %.
Grèce : Grande-Bretagne : 90 %, Russie : 10 %.
Yougoslavie : 50/50.
Hongrie : 50/50.
Bulgarie : Russie 75 %, Grande-Bretagne et États-Unis : 25 %.

Churchill tend ensuite la feuille de papier à Staline qui la contemple un moment sans mot dire.

« Puis, raconte Churchill dans ses Mémoires, il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en manière d'approbation et nous le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire. »

Le papier rayé de bleu demeure sur la table sans que personne n'ose y toucher. Churchill finit par rompre le silence :

« Ne trouvera-t-on pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé ces problèmes, dont dépend le sort de millions d'hommes, d'une façon

cavalière ? Brûlons ce papier.

— Non, gardez-le », dit Staline, bonhomme.

Et sachant bien que rien, pas plus un chiffon de papier qu'un traité en bonne et due forme, ne sera en mesure de prévaloir contre sa volonté d'intervenir où et quand il en décidera, le maître du Kremlin plisse des yeux et sourit dans sa moustache.

Notes

1
L’union sacrée

1. P. Carell, *Opération Barbarossa*, t. I, Robert Laffont, 1964 et collection « J’ai lu », 1970.

2. J. Elleinstein, *Staline*, Fayard, 1984, p. 268.

3. E. d’Astier de La Vigerie, *Sur Staline*, Clairefontaine, 1967, p. 144.

4. RGASPI, f. 495, inv. 18, d. 1 335.

5. A. Eden, *Mémoires – L’épreuve de force*, Plon, 1965, p. 270.

6. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

7. MAE, CNF, Londres, vol. 220. Émission radiophonique du 22 juin 1941, diffusée le 23 juin 1941.

8. Cet appel de Dejean à l’Amérique est alors chose courante de la part de De Gaulle qui, le 18 juin 1941, dans un discours prononcé au Comité national français d’Égypte, a déclaré : « Jusqu’à la mort ou jusqu’à la victoire, nous resterons liés dans cette guerre de libération à l’admirable Empire britannique dont Winston Churchill incarne magnifiquement la puissance et la résolution […]. Nous resterons en communion avec la juste Amérique qui, sous la direction de son grand président Roosevelt, a décidé de faire en sorte que le bien triomphe du mal », *Discours et messages*, Plon.

9. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

10. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

11. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 99.

12. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. I, Plon, 1951, p. 193.

13. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Annexes, t. I, Plon, 1951, p. 541.

14. R. Cassin, *Les Hommes partis de rien*, Plon, 1975, p. 293.

15. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1905-1941*, Robert Laffont, Bouquins, 2010, p. 828.

16. A. Brissaud, *Staline*, Jean-Claude Lattès, 1974, p. 237.

17. Signé en mars 1921, le traité de Riga mit fin à la guerre russo-polonaise et donna à la Pologne les frontières qui seront les siennes jusqu'en 1939.

18. Premier ministre du gouvernement polonais en exil à Londres. Lorsqu'ils ont envahi et occupé la Pologne orientale, les Soviétiques ont déporté un grand nombre de Polonais civils et militaires. Sikorski demande leur libération. Le 4 juillet, Maïski annoncera à Eden la création prochaine en URSS de comités nationaux de Polonais, de Tchèques et de Yougoslaves chargés de procéder à la constitution de contingents militaires nationaux. Il s'ensuit, explique alors Maïski, que les prisonniers polonais de Russie seront libérés. « Le reste, note Eden, était plus vague : les Soviétiques parlaient d'un État polonais indépendant et d'un éventuel traité permettant la création d'un front commun contre l'Allemagne. Le même jour, Sikorski vint me voir : l'évolution de la politique soviétique lui paraissait notable, mais la constitution d'un comité national polonais lui paraissait inutile. Il proposait à Moscou l'envoi d'un représentant de son gouvernement. Il estimait également sans objet l'étude immédiate des frontières polonaises ; la Pologne demandait simplement à l'URSS d'annuler ses traités de 1939 avec l'Allemagne. Ces commentaires étaient raisonnables et je les communiquai à Maïski. »

19. Ambassadeur de Grande-Bretagne en URSS.

20. R. Cassin, *Les Hommes partis de rien*, Plon, 1975, p. 294.

21. MAE, CNF, Londres, vol. 220. « Sans échanger de visites moralement impossibles », dit Cassin. Il ignore donc les contacts de Gaulle-Maïski *via* Palewski à partir de décembre 1940. Voir *Espoir*, n^{o} 8, 1974, p. 36-37.

22. R. Cassin, *Les Hommes partis de rien*, Plon, 1975, p. 384.

23. A. Eden, *Mémoires – L'épreuve de force*, Plon, 1965, p. 271.

24. Au moment de quitter Vichy, Bogomolov viendra demander à son homologue américain, l'amiral Leahy, si l'ambassade des États-Unis pouvait prendre soin des intérêts soviétiques en France. Le département d'État répondra par la négative.

25. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

26. V. Beriejkov, *J'étais l'interprète de Staline*, Sorbier, 1985, p. 104.

27. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

28. RGASPI, f. 495, inv. 73, d. 112. Cité par Marina Arzakanian, « De Gaulle et le gaullisme vus par le Komintern » *in* Georges-Henri Soutou et Émilia Robin Hivert (dir.), *L'URSS et l'Europe de 1941 à 1957*, PUPS, 2008, p. 121.

29. *Le Komintern et la Seconde Guerre mondiale*, vol. 2, Moscou, 1998, p. 109.

30. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

31. Citations recueillies dans le troisième tome des *Mémoires* du colonel Passy, *Missions secrètes en France (novembre 1942-juin 1943)*, Plon, 1953.

32. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 84.

33. *Ibid.*, p. 87.

34. *Ibid.*, p. 128.

35. Conseil national de la Résistance.

36. Front national.

37. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 210.

38. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 101.

39. Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1969, p. 59.

40. L'expression est d'Henri Noguères, p. 50.

41. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1969, p. 50.

42. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 114.

2
L'alliance secrète

1. E. d'Astier de La Vigerie, *Sur Staline*, Clairefontaine, 1967, p. 150.

2. *Ibid.*

3. Le président américain Thomas Woodrow Wilson décida de la participation des États-Unis à la Première Guerre mondiale. Idéaliste forcené, il s'efforça de fonder le traité de paix sur les quatorze points qu'il avait proclamés.

4. Entretien avec Géraud Jouve.

5. G. Girard de Charbonnières, *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Plon, 1984, p. 57-58.

6. À ses camarades venus l'attendre à Ankara et qui se précipiteront sur lui pour savoir comment s'est déroulée cette rencontre et si de Gaulle correspond bien à la figure de proue qu'ils ont imaginée, Jouve répondra : « C'est un grand bonhomme, il a le sens des proportions… »

7. *Les Années 40*, n° 35, Taillandier/Hachette, mai 1979.

8. *Ibid.*

9. Deux mois plus tard, le 21 octobre 1941, évoquant la mécanisation des activités humaines qui résultera de la mécanisation de la guerre, de Gaulle affirmera l'inéluctabilité d'« un changement très profond – tranchons le mot : une révolution – dans la structure des nations comme dans leurs rapports réciproques ».

10. *Espoir*, n° 8, décembre 1974.

11. R. Cassin, *Les Hommes partis de rien*, Plon, 1975, p. 132.

12. C. de Gaulle, *Discours et messages*, Plon, 1970, p. 97-103.

13. *Ibid.*

14. Entretien avec Géraud Jouve.

15. Raymond Aron dans *L'Express* du 15 avril 1983. Raymond Aron note également : « Le Général ne comprit jamais la vision du monde et les ambitions des hôtes du Kremlin. Il parlait plus volontiers de la Russie que de l'URSS. Il en était à la bonne vieille alliance. »

16. A. Kriegel, *Le Système communiste mondial*, PUF, 1984, p. 14.

17. A. Fabre-Luce, *L'Histoire démaquillée*, Robert Laffont, 1967, p. 177.

18. A. Kriegel, *Le Système communiste mondial*, PUF, 1984, p. 7-8.

19. M. Mourin, *Les Relations franco-soviétiques, 1917-1967*, Payot, 1967. Dans son livre *L'Histoire démaquillée*, Fabre-Luce montre que Staline n'a pas attendu les accords de Munich du 30 septembre 1938 pour décider de s'allier avec Hitler. Un télégramme du ministre tchécoslovaque Fierlinger en date du 25 mai 1938 mentionne une allusion de Litvinov sur la possibilité d'un accord soviéto-nazi, dont le Géorgien Kandelaki, directeur des services commerciaux de l'ambassade soviétique à Berlin, se fait l'avocat depuis 1935.

20. Sur un plan plus général, les observateurs s'accordent alors à penser que le pacte germano-soviétique marque la naissance d'un impérialisme soviétique qui a la particularité d'assimiler l'expansion impérialiste opérée par la force, à l'expansion du mouvement révolutionnaire mondial et qu'il a donné le jour à une nouvelle conception du socialisme et du « passage au socialisme » grâce à la puissance de l'Armée rouge. (Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*.)

21. À Churchill qui le presse le 12 juin 1940, par l'intermédiaire de Stafford Cripps, de « discuter de tout problème découlant de la présente tentative de l'Allemagne de conquérir et d'absorber par étapes les États européens », Staline répond par cette fin de non-recevoir : « Le soi-disant équilibre des forces européennes a jusqu'ici opprimé non seulement l'Allemagne mais aussi l'URSS et, en conséquence, l'URSS prendra toute mesure pour empêcher le rétablissement de l'ancien équilibre européen. »

22. « Les relations franco-soviétiques pendant la Grande Guerre patriotique, 1941-1943 », t. I, doc. 7, p. 48. Tel. du 10 août 1941. (Ci-après : SFO.) Sergueï Alexandrovitch

Vinogradov a alors trente-quatre ans. Pur produit de l'Université du communisme à Leningrad, membre du KGB, il a été directeur des services Ouest du commissariat au peuple chargés des Relations extérieures ; après avoir suivi de 1936 à 1938 les cours de l'Institut des professeurs rouges, il a été conseiller de l'ambassade de Turquie de 1938 à 1940. Il y est ambassadeur en titre depuis le début de 1941 et y restera jusqu'en 1948, date à laquelle il prendra la direction du service ONU au commissariat aux Affaires étrangères avant de devenir chef du service Europe, puis président du Comité d'État pour la radiodiffusion. En 1953, il sera nommé ambassadeur en France. Dès son arrivée, il rendra visite au général de Gaulle qui se tenait alors à l'écart de la vie publique. Vinogradov restera en France jusqu'en 1965. Ce long séjour de douze ans sera marqué par un incident : l'URSS reconnaîtra en effet le gouvernement provisoire algérien avant même les résultats de la conférence d'Évian et le référendum sur l'indépendance. Avant son départ pour Le Caire, M. Couve de Murville lui remettra la grand-croix de la Légion d'honneur. Décoré de l'ordre du Drapeau rouge, en 1957, il décédera en 1970.

23. J. Monnerot, *Sociologie de la révolution*, Fayard, 1969, p. 7.

24. J. Pierre-Bloch, *De Gaulle ou le temps des méprises*, La Table ronde, 1969, p. 196.

25. J. Elleinstein, *Staline*, Fayard, 1984, p. 286.

26. Cité *in* Emmanuel d'Astier de La Vigerie, *Sur Staline*, Clairefontaine.

27. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Annexes, Plon, 1951, p. 543.

28. Vinogradov n'a pas encore envoyé à Molotov le compte rendu de son entretien avec Jouve. À en croire les Archives soviétiques, il ne le fera partir en effet que le 10 août. Ce délai ne laisse pas d'être troublant car les diplomates soviétiques ont pour habitude de rendre compte à leurs supérieurs le jour même. Pourquoi cette exception ?

29. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981.

30. R. Cassin, *Les Hommes partis de rien*, Plon, 1975, p. 295.

31. MAE, CNF, Londres, vol. 221.

32. SFO, t. I, doc. 8, p. 49.

33. MAE, CNF, Londres, vol. 221. Évoquant les « instructions » du Kremlin, Gaston Palewski écrit dans ses *Mémoires d'action* (Plon), qu'elles étaient alors « sans nuances » : « Il s'agissait de faire tuer le plus d'Allemands possible. Le parti communiste français avait cette mission. Nous devions, quant à nous [les gaullistes], assumer cette tâche d'excitateurs vis-à-vis du pays tout entier. »

34. P. Billotte, *Le Temps des armes*, Plon, 1967, p. 157.

35. Entretien Billotte-de Gaulle du 10 septembre 1941, p. 177.

36. Le mot d'ordre provoque d'ailleurs de vives controverses dans les rangs du parti communiste en raison de la tradition pacifiste du syndicalisme ouvrier français.

37. De Gaulle se tient informé de ce qui se passe sur le front de l'Est. Le 25 juillet, il a télégraphié au général Petit, son directeur de cabinet militaire : « Je vous prie de vous faire communiquer régulièrement par le *War Office*, l'*Air Ministery* et l'Amirauté les renseignements que ces départements reçoivent de Moscou au sujet des opérations allemandes en Russie. »

38. MAE, CNF, Londres, vol. 221.

39. Selon les Archives soviétiques, au cours de cet entretien, Jouve insiste sur un point de dissension entre de Gaulle et les Anglais : « Les Anglais, dit Jouve, conservent encore l'espoir de se mettre d'accord avec le gouvernement de Vichy. De Gaulle est convaincu de ce que le gouvernement de Vichy est sur le point de conclure un accord avec l'Allemagne et il considère comme erroné l'espoir des Anglais de croire qu'ils pourront arracher Vichy à l'Allemagne. »

40. MAE, CNF, Londres, vol. 221. Entretien Dejean-Maïski du 20 août 1941.

41. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 224.

42. Cité par Stéphane Courtois, *op. cit.*, p. 216.

43. Cette fois, l'« intégrité » n'a pas été oubliée, même si elle n'est pas exactement mentionnée comme de Gaulle l'avait demandé.

44. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1969, p. 128.

45. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 124.

46. MAE, CNF, Londres, vol. 221.

3
Les projets de Staline

1. SFO, t. I, doc. 12, p. 51. Pour expliquer la « générosité » et la « compréhension » des dirigeants du Kremlin à l'égard de la France libre, l'historien communiste Alain Guérin écrit : « À la vérité, les Soviétiques avaient immédiatement su gré à Charles de Gaulle de n'avoir ni tergiversé ni ergoté comme tant d'autres lorsque Hitler avait déclenché son opération *Barbarossa*. » Nous avons vu, au contraire de ce qu'affirme Guérin, la précipitation dont les Alliés ont fait preuve dès le 22 juin envers Staline. Ils n'ont ni tergiversé ni ergoté… L'explication de Guérin ne vise-t-elle pas, en réalité, à brouiller les véritables raisons de la « générosité » soviétique à l'égard de De Gaulle ? Pour appuyer sa thèse, l'historien communiste oublie une partie du texte du télégramme du 24 juin qui devient : « En ce qui concerne le conflit Allemagne-Russie, nous devons proclamer comme M. Winston Churchill que nous sommes très franchement avec les Russes puisqu'ils combattent les Allemands », au lieu de : « En ce qui concerne le conflit Allemagne-Russie, nous devons prendre une attitude déterminée. Sans accepter de discuter actuellement les vices et les crimes du régime soviétique, nous devons proclamer comme Monsieur Churchill que nous sommes très franchement avec les Russes puisqu'ils combattent les Allemands. »

2. SFO, t. I, doc. 14, p. 53.

3. MAE, CNF, Londres, vol. 221. Déclaration de Dejean radiodiffusée le 27 septembre 1941.

4. J. Cathala, *Sans fleur ni fusil*, Albin Michel, 1981, p. 384.

5. *Ibid.*

6. P. Billotte, *Le Temps des armes*, Plon, 1967, p. 185.

7. MAE, CNF, Londres, vol. 221. Tel de De Gaulle du 29 septembre 1941.

8. *Le Crapouillot*, n° 17, « Pétain-de Gaulle, le pour et le contre ». Selon toute vraisemblance, le discours auquel Duchesne se réfère est celui du 18 septembre 1941.

9. Il faut souligner l'exploit de Duchesne. À en croire Pierre Billotte, en effet, « parmi les choses dont de Gaulle a le plus horreur, c'est de confier à quiconque le soin de placer une simple virgule dans un discours qu'il doit prononcer et dont il ne confiera jamais la rédaction à personne. Il s'agira toujours pour lui d'une œuvre strictement personnelle à la fois politique et littéraire ».

10. A. Eden, *Mémoires*, Plon, 1965, p. 278.

11. J. Elleinstein, *Staline*, Fayard, 1984, p. 314.

12. Cette expression : « assume seule » ne manque pas de sel ! L'Angleterre, que l'on sache, n'est pas sortie du jeu. Elle y était même longtemps avant l'Union soviétique, quand celle-ci était encore l'alliée du Reich. Pour les communistes français, à en juger par ce qu'écrit Jean-Richard Bloch, la guerre n'a donc véritablement commencé que le 22 juin 1941. Et il s'agit de dire et de répéter que l'URSS est « seule » à se battre…

13. De Gaulle répond-il à cet appel quand il proclame le 8 octobre à la radio de Londres : « Français ! Françaises ! vous avez déjà tous percé l'angoisse de l'ennemi et de ceux qui collaborent avec lui jusque dans les fusillades. Regardez bien ces Allemands et ces traîtres. Je vous réponds qu'ils sont perdus ! » Et le 13 : « Les succès militaires de l'Allemagne en Russie et le parti qu'en tire la propagande ennemie ne doivent pas tromper les Français une seule minute. »

14. C. Tillon, *On chantait rouge*, Robert Laffont, 1977, p. 344.

15. J. Elleinstein, *Staline*, Fayard, 1984, p. 307.

16. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1969, p. 156-157.

17. C. de Gaulle, *Discours et messages, 1940-1946*, Plon, 1970, p. 134-135.

18. R. Belot « La Russie dans la parole publique du général de Gaulle », *De Gaulle et la Russie* (dir. Maurice Vaïsse), Biblis, 2012, p. 115.

19. SFO, t. I, doc. 17, p. 55.

20. Diplomates soviétiques en poste à Pékin. Envoyés avec Borodine et Blücher au moment de la révolution chinoise, ils avaient pour mission de semer la parole marxiste-léniniste pour influencer les révolutionnaires chinois. Karakhan sera victime des purges de 1936-1937.

21. Comme les autres gaullistes de Londres, Garreau ignore tout des mouvements de résistance en France. Or, en novembre 1941, Frenay vient de fusionner son « Mouvement de libération nationale » avec « Liberté » de François de Menthon. Le nouveau mouvement, né de la fusion, s'appelle « Combat ». En revanche, Emmanuel d'Astier de La Vigerie a refusé la fusion. Noguères écrit : « Par la suite, de Jacques Soustelle à Henri Michel, diverses interprétations de cette attitude seront avancées ; d'Astier aurait craint de révéler à l'occasion d'une fusion le caractère artificiel – pour ne pas dire l'inexistence – de son mouvement ; mus par des préoccupations politiques, les socialistes et syndicalistes de "Libération" n'auraient pas accepté sans rechigner une fusion organique avec les éléments catholiques de "Liberté". Il est possible qu'il y ait dans l'une et l'autre de ces explications un fond de vérité sans qu'il faille nécessairement reprocher à d'Astier d'avoir inventé de faux prétextes ou de mauvaises raisons : engagé avec les socialistes et les syndicalistes dans des pourparlers qui tendent à faire de "Libération" le mouvement de résistance de la gauche non communiste, d'Astier pouvait honnêtement penser, en novembre 1941, qu'il était prématuré d'annoncer ses effectifs alors que ceux-ci, justement, allaient se trouver considérablement renforcés ; quant aux partenaires socialistes et syndicalistes de "Libération", même s'ils ne refusaient pas la cohabitation avec les démocrates chrétiens de "Liberté", ils étaient sans doute les premiers à souhaiter que le rapport des forces, en cas de fusion, fût le reflet exact de la réalité. »

22. SFO, t. I, doc 18, p. 56.

23. SFO, t. I, doc. 19, p. 57.

24. De Gaulle n'a envoyé pour l'instant en France qu'un seul missionnaire politique : Yvon Morandat, secrétaire général permanent des syndicats chrétiens de la Savoie avant la guerre. Parachuté dans la nuit du 6 au 7 novembre près de Toulouse, Morandat a pour mission de prendre contact avec des responsables de la gauche tant syndicaliste (CGT, CFTC) que politique. Fin 1941, il rencontrera ainsi le comité directeur clandestin du parti socialiste pour la zone sud. « Il semble qu'il y ait eu là, écrit Noguères, autour de Daniel Mayer et de Suzanne Buisson, Félix Gouin, Eugène Thomas, Hussel, Raymond Guernez, Froment, Raoul et Just Evrard, Augustin Laurent. » « Pendant des heures, dit Morandat, ils m'ont questionné sur le général de Gaulle, ses buts, ce qu'il pensait des différentes questions. C'était très vaste, bien sûr, comme tour d'horizon : la République naturellement, la démocratie, le syndicalisme, l'après-guerre, l'école. Ce que j'ai dit ? […] Ce que je savais, c'était que le général de Gaulle avait l'intention de donner, en arrivant, la parole au peuple français. Quant aux problèmes sociaux et syndicaux, le fait que son premier envoyé politique fut un syndicaliste montrait l'importance qu'il y attachait. Leurs inquiétudes ? Ils n'en avaient pas. Ils cherchaient à se faire une idée du bonhomme. »

Noguères conclut : « Quoi qu'en pense aujourd'hui Morandat, ses interlocuteurs – ils me l'ont confirmé – ne posaient autant de questions ce jour-là que parce qu'ils éprouvaient justement quelque inquiétude. »

25. Maurice Dejean et, semble-t-il, le général de Gaulle ne paraissent pas se formaliser de cette ingérence soviétique dans les affaires intérieures de la France libre.

26. SFO, t. I, doc. 18, p. 56.

27. Quotidien de langue française paraissant en Angleterre et dirigé par Pierre Comert.

28. E. Stevens, *Il n'y a pas d'énigme russe*, Nagel, 1946, p. 27.

29. Le Comité français de la Libération nationale créé le 3 juin 1943 et coprésidé par les généraux Giraud et de Gaulle.

30. SFO, t. I, doc. 21, p. 58.

31. Le 29 décembre, Bogomolov fera connaître à de Gaulle que le gouvernement soviétique accepte sa proposition.

32. J. Maze, *Le Système*, Ségur, 1951, p. 210.

33. A. Eden, *Mémoires*, Plon, 1965, p. 285.

34. J. Elleinstein, *Staline*, Fayard, 1984, p. 321.

35. Valentin Beriejkov dit le 15 décembre.

36. Frontières orientales de la Pologne proposées lors de la conférence de la paix à Paris en 1919-1920. De 1920 à 1939, la frontière russo-polonaise avait couru beaucoup plus à l'est. La ligne Ribbentrop-Molotov de 1939 se trouvait au contraire un peu plus à l'ouest.

37. J. Elleinstein, *Staline*, Fayard, 1984, p. 324.

4
L'énigme Moulin

1. Témoignage d'Henri Monjaret, opérateur radio de Jean Moulin.

2. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. I, Annexes, Plon 1954, p. 647.

3. D. Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, t. III, JC Lattès, 1993, p. 917-918.

4. J. Baynac, *Présumé Jean Moulin*, Grasset, 2006, p. 283.

5. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. I, Plon, 1954, p. 233. Spn.

6. J. Baynac, *op. cit.*, p. 285.

7. A. Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Fallois, 1994, p. 143 et Gallimard/Quarto, 2002, p. 158.

8. Lettre du général de Boissieu, *Le Figaro Magazine*, 20 février 1993. Spn.

9. Lettre manuscrite du général de Gaulle aux résistants. Cité par J. Baynac, *op. cit.*, p. 284.

10. H. Frenay *in* Colonel Passy, *Missions secrètes en France*, Plon, 1951, p. 392.

11. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. I, Plon, 1954, p. 233.

12. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 109.

13. H. Michel, *Jean Moulin l'unificateur*, Hachette, 1971, p. 58.

14. H. Frenay, *L'Énigme Jean Moulin*, Robert Laffont, 1977, p. 47.

15. C. Pineau, *La Simple Vérité*, Julliard, 1961, p. 158.

16. C. Lévisse-Touzé, D. Veillon, *Jean Moulin, artiste, préfet, résistant, 1899-1943*, Tallandier/Ministère de la Défense-DMPA, 2013.

17. D. Cordier, *Alias Caracalla*, Gallimard, 2009.

18. H. Michel, *Jean Moulin l'unificateur*, Hachette, 1971, p. 64.

19. H. Frenay, *L'Énigme Jean Moulin*, Robert Laffont, 1977/1990, p. 25.

20. D. Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, t. III, JC Lattès, 1993, p. 773.

21. H. Calef, *Jean Moulin, une vie*, Plon 1980, p. 206.

22. H. Michel, *Jean Moulin, l'unificateur de la Résistance*, 1971, p. 247.

23. Laure Moulin, *Jean Moulin*, Presses de la Cité, 1969, p. 166. Voire le sobriquet de « Moulin rouge » par ses adversaires politiques.

24. H. Calef, *Jean Moulin, une vie*, Plon, 1980, p. 207.

25. Témoignage de Fernand Hederer cité par Henri Calef, *op. cit.*, p. 96.

26. P. Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, t. IV, *op. cit.*, p. 474.

27. D. Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, t. III, JC Lattès, 1993, p. 942.

28. J.-P. Azéma, *Jean Moulin, le rebelle, le politique le résistant*, Perrin, 2003.

29. Reste aussi un point à préciser : en se fondant sur les travaux de Cordier qui, disait-il alors, l'« a démontré avec rigueur », Azéma fixait (p. 170) au 25 octobre 1941 la date de la première rencontre – la « rencontre décisive » – entre de Gaulle et Moulin. Or dans sa préface à l'album des éditions Tallandier, il la fixe maintenant au 24, tandis que les deux auteures s'en tiennent à la première date. Mais peut-être s'agit-il tout simplement d'une erreur comme celle qui lui a fait attribuer, dans la biographie précitée (p. 312), la reconnaissance de la France libre par Staline au mois de septembre 1942 (en réalité, 26 septembre 1941)…

30. Colonel Passy, *Missions secrètes en France (novembre 1942-juin 1943)*, Plon, 1951.

31. *Ibid.*, p. 420.

32. On sait par le journal de Claude Guy, alors aide de camp de De Gaulle retiré à Colombey, que le premier tome des mémoires de Passy *Souvenirs – 2e Bureau-Londres (juin 1940-décembre 1941)* paru chez Raoul Solar a été un objet de friction entre les deux hommes. De Gaulle ayant demandé à relire le manuscrit avant publication, Passy a renâclé, mais fini par céder tout en disant qu'il ne modifierait pas son texte. De Gaulle a jugé le livre « fort mauvais » et il a apporté des corrections puis donné rendez-vous à Passy le 8 avril 1947, le lendemain du lancement du RPF à Strasbourg, manifestation dans laquelle l'ancien chef du BCRA avait été invité à ne pas trop se mettre en avant. En juillet 1951, au lendemain des législatives qui marquent l'échec du RPF, paraît le troisième tome qui lance l'« affaire Moulin ». Passy qui n'ignore pas qu'il porte le fer dans le cœur même de ce qui a été durant la guerre le dispositif gaulliste pour la conquête du pouvoir y annonce deux autres volumes à paraître chez Plon, *Le Dessous des cartes (juillet 1943-novembre 1943)* et *La DGER (décembre 1943-décembre 1945)*, comportant de nombreux documents inédits et écrits pour partie puisque certains chapitres sont déjà évoqués dans le tome III. Mais aucun des deux volumes ne verra le jour et Passy ne publiera plus jamais rien. Le 16 février 1998, il dira à Rémi Kauffer pour expliquer la non-parution de ces livres : « Je ne voulais pas taper sur ce pour quoi je me suis battu. »

33. La liste comporte pas moins de onze questions :

« – Pourquoi a-t-il en permanence tendu à retirer de nombreuses activités aux mouvements de résistance pour les placer sous sa coupe directe, diminuant ainsi leur force mais augmentant parallèlement son pouvoir ?

– Pourquoi a-t-il systématiquement joué des mouvements les uns contre les autres, notamment pour réduire les deux plus importants : Combat, pour la zone sud, l'OCM pour la zone nord ?

– Pourquoi, délibérément, n'a-t-il pas appliqué la consigne qu'il avait reçue de faire verser aux mouvements de la zone sud les militants des autres groupes existants et pourquoi, tout au contraire, a-t-il favorisé l'indépendance de ces groupes en les finançant au lieu de les faire fusionner avec nous ?

– Pourquoi, alors que nous devions faire face à la lutte contre la déportation, amputait-il nos budgets et dans le même moment finançait-il, directement, et sans nous le dire, des maquis qui auraient dû dépendre de nous ?

– Pourquoi a-t-il envoyé à Londres des rapports me concernant dont l'inexactitude ou le caractère tendancieux ont été soulignés par des tiers et notamment le colonel Passy ?

– Pourquoi a-t-il favorisé la reconstitution de certains partis politiques, notamment du parti socialiste, alors qu'il avait reçu la consigne précise et écrite de ne pas s'en occuper ?

– Pourquoi a-t-il poussé de toutes ses forces à la création du Conseil national de la Résistance qu'il a fini par obtenir de De Gaulle, malgré l'opposition de tous les mouvements ?

– Pourquoi, en violation des consignes reçues, et en cachette de Londres comme des mouvements, a-t-il dès le début 1942 envoyé un émissaire en zone nord et pourquoi a-t-il choisi pour cette mission un communiste ?

– Pourquoi, sans nous le dire, conseillait-il à Georges Bidault d'adhérer au Front national ?

– Pourquoi a-t-il placé auprès de celui-ci, en qualité de secrétaire, Annie Hervé, militante communiste et femme de Pierre Hervé, futur éditorialiste de *L'Humanité* ?

– Pourquoi ses principaux adjoints (ses adjoints politiques) étaient-ils ou allaient-ils tous devenir membres éminents du parti communiste : Manhès, Meunier, Chambeiron ? »

34. D. Cordier, *Jean Moulin, la République des catacombes*, Gallimard, 1999, p. 821-833.

35. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 565.

36. C. Bourdet, *L'Aventure incertaine*, Stock, 1975, p. 219.

37. Cité *in* H. Frenay, *La nuit finira*, *op. cit.*, p. 410.

38. IHTP, *Jean Moulin et le Conseil national de la Résistance*, CNRS, 1983, p. 53-54.

39. Robert Chambeiron, *Résistant*, Entretiens avec Marie-Françoise Bechtel, Fayard, 2014, p. 49. Spn.

40. H. Frenay, *L'Énigme Jean Moulin*, Robert Laffont, 1977, p. 47-48.

41. D. Cordier, *Jean Moulin, la République des catacombes*, Gallimard, 1999, p. 821.

42. L. Trepper, *Le Grand Jeu*, 1975, p. 135.

43. Henri-Christian Giraud, *De Gaulle et les communistes*, t. I, *L'alliance*, Albin Michel, 1988 et 1990.

44. T. Wolton, *Le Grand Recrutement*, Grasset, 1993.

45. « Jean Moulin agent soviétique ? », *Le Figaro Magazine* du 6 février 1993. Et non « espion » soviétique – la nuance est importante – comme nous l'attribue Daniel Cordier en ouverture du tome III de sa biographie de Jean Moulin.

46. J. Baynac, *Les Secrets de l'affaire Jean Moulin*, Seuil, 1998.

47. J. Baynac, *Présumé Jean Moulin*, Grasset, 2006.

48. Et force est de reconnaître qu'aucune réponse vraiment convaincante ne lui a été jusqu'ici opposée. La querelle avec Cordier concernant la date du parachutage dans la nuit du 18 au 19 juin 1943, à Saint-Jean-de-Sault, de l'agent de l'OSS Frédéric Brown, rendant donc possible une rencontre avec Jean Moulin, ayant tourné à son avantage.

49. J. Baynac, *op. cit.*, p. 250-251.

50. Cité par Henri Calef, *op. cit.*, p. 409.

51. Cité par H. Frenay selon qui ces moyens que Moulin va mettre en œuvre pour diminuer le rôle des mouvements de résistance (notamment Combat et l'OCM) sur le plan militaire sont :

« – Détachement de certaines fractions de cette résistance de l'autorité naturelle des mouvements, en les plaçant aux ordres d'hommes dépendant directement de lui, notamment Armée secrète, nombreux maquis.

– À la faveur de la phase de coordination entre Combat, Libération et Franc-Tireur, regroupement sous ses ordres de certains de nos services.

– Informations envoyées à Londres ayant pour résultat sinon pour intention, de discréditer les chefs des mouvements de résistance expliquant nos différends sur le fond par notre ambition personnelle ou jetant des doutes sur la rectitude de notre action. » Lettre d'Henri Frenay *in* Passy, *Missions secrètes en France*, Plon, 1951, p. 414.

52. J. Lacouture, *De Gaulle, le Rebelle*, Seuil, 1984, p. 581.

53. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1942-mai 1958*, Robert Laffont, Bouquins, p. 80.

54. SFO, t. I, doc 18, p. 56.

55. E. Roussel, *De Gaulle*, Gallimard, 2002, p. 285. Spn.

56. Dans sa lettre à Passy dans *Missions secrètes en France* (Plon), Henri Frenay écrit : « Malgré les responsabilités indiscutables qui étaient les miennes et que vous avez bien voulu reconnaître dans votre manuscrit, je n'ai jamais pu avoir à ma disposition directe un poste radio, jamais je n'ai pu communiquer directement avec vous. Je n'étais pas le seul d'ailleurs, nous étions tous logés à la même enseigne. Les câbles que nous adressions à Londres par la voie réglementaire que vous avez instaurée, partaient ou ne partaient pas, étaient déchiffrables ou non, arrivaient ou n'arrivaient pas. En tout cas, neuf fois sur dix il ne nous était pas répondu. Il a fallu, mon cher Passy, que vous alliez en France pour vous rendre compte de l'extrême danger de ce système car vous écrivez : "… À mon retour j'insistai auprès du général de Gaulle sur le risque qu'il y avait à laisser seul en France, avec des pouvoirs pratiquement illimités et sans aucun contrôle un homme [Jean Moulin]…" Il était trop tard pour faire marche arrière, pour adopter la seule méthode valable qu'il eût fallu retenir. Les principaux chefs de la Résistance auraient dû être amenés à Londres, instruits des nécessités et des servitudes de la France libre, formés techniquement au rôle qu'ils devaient jouer à leur retour. Puis ils auraient été renvoyés en France, forts du prestige que conférait un voyage en Angleterre, des missions débattues et acceptées, forts également de la confiance et de l'affection des mouvements qu'ils avaient créés. Ainsi un bloc solide Résistance-France libre se serait constitué, un bloc contre lequel les intrigues, les ambitions, les rivalités seraient venues se briser. Au lieu de cela, on a préféré étendre entre ces deux morceaux de France un écran opaque, impénétrable, manœuvré par un seul homme qui à son gré laissait ou ne laissait pas passer nos voix dans un sens et dans l'autre. Ce fut une faute, une grave faute dont nous avons payé et payons encore le prix. »

57. C'est au printemps 1963 seulement que l'idée d'une célébration de Moulin apparaît. Mais elle n'émane nullement des milieux gouvernementaux : l'initiative vient en effet de l'Union des résistants, déportés, internés et des familles des morts de l'Hérault (Jean Moulin est né à Béziers) et, un peu plus tard, de Raoul Bayou, député socialiste de l'Hérault qui formule une demande analogue arguant que « personne ne met en doute le caractère particulièrement héroïque de l'action entreprise par Jean Moulin, véritable fondateur et premier chef de la Résistance sur le sol national ». Le 11 décembre 1964 (soit plus d'un an plus tard, mais il est vrai que le Panthéon était bloqué jusqu'en novembre

pour cause de ravalement), le chef de l'État signe le décret promulguant le transfert des cendres de Moulin au Panthéon. « Il est intéressant de noter, écrit Henry Rousso dans *Le Syndrome de Vichy* (Seuil), que la question n'a donné lieu à aucun débat à l'Assemblée ni au Sénat, hormis la question écrite du député Bayou, et la réponse laconique du ministre des Anciens combattants. Les gaullistes semblent ainsi avoir récupéré une initiative de l'opposition, tout en évitant une discussion parlementaire. » Analysant ensuite le détail de la cérémonie, Rousso indique que cette première « récupération » s'est d'ailleurs doublée d'une seconde : « Le transfert a d'abord été un transfert d'identité sur la personne du Général, *via* la dépouille de celui qui est présenté comme son porte-parole, chef du "peuple de la nuit", mais chef délégué. On célèbre le mort pour mieux célébrer le vivant. » D'où sa conclusion que le transfert des cendres de Moulin a été avant tout un « acte politique ».

58. J. Pierre-Bloch, *De Gaulle ou le temps des méprises*, La Table ronde, 1969, p. 196.

59. C. de Gaulle, *Messages et manuscrits secrets du général de Gaulle*, Musée des Lettres et des Manuscrits, Gérard Lhéritier, 2011, p. 501.

5
Les exigences de Moscou

1. MAE, CNF, Londres, vol. 220. « En effet, précise la note, à l'heure actuelle, c'est surtout le gouvernement polonais qui sert de point d'appui comme soutien catholique dans ces négociations et certains milieux russes auraient préféré que ce soit la France catholique qui serve pour ce but et ils considèrent que, le cas échéant, la délégation de la France libre pourrait aider dans ce sens. »

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, vol. 220.

5. SFO, t. I, doc. 26, p. 62.

6. MAE, CNF, Londres, vol. 220. On notera que le compte rendu de Dejean « oublie » de mentionner la question de Maïski sur la politique future du CNF dans la France libérée.

7. F. Billoux, *Quand nous étions ministres*, Éditions sociales, 1972, p. 37.

8. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

9. Ce « hors de question » signifie ici à l'évidence : « Ne fait aucun doute. »

10. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

11. SFO, t. I, doc. 29, p. 68.

12. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Plon, 1954, t. I, Annexes, p. 523.

13. Passy, *Missions secrètes en France*, Annexes, Plon, 1951, p. 389-415.

14. *Ibid.*

15. *Ibid.*

16. H. Frenay, *L'Énigme Jean Moulin*, Robert Laffont, 1977, p. 103.

17. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 251.

18. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

19. *Ibid.*

20. *Ibid.*

21. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets*, Robert Laffont, Bouquins, 2010, p. 33-34.

22. MAE, CNF, Londres, vol. 220, tel de Garreau des 15 et 16 février 1942.

23. SFO, t. I, doc 33, p. 72.

24. SFO, t. I, doc 34, p. 76.

25. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

26. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

27. Une formule de reconnaissance.

28. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 253.

29. MAE, CNF, Londres, vol. 220. Voir aussi F. Lévêque : « Les relations franco-soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale de la Défaite à l'Alliance (1939-1945) », vol. 3, p. 631. Thèse de doctorat, septembre 1992.

30. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1969, p. 401-402.

31. *Ibid.*, p. 371.

32. J. Jérôme, *La Part des hommes*, Acropole, 1983, p. 281.

33. AN 3 AG 2 1. Cité par Daniel Cordier, *Jean Moulin, la République des catacombes*, Gallimard, 1999, p. 271-272.

6
Libération = insurrection

1. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. P. Billotte, *Le Temps des armes*, Plon, 1967, p. 207.

5. « Alan Brooke, écrit Billotte, malgré son sang français, n'a pas cru aux possibilités de la Résistance française. Il exigea et obtint de Churchill, puis de Roosevelt que, pour tenter la grande aventure, tous les moyens classiques soient entièrement réunis. Nous ne saurons jamais évidemment qui avait raison et si le débarquement tenté en 1943 aurait eu le même succès qu'en 1944. »

6. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

7. *Ibid.*

8. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 179.

9. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1969, p. 412.

10. *Ibid.*

11. R. Cassin, *Les Hommes partis de rien*, Plon, 1975, p. 135.

12. J. Maze, *Le Système*, Ségur, 1951, p. 220-221.

13. « C'est bien là, précise Jean Maze, le drame du gaullisme. L'insurrection est l'aboutissement logique de son origine de pure illégalité. Il ne saurait la renier sans se renier lui-même. En même temps, il se dit soucieux de fonder un ordre national réel. Au moment où il proclame que son seul objectif est de libérer la France du joug de l'occupant, il impose aux Français une certaine forme de libération la moins propre à recréer une unité française. Empêtré dans ses contradictions insolubles, le gaullisme se rend sans doute compte qu'il a en face de lui avec le communisme un bloc compact, monolithique, imperméable aux arguments qui ne sont pas ceux de la force. Que fera-t-il ? Restera-t-il insensible à ses empiétements ? S'opposera-t-il à ses violences ? Dénoncera-t-il ses chantages ? Non pas. Il estime que la meilleure façon de neutraliser le communisme consiste à adopter ses mots d'ordre dont le premier "insurrection", commande, permet toute une politique dont il est aisé de voir les conséquences automatiques. »

14. De Gaulle en prendra tardivement conscience et c'est sans doute pour cela que, provoquant la colère du CNR, il refusera de proclamer la République au soir de la libération de Paris.

15. L'expression est du professeur Louis Rougier, dans *Le Crapouillot*, n° 17.

16. Par ce texte qui marque le début de la politisation de la Résistance, il est clair que de Gaulle ne se contente plus d'être le titulaire intérimaire de la légalité républicaine mais, comme l'écrit Louis Rougier, qu'« il ne résiste pas à la tentation d'être mué en héros de légende, d'entrer en constellation comme Castor et Pollux dans le ciel

mythologique de l'épopée. Il accepte de jouer, après le rôle prudent soufflé par Cassin de mainteneur de la légalité républicaine, celui plus effrayant de fourrier de la révolution politique, économique et sociale qui se prépare dans les conseils clandestins de la Résistance » (*Le Crapouillot*, n° 17).

17. Notamment l'« affaire La Laurencie ».

18. RGASPI, f. 495, inv. 74, d. 526. Cité par Marina Arzakanian, « De Gaulle et le gaullisme vus par le Komintern », *L'URSS et l'Europe de 1941 à 1957*, (dir.) Georges-Henri Soutou et Émilia Robin Hivert, PUPS, 2008, p. 119-120.

19. Passy, *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, Odile Jacob, 2000, p. 403.

20. Cité par Noguères dans *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1969, p. 425.

21. SFO, t. I, doc. 37, p. 81. Bogomolov rapporte ce propos que de Gaulle lui dit avoir tenu à Churchill : « Si vous n'aidez pas l'URSS cette année et que l'URSS est battue par l'Allemagne, alors vous périrez, et si l'URSS bat l'Allemagne sans votre aide, alors vous périrez également. » Et Bogomolov lui demandant comment il faut entendre ce propos, de Gaulle lui répond alors : « tout est clair. » En deux mots comme en cent, il a tenté d'effrayer Churchill en agitant le spectre de la Révolution.

22. SFO, t. I, doc. 38, p. 84.

23. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

24. SFO, t. I, doc. 39, p. 87.

25. H. Frenay, *L'Énigme Jean Moulin*, Robert Laffont, 1977, p. 107.

26. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1969, p. 516.

27. Le 6 mai, le général Wainwright a capitulé à Corregidor en laissant plus de 11 000 prisonniers aux mains des Japonais. C'est la fin de la résistance américaine aux Philippines. Le 11 mai, nouvelle capitulation américaine à Mindanao.

28. SFO, t. I, doc. 41, p. 89.

29. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

30. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Plon, 1956, p. 327-329.

31. *Ibid.*

32. *Ibid.*

7
Rencontre au sommet

1. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. I, Plon, 1954, p. 197.

2. M. Djilas, *Conversations avec Staline*, L'Air du temps, 1962, p. 81.

3. P. Robrieux, *Histoire du parti communiste*, t. IV, Fayard, 1984, p. 425.

4. M. Djilas, *Conversations avec Staline*, L'Air du temps, 1962, p. 81.

5. Cité par Éric Roussel, *De Gaulle*, Gallimard, 2002, p. 301.

6. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

7. SFO, t. I, doc. 42, p. 92.

8. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. I, Plon, 1954, p. 197.

9. H. de Foucaucourt, *Naissance du mythe gaulliste*, Éditions de Chiré, 1984, p. 387.

10. A. Eden, *Mémoires*, Plon, 1965, p. 319.

11. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. I, Annexes, Plon, 1954, p. 551-552.

12. Darius Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, Lavauzelle, 2005, p. 33.

13. Cité par Tadeuz Wyrwa, dans *La Résistance polonaise et la politique en Europe*, France-Empire, 1983, p. 180.

14. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 264.

15. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

16. AN 3 AG 2 401. Cité par Daniel Cordier, *op. cit.*, p. 273.

17. AN 3 AG 2 400. Cité par Daniel Cordier, *op. cit.*, p. 274.

18. Cité *in* Cordier, *Jean Moulin, la République des catacombes*, *op. cit.*, p. 274-275. Spn

19. Cité *in* J. Baynac, *Présumé Jean Moulin*, *op. cit.*, p. 362.

20. J. Baynac, *op. cit.*, p. 362.

21. T. Wolton, *op. cit.*, p. 376.

22. Cité *in* Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1969, p. 452-453.

23. *Ibid.*

24. Voici le communiqué de l'Agence Reuter tel qu'il figure dans les archives soviétiques : « L'Agence Reuter informe de Philadelphie que le secrétaire du "Comité des

amis américains", Clarence Pickett, dans un discours s'adressant à la classe montante de l'école centrale du comité, a déclaré que l'armée des USA prépare les officiers à "établir et appliquer la direction des organes gouvernementaux civils dans les pays d'Europe, dans la mesure où ils seront libérés". Soixante officiers étudient déjà les problèmes de l'administration à l'université du Sud. Ils attendent que la destruction de tous les organes gouvernementaux civils de ces pays soit totale pour que l'armée américaine ait besoin de venir avec son personnel expérimenté pour les diriger. Il est intéressant de remarquer qu'en agissant ainsi, nous suivons la méthode utilisée si efficacement par les Allemands : quelques heures après la prise de Paris, il y a eu aussitôt un nouveau maire, formé et préparé à Berlin, mais parlant remarquablement le français. Mais alors que les nazis forment leurs cadres dans un esprit despotique, de cruauté, de crimes et de répression, les USA forment leurs cadres en vue d'établir des gouvernements démocratiques basés sur la liberté de la personne. »

25. Voici la note du « Comité anglais-étranger sur l'Information » tel qu'il figure également dans les archives soviétiques : « L'impérialisme américain se manifeste sous des formes multiples et diverses. Certains de ses représentants raisonnent en termes de domination des USA sur le monde occidental. Ils appellent à la remise directe par la Grande-Bretagne de ses possessions américaines, en particulier celles sur lesquelles ont été organisées des bases américaines. D'autres représentants, tenants de l'impérialisme économique, désirent que les USA instaurent un mode de vie pour le monde entier, qu'ils contrôlent et gèrent partout les ressources et le commerce. Ils démontrent que la défaite du "nouvel ordre" hitlérien exige la mise en place d'un ordre alternatif. En cas contraire, l'Europe et l'Asie se disperseront dans le chaos de la révolution sociale. Ce nouvel ordre alternatif doit être établi, selon eux, par les États-Unis. »

26. SFO, t. I, doc. 43, p. 94.

27. J.B. Duroselle, *L'Abîme – 1939-1945*, Imprimerie nationale, Paris 1982, p. 347.

28. Cette précision est de Jacques-Camille Paris.

29. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

30. André Gillois, *Histoire secrète des Français à Londres*, Hachette, 1973, p. 186.

31. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 272.

32. M. Ceyrat, *La Trahison permanente*, Spartacus, 1948, p. 134.

33. *Ibid.*

34. SFO, t. I, doc. 45, p. 98. On peut parfois douter de la virulence de ces différends anglo-gaullistes à répétition. Pour violents qu'ils soient, en effet, ils n'empêchent jamais les relations diplomatiques de suivre leur cours. Dramaturge né, de Gaulle les exagère-t-il pour les besoins de sa cause ?

35. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

36. Erreur de Frenay : le discours est du 23 et non du 24 juin.

37. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 199.

38. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1969, p. 458.

39. Général Giraud, *Mes évasions*, Julliard, 1946, p. 131-132.

40. *Ibid.*

41. Il s'agit du commandant des troupes du secteur qui assiste l'ambassadeur.

42. Otto Abetz, *Histoire d'une politique franco-allemande, 1930-1950*, Stock, 1953, p. 261.

43. « Monsieur le Maréchal, comme suite à nos récents entretiens et pour dissiper toute équivoque sur mon attitude, je tiens à vous exprimer mes sentiments de parfait loyalisme. Vous avez bien voulu m'expliquer, ainsi que le chef de gouvernement, la politique que vous entendez suivre avec l'Allemagne. Je suis pleinement d'accord avec vous. Je vous donne ma parole d'officier que je ne ferai rien qui puisse gêner en quoi que ce soit nos rapports avec le gouvernement allemand ou entraver l'œuvre que vous avez chargé l'amiral Darlan et le président Pierre Laval d'accomplir sous votre haute autorité. Mon passé est garant de ma loyauté. Je vous prie, Monsieur le Maréchal, de bien vouloir accepter l'assurance de mon entier dévouement. »

44. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 199.

45. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1969, p. 614.

46. Jean Jérôme prétend avoir rencontré Rémy dès le mois de mai 1942, ce que conteste l'agent de la France libre. La polémique s'est développée à la suite de la parution du livre de Jérôme, *La Part des hommes* (Acropole). Le 21 avril 1983, dans une interview accordée au *Matin*, le dirigeant communiste déclarait : « En 1942, nous nous sommes mis d'accord avec le général de Gaulle par l'intermédiaire du colonel Rémy, [il] m'a remis un peu d'argent venant de Londres et j'ai eu pour tâche de le gérer. »

Le colonel Rémy réplique aussitôt par une lettre publiée le 7 mai dans laquelle il affirme que cet argent a été remis aux FTP et non au PC et précise : a) Que ce n'est qu'au mois de décembre 1942, chez le docteur Descomps, qu'il a fait la connaissance de Jean Jérôme. b) Que Jean Jérôme lui a révélé l'identité du député Fernand Grenier qu'il avait rencontré quelques jours plus tôt. c) Que lors de cet entretien, il n'a à aucun moment été question d'argent et qu'il n'a jamais revu Jérôme. Et Rémy conclut : « Il est faux que j'aie jamais remis de l'argent au parti communiste, fût-ce "un peu" comme le dit Jean Jérôme. Par contre, j'en ai versé beaucoup à l'organisation de combat qui, sous le nom de Francs-Tireurs et Partisans français, a porté de rudes coups à l'envahisseur hitlérien. En quatre versements, j'ai mis entre les mains de leur représentant – qui a joué un rôle de premier plan lors du débarquement en Normandie – la somme de deux millions et demi de francs, ce qui, sur la fin de l'année 1942, représentait un fort joli denier. Je l'ai fait de ma propre initiative et le général de Gaulle ne l'a su par moi qu'aux derniers jours du mois de janvier 1943 quand j'ai amené Grenier à Londres. »

Quarante ans après, qui masque la vérité et pourquoi ?

Dans un nouveau livre, *Les Clandestins* (Acropole), paru après le décès de Rémy, Jérôme persiste et signe comme si de rien n'était : « Lors de ma première rencontre avec le colonel Rémy – François Faure venait de rentrer de Londres après y avoir "sondé" le

général de Gaulle sur notre proposition d'adhésion à la France libre –, il me demanda d'envoyer une lettre officielle au Général. Je m'entendis donc avec Pierre Villon, sur proposition de Duclos, pour préparer un projet de lettre. Au rendez-vous suivant, Pierre me tendit un brouillon qui commençait par ces mots : "La guerre a changé de caractère. De guerre impérialiste elle est devenue guerre nationale contre l'envahisseur fasciste…" Or il y avait beau temps que le débat, sur ce point, qui avait eu son importance dans le parti durant la « drôle de guerre », alors que le gouvernement se bornait à combattre et à pourchasser les communistes, avait cessé de nous préoccuper. Il n'était donc plus question pour nous de l'évoquer, ni, encore moins, d'en débattre dans une lettre au Général. […] Villon et moi nous rédigeâmes un autre brouillon qui, enrichi et corrigé par Jacques Duclos, visait des préoccupations tout autres. Essentiellement : comment s'entendre et coopérer pour renforcer la lutte contre l'envahisseur et participer aux côtés des Alliés, à l'anéantissement de l'hitlérisme et du fascisme. Il n'est pas resté copie de cette lettre chez nous, et de Gaulle non plus ne l'a pas publiée dans ses *Mémoires* – du moins que je sache. Mais le fait demeure que sa réponse nous arriva rapidement et que, en conséquence, les rapports entre le PCF et la France libre s'établirent dès l'été 1942. La réponse favorable de De Gaulle nous était parvenue sur un bout de tissu. Aussitôt après, il fut convenu qu'un délégué du PCF se rendrait à Londres pour représenter notre parti auprès du Général. »

Jérôme dissimule-t-il encore une fois la vérité ? Cette abondance de détails a pour but d'accréditer sa thèse, mais il ne s'agit que de détails annexes et invérifiables. En outre, il est difficile de croire à la disparition de deux lettres aussi importantes (celle du PCF à de Gaulle et celle de De Gaulle au PCF)…

47. *L'Humanité* du 24 juillet appelle tous les responsables communistes à muter aux FTP les éléments les plus actifs et, en tout cas, 10 % des effectifs. Quant à *La Vie du Parti*, elle stigmatise les « dirigeants attentistes » qui, « sous prétexte de sécurité, ne font pas le geste nécessaire au moment voulu pour déclencher l'action des masses ». Ces directives et attaques internes prouvent que Cachin et Racamond ne sont pas seuls à penser que le « terrorisme » ne paye pas. « Autant dire, note Courtois, que son efficacité militaire est quasi nulle ; ce ne sont pas les quelque deux cents soldats allemands tués en France en 1942 qui peuvent en quoi que ce soit peser sur l'équilibre des forces militaires au moment où Hitler jette dans la fournaise de Stalingrad des centaines de milliers d'hommes. Il faut donc considérer que c'est au plan politique que le parti espère tirer parti de la lutte armée. Il espère, à l'évidence, que l'exemple de ces héros sacrifiés aura valeur d'entraînement auprès des masses. Mais en 1942, la masse a plus pris en compte l'exemplarité de la répression que celle du combat. »

Du haut en bas de ce qui reste du PCF le malaise grandit en même temps que la polémique, au point de provoquer de multiples défections et, partant, des anathèmes et des dénonciations qui sont autant de véritables appels au meurtre. Ainsi, un numéro spécial de *Rouge-Midi* (organe régional du PCF) dénonce nommément quarante-cinq militants communistes comme « traîtres, policiers, provocateurs, aventuriers et lâches », sans oublier le qualificatif de « trotskistes », en adjoignant à chaque nom un véritable curriculum vitae. « Or, précise Courtois, certains des responsables cités ont été arrêtés depuis plusieurs mois par la police de Vichy et ont été condamnés à de lourdes peines. »

48. H. Frenay, *L'Énigme Jean Moulin*, Robert Laffont, 1977, p. 116.

49. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1976, p. 549.

50. *Ibid.*

51. *Ibid.*

52. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

53. *Ibid.*

54. *Ibid.*

55. AVPRF, f. 06, inv. 6, d. 750, ch. 55.

56. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

57. *Ibid.*

8
Le cadeau de Staline

1. SFO, t. I, doc. 55, p. 112.

2. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

3. Jean Cathala, *Sans fleur ni fusil*, Albin Michel, 1981, p. 303.

4. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

5. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 276.

6. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

7. MAE, CNF, Londres, vol. 220 et 222.

8. *Ibid.*

9. Le rival de Tito à la tête de la Résistance yougoslave non communiste. Il sera liquidé.

10. V. Beriejkov, *J'étais l'interprète de Staline*, Éditions du Sorbier, 1985, p. 143.

11. « La mission du Premier ministre auprès du gouvernement soviétique, écrit Eden, fut aussi déplaisante que possible… »

12. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

13. Churchill a si peu obtenu l'accord de Staline que Eden remarque : « Le Kremlin n'en continua pas moins cependant à laisser couler le flot tumultueux de sa propagande honnête ou retorse en faveur du second front. »

14. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

15. RGASPI, f. 495, inv. 74, d. 527.

16. Staline est géorgien.

17. MAE, CNF, Londres, vol. 222

18. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 270.

19. A. Soljenitsyne, *L'Archipel du Goulag*, Fayard, 1973, t. I, p. 28.

20. T. Wolton, *Le KGB au pouvoir*, Buchet/Chastel, 2008, p. 19.

21. R. Hingley, *La Police secrète russe*, Albin Michel, 1972, p. 177.

22. N. Khrouchtchev, *Souvenirs*, Robert Laffont, 1971, p. 101.

23. Nadine Marie-Schwartzenberg, *Le KGB*, Que sais-je ? PUF, 1993, p. 23.

24. E. Morin, *Ce que fut le communisme*, Pluriel, 1983-2017, p. 126.

25. Sabine Dullin, *Des hommes d'influences*, Payot, 2001, p. 248.

26. O.N. Najestkine, « De Gaulle ou Giraud ? », *Histoire des services secrets extérieurs de la Russie*, t. IV, Moscou, 2007, p. 288-302.

27. Christopher Andrew et Vassili Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest*, Fayard, 1999, p 228.

28. S. Dullin, *Des hommes d'influence*, Payot, 2001, p. 249.

29. Geoffrey Bailey, *La Guerre des services secrets soviétiques*, Plon, 1960, p. 256.

30. Selon les confidences d'un ancien fonctionnaire du NKVD, Miller a atteint vivant le sol soviétique et a été emprisonné dans la forteresse de Tcheliabinsk dans l'Oural et fusillé le 11 mai 1939 après avoir jusqu'au bout refusé de collaborer avec le NKVD.

31. P. Soudoplatov, *Missions spéciales*, Seuil, 1994, p. 72-73.

32. Donal O'Sullivan, *Dealing with the Devil*, Peter Lang, 2010, p. 197 ; Mark Hackard, « Stopping Skorzeny », Espionage History Archive, 29 avril 2016.

33. Avalov doit également compter avec la présence efficace dans la région du poste du MI 6 britannique tenu d'une main ferme par le major Oliver Baldwin et, du moins en apparence, en relation amicale avec l'allié soviétique. Mais Baldwin, fils de l'ancien Premier ministre conservateur et personnalité aventureuse, n'hésite pas à lancer des ponts avec les organisations nationalistes antisoviétiques particulièrement actives dans les profondeurs du territoire de l'Arménie soviétique. Et dans cette perspective, il décide d'y envoyer un officier expérimenté, Philip Thornton, à travers la frontière turco-soviétique avec l'ordre d'entrer en relation avec les dirigeants du Dashnaktsutyun pour conclure une alliance. Mais l'agent britannique ne se rend pas compte que sa visite permet aux agents du NKVD de Téhéran, qui le suivent à la trace, de repérer la direction du Dashnaktsutyun,

de la localiser et d'avoir une claire idée des structures de l'organisation, des liens entre ses différentes branches et de ses circuits de communication. Le reste, comme on dit, sera pour les organes de sécurité soviétique, une simple affaire technique…

34. C. de Gaulle, *LNC, 1942-mai 1958*, Robert Laffont, Bouquins, 2010, p. 138-139.

35. O.N. Najestkine, *Histoire des services secrets extérieurs de la Russie*, « De Gaulle ou Giraud ? », t. IV, Moscou, 1999, p. 288-302.

36. MAE, CFLN, Alger, vol. 220.

37. H. Jacquin, *La Guerre secrète en Algérie*, Olivier Orban, 1977, p. 62.

38. Une demande aux archives du FSB, ex-KGB, a eu pour réponse le 15 avril 2019 qu'il n'existait pas de compte rendu de l'entretien de Gaulle-Avalov dans les « archives déclassifiées [*sic*] » et une lettre adressée à la présidence de la Fédération de Russie datée du 12 août 2019 est restée sans réponse. Des entretiens d'août-septembre 1943 à Alger entre Avalov et de Gaulle ainsi qu'avec d'autres dirigeants gaullistes ayant fait l'objet de publication en 1983, on peut s'étonner du maintien au secret, plus de soixante-dix ans après la guerre, du compte rendu de l'entretien de Gaulle-Avalov d'août 1942. À moins bien sûr que l'importance historique des propos échangés doive pour toujours demeurer un secret d'État.

39. C. de Gaulle, *LNC, op. cit.*, p. 144.

40. C. de Gaulle, *LNC, 1942-mai 1958, op. cit.*, p 145.

41. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Plon, 1956, Annexes, p. 363.

42. *Ibid.*

43. A. Eden, *Mémoires*, Plon, 1965, p. 341-342.

44. Le 10 septembre, Philippe Baudet, le chef adjoint de la délégation de la France combattante à Washington, a rendu visite à Andreï Gromyko, conseiller de l'ambassade de l'URSS aux USA, pour lui dire qu'« il connaît personnellement » de Gaulle, qu'« il l'apprécie énormément » et que le Général s'est fixé « pour tâche fondamentale la lutte armée active contre les Allemands ». « Aux dires de Baudet, écrit Gromyko à Molotov, de Gaulle ne pense pas du tout maintenant au gouvernement qu'il y aura en France après la Libération et il ne prétend pas non plus à occuper un poste dans le futur gouvernement. » Curieux propos de la part de Baudet puisqu'ils contredisent ce que de Gaulle avait personnellement dit à Bogomolov les 13 et 29 janvier 1942. Au pire moment de la situation militaire soviétique, de Gaulle a-t-il chargé Baudet de faire savoir au Kremlin que sa préoccupation principale va à la lutte armée active contre les Allemands ? Une façon habile de conforter des liens qui se renforcent d'ailleurs sans cesse.

45. L'expression est de Stéphane Courtois.

46. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

47. L'histoire a invalidé ce jugement de Brossolette sur La Rocque et de Gaulle lui-même rendra hommage au chef des Croix-de-Feu pour son activité de renseignements durant la Résistance. Activité qui lui a valu la déportation.

48. A. Gillois, *L'Histoire secrète des Français libres à Londres*, Hachette, 1973, p. 334.

49. Passy, *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, Odile Jacob, 2000, p. 357-358.

50. SFO, t. I, doc. 58, p. 117.

51. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

52. J. Pierre-Bloch, *De Gaulle ou le temps des méprises*, La Table ronde, 1969, p. 49.

53. Diplomate soviétique qui fut l'adjoint de Souritz, ambassadeur d'URSS en France en 1939.

54. P. Billotte, *Le Temps des armes*, Plon, 1967, p. 233-235.

55. *Ibid.*

56. Qu'aurait pensé Gouin s'il avait eu connaissance des relations secrètes entre de Gaulle et Staline ? Mais sans doute faut-il voir dans cette phrase l'expression d'un principe plutôt qu'un constat en l'occurrence erroné.

57. Et pour cause puisque, nous l'avons vu, Staline a laissé à de Gaulle le soin de fixer lui-même la formule de reconnaissance…

58. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

59. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 278.

60. Cette condamnation de Munich par de Gaulle n'a évidemment pour principal but que de faire écho à la condamnation de Munich par les Soviétiques dont on a appris depuis qu'elle avait été purement formelle puisqu'un télégramme de Fierlinger, daté du 25 mai 1938, mentionne déjà une allusion de Litvinov à la possibilité d'un accord soviéto-nazi, notamment sur le partage de la Pologne. « L'accord de Munich, écrit Fabre-Luce dans son livre *L'Histoire démaquillée* (Robert Laffont), s'il a facilité la propagande du Kremlin, n'a pas renversé sa tendance. » Il faut voir dans la position de De Gaulle qui, à l'époque, ignore certainement tout de ces tractations antérieures à Munich entre le Reich et les Soviets, le souci d'éliminer un obstacle au rapprochement entre les gaullistes et les communistes français qui justifient toujours le pacte germano-soviétique comme une riposte aux accords de Munich. Thèse que défendra après la guerre Jacques Sadoul dans un article qu'il écrira dans la revue communiste *Démocratie nouvelle* (septembre 1949) et qu'il intitulera : « Les falsificateurs de l'histoire et le pacte germano-soviétique. »

61. MAE, CNF, Londres, vol. 349. Ce même 10 octobre, le général Petit télégraphie à Londres : « À toutes fins utiles et sous réserve, je vous signale qu'un informateur a entendu dans le milieu britannique de Moscou une conversation d'après laquelle une

personnalité ayant récemment passé en Afrique répand le bruit qu'à Londres certaines personnalités britanniques cherchent à éliminer le général de Gaulle pour le remplacer par un général dont la lettre initiale est "G" et qui aurait acquis un renom en Afrique. »

62. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

63. Henri Noguères écrit : « Les socialistes ont le sentiment – les tracts des 16 et 17 octobre devaient leur en apporter la confirmation – qu'ils ne tarderaient pas à être pénalisés pour la discipline même avec laquelle ils avaient exécuté les consignes de Londres en s'abstenant de constituer un mouvement de résistance de plus. En effet, le jour où fut admise la représentation du PCF en tant que tel et non à travers le FN, les socialistes se sont entendus répondre que le PC "ayant ses propres troupes de choc" pouvait être considéré non plus comme un parti politique, mais bien comme un mouvement de résistance. »

64. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. II, Robert Laffont, 1969, p. 610.

65. SFO, t. I, doc. 61. p. 124.

66. Entretien avec Géraud Jouve.

67. Le 22 octobre a eu lieu une rencontre entre confédérés et unitaires de la CGT. Jouhaux a rencontré Semat à Cahors. Auparavant, *La Vie ouvrière* du 10 octobre avait publié un article au titre significatif : « Reconstruisons l'unité syndicale ». Un tel rapprochement inquiète les gaullistes. Au cours d'une réunion secrète, Passy, Brossolette, Vallon et d'Astier décident de contrer l'influence anglaise sur Jouhaux en lui faisant parvenir une lettre de De Gaulle (celle que nous citons) et des fonds du BCRA. Parallèlement, les gaullistes prennent contact avec Saillant qui se dit prêt à « collaborer avec le général de Gaulle, le général Giraud ou d'autres ». Passy va s'efforcer de « détourner Saillant de cette voie ».

68. Le 24 octobre, le chef de la France libre écrit à André Philip alors à Washington : « Les services de Donovan et les Services secrets britanniques sont en train d'essayer d'organiser un départ pour l'AFN de Giraud, Weygand et Frère. Je n'ai rien fait dire à aucun d'eux, mais je sais que plusieurs de nos partisans ont approché Giraud pour lui dire que nos organisations de résistance ne le suivraient pas s'il divisait la Résistance française en agissant en dehors de nous. »

Le 29 octobre, en effet, Giraud a reçu le compte rendu de la conférence de Cherchell, préparant l'intervention des USA, et donné aux Américains son accord de principe assorti d'une longue note dans laquelle il rappelle une fois de plus ses propositions antérieures. Il termine en disant que « le commandement en chef interallié en AFN [c'est-à-dire lui-même] accepte les propositions des Américains à condition de fixer lui-même la date du débarquement ».

Le 2 novembre ont été signés les accords Giraud-Murphy. « L'envoyé du président Roosevelt, précise Alain de Sérigny, s'engage au nom de celui-ci à rétablir la souveraineté française en France et hors de France dans ses limites de 1939 […]. Les États-Unis promettent en outre de ne débarquer qu'à l'appel des Français, sans préciser d'ailleurs lesquels, et de laisser à ceux-ci le soin de fixer eux-mêmes le jour "J". En signant ce dernier engagement, Murphy sait très bien qu'il n'en sera jamais question, mais ces accords promettent aussi que les Alliés n'interviendront en aucun cas dans

l'administration intérieure de nos territoires et qu'ils réarmeront et équiperont l'armée française. Ce n'est que sur ce dernier point qu'ils tiendront parole. »

69. Si le président Roosevelt est réservé à l'égard de De Gaulle, ses représentants le sont beaucoup moins. Ainsi, le 2 novembre, au dîner qu'organise le général Hurlet à Kouïbychev, Roger Garreau est à la place d'honneur, à côté du Général qui lui parle de la France et de sa confiance dans la Résistance. « Il était visible, écrit Garreau, que la question de la participation de la France au second front l'intéressait vivement et doit être l'une des principales préoccupations du gouvernement américain. L'attention dont je fus comblé par le Général a vivement intrigué mes collègues dont plusieurs m'ont déjà demandé si je le connaissais auparavant. » Garreau signale en outre que le général Hurlet a porté un toast aux « *fighting french* ».

70. À bonne école, si tant est qu'il ait besoin d'exemple en la matière, le PCF s'apprête lui aussi à mener son propre jeu de bascule entre les généraux de Gaulle et Giraud.

71. Texte du télégramme : « En ce vingt-cinquième anniversaire de la création de l'URSS, je salue les peuples et l'armée des Républiques soviétiques dont l'effort victorieux encourage l'effort de la France. J'y joins mes vœux personnels que je forme pour le grand chef de la Russie en guerre. L'amitié franco-soviétique sortira de l'épreuve scellée par la victoire commune. »

Ce type de manifestation, à laquelle de Gaulle se prête systématiquement depuis le 21 juin 1941, tombe en l'occurrence fort bien. Le 4 novembre, en effet, Garreau a fait savoir que l'attitude générale du peuple russe envers les deux grands alliés est de plus en plus tendue : les Anglais sont discrédités et méprisés. À l'impatience, l'irritation et la déception ont succédé la rancune et une irréparable amertume. En revanche, disent les gaullistes, le personnel de notre mission est l'objet de manifestations spontanées de sympathie, sauf quand il est pris pour des Anglais, ce qui vaut la réaction contraire. L'un des membres de la mission signale avoir vu l'original d'une lettre adressée du front par le soldat Primaire à Roosevelt et qui traduisait bien les sentiments du peuple. Ce soldat déclare : « Il faut que les Américains sachent que je me bats pour eux comme pour mon pays. Pourquoi les Américains attendent-ils pour intervenir que la Russie soit épuisée, ou bien est-ce qu'ils le souhaitent ? »

72. Déjà se dessine l'autre étape de la bipolarisation : PCF = Résistance intérieure ; de Gaulle = Résistance extérieure. L'étape finale devant, pour les communistes français, voir l'absorption de la Résistance extérieure par la Résistance intérieure.

73. J. Elleinstein, *Staline*, Fayard, 1984, p. 344.

9
La réponse du PCF

1. P. Billotte, *Le Temps des armes*, Plon, 1967, p. 239.

2. Entretien avec Géraud Jouve.

3. L'expression est de Géraud Jouve.

4. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 250.

5. Daniel Cordier, *Jean Moulin et le CNR*, CNRS, 1983, p. 20.

6. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. III, Robert Laffont, 1972, p. 22.

7. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973.

8. « Qui, le premier, a eu l'idée d'un organisme fédérateur qui deviendra le Conseil de la Résistance ? » se demande Cordier. Dans l'état des recherches, nous connaissons les détails de ce projet grâce à cinq documents : 1) Le rapport de Brémond du 23 mai 1942 ; 2) Le courrier de Froment et Brémond du 8 juin 1942 ; 3) Les télégrammes de Froment, câbles 1 à 6 en date du 8 juin ; 4) Le courrier de Rex (Moulin n° 6 du 23 juin 1942) ; 5) Le rapport politique de Léo (Morandat) du 25 juin 1942. Ce dernier, rédigé en collaboration avec Boris Fourcaud, est le plus complet. Deux personnes ont revendiqué la paternité de l'idée : Yvon Morandat et Daniel Mayer qui l'attribue à Léon Blum. Selon Cordier, « c'est incontestablement dans les milieux socialistes que l'idée première en a germé ». *Moulin et le CNR*, Institut d'histoire du temps présent (CNRS).

9. C. Tillon, *On chantait rouge*, Robert Laffont, 1977, p. 324.

10. D. Cordier, *Moulin et le CNR*, CNRS, 1983, p. 18.

11. Fernand Grenier, Rapport n° 1 au Comité central, 2 janvier 1943. Cité par Daniel Cordier, *Jean Moulin et le Conseil national de la Résistance*, Éditions du CNRS, 1983, p. 121.

12. De Gaulle reconnaît ainsi que Pétain tient son pouvoir de la nation française par le vote du 10 juillet 1940. Ce qui est incontestable, mais qu'il a pourtant commencé de

contester dans son manifeste de Brazzaville. Peut-il en dire autant de lui-même ? Il ne tient son pouvoir, pour l'heure purement symbolique, que de la reconnaissance des nations étrangères : la Grande-Bretagne et l'Union soviétique principalement. Et, dans une moindre mesure, des États-Unis. Cette lettre indique, en outre, que l'offensive du chef de la France combattante contre Giraud va se développer dans un sens bien précis : faire de Giraud l'« homme de l'étranger », en l'occurrence des Américains. Il faudra pour cela une campagne magistralement orchestrée car les accords Giraud-Murphy diffèrent fondamentalement des accords de Gaulle-Churchill et des accords de Gaulle-Staline sur un point aussi précis qu'important : les accords Giraud-Murphy comportent comme première condition le rétablissement de la France « dans son *intégrité* territoriale du 1er septembre 1939, dans la métropole et hors de la métropole », ce que de Gaulle à son grand dépit n'a jamais pu obtenir ni des Anglais ni même des Soviétiques…

13. Rendant compte de la réception qu'il a donnée pour le 11 novembre à Kouïbychev, Garreau écrit : « J'avais prévu une réunion très simple, étant donné les très grandes difficultés de ravitaillement ; or le buffet fut sans doute le mieux fourni de tous ceux organisés jusqu'à maintenant. J'ai appris par une indiscrétion que le commissariat national à l'Information avait téléphoné la nuit précédente pour prévenir la direction de l'hôtel que le gouvernement tenait beaucoup à ce que la réception des Français fût "très bien". »

14. Dans son discours du 11 novembre à l'Albert Hall, de Gaulle déclare notamment : « La France sait aussi ce que lui coûte un régime moral et social sclérosé, dans lequel la patrie se vit successivement négligée par des masses exploitées, puis trahie par des coalitions de trusts et de gens en place […]. Avec l'Allemagne qui, par nature, ne cesse de produire des Bismarck, des Guillaume II ou des Hitler, elle ne conçoit point de paix qui ne soit garantie non par des phrases mais par des gages réels. La France, enfin, comme toutes les nations libres du vieux continent, ne sait que trop que ses épreuves n'auraient pas été possibles sans l'absurde relâchement de ses belles et bonnes alliances et l'échec des essais des organisations de la paix. Elle souhaite désormais tout faire pour qu'en Europe ceux dont les intérêts, le souci de les défendre et les besoins de leur développement sont conjugués avec les siens, se lient à elle, comme elle-même à eux, d'une manière pratique et durable. »

15. Le 27 novembre, dans un message à Churchill, Staline écrira : « En ce qui concerne Darlan, il me semble que les Américains l'ont utilisé habilement afin de faciliter l'occupation de l'Afrique du Nord et de l'Ouest. La diplomatie militaire doit savoir employer dans les buts de la guerre non seulement des Darlan, mais le diable et ses équipages. » Et le 14 décembre, le même Staline écrira à Roosevelt : « Du fait des rumeurs de toutes sortes répandues au sujet de l'attitude de l'URSS sur l'utilisation de Darlan et d'autres personnalités, je n'estime pas superflu de vous communiquer qu'à mon avis et à celui de mes collègues, la politique d'Eisenhower à l'égard de Darlan, de Boisson, de Giraud et d'autres est parfaitement juste ; je considère comme un grand succès que vous ayez réussi à ramener Darlan et les autres dans le sillage des Alliés contre Hitler. »

16. SFO, t. I, doc. 62, p. 126.

17. Le 19 novembre, le Dr Auer, consul général d'Allemagne et chef des commissions d'armistice au Maroc, télégraphiera à Ribbentrop : « Comme je n'ai cessé de le dire, nous n'avons jamais eu d'adversaire plus habile, plus tenace, plus farouche,

que le général Noguès. » À son arrivée à Alger en mai 1943, de Gaulle exigera la tête de Noguès, qui sera condamné à la Libération par la Haute Cour de justice, à vingt ans de prison. « La haine du général de Gaulle à l'encontre des chefs militaires qui ne s'étaient pas ralliés à lui allait, écrit Alain de Sérigny, nous priver quelques mois plus tard de l'homme le plus qualifié pour gouverner notre empire » (*L'Écho d'Alger*, Presses de la Cité).

18. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

19. Ce refus de Giraud de se rallier à lui est pour de Gaulle un crime impardonnable qu'il ne cesse de condamner dans les lettres qu'il adresse à ses adjoints. Ainsi, le 18 novembre, dans une lettre à Larminat et Koenig, il écrit : « […] Tout le monde en France est unanime sur les deux points suivants : Darlan est un traître qui doit être fusillé ; Giraud a le devoir de se rallier à la France combattante. » Et ce même 18 novembre, dans une lettre aux délégations de la France combattante : « L'opinion unanime en France est que Giraud a le devoir de se rallier uniquement à la France combattante » (*Lettres, notes et carnets*, Plon).

20. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 292-300.

21. RGASPI, f. 495, inv. 73 ; d. 163.

22. *Ibid.*

23. « Un seul atout lui reste, écrit Louis Rougier, pour reconquérir sa position : c'est de se faire plébisciter comme le chef de la Résistance intérieure, identifiée à la volonté nationale. » Pour se faire « plébisciter », de Gaulle n'hésite pas devant les proclamations de foi et d'admiration. Recevant le député socialiste Jean Pierre-Bloch, qui a rejoint Londres le 6 novembre et qui lui apporte des nouvelles de Léon Blum emprisonné à Bourrassol, il s'écrie : « Ah ! Léon Blum, c'est un grand Français. C'est un de ceux que je salue profondément aujourd'hui et pour lequel j'ai de la reconnaissance. Je lui suis reconnaissant de garder sa pensée sans compromissions, de donner un exemple courageux aux Français de tous les partis et de toutes les classes ! » De Gaulle est-il sincère ? « Mon émotion, écrit Pierre-Bloch, ne passait pas, mais elle augmentait au contraire en même temps qu'un certain malaise. »

24. Rémy, *Mémoires d'un agent secret de la France libre*, Presses Pocket, 1966, t. III, p. 142.

10
Le protocole caché

1. Rémy, *Mémoires d'un agent secret de la France libre*, Presses Pocket, 1966, t. III, p. 164.

2. F. Grenier, *C'était ainsi*, Éditions sociales, 1978, p. 168.

3. Il est vrai que Charles Tillon, lui, n'a pas attendu juin 1941 pour s'engager dans la Résistance active.

4. La lettre de Charles Tillon au général de Gaulle et le procès-verbal de la réunion du 28 novembre sont publiés dans les annexes du tome III d'*Histoire de la Résistance en France* (Robert Laffont) d'Henri Noguères. Sur le document original, le quantième est surchargé et 28 est substitué à 25. Nous nous sommes ralliés à la date admise aujourd'hui par la plupart des historiens.

5. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 303-304-305.

6. *Ibid.*

7. *Ibid.*

8. Le 1er décembre, de Gaulle a écrit à Adrien Tixier : « J'ai l'impression qu'une certaine équipe franco-américaine s'efforce d'empêcher ou de saborder d'avance la rencontre prévue entre le président Roosevelt et moi-même. C'est la même bande qui a réussi jusqu'à présent à empêcher toute entrevue. Je ne sais si vous avez les moyens de faire dire cela directement au président en personne. »

9. Le 19 novembre, Giraud a donné l'ordre au général Barré de riposter par les armes à l'ultimatum du général allemand Nehring. C'est le combat de Medjez el Bab : « Combat modeste, certes, entre forces insignifiantes, écrit Giraud, mais dont le retentissement a été immense et dont le résultat a pesé lourdement sur le déroulement de toute la bataille de Tunisie. Le 19 novembre, le gros des Alliés était loin. Seuls, de la Ire Armée anglaise, étaient présents : un détachement d'automitrailleuses, une batterie, deux sections de DCA. Le sacrifice des cavaliers du 4e chasseurs d'Afrique, des artilleurs du 62e RAA et des gardes du colonel Le Coulteulx a sans doute sauvé l'Algérie et évité la bataille prévue par le commandant en chef sur la frontière algéro-tunisienne », *Un seul but la victoire*, Julliard, 1949.

10. SFO, t. I, doc. 68, p. 131.

11. MAE, CNF, Londres, vol. 130. Rapportée et consignée par Dejean qui servait d'interprète, la phrase a peut-être été édulcorée par ses soins. Selon Maïski, en effet, elle est nettement moins sobre : « Après m'avoir fait ses adieux, rapporte le Soviétique, de Gaulle a atteint la porte. Il s'est ensuite retourné, il m'a regardé droit dans les yeux et d'une voix basse il m'a dit : "De tout mon cœur, je souhaite que vous soyez à Berlin avant les Américains." » Archives du MID, fonds Molotov, inventaire 4, dossier 267, chemise 2 579-81. Éric Roussel, *De Gaulle*, Gallimard, 2002, p. 326.

12. On notera qu'au même moment Sikorski est aux États-Unis dans le but avéré de recueillir de nouveau le soutien de Roosevelt à la cause polonaise et au projet de fédération d'Europe centrale. Mais pas seulement : « Il entend également, écrit Pierre Buhler, plaider la cause du débarquement dans les Balkans, option la mieux à même de garantir la libération par les Occidentaux du territoire polonais. » P. Buhler, *Histoire de la Pologne communiste*, Karthala, 1997, p. 51.

13. Discours de Rennes du 27 juillet 1947.

14. J. Pierre-Bloch : « De Gaulle rêve d'être pour la France ce que Tito devait être pour la Yougoslavie et de construire le socialisme pourvu qu'il garde le pouvoir » (*De*

Gaulle ou le temps des méprises, La Table ronde).

15. Le 4 mars 1943 puis le 19, de Gaulle chargera Billotte accompagné de Jean Moulin, du général Delestraint et de Cavaillès (chef de Libération-Nord) de faire pression sur l'amiral Stark (ambassadeur des USA auprès de la France combattante) et les autorités militaires américaines pour défendre l'idée du débarquement dans le nord de la France contre celle du débarquement dans le « ventre mou de l'Europe ».

16. Le 10 décembre, Bogomolov dit à de Gaulle que son projet d'envoi de troupes françaises en URSS recueille l'accord chaleureux de son gouvernement mais, écrit de Gaulle, « le gouvernement britannique opposa au projet de transfert de cette unité en Russie toutes les objections possibles, mais à Moscou, les Soviets en firent au contraire grand cas. Molotov et le général Panfilov nous pressent d'y donner suite ».

17. RGASPI, f. 85, inv. 184, d. 1 534.

18. RGASPI, f. 495, inv. 184, d. 1 601.

19. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. III, Robert Laffont, 1972, p. 65.

20. Dans ses *Mémoires* (Julliard), Raymond Aron parle de l'« atmosphère de confessionnal qui régnait autour du Général »…

21. Cette brutale adhésion de la gauche à la France combattante ressemble fort à une OPA sur un de Gaulle affaibli par l'irruption d'un rival mieux pourvu en forces armées et résidant en terre française.

22. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. III, Robert Laffont, 1972, p. 67 et suivantes.

23. *Ibid.*

24. *Ibid.*

25. C'est le cas, entre autres : du colonel Rivet, chef du SR, de son adjoint le colonel Ronin, chef du SR-Air, du capitaine de frégate Trautmann, du colonel de Villeneuve, du commandant Paillole, du lieutenant-colonel Labadie et du capitaine d'Hoffelize. Dans ses ouvrages *Services spéciaux* et *Notre espion chez Hitler* (Robert Laffont), Paillole a raconté l'histoire – qui touche à l'épopée – de ces « as » du Renseignement. Alain de Sérigny, directeur de *L'Écho d'Alger*, écrit : « Par l'Espagne, commençaient à arriver en AFN les premiers éléments réfugiés de Vichy et accourus pour collaborer avec le général Giraud. C'étaient en général des hommes de valeur, lassés d'avoir prêché vainement au Maréchal le revirement de fortune dont ils avaient compris les signes avant-coureurs. Ils apportaient un appui considérable à la formation du noyau de la nouvelle armée d'Afrique. »

26. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

27. Le 16 décembre, de Gaulle écrit à Henri Bernstein : « Songez qu'il faut relever la France sans ce que l'on appelait son "élite", vous aurez aussitôt le mot de beaucoup d'énigmes. »

28. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

29. SFO, t. I, doc. 70, p. 134.

30. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

31. Il s'agit du général d'aviation François d'Astier de La Vigerie.

32. De Gaulle était alors sous-secrétaire d'État à la Guerre.

33. SFO, t. I, doc. 71, p. 136. Ce « Nous sommes pour l'union mais nous ne sommes pas contents de voir que beaucoup de partisans de Vichy l'abandonnent », résume alors la position gaulliste de l'époque. Il ne s'agit pas tant d'unir militairement toutes les bonnes volontés pour le combat contre l'ennemi que de préparer politiquement l'après-guerre. Dans cette perspective, l'union ne peut être que sélective. Critère de base : on peut être communiste mais pas pétainiste ni même l'avoir été… « Songez qu'il faut relever la France sans ce que l'on appelait son élite », a écrit de Gaulle à Bernstein… Les « légalistes » sont donc exclus d'office du futur rassemblement. C'est l'inauguration d'une logique de la discorde civile.

34. Au cours de ce même entretien, selon Vychinski, Garreau s'est dit « étonné par l'énorme intérêt que l'on porte à l'URSS non seulement en Angleterre mais aussi dans les pays du Proche-Orient et dans tous les milieux sans exclusion. Cela, a-t-il précisé, mérite une attention particulière parce que la propagande germano-italienne est très active dans ces pays. Les partisans de l'Allemagne étaient assez forts jusqu'à ces derniers temps en Irak et en Égypte. Cependant, la défaite de Rommel en Libye et, surtout, le succès de l'Armée rouge ont développé l'idée d'une défaite allemande et modifié quelque peu les esprits. En Égypte et en Syrie, maintenant, se sont créés secrètement des comités d'amitié avec l'URSS qui ont une vie très active et travaillent beaucoup et bien. […] Tous ces militants, conclut Garreau, sont entièrement favorables à l'établissement de relations diplomatiques avec l'Union soviétique et il n'y a aucun doute que la présence de représentants diplomatiques soviétiques à Beyrouth et Damas, non seulement ferait bonne impression mais, de plus, serait utile à la cause commune des Alliés. »

35. F. Grenier, *C'était ainsi*, Éditions sociales, 1978, p. 169.

36. Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, t. IV, Fayard, 1984, p. 281.

37. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

38. J. Cathala, *Sans fleur ni fusil*, Albin Michel, 1981, p. 286.

39. Après avoir fait de multiples avances aux communistes, après avoir évoqué et invoqué la « révolution », après avoir proclamé que la libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale, de Gaulle connaît-il le doute ? Dans une lettre du 15 octobre 1942, Bogomolov a écrit à Molotov : « De même que les Anglais, de Gaulle a peur de la révolution en France, mais il espère qu'il parviendra à la stopper grâce à l'essor national du pays. Il accueille le soutien des communistes avec satisfaction mais il est inquiet des mots d'ordre que lancera le PCF après la défaite de l'Allemagne. »

40. MAE, CNF, Londres, vol. 222.

41. P. Henriot, *Et s'ils débarquaient*, Éditions du Centre d'études de l'Agence Inter-France, 1944, p. 18.

42. L'expression est de De Gaulle.

43. SFO, t. I, doc. 72, p. 138.

44. SFO, t. I, doc. 73, p. 140-141.

45. AVPRF, f. 017, inv. 1, d. 10, ch. 32.

46. SFO, t. I, doc. 74, p. 143-144.

47. « Sans cet accord, écrit Olivier Guichard, je ne doute pas que les communistes auraient été beaucoup plus faibles qu'ils ne le furent en 1944 », *Mon général*, Grasset, 1980.

48. Une situation qui trouvera son dénouement trois ans plus tard presque jour pour jour.

49. F. Grenier, *C'était ainsi*, Éditions sociales, 1978, p. 201.

50. Évoquant la gauchisation du mouvement gaulliste et les affrontements auxquels elle a donné lieu, Claude Pierre-Brossolette témoigne : « Ni mon père ni Passy ne sont satisfaits de ce tournant qui va être capital. Faut-il en attribuer l'inspiration à Jean Moulin, ancien collaborateur de Pierre Cot, et dont les trois principaux adjoints s'avéreront membres du parti communiste à la Libération ? Plus tard, des controverses se développeront autour d'une adhésion secrète et présumée de Jean Moulin au communisme soviétique. Elles sont de peu d'intérêt au regard du fait essentiel : le choix par le général de Gaulle du parti communiste comme partenaire privilégié, de préférence à la droite patriotique de Charles Vallin. » *Commentaire*, « De Gaulle, la Résistance et les communistes », n° 150-Été 2015.

11
La querelle des généraux

1. Général Giraud, *Un seul but, la victoire*, Julliard, 1949, p. 85.

2. Ingénieur, André Poniatowski est l'inventeur du « meilleur char moderne » de l'époque. « Malheureusement, écrit Giraud, avant la guerre, les bureaux n'ont pas voulu l'accepter ; quand ils l'ont enfin agréé, il était trop tard. »

3. Il s'agit de l'escadre française commandée par l'amiral Godefroy.

4. Général Giraud, *Un seul but, la victoire*, Julliard, 1949, p. 93 et suivantes.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

7. Évoquant dans *Le Monde* du 8 septembre 1984 la mémoire de Gaston Palewski, Jean-Pierre Rioux écrira notamment : « Les meilleures fées n'avaient pas ménagé leur affection au jeune Palewski. Il eut l'aisance d'une bonne famille d'origine polonaise et juive, un père ingénieur, une mère exquise, le goût des belles choses, l'entrée dans le monde et la meilleure éducation. Gai, affable, l'œil gourmand volontiers posé sur un tableau de maître ou sur une jolie femme, il rejoint Lyautey au Maroc en 1924, à vingt-trois ans, avec trois diplômes prestigieux dans sa giberne : Sciences-Po, l'École du Louvre et Oxford. Et déjà le sens du contact, l'appétit des êtres, l'art de dîner en ville et un goût immodéré pour les indispensables futilités du vernissage et du cocktail […]. À Londres, à Alger, à Paris, Palewski, inlassablement, trie, propose, encaisse les rebuffades et déguste les compliments, ouvre l'œil, irrite et séduit, veille à toute heure sans refuser une invitation. À ce train-là, il connaît tous les grands, de la Maison Blanche à Moscou, et tous les autres, du peintre au journaliste, du collectionneur au zazou, affairé et flâneur sur toutes les rives […]. Qu'a-t-il donc manqué à Palewski pour se hisser aux dimensions d'un Malraux, d'un Debré, d'un Pompidou ? Non pas, assurément, la fidélité : elle fut totale, et dès 1971, à la tête de l'Institut Charles-de-Gaulle, il a veillé à la promotion de la mémoire historique de son inoubliable patron. Peut-être, tout simplement, de Gaulle avait-il jugé que cet homme indispensable, son envers, excellait trop à sa place pour supporter toute transplantation ? Pompidou, toujours lui, nous rappelle cette petite phrase ingrate : "Rien ne lui nuit plus dans mon esprit que cette manie de vouloir par vanité se mêler de tout et être partout", aurait dit le Général de son homme de cabinet. »

8. Lettre inédite. Archives de l'auteur.

9. Quelques jours avant Anfa, Giraud a nommé Marcel Peyrouton gouverneur général de l'Algérie, en remplacement d'Yves Chatel. Ambassadeur du gouvernement de Vichy en République argentine, Peyrouton a donné sa démission dès l'avènement de Laval en avril 1942 et s'est réfugié à Buenos Aires. C'est lui, en effet, qui avait provoqué la disgrâce de Laval en décembre 1940 et l'avait fait arrêter. Alain de Sérigny écrit : « Giraud avait escompté que ce coup de génie si directement dirigé contre Pierre Laval provoquerait une grande satisfaction à Londres. Il se trompait du tout au tout. La jeunesse de ses connaissances en politique ne lui permettait pas de savoir qu'avant la guerre, lors de ses résidences générales en Tunisie et au Maroc, Marcel Peyrouton avait soulevé contre lui la rancune des éléments d'extrême gauche du Front populaire. Ce clan était très largement représenté à Londres. Il y était prépondérant. » Ce que confirme Girard de Charbonnières : « Sans doute n'y avait-il pas à la France combattante que des hommes de gauche. Il y en avait même fort peu parmi les militaires. Un Larminat, un Leclerc, un Koenig n'étaient certes pas "de gauche". Mais les hommes de gauche abondaient dans les bureaux et plus encore dans les coulisses de Carlton Gardens. Ils étaient d'autant plus virulents que, pour la plupart d'entre eux, la guerre qui se poursuivait était une sorte d'affaire personnelle. Ils étaient venus à Londres parce que, du fait de leurs opinions, ils étaient en danger en France. Pour eux, la seule victoire possible était celle qui assurerait non seulement l'anéantissement du nazisme, mais aussi l'élimination de toute trace du régime de Vichy. Leur cause propre s'identifiait donc avec celle de la France combattante, dont ils étaient nécessairement des extrémistes. Cela expliquait à la fois leur nombre et l'audience dont ils bénéficiaient. »

10. Voici le texte de cette lettre : « Monsieur le Maréchal, je vous avais promis de défendre la politique que vous m'avez personnellement exposée. J'ai tenu ma promesse auprès de mes parents et de mes amis, sans me livrer à la moindre manifestation, malgré les attaques qui ne m'ont pas été épargnées. Aujourd'hui, j'estime l'heure trop grave pour

rester spectateur. Je crois qu'il se présente une chance inespérée de sortir de la guerre avec honneur. Je suis sûr d'ailleurs de votre pensée profonde, mais, plus libre que vous, je puis aller préparer en Afrique ce que vous achèverez vous-même en France. Je n'ambitionne rien que de voir la résurrection de mon pays. J'y consacre les biens et les forces qui me restent. Je vous demande de bien vouloir me garder votre estime et me considérer toujours comme un de vos plus dévoués et plus respectueux subordonnés. »

11. Lettre inédite. Archives de l'auteur.

12. Chamine, *La Conjuration d'Alger*, Albin Michel, 1946, p. 401-402.

13. Cité par Beaufre dans *La Revanche de 1945*, Plon, 1966, p. 179.

14. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

15. Général Giraud, *Un seul but, la victoire*, Julliard, 1949, p. 108.

16. Général Beaufre, *La Revanche de 1945*, Plon, 1966, p. 199.

17. G. Girard de Charbonnières, *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Plon, 1984, p. 8.

18. G. Girard de Charbonnières, *op. cit.*, p. 18.

19. Général Beaufre, *La Revanche de 1945*, Plon, 1966, p. 196.

20. Ce que les accords Giraud-Murphy du 2 novembre 1942 reconnaissaient déjà puisqu'il y était dit : « Le gouvernement des États-Unis considère la nation française comme une alliée et la traitera comme telle. »

21. Crusoe, *Vicissitudes d'une victoire*, Les Éditions de l'Âme française, 1946, p. 105-110.

22. *Ibid.*

23. La comparaison de Giraud avec Franco est particulièrement habile de la part de De Gaulle, car le nom du chef d'État espagnol agit comme un révulsif sur la sensibilité de gauche de la majorité des dirigeants de la France combattante. Cette comparaison, qui sera abondamment développée par les gens de la délégation de la France combattante auprès des Soviétiques, est de la part de De Gaulle purement tactique car l'on peut penser que le chef de la V^{e} République avait personnellement une image positive de Franco ; on se souvient en effet de la fameuse apostrophe : « J'étais le général de Gaulle, vous êtes le général Franco ! »

24. Giraud en fait d'ailleurs, très vite, l'expérience, et il contre aussitôt les menées américaines en AFN. Dans un document révélé par le général Chambe dans son livre *Au carrefour du destin* (Éditions France-Empire) figure cette directive en date du 2 mars 1943 : « Strictement confidentiel : la DSS signale que certains éléments américains se répandraient dans les populations musulmane et juive, critiquant la souveraineté française. Ne pas le tolérer mais le faire avec habileté et délicatesse. (Prendre en surveillance le colonel Hazeltine, chef du Psychological Warfare américain, à Alger.) Prévenir le général Giraud du résultat de cette surveillance. Le général interviendra lui-même directement, si nécessaire. Il importe de se montrer ferme. »

25. Général Beaufre, *La Revanche de 1945*, Plon, 1966, p. 172.

26. L. Galimand, *Origine et déviations du gaullisme*, Éditions de la Couronne, 1950, p. 100.

27. Sa dépendance est telle que, selon Girard de Charbonnières, « le général de Gaulle ne pouvait se déplacer qu'avec l'assentiment du gouvernement britannique, ce qui le rendait encore plus dépendant des Anglais que Giraud ne l'était des Américains ». Dans le mémorandum qu'il lut aux Communes le 21 juillet 1943 et qui fut divulgué dans le *Washington Post* du 12 juillet 1943 et dans *Newsweek* du 19 juillet 1943, Winston Churchill écrivait lui-même : « De Gaulle doit tout ce qu'il a à l'appui anglais. »

28. P.-L. Bret, *Au feu des événements*, Plon, 1950, p. 380.

29. J.-B. Duroselle, *L'Abîme*, Imprimerie nationale, 1982, p. 419.

30. SFO, t. I, doc. 72, p. 138.

31. SFO, t. I, doc. 76, p. 146.

32. Accusation particulièrement odieuse lorsque l'on sait que c'est à la suite de cette évasion que quinze membres de la famille de Giraud seront déportés à Friedrichroda où sa fille aînée, Renée Granger, trouvera la mort.

33. SFO, t. I, doc. 77, p. 149.

34. Schmittlein fait sciemment la confusion entre la Légion des combattants dont Giraud limita le rôle à « la défense des intérêts moraux et matériels des Anciens combattants », et le Service d'ordre légionnaire, le SOL, fraction activiste et extrémiste de la Légion, organisation dissoute par le commandant en chef en janvier 1943.

35. SFO, t. I, doc. 79, p. 157.

36. Ces mêmes Américains que Garreau n'a cessé, les jours précédents, d'accuser de soutenir les « réactionnaires fascisants » et de vouloir éliminer de Gaulle…

37. SFO, t. I, doc. 80 ; p. 160.

38. « En janvier 1945, raconte Giraud dans ses *Mémoires*, ma fille Monique, installée avec moi à Dijon, visitait chaque jour à l'hôpital militaire les blessés qui y affluaient du front d'Alsace. On ne la connaissait que sous son prénom. Je lui avais interdit d'accepter le moindre galon. Depuis plusieurs jours, elle s'occupait d'un jeune sous-officier sympathique de la division Brosset (ex-FFL) qui allait pouvoir partir prochainement en convalescence. "Mademoiselle, vous connaissez bien Dijon ? – Oui, passablement. – Savez-vous si le général Giraud habite ici ? – Je ne sais pas. Pourquoi me demandez-vous cela ? – Parce que pour nous, de la division FFL, c'est un problème particulier. Remarquez que je ne connais pas le général Giraud, je ne l'ai vu qu'une fois quand il est venu inspecter la division en Tunisie. On disait que c'était un général qui était calé et qu'il avait beaucoup contribué à refaire l'armée. Je sais qu'il est venu en Italie juste avant le commencement de l'offensive sur Rome, et puis on ne l'a plus revu. On a appris que le général de Gaulle avait été obligé de se séparer de lui, parce qu'il cédait tout aux Américains. Il avait voulu leur vendre ou leur avait même vendu les ports, les terrains

d’aviation, les chemins de fer d’Algérie, de Tunisie, du Maroc, d’AOF. – Vous êtes sûr de cela ? Comment l’avez-vous su ? – Oh ! Mademoiselle, c’est officiel. Dans chaque régiment, des officiers sont venus nous faire une conférence à ce sujet. On nous a donné des précisions pour Dakar, pour Oran, pour Casablanca.” » Et Giraud poursuit : « Ceux qui, un peu partout en France, ont répandu cette calomnie, n’ont pas fait leur mea culpa. Quand je me suis élevé chez le général de Gaulle contre de pareilles méthodes, il m’a simplement répondu : “Mais laissez donc cela, c’est vraiment trop bête.” Je suis entièrement de son avis. De pareilles allégations sont parfaitement stupides. Mais que penser des chefs militaires qui s’abaissent à une telle propagande, de ministres civils qui colportent de pareils bruits, d’un président du gouvernement provisoire qui tolère de pareilles méthodes ? […] Peu à peu, on a vu les Américains abandonner les ports, les terrains d’aviation dont ils n’avaient plus besoin pour leurs opérations. Nulle part, et pour cause, ils n’ont excipé des accords que j’aurais passés avec eux. »

39. En 1942, demandant à Bogomolov, qui prêchait devant lui pour l’action immédiate, pourquoi le parti communiste restait à l’écart des mouvements de résistance et manifestait ainsi l’intention de ne pas se rallier à la France libre, Christian Pineau s’était entendu répondre : « C’est une affaire qui peut s’arranger, mais qui vous concerne » (*La Simple Vérité*, Julliard).

40. Prenant prétexte du discours de nouvel An dans lequel Giraud a annoncé la libération d’un certain nombre de personnes détenues pour des raisons politiques, les parlementaires communistes lui ont écrit une longue lettre où ils disent notamment : « Le maintien en captivité des antihitlériens continuerait à être ce qu’il a été jusqu’à présent : un cinglant démenti aux appels à l’union et aux exhortations à la lutte libératrice contenus dans les proclamations et les discours officiels. Il continuerait à être un désaveu de l’action courageuse des patriotes français qui, sur le territoire de la France occupée, apportent, au péril de leur vie, une aide efficace aux armées alliées victorieuses […]. C’est au nom de ces Français, de ces prisonniers, de ces otages que nous réclamons la libération immédiate de tous les détenus antihitlériens de l’Afrique du Nord […]. Nous avons droit à la liberté, parce que nous faisons partie de ceux que vous avez appelés “ces volontés françaises qui, où qu’elles soient, doivent être unies pour assurer la libération de la patrie”. »

Et pour finir, les parlementaires communistes se disent « prêts à participer de toutes leurs forces à leur place de combat sur les champs de bataille et sur le terrain de la production, à la libération de la France et à l’édification de la victoire »…

Selon ce que rapporte Florimond Bonte dans son livre *Le Chemin de l’honneur* (Éditions sociales), Giraud aurait dit, le 27, aux émissaires du PCF, Billoux et Midol : « Je ne m’occupe pas de politique. Je suis prêt à libérer tous ceux qui sont emprisonnés, comme vous et vos amis et d’autres s’il y en a. Pour tous ceux qui sont autour de moi, je ne veux pas savoir ce qu’ils ont fait avant novembre 1942. Du moment qu’ils entrent vigoureusement dans la bataille, cela me suffit. Avec de Gaulle, nous nous entendrons, mais ce n’est pas facile. Les soldats russes sont admirables de courage, de patriotisme. Nous devons nous entendre avec la Russie. Quant à notre armée, je veux constituer tout de suite dix divisions. C’est possible, nous avons les hommes. Mais il faudra convaincre les Américains de nous donner le matériel, car nous n’avons rien. Notre armée se bat bien en Tunisie. J’aiderai les Français de France, mais que peuvent-ils faire et que peut-on faire pour eux ? En tout cas, il faut faire tout ce qui est possible pour battre les Allemands. Du Danube, j’irai à Metz et, ensuite, la France fera ce qu’elle voudra. »

Selon Bonte, Giraud aurait demandé aux parlementaires communistes de signer une déclaration approuvant sa politique. Ce à quoi ils auraient répondu : « C’est absolument

impossible. Nous ne demandons pas, nous exigeons notre liberté. C'est déjà un scandale que l'on nous ait maintenus en prison depuis le 8 novembre 1942. Vous avez dit que vous ne faisiez pas de politique ; alors, comment voulez-vous que nous l'approuvions ? La nôtre, c'est la lutte pour la libération de la France. »

41. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 327.

42. « Il n'est pas douteux, écrit Noguères, que ces différents éléments rassemblés entre les seules mains de Jean Moulin : les armes, les liaisons, les fonds, sans parler de la présidence du Comité de coordination, rendent l'ensemble de la Résistance de zone sud tributaire du délégué national. » *Histoire de la Résistance en France*, t. III, Robert Laffont, 1972, p. 79.

43. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 290.

44. H. Frenay, *L'Énigme Jean Moulin*, Robert Laffont, 1977, p. 145.

45. Il s'agit de Manhès.

46. Selon le général Béthouart qui l'a confié à Alain de Sérigny, Roosevelt lui aurait déclaré au même moment : « Dites au général Giraud de prendre le général de Gaulle, de le mettre dans un avion et de le transporter quelque part au Sahara. On ira le rechercher quand la guerre sera terminée. »

47. Jean Cathala écrit : « Zaslavski, Lénine l'avait jadis traité plus ou moins d'ordure ; nous l'ignorions. Quant à la citation de Staline, il aurait suffi d'en prendre le contre-pied ("Nous avons et nous ne pouvons avoir comme but de guerre que…") pour connaître très exactement le programme de la *Pax Sovietica* : constituer à la frontière de l'URSS un glacis de quasi-protectorats dont un régime socialiste assurerait la docilité. Une semaine après Stalingrad, pareil retournage se heurtait à une impossibilité psychologique ; on aurait dû admettre que Staline mentait. Reste l'habitude de déceler le non-dit. Puisque l'article ne mentionne à aucun moment la Pologne, il convient d'y voir une réaffirmation de la position soviétique : les territoires en litige sont considérés comme partie inaliénable de l'URSS. »

12
L'alliance privilégiée

1. Cette lettre, à laquelle de Gaulle ne fait aucune allusion dans ses *Mémoires*, n'a été rendue publique qu'en 1982. Elle ne figure, en effet, à notre connaissance, que dans le quatrième tome des *Lettres, notes et carnets* (Plon), couvrant la période de juillet 1941 à mai 1943.

2. J. Maze, *Le Système*, Ségur, 1951, p. 225.

3. A. Guérin, *La Résistance*, t. IV, Livre Club Diderot, 1975, p. 159.

4. Jean-Baptiste Duroselle écrit dans *L'Abîme* (Imprimerie nationale) : « Le PCF a toujours soutenu – et tout le monde est à peu près d'accord sur ce point – qu'il n'était pas un parti comme les autres. Il affirmait hautement son but, qui était la révolution, celle-ci

consistant en la destruction de l'"État bourgeois" et en son remplacement dialectique par l'"État prolétarien". Il s'agissait, selon lui, d'un mouvement inéluctable de l'histoire, dont la lutte des classes était le facteur dominant. Son rôle était d'accélérer ce mouvement. Tout cela reposait évidemment sur des postulats dont la doctrine masquait quelque peu l'incertitude en se qualifiant d'emblée de socialisme "scientifique". Comme, depuis 1917, un État – qui avait créé en 1922 une fédération, l'URSS – avait opéré la "révolution", et que tout était censé dépendre de la III^{e} Internationale ou Komintern, elle-même de plus en plus dominée par Staline, il est clair que pour tout communiste convaincu la règle de l'"internationalisme prolétarien" équivalait au soutien sans condition à l'URSS. »

5. Cités par Henri Noguères dans *Histoire de la Résistance en France*, t. III, Robert Laffont, 1972, p. 200.

6. Lettre rendue publique par *France-Dimanche*, le 18 janvier 1948.

7. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

8. *Ibid.*

9. *Ibid.*

10. J. Pierre-Bloch rapporte à ce sujet ce mot de Jean Moulin : « J'ai du mal à leur faire comprendre que la République a besoin des partis politiques. » *De Gaulle ou le temps des méprises*, La Table ronde, 1969, p. 139.

11. Il est à noter que ce document officiel reconnaît qu'il y a des restrictions imposées par l'état de guerre, ce qu'avait ignoré le général de Gaulle dans sa conférence de presse du 9 février.

12. Passy, *Missions secrètes en France*, Plon, 1951, p. 83 et suivantes.

13. Passy écrit textuellement : « La nouvelle mission confiée à Rex et à nous-mêmes, et dont le texte nous parvint peu après, précisa davantage encore ce que l'on attendait de nous. » *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, Odile Jacob, 2000, p. 522.

14. *Ibid.*

15. *Ibid.*

16. Passy paraît d'ailleurs toujours ignorer cette diplomatie gaulliste secrète lorsqu'il publie le troisième tome de ses *Mémoires* en 1951.

17. Ces deux concessions s'inscrivent dans la ligne de la lettre du 10 février lavant le PCF du péché de collaboration et du discours du 4 février lavant l'URSS du péché de dictature.

18. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 330-331.

19. Cité par Alain Guérin dans *La Résistance*, Livre Club Diderot, 1975, p. 356-357.

20. Cité par Guy Girard de Charbonnières dans *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Plon, 1984, p. 19. La plupart des télégrammes cités par l'auteur sont inédits. Charbonnières est résolument gaulliste, mais il ne cède jamais à l'esprit partisan et se tient à la stricte vérité historique. La sérénité de ses jugements et la valeur de ses témoignages d'« acteur » font de son livre un document de première importance sur les négociations Giraud-de Gaulle.

21. Ces appréciations sont de Girard de Charbonnières.

22. Cité par Girard de Charbonnières, p. 83 et suivantes.

23. *Ibid.*

24. *Ibid.*

25. *Ibid.*

26. Traitement exclusivement militaire. En effet, après l'allocution de Florimond Bonte à Radio-Alger, Giraud fait suspendre les interventions radiophoniques au moment où Billoux devait s'adresser aux Marseillais et aux Provençaux. Il n'en demeure pas moins que la libération des vingt-sept députés communistes par Giraud procure au parti un encadrement de qualité pour son action en AFN.

27. Passy, *Missions secrètes en France*, Plon, 1951, p. 164.

28. *Ibid.*

29. Dans *L'Énigme Jean Moulin* (Robert Laffont), Henri Frenay constate qu'alors que Rémy et son réseau, la CND, entretenaient avec l'OCM d'excellents rapports, l'équipe de Jean Moulin, arguant des « sentiments réactionnaires » du mouvement, menait contre celui-ci une vigoureuse campagne. Cherchant le mobile de cette animosité, il le voit dans le fait que dans tous les domaines (groupes paramilitaires, renseignement, propagande, noyautage des administrations), l'OCM « avait pris une sérieuse avance qui inquiétait les collaborateurs de Max ». Dans son rapport du 7 mai, Moulin ne dit pas un mot sur l'importance de l'OCM, mais formule en revanche de sévères critiques à son endroit. Or ce rapport, Passy le qualifie de « monument d'erreur » et le juge « effroyablement tendancieux ».

30. Le 17 avril, Massigli écrit à Garreau : « Il me revient de la source la plus sérieuse que certaines opinions exprimées par notre délégation en URSS sur la politique nord-américaine avaient été jugées choquantes à Washington et qu'elles avaient trouvé jusqu'à la Maison Blanche un écho malsonnant. Vous savez combien la situation générale est délicate et vous en connaissez l'enjeu. Tout en tenant le plus grand compte de l'ambiance où vous vous trouvez et de la nécessité de maintenir notre étroite amitié avec les Soviets, je crois devoir vous conseiller à nouveau de donner à l'expression de vos opinions, sans le moindre préjudice pour l'affirmation de nos principes, une forme telle qu'elle ne fournisse pas de prétexte à des doléances comme celles que je viens de recueillir. Non seulement le concours des Américains et des Anglais, même sous une forme qui peut nous paraître bien lente, est absolument indispensable pour la libération du territoire, mais le bon vouloir des deux gouvernements peut nous être particulièrement utile au moment où ils sont en mesure de faire comprendre à Alger l'urgence d'une solution donnant satisfaction à la France combattante. »

31. MAE, CNF, Londres.

32. G. Girard de Charbonnières, *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Plon, 1984, p. 17.

33. MAE, CNF, Londres.

34. R. Massigli, *Une comédie des erreurs*, Plon, 1978, p. 26.

35. MAE, CNF, Londres.

36. Les querelles entre responsables de la France combattante sont aussi fréquentes que diverses. Dans un télégramme du 7 avril, par exemple, Roger Garreau se plaint de n'avoir pu adresser au CNF, de Moscou, le compte rendu de ses entretiens avec Molotov et Dekanosov, le général Petit lui ayant refusé « en termes grossiers par téléphone l'usage de "son" code et l'assistance de "son" personnel ». « Mme Brault, autorisée à résider à Moscou pour y assurer l'émission de radio bihebdomadaire de la France combattante, écrit-il, me télégraphie aujourd'hui que le général Petit lui refuse également l'usage de son code pour correspondre avec moi, ce qui l'oblige à me câbler les informations en clair. Le général Petit persistant à ne tenir aucun compte des instructions de son ordre de mission ni des règles de la plus élémentaire correction, je vous serais reconnaissant de bien vouloir remédier d'urgence à une situation devenue intolérable depuis mes télégrammes 40-44 du 12 janvier. »

Quelques jours plus tard, le 12 avril, Petit riposte auprès de De Gaulle : « Les déclarations de Garreau sont fausses. Si on doute de ma parole, je peux invoquer les témoignages de Laboureur, officier du chiffre qui, sous mes ordres, a remis les documents du chiffre à Mme Brault chaque fois qu'elle vient au service du chiffre à cet effet, et du commandant Pouliquen qui a vu Mme Brault chiffrer et déchiffrer les télégrammes de Garreau et qui l'a sans doute aidée. J'ajoute que le 24 mars, comptant partir à bref délai, j'ai remis au capitaine Mirlès et au lieutenant Laboureur des instructions écrites dont le paragraphe 8 est relatif à l'emploi du chiffre et qui indique notamment : "Les documents doivent être utilisés seulement par le personnel officier de la mission ; exception est faite pour les besoins de M. le délégué [Garreau] pendant la durée de son séjour à Moscou. À condition que l'utilisation se fasse par un membre du corps diplomatique ou toute autre personne ayant rang d'officier." » Et Petit conclut : « Il s'agit d'un mensonge prémédité et cynique qui condamne son auteur. Je demande instamment, s'il existe encore le moindre doute dans l'esprit des membres du Comité national, que toutes les mesures nécessaires soient prises pour que le jour le plus complet soit fait sur cette affaire. Au cours de mon prochain voyage à Londres, je serai en mesure de vous donner toutes les explications qui me seront demandées. Je ne doute pas que le comité n'en tire les conclusions qui s'imposent. » (MAE, CNF, Londres).

37. La loi du 15 février 1872, dite loi Tréveneuc, établit : 1) La réunion dès la libération du territoire d'une assemblée des délégués des conseils généraux ; 2) La désignation par cette assemblée d'un gouvernement provisoire (qui dans ce cas précis aura autorité sur le commandant en chef et auquel le Conseil remettra ses pouvoirs) ; 3) La fixation par cette assemblée de la date des élections à l'Assemblée nationale constituante.

38. Général Giraud, *Un seul but, la victoire*, Julliard, 1949, p. 134 et suivantes.

39. G. Girard de Charbonnières, *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Plon, 1984, p. 122 et suivantes.

40. *Ibid.*

41. *Ibid.*

42. *Ibid.*

43. *Ibid.*

44. *Ibid.*

45. D'après ce que rapporte Charbonnières, Eisenhower n'a pas dit « qu'il ne s'intéressait pas à la politique », mais que l'union étant un problème politique français, il n'avait pas à y intervenir…

46. Cité par Charbonnières dans *Le Duel Giraud-de Gaulle* (Plon).

47. Le 15 mars, Léon Blum a écrit à de Gaulle pour le féliciter d'avoir redonné leur place aux partis politiques : « Je constate que vous avez apporté aux principes démocratiques une adhésion sans réserve et je tiens pour constant qu'un État démocratique – quelle que soit sa Constitution, quelle que soit la part qui y est laissée à la représentation parlementaire – ne peut vivre ou ne peut pas être conçu raisonnablement sans l'existence de partis politiques. La négation pure et simple des partis politiques équivaut à la négation de la démocratie, de même d'ailleurs que la condamnation absolue et indistincte de tout système parlementaire équivaut à la condamnation du système démocratique, il faut y prendre bien garde […]. Rendez-vous compte bien clairement, je vous en conjure, que les organisations de résistance qui sont sorties du sol français à votre voix ne pourront à aucun degré se substituer à eux […]. Je ne verrais pour ma part que des dangers à ce que les organisations de résistance, une fois accomplie la tâche en vue de laquelle elles ont été créées, se survécussent sous leur forme actuelle. Syndicats d'intérêts égoïstes et surannés comme les associations d'anciens combattants de l'autre guerre, ou bien milices paramilitaires redoutables à toutes républiques, elles n'auraient guère à choisir d'autre destin… Vous, dont le nom est désormais identifié avec la restauration de la démocratie en France, vous devez sentir mieux que personne l'évidence de ces vérités. »

En contrepoint de ce satisfecit délivré à de Gaulle par le leader socialiste, voici ce qu'écrira le journal clandestin *Combat* – entre autres – en décembre 1943 : « Pierre Cot, Auriol, Henry Torrès ne représentent rien. Pourquoi pas Joséphine Baker ? Il est inutile que le flot de la continuité républicaine charrie des détritus de cet acabit-là. »

48. *L'Humanité* du 15 avril 1943.

49. *La Vie du Parti* de janvier 1943.

50. Courtois écrit : « La complémentarité […] de la lutte revendicative et de la lutte armée est ainsi transposée au niveau des forces sociales tout entières et nous découvrons les classiques poupées russes : les cadres sont à l'avant-garde du parti, qui est l'avant-garde de la classe ouvrière, qui est l'avant-garde de la nation. Le schéma léniniste est habilement transposé du cadre de la révolution sociale à celui de la libération nationale. »

51. F. Grenier, *C'était ainsi*, Éditions sociales, 1978, p. 207.

52. Le 19 avril, lors d'une séance du groupe parlementaire adhérant à la France combattante, Pierre-Bloch (à en juger par le procès-verbal de cette séance tel que le publie l'ancien député socialiste dans son livre *Londres, capitale de la France libre*, paru aux Éditions Carrère-Lafon) accuse Giraud d'avoir « supprimé » le décret Crémieux qui accordait la nationalité française aux juifs algériens. « Le résultat, est-il dit en outre dans le procès-verbal, c'est que les juifs sont maintenant dans une situation plus grave que sous le régime de Pétain puisque, ayant perdu leur statut politique, ils sont dans une situation d'infériorité par rapport aux musulmans qui ont, eux, leur statut coranique. » En réalité, en ce qui concerne le premier point, ce n'est pas Giraud mais Vichy qui par la loi du 7 octobre 1940 a supprimé le décret Crémieux. Giraud, lui, ne l'a pas rétabli, estimant, à tort ou à raison, que ce rétablissement provoquerait des remous dans la population musulmane alors travaillée par la propagande allemande, et cela au moment même où il était demandé à cette population de participer à l'effort de guerre. Si, dans un second temps, c'est-à-dire dans son discours du 14 mars, Giraud déclare « supprimer le décret Crémieux », c'est dans l'esprit de lui substituer un texte qui inclue aussi les musulmans et mène les deux communautés, ensemble, à la citoyenneté française. Giraud déclare en effet le 14 mars : « Nous supprimons les lois de discrimination raciale et proclamons selon la tradition française que tous les citoyens français sont égaux devant la loi. Nous déclarons abolie la loi du 2 juin 1941. [Il s'agit de la loi dite de « définition du Juif ».] Cette suppression efface le plus honteux stigmate d'avilissement que les Allemands avaient voulu imposer à la France. Dans le même esprit, nous déclarons supprimer le décret Crémieux. Désormais les Musulmans et les Israélites sont égaux devant la loi. Les Israélites seront soumis aux mêmes lois que les Musulmans et deviendront français dans les mêmes conditions. Notre volonté est que les distinctions entre Israélites, Musulmans et Français disparaissent. » Par l'ordonnance du 17 janvier 1943, Giraud supprime la législation raciale et rétablit les Juifs dans leurs droits. Si, par ailleurs, il confirme la suppression du décret Crémieux, ceci en contradiction avec son abolition dans le même temps de la législation raciale, c'est afin de ménager la susceptibilité des Musulmans majoritairement favorables à cette mesure, mais il s'agit d'une suppression purement fictive puisqu'il n'est pas dans l'intention du commandant en chef d'en publier les décrets d'application et qu'ils ne le seront d'ailleurs pas.

53. Le prétexte de ce message à l'Amérique latine, dont on voit mal l'opportunité en ces jours d'avril, a peut-être été fourni à de Gaulle par ce télégramme du général Petit en date du 13 : « J'ai été reçu ce matin par M. Quintanilla, ambassadeur du Mexique [à Moscou]. Dans la conversation que nous eûmes sans caractère officiel, il me confirme les sentiments de profonde amitié pour la France combattante et la très haute estime dont jouit le général de Gaulle. Très intéressé par la question de l'AFN et par le rôle militaire que joue et peut jouer dans l'avenir le général Giraud, il a manifesté une évidente satisfaction d'apprendre la position du général de Gaulle, reconnu comme chef par tous les éléments de Résistance, y compris le parti communiste. Il considère que par sa valeur militaire et en particulier par Stalingrad, l'URSS a assuré la victoire des Alliés. Il est sûr de son formidable et rapide essor industriel et économique d'après-guerre. Il voit en elle une amie et solide alliée naturelle et désintéressée de notre pays. »

13
La promesse de De Gaulle

1. Selon Montfort, la censure fut telle que la Maison Blanche a défendu à la radio américaine de s'occuper de l'affaire de Katyn. Elle a même fait interdire aux speakers polonais qui disposaient d'un certain nombre d'émissions sur les ondes américaines de donner le moindre détail sur les résultats de l'enquête de la commission internationale de représentants des instituts de médecine légale et de criminologie. *Le Massacre de Katyn*, La Table ronde, 1966, p. 34.

2. L'Allemagne a attaqué la Pologne au début de septembre 1939. Quinze jours plus tard, au mépris du pacte de non-agression qu'elle avait signé le 25 juillet 1932 et renouvelé le 5 mai 1934, l'URSS envahit à son tour la Pologne. C'est le « coup de poignard dans le dos ». Plusieurs armées polonaises, battant en retraite devant les Allemands, sont capturées par les Soviétiques et déportées en URSS. Puis Hitler et Staline se partagent le territoire polonais, procédant ainsi au quatrième partage de la Pologne. Le gouvernement polonais gagne alors la France, où il commence à réorganiser ses troupes. Après la défaite de la France en juin 1940, il rejoint la Grande-Bretagne avec son armée. Au point de vue du droit constitutionnel et du droit international public, le gouvernement polonais en exil à Londres est bien le gouvernement légitime de l'État polonais. Et cela, ni l'Allemagne ni l'URSS (alors alliée de l'Allemagne) ne l'ont contesté en 1940. Reconnu sans contestation comme gouvernement légitime de la Pologne par tous les États alliés ou neutres, le gouvernement polonais l'est également de façon officielle par l'URSS en 1941, lorsque celle-ci, attaquée par l'Allemagne, passe dans le camp des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Staline s'engage alors à restituer à la Pologne les territoires polonais dont il s'est emparé en 1939. Il convient, en même temps, de la constitution d'une armée polonaise en Union soviétique même, armée formée de prisonniers polonais, militaires ou civils, se trouvant détenus en URSS depuis septembre 1939. Mais, au fur et à mesure des victoires soviétiques, le Kremlin se comporte à l'égard de son « allié » d'une manière de plus en plus équivoque. Ainsi, le 4 septembre 1941, lors d'une visite à Moscou du général Sikorski, président du gouvernement polonais, Staline lui suggère des modifications de frontières. Sikorski s'y refuse et s'en tient au traité de Riga de mars 1921.

Le 5 janvier 1943, Roosevelt écrit à Sikorski : « Je vous assure avec fermeté de la détermination du gouvernement des États-Unis de rétablir la Pologne dans ses droits. » Le 16 janvier suivant, l'URSS décrète que tous les prisonniers polonais se trouvant sur son territoire seront désormais considérés comme citoyens soviétiques car « ils sont originaires des marches orientales de la Pologne définitivement incorporées à l'URSS »… Le 20, le gouvernement polonais déclare qu'il n'accepte pas cette décision « illégale et unilatérale » ; l'URSS riposte en supprimant le droit des familles des soldats polonais combattant hors d'URSS d'en sortir et décide en même temps l'interdiction aux œuvres étrangères d'assistance de poursuivre leur action en faveur des Polonais résidant en URSS.

Le 20 février, la *Pravda* publie une diatribe de Korneitchouk, ukrainien et auteur de théâtre en vogue, contre les prétentions des « aristos » polonais sur les terres historiquement ukrainiennes. Cinq jours plus tard, le gouvernement polonais proteste et rappelle ses revendications. Le 2 mars, l'agence *Tass* réplique au nom des « cercles dirigeants soviétiques » que les « cercles dirigeants polonais », en « refusant de reconnaître les droits historiques des nations ukrainiennes et biélorusses », s'obstinent dans « la politique de conquête des États impérialistes » et n'expriment pas l'opinion authentique de la nation polonaise »… Puis le gouvernement de Moscou ordonne à tous les Polonais valides se trouvant en URSS de se préparer à rejoindre une nouvelle armée polonaise qui va être fondée en territoire soviétique et dépend de l'Union des patriotes

polonais que préside un dirigeant communiste polonais, Mme Wanda Wassilewska, réfugiée en URSS depuis 1939 et épouse de Korneitchouk. « L'escalade a été rondement menée, écrit Cathala : un peu plus de trois jours entre l'article de Korneitchouk qui a servi de muleta et la fondation de ce qui pourrait servir de contre-gouvernement. Ma mémoire me souffle que c'est à peu près le laps de temps qui en juin-juillet 1940 a séparé les attaques de la presse moscovite contre les gouvernements baltes des premières "manifestations" en faveur de l'annexion. » Moscou met alors de plus en plus en valeur ce comité dit « Comité de Lublin » dont tous les membres sont à ses ordres, pour en faire le futur gouvernement de la Pologne d'après-guerre. La situation en est là lorsque l'affaire de Katyn éclate.

3. Cité par Henri de Montfort dans *Le Massacre de Katyn*, La Table ronde, 1966, p. 16-17.

4. Publié le 30 avril, le rapport confirmera le fait.

5. Jean Cathala, *Sans fleur ni fusil*, Albin Michel, 1981, p. 301.

6. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

7. Henri de Montfort rapporte la confidence du fils de Staline, Jacob Djougachvili, prisonnier au camp allemand de Lubeck, au lieutenant polonais Leweszecki : « Pourquoi faire tant de bruit pour dix ou quinze mille Polonais assassinés ? Ces officiers étaient l'intelligentsia de la Pologne, l'élément le plus dangereux pour nous. Il fallait les éliminer. » Commentant cette confidence, Montfort écrit : « La doctrine de Lénine nous éclaire d'ailleurs très amplement sur ce point. Les Soviétiques ne faisaient pas une guerre entre États, mais une guerre de classes : c'était la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. À cet effet, les chefs de la NKVD classeront en diverses catégories les citoyens polonais "qui, en raison de leur appartenance sociale, leurs convictions religieuses, leurs opinions politiques étaient des ennemis de la République soviétique, et le fait d'appartenir en tant qu'officier aux forces armées polonaises faisaient considérer un homme non seulement comme appartenant à une classe ennemie, mais aussi comme un ennemi de l'Union soviétique". » Le 30 mai 1988, le journal *Libération* écrivait que la volonté de Gorbatchev de combler les « blancs » de l'histoire soviétique s'étendant aussi à la Pologne, l'URSS pourrait enfin reconnaître sa responsabilité dans le massacre de Katyn.

8. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

9. Selon Jean Elleinstein, Roosevelt avait, dans un premier texte, utilisé le mot *stupid* pour caractériser l'attitude polonaise, mais il l'avait retiré sur les instances de Cordell Hull.

10. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

11. *Ibid.*

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*

14. Ce journal se « proposerait d'exposer les points de vue et les aspirations du peuple français non seulement au public russe, mais dans tous les pays où cette

publication pourrait être reproduite, comme *La Marseillaise* de Londres l'était actuellement au Caire et à New York ».

15. SFO, t. I, doc. 84, p. 170.

16. Au cours de ce même entretien, Garreau reprend son attaque contre Giraud. « Garreau, précise Lozovski dans son compte rendu, souligna que Giraud lui-même n'était pas sans tache. Sa fuite, son séjour chez Pétain qui aurait soi-disant refusé de le livrer aux Allemands, son voyage en AFN et notamment la réunion de Vichy entre Giraud, Laval et Abetz étaient des plus suspects et incitaient à de nombreuses réflexions. Il serait très intéressant de découvrir le protocole de cette réunion. Toutes ces rencontres suspectes, ces conversations et ces actions sont provisoirement suspendues, mais l'heure viendra, dit Garreau, ou nous exigerons du général Giraud qu'il rende compte de tous ses actes. » Et Lozovski conclut par ces deux notations : « Garreau avait déjà dit que l'évasion de Giraud d'un camp de prisonniers allemand présentait certains points sombres et il pense que tout ceci n'est qu'une comédie bien jouée […]. Giraud fait des concessions sous la pression de l'opinion publique ; il est clair qu'il ne cherche qu'à gagner du temps car on ne peut croire à la sincérité d'un homme qui, il y a seulement trois mois, prenait des mesures pour restaurer la monarchie en France. C'est lui qui a invité dans ce but le comte de Paris en AFN. Si l'affaire a échoué, c'est uniquement parce que les Américains se sont élevés contre, considérant qu'il était gênant pour eux d'entamer la libération de la France en rétablissant la monarchie. »

Évoquant, toujours au cours de ce même entretien, la campagne de Tunisie, Garreau attribue à l'armée Leclerc « environ trente à quarante mille hommes ». Elle en comptait en réalité trois mille deux cent cinquante-cinq.

17. Cité par Charbonnières dans *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Plon, 1984, p. 143 et suivantes.

18. *Ibid.*

19. *Ibid.*

20. *Ibid.*

21. Officier du BCRA en poste à Alger.

22. Cité par Girard de Charbonnières dans *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Plon, 1984, p. 148.

23. Giraud a engagé le combat contre les troupes allemandes de Nehring le 19 novembre 1942, soit onze jours exactement après le débarquement anglo-saxon en AFN.

24. J. Soustelle, *Envers et contre tout*, t. I (Robert Laffont).

25. Catroux parle de la loi Tréveneuc.

26. Cité par Girard de Charbonnières dans *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Plon, 1984, p. 153.

27. *Ibid.*

28. D’après ce que Catroux a dit à Girard de Charbonnières, *op. cit.*, p. 195.

29. Cette note adressée par chiffre porte le n° 291. Pour préserver – comme le lui demande de Gaulle – la « sécurité des personnes intéressées qui se trouvent presque toutes au pouvoir de l’ennemi et de Vichy », Giraud dont une grande partie de la famille vient d’être déportée en Allemagne en représailles contre son action, gardera cette note « secrète ». Elle le restera d’ailleurs longtemps encore après la guerre (exactement jusqu’en 1949, date de la publication des Mémoires de Giraud). De Gaulle, lui, omettra de signaler dans ses *Mémoires* ce document capital par lequel il a accepté en mai 1943 de se plier à la légalité. L’acceptation par de Gaulle de l’application de la loi Tréveneuc provoque quelques remous dans les rangs gaullistes, notamment au sein de la délégation française en Union soviétique. Lozovski raconte que, le 18 mai, Garreau s’est précipité chez lui « très ému et très troublé » pour lui faire part de sa perplexité et faire état d’« un télégramme s’écartant quelque peu du déroulement des événements car le général de Gaulle s’était déjà mis d’accord avec le général Giraud sur le fait qu’aucun gouvernement provisoire ne serait formé avant la libération de la France ». Garreau s’emporte contre Churchill et Roosevelt qu’il rend responsables de cette concession de De Gaulle et déclare : « La situation est de ce fait intolérable, ce brusque revirement de De Gaulle creuse un fossé entre la Résistance en France et lui. Je considère, et plusieurs sont de mon avis, que l’attitude de De Gaulle sur cette question est incorrecte. En fait, cela signifie que Giraud et les généraux de Vichy seront les maîtres de la situation et l’entrée de l’armée de Giraud en France représentera à peu près la même chose que l’armée de Franco en Espagne. Je prévois de grandes difficultés du fait de cette décision. Moi-même et plusieurs autres personnes démissionnerons certainement de nos fonctions car nous considérons cette politique comme un suicide pour la France combattante. Je considère qu’il est de mon devoir de vous informer et d’informer le gouvernement soviétique, car des éléments antinationaux et réactionnaires prendront le dessus en France avec le soutien des Américains et des Anglais et je ne vois pas qui, en dehors du gouvernement soviétique, pourrait aider les Français dans cette circonstance » (SFO, t. I, doc. 89, p. 189.)

La colère de Garreau va parvenir jusqu’à Londres. Massigli tente sans doute de la calmer puisqu’il lui envoie le 22 mai le télégramme suivant : « On ne saurait dire qu’“un complet revirement de position” se manifeste entre le 15 et le 17 courant. Après le coup frappé grâce à l’intervention du CNR, il importait de donner une note de conciliation en précisant que le général de Gaulle et le Comité national n’entendaient pas annuler les résultats acquis dans la voie d’un accord avec Alger. Il était d’autant plus nécessaire d’expliquer cette nuance que l’opinion publique des pays anglo-saxons, égarée par des campagnes perfides, a tendance à ne voir dans tout cela qu’une rivalité personnelle entre deux généraux » (MAE, CNF, Londres, vol. 220).

30. G. Girard de Charbonnières, *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Plon, 1984, p. 173 et suivantes.

31. *Ibid.*

32. SFO, t. I, doc. 86, p. 176. Les archives du Quai d’Orsay sont, à notre connaissance, muettes sur cet entretien du 11 mai 1943 entre de Gaulle et Bogomolov.

33. Faire passer le légalisme de Giraud pour une soumission aux vues américaines est de bonne guerre de la part de De Gaulle, mais confine à la caricature. Dans le premier

mémorandum du commandant en chef, celui du 1er avril, figure une phrase qui habilement exploitée peut prêter à ce type d'accusation : « Lorsque les armées alliées entreront en France, peut-on y lire, le commandement militaire français sera, vis-à-vis du commandement allié, responsable du maintien de l'ordre dans les territoires libérés. » De Gaulle s'empare aussitôt de cette phrase pour la contester avec virulence… mais il y ajoute un mot qui change tout : « Il ne pourrait être accepté, écrit-il, que le commandement militaire français fut responsable de l'ordre public en territoire français vis-à-vis d'un commandement ou d'un gouvernement étranger. » Cet ajout du mot « gouvernement » est significatif de l'intention de De Gaulle de donner à la locution « vis-à-vis de », le sens de « à l'égard de » qui peut traduire un rapport de dépendance. Mais le premier sens de la locution « vis-à-vis de » est : « en face de ». Et c'est, bien sûr, ainsi que l'entend Giraud qui, outre l'argument prioritaire et fondamental de la « légalité », en fait valoir deux autres :

« Confondre, dit-il, un Conseil représentant l'effort de la France, encore dépendant de l'aide américaine et anglaise pour son effort de libération de la France, avec le gouvernement provisoire légitime d'une France libérée et ayant son armée serait une fatale erreur. La place de la France libérée, représentée par des représentants dûment mandatés, par un gouvernement provisoire légitime, est sa place historique égale à la place de l'Angleterre, des États-Unis et de la Russie. Mais pour cela, il faut que la France soit libérée, qu'elle ait un gouvernement provisoire légitime, que ce gouvernement ait été établi dans l'ordre, que la France ayant une armée représente une force qui contribuera à la paix et à l'ordre européen. C'est notre tâche de préparer cette place, c'est notre tâche de préparer cette position. »

En d'autres termes : un Conseil peut dépendre de l'aide étrangère, pas un gouvernement qui ne peut et ne doit être que l'expression de l'indépendance et de la souveraineté.

« Nous sommes, dit Giraud, des ouvriers préparant les voies de la France libérée et de ses représentants légitimes. Nous ne pouvons arbitrairement prendre leur place sans amoindrir la position de la France et diminuer l'efficacité de notre propre action. »

C'est-à-dire : dans les circonstances de dépendance actuelles, nous garantissons et défendons mieux la souveraineté française comme soldats à part entière que comme politique sans légitimité.

L'histoire ne dira pas si le légalisme de Giraud pouvait nuire à la souveraineté française et ouvrir la voie à l'Amgot. Ce que l'on peut dire en revanche avec certitude, c'est que ce légalisme de Giraud gêne de Gaulle dont l'ambition politique (affirmée sans fard au cours de l'entrevue avec Bogomolov) passe par l'instauration immédiate d'un gouvernement provisoire sous sa direction. Mais s'agit-il seulement d'une question d'ambition ? En fondant son alliance avec les communistes sur l'adoption du mot d'ordre « Libération-insurrection », de Gaulle est en effet entré dans une logique du coup de force.

34. D'après certaines confidences de Churchill à Eden, il semble en effet que c'est la « mise » (au sens financier du terme) que les Britanniques avaient investie sur de Gaulle et qu'ils escomptaient bien récupérer qui fut l'argument ultime et décisif du Cabinet de guerre pour continuer à soutenir le chef de la France combattante malgré les ultimatums américains.

35. De Gaulle sait parfaitement à quoi s'en tenir sur tous les arguments dont il use contre Giraud. L'affaire du comte de Paris ? Elle a été montée par Henri d'Astier de La Vigerie et Marc Jacquet, tous deux gaullistes et royalistes qui seront d'ailleurs

récompensés plus tard par de Gaulle pour cette opération de « déstabilisation » de son rival… Les liens de Giraud avec Vichy ? Quinze membres de sa famille dont sa propre épouse, trois filles et huit petits-enfants sont déportés à Friedrichroda, en Allemagne, où la fille aînée du général, Renée Granger, laissera la vie. Lui-même, condamné à mort par Vichy, ne cesse pas d'attaquer le gouvernement Laval, mais, à la différence des gens de Londres il se bat au plan des principes et ne porte que très rarement des attaques personnelles… Sur le plan politique enfin, son discours du 14 mars marque le retour à la légalité républicaine et, aux dires mêmes de Catroux, il s'y tient.

Pour ce qui concerne les fonctionnaires « vichystes » d'AFN, son mémorandum du 27 avril spécifie que « l'abrogation des lois de Vichy établies après la défaite entraînait des conséquences dans les textes et dans les hommes. » « Les questions de personnes, peut-on y lire, feront l'objet d'examens et de décisions du Comité exécutif. Par "collaboration" on doit entendre l'action de ceux qui, par leur attitude ou par leurs actes, ont facilité l'œuvre de l'ennemi. On ne saurait englober dans ce terme les Français qui, à leur poste, ont résisté à l'ennemi et pour lesquels la tâche a souvent été plus difficile que si, ayant quitté la France, ils l'avaient servie à l'extérieur. » Cette dernière considération n'est évidemment pas faite pour plaire aux gaullistes de Londres…

Les attaques de De Gaulle contre Giraud apparaissent cependant modérées en regard de celles que Garreau développe, ce même 11 mai, devant Lozovski : « Garreau, écrit ce dernier à Molotov, a commenté de façon acerbe la position de Giraud, soulignant qu'il ressort à l'évidence de ce document (le mémorandum du 27 avril) que le général Giraud veut : 1) Instituer une dictature militaire et devenir un dictateur militaire ; 2) Emmener d'AFN des troupes de couleur et, en s'appuyant sur elles, écraser le mouvement national français ; 3) Maintenir non seulement les principales lois et dispositions administratives de Pétain, mais aussi les gens mis en place par le régime de Vichy ; 4) Reconnaître de façon formelle les lois républicaines, mais édulcorer dans les faits la République et ses lois en faveur de la réaction. 5) Et surtout sauver ceux qui ont formé et soutenu le régime de Vichy et la collaboration avec les Allemands […]. »

« D'une façon générale, a poursuivi Garreau cité par Lozovski, tout le plan de Giraud n'est qu'une dangereuse entreprise réactionnaire, et il suscitera une explosion d'indignation chez ceux qui, à l'intérieur du pays, luttent dans de dangereuses conditions contre l'occupant. Si le général de Gaulle acceptait la proposition du général Giraud, il perdrait le soutien du peuple français en lutte et n'aurait rien en échange, car tous les éléments de Vichy regroupés autour et derrière Giraud haïssent le général de Gaulle et le peuple résistant. La France combattante sera toujours aux côtés du peuple français en lutte, quoi que pensent et que fassent le général Giraud et ses protecteurs. En conclusion, Garreau a dit que maintenant les Français ne sont pas pressés de céder sur les principes. Ils n'accepteront jamais la formation en Afrique d'un gouvernement qui comprendrait des éléments de Vichy ayant collaboré avec l'ennemi. J'ai demandé avec intérêt si tous les membres du Comité national soutenaient cette position. Garreau a répondu qu'à son avis tous les membres du Comité national s'en tenaient rigoureusement aux principes exposés dans la lettre au général Giraud. Et quelle est la position de M. Massigli ? ai-je demandé. Garreau a répondu que Massigli avait, lui aussi, cette même position bien que l'on puisse soupçonner qu'il se comporterait autrement étant donné qu'en juin 1940, alors qu'il était ambassadeur de France en Turquie, Massigli n'avait pas pris sa retraite, qu'il avait reconnu le régime de Pétain, qu'il en était resté longtemps le représentant et que ce n'est que récemment qu'il était arrivé à Londres pour devenir rapidement commissaire national aux Affaires étrangères. »

Cette attaque contre Massigli, traître en puissance, se double le 15 mai d'une offensive générale contre les généraux servant en AFN sous les ordres de Giraud : « Les

Français, dit Garreau à Lozovski, ne peuvent accepter que viennent au pouvoir de la France future des éléments de Vichy qui ont collaboré et qui continuent de collaborer avec l'ennemi comme les généraux Juin, Koeltz et Bergeret et de nombreux autres qui étaient prisonniers des Allemands et qui ont recouvré leur liberté en faisant le serment de ne jamais se dresser les armes à la main contre l'Allemagne. C'est une véritable trahison envers la patrie et ces gens sont passibles de la peine de mort selon les lois de l'état de guerre. Les Français ne peuvent supporter plus longtemps ces gens et leurs semblables au pouvoir en Algérie et ils exigent de façon catégorique la formation immédiate d'un gouvernement provisoire. »

Garreau accuse donc Juin, Koeltz et les autres de continuer à collaborer avec l'ennemi au moment, précisément, où se termine la bataille de Tunisie qui a duré plus de six mois et au cours de laquelle ces officiers se sont battus au premier rang, forçant l'admiration de tous les grands chefs alliés. Ces officiers contre lesquels le délégué gaulliste réclame la peine de mort, Churchill vient de saluer leur courage dans ce télégramme qu'il adresse à Giraud le 12 mai : « Tous nos cœurs sont en joie de voir une ligne de divisions françaises avancer triomphalement contre notre ennemi commun et ramener par milliers des prisonniers allemands vers l'arrière. Acceptez mes bien cordiales félicitations pour l'esprit combatif de l'armée française que vous commandez, pour l'opiniâtreté dans la défense et l'agressivité dans l'assaut qu'elle n'a cessé de montrer en dépit des insuffisances de son armement. Tous mes bons souhaits. » Il est vrai que les Alliés doivent à l'armée d'Afrique une fière chandelle. Ainsi que l'écrit Pierre Ichac : « Tout le poids de la campagne de Tunisie a reposé dès les premiers jours, et durant trois mois, sur les seules troupes dont l'intervention n'avait pas été prévue : les nôtres. »

36. En fait, seule l'armée Leclerc, forte d'un peu plus de trois mille hommes, a rejoint la VIII^{e} Armée britannique devant Mareth et a participé à la bataille de Gabès aux portes de Tunis. La division du général Koenig, celle de Bir Hakeim, laissée en arrière par Montgomery, n'est intervenue que tout à fait à la fin devant Enfidaville pour participer à l'encerclement des forces italo-allemandes dans le Zaghouan. Ni l'aviation ni la marine gaullistes ne sont intervenues dans la bataille de Tunisie. De Gaulle ne croyait d'ailleurs pas à la victoire de Tunisie. Le 11 janvier 1943 il écrivait à Éboué, Tixier et Garreau : « Les Allemands ont maintenant en Tunisie une armée puissante, bien appuyée par l'aviation. Rommel va se joindre à Nehring et constituer ainsi une masse redoutable en qualité et en quantité. Quant à Eisenhower, il dispose d'éléments américains sans expérience du combat et mal commandés, d'éléments britanniques meilleurs, mais sans ardeur, et des pauvres troupes françaises de Tunisie qui n'ont pas d'armes modernes. » Et il voyait Giraud « poursuivant le mirage d'un succès militaire en Tunisie »… (*Lettres, notes et carnets, 1942-mai 1958*, Robert Laffont, Bouquins, 2010).

37. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

38. Et pour cause, puisqu'il a accepté le principe de l'application de la loi Tréveneuc.

39. Dans son discours du 12 mai, de Gaulle ne cite pas une fois le nom de Giraud. Alain de Sérigny écrit : « Si notre armée d'Afrique, misérablement équipée, avec les seuls armements soustraits à la vue des commissions d'armistice, n'avait pas pris à son compte, sous le commandement des généraux Giraud et Juin, la quasi-totalité du front tunisien, c'est aux portes d'Alger qu'il aurait fallu se battre. À ceux qui se poseraient la question de savoir pourquoi cette épopée de l'armée d'Afrique, alliée aux forces anglo-saxonnes,

demeure si étrangère à la littérature guerrière si empressée à d'autres exploitations, alors qu'elle s'est soldée par l'anéantissement du corps le plus célèbre de la Wehrmacht, il n'est qu'une réponse valable : le commandant en chef civil et militaire s'appelait Henri Giraud et non Charles de Gaulle » (*L'Écho d'Alger*, Presses de la Cité).

40. « Je n'oublierai jamais le défilé de la victoire à Tunis, le 20 mai, écrit le consul américain Kenneth Pendar. Une âpre bataille venait de prendre fin. La première bataille de la libération française. Les soldats de Giraud souriaient en hommes qui venaient de se réhabiliter à leurs propres yeux. Ils avaient effacé dans le sang le souvenir amer de 1940. Mal équipés et mal nourris, ils avaient combattu en alliés respectés, aux côtés des Américains et des Britanniques. Aussi le 20 mai eût-il dû être un jour de réjouissance et d'unité pour les Français. Mais tout fut complètement gâché pour plusieurs milliers de ces soldats par le fait que les troupes gaullistes refusèrent de marcher aux côtés de leurs camarades nord-africains. Ils marchèrent dans une autre section du défilé avec les Anglais. C'était un symbole tragique que de voir le groupe imposant des régiments nord-africains et le petit groupe gaulliste défiler loin l'un de l'autre, tous braves, mais divisés sans espoir. »

41. Après la réduction de leur budget par Moulin, les dirigeants de Combat ont recherché auprès des services secrets américains des ressources indispensables à leur survie et les ont obtenues. « Mais, précise Frenay, pour éviter toute équivoque ou tout malentendu, notre allégeance à de Gaulle avait été clairement soulignée à nos interlocuteurs américains […]. De l'argent, des liaisons, des armes ! Voilà bien ce dont nous manquions si cruellement. Pouvoir donner aux maquis les moyens de vivre et de se battre ! Les avantages obtenus en Suisse par Bénouville et notre délégation étaient inappréciables : pour les fonds, plus de parachutage ni de distribution si aléatoires et dangereux, c'est-à-dire l'existence même du réseau assurée ; grâce aux messages radio qui passeraient sur les ondes de l'OSS [*Office of Strategic Services*, dirigés en Suisse pendant la guerre par Allen Dulles, le futur patron de la CIA], les risques mortels supprimés pour les "pianistes". Le remède à tous nos maux était trouvé… Il ne fut jamais administré. »

En effet, Moulin va livrer « une guerre sans merci » contre les dirigeants de Combat en laissant entendre à de Gaulle qu'ils l'ont trahi pour Giraud… « Voici lâché l'argument dont Moulin sait qu'en ce mois de mai 1943 sur le chef de la France libre, il fera mouche, écrit Frenay. Le conflit Giraud-de Gaulle est à son point culminant. Que la Résistance rejoigne le camp Giraud, comme Max le laisse entendre, et la légitimité de De Gaulle serait remise en question ; un atout maître serait placé dans le jeu de son adversaire. Max utilise cet argument, mais il sait pertinemment qu'il est faux ; il sait qu'aux Américains nous avons dit notre attachement à la France libre et à son chef. […] À la lecture du rapport de Moulin, de Gaulle et ses services ne douteront pas de notre félonie, du "coup de poignard dans le dos" donné au général de Gaulle. Alors le Comité national intervient à Berne où Max envoie des émissaires pour demander la rupture avec nous » (*L'Énigme Jean Moulin*, Robert Laffont).

42. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. III, Robert Laffont, 1972, p. 381.

43. Moulin dispose au sein du CD des MUR de deux voix contre une à chacun des trois chefs de mouvement.

44. Rappelons que l'invitation de Giraud à de Gaulle de le rencontrer date du 15 mars, qu'il n'y était pas fait mention d'Alger, que c'est de Gaulle qui a jusqu'ici fait traîner les choses, que le « régime d'Alger » n'a jamais été plus puissant qu'au lendemain de la victoire de Tunisie et que s'il y a une prodigieuse « pression étrangère », elle s'exerce à la demande des gaullistes sur le commandant en chef… En revanche, il est vrai que bien des gaullistes « s'affaiblissaient et prêchaient les concessions ». Le général de Larminat, lui-même, qui, selon Charbonnières, avait « la réputation de se plaire davantage à jeter sur un feu de l'huile plutôt que de l'eau », ne cache pas son inquiétude à de Gaulle dans ce télégramme en date du 7 mai : « Je termine, écrit-il, par le point de vue des militaires qui est que nos maigres forces ne peuvent rester isolées à côté des effectifs importants de l'Afrique du Nord. En entrant dans le même système général, elles seront assurées de trouver la substance qui leur manque et de recevoir du matériel. Isolées, elles seront privées de sources de recrutement suffisantes et certainement aussi de matériel. Ce serait une liquidation désastreuse » (cité dans *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Plon, 1984).

45. D. Cordier, *Moulin et le CNR*, Éditions du CNRS, 1983, p. 26.

46. Cité par Charbonnières dans *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Plon, 1984, p. 178 et suivantes.

47. *Ibid.*

48. *Ibid.*

49. *Ibid.*

50. *Ibid.*

51. Déclaration du PCF demandant l'installation immédiate en terre française d'un gouvernement de la République ayant « à sa tête le général de Gaulle et qui confierait au général Giraud le commandement des troupes ».

52. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

53. *Ibid.*

54. *Ibid.*

55. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. III, Robert Laffont, 1972, p. 353.

56. En réalité, Mme de Gaulle est arrivée en Angleterre le 19 juin, soit deux jours après son mari.

57. *Foreign Office* 371/36047, PM To Dep. PM et FS pencil n^{o} 166.

14
Les desseins de Roosevelt

1. H. Frenay, *L'Énigme Jean Moulin*, Robert Laffont, 1977, p. 186. Lorsque Léopold Trepper, qui avait fait l'objet le 24 mai 1967 d'un arrêté lui interdisant de pénétrer en France en raison de ses activités d'espionnage au profit de l'Union soviétique dans notre pays entre 1930 et 1941, voudra revenir en France au début de l'année 1972 et intentera un procès en diffamation contre le directeur de la DST, Jean Rochet, Debu-Bridel sera l'un de ses témoins.

2. Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. III, Robert Laffont, 1972, p. 403.

3. J. Elleinstein, *Staline*, Fayard, 1984, p. 358.

4. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

5. Jean Maze, *Le Système*, Ségur, 1951, p. 209.

6. Bien que démis de ses fonctions de commissaire aux Affaires étrangères du Comité national, Maurice Dejean reste l'intermédiaire privilégié entre de Gaulle et les Soviétiques.

7. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

8. W. Churchill, *Le Tournant du destin*, t. II, Plon, 1951, p. 354.

9. W. Churchill, *op. cit.*, p. 387.

10. Du côté britannique : le Premier ministre, le maréchal sir John Dill, le général sir Allan F. Brooke, l'amiral de la Flotte sir Duddley Pound, le maréchal de l'Air sir Charles F. A. Portal et le général de division sir Hastings Ismay. Du côté américain : le président, l'amiral W. M. D. Leahy, le général G. C. Marshall, l'amiral E. J. King, le général de division J. T. McNarmey et Harry L. Hopkins.

11. W. Churchill, *Le Tournant du destin*, t. II, Plon, 1951, p. 396 et suivantes.

12. *Ibid.*

13. Citée par Nicolas Baciu dans *L'Europe de l'Est trahie et vendue* (La Pensée universelle). Cette lettre fut publiée pour la première fois le 7 février 1951 dans *Le Figaro* avec les Mémoires de José-Marie Doussinague, directeur du ministère des Affaires étrangères espagnol.

14. Maxime Litvinov, ambassadeur d'URSS à Washington.

15. « Les deux responsables du mouvement sioniste, écrit Nicolas Baciu, étaient allés à Moscou dans l'intention probable de convaincre Staline de la nécessité et de l'urgence de fonder une patrie pour le malheureux peuple juif errant depuis tant de siècles, en exil, dans les pays du monde. Pour créer cet État d'Israël en Palestine, les Juifs avaient besoin de l'accord et de l'aide de Staline. Il fallait aussi que celui-ci permît aux Juifs russes de s'expatrier pour aider au peuplement du nouvel État. »

16. W. Churchill, *Le Tournant du destin*, t. II, Plon, 1951, p. 414 et suivantes.

17. *Ibid.*

18. J. Maze, *Le Système*, Ségur, 1951, p. 219.

19. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

20. *Ibid.*

21. Manifestement, Massigli ignore la décision de De Gaulle de mener campagne par tous les moyens contre Giraud.

22. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

23. De Gaulle a non seulement reconnu le droit aux dirigeants soviétiques de prononcer des exclusives à l'égard de Giraud, mais, comme en témoigne son entretien du 11 mai avec Bogomolov, il les a même encouragés…

24. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

25. La plupart des notations qui ont servi au portrait de Roger Garreau sont tirées du livre de l'ancien attaché de presse de la délégation gaulliste en URSS, Jean Cathala, *Sans fleur ni fusil*, Albin Michel, 1981.

26. *Ibid.*

27. *Ibid.*

28. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

29. La délégation militaire gaulliste en Union soviétique est, rappelons-le, dirigée par le général Ernest Petit.

30. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

31. *Ibid.*

32. Mot manquant.

33. *Ibid.*

34. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

35. W. Churchill, *Le Tournant du destin*, t. II, Plon, 1951, p. 422 et suivantes.

36. *Ibid.*

37. Il y eut à ce sujet un incident qui faillit réduire à néant les efforts churchilliens. Anthony Eden, qui ne rejoignit les conférenciers que le dernier jour, exposa à la demande de Churchill la situation de la Turquie et déclara qu'en éliminant l'Italie on ferait un grand pas vers l'entrée en guerre de la Turquie. « Les Turcs, précisa Eden, deviendront beaucoup plus amicaux quand nos troupes auront atteint la région des Balkans. » « Eden et moi étions en parfait accord sur la conduite de la guerre, écrit Churchill, mais je craignis que la tournure de cette phrase induisît en erreur nos amis américains. » Sentant le danger d'être découvert, Churchill réagit donc aussitôt. On peut lire dans le procès-verbal de la réunion ce qui suit : « Le Premier ministre intervint pour souligner énergiquement qu'il ne préconisait pas l'envoi d'une armée dans les Balkans ni à ce moment ni dans un proche avenir. M. Eden l'approuva et déclara qu'il ne serait pas nécessaire d'y envoyer une armée, car les Turcs commenceraient à montrer des dispositions favorables dès que nous serions en mesure d'exercer une menace directe sur les Balkans. »

15
La sommation de Staline

1. La Grande Catherine lui offrira l'hospitalité au château de Mitau et l'en expulsera lors de son rapprochement avec la France consulaire, mais le tsar Alexandre I^{er} l'y installera de nouveau.

2. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. III, Robert Laffont, 1972, p. 405. Jusqu'à sa mort, Jean Moulin aura maille à partir avec les responsables des mouvements de résistance et plus particulièrement avec Henri Frenay dont, à en croire Pascal Copeau (cité par Noguères), il juge « la personnalité dangereuse ».

3. H. Noguères, *op. cit.*, p 441.

4. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

5. Le 15 juin, au cours d'un entretien avec Molotov, l'ambassadeur britannique Kerr, tout en reconnaissant que Giraud est « un homme honnête et sincère », affirme que, « de toute évidence », le gouvernement de Sa Majesté soutient de Gaulle qui veut moderniser l'armée car il est lui-même un « général moderne » alors que le général Giraud, comme « la majorité des hommes vieux jeu, a tendance à demeurer suranné ». SFO, t. I, doc. 91, p. 197. Et N. Gun rapporte cette réplique de Eden à Churchill : « Nous ne pouvons pas réduire de Gaulle au silence, ce n'est pas du « gin » versé dans un verre et que l'on veut remettre dans la bouteille. » *Les Secrets des archives américaines, Pétain, Laval, de Gaulle*, Albin Michel, *op. cit.*, p. 347.

6. Ce jugement d'Alexis Léger que rapporte Nerin Gun s'ajoute à bien d'autres que Roosevelt est d'autant plus fondé à prendre en compte qu'ils proviennent de personnalités aussi diverses que Leland Harrisson, l'ambassadeur américain en Suisse (« Le mouvement gaulliste en France est dominé par les organisations communistes »), ou la journaliste Geneviève Tabouis (« de Gaulle est soutenu par les communistes »).

7. G. Girard de Charbonnières, *op. cit.*, p. 175.

8. G. Girard de Charbonnières écrit : « Il semble généralement admis que le chef de la France combattante fut accueilli en quelque sorte « à la sauvette » et, en tout cas, d'une manière indigne de lui. Que le général de Gaulle l'ait laissé entendre dans ses *Mémoires de guerre*, cela n'a pas de quoi surprendre, mais il est étrange que le général Catroux ait pu penser de même en rédigeant *Dans la bataille de la Méditerranée*. En effet, c'est lui-même qui régla les détails de la cérémonie au cours d'une longue conversation qu'il eut la veille au Palais d'Été avec le colonel de Linarès et, à son retour, villa Granger, il se déclara devant moi fort satisfait des arrangements pris. »

9. G. Girard de Charbonnières écrit : « […] Je regrette qu'arrivant à Alger pour réaliser l'union qu'il (de Gaulle) déclarait souhaiter et loyalement accueilli à sa table par le général Giraud, c'est seulement vers cette confrontation que se soient tournées ses pensées, qu'il n'ait vu là que deux équipes dont l'une devait nécessairement triompher de l'autre. Au surplus, l'attitude qu'il observa ce jour-là même et les jours suivants fut bien loin d'être marquée de la sereine certitude qu'il affiche dans ce passage de ses *Mémoires*. »

10. Le 4 juin, Garreau dit en outre à Lozovski que le général Georges a été envoyé exprès en AFN par le gouvernement de Vichy pour s'infiltrer dans le nouveau comité : « De la sorte, insinue Garreau, non seulement Vichy mais aussi les Allemands ont leur représentant dans le comité. »

11. Le 22 février 1943, Churchill a écrit au roi Georges VI : « Il est parfaitement exact que pour atteindre ce but (assurer un gouvernement calme et paisible en AFN) et sauvegarder nos communications vitales, nous sommes obligés de travailler avec une masse de fonctionnaires français nommés par Vichy. Mais je ne sais vraiment pas comment gouverner le pays sans eux. C'est ce que nous avons fait en Syrie jusqu'à un certain point. Personnellement, je ne crois pas qu'il y ait le moindre danger de voir ces fonctionnaires faire volte-face ou contrecarrer nos opérations. Leurs moyens d'existence et peut-être leur vie même dépendent de leur comportement. L'irruption du général de Gaulle et de ses agents dans ce domaine, surtout si elle était imposée par nous, ne causerait que des ennuis. Si aucun accord satisfaisant n'a pu être conclu entre les deux factions françaises, la faute lui en incombe entièrement. »

12. Cité par Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1976, p. 237.

13. J. Monnet, *op. cit.*, p. 229.

14. Relatant l'incident Peyrouton dans ses *Mémoires* (*L'Unité*), de Gaulle ne parle ni de l'initiative de Brunel ni de la réaction de Catroux et considère que la démission du gouverneur général de l'Algérie est un ralliement à sa personne et un désaveu au « système d'Alger ». Quant à Garreau, il n'hésite pas à affirmer que c'est « Peyrouton lui-même qui a interrogé et torturé Politzer, professeur à la Sorbonne, qui est mort en prison

des suites des tortures et des mauvais traitements. […] C'est un homme qui aurait dû être arrêté, condamné et fusillé depuis longtemps, mais Giraud ne voulait pas se séparer de ce traître à la France pour rien au monde. »

15. Général Catroux, *Dans la bataille de la Méditerranée*, Julliard, 1949, p. 369.

16. G. Girard de Charbonnières, *op. cit.*, p. 205.

17. P. Billotte, *Le Temps des armes*, Plon, 1972, p. 261.

18. MAE, CNF, Londres, vol. 220. Ce télégramme du 4 juin porte la mention « Très secret ».

19. G. Girard de Charbonnières, *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Plon, 1984, p. 227-228.

20. *Ibid.*

21. 60 déserteurs sont arrêtés le 9 juin dans la banlieue d'Alger et 50 sont découverts le 17 juin à Bouira. Lorsque le débauchage cessera, le 2 août 1943, on comptera 4 350 désertions dont 30 officiers. L'affaire de débauchage la plus spectaculaire est celle qui concerne le *Richelieu* en réparation à New York au printemps 1943. À l'instigation des FFL, 300 marins désertent le navire. Longtemps les gaullistes nieront avoir eu la moindre part dans cette affaire, mais de Gaulle écrit dans ses *Mémoires* : « En fait, j'avais, bel et bien, donné l'ordre d'incorporer les volontaires, considérant que leur choix était souhaitable tant que l'organisation d'Alger fonctionnerait en dehors de nous. »

22. Réagissant contre cette « information », la presse soviétique publiera le 2 juillet, ce communiqué : « Plusieurs quotidiens américains (le *Washington Post Calendar*, le *New York Times*, etc.), ont publié l'information suivante : le Comité de la France combattante à Londres aurait signé un traité secret avec le gouvernement soviétique et reçu dudit gouvernement 100 millions de francs à des fins de propagande. » *Tass* est officiellement chargé de déclarer que ces informations ne reposent sur aucune base et constituent d'un bout à l'autre une invention et une provocation.

23. Dans son livre *Les Secrets des archives américaines, Pétain, Laval, de Gaulle*, Albin Michel, t. 1., Nerin E. Gun montre que ces diverses accusations proviennent toutes d'un dossier sur le BCRA destiné au secrétaire d'État, Cordell Hull, et constitué à Londres par le conseiller d'ambassade américain H. Freeman-Matthews, à partir des témoignages de l'inspecteur de Scotland Yard, John Richards, de l'agent de l'OSS, Bean, et du Commander Kittredge qui deviendra plus tard l'un des aides de camp de Roosevelt à Yalta. Le dépositaire de ce dossier à Washington, Ray Atherton, l'avait intitulé « Les folies de Duke Street » (siège du BCRA). Entre autres pièces plus incroyables les unes que les autres, ce dossier comprend notamment un rapport de Kittredge qui, précise Nerin E. Gun, « accuse les gaullistes d'exercer de violentes pressions sur les officiers et les soldats français qui manifestaient le désir de rejoindre les forces du général Giraud en Afrique. Ils étaient menacés du tribunal de guerre, de condamnations à mort et on les avertissait que l'on se vengerait sur leurs familles restées en France ».

24. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 370.

25. F. Grenier, *C'était ainsi*, Éditions sociales. 1975, p. 203.

26. F. Billoux, *Quand nous étions ministres*, Éditions sociales, 1972, p. 44.

27. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 371.

28. S. Courtois, *op. cit.*, p. 388.

29. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

30. SFO, t. I, doc. 93, p. 204.

31. MAE CNF, Londres. Vol. 220.

32. *Ibid.* Faisant flèche de tout bois, Bogomolov a manifestement tenu les mêmes propos, le même jour, à Dejean. MAE CFLN-GPRF, Alger, vol. 649.

33. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

34. *Ibid.*

35. *Ibid.*

36. SFO, t. I, doc. 106, p. 220. Souligné par nous.

37. MAE, CNF, Londres, vol. 220.

16
La réponse de De Gaulle

1. Rendant compte de l'ordonnance du 1er juillet, *L'Humanité* écrira le 9 : « Par ces premiers actes, le CFLN a montré qu'il ne veut rien laisser subsister des dispositions prises par les traîtres de Vichy et qu'il entend poursuivre hardiment une politique de justice sociale et d'esprit résistant. »

2. SFO, t. I, doc. 109, p. 223.

3. SFO, t. I, doc. 111, p. 227-228.

4. SFO, t. I, doc. 101, p. 215-216.

5. R. Aron, *Histoire de l'épuration*, t. I, Fayard, 1967, p. 148.

6. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. III, 1972, p. 507.

7. Passy, *Mission secrète en France*, Plon, 1951, p. 256.

8. Que le CNR soit déjà pour de Gaulle une affaire ancienne sinon dépassée, un certain nombre de faits tendent à le prouver : le chef de la France combattante ne cite nommément le CNR pour la première fois que le 14 juillet 1943, soit près de deux mois après sa création et il ne le cite qu'une seule fois en neuf discours ; et, en outre, en l'amputant du qualificatif « national ». Il faut également remarquer qu'il ne souligne que le CNR « agit en France même en fraternel accord avec nous » qu'au moment même où le

CNR se voit affaibli par la création de son concurrent initié par les mouvements de résistance : le CCR. Sans doute pour lui porter secours…

9. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. III, Robert Laffont, 1972, p. 509.

10. S. Courtois, *Le Monde* du 10 janvier 1984.

11. Claude Willard, *Pierre Villon, résistant de la première heure*, Éditions sociales, 1983. Relevons cette phrase lourde de sens : « Dans ce cas, nous n'attendrons pas de Gaulle » qui suggère une possible utilisation du gaullisme pour servir des fins communistes.

12. « Après la guerre, précise Frenay, je retrouverai dans les archives de notre délégation en Suisse ce texte que Claude Bourdet, fin juillet 1943, m'avait câblé : « Nous avons eu vent source assez sûre bruit selon lequel tu serais retenu de force stop Préviens stop en ce cas démission éclatante de la Résistance : moi-même, Barrès (Bénouville), Bresse (Chevance) certainement tous chefs services zone sud plusieurs chefs régions stop mouvement probablement suivi plusieurs chefs départementaux stop lancerions tracts gros tirage stigmatisant procédé inadmissible Affections Lorrain (Bourdet). » Naturellement, conclut Frenay, ce câble ne me fut jamais remis. Un complot était donc ourdi contre moi ; comment l'aurais-je imaginé ? »

13. Témoignage du général Chrétien.

14. J.-B. Duroselle, *L'Abîme*, Imprimerie nationale, Paris, 1982, p. 479.

15. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Plon, 1956.

16. SFO, t. I, doc. 118, p. 234. Né en 1904, Raymond Schmittlein est un universitaire. Inspecteur général de l'enseignement français à l'étranger, il a été professeur à l'université de Kaunas puis directeur de l'Institut français de Riga. Mais c'est aussi un journaliste, un homme politique (il fut conseiller municipal et général de Belfort), et un militaire : capitaine d'infanterie, il a participé à la campagne de Norvège en 1940 et aux opérations de Syrie avec les troupes anglaises contre les troupes vichystes du général Dentz. Schmittlein n'hésite pas à manifester sa flamme pour l'URSS au grand ravissement de Jean Cathala. Sont-ce ses démêlés avec Garreau (qui selon Cathala, le traitait de « déloyal » et l'accusait de « double jeu ») ou son goût de l'aventure, Schmittlein répète alors à qui veut l'entendre qu'il en a assez de la vie diplomatique et qu'il veut reprendre du service dans une unité combattante. Après la guerre, il sera successivement député (RPF puis UNR), secrétaire d'État à la présidence du Conseil et ministre de la Marine marchande dans le cabinet Mendès France dont il sera un supporter résolu, tout en restant un « intégriste du prosoviétisme ». En 1968, vice-président de l'association France-URSS, il reprendra d'ailleurs sans hésiter les arguments du Kremlin pour justifier l'invasion de la Tchécoslovaquie.

17. MAE, CFLN, Alger, vol. 1262. Souligné par nous. Garreau poursuit : « On considère ici que seuls des gains territoriaux assureront le droit de parole à la conférence de la Paix ; aussi les Soviets ont-ils l'intention d'accomplir un gros effort militaire pour s'emparer des territoires étrangers, quitte à laisser aux mains des Allemands de larges bandes de terre russe. L'objectif visé est la Roumanie. Il semble qu'assez prochainement

une offensive de grande importance se déclenchera sur le Sud pour libérer le Dombass et la Crimée et permettre des opérations ultérieures vers la Roumanie où les Russes peuvent compter arriver au cours de l'hiver avant les Alliés. Cette opération est dictée par des considérations plus politiques que stratégiques. Elle se complète par une opération purement politique : la constitution du Comité national de l'Allemagne libre. »

18. P. Billotte, *Le Temps des armes*, Plon, 1972, p. 268.

19. SFO, t. I, doc. 121, p. 242.

20. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1942-mai 1958*, Robert Laffont, Bouquins, 2010, p. 380.

21. SFO, t. I, Doc. 121, p. 242.

17
Les manœuvres du PCF

1. Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 385.

2. *Ibid.*

3. Abrogé par Vichy le 7 octobre 1940. Abrogation confirmée par Giraud le 17 mars 1943 mais sans décrets d'application et suivie de l'ordonnance signée Giraud du même jour abolissant la législation raciale.

4. Le 10 août 1943, le CFLN a publié une ordonnance portant création d'une commission d'épuration. Elle est présidée par l'universitaire William Marçais, membre de l'Institut et gaulliste, assisté de deux représentants de la Résistance, Bosman (communiste) et Ribière (socialiste), du capitaine d'Alsace, chef du service des affaires d'Alsace au commissariat à l'Intérieur et de Esquer, administrateur de la bibliothèque nationale d'Alger.

5. Les passages en italiques le sont dans le texte original.

6. Le CFLN a pourtant autorisé, le 8 juillet, la venue à Alger d'André Marty…

7. Archives de l'auteur.

8. En réalité, la grande majorité des parlementaires communistes présents à Alger sont ceux qui ont été emprisonnés à Maison-Carrée depuis 1940.

9. Archives de l'auteur.

10. Robert Aron, *Histoire de l'épuration*, t. I, Fayard, 1967, p. 153 et suivantes.

11. *Ibid.*

12. *Ibid.*

13. Dans son livre *Le vent souffle sur l'histoire*, Pierre-Bloch considère ce texte comme la première pierre de la IV^e^ République qui commence donc par l'excommunication politique de tous ceux qui ont participé au gouvernement, mais aussi plus largement à l'administration de Vichy.

14. André Philip ayant voté contre la délégation de pouvoir au maréchal Pétain le 10 juillet 1940, on ne voit pas à quoi Georges fait allusion. Reste que Jean Monnet vole systématiquement au secours des gaullistes. « Pas une fois, écrit Charbonnières, il ne soutint les positions et les intérêts de Giraud. » *Op. cit.*, p. 129.

15. Archives de l'auteur.

16. Général Giraud, *Un seul but la victoire*, Julliard, 1949, p. 266.

17. Témoignage confirmé par lettre du 5 mars 1973 du général Gambiez, président de la Commission française d'histoire militaire et de l'association France-URSS, qui se trouvait également à bord du *Sidi Brahim*. D'autres témoignages rendent cependant un son différent, notamment celui que Mme G. Vidal-Naquet a adressé, le 16 décembre 1982, à Alain Decaux. Cf. A. Decaux, *L'Histoire en question*, t. II, Perrin, 1983, p. 261.

18. Nerin Gun, *Les Secrets des archives américaines, Pétain, Laval, de Gaulle*, Albin Michel, 1979, p. 378.

19. *Ibid.*, p. 388.

20. NARS Military Branch, OSS Reports XL 23483. *De Gaulle and the Communists, a New Friendship*. Declassified, date du 5 janvier 1989. Du côté du SR français, l'inquiétude est palpable à travers cette notation du colonel Rivet dans son journal à la date du 19 août : « Noté dans l'ensemble une vigoureuse reprise de l'activité communiste en Algérie. » Subsidiairement, on observe que s'adressant aux dirigeants du Kremlin, de Gaulle se garde d'utiliser le mot « russe » qu'il réserve aux Français.

21. SFO, t. I, doc. 66, p. 402. Ni Palewski, ni de Gaulle, ni aucun gaulliste (Garreau, Bonnet, etc.) mêlé à ces entretiens avec Avalov n'en font mention dans leurs Mémoires ou ailleurs.

22. SFO, t. I, doc. 122, p. 244.

23. Détail : dans le corps de ses *Mémoires*, de Gaulle a cru pouvoir procéder à un petit rajout. La formule soviétique est ainsi devenue : le *seul* représentant… le *seul* organisme… Sans doute est-ce la raison pour laquelle les originaux de ces documents particulièrement importants ne figurent pas dans les Annexes des *Mémoires*…

24. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 262.

25. Emmanuel d'Astier de La Vigerie, *Sur Staline*, Clairefontaine, 1967, p. 146.

26. Cité par Nicolas Baciu dans *L'Europe de l'Est trahie et vendue*, La Pensée universelle, 1984.

27. SFO, t. I, doc. 126, p. 249.

28. H. Fournier-Foch, *Tovaritch Kapitaine Foch*, La Table ronde, 2001, p. 210-211. L'officier français rapporte cette anecdote qu'il situe le 9 mai 1945 dans les ruines de Berlin : « Joukov s'arrête, se tait, puis au bout de quelques secondes, me fixant du regard, il prononce à voix basse, lentement, ces mots : "Non, pas encore Tovaritch Kapitaine Foch, la guerre n'est pas finie." Nouveau silence, comme s'il hésitait à poursuivre, et puis cette phrase qui me transperce : "Nous allons bientôt reprendre la lutte, rejeter les Anglais et les Américains à la mer… Nous irons jusqu'à Brest." Nouvelle pause ; je suis glacé et pourtant je sens la sueur me couler dans le dos. Souriant comme d'une bonne blague, Joukov ajoute : "Pas Brest-Litovsk, Brest, chez toi…, tu viendras avec nous." […] Je serre les poings pour ne pas trembler. Je reste là un bon moment, sur place, éberlué ; j'ai quelque peine à reprendre mes esprits. […] J'imagine en un instant, ce que pourra être la réaction des Britanniques et des Américains, surtout s'ils s'attendent à cette traîtrise, cette attaque, s'ils sont prêts à riposter. »

29. Selon d'autres témoignages, Roosevelt s'est montré plutôt amène…

30. SFO, t. I, doc. 127, p. 252.

31. Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes, 1985, n° 23 : « Le PCF et de Gaulle en 1943 ».

32. Les communistes ont réussi à être partie prenante de la France combattante devenue une sorte de fédération.

33. Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes, 1985, n° 23 : « Le PCF et de Gaulle en 1943 ».

34. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1942-mai 1958*, Robert Laffont, Bouquins, 2010, p. 387-388.

35. Général Giraud, *Un seul but la victoire*, Julliard, 1949, p. 269. Le texte complet est le suivant : « Le comité a décidé d'assurer, dès que les circonstances le permettront, l'action de la justice à l'égard du maréchal Pétain et de ceux qui ont fait ou font partie des pseudo-gouvernements formés par lui, qui ont capitulé, attenté à la Constitution, collaboré avec l'ennemi, livré des travailleurs français aux Allemands et fait combattre des forces françaises contre les Alliés ou contre ceux des Français qui continuaient la lutte. »

36. *Histoire des services secrets extérieurs de la Russie*, Moscou, 1991-2003, t. IV « De Gaulle ou Giraud ? », doc. 25, p. 288-302.

37. SFO, t. I, doc. 133, p. 257.

38. SFO, t. I, doc. 134, p. 259.

39. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Annexes, Plon, 1956, p. 529.

40. Pour loger l'ambassadeur soviétique, le commissariat aux Affaires étrangères du CFLN réquisitionne la villa Bey à Mustapha supérieur dont le propriétaire est M. Robe, l'un des directeurs de *La Dépêche algérienne*.

18
Le tête-à-tête avec Moscou

1. C. de Gaulle, *L'Unité*, t. II, *op. cit.*, p. 143.

2. P. Colonna d'Istria, *La Libération de la France*, CNRS 1976, p. 184.

3. *Ibid.*

4. Le 15 septembre encore, l'amiral Lemonnier fera montre de pessimisme dans sa lettre 90 EMG 3/49P : « Nous ne pouvons entretenir la campagne de Corse, ou plutôt celle d'Ajaccio, qu'avec des concours alliés. »

5. Gambiez, *Libération de la Corse*, *op. cit.*, p. 186.

6. Giraud, *Un seul but la victoire*, Julliard, 1949, p. 251.

7. Giraud, *op. cit.*, p. 254.

8. H. Queuille, *Journal de guerre*, présenté et annoté par Olivier Dard et Hervé Bastien, préface de Serge Berstein, Plon, 1995, p. 83.

9. On relèvera cette annotation d'Hervé Bastien dans le *Journal de guerre* d'Henri Queuille : « Les atermoiements d'André Philip, joint à la mauvaise grâce (?) manifestée par de Gaulle lui-même pour envoyer en Corse son ancien chef de cabinet François Coulet, éclairent d'un jour assez inhabituel la position gaulliste dans cette affaire, qui semble à certains égards sous-tendue par une sorte de « politique du pire » pratiquée de façon plus ou moins volontaire. D'autant que la question corse fut précisément utilisée comme un argument à l'encontre de Giraud dans la réforme du CFLN. » Note n° 144, p. 240.

10. H. Queuille, *Journal de guerre*, *op. cit.*, p. 77.

11. P. Colonna d'Istria, *La Libération de la France*, Ed. du CNRS, 1976, p. 183.

12. Toussaint Griffi, Laurent Preziosi, *Première mission en Corse occupée*, L'Harmattan, 1988, p. 167.

13. SFO, t. I, doc. 142, p. 266.

14. H. Queuille, *op. cit.*, p. 84. Sans doute informé par Menthon qui vient d'arriver en Algérie et soutient que les organisations de résistance « représentent la nation française », Queuille note également que lesdites organisations font savoir que le Comité de Libération ne serait pas accepté en France, mais qu'elles appelleraient de Gaulle au pouvoir et qu'il formerait alors un autre gouvernement provisoire. « Mais quid des accords Giraud ? Attitude de ce dernier et de l'armée ? Réaction américaine ? » se demande l'ancien ministre.

15. R. Massigli, *Une comédie des erreurs*, Plon, 1978, p. 36.

16. P. Silvani, … *Et la Corse fut libérée*, Albiana, 2001, p. 154. Et aussi : Queuille, *op. cit.*, p. 85.

17. P. Colonna d'Istria, *La Libération de la France*, Ed. du CNRS, 1976, p. 182.

18. F. Gambiez, *op. cit.*, p. 156.

19. De Gaulle écrit notamment : « Les conditions dans lesquelles ont été préparées et sont actuellement exécutées, les opérations de toutes natures tendant à la libération de la Corse montrent, une fois de plus – et cette fois dans une occasion grave –, que le Comité de la libération nationale, tel qu'il est constitué et tel qu'il fonctionne, n'est pas à même de jouer effectivement son rôle d'organe de gouvernement. « Cette impuissance procède, à mon avis, de deux causes, d'ailleurs conjuguées.

« La première est l'absence d'une direction (je ne parle pas de présidence), reconnue de tous et organisée ; d'où il résulte que le comité foisonne et bat la campagne, sans fixer sa politique sur les affaires capitales, ou – s'il l'a fixée pour l'une d'elles – sans qu'un contrôle effectif puisse en suivre la réalisation. L'affaire de Corse est caractéristique à cet égard.

« La seconde est l'indépendance du commandement militaire par rapport à l'organe du gouvernement. Cet état de choses, formellement contraire à nos institutions séculaires et à nos lois en vigueur, a pour conséquence qu'en fait deux politiques coexistent et s'opposent […].

« La période des tâtonnements n'a maintenant que trop duré. Le pays ne comprendrait pas que nous la prolongions davantage. Les responsabilités doivent être prises et connues. Quant à moi, je ne pourrais porter plus longtemps les miennes dans de telles conditions.

« Voici la solution qui me paraît s'imposer :

« 1) Élection par le comité d'un président exerçant ses fonctions pour une durée déterminée et muni de pouvoirs réels et définis, quant à la direction des travaux du comité et quant au contrôle des diverses activités, y compris, naturellement, les activités militaires.

« 2) Dans l'ordre militaire, séparation du pouvoir du gouvernement (commissariat) et de l'autorité de commandement. Je ne puis croire que les membres du comité – et notamment le général Giraud – ne sentent comme moi-même l'absolue nécessité d'une réforme de cette nature.

« En tout cas, je vous serais reconnaissant de les consulter individuellement à ce sujet, et de me faire connaître d'urgence votre avis et le leur.

« Si ces avis permettent de penser qu'il est possible d'aboutir, je convoquerais le comité pour lundi 20 septembre, à 17 heures. Les textes nécessaires seraient distribués le même jour avant midi. […] » Catroux, *Dans la bataille de la Méditerranée*, Julliard, 1949, p. 379-380.

20. F. Coulet, *Vertu des temps difficiles*, Plon, 1967, p. 199.

21. H. Queuille, *Journal de guerre*, *op. cit.*, p. 85-90.

22. « La bourse aux « nouvelles », écrit Soustelle, se tenait […] surtout à l'hôtel Aletti, où se coudoyaient en foules militaires américains, indicateurs de police, agents secrets de plusieurs nations, journalistes et tout ce qu'Alger comptait de gens avides de parler et d'écouter. Le bar de l'Aletti était le poste émetteur principal de ce qu'on appelait « Radio-Trottoir ». » *Envers et contre tout*, *op. cit.*, t. II, p. 16.

23. Crémieux-Brilhac, *La France libre*, *op. cit.*, folio, p. 862. Selon Queuille, Catroux s'y serait également opposé contrairement à ce qu'il affirme dans ses mémoires dans lesquelles il soutient avoir tenté de convaincre Giraud des « conclusions impeccables [*sic*] » de De Gaulle. « Mais, dit-il, Giraud ne s'expliquait pas les griefs élevés contre lui et affirmait avoir agi dans les limites de ses prérogatives. Le domaine des opérations lui appartenait, disait-il. En vain, je m'efforçai de lui faire entendre que les opérations n'étaient qu'un des éléments de la conduite de la guerre et que si le commandant en chef avait toute latitude pour les diriger, seul le gouvernement avait le pouvoir de les décider. Il s'en tint à sa conception. »

24. Gambiez, *op. cit.*, p. 262.

25. Coulet, *op. cit.*, p. 200. Silvani, *op. cit.*, p. 215.

26. *Ibid.*, p. 216.

27. R. Aron, *Histoire de l'épuration*, t. I, Fayard, 1967, p. 111.

28. Cité par Choury, *op. cit.*, p. 194.

29. Cité par J.L. Crémieux-Brilhac, *op. cit.*, t. II, p. 863. Carnets de Georges, f°127.

30. De Gaulle, t. II, *op. cit.*, Annexes, p. 532.

31. De Gaulle, *op. cit.*, p. 532.

32. MAE, CFLN-GPRF, Alger, vol. 1 262.

33. SFO, t. I, doc. 147, p. 276.

34. SFO, t. I, doc. 148, p. 277. Le 30 septembre, Avalov fera savoir à Moscou que l'annonce de la création de la Commission méditerranéenne avec la participation de la France a produit une « forte impression » sur les milieux français. « Dans nos entretiens avec Bonnet, Palewski et d'autres, rapportera l'agent du NKVD à Molotov, ces derniers ont exprimé leur profonde satisfaction que l'URSS ait obtenu la participation de la France à cette commission. Selon eux, de Gaulle et son entourage ont perçu la tendance de l'Union soviétique à aider la France à occuper sa place parmi les grandes puissances. La nomination de Vychinski à cette commission a produit un intérêt particulier. Le délai mis à sa venue probable est lié selon les Français à une volonté de la freiner de la part de la puissance anglo-américaine. Les Français considèrent que la Commission méditerranéenne représente une base pour la future Entente européenne et ils voudraient qu'elle soit un organe non seulement consultatif mais aussi de décision vis-à-vis des efforts de la Grèce, de la Yougoslavie et de la Turquie pour y obtenir une place. Pour eux, la commission doit rester envers et contre tous une organisation à quatre, car, sinon, elle pourrait être utilisée pour limiter les intérêts vitaux de la France et de l'Union soviétique. La création de la Commission méditerranéenne et, en conséquence, le départ de Murphy, est considéré ici, comme un échec de la politique antifrançaise des milieux américains et donc comme un sérieux succès de la politique soviétique. » SFO, t. I, Doc 149, p. 278.

35. De Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Annexes, Plon, 1956, p. 541.

36. On notera que Scamaroni avait intitulé sa première mission « Sampiero » en contact dans le courant de l'année 1942 avec le FN. Tout porte donc à croire que Giovoni adresse ainsi un message aux gaullistes.

37. Cité par Silvani, *op. cit.*, p. 217.

38. Cette fusion gaullo-communiste au sein de la France combattante sera le prélude de l'association France-URSS.

39. Le même jour, un gamin de 13 ans, Ernest Bonacoccia, se distingue en servant de guide aux soldats parmi les champs de mines. Sur le monument élevé à la mémoire des goumiers au sommet du col de Teghime, une photo gravée dans le marbre immortalise la rencontre du jeune Bonacoccia et du général Giraud.

40. *Le Journal officiel de la République française*, Édition d'Alger de juin 1943 à août 1944, Les Éditions du Journal officiel, n° 4 323. Préface de Pierre Messmer, introduction : Hervé Bastien, p. 168.

41. Donnons acte à Crémieux-Brilhac d'avoir indiqué que de Gaulle a renoncé à ce moment-là à l'ordonnance instituant un président unique élu par le CFLN « contrairement à ce que laissent supposer le texte de l'ordonnance reproduit dans *L'Unité*, p. 533, et les Mémoires de Catroux », *op. cit.*, *La France libre*, p. 1 348.

42. Selon Macmillan, Giraud « crut comprendre que jusqu'à ce qu'il prît le commandement sur le champ de bataille, il resterait coprésident, mais ce n'était manifestement pas là le sens légal d'un décret qu'il n'aurait jamais dû accepter avant d'avoir tiré au clair ce point important » (*op. cit.*, p. 424). En réalité le décret portant création d'un commissariat à la Défense nationale qu'il a cosigné en tant que coprésident précise bien (art. 2) que le commissaire à la Défense n'a sous son autorité directe que les forces qui ne sont pas placées par le comité à la disposition du commandant en chef et que celui-ci (art. 3) est nommé par le comité et exerce le commandement direct des forces mises à sa disposition par le comité.

43. De Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Plon, 1956, p. 145.

44. Silvani, *op. cit.*, p. 217.

45. « Le Général très en forme, très adroit, agissant à la manière d'un politique, embrassant les femmes, parlant de son ami, de son cher ami Giacobbi… vraiment allure d'un plébiscite. » Queuille, *op. cit.*, p. 96.

46. Queuille, *op. cit.*, p. 94. Hervé Bastien relève que la notation de Queuille concernant le caractère et le comportement de De Gaulle revêt presque l'allure d'un « diagnostic médical » : « C'est ici, précise-t-il, le docteur Queuille qui écrit, plus que l'homme politique. » p. 255. Ce qui n'empêchera pas Queuille qui s'est rallié à de Gaulle de lui rester fidèle *perinde ac cadaver*.

47. Queuille en souligne le caractère « curieux ».

48. Archives de l'auteur. Les autres chapitres de ce compte rendu sont les suivants : I. Affaires italiennes et constitution de la Commission méditerranéenne ; II. Conférence

de Moscou ; III. Espagne – question de Tanger ; IV. Portugal ; V. Syrie ; VII. Débarquement en France ; VIII. Représentation britannique auprès du comité.

49. De Gaulle, t. II, *op. cit.*, p. 143. Giraud étant décédé lors de la parution des *Mémoires de guerre* on ne sait pas ce qu'il en est vraiment. Lui-même n'en fait aucunement mention dans ses propres Mémoires. Ce qui interroge, car il n'aurait pas manqué d'arguments contre cette assertion de la part d'un de Gaulle, dont le flirt avec les communistes est alors de l'ordre de l'évidence et fait l'objet de gorges chaudes dans tous les milieux.

50. De Gaulle, t. II, Plon, *op. cit.*, p. 141-142.

51. De Gaulle, t. II Plon, *op. cit.*, p. 146. À cette date, ce sont 15 membres de la famille Giraud dont l'épouse du général, Céline, trois de ses filles (Renée, Jeanne et Marie-Thérèse) et sept de ses petits-enfants qui sont alors aux mains de l'ennemi.

52. Contrairement à la version gaulliste officielle reprise en chœur par nombre d'historiens qui soutiennent que de Gaulle a mis de longues semaines à rétablir une situation normale dans l'Île de Beauté et qui oublient très opportunément que, dans ses *Mémoires*, le même de Gaulle reconnaît par ailleurs que les communistes n'étaient qu'une « minorité » dans l'« ensemble des résistants », ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché d'en faire la promotion éclatante dans ses discours du moment et qui, en outre, a appelé Giovoni à siéger à l'Assemblée consultative d'Alger et en a fait un Compagnon de la Libération (ce qui prouve à tout le moins qu'il n'y avait rien d'irrémédiable entre eux), il n'y a donc pas eu en Corse de mouvement insurrectionnel. Une étude précise montre que cette accusation portée contre Giraud d'avoir fait le jeu du PC corse relève de la propagande politicienne. S'il en fallait une preuve, un témoignage capital puisqu'il émane de François Coulet, l'homme-lige de De Gaulle, envoyé spécialement en Corse pour veiller au grain, fait litière de toute véritable menace communiste en ces termes : « Giovoni puis les autres […] se gardèrent d'invoquer le parti, car, très faiblement minoritaires dans le département et voyant débarquer les premiers éléments de l'armée de métier venue d'Alger, ils ne pouvaient placer leurs espérances que dans une nouvelle mouture, mais plus réussie, du Front populaire style 1932… » F. Coulet, *Vertu des temps difficiles*, Plon, 1967, p. 201. Coulet est si peu inquiet qu'il se rie de ses soi-disant menaces communistes en se permettant de rendre compte de la situation à de Gaulle par un pastiche de son cru qui ne manque d'ailleurs pas de talent. Mais il ne pouvait pas en être autrement pour l'homme lige de De Gaulle qui écrivait dès le 8 octobre au soir dans son carnet : « L'opération *Corse* militairement gagnée, politiquement réussie, est terminée. » Cité par Silvani, *op. cit.*, p. 221. À la date du 5 octobre, Queuille notait déjà dans son journal : « Giacobbi vient me voir. Il part demain pour la Corse avec le général de Gaulle. Sa dernière entrevue avec ce dernier a été excellente. Le Général très heureux que la libération de la Corse se soit produite dans le calme, sans effusion de sang français, due à des Français, etc. » Queuille, *op. cit.*, p. 93.

53. Gambiez, *op. cit.*, p. 263.

54. SFO, t. I, doc. 144, additif, p. 273.

55. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. III, Robert Laffont, 1972, p. 607.

56. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 377.

57. F. Grenier, *C'était ainsi*, Éditions sociales, 1978, p. 225.

58. F. Billoux, *Quand nous étions ministres*, Éditions sociales, 1972, p. 50.

59. Cité par Jean Maze dans *Le Système*, Ségur, 1951, p. 232-234. Bien que dans le style des autres, ce dernier paragraphe est contesté par certains historiens.

60. R. Massigli, *Une comédie des erreurs*, Plon, 1978, p. 40.

61. G.H. Soutou et Émilia Robin Hivert (dir.), *L'URSS et l'Europe de 1941 à 1957*, PUPS 2008, p. 154. Claude Paillat, *L'Échiquier d'Alger*, t. I, p. 337-338.

62. Macmillan, *War Diaries. The Mediterranean 1943-1945*, London, Macmillan 1984, p. 255.

63. Ralph B. Levering *et al.*, *Debating the Origins of the Cold War : American and Russian Perspectives* (New York) Rowman & Littlefield, 2002, p. 174.

64. Averell Harriman and Elie Abel, *Special Envoy to Churchill and Stalin, 1941-1946*, Hutchinson of London, 1975, p. 231.

65. G.H. Soutou et Émilia Robin Hivert (dir.), *op. cit.*, p. 154. Et Macmillan, *op. cit.*, p. 71-72.

66. MAE, CFLN-GPRF, Alger, vol. 1262.

67. Certains auteurs avancent la date du 8 octobre.

68. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 262. Sentiments publiquement partagés par les gaullistes. Alain de Sérigny écrit : « Que de raouts ! Que de réceptions ! Que de salamaleks ! Que de manifestations mondaines et autres pour fêter tant d'empressement et de compréhension ! et que de ronds de jambe des gaullistes devant l'ambassadeur russe et son entourage ! Il y eut, entre autres, un cocktail vodka monstre dans la villa réquisitionnée du directeur de *La Dépêche algérienne* ; y assistaient notamment : Robert Murphy, Harold Macmillan, Louis Joxe, Jean Pierre-Bloch. »

69. La France en est membre grâce à la victoire de Corse.

70. « Note sur la politique soviétique. » MAE, CFLN, Alger, vol. 1 262. « C'est à une alliance étroite et privilégiée avec l'URSS qu'appelait Dejean, commente Georges-Henri Soutou. Cette alliance était certes censée permettre à la France de réaliser ses objectifs dans l'empire et face à l'Allemagne mais elle devrait entériner toutes les visées soviétiques en Europe au nom des besoins de sécurité de Moscou ; elle reposerait sur la condamnation de la politique suivie par les classes dirigeantes françaises depuis 1918, elle reposerait également sur une commune opposition aux « réactionnaires », donc sur une certaine forme de solidarité idéologique face aux Anglo-Saxons considérés comme suspects sous ce rapport. Toute la politique soviétique depuis 1917 se trouvait ainsi justifiée, et la position dominante de l'URSS après la guerre en Europe était admise et ratifiée d'avance, en fonction d'un véritable complexe de culpabilité concernant le passé et dans le but de contrôler, à deux, l'Allemagne. La politique préconisée par Dejean avait

en effet sa logique interne, qui probablement correspondait aux aspirations profondes de la majorité des Français libres de la première heure et rejoignait en partie au moins les préoccupations de De Gaulle lui-même. » *Op. cit.*, p. 150.

71. Auteur de *The Secret World of Soviet Secret Agents*, The Reader's Digest association Inc., 1974.

72. H. Queuille, *Journal de guerre*, *op. cit.*, p. 266.

73. MAE, CFLN, Alger, vol. 657.

74. V. Beriejkov, *J'étais l'interprète de Staline*, Ed. Sorbier, 1985, p. 159.

75. W. Churchill, *Mémoires. L'étau se referme*, t. I, Plon, 1952, p. 210.

76. A. Eden, *L'Épreuve de force*, Plon, 1965, p. 414.

77. A. Eden, *op. cit.*

78. V. Beriejkov, *op. cit.*

79. J. Elleinstein, *Staline*, Fayard, 1984, p. 376.

80. Jean-Pierre Guéno, Gérard Lhéritier, *Les Messages secrets du général de Gaulle, Londres 1940-1942*, MLM/Gallimard, 2011, p. 502-503.

81. Archives de l'auteur. « Note du général Catroux faisant suite à l'exposé du général de Gaulle. »

82. H. Noguères, *op. cit.*, t. IV, 1976, p. 76-77.

83. *Ibid.*

84. H. Noguères, *op. cit.*, t. IV, p. 68.

85. Archives de l'auteur. Ce document du commissariat aux Affaires étrangères, daté du 23 octobre et estampillé « secret », porte une correction au stylo de la main même de Massigli (au feuillet 4, paragraphe 6, le mot « être » remplace le mot « faire » dans la phrase suivante : « Le traité anglo-russe constitue un côté du triangle, un traité franco-russe peut en *être* un autre, un accord franco-anglais le compléterait. »)

86. R. Massigli, *op. cit.*, p. 42. Une note de Maurice Dayet datée de mai 1943 et intitulée « Quelques aspects de la politique soviétique » (MAE, CFLN, Alger, vol. 220) rend encore un son bien différent de celui de cette circulaire, mais dans le camp gaulliste son auteur ne parvient manifestement plus à se faire entendre depuis que Dejean y a imposé ses analyses plus en conformité avec celles de De Gaulle. En voici quelques extraits : « Le Komintern n'a pas été dissous. Il a seulement été mis en réserve. […] Dans cette attente, les Soviets ne pouvaient pas abandonner la politique du « cheval de Troie ». Celle-ci a continué en sourdine au début de la guerre en France, et elle se poursuit encore sous nos yeux en Angleterre, où l'extension du communisme commence à inquiéter très fortement les chefs du Labour Party. Ceci signifie par voie de conséquence que Staline n'a pas abandonné l'idée de la révolution mondiale. Il la laisse seulement sommeiller.

Nous savons aussi que dans l'esprit de Staline, la crise actuelle n'est pas seulement une lutte entre le capitalisme et le communisme, mais aussi et surtout une guerre entre deux systèmes socialistes différents, entre deux cousins germains, tous deux petit-fils de Karl Marx, qui s'appellent le national-socialisme allemand et le bolchevisme russe. Pour Staline, le point le plus intéressant est de savoir si l'hégémonie mondiale reviendra au national-socialisme ou au bolchevisme, c'est-à-dire à la Russie. […] Le danger est donc grand pour un homme de s'entendre donner l'assurance qu'il a été « choisi par les Soviets ». Ce choix implique la quasi certitude que son parti a été fortement travaillé conformément à la politique du cheval de Troie pour que les Soviets aient bon espoir de s'en rendre maîtres, et d'exercer une influence décisive dans le pays où existe ce parti. […] Ni les États-Unis ni l'Angleterre ne peuvent être dupes de ce jeu et l'on peut se demander jusqu'à quel point la France peut s'y prêter… » Sans doute est-ce à cette opinion dérangeante que Dayet doit d'avoir été nommé en août par de Gaulle ambassadeur au Pérou… Quant à Dejean, persistant à nier toute spécificité soviétique et refusant de voir autre chose dans l'URSS qu'une Russie déguisée en communiste, il plaidera dans une note datée du 3 novembre, pour que la France devienne l'élément essentiel du dialogue interallié : rôle rendu possible, dit-il, par la confiance que Moscou lui accordera si, sur le plan intérieur, sa « rénovation » colle aux orientations du Kremlin et si, sur le plan extérieur, elle adopte une « ligne politique bien tracée, orientée sans ménagement ni équivoque vers la destruction durable de la puissance allemande ». Et si, bien sûr, elle prend en considération l'inquiétude de l'URSS devant certains projets anglo-saxons concernant tant la question balkanique que la question polonaise. (« Notes sur les relations franco-soviétiques » MAE, CFLN, Alger, vol. 1 262.) Précisément, Dejean a déjà consacré une note datée du 20 octobre 1943 à cette question polonaise. Son point de vue est simple : la France doit pousser les Polonais du gouvernement en exil à Londres à accepter les revendications territoriales soviétiques avec en compensation l'annexion de la Prusse orientale par la Pologne. Évoquant le fait que la France au lendemain de la Grande Guerre avait soutenu les revendications polonaises contre la volonté des Anglo-Saxons de fixer la frontière polono-russe sur la ligne Curzon, Dejean écrit : « Ce fait nous donne des titres à faire entendre aujourd'hui à la Pologne des conseils de modération et de sagesse. L'on ne peut perdre de vue que la position prise par la France était due en partie à la crainte qu'inspirait à l'époque le danger bolcheviste. L'évolution suivie par l'URSS au cours des dernières années permet d'envisager aujourd'hui le problème d'une manière différente. La présence de la Russie dans les Carpates ne constituerait plus nécessairement une menace pour l'Europe. » (« Le différend russo-polonais », MAE, CFLN, Alger, vol. 1 262.

87. H. Queuille, *op. cit.*, p. 103.

88. F. Grenier, *C'était ainsi*, Éditions sociales, 1978, p. 225.

89. USNA, PS/SMS, 851.01. Cité par Crémieux-Brilhac, *op. cit.*, p. 864.

90. SHAT, fonds Mast, IK/243. Cité par Crémieux-Brilhac, *op. cit.*, p. 864.

19
Le Brumaire de De Gaulle

1. Sur la centaine de délégués désignés par de Gaulle personnellement, une cinquantaine seulement sont présents à la première séance de l'Assemblée consultative ; les autres gagneront progressivement l'Algérie entre novembre 1943 et août 1944. Parmi les diplomates étrangers, on remarque la présence d'Alexandre Bogomolov et de Duff Cooper qui sera nommé, le 16 novembre, ambassadeur du gouvernement britannique auprès du CFLN.

2. H. Queuille, *Journal de guerre*, *op. cit.*, p. 103.

3. Supplément au *Journal official de la République française*, 75^{e} année, n^{o} 1.

4. Herriot a déclaré le 9 juillet 1949 : « Autour de Monsieur le Maréchal Pétain, dans la vénération que son nom inspire à tous, notre nation est regroupée en détresse. Prenons garde de ne pas troubler l'accord qui s'est réalisé sous son autorité. » Jeanneney a déclaré le même jour : « J'atteste enfin à Monsieur le Maréchal Pétain notre vénération et la pleine reconnaissance qui lui est due pour un don nouveau de sa personne. Il sait nos sentiments envers lui qui sont de longue date. Nous savons la noblesse de son âme : elle nous a valu des jours de gloire ; qu'elle ait carrière en ces jours de terrible épreuve et nous prémunisse, au besoin contre toute discorde. »

5. Les citations de Galimand, de Kerillis et de Mallarmé sont tirées du livre de Lucien Galimand : *Vive Pétain, vive de Gaulle*, Éditions de la Couronne, 1948.

6. Les autres personnes visées sont : les membres ou anciens membres des gouvernements ayant siégé dans la métropole depuis le 17 juin 1940 ; les élus, fonctionnaires ou agents publics, qui ont depuis le 18 juin 1940, par leurs actes, leurs écrits ou leur attitude personnelle soit favorisé les entreprises de l'ennemi, soit nui à l'action des Nations unies et des Français résistants, soit porté atteinte aux institutions constitutionnelles et aux libertés politiques fondamentales, soit tiré sciemment ou tenté de tirer un bénéfice matériel direct de l'application de règlements de l'État français ; les individus ayant accepté de Vichy soit une fonction d'autorité, soit un siège de conseiller national ou départemental.

7. R. Aron, *Histoire de l'épuration*, t. I, Fayard, 1967, p. 160.

8. Galimand écrit le 8 octobre à de Gaulle : « Accepter de se soumettre à l'appréciation du Conseil de la Résistance (= CNR) camouflé en jury d'honneur, ce serait pour un parlementaire, dessaisir le corps électoral et trahir en outre ses collègues et les institutions démocratiques. Le vote que j'ai cru devoir émettre à Vichy, lors de l'Assemblée nationale, constitue un acte souverain qui échappe à l'appréciation d'un gouvernement provisoire. Il ne peut être normalement sanctionné que par ceux qui m'ont confié le mandat de les représenter. Je n'accepte point qu'il puisse être simplement examiné, *a fortiori* condamné ou même excusé par un organisme quelconque. »

9. L. Galimand, *Origine et déviations du gaullisme*, Éditions de la Couronne, 1950, p. 94.

10. R. Aron, *Histoire de l'épuration*, t. I, Fayard, 1967, p. 173.

11. J. Pierre-Bloch, *De Gaulle ou le temps des méprises*, La Table ronde, 1969, p. 116. Ce qui indiquerait que les hommes de gauche ont eu peur d'un épouvantail…

12. H. Queuille, *op. cit.*, p. 103.

13. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 383.

14. Passy, *Mémoires du chef des Services secrets de la France libre*, 2000, p. 248.

15. J. Pierre-Bloch, *De Gaulle ou le temps des méprises*, *op. cit.*, p. 111.

16. Cité par Frenay, *op. cit.*, p. 443.

17. H. Frenay, *op. cit.*, p. 566.

18. Gaston Defferre, Mederic et Brunschwick-Bordier.

19. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 262. Télégramme du 3 octobre 1943. Les informations concernant cette séance du CFLN sont tirées des archives du général Georges.

20. Renée est morte le 24 septembre à Friedrichroda. Mais il l'ignore encore. De même qu'il ignore que les autres membres de sa famille en résidence surveillée en France vont être déportés également en Thuringe.

21. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, *op. cit.*, p. 402.

22. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1942-mai 1958*, Plon et aussi *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, n° 23 d'où sont tirés la plupart des éléments concernant les négociations entre de Gaulle et le PCF.

23. *Ibid.*

24. J. Pierre-Bloch, *De Gaulle ou le temps des méprises*, *op. cit.*, p. 189.

25. Cité *in* Jean-Christophe Notin, *Le Général Saint-Hillier*, Perrin, 2009, p. 148-149.

26. *Ibid.*

27. J. Pierre Bloch, *De Gaulle ou le temps des méprises*, *op. cit.*, p. 187.

28. P. Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, t. IV, Fayard, 1984, p. 209.

29. F. Billoux, *Quand nous étions ministres*, Éditions sociales, 1972, p. 55.

30. Dans cette même édition du 14 novembre, le quotidien communiste annonce, à la fois l'élimination de Giraud du CFLN et l'arrivée à Alger, venant d'Amérique, de Pierre Cot : « Tout le monde connaît le visage sympathique de Pierre Cot et son action courageuse. Républicain jacobin, démocrate avancé, il a été depuis le 6 février 1934 l'homme qui, avec Léon Blum, a connu les attaques les plus infâmes, les calomnies les plus odieuses des groupements et des journaux préfascistes qui fleurissaient en France sur l'arrosage de l'argent italo-boche. » Cot ne vient pas les mains vides : il se propose aussitôt pour une mission à Moscou. « Le développement de la politique extérieure

soviétique oblige le Comité de Libération à donner à ses relations extérieures un ton légèrement différent ou, du moins, un accent différent. Je pense être un des hommes politiques français ayant à Moscou le plus d'amis et de crédit. J'accepterai volontiers de me rendre à Moscou avec la mission de chercher comment on pourrait donner une meilleure assiette aux relations soviétiques, notamment en vue d'aboutir à un accord sur l'organisation internationale future. » (Note de Pierre Cot à de Gaulle de novembre-décembre 1943, AN 3 AG1 328) De Gaulle va sauter sur l'occasion.

31. De Gaulle écrit notamment à André Mercier : « Dans le cas où soit vous-même, soit M. Fernand Grenier croiriez devoir décliner cette proposition, je m'adresserai à M. Fajon que je n'ai pas l'avantage de connaître aussi bien que M. Fernand Grenier et que vous mais pour le caractère de qui j'ai une grande considération. J'estime toutefois très important pour la composition finale du Comité de la libération nationale, composition dont la responsabilité m'incombe, que tout au moins vous-même ou M. Fernand Grenier en fassiez partie. […] En tout cas, j'ai la conviction que, dans la situation où se trouve notre pays dont l'avenir et la vie même sont en jeu, l'union de tous les Français dans la lutte pour le salut de la France est une loi qui domine toutes autres considérations. Je suis extrêmement désireux de pouvoir achever une telle union dans le gouvernement lui-même grâce à la présence et à l'action de deux représentants communistes. […] »

32. R. Aron, *Histoire de l'épuration*, t. I, *op. cit.*, p. 178.

33. R. Aron, *op. cit.*, p. 179.

34. *Ibid.*

35. A. Ouralov, *Staline au pouvoir*, Les Îles d'or, 1951.

36. E. Stevens, *Il n'y a pas d'énigme russe*, Nagel, 1946, p. 31.

37. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II., Annexes, Plon, 1956, p. 603-606.

38. Déjà à la conférence de Moscou, Maxime Litvinov avait fait savoir à la presse qu'« en ce qui concerne l'Allemagne, Molotov estimait nécessaire de l'affaiblir dans toute la mesure du possible mais que ce point de vue devait demeurer secret afin d'éviter que la résistance allemande ne soit intensifiée. Molotov avait également déclaré que le gouvernement soviétique souhaitait qu'une capitulation sans condition fût imposée à tous les États ennemis et que ses deux partenaires avaient approuvé cette déclaration. »

39. SFO, t. I, doc. 173, p. 320.

40. La déclaration « pour la coopération dans la guerre et l'après-guerre », publiée à Moscou le 1er novembre après la conférence des ministres des Affaires étrangères, au nom des gouvernements américain, britannique, soviétique et chinois, ne contient en effet pas la moindre allusion à la France.

41. Cité *in* Jean-Chistophe Notin, *Le Général Saint-Hillier*, *op. cit.*, p. 166.

42. Dans son journal, à la date du 17 novembre, Queuille se fait – prudemment – l'écho d'une information selon laquelle Giraud serait allé se plaindre auprès des Américains et des Anglais et laisse ainsi entendre que la réduction des livraisons de

matériel y est liée. Mais Giraud n'est guère du genre à se plaindre et les réductions ont commencé bien avant cette date. Voici déjà un certain temps que Roosevelt accuse de Gaulle de « freiner l'effort de guerre »…

20
Le glas de Téhéran

1. La menace d'un coup de force d'Otto Skorzeny sur la rencontre des trois Grands dans la capitale iranienne, serait même à l'origine de son retour en catastrophe d'Alger.

2. Bien que plus jeune, Roosevelt est physiquement affaibli par sa poliomyélite, et, en outre, plein de bonnes intentions à l'égard de Staline ainsi qu'en témoignent ses diverses confidences. À son fils Elliot : « Churchill a peur que les Russes ne deviennent trop forts. Il est possible que les Russes deviennent très forts en Europe ; reste à savoir si c'est un mal. » À William Bullitt : « J'ai le pressentiment que Staline n'est pas l'homme qu'on croit. Harry Hopkins me dit aussi qu'il a cette impression et que Staline ne veut rien d'autre que la sécurité pour son pays. C'est pourquoi je pense que si je lui donne tout ce que je puis lui donner sans rien demander en retour, *noblesse oblige* (en français dans le texte), il ne pourra penser à annexer quoi que ce soit et acceptera de travailler avec moi à un monde de démocratie et de paix. » Selon Cordell Hull, Roosevelt lui aurait dit que « lorsqu'il rencontrerait Staline, il en appellerait à son sens moral ».

3. J. Elleinstein, *Staline*, Fayard, 1984, p. 378-379.

4. À Téhéran, cédant aux avances de Staline, Roosevelt est descendu à l'ambassade soviétique.

5. Beriejkov, *J'étais l'interprète de Staline*, Éditions du Sorbier, 1985, p. 196.

6. J. von Lohausen, *Les Empires et la Puissance*, Livre Club du Labyrinthe, 1985, p. 23-24.

7. V. Beriejkov, *J'étais l'interprète de Staline*, *op. cit.*, p. 210.

8. Pour les Américains : Roosevelt, Hopkins, Harriman, les généraux Marshall, Arnold, Somervell, Deane ; les amiraux Leahy et King. Pour les Britanniques : Churchill, Eden, Kerr, les généraux Brooke, Portal, Ismay, Martell, l'amiral Cunnigham, le field marshal Dill.

9. L'expression est de Jean Elleinstein.

10. V. Beriejkov, *J'étais l'interprète de Staline*, *op. cit.*, p. 174.

11. J. Elleinstein, *Staline*, *op. cit.*, p. 388.

12. Cité par Alain Frerejean, *Churchill et Staline*, Perrin, 2013, p. 287-288.

13. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 610.

14. Cité *in* Nicolas Baciu, *L'Europe de l'Est trahie et vendue*, La Pensée universelle, 1984.

15. *Ibid.* Dans son livre *L'Amérique et la guerre froide*, John Lewis Gaddis confirme : « Le président indiqua clairement qu'il ne s'opposerait pas aux modifications territoriales proposées par Staline, mais que ce dernier ne devait pas s'attendre à une acceptation publique de ces modifications avant la campagne électorale de 1944. Toute promesse d'élections libres ou de plébiscite que Staline pourrait faire serait appréciée dans la mesure où le peuple américain accepterait ces modifications. Roosevelt ne dit rien d'un choix librement consenti des populations d'Europe orientale et il est clair que, après cet entretien, le seul souci de Staline fut : trouver un moyen de présenter ces annexions territoriales et ces créations de zones d'influence sous un jour plus favorable à l'opinion publique américaine et faire en sorte, à n'importe quel prix, d'éviter d'avoir à donner l'assurance que l'on s'en tiendrait aux principes de la charte atlantique. »

16. Cité par Charles G. Cogan *in* Alain Champaux et Paul Gaujac (dir.), *Le Débarquement de Provence*, Lavauzelle, 2008, p. 93. Il est également décidé à cette réunion qu'une division blindée française (la 2e DB) sera transférée au théâtre du nord à la suite du débarquement en Normandie.

17. Les précisions précédentes sont tirées du journal de Queuille, *op. cit.*, p. 118.

18. Les communistes y sont assez puissants pour rejeter une demande de Daniel Mayer visant à élargir le bureau du CNR par l'octroi d'un siège au parti socialiste et pour torpiller la création par les mouvements de zone nord et les MUR d'une « union de la Résistance ». Les mouvements ne s'avoueront cependant pas vaincus et parviendront à créer le Mouvement de libération nationale (MLN). Stéphane Courtois écrit : « Les mouvements deviennent donc au début de 44 un partenaire de plus en plus envahissant. Le parti changeant de tactique va alors chercher à s'en emparer de l'intérieur. » Les communistes connaîtront un revers : le Front national de zone sud ayant en effet demandé son rattachement aux MUR et brigué un siège au comité directeur, les chefs des mouvements s'y opposeront « par une sorte de complexe d'infériorité devant le cheval de Troie que pourrait constituer le Front national ». « Ces subtils politiques, écrit Noguères, ne se rendaient évidemment pas compte que cette infiltration était en cours, depuis longtemps déjà, à travers un certain nombre de communistes chevronnés plus ou moins intégrés dans leurs propres mouvements. »

19. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 610.

20. R. Aron, *Histoire de l'épuration*, t. I, *op. cit.*, p. 181.

21. H. Frenay, *La nuit finira*, *op. cit.*, p. 401-402.

22. La rage épuratrice est telle qu'elle n'épargne même pas les proches de De Gaulle, qui se trouve contraint d'intervenir personnellement pour rassurer Massigli et Charles Vallin. Le 23 décembre, il écrit au premier : « Monsieur le commissaire, J'ai bien reçu votre lettre du 9 décembre. Je comprends votre émotion en présence de certaines attaques publiées contre vous dans le journal *La France nouvelle* et que j'ai voulu lire avant de vous répondre. Je n'ai pas besoin de vous dire que je sais mieux que personne qu'elles sont injustifiées et je pense, moi aussi, que de telles polémiques, entretenues à l'étranger, sont nuisibles à tous égards. Il y a malheureusement le contrecoup de beaucoup

d’incidents odieux qui furent le fait de Vichy. Notre pays en subit la conséquence […]. » Et le 25 décembre, il écrit au second : « Mon cher ami, comment un lutteur comme vous peut-il s’affecter d’un obscur entrefilet ? Une seule chose compte : l’avenir qui est devant nous. Poursuivez dans la voie que vous avez eu le mérite de choisir. Je vous réponds que les bons Français vous en sauront gré et, par suite, vous rendront justice. Le reste vraiment ne compte pas. Et si le “lampiste” a “autre chose à faire” qu’à s’appesantir sur ce qu’il vous reproche, je crois que vous avez mieux à faire qu’à vous arrêter à sa malveillance. »

23. MAE, CFLN, Alger, CNF, vol. 1 610.

24. Le 22 décembre, une note confidentielle de Charles Guérin à Massigli indique : « Wilson dit que le problème des relations entre CFLN et gouvernement des États-Unis recevra une solution au cours du prochain trimestre. Il insiste sur l’importance que prennent tous les actes à venir du comité au cours des semaines suivantes et sur l’utilité de prévoir leur interprétation dans les milieux de la Maison Blanche et du département d’État. À ce propos, il craint que l’arrestation récente de Boisson ne crée de nouveau une impression défavorable au département d’État et ne soit de nature à retarder la conclusion des négocations sur la révision des accords Darlan-Clark. Il pense que si Boisson pouvait, dans un certain délai, être remis en résidence surveillée, il serait plus en mesure de prévenir ou de modifier les réactions de Washington. Le département d’État a toujours soutenu Boisson à l’égard de l’opinion publique américaine par la voix de son porte-parole Ernest K. ou de Undley M. Wasson consul général des États-Unis à Dakar. »

25. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 472.

26. H. Frenay, *La nuit finira*, *op. cit.*, p. 409.

27. H. Frenay, *op. cit.*, p. 410.

28. Dire : « de l’avis des gaullistes » serait plus exact.

29. Billotte, *Le Temps des armes*, *op. cit.*, p. 273-274.

30. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 610.

21
Le sang de l'alliance

1. Le compte rendu de cet entretien de Gaulle-Benes est publié dans les annexes des *Mémoires de guerre*, t. II, Plon, 1956, p. 613-616. À cette occasion, de Gaulle déclare à Benes : « Je puis vous assurer M. le président, qu'aucune puissance ne se réjouit plus que la France de la réussite aujourd'hui certaine et bientôt éclatante de votre politique de grand patriote et de grand Européen. » Une déclaration qui indique par ricochet le degré de sérieux que de Gaulle accorde à l'époque aux engagements diplomatiques du Kremlin.

2. C. de Gaulle, *Discours et messages, 1940-1946*, Plon, 1970, p. 361-362.

3. *Ibid.*

4. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1942-mai 1958*, Robert Laffont, Bouquins, 2010, p. 442.

5. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 474. Les Français semblent en l'occurrence moins ignorants des dessous de la collusion américano-soviétique que les journalistes du *Stars and Stripes* en particulier et que la presse anglo-saxonne en général. Une note de Dejean en date du 8 janvier indique en effet : « Un échange de questions et de réponses écrites a eu lieu avant la conférence de Moscou entre Russes et Américains. Les Soviétiques ont fait savoir entre autres que l'URSS estime que son influence doit s'étendre sur le centre et le sud-est de l'Europe. Les Américains, eux, on fait savoir qu'ils renonçaient à s'intéresser à la Pologne, à la Finlande et aux États baltes. En outre, ils ont appuyé la thèse soviétique au sujet du second front, les Balkans et la Méditerranée ne devant être le théâtre que de puissantes diversions, tandis que l'intervention principale se produirait à l'ouest. M. Churchill en aurait été contrarié. Seul en face des Soviets, Churchill aurait fini par accepter le principe du retour à la ligne Curzon avec compensation au détriment de l'Allemagne. Ayant sous les yeux une carte de l'Europe, il aurait admis qu'il n'y avait pas d'autre solution que de "déplacer la Pologne de quelques centimètres vers l'ouest". Cette dernière expression figurerait dans le protocole. » Détail : Dejean fait certainement erreur en attribuant à la conférence de Moscou ce qui est dû à la conférence de Téhéran. Reste, pour l'histoire, la question de savoir si la conférence avait bel et bien été précédée d'un échange entre Washington et Moscou fixant, avant tout débat, les ambitions soviétiques et les renoncements américains.

6. Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie, fonds 06, inventaire 6, carton 54, dossier 270, f. 1-2. Coïncidence ? Exactement au même moment,

Ivan Maïski, devenu vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères, adresse une note confidentielle à Molotov dans laquelle il définit la politique future de l'URSS à l'égard de la France : « À mon avis, l'URSS a intérêt à contribuer au rétablissement de la France comme une puissance européenne plus ou moins grande, mais l'URSS n'a pas intérêt à faire des efforts spéciaux pour la restauration de l'ancien potentiel militaire français. […] Je pense que l'URSS doit accorder son aide économique et politique à la France pendant la période d'après-guerre, être en bonnes relations avec ce pays, l'utiliser dans la réalisation de notre politique européenne générale, mais ne pas miser sur le rétablissement de la France comme grande puissance et surtout sur la renaissance de son potentiel militaire ancien. » – « Note confidentielle 11/01/1944 », *Istotchnik*, 1955, n° 4, p. 127-128. Selon l'historien Mikhail Narinski, l'une des raisons de cette position soviétique est que la création d'une forte armée française pouvait affaiblir la position de l'Union soviétique comme l'unique État européen avec des forces terrestres puissantes et que cela pouvait aussi faciliter la formation d'un bloc antisoviétique en Europe. « De Gaulle face à Staline », *De Gaulle chef de guerre*, Plon, 2008, p. 471.

7. L'extrémisme n'est pas le seul fait des communistes. Le 15 janvier, Philippe Viannay écrit sous le pseudonyme d'Indomitus dans *Défense de la France* : « Nous voulons que la Résistance se prolonge par la révolution ; la Résistance n'est pas un épisode, elle est l'âme de la France réveillée par la douleur. » L'emploi équivoque et à toutes les sauces du mot « révolution » sert les communistes. Jean Maze écrira dans *Le Système* (Ségur, 1951) : « Ne nous posons pas la question de savoir si on peut faire la révolution sans ou contre les communistes. Une chose est sûre : on ne la fait pas avec eux. Ou alors c'est la révolution communiste que l'on fait. »

8. R. Aron, *Histoire de l'épuration*, t. I, Fayard, 1967, p. 190.

9. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 263.

10. *Ibid.*

11. D. Cooper, *Au-delà de l'oubli*, 1960, p. 367.

12. H. Queuille, *op. cit.*, p. 123.

13. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 610.

14. *Ibid.*

15. L'historien communiste Alain Guérin écrit : « Si l'on examine les rapports entre Giraud et le parti communiste français, il vaut mieux, en effet, tenir compte de quatre éléments : primo, sur le plan des principes, les communistes n'ont jamais cessé de critiquer vivement les tendances vichystes de Giraud ; secundo, toujours par principe, étant de plus en plus soucieux de réaliser l'union la plus large de tous les patriotes dans le combat contre Hitler, ils se sont refusés à jeter l'interdit sur les gens qui venaient à la Résistance par conviction nationaliste et dont l'évadé de Königstein leur paraissait être un des représentants les plus notoires ; tertio, dans les faits, ils ont considéré comme positif le comportement de Giraud lorsqu'il prononça son fameux discours du 14 mars 1943 et surtout lorsqu'il fit apporter aux patriotes corses l'aide militaire décisive qui leur permit de libérer leur île plus tôt que prévu ; quarto, enfin, toujours dans les faits, lorsque les communistes envoyèrent l'un de leurs dirigeants, Henri Pourtalet, comme délégué auprès

de Giraud, ils apprécièrent le souci de coopérer avec eux que montra ce dernier et qui devait se matérialiser par l'envoi en France depuis Alger de la mission Larribère, notamment chargée de coordonner les efforts de l'armée d'Afrique et des FTP en cas de débarquement. » *La Résistance*, t. IV, Livre Club Diderot.

16. Le 25 janvier, de Gaulle déclare à Brazzaville : "La France a besoin de tous ses enfants. De ceux auxquels les événements ont donné raison et puis aussi tous les autres, de tous ceux qui sont dignes de la servir."

17. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 418.

18. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1942-mai 1958*, Robert Laffont, Bouquins, 2010, p. 455.

19. MAE, CNF, Londres. Au cours de la rencontre du 21 entre Garreau, Thorez et Ramette, ce dernier est également intervenu pour « insister sur la nécessité d'obtenir un règlement définitif du problème de la rive gauche du Rhin conforme aux intérêts vitaux de la France hormis ses droits historiques ».

20. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 263.

21. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 610. Souligné par nous.

22. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Annexes, Plon, 1956, p. 618.

23. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 612.

24. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 612. C'est Palewski, on s'en souvient, que de Gaulle avait chargé, en décembre 1940, d'engager des relations avec Ivan Maïski.

25. S. Courtois, *Remarques sur un rapport*, Copyright, Stéphane Courtois, Paris, juin 1995.

26. Ils disposent d'ailleurs pour ce faire d'un terrain particulièrement favorable, y compris chez les modérés puisqu'au congrès de Combat, qui se tient à la même époque à Alger, les orateurs s'émeuvent unanimement de l'anticommunisme et qu'un des orateurs va même jusqu'à déclarer que « l'anticommunisme est le commencement de la dictature ».

27. Cette complicité est à ce point évidente que Massigli, s'inquiétant des réactions à l'étranger, envoie ce télégramme « secret » aux comités gaullistes de Washington et de Londres : « Il y aurait intérêt à ce que vous me teniez exactement informé de la réaction que le procès Pucheu peut provoquer dans l'opinion ou dans les milieux officiels américain et anglais. »

28. Cité par le bâtonnier Paul Buttin dans son livre *Le Procès Pucheu*, Amiot-Dumont, 1948, p. 50-52.

29. *Ibid.*

30. *Ibid.*

31. Général Vallette d'Osia, *Quarante-deux ans de vie militaire*, t. II, Éditions Lyonnaises d'Art et d'histoire, 1988, p. 182. Vallette d'Osia note par ailleurs qu'il ressortait du déroulement du procès que seul l'acquittement, ou tout au moins le renvoi du procès après le retour en France pour une information complète, était seul équitable, et il conclut : « La sentence n'en fut pas moins celle dont j'avais vu le libellé exact. Le procès n'était qu'un assassinat politique sous une apparence légale. Dans les huit jours, étoiles ou galon supplémentaire tombèrent sur les juges : le prix du sang ! Depuis, j'ai rencontré Menthon à plusieurs reprises, je n'ai jamais fait allusion au procès Pucheu ; mais il a bien dû comprendre que, de ce jour, quelque chose s'est cassé entre nous. » Rendant compte d'une visite qu'il fait quelque temps plus tard à de Gaulle à la villa des Oliviers, pour lui exposer la situation de la Résistance des diverses régions de la zone sud et attirer son attention « sur le fait que les communistes, tout en se réclamant d'une action commune, et se prétendant parés à exécuter les ordres à recevoir, en réalité se lançaient de plus en plus dans une action indépendante, visant des objectifs particuliers et se soustrayant à tout contrôle, ce qui constituait une situation grosse de dangers », Vallette d'Osia écrit : « Cette partie de mon exposé ne plut pas à de Gaulle, qui se fâcha. Nous n'avions qu'à obéir aux ordres reçus, sans nous mêler de ce qui ne nous regardait pas… » Sur le comportement édifiant de François de Menthon et sur bien d'autres points concernant la personnalité de Pucheu et le déroulement de son procès on lira avec profit l'ouvrage de Gilles Antonowicz, *L'Énigme Pierre Pucheu*, Nouveau Monde éditions, 2018.

32. P. Buttin, *Le Procès Pucheu*, Amiot-Dumont, 1948, p. 81.

33. Cité par Gilles Antonowicz, *L'Énigme Pierre Pucheu*, Nouveau Monde éditions, 2018, p. 378. Selon son biographe Guy Perrier, à qui il a rapporté ce mot, Passy a confié : « À ce moment-là, j'aurais dû démissionner. » *Le Colonel Passy*, Hachette, 1999, p. 176.

34. H. Giraud, *Un seul but la victoire*, Julliard, 1949, p. 274.

35. P. Paillole, *Services secrets*, Robert Laffont, 1975, p. 532.

36. P. Schmitt, *Toute la vérité sur le procès Pucheu*, Plon, 1963, p. 159.

37. P. Buttin, *Le Procès Pucheu*, Amiot-Dumont, p. 86-87.

38. Les présidents Jeannenay et Herriot respectivement présidents du Sénat et de la Chambre, ont pourtant tous deux appelé à voter les pleins pouvoirs à Pétain.

39. Le PC n'a qu'un siège officiel au CNR mais, comme on l'a vu, il y dispose de nombreux relais. « Dans la nuit du 10 au 11 mars, écrit Alain de Sérigny, on informe Paul-Louis Bret que la censure a coupé la moitié de la plaidoirie de M^{e} Buttin. Un texte trop gênant pour l'accusation. » Bret exprime son opinion très nettement à Henri Bonnet : « Quand, dit-il, les journalistes étrangers compareront cette version tronquée à la leur, mon agence sera considérée comme le simple organe de la propagande gouvernementale, et son autorité disparaîtra d'un coup ! » Pierre Bourdan est plus lapidaire. Il déclare : « Ces méthodes sont opposables à l'ennemi, non aux compatriotes. Le ton du commissaire à l'Information qui s'inclina devant les arguments de Bret, ne laisse pourtant aucun doute sur son désaccord » (*L'Écho d'Alger*, Presses de la Cité, 1972).

40. Le *Times* du 14 mars souligne qu'une Cour qui n'a pas à son service l'autorité incontestée de la loi française et qui ne siège pas en France métropolitaine avec libre

accès à tous les faits ne peut pas rendre son jugement. « Une juste passion, conclut l'auteur de l'article, peut aisément comporter un déni de justice. » Quant au *Sunday Times*, il écrit le 19 : « Toute la politique de Vichy était fondée sur l'idée que la guerre entre la France et l'Allemagne était remplacée par l'armistice et désormais qu'il ne fallait pas combattre l'Allemagne. Cette politique obtint l'appui de nombreux Français, probablement la majorité ; par conséquent, affirmer que tous ceux qui ont participé à cette politique doivent être fusillés ou pendus ouvre les perspectives d'un massacre sur une grandissime échelle […]. Les débats de l'Assemblée révèlent que Pucheu était l'objet d'une vendetta spéciale. Et pourquoi le fut-il ? Parce qu'avant guerre, il s'opposait spécialement au PC, c'est-à-dire au parti maintenant le plus acharné à réclamer les exécutions. Son jugement est un acte politique et non judiciaire. Pucheu lui-même emploie des paroles significatives : "Le sang appelle le sang." En d'autres termes, l'exécution politique d'aujourd'hui signifie le despotisme pour demain. Avant 1939, la France glissait sur la même pente que l'Espagne ; y échappera-t-elle maintenant après la guerre mondiale ? Tous ses amis doivent prier ardemment pour qu'elle le puisse. » Seul, de tous les journaux britanniques, le *Daily Worker* (communiste) poursuit ceux des journalises qui critiquent la sentence d'Alger.

41. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 474.

42. H. Giraud, *Un seul but la victoire*, Julliard, 1949, p. 275. Dans ses Mémoires, Giraud décline toute responsabilité dans la mort de Pierre Pucheu. Dont acte. Mais il est néanmoins responsable de son arrestation.

43. L'expression est de Robert Aron.

44. C. de Gaulle, *Discours et messages, 1940-1946*, Plon, 1970, p. 380-390.

45. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 612.

46. Raymond Tournoux écrit : « Une partie de la gauche socialiste aurait souhaité que l'on attendît le retour en France, afin de réunir toutes les preuves contre l'accusé. André Philip, juriste, soutient d'autre part cette thèse : le gouvernement reste lié par le fait que Pucheu était arrivé, muni d'un laissez-passer émanant d'un pouvoir civil. M. Jules Moch se rend au cabinet du général de Gaulle et rencontre, selon ses souvenirs, M. Geoffroy de Courcel. Il agit à titre personnel. Il demande que Pucheu ne fût pas fusillé. Il dit : "Vous ne pouvez exécuter un homme arrivé avec un ordre de mission de Giraud. Pucheu prétend avoir des témoins à décharge en France. Accordez-lui le sursis à statuer jusqu'à la Libération. Je considère que l'exécution est une cochonnerie. C'est une tête jetée aux communistes. Je ne prétends pas que l'homme ne méritait pas la mort : je n'en sais rien." » *Jamais dit*, Plon.

47. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 612.

48. A. Fabre-Luce, *Le Journal de la France*, Fayard, 1969, p. 591.

49. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1942-mai 1958*, Annexes, Plon, 2010, p. 568.

50. C. de Gaulle, *op. cit.*, p. 569.

22
L'élimination de Giraud

1. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 474.

2. C. de Gaulle, *Discours et messages, 1940-1946*, Plon, 1970, p. 380-390.

3. Exposé de politique générale devant le CFLN, le 19 octobre 1943.

4. Lettre du 24 février 1944 à René Massigli, *Mémoires*, t. II, Annexes, Plon, 1956, p. 618.

5. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 263.

6. *Ibid.*

7. *Ibid.*

8. SFO, t. II, doc. 15, p. 37.

9. Les généraux Koenig et Cochet sont nommés délégués militaires du CFLN, le premier sur le théâtre d'opérations nord, le second sur le théâtre d'opérations sud.

10. F. Billoux, *Quand nous étions ministres*, Éditions sociales, 1972, p. 55.

11. Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes, 1985, n° 23.

12. P. Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, t. IV, Fayard, 1984, p. 99.

13. Cité par Billoux dans *Quand nous étions ministres*, Éditions sociales, 1972, p. 56.

14. H. Queuille, *op. cit.*, p. 135 et suivantes.

15. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. IV Robert Laffont, 1976, p. 529.

16. Intervention directe : rencontre Bogomolov-Viénot du 20 juin 1943. Intervention indirecte : compte rendu de Garreau du 28 juin 1943, précédé du télégramme de Molotov à Bogomolov du 16 juin 1943 et suivi de la rencontre Dejean-Orlov qui donnera lieu au télégramme du 27 septembre 1943.

17. La fusion des services spéciaux (SR et BCRA), provoque un antagonisme doctrinal entre les deux généraux : de Gaulle veut en effet arracher ces organes militaires que sont le Service de renseignements, le Contre-espionnage et la Sécurité militaire (organes qui relèvent directement du commandant en chef en temps de guerre), à l'autorité militaire pour les placer directement sous la coupe du gouvernement. C'est-à-dire à sa main. Le commandant Paillole écrit : « La passion politique, partisane, déjà sensible sur le champ de bataille de la métropole où pourtant nous nous retrouvions tous dans le même combat et dans les mêmes prisons, atteint son paroxysme à Londres et à Alger dès novembre 1942 pour passer les limites de la décence de mai 1943 à avril 1944.

La lutte pour le pouvoir et la prédominance d'une certaine conception de la libération de la France et de ses conséquences politiques fut la cause profonde d'affrontements pénibles. Nous en fûmes l'enjeu. » *Services spéciaux*, Robert Laffont, 1975, p. 528 et suivantes.

18. En novembre 1943, on s'en souvient, Giraud a décidé l'envoi d'une troisième division et il a désigné la 1re DMI des FFL. Mais le 1er décembre, Eisenhower s'est opposé aux choix de cette division car elle n'était pas équipée en matériel américain. Giraud a alors désigné la 9e DIC qui était prête et pouvait embarquer immédiatement. Le 9 décembre, au cours d'une séance du CFLN, de Gaulle s'est élevé contre cette nouvelle désignation « pour une question de prestige de la France combattante », et exigé le maintien de la 1re DMI. Malgré l'opposition du commandant en chef, le CFLN a adopté le point de vue de De Gaulle. Dans une lettre du 15 décembre à Giraud, Eisenhower a déploré l'intransigeance du CFLN et précisé que la 1re DMI ne serait transportée en Italie que lorsqu'elle aurait été réarmée en matériel américain et entraînée à son maniement. Ce qui a pris plusieurs mois.

19. P. Ordioni, *Tout commence à Alger*, 1972, p. 599 et suivantes.

20. En 1918, en Macédoine, c'est par le Dobro Polje abrupt et mal défendu que Franchet d'Esperay a percé le front allemand et libéré la Serbie et les Balkans.

21. R. Chambe, *L'Épopée française d'Italie*, Flammarion, 1952, p. 367-368. Même après son élimination, Giraud continuera de défendre cette stratégie en relançant la Maison Blanche et en écrivant des lettres privées aux officiers de son ancien état-major qui servent maintenant à l'armée d'Italie. Ces lettres « témoignent à quel point il était d'avis que la solution stratégique qui s'imposait était de marcher sur Vienne par le seuil de Vénétie », écrit Chambe.

22. R. Chambe, *Au carrefour du destin*, France-Empire, 1975, p. 257.

23. H. Giraud, *Un seul but la victoire*, Julliard, 1949, p. 287.

24. *Ibid.*

25. *Ibid.*

26. R. Chambe, *Au carrefour du destin*, France-Empire, 1975, p. 263.

27. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 263.

28. *Ibid.*

29. *Ibid.*

30. *Ibid.*

31. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1942-mai 1958*, Plon, 2010, p. 480.

32. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 612.

33. *Ibid.*, vol. 1 263.

34. *Ibid.*

35. S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1981, p. 434.

36. C. de Gaulle, *Discours et messages, 1946-1958*, Plon, 1970, p. 432.

37. Cité *in* M. R. D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance*, Tallandier, 2008, p. 489.

38. H. Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, p. 421.

39. F. G. Dreyfus, *Histoire de la Résistance*, Fallois, 1996, p. 253.

40. Le 31 mars 1944, le général Georges a écrit à deux députés américains de passage à Alger : « (le) gouvernement d'Alger n'a pas acquis de popularité en AFN ; il a au contraire perdu un grand nombre de partisans qu'il aurait pu facilement rallier à lui il y a quelques mois grâce au prestige du général de Gaulle. Si on faisait aujourd'hui une consultation des électeurs, je ne sais pas si le CFLN pourrait recueillir 25 % des voix ; d'autres prétendent que ce serait moins encore. Cette situation doit être attribuée beaucoup moins au général de Gaulle qu'à certains de ses collaborateurs qui ont pour principale préoccupation de brimer et de molester la population. L'un de ces collaborateurs, M. André Philip, a été le promoteur de deux organismes : l'Assemblée consultative et la commission d'épuration qui, par leurs excitations au meurtre et à l'internement et par leurs procédés de police, ont créé dans ce pays une atmosphère de haine, de délation et de terreur. Les discours du général de Gaulle parlant de liberté et d'union sont chaque jour contredits par des mesures au moins aussi odieuses et cruelles que celles de Vichy. La population se sent traquée par des exaltés sans scrupule qui se sont abattus en dictateurs sur ce pays et qui ont fait tout pour détacher les Algériens du gouvernement. Or la légitimité d'un gouvernement ne peut pas s'établir d'une manière durable sur la violence ; il lui faut l'adhésion de l'opinion publique. Si le gouvernement d'Alger n'a pas réussi à se rendre populaire en Algérie où il n'y a eu guère de « collaborateurs » véritables puisqu'en dehors de la commission d'armistice, il n'y avait pas d'Allemands, la situation deviendrait bien plus grave en France ou, depuis 1940, la population a vécu constamment en contact avec les troupes allemandes et où la collaboration a fait de grands ravages. Certains membres du gouvernement d'Alger ne cachent pas que lorsqu'ils seront en France, ils se montreront encore plus rigoureux et plus sectaires qu'ici. Ces jours derniers, dans un voyage d'inspection à Tunis, le délégué général du commissariat à l'Intérieur a publiquement déclaré qu'une « justice implacable » serait exercée en France et que la « comédie qui s'est passée en AFN ne se renouvellerait plus ». S'il en est ainsi, le transfert de ces hommes en France provoquera inévitablement la guerre civile. »

41. C. de Gaulle, *Discours et messages, 1940-1946*, Plon, 1970, p. 400-401.

42. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1942-mai 1958*, Plon, 2010, p. 485-485.

43. Pierre Sandahl, *De Gaulle sans képi*, La Jeune Parque, 1948, p. 96. Présent à la conférence de presse pour *Alger républicain*, Sandahl se félicite de ce « coup de grâce à double détente » que de Gaulle porte à Giraud puisque, dit-il, « de Gaulle rappelait ainsi que Giraud était venu à Alger avec la promesse de se voir attribuer le commandement en chef interallié ». Pour le journaliste gaulliste cet étrange et soudain acte d'allégeance du

chef de la France libre à l'égard de l'autorité américaine en rupture totale avec son habituelle intransigeance souverainiste, ne suscite donc rien, pas la plus petite interrogation, pas le moindre doute. À suivre le raisonnement gaulliste, sur le plan militaire, Churchill devrait donc éliminer Montgoméry, le commandant en chef des troupes britanniques sous prétexte que les effectifs anglais sont inférieurs aux effectifs américains dans l'opération *Overlord*. Ce qui n'est d'ailleurs même pas le cas dans l'opération *Anvil-Dragoon* où les troupes françaises sont deux fois plus nombreuses que toutes les troupes anglo-saxonnes confondues et, qui plus est, alors que le champ de bataille sera le territoire français. L'affaire est suffisamment importante pour susciter l'interrogation suivante : la souveraineté a-t-elle chez de Gaulle une dimension à géométrie variable : absolue en parole, elle apparaît relative quand cela sert son propre intérêt de puissance ?

44. Dans ce même télégramme, Cot indique : « La politique des nationalités (sous-entendu : celle du Kremlin) pourrait nous aider à résoudre notre problème colonial. »

45. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 263.

46. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Annexes, Plon, 1956, p. 633-635.

47. SFO, t. I, doc. 86, p. 176.

48. SFO, t. II, doc. 18, p. 44.

49. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 610.

50. F. Grenier, *C'était ainsi*, Éditions sociales, 1978, p. 234.

51. « La Russie est l'alliée de l'Amérique », lui a dit et redit Molotov en mai 1942. Mais il ne semble pas vouloir entendre cette phrase qui revient comme un leitmotiv dans les relations gaullo-soviétiques, ainsi que le souligne Henri Rollet, « Ambiguïtés diplomatiques. La France libre et l'URSS en 1942 », *Commentaire*, n° 64, 1993-1994.

52. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 610.

53. C. de Gaulle, *Discours et messages, 1940-1946*, Plon, 1970, p. 401-405.

54. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. IV, Robert Laffont, 1976, p. 606-607.

55. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 612. Quelques jours plus tôt, c'était aux Soviétiques de se plaindre si on en croit ce télégramme de Garreau daté du 19 : « Les milieux soviétiques ont été fâcheusement impressionnés par le fait que l'IPSA d'Alger envoie régulièrement au Groupe Normandie un mélange de lectures où l'on relève des livres de propagande fasciste comme le *Mussolini, homme de gauche*, des brochures à la gloire du maréchal Pétain, voire de la littérature antisoviétique. On a sur ce dernier point été particulièrement frappé par un roman où l'on relève la phrase : « Lénine est mort : un bandit de moins », ainsi que *La Nuit turque* ou le trop fameux *Ouvert la nuit*, de Morand. »

56. P. Lavéry, *Une autre histoire de la Résistance*, Michalon, 2004, p. 116-117.

57. SFO, t. II, doc. 25, p. 55.

58. J. Laloy, *Yalta*, 1988, p. 82.

59. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 611.

60. *Ibid.*

23
Le choix décisif

1. Le 18 mars 1944, évoquant les mouvements de résistance, de Gaulle déclare devant l'Assemblée consultative : « Il est impossible de contester que leur action appuyée au moment voulu par l'insurrection nationale contre l'envahisseur pèsera lourdement sur la situation stratégique. »

2. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 611.

3. Selon Goussiev, de Gaulle lui explique que le ministre des Finances du CFLN a longtemps été en pourparlers avec Washington pour le maintien du franc français, en tant qu'unité monétaire, durant les actions militaires des troupes alliées, mais que Washington n'a pas accepté les propositions du comité et a imprimé pour les troupes alliées 82 milliards de francs. Ce qui représente le quart de la circulation monétaire en France. Toujours selon Goussiev, de Gaulle lui a dit que les Allemands ont instauré un régime d'occupation militaire et qu'ils ont introduit un mark allemand d'occupation, mais qu'ils ont établi une équivalence entre le mark allemand et le franc français alors que les Alliés arrivent en France avec leur propre franc fictif.

4. SFO, t. II, doc. 29, p. 70.

5. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. V, Robert Laffont, 1981, p. 152.

6. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 613.

7. H. Noguères, *op. cit.*, p. 153.

8. *Ibid.*

9. P. Le Goyet, *La Campagne d'Italie*, Nouvelles Éditions Latines, 1985, p. 244.

10. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1942-mai 1958*, Robert Laffont, Bouquins, 2010, p. 521. De Gaulle fait ici référence (Béthouart *dixit*) au mémorandum signé conjointement par Giraud et de Gaulle, adressé aux gouvernements alliés le 18 septembre 1943 (*Mémoires de guerre*, Annexes, t. II). Après avoir fait le compte des forces françaises disponibles, ce texte dit : « Cependant, aucune décision n'a encore été prise en commun concernant la répartition dans l'espace et dans le temps de ces forces sur les divers théâtres d'opérations. Or, cette répartition conditionne : la réunion du personnel, la destination exacte à donner au matériel, les transports, l'instruction des troupes. Le point de vue français à cet égard est inspiré par le souci de voir intervenir la majeure

partie des troupes françaises sur les théâtres d'opérations de la France métropolitaine et d'assurer, ensuite, une participation substantielle à la libération de l'Indochine française. A) Pour les opérations militaires qui seront dirigées vers la France méridionale, en prenant pour base l'Afrique du Nord, il n'apparaît pas que des difficultés puissent s'y opposer. B) Mais la question se pose de manière pressante pour les opérations dirigées vers la France septentrionale en prenant pour base la Grande-Bretagne qui, logiquement, doivent aboutir à la libération de Paris. » Revu et résumé par le mémorialiste, ce texte visant à obtenir des Alliés des précisions sur la répartition des troupes françaises sur les divers théâtres d'opérations devient : « Ayant fait le compte des unités que nous pouvions mettre sur pied, nous indiquions que, sans préjudice de ce qui pourrait être fait auparavant en Italie avec le concours de nos troupes, l'effort principal sur terre, sur mer et dans les airs devrait être directement consacré à la libération de la France et engagé à partir de l'Afrique du Nord par le sud de la Méditerranée. Toutefois, il était, écrivions-nous, nécessaire que certaines forces fournies par nous prissent part aux opérations du Nord. »

11. R. Chambe, *L'Épopée française d'Italie*, Flammarion, 1952, p. 363.

12. W. Schellenberg, *Le Chef du contre-espionnage nazi parle*, Julliard, 1957, p. 436-438.

13. R. Chambe, *L'Épopée française d'Italie*, Flammarion, 1952, p. 291.

14. Pierre Le Goyet, *La Campagne d'Italie*, Nouvelles Éditions Latines, 1985, p. 1 985, p. 245.

15. « Je vous ai signalé, poursuit Garreau, le sens qu'il convenait d'attribuer à la note d'information sur l'Assemblée consultative publiée dans la *Pravda* du 2 juin, aux passages des deux conférences d'Ehrenbourg traitant de la reconnaissance du Gouvernement provisoire ainsi qu'à l'emploi par cet auteur dans *L'Étoile rouge* de la formule Gouvernement provisoire. Je relève aujourd'hui deux cas encore plus caractéristiques : primo, on connaît le caractère hautement officieux de la revue *Guerre et Classe ouvrière*, véritable porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Les éphémérides de quinzaine qui terminent chaque numéro sont généralement assez pauvres concernant la politique d'Alger. Or ceux de la dernière livraison, outre les divers déplacements du général de Gaulle du 1er au 10 juin, notent la transformation du CFLN en Gouvernement provisoire et la reconnaissance dudit gouvernement par la Tchécoslovaquie, la Belgique et le Luxembourg. Secundo, je vous ai envoyé un article d'Ehrenbourg sur le 18 juin publié par *Troud*. Vous ne manquerez pas d'y noter l'insistance avec laquelle cet écrivain identifie le général de Gaulle au peuple français, met en garde "certaine scission" contre les erreurs où pourrait les entraîner "leur ignorance des choses de la France", exalte le rôle joué par le CNF puis par le CFLN dans l'organisation de la Résistance, souligne l'accueil enthousiaste fait par les populations libérées au général de Gaulle et répète qu'il est le "représentant de la France". »

16. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 264.

17. A. Juin, *Mémoires*, t. I, Fayard, 1959, p. 337.

18. H. Queuille, *Journal de guerre*, *op. cit.*, p. 149.

19. P. Le Goyet, *La Campagne d'Italie*, Nouvelles Éditions Latines, 1985, p. 225.

20. *Ibid.*

21. *Ibid.*

22. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, juin 1943-mai 1945*, Robert Laffont, Bouquins, 2010, p. 521.

23. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II Plon, 1956, p. 274.

24. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Plon, 1956, p. 259.

25. Dans ses Mémoires (publiées en français quatre ans avant les *Mémoires de guerre*), Clark qui, semble-t-il, a décelé assez vite le jeu de Staline dans l'affaire, porte ce jugement catégorique : « Nous avons commis une grave erreur, tant du point de vue stratégique que du point de vue politique, en prélevant des troupes sur le XVe groupe d'armées au lieu de continuer à exploiter à fond la situation, puisque l'ennemi reculait. Si nous avions maintenu notre pression, la chute de l'Allemagne serait survenue plus tôt et nous aurions ainsi limité l'influence soviétique dans les Balkans. » (M.W. Clark, *Les Alliés jouent et gagnent*, Berger-Levrault, 1952, p. 307-308.)

26. L'histoire retiendra que pour faire admettre à Eisenhower son plan de débarquement sur les côtes de l'Adriatique, Churchill, ainsi que le relève Henri Noguères, s'en est tenu seulement à des arguments stratégiques. « Il est bien évident, écrit l'historien, que Churchill sans vouloir l'avouer (on ne sait d'ailleurs pourquoi, car son principal contradicteur n'avait pas une vision politique du monde tellement différente de la sienne…), obéissait à d'autres motivations. Eisenhower a d'ailleurs bien tenu à montrer qu'il n'avait pas été dupe de ce discours. » Eisenhower écrit en effet : « Bien qu'il ne m'eût rien dit de tel, je sentais qu'en réalité l'inquiétude du Premier ministre était peut-être d'une nature politique plutôt que militaire. Il se peut qu'il ait pensé que, si les Alliés occidentaux se trouvaient en force dans les Balkans, le monde d'après-guerre serait plus stable que si les armées russes étaient les seules à occuper la région. Je lui déclarai que si c'était la raison pour laquelle il défendait la campagne des Balkans, il devrait immédiatement se rendre chez le président et lui exposer clairement les faits, ainsi que ses propres conclusions. Je comprenais bien que la stratégie pouvait subir l'influence de considérations politiques et, si le président et le Premier ministre décidaient qu'il était profitable de prolonger la guerre, en augmentant ainsi son coût en vies humaines et en argent, afin de s'assurer les objectifs politiques qu'ils estimaient nécessaires, j'adapterai instantanément et loyalement mes plans en conséquence. » Relevons que Ike écrit ces lignes bien après la guerre alors qu'il lui revient, ironie du sort ! en tant que président des États-Unis à gérer les conséquences de ce choix stratégique qui a débouché sur la guerre froide. A-t-il autant insisté qu'il le prétend auprès de Churchill pour inciter ce dernier à convaincre Roosevelt ? Si c'est le cas, ce que cependant rien ne prouve, il y a peut-être une explication à l'attitude du Britannique : il a deviné (ou il connaît) pour l'avoir expérimentée à ses dépens à Téhéran l'alliance secrète entre Roosevelt et Staline et le sort qu'ils réservent à l'Europe. Et il sait d'avance que toute démarche d'ordre politique auprès de l'Américain est vouée à l'échec. Une seule carte lui reste en main : l'occasion que créera le sort des armes.

27. H. de Foucaucourt, *Naissance du mythe gaulliste*, Éditions de Chiré, 1984, p. 276.

28. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Plon, p. 259.

29. De Gaulle dit le 25 dans ses *Mémoires*.

30. Cité par Chambe dans *L'Épopée française d'Italie*, Flammarion, 1952, p. 372.

31. A. Juin, *Mémoires*, t. I, Fayard, 1959, p. 353.

32. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Plon, p. 237 et suivantes.

33. *Ibid.*

34. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 264.

35. L'insistance de cet agent d'influence stalinien qu'est Pierre Cot en faveur de Roosevelt est lourde d'indications sur le monde d'après guerre. On ne sait pas comment de Gaulle a reçu cent-vingt pages de cette facture dont il ne dit mot dans ses *Mémoires*.

36. L'ouverture des dirigeants gaullistes à tout ce qui est soviétique concerne toutes les activités. Le 3 juillet, Massigli a écrit à Garreau : « M. Mendès France me prie de bien vouloir nous faire parvenir le plus rapidement possible des indications sur la manière dont est organisée dans le gouvernement soviétique la coordination des différents départements : économique, social, financier, etc. Existe-t-il un ministère d'économie générale qui contrôle ou tout au moins coordonne l'action des autres ministères économiques ? Dans ce cas, comment est organisée cette coordination et comment est assuré le respect par les différents départements d'une politique commune ? Comment est centralisée la politique des prix et des salaires des différents départements ministériels ? Ont-ils la possibilité de majorer ou de laisser majorer les prix, salaires, tarifs, barèmes, etc., qui relèvent de leur autorité ? Ou bien ces différentes décisions sont-elles d'une manière ou d'une autre soumises à cette autorité ? Existe-t-il une administration du Plan ? Existe-t-il une administration destinée à assurer la canalisation pour des objets de guerre de toutes les activités économiques ? Existe-t-il une administration destinée à organiser la destination future de l'économie de guerre en économie de paix ? » Le 19 juillet, Cot répondra à cette demande en envoyant une note sur la commission d'État du Plan ou *Gosplan* et conclura : « Il ne semble pas aisé d'entreprendre la reconstruction économique de la France sans adopter des mesures non pas identiques mais comparables. Une direction générale de la vie économique et l'adoption de la méthode du plan sont indispensables. Nous devons évidemment tenir compte des différences existant entre la démocratie française et la démocratie soviétique ; mais nous nous tirerons fort mal d'affaire si nous ne créons pas une commission d'État du Plan. »

37. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Plon, 1956, p. 238.

38. À la date du 7 juillet 1944, figure aux archives du ministère des Affaires étrangères un télégramme fort curieux portant la mention « confidentiel ». Garreau y rapporte une conversation entre l'ambassadeur des États-Unis et Ehrenbourg, le 25 juin (conversation, est-il précisé, rapportée par l'écrivain soviétique à M. Pierre Cot lors de la fête nationale canadienne). Voici cette conversation (avec sa ponctuation) : Harriman : « Nous redoutons les tendances du général de Gaulle à l'absolutisme, son aversion de la démocratie. » Ehrenbourg : « Pourtant, c'est le seul chef de gouvernement émigré qui ait fait rentrer des communistes dans son cabinet. » Harriman : « Oui, M. Grenier a été imposé par notre (?) parti communiste […]. C'est à titre personnel d'ami qu'il est entré. »

Ehrenbourg : « Je n'ai pas l'impression que les relations personnelles qui peuvent exister entre le général de Gaulle et M. Grenier portent atteinte au communisme de ce dernier. En tout cas, il y a aussi M. Billoux au gouvernement d'Alger et ce n'est pas à titre d'ami du général de Gaulle qu'il en fait partie. » Harriman : « Oui, mais ça ne fait jamais qu'un seul homme d'État. » Ehrenbourg : « En somme, ce que vous voudriez c'est qu'il y ait encore plus de communistes dans le cabinet du général de Gaulle. » « L'ambassadeur des États-Unis, conclut Ehrenbourg, a immédiatement détourné la conversation sans me répondre. »

39. Le 10 juillet 1944, Garreau fait savoir que le détachement d'Alsaciens-Lorrains incorporés dans la Wehrmacht, faits prisonniers par les Soviétiques et rapatriés sur Alger à la demande du CFLN, a été l'objet d'une sérieuse « rééducation ». « Au cours de la cérémonie d'adieu, deux Français ont pris la parole. Le responsable du camp pour dire l'attachement des Alsaciens-Lorrains à la patrie française, son adjoint pour lire une lettre de remerciement au maréchal Staline. Ces deux allocutions comportaient un éloge très ferme des résultats acquis par l'URSS grâce au marxisme-léninisme et un aperçu des réformes que la France devra s'imposer pour devenir une vraie démocratie. Il est probable que les sentiments ainsi exprimés reflétaient ceux de l'ensemble du détachement et qu'ils sont largement partagés par la plupart de nos compatriotes et il est possible que ceux-ci se fassent une idée un peu simpliste de la coalition des démocraties. Il importe au plus haut point de tenir compte de cet état d'esprit afin d'éviter un malentendu entre rapatriés et les cadres de l'armée qui devront user de ménagements à leur égard. »

40. P. Le Goyet, *La Campagne d'Italie*, *op. cit.*, p. 259.

41. Amiral W. D. Leahy, *J'étais là*, Plon 1950, p. 297.

42. Ce même 17 juillet, le Comac publie cette directive : « Les officiers des FFI doivent s'opposer de la façon la plus énergique au racolage des officiers ou soldats de nos formations mêmes, au racolage de Français susceptibles de rejoindre nos formations et que des missions alliées voudraient employer en dehors du contrôle des FFI et des mouvements de résistance. »

43. Mot manquant.

44. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 268.

45. H. Macmillan, *La Grande Tourmente*, Plon, 1966-1967, p. 519 et suivantes. En réalité, selon certains proches du Premier britannique, Churchill s'est « attardé sur les implications », mais il a renoncé à les publier en pleine guerre froide pour ne pas gêner les Américains.

46. F. Grenier, *C'était ainsi*, Éditions sociales, 1978, p. 251.

47. G. Dimitrov, *Journal (9 mars 1933-6 février 1949)*, cité par M. Narinski *in* Georges-Henri Soutou, Émilia Robin Hivert (dir.), *L'URSS et l'Europe de 1941 à 1957*, PUPS, 2008, p. 239 et suivantes.

48. P. Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le parti communiste français à la Libération*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1993, p. 164. Une étude très précise des préparatifs visant l'insurrection nationale.

49. Dans *Le Système*, Jean Maze écrit : « L'épuration syndicale fut sans doute la plus grave de conséquences. […] Elle constitua en 1944 le meilleur atout de la colonisation stalinienne en France. En obtenant sous le couvert d'un assainissement patriotique le contrôle absolu de la CGT, le PCF a réalisé son coup de maître. C'est probablement ici que les responsabilités convergentes du gaullisme, des démocrates-chrétiens et des socialistes resteront les plus lourdes sinon les moins explicables. »

50. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 611.

24
De Gaulle sous surveillance

1. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 611.

2. F. Billoux, *Quand nous étions ministres*, Éditions sociales, 1972, p. 58.

3. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 611.

4. C. Tillon, *On chantait rouge*, Robert Laffont, 1977, p. 404.

5. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, Plon, 1956, p. 307.

6. Il s'agit de Osuska-Morawski, créature de Moscou et non de Casimir Morawski, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères du gouvernement polonais en exil à Londres.

7. C. Tillon, *On chantait rouge*, *op. cit.*, p. 405.

8. Cité par H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. V, Robert Laffont, 1984, p. 772.

9. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 2. Annexes, Plon, 1956, p. 710-711. Les points de suspensions sont curieux. Sont-ils là pour remplacer successivement les mots « réussir » et « souvent » ?

10. H. Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. V, Robert Laffont, 1984, p. 783.

11. P. Buton, *Les lendemains qui déchantent*, *op. cit.*, p. 123.

12. C. Tillon, *On chantait rouge*, Robert Laffont, 1977, p. 408.

13. P. Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, t. IV, Fayard, 1984, p. 334 et suivantes.

14. J. Duclos, *Mémoires*, t. III, Fayard, 1970, p. 238.

15. C. Tillon, *On chantait rouge*, Robert Laffont, 1977. Cette page mystérieuse de l'histoire du PCF a commencé à recevoir un début de réponse avec la publication au mois de novembre 1985 et 1986 dans le bulletin *Mémoire et histoire des FTP* des articles du professeur à la Sorbonne Guy Serbat consacré à l'affaire Iltis, cet agent du Komintern qui

aurait livré à la Gestapo (et à Barbie en particulier) le commandement militaire des FTP de la zone sud. Serbat écrit notamment : « Staline, à la fin de 1943, songe en priorité à gagner de vitesse les Anglo-Américains dans l'occupation de l'Europe. Or la Résistance armée est en train d'y neutraliser la Wehrmacht. Les Alliés occidentaux risquent de trouver porte ouverte en France et de réussir au-delà de toute espérance le débarquement qui se prépare (et l'on sait qu'après le 15 août 1944, ils se porteront d'un seul bond sur le Rhin). Il importe donc de leur rendre la tâche plus difficile et, pour cela, de réduire l'aide que peut leur apporter la Résistance. C'est le sens de la directive secrète que Raymond Guyot (responsable du PC en zone sud) était, selon Tillon (*On chantait rouge*), chargé de transmettre à Duclos de la part de Staline. Mais faire entendre raison – si l'on peut dire – aux FTP, arrêter l'élan de ces nouveaux va-nu-pieds superbes, il ne fallait pas y songer. Alors, restait l'ultime ressource de « casser » leur appareil en le livrant à Hitler. Un homme ayant ses entrées à la Gestapo, un Iltis, était utile pour cette besogne. » Voir également au sujet de l'affaire Iltis les articles de Roger Faligot et de Rémi Kauffer (auteurs notamment de *Service B*, Fayard, 1985) dans *Libération* des 9 et 10 juin 1987. Rappelons que Raymond Guyot, en provenance de Moscou, est passé par Londres et qu'il a été parachuté sur la France par un avion anglais en janvier 1942 selon les *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez* (n° 5, novembre 1975, p. 74), et fin 1943 selon Charles Tillon.

16. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1942-mai 1958*, Robert Laffont, Bouquins, 2010, p. 556.

17. P. Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, t. IV, Fayard, 1984, p. 520.

18. J. Duclos, *Mémoires*, t. III, Fayard, 1970, p. 258.

19. P. Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, t. IV, Fayard, 1984, p. 180.

20. *Ibid.* Pour Frédéric Charpier, auteur de *L'Agent Jacques Duclos* (Seuil, 2015), aucun doute ne subsiste sur l'appartenance de Duclos à l'appareil de renseignement soviétique, ni sur sa compromission dans des opérations criminelles.

21. Cité par P. Buton, *op. cit.*, p. 110.

22. J. Cathala, *Sans fleur ni fusil*, Albin Michel, 1981, p. 343.

23. SFO, t. II, doc. 42, p. 97.

24. C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, juin 1942-mai 1958*, Robert Laffont, Bouquins, 2010, p. 563.

25. C. Tillon, *On chantait rouge*, Robert Laffont, 1977, p. 413.

26. SFO, t. II, doc. 44, p. 102.

27. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. III, Plon, 1959, p. 8.

28. *Ibid.*

29. Télégramme du 15 septembre 1944, cité par F. Lévêque, *op. cit.*, t. IV, p. 972-973.

30. *Ibid.*

31. MAE, CFLN, Alger, vol. 1 611.

32. Cité par P. Buton, *Les lendemains qui déchantent*, *op. cit.*, p. 122.

33. 10 000 selon les historiens américains Peter Novick et Herbert Lottman, entre 30 000 et 40 000 selon Robert Aron, plus de 100 000 selon Adrien Tixier, le ministre de l'Intérieur de l'époque. « D'abord appréhendée comme un simple fait politique, appendice de l'Occupation, l'épuration est désormais analysée comme un phénomène social majeur, aux résonances multiples, écrit Marc Bergère, qui parle de plusieurs dizaines de milliers de victimes de violences homicides et non homicides », *L'Épuration en France*, Que sais-je ?, 2018, p. 20.

34. SFO, t. II, doc. 47, p. 111.

35. SFO, t. II, doc. 48, p. 115.

36. Lord Moran, *Mémoires*, Robert Laffont, 1966, p. 145 et suivantes.

37. Lord Moran, *op. cit.*, p. 175.

38. *Ibid.*, p. 194.

Sources et bibliographie

Archives

MAE, CNF Londres, MAE, CFLN, GPRF Alger (Volumes : 130, 220-223, 348, 617, 620, 649, 845, 1261-1268, 1501-1504, 1610-1613).

Ministère des Affaires étrangères.

Articles et documents

« Les entretiens de Gaulle-Staline des 2, 6 et 8 décembre 1944. Les relations franco-soviétiques 1939-1945. » *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, 1959.

« Entretien avec M. Gaston Palewski sur les relations du général de Gaulle avec l'URSS » (interview), *Espoir*, 1974, n° 8.

BAYERLEIN, B. H., NARINSKI, M., STUDER, B., WOLIKOW, S., *Moscou-Paris-Berlin. Télégrammes chiffrés du Komintern (1933-1941)*, Tallandier, 2003.

BERSTEIN, Serge *et alii*, *Rapport de la commission d'historiens constituée pour examiner la nature des relations de Pierre Cot avec les autorités soviétiques*, B et Cie, 1995.

BOBIN, David, « Pétain, Giraud ou de Gaulle ? », *Revue d'histoire diplomatique*, n° 2, 2008.

BOURDERON, Roger, « Le PCF et de Gaulle en 1943 », *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, n° 23, 1986.

BURIN DES ROZIERS, Étienne, « À propos du 40e anniversaire du pacte franco-soviétique », *Espoir*, n° 50, 1985.

BUTON, Philippe, « Méthodologie et historiographie de la stratégie communiste à la Libération », *Communisme*, nº 45-46, 1996.
COURTOIS, Stéphane, *Remarques sur un rapport*, Paris, juin 1995.
—, « Le système communiste international et la lutte pour la paix, 1917-1939 », *Relations internationales*, nº 53, 1988.
DUVERGER, Maurice, « Le mystère Pierre Cot », *Le Monde*, 27 novembre 1979.
GRENIER, Fernand et DUCLOS, Jacques, « Les relations de Gaulle-PCF », Correspondance, *Institut de recherches marxistes*, 1994.
HAMON, Léo, « Les rapports franco-soviétiques dans la conception du général de Gaulle », *Espoir*, 1974, nº 8.
HUBER, Peter, « L'appareil du Komintern 1926-1935. Premier aperçu », *Communisme*, nº 40-41, 1995.
JANSEN, Sabine, « Louis Dolivet, kominternien », *Communisme*, nº 40-41, printemps 1995.
JOUVE, Géraud, « De Gaulle et Moscou », *Les Années 40*, nº 35, mai 1979, Tallandier/Hachette.
LALOY, Jean, « Il y a quarante ans, de Gaulle à Moscou : la belle et bonne alliance », *Le Monde*, 9-10 décembre 1984.
—, « À Moscou entre Staline et de Gaulle, décembre 1944 », *Revue des études slaves*, nº 54 (1-2), 1982.
LÉVÊQUE, François, « La place de la France dans la stratégie de la fin de la guerre en Europe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, nº 36, octobre-novembre 1994.
ROLLET, Henry, « Ambiguïtés diplomatiques. La France libre et l'URSS en 1942 », *Commentaire*, nº 64, hiver 1993-1994.
SOUTOU, Georges-Henri, « Le général de Gaulle et l'URSS 1943-1945 : idéologie ou équilibre européen », *Revue d'histoire diplomatique*, nº 4, 1994.

Thèses et mémoires

COEURÉ, Sophie, *Images de la Russie soviétique dans la culture politique française, 1919-1936*, Paris X, 1995.
DAVIEAU-POUSSET, Sophie, *Maurice Dejean, diplomate atypique (1899-1982)*, IEP, 2013.

LÉVÊQUE, François, *Les Relations franco-soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale. De la défaite à l'alliance (1939-1945)*, Paris-I, 1992.
SANTAMARIA, Yves, *Le PCF dans la lutte pour la paix, 1932-1936*, Paris X, 1993.
TRIFUNOVIC, Anne, *Les Relations franco-soviétiques de la libération de Paris à la capitulation de l'Allemagne*, Paris IV, 1983.

Actes de colloques et ouvrages collectifs

AZÉMA, Jean-Pierre, PROST, Antoine et RIOUX, Jean-Pierre (dir.), *Le Parti communiste français des années sombres*, Le Seuil, 1986. Guillaume Bourgeois et Denis Peschanski, « Les députés communistes devant leurs juges : un procès biaisé ».
COURTOIS, Stéphane et LAZAR, Marc (dir.), *50 ans d'une passion française. De Gaulle et les communistes*, préface de René Rémond, Balland, 1991. Philippe Buton, « Le Parti communiste français et le général de Gaulle, de la Résistance à la Libération » ; Daniel Cordier, « La France libre, Jean Moulin et les communistes » ; Jean Laloy, « De Gaulle-Staline : Moscou, décembre 1944 » ; Henri-Christian Giraud, « Les relations de Gaulle-Staline pendant la guerre ».
DE PORTE, Anton, « L'Europe du général de Gaulle : la carte russe » ; Léo Hamon, Mikhaïl Narinski *in* coll., *De Gaulle en son siècle*, t. V, Plon-La Documentation française, 1992.
NARINSKI, Mikhaïl, « De Gaulle face à Staline » ; BUTON, Philippe, « Les discussions entre de Gaulle et le PCF à l'automne 1943 », *in* coll., *De Gaulle chef de guerre*, Fondation Charles-De-Gaulle, Plon, 2008.
MARCOT, François (dir.), *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 1996. Mikhaïl Narinski, « L'URSS, le Komintern et la lutte armée en France ».
SOUTOU, Georges-Henri et ROBIN HIVERT, Émilia (dir), *L'URSS et l'Europe de 1941 à 1957*, PUPS, 2008. Marina Arzakanian, « De Gaulle et le gaullisme vus par le Komintern » et « Le rapprochement franco-soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale » ; Georges-Henri Soutou, « La France libre et la place de l'URSS dans le système européen » ; Jacques Bariéty, « La délégation diplomatique et la mission militaire de la France libre en Union soviétique, juin 1941-décembre 1944 » ; Lieutenant-général Vadim Kirpitchenko « Les activités du

service de renseignement soviétique en France pendant la Seconde Guerre mondiale et ses contacts avec le général de Gaulle » ; Mikhaïl Narinski, « Moscou et le parti communiste français pendant la Seconde Guerre mondiale (1942-1944) ; Vladislav P. Smirnov, « L'agression allemande contre l'Union soviétique et l'opinion publique française ».

VAÏSSE, Maurice (dir.), *De Gaulle et la Russie*, CNRS Éditions, coll. « CNRS Histoire » Paris, 2006. Et CNRS Éditions, coll. « Biblis », Paris, 2012. Marina Arzakanian, « De Gaulle pendant la Seconde Guerre mondiale à travers les archives soviétiques » ; François Lévêque, « Les relations entre l'Union soviétique et la France libre (juin 1941-septembre 1942) » ; Patrick Facon, « Le "Normandie-Niémen", vecteur de la politique soviétique du général de Gaulle ».

Archives russes/soviétiques

Archives d'État de Russie sur l'histoire sociale et politique, y compris les archives du Komintern (RGASPI).

MID, Archives de politique extérieure de la Fédération de Russie (AVPRF).

NAJESTKINE, O. N., « De Gaulle ou Giraud ? », *Histoire des services secrets extérieurs russes*, t. IV, coll., 2007, *Otcherki Istorii rossiiskoi vnechnei razvedki, Moskva, Mejdunarodnye Otnochenia*, 1991-2007.

Les Relations franco-soviétiques pendant la Grande Guerre patriotique 1941-1945, documents et matériaux en deux volumes, t. I, 1941-1943, (431 p.), t. II, 1944-1945 (573 p.), *Sovetsko frantsuzskie otnoshenija vo vremja velikoj otechestvennoj vojny 1941-1945, documenty i materialy v dvukh tomakh*, SFO Moskva, Politizdat, 1983.

Index

Abadie, Jules 540, 568, 635, 704, 712
Abetz, Otto 244-245, 352, 793
Agayants 733
Voir Avalov, Ivan
Alexander, général 369, 520, 853, 860-861, 866, 868, 870, 873, 886
Anders, général 269-270
Antier, Paul 446-447, 593
Argenlieu, amiral d' 203, 213, 347, 371-372, 379
Arnim, général von 351, 615
Arnold, général 498
Aron, Raymond 59, 930
Aron, Robert 574, 591, 595, 638, 693, 720-721, 752, 764, 792
Arthuys, Jacques 46
Artouzov, Arthur Khristianovitch 277
Arzakanian, Marina 271
Astier de La Vigerie, Emmanuel d' 46, 120, 208, 249, 307-308, 311, 346, 413, 480-481, 660, 698-701, 712-713, 811, 830, 846, 923-924
Astier de La Vigerie, général François d' 698
Astier, Henri d' 698
Auboynau, amiral 439
Aubrac, Lucie 249
Aubrac, Raymond 249, 830
Auriol, Vincent 752
Avalov, Ivan (pseudonyme d'Agayants) 272, 274-287, 289-291, 293, 601-602, 606-608, 614-617, 619, 623-624, 631-632, 640-641, 733
Avalov, prince Mikhaïl 277
Avinin, Antoine 890

Azéma, Jean-Pierre 132, 145
Badoglio, maréchal 620, 726, 803, 806, 834
Bailly, lieutenant-colonel 841
Barel, Virgile 611
Barkov, diplomate 259
Barré, général 347, 362
Baumel, Jacques 846
Bayerlein, lieutenant 15
Baynac, Jacques 116-117, 145-147, 229-231
Beaufils, Georges, dit « Joseph » ou « Dumont » 94, 144, 182, 200-202, 313, 329, 333, 354, 422, 438
Beaufre, capitaine 367, 380, 382-383, 386-387
Beaverbrook, lord 95
Bedell Smith, général 520, 627, 748, 859
Belot, Robert 98
Benes, Édouard 39-40, 251-252, 729, 757-761, 764, 877, 893
Bénouville, Guillain de 680, 699
Bergé, capitaine 202
Bergeret, général 340, 360, 372, 375, 379, 389, 428, 563, 566, 614, 719, 781, 806
Bergery, Gaston 65
Beria, Lavrenti 16, 259, 278, 281-282, 756
Beriejkov, Valentin 36, 264-265, 674, 677, 733-735, 737-741, 744-745
Berlioz, Joanny 611, 894
Bermondt-Avalov, Pavel 277
Bernert, Philippe 142-143
Bernstein, Henri 348
Bernstein, Imek 623
Berthelot, Jean 422
Béthouart, général 439, 573, 688
Beyer, Georges 94
Bianchi, Pierre 630
Bidault, Georges 569, 681, 908-909, 921-923, 934
Billotte, général 73-74, 90, 106, 191-192, 290-291, 300-302, 317, 319, 357, 371, 378, 460, 537, 581, 648, 755-757
Billoux, François 42, 44, 89, 160, 398, 400, 545, 658, 686, 697, 715-716, 719, 751, 785, 792, 795, 805-806, 808-810, 828, 840, 894, 904, 918, 921

Bineau, général 268
Bingen, Jacques 681, 846
Bloch, Jean-Richard 93, 169, 171, 728
Blocq-Mascart 890
Blum, Léon 64, 124-126, 232-233, 302, 313, 411, 414, 425, 486, 512, 710, 808, 900, 931
Blunt, Anthony 114
Bogomolov, Alexandre 31, 90, 98-101, 103-107, 154, 160, 171, 178, 204, 217, 225, 237, 241, 252, 254, 256, 283, 286, 291, 293, 295-297, 301, 341, 348, 363, 398, 415-416, 452, 455-456, 474-476, 478-479, 498-499, 509, 519, 526, 529, 538, 544, 549-552, 555, 564, 567, 575, 600, 602, 605-606, 623, 640, 651, 661, 666, 697, 725, 727, 754, 759, 762-763, 774, 776-778, 790, 798-800, 833-835, 848, 872, 884-885, 899, 934-935
Bohlen, Charles 724, 733, 746
Boislambert, Claude de 371-372, 489
Boissieu, général de 118, 124, 127
Boisson, gouverneur 327, 340, 347-348, 360, 372, 375, 379, 389, 460, 530, 538, 563, 565, 614, 753, 806
Bonnet, Henri 540, 543, 641, 704, 712, 715, 774, 790
Bonte, Florimond 41, 398, 610, 715, 780, 795, 806
Boris, Georges 124, 232
Bouchinet-Serreulles, Claude (dit « Sophie ») 130, 137, 139, 569-570, 681, 755
Bourdan, Pierre 51
Bourderon, Roger 612-613, 717
Bourdet, Claude 138, 247, 401, 572, 656, 755, 846
Bourdieu, aspirant 88
Bouscat, général 462, 469, 841
Bozzi, adjudant-chef 630
Bradley, général 253
Brauchitsch, maréchal von 15
Brault, Michel 681, 699
Bret, Paul-Louis 51, 388
Brillat, attaché commercial 165-166
Brinon, Fernand de 244
Brissaud, André 26
Brooke, général 191-192, 369, 437, 520-521, 740

Brosset, général 713, 757
Brossolette, Pierre 134, 139-141, 181, 232, 250, 295-296, 299-300, 345, 403-404, 416, 419-424, 434-438, 480, 547, 569, 572, 681-682, 842
Brown, journaliste 932
Buisson, Georges 689-690
Bullit, William 498
Burgess, Guy 114
Burin des Roziers, diplomate 788
Buron, Robert 842
Butler, colonel Jean-Jacques de 642
Buton, Philippe 895, 911
Buttin, Paul 783, 786-790, 797
Cachin, Marcel 237-240, 313, 322, 414, 907, 913, 931
Cadogan, Alexander 36, 110, 728, 828
Calef, Henri 128-130, 134
Cambon, Roger 363, 492
Campet, général 246
Capet, Hugues 910
Capitant, René 398, 431, 572, 645, 712-713, 782, 921
Capocci, Oreste 895
Carell, Paul 15
Carrel, Alexis 912
Carrière, R.P. 720
Casanova, Laurent 918
Casey, Richard 286
Cassin, René 20, 25-28, 30-31, 39, 53, 56, 70-72, 76, 81, 91, 195, 460, 541, 543
Cathala, Jean 88, 189, 356-357, 455, 513-514, 724, 919
Catroux, général 25, 50, 81, 156, 203, 227, 323, 347, 363, 371, 373, 375, 378, 380, 427-429, 431, 441-444, 459-463, 468, 471, 473, 477-478, 485-488, 527, 529, 533, 535, 537-538, 575, 608, 620, 634, 640, 644, 678-680, 686, 704, 712, 852, 921
Cavaillès, Jean 422
Cerf-Ferrière, René 720, 752
Cerreti, Giulio 497
Cerruty, Marguerite 123
Ceyrat, Marcel 239-240

Chaban-Delmas, Jacques 857-858, 903, 907
Chambe, général 645, 688, 815-822, 853, 860, 863
Chambeiron, Robert 117, 135, 141, 435, 495, 656
Chamine 377
Charbonnières, Guy Girard de 51, 380-381, 419, 429, 443, 469, 489, 529, 536, 539, 549
Charles-Roux 523
Chatel, gouverneur 340, 360, 389, 582
Chautemps, Camille 132, 349
Chauvet, Henri 127
Chauvineau, commissaire 280
Chavant, Eugène 893
Chelepine, Alexandre 287
Chevance-Bertin, général 119, 167, 699
Choltitz, général von 907
Chopitel, radio-opérateur 630
Choury, Maurice 647, 649
Chrétien, colonel 572
Churchill, Winston 17, 19, 22, 25, 27, 29, 33-37, 49, 64, 70, 72, 78, 83, 93, 95, 107-108, 112, 114, 190, 192, 198, 208, 211, 223, 241, 252-253, 263-267, 270, 286, 289, 293, 310, 314, 317, 326-327, 338, 363, 367-371, 373-374, 380, 382-386, 388, 393, 395, 399, 440, 452, 476, 479, 490, 492-493, 497, 499-501, 503, 506, 520-521, 526, 528, 532, 542, 556, 565, 568, 581, 598, 616, 638, 674-675, 686, 733, 735-746, 748-749, 753, 756, 760, 765-766, 774, 802-803, 814-815, 826, 828, 847-848, 853, 856, 862, 864, 869-870, 872, 875, 877, 886-887, 890-891, 905-906, 919-920, 922, 936-938
Ciechanowski, Jan 498
Clark, Bennett C. 19
Clark, général 326, 853, 860-861, 866-867, 869, 886
Clemenceau, Georges 215, 322, 378, 591
Closon, Francis 436, 657
Cochet, général 492, 787
Cogniot, Georges 59, 907, 913
Collette, Paul 79
Colona d’Ornano, bâtonnier 718
Colonna d’Istria, général 625-626, 652
Comert, Pierre 492

Coone, major 634
Cooper, Duff 765, 847
Copeau, Jacques 699
Copeau, Pascal 249-250, 307, 495-496, 524, 568, 570, 660, 699-701, 830, 846, 890
Cordier, Daniel 115, 117, 122, 127, 132-133, 136, 139, 141-142, 146-147, 154, 229-231, 323, 485
Cot, Pierre 117-118, 123-132, 137, 147, 151-152, 700, 765, 778, 797, 800, 826, 837-841, 878-881, 888-890, 912
Coulet, François 626, 634, 636-637
Coulondre, Roger 62
Courcel, Geoffroi de 769
Courtois, Stéphane 42-44, 59, 71, 76, 82-83, 94, 102, 170, 179, 183, 227, 238, 260, 271, 292, 305, 314, 324, 327, 337-339, 352, 400, 424-425, 496, 547, 571, 585, 657, 705, 769-770, 780, 825
Couve de Murville, Maurice 363, 473, 540, 594, 597, 635, 648, 704, 712
Crémieux-Brilhac, Jean-Louis 230, 635, 688
Cripps, Stafford 18, 28-29, 110, 112-113
Cristofol, Jean 783, 789
Croizat, Ambroise 353, 589, 611
Cunningham, amiral 520, 627
Cusin, Gaston 131, 281
Czerny 38
Daladier, Édouard 42, 44, 74, 118, 123, 360, 395, 446, 561, 914, 929
Dallidet, Arthur 201
Dallidet, Raymond 352
Dario, général 815
Darlan, amiral 189, 244-245, 318, 320, 324-329, 337-339, 341-342, 345, 347-350, 362, 364, 369, 372, 388-389, 391, 396, 540, 698
Darnand, Joseph 770, 773, 793
Davies, Joseph 498, 518, 723
Dayet, Maurice 22-23, 27-28, 34-35, 38, 70, 73-75, 77, 506-509
Deane, général 675
Déat, Marcel 79, 599
Debu-Bridel, Jacques 495
Defferre, Gaston 413
Degliame, Marcel 699, 846

Dejean, Maurice 20-23, 25, 28, 30, 53, 70-72, 75, 78-79, 81, 87, 91, 100-101, 103, 154, 158-159, 164-165, 190, 194, 205-206, 236, 241, 251-256, 260-262, 266, 268, 270-271, 289-291, 293-295, 302-303, 305, 309-310, 348, 363, 499, 514, 519, 526, 538, 544, 549, 640, 655, 665-669, 680, 729, 764, 772-773, 782, 825, 856
Dekanosov, Vladimir 254, 258-260, 282, 288, 290, 415, 726, 797, 800-805, 821, 824-825, 843-844, 850, 866, 887, 896-897, 899, 919-920, 930
Delbos, Raymond 132
Delcourt, vice-consul 157
Delestraint, général 437, 481, 491-492, 546
Derrien, amiral 587, 719, 780-781
Desanti, Dominique 722
Desrumeaux, Marthe 45
Diethelm, André 124, 232, 250-251, 540, 543, 575, 633, 635, 703-704, 712, 809, 842, 867, 910-911, 921
Dignac, Pierre 130
Dill, John, maréchal 369, 573
Dimitrov, Georges 74, 269-270, 295, 807, 894, 917
Dimitrov, Gorgei 328
Djilas, Milovan 217-218
Dolivet, Louis (ex-Ludwig Brecher) 117, 132
Doriot, Jacques 80, 360, 599
Dormoy, Max 280, 699
Dreyfus, François-Georges 830
Dronne, Raymond 907
Duchesne, Jacques (pseudonyme de Michel de Saint-Denis) 91
Duclos, Jacques 43, 83, 93, 132, 138, 240, 268, 282, 328, 352-354, 398, 571, 807, 846, 907-909, 912-918
Dulles, Allen 680
Dullin, Sabine 278
Dunn, diplomate 823-824
Duroselle, Jean-Baptiste 235, 303, 343, 573-574
Du Vigier, général 813, 862, 867
Dzerjinski, Félix 272-273, 277
Éboué, Félix 203, 323, 347
Eden, Anthony 17-18, 36, 49, 78, 92, 109-113, 127, 206-207, 211-212, 223-225, 233-234, 267, 293, 440, 444, 492, 497, 527, 650, 674-676, 743, 747,

753, 805, 937
Ehrenbourg, Ilya 89, 178, 189, 214, 260, 646, 849-851, 857, 900, 905, 926, 932
Eisenhower, général 362, 367, 369, 375, 386-390, 432, 443-444, 479, 506, 520-521, 578, 608, 620, 625, 627, 647, 675, 730, 748, 757, 816, 824, 832, 844, 853-854, 856-857, 873, 901
Eitingon, Leonid 277
Ejov, Nicolas 276, 278
Elleinstein, Jean 16, 68, 83, 92, 95, 107, 110, 113, 315, 677, 733, 745
Ely, général 903
Esquer, Gabriel 584, 614
Estéva, amiral 491
Estienne d'Orves, lieutenant d' 76
Fabert, maréchal de 786
Fabre-Luce, Alfred 794
Fabre-Luce, Henri 60, 62
Fabry, colonel 61
Faggianelli, Jacques 649
Fajon, Étienne 610, 612, 716-719, 795
Farge, Yves 402, 681, 700
Fassin, Raymond 209
Faure, François 182-183, 200, 229
Feintuch, Michel (pseudonyme de Jean Jérôme) 282
Feklissov, Alexandre 279
Fenard, amiral 439
Fitine, Pavel 282
Flandin, Pierre-Étienne 614, 806
Flouret, Marcel 887
Foucaucourt, Henri de 222, 871
Fougeyrollas, Pierre 927
Fourcaud, lieutenant 88
Frachon, Benoît 45-46, 238-239, 353, 907-908, 913
Franchet d'Esperey, général 814
Franco, général 328, 385
Frenay, Henri 24, 45-47, 80, 117, 119-121, 126, 134-138, 140, 142, 149, 152, 155-156, 167-169, 194, 208-209, 229, 242, 247-250, 300, 307-308,

311, 318-321, 346, 401-405, 413, 448, 480-483, 489, 495, 569, 571, 656, 680, 682-683, 697-701, 712, 752, 754-755, 829-830, 921
Galimand, Lucien 595, 692, 695
Galline, Alexandre 557-559
Gambiez, général 625, 628, 633
Garreau, Roger 88-89, 98-100, 106, 157, 159, 172-178, 180-181, 187-188, 190, 192-194, 204-205, 211-215, 218, 220-221, 225-226, 237, 241, 252-254, 257-262, 266-271, 288, 290-291, 294-295, 306-307, 325, 343, 348, 350-352, 355, 362, 388-397, 407-408, 415, 457-459, 476, 490, 509, 512-513, 515-517, 519, 546, 548, 551, 553-556, 559, 564, 580, 603-604, 606, 619-620, 653, 666, 672-673, 680, 703, 721, 726, 728, 746, 748, 750-751, 757, 766-770, 773, 776, 779, 793, 799-802, 804-805, 821-826, 843-844, 847, 849-852, 854-857, 865-866, 886, 896-901, 904, 908, 912, 919, 923-924, 926, 928, 930-933
Gautherot, Henry 76
Gazier, Albert 763
Georges VI 861
Georges, général 528-530, 537-538, 541, 553, 587, 589-590, 613, 632, 635, 639, 683, 703-704, 712
Georges, Pierre (dit « Fabien ») 76
Gerhof, Steï 38
Giacobbi, Paul 649, 810, 921
Giannesini, lieutenant 630, 632
Gillois, André 195, 295-296
Gillot, Auguste 890, 906
Ginollin, Denise 43
Giovoni, Arthur 636, 643, 647, 649, 652, 718, 721
Girard, capitaine 291
Giraud, général 51, 133, 137, 194-195, 243-248, 295, 314, 318-320, 323, 325-326, 329, 340, 345, 347, 350-352, 355, 357, 362-363, 367-401, 405, 410-411, 414, 419, 424, 426-433, 441-446, 459-464, 466-474, 476-481, 484-489, 493, 511, 525-529, 531-541, 543-545, 548-549, 551, 553, 556-561, 563-566, 572-574, 576-579, 581-583, 587, 589-590, 593, 596-598, 601-602, 606-609, 611, 613, 616-617, 619, 621-623, 625-635, 637, 639-640, 642, 645, 647-648, 651-653, 655, 663, 666, 683, 686-688, 690, 695-697, 702-704, 708-709, 712-715, 718, 729-730, 746, 748, 757, 765, 769,

783-786, 790, 792-793, 810-821, 823-824, 826-828, 830-831, 835, 840, 842, 859, 862-863, 867, 886
Gitton, Marcel 80
Goebbels, Josef 22, 50, 80, 452, 789
Golikov, général 36
Gombault, Georges 232
Gouin, Félix 232, 295, 299-300, 302, 413, 446-447, 593, 686, 713, 754
Goussiev, ambassadeur 747, 856-857
Gouzovski, Alexandre 624
Granger, Renée 621, 970, 983, 999, 1004
Grenier, Fernand 44, 140, 143, 153, 231, 323, 331-332, 335-337, 352-354, 356-361, 364-366, 380, 399-400, 409-410, 426, 434, 446-447, 456, 491, 545, 572, 593, 595, 602, 609, 613, 642, 651, 658, 686, 697, 705-707, 715, 717, 751, 763, 767, 786, 795, 805-808, 812, 828, 841-843, 845, 893-894, 917-918, 920
Gresa, Jacques 589, 611, 843
Griffi, Toussaint 630
Gromyko, André 565
Grossin, général 669
Gryzlav, général 675
Guderian, général 15
Guérard, Albert 879
Guérin, Alain 398
Guérin, Paul 799-800
Guillaume, général 858, 873
Guyot, Raymond 39, 354, 915
Hambro, Charles 319
Hamon, Léo 55, 905
Hardy, Georges 566
Harriman, Averell 95, 113, 289, 663, 906
Harscouët, évêque 118
Hart, Liddell 114
Harvey, Constance 246
Hauck, Henry 348
Hauriou, André 754
Henaff, Georges 94, 132
Henriot, Philippe 360-361, 770

Herriot, Édouard 41, 129, 297, 313, 361, 460, 486, 692, 787
Hervé, Annie 249
Hervé, Pierre 249, 660, 699, 846
Heydrich, Reinhart 862
Hingley, Ronald 275-276
Hiss, Alger 114
Hitler, Adolf 15-16, 19-22, 24, 26, 28-29, 32, 34-35, 45-46, 52, 62-64, 68, 71, 109, 113, 123, 149, 162, 213, 224, 245, 261, 264-265, 293, 305, 324-325, 327, 342, 397, 445, 452, 559, 589, 599, 663, 742, 781, 789, 793, 863, 900, 919, 935
Ho Chi Minh 89
Hopkins, Harry 49, 68-69, 108, 113, 192, 263, 368, 497, 935
Hoppenot, Henri 542, 672
Hostache, René 134
Hotz, colonel 95
Hull, Cordell 18-19, 109, 111, 113, 166, 187, 224, 233, 237, 241, 349, 439, 535, 565, 608, 630, 650, 673-674, 676-677, 724, 734-735, 822-824, 832, 849, 881, 906
Hymans, Max 446-447, 593
Iagoda, Genrikh 273, 275-276
Ibarruri, Dolorès 328
Iejov, Nikolaï 722
Ingrand, Henri 901
Ismay, général 317, 520, 675, 755-756
Jacquinot, Louis 623, 686, 710, 712, 811, 816, 921
Jeanneney, Jules 787, 921
Jérôme, Jean (pseudonyme de Michel Feintuch) 138, 144, 182-183, 201-202, 322-323
Joinville 857
Joire, sous-lieutenant 88
Joliot-Curie, Frédéric 913
Jouhaux, Léon 311, 313, 486
Joukov, général 16, 607
Jourdain, Francis 127
Jousse, colonel 534
Jouve, Géraud 50-54, 56, 65-67, 70, 75, 92, 104, 158, 165, 271, 290, 294, 310, 318, 555

Joxe, Louis 708
Juin, général 345, 347, 567, 813, 817, 819, 826, 853, 859-863, 866-869, 871, 873
Kalinine 65, 755
Karakhan 99, 513
Kastalski 601
Keitel, maréchal 245
Kemal, Mustapha 510
Kerenski, Alexandre 927
Kerillis, Henri de 583, 595, 692-693, 916
Kesselring, maréchal 362, 625, 813, 853
Kilian, capitaine de frégate 627
King, amiral 369
Kingsbury-Smith 542
Kislov, diplomate 281
Kisselev 301
Kittredge, commander 438-439
Klougof 259
Koenig, général 769, 855-858, 864, 887-888, 903
Konovalets, Yevhen 281
Korjenko, V.S. 278
Korj, Mikhaïl 23, 73-74, 77
Korpik 16
Koutiepov, général 280
Kozyrev, diplomate 925
Krassine, ambassadeur 65, 924
Krassine, Lubova 699
Kravchenko 823
Kriegel, Annie 58, 146
Kriegel-Valrimont, Maurice 249, 660, 846, 858
Krotkov, Iouri Vassilievitch 669
Labarthe, André 117, 128, 132, 137, 295, 536, 541
Lacoste, Robert 921, 923
Lacouture, Jean 126, 150
La Folette 19
Laloy, Jean 848
Laniel, Joseph 495, 890

Lardin, commandant 814
Larminat, général de 203, 479, 486, 567, 576, 714
La Rocque, colonel de 295-296
Larribère, Camille 769
Laski, Harold 879
Lattre, général de 826, 911
Laurent, Augustin 921, 923
Laurent-Champrosay, commandant 730
Laurent, Charles 182, 495, 614, 713, 788
Laval, Pierre 26, 61, 65, 79, 123, 193, 205, 211-212, 235, 241, 243-247, 283, 292, 341, 352, 364, 392, 559, 621, 702, 793, 801, 894, 900, 907
Leahy, amiral 104, 113, 194, 243, 498, 573, 886
Lebrun, Albert 750
Leclerc, général 462, 486, 576, 907, 910-911
Lecœur, Auguste 659, 809, 907, 909, 913
Lecomte-Boinet 422
Leduc, Victor 249
Legentilhomme, général 582, 642
Léger, Alexis 222, 527, 598-599
Le Goyet, Pierre 859, 861, 886
Lemaigre-Dubreuil, Jacques 379
Lemonnier, amiral 627
Lénine 26, 104, 189, 202, 238, 272, 274, 322, 723, 838
Lepercq, André 921
Le Troquer, André 696, 710, 712-713, 729, 765, 806-807, 810
Lévêque, François 180, 926
Levisse-Touzé, Christine 122
Lévy Alphandéry 354
Lévy, Jean-Pierre 208, 346, 413
Lévy, Marthe et Louis 232
Limagne, Pierre 296
Linarès, lieutenant-colonel de 367, 378
Lippmann, Walter 305-306, 348, 529
Litvinov, Maxime 34-35, 62, 104, 126, 224, 270, 279, 503, 667
Lohausen, Jordis von 734
Lombard, Helen 542
Louis XVIII 523

Lozeray, Henri 611
Lozovski (pseudonyme de Solomon Abramovich) 159, 176-177, 188, 190, 259, 362, 390-391, 394-396, 458-459, 490, 509, 512, 564, 577-578, 580
Luce, Henry 108
Luchaire, Jean 913
Ludendorff, général 863
Luizet, Charles 626, 634-636, 887, 907
Mackensen, général 863
MacLean, Donald 114
Mac Lloyd, secrétaire d'État 573
Macmillan, Harold 291, 427, 432, 443-444, 537, 541, 622-623, 663, 748-749, 753, 891
Magli, général 637
Maillet, Jacques 846
Maillot, Henri 636, 643, 647, 649
Maïski, Ivan 17-18, 23-26, 30-31, 38-40, 53-54, 66, 70-73, 75-76, 78, 83, 85-86, 90-93, 103-104, 112, 158-160, 162-165, 170, 181, 193, 204-206, 208-209, 224, 294, 301-302, 340-342, 363, 476, 509, 552, 617, 631, 667, 872
Malenkov 16
Mallarmé, André 595, 692-693, 852
Malleret-Joinville 249
Mandel, Georges 124, 232, 326
Manhès, Henri-Frédéric 117, 139, 141, 169, 184, 209, 322-323, 404, 421
Manstein, maréchal von 210
Manuel, André 322-323, 400, 403-404, 420
Marçais, William 583, 614
Marchal, Léon 428-430
Marin, Louis 418, 486
Maroselli, André 446-447, 593
Marrane, Georges 44, 229, 887, 899, 908-909
Marshall, général 192, 368-370, 506, 520-521, 573, 861-863, 873, 886
Martin, général 627, 635-636, 642, 648
Marty, André 39, 42, 267-270, 290-291, 295, 400, 545, 589, 599, 611, 659, 696, 715, 719, 751, 795, 806, 809, 825
Massigli, René 310, 438-440, 451, 455-457, 460, 466, 509, 511-512, 514, 516-517, 523, 529-530, 533, 537-538, 551, 564, 567, 575, 619, 622-623,

632, 635, 640, 648, 650, 653-655, 661-662, 666, 669, 672-673, 685-686, 702, 704, 712, 727-730, 746, 748-749, 751, 753-754, 762-763, 765, 774, 776-778, 790, 797-799, 803-805, 811, 833, 847, 851, 874, 884-886, 898-899, 901, 908-909, 922-923
Masson, colonel 714
Mast, général 582
Mauvais, Léon 44
Mayer, Daniel 139, 411, 413, 890
Mayer, René 540, 609, 627, 632, 635, 704, 712, 921
Mazaryk, Jan 39
Maze, Jean 108, 196, 498, 507, 660
Mendès France, Pierre 446-447, 593, 712-713, 921
Mendigal, général 530, 538
Mengin, Robert 541
Menthon, François de 614, 701-702, 712, 749, 782, 827, 921
Mercier, André 354, 422, 495-496, 716-718, 721, 751, 770, 786
Meunier, Pierre 117, 135, 141, 321, 421, 435, 495, 656
Michel, Henri 120, 124, 128-129, 134, 150, 204-205, 495
Michelier, amiral 530, 566
Michels, Charles 354
Mickiewicz, diplomate 564
Mickiewicz, Eugeny 601-602, 614
Midol, Lucien 398, 400, 718-719
Mihaïlovitch, général 262, 336, 676, 746, 775, 815
Mikhailov 903, 926
Miller, général 280
Mirlès, colonel 515-516
Mitterrand, François 202
Moch, Jules 460, 696, 763
Mollard, colonel 46
Mollard, général 626, 636
Molotov 16, 29, 36, 42, 62, 65, 72, 86, 98, 100, 103, 107, 112, 159, 164, 172-174, 176, 180, 187, 204, 206-207, 209, 212, 217-219, 221, 224-225, 227, 234, 237, 264-265, 270, 274, 288, 342, 349, 390-391, 395-397, 456, 475, 549-550, 556, 565, 577, 602, 605-606, 608, 614, 617, 631, 651, 674-676, 703, 723, 736, 743, 763, 801, 814, 835, 854-857, 866, 888-890, 925
Monjaret, Hervé 209

Monnet, Jean 363, 443-444, 473, 529, 532, 537-538, 541, 553, 594, 609, 619-620, 632, 635, 672, 704, 713, 749, 823, 921
Monsabert, général de 766
Montesinos, Gonzales 172
Montfort, Henri de 452
Morandat, Yvon 348
Moran, lord, médecin 935-936
Morawski, Casimir 451-453, 455
Moreau, amiral 566
Morin, Edgar 276
Morton, major 755-756
Moulin, Jean (dit « Max » ou « Rex ») 115-143, 145-156, 167-169, 184-185, 198, 203, 208-209, 229-233, 242, 248-251, 281, 300, 307-309, 311, 319-323, 337, 401-405, 411, 413, 416-417, 419-421, 434-438, 448, 480-485, 489, 493, 495-496, 524-525, 546, 568-569, 699, 701, 755, 842, 909
Moulin, Laure 129-131
Mountbatten, amiral 369
Mourin, Maxime 62-63
Munzenberg, Willy 127
Murphy, Robert 345, 383, 427, 432, 443-444, 537, 541, 578, 620, 622-623
Muselier, amiral 310, 534, 541, 842
Mussolini, Benito 603
Najestkine, O.N., historien 279, 286-287, 289, 614
Noguères, Henri 46, 79, 96, 120-121, 126, 182, 184-185, 209, 233, 242, 248, 250, 298-299, 320, 345-347, 417, 420, 481, 492, 524, 681, 811, 845-846, 857-858, 911
Noguès, général 324, 340, 375, 460, 530, 538, 563, 565, 582
Nordling 905
Notin, Jean-Christophe 714
Novikov, Kirill 301-302, 898
Odic, général 842
Omel’Cenko 557
Ordioni, Pierre 814-815
Orlov, Pavel 640
Orlov (pseudonyme de Felbine) 277
Osuska-Morawski 891
Ouralov, Alexandre 723

Ouzoulias, Albert 94
Paillole, commandant 46, 669, 785
Palewski, Gaston 24, 51, 319, 371, 376-377, 381, 515, 523, 601-602, 606-610, 615, 629, 640, 680, 776-778, 874
Palgounov 190
Panfilov, général 260
Panier, Maurice 145
Pâques, Georges 623
Paris, Jacques-Camille 236
Parodi, Alexandre 895, 899, 901, 903, 906-907, 921
Passy, colonel 96, 99, 105-106, 118, 121, 130, 134-135, 140, 149, 153, 184, 202-203, 209, 231-232, 251, 296, 298-299, 307, 322-323, 330, 357, 366, 378, 400, 403-405, 413, 416, 419, 424, 434-438, 482, 514, 535, 547, 569, 682, 698, 700-701
Patch, général 213, 748
Patton, général 369, 663, 906
Paul-Boncour, Joseph 123
Paul, Marcel 169
Paulus, général 271
Peake, général 634
Pechkoff, colonel 429
Pélabon, André 665
Pétain, maréchal 20, 44, 123, 159, 188, 194-196, 214-215, 220, 235, 243, 245-246, 249, 270, 283, 298, 325, 364, 530, 540, 559, 567, 587, 596, 613, 616, 621, 692, 696, 702, 772, 786-787, 793, 808, 829, 852, 894, 900-901, 907
Petit, général 87-90, 157-158, 172, 178-179, 181, 260, 291, 653-655
Peyrefitte, Alain 117, 119, 151, 154
Peyrouton, Marcel 364, 372, 375, 379, 414, 444, 530, 534, 538, 555, 563, 565, 582, 614, 753, 806
Philby, Kim 114
Philip, André 250-251, 262, 295, 298, 306-307, 312, 326, 523, 529-530, 533, 537-538, 586, 593-595, 616, 626, 635, 642-643, 652-653, 682, 692, 702, 704, 712-714, 720, 806, 923
Pickett, Clarence 234
Pierre-Bloch, Jean 68, 156, 249, 299, 308, 418, 446, 593, 696, 699, 708-709, 713, 715, 773, 806

Pineau, Christian 46, 121, 141, 181-182, 321, 447
Piquet-Wicks, major 124
Pitteri, capitaine 634
Pleven, André 543
Pleven, René 90, 92, 271, 286, 289-291, 380-381, 540, 568, 575, 693, 704, 712, 921
Politzer, Georges 555, 781
Pomaret, Charles 123
Poniatowski, André 367, 372-373, 376-378, 386
Pontcarral 846
Poskrebychev, Alexandre 276, 278
Potiemkine, Vladimir 61, 104, 278, 361
Pourtalet, Henri 545, 608, 611, 652, 785
Prenant, Marcel 182, 184
Preziosi, Laurent 630
Prioux, général 530, 541
Puaux, Marcel 582
Pucheu, Pierre 491, 572, 596-597, 613, 687, 696, 708, 719-720, 763, 771, 774, 780-784, 786-794, 811
Queuille, Henri 460, 628-629, 631-635, 639, 648, 690, 696-697, 710, 712-713, 749, 765, 791, 806, 811, 827-828, 852, 867
Quilici, François 299, 593, 632, 783
Racamond, Julien 239-240
Raczynski, comte 747
Raimondi, Archange 636, 643
Ramette, Arthur 41, 750-751, 766
Rancourt, général de 818
Rebattet, Georges 681
Reiss, Ignace 281
Rémy, colonel 47, 144, 182, 200, 202, 210, 229, 249, 308, 329-333, 335-337, 339-340, 354, 356, 365, 917
Reynaud, Paul 44, 125, 130, 147, 326, 371, 387, 916
Ribbentrop, von 16, 21, 50
Ribière, Henri-Alexis 584, 614, 890
Rigault, Jean 541
Ripka, Hubert 764
Robinson, Harry (ou Henri) 117, 131, 143-145, 231, 284

Robrieux, Philippe 131, 140, 218, 267, 716, 809, 913, 916-917
Rodzianko, colonel 227
Rol-Tanguy, colonel 854, 903, 907
Rommel, général 615
Roosevelt, Eleanor 498
Roosevelt, Franklin Delano 18-19, 27, 49, 52, 64, 68-69, 72, 83, 90, 95, 108, 111, 113-114, 137, 192, 223-224, 237, 246-247, 253, 263, 266-267, 314, 326, 337, 341, 349, 363, 367-368, 371, 374-375, 379-380, 382-383, 399, 406, 439, 452, 456, 490, 492, 497, 500-503, 505-507, 527, 529, 532, 537, 541, 566, 573-574, 583, 598, 600, 605, 608-609, 616, 672, 674-675, 677, 688, 733-746, 748, 756, 765, 773, 824, 853, 856, 860-861, 864-865, 867, 874-875, 877, 880-883, 885-886, 889, 906, 922, 936
Roques, Philippe 232
Rosen, Léon de 246
Rougier, Louis 660
Rousseau, capitaine 815
Roussel, Éric 154
Roussy de Sales, Olivier 815
Rucart, Marc 495
Rundstedt, général von 793
Sabline 28
Sadoul, Jacques 322-323
Saillant, Louis 46, 182
Saint-Exupéry, Antoine de 647, 729
Saint-Hillier, général 714, 729
Saule, commandant de 630
Scamaroni, Fred 629-630
Schellenberg, Walter 862
Schmidt, Hans-Thilo 669
Schmitt, général 785-786
Schmittlein, Raymond 88, 157, 348-349, 395-396, 515-516, 559, 575, 577, 580-581, 598, 605
Schrodt, Jeanne 43
Schumann, Maurice 232, 366, 497, 523
Sedov, Léon 281
Sergueïev, diplomate 851, 923
Seydlitz, général von 885

Sforza, comte 878
Sikorski, général 27, 40, 454, 456
Skobline, général 280
Skobolev, diplomate 257
Skorzeny, Otto 624
Sloutski, Abraham 277
Smirnov, ambassadeur 284, 289
Smodlaka, diplomate 826
Smuts, général 286
Soljenitsyne, Alexandre 273
Solod, Semienovitch 284
Somervell, général 370, 573
Soudoplatov, Pavel 281
Souritz, Abraham 280, 282
Souslov, Mikhaîl 716
Soustelle, Jacques 47, 251, 366, 439, 466, 485, 511, 541, 543, 610, 699
Soutou, Georges-Henri 663, 686
Souvarine, Boris 89
Spellman, cardinal 604-605
Staline 16, 24, 26-28, 33-37, 40, 43, 49, 55, 59-61, 63-65, 67-71, 75-76, 79, 90, 92-95, 107-114, 117, 149, 151, 155, 157, 162, 166, 171-172, 174, 189-190, 194, 201, 210, 217-218, 223-224, 226-227, 241, 252-254, 259-260, 263-267, 269, 273-275, 281, 287, 289, 301-302, 314-315, 323-324, 326-327, 329, 338, 348, 352, 355, 360, 363-364, 388, 394, 399, 407-408, 439, 452, 456, 490, 497-499, 503-508, 525, 529, 548-550, 556, 558, 565, 578, 580-581, 583, 600, 603, 605, 607, 609, 617-618, 638-639, 651, 653-655, 658, 663, 667, 674-678, 686, 697, 704, 708, 722-723, 725, 727, 733-748, 755-757, 761, 764-765, 773, 776, 797, 809, 815, 824, 826, 833, 838-839, 844, 850, 857, 864, 872, 874-876, 882-883, 886-888, 891-892, 894, 901, 904-906, 915, 917, 920, 922, 926, 928, 935, 937-938
Stanley, ambassadeur 565
Stein, ambassadeur 927
Stettinius, diplomate 834
Stevens, Edmund 104-105, 724
Strang, William 650
Strauss, Franz Josef 287
Stulpnagel, général 793

Syssoiev, diplomate 728
Tabouis, Geneviève 599
Tanguy-Prigent 921
Tasma, Alain 122
Tedder, maréchal 520
Teitgen, Pierre-Henri 921
Tessier, Gaston 890
Thorez, Maurice 38, 42-46, 73-74, 80, 129, 268, 282, 333, 335, 339, 545, 599, 663, 716, 721, 766-771, 778, 807, 839-841, 843, 845-847, 851-852, 888, 906-907, 912-913, 915-916, 918, 923-924
Tillon, Charles 94, 182, 242, 322, 333-335, 586, 907, 909, 912-914, 918-919, 921
Tissier, Pierre 629, 648
Tito, Broz 156, 676, 746, 775, 868, 882
Tixier, Adrien 166, 233, 297, 306, 326, 348, 540, 543, 567-568, 575, 635, 640, 702, 704, 712-713, 806, 921
Tochon, Loys 385
Togliati, Palmiro 497
Tollet, André 586, 854, 905, 908
Torrès, Henry 348, 573, 611
Toukhatchevski, maréchal 26, 227, 277, 722
Touny, colonel 46
Tournoux, Jean-Raymond 156
Trainin, médecin 932
Tréand, Maurice 43
Trepper, Léopold 117, 142-144, 231, 282
Trilisser, Mikhaïl Abramovitch 277
Trotski 282
Tubert, général 398, 713, 771, 782, 789
Tuck, Pinkney 246
Turner, Bernard 189
Vaillant-Couturier, Marie-Claude 571
Valette d'Osia, général 782
Vallin, Charles 295-298, 696
Vallon, Louis 68
Veillon, Dominique 122
Vérin, magistrat 786

Vernejoul, général de 813, 862, 867
Viannay, Philippe 346
Victor Emmanuel 835
Viénot, Pierre 460, 551-553, 555, 564, 575, 642, 651, 706, 753
Villon, Pierre 434, 495-496, 570-571, 656, 700, 779, 846, 864, 890, 903, 905, 907, 913, 915, 918
Vinogradov, Serge 53-54, 65-66, 70-72, 75, 158
Vittori, François 636, 649, 652
Vlassik, général 16
Volinski 904, 926, 928-929
Vorochilov, maréchal 675, 736, 739-740
Vychinski, André 18, 29, 73-74, 187-188, 211-212, 237, 349-350, 391-392, 553-554, 575, 581, 584, 673, 722-728, 760, 773, 775, 790, 887
Waldeck-Rochet 353, 398, 525, 539, 610-611, 643, 807
Wallace, vice-président 852, 880-881
Wallon, Louis 653
Weill, René-Georges 202-203, 229
Weiss, général 503, 604, 735, 787
Welles, Sumner 19, 91, 109, 113, 233, 237, 293, 389, 439, 502, 674
Weygand, général 63, 102, 176-177, 227, 326
Wilson, diplomate 748, 753
Wilson, général 813, 832, 860-861, 870
Winant, John 18, 49, 213-214, 233, 443, 492
Wolton, Thierry 231, 275, 282
Wurmser, André 153
Yourenev 99, 513
Zabrouski 503-505, 604, 735
Zaslavski, journaliste 407
Zinchenko, diplomate 73-74, 77, 747
Ziromski, Jean 132

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur